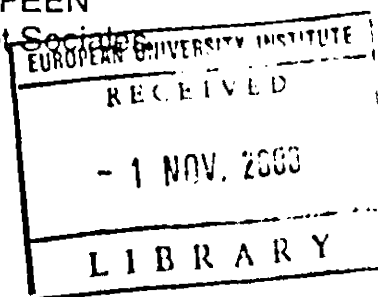


INSTITUT UNIVERSITAIRE EUROPEEN  
Département des Sciences Politiques et Sociales



**Une magistrature d'influence?  
La redéfinition de la profession judiciaire en Italie (1964-1996)**

par

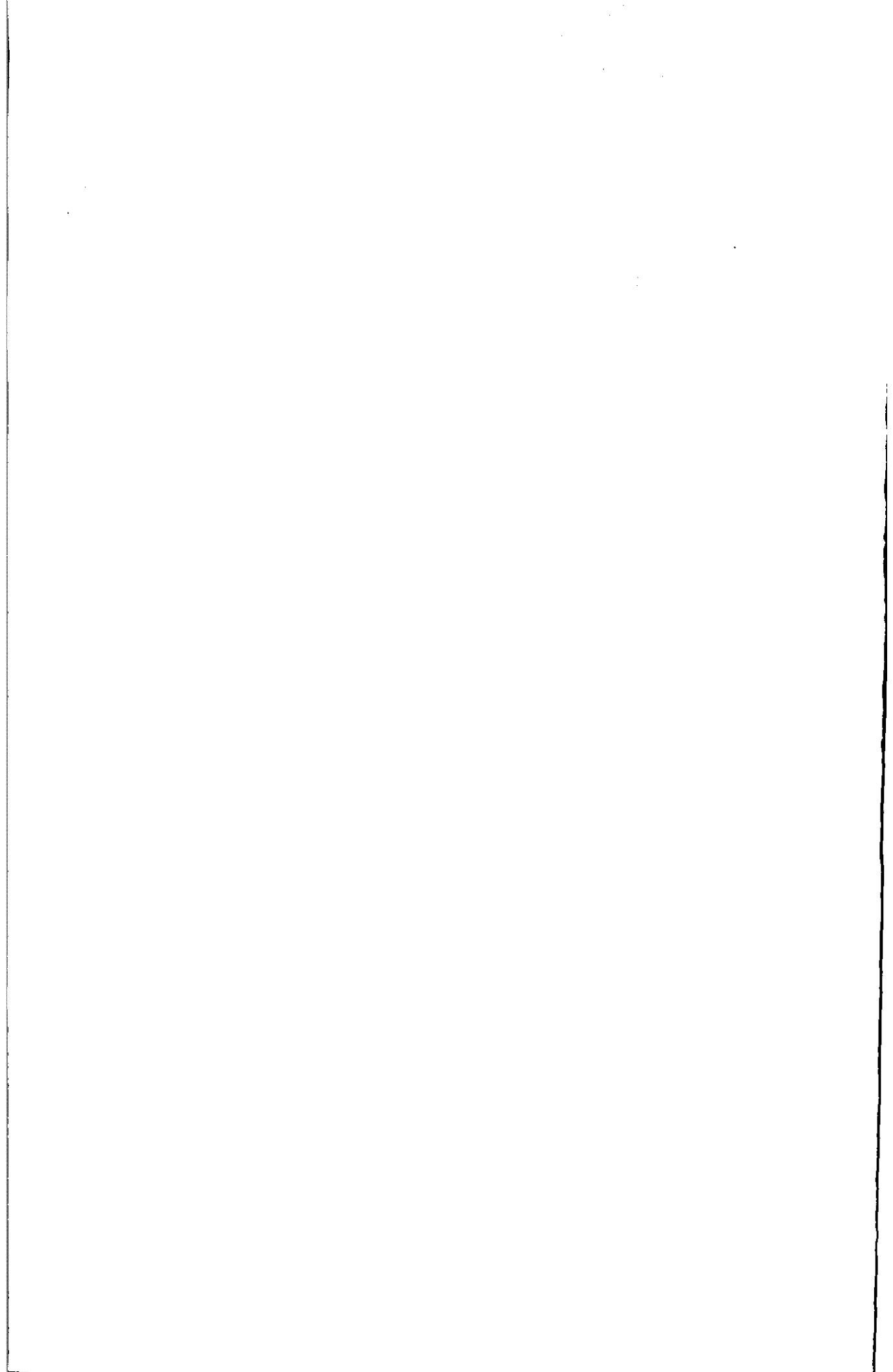
Antoine Vauchez

Thèse soumise à l'approbation du jury en vue de l'obtention du doctorat de  
l'Institut Universitaire Européen

Florence, Novembre 2000

B/C → D



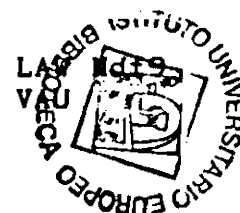






INSTITUT UNIVERSITAIRE EUROPEEN  
Département des Sciences Politiques et Sociales

8  
R. 0. 9. 5. 0



**Une magistrature d'influence?  
La redéfinition de la profession judiciaire en Italie (1964-1996)**

par

Antoine Vauchez

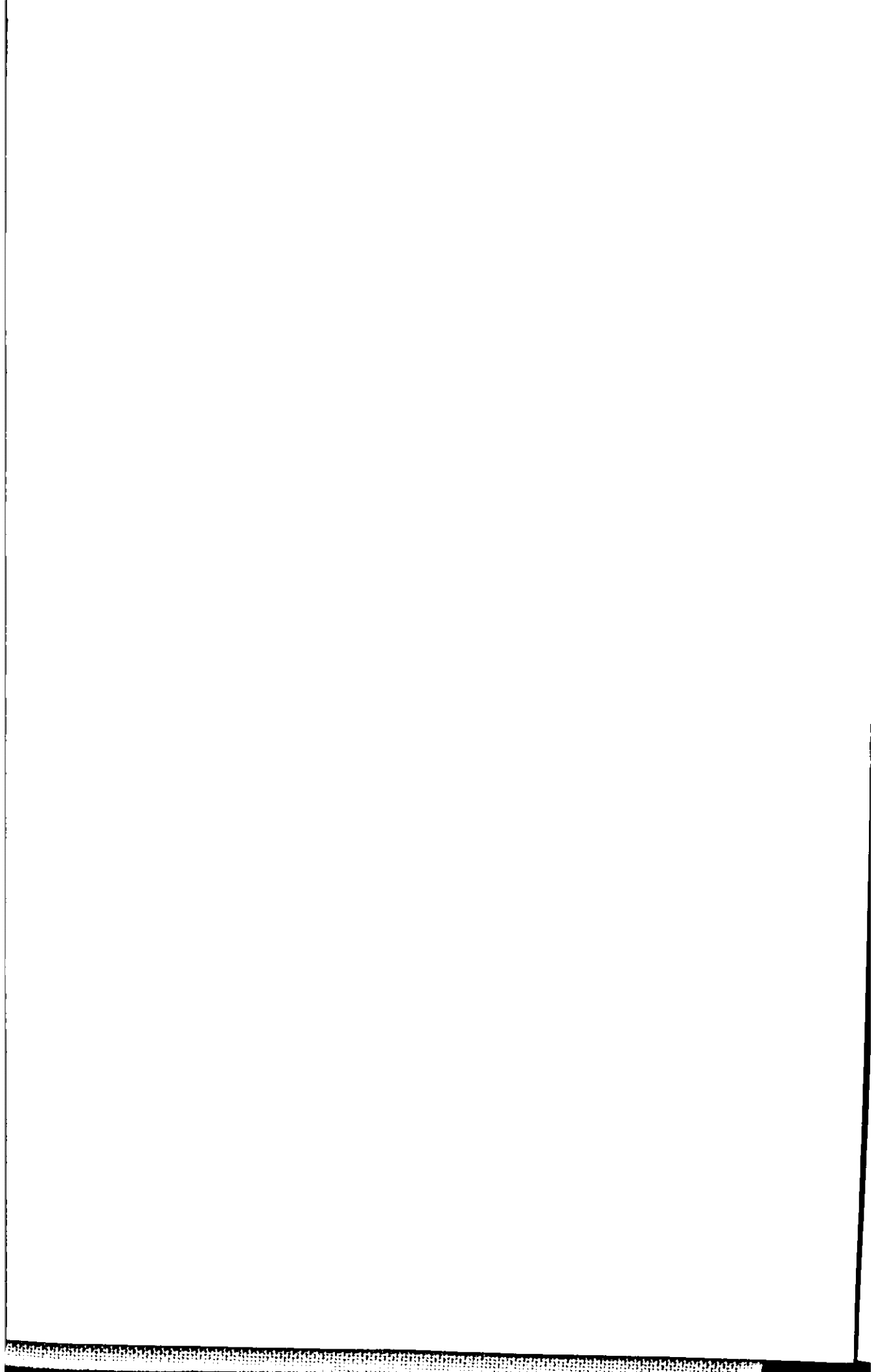
Thèse soumise à l'approbation du jury en vue de l'obtention du doctorat de  
l'Institut Universitaire Européen

Jury:

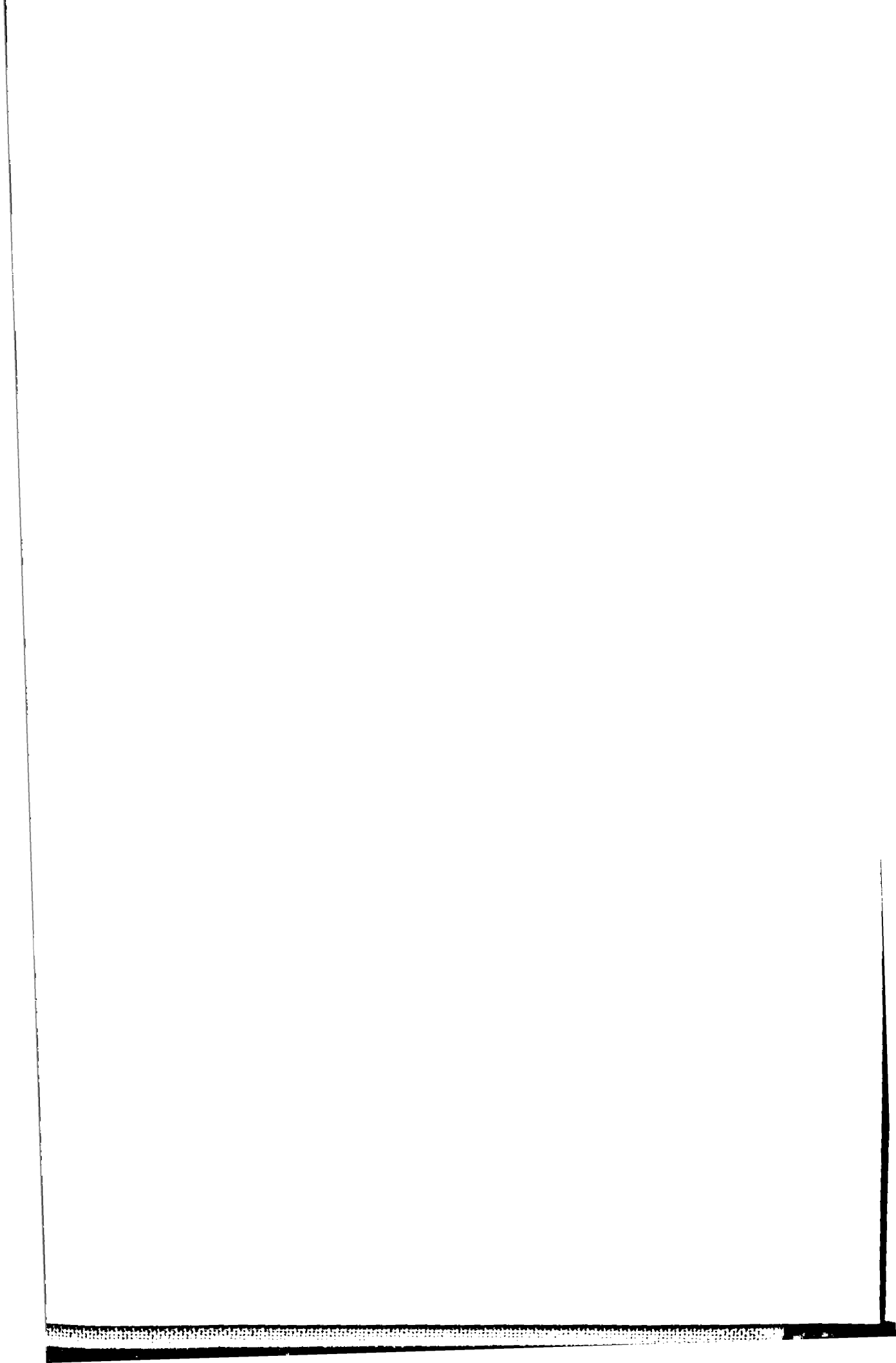
- Prof. Yves Mény, IUE & Directeur du Centre Robert Schuman (directeur de thèse)
- Prof. Jacques Commaille, Directeur de recherches au CNRS
- Prof. Donatella Della Porta, Univ. Florence
- Prof. Bastien François, Univ. Paris I
- Prof. Raffaele Romanelli, IUE



L'Institut Universitaire Européen  
n'entend donner ni approbation ni  
improbation aux opinions émises dans la  
présente thèse ; elles doivent être  
considérées comme propres à leur  
auteur.



*A Stéphanie,*



Ma gratitude va avant tout à mon directeur de recherche, Yves Mény, pour la sollicitude avec laquelle il a toujours suivi mon travail malgré les séjours outre-Alpes ou outre-atlantique qui m'ont parfois éloigné de l'Institut Universitaire Européen de Florence, pour ses encouragements et son soutien à chaque étape de la préparation et de l'écriture de cette thèse.

Mes remerciements vont également à Bastien François pour les nombreuses discussions autour de ce travail, sa disponibilité constante et les conseils qu'il m'a prodigués tout au long de ces années.

La liste des dettes intellectuelles pourrait être encore longue, sans pourtant jamais être exhaustive et l'on doit se restreindre à évoquer deux lieux parce qu'ils représentent à eux seuls une multitude de rencontres et de discussions dont cette thèse est à bien des égards redevable : l'Institut Universitaire Européen de Florence qui m'a offert pendant trois années la possibilité d'engager cette recherche, et la Fondation du barreau américain de Chicago (Northwestern university) où j'ai pu l'achever au cours de l'année universitaire 1999-2000. Je pense notamment à Yves Dezalay qui m'a constamment invité à m'expatrier sur les bords du lac Michigan pour m'y confronter à la communauté des sociologues du droit américains et à Bryant Garth qui dirige la Fondation et a bien voulu m'y accueillir.

Ma reconnaissance va enfin à l'ensemble de ceux qui ont rendu possible cette recherche, tant au sein du Conseil supérieur de la magistrature que dans la magistrature elle-même, et singulièrement à Romano Canosa et à la veuve de Marco Ramat, Lella Setti, qui m'ont ouvert leurs archives personnelles.

Mais ce long périple doit tout à Stéphanie qui en aura été tout à la fois le fil directeur et le point de repère amoureux.





# TABLE DES ABREVIATIONS

ACLI	Associazioni Cristiane Lavoratori Italiane (Associations Chrétiennes des Travailleurs Italiens)
AN	Alleanza Nazionale (Alliance Nationale)
ANM	Associazione Nazionale Magistrati (Association Nationale des Magistrats)
AISS	Associazione Italiana di Scienze Sociali (Association Italienne des Sciences Sociales)
BR	Brigate Rosse (Brigades Rouges)
CENSIS	Centro Studi Investimenti Sociali (Centre d'Etude des Investissements Sociaux)
CNPDS	Centro Nazionale di Protezione e di Difesa Sociale (Centre National de Protection et de Défense Sociale)
CGIL	Confederazione Generale dei Lavoratori Italiani (Confédération Générale des Travailleurs Italiens)
CIPE	Comitato Interministeriale per la Programmazione Economica (Comité Interministériel pour la Planification Economique)
CNR	Centro Nazionale Ricerche (Centre National de la Recherche)
COSPOS	Comitato per le Scienze Politiche e Sociali (Comité pour les Sciences Politiques et Sociales)
CRS	Centro di Riforma dello Stato (Centre de Réforme de l'Etat)
CSM	Consiglio Superiore della Magistratura (Conseil Supérieur de la Magistrature)

DC	Democrazia Cristiana (Démocratie Chrétienne)
FLM	Federazione Lavoratori Metalmeccanici (Fédération des Travailleurs de la Métallurgie)
GIP	Giudice per le Indagini Preliminari (Juge des Enquêtes Préliminaires)
GUP	Giudice per le Udienze Preliminari (Juge des Audiences Préliminaires)
IC	Impegno Costituzionale (Engagement Constitutionnel)
ILSES	Istituto Lombardo di Studi Economici e Sociali (Institut Lombard d'Etudes économiques et sociales)
IRES	Istituto Ricerche Economiche e Sociali (Institut de Recherches Economiques et Sociales)
IRI	Istituto di Ricostruzione Industriale (Institut de la Reconstruction Industrielle)
ISTAT	Istituto Nazionale di Statistica (Institut National de la Statistique)
MD	Magistratura Democratica (Magistrature Démocratique)
MI	Magistratura Indipendente (Magistrature Indépendante)
P2	Propaganda 2 (Propagande 2)
PDS	Partito Democratico della Sinistra (Parti Démocratique de la Gauche)
PCI	Partito Comunista Italiano (Parti Communiste Italien)
PDUP	Partito Democratico Unità Proletaria (Parti Démocratique de l'Unité Proletarienne)
PLI	Partito Liberale Italiano (Parti Libéral Italien)

PRI	Partito Repubblicano Italiano (Parti Républicain Italien)
PSDI	Partito Social Democratico Italiano (Parti Social Démocrate Italien)
PSI	Partito Socialista Italiano (Parti Socialiste Italien)
PSIUP	Partito Socialista Italiano Unità Proletaria (Parti Socialiste Italien de l'Unité Prolétarienne)
PSU	Partito Socialista Unificato (Parti Socialiste Unifié)
SM	Syndicat de la Magistrature
TP	Terzo Potere (Troisième Pouvoir)
UC	Unità per la Costituzione (Unité pour la Constitution)
UMI	Unione Magistrati Italiani (Union des Magistrats Italiens)



# SOMMAIRE

<b>Première Partie :</b>	<b>Traduire en justice : deux entreprises de redéfinition de la profession judiciaire</b>	p. 21
<u>Chapitre Premier :</u>	Le « juge modernisateur » et l'expertise sociologique (1964-1969)	p. 24
<u>Chapitre Second :</u>	L'expérience de la « jurisprudence alternative » (1969-1973)	p. 98
<b>Deuxième partie :</b>	<b>Parler d'expérience(s). La constitution d'un nouveau modèle d'excellence judiciaire dans la lutte contre la criminalité organisée.</b>	p. 161
<u>Chapitre Premier :</u>	La formation d'une expertise judiciaire en matière de terrorisme : le cas des <i>pools</i> de juges à Turin	p. 164
<u>Chapitre Second :</u>	De la lutte anti-terroriste à la lutte anti-mafia : la formation d'un nouveau modèle d'excellence judiciaire	p. 241
<u>Chapitre Troisième :</u>	Les « nouveaux juges » et la mise en valeur de leur expérience judiciaire	p. 305
<b>Troisième Partie :</b>	<b>La nouvelle profession judiciaire</b>	p. 381
<u>Chapitre Premier :</u>	La « nouvelle justice » et le travail de maintenance de son magistère	p. 384
<u>Chapitre Second :</u>	Discipliner la nouvelle profession judiciaire	p. 446



# INTRODUCTION





## Introduction :

« La magistrature (et c'est la première chose que je voudrais dire) est bien une institution, mais elle entend marquer et souligner sa différence à l'égard des autres institutions, parce qu'elle est du côté des citoyens et dans chaque citoyen ; elle identifie l'Etat dans chacun des citoyens, elle travaille pour eux, et elle se bat pour que les droits proclamés par les lois deviennent des faits. Les gens doivent comprendre cela, je le dis comme l'aurait dit avec son travail, [le juge assassiné] Giacomo Caccio Montalto : nous tous magistrats nous sommes avec eux, nous n'exerçons pas un pouvoir et nous n'entendons pas le faire, mais nous voulons remplir un devoir, comme si nous défendions dans notre métier, notre vie même ».

BERTONI (Raffaele), in « Verbale della seduta straordinaria del 26 gennaio 1983 del CSM tenutosi a Palermo, a seguito dell'assassinio del magistrato Gian Giacomo Caccio Montalto », *Notiziario CSM*, 21 juillet 1983, édition spéciale, pp. 3-21, p. 6.

La magistrature italienne est aujourd'hui considérée comme une institution *à part* dans l'Etat italien. Dans une administration dont on dénonce à l'envi les dysfonctionnements, voire la corruption, les juges sont distingués pour leur efficacité et la capacité qui serait la leur de dévoiler les pratiques illégales. S'il est vrai qu'aujourd'hui les domaines sont nombreux qui voient les magistrats italiens occuper un rôle prééminent -on pense entre autres à la lutte contre le dopage sportif ou à la protection de la législation en matière d'environnement-, c'est sans doute dans le domaine du politique que ce rôle s'est manifesté de la manière la plus spectaculaire.

Le 27 mars 1993, l'ancien président du conseil et figure tutélaire de la Démocratie-chrétienne, Giulio Andreotti, était mis en accusation par le parquet de Palermo pour ses liens présumés avec l'organisation mafieuse *Cosa nostra*. Relisant de manière systématique trente années de la vie politique du leader démocrate-chrétien et de son courant, les substituts palermitains estimaient que Giulio

Andreotti avait « contribué de manière non occasionnelle à la protection des intérêts et à la réalisation des objectifs »<sup>1</sup> de la mafia.

Un an plus tôt débutaient à Milan, à l'occasion de l'arrestation de Mario Chiesa (Parti socialiste italien-PSI) le 17 février 1992 en flagrant délit de pots de vin, les enquêtes baptisées opération « Mains propres » menées par une équipe de substituts du tribunal de Milan sur le financement illégal des partis politiques. On se fait sans doute une idée plus précise de l'ampleur de ces instructions en relevant qu'en février 1994, soit deux années plus tard, 100 des 325 sénateurs et 338 des 630 députés faisaient l'objet de poursuites dans le cadre des enquêtes milanaïses. Parmi eux, le secrétaire national du PSI, Bettino Craxi, le secrétaire national de la Démocratie chrétienne, Arnaldo Forlani, ainsi que de très nombreux anciens ministres et anciens présidents du conseil.

Par son travail à Milan comme à Palerme, la magistrature se voit ainsi créditée d'une même capacité à faire apparaître ce qui est occulte, à dévoiler les trames secrètes qui conditionneraient la vie officielle de l'Etat italien, et notamment les liens entre certains segments de celui-ci, des groupes politiques, et la criminalité organisée<sup>2</sup>. Tout se passe comme si la connaissance de la vie politique, et plus généralement de l'Etat, ne pouvaient plus se passer des enquêtes judiciaires elles-mêmes, qui par leur travail de dévoilement donneraient à voir et mettraient en lumière la *vérité* de l'Etat italien. On en trouve l'indice notamment dans la difficulté qu'éprouvent aujourd'hui les historiens à faire une histoire contemporaine qui se passe des sources judiciaires (en matière de criminalité organisée)<sup>3</sup>, ainsi que dans les réflexions épistémologiques que cette prééminence

---

<sup>1</sup> PELLEGRINI (Eugenio, dir.), *Andreotti. La fine del mandarino. Il testo dell'accusa dei giudici di Palermo*, Trente, Publiprint, 1993, p. 140.

<sup>2</sup> La définition de la criminalité organisée n'est pas un donné mais constitue au contraire –comme on cherchera à le montrer– l'objet de nombreuses controverses. A ce stade de notre travail, il est utile d'employer une définition volontairement extensive de la criminalité organisée qui inclut l'ensemble des groupes ou réseaux organisés dont l'activité même tombe sous le coup de la loi : on trouve ainsi dans cet ensemble les groupes terroristes d'extrême-gauche et d'extrême-droite, les organisations qui se donnent pour objectif de renverser l'ordre politique par la force, les groupes mafieux, mais aussi le système *organisé* de financement occulte des partis politiques.

<sup>3</sup> L'historiographie dite du « double Etat » (*doppio stato*) est sans doute à cet égard emblématique, qui identifie une façade étatique légale dont le cours serait constamment conditionné par l'alliance occulte, ponctuelle ou durable, entre certains segments de l'administration (singulièrement des forces armées et des services secrets), de la politique, et de la criminalité organisée. Voir l'article fondateur de DE FELICE (Renzo), « Doppia lealtà e doppio stato », *Studi storici*, n°1, 1989, pp. 493-562.

de la *preuve judiciaire* sur les autres types de preuve a pu susciter<sup>4</sup>. Coups d'état avortés, loges maçonniques constituées à des fins subversives et associant des pans importants de la haute fonction publique et de la politique, tractations cachées entre des organisations terroristes ou mafieuses et des hommes politiques, organisation de groupes paramilitaires avec la contribution de la CIA..., autant d'affaires qui auraient conditionné le cours de l'histoire de l'Italie des trente dernières années et dont le juge s'est imposé, par le biais de son travail d'enquête, comme l'exégète privilégié. Les instructions en matière de criminalité organisée offriraient ainsi un point de vue imprenable sur l'histoire et l'architecture *réelles* de l'ordre institutionnel et politique.

En outre, cet accès à une connaissance spécifique du politique qu'autorisent les enquêtes judiciaires est indissociable d'une capacité de restauration. C'est tout un système politique –la « première République »– dont on a ainsi pu imputer l'effondrement à l'action des magistrats italiens, singulièrement au cours des années 1992-1994 quand, sous le coup des innombrables mises en examen, implosaient les deux principaux partis de gouvernement, le PSI et la DC. C'est un nouvel ordre politique que le travail d'enquête des magistrats italiens aurait permis d'instaurer, en rupture avec un passé caractérisé par les liens inextricables entre le crime organisé et le politique, ramenant ainsi l'Italie dans le « droit chemin ».

Cette représentation du rôle du juge semble bien correspondre à ce qu'Edward Shils a qualifié de charisme de contact, c'est-à-dire cette faculté présumée à avoir accès au centre de la société et de ses valeurs, et la capacité d'instauration et de restauration qui lui est associée<sup>5</sup>. Cette capacité présumée d'entrer en communication avec la *réalité* de l'ordre politique et institutionnel et de ramener l'Italie dans le « droit chemin » rend alors incontournable la médiation de ces interprètes de l'Etat italien que deviennent les juges, pour l'intelligibilité mais aussi pour la légitimation de celui-ci.

---

<sup>4</sup> Voir sur ce point les réflexions de GINSBURG (Carlo), *Il giudice e lo storico. Considerazioni in margine al processo Sofri*, Turin, Einaudi, 1991.

<sup>5</sup> Cf. SHILS (Edward), « Charisma, order, and status » in SHILS (Edward), *The constitution of society*, 4<sup>ème</sup> édition, Chicago, University of Chicago Press, 1982, pp. 119-142.

Dès lors, la question se pose de savoir comment le mode de connaissance judiciaire des phénomènes sociaux que constitue le travail d'enquête, et tout particulièrement les instructions en matière de criminalité organisée, ont pu acquérir une telle « saillance situationnelle »<sup>6</sup> dans la compréhension, l'évaluation, et la réforme de l'Etat italien. Il s'agit en effet de comprendre comment le travail d'enquête sur le crime organisé devient le lieu privilégié d'une expertise judiciaire, c'est-à-dire se voit reconnaître un point de vue imprenable pour la connaissance de la société, et notamment des phénomènes politiques.

Sans doute le paradoxe réside-t-il à ce propos dans le fait d'attribuer aux magistrats ce charisme de contact de manière *continue*, alors même que les enquêtes judiciaires sont par définition limitées dans le temps, ponctuelles dans leur champ d'intervention, et éclatées en une multitude de titulaires sur la carte judiciaire italienne. On le voit, la question qui sous-tend notre travail ne peut se résumer à la manière dont le travail judiciaire en matière de criminalité organisée s'est imposé dans l'espace public comme incontournable pour la compréhension de l'Etat ; il doit rendre compte dans le même temps des modifications de la profession judiciaire elle-même, notamment de la définition d'un nouveau modèle d'excellence. La réponse à ces interrogations constitue l'objet de cette thèse.

### Le point de vue sur l'objet

Sans doute est-il nécessaire en guise d'introduction de prendre en considération les modèles explicatifs qui ont été mobilisés pour rendre compte de ce que l'on peut désigner à ce stade comme la place nouvelle qu'occupent les magistrats, et tout particulièrement les magistrats enquêteurs, dans l'espace public. On pense d'abord à l'explication institutionnaliste qui place au cœur de son

---

<sup>6</sup> Sur la notion de « saillance situationnelle » comme des « points de convergence des anticipations pour les acteurs des crises, et points de fixation ou, si l'on préfère points d'accrochage des interprétations, "estimations", perceptions dans l'activité de déchiffrement de la situation », voir DOBRY (Michel), *Sociologie des crises politiques*, Presses de la FNSP, 1992, pp. 198-199.

analyse les propriétés intrinsèques du dispositif institutionnel italien et ses effets sur l'activisme judiciaire des années 1992-1994.

Le modèle judiciaire italien est en effet volontiers présenté comme un cas à part en Europe du fait des garanties d'indépendance dont y disposent les juges, et à ce titre, comme un laboratoire de ce que pourraient devenir, à l'avenir, les rapports entre magistrature et politique dans d'autres pays. L'indépendance du parquet à l'égard des instructions générales ou individuelles du garde des sceaux, ou encore l'étendue des compétences d'un Conseil supérieur de la magistrature (CSM) dominé par des magistrats élus par leurs pairs, sont souvent cités pour étayer cette thèse.

Certes, les analyses que nous qualifions d'institutionnalistes divergent entre elles en de nombreux points ; mais elles s'accordent toutes pour considérer la magistrature italienne –à l'instar du système politique italien<sup>7</sup>– comme une exception qui défierait les catégories d'analyse traditionnelles. Les travaux sont nombreux qui voient dans la justice italienne un modèle *sui generis* qui serait le fruit hybride des deux modèles judiciaires<sup>8</sup>, le juge de *civil law* continental et le juge de *common law* anglo-américain. « Combinant de manière originale les traits les plus typiques des magistratures continentales avec des éléments des magistratures anglo-saxonnes »<sup>9</sup>, l'institution judiciaire italienne ne trouverait pas sa place dans cette division canonique. Son histoire serait en effet caractérisée par un mouvement continu d'autonomisation par rapport au modèle napoléonien d'origine ainsi que par un impossible rapprochement du modèle anglo-américain. La singularité italienne commencerait son long cours dès la Constitution de 1947 qui introduit les premières originalités, et notamment le principe de l'indépendance du parquet à l'égard du ministre de la justice ainsi que l'institution d'un CSM composé aux deux tiers de magistrats élus. Cette spécificité italienne

---

<sup>7</sup> Sur le thème de l'exception italienne appliquée à l'analyse du système politique, voir les remarques de REGONINI (Gloria), « Il principe e il povero. Politiche istituzionali ed economiche negli anni '80 », *Stato e mercato*, n°39, déc. 1993, pp. 361-403.

<sup>8</sup> Voir notamment DI FEDERICO (Giuseppe), « La crisi del sistema giudiziario e la questione della responsabilità civile dei magistrati », in CORBETTA (Piergiorgio), LEONARDI (Robert), dir., *Politica in Italia*, Bologne, Il Mulino, 1988, pp. 93-129 ; GUARNIERI (Carlo), PEDERZOLI (Patrizia), *La puissance de juger*, Paris, Michalon, 1996.

<sup>9</sup> GUARNIERI (Carlo), « Magistratura e politica : il caso italiano », *Rivista italiana di scienza politica*, XXI, n°1, avril 1991, pp. 3-32, p. 9.

irait ensuite s'affirmant par le biais de la « conquête » continue et progressive par les juges de l'indépendance interne (par la rapport à la hiérarchie judiciaire) et externe (par rapport au pouvoir politique). L'adoption en 1989 d'un nouveau code de procédure pénale qui introduit en Italie un procès de type accusatoire achèverait d'éloigner la magistrature de sa souche continentale, sans pour autant jamais embrasser le modèle anglo-américain.

C'est donc cette « combinatoire institutionnelle » particulière qui est invoquée par l'hypothèse institutionnaliste pour rendre compte de la position qu'occupe la magistrature italienne dans l'espace public, soit pour dénoncer la politisation qu'elle entraîne, soit au contraire pour se féliciter de la libération des « entraves politiques » qu'elle autorise.

Pourtant, il nous a semblé qu'en imputant ainsi des propriétés immanentes au dispositif institutionnel, on renversait l'ordre de l'explication en prenant les effets pour des causes. La constitution du sens d'une architecture institutionnelle constitue moins en effet un donné que le *produit particulier* de conflits pour l'imposition d'une représentation de la justice, de son mode de fonctionnement, et finalement de ses porte-parole légitimes... On s'en convainc en considérant — comme on le fera dans un premier temps — les controverses multiples sur la définition du rôle judiciaire, et notamment les luttes autour de l'affirmation d'un registre sociologique d'intelligibilité des institutions judiciaires au cours des années 1960, ou encore dans les mobilisations pour la constitution d'une politique judiciaire alternative au début des années 1970 par les « juges rouges ». Conformément au principe de symétrie établi par Bruno Latour selon lequel il est utile d'étudier de manière identique échecs et réussites<sup>10</sup>, l'évocation préalable de ces deux entreprises de redéfinition de la profession judiciaire et de leur échec introduit à la compréhension des conditions particulières de réussite d'un modèle de justice fondé sur l'excellence judiciaire tirée des « grands procès » en matière de criminalité organisée.

---

<sup>10</sup> Cf. LATOUR (Bruno), *La science en action*, La Découverte, 1989.

Dès lors, il nous a paru justifié de poser que la compréhension de l'opération « Mains propres » renvoie moins à la recherche des dispositifs juridiques qui l'ont rendue possible, qu'à un nécessaire *détour historique* par les conflits et les controverses qui ont présidé à la constitution d'un mode *particulier* de légitimation du travail judiciaire.

Cette hypothèse apparaît d'autant plus utile que, dans un cadre caractérisé par le développement rapide des enquêtes judiciaires à partir du printemps 1992 et par la violence de la crise politique italienne qui les accompagne, la tentation est grande d'analyser le travail du *pool* milanais comme une rupture fondatrice au terme de laquelle se serait constitué un nouveau rôle judiciaire. Et il est vrai que la « saillance situationnelle » des enquêtes judiciaires de l'opération « Mains propres » est indissociable de l'émergence de nouveaux acteurs ou du travail de groupes sociaux marginalisés (politiques, mais aussi journalistiques, judiciaires...) qui en font usage pour définir une nouvelle donne<sup>11</sup>. Les transactions multiples qui s'opèrent alors autour du travail des juges — que l'on pense aux partis politiques tels que la Ligue lombarde ou à *Alleanza Nazionale* —, et plus largement les recompositions du jeu politique contribuent incontestablement à constituer la position prééminente de l'institution judiciaire.

Mais, à trop insister sur la crise politique des années 1992-1994 et sur la nouveauté radicale qu'elle introduirait, on risque d'oublier que cette nouvelle figure d'un juge tout comme sa centralité dans l'espace public ne se sont pas constituées *de toutes pièces* dans le déroulement même de cette crise. L'émergence concomitante dans d'autres tribunaux d'enquêtes sur les hommes politiques, et notamment à Palerme sur les rapports entre mafia et politique, constitue sans doute l'indice qu'il y a là un répertoire d'action *disponible*, et plus généralement un mode de légitimation du travail judiciaire qu'il est possible pour des juges aux caractéristiques hétérogènes, engagés sur le territoire italien dans divers domaines d'enquête (mafia, terrorisme, corruption politique...), d'endosser.

---

<sup>11</sup> Pour une analyse de ce type, voir BRIQUET (Jean-Louis), « Mobilitazioni politiche e congiuntura critica », *Teoria politica*, n°1, 1996, pp. 15-30.

Dès lors, il a paru nécessaire d'opérer un déplacement du regard qui ferait des enquêtes milanaïses, non pas tant un point de départ qu'un *point d'aboutissement*. La compréhension du nouveau rôle judiciaire nous semble en effet ressortir au moins autant de l'étude de l'échange de coups et des transactions entre les différents acteurs de la crise politique des années 1992-1994, que de l'analyse du *processus historique préalable* qui a permis d'imposer et de rendre ainsi *disponibles* pour les magistrats milanais comme pour ceux palermitains, des techniques d'enquête, des catégories juridiques, et d'une manière générale, des catégories de justification de leur travail.

Et l'on est d'autant plus tenté d'opérer ce détour historique qu'il est possible à première vue d'identifier un certain nombre de méthodes de travail (les enquêtes en *pool* de magistrats), d'usages de la procédure, de techniques d'enquête (les commissions rogatoires, le recours aux confessions des «repentis»), mais aussi des trajectoires individuelles de magistrats qui relient les enquêtes judiciaires des années 1990 à une histoire longue, celle du traitement judiciaire de la criminalité organisée. Que l'on pense par exemple à Giancarlo Caselli, juge d'instruction qui s'est distingué à Turin dans les enquêtes judiciaires sur les groupes terroristes à la fin des années 1970, avant de conduire de 1993 à 1999, comme procureur de la République du tribunal de Palerme, les enquêtes à l'encontre de Giulio Andreotti ; ou encore à Pier Luigi Vigna, engagé à Florence dans la lutte contre les organisations terroristes et qui dirige depuis 1996, le parquet national anti-mafia. Pourtant, le parcours de ces magistrats ne saurait tenir lieu de grille d'interprétation. Plus exactement, le lien que ces trajectoires dessinent entre la lutte contre le terrorisme (d'extrême-gauche ou d'extrême-droite) qui est particulièrement développé à la fin des années 1970, le combat contre la mafia, et le traitement de la corruption sous l'espèce d'une seule et même lutte contre le crime organisé ne va pas de soi. Il suppose au contraire de s'interroger sur ce qui a rendu possible au cours des années 1980 tout à la fois l'adoption d'une conception aussi inclusive de la criminalité organisée et l'extension de la validité de savoirs et de savoir-faire judiciaires initialement forgés pour combattre les seuls groupes terroristes, à des domaines d'enquête aussi différents que les délits d'association mafieuse ou le financement occulte de la vie politique.



## Analyser les pratiques judiciaires

On le voit, le détour historique nous renvoie à la question du choix de l'échelle d'analyse la plus pertinente pour comprendre la formation et la diffusion de nouvelles pratiques *judiciaires*.

Le procès, et d'une manière plus générale la procédure pénale, de par la mise en scène de la confrontation entre une défense et une accusation qu'ils emportent<sup>12</sup>, tendent à focaliser l'attention sur la performance de ces différents rôles. Le réalisme apparent des joutes procédurales se trouve sans doute encore renforcé en Italie depuis l'introduction en 1989 du système accusatoire qui donne à voir, à l'occasion de la *cross-examination*, un véritable face à face de l'accusation et de la défense. Dans ce cadre, la décision judiciaire apparaît comme venant consacrer *a posteriori* la justesse des thèses de l'accusation, ou à l'inverse leur inconsistance.

Cette vision strictement procédurale du travail judiciaire qui l'inscrit exclusivement dans l'ordre juridictionnel, et lie son sort à sa seule postérité dans les différents niveaux de la juridiction (jugement, appel, cassation) est sans doute conforme à la représentation spontanée que se font les professionnels du droit de leur propre rôle ainsi que de leur autonomie ; mais il nous a paru falloir s'en écarter. A l'instar de ce qu'Yves Dezalay souligne au sujet de la doctrine juridique quand il indique que « isoler [celle-ci] de l'espace social et professionnel dans lequel elle puise ses ressources et qui constitue son marché ne pourrait que reproduire —et authentifier— la représentation idéologique que la doctrine cherche à donner d'elle-même »<sup>13</sup>, il est apparu qu'une représentation unidimensionnelle (strictement procédurale) du travail d'enquête judiciaire ne permettrait pas de rendre compte de la manière dont un échec éventuel des thèses de l'accusation dans l'ordre de la procédure ne « condamnait » pas pour autant le magistrat enquêteur, qui peut en effet en tirer profit dans d'autres arènes. D'une manière générale, il a semblé utile de ne pas prendre en considération de manière séparée les différents horizons pratiques dans lesquels s'insère *concomitamment* le juge, ni même d'ailleurs de privilégier l'un

---

<sup>12</sup> Sur ce point, voir les remarques de GARAPON (Antoine), *L'âne portant des reliques : essai sur le rituel judiciaire*, Le Centurion, 1985.

<sup>13</sup> DEZALAY (Yves), « La production doctrinale comme objet et terrain de luttes politiques et professionnelles » in C.U.R.A.P.P., *La doctrine juridique*, PUF, 1993, pp. 230-239, p. 232.

de ces horizons plutôt qu'un autre. La notion d'*entrepreneur judiciaire*<sup>14</sup> que nous utilisons dans ce travail a sans doute à cet égard pour valeur heuristique principale de rompre avec ces représentations indigènes du travail judiciaire, notamment en donnant les moyens de saisir la diversité des lieux et des arènes où se joue le « *sort* » d'une enquête judiciaire. Parce que parallèlement au travail judiciaire proprement dit, le magistrat participe –bien qu'inégalement- à d'autres arènes<sup>15</sup> (le syndicalisme judiciaire, la production de la doctrine juridique...), et parce qu'il poursuit d'autres objectifs que la seule reconnaissance de la validité de ses thèses devant la formation de jugement (il peut ainsi être engagé dans la poursuite de trophées spécifiques, telles que les fonctions syndicales électives notamment au CSM, l'accès aux honneurs professionnelles...), il nous a paru essentiel de ne pas cantonner l'analyse d'une enquête –et du caractère édifiant qu'elle peut acquérir- à sa seule dimension juridictionnelle.

Partant de cette hypothèse de la pluralité des lieux et des sites où se développe l'entrepreneuriat judiciaire –notion que l'on définit à ce stade comme le travail de promotion et de valorisation des résultats d'une enquête judiciaire-, il a fallu se pencher sur les conditions dans lesquelles un magistrat peut tirer profit, dans une arène donnée, de ses « accomplissements judiciaires » ainsi que de la notoriété éventuellement acquise à cette occasion. Ainsi, parce qu'elle appréhende ensemble les différents horizons des pratiques des magistrats, la notion d'entrepreneuriat judiciaire nous a semblé permettre de comprendre la séparation entre le juge et le « milieu » dans lequel il s'insère non pas tant comme une frontière infranchissable, ou un cloisonnement entre deux mondes, mais plutôt sous l'angle de la difficulté spécifique à faire valoir, au sein de la magistrature, des ressources sociales accumulées en dehors de celle-ci. En effet, à la différence des

---

<sup>14</sup> On reprend cette expression des travaux sur les juges de la Cour suprême américaine de MACINTOSH (Wayne), CATES (Cynthia), *Judicial entrepreneurship. The role of the judge in the marketplace of ideas*, Westport, Greenwood press, 1997. On diffère néanmoins de l'usage qu'en font ces deux auteurs, dans la mesure où ils cantonnent l'entrepreneuriat judiciaire au seul domaine juridique, sans évoquer les ressources *sociales* que peuvent –encore que de manière inégale- mobiliser les juges pour faire valoir le bien fondé de leurs thèses *juridiques*.

<sup>15</sup> On parlera d'arène pour évoquer avec Michel Dobry, les différents lieux d'interaction et de *compétition* au sein d'une même profession auxquels les acteurs associent des attentes spécifiques « concernant les règles de comportement, les "rôles" pour soi-même et pour les autres, des objectifs d'action et des ressources définies », DOBRY (Michel), *Sociologie des crises politiques*, *op. cit.*, pp. 115-116.

avocats dont Lucien Karpik a bien montré que réputation et notoriété constituaient les rares moyens d'identification et de distinction dans une profession encore marquée par une réglementation étroite de la publicité personnelle<sup>16</sup>, les ressources sociales ne sont pas monnayables directement au sein de la profession judiciaire. En d'autres termes, si un avocat tire immédiatement profit de sa participation à un « grand procès », ne serait-ce qu'en termes de clientèle, le substitut qui y aura pris part ne pourra faire valoir la notoriété acquise qu'à la condition d'engager un travail de reconversion de celle-ci sous des formes légitimes au sein de l'institution judiciaire (et notamment par le biais d'investissements dans la mise en forme technique du travail accompli).

En déplaçant ainsi le regard du procès et de la procédure à l'entrepreneur judiciaire, on se donne les moyens de prendre en compte tout à la fois les insertions multiples et concomitantes du magistrat, et les conditions dans lesquelles il lui est possible de faire valoir son travail judiciaire dans les différentes arènes et les différents lieux de l'espace public auxquels il prend part.

C'est ce choix de l'échelle d'analyse du procès qui nous a conduit à étudier le processus de formation de ce que l'on désignera comme une « nouvelle justice » -c'est-à-dire comme un nouveau modèle professionnel au double sens de standard professionnel et d'excellence judiciaire- comme le fruit d'une construction sociale par des acteurs judiciaires et non judiciaires. De même que le sort d'une enquête ne se joue pas exclusivement dans le procès lui-même, l'affirmation de cette « nouvelle justice » italienne ne nous a pas en effet paru pouvoir être envisagée sous l'angle d'une généalogie strictement juridictionnelle qui réunirait, sous la forme du florilège, les multiples « grands procès » qui jalonnent l'histoire de l'Italie des vingt dernières années. Il convenait alors d'étudier la *construction* de la position prééminente du judiciaire comme le fruit de la mobilisation de groupes sociaux divers mais interdépendants pour la mise en exergue des enquêtes judiciaires en matière de criminalité organisée.

---

<sup>16</sup> KARPIK (Lucien), *Les avocats. Entre l'Etat, le public et le marché*, Gallimard, 1995, pp. 231-262.

Pour comprendre comment une multitude d'acteurs en viennent à focaliser leur attention sur le travail judiciaire, c'est-à-dire comment celui-ci devient le point de convergence de leurs calculs et de leurs stratégies, il convenait en préalable d'identifier les *intérêts* et les entreprises diverses qui sont au principe de la construction sociale de cette nouvelle position du juge, et le *travail de promotion* de la lutte judiciaire contre la criminalité organisée que ces groupes effectuent. Ici encore, l'intérêt pour celle-ci dans des professions et des arènes diverses – politiques, journalistes, syndicalistes de la magistrature...- n'allait pas de soi et ne pouvait être expliqué comme un simple reflet du développement concomitant de la criminalité organisée en Italie à partir de la fin des années 1970 ; il renvoie au contraire à des entreprises *particulières* dont les enjeux sont indissociables des compétitions spécifiques auxquelles elles prennent part, qu'il s'agisse de compétitions au sein même d'une profession ou dans une arène comme le syndicalisme judiciaire....

Mais, l'identification de ces intérêts et de ces entreprises ne suffit pas et suppose également d'évoquer le *travail d'intéressement* que les juges engagés dans ce type d'enquêtes opèrent, c'est-à-dire la mise en forme intéressante pour d'autres groupes sociaux et d'autres acteurs de leurs « accomplissements ». Ce travail peut prendre des formes diverses en fonction des audiences auquel il s'adresse : ce peut être, pour les magistrats anti-terroristes, faire valoir l'utilité de leurs enquêtes auprès des magistrats anti-mafia ; ou encore, promouvoir dans le syndicalisme judiciaire les mérites de ceux qui combattent la criminalité organisée.

Dès lors, notre travail n'a pas consisté dans une histoire du débat sur la magistrature dans l'espace public, ni même dans une histoire de la profession judiciaire elle-même, mais plutôt dans l'analyse de ces sites où s'opère la mise en exergue du travail judiciaire sur la criminalité organisée.

Il devenait alors utile de repérer ces lieux où, par le biais des transactions qui s'établissent entre une diversité d'acteurs, se joue le sort de la « nouvelle justice ». On a choisi d'évoquer ceux qui ont paru être les plus décisifs dans le processus de constitution de la nouvelle profession judiciaire. Sous ce rapport, le Conseil supérieur de la magistrature, de par sa composition (dix membres élus par

le Parlement et vingt juges élus sur des listes syndicales), constitue le point d'observation privilégié de cette convergence entre différentes entreprises politiques (singulièrement du Parti communiste italien - PCI) et syndicales pour la promotion de la lutte *judiciaire* contre le crime organisé. L'étude des rencontres organisées par le CSM sur ce thème, où se confrontent magistrats anti-terroristes et magistrats anti-mafia, permet également de voir à l'œuvre ce travail de mise en exergue. De même, parce que —comme on le verra— le syndicalisme judiciaire contrôle l'accès à la majeure partie des trophées professionnels, on ne pouvait négliger l'étude de l'insertion dans cette arène des magistrats qui ont pris part à des « grands procès » contre le crime organisé.

### Discipliner la « nouvelle justice »

Mais, l'évocation de la multiplicité des groupes sociaux qui lient ainsi leur destin à la promotion du traitement judiciaire de la criminalité organisée ne peut seule rendre compte de la constitution sous une forme *relativement unifiée* d'un nouveau modèle de justice *disponible*, et de ce fait, réapproprié d'un tribunal à un autre ou d'un domaine d'enquête à un autre.

Il apparaît en effet que les usages qui sont faits dans la magistrature des nouvelles techniques d'enquête forgées par les juges anti-mafia ou anti-terroristes sont particulièrement hétérogènes. Comment s'en étonner d'ailleurs quand l'on sait la diversité des domaines d'enquête, des tribunaux, des magistrats... qui les utilisent aujourd'hui. Et il faudrait étendre ce propos aux usages qui sont faits des enquêtes judiciaires en dehors de la magistrature, par des acteurs et des groupes qui en invoquent les « leçons » dans le cadre des controverses auxquels ils prennent part dans tel ou tel champ. Chaque usage, chaque réappropriation constitue ainsi une retraduction du travail judiciaire effectué, dans des conflits et des enjeux spécifiques ; dès lors, du fait de cette diversité, c'est l'unité et la cohérence même de ce nouveau modèle de justice forgé dans la lutte judiciaire contre le crime organisé qui se trouvent menacées. En d'autres termes, il a semblé que l'étude des transactions qui ont présidé à la constitution de la prééminence de l'institution

judiciaire ne suffisait pas à rendre compte du maintien d'une définition de la « nouvelle justice » et de ses porte-parole.

On se convainc alors que la formation d'un nouveau modèle professionnel ne saurait s'expliquer simplement sur le mode de la *diffusion* d'un *corpus* préconstitué qui s'imposerait progressivement. Car s'il est vrai que la réappropriation de ces savoirs et savoir-faire, d'un tribunal à un autre ou d'un domaine d'enquête à un autre, contribue à leur consolidation (puisqu'ils acquièrent ainsi de nouveaux alliés), ces usages ne sont pour autant pas spontanément convergents. On retrouve alors la tension caractéristique de tout savoir d'expertise entre la nécessité d'être un savoir utile, par le biais notamment de l'intéressement d'une multitude de groupes d'une part, et le maintien d'un *corpus* unifié interprété par un corps de spécialistes d'autre part<sup>17</sup>.

Dès lors, c'est vers l'étude des investissements qui tendent à discipliner les usages du nouveau modèle judiciaire que la recherche a dû s'orienter<sup>18</sup>. L'analyse de ce travail de mise en forme et de codification des usages légitimes de la « nouvelle justice » concerne une multitude d'objets différents : la constitution, au début des années 1990, d'une école de la magistrature où sont inculqués de manière systématique et rationnelle les savoirs et les savoir-faire de la « nouvelle justice » ; la redéfinition des technologies de contrôle du corps judiciaire (procédures disciplinaires, conditions de mutation, régime des incompatibilités...) ; ou encore, les discours de commémoration des « martyrs » de la lutte judiciaire contre le crime organisé. Ce sont autant d'occasion de mettre en ordre le groupe professionnel et sa place nouvelle dans l'espace public.

---

<sup>17</sup> Sur ce point, FRANCOIS (Bastien), *La Vème République dans son droit. La production d'un corps de connaissances spécialisées sur la politique et les institutions*, Thèse, Université Paris I, 1992, pp. 374-398.

<sup>18</sup> C'est en ce sens que l'on se distingue de travaux récents – avec lesquels on partage néanmoins l'essentiel des options théoriques – qui analysent la consolidation des nouveaux savoirs et savoir-faire judiciaires en France comme un processus d'auto-consolidation, c'est-à-dire comme un processus non coordonné qui trouverait en lui-même le principe de son propre renforcement. Voir ROUSSEL (Violaine), *Les magistrats dans les scandales politiques en France (1991-1997)*, Thèse, Université Paris X-Nanterre, 1999 ; mais aussi – quoique dans une perspective différente – les travaux sur la diffusion des innovations dans l'institution judiciaire de ACKERMANN (Werner), BASTARD (Benoît), « La diffusion de l'innovation dans l'institution judiciaire », *Gérer et comprendre*, n°17, déc. 1989, pp. 5-13 ; ACKERMANN (Werner), BASTARD (Benoît), « Efficacité et gestion dans l'institution judiciaire », *Revue interdisciplinaire d'études juridiques*, n°20, 1988, pp. 19-48.

Au terme de ce propos introductif, on peut présenter ainsi les hypothèses majeures qui sous-tendent ce travail de recherche. La formation d'un nouveau modèle professionnel -entendue tout à la fois comme constitution d'une excellence judiciaire fondée sur les expériences édifiantes de la lutte contre le crime organisée, et comme formalisation d'un standard unique disponible et utilisable dans une diversité de domaines d'enquête- est moins le fruit d'un processus de diffusion et de consolidation d'un modèle, que le produit d'un processus socio-historique marqué par une tension permanente entre deux types d'investissements en partie contradictoires : d'une part, un *travail d'intéressement* d'acteurs judiciaires et non judiciaires divers aux enquêtes en matière de criminalité organisée, et d'autre part un *travail de discipline* des usages hétéroclites qui sont faits de la « nouvelle justice », qui s'efforce de maintenir sa capacité à réintégrer dans une vision cohérente du monde les événements internes et externes à l'institution judiciaire.

### Sources et matériaux

Cette construction supposait alors de rassembler un ensemble de matériaux qui permettent de rendre compte de la diversité des sites et des arènes –judiciaires et non judiciaires- où se joue le sort de l'expertise judiciaire de la criminalité organisée.

On a réalisé en préalable et dans un but essentiellement informatif, une vingtaine d'entretiens, en ne cantonnant pas nos prises de contact aux seuls magistrats qui avaient pu mener des enquêtes en matière sur le crime organisé, mais en nous intéressant également à des hommes politiques, des universitaires, et des syndicalistes de la magistrature qui ont pris une part active dans les débats récents ou plus anciens sur la justice. Armé de ces premières informations mais aussi aidé de la relative familiarité qu'offrait notre formation juridique pour la compréhension des formes et des enjeux des débats spécifiquement judiciaires, et plus largement juridiques, nous avons cherché les traces des controverses autour

des modes de légitimation du travail judiciaire dans une diversité d'arènes et de champs.

On a dès lors été conduit, pour analyser la formation au cours des années 1960 d'un registre sociologique d'intelligibilité des institutions judiciaires, à considérer entre autres la naissance concomitante d'une sociologie du droit ; ou encore pour appréhender la formation au début des années 1970 d'une jurisprudence dite « alternative » par les « juges rouges », à étudier les différentes recompositions dans le champ des producteurs de droit qui l'ont rendue possible.

De fait, dans la constitution de ce *corpus*, on a eu recours à des matériaux portant sur des objets très différents et présentant des niveaux de généralité variables : ce sont des articles de doctrine, des commentaires d'arrêts, des manuels de droit, mais aussi ponctuellement les actes des nombreuses commissions parlementaires d'enquête consacrées à la criminalité organisée, des documents émanant de partis politiques, de syndicats de juges ou d'autres groupes, ou encore des mémoires d'hommes politiques, d'universitaires, de magistrats<sup>19</sup>... Outre ce travail de recherche bibliographique habituel, on a également procédé au dépouillement systématique de revues généralistes ou juridiques et, de manière quasi exhaustive, de la très foisonnante presse syndicale. Un certain nombre d'instruments de recherche nous ont permis de compléter cet ensemble, tels que le *Dizionario bibliografico delle riviste giuridiche* (annuel, Milan, Giuffrè) qui recense les articles d'une centaine de revues juridiques, ou la banque de données du Centre National des Recherches (CNR) baptisée « *archivio STOP* » qui rassemble les « articles ayant une importance juridique » publiés entre 1975 et 1993 dans 26 quotidiens et 19 périodiques.

En outre, Romano Canosa et la veuve de Marco Ramat ont bien voulu nous ouvrir leurs archives privées. L'accès aux multiples documents syndicaux et courriers personnels conservés par ces deux magistrats qui participèrent activement au syndicalisme judiciaire au cours des années 1960 et 1970, nous a été particulièrement précieux pour les deux études de cas préalables à l'analyse de la « nouvelle justice ».

---

<sup>19</sup> Pour une description détaillée de ces sources, voir nos développements à l'annexe n°6.



Mais, à bien des égards, le Conseil supérieur de la magistrature s'imposait comme un point d'observation privilégié pour notre objet. Parce qu'il est composé de magistrats syndicalistes choisis par leurs pairs et de professionnels du droit (avocats ou professeurs) élus au Parlement par les partis politiques, le CSM constitue en effet le point de convergence des recompositions qui affectent tout à la fois le syndicalisme, les producteurs de droit, et enfin le champ politique. Ses attributions sont en outre très étendues puisqu'il est seul compétent en matière de recrutement, de nomination aux fonctions judiciaires, de promotion dans les grades, mais aussi de formation professionnelle et de sanctions disciplinaires. On se convainc alors que cette enceinte constitue un des principaux lieux où se confrontent les différents modes de légitimation du travail judiciaire. Dès lors, après avoir passé deux semaines dans cette enceinte à l'automne 1996, en compagnie d'une auditrice de justice française qui y effectuait son stage, et guidé par l'un des élus de cette institution, le magistrat Vladimiro Zagrebelski, nous avons procédé au dépouillement des publications et de la revue du Conseil supérieur de la magistrature *Notiziario CSM*, sources restées jusqu'à présent pour l'essentiel inexploitées. Or, avec l'introduction de la publicité des séances en 1982, cette dernière revue publie une partie des procès-verbaux des séances plénières<sup>20</sup> nous donnant ainsi accès aux principales controverses et à leur occurrence sur des objets les plus divers (la définition des critères pour la nomination à des fonctions judiciaires, la désignation des enseignants de cours de formation des auditeurs..., mais aussi toutes les questions d'actualité que les membres jugent nécessaires de soulever). Enfin, les actes des sessions de formation permanente du CSM, et notamment à partir de 1982, les rencontres entre magistrats anti-mafia et magistrats anti-terroristes sur la lutte contre criminalité organisée, nous ont également été utiles pour la compréhension de la constitution de cette nouvelle excellence judiciaire.

---

<sup>20</sup> Bien que le principe de la publicité des séances ait été introduit, la publication du procès-verbal des séances du CSM reste soumise à la demande expresse de trois membres de cette institution.

## Les étapes de l'analyse

Dans une partie préliminaire à l'analyse de la « nouvelle justice », on s'interroge sur d'autres moments de redéfinition de la profession judiciaire dont on cherche à montrer tout à la fois les conditions de possibilité et les échecs. Dans un premier chapitre, on analyse comment au début des années 1960, l'usage des sciences sociales est revendiqué pour fonder une nouvelle définition de l'excellence judiciaire autour de l'expertise de la vie sociale (chapitre 1) ; l'usage de ressources politiques pour fonder la jurisprudence alternative qu'entendent promouvoir les « juges rouges » au début des années 1970 nous intéresse ensuite (chapitre 2).

L'étude de la coalescence d'entreprises judiciaires et non judiciaires autour de ces redéfinitions du rôle judiciaire, mais aussi l'analyse de leur délitescence nous renseigne sur les conditions et sur les limites dans lesquelles des ressources non judiciaires –sociologiques ou politiques- peuvent être mobilisées pour refonder la profession judiciaire.

Dès lors, on peut s'interroger sur les conditions de réussite d'un nouveau modèle de justice. On étudie ainsi dans une seconde partie la formation au début des années 1980 d'un nouveau modèle d'excellence judiciaire dans la lutte contre la criminalité organisée. Cela suppose de comprendre la formation d'expériences judiciaires édifiantes dans la lutte contre le terrorisme (chapitre 1), et le travail d'intéressement qu'opèrent les titulaires des enquêtes anti-terroristes dans une diversité de lieux. On montre que chacune des transactions qui s'opèrent alors contribuent tout à la fois à consolider le nouveau modèle de justice et à en modifier la forme.

Le début des années 1980 constitue une phase critique à cet égard puisque, dans un contexte où les attentats terroristes décroissent rapidement, l'expérience judiciaire des magistrats anti-terroristes arrive à son terme, tandis qu'émergent de nouvelles enquêtes en matière de mafia. On montre que dans la rencontre entre ces deux groupes de magistrats et dans la mise en équivalence qu'ils contribuent à construire entre le traitement judiciaire du terrorisme et celui de la mafia, se joue la

constitution d'un nouveau principe de légitimité fondé désormais sur *l'expérience judiciaire du crime organisé*, qui entre en concurrence avec les légitimités qui ont cours dans la magistrature, qu'elles soient hiérarchique ou syndicale (chapitre 2).

La seconde rencontre que l'on évoque est avec les syndicats de magistrats, au travers de laquelle les juges qui se sont distingués dans la lutte contre le crime organisé —on dira les « nouveaux juges »— travaillent à tirer profit de leur expérience judiciaire. Ces transactions qu'ils établissent alors avec les syndicalistes contribuent à leur tour à façonner le nouveau modèle de justice en opérant une distinction entre des « grands juges », détenteurs d'une légitimité syndicale et d'une expérience judiciaire, et des techniciens qui travaillent à la mise en forme technique de la ressource dont ils disposent, leur expérience judiciaire du crime organisé (chapitre 3).

Les « relais » qu'acquiert ainsi la « nouvelle justice » dans l'institution judiciaire mais aussi en dehors, la multiplicité des intérêts qui s'attachent à cette nouvelle définition du rôle judiciaire, nous conduisent à nous interroger dans notre troisième partie sur le maintien de son unité et de sa cohérence. Dans un premier temps, on s'attache à décrire la configuration dans laquelle la « nouvelle justice » s'inscrit. Ses porte-parole doivent en effet rester doublement représentatifs tout à la fois dans le syndicalisme et parmi leurs pairs qui luttent contre le crime organisé. En outre, dans un contexte où de multiples conflits sectoriels et singulièrement les luttes politiques se focalisent sur les enquêtes en matière de criminalité organisée, la « nouvelle justice » se trouve mise sous haute surveillance dans l'espace public (chapitre 1). Après avoir étudié cette nouvelle configuration, l'analyse se déplacera alors vers les investissements dans la définition d'un corps unifié de savoirs et de savoir-faire ainsi que des rapports légitimes des magistrats avec l'extérieur, et singulièrement avec le politique. La naissance d'une école de la magistrature ainsi que les discours de commémoration des juges assassinés par la criminalité organisée permettent d'étudier ce travail de discipline du nouveau modèle de justice (chapitre 2).

## **PREMIERE PARTIE**

## Première Partie/ Traduire en justice : deux entreprises de redéfinition de la profession judiciaire

Sans doute est-il utile, avant de considérer la formation du nouveau modèle professionnel constitué dans la lutte contre la criminalité organisée, d'analyser d'autres tentatives de redéfinition de la profession judiciaire, de ses standards, de son excellence, mais aussi de ses porte-parole. La vertu heuristique d'un tel détour ne tient pas exclusivement dans le recul qu'elle autorise par rapport à notre objet spécifique en écartant d'emblée les interprétations qui feraient de la « nouvelle justice » une invention ou une nouveauté radicale. Elle nous introduit également à l'analyse des conditions dans lesquelles se constituent, s'opposent, et s'imposent différents modes de légitimation du travail judiciaire. Les deux entreprises que nous analysons ici ont en effet pour points communs de fonder leur projet de redéfinition de l'excellence judiciaire sur l'importation dans la magistrature de nouveaux types de légitimité qui lui étaient jusque là étrangers. L'invocation de la nécessité d'une expertise *sociologique* pour « bien juger », c'est-à-dire aux yeux de ses promoteurs pour être en mesure d'adapter la décision judiciaire à une société en transformation rapide, ou encore la revendication de la nécessité d'une perspective *politique* c'est-à-dire en l'espèce du parti pris pour les classes les plus défavorisées dans le cadre d'une société que ces magistrats considèrent comme profondément inégalitaire, s'inscrivent bien en rupture avec un registre juridique d'intelligibilité des institutions judiciaires. Ces deux entreprises proposent en effet un nouvel étalon de l'excellence professionnelle qui est moins fondé sur la position hiérarchique dans l'institution judiciaire que sur la détention d'une compétence sociologique ou politique. De même, ce sont de nouveaux interlocuteurs de la magistrature –des sociologues du droit, des groupes politiques...- qui sont ainsi

mis en avant et qui entendent prendre –du moins en partie- la place privilégiée qu'occupent à cet égard les professeurs de droit et, à moindre titre, les avocats.

L'étude de la formation de ces nouveaux registres d'intelligibilité nous invite alors à considérer les conditions dans lesquelles des magistrats les ont constitués, et singulièrement les ressources non judiciaires sur lesquelles ils ont pu s'appuyer et qui ont rendu leur revendication crédible. Dans ce cadre, l'analyse de la constitution d'une nouvelle discipline universitaire -la sociologie du droit-, ou encore –pour notre second cas d'étude- la formation à la marge des partis politiques de gauche et des facultés de droit, de juristes revendiquant la possibilité d'une expertise *politique* des institutions et du droit, deviennent alors nécessaires à la compréhension de ces entreprises de redéfinition de la profession judiciaire.

A l'inverse, l'étude des conditions de leur échec, et notamment des raisons pour lesquelles ces entreprises ne parviennent pas à convaincre du bien fondé de leur projet au-delà du groupe restreint de ses promoteurs, nous introduira à l'analyse des conditions de réussite du travail d'intéressement qu'opèrent tout au long des années 1980, les tenants de la « nouvelle justice ».

## CHAPITRE 1: Le « juge modernisateur » et l'expertise sociologique (1964-1969)

---

La première entreprise de redéfinition de l'excellence judiciaire que l'on se propose d'étudier se développe tout au long des années 1960 et concerne ce que l'on a appelé le « juge modernisateur », que l'on définit à ce stade comme un juge qui invoque dans son travail judiciaire un nouveau mode de légitimation fondé sur l'usage de savoirs et de savoir-faire issus des sciences sociales. Arguant du caractère insuffisant d'un registre strictement juridique d'intelligibilité de la magistrature dans le contexte d'une société en changement rapide, ces magistrats revendiquent la nécessité des outils et des instruments de la sociologie et des autres sciences sociales pour appréhender la justice et sa réforme. « L'intrusion » de l'expertise sociologique dans l'institution judiciaire au cours des années 1960, sans être absolument inédite<sup>1</sup>, constitue néanmoins, par la multitude des acteurs judiciaires et non judiciaires qui l'invoquent ainsi que par la diversité des sites qui en font usage, un phénomène sans précédent par son ampleur. Dès la fin des années 1960 pourtant, on assiste à la délitescence rapide de la configuration d'intérêts qui a présidé à la constitution de ce registre modernisateur<sup>2</sup>. Dès lors, l'analyse de la construction tout comme de l'échec d'une expertise sociologique de la magistrature non seulement alternative, mais aussi fondée sur la dévalorisation

---

<sup>1</sup> Voir par exemple la construction des outils statistiques judiciaires en Italie à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle in SARACENO (Pietro), « Le statistiche giudiziarie italiane », in SARACENO (Pietro, dir.), *I magistrati italiani dall'unità al fascismo. Studi biografici e prosopografici*, Rome, Carucci, 1988, pp. 257-269.

<sup>2</sup> Parce que —comme on le verra— la promotion des idées modernisatrices s'identifie dans la magistrature avec le syndicat de juges *Magistratura Democratica*, les bornes temporelles données à ce chapitre (1964 et 1969), sans cantonner l'analyse, correspondent à deux moments importants, l'un de coalescence (la naissance du syndicat), et l'autre de délitescence (sa scission) des intérêts divers qui défendent la « modernisation de la magistrature ».

de l'expertise juridique, constitue un point d'observation privilégié des conditions de réussite et d'échec des entreprises de redéfinition du modèle d'excellence professionnel.

## Section I/ L'institution judiciaire dans la configuration modernisatrice

Sans doute, l'invocation de la nécessité d'une expertise en sciences sociales n'est pas au tournant des années 1950 et 1960 un phénomène spécifique à la profession judiciaire, tant il est vrai que le « référentiel modernisateur » connaît alors en Italie, comme dans de nombreux autres pays occidentaux<sup>3</sup>, une faveur particulière. Mais, la revendication par les professionnels du droit que sont les magistrats, d'un registre explicitement fondé sur la dévalorisation du mode de connaissance *juridique* peut, à première vue, surprendre. D'autant que la magistrature italienne reste caractérisée à la fin des années 1950 par un contrôle étroit de la Cour de cassation sur les magistrats, tandis que les sciences sociales italiennes encore en gestation focalisent leur recherche sur des objets tels que les inégalités géographiques du développement italien ou encore sur l'école, à l'exclusion de tout intérêt pour le droit et les institutions<sup>4</sup>.

C'est dire si la formation d'un tel modèle d'excellence qui ferait du juge un expert en sciences sociales, renvoie en préalable à l'étude des recompositions qui la rendent possible, tout à la fois dans la discipline sociologique elle-même et dans la magistrature. On pense ici notamment à la naissance d'une sociologie empirique *spécifiquement* intéressée à l'étude du droit et des institutions, ainsi qu'aux

---

<sup>3</sup> Sur la faveur de la sociologie et de l'économie politique en France à la même époque, voir notamment DULONG (Delphine), *Moderniser la politique*, Paris, L'Harmattan, 1997.

<sup>4</sup> Voir sur ce point, l'histoire de la discipline que retrace CHIARETTI (Giuliana), « Un caso di organizzazione della scienza: la sociologia in Italia nel decennio 1958-1968 », in BALBO (Laura), CHIARETTI (Giuliana), MASSIRONE (Gianni), *L'inferma scienza. Tre saggi sull'istituzionalizzazione della sociologia in Italia*, Bologne, Il Mulino, 1975, pp. 67-160, pp. 105-110.



mobilisations d'un groupe de magistrats milanais contre la prééminence de la haute magistrature. Dès lors, on est conduit à Milan au tournant des années 1950 et 1960, dans un contexte où la ville apparaît à bien des égards comme le principal lieu de développement des entreprises modernisatrices italiennes<sup>5</sup>; et plus spécifiquement, dans un centre de recherche fondé et animé par des magistrats du tribunal de Milan, le Centre National de Prévention et de Défense Sociale (CNPDS)<sup>6</sup>.

Ce centre constitue le point de convergence de projets très divers. Il rassemble ainsi des sociologues et des économistes en quête d'une reconnaissance universitaire pour leur discipline, des hommes politiques de la gauche démocrate-chrétienne, du PSI et des partis dits « laïcs »<sup>7</sup> associés dans la défense d'une nouvelle coalition gouvernementale dite de « centre-gauche »<sup>8</sup>, des hauts fonctionnaires et des entrepreneurs.

C'est dans ce cadre que se développent les mobilisations communes, sous la forme de colloques et de recherches menées conjointement, entre d'une part des magistrats qui constituent la cheville ouvrière du CNPDS (que l'on appellera les magistrats modernisateurs milanais), et d'autre part des sociologues qui cherchent à faire la preuve de l'utilité de leurs nouveaux savoirs et savoir-faire pour moderniser les institutions.

---

<sup>5</sup> Les entreprises modernisatrices recouvrent des réalités très hétérogènes dont le point commun tient sans doute dans la croyance partagée dans l'utilité de sciences sociales empiriques pour quantifier les phénomènes sociaux, et ainsi orienter les décideurs.

<sup>6</sup> Sur l'activité du CNPDS que l'on étudie plus en détail *infra*, voir TOMEIO (Vincenzo), « Il Centro Nazionale di Difesa e Prevenzione Sociale », in TREVES (Renato, dir.), *Sociologi e centri di potere in Italia*, Milan, Comunità, 1962, pp. 327-357, p. 332.

<sup>7</sup> Les partis dits « laïcs » désignent, dans le vocabulaire politique italien, les petits partis politiques du centre. Ils sont dits « laïcs » parce qu'ils n'appartiennent ni à la Démocratie chrétienne, ni aux partis « d'obédience socialiste » (PSI, PCI). Parmi eux on trouve le parti républicain italien (PRI), le parti social-démocrate (PSDI), le parti libéral (PLI), ainsi que le Parti radical. Sur l'histoire de ces petits partis, voir notamment COLARIZI (Simona), *Storia dei partiti nell'Italia repubblicana*, Bari, Laterza, 1994.

<sup>8</sup> C'est en Lombardie, et singulièrement à Milan, que se constituent les premières expériences de cette coalition inédite dite de « centre-gauche » qui unit d'une part, le PSI (qui, jusqu'en 1956, était allié au PCI dans le cadre d'un front unitaire), et d'autre part la Démocratie chrétienne. Cette alliance débouche sur la formation en février 1962 du premier gouvernement dit de « centre-gauche programmatique », qui bénéficie de l'abstention du PSI, pour être encore renforcé, avec l'entrée au gouvernement d'Aldo Moro en décembre 1963, de ministres socialistes. Sur la formation des gouvernements de centre-gauche et les expérimentations locales (à Milan et à Florence) qui les précèdent, ainsi que leur importance dans la promotion des idées modernisatrices, voir les développements de GINSBORG (Paul), *Storia dell'Italia dal dopoguerra a oggi. Società e politica 1943-1988*, Turin, Einaudi, 1989, pp. 262-273 ; TAMBURRANO (Giuseppe), *Storia e cronaca del centro-sinistra*, Milan, Rizzoli, 1971 ; et VOULGARIS (Yannis), *L'Italia del centro-sinistra, 1960-1968*, Rome, Carocci, 1998, pp. 97-116. D'une manière générale sur les partis politiques

## A/ Le cas de la magistrature milanaise

Les dirigeants de la section syndicale milanaise de l'Association Nationale des Magistrats italiens –seule et unique organisation syndicale de magistrats<sup>9</sup> et, à ce titre, interlocuteur exclusif du gouvernement<sup>10</sup>- sont placés dans une situation paradoxale au tournant des années 1950 et 1960. Alors même que, par le biais du CNPDS dont ils sont les principaux animateurs, ils se trouvent au cœur d'un réseau aussi étendu que varié d'entreprises modernisatrices, ils sont à l'inverse marginalisés dans les recompositions que connaît alors le syndicalisme judiciaire.

### 1- La contestation de la prééminence des hauts magistrats

Si, jusqu'à la fin des années 1950, la mainmise de la haute magistrature et singulièrement de la Cour de cassation sur l'ordre judiciaire reste incontestée, certains mouvements contestataires au sein de l'ANM vont contribuer ensuite à la remettre en cause.

La magistrature semble avoir été peu affectée par les changements intervenus à la Libération. Comme le montrent différentes études sur ce point, la hiérarchie judiciaire n'a été touchée que de manière marginale, et seulement dans ses grades les plus élevés, par l'épuration engagée au lendemain de la guerre sous l'égide du ministre de la justice, Palmiro Togliatti<sup>11</sup>. De même, à la faveur du « gel

---

et la modernisation au cours des années 1950 et 1960, voir VITTORIA (Albertina), « Organizzazione e istituti della cultura », *Storia dell'Italia repubblicana*, vol. 2, t. 2, 1994, Turin, Einaudi, pp. 637-703.

<sup>9</sup> Bien que, à l'inverse de leurs collègues français, les magistrats italiens aient toujours refusé de qualifier l'ANM de syndicat, préférant parler d'association, on a fait le choix dans un souci de clarté d'employer néanmoins ce terme tout au long de ce travail.

<sup>10</sup> Créée en 1909 à Milan, l'ANM (connue alors sous le nom de Association Générale des Magistrats Italiens-AGMI) se « dissout » dès décembre 1925, anticipant ainsi l'adoption du projet de loi fasciste (effectivement voté le 3 août 1926) sur les syndicats, dont l'article 11 interdisait les syndicats de magistrats. L'association est officiellement reconstituée à l'occasion de son assemblée générale du 21 octobre 1945. L'ANM rassemble depuis l'après-guerre entre 80 et 90% des magistrats. Sur les origines de l'ANM, voir PAPA (Emilio), *Magistratura e politica. Origini dell'associazionismo democratico nella magistratura italiana (1861-1913)*, Padoue, Marsilio, 1973 ; sur ses premières années d'existence, on peut utilement se reporter à VENTURINI (Fernando), *Un « sindacato » di giudici da Giolitti a Mussolini. L'Associazione Generale tra i Magistrati Italiani 1909-1926*, Bologne, Il Mulino, 1987.

<sup>11</sup> Comme le souligne l'historien Pietro Saraceno, cette épuration est beaucoup moins importante que celle qui touche la magistrature française à la même époque. S'il est vrai que des 4200 magistrats italiens, environ 1000 furent soumis à une procédure d'enquête préliminaire, en revanche seuls 33 d'entre eux furent

constitutionnel»<sup>12</sup> qui s'installe au lendemain de l'adoption de la nouvelle Constitution, la Cour de cassation ne voit sa prééminence contestée que tardivement avec l'institution de la Cour constitutionnelle (1956) et du Conseil supérieur de la magistrature (1958). De surcroît, au sein même de la magistrature, le principe hiérarchique connaît jusqu'à la fin des années 1950 peu de contestations. Outre le contrôle qu'elle exerce sur les juridictions inférieures par les voies de l'appel et de la cassation, la haute magistrature reste en effet seule titulaire de l'avancement, par le biais des commissions composées de magistrats des grades les plus élevés<sup>13</sup>. Il n'est pas jusqu'au syndicalisme qui ne consacre la domination de la haute magistrature. La direction de l'Association Nationale des Magistrats (ANM) est ainsi dominée par les hauts magistrats : alors même qu'ils ne représentent en 1951 que 6,3% des juges, ces derniers disposent de 55% des sièges au comité directeur de l'ANM<sup>14</sup>.

---

effectivement écartés du corps judiciaire. Il faut néanmoins relever que l'épuration n'a pas pour autant épargné les sommets de l'institution judiciaire : sur les 37 plus hauts magistrats d'Italie en poste au moment de la Libération (les présidents et les procureurs généraux auprès des cours d'appel et de la Cour de cassation), plus de la moitié (19) ne fit l'objet d'aucune poursuite, mais 10 hauts magistrats furent effectivement mis en retraite d'office (4 d'entre eux obtinrent néanmoins l'annulation de la décision et furent ensuite réintégrés). Sur ce point, voir les travaux de SARACENO (Pietro), « I magistrati italiani fra fascismo e Repubblica. Brevi considerazioni su un'epurazione necessaria ma impossibile », *Clio*, XXXV, n°1, janv.-mars 1999, pp. 65-109, notamment pp. 66-75 ; sur la prudence dont Palmiro Togliatti fait preuve en la matière, voir NEPPI MODONA (Guido), « La magistratura dalla Liberazione agli anni cinquanta », *Storia dell'Italia repubblicana*, vol.3, t.2, 1997, pp. 83-137, p. 86-107.

<sup>12</sup> L'expression de « gel constitutionnel » indique la non-application de certaines dispositions de la Constitution de 1947, tout à la fois sous l'effet du blocage de sa mise en œuvre au Parlement et de la jurisprudence de la Cour de cassation qui, par une décision de février 1948, consacre l'ineffectivité juridique d'une partie importante du texte constitutionnel. Sur ce point, v. PIZZORUSSO (Alessandro), « Il disgelo costituzionale », *Storia dell'Italia repubblicana*, v. 2, t. 2, 1994, pp. 115-151. Voir aussi PICARDI (Nicola), « La storia della Cassazione. La Cassazione nella storia 1944-1956 », in *La Corte di Cassazione nell'ordinamento democratico*, Milan, Giuffrè, 1996, pp. 281-304, et tout particulièrement pp. 296-302. Voir enfin nos développements *infra* au chapitre 2, Partie I, sur la prégnance du thème de la non-application de la Constitution dans le discours des partis de gauche sur les institutions après guerre.

<sup>13</sup> Par haute magistrature, on entend ici les magistrats ayant au moins le grade de « conseiller de la Cour de cassation » (grade III). La carrière judiciaire compte sept grades : auditeur de justice (VII), magistrat de tribunal (VI), conseiller de cour d'appel (V), conseiller de la Cour de cassation (IV), conseiller de la Cour de cassation apte à occuper des fonctions de direction (III), et enfin les deux premiers grades qui correspondent d'une part aux fonctions de vice-président de la Cour de cassation et de président du tribunal supérieur des eaux publiques (II), et d'autre part au poste de premier président de la Cour de cassation, sommet de l'ordre judiciaire (I). Pour un exposé détaillé sur ce point, voir FREDDI (Giorgio), *Tensioni e conflitti nella magistratura. Un'analisi istituzionale dal dopoguerra al 1968*, Bari, Laterza, 1978, pp. 35-55. Pour un récapitulatif des fonctions et des grades de l'institution judiciaire italienne, voir aussi notre annexe n°1. On notera enfin que ces sept grades de la carrière judiciaire – bien qu'on leur refuse désormais ce nom – sont toujours en vigueur.

<sup>14</sup> Sur la composition de la magistrature par grade en 1951, voir GHIROTTI (Gigi), *Il magistrato*, Florence, Vallecchi, 1963. Pour la répartition par grades du comité directeur de l'ANM, voir les chiffres donnés par FREDDI (Giorgio), *Tensioni e conflitto nella magistratura*, *op. cit.*, p. 122 ; sur l'évolution de cette composition depuis l'après-guerre, voir notre tableau n°7 au chapitre 3, Partie II.

Pourtant, cette mainmise de la Cour de cassation restée inchangée depuis la Libération se trouve contestée dans la magistrature à partir du milieu des années 1950. Sans doute faudrait-il réinsérer cette contestation dans le contexte plus large de la naissance tout à la fois d'une Cour constitutionnelle et d'un Conseil supérieur de la magistrature. De fait, si cette dernière institution reste -au moins au cours de ces deux premiers mandats (1959-1963) et (1964-1968)- dominée par les hauts magistrats du fait d'une loi électorale qui sur-représente cette catégorie<sup>15</sup>, en revanche la Cour constitutionnelle, dès sa constitution, entre en conflit avec la Cour de cassation<sup>16</sup>.

Mais c'est au sein de l'ordre judiciaire que la haute magistrature voit d'abord sa prééminence contestée. Comme l'indique le sociologue Giorgio Freddi, la formation de ces mobilisations iconoclastes trouve son origine dans la modification brutale des conditions de promotion aux grades supérieurs, qui deviennent au début des années 1950 particulièrement difficiles d'accès<sup>17</sup>. Ce changement est avant tout la conséquence de la loi Piccioni du 24 mai 1951 sur les carrières judiciaires, qui va en effet affecter profondément les perspectives de carrière des plus jeunes.

En 1931, le régime fasciste avait introduit une réforme importante qui distinguait deux concours d'entrée dans la magistrature : l'un moins spécialisé et moins difficile qui permettait de devenir « préteur »<sup>18</sup>, mais interdisait l'accès aux grades

---

<sup>15</sup> Sur la mainmise des hauts magistrats sur le CSM au cours des deux premiers mandats de cette institution, voir les témoignages de deux magistrats des grades inférieurs élus du CSM au cours de cette période, PACIFICI (Riccardo), SCAPINELLI (Lorenzo), « Due esperienze al Consiglio superiore della magistratura », *Il Ponte*, 31 juillet 1968, n°6-7, pp. 821-832, ainsi que les analyses de BRUTI LIBERATI (Edmondo), PEPINO (Livio), *Autogoverno o controllo della magistratura*, Milan, Feltrinelli, 1998, pp. 41-47, et de NEPPI MODONA (Guido), « La magistratura dalla Liberazione agli anni cinquanta », *op. cit.*, pp. 124-127.

<sup>16</sup> Sur ce point, voir les développements éclairants de Guido Neppi Modona sur les craintes que suscite chez les principaux dirigeants de la Cour de cassation, l'institution d'une Cour constitutionnelle, NEPPI MODONA (Guido), « La magistratura dalla Liberazione agli anni cinquanta », *op. cit.*, pp. 114-117, et sur les conflits de jurisprudence entre la Cour de cassation et la Cour constitutionnelle, BRUTI LIBERATI (Edmondo), « La magistratura dall'attuazione della Costituzione agli anni novanta », *Storia dell'Italia repubblicana*, vol. 3, t. 2, 1997, pp. 141-237, pp. 145-149. Sur la Cour constitutionnelle italienne de manière générale, voir BONINI (Francesco), *Storia della Corte costituzionale*, Roma, NIS, 1996, ainsi que RODOTA (Carla), *Storia della Corte costituzionale*, Bari, Laterza, 1999.

<sup>17</sup> Sur ce point voir les développements in FREDDI (Giorgio), *Tensioni e conflitti nella magistratura*, *op. cit.*, pp. 127-132.

<sup>18</sup> Sur cette fonction judiciaire qui correspond au juge de tribunal d'instance en France, voir nos précisions à l'annexe n°1.

supérieurs<sup>19</sup>, et l'autre par le biais duquel on pouvait espérer atteindre les grades les plus élevés de la magistrature. Si le double concours d'entrée est supprimé dès 1941, ce n'est qu'à l'occasion de la loi Piccioni de 1951 qu'il est mis fin à la séparation des deux carrières. Par l'unification des carrières qu'elle opère, la réforme contribue à rendre beaucoup plus compétitifs les passages aux grades supérieurs. D'une manière générale, la compétition pour l'avancement dans les grades (de magistrat de tribunal à conseiller de cour d'appel, et de conseiller de cour d'appel à conseiller de la Cour de cassation) s'intensifie considérablement. Giorgio Freddi relève ainsi que, alors même « qu'avant 1951, entre 40 et 50% des candidats étaient rejetés, en 1951 ce pourcentage passe à 70% pour atteindre jusqu'à 85% au cours des années suivantes »<sup>20</sup>. Dans ces conditions, et alors même que le nombre de postes disponibles pour les grades supérieurs n'évolue pas, tous les magistrats des grades inférieurs voient leurs perspectives de carrière s'assombrir rapidement.

Aussi ne sera-t-on pas surpris de constater que les mobilisations syndicales qui émergent à partir du milieu des années 1950 contestent avant tout la procédure d'avancement, et particulièrement la mainmise des hauts magistrats sur les commissions d'avancement<sup>21</sup>. C'est d'ailleurs explicitement pour protester contre la loi Piccioni que se forme dans les sections milanaïses et napolitaines de l'ANM, le courant des « rénovateurs », autrement baptisé « courant des jeunes »<sup>22</sup>. Si l'on s'accorde avec Giorgio Freddi pour identifier l'origine des mouvements contestataires dans la modification drastique des conditions d'accès aux grades les plus élevés, on s'explique alors que la section milanaise de l'ANM joue un rôle très actif dans la contestation de la prééminence de la Cour de cassation. En effet, une analyse rapide des caractéristiques des magistrats milanaïses, et singulièrement de

<sup>19</sup> Ces magistrats plafonnaient au grade V (« conseiller de cour d'appel »).

<sup>20</sup> FREDDI (Giorgio), *Tensioni e conflitti nella magistratura*, op. cit., p. 129.

<sup>21</sup> On trouve une analyse précise de ces revendications dans FREDDI (Giorgio), *Ibid.* ; v. également MORIONDO (Ezio), *L'ideologia della magistratura italiana*, Bari, Laterza, 1967, notamment pp. 266-309 ; ainsi que MAMMONE (Giovanni), « Magistrati, associazione e correnti nelle pagine de « La magistratura » (1945-1969) », suppl. *La magistratura*, 1995, pp. I-XVI.

<sup>22</sup> Sur ce point, et notamment sur les mobilisations de la section milanaise de l'ANM, voir FIORUCCI (Giovanni), « Cronache della magistratura italiana (1948-1958) », *Studi parlamentari e di politica istituzionale*, n°18, 1972, pp. 45-79, p. 61.

ceux qui participent activement au syndicalisme montre que les magistrats des grades inférieurs et entrés dans la magistrature après 1945 y sont sur-représentés par rapport à la moyenne nationale<sup>23</sup>. C'est que le tribunal de Milan est le lieu d'affectation prioritaire des auditeurs de justice<sup>24</sup>. Ainsi, en 1966, 22,3% des juges milanais étaient entrés dans la magistrature après 1961, contre 16,3% dans l'ensemble du corps judiciaire<sup>25</sup>. Ces caractéristiques sont encore renforcées par le fait –mis en évidence par l'enquête du sociologue Angelo Pagani sur la magistrature milanaise en 1966- que la participation au syndicalisme augmente à mesure que l'on descend dans les grades<sup>26</sup>. En d'autres termes, les caractéristiques mêmes des membres de la section milanaise de l'ANM indiquent que ces magistrats sont tout à la fois faiblement dotés en ressources professionnelles, et particulièrement touchés par le blocage relatif de l'avancement qui affecte les générations de magistrats entrées après-guerre. On comprend dans ce cadre le rôle déterminant que joue la section milanaise de l'ANM dans la remise en cause de la prééminence de la haute magistrature.

<sup>23</sup> Voir sur ce point, les analyses du sociologue PAGANI (Angelo), *La professione di giudice*, Milan, Istituto Editoriale Cisalpino, 1969.

<sup>24</sup> Les données que livre l'enquête menée en 1966 par le sociologue Angelo Pagani sur les juges du tribunal de Milan permettent de s'en convaincre. En effet, dans une magistrature italienne dont les membres sont issus à 83,9% des cas des régions du centre, du sud et des îles, et seulement à 7,5% des régions du nord-ouest, les tribunaux du nord sont fréquemment en sous-effectif. Dans ces conditions, on comprend qu'ils constituent le lieu d'affectation prioritaire des auditeurs de justice, ainsi que le lieu de passage obligé des jeunes magistrats, avant qu'ils ne rejoignent les tribunaux du sud (Naples, Rome, Palerme), très demandés. De fait, le pourcentage de juges natifs de Lombardie et exerçant dans cette région est le plus bas de toute l'Italie : si 87,9% des magistrats exerçant en Sicile, et 79,8% des magistrats exerçant en Campanie sont natifs de ces régions, ce chiffre n'est que de 12,4% en Lombardie. Voir PAGANI (Angelo), *La professione del giudice*, op. cit., pp. 127-128.

<sup>25</sup> Cf. GUARNIERI (Carlo), « Elites, correnti e conflitti fra magistrati italiani : 1964-1976 », *Politica del diritto*, VII, n°6, décembre 1976, pp. 653-682, p. 669.

<sup>26</sup> Le questionnaire soumis par Angelo Pagani aux magistrats milanais montre ainsi que les magistrats caractérisés aux yeux du sociologue par une « forte participation syndicale » (les indicateurs retenus dans le questionnaire étant l'inscription, la participation aux réunions, et l'identifications aux divisions syndicales) appartiennent surtout aux grades inférieurs : 87,6% des magistrats des grades inférieurs (auditeurs, magistrat de tribunal) contre seulement 13,9% des magistrats du grade de conseiller de cour d'appel ou de la Cour de cassation entrent ainsi dans cette catégorie, PAGANI (Angelo), *La professione del giudice*, op. cit., pp. 85-88.

## 2- La marginalisation des magistrats milanais dans les recompositions du syndicalisme judiciaire

Sans être le seul lieu où s'opère la contestation de la hiérarchie<sup>27</sup>, le syndicalisme en est néanmoins l'arène privilégiée. Les magistrats du tribunal de Milan y jouent un rôle de premier plan, comme en témoigne la place qu'ils occupent dans les nombreuses mobilisations de l'année 1956 qui marquent la première mise en cause directe de la direction de l'ANM<sup>28</sup>. Un an plus tard au congrès de l'ANM à Naples, ceux que l'on appelle désormais les « rénovateurs » mettent la direction en minorité, en faisant adopter un texte qui propose notamment que « soit assurée une dignité égale à tous les magistrats en abolissant immédiatement toute forme d'avancement (...) et en réglant les augmentations de salaire exclusivement sur la base de l'ancienneté et de la situation de famille »<sup>29</sup>.

---

<sup>27</sup> L'exception d'inconstitutionnalité qui est créée avec l'institution de la Cour constitutionnelle constitue également un lieu important de contestation de la prééminence de la Cour de cassation. Une étude sommaire des usages de cet instrument montre en effet que ce sont les magistrats des grades inférieurs qui y ont le plus souvent recours (voir sur ce point, voir GHIROTTI (Gigi), *Il magistrato*, op. cit., 1963). Il faudrait alors pouvoir évoquer ici la transaction que s'établit entre une Cour constitutionnelle en formation et les magistrats des grades inférieurs. Sur l'exception d'inconstitutionnalité, voir BRUTI LIBERATI (Edmondo), « La magistratura dall'attuazione della Costituzione agli anni novanta », op. cit., pp. 147-148, et BONINI (Francesco), *Storia della corte costituzionale*, op. cit., pp. 124-154.

<sup>28</sup> En avril 1956, l'Assemblée générale de l'ANM qui se tient à Milan est ainsi l'occasion de critiques virulentes formulées par la section milanaise à l'encontre d'une direction dominée par les hauts magistrats, pour sa modération dans les négociations salariales avec le gouvernement ; en juin, lors d'une Assemblée générale organisée sans l'accord de la direction de l'ANM, la même section milanaise appelle à l'organisation d'une grève du zèle, obligeant les dirigeants de l'ANM à organiser un référendum national sur ce point auprès des adhérents ; les Milanais avaient également déposé à cette occasion une motion de censure à l'encontre de la direction de l'ANM, sans succès.

On trouve une chronique détaillée de ces mobilisations dans MORIONDO (Ezio), *L'ideologia della magistratura italiana*, Bari, Laterza, 1967, pp. 266-306, et dans FREDDI (Giorgio), *Tensioni e conflitti nella magistratura*, op. cit., pp. 127-136. Giovanni Fiorucci note en outre que depuis la « grève du zèle », le 27 septembre 1950, initiée par la section milanaise (on parle alors de « révolution milanaise »), la section milanaise mène la contestation des hauts magistrats, FIORUCCI (Giovanni), « Cronache della magistratura italiana », op. cit., pp. 65-67.

<sup>29</sup> Le texte de la motion des rénovateurs est cité in MAMMONE (Giovanni), « Magistrati, associazione e correnti nelle pagine de 'La magistratura' (1945-1969) », op. cit., p. VII. Voir aussi la réaction immédiate de la Cour de cassation qui se réunit solennellement en assemblée plénière pour réfuter le principe de l'égalité de tous les juges et adopter l'ordre du jour suivant : « la Cour suprême de cassation réunie en assemblée plénière à la demande du procureur général : attendu que, dans l'unité et l'identité du pouvoir juridictionnel, la différence de fonction distingue néanmoins entre eux les magistrats – même s'ils disposent d'une pleine indépendance dans l'exercice de leur fonction – ; qu'une telle distinction qui correspond à l'ordre du procès ne peut pas ne pas déterminer au sein de la magistrature une échelle de valeurs qui implique un perfectionnement technique progressif pour les fonctions les plus élevées, qui mûrit à travers l'expérience », cité in MORIONDO (Ezio), *L'ideologia della magistratura italiana*, op. cit., p. 293.

Ainsi mis en minorité, le groupe des hauts magistrats se constitue en janvier 1960 en courant organisé de l'ANM qui rassemble exclusivement les magistrats des cours (cours d'appel et Cour de cassation), avant de quitter définitivement l'ANM en janvier 1961 pour fonder l'Union des Magistrats Italiens (UMI)<sup>30</sup>.

On le voit, en quelques années, sous l'effet de la contestation promue au sein de l'ANM notamment par la section milanaise, le syndicalisme passe d'une prééminence des hauts magistrats à leur quasi-absence en son sein ou, à tout le moins, à la perte de validité du principe hiérarchique au sein de l'arène syndicale<sup>31</sup>.

Le départ des hauts magistrats ouvre une intense période de recompositions dans le syndicalisme dont témoignent la multiplication des assemblées générales et l'instabilité de la direction. Le groupe des « rénovateurs » qui fédère l'ensemble des oppositions à la haute magistrature ne parvient pas longtemps à maintenir son unité, et dès le congrès de 1961 à Palerme, un courant majoritaire baptisé *correntone* (le grand courant) se constitue qui est dominé par la section napolitaine dirigée par Emilio Principe. Celui qui est alors secrétaire de la section milanaise, Adolfo Beria d'Argentine, décrit Emilio Principe « arrivant aux assemblées générales de l'association avec un grand nombre de procurations et parvenant ainsi toujours à obtenir la majorité »<sup>32</sup>. De la sorte, Emilio Principe « réussit à avoir un rôle dominant dans les structures [de l'ANM] et réussit à placer ses hommes »<sup>33</sup>. A l'inverse, la section milanaise dont on a vu plus haut qu'elle a joué un rôle d'aiguillon dans la remise en cause de la place de la hiérarchie dans le

---

<sup>30</sup> On notera cependant que le texte adopté à l'occasion de la scission par les hauts magistrats indique que les « magistrats des cours rassemblés à Rome décident finalement d'accueillir dans l'Union également les collègues des tribunaux et des prétures ». Le texte de cet appel est reproduit en partie in GHIROTTI (Gigi), *Il magistrato, op. cit.*, pp. 284-285. Pour un récapitulatif des recompositions syndicales, voir l'annexe n° 2 ; sur la scission des « hauts magistrats », voir les remarques de CANOSA (Romano), FEDERICO (Pietro), *La magistratura in Italia dal 1945 a oggi*, Bologne, Il Mulino, 1972, pp. 242-253.

<sup>31</sup> On étudie en détail les formes et les conséquences de cette autonomisation de l'arène syndicale au chapitre 3, Partie II.

<sup>32</sup> Adolfo Beria, cité in PAPPALARDO (Sergio), *Gli iconoclasti. Magistratura Democratica nel quadro della Associazione Nazionale Magistrati*, Milan, Franco Angeli, 1987, p. 113. L'ouvrage de Sergio Pappalardo consacré aux premières années du syndicat de magistrats *Magistratura Democratica* (sur ce point, voir *infra*) contient de nombreux entretiens avec les syndicalistes de l'ANM, dont l'auteur reproduit de très larges extraits. A ce titre, le livre offre un matériau très riche sur le syndicalisme judiciaire des années 1960. Au regard de cette richesse, l'utilisation qui en est faite paraît cependant décevante, dans la mesure où l'auteur en fait plus usage pour établir *a posteriori* la « réalité » ou la « vérité » dans les polémiques qui ont opposé les syndicalistes que pour analyser la construction de celles-ci, les modes de légitimation concurrents, les différents rapports au monde qui y sont investis...



syndicalisme judiciaire, se trouve marginalisée. Adolfo Beria note ainsi que le courant d'Emilio Principe réussissait à faire élire ses représentants y compris dans le nord de l'Italie :

« Aux premières élections du CSM en 1958, après dix années de lutte pour son institution, il était naturel que Milan aille au pouvoir, c'est-à-dire élise des membres du Conseil (...). Un sondage fut réalisé pour voir qui devait être candidat à Milan et il me fut favorable. Mais une coalition de représentants du courant d'E. Principe s'organisa. On votait alors par circonscription, et la circonscription comprenait Gênes, Brescia, Milan et Turin. Gênes et Turin s'allièrent pour nous exclure. Milan n'eut pas même un représentant dans le premier Conseil supérieur (...). Cette défaite provoqua une rébellion. Ce fut une longue bataille »<sup>34</sup>.

L'échec de la section milanaise aux élections du premier CSM en 1958 se confirme à l'occasion du renouvellement de cette institution en octobre 1963, puisque l'un des proches de Adolfo Beria échoue -à quelques voix près, il est vrai- tandis que le représentant du courant de Emilio Principe l'emporte à Milan<sup>35</sup>. Ainsi, le groupe dirigeant de la section milanaise de l'ANM voit lui échapper les responsabilités syndicales auxquelles ses « mérites syndicaux » dans la lutte contre les hauts magistrats semblaient l'avoir pourtant initialement promis. On s'explique sans doute alors que ce proche d'Adolfo Beria décrive son opposition à Emilio Principe en ces termes :

« Il se posait en anti-thèse [d'Emilio Principe], non seulement du fait de leurs différences politiques évidentes, mais aussi et principalement *pour des raisons personnelles parce qu'il était une personne compétente et était pourtant exclu de la direction de l'ANM* »<sup>36</sup>.

On comprend d'autant mieux cette description que la marginalité de la section milanaise dans l'arène syndicale contraste avec la place prééminente qu'occupent ses dirigeants dans le Centre National de Prévention et Défense Sociale (CNPDS), et les ressources sociales qu'ils y ont accumulées. De fait, les syndicalistes milanais s'identifient en effet presque entièrement avec ce centre, dont ils constituent l'ossature à l'instar d'Adolfo Beria, secrétaire général de la section, co-fondateur et secrétaire général du CNPDS<sup>37</sup>. Au total, six des sept

---

<sup>33</sup> Adolfo Beria, cité in PAPPALARDO (Sergio), *Gli iconoclasti. op. cit.*, p. 111.

<sup>34</sup> Adolfo Beria, cité in *ibid.*, p. 112.

<sup>35</sup> Il s'agit du juge Alberto Margadonna.

<sup>36</sup> Federico Governatori, cité in PAPPALARDO (Sergio), *Gli iconoclasti. op. cit.*, pp. 130-131. Tout au long de ce travail, sauf mention contraire, c'est nous qui soulignons.

<sup>37</sup> Parmi les sept dirigeants de la section milanaise de l'ANM, on trouve ainsi : Filippo Bellati (président de la section), Adolfo Beria (secrétaire de la section, co-fondateur du CNPDS, et secrétaire général du CNPDS), Gianni Jucci (directeur du secrétaire du groupe parlementaire du CNPDS), Dino Greco

dirigeants participent aux activités du Centre dont deux au titre de co-fondateurs du Centre et trois à des fonctions de direction<sup>38</sup>.

De fait, l'histoire du CNPDS est liée à celle de la magistrature milanaise, et singulièrement à celle des syndicalistes de l'ANM. Né en 1947 de la volonté de quatre magistrats milanais d'importer en Italie les idées de la « nouvelle défense sociale » développées en France par le magistrat Marc Ancel, le Centre gardera ainsi longtemps pour siège le Palais de justice de Milan.

Le mouvement de la « défense sociale » qui connaît son essor dans l'immédiat après-guerre<sup>39</sup> est, à son origine tout du moins, un mouvement de juristes – avocats et magistrats pour la plupart – qui entendent constituer une « politique pénale moderne » qui s'orienterait vers la prévention de la criminalité et la « récupération » des délinquants, en s'appuyant sur une conception moins formaliste du droit, et en promouvant le recours aux instruments de connaissance tirés des sciences sociales (notamment la criminologie)<sup>40</sup>. Se distinguant de la branche la plus radicale des idées de la « défense sociale » incarnée par l'avocat italien Filippo Grammatica, qui a créé à Gênes dès 1945 un premier « centre d'études de défense sociale »<sup>41</sup>, le CNPDS conteste néanmoins également le

---

(CNPDS), le futur dirigeant de l'opération « Mains propres » Francesco Saverio Borrelli (CNPDS), Eugenio Zumin (CNPDS) et Aldo Dell'Oro (co-fondateur du CNPDS, membre de la direction générale et secrétaire responsable des sections scientifiques).

<sup>38</sup> On trouve une description des membres de la section milanaise de l'ANM, in GHIROTTI (Gigi), *Il magistrato*, op. cit., p. 41.

<sup>39</sup> Sur l'essor que connaît le mouvement de la défense sociale au lendemain de la seconde guerre mondiale, attesté tout à la fois par l'organisation du premier congrès international de la défense sociale à San Remo en 1947, et par la création en 1948 au secrétariat général des Nations Unies, d'une section consacrée à la défense sociale, voir ANCEL (Marc), *La défense sociale*, Paris, PUF, 1985, pp. 21-27.

<sup>40</sup> Sur les principes inspireurs de la « défense sociale », voir ANCEL (Marc), *La défense sociale*, Ibid.

<sup>41</sup> Marc Ancel qui est l'inspireur principal des idées de la « nouvelle défense sociale », décrit en ces termes l'opposition avec les idées « radicales » de l'avocat génois Filippo Grammatica : « aussitôt, des controverses, d'ailleurs amicales, s'engagent entre les nouveaux adeptes du mouvement, les uns derrière Filippo Grammatica, adoptant une position extrême qui demande la substitution au droit pénal d'un "droit de défense sociale" (...), éliminant ainsi la peine, voire même les juges, remplacés par des experts (...). Les autres, plus nombreux, veulent conserver la légalité, l'état de droit (...). Cette théorie, couramment appelée alors celle de la "défense sociale nouvelle" est confirmée au IIIème congrès (Anvers, 1954) », v. ANCEL (Marc), *La défense sociale*, op. cit., p. 22.

Marc Ancel distingue, entre tous, le CNPDS, cette « grande institution italienne (...) dotée d'une organisation remarquable [qui] a apporté à tout le mouvement de défense sociale, une aide considérable », *ibid.*, p. 27. Marc Ancel, qui terminera sa carrière à la Cour de cassation, a développé systématiquement les idées de la « nouvelle défense sociale » dans ANCEL (Marc), *La défense sociale nouvelle. Un mouvement pour une politique criminelle humaniste*, Cujas, 1954 ; voir également les mélanges réunis en son honneur : *Aspects nouveaux de la pensée juridique. Recueil d'études en hommage à Marc Ancel*, Paris, Pedone, 1975.

caractère autosuffisant du droit, et fait d'emblée de l'interdisciplinarité sa méthode de travail<sup>42</sup> :

« La technique de travail interdisciplinaire [y est] institutionnalisée, réalisée jusqu'à son extrême possibilité ; la libre discussion des programmes d'abord, puis l'apport et l'étude dépassionnée des travaux, données, expériences de tous, sans distinction d'origine, d'école ou de formation idéologique. Au terme de la recherche, les résultats de l'étude ne restent pas dans le cercle de la discussion académique, mais sont portés à la connaissance du public par leur divulgation dans des réunions publiques et la presse quotidienne et scientifique (...). Le rapport final est transmis au groupe parlementaire atteignant ainsi le principal centre de décision politique du pays »<sup>43</sup>.

Sans qu'il soit possible d'étudier ici la dynamique même qui permet au CNPDS d'acquérir une « saillance » dans les entreprises modernisatrices milanaïses, et plus généralement italiennes au cours des années 1950, il convient néanmoins de relever la surface sociale dont disposent les magistrats fondateurs du Centre dans la configuration particulière à Milan à la fin des années 1950.

Sans doute faut-il en effet attribuer le succès du Centre aux ressources sociales importantes dont disposent les magistrats fondateurs, et singulièrement Adolfo Beria qui vient pourtant à peine d'entrer dans la magistrature (en 1947) et n'a encore que 27 ans<sup>44</sup>.

Né à Turin en 1920, Adolfo Beria est issu d'une famille d'aristocrates piémontais. Son père a occupé les fonctions les plus élevées de la hiérarchie judiciaire, notamment comme premier président de la Cour de cassation. Au sortir de ses études de droit (il obtient sa *laurea* en droit civil) à l'université de Gênes en 1943, Adolfo Beria s'engage activement dans la Résistance piémontaise (1943-1945) où il joue un rôle important dans le groupe des partisans de la brigade Franchi, ainsi que dans le renseignement, ce qui lui vaut d'être décoré par deux fois de la croix de guerre. Au lendemain de la guerre, il entre dans la magistrature (en 1947), non sans engager une activité éditoriale intense comme rédacteur en chef de nombreuses revues non juridiques (*Corriere lombardo* 1946-1947, *La Voce di Biella* en 1948), puis juridiques (*Il Monitore dei tribunali* 1956-1969).

---

<sup>42</sup> Vincenzo Tomeo, sociologue au CNPDS, présente le Centre à l'occasion d'un colloque de l'association italienne de sociologie, v. TOMEO (Vincenzo), « Il Centro nazionale di difesa e prevenzione sociale », *op. cit.*, p. 332. On trouve également une présentation -quoique succincte- du CNPDS, in « Centro Nazionale di Prevenzione e Difesa Sociale », AA.VV., *Milano com'è. La cultura nelle sue strutture*, Milan, Feltrinelli, 1962, pp. 677-684.

<sup>43</sup> TOMEO (Vincenzo), « Il Centro nazionale di difesa e prevenzione sociale », *op. cit.*, p. 332.

<sup>44</sup> On trouve des éléments biographiques dans l'ouvrage collectif écrit en hommage à Adolfo Beria di Argentine : BASSIOUNI (Cherif, dir.), *The contributions of specialized institutes and non-governmental organizations to the United Nations Criminal Justice program. In honor of Adolfo Beria di Argentine*, La Haye, Martinus Nijhoff Publishers, 1995, pp. XIX-XXI.

Mais ces éléments ne suffisent pas à rendre compte de l'étendue des réseaux sociaux dans lesquels sont enserrés ces magistrats milanais, ainsi que du foisonnement d'initiatives qui caractérisent le CNPDS au tournant des années 1950 et 1960. On peut en trouver l'indice dans les rapports d'activité triennaux du Centre qui témoignent tout à la fois de l'activisme multiforme (colloques, programmes de recherche, publications) et de la « surface sociale » de cette institution<sup>45</sup>. Si, à la fin des années 1950, les magistrats milanais fondateurs du CNPDS en constituent la cheville ouvrière<sup>46</sup>, les réseaux sociaux que mobilise le Centre s'étendent en effet bien au-delà de la magistrature<sup>47</sup>.

Il n'est pour s'en convaincre que de considérer ses dirigeants. En 1964, le CNPDS est ainsi présidé par Michele Di Pietro qui fut vice-président du CSM et ministre de la justice, et vice-présidé par Manlio Borrelli, premier président honoraire de la Cour de Cassation et qui dirigea la cour d'appel de Milan au cours des années 1950<sup>48</sup>. Les cinq sections scientifiques autour desquelles s'organise le travail du Centre (sociologie, médecine, droit, économie et, à partir de 1960, criminologie), sont composées de nombreux universitaires. Enfin, parce que sa raison d'être est de contribuer à la formation d'une nouvelle législation caractérisée par les principes de la défense sociale, le Centre s'est doté d'un groupe parlementaire qui rassemble des élus de tous les partis anti-fascistes, et est chargé de se faire l'écho des propositions élaborées par les sections scientifiques<sup>49</sup>.

<sup>45</sup> Voir par exemple, Centro Nazionale di Prevenzione e difesa sociale, *Attività del CNPDS nel sesto triennio 1964-1966*, Varese, Soc. Tip. Multa Pacis, 1967.

<sup>46</sup> Outre Adolfo Beria qui occupe la fonction de secrétaire général du CNPDS, Angelo Salvini est « secrétaire aux affaires générales », et Aldo Dell'Oro est secrétaire responsable des sections scientifiques.

<sup>47</sup> Voir sur ce point l'analyse de Giuliana Chiaretti, qui estime qu'au tournant des années 1950 et 1960, le CNPDS « a acquis renommée et prestige sur la scène nationale et internationale. A travers une production intense de recherche scientifique inspirée de valeurs universalisantes et cosmopolites, il a établi des relations étroites avec le pouvoir politique. Ses membres siègent au Parlement, dans les gouvernements régionaux, de départements et dans les mairies. Ce sont des hauts fonctionnaires de l'administration publique et de la justice, mais ce sont aussi et surtout des universitaires. Cette profonde interconnexion avec le pouvoir académique et politique est la raison de l'efficacité du travail de recherche du centre, de son développement rapide, de l'augmentation de ses ressources, des reconnaissances officielles », v. CHIARETTI (Giuliana), « Un caso di organizzazione della scienza : la sociologia in Italia nel decennio 1958-1968 », *op. cit.*, p. 85.

<sup>48</sup> Manlio Borrelli le père de Saverio Borrelli qui dirigera le *pool* de l'opération « Mains Propres ».

<sup>49</sup> Tous les partis politiques anti-fascistes y sont représentés, et l'on trouve des figures de la Résistance aussi importantes que le dirigeant socialiste Lelio Basso, l'ancien président de l'Assemblée constituante Umberto Terracini (PCI), ou encore Ferruccio Parri, résistant et premier président du conseil de l'après-guerre. On

Mais surtout, le CNPDS est le point de convergence des entreprises modernisatrices à l'œuvre à Milan, et plus largement en Lombardie. Parmi elles, il convient de mentionner les recompositions qui conduisent à la formation, à la mairie de Milan en janvier 1961, de la première alliance dite de « centre-gauche » entre la Démocratie-chrétienne et le PSI, ou encore –comme le verra plus loin- la présence de nombreux chercheurs en sciences sociales en quête de reconnaissance disciplinaire. En d'autres termes, c'est tout un ensemble d'entreprises qui trouvent dans le CNPDS une assise institutionnelle, collaborant à la diffusion des idées modernisatrices (planification, efficacité) et des outils des sciences économiques et sociales.

La création en novembre 1960 de l'Institut Lombard pour les Etudes Economiques et Sociales (*Istituto Lombardo per gli Studi Economici e Sociali*-ILSES) constitue un cas exemplaire de la convergence de ces entreprises autour du CNPDS. Parce qu'il opère en symbiose avec le CNPDS, l'ILSES s'assure la collaboration des sociologues de la section sociologique du Centre tels que Alessandro Pizzorno ou Angeli Pagani qui en est le directeur<sup>50</sup>. L'ILSES bénéficie également de la participation et des financements du département, de la mairie et de la Chambre de commerce de Milan<sup>51</sup>.

En s'associant ainsi étroitement aux initiatives de la mairie et du département, le CNPDS devient le lieu de rencontre d'entreprises qui se développent au sein de diverses professions –universitaires (juristes, économistes, chercheurs en sciences sociales), hauts fonctionnaires, élus locaux et nationaux, entrepreneurs...- et des

---

trouve la liste complète des membres de l'organigramme in CNPDS, *Attività del CNPDS nel suo sesto triennio 1964-66*, op. cit., pp. 3-4.

<sup>50</sup> A la question « comment est née l'ILSES ? », Alessandro Pizzorno répond en ces termes : « J'ai été le premier à proposer l'idée. Je rentrai d'Iran et j'étais au chômage et j'ai proposé à Beria de faire un centre d'étude. Je crois qu'on était en 1960 et le congrès sur le progrès technologique organisé par le Centre -que dirigeait alors Beria- venait de se terminer. Beria saisit immédiatement l'idée » ; entretien in GIACOMINI (S.), « I guasti della spartizione. IRER », in GIACOMINI (S.), *Miseria e nobiltà della ricerca in Italia. Le fondazioni e gli istituti di studi economici-sociali*, Milan, Feltrinelli, 1979, pp. 104-116, p. 105. Sur l'ILSES, voir aussi, CHIARETTI (Giuliana), « Un caso di organizzazione della scienza... », op. cit., pp. 96-101.

<sup>51</sup> De fait, quand la mairie de centre-gauche met en place un comité régional pour la planification, l'ILSES en devient le bureau d'étude. Ces réseaux sont indissociables des trajectoires d'hommes politiques, d'universitaires, de fonctionnaires, et d'entrepreneurs proches du CNPDS qui promeuvent la planification. On en a sans doute un bon exemple dans le cas du démocrate-chrétien Piero Bassetti, formé à l'économie à l'université de Cornell et à la *London School of Economics*, et qui devient adjoint au maire chargé du budget et de la planification quand se forme la coalition de centre-gauche à la mairie de Milan ; à partir de 1965, il préside le comité régional pour la planification économique, avant de devenir secrétaire régional de la Démocratie-chrétienne en Lombardie.

divers courants politiques (la gauche démocrate-chrétienne, le PSI et notamment les proches du leader socialiste Riccardo Lombardi)<sup>52</sup>... A ce titre, il dispose de réseaux sociaux extrêmement étendus, comme en témoigne cette présentation du CNPDS par un sociologue en 1960 :

« l'œuvre, presque toujours tenace et positive, de certains membres du CNPDS qui, du fait de leurs fonctions publiques, se trouvent précisément dans des positions dominantes pour la formulation des décisions, tant au niveau local qu'au niveau du pouvoir central. De fait, des membres illustres du CNPDS siègent au Parlement – et parfois au gouvernement-, dans les conseils municipaux et à la tête des mairies, de départements, et de régions ; d'autres encore sont fonctionnaires des administrations publiques ; *il est naturel qu'ils se fassent le relais de certaines exigences et certaines initiatives* »<sup>53</sup>.

Ainsi, par le biais du rôle moteur qu'ils jouent au CNPDS, les magistrats de la section milanaise de l'ANM se trouvent placés au cœur de la configuration modernisatrice. On mesure alors combien cette situation à l'extérieur de la magistrature contraste avec leur marginalisation au sein de l'arène syndicale judiciaire. Cette « non-concordance » de leur position se fait toujours plus nette à mesure que le CNPDS s'impose comme le point d'ancrage de groupes aussi importants que variés.

C'est dans ce même Centre que s'échafaude concomitamment une des entreprises de professionnalisation de la discipline sociologique autour de la définition d'une science utile aux décideurs publics et capable de concurrencer les savoirs juridiques dans l'appréhension des institutions, et singulièrement de l'institution judiciaire.

---

<sup>52</sup> S'il est vrai que le CNPDS s'identifie tout particulièrement à l'expérience des gouvernements de centre-gauche, et notamment à la promotion de la planification, il ne prendra pas néanmoins explicitement position en sa faveur, à la différence d'autres groupes tels que les politologues et sociologues bolognais rassemblés autour de la revue *Il Mulino*. Cf. CHIARETTI (Giuliana), « Un caso di organizzazione della scienza », *op. cit.*, pp. 680-683.

<sup>53</sup> TOMEIO (Vincenzo), « Il Centro nazionale di difesa e prevenzione sociale », *op. cit.*, p. 356.

## B/ Constituer une sociologie du droit et des institutions

Tout au long des années 1950, les sciences sociales et singulièrement la sociologie connaissent une faveur sans précédent, aux confins de la politique, des grandes entreprises –publiques et privées- et de l'université. Sous l'effet de ce succès, et notamment de la multiplicité des usages qui en sont faits, les savoirs et savoir-faire sociologiques connaissent un développement éclaté. La diversité même des entreprises qui en revendiquent la légitimité fragilise ainsi la reconnaissance de la sociologie dans l'enceinte universitaire. Parce qu'elle peut s'appuyer sur le dispositif institutionnel et sur la surface sociale du CNPDS, l'entreprise engagée par Renato Treves, universitaire de formation juridique « converti » aux sciences sociales pendant la Résistance, devient le lieu de fédération et d'organisation de la discipline sociologique autour d'une définition de celle-ci comme science anti-fasciste, empirique, utile aux décideurs, et étendant sa juridiction au droit et aux institutions.

### 1- Le développement éclaté de la sociologie

Force est de constater qu'au cours des années 1950, les savoirs et savoir-faire sociologiques bénéficient d'une faveur particulière en dehors de l'université. Ainsi, si le PCI reste longtemps hostile à ce qu'il considère comme une des formes de « l'idéologie des monopoles »<sup>54</sup>, en revanche les intellectuels proches du PSI (notamment après 1956, les marxistes dissidents du PCI)<sup>55</sup> ou de la gauche démocrate-chrétienne<sup>56</sup> participent activement à son développement par le biais

---

<sup>54</sup> Sur la critique de la sociologie par le PCI, voir VITTORIA (Albertina), « Organizzazione e istituti della cultura », *op. cit.*, p. 649.

<sup>55</sup> Sur l'importance des marxistes dissidents (notamment après 1956) tels que Alessandro Pizzorno, et sur leur rôle décisif dans la fondation de la sociologie italienne, voir CHIARETTI (Giuliana), « Un caso di organizzazione della scienza... », *op. cit.*, pp. 105-110, et VITTORIA (Albertina), « Organizzazione e istituti della cultura », *op. cit.*, pp. 669-670. Sur la proximité de cette nébuleuse au PSI, voir *Ibid.*, pp. 678-682.

<sup>56</sup> Les intellectuels catholiques et certains ordres religieux tels que les jésuites jouent un rôle important dans la promotion de la sociologie (voir notamment la revue *Aggiornamenti sociali*). En 1951, Luigi Sturzo, figure historique de la Démocratie chrétienne italienne fonde en 1956 l'Institut d'études sociologiques qui porte aujourd'hui son nom, ainsi que la revue *Sociologia*. En 1961, l'université catholique de Milan (la *Cattolica*), véritable pépinière des élites politiques démocrate-chrétiennes, crée à son tour une revue *Studi sociologici*. On

de centres d'études, de colloques ou de revues. De même, certaines grandes entreprises publiques ou privées ouvrent des bureaux d'études en sciences sociales, à l'instar du mouvement de la *Comunità*<sup>57</sup>. Enfin, il faut également mentionner le foisonnement concomitant des revues de sociologie, et notamment la naissance de deux d'entre elles fortement marquées par les sciences sociales américaines, *Quaderni di sociologia* fondée à Turin en 1951 par Francesco Ferrarotti et Nicola Abbagnano, et *Il Mulino* qui naît à Bologne en 1951<sup>58</sup>.

Compte tenu de la diversité des lieux où elle intervient, on ne s'étonnera pas que le développement intense de la sociologie aille de pair avec une grande hétérogénéité de la discipline, renforcée sans doute par les formations universitaires très variées de cette première génération de chercheurs en sciences sociales<sup>59</sup>. Parce que jusqu'en 1962, la discipline ne dispose que d'une seule chaire de sociologie, ces nouveaux sociologues se sont pour la plupart formés aux sciences sociales en dehors de l'université, « sur le terrain », dans les institutions para-publiques ou dans des grandes entreprises<sup>60</sup>. Sous l'effet de la diversité des

---

notera enfin les deux importants colloques organisés par Aldo Moro en 1961 et 1963 sur la planification économique, auxquels participent des sociologues proches de la DC tels que Achille Ardigò. Sur la DC et la sociologie voir d'une manière générale, CHIARETTI (Giuliana), « Un caso di organizzazione della scienza... », *op. cit.*, et VITTORIA (Albertina), « Organizzazione e istituti della cultura », *op. cit.*, pp. 667-668, pp. 685-687.

<sup>57</sup> Créé par l'industriel Adriano Olivetti en 1946, le mouvement *Comunità* subventionne les recherches en sciences sociales, ouvre un bureau d'études sociologiques au sein de l'entreprise Olivetti, et fonde un institut de formation des nouveaux managers à Turin en 1953. Sur le rôle des entreprises dans la promotion de la recherche en sociologie, voir l'article de GALLINO (Luciano), « Il ricercatore sociale e l'impresa », *Storia dell'Italia, Annali* 4, Turin, Einaudi, 1981, pp. 1299-1329. Plus spécifiquement sur le rôle précurseur d'Adriano Olivetti, voir VITTORIA (Albertina), « Organizzazione e istituti della cultura », *op. cit.*, pp. 646-649.

<sup>58</sup> Sur l'effervescence des revues à la fin des années 1950, notamment chez les intellectuels en rupture avec le PCI, voir le numéro spécial, « Gli anni delle riviste 1955-1969 », *Classe*, n°17, juin 1980, ainsi que VERUCCI (Guido), « Il contributo culturale e politico delle riviste e degli intellettuali laici nell'Italia del dopoguerra (1945-1963) », *Studi storici*, XXXI, oct.-déc. 1990, pp. 889-897.

<sup>59</sup> Le sociologue Luciano Gallino a analysé les trajectoires de ce qu'il a appelé la « première génération » (la sienne). En l'absence de toute formation universitaire en sociologie, les études antérieures des sociologues sont très diverses : « si l'on examine les diplômes de la petite douzaine de chercheurs qui, vers la moitié des années 1950, commencèrent à apparaître publiquement comme des auteurs de recherches sociales sur l'entreprise, on note que la moitié au moins était diplômée en philosophie, un en lettre, un en médecine, un en économie, un en sciences politiques ; les deux ou trois autres n'étaient pas diplômés », v. GALLINO (Luciano), « Il ricercatore sociale e l'impresa », *op. cit.*, p. 1316.

<sup>60</sup> Francesco Ferrarotti, Alessandro Pizzorno, et Luciano Gallino se forment en travaillant au Centre de recherches sociologiques de Adriano Olivetti ; Achille Ardigò, sociologue proche de la gauche démocrate-chrétienne se forme au « service social » de l'Institut de la réforme agraire de la Maremma toscane (qui relève du ministère de l'agriculture) ; Giuseppe De Rita, à la section sociologique de la Svinez (*Associazione per lo sviluppo del Mezzogiorno*), institution publique chargée du développement du Mezzogiorno... On trouve ces éléments dans les annexes très complètes de l'article de Giuliana Chiaretti, notamment l'annexe n°1



projets et de leurs destinataires, et en l'absence de reconnaissance universitaire, les contours de la discipline paraissent flous, d'autant plus qu'aucune organisation professionnelle ne vient fédérer et formaliser la nouvelle science. Alessandro Pizzorno, qui est alors un marxiste dissident qui s'engage avec enthousiasme dans la sociologie<sup>61</sup>, s'inquiète en ces termes de l'éclatement de la discipline :

« Les centres et les instituts de recherche sociale pullulent, mais ils ne se connaissent pas les uns les autres, ils n'ont pas de langage commun, le niveau de généralité auquel ils opèrent est variable ou difficilement identifiable ; les résultats obtenus ne sont donc pas le plus souvent cumulables, ils ne font pas corps et, de ce fait, ils ne constituent pas une science. Les données sur la réalité sociale ont beau s'accumuler en abondance, leur élaboration reste presque toujours faite en fonction des fins d'une seule recherche, d'hypothèses ponctuelles, explicites ou implicites, —et non pas d'hypothèses spécifiquement institutionnalisées, i.e. reconnues ou reconnaissables par rapport à un corps de connaissances acquises »<sup>62</sup>.

Sans doute sous l'effet des usages multiples mais « non cumulables » qui sont faits des savoirs et savoir-faire sociologiques, la revendication de reconnaissance universitaire est-elle rendue difficile. De fait, à une exception près, il n'existe pas de chaire de sociologie au cours des années 1950 -et *a fortiori*, pas de département. Les rares cours qui sont effectivement dispensés dans l'université le sont dans les départements de science politique (15 des 18 enseignements de sociologie en 1960), et restent soumis « au contrôle étroit qu'exerce la corporation des juristes — la plus puissante des corporations académiques- sur les départements de science politique »<sup>63</sup>.

Ainsi dispersés et incapables de « faire corps », les sociologues restent exclus des positions de responsabilité et ne parviennent pas, contrairement aux juristes, à bénéficier de l'importante augmentation des postes dans les facultés de science politique au début des années 1960<sup>64</sup>. On retrouve alors les coûts attachés au

---

intitulée « Le struttura di formazione disciplinare (1950-1958) », in CHIARETTI (Giuliana), « Un caso di organizzazione della scienza... », *op. cit.*, p. 151.

<sup>61</sup> L'article en forme de manifeste en faveur d'une « sociologie-science », est à cet égard symptomatique : PIZZORNO (Alessandro), « Abbandonare la sociologia-letteratura per una sociologia-scienza », *Opinione*, n°1, 1956, pp. 25-26.

<sup>62</sup> PIZZORNO (Alessandro), « Un "caso" di organizzazione della cultura (la fondazione dell'AISS) », *Passato e presente*, n°3, 1958, pp. 386-392, p. 387.

<sup>63</sup> CHIARETTI (Giuliana), « Un caso di organizzazione della scienza », *op. cit.*, p. 119.

<sup>64</sup> Sur ce point, voir CHIARETTI (Giuliana), *Ibid.*, pp. 117-121. L'état de la discipline sociologique n'est pas sans faire penser à celui de la science politique italienne à la même époque, comme en témoigne le tableau suivant dressé par un politiste en 1960 : « pour ce qui est de la sélection du corps des enseignants, la domination des facultés de droit et des juristes pèse de manière étouffante (...). Faibles numériquement, privés de représentation dans le Conseil supérieur et dans le Conseil des recherches, constamment renvoyés au bon vouloir d'une des corporations plus puissantes, nombreuses, et compactes du monde universitaire italien [les juristes], les chercheurs en science politique vivent au jour le jour, trop dispersés et

succès même d'un savoir d'expertise qui, du fait même des désaccords qui ne manquent pas alors d'émerger sur la définition de la discipline et de ses porte-parole, ne parvient pas à faire front commun pour sa promotion et sa reconnaissance<sup>65</sup>. En d'autres termes, le succès même de la sociologie dans l'espace public pose la question d'une discipline de la discipline, c'est-à-dire de la définition de standards professionnels ainsi que de porte-parole légitimes de la profession<sup>66</sup>.

## 2- Une stratégie de professionnalisation de la sociologie

C'est dans ce cadre que s'inscrivent diverses entreprises qui tentent d'organiser la sociologie et les sciences sociales dans des organisations professionnelles capables de discipliner une profession dispersée<sup>67</sup>, dont celle du sociologue Renato Treves qui cherche à mettre fin, avec l'appui du CNDPS et de son secrétaire général Adolfo Beria, à cet éparpillement. Soucieux que l'éclatement de la sociologie ne « [la] transforme en simple technique qui serve n'importe quelle fin », et ne fasse des sociologues « de simples professionnels qui travaillent au service de leurs clients »<sup>68</sup>, il se fait le promoteur d'une unité disciplinaire. La sociologie, et singulièrement la sociologie du droit qu'il cherche à promouvoir à partir du milieu des années 1950 entendent constituer une double rupture avec le fascisme et le formalisme juridique.

---

impuissants pour donner forme et impulsion à des programmes systématiques de recherche » ; v. Luigi Firpo, cité in CHIARETTI (Giuliana), *ibid.*, pp. 119-120.

<sup>65</sup> Sur ce point, voir le travail d'Isabelle Baszanger sur la médecine de la douleur, qui montre bien combien le développement rapide et éclaté des centres ou des consultations-douleur à travers la France a certes assuré la visibilité de la nouvelle profession, mais dans le même temps, ce succès en a fragilisé les fondations, en rendant plus difficile un accord sur *des standards professionnels* ; BASZANGER (Isabelle), « Emergence d'un groupe professionnel et travail de légitimation : le cas des médecins de la douleur » ; *Revue française de sociologie*, n°4, XXXL, 1990, pp. 257-282, notamment pp. 277-282.

<sup>66</sup> Sur les rapports entre la multiplicité des usages d'une expertise et leur discipline, ou pour le dire avec cet auteur, entre « traduction » et « clôture », voir FRANCOIS (Bastien), *La Vème République dans son droit. La production d'un corps de connaissances spécialisées sur la politique et les institutions*, *op. cit.*, pp. 374-398.

<sup>67</sup> Outre l'entreprise de Renato Treves et du CNDPS que l'on étudie ici, il faudrait également mentionner le rôle important dans l'organisation des sciences sociales en Italie, du groupe d'intellectuels bolognais réunis autour de la revue *Il Mulino*, dont l'importance sous ce rapport est évoquée in CHIARETTI (Giuliana), « Un caso di organizzazione della scienza... », *op. cit.*, pp. 89-94.

<sup>68</sup> TREVES (Renato), « La sociologia nelle università italiane », *Quaderni di sociologia*, n°37, 1960, pp. 173-180, p. 174.

## a) La nouvelle sociologie du droit de Renato Treves

Sans doute est-il nécessaire, pour comprendre la formation et la réussite de ce projet, de le resituer au préalable dans la trajectoire personnelle de Renato Treves, qui mêle constamment projet politique et projet universitaire, anti-fascisme et critique du formalisme juridique, socialisme et sociologie<sup>69</sup>.

Né à Turin en 1907 dans une famille de la bourgeoisie juive piémontaise, Renato Treves est formé très tôt à l'anti-fascisme. Il fait ainsi ses études secondaires au lycée Massimo d'Azeglio qui sera le creuset, tout à la fois chez les étudiants et chez les enseignants, de l'anti-fascisme à Turin<sup>70</sup>. Il entreprend ensuite des études de droit à l'université de Turin en compagnie de Norberto Bobbio avec qui il se lie d'amitié<sup>71</sup>. A l'instar de ce dernier, il accomplit en 1932, après sa *laurea*, le « voyage initiatique » que constituait alors pour les aspirants professeurs de droit, le séjour universitaire en Allemagne. Il passe ainsi une année à Cologne aux côtés de Hans Kelsen. Ce sont également des années de formation politique, puisque nombre de ses professeurs à l'université de Turin s'opposent au régime fasciste, et tout particulièrement son directeur de recherche Gioele Solari, qui fut l'un des théoriciens dans l'entre-deux-guerres du « socialisme libéral »<sup>72</sup>. Les étudiants de ce dernier compteront parmi les principaux protagonistes de la Résistance turinoise<sup>73</sup>.

---

<sup>69</sup> Deux livres rassemblent les écrits les plus significatifs de Renato Treves, et permettent ainsi de retracer son itinéraire : ANDRINI (Simona), ARNAUD (André-Jean), *Jean Carbonnier, Renato Treves et la sociologie du droit : archéologie d'une discipline : entretiens et pièces*, Paris, LDGJ, 1995, Coll. Droit et Société, où l'on trouve notamment un entretien auto-biographique pp. 127-140 ; voir aussi les textes rassemblés par TREVES (Renato), *Sociologia e socialismo*, Milan, Franco Angeli, 1991. Voir enfin la biographie récente de LOSANO (Mario), *Renato Treves, sociologo tra il vecchio e il nuovo mondo*, Milan, Unicopli, 1998. On trouve une bibliographie complète de ses écrits dans SCARPELLI (Umberto), TOMEO (Vincenzo), dir., *Società, norme e valori. Studi in onore di Renato Treves*, Milan, Giuffrè, 1984, pp. 521-530, et en langue française, une « bibliographie choisie » in ANDRINI (Simona), ARNAUD (André-Jean), *Jean Carbonnier, Renato Treves et la sociologie du droit : archéologie d'une discipline*, op. cit., pp. 207-211.

<sup>70</sup> Sur l'anti-fascisme au lycée Massimo d'Azeglio, qui comptera parmi ses élèves les noms les plus illustres de la Résistance turinoise, tels Norberto Bobbio, Giulio Einaudi, Vittorio Foa, Giancarlo Pajetta, voir MONTI (Augusto), *I miei conti con la scuola*, Turin, Einaudi, 1965 qui parle « d'école de la résistance », et l'autobiographie de Norberto Bobbio, qui évoque ces mêmes années, BOBBIO (Norberto), *Autobiografia*, Bari, Laterza, 1997, notamment p. 13.

<sup>71</sup> A bien des égards, les itinéraires des deux intellectuels turinois sont parallèles. On s'en convainc en lisant le récit autobiographique de ces années de formation, intitulées « préhistoire » de BOBBIO (Norberto), *Autobiografia*, op. cit., pp. 4-40.

<sup>72</sup> Sur les idées du « socialisme libéral » théorisé entre les deux guerres par Rosselli et sur la faveur dont elles bénéficient chez de nombreux intellectuels issus de la Résistance, tout particulièrement à Turin et à Florence (et qui donneront naissance après-guerre au petit et éphémère Parti d'Action), voir les développements dans BOBBIO (Norberto), *Profilo ideologico del '900*, Milan, Garzanti, 1990.

<sup>73</sup> Comme le note Norberto Bobbio, on trouve parmi les étudiants de Gioele Solari, « divers protagonistes de l'antifascisme piémontais : Mario Andreis, Dante Livio Bianco, Aldo Garosci, Renato Treves », v. BOBBIO (Norberto), *Autobiografia*, op. cit., p. 18 ; comme le rappelle Renato Treves dans un entretien autobiographique, « mes amis à l'époque étaient Aldo Garosci, collaborateur de Rosselli (qui irait plus tard combattre en Espagne), Andreis (qui fit cinq années de prison à cause du journal qu'il publiait) et F. De Rosa qui organisa l'attentat contre le prince héritier », in « Entretien avec Renato Treves », in ANDRINI (Simona), ARNAUD (André-Jean), *Jean Carbonnier et Renato Treves et la sociologie du droit : archéologie d'une discipline*, op. cit., p. 138.

La période d'exil qui suit mêle également étroitement l'engagement politique et l'expérience universitaire. En effet en 1938, à la suite de la promulgation des lois raciales qui lui interdisent l'accès aux concours universitaires, il quitte l'Italie pour l'Argentine où il retrouve tout à la fois la diaspora intellectuelle turinoise anti-fasciste et l'émigration intellectuelle espagnole qui vient d'arriver en Amérique latine suite à la fin de la défaite des républicains<sup>74</sup>. Dans la toute nouvelle faculté de Tucuman (Argentine), où sont accueillis de nombreux anti-fascistes espagnols, il est titulaire d'une chaire de sociologie, et commence de la sorte sa formation à cette discipline.

Ainsi, quand en 1947, il obtient une chaire de philosophie du droit à l'université de Milan, c'est convaincu de l'utilité de la nouvelle discipline sociologique pour construire l'Italie post-fasciste qu'il rentre en Italie. Il y mène ainsi « bataille (...) pour introduire l'étude de la sociologie et des sciences sociales dans notre pays, non seulement pour combler le vide créé dans notre culture durant le fascisme et la domination de l'idéalisme, mais aussi pour l'intérêt que ces études pouvaient avoir pour le renouveau social et politique de notre pays »<sup>75</sup>.

On ne sera pas dès lors surpris que la sociologie, et singulièrement la sociologie du droit que Renato Treves appelle de ses vœux, constituent indissociablement un projet politique et un projet scientifique. On peut, pour s'en convaincre, considérer la polémique qui l'oppose à la fin des années 1950 à Camillo Pellizzi, alors titulaire de l'unique chaire de sociologie, au sujet de l'héritage fasciste en sociologie<sup>76</sup>. Important sa légitimité anti-fasciste dans les luttes universitaires, Renato Treves critique l'idée défendue par Camillo Pellizzi d'une continuité entre la sociologie de l'époque fasciste – incarnée notamment par l'organicisme de Gini, le directeur de l'ISTAT (Institut national de Statistiques)<sup>77</sup>-, et la sociologie de l'après-guerre. « Refusant toute valeur aux doctrines du corporatisme et du racisme fasciste »<sup>78</sup>, il propose au contraire une « sociologie qui [n'a] plus rien à faire avec le passé fasciste et [qui est] liée à l'anti-fascisme et à la Résistance »<sup>79</sup>.

Mais l'entreprise de Renato Treves n'est pas seulement une lutte pour la définition légitime de la sociologie, elle constitue également une revendication de juridiction sur l'analyse du droit et des institutions. Ici encore, c'est l'invocation de

---

<sup>74</sup> Sur les années d'exil, voir TREVES (Renato), « Antifascismo italiano e spagnolo nell'esilio argentino », in TREVES (Renato), *Sociologia e socialismo*, op. cit., pp. 85-95.

<sup>75</sup> TREVES (Renato), « Angelo Pagani e la prima cattedra di sociologia a Milano », in TREVES (Renato), *Sociologia e socialismo*, op. cit., pp. 154-157, p. 154. Sur Gioele Solari, voir aussi l'hommage de Renato Treves au « sociologue et sociologue du droit », in *ibid.*

<sup>76</sup> Sur cette controverse, voir PELLIZZI (Camillo), « Gli studi sociologici nel nostro secolo », *Quaderni di sociologia*, 1956, pp. 67-89, et le récit que fait de ces débats TREVES (Renato), « Continuité et rupture dans l'histoire de la sociologie italienne », in ANDRINI (Simona), ARNAUD (André-Jean), Jean Carbonnier, Renato Treves et la sociologie du droit : archéologie d'une discipline, op. cit., pp. 159-163.

<sup>77</sup> Sur la sociologie à l'époque fasciste voir HORN (David), *Social bodies. Science, reproduction and Italian modernity*, Princeton, Princeton University Press, 1994, qui évoque notamment le rôle en la matière de l'Institut National des Statistiques (ISTAT) qui est fondé à cette époque.

<sup>78</sup> TREVES (Renato), « Continuité et rupture dans l'histoire de la sociologie italienne », op. cit., p. 161.

<sup>79</sup> Si la Résistance constitue une rupture pour le sociologue italien, c'est qu'elle a permis « cette liberté de choix et cette possibilité de discussion qui constitue la condition imprescriptible pour mener à bien et avec profit le travail scientifique dans tout domaine, et notamment dans le domaine de la sociologie », in *Ibid.*

l'anti-fascisme qui vient fonder la redéfinition des rapports sociologie et droit. Parce qu'il constitue également une rupture avec l'idéalisme qui caractérise à ses yeux l'Italie du début du XX<sup>ème</sup> siècle<sup>80</sup>, l'anti-fascisme est indissociable de la critique du formalisme de la discipline juridique<sup>81</sup>. Ainsi, le droit est justiciable des nouvelles méthodes de la sociologie empirique. L'analyse du « problème de la fonction ou du rôle des normes juridiques dans la société »<sup>82</sup> suppose d'utiliser « des méthodes et des techniques propres à la sociologie et non au droit », telles que les « sondages d'opinion (...), les enquêtes sur le comportement des administrations »<sup>83</sup>, tandis que l'étude de la formation du droit requiert l'apport de la sociologie de la connaissance. Et Renato Treves de conclure que « la sociologie juridique (...) est une discipline qui appartient par sa nature même à la sociologie et non au droit »<sup>84</sup>. On mesure dès lors qu'il s'engage dans des batailles disciplinaires pour la définition des frontières, des instruments, et par le fait, des acteurs légitimes de la sociologie juridique. Il entre là en concurrence avec les sous-disciplines établies, telles que l'histoire du droit ou la philosophie du droit<sup>85</sup>.

On le voit, l'entreprise de définition de la sociologie qu'engage Renato Treves au lendemain de la Libération s'appuie sur la légitimité de l'anti-fascisme, tout à la fois pour disqualifier la sociologie « traditionnelle » et pour revendiquer une expertise sur le droit et les institutions. Pour autant, on ne comprend pas le succès de cette entreprise sans évoquer le rôle joué par le CNPDS.

---

<sup>80</sup> Renato Treves indique ainsi que « à la faveur que connut la sociologie dans les facultés de droit au tournant du XIX<sup>ème</sup> siècle succède le désintérêt puis le discrédit de la discipline elle-même et son élimination des programmes et de l'enseignement. Comme on le sait une telle transformation est due à la domination des courants philosophiques idéalistes et aux tendances formalistes qui empêchaient les juristes de s'occuper de problèmes sociologiques dans le cadre de leur propre discipline », TREVES (Renato), « Considerazioni intorno alla sociologia giuridica », *Rivista trimestriale di diritto e procedura civile*, n°1, 1960, pp. 169-177, p. 174.

<sup>81</sup> Reliant ici encore projet politique et projet scientifique, Renato Treves indique ainsi que « les origines de la sociologie du droit en Europe renvoient à celle du socialisme », in TREVES (Renato), « Introduzione », in TREVES (Renato), FERRARI (Vincenzo), dir., *L'insegnamento della sociologia del diritto*, Milan, Comunità, 1976, pp. 9-33, p. 31.

<sup>82</sup> TREVES (Renato), « Considerazioni intorno alla sociologia giuridica », *op. cit.*, p. 174.

<sup>83</sup> *Ibid.*

<sup>84</sup> *Ibid.*

<sup>85</sup> Sur ces batailles disciplinaires, voir notamment les débats vifs entre le philosophe et historien du droit Giovanni Tarello et Renato Treves sur la question de la définition de la sociologie du droit, entre d'une part la « discipline essentiellement juridique » que défendait Giovanni Tarello, et d'autre part la conception essentiellement sociologique promue par Renato Treves. Voir notamment les débats dans les premiers numéros de *Sociologia del diritto*, la revue dirigée par Renato Treves : TARELLO (Giovanni), « La sociologia

## b) Le CNPDS et la fédération de la nébuleuse sociologique

Sans doute était-il difficile que Renato Treves, professeur à la faculté de droit de Milan et promoteur depuis la Résistance de la sociologie, échappât aux activités du CNPDS. Et de fait, c'est en s'appuyant sur la surface sociale de cette organisation, sur l'ensemble des réseaux d'universitaires, de chercheurs en sciences sociales, d'entrepreneurs, de hauts fonctionnaires et d'hommes politiques rattachés directement ou indirectement au Centre, qu'il parvient à discipliner la sociologie, comme en témoigne le récit qu'il en fait :

« Je me demande surtout si, quand on fait de l'histoire, on peut parler de ce congrès [de l'Association Internationale de Sociologie] sans évoquer le Centre national de prévention et défense sociale qui (...) avec son poids et son prestige, avait donné un soutien considérable aux partisans de la thèse de la rupture, face aux partisans de la thèse de la continuité [de la sociologie] avec la tradition fasciste »<sup>86</sup>.

De fait, la section sociologique du CNPDS créée en 1955, et dont Renato Treves devient d'emblée le vice-président, s'impose comme la cheville ouvrière dans l'œuvre de constitution d'une discipline sociologique capable d'intéresser une *variété* de professions. En effet le Centre, du fait des réseaux dont il dispose, permet un travail d'intéressement d'acteurs nouveaux à la sociologie qui attestent ainsi l'utilité de cette nouvelle science empirique pour la réforme. Dans le même temps, il rend possible un travail d'organisation et de définition de celle-ci.

Ainsi, en organisant de nombreux colloques sur des thèmes qui rassemblent des décideurs publics et des chercheurs en sciences sociales<sup>87</sup>, la section sociologique travaille à intéresser les premiers à cette nouvelle science de la société<sup>88</sup>. Cet intéressement va de pair avec l'institutionnalisation de la discipline, qui connaît en

---

nella giurisprudenza », *Sociologia del diritto*, n°1, 1974, pp. 40-46, et TREVES (Renato), « La sociologia del diritto : un dibattito », *Sociologia del diritto*, n°1, 1974, pp. 1-8.

<sup>86</sup> TREVES (Renato), « Continuité et rupture dans l'histoire de la sociologie italienne », *op. cit.*, 163.

<sup>87</sup> Le premier d'entre eux date d'octobre 1954 et porte sur le thème des « régions en retard de développement ». On peut mentionner également le congrès sur le « développement technologique et la société italienne » de juin 1960. Pour une liste des colloques organisés par la section sociologique du CNPDS, voir CHIARETTI (Giuliana), « Un caso di organizzazione della scienza... », *op. cit.*, p. 162.

<sup>88</sup> On en trouve sans doute également l'indice dans la composition du comité scientifique de la section sociologique, qui constitue une véritable fédération des bureaux d'études sociologiques de grandes entreprises, d'institutions para-publiques ou de syndicats. Outre des universitaires, le comité scientifique rassemble des représentants des centres de recherche de Olivetti, du syndicat chrétien la CISL, du syndicat proche du PCI, la CGIL, de la Svinez, de l'IRI... Voir la composition complète de cette section in CHIARETTI (Giuliana), « Un caso di organizzazione della scienza », *op. cit.*, p. 88.

effet une accélération importante à la fin des années 1950<sup>89</sup>. Ainsi, en 1957, est fondée l'Association Italienne de Sciences Sociales (AISS) qui tient son premier congrès l'année suivante au CNPDS, et choisit comme président Renato Treves<sup>90</sup>. C'est encore le CNPDS qui accueille en 1959 le congrès mondial de l'Association Internationale de Sociologie (AIS) qui consacre l'existence d'une sociologie italienne, en élisant Renato Treves au comité directeur de l'AIS.

Ainsi, dans le contexte d'une discipline éclatée, le CNPDS offre à la sociologie anti-fasciste que cherche à constituer Renato Treves, la double possibilité de faire la preuve de son utilité et de fédérer autour d'elle la nébuleuse de la sociologie italienne. Se faire une place dans l'université, c'est pour la sociologie d'abord la « quitter » et constituer en dehors de celle-ci de nouvelles associations qui permettent de faire valoir le nouveau savoir sociologique, pour convaincre ensuite de son caractère incontournable.

On s'explique dans ce cadre la constitution d'un vaste programme de recherche sur « l'administration de la justice dans l'Italie en transformation », qui associe les magistrats de la section milanaise de l'ANM et les sociologues de la section sociologique du CNPDS ; cette rencontre peut se comprendre comme la rencontre entre une sociologie qui cherche à faire la preuve de son utilité en intéressant des « décideurs », et les magistrats modernisateurs milanais qui cherchent à tirer profit dans l'arène syndicale des ressources sociales accumulées dans le cadre du CNPDS. C'est dans cette « configuration modernisatrice » que l'on a cherché à dessiner que se comprend la formation d'un nouveau principe de légitimation du travail judiciaire que l'on qualifiera de « modernisateur ».

---

<sup>89</sup> On trouve une histoire de cette phase, brièvement esquissée, in TREVES (Renato), « Trent'anni di sociologia in Italia e il problema associativo », *Quaderni di sociologia*, n°4, 1980-1981, pp. 727-731, et dans PIZZORNO (Alessandro), « Un "caso" di organizzazione della cultura (la fondazione dell'AISS) », *op. cit.*

<sup>90</sup> Comme indice supplémentaire de l'importance du CNPDS dans la discipline de la sociologie, on mentionnera le fait qu'en tant que secrétaire général du CNPDS, Adolfo Beria est l'un des membres fondateurs, et est élu au premier comité directeur, de l'Association Italienne de Sciences Sociales.

## Section II/ Un magistrat « expert de la vie sociale »<sup>91</sup>

Entre 1962 et 1972, le CNPDS est le cadre d'une recherche importante qui réunit les sociologues du Centre et les magistrats de la section milanaise de l'ANM. S'il est intéressant de se pencher sur ce projet, ce n'est pas seulement parce qu'il reste aujourd'hui encore le principal *corpus* de connaissance sur la magistrature italienne avec ses 11 recherches publiées en 1967 et 1972<sup>92</sup>, mais c'est surtout parce que, par le biais de la collaboration continue entre chercheurs et magistrats dont il est le cadre, c'est une nouvelle expertise sur l'institution judiciaire qui se constitue.

En effet, pendant les dix années du programme, c'est tout le dispositif institutionnel ainsi que les réseaux sociaux du CNPDS qui sont mobilisés, tout à la fois pour financer, parrainer, faire connaître et relayer dans d'autres arènes, le travail sociologique sur l'institution judiciaire réalisé conjointement par ces deux groupes. L'étude des transactions et des entreprises dont cette recherche constitue le cadre –et singulièrement la naissance d'un nouveau syndicat de juges et l'institutionnalisation d'une nouvelle discipline universitaire, la sociologie du droit– permet de comprendre la formation au sein de la magistrature d'un nouveau principe de légitimité du travail judiciaire, fondé sur la possession d'une expertise en sciences sociales.

---

<sup>91</sup> CSM, *Realtà sociale e amministrazione della giustizia. Relazione annuale sullo stato della giustizia*, Rome, (ed. du CSM), 1970, p. 225.

<sup>92</sup> Les onze volumes publiés entre 1967 et 1973 sont les suivants : MORIONDO (Ezio), *L'ideologia della magistratura italiana*, op. cit. ; DI FEDERICO (Giuseppe), *La giustizia come organizzazione : il reclutamento dei magistrati*, Bari, Laterza, 1968 ; CASTELLANO (Cesare), PACE (Carlo), PALOMBA (Giuseppe), *L'efficienza della giustizia italiana e i suoi effetti economico-sociali*, Bari, Laterza, 1968 ; LEONARDI (Franco), *Il cittadino e la giustizia*, Padoue, Marsilio, 1968 ; DI FEDERICO (Giuseppe), *La giustizia come organizzazione : la Corte di cassazione*, Bari, Laterza, 1969 ; NEPPI MODONA (Guido), *Sciopero, potere politico e magistratura (1860-1922)*, Bari, Laterza, 1969 ; CHIODI (Giulio), *La giustizia amministrativa nel pensiero politico di Silvio Spaventa*, Bari, Laterza, 1969 ; ODORISIO (Roberto), CELORLA (Maria Cristina), GRECO (Dino), PETRELLA (Genoroso), PULITANO (Domenico), *Valori socio-culturali della giurisprudenza*, Bari, Laterza, 1970 ; GOVERNATORI (Federico), *Stato e cittadino in tribunale. Valutazioni politiche delle sentenze*, Bari, Laterza, 1970 ; TREVES (Renato), *Giustizia e giudici nella società italiana. Problemi e ricerche di sociologia del diritto*, Bari, Laterza, 1972 ; TOMEO (Vincenzo), *Il giudice e lo schermo. Magistratura e polizia nel cinema italiano*, Bari, Laterza, 1973.



## A/ D'un programme de recherche à la constitution d'un nouveau syndicat de magistrats

Le programme de recherche sur « l'administration de la justice dans la société italienne en transformation » qui devient un lieu de mobilisation de magistrats autour des idées modernisatrices, permet de comprendre comment les juges de la section milanaise de l'ANM parviennent à mettre fin à la discordance qui existait entre leur position dans l'espace public et leur marginalité dans le syndicalisme judiciaire.

### 1- La naissance d'un programme de recherche sur « l'administration de la justice dans la société italienne en transformation »

En 1962, le CNPDS annonce en effet le lancement d'un vaste programme de recherche sociologique bénéficiant de financements importants de la part du Centre National de Recherche (CNR), portant sur l'administration de la justice. Le projet est emblématique des recherches du CNPDS. Il rassemble ainsi tout à la fois des « décideurs », en l'espèce les magistrats, et des chercheurs en sciences sociales (sociologues et économistes). Parmi les 30 membres du comité directeur de la recherche, on trouve en effet dix magistrats, dix sociologues (sept d'entre eux enseignent à l'université et les trois autres travaillent dans des instituts de recherche), quatre avocats, trois professeurs de droit, deux professeurs d'économie et un psychologue<sup>93</sup>. De même, les deux tiers des membres de ce comité exercent leur profession principale à Milan, contre quatre en poste à Rome et deux dans le *Mezzogiorno*. En outre, force est de constater que ce sont les réseaux mêmes du CNPDS qui ont été mobilisés pour mener ce projet. On retrouve ainsi les dirigeants de la section milanaise de l'ANM, réunis autour d'Adolfo Beria qui est secrétaire général du programme, ainsi que les sociologues

---

<sup>93</sup> On trouve une description précise des thèmes du programme, de ses organes dirigeants, et de leurs membres dans le rapport triennal du CNPDS, *Attività del CNPDS nel suo sesto triennio 1964-1966*, op. cit., pp.

du CNPDS, réunis sous l'égide de Renato Treves, président du comité directeur de la recherche<sup>94</sup>. Dès lors, on ne sera pas surpris de constater que le manifeste du programme de recherche écrit en 1962 constitue une véritable revendication de juridiction de la sociologie du droit sur une institution judiciaire que les savoirs juridiques ne seraient plus en mesure de comprendre seuls.

**Tableau n°1 : Le manifeste du programme de recherche sur  
« l'administration de la justice dans la société italienne en  
transformation »<sup>95</sup>**

« Pour l'essentiel, les problèmes [de la justice] trouvent leur origine d'une part, dans le fait que les structures de l'administration de la justice apparaissent toujours plus vieilles et incapables de satisfaire les exigences de notre société, d'autre part dans le fait que le fossé s'agrandit toujours davantage entre l'immobilité, ou du moins la lenteur, avec laquelle les structures se transforment, et la rapidité du processus social, auquel ces structures doivent constamment s'adapter. Il est de notre conviction que, pour connaître le rapport qui existe entre les structures dans lesquelles opèrent les juges et le contexte social dans lequel elles s'insèrent, les traditionnelles disciplines technico-juridiques ne sont pas suffisantes, bien qu'elles demeurent bien évidemment très importantes. De même, les réformes préparées par des juristes, dont la connaissance du fonctionnement réel de la justice et de ses effets sociaux est uniquement fondée sur l'expérience personnelle et sur l'intuition, ne suffisent plus. *Il faut des enquêtes systématiques, menées avec des instruments scientifiques adéquats. Et ces instruments, comme on le sait, sont fournis par les sciences sociales qui, après la profonde crise subie pendant la période fasciste, ont connu une remarquable renaissance, notamment grâce à la restauration de la liberté et à la réouverture des contacts avec les cultures étrangères.*

*Les enquêtes sur l'administration de la justice dans ses rapports avec la société, peuvent par ailleurs constituer un pas décisif pour le développement et le progrès des sciences sociales elles-mêmes. Les chercheurs en sciences sociales, et particulièrement les sociologues, -qui au cours de la dernière décennie se sont essentiellement intéressés aux problèmes de l'industrie, de la transformation des campagnes et de l'urbanisation, des migrations internes etc...- ressentent aujourd'hui fortement le désir d'approfondir avec les juristes, et en étroite collaboration avec eux, certains problèmes de grande importance qui, à l'instar de ceux de l'administration de la justice, constituent les objets de la sociologie du droit (un secteur que la sociologie a négligé jusqu'à aujourd'hui).*

32-35. Au total, ce sont plus de 90 personnes qui sont associées aux différents organes chargés de conduire le projet.

<sup>94</sup> Ainsi, six des sept dirigeants de la section milanaise de l'ANM participent à l'un des organes du programme de recherche. De même, les chercheurs en sciences sociales qui prennent part au projet appartiennent à la section sociologique du CNPDS. On trouve parmi eux, les principales figures de la sociologie italienne en formation : Francesco Alberoni, Uberto Scarpelli, Vincenzo Tomeo, Franco Ferrarotti, Angelo Pagani ; voir CNPDS, *L'attività del CNPDS nel suo quinto triennio 1961-1963*, Varese, Soc. Tip. Multa Paucis, 1964, pp. 32-33.

<sup>95</sup> Manifeste publié in TREVES (Renato), « Una ricerca sociologica sull'amministrazione della giustizia », *Rivista di diritto processuale*, n°1, 1965, pp. 231-253, pp. 231-232.

La situation culturelle italienne est en définitive mûre *pour une rencontre, qui se tiendrait selon les règles maintenant consolidées de la sociologie du droit*, entre les juristes et les chercheurs en sciences sociales ; une rencontre afin que, par un travail commun, il soit possible de *passer des débats fragmentaires sur les questions de justice publiés dans une littérature éparse, à une étude scientifique ayant pour objectif une connaissance rigoureuse, systématique, objective et impartiale de l'administration de la justice dans son contexte social ; connaissance dont on peut tirer des indications pour une réforme qui s'avère aujourd'hui nécessaire* ».

On voit se dessiner ainsi les contours d'une expertise nouvelle sur les institutions, et notamment sur l'institution judiciaire, qui revendique dans un même mouvement, son inscription dans le renouveau de l'Italie anti-fasciste (« les sciences sociales qui, après la profonde crise subie pendant la période fasciste, ont connu *une remarquable renaissance* en Italie grâce à la restauration de la liberté »<sup>96</sup>), sa scientificité (« des instruments scientifiques adéquats », « une connaissance systématique, rigoureuse, objective et impartiale »), et son utilité (« une connaissance dont on peut tirer des indications pour une réforme qui s'avère aujourd'hui nécessaire »). Cette nouvelle sociologie du droit qui est ainsi esquissée dans ce texte s'oppose trait pour trait à un état de la connaissance sur les institutions caractérisée par son archaïsme (« les traditionnelles disciplines technico-juridiques »), ses approximations (« une connaissance du fonctionnement réel de la justice et de ses effets sociaux uniquement fondée sur l'expérience personnelle et sur l'intuition »), et son inutilité (« des débats fragmentaires publiés (...) dans une littérature éparse »). Dès lors, la sociologie du droit est proposée comme l'instrument privilégié de la modernisation d'une institution judiciaire, dont « les structures (...) apparaissent toujours plus vieilles et incapables de satisfaire les exigences de notre société ».

Mais, s'il se présente comme un projet de définition d'une nouvelle sociologie du droit, on aurait tort d'en limiter la portée à cet élément, tant il est vrai que le programme de recherche, en permettant aux magistrats modernisateurs

---

<sup>96</sup> Les citations de ce paragraphe sont toutes tirées du manifeste du programme de recherche.

milanais de tirer profit des ressources du CNPDS, devient la matrice d'un nouveau syndicat de magistrats.

## **2- *Magistratura Democratica* entre groupe de recherche et groupe syndical**

La constitution du programme de recherche sur l'administration de la justice est en effet l'occasion de mobiliser, autour de cette perspective iconoclaste sur l'institution judiciaire que permet alors l'instrument sociologique, des magistrats de Milan et de toute l'Italie. Par l'entremise de cette recherche, Adolfo Beria et les membres de la section milanaise de l'ANM peuvent en effet désormais faire usage des ressources du CNPDS pour mobiliser autour d'eux d'autres magistrats. On s'explique alors les conditions qui président à la fondation en 1964 d'un nouveau syndicat des magistrats *Magistratura Democratica*, dont l'histoire au cours des années 1960 est étroitement liée au développement du projet de recherche.

### **a) Les conditions de naissance de *Magistratura Democratica***

Par le biais de ce programme de recherche sur la magistrature, la section milanaise de l'ANM, et singulièrement son leader Adolfo Beria (dont on rappelle qu'il est concomitamment secrétaire de la section milanaise de l'ANM et secrétaire général du CNPDS) se donnent en effet les moyens de décroquer les deux « mondes » dans lesquels ils s'insèrent, et de tirer ainsi profit des ressources sociales du CNPDS, là où il semblait jusque là impossible de le faire, c'est-à-dire dans les luttes syndicales. En effet, parce qu'elles prennent ainsi la forme de la participation à un programme de recherche, les mobilisations de magistrats dont ce projet est le cadre peuvent légitimement disposer des ressources logistiques mais aussi sociales du Centre ; de même, parce qu'il s'agit d'un programme qui entend déboucher sur un projet de réforme de l'institution judiciaire, les travaux et les résultats qui en ressortent peuvent être directement réemployés pour forger un programme syndical.

Certes, au cours des premières années de fonctionnement du projet (1962-1963), les initiatives de recherche restent cloisonnées par rapport aux luttes de l'arène syndicale. Mais il semble déjà clair pour tous que le groupe de magistrats ainsi rassemblé ne saurait se cantonner au seul domaine scientifique. L'un des membres fondateurs de *Magistratura Democratica* indique ainsi :

« Une des raisons, une des sources de la naissance de *Magistratura Democratica* fut justement la proposition d'Adolfo Beria de lancer une recherche sur la magistrature. Avec d'autres, nous nous retrouvâmes ainsi à une réunion à Milan. On savait, évidemment, qu'il y avait là aussi des aspirations électorales pour le CSM et l'ANM »<sup>97</sup>.

Un certain nombre d'éléments conjoncturels permettent sans doute également de rendre compte du passage du groupe de recherche à une forme syndicale en juillet 1964, quand est fondé *Magistratura Democratica*<sup>98</sup>.

On a vu en effet plus haut qu'au lendemain du départ de l'ANM de la majeure partie des hauts magistrats, le groupe des « Napolitains » d'Emilio Principe<sup>99</sup>, qui prend désormais le nom de *Terzo Potere* (TP), s'était imposé à la tête de l'Association des magistrats italiens. Cette évolution précipite la formation d'autres syndicats au sein de l'ANM en 1962 et 1963, et met ainsi définitivement fin à l'unité du groupe des « rénovateurs ». Ainsi, les sections romaine et florentine — ou, tout du moins, la majorité d'entre elles — constituent un nouveau groupe, *Magistratura Indipendente*. Ce sont donc les plus grosses sections de l'ANM (Naples, Rome, Florence) qui s'organisent en syndicats, et risquent ainsi de marginaliser davantage encore la section milanaise<sup>100</sup>. Dès lors, dans ce contexte où les recompositions syndicales s'accroissent, et alors même que les élections syndicales<sup>101</sup> sont imminentes (septembre 1964)<sup>102</sup>, on comprend que le programme de recherche sur la justice du CNPDS apparaisse aux magistrats

<sup>97</sup> Federico Governatori, cité in PAPPALARDO (Sergio), *Gli Iconoclasti*, op. cit., p. 129.

<sup>98</sup> On trouve le document constitutif de MD ainsi que la liste des 22 signataires dans *Magistratura Democratica*, « Documento costitutivo di Magistratura Democratica », *Quale Giustizia*, n°30, 1974, pp. 777-780.

<sup>99</sup> Sur le groupe des « Napolitains » dirigé par Emilio Principe, voir nos développements sur les recompositions de l'ANM au début de ce chapitre.

<sup>100</sup> Sur cette période de formation des syndicats qui composent l'ANM, voir CANOSA (Romano), FEDERICO (Pietro), *La magistratura in Italia dal 1945 a oggi*, op. cit., pp. 276-282.

<sup>101</sup> On parlera désormais d'élections syndicales pour désigner les élections du comité directeur de l'ANM.

<sup>102</sup> Ces élections sont d'autant plus importantes qu'elles se tiennent pour la première fois à la représentation proportionnelle. En avril 1964, la direction de l'ANM adopte un nouveau statut qui prévoit l'élection du comité directeur de l'Association au scrutin proportionnel avec panachage de liste ; voir sur ce point,

modernisateurs milanais comme l'occasion de mettre ainsi à profit les réseaux du CNPDS pour constituer à leur tour un syndicat<sup>103</sup>.

De fait, dans la structure même du nouveau syndicat *Magistratura Democratica*, tout indique la superposition avec le programme de recherche. On retrouve ainsi dans l'organigramme du syndicat les magistrats qui prennent part à ce projet<sup>104</sup>. De même, l'organisation du syndicat porte la marque du contexte de sa création puisqu'en effet, jusqu'en 1969, le siège même de MD restera le secrétariat du CNPDS à Milan qui, sous l'égide de son secrétaire général Adolfo Beria, prend ainsi en charge toute la logistique et l'organisation. Enfin, la majeure partie des réunions et des assemblées générales ont lieu soit au Centre, soit dans l'un des centres de recherche qui lui sont affiliés (à l'instar de l'ILSES), soit encore en marge des réunions et colloques du programme de recherche.

#### b) Le « double jeu » d'Adolfo Beria

En invitant ainsi les magistrats du tribunal de Milan mais aussi d'autres tribunaux à participer à la recherche sur « l'administration de la justice dans la société italienne en transformation », Adolfo Beria et la section milanaise de l'ANM connectent ainsi pour la première fois directement ces deux mondes, se donnant de la sorte les moyens d'importer dans le syndicalisme judiciaire le dispositif modernisateur, c'est-à-dire à l'ensemble des acteurs disponibles et intéressés par le registre modernisateur. Par ce biais, les idées et les réseaux modernisateurs du CNPDS peuvent être mobilisés pour un projet syndical.

---

MAMMONE (Giovanni), « Magistrati, associazione e correnti nelle pagine de 'La magistratura' (1945-1969) », *op. cit.*, pp. XII-XIII.

<sup>103</sup> On trouve l'indice de cette précipitation dans le courrier de convocation à la réunion fondatrice de MD en juillet 1974, signé de Federico Governatori qui s'excuse « du peu de temps donné » entre la lettre et la réunion. GOVERNATORI (Federico), Lettre, ronéo, 2 pages, 23 juin 1964, p. 2, in archives Romano Canosa, 1C.

<sup>104</sup> Outre Adolfo Beria dont on étudie le cas plus loin, on trouve ainsi dans l'organigramme de MD, Eugenio Zumin (CNPDS, membre de la section milanaise de l'ANM) qui en devient président, Luigi Bianchi d'Espinosa (CNPDS) qui en dirige le comité d'étude, ainsi que Federico Governatori (CNPDS) et Francesco Dell'Oro (co-fondateur du CNPDS, membre de la section milanaise de l'ANM). Pour l'organigramme du syndicat in « Magistratura Democratica », ronéo, 3 pages (1965), in Archives de Romano Canosa, 3C.

Ainsi, la collaboration des magistrats milanais avec une multitude d'acteurs non judiciaires –chercheurs en sciences sociales, hommes politiques, hauts fonctionnaires...-, parce qu'elle prend désormais pour objet la magistrature, leur permet de mobiliser de manière légitime les réseaux sociaux du CNPDS dans les luttes internes à l'arène syndicale. En d'autres termes, les nombreuses positions sociales occupées par ces magistrats milanais, dans l'institution judiciaire et en dehors d'elle, qui pouvaient sembler hermétiques voire même exclusives les unes des autres, s'additionnent désormais en une seule et même entreprise.

On aurait tort pour autant de considérer uniquement les usages que font les magistrats modernisateurs des ressources sociales accumulées en dehors de la magistrature, sans voir également les efforts entrepris pour maintenir un cloisonnement -au moins apparent- des deux sites, c'est-à-dire la spécificité des formes de l'entreprise syndicale et de l'entreprise de recherche. En effet, les ressources diverses –et notamment savantes- que la section milanaise souhaite importer pour constituer MD ne gardent leur efficacité propre qu'à la condition de se donner à voir sous leurs formes spécifiques ; à défaut de convaincre qu'il y a dans le programme de recherche et MD deux entreprises différentes, ou à tout le moins non superposables, c'est l'objectivité même du travail du Centre qui serait remise en cause par les usages *partisans* –syndicaux- de ses recherches -et par là, la valeur particulière des ressources sociales qu'invoquent les fondateurs de MD qui se trouverait fragilisée.

On s'explique dès lors les efforts d'Adolfo Beria, maître d'œuvre tout à la fois du programme de recherche et du nouveau syndicat MD, pour ne pas apparaître personnellement dans ce dernier, tout du moins dans un premier temps. Tout se passe en effet comme si c'était en distinguant ces deux entreprises par un jeu d'écrans et de délégations multiples, qu'il parvenait à les mener de front, sans pour autant perdre son leadership dans chacune d'entre elles. Le choix de la ville de Bologne pour la réunion fondatrice de MD, ainsi que la désignation comme secrétaire général d'un magistrat de cette même ville, peuvent être compris dans le cadre de cet effort pour éviter la *superposition manifeste* des deux projets. C'est en effet un jeune magistrat de 30 ans, Federico Governatori, qui devient le premier

secrétaire de MD, alors que comme il l'indique lui-même, Adolfo Beria « avait 15 ans de plus que moi et de surcroît un nom et une expérience »<sup>105</sup>. Adolfo Beria ne figure d'ailleurs pas dans le premier organigramme de MD<sup>106</sup>, pour éviter que « le groupe ne soit vécu -comme cela finit par être le cas- comme le groupe de Beria »<sup>107</sup>. Le jeune juge bolognais rappelle ainsi que, « avant de créer les structures [de MD], [Beria] me dit : “au cours de cette phase, c'est toi qui prends l'initiative” »<sup>108</sup>. La réunion de fondation est ainsi organisée dans l'appartement bolognais de Federico Governatori : « Beria ne voulait pas figurer en tête de liste et devenir immédiatement une cible. On fit ainsi plusieurs réunions à Bologne »<sup>109</sup>.

En cherchant ainsi à maintenir, au moins dans la phase de constitution de MD, une distinction entre la recherche du Centre milanais et le groupe syndical, ces investissements permettent de perpétuer la différence des formes sous lesquelles se donnent à voir les mêmes magistrats, selon les lieux dans lesquels ils interviennent.

On comprend dans ce cadre l'imputation charismatique dont fait l'objet Adolfo Beria. Les attestations croisées mais non redondantes (puisque venant d'une diversité de sites) de son importance, le créditent en effet aux yeux des magistrats de MD, mais aussi aux yeux des membres du CNPDS, d'une capacité exceptionnelle à diriger. Cet aspect ressort nettement des descriptions que les magistrats de MD font de lui : « cerveau managérial et organisationnel »<sup>110</sup> de MD, doté « d'un sens politique fort »<sup>111</sup>, il est considéré comme « une personne exceptionnellement douée, très souple, capable de manœuvrer et de jouer sur plusieurs tableaux en même temps »<sup>112</sup>. Un autre membre de MD indique de même :

<sup>105</sup> Federico Governatori, cité in PAPPALARDO (Sergio), *Gli iconoclasti*, op. cit., pp. 131-132.

<sup>106</sup> Ce n'est que plus d'un an après la fondation de MD, que Adolfo Beria prend la tête de MD.

<sup>107</sup> Federico Governatori cité in PAPPALARDO, (Sergio), *Gli iconoclasti*, op. cit., pp. 131-132.

<sup>108</sup> Federico Governatori cité in *ibid.*

<sup>109</sup> Federico Governatori cité in *ibid.* On trouve un indice supplémentaire de la volonté d'Adolfo Beria de rester en retrait du syndicat dans sa phase de constitution, dans le fait qu'il ne fait pas partie des 8 membres du groupe de MD présents au comité directeur de l'ANM.

<sup>110</sup> Federico Governatori, cité in PAPPALARDO (Sergio), *Gli iconoclasti*, op. cit., p. 131.

<sup>111</sup> Amaldo Cremonini, cité in *ibid.*, p. 124.

<sup>112</sup> Iginio Cappelli, cité in *ibid.*, p. 242.



« Il semblait en effet que les innombrables contacts personnels qu'il avait, concouraient à composer un kaléidoscope perpétuellement en mouvement et que, tel l'augure ou l'aruspice, il tirait de cette composition, décomposition, recomposition fluctuante d'images, des signes politiques subtils et ardens sur le futur et sur notre action »<sup>113</sup>.

Ainsi, Adolfo Beria, en devenant le point de passage obligé entre le CNPDS, le programme de recherche et MD, mais sans jamais pour autant ignorer la spécificité de chacun de ces lieux, s'impose comme la figure tutélaire tout à la fois du nouveau syndicat et du CNPDS dont il restera le secrétaire général jusqu'au début des années 1990.

On mesure, au terme de ces développements, combien les conditions mêmes de formation du nouveau syndicat renvoient, sans pourtant jamais totalement s'y identifier, au projet de recherche orchestré par le CNPDS sur « l'administration de la justice dans l'Italie en transformation ». Aussi ne sera-t-on pas surpris que cette collaboration étroite entre magistrats et sociologues qui s'étale sur près de dix années, soit le lieu de formation d'un nouveau principe de légitimité dans la magistrature qui se fonde sur une appréhension sociologique de l'institution judiciaire.

## **B/ La constitution d'un nouveau principe de légitimité du travail judiciaire**

A travers la collaboration entre magistrats et sociologues qui se poursuit tout au long des années 1960, c'est tout à la fois une nouvelle sociologie du droit qui se définit et obtient une consécration universitaire, et un nouveau principe de légitimité qui s'affirme dans le syndicalisme, fondé sur l'usage des sciences sociales. Ainsi, la dynamique qui préside à l'affirmation de ces deux groupes –on dira la « dynamique modernisatrice »-, est unique et s'appuie sur les rencontres,

---

<sup>113</sup> RAMAT (Marco), « Gli "spiccioli" di Magistratura Democratica », in CLEMENTI (Franco), MANNUZZU (Salvatore), dir., *Crisi della giurisdizione e crisi della politica. Studi in memoria di Marco Ramat*, Milan, Franco Angeli, 1988, pp. 311-366, p. 319.

colloques et publications dont est l'occasion le programme de recherche sur l'administration de la justice.

### **1- La « dynamique modernisatrice »**

Au travers des rencontres avec les magistrats, les sociologues du droit se voient reconnaître une utilité sociale qu'atteste l'usage par les magistrats des savoirs et savoir-faire sociologiques pour appréhender l'institution judiciaire ; en retour, les magistrats sont désignés comme des interlocuteurs légitimes des chercheurs en sciences sociales, et peuvent alors invoquer les leçons et l'expertise sociologique au sein de l'arène syndicale. Ainsi, au principe de cette « dynamique modernisatrice », il y a les profits que chacun des deux groupes retire dans la constitution et la consolidation de son entreprise.

#### **a) Les « journées internationales de sociologie du droit » à Varese en 1968**

Sans doute, les trois colloques qui jalonnent l'histoire du programme de recherche -organisés successivement en 1964 pour le lancement du projet, en 1968 pour la restitution des premiers résultats, et en 1971 pour en conclure les travaux- sont des lieux d'observation privilégiés de ce qui se joue dans cette collaboration. On peut s'en convaincre en considérant celui qui se tient à Varese du 9 au 13 septembre 1968, sous le titre de « journées internationales de sociologie du droit »<sup>114</sup>.

Ouverte par le ministre de la justice qui apporte ainsi son adhésion personnelle au programme de recherche et dénonce notamment « un droit arriéré [dont le maintien] ne peut être que le fruit d'un conservatisme juridique qui a le culte de la forme »<sup>115</sup>, la rencontre s'articule autour de deux moments : les trois premières journées sont consacrées à la recherche du CNPDS sur l'administration de la

---

<sup>114</sup> On trouve le programme du colloque in « Giornate internazionali di sociologia del diritto », 13 pages, 1968, in Archives de E. Enriquez Agnoletti, dossier n°72, 10.01.

<sup>115</sup> GONELLA (Guido), « Riassunto dell'intervento del ministro », ronéo, 2 pages, 1968, p. 2, in Archives de E. Enriquez Agnoletti, dossier n°72, 10.01.

justice, tandis que les deux dernières sont réservées aux sociologues du droit pour une discussion sur les « problèmes actuels » de la discipline<sup>116</sup>.

La première partie de cette rencontre est ainsi organisée autour de quatre tables-rondes qui abordent successivement « les aspects économiques de la justice », les « problèmes de l'organisation de la justice », « l'histoire et les idéologies de la magistrature », et enfin « les problèmes de l'organisation de la justice ». Les 29 intervenants italiens, qui appartiennent tous au programme de recherche du CNPDS, en reproduisent la composition pluridisciplinaire puisqu'on compte entre autres, des économistes, des sociologues, et des magistrats<sup>117</sup>.

Une jeune magistrate milanaise de MD, Elena Paciotti, rend compte du colloque dans les colonnes de la revue de l'ANM, *La magistratura*, non sans enthousiasme pour « le déjà fameux »<sup>118</sup> et « très vaste » programme de recherche sur « ce thème très important [et susceptible] de développements extraordinaires »<sup>119</sup>. La magistrate se félicite encore du caractère « scientifique » des recherches du magistrat milanais de MD, Dino Greco, qui expose « avec grande clarté la méthode suivie dans sa recherche tout en en spécifiant les limites de la validité théorique et idéologique »<sup>120</sup>.

Cette première phase du colloque est suivie à partir du 12 septembre de réunions séparées des sociologues du droit et des magistrats. Les premiers se réunissent pour débattre des « problèmes actuels de la sociologie du droit »<sup>121</sup> les 12 et 13 septembre, sous l'égide de Renato Treves. Il s'agit en effet de la réunion annuelle de la section « sociologie du droit » de l'Association Internationale de Sociologie, dont Renato Treves est le président depuis sa fondation<sup>122</sup>. Non loin de là, se déroule au cours de ces deux mêmes journées une importante Assemblée générale de *Magistratura Democratica* en présence de 116 magistrats membres du syndicat,

---

<sup>116</sup> « Giornate internazionali di sociologia del diritto », *op. cit.*, pp. 8-12.

<sup>117</sup> *Ibid.*

<sup>118</sup> PACIOTTI (Elena), « Il convegno di sociologia del diritto », *La magistratura*, XXII, n°11-12, nov.-déc. 1968, p. 9.

<sup>119</sup> *Ibid.*

<sup>120</sup> *Ibid.*

<sup>121</sup> « Giornate internazionali di sociologia del diritto », *op. cit.*, p. 12.

<sup>122</sup> En 1962, Renato Treves fonde lors du congrès de l'Association internationale de sociologie (dont il devient à cette occasion le vice-président) à Washington, le comité de recherche de sociologie du droit qu'il présidera de 1962 à 1974.

sous les auspices de celui qui en est, depuis 1965, le secrétaire général, Adolfo Beria<sup>123</sup>.

On a sans doute là une image exemplaire du fait que la collaboration des magistrats et des sociologues va de pair avec la consolidation de chacune leurs entreprises respectives puisqu'aussi bien chacun de deux groupes inscrit ses mobilisations dans le cadre même, ou plus exactement à la suite, des colloques organisés en commun. En d'autres termes, tout se passe comme si les deux groupes avaient lié leurs destins respectifs au programme de recherche mené conjointement. Chacun tire en effet sa légitimité de la présence de l'autre, comme en témoigne cette remarque de ce haut magistrat sur Adolfo Beria :

*« Le Dott. Trimarchi a rappelé avoir eu l'occasion renforcer son estime dans le travail du Dott. Beria lors du congrès de Varese sur l'administration de la justice en Italie, dans la mesure où la présence de nombreuses personnalités du monde de la culture et de la politique hautement qualifiées pouvait constituer un signe de l'estime et de la considération dont bénéficie, dans tous les milieux, l'activité du CNPDS, et particulièrement celle du Dott. Beria di Argentine qui en était l'animateur »*<sup>124</sup>.

Parce qu'elles contribuent à réactiver la transaction initiale entre une sociologie en quête d'utilité et un groupe de magistrats qui cherche à s'organiser, les rencontres et discussions entre les deux groupes sont le lieu nécessaire à la consolidation de chacune des entreprises ; tout se passe alors comme si chacun venait chercher, dans le contact avec l'autre profession, sa propre légitimité. Et de fait, comme le montre l'analyse de la consécration de la sociologie du droit dans l'université, la forme et le contenu de ces deux entreprises sont comme marquées par l'empreinte de cette collaboration.

## **b) L'entrée de la sociologie du droit dans les universités**

L'histoire de la consécration universitaire de la sociologie du droit ainsi que de sa constitution en discipline autonome est en effet étroitement liée à la rencontre avec les magistrats de MD. De fait, les « succès » de cette discipline dans l'université jalonnent l'histoire du programme de recherche. Le bilan que le

---

<sup>123</sup> Cf. le compte rendu de cette Assemblée générale in MD, *Notiziario MD*, ronéo, 8 pages, 1968, in Archives Romano Canosa, 14/2C.

<sup>124</sup> Trimarchi, cité in DEL CONTE (Claudio), « Accertamenti su alcuni fatti che hanno formato oggetto dell'interrogazione n°4-1897 degli onorevoli Speranza e Ciccardini », *La magistratura*, n°4, avril 1972, p. 7.

Conseil National des Recherches (CNR) demande au CNPDS et à Renato Treves sur « la situation actuelle et les éventuels développements de la sociologie du droit »<sup>125</sup> permet de mesurer le chemin parcouru, trois ans à peine après l'achèvement du programme puisqu'existent en effet en 1975 12 enseignements et une chaire de « sociologie du droit ». Comme le note le sociologue du droit Guido Maggioni en commentant ces résultats, les « motifs de satisfaction sont nombreux »<sup>126</sup>.

Certes, les auteurs du rapport expriment certaines inquiétudes en soulignant tout à la fois les résistances multiples des facultés de droit et le risque que le nombre croissant des « juristes ouverts » à l'approche sociologique du droit crée « une "sociologie du droit de juristes" faite par des juristes pour des juristes »<sup>127</sup>. De même, les débats vifs qui ont lieu dans les premiers numéros de la revue *Sociologia del diritto* fondée en 1974 par Renato Treves montrent la permanence des luttes pour la définition de l'appartenance de la discipline<sup>128</sup>.

Mais, en quelques années, la sociologie du droit a obtenu une consécration dans les facultés de droit et de sociologie, de sorte qu'elle peut revendiquer d'être :

« La discipline-pont entre les facultés de sciences sociales et les facultés de droit, au sens où elle constitue le moyen privilégié (et souvent le seul) pour entrer en contact avec le monde du droit, tandis que pour les étudiants de droit elle permet de les rapprocher des méthodes et problématiques sociologiques »<sup>129</sup>.

Ainsi, le premier enseignement de sociologie du droit est créé à la faculté de droit de Messine en 1968. En 1976, Renato Treves lui-même est élu à la première chaire de sociologie du droit de l'université de Milan, et quitte alors la chaire de philosophie du droit qu'il occupait depuis la Libération. Entre ces deux dates, la discipline a « conquis » 12 enseignements, et a obtenu l'institution des premières bourses doctorales fléchées en « sociologie du droit » à l'université de Milan en 1975.

---

<sup>125</sup> Ce rapport a été publié in FERRARI (Vincenzo), TREVES (Renato), dir., *L'insegnamento della sociologia del diritto*, Milan, Comunità, 1976.

<sup>126</sup> MAGGIONI (Guido), « Italia », in TREVES (Renato), FERRARI (Vincenzo), dir., *L'insegnamento della sociologia del diritto*, op. cit., pp. 187-205, p. 187.

<sup>127</sup> Ibid., p. 204.

<sup>128</sup> Sur les débats entre Renato Treves et Giovanni Tarello sur le caractère juridique ou sociologique de la « sociologie du droit », voir *supra*.

<sup>129</sup> MAGGIONI (Guido), « Italia », op. cit., p. 190.

Force est de constater que cette sociologie du droit qui parvient progressivement à se faire une place dans l'université ne peut être dissociée de l'entreprise qui l'a définie et l'a rendue utile, à savoir le programme de recherche sur l'administration de la justice. De fait, c'est toute la discipline, ses enseignants, ses bibliographies, ses programmes de cours, ses problématiques, mais aussi ses points d'appui logistiques qui renvoient en creux aux initiatives de Renato Treves et Adolfo Beria. Ainsi, parmi les 13 enseignements dispensés en 1975, six sont tenus par Renato Treves, ses élèves et ses collaborateurs du programme de recherche<sup>130</sup>. De même, si l'on considère les bibliographies de ces cours, on constate que le livre dans lequel Renato Treves fait la synthèse des recherches menées dans le cadre du projet du CNPDS, est l'ouvrage le plus souvent mentionné<sup>131</sup> : *Giustizia e giudici nella società italiana*, publié pour la première fois en 1972, compte ainsi déjà deux rééditions en 1975, et est utilisé comme livre de référence dans « environ la moitié des cours »<sup>132</sup>. Enfin, le « principal forum et élément propulsif de la discipline »<sup>133</sup>, la revue *Sociologia del diritto* créée en 1974 par Renato Treves qui en sera le directeur jusqu'à sa mort en 1992, est publiée depuis sa fondation par la section sociologique du CNPDS.

Dès lors, on ne s'étonnera pas que dans les reconstructions qui sont faites, dès le milieu des années 1970, de l'histoire de la sociologie italienne du droit, la collaboration avec les magistrats puisse apparaître comme le moment fondateur.

Dès 1975, dans un rapport sur l'état de la discipline, il est indiqué que :

« La récente "fortune" académique de la sociologie du droit a été précédée par une série d'activités et de recherches scientifiques qui lui ont permis de former les instruments analytiques nécessaires, ainsi que d'attirer l'attention d'un public de non spécialistes. Le point de référence à cet égard est le vaste programme d'enquête sociologique sur l'administration de la justice organisé par le CNPDS entre 1962 et 1970 avec l'appui du Conseil National des Recherches (CNR) »<sup>134</sup>.

<sup>130</sup> On trouve ainsi Eligio Resta (Bari), Vincenzo Ferrari (Cagliari), Renato Treves (Milan), Vincenzo Tomeo (Milan), Ezio Moriondo (Sassari), Adolfo di Majo (Macerata) ; cf. tableau n°1 in MAGGIONI (Guido), « Italia », *op. cit.*, p. 189.

<sup>131</sup> *Ibid.*, p. 201.

<sup>132</sup> *Ibid.*

<sup>133</sup> POCAR (Valerio) « Sociology of law in Italy », in FERRARI (Vincenzo, dir.), *Developing a world-wide documentary enquiry on the sociology of law*, Milan, Giuffrè, 1990, pp. 425-446, p. 432.

<sup>134</sup> MAGGIONI (Guido), « Italia », *op. cit.*, p. 188.

Renato Treves rappelle à de très nombreuses reprises –faut-il d'ailleurs s'en étonner ?- cette filiation :

« Cette recherche a eu le mérite d'introduire dans notre culture juridique une matière nouvelle, la sociologie du droit. Les trois congrès organisés par le CNPDS en 1964, 1968 et 1971, au cours desquels furent discutés les résultats de la recherche, contribuèrent à cet objectif »<sup>135</sup>.

« Sans ces recherches et ces colloques (...), la sociologie du droit n'aurait pas existé comme discipline autonome dans les universités italiennes »<sup>136</sup>.

« Le sociologue du droit (...) sait bien que le thème de l'administration de la justice est un des thèmes fondamentaux de sa discipline, et il sait également que le thème de "l'administration de la justice dans la société italienne en transformation" fut l'objet d'une grande enquête qui, au cours de la décennie 1962-1972, contribua de manière efficace à faire connaître sa discipline dans notre pays »<sup>137</sup>.

Aujourd'hui encore, cette reconnaissance en paternité de la discipline fait consensus, au point qu'elle « est maintenant devenue un cliché »<sup>138</sup>. Ainsi, qu'il s'agisse de la construction de l'histoire de la discipline ou de ses contenus et de ses enseignants au milieu des années 1970, tout renvoie au rôle fondateur de la collaboration avec les magistrats. Dès lors, on ne sera pas surpris du fait que le programme de recherche sur « l'administration de la justice dans l'Italie en transformation » constitue, à l'instar de la sociologie du droit qui y trouve sa matrice, le lieu de formation d'une légitimité d'un type nouveau dans l'arène syndicale, et plus généralement dans la magistrature, fondée sur l'usage des sciences sociales.

## 2- Le juge et les sciences sociales

Au cours de ces mêmes années qui mènent à la constitution d'une sociologie du droit dans les universités, le syndicat *Magistratura Democratica* fait en effet valoir une nouvelle légitimité dans la magistrature.

---

<sup>135</sup> TREVES (Renato), « La rinascita della sociologia italiana », in TREVES (Renato), *Sociologia e socialismo*, op. cit., pp. 135-148, p. 140.

<sup>136</sup> TREVES (Renato), « Sociologia del diritto e crisi dello stato sociale », *Sociologia del diritto*, XIII, n°2-3, 1986, pp. 247-260, p. 249.

<sup>137</sup> TREVES (Renato), « Realtà sociale e giustizia attraverso "la prova del fuoco" dell'ultimo decennio », *Sociologia del diritto*, XII, n°1, 1985, pp. 111-114, p. 111.

<sup>138</sup> POCAR (Valerio), « Sociology of law in Italy », op. cit., p. 429. Voir également dans le même sens, PITCH (Tamar), « Sociology of law in Italy », *Journal of Law and Society*, X, n°1, été 1983, pp. 119-131.

D'emblée, il faut noter les succès du nouveau syndicat. Dès les élections de septembre 1964, MD obtient ainsi 19% des voix exprimées<sup>139</sup> et s'impose comme l'un des trois syndicats de l'ANM, avec 8 des 36 membres du comité directeur de l'Association<sup>140</sup>. Trois années plus tard, à l'occasion du renouvellement de cet organe, MD rassemble plus de 25% des voix. En outre, à la faveur d'une alliance avec le syndicat dirigé par Emilio Principe *Terzo Potere*, MD accède dès décembre 1964 à la direction de l'ANM, où elle se maintient presque sans interruption jusqu'en décembre 1969. Pour autant, la consolidation de l'entreprise syndicale de MD ne peut se comprendre sans évoquer la constitution d'un nouveau principe de légitimité qui permet au groupe de se distinguer dans une arène syndicale en pleine recomposition et où les contours des regroupements restent flous.

#### a) Se distinguer dans l'arène syndicale

En effet, à la faveur du départ des hauts magistrats<sup>141</sup>, le principe hiérarchique a perdu sa prééminence au sein de l'arène syndicale ; dans ces conditions, les principes de classement entre groupes syndicaux restaient incertains. Les trois regroupements qui se sont constitués au début des années 1960 –*Terzo Potere*, *Magistratura Indipendente* et *Magistratura Democratica*– s'appuient ainsi avant tout sur des sections locales de l'ANM –respectivement Naples, Rome, Florence et Milan– et à ce titre, les différences entre leurs prises de positions syndicales restent encore floues.

On aurait tort ainsi de chercher à classer *ex post* les syndicats en fonction du système d'écart gauche-droite qui s'imposera au début des années 1970, en assignant rétrospectivement à MD la gauche de l'échiquier syndical, à TP le centre, et à MI la droite. De fait, sous le rapport des appartenances politiques, les regroupements syndicaux ne recoupent aucune étiquette politique spécifique. On

---

<sup>139</sup> Pour un récapitulatif de l'ensemble des élections syndicales, voir les tableaux de l'annexe n°2.

<sup>140</sup> Le comité directeur de l'ANM est composé de 36 membres élus à l'occasion des élections syndicales. Les membres de ce comité élisent une direction de l'ANM (*giunta*) composée notamment d'un président, d'un secrétaire général. Pour une description détaillée des organes de l'ANM, voir ZANNOTTI (Francesca), *La magistratura italiana, un gruppo di pressione istituzionale*, Padoue, Cedam, 1987, pp. 76-145. Voir aussi le tableau n°9 représentant les différents organes de l'ANM au chapitre 3, Partie II.

<sup>141</sup> La majeure partie des hauts magistrats quittent l'ANM en 1961.



trouve ainsi dans TP un nombre important de magistrats de gauche, souvent proches du parti socialiste, à l'instar d'un de ses leaders, Salvatore Giallombardo, qui est inscrit au PSU ; à l'inverse, MD rassemble notamment des magistrats tels que Carlo Alfredo Moro<sup>142</sup>, qui sont proches de la gauche démocrate-chrétienne et adhèrent au projet modernisateur d'Adolfo Beria<sup>143</sup>.

En fait, le système d'écart entre les groupes syndicaux semble encore incertain. Les nombreuses recompositions qui caractérisent cette première phase du pluralisme syndical en témoignent. Ainsi, aux élections syndicales de 1964, une quatrième liste se constitue, composée d'adhérents de TP et de MD, qui appelle au retour de l'unité syndicale. En 1965, les différences entre MD et TP paraissent si infimes aux yeux des dirigeants de MD qu'ils s'inquiètent du fait que les électeurs finissent par voter en faveur de TP<sup>144</sup>. De même, et cela paraît sans doute plus étonnant compte tenu de l'acuité des conflits entre ces deux syndicats tout au long des années 1970, les militants de MD discutent encore en 1965 la possibilité « d'un rapprochement avec MI »<sup>145</sup>. Les nombreux changements de syndicat au cours de ces années constituent sans doute un indice supplémentaire de l'incertitude des clivages syndicaux<sup>146</sup>.

On le voit, les différences syndicales restent floues et sont souvent critiquées sous ce rapport, comme en témoigne cette description du syndicalisme des années 1960 par un magistrat :

« L'ANM est pervertie par le clientélisme. Chacun des chefs charismatiques ou aspirant à l'être avait créé autour de lui un "syndicat" dans lequel confluèrent des amis et des *supporters*. La lutte entre ces groupes s'intensifiait à l'occasion des élections du CSM où, à l'exception de la critique acerbe des magistrats de l'UMI [hauts magistrats], le débat entre les syndicats, géré souvent de manière informelle et avec de fréquents passages d'un syndicat à l'autre, se déroulait plus sur la

---

<sup>142</sup> Carlo Alfredo Moro est le frère du leader démocrate-chrétien Aldo Moro.

<sup>143</sup> Ainsi, nombre des magistrats de l'importante Association des juristes catholiques rejoignent MD en 1965. Dans ses mémoires, le syndicaliste de MD Marco Ramat, note ainsi qu'au printemps 1965, il y eut une « injection catholique » ; v. RAMAT (Marco), « Gli "spiccioli" di Magistratura Democratica », *op. cit.*, p. 319. Sur les conceptions de la gauche démocrate-chrétienne en matière de justice, voir MORO (Carlo Alfredo), *L'amministrazione della giustizia*, Rome, Studium, 1961.

<sup>144</sup> Adolfo Beria souligne ainsi les risques de cette confusion fréquente entre TP et MD. La collaboration avec TP « comporte des risques : le risque qui est celui de toutes les minorités c'est-à-dire d'être absorbé par la majorité (d'ores et déjà le travail si effectif des membres de MD dans la direction de l'ANM a fini par être attribué à TP) », in « Verbale dell'Assemblea generale degli aderenti a Magistratura democratica », *Bollettino d'informazione*, ronéo, 6 pages, mars 1965, pp. 5-6, in Archives Marco Ramat, non classé.

<sup>145</sup> Ainsi, à l'Assemblée générale de MD le 19 mars 1965 à Rome, certains groupes locaux tels que la section vénète de MD appellent à un « rapprochement avec MI ». Tout en ne prenant aucun engagement sur ce point, Adolfo Beria répond qu'il y a « chez MI des collègues qui sont assez proches de MD », in *ibid.*, p. 5.

<sup>146</sup> Voir, à titre d'exemple, le passage du haut magistrat milanais Luigi Bianchi d'Espinosa de l'UMI (le syndicat des hauts magistrats) à MD.

base des ragots que d'un véritable débat politique, et se montrait incapable de différencier les différents camps. Tous faisaient appel aux mêmes thèmes, indépendance, prestige, revalorisation des salaires. L'issue des campagnes électorales pour le CSM était souvent très incertaine et dépendait souvent d'interventions personnelles, d'amitiés, de pressions faites par des personnalités prestigieuses sur les différents tribunaux »<sup>147</sup>.

Dans un cadre où les contours des regroupements sont encore souvent incertains, la spécificité de MD, singulièrement par rapport à son concurrent le plus direct TP<sup>148</sup>, se fonde tout particulièrement sur la promotion d'un mode de connaissance de l'institution judiciaire qui s'appuie sur les outils de sciences sociales.

## **b) Le magistrat sociologue**

Les magistrats de MD se distinguent en effet par leur insistance sur la nécessité de nouveaux rapports avec l'université, et singulièrement avec la sociologie. Son organigramme même marque cette volonté, puisqu'on y trouve ainsi un « responsable des rapports avec les autres associations de juristes et de professionnels du droit », un « responsable des rapports avec l'université » (Aldo Dell'Oro, co-fondateur du CNPDS) et un « responsable pour l'organisation et la participation aux colloques, congrès et revues »<sup>149</sup>. MD se dote en outre en 1965 d'un comité d'études très actif, dont le secrétariat est assuré par un chercheur du CNPDS, et qui est chargé d'échafauder des projets de réforme de la magistrature que le syndicat peut ensuite proposer dans le débat syndical.

Surtout, par le biais du programme de recherche du CNPDS, les magistrats de MD font leurs premières armes en sociologie ; ainsi, des 18 personnes qui publient les résultats de leurs travaux, sept sont des magistrats (appartenant tous à MD). A titre d'exemple, on peut mentionner l'ouvrage collectif de cinq magistrats milanais sur les « valeurs socio-culturelles de la magistrature »<sup>150</sup>, qui s'appuie sur l'étude de 8000 décisions de justice rendues entre 1905 et 1963, sur des thèmes tels que « les bonnes mœurs », « le travail », « l'éthique familiale ».

<sup>147</sup> CANOSA (Romano), *Storia di un pretore*, Turin, Einaudi, 1978, p. 20.

<sup>148</sup> De fait, tout au long des années 1960, TP et MD négocient une éventuelle fusion.

<sup>149</sup> On trouve l'organigramme de MD in « Magistratura Democratica », ronéo, 3 pages, 1965 in Archives Romano Canosa, 3C.

<sup>150</sup> CELORIA (Maria Cristina), GRECO (Dino), ODORISIO (Roberto), PETRELLA (Generoso), PULITANO (Domenico), *Valori socio-culturali della giurisprudenza*, op. cit..

La collaboration avec les sociologues ouvre également aux magistrats la possibilité d'intervenir et de défendre leur projet dans de nouvelles tribunes telles que les colloques scientifiques, les publications scientifiques..., à l'instar de Dino Greco, l'un des leaders de MD qui présente une communication en 1962 au congrès de l'Association Internationale de Sociologie sur les rapports entre sociologie et magistrature<sup>151</sup>.

En outre, le syndicat peut s'appuyer sur ses réseaux scientifiques pour conforter ses entreprises au sein de l'arène syndicale, comme on peut le voir dans la revue de l'ANM, *La magistratura*, quand celle-ci est dirigée par Adolfo Beria (1966-1969). En effet, par la mobilisation des réseaux du CNPDS, le fondateur de MD fait passer la revue de quelques pages syndicales austères à une revue de débats sur la réforme et la modernisation de l'institution judiciaire où interviennent sociologues, économistes, et hauts fonctionnaires ; deux nouvelles rubriques régulières sont ainsi ouvertes : « La magistrature et l'université » et « Problèmes de la magistrature ». Il n'est pas un numéro de la revue qui ne revienne, par le biais de l'intervention d'un sociologue ou d'un économiste, sur les raisons et les solutions à la « crise des structures judiciaires », sur la critique du formalisme juridique, ainsi que sur l'utilité des instruments modernes qui, à l'instar de l'électronique, promettent d'améliorer tout à la fois l'efficacité et la capacité d'adaptation à la « réalité sociale » de l'administration de la justice.

On le voit, la participation au programme de recherche constitue bien le lieu de formation de magistrats qui s'essaient aux techniques nouvelles des sciences sociales et revendiquent, grâce à la caution de scientificité que leur confère la collaboration étroite avec les sociologues, une légitimité nouvelle dans la magistrature, et singulièrement dans les luttes syndicales. Vladimiro Zagrebelski, qui est entré dans la magistrature en 1964, est de ces magistrats qui ont fait leurs premières armes dans le double cadre du CNPDS et de MD. Il note ainsi :

---

<sup>151</sup> GRECO (Dino), « L'amministrazione della giustizia », in TREVES (Renato, dir.), *Sociologi e centri di potere in Italia, op. cit.*, pp. 93-109.

« L'initiative de Adolfo Beria et de Renato Treves joua un rôle de catalyseur en précipitant des ferments épars et en leur permettant de s'organiser. *La formation du syndicat Magistratura Democratica en 1964 accompagne, au sein de la magistrature, le développement des études sociologiques sur celle-ci ; elles permettent d'ouvrir le dialogue avec les milieux des chercheurs et de donner aux positions hétérodoxes du syndicat la crédibilité qu'il tire de ce cadre culturel sérieux et prestigieux* »<sup>152</sup>.

De fait, dès la constitution du syndicat, les magistrats de MD revendiquent, dans les luttes syndicales, la formation d'un juge qui ne serait plus seulement un connaisseur du droit positif, mais qui serait aussi un expert de la société, capable d'interpréter le contexte social dans lequel une décision judiciaire s'insère. Une analyse des premiers textes du syndicat montre ainsi une insistance tout à la fois sur la nécessité de donner un « fondement théorique » aux conflits syndicaux, et sur l'utilité des sciences sociales pour appréhender l'institution judiciaire.

Comme l'indique l'un de ses premiers manifestes, MD se veut en effet « un mouvement ouvert à tous les juges et capable de *donner aux instances de renouvellement un fondement théorique* »<sup>153</sup>. Quand le premier secrétaire général de MD (1964-1965), Federico Governatori, cherche à créer une nouvelle revue syndicale, il souligne ainsi qu'elle devrait avoir pour fonction de « combler les lacunes que nous avons identifiées depuis le début de MD, notamment le besoin de *dépasser un comportement corporatiste, intuitif et irréfléchi* »<sup>154</sup> ; « sa mission principale [serait] la nécessaire formation culturelle et professionnelle du "nouveau juge" correspondant aux exigences de la démocratie et du développement de la société »<sup>155</sup>.

De même, dans un texte explicitant les « principes d'inspiration de MD », il est indiqué que « l'action de MD se situe essentiellement sur le plan culturel »<sup>156</sup>, parce que c'est là que « se construira et [que] prendra forme la nouvelle figure civique du juge », la « nouvelle *forma mentis* »<sup>157</sup>. De fait, les dirigeants de MD présentent le groupe comme « cette espèce *d'âme rationnelle* qui cherche à irradier toute l'association »<sup>158</sup>, « l'aile éclairée de la magistrature »<sup>159</sup>, ou encore « les pionniers

---

<sup>152</sup> ZAGREBELSKI (Vladimiro), « La magistratura ordinaria dalla Costituzione a oggi », *Storia dell'Italia. Annali 14*, Turin, Einaudi, 1998, pp. 713-790, p. 767.

<sup>153</sup> Cité in PAPPALARDO (Sergio), *Gli Iconoclasti*, op. cit., p. 162.

<sup>154</sup> GOVERNATORI (Federico), « Ai colleghi della commissione di MD. Appunti per una rivista », ronéo, 3 pages, 1965, p. 1, in Archives de Marco Ramat, non classé.

<sup>155</sup> *Ibid.*

<sup>156</sup> Comitato studi di MD, « Principi ispiratori di Magistratura Democratica », ronéo, 2 pages, 1965, pp. 1-2 in Archives de Romano Canosa, 19 bis D.

<sup>157</sup> *Ibid.*, p. 2.

<sup>158</sup> RAMAT (Marco), cité in PAPPALARDO (Sergio), *Gli iconoclasti*, op. cit., p. 150.

d'un nouvel ordre de la justice italienne »<sup>160</sup>, quitte à subir de la part des autres syndicats « l'ironie ouverte et pleine de suffisance pour le travail idéologique et culturel »<sup>161</sup>.

On le voit, la « culture nouvelle » que promeut MD fait de la maîtrise des instruments scientifiques de connaissance de la réalité un point de passage obligé. A l'instar du manifeste du programme de recherche qui indiquait l'insuffisance d'une connaissance acquise par la simple expérience professionnelle ou par l'intuition<sup>162</sup>, les dirigeants de MD défendent l'utilité des outils de la sociologie pour mener à bien le travail judiciaire, comme l'indique l'argumentaire suivant développé par l'un des leaders de MD :

« Souvent les normes juridiques renvoient à des concepts extra-juridiques (tels que l'honneur, l'injure, les mobiles "abjects" ou "futiles", les mobiles ayant une valeur morale et sociale particulière etc...), et laissent de ce fait une vaste marge d'interprétation qui requiert de faire référence à ce que les juristes définissent comme "la conscience éthico-sociale du pays", ou encore le "sentiment moyen du peuple". Dans ce cas, l'interprète ou si l'on préfère le juge, doit faire face à la nécessité, imposée par la loi, d'identifier tel ou tel aspect de la réalité sociale du pays ou encore telle ou telle "valeur éthico-sociale" ayant cours dans la société ou dans un type de milieu déterminé. Or si il y a quelques décennies, les magistrats étaient en mesure de faire face à cette tâche en s'appuyant exclusivement sur leur propre culture et leur propre connaissance de la réalité sociale du pays, *aujourd'hui face au développement rapide des structures socio-économiques du pays, face à la diffusion rapide de nouveaux styles de vie, de nouveaux comportements, de nouvelles habitudes, de nouvelles valeurs, face à la multiplicité des aspects socio-économiques qui caractérisent la réalité italienne, il serait plus que jamais souhaitable que les juges puissent bénéficier de l'information et des données issues de la recherche sociologique* »<sup>163</sup>.

D'où la nécessité de « tenir les juges informés des résultats de la recherche sociologique »<sup>164</sup> :

« Les moyens à utiliser à cette fin pourraient être divers (bulletins d'information périodiques, conférences régulières, incitations à la diffusion de la presse spécialisée etc...). Ce qu'il importe de mettre ici en évidence c'est que *la recherche sociologique ne peut pas ne pas être considérée comme la plus à même d'informer les juges sur la réalité culturelle du pays ou d'une partie de celui-ci* »<sup>165</sup>.

---

<sup>159</sup> RAMAT (Marco), « Cosa abbiamo voluto dire », *Il Ponte*, n°7, juillet 1968, pp. 718-727, p. 718.

<sup>160</sup> *Ibid.*

<sup>161</sup> GOVERNATORI (Federico), « Appunti per la rivista (II) », ronéo, 4 pages, 20 août 1965, p. 1, in Archives de Marco Ramat, non classé.

<sup>162</sup> Pour le texte du manifeste de lancement du programme de recherche, voir l'encadré *supra*.

<sup>163</sup> GRECO (Dino), « L'amministrazione della giustizia », *op. cit.*, p. 98.

<sup>164</sup> *Ibid.*

<sup>165</sup> *Ibid.*, pp. 99-100.

Ainsi, la sociologie, et plus largement les sciences sociales, deviennent les instruments nécessaires pour permettre au juge de « comprendre son époque » :

« Il ne suffit pas d'avoir un juge, pas même un juge cultivé ou un juge abstrait ou trop "spéculatif" ou encore trop technicien du droit ; il faut que le juge soit un homme vif, sociable, formé aux techniques de son temps (...) ; il faut surtout qu'il soit un juge équilibré (de préférence disposant du type d'équilibre qui correspond à la fonction judiciaire qu'il exerce), pas moins riche en humanité que ses justiciables, capable de comprendre son époque et pourtant indépendant de celle-ci, presque comme un rocher auquel on peut ancrer avec sécurité des principes immuables de vie mais toujours dans l'époque ; un professionnel qui s'insère dans les structures de sa société pour la guider et en saisir la trame cachée »<sup>166</sup>.

Les magistrats de MD se font ainsi les hérauts d'un juge qui maîtriserait les outils scientifiques de connaissance de la société, et cette revendication peut s'appuyer sur les réseaux universitaires du CNPDS.

Dans ces conditions, on comprend que les critiques et dénonciations dont MD fait l'objet dans le cadre de la compétition syndicale se focalisent sur cette légitimité spécifique qu'invoque le syndicat dirigé par Adolfo Beria.

Certes, on reconnaît aux membres de MD une culture particulière. Un ancien membre de MD passé au syndicat *Terzo Potere*, raconte ainsi : « quand j'étais moi-même à MD, il m'arrivait souvent d'être ahuri par l'érudition de mes camarades de syndicat. Le contact avec les rudes politiciens de TP m'a presque rassuré »<sup>167</sup>. Mais cette reconnaissance va de pair avec une critique du caractère abstrait du travail de MD, comme en témoigne le programme de TP pour les élections syndicales de 1967 qui passe en revue les éléments de différence avec MD en ces termes :

« Nous nous distinguons nettement de *Magistratura Democratica* dont il faut néanmoins louer l'effort pour présenter un programme doctrinal plus élaboré. Ce qui nous distingue par rapport à ce syndicat est de nature historique, programmatique et méthodologique. Historique, parce que notre action n'est pas nourrie seulement de recherches mais aussi d'expérience. Programmatique, parce que notre programme de réforme n'est pas subordonné à un cadre plus vaste de réformes de l'ordre judiciaire. *Terzo Potere* diffère radicalement de certaines positions de *Magistratura Democratica* et particulièrement pour ce qui est de la "sélection par le comportement" [*selezione attitudinale*] qui prétend importer dans le cadre de la magistrature les critères et les méthodes appliqués dans l'industrie. Méthodologique, enfin parce que notre action a été et sera caractérisée par des critères réalistes et concrets »<sup>168</sup>.

<sup>166</sup> PAJARDI (Piero), « La selezione negativa e attitudinale dei magistrati », *La magistratura*, XXI, n 9, 1967, p. 7.

<sup>167</sup> OLIVARES (Armando), « Il ruggetto del tempo », *La magistratura*, XXIV, n°4-5, avril-mai 1970, p. 6.

<sup>168</sup> Cité in GARAVELLI (Mario), « Le associazioni dei magistrati. Vicende e ideologie », in GARAVELLI (Mario, dir.), *La giustizia in Italia negli anni 70*, Milan, Centro studi sociali, 1972, pp. 25-42, p. 35.

C'est cette même critique qui est formulée lors d'une controverse entre un magistrat de MD et la revue de l'UMI (syndicat des hauts magistrats), dont le premier rend compte en ces termes :

« Ce dialogue a tout l'air de se présenter comme le classique dialogue de sourds : alors même que dans mon article j'invoquais les opinions influentes pour réclamer une doctrine juridique plus empirique et plus ancrée dans la réalité sociale, on m'a répondu (...) *par un reproche pour mon immodestie, en affirmant que les belles théories des sociologues et des philosophes sont une chose et que le débat "pour établir comment en tant que juriste, le magistrat doit se comporter dans l'exercice de son pouvoir" en est une autre.* Franchement, je ne m'attendais pas à une telle réponse, de la part de personnes cultivées et bien plus savantes que moi que sont les membres de l'UMI »<sup>169</sup>.

Aussi ne sera-t-on pas surpris de trouver la recommandation suivante dans les « suggestions pour la campagne électorale » que Adolfo Beria envoie aux sections de MD, à l'occasion des élections syndicales de 1967<sup>170</sup> :

« [Il faut] *repousser avec force l'accusation [qui nous est faite] d'abstraction et de manque de concret. Nous avons nous aussi les pieds sur terre mais nous nous en servons pas pour avancer sur le sentier que nous avons tracé (...). Nous avons montré notre caractère concret en contribuant à obtenir et en obtenant des résultats importants (...), en menant avec décision une action pour la revalorisation des salaires, en proposant une réforme des statuts ainsi que la réalisation d'un journal moderne, riche de contributions*<sup>171</sup> *non seulement de collègues mais aussi d'enseignants, de chercheurs, etc...* »<sup>172</sup>.

A travers l'étude des dénonciations et critiques dont les magistrats de MD font l'objet, ainsi que du travail de présentation de soi que ces derniers doivent engager en réponse, on observe la constitution d'une identité spécifique de ce groupe dans l'arène syndicale, fondée la revendication d'une capacité particulière de réflexion, notamment par l'usage des outils de sciences sociales. On se convainc également que cette revendication est indissociable du programme de recherche sur l'administration de la justice, et des réseaux universitaires que MD peut mobiliser pour légitimer leurs prétentions.

A l'instar de la sociologie du droit qui non seulement s'est constituée dans la collaboration avec les magistrats mais y a aussi façonné son identité, *Magistratura Democratica* ne doit pas seulement sa naissance au programme de recherche du CNPDS mais, bien plus largement, il y puise sa légitimité spécifique dans la

<sup>169</sup> GARAVELLI (Mario), « Il positivismo dell'UMI e le cineserie degli altri », *La magistratura*, n 9-12, sept.-déc. 1969, p. 11.

<sup>170</sup> BERIA (Adolfo), « Suggestimenti per la campagna elettorale per il C.D.C. », ronéo, 4 pages, (1967) in Archives de Romano Canosa, 12 E.

<sup>171</sup> Adolfo Beria évoque ici la revue de l'ANM *La magistratura*, dont il est le directeur depuis 1966.

magistrature. En d'autres termes, la fréquentation des sociologues du droit est au principe de la formation d'un point de vue inédit sur les institutions judiciaires fondé sur l'usage de l'expertise sociologique.

### **Section III/ Une prophétie modernisatrice inaboutie**

Sous l'effet des succès que rencontrent tout à la fois la sociologie du droit et *Magistratura Democratica*, les mobilisations pour constituer un agenda modernisateur de l'institution judiciaire investissent des objets et des sites nouveaux. Ainsi, si la revendication de l'inscription de la magistrature dans le premier Plan italien (1966-1969) échoue, en revanche l'entrée des magistrats modernisateurs au CSM ainsi que, quelques années plus tard, au ministère de la justice, s'accompagne de la formation d'instruments nouveaux –notamment d'outils statistiques- destinés à mesurer, évaluer, et réformer l'institution judiciaire en assurant son adaptation à « la société italienne en transformation ». Pour autant, si le registre modernisateur connaît ainsi un certain nombre de succès dans divers sites de la magistrature, la montée des mobilisations contestataires dans la sociologie et dans MD à la fin des années 1960 contribue à la délitescence de la dynamique modernisatrice.

#### **A/ Les succès institutionnels du registre modernisateur**

Le registre modernisateur de l'institution judiciaire « quitte » ainsi l'arène syndicale et l'université pour gagner de nouveaux sites dans l'institution judiciaire, tels que le Conseil supérieur de la magistrature en 1968 ou encore le ministère de la justice en 1973. Au travers des nouveaux instruments cognitifs qui sont forgés à

---

<sup>172</sup> *Ibid.*, p. 2



ces occasions ainsi que des réformes de l'administration de la justice qui y sont proposées, c'est tout à la fois un nouveau juge qui est promu, qui « doit être l'expert de la vie sociale »<sup>173</sup>, et une nouvelle institution judiciaire, conçue comme un service public comme un autre.

## 1- La revendication de l'inscription de la magistrature dans le Plan

La planification judiciaire constitue l'une des premières revendications de ceux –magistrats, sociologues ou économistes– qui ont pris part au programme de recherche. Comment s'en étonner d'ailleurs quand l'on sait que leurs mobilisations se développent dans un contexte où s'échafaude le premier Plan économique national<sup>174</sup>, et quand nombre de ceux qui participent à la recherche du CNPDS sont aussi membres du Comité interministériel pour la planification économique (CIPE) chargé, à l'instar du Commissariat au Plan français, d'indiquer les « orientations de la politique économique nationale »<sup>175</sup>.

Pourtant, dans le premier Plan adopté par le Parlement le 27 juillet 1967 pour le quinquennat 1966-1970, la magistrature ne figure pas parmi « les sujets actifs »<sup>176</sup>. Dans un éditorial de *La magistratura*, Adolfo Beria réagit immédiatement pour souligner le caractère « déconcertant de l'omission dans le plan quinquennal de développement économique, des dépenses de l'administration de la justice »<sup>177</sup>, quand « économistes, sociologues, entrepreneurs économiques et sociaux, journalistes, ont plus d'une fois mis en évidence que les dysfonctionnements de la justice finissent toujours par faire obstacle au développement économique et social »<sup>178</sup>. Et le secrétaire général du CNPDS de réunir dans un numéro spécial de la revue de l'ANM, « d'illustres enseignants de sciences économiques et sociales,

---

<sup>173</sup> CSM, *Realtà sociale e amministrazione della giustizia. Relazione annuale sullo stato della giustizia*, op. cit..

<sup>174</sup> Sur la naissance du Plan italien, voir RUGGE (Fabio), « Il disegno amministrativo : evoluzione e persistenze », *Storia dell'Italia repubblicana*, vol. 2, t. 2, Turin, Einaudi, 1994, pp. 215-298, et notamment pp. 262-263.

<sup>175</sup> Sur le CIPE, voir les développements de RUGGE (Fabio), *ibid.*, pp. 265-266.

<sup>176</sup> Pour une description des « sujets actifs » et des « objectifs » du premier plan, voir RUGGE (Fabio), *ibid.*

<sup>177</sup> BERIA (Adolfo), « La giustizia nella programmazione regionale ? », *La magistratura*, XXI, n°11-12, nov.-déc. 1967, p. 1.

<sup>178</sup> *Ibid.*

des membres du Comité interministériel pour la planification économique, d'illustres membres de l'économie privée et publique et des hommes politiques »<sup>179</sup> qui viennent témoigner « des répercussions négatives que la poursuite de la crise de la justice peut avoir sur le développement économique et social »<sup>180</sup>. Invoquant le fait que la magistrature est « une entreprise publique à laquelle incombe la mission de fournir des services à la collectivité selon des critères économiques de productivité et en utilisant rationnellement les moyens disponibles »<sup>181</sup>, ou encore qu'elle est un « service public comme l'école »<sup>182</sup>, tous revendiquent l'inscription de l'administration de la justice dans le Plan.

A défaut d'obtenir satisfaction sur ce point dans le cadre du premier Plan, les magistrats modernisateurs s'en font les promoteurs au sein du CSM. En effet, avec les élections de mars 1968, les premières depuis la fondation de MD, les mobilisations pour la « modernisation » de la magistrature, et tout particulièrement pour la planification judiciaire, font leur entrée dans cette enceinte. De fait, grâce à leur alliance électorale, les syndicats de magistrats *Magistratura Democratica* et *Terzo Potere* parviennent à élire huit représentants sur les 14 magistrats siégeant au CSM<sup>183</sup>, dont Adolfo Beria lui-même.

En 1968, le CSM est encore de création récente puisqu'il ne s'agit là que du troisième mandat d'une institution qui, bien que prévue par la Constitution italienne, n'a été effectivement fondée qu'en 1958<sup>184</sup>. Alors même que le texte

<sup>179</sup> *La magistratura*, « La giustizia nella programmazione », *La magistratura*, XXII, n°1-3, janv.-mars 1968, pp. 4-7. A cette occasion, on trouve ainsi rassemblés autour d'Adolfo Beria, de nombreux membres du programme de recherche sur l'administration de la justice tels que : Cesare Castellano, professeur d'économie ; Francesco Forte, professeur d'économie politique et membre du CIPE ; Siro Lombardini, professeur d'économie politique, directeur de l'Institut de recherche économique et sociale de Turin (IRES) et membre du CIPE ; Gino Martinoli ancien directeur général chez Olivetti et membre du comité des sciences économiques et sociales du Conseil National des Recherches (CNR) ; Giuseppe Palomba, professeur d'économie ; parmi les autres intervenants, on trouve aussi Piero Bassetti, qui dirige la planification régionale en Lombardie, Eugenio Radice Fossati, président de la Chambre de commerce de Milan, et Luigi Granelli, vice-président d'Alfa Romeo et membre de la direction de la démocratie-chrétienne.

<sup>180</sup> *La magistratura*, « La giustizia nella programmazione », *op. cit.*, p. 4.

<sup>181</sup> CASTELLANO (Cesare) in « La giustizia nella programmazione economica », *op. cit.*, p. 4.

<sup>182</sup> LOMBARDINI (Siro), *ibid.*

<sup>183</sup> *Magistratura Indipendente* obtient deux sièges, et le syndicat des hauts magistrats (UMI) en obtient quatre.

<sup>184</sup> Sur les mobilisations des magistrats de l'ANM pour l'institution du CSM, voir NEPPI MODONA (Guido), « La magistratura dalla Liberazione agli anni cinquanta », *op. cit.*

constitutionnel lui accorde de larges pouvoirs<sup>185</sup>, le CSM est resté au cours de ses deux premiers mandats (1959-1963 et 1963-1968) une institution faiblement autonome, tout à la fois par rapport à la hiérarchie judiciaire<sup>186</sup> et par rapport à l'exécutif en la personne du ministre de la justice<sup>187</sup>.

Avec l'élection d'Adolfo Beria et des syndicalistes de MD et TP, cette institution se voit attribuer un rôle important dans la promotion des idées modernisatrices, tant par la création d'instruments de connaissance systématique (par la rénovation des instruments statistiques et de recherches en sciences sociales...) que par le biais des propositions qu'elle émet. C'est ainsi un « nouveau rôle du CSM »<sup>188</sup> que Adolfo Beria appelle de ses vœux, qui « ne se limite pas à une gestion bureaucratique des ressources (gestion du personnel), mais tende à une plus haute *fonction sociale, culturelle, politique* »<sup>189</sup>. Dès le 26 avril 1968, soit moins d'un mois après son entrée en fonctions, les membres des syndicats TP et MD proposent ainsi la création au sein du CSM d'une nouvelle commission permanente, chargée des « rapports avec le Parlement et le gouvernement et *pour la planification judiciaire* ». Présentant ce projet, Adolfo Beria indique ainsi que :

---

<sup>185</sup> Institué en 1958, le CSM est doté de compétences très étendues. Parmi ces nombreuses attributions, on relèvera notamment sa compétence exclusive en matière de nomination des magistrats (à tous les niveaux de l'institution judiciaire, et qu'ils soient du parquet ou du siège), de formation initiale et permanente, et de sanction disciplinaire. Sur ces attributions, voir FERRARI (Giuseppe), « Consiglio superiore della magistratura », in *Enciclopedia giuridica*, Rome, Treccani, 1988, pp. 1-40 ; PIZZORUSSO (Alessandro), « Le Conseil supérieur de la magistrature en Italie », *Revue française de droit constitutionnel*, n°9, 1992, pp. 153-159, et BRUTI LIBERATI (Edmondo), PEPINO (Livio), *Autogoverno o controllo della magistratura*, *op. cit.*

<sup>186</sup> Sur la mainmise de la haute magistrature sur les deux premiers CSM, voir les développements de NEPPI MODONA (Guido), « La magistratura dalla Liberazione agli anni cinquanta », *op. cit.*, pp. 124-127.

<sup>187</sup> On notera ainsi que ce n'est qu'après trois années d'existence que le CSM se voit doter d'un siège (dans l'ancien Palais construit par le régime fasciste pour ses officiers généraux en retraite, le « Palais des maréchaux », *Palazzo dei marescialli*). Jusque là en effet, les travaux du CSM étaient dispersés entre, d'une part une salle du Palais présidentiel du Quirinal pour les séances plénières, et d'autre part quelques bureaux du ministère de la justice pour le travail des commissions. A défaut de pouvoir disposer d'études sociologiques sur les premières années de cette institution, on peut se reporter néanmoins aux témoignages de magistrats, notamment PACIFICI (Ricardo) et SCAPINELLI (Roberto), « Due esperienze al consiglio superiore della magistratura », *op. cit.*, ainsi qu'à l'histoire qu'en font BRUTI LIBERTI (Edmondo), PEPINO (Livio), *Autogoverno o controllo della magistratura*, *op. cit.*, pp. 41-52.

<sup>188</sup> BERIA (Adolfo), « Il nuovo ruolo del Consiglio superiore della magistratura », *Giustizia e costituzione*, I, n°1, sept. 1970, pp. 5-8, p. 5.

<sup>189</sup> *Ibid.*

« La planification [judiciaire] n'est pas possible sans un outillage conceptuel et technique adéquat que seules des unités opérationnelles spécifiques et spécialisées peuvent assurer »<sup>190</sup> ;  
« [Cette commission devra] enquêter sur les causes vraies et profondes de la situation de crise, esquisser au moyen de recherches un cadre organique des rapports entre le fonctionnement de la justice et le système social du pays, proposer les orientations essentielles d'une planification future afin que l'activité du CSM soit enrichie d'aspects culturels, et tout particulièrement sociaux »<sup>191</sup>.

Certes, le projet d'inscrire ainsi la planification judiciaire dans les compétences du CSM échoue à la suite du refus par le président de la République Giuseppe Saragat de signer le décret, au motif que le CSM outrepassait ses attributions<sup>192</sup>. Mais dès janvier 1969, un nouveau projet est présenté et approuvé par le CSM qui institue une commission pour « la réforme judiciaire et l'administration de la justice ». Bien qu'elle ne puisse pas intervenir en matière de planification, la commission dispose d'un champ d'action important, puisqu'elle compte parmi ses missions la rédaction d'un rapport annuel au Parlement ou encore le recueil systématique d'informations statistiques<sup>193</sup>. En son sein est aussi créé un bureau « organisation : temps et méthodes » dont Adolfo Beria prend la direction<sup>194</sup>, chargé de produire « une expertise sur les aspects organisationnels des projets de réforme » et « d'identifier des experts pour leur confier le cas échéant des missions au sein du Conseil »<sup>195</sup>. Enfin, divers groupes de recherche sont créés au sein de ces structures, sur des thèmes tels que « les aspects socio-économiques des transformations qualitatives de la demande de justice ».

<sup>190</sup> BERIA (Adolfo), « Costituzione di una commissione speciale per i rapporti con il Parlamento ed il governo e per la programmazione giudiziaria », *Notiziario CSM*, VIII, n°5, 1<sup>er</sup> sept. 1968, p. 95.

<sup>191</sup> BERIA (Adolfo), « La prima relazione annuale del Consiglio superiore della Magistratura nel quadro delle garanzie costituzionali », *Foro italiano*, V, 1970, pp. 36-42, pp. 36-37.

<sup>192</sup> Voir la chronique sur ce point DAGA (Luigi), *Il Consiglio superiore della magistratura*, Naples, Jovene, 1973, pp. 341-350, ainsi que celle de BERIA (Adolfo), « Giustizia e programmazione. La prima relazione annuale del Consiglio superiore della magistratura », in GARAVELLI (Mario, dir.), *La giustizia in Italia negli anni 70*, *op. cit.*, pp. 207-221, pp. 207-213.

<sup>193</sup> On trouve les statuts de la nouvelle commission in CSM, « Costituzione di una commissione speciale per la riforma giudiziaria e per l'amministrazione della giustizia », *Notiziario CSM*, IX, n°2, 1<sup>er</sup> février 1969, pp. 28-29.

<sup>194</sup> Il choisit notamment pour l'assister Giuseppe di Federico, un des sociologues du programme de recherche sur l'administration de la justice, et Girolamo Minervini, un magistrat membre actif de MD et du CNPDS. Il s'assure en outre la collaboration d'un centre d'études statistiques créée en 1964, le CENSIS (*Centro Studi Investimenti Sociali*). Pour la composition de la commission et des bureaux, voir BERIA (Adolfo), « Giustizia e programmazione. La prima relazione annuale del Consiglio superiore della magistratura », *op. cit.*, p. 212.

## 2- Le rapport annuel du CSM

On le voit, à la faveur de l'entrée de représentants de MD au CSM, cette institution se dote d'un certain nombre d'outils sociologiques de connaissance. Dès lors, on ne sera pas surpris que le premier rapport annuel de la nouvelle commission, présenté au Parlement en 1970, se fasse l'écho des analyses du programme de recherche sur l'administration de la justice du CNPDS, comme l'atteste son titre même, « Réalité sociale et administration de la justice »<sup>196</sup>. Le rapport fait événement. Dans un ouvrage intitulé *L'Italie à vif*<sup>197</sup>, le correspondant à Rome du quotidien *Le Monde* souligne que « c'est [là] la première fois qu'un grand organisme de l'Etat diagnostique de façon aussi franche les maux qui touchent l'ordre judiciaire »<sup>198</sup>.

De fait, rédigé par deux magistrats membres de MD et proches d'Adolfo Beria<sup>199</sup>, ce rapport bénéficie de la mobilisation sans précédent des réseaux du CNPDS dans les revues spécialisées de droit et de sciences sociales, dans toute la presse quotidienne, mais aussi dans les revues étrangères<sup>200</sup>. Les membres du programme de recherche, et singulièrement les sociologues à l'instar de Renato Treves, ne manquent pas d'ailleurs de souligner l'influence des travaux menés dans ce cadre sur les initiatives prises par le CSM<sup>201</sup> :

---

<sup>195</sup> Pour les compétences de ce bureau, voir CSM, « Ufficio tempi e metodi », *Notiziario CSM*, IX, n°2, 1<sup>er</sup> février 1969, pp. 28-29. On peut noter ici qu'un second bureau est fondé qui relève de la nouvelle commission, baptisé « bureau études, documentation et presse ».

<sup>196</sup> CSM, *Realtà sociale e amministrazione della giustizia. Relazione annuale sullo stato della giustizia*, op. cit. Voir aussi CSM, « La relazione del Consiglio superiore della magistratura : "realtà sociale e amministrazione" della giustizia », *La magistratura*, XXIV, n°4-5, avril-mai 1970, p. 8.

<sup>197</sup> NOBECOURT (Jacques), *L'Italie à vif*, Seuil, 1970.

<sup>198</sup> Jacques Nobecourt cité in BERIA (Adolfo), « Giustizia e programmazione. La prima relazione annuale del Consiglio superiore della magistratura », op. cit., p. 213.

<sup>199</sup> Il s'agit de Carlo Alfredo Moro et Raffaele Bertoni.

<sup>200</sup> Adolfo Beria indique ainsi que « presque tous les journaux quotidiens italiens et de nombreuses revues non spécialisées ont consacré de larges articles au rapport du CSM. Parmi les périodiques juridiques qui ont évoqué de manière approfondie le rapport : *Dialetica*, *L'osservatore legale*, *La rassegna della giustizia*, *Giustizia e costituzione*, *La magistratura*, *Archivio penale*, *Quale giustizia*, *Realtà forense*, *Il Notiziario forense*, *La toga calabrese*, *il mondo giudiziario*, *il diritto*, *l'informatore giudiziario*, *Rivista interregionale di filosofia del diritto*, *Scuola positiva*, *Giurisprudenza italiana*, *Foro italiano*, *Rivista di diritto processuale*, *Politica del diritto* » auxquels il ajoute les revues internationales, « *Journal des Tribunaux de Bruxelles*, la *Revue de droit pénal et de criminologie*, la *Revue internationale de droit comparé*, la *Revista venezolana de derecho penal y criminología*, la *Revue de science criminelle et de droit comparé* », BERIA (Adolfo), « Giustizia e programmazione. La prima relazione annuale del Consiglio superiore della magistratura », op. cit., p. 213.

On trouve une revue de l'ensemble des compte-rendu dans CSM, *Rassegna mensile del CSM*, n°1, 31 janvier 1971, pp. 167-196 et *Rassegna mensile del CSM*, n°2, 28 février 1971, pp. 442-449.

<sup>201</sup> TREVES (Renato), *Giustizia e giudici nella società italiana*, Bari, Laterza, 1972, pp. 101-106.

« Nos enquêtes ont contribué indirectement à préparer le milieu culturel et scientifique qui a rendu possible l'institution de la commission pour la réforme judiciaire et l'administration de la justice en juin 1969 et la préparation par celle-ci du premier rapport annuel du CSM intitulé *'Réalité sociale et administration de la justice'* »<sup>202</sup>

« Je fixerai mon attention sur les liens nombreux et évidents qui unissent nos enquêtes à ce rapport, de sorte qu'il apparaît à bien des égards comme la continuation, l'intégration, et peut-être la conclusion de celles-ci »<sup>203</sup>

« Le travail effectué par le rapport annuel coïncide sur le fond avec celui effectué dans nos enquêtes en ce qu'il s'occupe des mêmes problèmes, se sert des mêmes instruments, utilise nombre des résultats obtenus par la recherche en les intégrant, en les actualisant et en les corrigeant, selon les cas »<sup>204</sup>.

De fait, le rapport fait un usage systématique des outils des sciences sociales pour appréhender l'institution judiciaire. Le diagnostic qu'il établit de la « crise de la justice » s'appuie ainsi sur une analyse socio-économique (effectuée sur la base d'un travail préalable du CENSIS -*Centro Studi Investimenti Sociali*- sur les statistiques sociales et judiciaires) des « dysfonctionnements » et des « retards » de l'organisation judiciaire dans une société italienne « pluraliste et conflictuelle ». De même, parmi les réformes qu'il propose, le rapport mentionne « la nécessité de disposer d'un *cadre statistique actualisé et systématique* sur le fonctionnement du système judiciaire, et de son adéquation -positive ou négative- avec le système et la dynamique sociale »<sup>205</sup>.

Mais c'est surtout un nouveau modèle d'excellence judiciaire du « magistrat modernisateur » qui trouve ici sa formalisation la plus systématique, et que l'on trouve résumée dans les paragraphes suivants :

« La théorie mécaniciste de l'interprétation est désormais totalement abandonnée ; le juge ne peut se cantonner à être un simple lecteur de la norme mais *il doit être l'expert de la vie sociale* pour cueillir en elle les valeurs qui donnent sens à la norme ; (...) le juge doit considérer la marge d'appréciation que laisse souvent à l'interprète la norme juridique, non seulement comme un pur technicien, mais aussi comme *un homme qui participe aux questions de son temps, qui est sensible aux valeurs sociales, afin de faire vivre la loi de la façon la plus conforme aux exigences véritables de la collectivité* »<sup>206</sup> ; « L'idolâtrie de l'encyclopédisme juridique devient trop souvent un simple dilettantisme qui finit par interdire l'acquisition de la compétence spécifique -y compris dans les matières connexes et dans les sciences non juridiques- (...). On ne peut nier le fait que *le juge pénal, par exemple, n'est véritablement en mesure de remplir sa fonction s'il ignore la médecine légale, l'anthropologie criminelle, la sociologie, la psychologie, comme c'est trop souvent le cas dans la mesure où le magistrat doit rester en prise avec le monde complexe et très sophistiqué du droit civil.* La spécialisation est nécessaire, non seulement pour

---

<sup>202</sup> *Ibid.*, p. 101.

<sup>203</sup> *Ibid.*, p. 102.

<sup>204</sup> *Ibid.*, pp. 103-104.

<sup>205</sup> CSM, « *Realtà sociale e amministrazione della giustizia. Relazione annuale sullo stato della giustizia* », *op. cit.*, p. 10.

<sup>206</sup> *Ibid.*, p. 225.

permettre d'approfondir la législation d'un certain secteur, mais aussi pour *mieux connaître la réalité sociale qui se tient sous l'espèce qui doit être jugé* »<sup>207</sup>.

Ce juge « expert de la vie sociale » doit ainsi se montrer capable de ne pas céder à « l'encyclopédisme juridique », et de faire usage des sciences non juridiques – notamment des sciences sociales – dans son travail, pour ajuster constamment le droit à la « réalité sociale ». Bref, tout se passe comme si, avec l'élection des représentants de MD au CSM, cette enceinte se trouvait investie des problématiques et du registre modernisateur. On observe une évolution analogue au ministère de la justice, quand en 1973 les magistrats modernisateurs font leur entrée au cabinet du Garde des sceaux.

### 3- La naissance d'un « Observatoire de la justice » au ministère de la justice

En juillet 1973 en effet, Mario Zagari devient le premier socialiste à occuper le poste de ministre de la justice. Pour diriger son cabinet, il fait appel à Adolfo Beria qui restera en fonctions jusqu'en novembre 1974<sup>208</sup>. Comme il l'avait fait au CSM, le secrétaire général du CNPDS rassemble autour de lui des magistrats qui ont pris part au cours des années 1960 au projet de recherche sur l'administration de la justice ainsi qu'à l'entreprise syndicale de MD, tels que Raffaele Bertoni, qui a été l'un des rédacteurs du premier rapport du CSM, ou encore Guido Neppi Modona qui est l'auteur d'un des onze ouvrages publiés dans le cadre de la recherche du CNPDS<sup>209</sup>. Sous l'impulsion de ce nouveau cabinet, le ministère de la justice s'engage à son tour dans la création d'instruments sociologiques de connaissance de l'institution judiciaire<sup>210</sup>.

---

<sup>207</sup> *Ibid.*, pp. 159-160.

<sup>208</sup> Mario Zagari occupera les fonctions de ministre de la justice au cours des IV<sup>ème</sup> et V<sup>ème</sup> gouvernement Rumor, soit du 9 juillet 1973 au 23 novembre 1974.

<sup>209</sup> NEPPI MODONA (Guido), *Sciopero, potere politico e magistratura (1860-1922)*, Bari, Laterza, 1969.

<sup>210</sup> Il va de soi que ces entreprises ne « créent » pas les statistiques judiciaires, ou plus généralement les outils de connaissance sociologique de la magistrature, dont on connaît depuis les travaux de Paolo Saraceno les conditions de formation à la fin du XIX<sup>ème</sup> ; sur ce point SARACENO (Paolo), « Le statistiche giudiziarie italiane », *op. cit.*

En 1974, un « Observatoire de la justice » est ainsi créé qui entend s'inscrire dans la continuité « du projet déjà lancé par le CSM avec ses deux rapports annuels de 1970 et 1971 »<sup>211</sup>. Cette nouvelle institution se donne ainsi pour mission d'unifier et de standardiser l'ensemble des données statistiques existantes (les rapports du CSM, le budget du ministère de la justice, les « rapports de rentrée » des procureurs généraux des cours d'appel...), pour établir « un centre et un flux d'information statistique plus approfondi et plus fonctionnel que celui qui est aujourd'hui disponible »<sup>212</sup>. En outre, l'Observatoire propose de constituer « une carte de l'organisation de la justice » qui « permette une rationalisation de l'usage des ressources structurelles et humaines »<sup>213</sup>, non sans rappeler dans le même temps la nécessité de constamment rapporter les statistiques judiciaires aux « indicateurs socio-économiques et en particulier le taux de chômage, le revenu par habitant, les parts respectives du secteur agricole, industriel et tertiaire et les flux migratoires... »<sup>214</sup>.

Le premier rapport de l'Observatoire donne ainsi un aperçu de ce travail d'appréhension statistique de la réalité judiciaire : avec l'aide des sociologues du CENSIS, les magistrats rassemblent de nombreuses données (procès achevés, taux de couverture des postes de juge...) qu'ils « font parler » sous la forme d'une infinité de rapports (nombre de magistrats par habitants, « demande de justice » par habitants, nombre de procès en attente par magistrat...), de régressions, et de cartes<sup>215</sup>.

On le voit, par le biais des multiples positions occupées successivement ou concomitamment par les membres du programme de recherche sur l'administration de la justice, le registre modernisateur, et singulièrement les nouveaux instruments statistiques et nouveaux savoir-faire de type sociologique, se fraient un chemin dans les différents sites de l'institution judiciaire. La diffusion de cet agenda modernisateur va de pair avec la promotion d'un nouveau juge, « expert de la vie sociale ».

---

<sup>211</sup> ZAGARI (Mario), « Presentazione », in Ministero di grazia e giustizia, *Per un osservatorio sulla giustizia. Primo rapporto : il personale giudicante*, Rome, Tip. D. Denti, 1974, pp. 6-7, p. 6.

<sup>212</sup> *Ibid.*, p. 9.

<sup>213</sup> *Ibid.*, p. 12.

<sup>214</sup> *Ibid.*, p. 13.

<sup>215</sup> Ministero di grazia e giustizia, *Per un osservatorio sulla giustizia, op. cit.*



Pourtant, force est de constater que les entreprises modernisatrices ont une existence éphémère, tant il est vrai qu'elles ne parviennent pas à se détacher de la figure de leurs promoteurs, et singulièrement de celle d'Adolfo Beria. On en trouve l'indice dans le fait qu'après le renouvellement du CSM en 1972, l'instrument du rapport annuel au Parlement tombe immédiatement en désuétude pour n'être réutilisé entre 1972 et 1986 qu'une seule fois (en 1976)<sup>216</sup>. De même, avec le départ de Mario Zagari du ministère de la justice, l'Observatoire disparaît, et avec lui les rapports du ministère sur l'état de la justice<sup>217</sup>. En d'autres termes, alors même qu'il connaît au tournant des années 1960 et 1970 des succès institutionnels divers, le registre modernisateur ne parvient pas « survivre » à ses promoteurs, de sorte que l'on peut parler d'échec de l'enrôlement des magistrats.

## B/ L'échec de l'enrôlement des magistrats

L'analyse de l'échec de l'enrôlement des magistrats, c'est-à-dire de la capacité du registre modernisateur à intéresser durablement ces derniers<sup>218</sup>, suppose d'étudier les « épreuves de force » ainsi que les mouvements contestataires qui contribuent à faire échouer le travail d'intéressement des magistrats aux outils sociologiques et à cantonner les idées modernisatrices au cercle des magistrats proches d'Adolfo Beria. D'une part, en effet, les magistrats y compris ceux de MD, opposent un certain nombre de résistances à l'expertise sociologique du travail judiciaire. D'autre part, à la faveur de la montée des divisions au sein de ce syndicat, ainsi que dans la sociologie du droit, la

<sup>216</sup> Le premier rapport sur « La réalité sociale et l'administration de la justice » publié en 1970 n'est en effet suivi que d'un second et dernier rapport en 1971, sur « La société italienne et la tutelle judiciaire des citoyens ». Le troisième rapport (sur la responsabilité disciplinaire des magistrats), qui était en préparation au moment du renouvellement du CSM, se voit interrompu de sorte que seule la première partie en est publiée. Sur ce point voir le récit de BRUTI LIBERATI (Edmondo), PEPINO (Livio), *Autogoverno o controllo della magistratura ?*, op. cit., p. 50.

<sup>217</sup> Sur ce point, voir en 1976 les critiques que formule la rédaction de la revue *Politica del diritto* face à la moindre attention que porte désormais le ministère de la justice aux statistiques judiciaires et les « retards » qui se manifestent en la matière, « Basta con i discorsi », *Politica del diritto*, VII, n°1, février 1976, pp. 21-25, et notamment pp. 24-25.

<sup>218</sup> Sur ce point, voir les analyses de CALLON (Michel), « Éléments pour une sociologie de la traduction. La domestication des coquilles Saint-Jacques et des marins-pêcheurs dans la baie de Saint-Brieuc », *L'Année sociologique*, XXXVI, 1986, pp. 169-208.

configuration qui a présidé à la formation du référentiel modernisateur se délite, mettant ainsi fin à la « dynamique modernisatrice » que nous avons identifiée plus haut.

### 1- Les épreuves de force entre magistrats et sociologues

L'étude des transactions qui s'établissent entre magistrats et sociologues nous a sans doute fait oublier le motif d'étonnement que constitue la participation de professionnels du droit tels que les magistrats à une entreprise de dévalorisation du registre juridique de compréhension des institutions. Et de fait, on aurait tort de sacrifier à l'illusion rétrospective qui ferait de la collaboration entre ces deux professions une rencontre harmonieuse ; l'insistance sur les intérêts des uns et des autres risque en effet de nous faire oublier les « épreuves de force »<sup>219</sup> qui caractérisent les rapports entre les deux professions.

En effet, la formation du registre modernisateur des institutions judiciaires est tout à la fois le produit d'une transaction et, dans le même temps, de luttes pour la répartition des rôles entre sociologues et magistrats. Ainsi, s'ils s'accordent sur l'utilité de la sociologie pour appréhender l'institution judiciaire, la détermination du domaine de validité de ce savoir — c'est-à-dire jusqu'où la sociologie est utile et utilisable pour parler de la profession judiciaire et pour la réformer — fait l'objet de conflits.

De fait, les sociologues ont sans doute conscience du caractère potentiellement « dangereux » (ou polémique) de leur « revendication de juridiction »<sup>220</sup> sur la connaissance de l'institution judiciaire, eux qui avancent le plus souvent avec prudence, à l'instar de Renato Treves quand il présente ses

---

<sup>219</sup> Par « épreuve de force », on désigne ici l'ensemble des conflits entre les magistrats et les sociologues pour la détermination de leurs rôles respectifs ainsi que de leurs rapports.

<sup>220</sup> Sur le concept de « revendication de juridiction » d'une expertise sur un domaine particulier et les « conflits de juridiction » avec d'autres types d'expertise qui l'accompagnent, voir ABBOTT (Andrew), *The system of professions : an essay on the division of expert labor*, Chicago, University of Chicago Press, 1988.

enquêtes sociologiques sur la magistrature dans les colonnes de la revue de l'ANM, et précise :

« Il ne s'agit pas d'un manque de respect envers ceux qui sont investis du pouvoir judiciaire, mais précisément du contraire, c'est-à-dire de l'importance essentielle que ceux qui y sont soumis attribuent au pouvoir judiciaire et l'exigence pour eux de connaître de manière toujours plus précise comment ce pouvoir est aujourd'hui effectivement exercé dans la société où nous vivons. La satisfaction de cette exigence constitue une condition préalable si l'on veut rendre la justice aux citoyens, en leur assurant des décisions rapides et une sécurité juridique »<sup>221</sup>.

Mais l'exercice de l'expertise sociologique ne manque pas de susciter de nombreuses controverses, y compris parmi les magistrats de MD, comme en témoignent les vives discussions des années 1965-1966 sur l'usage de la sociologie et de la psychologie pour la sélection et la promotion des magistrats.

L'Assemblée générale qu'organise MD à Pérouse les 13 et 14 septembre 1965 sur le thème de la « sélection [des magistrats] sur le comportement » (*selezione attitudinale*) constitue à cet égard un exemple emblématique de ces « épreuves de force »<sup>222</sup>. Outre les 70 juges venus de toute l'Italie, on trouve dans l'assemblée, comme c'est la coutume dans les réunions de MD, des sociologues et des psychologues qui participent « en qualité d'experts de la sélection sur le comportement »<sup>223</sup> : comme l'indique Marco Ramat, un des principaux syndicalistes de MD, « il y avait là Meschieri, Ferrarotti, et quelques autres grands noms du CNPDS »<sup>224</sup>.

Bien qu'elles disposent de soutiens au sein de MD, et singulièrement dans le groupe dit des « magistrats catholiques »<sup>225</sup>, les propositions des chercheurs en sciences sociales, qu'ils résument autour de la nécessité de choisir « de manière scientifique le "bon juge pour la bonne place" »<sup>226</sup> (*l'uomo giusto al posto giusto*),

<sup>221</sup> TREVES (Renato), « Ricerche sui magistrati », *La magistratura*, XX, n°11-12, nov.-déc. 1966, p. 13

<sup>222</sup> Voir le compte-rendu entier de la rencontre in *Magistratura Democratica*, « Assemblea sul tema : "la selezione attitudinale". 13-14 novembre 65. Perugia », ronéo, 13 pages, 1965 in Archives Marco Ramat, non classé.

<sup>223</sup> BERIA (Adolfo), ZUMIN (Eugenio), Lettre de convocation des adhérents de MD à l'Assemblée du syndicat, ronéo, 1 page, 16 octobre 1965, in Archives Marco Ramat, non classé.

<sup>224</sup> RAMAT (Marco), « Gli "spiccioli" di Magistratura Democratica », *op. cit.*, p. 320.

<sup>225</sup> Ces magistrats sont ainsi baptisés pour leur participation active à l'Union des juristes catholiques. Parmi eux, Piero Pajardi, juge à Milan et enseignant à l'université catholique de Milan (*la Cattolica*), devient le « pionnier de la "sélection sur le comportement" » in PERLETETTI (Camillo), « Lettera al collega Piero sulla selezione attitudinale », *La magistratura*, n°1-3, janv.-mars 1968, p. 14. Voir PAJARDI (Piero), « La selezione negativa e attitudinale dei magistrati », *La magistratura*, XXI, n°9, 1967, p. 7, et PAJARDI (Piero), « La selezione dei magistrati », in GARAVELLI (Mario, dir.), *op. cit.*, pp. 149-168.

<sup>226</sup> PERLETETTI (Camillo), « Lettera al collega Piero sulla selezione attitudinale », *op. cit.*

reçoivent un accueil hostile de la part de la majorité des participants. Le colloque s'ouvre ainsi par les contributions de deux psychologues qui s'attachent à faire la preuve de la transférabilité, dans la magistrature, des techniques d'évaluation de la personnalité expérimentées pour la sélection des cadres dirigeants des entreprises. Luigi Meschieri, directeur de l'Institut de psychologie du CNR (*Centro Nazionale Ricerche*), engage ainsi le débat en proposant d'emblée :

« Quand on parle de comportements, on parle de caractéristiques somato-psychiques innées (c'est-à-dire antérieures à toute forme de spécialisation), qui se manifestent dans les comportements par rapport aux rôles professionnels que l'on remplit. La "sélection sur le comportement" est opérée sur la base de caractéristiques précoces de la personnalité. *Si elle est possible pour d'autres professions, pourquoi ne le sera-t-elle pas aussi pour les magistrats ?* »<sup>227</sup>.

Il est suivi par son collègue Gustavo Jacono, directeur de l'Institut de psychologie de l'université de Naples, qui abonde dans le même sens :

« Le professeur Jacono évoque une expérience qu'il a menée avec ses collaborateurs pour la sélection des cadres dirigeants de l'industrie (...). *Il est d'avis que certaines dimensions de la personnalité provoquent inévitablement un mauvais juge : l'autoritarisme, l'intolérance pour l'ambiguïté, la motivation sur la base du "social approval", (...): toutes ces caractéristiques sont vérifiables avec des méthodes qui pourraient avoir des résultats (...).* Pour conclure, l'orateur estime que le diagnostic de personnalité pourrait utilement accompagner le magistrat au cours de sa vie professionnelle, et serait praticable au moins sur des expériences pilotes ».<sup>228</sup>

De nombreux sociologues se succèdent ensuite à la tribune pour apporter leur soutien à ces prises de position, tels Giuseppe di Federico, qui est alors un jeune chercheur du programme sur l'administration de la justice, et qui « s'étonne de la réaction négative [des magistrats] à certaines interventions », ajoutant que cette « résistance à la participation de consultants extérieurs pour la mise au point et pour la gestion des instruments de sélection [des magistrats], n'est pas justifiée »<sup>229</sup>. Domenico de Masi, enseignant de sociologie à l'université et directeur du bureau « formation » d'une grande entreprise, évoque à son tour « les solutions qui ont été apportées dans le secteur industriel où il travaille à des problèmes analogues (...) »<sup>230</sup>, et « il propose la collaboration du monde de l'entreprise, pour résoudre les problèmes discutés par l'assemblée ».

---

<sup>227</sup> MESCHIERI (Luigi) in *Magistratura Democratica*, « Assemblea sul tema : "la selezione attitudinale". 13-14 novembre 65. Perugia », *op. cit.*, p. 4.

<sup>228</sup> JACONO (Gustavo) in *ibid.*, pp. 5-6.

<sup>229</sup> DI FEDERICO (Giuseppe) in *ibid.*, p. 8.

<sup>230</sup> DE MASI (Domenico) in *ibid.*, p. 10.

Pourtant, à l'exception de quelques proches d'Adolfo Beria, l'hostilité des magistrats présents est immédiate. Marco Ramat rappelle ainsi que :

« Je fus immédiatement extrêmement sceptique quant à l'idée d'une "sélection sur le comportement", parce qu'elle me semblait fondée sur une conception qui considère les vertus et les défauts, les dons et les limites humaines, comme exclusivement innés. Le scepticisme devint hostilité ouverte quelques mois plus tard, lorsqu'entrèrent en scène nos interlocuteurs et nos consultants, des grands noms de la sociologie et de la psychologie ainsi que des "techniciens du personnel". Il y eut en effet un colloque qui tint à Pérouse en novembre 1965, consacré à ce thème (...). Quand on entendit parler de test de sélection pour les grandes entreprises et autres choses du même genre, il y eut une grande rébellion. Je crois qu'il y avait aussi Salvatore Giallombardo [dirigeant de TP], très hostile au projet. *Face à une telle proposition qui paraissent vraiment comme la preuve d'une conception entrepreneuriale et oppressive, non seulement de l'homme, mais aussi du magistrat, la grande partie des participants réagirent* »<sup>231</sup>.

De fait, au cours de la rencontre, Marco Ramat prend la parole pour indiquer que :

« Il est favorable à la sociologie et à la psychologie en tant que disciplines qui ouvrent à une problématique nouvelle, et *non pas comme substituts de la théologie et de la métaphysique dont on a précisément voulu se défaire* »<sup>232</sup>.

Un autre collègue invite les magistrats :

« A protéger jalousement leur indépendance, et à ne pas laisser aux autres le soin de les juger ; [les magistrats] ne doivent pas se fabriquer des juges et des arbitres qui deviendraient de fait leurs patrons. *S'il y a des raisons de juger le juge, c'est au juge de le faire* »<sup>233</sup>.

De fait, c'est la capacité même des tests et de leurs concepteurs -les sociologues et les psychologues- à appréhender le travail judiciaire qui est remise en cause :

« Quel type de test pourra mesurer la correspondance d'un magistrat au seul et unique modèle d'excellence, à savoir la participation du juge à l'orientation politico-constitutionnelle ? »<sup>234</sup>.

Face à ces réactions, Adolfo Beria est contraint d'intervenir « pour ramener le problème dans les limites strictes dans lesquelles il se pose »<sup>235</sup> :

« Il n'y pas de raison de refuser la contribution [des psychologues et des sociologues], il est clair qu'un magistrat fou, ou sadique, ou encore touché par des dysfonctionnements psychiques graves constitue un danger et un mal pour les citoyens qui s'adressent à la justice »<sup>236</sup>.

Néanmoins,

« Il ne s'agit pas de soumettre le magistrat, comme un cobaye, à un groupe de psychologues, mais de leur demander une collaboration, (...) *de chercher une conciliation entre ces deux cultures* »<sup>237</sup>.

---

<sup>231</sup> RAMAT (Marco), « Gli "spiccioli" di Magistratura Democratica », *op. cit.*, p. 320.

<sup>232</sup> RAMAT (Marco) in « Assemblea sul tema : "la selezione attitudinale" », *op. cit.*, p. 10.

<sup>233</sup> DI GENNARO (Giuseppe), in *ibid.*, p. 4.

<sup>234</sup> RAMAT (Marco), « Gli "spiccioli" di Magistratura Democratica », *op. cit.*, p. 320.

<sup>235</sup> BERIA (Adolfo) in « Assemblea sul tema : "la selezione attitudinale" », *op. cit.*, p. 12.

<sup>236</sup> *Ibid.*, p. 11

On le voit, la collaboration étroite, tout au long des années 1960, entre sciences sociales et magistrats de MD ne va pas sans des « épreuves de force », qui contribuent à définir le domaine de validité, ou pour le dire avec Andrew Abbott, le « domaine de juridiction »<sup>238</sup>, des premiers sur la connaissance de l'institution judiciaire. La rencontre de Pérouse et les controverses qu'elle suscite sont à cet égard un moment important de ces luttes, puisqu'elles constituent un coup d'arrêt à l'usage des sciences sociales dans la magistrature. Le thème de la « sélection sur le comportement » ne sera en effet ensuite plus jamais discuté en Assemblée générale, pour être au contraire renvoyé dans une « commission pour la "sélection sur le du comportement" des magistrats » de MD<sup>239</sup>, qui ne rassemble que les rares magistrats favorables à cette idée et le groupe des sociologues et psychologues présents à Pérouse<sup>240</sup>. En d'autres termes, le projet ne parvient pas à convaincre les magistrats de MD.

Sans doute ces épreuves de force autour de la détermination du domaine de validité de l'expertise sociologique indiquent-elles les limites mêmes de l'entreprise d'importation de la sociologie dans la magistrature : tout se passe en effet comme si on avait affaire à une contradiction entre l'usage par les magistrats de MD, d'un registre fondé sur la *dévalorisation du droit*, et leur légitimité spécifique de *professionnels du droit* au nom de laquelle ils formulent cette critique ; et plus précisément, entre ce qui constitue désormais leur identité spécifique dans l'arène syndicale, c'est-à-dire la contestation de la validité exclusive du registre juridique, et ce qui fait qu'ils ont droit de prendre part à cette contestation, à savoir leur qualité même de praticiens du droit. De fait, si les magistrats de MD peuvent trouver un intérêt, dans le cadre des luttes syndicales où ils sont engagés, à

---

<sup>237</sup> *Ibid.*, p. 12.

<sup>238</sup> ABBOTT (Andrew), *The system of professions : an essay on the division of expert labor*, *op. cit.*.

<sup>239</sup> Les magistrats Romano Canosa et Pietro Federico notent ainsi dans leur histoire de la magistrature italienne que « les propositions des promoteurs du colloque [de Pérouse] durent subir une réduction drastique durant les débats de l'Assemblée qui se conclurent par un renvoi au comité d'études pour plus de réflexion sur la question », CANOSA (Romano), FEDERICO (Pietro), *La magistratura in Italia dal dopoguerra ad oggi*, *op. cit.*, p. 299.

<sup>240</sup> « Prima riunione della commissione per la selezione attitudinale dei magistrati », Magistratura Democratica, ronéo, 6 pages, 8 juillet 1966, in Archives de Romano Canosa, 35D ; ainsi que MENEGHELLO (Bruno), « Ancora in tema di selezione attitudinale dei magistrati », ronéo, (1966), 3 pages, in Archives Romano Canosa, 34D.

s'affirmer comme des magistrats-sociologues, ils contribuent dans le même temps à réduire la validité des savoirs et savoir-faire juridiques qui les légitiment en tant que professionnels du droit.

En effet, l'affirmation de l'entreprise de MD dans la magistrature va de pair avec le recul du mode de connaissance judiciaire de la réalité. L'acceptation du caractère incomplet de l'expertise judiciaire n'est sans conséquence. Elle emporte potentiellement l'intrusion d'experts –sociologues, psychologues...- dans le procès qui viendraient assister le magistrat dans son travail. De même, pour ce qui est de la détermination des problèmes et des solutions à la crise de l'organisation judiciaire, elle signifie que les sociologues ont droit de cité là où ils étaient auparavant exclus du fait de la prééminence du point de vue juridique en la matière.

Dans ce cadre, les épreuves de force entre sociologues et magistrats peuvent s'analyser comme un « coup d'arrêt » à l'intrusion de l'expertise sociologique dans le travail judiciaire. Tout se passe en effet comme si, en se voyant refuser la possibilité de déterminer -par le biais de tests et autres instruments de sélection- ce qu'est un « bon juge », les sociologues étaient cantonnés à un magistère sur les questions de structure et d'organisation judiciaire, à l'exclusion de toute autre intervention sur le travail judiciaire en lui-même.

Mais, l'échec de l'enrôlement des magistrats est avant tout le fruit de la critique du registre modernisateur lui-même qui se développe à la faveur des mobilisations contestataires qui naissent au sein de la sociologie et de la magistrature à la fin des années 1960.

## 2- Le délitement de la configuration modernisatrice

On l'a vu, le registre modernisateur des institutions judiciaires élaboré dans le cadre du programme de recherche du CNPDS s'est progressivement imposé dans différents sites (le CSM et le Ministère de la justice). En faisant ainsi entrer les idées et les acteurs de la modernisation dans différentes institutions, en

forgeant des instruments spécifiques d'appréhension de la réalité judiciaire (Commissions, Observatoires, rapports, outils statistiques...), ce registre s'est déployé dans le champ judiciaire. Parce qu'il contribue à dissimuler le rôle de ses promoteurs individuels, ce déploiement renforce la croyance dans le caractère objectif, nécessaire, mais aussi souhaitable, des idées modernisatrices<sup>241</sup> qui s'imposeraient ainsi *sans sujet et proprio motu* dans la magistrature.

La perpétuation de la « dynamique modernisatrice » se joue en effet dans la capacité de ses défenseurs à présenter celle-ci moins comme l'œuvre de *certain*s individus ou de *certain*s groupes, que comme la réalisation d'une prophétie – l'adaptation *inélu*ctable à la modernisation du pays- à laquelle chacun doit alors se convertir<sup>242</sup>. Le jeu d'écrans institutionnels successifs ou concomitants (l'ANM, le CSM, le ministère de la justice, mais aussi la sociologie du droit...) qui caractérise la diffusion des idées modernisatrices renforce cette croyance puisqu'il contribue à masquer l'ubiquité sociale des acteurs et des groupes qui les promeuvent. En d'autres termes, la prophétie modernisatrice, c'est-à-dire la croyance dans son caractère inéluctable mais aussi souhaitable, repose sur la capacité de ses promoteurs à maintenir le cloisonnement des différents entreprises ainsi que des différentes institutions où elle intervient.

Or, parce qu'ils contribuent à dévoiler la multipositionnalité des « modernisateurs », les mouvements contestataires au sein même de MD et de la sociologie du droit qui se développent à la fin des années 1960 ne manquent d'ébranler la prophétie modernisatrice.

---

<sup>241</sup> On rejoint ici les remarques de Luc Boltanski sur le lien entre le prescriptif et le prospectif : « avec la description d'un futur dont la venue est présentée comme le produit "inéluctable" d'un enchaînement fatal contenu en germe dans le présent, [c'est] d'abord un discours performatif sur le présent qui est défini et, par là déterminé en fonction de l'avenir qu'il enferme », BOLTANSKI (Luc), *Les cadres. La formation d'un groupe social*, Minuit, 1984, p. 245.

<sup>242</sup> Sur la construction d'une prophétie et les conditions de sa réalisation, voir GAITI (Brigitte), *De Gaulle, prophète de la Vème République*, Paris, Presses de la FNSP, 1998.



## a) Les mobilisations contestataires dans la sociologie et dans *Magistratura Democratica*

En effet, quand en 1972, Renato Treves dresse un premier bilan d'une décennie de recherches sur « l'administration de la justice dans la société italienne en transformation », le ton amer qu'il adopte contraste fortement avec la croyance enthousiaste qui caractérisait le manifeste de 1962<sup>243</sup> :

« Je commencerai par dire que l'année 1962 a été, à mon avis, une des années d'espoir de la sociologie en Italie, et notamment de la sociologie du droit »<sup>244</sup> ;

« Dix années sont passées depuis le moment où (...) a été approuvé le programme de nos enquêtes et, au cours de ces années, il faut bien le reconnaître, la situation a profondément changé, tant pour ce qui est des études sociologiques que pour ce qui est de la crise de la justice »<sup>245</sup> ;

*« Alors même qu'en 1962, quand fut approuvé le programme de nos enquêtes, tout le monde était d'accord pour travailler dans le cadre du système existant, et pour chercher à faire coïncider ce travail avec les initiatives prises par un gouvernement qui annonçait alors des projets de rénovation, aujourd'hui, à dix ans de cette date, cet accord n'existe plus. Face à ceux qui restent sur les vieilles positions et qui cherchent encore à réformer l'ordre judiciaire tel qu'il est, pour le rendre plus à même de répondre aux exigences toujours croissantes de notre société en transformation, des courants s'affirment qui refusent l'ordre judiciaire lui-même et la société dans laquelle il s'inscrit ; ces groupes se désintéressent complètement du problème du fonctionnement de la justice, considéré comme un faux problème ; comme un problème qui, derrière une apparence novatrice, masquerait des positions fondamentalement conservatrices »*<sup>246</sup>.

Ainsi, l'espoir commun de 1962 dans la capacité de la science, et singulièrement des instruments sociologiques de connaissance de la société, à réformer l'institution judiciaire, a laissé place à des divisions *politiques* au sein même du groupe de recherche ; et Renato Treves de reconnaître ainsi que :

« Il est vrai que l'on continue aujourd'hui comme hier à discuter des vieux arguments comme ceux de l'efficacité et de l'efficience, (...) mais on ne peut pas ne reconnaître que, entre hier et aujourd'hui, certains thèmes ont perdu de leur mordant »<sup>247</sup>.

Ce constat d'échec qu'établit Renato Treves au sortir des dix années de recherche ne peut se comprendre sans qu'il soit fait référence aux mobilisations contestataires qui, dans la sociologie et dans MD, ont mis fin au consensus modernisateur qui existait lors du lancement du programme en 1962.

<sup>243</sup> Sur le manifeste de 1962 qui correspond au lancement du programme de recherche, voir le tableau n°1 au début de ce chapitre.

<sup>244</sup> TREVES (Renato), *Giustizia e giudici nella società italiana*, Bari, Laterza, 1972, p. 13.

<sup>245</sup> *Ibid.*, p. 15.

<sup>246</sup> *Ibid.*, pp. 16-17.

<sup>247</sup> TREVES (Renato), *Giustizia e giudici nella società italiana*, op. cit., p. 82.

Les « pères fondateurs » de la sociologie italienne sont en effet fortement contestés à la fin des années 1960. Le mouvement étudiant joue sans doute un rôle important en ce sens<sup>248</sup>, notamment les contestations presque ininterrompues entre 1966 et 1970 dans l'unique faculté de sociologie en Italie – l'Institut supérieur de sciences sociales de Trente, fondé en 1962<sup>249</sup>. Les étudiants y revendiquent notamment le droit de participer à « aux orientations scientifique et culturelle de l'Institut », et contestent une sociologie qui ne serait qu'une « technique opérationnelle »<sup>250</sup>. De même, au sein de la discipline, une nouvelle génération de chercheurs se constitue qui conteste la sociologie réformiste. Renato Treves relève ainsi que :

« Une seconde période de la sociologie italienne commença au cours des années 1967-1968 sous le signe de la contestation ; de la sorte, la sociologie réformiste qui, au cours des années 1960, s'était présentée comme novatrice, progressiste, et était contestée sur sa droite, c'est-à-dire par les éléments traditionalistes et rétrogrades du monde universitaire, se trouve à la fin des années 1960 contestée sur sa gauche, par des courants de la sociologie critique, de la sociologie réflexive, de la théorie critique de la société ; autant de courants qui rejetaient le principe fondamental du réformisme, à savoir la distinction entre connaissance et action, entre science et politique, et qui affirmaient au contraire l'identité de ces deux termes »<sup>251</sup>.

De fait, l'Association italienne de sciences sociales (AISS), présidée par Renato Treves et longtemps financée par le CNPDS, traverse une crise profonde qui conduit à sa dissolution, sans que les tentatives de reconstitution n'aboutissent, « du fait de la contestation des jeunes sociologues »<sup>252</sup>. Dès lors, la sociologie italienne apparaît divisée, tandis que la croyance dans la neutralité et le caractère objectif des savoirs sociologiques est désormais remise en cause.

C'est à une contestation similaire que doit faire face Adolfo Beria dans *Magistratura Democratica* à la fin des années 1960, sous l'effet de la formation de courants *politiques* au sein du syndicat. On étudiera au chapitre suivant l'expérience

<sup>248</sup> Sur la « contestation étudiante » en Italie, voir DELLA PORTA (Donatella), *Movimenti collettivi e sistema politico in Italia: 1960-1995*, Bari, Laterza, 1996, et REVELLI (Marco), « Movimenti sociali e spazio politico », *Storia dell'Italia repubblicana*, vol. 2, t. 2, 1994, pp. 385-480.

<sup>249</sup> Pour une chronique précise de la contestation étudiante à Trente, voir CHIARETTI (Giuliana), « Un caso di organizzazione della cultura », *op. cit.*, pp. 134-146.

<sup>250</sup> Marco Boato, alors étudiant à l'Institut de sociologie de Trente, écrit ainsi en 1967 : « d'un côté, il y a une conception de la sociologie comme science au sens plein et en tant que tel comme science critique ; de l'autre, il y a une conception qui réduit la sociologie au rôle de technique opérationnelle, sans aucune connexion avec les problèmes socio-historiques, instrument prêt à n'importe quelle utilisation », cité en CHIARETTI (Giuliana), « Un caso di organizzazione della scienza », *op. cit.*, p. 140.

<sup>251</sup> TREVES (Renato), « Trent'anni di sociologia in Italia e il problema associativo », *op. cit.*, pp. 729-730.

<sup>252</sup> *Ibid.*, p. 730.

de la « contestation judiciaire »<sup>253</sup>, mais il est utile pour notre propos de considérer ici brièvement, non pas tant la contestation elle-même, que la consolidation de *clivages politiques* au sein de MD parce qu'ils contribuent à mettre fin au consensus modernisateur. La cristallisation des oppositions politiques au sein du syndicat dirigé par Adolfo Beria est rapide. Dès 1967-1968, les débats internes tendent à s'articuler toujours plus autour d'une division gauche-droite, avec pour « extrême gauche » la tendance baptisée « chinoise » pour ses idées révolutionnaires<sup>254</sup>, et pour « droite », le groupe dit des « magistrats catholiques ». Dans un courrier adressé en octobre 1968 aux adhérents de MD, la direction du syndicat prend ainsi acte de ces divisions en ces termes :

« MD est une entité composite. Depuis 1964 y ont conflué des magistrats aux origines idéologiques, politiques et culturelles différentes, et de ce fait, les axes programmatiques et opérationnels depuis lors, parce qu'ils proviennent d'initiatives et d'intérêts souvent hétérogènes, sont le fruit d'un équilibre. (...). L'avis de Beria est que la situation du syndicat a aujourd'hui profondément changé parce qu'un groupe de personnes idéologiquement et politiquement homogène s'est organisé et exerce une action intense de prosélytisme en se comportant comme un syndicat dans le syndicat (...). Beria estime que l'opposition de groupes organisés au sein du syndicat conduirait à sa destruction »<sup>255</sup>.

De même, dans un courrier de décembre 1968, un des leaders du syndicat décrit en ces termes la préparation d'une assemblée générale :

« Il est probable qu'il y aura une forte présence de la base à Bologne provenant de toute l'Italie ; la base ne sent pas la crise, et cela constitue notre principal espoir de pouvoir la résoudre ; la base elle-même, de manière cohérente, désavouera aussi bien les catholiques que les "chinois" ; je pense que les "chinois" prendront acte de ce désaveu, et j'espère qu'il en ira de même pour les catholiques ainsi que pour Beria qui –consciemment ou non- est derrière eux. Je pense que c'est le seul espoir. Je suis néanmoins très pessimiste »<sup>256</sup>.

<sup>253</sup> Pour une histoire détaillée de la constitution de ces différents courants internes à MD, voir PAPPALARDO (Sergio), *Gli iconoclasti, op. cit.*, pp. 210-218, ainsi que CANOSA (Romano), FEDERICO (Pietro), *La magistratura in Italia dal dopoguerra ad oggi, op. cit.*, pp. 365-367.

<sup>254</sup> L'expression « chinois » vient sans doute d'un voyage effectué à la fin des années 1960 dans la Chine de la « révolution culturelle » par certains magistrats de MD proches de l'extrême-gauche ; voir, sur ce point, le récit de l'un d'entre eux, BONINI (Carlo), MISLANI (Francesco), *La toga rossa. Storia di un giudice*, Milan, Tropea, 1998.

<sup>255</sup> Il comitato direttivo, « Comunicazioni relative all'assemblea di Magistratura Democratica », ronéo, 1 page, (1968), p. 1, in Archives de Romano Canosa, 14/4C.

<sup>256</sup> SCLACCHITANO (Roberto), lettre à Marco Ramat, 2 pages, 19 décembre 1968, p. 2, in Archives Marco Ramat, non classé. Dans le même sens, voir l'appel de deux magistrats milanais, Elena Paciotti et Generoso Petrella (secrétaire général de MD de 1968 à 1972), qui relèvent que « MD est désormais composite et varié », et appellent à « une prise de conscience claire et explicite du pluralisme idéologique du syndicat », PACIOTTI (Elena), PETRELLA (Generoso), « Comunicazione per l'Assemblea bolognese », ronéo, 4 pages, février 1969, p. 2, in Archives Romano Canosa, 4 HC.

De fait, en quelques mois, la virulence des oppositions politiques fait entrer MD dans une phase de crise interne, comme en témoigne le départ du syndicat des « magistrats catholiques » en 1968, ainsi que le remplacement d'Adolfo Beria, démissionnaire en janvier 1969, à la tête de MD. Enfin en décembre 1969, comme on l'étudie au chapitre suivant, c'est finalement Adolfo Beria lui-même qui quitte avec un grand nombre d'adhérents le syndicat qu'il a contribué à fonder.

La critique formulée par les groupes contestataires se concentre sur les idées modernisatrices de la direction de MD. Ainsi, quand paraît le rapport du CSM de 1970 sur la « réalité sociale et l'administration de la justice », la section romaine de MD qui constitue l'extrême-gauche du syndicat, évoque :

« L'interprétation politique particulière qui apparaît [dans le rapport] : tout d'abord, dans l'usage de formes de langage qui paraphrasent une terminologie édulcorée de scientisme sociologique et opère un aplatissage continu des moments les plus conflictuels de la réalité sociale ; ensuite, dans l'esprit dont elle est imprégnée qui tend à offrir une vision rassurante des conflits sociaux (des "moments de conflictualité") »<sup>257</sup>.

Ainsi, dans la magistrature comme dans la sociologie, le projet modernisateur qui avait rassemblé au début des années 1960 des magistrats et des chercheurs autour d'une croyance commune dans l'utilité des sciences sociales, tout à la fois pour comprendre et pour réformer l'institution judiciaire, laisse place à des clivages politiques irréductibles.

Ces divisions vont de pair avec la dénonciation et le dévoilement de l'ubiquité sociale des « magistrats modernisateurs ». Dans ce cadre, ce sont les conditions mêmes de maintien de la croyance dans le caractère nécessaire, inéluctable, mais aussi souhaitable, de la « modernisation de l'institution judiciaire » qui se dérobent.

## **b) La dénonciation de l'ubiquité sociale des magistrats modernisateurs**

On a vu plus haut que la prophétie modernisatrice reposait sur le maintien d'écrans institutionnels qui « masquent » la multipositionnalité de ceux qui promeuvent les idées modernisatrices. Or, la contestation de la direction de MD et des « pères fondateurs » de la sociologie va de pair avec un travail de dévoilement

de la multitude des positions qu'ils occupent concomitamment ou successivement. Adolfo Beria est tout particulièrement la cible de ces dénonciations qui se multiplient tout à la fois chez les contestataires et chez les syndicats concurrents de MD. Marco Ramat rappelle ainsi que « la contestation (de la part du groupe dit des "chinois") était très dure envers notre groupe dirigeant, et tout particulièrement envers Beria, qui en était le secrétaire et le *factotum* »<sup>258</sup>.

Le cas le plus emblématique de dénonciation de cette multipositionnalité des modernisateurs est cependant l'œuvre, en juin-juillet 1971, de députés de la droite de la Démocratie chrétienne, ensuite relayés par des syndicats de magistrats, à l'occasion de « l'affaire Biotti » du nom d'un président de section du tribunal de Milan. Ce dernier est en effet soupçonné d'avoir « arrangé » un procès sous la pression d'Adolfo Beria. Celui-ci y aurait contribué par l'entremise de son neveu Edmondo Bruti Liberati, alors jeune auditeur auprès de la section présidée par Biotti<sup>259</sup>, et en promettant à ce dernier une promotion (Beria siégeant alors au CSM). Pour les députés démocrates-chrétiens qui s'emparent de la question au Parlement et demandent une enquête au ministre de la justice<sup>260</sup>, l'affaire est d'abord l'occasion de mettre en cause Adolfo Beria lui-même, et de dénoncer – de manière particulièrement virulente – les usages que ce dernier ferait du CNPDS à des fins partisans. Par plusieurs questions écrites, les deux députés demandent ainsi au ministre de la justice :

« S'il n'est pas opportun que soient examinés la position spécifique et l'œuvre de Beria d'Argentine dans son ensemble, *au-delà même des faits de cette affaire* ;

S'il est vrai à ce propos que ce dernier a organisé une vaste activité derrière l'écran d'institutions scientifiques, tout particulièrement en opérant au travers du Centre National de Prévention et de Défense Sociale de Milan (doté de financements étatiques de 30 millions par an), ou par le biais d'autres institutions dont Adolfo Beria dispose, directement ou indirectement ;

S'il est vrai à ce propos que ce dernier, dans l'exécution des missions et dans l'attribution des charges relatives aux activités mentionnées, a distribué avec l'argent public des rémunérations à des magistrats et à des sympathisants, de manière régulière ou irrégulière, et s'il est vrai que le Centre susmentionné et les autres institutions [qui lui sont liées] ont toujours fonctionné conformément à leurs finalités institutionnelles (...) ;

<sup>257</sup> Gruppo Romano di Studi, « La prima relazione annuale del Consiglio superiore della magistratura », *Quale Giustizia*, I, n°3, mai-juin 1970, pp. 4-9. Voir aussi la réponse d'Adolfo Beria in BERIA (Adolfo), « Relazione contestata », *Giustizia e costituzione*, I, n°2, décembre 1972, p. 17.

<sup>258</sup> RAMAT (Marco), « Gli "spiccioli" di Magistratura Democratica », *op. cit.*, p. 334.

<sup>259</sup> Sur « l'affaire Biotti » elle-même, voir CANOSA (Romano), FEDERICO (Pietro), *La magistratura in Italia*, *op. cit.*, pp. 396-398.

<sup>260</sup> Voir On. Speranza et Ciccardini, Chambre des députés, *Atti parlamentari*, V législature, session du 2 juillet 1971, question n°4-18573, pp. 29595-29598 et pp. 29710-29712.

*S'il est vrai que Beria d'Argentine a poursuivi, sous couvert de ces organisations [scientifiques], des objectifs personnels à des fins électorales au sein de la magistrature, ou à tout le moins, pour des activités de type politiques et sociales subversives ; et ce, par le biais de la création de publications au coût élevé et ayant une diffusion importante et dont les contenus ne sont pas conformes aux fins des organismes dont ils constituent formellement l'expression (...) ;*

*S'il est vrai que ce dernier participe, et à quel titre, au Conseil National des Recherches ; et s'il est vrai que, par le biais de cette institution, il a offert (et par quelles voies ?) des contributions, des avantages, des bourses d'étude ou autres pour des magistrats et des personnes participant à la même activité et ayant la même formation idéologique, à l'exclusion de tout autre ; et si, de ce fait, sa participation au Conseil National des Recherches est compatible avec sa position de magistrat et de membre du CSM (...)* ;

*Avec quels moyens a été organisé le récent voyage d'étude de magistrats dans des pays étrangers organisé par des groupes idéologisés et proches de Beria ; si, même au sein du CSM, ce dernier a joué et joue une activité clientélaire, fondée sur l'appartenance à certains "syndicats" de l'ANM »<sup>261</sup>.*

On le voit, au début des années 1970, la multipositionnalité d'Adolfo Beria devient suspecte et le cloisonnement des multiples entreprises qu'il mène concomitamment ne convainc plus.

Certes, ces attaques ne laissent pas sans réaction le CNPDS, qui réagit moins d'une semaine plus tard, sous la forme d'une pétition adressée par le président de la Cour constitutionnelle en exercice et président du CNPDS, Giuseppe Branca, au président de la République et au vice-président du CSM. Cette pétition est signée par plus de 180 personnalités issues de tous les partis, de toutes les professions juridiques, de toutes les disciplines universitaires<sup>262</sup>.

Dès novembre 1971, le rapport confidentiel de l'inspection générale du ministère de la justice le lave d'ailleurs de tout soupçon d'abus de position, arguant notamment « des positions idéologiques variées » des membres du CNPDS<sup>263</sup>, ainsi que du nombre de ceux qui ont attesté, par le biais de la pétition, la valeur scientifique et non partisane de l'œuvre d'Adolfo Beria<sup>264</sup>.

---

<sup>261</sup> *Ibid.*, pp. 29597-29598.

<sup>262</sup> On retrouve notamment les réseaux milanais du Centre qui sont évoqués en ces termes dans la lettre : « Je vous informe que le comité de présidence de cette institution, réuni à Milan le 1<sup>er</sup> juillet 1971 avec l'intervention du juge constitutionnel Nicola Reale, du président de la région de Lombardie Piero Bassetti, du premier président et du procureur général de la Cour d'appel Trimarchi et Bianchi d'Espinosa, du président du département de Milan, du recteur de "la Bocconi" Giordano Dell'Amore (avec l'adhésion expresse du maire de Milan, Aldo Aniasi et du professeur Giacomo Delitalia) a exprimé la solidarité de l'institution à Adolfo Beria d'Argentine qui, avec intelligence, impartialité, et scrupule, a été et est le moteur de cette institution » in BRANCA (Giuseppe), lettre au président de la République et au vice-président du CSM, ronéo, 5 pages, 7 juillet 1971, in Archives Romano Canosa, 38/4E.

<sup>263</sup> *Ibid.*, p. 7.

<sup>264</sup> L'inspecteur général du ministère souligne ainsi que « soit dans les choix des thèmes d'étude, soit dans le choix des collaborateurs et des intervenants [du CNPDS], il a toujours été tenu compte d'éléments de nature exclusivement scientifique, et qu'il n'y a jamais eu de discrimination d'ordre politique ou

Mais ces mobilisations, aussi massives soient-elles, ne font pas taire toutes les voix -notamment au sein même de l'arène syndicale. Ainsi, un ancien membre fondateur de MD, tout en excluant la culpabilité d'Adolfo Beria dans « l'affaire Biotti », lui « dit deux mots clairs comme peut-être personne ne lui en a jamais adressé explicitement »<sup>265</sup> :

*« Il y a un problème de compatibilité entre les fonctions [d'Adolfo Beria] au sommet de la magistrature, du CNPDS et d'autres instituts du même type, problème qui ne peut être résolu en taxant de folie ceux qui soutiennent honnêtement cette vérité irréfutable, mais plutôt en cherchant le juste équilibre indispensable pour la démocratie du pays (...). Les membres [du CNPDS sont] si nombreux et si influents dans le monde du droit qu'ils représentent dans leur ensemble, un centre de pouvoir politico-judiciaire dont, par la force des choses, personne -je dis bien personne- ne pourrait ne pas tirer profit pour des activités annexes [au Centre] »<sup>266</sup>.*

Ainsi, si les accusations à l'encontre d'Adolfo Beria sont rapidement écartées, en revanche ce que Renato Treves qualifie de « la *coïncidence* qui a fait que certaines personnes qui ont promu et participé à notre enquête [sur l'administration de la justice] ont également eu un rôle important dans l'institution de la Commission [du CSM] et dans la préparation du rapport [du CSM] », à savoir l'ubiquité sociale des acteurs de la modernisation de la magistrature, paraît désormais moins légitime ; plus exactement, les efforts pour convaincre du cloisonnement entre les différentes entreprises dans lesquelles ils sont engagés se trouvent désormais contrecarrés par le dévoilement des usages qui sont faits des positions multiples occupées.

Surtout, dans la mesure où cette multipositionnalité est désormais pointée du doigt, c'est la croyance dans le caractère nécessaire et inéluctable de la modernisation, qui se trouve fragilisée par le dévoilement de la surface sociale de ses tenants. Dès lors, on s'explique que les idées modernisatrices ne bénéficient plus de la croyance en la prophétie modernisatrice, et ne parviennent pas, dans ces conditions, à se détacher du groupe de ses promoteurs.

---

idéologique », in DEL CONTE (Claudio), « Accertamenti su alcuni fatti che hanno formato oggetto dell'interrogazione n°4-1897 degli onorevoli Speranza e Ciccardini », *op. cit.* Le ministre de la recherche scientifique lui-même intervient, et le félicite personnellement, « pour l'action du Centre dans la poursuite de finalités à caractère scientifique et social et pour l'objectivité du travail qu'il accomplit en tant que secrétaire général », *La magistratura*, « La lettera del Ministro della Ricerca scientifica al Beria di Argentine », *La magistratura*, XXVI, n°4, avril 1972, p. 7.

<sup>265</sup> OLIVARES (Armando), « La ballata di Rigoletto », *La magistratura*, XXV, n°7-8, décembre 1971, p. 1.

<sup>266</sup> *Ibid.*

Ainsi, l'échec de l'enrôlement des magistrats au registre modernisateur se comprend comme le fruit des résistances que ces derniers opposent à l'expertise sociologique, ainsi que de la délitescence de la configuration modernisatrice qui avait présidé à la formation du projet de recherche du CNPDS. Dès lors, bien qu'elles ne disparaissent pas –comme l'atteste notamment la poursuite tout au long des années 1970 des colloques entre les magistrats proches de Adolfo Beria et les universitaires du CNPDS<sup>267</sup>–, les «idées modernisatrices» se trouvent désormais cantonnées à *certain*s sociologues et à *certain*s magistrats. En d'autres termes, le nouveau principe de légitimité du juge fondé sur son expertise sociologique, parce qu'il ne parvient pas à convaincre au delà des rangs de MD et parce qu'il est désormais contesté au sein même de ce syndicat, reste indissociable de la personne de ses premiers promoteurs, échouant de ce fait à contester de manière *durable* le registre juridique des institutions judiciaires.

---

<sup>267</sup> On en trouve les actes dans les numéros de la revue créée en 1970 par Adolfo Beria, *Giustizia e costituzione*.



## CHAPITRE 2 : L'expérience de la « jurisprudence alternative » (1969-1973)

---

La magistrature ne traverse pas indemne la période agitée qui caractérise en Italie le tournant des années 1960 et 1970 et les multiples mobilisations étudiantes et ouvrières qui jalonnent ces années. A la manière des idées modernisatrices qui n'avaient pas manqué de faire leur entrée dans la magistrature au début des années 1960, la « contestation » touche rapidement l'institution judiciaire, créant en son sein d'âpres conflits politiques. Plus largement, c'est l'ensemble du champ des producteurs de droit, et notamment les professeurs de droit, qui se trouve affecté par des entreprises de remise en cause de la figure traditionnelle du juriste, notamment dans ses rapports avec le pouvoir politique. Une multitude d'entreprises se constituent ainsi qui entendent prendre en compte le caractère politique du travail juridique –qu'il soit judiciaire ou universitaire-, et revendiquent une expertise sur les institutions –sur leur architecture mais aussi sur leur réforme. Cette prise de parole sur les institutions et leur réforme au nom de la nécessité de constituer –selon les groupes- une « politique du droit », un « usage alternatif du droit », ou encore –dans le cas des magistrats- une « jurisprudence alternative », ne va pourtant pas de soi. Dans un pays où, au début des années 1970, l'exercice la parole sur les institutions reste encore suspendue aux conflits politiques qui opposent les partis qui ont écrit la Constitution (le PSI, le PCI, et la DC), les juristes –magistrats ou professeurs de droit- se trouvent le plus souvent cantonnés dans un rôle subalterne. De surcroît, l'invocation d'un critère *politique* dans le travail judiciaire, tout à la fois pour dénoncer le parti pris conservateur des hauts magistrats et pour revendiquer une jurisprudence favorable aux classes les plus

défavorisés, reste singulièrement iconoclaste dans une magistrature qui revendique, jusque y compris dans l'arène syndicale, son apolitisme.

C'est dire si la constitution d'un point de vue *politique* sur les institutions judiciaires renvoie en préalable à l'étude des recompositions qui le rendent possible, tout à la fois dans le champ politique, dans les facultés de droit et dans la magistrature ainsi qu'à l'analyse de la formation d'un nouvel espace d'interprétation des institutions à la marge de ces trois professions.

## **Section I/ Affirmer un point de vue politique sur les institutions judiciaires**

Sans doute est-il difficile de rendre compte de la multiplicité des colloques, manifestations et mobilisations de toutes sortes qui se développent au début des années 1970 sur la question des rapports entre droit et politique, tout d'abord parce qu'ils trouvent place à la marge de l'université, de la magistrature et de la politique, mais aussi parce que les entreprises qui composent cet ensemble sont très hétérogènes. Elles ont néanmoins en commun de chercher à imposer un rapport nouveau entre juristes et politiques, qui ferait des professeurs de droit et des magistrats des interprètes incontournables des institutions. Surtout, ces différentes entreprises s'insèrent dans une même configuration où l'expertise en matière d'institutions reste « captée » par les partis politiques qui ont participé à l'Assemblée constituante.

La parole sur les institutions reste en effet monopolisée, singulièrement à gauche, par ceux qui ont pris part à l'écriture du texte constitutionnel, et en premier lieu par les partis politiques. Dans ce cadre, la « gauche juridique » -c'est-à-dire cet ensemble d'entreprises de révision des rapports entre droit et politique qui se constitue, au tournant des années 1960 et 1970, aux confins des partis politiques, de l'université et de la magistrature- peut se comprendre comme le point de

convergence de ces différentes entreprises mentionnées pour constituer un nouvel espace d'interprétation du texte constitutionnel et, plus largement, des institutions.

## A/ La gauche et les institutions au tournant des années 1960 et 1970

Sans doute est-il nécessaire, pour comprendre l'affirmation d'une « gauche juridique » et de « l'exigence » d'un nouveau rapport entre juristes et hommes politiques, de revenir au préalable sur les conditions mêmes de la prise de parole sur les institutions dans l'espace public telles qu'elle se sont constituées depuis l'Assemblée constituante. En effet, l'interprétation de la nouvelle architecture institutionnelle qu'inaugure la Constitution adoptée le 22 décembre 1947 devient, à la faveur de la rupture de l'unité anti-fasciste entre les trois partis DC, PSI et PCI<sup>1</sup>, l'objet de controverses *politiques* importantes et reste de ce fait étroitement dépendantes de celles-ci, privant ainsi les professionnels de l'interprétation juridique de la possibilité de constituer une expertise qui ne soit pas subordonnée à l'interprétation qu'en donnent les pères fondateurs.

### 1- L'interprétation de la Constitution, enjeu des luttes politiques

Sans qu'il soit nécessaire de revenir ici en détail sur le débat constitutionnel tel qu'il se développe après-guerre, il est néanmoins utile d'évoquer les conditions mêmes d'écriture du texte constitutionnel, parce qu'elles ne sont pas sans affecter les conditions de la prise de parole sur ce texte, et plus largement sur les institutions. Comme le souligne la très riche historiographie du moment constituant<sup>2</sup>, l'écriture du texte constitutionnel est le fruit d'un compromis, parfois

---

<sup>1</sup> En effet, en mai 1947, le PSI et le PCI quittent le gouvernement unitaire dirigé depuis novembre 1945 par De Gasperi. Sur la période, voir GINSBORG (Paul), *Storia dell'Italia dal dopoguerra a oggi, op. cit.*, pp. 116-159.

<sup>2</sup> Sur le « moment constituant » lui-même, voir CHELI (Enzo), « Il problema storico della Costituente », in CHELI (Enzo), *Costituzione e sviluppo delle istituzioni in Italia*, Bologne, Il Mulino, 1981, pp. 15-61 ; MERLINI (Stefano), « Il governo costituzionale », in ROMANELLI (Rafaele, dir.), *Storia dello Stato italiano*, Rome,

appelé « pacte politique », entre les trois principaux partis anti-fascistes, le PCI, le PSI et la DC. Cette convergence au sein de l'Assemblée constituante constitue le prolongement de l'unité des partis anti-fascistes des premiers gouvernements provisoires formés à la Libération jusqu'au gouvernement de De Gasperi. De fait, les deux années de cette Assemblée (1946-1947) sont caractérisées par un partage des responsabilités, de sorte que les trois partis peuvent revendiquer leur participation directe à l'écriture du texte<sup>3</sup>. Dans ce cadre où les trois principaux partis politiques anti-fascistes co-écrivent la nouvelle Constitution, on ne sera pas surpris que son exégèse soit affectée par les transformations rapides des alliances politiques qui interviennent au moment même où est adopté le nouveau texte.

En effet, après que le PCI et le PSI ont quitté en mai 1947 le gouvernement De Gasperi, le front anti-fasciste se délite très rapidement pour laisser place à une confrontation entre le Front populaire (PSI et PCI) et la DC. La campagne pour les élections législatives d'avril 1948, qui intervient quelques mois après l'adoption de la Constitution, est ainsi caractérisée par l'affrontement violent entre ces deux camps, et consacre définitivement la fin de l'unité anti-fasciste<sup>4</sup>. Dans ce contexte où se défait le compromis politique qui avait présidé à la rédaction de la Constitution italienne, l'interprétation de celle-ci fait immédiatement l'objet d'âpres controverses entre les différents partis anti-fascistes. Ainsi, la non application de certaines dispositions constitutionnelles -à l'instar de celles relatives à la Cour constitutionnelle, au Conseil supérieur de la magistrature, ou encore à la régionalisation-, mais aussi la jurisprudence de la Cour

Donzelli, 1995, pp. 3-72, et plus particulièrement pp. 49-60 ; POMBENI (Paolo), *La Costituente. Un problema storico-politico*, Bologne, Il Mulino, 1995 ; SCOPPOLA (Pietro), *Gli anni della Costituente fra politica e storia*, Bologne, Il Mulino, 1981 ; SCOPPOLA (Pietro), *La Repubblica dei partiti*, Bologne, Il Mulino, 1991, pp. 173-197 ; et FERRAIOLI (Luigi), *La cultura giuridica nell'Italia del novecento*, op. cit., pp. 49-62.

Sur l'historiographie de la Constitution, voir notamment SCOPPOLA (Pietro), *La Repubblica dei partiti*, op. cit., pp. 161-173 ; ainsi que SCOPPOLA (Pietro), *La Costituzione contesa*, Turin, Einaudi, 1998.

<sup>3</sup> Les présidences des trois sous-commissions de rédaction consacrées respectivement aux « droits et devoirs des citoyens », à « l'architecture (*ordinamento*) de la République », et aux « droits et devoirs économiques et sociaux », sont attribuées respectivement à Umberto Tupini (DC), Umberto Terracini (PCI), et à un membre du parti social-démocrate Gustavo Ghidini (PSDI), tandis que la présidence de l'Assemblée constituante revient au socialiste Giuseppe Saragat. Quand ce dernier démissionne en février 1947, c'est le communiste Umberto Terracini qui prend sa place et conduira les débats jusqu'à leur terme, le 22 décembre 1947. Sur ce point, voir MERLINI (Stefano), « Il governo costituzionale », op. cit., pp. 52-53.

de cassation de février 1948 qui prive de validité juridique directe toute une partie du texte constitutionnel<sup>5</sup>, sont interprétées par les partis de gauche comme le signe de la trahison par la DC de « l'esprit de la Constitution »<sup>6</sup>. Quand en 1950, le secrétaire général du PCI, Palmiro Togliatti, évoque « une lourde continuité entre fascisme et post-fascisme », puis « une interruption » du processus de démocratisation<sup>7</sup>, l'interprétation par les partis du Front populaire est déjà fixée qui fait de la non application de certains pans du texte constitutionnel l'indice de la rupture par la DC du « pacte politique » anti-fasciste. Comme le note l'historien Pietro Scoppola, « la phase unitaire devenait ainsi pour la gauche quasiment un Eden perdu ainsi qu'un mirage tenace pour le futur »<sup>8</sup>, tandis que « pour les démocrates chrétiens, la collaboration passée gardait, au mieux, une valeur comme le produit d'un travail constituant lié à des circonstances exceptionnelles, c'est-à-dire le dernier reste de l'expérience de l'unité dans la lutte contre fascisme »<sup>9</sup>.

Dès lors, l'histoire constitutionnelle italienne de l'après-guerre devient pour le PSI et le PCI, ainsi que pour les partis laïcs<sup>10</sup>, l'histoire d'une trahison<sup>11</sup>. Comme le souligne le juriste communiste Luciano Ascoli en 1960, « une interprétation de la Constitution italienne [s'est imposée] où celle-ci n'est que le rétablissement de l'Etat libéral de type pré-fasciste, avec un programme de transformations

<sup>4</sup> Sur les élections d'avril 1948 et l'intensité de l'affrontement, voir GINSBORG (Paul), *Storia dell'Italia dal dopoguerra a oggi*, op. cit., pp. 152-157.

<sup>5</sup> Par une décision prise en séance plénière du 7 février 1948, la Cour de cassation distingue au sein de la Constitution trois types de normes : des « normes programmatiques » qui se bornent à établir une orientation politique à atteindre sans valeur juridique directe, des « normes prescriptives d'application différée » dont l'efficacité juridique suppose l'adoption d'une loi, et enfin des « normes prescriptives d'application immédiate » dotées d'une validité juridique immédiate et directe. Pour un commentaire de cette décision, voir ASCOLI (Luciano), « Tendenze interpretative della Costituzione italiana », *Democrazia e diritto*, n°2, 1961, pp. 187-208, pp. 191-193. D'une manière générale sur la Cour de cassation dans l'immédiat après-guerre, voir PICARDI (Nicola), « La storia della Cassazione. La Cassazione nella storia », op. cit., pp. 281-304.

<sup>6</sup> Sur l'émergence des désaccords entre les partis anti-fascistes, voir SCOPPOLA (Pietro), *La Repubblica dei partiti*, Bologne, Il Mulino, 1991, pp. 161-173.

<sup>7</sup> Cité in *ibid.*, p. 161.

<sup>8</sup> *Ibid.*, p. 162.

<sup>9</sup> *Ibid.*, pp. 162-163.

<sup>10</sup> Sans se confondre avec l'interprétation communiste ou socialiste, de nombreux intellectuels issus du parti d'action fustigent, à l'instar du juriste florentin Pietro Calamandrei (qui fut membre de l'Assemblée constituante en tant que représentant du parti d'action) l'inapplication de la Constitution, et dénoncent « l'obstructionnisme de la majorité » exercé par la DC. Sur ce point, voir POMBENI (Paolo), *La Costituente. Un problema storico-politico*, op. cit., p. 154-156, et FERRAIOLI (Luigi), *La cultura giuridica nell'Italia del Novecento*, op. cit., pp. 59-60.

<sup>11</sup> A ce propos, l'historien Paolo Pombeni indique ainsi que « exclues du gouvernement, les forces de la gauche mythifièrent leur rôle dans l'Assemblée constituante, (...) et imputèrent la faute de tous les

économiques, sociales et politiques différées »<sup>12</sup> ; à l'inverse, la Constitution est devenue pour les partis de gauche, une véritable « préfiguration juridiquement garantie d'une configuration rationnelle des rapports sociaux et institutionnels »<sup>13</sup>. On s'explique alors que le discours des partis de gauche en matière d'institutions se confonde, au moins jusqu'au début des années 1960, avec la revendication de la mise en œuvre des dispositions constitutionnelles<sup>14</sup>. L'interprétation de l'histoire constitutionnelle, tout comme de « l'esprit de la Constitution », restent ainsi suspendus au camp politique, rendant de ce fait difficile toute exégèse spécifiquement juridique du texte.

## 2- Les conditions de la prise de parole sur les institutions

Dans ce contexte où dès son entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1948, le sens même à attribuer au texte constitutionnel fait l'objet de luttes politiques, « l'espace herméneutique »<sup>15</sup> du texte constitutionnel est comme capté par les partis politiques (PSI, PCI, DC). Plus exactement, dès lors que les trois « co-contractants » du compromis politique qui a présidé à la rédaction de la Constitution ne s'accordent pas sur son sens, les conflits sur l'interprétation de la Constitution se résument aux conflits entre ces partis, dessinant ainsi en creux l'exclusion de ceux qui n'ont pas participé à ce pacte politique fondateur. En effet, dans ce cadre où les différents partis en appellent chacun à la « vérité » écrite dans le moment fondateur, la parole autorisée sur la Constitution –mais aussi plus largement sur les institutions– revient à ceux qui ont pris part en personne au moment constituant, et peuvent de ce fait se faire les exégètes de « l'esprit de la Constitution ».

---

dysfonctionnements à l'œuvre obscure des forces de la réaction », POMBENI (Paolo), *La Costituente. Un problema storico-politico*, op. cit., pp. 147-148.

<sup>12</sup> ASCOLI (Luciano), « Tendenze interpretative della Costituzione italiana », op. cit., p. 190.

<sup>13</sup> DOGLIANI (Mario), *Interpretazioni della Costituzione*, Milan, Franco Angeli, 1982, p. 19. Voir aussi sur ce point, la comparaison entre les idées constitutionnelles du PCF et du PCI, in GUERRIERI (Sandro), « Le idee costituzionali del PCF e del PCI », *Studi storici*, XXXVI, n°3, 1995, pp. 863-882.

<sup>14</sup> Sur ce point, voir TARELLO (Giovanni), « Orientamenti della magistratura, del giurista-interprete e della dottrina sulla funzione politica », *Politica del diritto*, III, n°3-4, août 1972, pp. 459-486, p. 471.

<sup>15</sup> L'expression est de HEINICH (Nathalie), *La gloire de Van Gogh. Essai d'interprétation de l'anthropologie de l'admiration*, Ed. de Minuit, 1991.

Dans ces conditions, on s'explique la difficulté pour les professionnels de l'interprétation que sont les juristes, de constituer une expertise *spécifique* sur le texte constitutionnel, puisqu'aussi bien son exégèse revient aux trois principaux partis de l'Assemblée constituante. « L'espace herméneutique » du texte est comme saturé par les conflits de ceux qui ont participé aux deux années de l'Assemblée constituante, et qui se sont imposés de ce fait comme les lecteurs incontournables du texte, écartant ainsi la possibilité d'une expertise juridique sur la Constitution<sup>16</sup>. Giovanni Tarello ne dit pas autre chose quand il souligne que « la frontière politique qui s'est ainsi dessinée n'était objectivement pas favorable à ce que le problème de l'interprétation en général [de la Constitution], et toutes les questions spécifiques d'interprétation, soient posées comme objets de la méthode juridique »<sup>17</sup>.

Ainsi, le registre de la « mise en œuvre » de la Constitution (baptisé en italien, *modello attuativo*) qui revendique l'application de toutes les dispositions de la Constitution, ainsi que l'abrogation de toutes les lois antérieures qui lui sont contraires, s'impose à gauche comme le seul discours légitime sur les institutions. On en trouve sans doute un indice dans la fondation en 1960 de la première série de la revue *Democrazia e diritto* proche du PCI, qui se donne pour objectif principal, dès son premier éditorial, « la pleine mise en œuvre de la Constitution » :

« Si l'on garde à l'esprit le fait que les structures institutionnelles elles-mêmes inscrites dans la Constitution sont encore aujourd'hui incomplètes ou mutilées, on ne peut pas ne pas reconnaître que (...), dans notre République fondée sur les principes que la Constitution énonce et consacre, la légalité n'est pas aujourd'hui démocratique. Cette revue se propose d'en faire la démonstration et d'indiquer les voies d'un dépassement qui en définitive peuvent se résumer à la pleine mise en œuvre de la Constitution »<sup>18</sup>.

L'éditorial poursuit en soulignant que la Constitution doit être interprétée « à la lumière des grands événements dont elle est le fruit, et de la volonté de ses

<sup>16</sup> Cette configuration qui préside à la prise de parole sur la Constitution n'est pas sans faire penser au cas, à bien des égards emblématique, de la Constitution de la Vème République, pour laquelle la longue tutelle du général de Gaulle aura fonctionné comme un principe d'exclusion de toute interprétation « en droit » des institutions ; sur ce point FRANCOIS (Bastien), *La cinquième République dans son droit. La production d'un corps de connaissances spécialisées sur la politique et les institutions*, op. cit., notamment pp. 351-359.

<sup>17</sup> TARELLO (Giovanni), « Orientamenti della magistratura, del giurista-interprete e della dottrina sulla funzione politica », op. cit., p. 471

<sup>18</sup> « Presentazione », *Democrazia e diritto*, I, n°1, 1960, pp. 3-4, p. 4.

rédacteurs dont on a la trace sans équivoque dans les documents officiels »<sup>19</sup>. De même, cet autre juriste communiste fait de la « reconnaissance des principes politiques qui sont au fondement des normes » et de leur « signification historique », le prisme à l'aune duquel doit être interprétée la Constitution<sup>20</sup>. Dans ces conditions, l'expertise juridique reste suspendue à l'interprétation préalable de cette « signification historique » et du sens véritable du « pacte politique » qui a présidé à l'écriture de la Constitution, et les juristes ne peuvent alors « faire parler » les textes par le biais des seules méthodes scientifiques d'interprétation de leur discipline.

Cette exclusion des professionnels du droit de l'interprétation du sens du texte constitutionnel est d'autant plus nette à gauche que la Constitution est considérée, à la faveur des mobilisations multiples pour sa « mise en œuvre », tout à la fois comme le socle de toute l'architecture institutionnelle et comme l'étalon à l'aune duquel se mesurent les nouvelles lois. Comme le souligne, vingt-cinq ans après, l'une des figures tutélaires de l'Assemblée constituante, le communiste Umberto Terracini qui en fut le président :

« La Constitution (...) a légitimé et stimulé toute une série d'impulsions réformatrices tendant à la démocratisation, y compris de l'économie (...). C'est du fait de cette connotation [réformatrice] que les partis de la gauche, les partis progressistes, les partis ouvriers, après avoir participé à sa rédaction, l'adoptèrent et la prirent ensuite comme ils continuent à le faire aujourd'hui comme point de référence valide pour tracer les orientations de son action »<sup>21</sup>.

Dès lors, cette exclusion de l'expertise juridique spécifique s'étend à l'ensemble des institutions, des codes et des lois en vigueur ; ainsi qu'aux réformes législatives proposées qui sont jugés à l'aune de leur conformité à « l'esprit de la Constitution » tel qu'il se trouve défini par les partis politiques du Front populaire (PSI et PCI)<sup>22</sup>. L'échec au début des années 1970 du registre modernisateur des

<sup>19</sup> *Ibid.*

<sup>20</sup> ASCOLI (Luciano), « Tendenze interpretative della Costituzione italiana », *op. cit.*, p. 193 et p. 194.

<sup>21</sup> TERRACINI (Umberto), « Il tarlo della DC ha rosso la Costituzione », *Rinascita*, n°47, 30 novembre 1973, p. 10-11, p. 10.

<sup>22</sup> On comprend dans ce cadre que la période de « dégel du texte constitutionnel » qui s'ouvre à la fin des années 1950, avec notamment l'institution de la Cour constitutionnelle (1956) et du Conseil supérieur de la magistrature (1958) ne suffise pas à mettre fin à cette répartition des rôles dans l'expertise des institutions entre partis politiques et professionnels du droit. Il est vrai qu'on aurait tort d'écarter sans autre commentaire « l'impact » des modifications introduites au cours de cette période. La Cour constitutionnelle, en se reconnaissant dès sa première décision en date du 5 juin 1956, une pleine compétence sur la constitutionnalité des lois, y compris celles antérieures à l'entrée en vigueur de la Constitution, s'affirme d'emblée comme un nouvel interprète de ce texte, entamant ainsi le monopole dont



institutions étatiques que défendaient certains courants du PSI vient encore conforter la prééminence à gauche du paradigme de la « mise en œuvre »<sup>23</sup>.

On se convainc alors que au tournant des années 1960 et 1970, la parole des professionnels du droit sur la Constitution reste encore largement subordonnée à gauche à l'exégèse de ceux qui ont été les protagonistes de son écriture, interdisant ainsi que se développe une exégèse spécifiquement juridique qui, par le biais de l'usage des outils de l'herméneutique juridique, dévoilerait le sens du texte constitutionnel.

Sans doute faut-il comprendre dans ce cadre les critiques qui se multiplient dans l'université et dans la magistrature qui s'en prennent à l'archaïsme de la réflexion institutionnelle des partis politiques de gauche. C'est que la captation de l'expertise institutionnelle par les partis politiques s'accompagne de l'exclusion de la possibilité de connaître des institutions autrement que par le biais du retour au moment constituant tel qu'il est interprété par l'un des trois principaux partis de l'Assemblée constituante.

Toutes les composantes de la « gauche juridique », à l'instar de ces magistrats du syndicat *Magistratura Democratica*, s'accordent en effet pour dénoncer le « vide d'analyse [sur les institutions] et de réflexion politique que l'on peut trouver chez toutes forces politiques de la gauche »<sup>24</sup>, ou encore « la totale inexpérience de toute la gauche face aux problèmes de l'Etat »<sup>25</sup>. De même dans les revues juridiques, on critique « le vieux registre polémique de la non-application de la Constitution »<sup>26</sup>, ainsi que « le retard historique de la gauche sur les questions

---

bénéficiaient jusque là les partis anti-fascistes. Sans qu'il soit ici possible de rendre compte des conditions de la réussite de cette institution, force est en effet de constater que la Cour impose rapidement sa jurisprudence comme une clé de lecture incontournable du texte constitutionnel. Sur la période dite de « dégel de la Constitution », voir PIZZORUSSO (Alessandro), « Il disgelo costituzionale », *Storia dell'Italia Repubblicana*, vol. 3, t. 2, Turin, Einaudi, 1994, pp. 115-151.

<sup>23</sup> Sur ce point, voir nos développements *supra* au chapitre 1, Partie I.

<sup>24</sup> PALOMBARINI (Giovanni), Assemblée de Vérone, ronéo, 6 pages, 10 février 1973, in Archives Marco Ramat, non classé.

<sup>25</sup> RAMAT (Marco), « Una piccola storia in una grande storia », in RAMAT (Marco, dir.), *Storia di un magistrato*, *op. cit.*, pp. 7-30, p. 10.

<sup>26</sup> *Politica del diritto*, « Il PCI e le istituzioni », V, n°5, 1974, pp. 645-646.

institutionnelles »<sup>27</sup>, qui fait penser que la gauche italienne n'a pas « de vocation pour les institutions »<sup>28</sup>.

Ce « retard » est présenté comme le symptôme d'un « désintérêt de la gauche pour la réforme de l'Etat »<sup>29</sup>. Comme l'indique alors un des leaders de *Magistratura Democratica* à propos de la politique judiciaire du PSI et du PCI :

*« Aucune figure politique de premier plan à gauche, à une exception près<sup>30</sup>, ne se consacrait alors à la justice et à la magistrature ; à l'inverse, en face, les ministres de la justice étaient des hommes de très grande, ou à tout le moins de grande importance, au sein de leur camp et de leur parti, Piccioni, Zoli, Moro, Gonella, Gui, Gava, Bosco, Reale. La gauche avait certes parmi ses parlementaires quelques "experts" en la matière ; mais, il s'agissait de figures n'ayant aucun poids politique effectif et qui étaient envoyées avec une certaine nonchalance aux congrès de magistrats, face aux ministres et aux autres gros calibres des conservateurs comme par exemple Leone et Bozzi. »*

(...) Certes, il y avait [au PSIUP] quelques membres de l'Association des juristes démocrates, mais l'ouvriérisme un peu archaïque de ce nouveau parti tenait une fois encore à l'écart [la] question [institutionnelle] »<sup>31</sup>.

Cette critique s'en prend également au rôle subalterne que les politiques feraient jouer aux juristes, comme en témoigne ce magistrat de MD quand il évoque les rapports entre le PCI et les magistrats de Milan au cours des années 1960 :

*« La fédération du PCI à Milan, la structure du parti elle-même ne disposait pas de personnalités... La chose était pensée de la manière la plus traditionnelle : on invitait des magistrats amis, ce qui posait un problème d'image [pour le magistrat], et c'était fait de façon grossière, sans être véritablement pensé ; de fait, cela n'eut jamais une quelconque portée »<sup>32</sup>.*

Cette critique du « retard de la gauche en matière d'institutions » peut sembler à première vue paradoxale, puisqu'aussi bien la Constitution a été au contraire – comme on l'a vu – un enjeu central des débats politiques depuis son adoption en 1947 ; mais, dans un cadre où les juristes sont marginalisés dans l'expertise institutionnelle, elle peut s'analyser comme la revendication d'une nouvelle répartition des rôles à gauche entre partis politiques et professionnels du droit.

---

<sup>27</sup> *Ibid.*

<sup>28</sup> *Ibid.*

<sup>29</sup> *Politica del diritto*, « Editoriale », V, n°1, 1974, pp. 3-10, p. 4.

<sup>30</sup> Marco Ramat évoque ici la figure de Lelio Basso à laquelle on s'intéresse *infra*.

<sup>31</sup> RAMAT (Marco), « Una piccola storia in una grande storia », *op. cit.*, p. 10.

<sup>32</sup> Edmondo Bruti Liberati, entretien, Milan, 12 juin 1997.

## B/ Des entreprises de redéfinition des rapports entre droit et politique

En effet, dans cette configuration où la prise de parole sur les institutions reste à gauche étroitement soumise aux partis politiques, différentes entreprises se constituent dans les facultés de droit et dans la magistrature qui contestent ce monopole et revendiquent un point de vue politique sur le droit et les institutions.

### 1- Les facultés de droit dans la contestation

De fait, force est de constater au tournant des années 1960 et 1970, l'effervescence inédite de colloques, mobilisations, revues qui ont pour point commun de redéfinir le rôle politique du juriste<sup>33</sup>. On peut s'en convaincre en considérant le nombre de revues qui apparaissent alors : en 1970, naît *Politica del diritto* sous la direction de Stefano Rodotà, Sabino Cassese, et Giuliano Amato qui fédère des juristes qui se définissent comme « réformistes » ; en 1973, *Democrazia e diritto*, la revue de la section italienne de l'Association internationale des juristes démocrates<sup>34</sup>, qui rassemble les juristes proches du PCI et du PSIUP<sup>35</sup>, est profondément refondée avec la volonté de promouvoir un juriste marxiste. Enfin, les professeurs de droit proches de la « gauche extra-parlementaire »<sup>36</sup> fondent *Critica del diritto*<sup>37</sup>.

---

<sup>33</sup> Sur les recompositions que traverse alors la « culture juridique » de gauche, voir COSTA (Pietro), « L'alternativa "presa sul serio" : manifesti giuridici degli anni settanta », *Democrazia e diritto*, n°3, 1987, pp. 15-56 ; FERRAJOLI (Luigi), *La cultura giuridica nell'Italia del novecento*, Bari, Laterza, 1999, pp. 63-76, et TARELLO (Giovanni), « Orientamenti della magistratura, del giurista interprete, e della dottrina sulla funzione politica », *op. cit.*

<sup>34</sup> L'Association internationale des juristes démocrates rassemble les juristes communistes ou proches des partis communistes.

<sup>35</sup> Le Parti socialiste italien pour l'unité prolétaire (PSIUP) naît en 1963 du refus par l'aile gauche du PSI, de toute alliance avec la DC. Sur ce point, voir GINSBORG (Paul), *Storia d'Italia dal dopoguerra a oggi*, *op. cit.*, pp. 371-372.

<sup>36</sup> Le terme désigne de manière usuelle les mouvements et les partis de gauche qui se reconnaissent, à des titres différents, dans les mouvements de la contestation étudiante.

<sup>37</sup> Il faudrait également mentionner des revues qui se constituent concomitamment sans prendre parti politiquement mais qui s'inscrivent néanmoins dans une même critique du positivisme. Giovanni Tarello crée ainsi une revue d'histoire du droit, *Materiali per una storia della cultura giuridica*, tandis que la même année Renato Treves fonde *Sociologia del diritto*. En droit pénal, c'est la revue *La questione criminale* qui est alors fondée.

Toutes les branches du droit sont affectées par ces entreprises qui cherchent à redéfinir tout à la fois l'agenda de la discipline et les postures des juristes qui l'incarnent : dans la « discipline hégémonique »<sup>38</sup> des facultés de droit, le droit civil, on peut mentionner Stefano Rodotà ou Pietro Barcellona ; en droit du travail, on pense aux juristes de « l'école de Bologne » ; en droit pénal aux travaux de Franco Bricola et de son école ; enfin le droit administratif est également traversé, à la faveur des travaux de Saverio Giannini et Sabino Cassese, par des projets de redéfinition disciplinaire<sup>39</sup>.

Sans doute ces différentes entreprises prennent-elles pour objet des branches très différentes du droit et mobilisent-elles des disciplines (sociologie, histoire, philosophie) et théories politiques (marxisme, réformisme...) très hétérogènes, voire antagonistes. Mais elles attestent néanmoins toutes de la formation, dans les facultés de droit, de mobilisations contestant les limites disciplinaires traditionnelles du droit, ainsi que la volonté de constituer un savoir utile aux partis politiques de gauche pour la réforme, comme en témoignent tout à la fois la figure du « juriste réformateur » qu'entend promouvoir la revue *Politica del diritto*, et celle du « juriste marxiste » défendue dans les colonnes de *Democrazia e diritto*.

#### a) *Politica del diritto* et le juriste réformateur

Fondée en 1970 par trois jeunes professeurs de droit, un constitutionnaliste Giuliano Amato, un administrativiste Sabino Cassese, et un privatiste Stefano Rodotà, *Politica del diritto* constitue assurément une des principales entreprises de redéfinition des rapports entre droit et politique.

Sans doute faut-il attribuer l'écho que rencontre immédiatement la revue au fait qu'elle constitue la fédération d'entreprises préexistantes, plus ou moins formalisées dans chacune des branches du droit. *Politica del diritto* naît en effet de la rencontre de groupes déjà constitués dont il est utile d'indiquer ici les principales composantes.

---

<sup>38</sup> FERRAIOLI (Luigi), *La cultura giuridica nell'Italia del novecento*, op. cit., p. 70.

<sup>39</sup> Pour une description de ces différentes entreprises, voir FERRAIOLI (Luigi), *La cultura giuridica nell'Italia del novecento*, op. cit., pp. 69-72.

A bien des égards, le groupe des professeurs de droit du travail de « l'école de Bologne » est le plus organisé de ceux qui participent à la fondation de la revue<sup>40</sup>. Cette école s'est constituée dès le milieu des années 1960 autour de professeurs tels que Gino Giugni et Federico Mancini<sup>41</sup>, qui sont parmi les fondateurs du groupe d'intellectuels de centre-gauche réunis autour de la maison d'édition bolognaise *Il Mulino*. A ce titre, ils ont participé activement à l'introduction des sciences sociales en Italie<sup>42</sup>, ainsi qu'à l'expérience des gouvernements de centre-gauche, tout au long des années 1960<sup>43</sup>. Dès lors, ainsi situés à la rencontre du droit et des sciences sociales, on ne sera pas surpris que les travaux qu'ils engagent au milieu des années 1960 au travers du « groupe d'études sur la formation extra-législative du droit du travail de l'université de Bari et de Bologne »<sup>44</sup>, constituent une des premières recherches juridiques à faire usage des instruments d'enquête sociologique<sup>45</sup>. En s'appuyant sur des sources juridiques traditionnellement délaissées parce qu'illégitimes à l'instar « des usages, des pratiques administratives, de la jurisprudence et surtout des négociations collectives »<sup>46</sup>, ils cherchent prioritairement les « données que l'on peut reconstruire historiquement, fournies par l'enquête de la sociologie du travail et des enquêtes de "industrial relations" », et non pas à travers « un examen pur et simple des seules définitions légales ou, pire encore, entre concepts hérités de la tradition doctrinale »<sup>47</sup>.

Les publicistes qui participent à l'entreprise de *Politica del diritto* sont également – quoique de façon plus récente – engagés collectivement dans la rénovation de leur discipline. Giuliano Amato et Sabino Cassese, qui se sont rencontrés à la faculté de droit de l'école normale supérieure de Pise, appartiennent à un groupe de publicistes dit de « Tirrenia » du nom de la ville proche de Pise où se tint la première réunion du groupe en 1969. L'activité de ce groupe s'organise autour de « séminaires itinérants » qui se tiennent d'université en université entre 1969 et 1971<sup>48</sup>.

<sup>40</sup> On trouve une analyse des travaux et de l'histoire de cette école, in TARELLO (Giovanni), « Situazione sindacale e atteggiamenti dei giuristi », *Politica del diritto*, I, n°2, oct. 1970, pp. 195-240.

<sup>41</sup> Outre ces deux professeurs, « l'école de Bologne » de droit du travail comprend également Giorgio Ghezzi et Umberto Romagnoli.

<sup>42</sup> Sur la contribution du groupe *Il Mulino* à l'introduction des sciences sociales, voir CHIARETTI (Giuliana), « Un caso di organizzazione della scienza », *op. cit.*, pp. 89-92.

<sup>43</sup> Le groupe de *Il Mulino* apporte, dès le début des années 1960, son soutien à la formation de gouvernement de centre-gauche. Ainsi, Gino Giugni, professeur de droit du travail, sera l'un des rédacteurs – dans le cadre d'un gouvernement de centre-gauche, et sous l'égide du ministre socialiste du travail Giacomo Brodolini – d'une des réformes les plus importantes des gouvernements de centre-gauche, le « statut des travailleurs » adopté par le Parlement en mai 1970. Sur cette réforme, voir les développements de GINSBORG (Paul), *Storia d'Italia dal dopoguerra a oggi*, *op. cit.*, p. 444.

<sup>44</sup> GIUGNI (Gino), MANCINI (Federico), dir., *La disciplina dei licenziamenti nell'industria italiana (1950-1964)*, Bologne, Il Mulino, 1968. Sur cette recherche, voir le compte-rendu d'un des futurs membres de l'équipe de *Politica del diritto*, TARELLO (Giovanni), « In margine ad una ricerca empirica », *Annali della facoltà di giurisprudenza dell'università di Genova*, VII, 1968, pp. 246-255.

<sup>45</sup> Sur le développement et la faveur de la sociologie, voir nos développements *supra* au chapitre 1, Partie I.

<sup>46</sup> TARELLO (Giovanni), « Situazione sindacale e atteggiamenti dei giuristi », *Politica del diritto*, I, n°2, oct. 1970, pp. 195-240, p. 213.

<sup>47</sup> GIUGNI (Gino), MANCINI (Federico), « Prefazione », pp. 6-9, in GIUGNI (Gino), MANCINI (Federico), *op. cit.*

<sup>48</sup> En 1969, à Sienne, le groupe évoque la place des juristes dans la culture italienne ; à Cagliari en février 1970, le débat sur les actes administratifs ; en avril 1970, à Ferrara, le groupe de Tirrenia discute de l'intérêt public ; en juin 1970 à Modena, la discussion porte sur la science du droit administratif... Sur ce groupe, et les discussions qu'il mène, voir les compte-rendus dans *Politica del diritto*, notamment « Il passato dei

Enfin en droit civil, Stefano Rodotà sans disposer d'une école ou être inséré dans un groupe de recherche, s'est imposé dès le milieu des années 1960 comme un des principaux avocats de la refondation du droit par le biais des sciences sociales. Né en 1933, il écrit dès la fin des années 1950 dans les revues de la gauche non communiste. Ses premiers articles paraissent ainsi sous la forme de chroniques institutionnelles dans des revues de centre-gauche telles que *Il Mondo*, *L'Astrolabio* et *Nord e sud*, où il dénonce notamment l'instrumentalisation de l'activité culturelle par le PCI<sup>49</sup>. A l'instar de ses collègues bolognais, il se fait l'avocat d'une discipline juridique réformatrice qui serait ouverte aux sciences sociales, comme l'attestent tout à la fois les propositions qu'il formule en 1965 -avec entre autres Sabino Cassese- dans le sens d'un renforcement des enseignements de sciences sociales dans les études de droit<sup>50</sup>, et le bilan critique de la discipline qu'il dresse sous ce rapport<sup>51</sup> à la demande du Comité pour les sciences politiques et sociales (COSPOS)<sup>52</sup>.

On le voit, l'ouverture du juriste aux sciences sociales (sociologie mais aussi histoire) apparaît bien comme l'objectif commun de ceux qui prennent part à *Politica del diritto*. Le recours à l'histoire et à la sociologie, parce qu'il permet de rompre l'isolement traditionnel des juristes dans l'université, leur donne en effet les moyens de redéfinir leur rôle et de « reconquérir la place perdue dans les sciences sociales et dans la culture en général »<sup>53</sup>. Relevant en 1971 le « divorce entre la culture générale et la culture juridique »<sup>54</sup>, ainsi que « l'isolement des chercheurs en droit administratif »<sup>55</sup>, Sabino Cassese indique ainsi que :

« Les écrits des chercheurs de droit administratif comme ceux des juristes d'une manière générale sont édités par Giuffrè, Cedam, Jovene et Morano<sup>56</sup> et, le plus souvent, ne sont pas diffusés dans les librairies non spécialisées, ni ne sont lus par les non juristes (...). Il est rare que l'on entende parler en dehors des cercles des juristes des discussions scientifiques »<sup>57</sup>.

---

giuristi », *Politica del diritto*, n°1, 1970, pp. 30-35, et « Discussioni sul diritto pubblico », *Politica del diritto*, n°3, 1971, pp. 394-401.

<sup>49</sup> RODOTA (Stefano), « La via socialista alla cultura », *Nord e sud*, n°4, 1957, pp. 85-87, p. 87.

<sup>50</sup> CASSESE (Sabino), CONTI (M.), RODOTA (Stefano), CRAVERI (Piero), SPANTIGATI (Federico), « Sul riordinamento della facoltà di giurisprudenza », *Foro italiano*, V, 1965, pp. 22-29.

<sup>51</sup> RODOTA (Stefano), « Gli studi di diritto contemporaneo », in ACQUARONE (Alberto), UNGARI (Paolo), RODOTA (Stefano), *Studi di storia e diritto contemporaneo*, Milan, Comunità, 1968, pp. 93-158.

<sup>52</sup> Le COSPOS est un organisme financé par la fondation Olivetti et la fondation Ford, et chargé au cours des années 1960 de promouvoir les sciences sociales en Italie ; voir CHIARETTI (Giuliana), « Un caso di organizzazione della scienza », *op. cit.*, pp. 126-127.

<sup>53</sup> « Il passato dei giuristi », *Politica del diritto*, n°1, 1970, pp. 30-35.

<sup>54</sup> CASSESE (Sabino), *Cultura e politica del diritto amministrativo*, Bologne, Il Mulino, 1969, p. 209.

<sup>55</sup> *Ibid.*, p. 62.

<sup>56</sup> Il s'agit là de maisons d'édition spécialisées dans la publication d'ouvrages juridiques.

<sup>57</sup> *Ibid.*, p. 63. Dans le compte-rendu qu'il fait de cet ouvrage, Alessandro Pizzorusso, ancien magistrat proche de MD devenu professeur de droit constitutionnel, abonde dans le sens de l'auteur et parle de « l'exil dans lequel se maintient depuis longtemps la culture juridique italienne par rapport à la culture tout court, qui se manifeste dans des données tangibles telles que, par exemple, le fait que les juristes publient leurs travaux presque exclusivement auprès des maisons d'édition spécialisées et se voient exclus -à tout le moins, tant qu'ils écrivent comme des juristes- de l'accès aux revues dont se prévaut la culture avec un "c" majuscule, ou encore dans le désintérêt que ces revues montrent habituellement pour la littérature

Dans ces conditions, l'usage des sciences sociales est conçu comme permettant « l'élargissement de l'horizon culturel des juristes »<sup>58</sup>, ainsi que de mettre « fin au provincialisme culturel »<sup>59</sup> des juristes italiens.

Pour autant, si l'ouverture des facultés de droit aux sciences sociales est considérée comme salubre, c'est à la condition de rester aux mains de seuls juristes, en gardant pour fin ultime, la recherche juridique. Celle-ci doit alors faire sienne les enquêtes sociologiques et historiques en les dépassant dans une analyse spécifiquement juridique :

*« Le juriste peut trouver une certaine consolation dans le fait que les travaux historiques, sociologiques, économiques ne manquent pas de défauts quand elles traitent le profil juridique. L'important est d'avoir engagé la voie et d'avoir commencé à prendre conscience que l'érudition historique, économique ou sociologique ne suffit pas pour donner vie à des recherches effectivement neuves puisque l'enjeu essentiel tient dans la capacité à utiliser les données fournies par ces disciplines dans la dimension institutionnelle qui est celle de l'analyse juridique »<sup>60</sup>.*

Dès lors, le projet des fondateurs de *Politica del diritto* s'analyse comme une « revendication de juridiction » des juristes sur l'expertise des institutions et du droit, à l'exclusion des sociologues et historiens qui ne se donnent pas les moyens d'en comprendre de l'intérieur la complexité. De fait, on trouve, dans les premiers numéros de *Politica del diritto*, une critique du rapport du CSM de 1970 sur la « réalité sociale et l'administration de la justice »<sup>61</sup>, qui regrette que « de trop de bonnes opportunités semblent s'être perdues dans ces pages », considérant que le fait « d'attribuer à des juristes d'autres disciplines [un tel objet] était trop optimiste, et de fait, les travaux qui en sont sortis, sont restés à la surface des problèmes »<sup>62</sup>.

Cette nouvelle expertise sur les institutions que revendiquent les fondateurs de la revue, informée des sciences sociales mais exercée par des juristes, se veut d'abord une science incontournable pour la réforme des institutions. Ainsi, s'il

---

juridique », PIZZORUSSO (Alessandro), « Recensione », *Rivista trimestriale di diritto pubblico*, n°1, XXVI, mars 1972, pp. 314-317, p. 314.

<sup>58</sup> RODOTA (Stefano), « Gli studi di diritto contemporaneo », *op. cit.*, p. 101.

<sup>59</sup> *Ibid.*, p. 96.

<sup>60</sup> *Ibid.*, p. 102.

<sup>61</sup> Sur ce rapport, voir chapitre 1, Partie I.

<sup>62</sup> *Politica del diritto*, « Editoriale », I, n°3, décembre 1970, pp. 349-353, p. 353.

« n'a pas peur de la rencontre avec les autres sciences sociales »<sup>63</sup>, le nouveau juriste qui est esquissé dans le premier éditorial de *Politica del diritto* en 1970 entend également être le producteur d'un savoir indispensable pour penser et organiser la réforme des institutions. Dans un contexte où le « juriste (très déférent) du prince »<sup>64</sup> se contente de « "rationaliser" les décisions prises à des niveaux dont il reste toujours étranger (...) [et reste] un technicien qui est derrière la porte »<sup>65</sup>, le juriste n'aurait d'autre choix, « pour participer aux décisions politiques (...), que de devenir, à son tour, politicien de profession »<sup>66</sup>. En rejetant ainsi les figures symétriques, d'une part des juristes techniciens, « ingénieurs et géomètres constitutionnels [qui] continuent avec monotonie à construire les projets attendus repris avec une intelligence et une bonne foi inégale par les politiques »<sup>67</sup>, et d'autre part, du juriste homme politique, « fusion des rôles du juriste et du politique »<sup>68</sup>, les fondateurs de *Politica del diritto* revendiquent une science juridique autonome, mais incontournable, pour la formation des « politiques du droit ». En d'autres termes, « le juriste doit faire de la politique sans être au service de la classe politique »<sup>69</sup>. Parce que « le juriste réformateur est beaucoup plus que ce demi-homme auquel on a recours pour mettre en forme une solution préparée ailleurs »<sup>70</sup>, la science juridique doit devenir alors une science intéressante qui façonne les instruments techniques nécessaires pour la réforme de l'Etat :

« Une science juridique (...) qui se pose elle-même comme un lieu non seulement où l'on forge les instruments techniques qui prétendent à la neutralité, mais aussi où l'on fait des choix politiques courageux, capables de rendre à ces instruments la fonction de mettre en œuvre des valeurs qui peuvent conduire à des profondes transformations de la société »<sup>71</sup>.

On le voit, les professeurs de droit de *Politica del diritto* revendiquent la formation d'un juriste réformateur capable d'échafauder non seulement les instruments, mais aussi plus largement la politique de réformes institutionnelles. Cette entreprise qui promeut la constitution d'un « juriste réformiste » se développe parallèlement à la

<sup>63</sup> *Politica del diritto*, « Editoriale », I, n°1, juillet 1970, pp. 3-6, p. 6.

<sup>64</sup> *Ibid.*, p. 5.

<sup>65</sup> *Ibid.*, pp. 3-4.

<sup>66</sup> *Ibid.*, p. 5.

<sup>67</sup> *Politica del diritto*, « Editoriale », V, n°2, avril 1974, pp. 131-138, p. 131.

<sup>68</sup> *Politica del diritto*, « Editoriale », I, n°1, juillet 1970, p. 4.

<sup>69</sup> GIUGNI (Gino), « Il diritto sindacale e atteggiamento dei giuristi », *op. cit.*, p. 381.

<sup>70</sup> RODOTA (Stefano), *Ideologie e tecniche della riforma del diritto civile*, Macerata, 1967, p. 22.

<sup>71</sup> « Editoriale », *Politica del diritto*, I, n°1, juillet 1970, p. 6.



redéfinition des rapports entre marxisme et droit, qui débouche en 1973 sur la refondation de la revue de la section italienne de l'Association internationale des juristes démocrates, *Democrazia e diritto*.

#### b) *Democrazia e diritto* et le juriste marxiste

Le début des années 1970 est également marqué par la redéfinition de la culture juridique marxiste dont on trouve notamment l'indice dans la refondation, en 1973, de la revue *Democrazia e diritto*. Cette entreprise doit être reliée avec le travail engagé, entre 1969 et 1973, dans deux universités du sud de l'Italie (Bari et Catane) où de jeunes professeurs de droit privé entreprennent une critique marxiste du droit. En effet, à la faveur de la contestation étudiante qui se développe dans ces universités au tournant des années 1960 et 1970<sup>72</sup>, un groupe de juristes privatistes proches du PCI s'engage dans une entreprise de rénovation des manuels et des méthodes d'enseignement du droit civil, notamment par le biais de l'écriture de ce qui est alors appelé « contre-manuel » ou « anti-manuel » de droit civil.

Cette critique de la pédagogie traditionnelle va de pair avec l'usage par les « privatistes méridionaux » des sciences sociales, et tout particulièrement du marxisme. Sans doute faut-il relier ce recours au marxisme à la rencontre entre les privatistes méridionaux et des philosophes marxistes. Sans pouvoir ici faire l'histoire de ces mobilisations communes, on notera néanmoins que, à la faveur de la contestation étudiante et syndicale, se forme en 1969 à l'université de Bari, une section universitaire « Palmiro Togliatti » où se retrouvent des professeurs de droit, tels que Giuseppe Cotturri et Aldo Schiavone, et des philosophes marxistes comme Baggio De Giovanni et Giuseppe Vacca<sup>73</sup>. Les nombreuses mobilisations

---

<sup>72</sup> Sur ce point, voir les récits détaillés de la contestation étudiante à Bari in ARESTA (Giancarlo), « Movimento studentesco e gruppi extraparlamentari a Bari : 1966-1972 », in VACCA (Giuseppe, dir.), *PCI, Mezzogiorno e intellettuali*, Bari, De Donato, 1973, pp. 297-476.

<sup>73</sup> Sur l'activité de cette section, voir les récits qu'en donne l'un de ses membres, DE FELICE (Franco), « Significato e problemi di un'organizzazione comunista nel Mezzogiorno : la sezione universitaria barese Palmiro Togliatti 1969-1972 », in VACCA (Giuseppe, dir.), *PCI, Mezzogiorno e intellettuali*, op. cit., pp. 73-157. Voir aussi NAPOLITANO (Giorgio), « PCI e intellettuali nel Mezzogiorno », *Rinascita*, n°28, 13 juillet 1973, p. 22 ; et VACCA (Giuseppe), « L'incontro tra gli studenti e gli operai », *Rinascita*, n°12, 20 mars 1970, p. 18.

communes de cette section de Bari entre 1969 et 1973<sup>74</sup> trouvent un prolongement dans les colloques des « privatistes méridionaux » où les philosophes marxistes sont conviés<sup>75</sup>, mais aussi dans leurs écrits où ils appellent à un nouveau rapport entre marxisme et droit. Deux privatistes de ce groupe, Giuseppe Cotturri et Pietro Barcellona, notent ainsi que ces colloques :

« ont rompu l'ostracisme du marxisme dans la culture universitaire : c'est dans ces colloques que pour la première fois le nom de Marx a circulé parmi les juristes universitaires, d'abord dans les citations en note des communications, puis de manière claire et utilisé de façon provocatrice dans les interventions orales (sans que, pour autant, la "provocation" n'étonne, à quelques rares exceptions près) »<sup>76</sup>.

La renaissance sous une nouvelle forme de la revue *Democrazia e diritto*<sup>77</sup>, dont la publication avait été interrompue tout au long de l'année 1972, s'inscrit dans cette entreprise de redéfinition du juriste marxiste. On peut s'en convaincre en constatant notamment la présence en nombre des « privatistes méridionaux » et des philosophes marxistes de Bari à l'occasion du colloque de refondation de la revue en 1973, au titre emblématique : « Démocratie et droit. *Les nouvelles missions du juriste marxiste* »<sup>78</sup>. Le premier éditorial de la nouvelle série évoque ainsi ce nouveau rapport entre le droit et le marxisme :

« [il s'agit] d'un événement important dans la culture juridique : (...) une véritable redécouverte de Marx et de son analyse de la société. Cela a été un événement très significatif dans la mesure où le droit est resté, pendant des décennies, indifférent à la reprise des études marxistes qui a pourtant caractérisé de nombreux secteurs de notre culture. Pour les juristes, Marx et ses instruments d'analyse constituaient une sphère sans rapport avec leur propre métier, et leurs propres problèmes. Les hypothèses de Marx pouvaient intéresser le politique mais non le juriste, jusqu'à ce que l'on montre que le métier de juriste était lui-même un métier politique »<sup>79</sup> ;

« Nous avons tous conscience de la nécessité d'un réexamen rigoureux de la tradition marxiste elle-même dans ses rapports avec l'Etat et le droit (...). Précisément parce que la certitude politique ne se traduit pas toujours en certitude théorique (qui requiert comme toujours une

<sup>74</sup> Cf. DE FELICE (Franco), « Significato e problemi di un'organizzazione comunista nel Mezzogiorno : la sezione universitaria barese Palmiro Togliatti 1969-1972 » *op. cit.*, pp. 73-157.

<sup>75</sup> Ces colloques se tiennent respectivement les 17-18 mai 1969 à Catane, les 22-24 mai 1970 à Macerata, en mai 1972 à Catane, et les 18-20 mai 1973 à Bari. Ils abordent successivement la question de la « protection du "contractant faible" », les « aspects privatistes de la planification économique », « l'usage alternatif du droit », et enfin les « rapports entre techniques juridiques et épanouissement de la personne ».

<sup>76</sup> BARCELLONA (Pietro), COTTURRI (Giuseppe), *Stato e giuristi tra crisi e riforma*, Bari, De Donato, 1974, p. 124.

<sup>77</sup> On a évoqué plus haut la première série de cette revue dont on a vu qu'elle était marquée par le registre de la « mise en œuvre » de la Constitution.

<sup>78</sup> Les actes du colloque sont rassemblés dans LORENZONI (Fabio), SCHIAVONE (Aldo), dir., *Democrazia e diritto. I compiti attuali della cultura giuridica marxista*, Bari, De Donato, 1975. Outre le philosophe Bagio De Giovanni, on trouve de juristes marxistes de Bari et Catane à cette occasion tels Eligio Resta, Giuseppe Cotturri, Aldo Schiavone, Pietro Barcellona, Michele Costantino.

<sup>79</sup> BERLINGUER (Luigi) et alii, « Editoriale », *Democrazia e diritto*, I, n°1, 1973, pp. 5-10, p. 6.

vérification scientifique), il s'agira d'approfondir les discours sur une théorie juridique fondée sur le marxisme »<sup>80</sup>.

Ainsi, l'entreprise des « privatistes méridionaux », et plus largement les membres de la revue *Democrazia e diritto* invoquent un nouveau juriste qui, à l'instar du juriste réformiste de *Politica del diritto*, refuse de se cantonner à un rôle de technicien, mais revendique au contraire un nouveau rapport entre droit et politique où le juriste armé de la théorie marxiste viendrait seconder le politique dans la réforme des institutions. La formation de ce nouveau juriste marxiste se fonde ainsi d'une part, sur l'affirmation de la spécificité du droit comme discipline scientifique et à ce titre, comme savoir de professionnels, et d'autre part sur la revendication de son utilité incontournable pour la compréhension de la réalité sociale et des institutions. On retrouve ce double mouvement dans le compte-rendu d'un des colloques des privatistes méridionaux dans *Democrazia e diritto*, où il est indiqué que :

« Les promoteurs de la rencontre [colloque des privatistes méridionaux] sont partis du présupposé de la diffusion, y compris dans les milieux académiques des facultés de droit traditionnellement rétifs à ce type de suggestions, d'une part de la prise de conscience de la fonction politique du droit, de l'étroite interdépendance entre les rapports juridiques et les rapports politiques, économiques et sociaux ; et d'autre part de l'exigence qui lui est corrélée de contrôler la validité des instruments juridiques pour la poursuite des objectifs politiques »<sup>81</sup>.

Ainsi, le juriste marxiste projeté par *Democrazia e diritto* partage avec le juriste réformiste esquissé par *Politica del diritto* une même revendication d'une nouvelle répartition des rôles entre professionnels du droit et hommes politiques, où serait prise en compte la spécificité de savoir-faire juridiques pour la réforme des institutions.

La magistrature n'est pas épargnée par ce mouvement de redéfinition des professions juridiques. Privé à partir de 1969 d'Adolfo Beria et de la surface sociale qui avait présidé à sa formation, le syndicat de juges *Magistratura Democratica* s'engage en effet activement dans les mobilisations de la « gauche juridique ».

---

<sup>80</sup> *Ibid.*, p. 8.

<sup>81</sup> *Democrazia e diritto*, « Il diritto alternativo », n°1, 1973, pp. 207-208, p. 207.

## 2- Un syndicat de « juges rouges »

La consolidation de clivages *politiques* au sein de MD à partir de 1967<sup>82</sup> et tout particulièrement le départ d'Adolfo Beria en 1969, prive le syndicat de l'essentiel du dispositif institutionnel et social dont il disposait. Dans ce nouveau contexte, les prises de position de l'aile gauche de MD pour la constitution d'une « jurisprudence alternative » qui ferait le choix des plus défavorisés, se trouvent exposées et dépourvues de soutien au sein de l'institution judiciaire. Ceux qui restent dans MD, c'est-à-dire la gauche du syndicat –on dira aussi les « juges rouges » (*toghe rosse*)-, se doivent alors, pour légitimer leurs options politiques iconoclastes, d'intéresser les organisations et partis de la gauche à son entreprise.

### a) *Magistratura Democratica* privé de sa surface sociale

Dès 1968, des clivages politiques se constituent en effet dans *Magistratura Democratica* qui se consolident à la faveur du développement de la contestation étudiante et ouvrière<sup>83</sup>. Ces conflits qui opposent une aile gauche qui soutient et participe à ses mobilisations, et une aile droite attachée aux idées modernisatrices, débouchent, le 20 décembre 1969, sur le départ de celle-ci menée par la figure tutélaire du mouvement Adolfo Beria, suivi de la majeure partie des élus et des cadres<sup>84</sup>. Dénonçant « le soutien à certaines positions politiques partisans »<sup>85</sup> par l'aile gauche, le secrétaire général du CNPDS et les scissionnistes fondent un nouveau syndicat en 1970, *Impegno Costituzionale*. Ce départ ne constitue certes pas la première scission interne au syndicat, mais parce qu'il le prive de l'assise sociale et institutionnelle qui lui avait permis de se distinguer dans l'arène syndicale, il constitue une véritable rupture. Ainsi, si Adolfo Beria laisse à ceux qui restent

---

<sup>82</sup> Sur la formation de clivages politiques dans le syndicat, voir nos précisions à la fin du chapitre 1, Partie I.

<sup>83</sup> Sur le mouvement étudiant (baptisé *il movimento*), voir DELLA PORTA (Donatella), *Movimenti collettivi e sistema politico*, *op. cit.*, pp. 21-90, et REVELLI (Marco), « Movimenti sociali e spazio politico », *op. cit.*, pp. 438-461.

<sup>84</sup> La lettre de démission est signée par Adolfo Beria, Piero Casadei Monti, Arnaldo Cremonini, Ignazio Micelisopo, Piero Pajardi, Lorenzo Scapinelli, Marcello Scardia, Roberto Sciacchitano, Eugenio Zumin, voir BERIA (Adolfo) et alii, lettre de démission, ronéo, 2 pages, 20 décembre 1969, p. 2, in Archives Romano Canosa, 9 HC.

<sup>85</sup> *Ibid.*, p. 2.

dans MD le « droit à la maison »<sup>86</sup>, cette concession apparaît bien formelle tant il est vrai que ce sont les fondations mêmes de cette maison qui se dérobent avec son départ. On sait en effet ce que la réussite de l'entreprise de MD doit à la position particulière d'Adolfo Beria à la charnière de l'université, de la politique, de la haute fonction publique et de la magistrature<sup>87</sup>.

Pour se convaincre de la dépendance du syndicat à l'égard du dispositif d'institutions et des réseaux des magistrats modernisateurs milanais, il faut rappeler combien avait déjà été difficile, un an avant la scission, le remplacement d'Adolfo Beria qui avait quitté le secrétariat général. L'éventualité de son départ de la direction est alors déjà considérée par tous avec appréhension. Marco Ramat rappelle ainsi :

« On commença à parler d'un nouveau secrétaire au colloque de Varese. Nous pensions aller à la rencontre de l'inconnu, parce que nous étions tous un peu fascinés par l'image de Beria méga-organisateur. Les assemblées et les colloques de MD étaient souvent des appendices du Centre National de Protection et de Défense Sociale dont Beria était secrétaire. Toute l'organisation de la communication interne, le ronéotypage, la diffusion restaient sous la direction de Beria »<sup>88</sup>.

De fait, si le choix du successeur se porte sur Generoso Petrella, qui n'est pourtant qu'une figure de second plan du syndicat<sup>89</sup>, c'est parce qu'il présente « le gros avantage d'être milanais »<sup>90</sup> :

« Nous pensions, moi et les autres qui le soutenions, qu'un tel secrétaire aurait atténué le traumatisme de la prise de distance de Beria de l'organisation, précisément parce que [l'organisation] serait restée à Milan avec la possibilité de reprendre le dispositif déjà en place »<sup>91</sup>.

Quelques mois plus tard en décembre 1969, quand Adolfo Beria fait scission, la situation n'a guère évolué sous ce rapport. Les locaux du CNPDS restent le centre opérationnel de MD, et la capacité de mobilisation du syndicat apparaît étroitement liée aux réseaux du Centre.

---

<sup>86</sup> Un des militants de MD, Igino Cappelli rappelle ainsi que « au cours d'une ultime réunion –le 21 décembre, je crois-, il y eut une clarification. Quand l'un d'entre nous demanda : mais, qui prend la marque et le nom "*Magistratura Democratica*" ? Beria répondit : vous pouvez garder la marque ; parce qu'il était sûr que cette marque qui avait désormais une notoriété, des publications, un crédit, n'aurait pas survécu », Igino Cappelli cité in PAPPALARDO (Sergio), *Gli iconoclasti*, op. cit., p. 246.

<sup>87</sup> Sur ce point, voir nos développements sur la naissance de MD en 1964 au chapitre 1, Partie I.

<sup>88</sup> RAMAT (Marco), « Gli "spiccioli" di Magistratura Democratica », op. cit., p. 342.

<sup>89</sup> Ainsi, Giuseppe Petrella n'appartient pas aux organes dirigeants nationaux de MD. Marco Ramat note dans ses mémoires que « Giuseppe Petrella était actif depuis longtemps dans la section milanaise de MD, ainsi que dans la section milanaise de l'ANM. Mais, il était peu apparu au niveau national, et toujours avec distance. En somme, il n'était pas une des figures connues de de MD », RAMAT (Marco), *ibid.*

<sup>90</sup> *Ibid.*

<sup>91</sup> *Ibid.*

La captation de la surface sociale de l'ancienne MD par le nouveau syndicat d'Adolfo Beria<sup>92</sup> se double en outre du départ de la majorité des cadres et des élus, privant ainsi *Magistratura Democratica* de l'essentiel des positions acquises dans l'arène syndicale depuis sa création<sup>93</sup>. Certes, les premières élections syndicales de l'après-scission qui se tiennent en juillet 1970 témoignent du maintien de l'implantation de MD, qui obtient 13,5% des voix contre 15,5% pour le nouveau syndicat d'Adolfo Beria<sup>94</sup>. Mais, alors même que le syndicat avait participé à la direction de l'ANM entre 1964 et 1969, il s'en trouve désormais exclu. Ainsi, *Magistratura Indipendente* qui mène campagne avec succès (44% des voix) contre la « politisation » des magistrats de MD, impose l'exclusion de ce syndicat comme préalable à la formation d'une coalition à la tête de l'ANM. Dès lors, de partenaire naturel de toutes les coalitions au cours des années 1960, MD devient une composante minoritaire de l'ANM, et se trouve systématiquement écarté des positions de responsabilité en son sein<sup>95</sup>.

A cet isolement dans l'arène syndicale et à la perte des réseaux sociaux, il faut également ajouter la position subalterne qu'occupent les magistrats dans la hiérarchie professionnelle. L'ancienne MD était en effet parvenue à rassembler, tout particulièrement dans les tribunaux du nord de l'Italie, des magistrats exerçant des « fonctions directives » ou « semi-directives »<sup>96</sup> dans l'institution judiciaire<sup>97</sup>. La nouvelle MD se trouve privée de la majeure partie des hiérarques que comptait

---

<sup>92</sup> On ne sera pas surpris de constater qu'Adolfo Beria mette à profit du syndicat qu'il contribue à créer les réseaux du CNPDS : à l'instar de l'ancienne *Magistratura Democratica*, le syndicat *Impegno Costituzionale* se construit en effet en étroite collaboration avec les universitaires –sociologues, psychologues et économistes– du Centre.

<sup>93</sup> Ainsi, des 28 membres fondateurs de MD de 1964, 22 suivent Adolfo Beria. De même, les trois représentants de MD au CSM, ainsi que sept des dix élus du comité directeur de l'ANM quittent le syndicat. Seuls Luigi De Marco, Generoso Petrella et Marco Ramat, tous trois élus au comité directeur de l'ANM ne quittent pas MD.

<sup>94</sup> Voir les résultats des élections syndicales entre 1964 et 1992 à l'annexe n°2.

<sup>95</sup> De fait, ce n'est qu'en novembre 1978, soit neuf années après la scission que les membres de MD, à la faveur des mobilisations anti-terroristes, réintègrent la direction de l'ANM. Sur ce point, voir nos développements *infra* au chapitre 2, Partie II.

<sup>96</sup> Pour la liste des fonctions que recouvrent ces deux catégories, voir l'annexe n°1.

<sup>97</sup> Ainsi, si l'on considère les 36 membres de MD qui sont candidats aux élections syndicales de mai 1969 (soit quelques mois avant la scission), on constate la présence de sept magistrats occupant des fonctions « directives » ou « semi-directives » dans l'institution judiciaire : Luigi De Marco, président de section au tribunal de Bari ; Ugo Giudicandrea, procureur de la République au tribunal de Bolzano ; Guido Marino, président du tribunal de Brescia ; Piero Pajardi conseiller de la Cour d'appel de Milan ; Ferdinando Rosi Cappellani, président de section au tribunal de Pérouse ; Marcello Scardia, substitut du procureur général de la Cour de cassation ; Eugenio Zumin, président de section de la Cour d'appel de Trieste. Seuls les deux premiers magistrats de cette liste resteront dans MD.

auparavant le syndicat. Si l'on s'en tient aux premiers adhérents, force est en effet de constater la position marginale qu'ils occupent au sein de la profession judiciaire<sup>98</sup>. Des 83 membres recensés, seuls cinq d'entre eux occupent des fonctions de direction, appartenant tous de surcroît à la catégorie inférieure des fonctions directives dites « semi-directives »<sup>99</sup>. Le groupe se caractérise également par sa faible ancienneté dans la profession (en moyenne, dix ans et demi), et par la jeunesse de ses membres (en moyenne, 37 ans et demi)<sup>100</sup>. Dans un corps judiciaire où seuls 28% des magistrats sont entrés dans la profession après 1961<sup>101</sup>, *Magistratura Democratica* se singularise puisque 44,5% de ses membres appartiennent à cette catégorie<sup>102</sup>.

On le voit, en quelques mois, le syndicat privé ses relais extérieurs et affaibli par le départ tout à la fois de ses élus syndicaux et de ses hauts magistrats, se trouve isolé au sein de la profession judiciaire.

Ce tableau d'un groupe faiblement doté en ressources non judiciaires mais aussi en ressources syndicales et professionnelles, doit être rapporté à la place qui lui semblait promise dans l'ancienne MD, tout à la fois dans l'arène syndicale et dans le CNPDS. On peut pour s'en convaincre, considérer le groupe de ceux qui, entrés dans le corps judiciaire après la création du syndicat en 1964, ont été associés, à des titres divers, à sa conduite dans les années qui précèdent la scission de 1969<sup>103</sup>.

<sup>98</sup> La liste des adhérents dont nous disposons réunit l'ensemble des adhérents de MD sans doute en 1971, à l'exception notable des membres de la section milanaise, « Elenco nominativo di M.D. », ronéo, 3 pages, 1970, in Archives de Romano Canosa, 2C.

<sup>99</sup> On trouve ainsi trois présidents de section (Mario Andreoli, tribunal de Venise ; Luigi De Marco, tribunal de Bari ; Renato Mastrocinque, tribunal de Naples), un procureur de la République (Ugo Giudiceandrea, tribunal de Bolzano) et un conseiller prêtreur (Luigi Grande, préture de Crémone).

<sup>100</sup> Ces chiffres sont à rapporter à l'âge des magistrats au moment de leur entrée dans le corps judiciaire, qui est, en 1978, en moyenne de 26 ans - dans le cadre d'une carrière qui dure alors jusqu'à l'âge de 70 ans ; sur ce point voir les données présentées dans PARZIALE (Ippolito), « Reclutamento e formazione professionale dei magistrati », *Documenti Giustizia*, n°9-10, sept.-oct. 1993, pp. 1651-1954, notamment pp. 1735-1744.

<sup>101</sup> Sur la magistrature italienne dans son ensemble, voir les données rassemblées par GUARNIERI (Carlo), « Elites, correnti e conflitti fra magistrati italiani », *op. cit.*, p. 669.

<sup>102</sup> On notera notamment le fait que 36% des membres de MD sont entrés dans la magistrature après la naissance du syndicat en 1964.

<sup>103</sup> On a ainsi sélectionné les jeunes magistrats entrés dans la magistrature après la fondation de MD (1964) et associés, sous des formes diverses, à la direction de MD.

Giancarlo Caselli (tribunal de Turin), entré dans la magistrature en 1967, est candidat de MD dès les élections syndicales de mai 1969 alors même qu'il n'est encore qu'auditeur de justice ;

Maria Cristina Celoria (tribunal de Milan), qui est avec Elena Paciotti (voir *infra*), l'une des toutes premières femmes à entrer dans la magistrature<sup>104</sup>, prend d'emblée part aux recherches du CNPDS sur l'administration de la justice<sup>105</sup>.

Guido Neppi Modona (tribunal de Turin), admis au concours d'entrée en 1964, participe également très activement aux réunions, colloques et recherches sur l'administration de la justice, comme en témoigne la recherche qu'il publie en 1969<sup>106</sup>. Il est en outre candidat, sans succès, aux élections syndicales de mai 1969, et devient un des principaux animateurs au sein de MD, tout à la fois du Centre de recueil de la jurisprudence (*Centro raccolta giurisprudenza*), et du Comité d'organisation des contre-inaugurations de l'année judiciaire (*Comitato di organizzazione delle contro-inaugurazioni*)<sup>107</sup>.

Elena Paciotti (tribunal de Milan) devient dès son entrée dans la magistrature en 1967, secrétaire du comité d'étude et de recherche de MD. Elle est ainsi chargée de rendre compte dans les colonnes de *La magistratura* des colloques du programme de recherche<sup>108</sup>. Mais son engagement dans le syndicat ne se cantonne pas aux activités de recherche de MD, puisqu'elle est rapidement associée au groupe dirigeant. Ainsi, en janvier 1969, elle co-écrit, avec le tout nouveau secrétaire général de MD Generoso Petrella, la motion pour l'Assemblée générale du syndicat<sup>109</sup>.

Domenico Pulitano (tribunal de Milan) entre également dans la magistrature en 1967. Outre sa participation au programme de recherche du CNPDS<sup>110</sup>, il est élu dès 1968 au comité exécutif du syndicat.

---

<sup>104</sup> Par une loi de 1963, le concours d'entrée dans la magistrature est ouvert aux femmes ; ce n'est cependant qu'en avril 1965 que les huit premières femmes admises entrent en fonction, v. BRUTI LIBERATI (Edmondo), « La magistratura dall'attuazione della Costituzione agli anni novanta », *op. cit.*, p. 149. En 1973, on compte 2,4% de femmes au sein du corps judiciaire. Sur ce point, voir les données présentées in PARZIALE (Ippolito), « Il reclutamento e la formazione professionale dei magistrati », *op. cit.*, notamment pp. 1762-1774.

<sup>105</sup> Voir CELORIA (Maria Cristina), GRECO (Dino), ODORISIO (Roberto), PETRELLA (Giuseppe), PULITANO (Domenico), *Valori socio-culturali della giurisprudenza*, *op. cit.*

<sup>106</sup> NEPPI MODONA (Guido), *Sciopero, potere politico e magistratura (1860-1922)*, *op. cit.*

<sup>107</sup> Il s'agit de deux organes internes à MD. Le centre de recueil de la jurisprudence a pour objectif de rassembler et de faire connaître toutes les décisions judiciaires qui apportent « une contribution au dépassement des habitudes d'interprétation contraires aux libertés ou en contradiction avec l'engagement social qui doit caractériser le vrai juge démocratique et progressiste », v. NEPPI MODONA (Guido), Lettre à un collègue correspondant du centre, ronéo, 1 page, 1969, p. 1, Archives de Romano Canosa, 14/3C. Le second, le comité d'organisation des contre-inaugurations, est créé en 1969 à la veille de la scission de MD ; sa fonction est d'organiser les mobilisations qu'engage MD dans chaque cour d'appel à l'occasion de l'inauguration de l'année judiciaire ; sur ce point voir *Magistratura Democratica*, « L'assemblea nazionale di Magistratura Democratica a Bologna », *La magistratura*, décembre 1969, pp. 4-5.

<sup>108</sup> Voir PACIOTTI (Elena), « Il convegno di sociologia del diritto », *op. cit.*, p. 9, ainsi que PACIOTTI (Elena), « La tecnologia al servizio dell'amministrazione della giustizia », *La magistratura*, XXII, janv.-mars 1968, n°1-3, p. 16.

<sup>109</sup> PACIOTTI (Elena), PETRELLA (Generoso), « Comunicazione per l'assemblea bolognese di MD », 4 pages, janvier 1969, in Archives de Romano Canosa, 4HC.

<sup>110</sup> Voir CELORIA (Maria Cristina), GRECO (Dino), ODORISIO (Roberto), PETRELLA (Giuseppe), PULITANO (Domenico), *Valori socio-culturali della giurisprudenza*, *op. cit.*



**Edmondo Bruti Liberati** (tribunal de Milan) est le propre neveu d'Adolfo Beria, et est associé étroitement avant même son entrée dans la magistrature en 1970, aux activités de l'ancienne MD.

Ces magistrats ont donc en commun d'être appelés dès leur entrée dans le corps judiciaire à des fonctions de direction dans le dispositif institutionnel de MD. Par ce biais, ils accèdent de manière précoce aux tribunes multiples qu'offre ce syndicat jusqu'en 1969, tout à la fois dans le syndicalisme judiciaire (direction de MD, comité d'études, congrès du syndicat ou de l'ANM, interventions dans l'organe de l'ANM *La magistratura...*), et au sein du CNPDS (colloques, participation à la recherche du Centre...). Comme l'indique l'un d'entre eux :

« Pour moi, comme pour les autres jeunes de ma génération, le canal d'entrée dans MD a été Adolfo Beria et le CNPDS. Une des grandes capacités d'Adolfo Beria était de recruter des jeunes qu'il allait chercher au flair, et pas seulement à Milan mais un peu partout, et il nous mettait en première ligne, nous faisant présenter des communications à des colloques organisés par le Centre. L'entrée dans MD s'est ainsi faite par la médiation de cette flatterie-illusion de nous [offrir la possibilité] de nous mesurer aux grands thèmes de la justice »<sup>111</sup>.

De fait, par le biais des structures de recherche ainsi que du syndicat lui-même, MD leur offre alors une grande variété d'engagements qui permettent d'avoir accès à une tribune importante, tout à la fois sur le plan syndical, puisque MD dirige l'ANM avec le syndicat TP, et dans le CNPDS. Cette position acquise dans le dispositif institutionnel de MD vient redoubler les différents signes de l'élection qui distinguent ce groupe de jeunes magistrats.

Nombre d'entre eux ont en effet dans leur famille, un ou plusieurs magistrats. Maria Cristina Celoria appartient ainsi à une famille de magistrats anti-fascistes : son père refusa de prêter serment au régime fasciste ; Alessandro et Carlo Galante Garrone qui sont également de sa famille, participèrent activement à la Résistance piémontaise<sup>112</sup>. De même, Domenico Pulitano est fils de magistrat, tandis que Edmondo Bruti Liberati appartient, par le biais de son oncle Adolfo Beria d'Argentine, à une véritable lignée de magistrats.

En outre, ils sont par leur classement d'entrée dans la magistrature promis à une carrière brillante. Sans doute la légitimité universitaire que l'on reconnaît jusqu'en 1969 aux militants de MD<sup>113</sup>, rencontre-t-elle ici les dispositions de ces « jeunes premiers » de l'institution judiciaire. Appartenir à MD avant 1969, c'est en effet pouvoir légitimement se targuer d'une expertise scientifique sur la magistrature

---

<sup>111</sup> NEPPI MODONA (Guido), entretien, Rome, 6 mai 1997.

<sup>112</sup> Alessandro et Carlo Galante Garrone, entrés dans la magistrature entre les deux guerres, ont tous deux pris une part importante dans la Résistance piémontaise, ainsi qu'à la formation du parti d'action. Voir notamment l'autobiographie de GALANTE GARRONE (Carlo), *Vita e opinioni di Alessandro Prefetti*, Milan, Franco Angeli, 1992.

<sup>113</sup> Sur ce point, voir *supra*, chapitre 1, Partie I.

que conforte et réactive la fréquentation assidue des universitaires du CNPDS. On notera ici que Guido Neppi Modona est entré major de son concours en 1964<sup>114</sup>, tout comme Domenico Pulitano au concours d'avril 1967, tandis que Giancarlo Caselli est quatrième à celui de décembre 1967<sup>115</sup>.

Enfin, conformément au modèle traditionnel de l'excellence judiciaire qui veut que le magistrat poursuive, parallèlement à ses fonctions, une carrière universitaire dans les facultés de droit<sup>116</sup>, trois d'entre eux y obtiennent des postes d'assistants. Edmondo Bruti Liberati, Domenico Pulitano et Guido Neppi Modona deviennent ainsi assistants de leur professeur de droit pénal, tandis que les deux derniers obtiendront ensuite la *libera docenza* à la faculté de droit de l'université de Turin.

Dès lors, on s'explique que, parce qu'ils incarnent à bien des égards l'excellence judiciaire, et parce qu'ils ont été propulsés précocement aux postes de responsabilité syndicale, ces magistrats –et plus largement les militants de MD– voient se modifier considérablement l'espace des possibles au lendemain de la scission de 1969. Une contradiction se dessine en effet entre le rôle que semblait leur promettre MD, et les possibilités effectives de mener désormais à bien cette ambition dans le cadre de la nouvelle MD. Privés de la tribune qu'offrait le dispositif d'institutions et les réseaux sociaux du CNPDS, ils voient se dérober les conditions mêmes de l'accès aux fonctions de responsabilité auxquelles ils aspiraient.

---

<sup>114</sup> Il est *ex-aequo* avec Giovanni Maria Flick, qui quittera la magistrature au début des années 1970 pour devenir avocat avant d'être ministre de la justice du gouvernement Romano Prodi entre 1996 et 1998.

<sup>115</sup> D'une manière générale, nombre de ceux qui entrent entre 1964 et 1969 dans les premiers rangs, rejoignent MD. Outre les six magistrats que l'on étudie ici, C. Varrone (1964), Vladimiro Zagrebelski (1965), Piergiorgio Dessy (1967), Gianfranco Amendola (1967), Paolo Maria Gallizzi (1967) et Giovanni Porqueddu (1969), entrent tous dans les dix premiers rangs.

<sup>116</sup> L'obtention de titres universitaires est pour les magistrats le fruit d'investissements coûteux. Pour obtenir le titre de « professeur », les magistrats, comme tout jeune universitaire, doivent passer les différentes étapes de la carrière qui sont au nombre de trois. Il faut en premier lieu obtenir un poste d'assistant auprès d'un professeur. La fonction est alors, le plus souvent, bénévole. Ensuite, l'accession, à la suite d'un concours universitaire, à la *libera docenza* suppose au moins cinq années (le plus souvent entre cinq et dix ans) d'enseignement, et ne s'obtient pas toujours dans la faculté du tribunal où l'on exerce ses fonctions judiciaires. Enfin, après avoir obtenu la *libera docenza*, il est possible d'accéder, sur recrutement local, au grade de professeur (d'abord « extraordinaire » puis « ordinaire »). Sur les étapes de la carrière universitaire des professeurs de droit au tournant des années 1960 et 1970, voir CAPPELLETTI (Mauro),

## b) La recherche de nouveaux soutiens

Si ce « désenracinement » n'est sans doute pas sans effet sur les prises de position *politiques* des magistrats de MD après 1969, celles-ci préexistent à la scission. Ce qui est désormais modifié en revanche, c'est la configuration dans laquelle elles s'insèrent. De fait, le parti pris politique affiché par les magistrats de MD, et notamment leur volonté de constituer une « jurisprudence alternative », sont en effet antérieurs à la scission. Ainsi, dès la fin des années 1960, s'est constituée une aile gauche au sein du syndicat qui fait de l'article 3 al. 2 de la Constitution de 1947, le principe d'interprétation de tout l'ordre juridique. Cette disposition constitutionnelle qui place l'égalité réelle (et non pas seulement formelle) au cœur des objectifs à atteindre par la République italienne, devient ainsi le socle d'une « jurisprudence alternative ». Mais après la scission de 1969, cette lecture de la Constitution et le « choix de camp » (*scelta di campo*) qu'elle implique en faveur des « classes défavorisées », trouvent place dans une configuration nouvelle. En effet, alors même qu'avant 1969 les agissements des groupes les plus contestataires de MD (à l'instar de la section romaine du syndicat) n'avaient suscité au plus que des débats internes, ils se trouvent désormais *exposés*, c'est-à-dire qu'ils ne sont plus protégés par la présomption de légitimité que la surface sociale de MD offrait à ses membres. Privés de ces appuis, les magistrats de MD subissent ainsi désormais l'ironie de leurs pairs qui dénoncent « l'illusion d'une révolution immédiate »<sup>117</sup>, et tombent pour certains d'entre eux sous le coup d'actions disciplinaires.

De fait, c'est tout le registre de l'illégitimité qui est mobilisé au sein de l'arène syndicale pour dénoncer les prises de position iconoclastes de la nouvelle *Magistratura Democratica*. On peut s'en convaincre en étudiant les lettres de démission des scissionnistes rassemblées en 1970 par leur figure de proue, Adolfo

---

MERRYMAN (John), PERILLO (Joseph), *The Italian legal system. An introduction*, Stanford, Stanford University Press, 1967, pp. 86-91.

<sup>117</sup> PROVIDENTI (Franco), « Si finisce con lo strumentalizzare la più bella realtà del nostro paese che è la domanda di "partecipazione" », *Quaderni di « Giustizia e costituzione »*, I, n°1, 1970, pp. 45-48, p. 46.

Beria, sous le titre « Motifs d'un désaccord »<sup>118</sup>. La description qui est faite des magistrats de la nouvelle MD insiste ainsi sur « l'esprit plutôt infantile »<sup>119</sup>, futile, et stérile, sur les « gesticulations révolutionnaires », ainsi que sur une « contestation aux formes colorées et pittoresques, mais qui est aujourd'hui un élément folklorique »<sup>120</sup> :

« Il est bien trop facile aujourd'hui de jouer au révolutionnaire. Il suffit d'avoir en poche une boîte d'allumettes et d'avoir un esprit plutôt infantile (...). Il est en revanche difficile, très difficile, de construire un monde nouveau sans hurler sur les places, sans brûler quoi que ce soit, mais en croyant avec force, et en patientant s'il le faut »<sup>121</sup>.

« La protestation épisodique est une imitation maladroite de la contestation. Elle a eu une fonction positive de stimulus, d'urgence, comme un cri pour rappeler certaines exigences, pour réveiller les consciences ; mais elle est restée pauvre en propositions, enfermée dans une certaine autosatisfaction narcissique et dans des attentes fumeuses de révolution (...). Il faut une fois pour toutes se convaincre que le pays n'a que faire d'un groupe de magistrats porte-drapeaux, parce qu'il y a déjà trop de slogans et de banderoles »<sup>122</sup>.

« On ne peut pas s'arrêter à des contestations stériles et velléitaires, qui conduisent uniquement à d'inutiles fuites en avant »<sup>123</sup>.

Le registre de l'illégitimité se donne également à voir sous la forme de l'ironie et de la caricature dont font l'objet les magistrats de la nouvelle MD. Un des leaders de *Magistratura Indipendente* évoque en ces termes les idées du secrétaire général de MD (1972-1976), Marco Ramat :

« Si nous comprenons bien, la société idéale de Ramat est un modèle socialiste mais qui n'aurait aucune ressemblance avec quelque modèle historique que ce soit (...). Nous sommes franchement curieux de connaître ce type de société socialiste qui ne ressemble à aucune autre, et plus encore nous sommes curieux de connaître comment ce modèle pourrait "inévitablement" débloquer le système démocratique »<sup>124</sup>.

<sup>118</sup> L'ensemble de ces lettres sont réunies, in POMODORO (Livia, dir.), « Motivi di un dissenso », *Quaderni di « Giustizia e costituzione »*, I, n°1, 1970.

<sup>119</sup> PAJARDI (Piero), « Tentativi di chiarimenti : tutti falliti », *Quaderni di « Giustizia e costituzione »*, I, n°1, 1970, pp. 15-19, p. 19.

<sup>120</sup> MASTROPAOLO (Fulvio), « Occorre una buona volta convincerci che il paese non sa che farsene di magistrati reggicartello », *Quaderni di « Giustizia e costituzione »*, I, n°1, 1970, pp. 32-38, p. 33.

<sup>121</sup> PAJARDI (Piero), « Tentativi di chiarimenti : tutti falliti », *op. cit.*, p. 19.

<sup>122</sup> MASTROPAOLO (Fulvio), « Occorre una buona volta convincerci che il paese non sa che farsene di magistrati reggicartello », *op. cit.*, p. 33.

<sup>123</sup> PROVIDENTI (Franco), « Si finisce con lo strumentalizzare la più bella realtà del nostro paese che è la domanda di "partecipazione" », *op. cit.*, p. 47. On notera également dans le même sens cette réponse de Luigi Bianchi d'Espinosa à la question posée par un journaliste de *La stampa* : « Comment sont les jeunes qui commencent aujourd'hui le métier de juges ? » : « Techniquement, ils sont très bien formés et ils sont même dotés d'une bonne culture générale, mais ils tendent un peu trop à contester, ce qui est psychologiquement compréhensible, mais néanmoins il faut se contrôler », BIANCHI D'ESPINOSA (Luigi), « Lealtà allo stato », *Quaderni di « Giustizia e costituzione »*, I, n°1, 1970, pp. 97-100, p. 98.

<sup>124</sup> BUONO (Antonio), « ...il mio amore socialista... », XXVI, *La magistratura*, n°4, avril 1972, p. 1. De même, on trouve à partir de 1971 dans les colonnes de *La magistratura* une rubrique satirique, publiée sous le pseudonyme Lord David, qui prend pour cible principale les agissements de MD, à l'instar de cette

Mais l'illégitimité du groupe se traduit également par la multiplication des poursuites et des sanctions disciplinaires à l'encontre des magistrats de MD<sup>125</sup>. De nombreux procureurs généraux engagent en effet des procédures disciplinaires quand les adhérents de MD participent à des manifestations ou interviennent pour défendre leurs positions iconoclastes à l'occasion de rassemblements des syndicats et partis de gauche<sup>126</sup>. Repoussées pour la plupart par la section disciplinaire du CSM élu en 1968, ces poursuites connaissent un sort nouveau à la faveur du renouvellement du CSM en 1972 qui voit *Magistratura Indipendente*, le courant conservateur de l'ANM, emporter les 14 sièges réservés aux magistrats<sup>127</sup>. S'il est vrai que peu de magistrats de MD sont finalement sanctionnés disciplinairement<sup>128</sup>, il a été relevé que les motivations des décisions d'absolution insistaient sur la « jeunesse et l'inexpérience » des magistrats poursuivis<sup>129</sup>.

Dans ces conditions, on s'explique que la scission de 1969 aille de pair avec le développement d'un activisme multiforme des adhérents de MD à l'extérieur de la magistrature. En effet, privées de la garantie que constituaient, avant 1969, la surface sociale de MD ainsi que la participation de ce syndicat à la direction de l'ANM et au CSM, les prises de position politiques des membres de MD se trouvent désormais exposées, et ne peuvent être crédibles qu'à la condition de convaincre de leur bien fondé en dehors de l'institution judiciaire. Face aux

---

description de la « cour » qui entoure Marco Ramat : « A Fiesole, dans une maison dont la façade aurait plu à Rosai, pleine de jeunes et de cris, habite... Qui y habite ? Par Diane, c'est ici qu'habite le favori ! Le favori de tout homme aux "idées ouvertes", de tout journaliste à la page, de tout homme politique "sensible", de tout travailleur social. Qui est-ce ? C'est Marco Ramat, qui a reçu un nouveau nom forgé pour lui et pour ses amis par la rédaction du *Corriere della sera*. Ramat [serait], selon le titre de l'article, le "leader des juges humanisés" », Lord David, « Umanizzati », *La magistratura*, XXVII, n°2-5, fév.-mai 1973, p. 8.

<sup>125</sup> On trouve rassemblées dans une étude réalisée par la section piémontaise de MD les poursuites disciplinaires dont font l'objet les magistrats de ce syndicat, in Sezione Piemontese di MD, « Dossier sulla repressione nella magistratura », *Democrazia e diritto*, n°2, 1973, pp. 289-309, ainsi que MD, *Magistrati scomodi : un tentativo di epurazione*, Bari, Dedalo, 1974.

<sup>126</sup> Si les poursuites disciplinaires ne peuvent être engagées que par le ministère de la justice ou les procureurs généraux des cours d'appel, c'est le CSM - par le biais de la section disciplinaire - qui est seul compétent pour juger et éventuellement sanctionner ; sur ce point, PIZZORUSSO (Alessandro), *L'organizzazione della giustizia in Italia*, Turin, Einaudi, 1990, pp. 105-109.

<sup>127</sup> Bénéficiant tout à la fois d'un mode de scrutin majoritaire et de l'appui du syndicat des hauts magistrats l'UMI, MI devient, avec 40% des voix, le seul syndicat judiciaire représenté au sein de l'institution, et notamment dans la section disciplinaire du CSM.

<sup>128</sup> Vincenzo Accattatis, juge d'application des peines à Pise, sera le seul magistrat de MD à être effectivement muté à la suite d'une procédure disciplinaire.

<sup>129</sup> BRUTI LIBERATI (Edmondo), « La magistratura dall'attuazione della Costituzione agli anni novanta », *op. cit.*, pp. 190-191.

multiples rappels à l'ordre dont ils font désormais l'objet de la part de leurs pairs, les juges de MD se doivent ainsi d'apporter la preuve du crédit dont ils disposent auprès d'acteurs non judiciaires –notamment auprès des partis politiques, des syndicats, et autres mouvements de gauche...-, sous peine de voir leur posture devenir imposture, comme l'atteste cette citation d'un des leaders de la nouvelle MD, quelques semaines après la scission :

*« Magistratura Democratica, ou ce qu'il en reste, sera plus que jamais convaincue d'avoir empruntée la voie juste ; cette voie sera de toute façon juste et sera largement suivie (...) mais, plus encore que juste, elle sera une voie politiquement productive si nous parvenons à obtenir l'appui de ces forces politiques qui ont été capables de comprendre cette affaire [la scission] »<sup>130</sup>*

Etre en mesure d'exhiber cette légitimité tirée des soutiens obtenus à gauche, c'est ne plus être seulement ce syndicat ne rassemblant pas plus de 400 électeurs, mais c'est devenir, au sein de la magistrature, le représentant de la gauche, de ses partis et de ses organisations. Comme le souligne un de ses dirigeants, MD doit devenir « l'unique force qui "représente" le mouvement d'émancipation des masses dans le monde judiciaire et juridique »<sup>131</sup>. Marco Ramat, qui sera secrétaire général de MD entre 1972 et 1976, indique ainsi que :

*« Les autres nous diront, vous avez seulement 13,7% des voix. Cela n'a aucune importance; nous pourrions même être moins nombreux, mais notre fonction resterait identique »<sup>132</sup>.*

Ainsi, la scission de 1969 et le départ d'Adolfo Beria font de la représentativité à gauche de MD, de sa capacité à intéresser divers mouvements, le fondement même de sa légitimité spécifique dans l'arène syndicale. On s'explique alors l'importance pour MD, non seulement d'être reconnu par les partis politiques de la gauche, mais aussi d'être désigné comme l'interlocuteur unique de ces derniers, à l'exclusion de tout autre syndicat, comme en témoigne la satisfaction affichée par Marco Ramat au congrès du syndicat en 1973, pour « le choix de la part de la gauche [qui fait] de la position de MD, [la] seule position à défendre dans la

---

<sup>130</sup> RAMAT (Marco), « Dove va l'associazione nazionale magistrati ? » (1970), republié in RAMAT (Marco, dir.), *Storia di un magistrato, op. cit.*, pp. 101-106, p. 106.

<sup>131</sup> GRECO (Dino), « MD e l'unità delle sinistre », *Bollettino di Magistratura Democratica*, II, n°1, janv.-fév. 1971, pp. 1-2, p. 2.

<sup>132</sup> RAMAT (Marco), « MD e le colonne di Ercole », *Bollettino di Magistratura Democratica*, I, n°1, sept.-oct. 1970, p. 2.

magistrature »<sup>133</sup>. Le leader de MD indique également comme un acquis important le fait que « aujourd'hui *Magistratura Democratica* est un nom qui fait ouvrir les portes des « Maisons du peuple »<sup>134</sup> (...) ce qui n'est pas seulement une consolation mais aussi un résultat politique important »<sup>135</sup>.

Aussi ne s'étonnera-t-on pas du fait que la candidature aux élections sénatoriales de 1972 sur les listes du PCI de Generoso Petrella, secrétaire général de MD entre 1968 et 1972, soit interprétée comme une consécration du syndicat lui-même :

« Ce n'est pas un militant de parti qui devient sénateur, mais un magistrat militant d'une organisation catégorielle. Il a été choisi par un parti, du fait même de cet engagement militant, pour défendre un discours, né à l'intérieur d'un des corps séparés de l'Etat<sup>136</sup>, mais qui est parvenu à un niveau de généralité tel qu'il suscite l'intérêt de forces politiques qui ne sont certainement pas négligeables »<sup>137</sup>.

Ainsi, le changement drastique des conditions pratiques d'exercice de l'action syndicale par les militants de MD permet de comprendre, non pas tant pas les prises de position politiques elles-mêmes que la recherche et la mise en valeur systématique des soutiens et appuis dont dispose le syndicat en dehors de la magistrature. En d'autres termes, le travail de légitimation des positions de MD prend désormais la forme d'un activisme multiforme en direction des mouvements et des organisations de gauche. On s'explique dans ce cadre la multitude des mobilisations auxquelles MD prend part ou qu'elle tente d'organiser, telles que les « contre-inaugurations » de l'année judiciaire qui entendent rassembler en début d'année « partis politiques, syndicats, mouvements d'opinion et organisations de masse et culturelles »<sup>138</sup>. La participation active de MD aux colloques, revues, pétitions de la « gauche juridique » s'inscrit également dans ce cadre d'ensemble où la revendication d'une « jurisprudence alternative », et plus largement d'une « politique judiciaire alternative », reste illégitime au sein de l'institution judiciaire.

---

<sup>133</sup> RAMAT (Marco), « La parte di Magistratura Democratica contro la restaurazione », *Magistratura Democratica*, numéro spécial, 1973, 7 pages, p. 7.

<sup>134</sup> Les Maisons du peuple (*Casa del popolo*) sont le point de convergence des forces politiques, syndicales et associatives du PSI, et plus nettement encore du PCI.

<sup>135</sup> *Ibid.*, p. 6.

<sup>136</sup> L'expression « corps séparés » de l'Etat (*corpi separati*) est très courante à gauche au cours des années 1970, et désigne -le plus souvent pour les dénoncer-, les corps tels que l'armée, la police et la magistrature.

<sup>137</sup> DE MARCO (Luigi), « Petrella al senato », *Magistratura Democratica. Bollettino*, III, n°1-2, janv.-juin 1972, p. 4.

<sup>138</sup> *Magistratura Democratica*, « La giornata della giustizia », *Magistratura Democratica*, II, n°1, janv.-fév. 1971, p. 6.

On le voit, les composantes de la « gauche juridique » proposent des projets différents : la « politique du droit », « l'usage alternatif du droit », ou encore dans le cas des magistrats, une « jurisprudence alternative ». La réunion des groupes de *Democrazia e diritto*, *Politica del diritto* et *Magistratura Democratica* dans le cadre de colloques, revues, manifestations, se comprend comme un même travail de redéfinition de leurs rapports avec les partis politiques.

## Section II/ Une expérience avortée

Les conditions de constitution d'un point de vue politique sur les institutions judiciaires apparaissent étroitement liées à l'insertion de *Magistratura Democratica* dans la gauche, et singulièrement dans la « gauche juridique ». De fait, c'est dans ce cadre que la « jurisprudence alternative » suscite l'intérêt d'autres groupes de professionnels du droit mais aussi de groupes politiques ; l'analyse de cette arène particulière ainsi que des soutiens qu'elle parvient à mobiliser à la marge des partis politiques permet ainsi de comprendre dans quelles conditions les « juges rouges » parviennent à convaincre de leur compétence *politique* à parler de la réforme des institutions judiciaires.

### A/ La construction d'un espace d'interprétation des institutions

La seule évocation des entreprises qui composent la « gauche juridique » ne suffit pas à rendre compte de l'affirmation d'une expertise sur les institutions à la marge des partis politiques, et singulièrement de la possibilité pour le juge de s'exprimer dans le débat sur la réforme de la justice. La création de cet espace d'interprétation autonome est le fruit de la consolidation réciproque des



différentes composantes de la « gauche juridique » qui se confrontent et se confortent ; en outre, le soutien et le parrainage dont ces groupes bénéficient de la part de membres éminents de la Résistance et de l'Assemblée constituante désormais marginalisés dans les grands partis politiques n'est sans doute pas non plus étranger à la formation de cette expertise.

## 1- La « gauche juridique » : désaccords et attestations croisées

Dans son étude des publications de la « gauche juridique », l'historien du droit Pietro Costa a pu relever qu'au-delà de la « réaffirmation du caractère politique du droit, à travers la découverte de la dimension conflictuelle de la politique », « les positions à l'intérieur même du camp des juristes "innovateurs" étaient particulièrement différentes »<sup>139</sup>. De fait, la « gauche juridique » se donne avant tout à voir comme un lieu d'affrontements et de controverses entre les différentes professions juridiques, ainsi qu'entre les différents groupes qui la composent. Il suffit pour s'en convaincre de considérer le colloque phare de la « gauche juridique », organisé en mai 1972 à Catania par les « privatistes méridionaux » sur le thème de « l'usage alternatif du droit ». Salué parce qu'il rassemble « les représentants les plus significatifs de la gauche juridique »<sup>140</sup>, et qu'il offre un « panorama plutôt complet de (celle-ci) »<sup>141</sup>, le colloque fédère en effet non seulement les différentes disciplines juridiques (travail, pénal, civil, public), mais aussi les différents groupes : on y trouve ainsi représenté *Politica del diritto*, par le biais notamment de son fondateur Stefano Rodotà ; de nombreux membres de *Democrazia e diritto* ; les jeunes privatistes méridionaux, ainsi que les magistrats de *Magistratura Democratica*<sup>142</sup>. Ce « méga-congrès [avait] pour but de

---

<sup>139</sup> COSTA (Pietro), « L'alternativa presa "sul serio" : manifesti giuridici degli anni settanta », *op. cit.*, pp. 29-30.

<sup>140</sup> GRIMALDI (Francesco), « Recensione », *Rivista trimestriale di diritto e procedura civile*, XXVIII, n°1, mars 1974, pp. 211-215, p. 211.

<sup>141</sup> CORRADINI (Domenico), « Uso alternativo del diritto e ruolo del giurista », *Magistratura Democratica*, n°8-9, nov.-déc. 1973, pp. 10-11.

<sup>142</sup> Les actes du colloque sont publiés dans BARCELLONA (Pietro, dir.), *L'uso alternativo del diritto : I. Scienza giuridica e analisi marxista ; II. Ortodossia giuridica e pratica politica*, 2 vol., Bari, De Donato, 1973.

rassembler ce qui constituait [aux yeux de Pietro Barcellona] la gauche juridique »<sup>143</sup>.

Le débats sur la définition d'un usage alternatif du droit qui s'y déroulent témoignent de l'hétérogénéité des prises de position, comme l'attestent les compte-rendus qui en sont faits dans les revues juridiques :

« On ne peut cacher le fait que les interventions et le débat ont mis en évidence *des lignes de politique du droit* différentes et sur lesquelles une clarification apparaît nécessaire »<sup>144</sup> ;

« Si le dénominateur commun des interventions est bien le refus du formalisme, au-delà de ce consensus général, il existe une grande diversité de positions, au point que le concept même d'usage alternatif du droit risque d'apparaître ambigu et de couvrir des doctrines et des stratégies irréductiblement différentes »<sup>145</sup> ;

« L'opposition [se développe] sur des lignes déjà éprouvées par des groupes "de gauche" par le biais de leur propre revue : à la *Kritische Justiz* allemande s'opposait *Politica del diritto* et *Quale Giustizia* ; ceux qui allaient lancer la nouvelle série de *Democrazia e diritto* étaient également présents ; de même, à cette occasion, se cristallisa également le groupe qui allait donner vie ensuite à *Critica del diritto* »<sup>146</sup>.

L'intitulé même du colloque, « l'usage alternatif du droit », fait l'objet de désaccords et de malentendus. Le philosophe du droit Giovanni Tarello raconte ainsi ce qu'il considère comme le *quiproquo* qui a présidé à sa participation au colloque :

« Pietro Barcellona me demanda de faire une des communications. Ayant protesté et répondu que je ne savais ce que diable pouvait être l'usage alternatif du droit, Pietro Barcellona me cloua le bec en me disant que j'avais toujours fait, dans mes écrits et dans mes enseignements, un "usage alternatif du droit". Il suffisait que je dise ce que je pensais effectivement en la matière, pour apporter une contribution à la clarification etc, etc... (...). et ainsi, à l'instar du personnage de Molière qui découvre à l'improviste d'avoir toujours parlé en prose, je découvrais avoir toujours fait un usage alternatif du droit. Je fis ma communication qui fut considérée, comme les autres, une contribution à l'usage alternatif du droit »<sup>147</sup>.

Mais, la rencontre est aussi également le lieu de luttes pour la définition des rôles professionnels entre juristes, et singulièrement entre magistrats et universitaires. Au cœur des controverses sur « l'usage alternatif du droit », c'est

---

<sup>143</sup> BESSONE (Mario), TARELLO (Giovanni), *Intervista a G. Tarello. Sullo stato dell'organizzazione giuridica*, Bologne, Zanichelli, 1979, p. 62.

<sup>144</sup> SALVI (Cesare), « Il diritto alternativo », *Democrazia e diritto*, n°1, 1973, pp. 207-208, p. 208.

<sup>145</sup> CORRADINI (Domenico), « Uso alternativo del diritto e ruolo del giurista », *op. cit.*, p. 10.

<sup>146</sup> BARCELLONA (Pietro), COTTURRI (Giuseppe), *Stato e giuristi*, Bari, De Donato, 1974, p. 123.

<sup>147</sup> BESSONE (Mario), TARELLO (Giovanni), *Intervista a G. Tarello. Sullo stato dell'organizzazione giuridica*, *op. cit.*, p. 62.

aussi la répartition des rôles professionnels dans la construction d'une politique institutionnelle alternative qui est en jeu.

Les magistrats de MD sont ainsi rappelés à l'ordre, qui pèchent aux yeux des professeurs de droit par excès « d'aventurisme » et de « subjectivisme »<sup>148</sup>.

Giovanni Tarello évoque, en parlant des magistrats de MD :

« Une réflexion théorique plutôt superficielle et relevant de thèses pratiques caractérisées par un extrémisme verbal peu concluant sur le plan opérationnel »<sup>149</sup>.

Bien qu'on crédite les magistrats de MD d'être « très doués » et « plus à jour de la culture juridique que les autres [magistrats] »<sup>150</sup>, les universitaires leur contestent la capacité à se faire les théoriciens de leur propre travail, comme en témoigne ce texte des « privatistes méridionaux » :

« [Les magistrats de MD] font le choix "subjectif" en faveur de la classe ouvrière : leur bataille tend à produire un droit par le biais de décisions judiciaires favorables au développement des forces sociales alternatives ; (...) leur choix les dispose à une "fuite en avant" (...). Ce dont a besoin le juge [de MD], c'est d'une base logique pour ses décisions, d'un corps d'argumentations technico-juridiques fondées sur des dispositions légales avec lesquelles ils peuvent motiver leurs décisions "alternatives", et avec lesquelles ils peuvent éviter de les voir systématiquement cassées [en appel ou en cassation] par la partie réactionnaire de la magistrature »<sup>151</sup>.

Aux accusations de « fuite en avant » ou de « nassérisme de jeunes juges »<sup>152</sup>, les magistrats de MD répondent en défendant leur rôle incontournable dans la mise en œuvre de toute politique de changement :

« Nous [Magistratura Democratica] sommes un groupe, et non pas des intellectuels individualistes, ni de "beaux esprits" libres qui prétendent donner des leçons et des jugements *ex cathedra* sans jamais se compromettre dans la lutte politique comme c'est le cas aujourd'hui de trop de professeurs de gauche. Et nous préférons les "querelles de palais" dans un rôle de pouvoir comme est la magistrature qui a une incidence directe au niveau social et un écho croissant auprès de toutes les forces démocratiques, aux disputes de doctrine et aux conflits universitaires qui ne sortent pas de salles de cours et des couloirs des universités. Parce qu'aujourd'hui le vrai débat culturel sur les institutions juridiques et sur la justice a lieu dans la magistrature et non dans l'université »<sup>153</sup>.

<sup>148</sup> Giovanni Tarello, cité in FERRAIOLI (Luigi), « Intervento », BARCELLONA (Pietro, dir.), *L'uso alternativo del diritto*, op. cit., vol. 1, pp. 287-294, p. 293.

<sup>149</sup> TARELLO (Giovanni), « Orientamenti della giurisprudenza, del giurista interprete e della dottrina sulla funzione politica », op. cit., p. 488.

<sup>150</sup> Ibid., p. 487.

<sup>151</sup> Cellula di giurisprudenza, « Per una critica dei ruoli tradizionali », in VACCA (Giuseppe, dir.), *PCI, Mezzogiorno e intellettuali*, op. cit., pp. 263-266, p. 265.

<sup>152</sup> Giovanni Tarello in FERRAIOLI (Luigi), « Intervento », op. cit., p. 293.

Critiqués par les professeurs de droit de la « gauche juridique » pour leurs « erreurs théoriques » ou la superficialité de leur réflexion, les magistrats de MD demandent à être jugés sur leur terrain, celui de « la pratique [judiciaire] concrète, et non pas sur « une discussion doctrinale sur la méthode [qui] est secondaire »<sup>154</sup>. La « pratique jurisprudentielle est le métier spécifique, l'engagement politique particulier, le champ d'action principal » de MD<sup>155</sup>, rappelle à cette occasion un adhérent de ce syndicat. Ainsi confrontés à la critique des universitaires, les magistrats de MD défendent la spécificité irréductible de leur rôle face à la doctrine, comme l'atteste cette intervention de l'un d'entre eux : « les magistrats démocratiques ne sont pas tenus d'être tous des philosophes du droit ; il revient aux théoriciens de nous aider à remédier à nos carences ou ambiguïtés théoriques »<sup>156</sup>, tandis que MD est chargée « d'apporter sa contribution en faisant son propre métier »<sup>157</sup>.

On le voit, les colloques de la « gauche juridique » donnent à voir de multiples luttes pour le monopole de la définition de la « politique de droit » alternative, aussi bien entre les différentes entreprises qui la composent qu'entre professions juridiques. On aurait tort cependant de limiter l'étude de la « gauche juridique » aux désaccords manifestes qui émergent en son sein car en effet, au delà même de ces controverses, ces différentes entreprises se désignent mutuellement comme des interlocuteurs légitimes du débat sur la nouvelle « politique du droit ». De même, parce qu'ils considèrent tous que cette « politique du droit » alternative se définit dans la « gauche juridique », et parce qu'ils s'accordent à dénoncer le « retard » des partis politiques de la gauche en matière institutionnelle, les différentes composantes de la « gauche juridique » ne peuvent être analysées sous l'espèce de leurs seuls désaccords. En effet, ceux-ci dessinent

---

<sup>153</sup> *Ibid.*

<sup>154</sup> PULITANO (Domenico), « Le deformazioni autoritarie della giurisprudenza dominante e la lotta di Magistratura Democratica per l'attuazione dei valori democratici », in BARCELLONA (Pietro, dir.), *L'uso alternativo del diritto*, *op. cit.*, vol. 2, pp. 61-64, p. 63.

<sup>155</sup> GOVERNATORI (Federico), « Orientamenti della giurisprudenza, riviste giuridiche e mezzi di comunicazione », in BARCELLONA (Pietro, dir.), *L'uso alternativo del diritto*, *op. cit.*, vol. 2, pp. 51-60, p. 55.

<sup>156</sup> PULITANO (Domenico), « Le deformazioni autoritarie della giurisprudenza... », *op. cit.*, p. 63.

<sup>157</sup> GOVERNATORI (Federico), « Orientamenti della giurisprudenza, riviste giuridiche e mezzi di comunicazione », *op. cit.*, p. 60.

en creux un consensus préalable sur leur légitimité réciproque à penser la réforme des institutions à la marge des partis politiques de gauche. En marge de ces derniers, c'est en effet une arène spécifique qui se forme où entrent en concurrence, se confrontent et se confortent mutuellement, les entreprises de redéfinition des rapports entre droit et politique. L'équilibre précaire qui caractérise cette rencontre –attesté notamment par la polysémie des thèmes qui la fédèrent tels que « usage alternatif du droit » ou « politique du droit »– ne l'empêche pas de fonctionner comme un espace de consolidation des positions et des groupes qui, à l'instar de MD, trouvent dans la participation à ces mobilisations les soutiens et les attestations nécessaires à leur entreprise.

Pour autant, on ne comprendrait pas la réussite des groupes de la « gauche juridique », sans évoquer les ressources qu'elle parvient à mobiliser dans le champ politique, et particulièrement à la marge du PSI et du PCI. Le soutien actif qu'elle reçoit de la part des membres du nouveau groupe parlementaire de la « Gauche indépendante » créé en 1968, et qui rassemble un certain nombre de figures tutélaires de l'Assemblée constituante et de la Résistance marginalisées dans les partis politiques de la gauche, contribue à donner une crédibilité politique au projet des professionnels du droit.

## **2- Trouver une place à la marge du PCI et du PSI**

Si les mobilisations de la « gauche juridique » ne suscitent dans un premier temps que peu d'intérêt au sein des deux principaux partis de la gauche, en revanche elles obtiennent rapidement le soutien de la « diaspora socialiste » c'est-à-dire de l'ensemble des personnalités et des groupes de la gauche du PSI qui ont quitté ce parti tout au long des années 1960. Parce qu'il rassemble de nombreux anciens membres de la Constituante et de la Résistance, ce groupe qui est fédéré (au moins partiellement) à partir de 1968 dans le groupe parlementaire de la « Gauche indépendante », ouvre par son soutien à la « gauche juridique », la

possibilité de construire à la marge des partis politiques de l'Assemblée constituante un espace d'interprétation du texte constitutionnel.

#### a) La « diaspora socialiste » entre droit et politique

La rencontre des différentes entreprises de la « gauche juridique », et singulièrement de *Magistratura Democratica*, avec des parlementaires de la gauche issus de la Résistance et de l'Assemblée constituante désormais en rupture de bans, ou à tout le moins, marginalisés au sein des partis de la gauche, constitue sans doute l'un des éléments qui permet la construction d'un espace d'interprétation autonome des institutions aux confins du PSI et du PCI. La présence et le soutien des personnalités de la « Gauche indépendante » qui, à des titres divers, peuvent invoquer une compétence à interpréter la Constitution italienne, habilitent en effet les entreprises de la « gauche juridique » à exercer leur expertise.

Sans doute, faut-il évoquer rapidement ici la particularité de ce groupe de la « Gauche indépendante » (*sinistra indipendente*) qui se forme en 1968 et rassemblent des députés élus en tant qu'indépendants sur les listes du PCI<sup>158</sup>. S'il est vrai en effet qu'il y avait déjà antérieurement des parlementaires dits « indépendants » élus par le PCI<sup>159</sup>, ce n'est qu'à l'occasion des élections législatives de 1968 qu'ils se constituent en groupe parlementaire au Sénat. Cette fondation est le fruit de l'entreprise d'une figure de proue de la Résistance, fondateur du parti d'action<sup>160</sup> et

---

<sup>158</sup> Les travaux restent rares sur l'histoire de la « Gauche indépendante » qui jouera pourtant, depuis sa naissance comme groupe parlementaire en 1968 jusqu'à sa fusion dans le PDS en 1991, un rôle important à la marge du PCI. Voir cependant TEMPESTINI (Attilio), « Indipendenti di sinistra e PCI. Un primo confronto del loro comportamento legislativo », *Rivista Italiana di Scienza Politica*, VIII, n°1, avril 1978, pp. 113-133 ; BALDASSARE (Antonio), « I gruppi parlamentari », in ACCORNERO (Aris), ILARDI (Massimo), dir., *Il PCI : struttura e storia dell'organizzazione. Annali 21, op. cit.*, pp. 445-497, et notamment pp. 472-477, et les tableaux n°5 et n°28-32, p. 472 ; SIRCANA (Giuseppe), « La nascita della Sinistra indipendente », in *Il Parlamento italiano nella storia d'Italia 1861-1992*, vol. XXIV, Milan, Nuova CEI, 1993, pp. 65-66 ; et ZANNUTTINI (Annalisa), « Gli archivi dei gruppi parlamentari della Sinistra Indipendente. Una recente acquisizione dell'Archivio centrale dello Stato », in *Gli archivi dei partiti politici*, Rome, Pubblicazioni degli archivi dello Stato, 1996, pp. 176-184.

<sup>159</sup> Sur ce point, voir TEMPESTINI (Attilio), « Indipendenti di sinistra e PCI. Un primo confronto del loro comportamento elettorale », *op. cit.*, p. 114.

<sup>160</sup> Le parti d'action rassemble au sortir de la guerre de nombreux intellectuels engagés dans la Résistance. Bien qu'éphémère, l'expérience de ce parti qui invoque les idées de la Résistance et l'anti-fascisme, reste le point de référence commun de très nombreux intellectuels de centre-gauche, à commencer par Norberto

premier président du conseil à la Libération, Ferruccio Parri. Par un appel de décembre 1967<sup>161</sup>, il cherche en effet à fédérer les personnalités et les groupes en rupture de bans avec le PSI, pour constituer, aux côtés du PCI, une force politique. De fait, à la faveur de l'alliance du PSI avec la DC dans le cadre des gouvernements de centre-gauche à partir de 1963, puis de l'unification du PSI avec le Parti social-démocrate italien (PSDI) en 1966, le mouvement socialiste est traversé par diverses scissions des courants de gauche du parti<sup>162</sup>. Sous l'égide de Ferruccio Parri, la « Gauche indépendante » devient ainsi en 1968, et plus nettement encore après les élections législatives de 1972 quand le PSIUP est dissout, le réceptacle de cette « diaspora socialiste », comme l'atteste leur prépondérance au sein de ce groupe parlementaire<sup>163</sup>.

Les caractéristiques sociales des membres de ce groupe telles qu'étudiées par Antonio Baldassare dessinent ce qu'il a appelé un groupe de « néo-notables de gauche »<sup>164</sup>. De fait, outre la notoriété qu'ils tirent le plus souvent de leur participation à la Résistance et/ou à l'Assemblée constituante, les membres de la « Gauche indépendante » disposent de ressources sociales importantes, tout à la fois du fait de leur profession (universitaires, magistrats...), et de leur surface sociale étendue (participation à de nombreux groupes et associations)<sup>165</sup>.

Leur participation fréquente aux mobilisations de la « gauche juridique » s'inscrit dans un contexte où, au tournant des années 1960 et 1970, le groupe cherche à constituer son autonomie à l'égard du PCI et où la plupart de ses membres sont marginalisés au sein des partis politiques de gauche. Mais ces mobilisations communes paraissent d'autant plus « naturelles » que les membres de la « Gauche indépendante » se situent pour beaucoup à l'intersection du droit et de la politique. Ainsi, la présence dans ses rangs de figures tutélaires de la Résistance et de

---

Bobbio et Renato Treves. Sur le parti d'action, v. DE LUNA (Giovanni), *Storia del partito d'azione 1942-1947*, Milan, Feltrinelli, 1982.

<sup>161</sup> L'appel signé par treize autres personnalités politiques ou universitaires, dénonce la politique centriste du PSI et appelle à l'union de la gauche. Sur ce point, voir SIRCANA (Giuseppe), « La nascita della sinistra indipendente », *op. cit.*, p. 65.

<sup>162</sup> En 1964 naît le PSIUP qui refuse l'alliance gouvernementale avec la DC, tandis qu'en 1966 se constitue le Mouvement des Socialistes Autonomes qui rassemble les dissidents du PSI qui refusent la fusion avec le Parti social-démocrate. En 1972, le PSIUP disparaît et se fond dans le PCI.

On notera en outre que la « Gauche indépendante » reste le réceptacle des dissidents socialistes, y compris au cours des années 1980, puisqu'en octobre 1981 une nouvelle scission intervient au sein du PSI qui réunit certains opposants de Bettino Craxi (Franco Bassanini, Enzo Enriques Agnoletti...) dans l'éphémère Ligue des socialistes qui se fondera également dans la « Gauche indépendante » à l'occasion des élections législatives de juin 1983.

<sup>163</sup> Dans son étude sur les membres du groupe de la « Gauche indépendante », Antonio Baldassare relève ainsi que sans être les seuls, les anciens socialistes dominent au sein du groupe. Voir sur ce point, BALDASSARE (Antonio), « I gruppi parlamentari », *op. cit.*, pp. 472-474. Attilio Tempestini note pour sa part que parmi les douze sénateurs de la « Gauche indépendante » élus en 1972, sept proviennent du PSI ou du PSIUP : Parri, Branca, Bonazzi, Romagnoli Caretoni, Samona, Basso et Rossi, v. TEMPESTINI (Attilio), « Indipendenti di sinistra e PCI », *op. cit.*, pp. 124-125.

<sup>164</sup> BALDASSARE (Antonio), « I gruppi parlamentari », *op. cit.*, p. 474.

<sup>165</sup> *Ibid.*, pp. 474-476.

l'Assemblée constituante confère au groupe une légitimité particulière en matière de politique institutionnelle<sup>166</sup>. Ainsi, outre Ferruccio Parri, premier président du conseil du gouvernement provisoire et sénateur à vie depuis 1963, on trouve également Carlo Galante Garrone, figure de proue de la Résistance piémontaise et du parti d'action, magistrat jusqu'en 1953, ainsi que Lelio Basso qui fut secrétaire général du PSI entre 1947 et 1949 et, à ce titre, joua un rôle de premier plan au sein de l'Assemblée constituante<sup>167</sup>. Sorti du PSI à la suite de son opposition à la participation aux gouvernements de centre-gauche en 1964 pour fonder le PSIUP, démissionnaire du PSIUP (dont il était pourtant président) suite à sa critiques de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie en 1968, Lelio Basso a rejoint ensuite la Gauche indépendante. Diplômé de droit et de philosophie, animateur de nombreuses revues culturelles et notamment juridiques, il a été l'un des principaux avocats de la mise en œuvre de la Constitution<sup>168</sup>. A bien des égards, du fait de son investissement constant sur le thème des institutions et de la justice, il est le principal interlocuteur de la « gauche juridique » comme en témoignent les propos de Marco Ramat :

« Dans ce panorama, Lelio Basso était la seule grande personnalité de la gauche qui s'intéressât à notre thème (...) ; il s'y intéressait dans ses deux dimensions, c'est-à-dire comme suppression de la carrière judiciaire et comme nouvelle jurisprudence, dépassant ainsi lui-même ce fossé qui existait dans la magistrature entre ces deux dimensions »<sup>169</sup>.

En outre, le groupe de la « Gauche indépendante » s'enrichit, à l'occasion des élections législatives de juillet 1972, de celui qui fut entre mai 1969 et juillet 1971 le tout premier président de gauche de la Cour constitutionnelle<sup>170</sup>, le professeur de droit Giuseppe Branca élu à la Cour comme « socialiste » et qui, à la suite de la disparition du PSIUP, rejoint la « Gauche indépendante »<sup>171</sup>.

Sans doute faut-il ici ajouter une autre figure tutélaire de l'Assemblée constituante qui, sans appartenir à la « Gauche indépendante », apporte son soutien personnel et répété aux initiatives de la « gauche juridique », Umberto Terracini. Ce dernier qui fut l'un des membres fondateurs et l'un des principaux dirigeants du PCI dans l'entre deux guerres, a joué un rôle de premier plan dans l'écriture de la

<sup>166</sup> La référence à la Résistance et à l'anti-fascisme est très présente dans la fondation du groupe de la « Gauche indépendante ». Ferruccio Parri indique ainsi à la veille des élections de 1968 : « si nous réussissions à amener au Sénat un petit groupe d'hommes n'appartenant pas à des partis et fortement représentatifs de la Résistance, nous aurons réussi un gros coup, une dernière et énergique sortie de la Résistance avec des effets politiques sans aucun doute importants », cité in SIRCANA (Giuseppe), « La nascita della sinistra indipendente », *op. cit.*, p. 65.

<sup>167</sup> Sur la place de Lelio Basso dans le socialisme italien de l'après-guerre, voir notamment D'ALMEIDA (Fabrice), *Histoire et politique, en France et en Italie : l'exemple des socialistes 1945-1983*, Paris, BEFAR, 1998.

<sup>168</sup> Voir notamment, BASSO (Lelio), *Il principe senza scettro. Democrazia e sovranità popolare nella Costituzione e nella realtà italiana*, Milan, Feltrinelli, 1958.

<sup>169</sup> RAMAT (Marco), *Storia di un magistrato. Materiale per una storia della Magistratura Democratica*, *op. cit.*, p. 11.

<sup>170</sup> Giuseppe Branca est entré à la Cour constitutionnelle avec le soutien du PSI. Quand il obtient la présidence de la Cour, il devient « la pointe la plus avancée de la gauche aux sommets institutionnels de la période des gouvernements de centre-gauche », BONINI (Carlo), *Storia della Corte costituzionale*, *op. cit.*, p. 206.

<sup>171</sup> Giuseppe Branca appartient pleinement à la « diaspora socialiste » des années 1960 puisque, après avoir été secrétaire de la fédération socialiste de Pesaro entre 1947 et 1948, il participe à la scission du PSIUP en 1964 avant de rejoindre la « gauche indépendante » du fait de la dissolution du PSIUP en 1972. Cf. BONINI (Carlo), *Storia della Corte costituzionale*, *op. cit.*, pp. 139-140, et TEMPESTINI (Attilio), « Indipendenti di sinistra e PCI », *op. cit.*, p. 125.



Constitution devenant successivement président d'une sous-commission de rédaction du texte constitutionnel, puis président de l'Assemblée constituante à partir de février 1947. A l'instar de Lelio Basso, il est l'un des plus fervents défenseurs de la thèse de la « trahison » de « l'esprit constituant » par la DC<sup>172</sup>. S'il est encore président du groupe des sénateurs communistes (jusqu'en 1972), Umberto Terracini poursuit une trajectoire autonome qui l'a toujours tenue à l'écart de la direction du parti après 1940 : exclu pour son opposition au pacte germano-soviétique (puis réintégré par Togliatti), il restera ensuite en marge de la direction. Sa trajectoire singulière au sein du PCI le conduira notamment à critiquer ouvertement la politique de « compromis historique » engagée en 1973 par le secrétaire général du parti, Enrico Berlinguer<sup>173</sup>.

On mesure ainsi que la « Gauche indépendante » alors en constitution dispose, à plus d'un titre, de la compétence à parler de la Constitution et à enfreindre ainsi le monopole du PCI et du PSI, que ce soit au nom de la participation éminente de ses membres à la lutte anti-fasciste et à l'Assemblée constituante, ou encore de la compétence juridique qui est la leur. Le « parrainage » et le soutien qu'apportent ces exégètes incontestés du texte constitutionnel confèrent aux groupes de la « gauche juridique » une légitimité nouvelle à revendiquer une juridiction sur l'expertise des institutions. Ainsi, tout se passe comme si la rencontre entre ces « néo-notables de gauche » marginalisés et les entreprises de la « gauche juridique », dont on trouve l'indice dans la multiplicité des appels, pétitions, mais aussi colloques et manifestations communes, permettait la formation d'un espace d'interprétation des institutions, à la marge des deux principaux partis politiques de la gauche.

On comprend dans ce cadre l'importance qu'acquiert Marco Ramat au sein de *Magistratura Democratica* (dont il est le secrétaire national entre 1972 et 1976) puisqu'aussi bien, par sa position même à l'intersection de l'université, de la magistrature et de la politique et du fait des soutiens dont il dispose dans la « diaspora socialiste », il est capable d'incarner ce « nouveau type » de juge qui s'autorise à exercer une expertise sur les institutions judiciaires et leur réforme.

---

<sup>172</sup> Sur ce point, voir l'entretien autobiographique de TERRACINI (Umberto), *Come nacque la Costituzione*, Rome, Riuniti, 1978.

<sup>173</sup> De même, en 1978, Umberto Terracini soutient, contre l'avis du PCI, l'initiative de Bettino Craxi d'engager des négociations avec les ravisseurs d'Aldo Moro, et en 1980 il est —une fois encore contre l'avis

## b) Marco Ramat, un magistrat dans la « gauche juridique »

En effet, alors même que dans le ressort judiciaire de Florence où il exerce ses fonctions de prêteur, MD est électoralement très faible<sup>174</sup>, Marco Ramat s'impose comme le leader incontesté du syndicat. C'est que, à bien des égards, il fait exister -par les ressources sociales multiples qu'il est en mesure de mobiliser- la figure du magistrat engagé et dont l'avis sur la réforme des institutions judiciaires est écouté. De fait, dans un cadre où les membres de MD sont dépourvus de ressources tant au sein même de l'institution qu'en dehors d'elle, Marco Ramat se distingue par l'importance de sa surface sociale, et notamment dans les milieux issus de la Résistance.

Marco Ramat est le fils d'un professeur de lettres de l'université de Florence, Raffaele Ramat, qui s'est distingué aux côtés d'autres intellectuels comme Carlo Levi, Enzo Enriques Agnoletti, Tristano Codignola et Piero Calamandrei dans la Résistance en Toscane<sup>175</sup>, et qui comptent parmi les principaux fondateurs du parti d'action<sup>176</sup>. Ce groupe, qui a pour figure tutélaire le juriste florentin Piero Calamandrei<sup>177</sup> et auquel Marco Ramat est étroitement lié par le biais de son père, connaît un itinéraire politique chaotique après guerre qui le conduit après l'expérience éphémère du parti d'action<sup>178</sup>, au sein du parti social-démocrate, puis à partir du début des années 1960 au sein de l'aile gauche du PSI menée par Riccardo Lombardi<sup>179</sup>. Parlementaires à de nombreuses reprises, notamment de l'Assemblée constituante<sup>180</sup>, occupant dans les divers partis où ils s'insèrent des positions de direction, les membres de ce petit cercle florentin resteront néanmoins toujours marginaux dans les différents partis dans lesquels s'inséreront<sup>181</sup>.

---

du PCI- en tête de la pétition contre l'intervention en Afghanistan ; voir AJELLO (Nello), *Il lungo addio. Intelletuali e PCI dal 1958 al 1991*, Rome, Laterza, 1997, pp. 167-170 et pp. 252-253.

<sup>174</sup> Ainsi, aux élections syndicales de 1973, MD obtient 127 voix en Lombardie, contre 36 en la Toscane.

<sup>175</sup> Tristano Codignola, Enzo Enriques Agnoletti et Raffaele Ramat sont arrêtés en janvier 1942 et emprisonnés ensemble à la prison des *Murate* à Florence entre 1942 et 1943. On trouve les récits autobiographiques de Marco Ramat qui a raconté son enfance et les luttes anti-fascistes de son père, in RAMAT (Marco), *Primo codice*, Rome, Riuniti, 1987.

<sup>176</sup> Sur le rôle de ce groupe de résistants florentins dans la fondation du parti d'action, voir RANIERI (Ruggero), « La confluenza dei liberalisocialisti nel partito d'Azione », in Federazione Italiana Associazioni Partigiani, *Il partito d'Azione dalle origini all'inizio della resistenza armata*, Archivio trimestriale, 1985, pp. 55-162.

<sup>177</sup> Tristano Codignola et Enzo Enriques Agnoletti ont été les assistants de Piero Calamandrei à la faculté de droit de l'université de Florence entre les deux guerres. Sur Piero Calamandrei et la faculté de droit de Florence, voir GROSSI (Pietro), *Stile fiorentino. Gli studi giuridici nella Firenze italiana 1859-1950*, Milan, Giuffrè, notamment pp. 142-168.

<sup>178</sup> Le parti d'action se dissout en 1947, v. DE LUNA (Giovanni), *Storia del partito d'azione 1942-1947*, op. cit.

<sup>179</sup> Sur ces itinéraires politiques, voir la biographie de Tristano Codignola, non datée, 4 pages, in archives E. Enriques Agnoletti, dossier n°19, ainsi que de E. Enriques Agnoletti lui-même, B. (A.), « Brevi note biografiche », in MERCURI (L., dir.), *In memoria di Enzo Enriques Agnoletti. Quaderni della FLAP n°52*, Foggia, Bastogi, 1991, pp. 151-159.

<sup>180</sup> Piero Calamandrei et Tristano Codignola sont élus à l'Assemblée constituante.

<sup>181</sup> Seul Tristano Codignola est sénateur et membre du comité central du PSI.

Pour autant, ils disposent d'une forte implantation à Florence, tout à la fois dans l'université autour des anciens élèves de Piero Calamandrei (notamment les professeurs Paolo Barile, Mauro Cappelletti), dans les maisons d'édition (Tristano Codignola possède et dirige l'importante maison d'édition florentine *La Nuova Italia*), dans les revues telles que *Il Ponte* fondée à Florence par Piero Calamandrei, et dirigée après sa mort par Enzo Enriques Agnoletti, *Resistenza* et *Nuova Repubblica*<sup>182</sup> ; ce groupe dispose également d'une assise politique locale importante, à l'image de Raffaele Ramat qui sera adjoint à la culture de la mairie de Florence au milieu des années 1950, et plus encore d'Enriques Agnoletti qui sera entre 1961 et 1964, vice-maire de Florence dans le cadre d'une coalition de centre-gauche. A la fin des années 1960, ils sont en outre fortement implantés dans la fédération florentine du PSI<sup>183</sup>.

C'est son insertion dans ces réseaux qui permet de rendre compte de la notoriété que Marco Ramat acquiert rapidement. A la faculté de droit de Florence, il est l'étudiant de Piero Calamandrei. De même, dès l'âge de 22 ans, il engage une collaboration avec la revue *Il Ponte* qui durera plus de vingt ans, ainsi qu'avec la revue des anciens membres du parti d'action *Resistenza*<sup>184</sup>. Entré dans la magistrature en 1955, Marco Ramat y exerce les fonctions de prêteur à Borgo San Lorenzo en Toscane, et multiplie dès lors les publications sur les problèmes de justice : à partir de 1959, il tient une chronique régulière dans le quotidien toscane *La Nazione* mais surtout il participe, à l'instar de Stefano Rodotà, au magazine *Il Mondo* qui est alors le point de convergence de nombreux intellectuels de la gauche non communiste.

Mais ce n'est qu'avec la création de *Magistratura Democratica* en 1964 qu'il cherche à faire valoir ses ressources sociales dans le syndicalisme judiciaire, dont il était resté jusque là étranger. De fait, c'est l'article intitulé le « magistrat démocrate » qu'il publie dans *Il Mondo* pour soutenir la création de MD qui lui vaut adhésion immédiate au syndicat<sup>185</sup>. De même, tirant profit de la « notoriété dérivant surtout des articles dans *Il Mondo* »<sup>186</sup>, il se présente dès septembre 1964 aux élections syndicales de l'ANM sur les listes de MD, et est élu au comité directeur de l'association. Il devient rapidement un des leaders de ce syndicat, mettant à disposition sa surface sociale, à l'image du numéro spécial de 1968 sur les questions judiciaires qu'il organise dans la revue *Il Ponte*, et qui est écrit exclusivement par les membres de MD. De même, en 1969, il obtient de la maison

<sup>182</sup> *Resistenza* est la revue des anciens membres du parti d'action, tandis que la *Nuova repubblica* dirigée par Tristano Codignola s'adresse prioritairement à la « diaspora socialiste ».

<sup>183</sup> Voir la liste des membres de leur courant au sein du PSI, la « gauche socialiste », à la fin des années 1960 dans les organes dirigeants du parti à Florence, dans une lettre aux militants florentins, 4 pages, non daté, in archives E. Enriques Agnoletti, n°72, 10.01.

<sup>184</sup> On trouve une bibliographie complète des écrits de Marco Ramat in CLEMENTI (Fabrizio), MANNUZZU (Salvatore), dir., *Crisi della giurisdizione e crisi della politica*, op. cit., pp. 369-390.

<sup>185</sup> Marco Ramat raconte ainsi : « je n'avais pas été invité à la réunion de fondation de MD parce que je n'avais jamais exercé d'activité syndicale. Mais, à peine j'eus connaissance de la nouvelle que *Magistratura Democratica* avait été fondé à Bologne (le 7 juillet 1964), j'ai écrit un article d'approbation et de soutien sur *Il Mondo*. Cette article me valut l'inscription à MD ». Sur cette anecdote, voir RAMAT (Marco), « Gli "spiccioli" di Magistratura Democratica », op. cit., p. 317.

<sup>186</sup> RAMAT (Marco), « Gli "spiccioli" di Magistratura Democratica », op. cit., p. 317.

d'édition florentine *La Nuova Italia* (dirigée par Tristano Codignola), de publier la revue de la nouvelle MD, *Quale Giustizia*.

De fait, outre son insertion dans les réseaux de la « diaspora socialiste » florentine, il ressort des archives personnelles de Marco Ramat qu'au début des années 1970, qu'il appartient concomitamment à différents réseaux locaux et nationaux. Il est ainsi membre de la section toscane de l'Association internationale des juristes démocrates qui rassemble avocats, magistrats de MD, et professeurs de droit<sup>187</sup>; il appartient au cercle Rosselli<sup>188</sup> qui réunit « diverses professions : médecins, avocats, magistrats, universitaires, hommes politiques, syndicalistes » pour développer « à Florence, une participation concrète et responsable à la vie politico-sociale du peuple »<sup>189</sup>; il fréquente de manière assidue les groupes catholiques contestataires (appelés « *i cattolici del dissenso* »), fortement implantés en Toscane autour des communautés fondées par le père Ernesto Balducci à la Badia Fiesolana, le père Enzo Mazzi à l'Isolotto, et le père Lorenzo Milano à Borgo San Lorenzo<sup>190</sup>; il est un des membres de la section de travail du PSI fondée en 1970 et consacrée à l'institution judiciaire, ainsi que de la section des « Problèmes de l'Etat et des droits civiques », créée au sein de ce parti en 1973<sup>191</sup>; enfin, il publie avec d'autres anciens élèves de Piero Calamandrei, un « cours de droit » en 1970 à la *La Nuova Italia*<sup>192</sup>.

Dans un contexte où MD se trouve privé de la surface sociale d'Adolfo Beria, on s'explique alors que la position de Marco Ramat aux marges de la politique, de l'université et de la magistrature, devienne incontournable dans le syndicat tant il est vrai qu'il peut mobiliser autour de lui des réseaux dans différentes professions. On comprend également qu'à bien des égards Marco Ramat soit considéré dans MD comme le « grand frère »<sup>193</sup>, celui qui incarne dans sa personne même, du fait de ses ressources sociales, la possibilité pour les magistrats de MD de parler

<sup>187</sup> En 1974, la section toscane compte des magistrats de MD tels que Marco Ramat, Pier Luigi Onorato, Beniamino Deidda, des universitaires tels Mauro Cappelletti et des avocats. Voir la liste des destinataires dans la lettre de son secrétaire l'avocat Lando Landolfi, LANDOLFI (Lando), ronéo, 1 page, 16 avril 1974, p. 1, in archives Marco Ramat, non classé.

<sup>188</sup> Rosselli est un théoricien du « socialisme libéral » de l'entre-deux-guerres et ses idées influencèrent les fondateurs du parti d'action tout particulièrement à Florence.

<sup>189</sup> Voir la lettre du député Tristano Codignola à un destinataire inidentifiable définissant le projet du cercle Rosselli, 3 pages, 28 février 1973, p. 1, in archives Marco Ramat, non classé. Voir aussi un bilan de l'activité de l'association en 1973, in Sezione toscana dell'Associazione italiana giuristi democratici, « Relazione del direttivo », 6 pages, 1973, in archives Marco Ramat, non classé.

<sup>190</sup> Voir notamment les récits de Marco Ramat sur ses rapports avec Don Milani, in RAMAT (Marco), « Immagini di Don Milani », *Il Ponte*, XXIII, n°12, déc. 1967, pp. 1628-1634.

<sup>191</sup> Marco Ramat n'est néanmoins pas membre du PSI. Sur la section des « Problèmes de l'Etat » et sa commission Justice, voir nos développements *infra*.

<sup>192</sup> BARILE (Paolo), MEREU (Federico), RAMAT (Marco), *Corso di diritto*, Florence, La Nuova Italia, 1970.

<sup>193</sup> FERRAIOLI (Luigi), « Un giudice illuminista », *Il Manifesto*, 11 décembre 1985, p. 6.

légitimement de politique et de réformes judiciaires<sup>194</sup>. Par sa capacité à mobiliser des groupes divers (singulièrement des réseaux issus de la Résistance et de l'Assemblée constituante), il fait en effet advenir la nouvelle posture que cherchent à faire exister les membres de MD, comme l'attestent les termes dans lesquels il est évoqué par ce magistrat :

« Quand il était plus détendu et avec des amis, il évoquait la politique comme n'importe lequel des millions de non-professionnels qui la subissent et renoncent à la déchiffrer. Mais, cette apparence de bonhomie désenchantée cessait dès lors que le débat touchait la justice, ou mieux, comme il aurait préféré dire, la politique de la justice. Alors, il se comportait comme un professionnel, sans comportement de caste. Bien plus, il trouvait que les moments les plus significatifs de sa profession de juge tenaient précisément dans le fait que prendre conscience des liens profonds existants entre politique et juridiction, dans le fait d'intégrer patiemment le rôle du juge dans l'horizon plus vaste des structures sociales et politiques de la polis (...) »<sup>195</sup>.

« Quand je l'ai connu personnellement en 1964, j'ai éprouvé naturellement une sorte de fascination : peut-être pour son anti-conformisme notoire, et plus encore parce qu'il nous dominait par sa capacité d'analyse et d'argumentation. Il évoluait avec des idées claires, sans dépenser de paroles inutiles avec un sens inné de l'organisation. Je "buvais" avidement ses paroles et cette nouvelle façon d'argumenter et cette esquisse d'une nouvelle façon de rendre justice qui me fascinait. (...). Sous la direction de Marco Ramat, nous découvrîmes tout de suite la "politisation" de la magistrature (...). Marco avait compris que la justice, le procès, et les juges eux-mêmes servaient le pouvoir et il en dénonçait sans pitié l'aspect conservateur et non libéral »<sup>196</sup>.

Ou encore, dans les termes de cet autre juge de MD :

« Je me rappelle les nuits blanches passées à discuter à quelques uns après les assemblées mouvementées, notre préoccupation de saisir les ferments de la société et d'établir dans le même temps, dans le respect de notre autonomie, la nécessaire convergence avec la politique de la gauche. Me reviennent ainsi à la mémoire ses interventions souvent décisives entre les lignes opposées qui émergeaient alors dans MD, son attention constante aux problèmes du pays auxquels il rappelait avec son ton professoral qu'il fallait rester solidement ancré »<sup>197</sup>.

<sup>194</sup> Sur ce point, voir également la manière dont Luciano Violante le commémore : « Je connus Marco Ramat au tout début des années 1960 en lisant ses articles dans *Il Mondo* de Pannuzio quand je voyageais dans les trains des voies ferrées sud-est de Bari à Putigliano où j'habitais alors (...). Il fut le premier contact de ceux de ma génération avec une façon différente de penser le droit et les juges », VIOLANTE (Luciano), « E morto Marco Ramat, magistrato di grande impegno », *L'Unità*, 10 décembre 1985, p. 2. Giancarlo Caselli indique, dans des termes analogues, « J'ai choisi la magistrature du fait de l'influence des écrits de Marco Ramat sur *Il Mondo* de Pannuzio. Ses réflexions sur le thème de la justice, et en particulier sur les espaces qui pouvaient s'ouvrir avec la pleine mise en œuvre de la Constitution, laissaient entrevoir des perspectives très intéressantes pour le rôle de magistrat dans cette période de l'histoire du pays. La fascination [était] très forte pour un jeune : réussir à faire dans sa profession quelque chose de socialement utile », CASELLI (Giancarlo), « La cultura della giurisdizione », in BRUTI LIBERATI (Edmondo), CERETTI (Adolfo), GLASANTI (Alberto), dir., *Governo dei giudici*, Milan, Feltrinelli, 1996, pp. 118-137, p. 118.

<sup>195</sup> DEIDDA (Beniamino), « La lezione di un giudice », in MANNUZZU (Salvatore), CLEMENTI (Fabrizio), dir., *Crisi della giurisdizione e crisi della politica*, op. cit., pp. 220-228, p. 221.

<sup>196</sup> DEIDDA (Beniamino), « Marco Ramat », *Il Ponte*, n°5-6, sept.-déc. 1985, pp. 219-223.

<sup>197</sup> GRIMALDI (Tullio), « Crisi della politica e deleghe alla magistratura », in CLEMENTI (Fabrizio), MANNUZZU (Salvatore), dir., *Crisi della giurisdizione e crisi della politica*, op. cit., pp. 266-271, p. 266.

Marco Ramat fait ainsi exister, aux yeux de magistrats de MD, la figure même du juge qui s'autorise à parler de politique judiciaire alternative à la marge des partis de gauche.

On le voit, la constitution d'une expertise sur les institutions judiciaires s'inscrit dans les mobilisations plus vastes de la « gauche juridique » et du groupe parlementaire de la « Gauche indépendante » pour construire, aux confins du PSI et du PCI, la possibilité d'un point de vue politique sur les institutions.

*Magistratura Democratica* trouve ainsi place dans la « gauche juridique ». C'est dans ce cadre non judiciaire que sa nouvelle posture devient crédible. Dès lors, quand à partir des années 1972-1973, la gauche se divise toujours plus nettement entre une gauche dite « extra-parlementaire » (ou « nouvelle gauche ») qui s'identifie à la contestation étudiante et ouvrière, et les partis « traditionnels » de la gauche – PCI et PSI – qui s'opposent toujours plus au « gauchisme », c'est toute la « gauche juridique » et MD elle-même qui se divise. La disparition rapide de la configuration qui a présidé à la consolidation de la nouvelle MD, mais aussi les résistances du PSI et du PCI à lui reconnaître un droit de cité dans les débats sur la réforme judiciaire contribuent à mettre un terme à l'épisode des « juges rouges ».

## **B/ *Magistratura Democratica* et l'échec de la « jurisprudence alternative »**

S'il est vrai que la revendication par *Magistratura Democratica* d'une expertise sur les institutions judiciaires se trouve attestée dans les mobilisations de la « gauche juridique » ainsi que dans le parrainage des membres de la « Gauche indépendante », ces prétentions nouvelles des magistrats de MD ne manquent pas de rencontrer les résistances de ces deux principaux partis politiques de gauche. Il convient dès lors d'analyser ces « épreuves de force » pour le contrôle de la parole à gauche sur les institutions, entre les mouvements de la « gauche juridique » et les partis socialiste et communiste (1). L'échec de *Magistratura Democratica* à faire la

preuve de son caractère incontournable pour la construction d'une « politique judiciaire alternative » doit également se comprendre dans un contexte où le renforcement des divisions entre la gauche extra-parlementaire et la gauche parlementaire (PCI, PSI) fragilise le syndicat de juges lui-même (2).

## 1- Les épreuves de force avec les partis politiques de gauche

*Magistratura Democratica* se heurte ainsi, dans la promotion d'une « jurisprudence alternative », au maintien au sein des partis politiques, d'une mainmise sur celle-ci, comme en témoignent tout à la fois les controverses au sein de la commission judiciaire du PSI à laquelle de nombreux membres de MD sont associés et le refus par le PCI de soutenir les entreprises du syndicat.

### a) L'échec du référendum d'abrogation des délits d'opinion

Entre 1970 et 1971, *Magistratura Democratica* se fait le promoteur de la première campagne référendaire italienne<sup>198</sup>. Le syndicat propose en effet un référendum pour l'abrogation de tous les délits d'opinion présents dans le code pénal. Parce que la tenue de ce référendum passe par la réunion des 500.000 signataires nécessaires et parce qu'elle suppose, de ce fait, de rassembler autour de MD des organisations capables de mener un tel travail militant, cette mobilisation constitue un moment d'observation privilégié de la capacité d'intéressement des magistrats de MD autour de la politique judiciaire alternative qu'ils entendent construire ; elle constitue également l'occasion de mesurer les « épreuves de force » à gauche pour le contrôle de l'expertise en matière d'institutions.

Le 29 septembre 1970, le comité exécutif de MD approuve en effet à l'unanimité une proposition de référendum visant à abroger l'ensemble des dispositions du code pénal qui limitent la liberté d'expression<sup>199</sup>. Le projet est ambitieux ne serait-

---

<sup>198</sup> Le référendum abrogatif qui est prévu par la Constitution était en effet resté inappliqué faute de loi d'application. Celle-ci est finalement adoptée en mai 1970.

<sup>199</sup> On trouve le texte adopté in Sezione Toscana di MD, « Referendum abrogativo dei reati di opinione », *Bollettino di Magistratura Democratica*, n°2, oct.-nov. 1970, pp. 1-3.

ce que du fait du nombre élevé de signatures à rassembler pour convoquer un référendum. De fait, la réticence, voire le refus des autres courants de l'ANM de soutenir ce projet, renvoie MD à la nécessité de faire la preuve de sa capacité à fédérer les partis et organisations de gauche autour de son projet.

Dans un premier temps, l'initiative semble rencontrer un large écho au sein de la gauche. Dès décembre 1970, MD est parvenu à constituer un comité national pour l'abrogation des délits d'opinion qui réunit, autour d'un président membre de MD<sup>200</sup>, l'ensemble des partis de gauche ; le rassemblement comprend ainsi les représentants de la gauche politique, le PCI, le PSI, le PSIUP, les syndicats, mais aussi des mouvements proches de la gauche démocrate-chrétienne (*l'Associazione Cattolica dei Lavoratori Italiani* -ACLI-, le mouvement de jeunesse de la DC), ou des partis laïcs tels que le jeune parti radical de Marco Pannella, ou encore l'aile gauche du Parti libéral italien (PLI)<sup>201</sup>. Des comités locaux se constituent également au niveau régional : ainsi, la section toscane de MD, qui a été depuis le début la plus active dans la promotion du référendum, parvient à constituer autour d'elle une coalition plus large encore puisqu'on y trouve, outre les sections régionales des organisations et partis précédemment mentionnées, les réseaux propres de Marco Ramat et notamment la revue *Il Ponte*, la maison d'édition florentine *La Nuova Italia*, mais aussi les journalistes locaux de quotidiens comme la *Nazione*, *l'Unità*, *Paese sera*, *Avanti* !<sup>202</sup>...

De fait, le président de MD se réjouit que, « à peine plus d'un an après la scission de Bologne (...), nous [ayons] réussi à canaliser autour de notre initiative une coalition imposante de forces démocratiques, signe évident de la croissance de MD dans le pays »<sup>203</sup>. Surtout, les dirigeants ne manquent pas de s'enorgueillir d'avoir pu ainsi réunir non seulement des forces politiques mais aussi « des personnalités représentatives » de la gauche. On ne sera pas surpris de retrouver parmi elles, les soutiens de MD tels que Ferruccio Parri et Lelio Basso de la

---

<sup>200</sup> Il s'agit de Mario Barone, ancien président de l'ANM en 1968-1969.

<sup>201</sup> Pour la liste des membres du comité, voir Magistratura Democratica, « Referendum abrogativo sui reati politici e sindacali », *Magistratura Democratica. Notiziario*, n°2, février 1971, pp. 10-11.

<sup>202</sup> Sezione Toscana di MD, « Esperienze del gruppo toscano », *Magistratura Democratica. Notiziario*, n°2, février 1971, pp. 11-12.

<sup>203</sup> DE MARCO (Luigi), « Editoriale », *Magistratura Democratica. Notiziario*, n°2, février 1971, p. 1



« gauche indépendante », ainsi que Umberto Terracini du PCI<sup>204</sup> qui exprime « sa pleine adhésion à un projet qui revêt une signification particulière du fait même de la qualité et la dignité de ses promoteurs »<sup>205</sup>.

Marco Ramat peut alors fièrement présenter ces premiers résultats comme la confirmation de la pleine légitimité du nouveau syndicat : désormais soutenu par ces personnalités illustres, MD n'est plus « cette cendrillon faite d'à peine 550 magistrats ; ces magistrats mal fichus, raillés ou pire, par tant de bien pensants ou de personnes soi-disant "équilibrées" »<sup>206</sup>, ajoutant que :

« Nous nous appelons *Magistratura Democratica*, non seulement parce que nous avons mis en mouvement ce front autour de cet objectif, mais aussi parce que des dizaines et centaines d'entre nous, engagés dans cette bataille, sont allés et vont encore au milieu des gens ordinaires, dans les endroits où se trouve le peuple ; nous avons appris à comprendre et à nous faire comprendre par le métallurgiste, le maçon, le paysan, qui sont les premiers destinataires du message de la Constitution »<sup>207</sup>.

Pourtant, si les personnalités de la « gauche juridique » offrent un accueil enthousiaste à l'initiative, les partis politiques et singulièrement le PCI n'apportent qu'un soutien formel et refusent d'engager leur organisation dans la « phase opérationnelle » de la campagne pour l'obtention des 500.000 signatures.

Dès le commencement de la phase opérationnelle de la campagne de recueil des signatures, au début de l'été 1971, MD fait en effet l'expérience de sa dépendance à l'égard des organisations de la gauche dans la poursuite d'un projet de réforme de la justice. De fait, le parti socialiste qui s'était pourtant dit initialement disponible, ne se mobilise pas au côté des magistrats. De même, le parti communiste qui avait pourtant donné son accord par la voix de Umberto Terracini, se retire de la campagne. Début juillet 1971, le responsable à l'organisation du PCI, Armando Cossutta envoie ainsi aux fédérations une circulaire connue sous le nom de « circulaire Cossutta » leur demandant de ne pas

<sup>204</sup> On trouve une liste des « personnalités » qui soutiennent l'initiative in RAMAT (Marco), « Perché magistratura democratica », *Bollettino di Magistratura Democratica*, II, n°2-3, mars-juin 1971, p. 3.

<sup>205</sup> TERRACINI (Umberto), « Lettera al presidente del comitato per l'abrogazione dei reati di opinione », *Magistratura Democratica. Notiziario*, n°2, fév. 1971, p. 11.

<sup>206</sup> RAMAT (Marco), « Perché Magistratura democratica », *op. cit.*, p. 3.

<sup>207</sup> *Ibid.*

prendre part à la campagne<sup>208</sup>. « Dans un premier temps, le PCI n'était pas hostile mais seulement désengagé »<sup>209</sup> ; mais l'intervention de la direction met fin à la collaboration au niveau national avec le PCI. Dans l'ensemble, comme le relève le rapport de la section piémontaise de MD, quand la mobilisation a « donné des fruits positifs », on le doit « à des volontés individuelles qui n'ont jamais réussi à impliquer les appareils des partis et des syndicats »<sup>210</sup>.

De fait, le retrait du PCI qui intervient en plein cœur de la « phase opérationnelle », met fin aux espoirs de MD de rassembler les 500.000 signatures avant l'échéance du 30 septembre. Quand, un mois avant cette date, le 3 septembre 1971, le comité de soutien se réunit, seules 250.000 signatures ont ainsi été recueillies, et tous s'accordent désormais pour considérer la « bataille référendaire » comme perdue<sup>211</sup>.

Dans les rapports que les sections locales de MD renvoient à la direction du syndicat au terme de ces mobilisations infructueuses, on mesure l'étroite dépendance du syndicat à l'égard des organisations politiques et de leur capacité de mobilisation. On s'y plaint de l'adhésion seulement formelle des partis politiques « qui avaient donné, dans un premier temps, leur pleine adhésion à l'initiative »<sup>212</sup>. Ainsi dans le Piémont, à la suite de la « circulaire Cossutta », « de nombreuses sections du PCI qui avaient adhéré à l'initiative y compris pour la phase opérationnelle se sont retirées »<sup>213</sup> des comités locaux, ne laissant que quelques soutiens individuels.

Privé du soutien opérationnel des partis de gauche, et singulièrement du PCI, MD redevient ce petit groupe de 400 magistrats qui ne représente que lui-même et dont la capacité de mobilisation est très réduite, ou à tout le moins, étroitement liée à l'implantation locale plus ou moins importante du syndicat. Comme le note à l'occasion de la réunion-bilan un magistrat de la section vénète, « on est arrivé à

---

<sup>208</sup> Sur cet épisode et sur l'ensemble de la campagne référendaire, voir PAPPALARDO (Sergio), *Gli iconoclasti*, op. cit.

<sup>209</sup> BARONE (Mario), in *Magistratura Democratica*, « Verballi dell'Assemblea di Firenze », *Magistratura Democratica. Notiziario*, n°6, novembre 1971, pp. 3-33, p. 6.

<sup>210</sup> Sezione Piemontese di MD, « Relazione del gruppo piemontese », *Magistratura Democratica. Notiziario*, n°5, octobre 1971, pp. 21-23, p. 21.

<sup>211</sup> *Ibid.*, p. 21.

<sup>212</sup> *Ibid.*, p. 22.

<sup>213</sup> *Ibid.*, p. 22.

la situation absurde où le poids de l'organisation sur le territoire ne repose que sur quelques magistrats »<sup>214</sup>. Ainsi, la section toscane qui constate « que MD [étant] en Toscane presque exclusivement concentrée dans les provinces de Florence, Pise, Livourne, Lucques », « personne n'a pu opérer efficacement dans la Toscane du centre-sud »<sup>215</sup>. Tirant les leçons de la campagne, le secrétaire général de MD doit constater ainsi l'incapacité du groupe à fédérer autour de lui les partis et organisations de gauche, et retrace dès lors l'histoire de l'initiative référendaire en ces termes :

« Le projet a d'abord été présenté à Trieste [congrès de l'ANM] où était déjà apparue l'opposition du PCI par la voix de Malagugini, de Colonna et d'autres membres du PCI qui avaient alors donné une réponse négative ("si l'initiative est seulement de MD et non de l'ANM, le PCI dit non"). *Malgré cela, nous avons décidé de lancer l'initiative en espérant que la lutte aurait unifié les forces autour de nous.* Dans la situation politique qui existait alors, cela pouvait sembler possible. Or le PCI, à l'exception de Terracini, s'opposa au projet. Le PSIUP, le PSI, MPL, le parti radical, le mouvement de jeunesse de la Démocratie chrétienne, la Ligue italienne pour le divorce, et d'autres forces mineures adhérèrent. Les syndicats déclarèrent que, du fait d'engagements dans d'autres directions, ils ne pouvaient pas apporter de soutiens opérationnels, même s'ils étaient favorables à l'initiative. Néanmoins, les ouvriers agricoles [*braccianti*], et plus important encore, les trois syndicats de la métallurgie, apportèrent leur adhésion.

*On constata ensuite que la présence de Terracini était seulement individuelle ; le PSI par l'intermédiaire de Fortuna se dit à notre disposition, mais cela ne fut pas le cas en réalité ; enfin, dans le groupe des signataires de la proposition il n'y avait aucune personnalité d'importance à l'exception de Basso.*

*Conclusions : il n'est pas possible de porter à leur terme des initiatives de ce type, si les forces du pays ne sont pas rassemblées (...) ; pour le futur (...) nous devons, d'une manière générale, penser à utiliser une plus grande prudence dans nos rapports avec les forces externes et dans notre action extérieure »*<sup>216</sup>.

Ainsi réduits à eux-mêmes, les magistrats de MD se confrontent concrètement à l'impossibilité de réunir, autour de leurs projets de réforme, les organisations et partis de gauche. Le soutien des membres de la « Gauche indépendante » ou de personnalités comme Umberto Terracini, ne suffit pas à « convaincre ». La place que revendique MD dans l'expertise de l'institution judiciaire et de sa réforme se heurte ainsi aux résistances du PCI et du PSI, comme en témoigne également la participation des dirigeants du syndicat à la commission Justice du PSI.

<sup>214</sup> BORRACCETTI (Vittorio), in *Magistratura Democratica*, « Verbali dell'Assemblea di Firenze », *Magistratura Democratica. Notiziario*, n°6, novembre 1971, pp. 3-33, p. 11.

<sup>215</sup> Sezione toscana di MD, « Relazione del gruppo toscano », *Magistratura Democratica. Notiziario*, n°5, octobre 1971, pp. 28-31.

<sup>216</sup> PETRELLA (Generoso), in *Magistratura Democratica*, « Verbale dell'Assemblea generale di MD a Firenze del 17 ottobre 1971 », *Magistratura Democratica. Notiziario*, n°6, novembre 1971, pp. 3-5, p. 4,

## b) L'expérience de la commission Justice du PSI

Les rapports du PSI avec les professionnels du droit au cours de la première moitié des années 1970 sont également particulièrement révélateurs des difficultés pour les membres de la « gauche juridique », et singulièrement pour MD, d'imposer un nouveau rapport entre professionnels du droit et partis politiques. On impute le plus souvent à Bettino Craxi (qui dirige le PSI de 1976 à 1993) d'avoir engagé, tout particulièrement à partir de la fin des années 1970, une polémique âpre avec les syndicats de magistrats. Force est pourtant de constater que les rapports de ce parti avec MD étaient déjà conflictuels avant cette date.

Au début des années 1970, le PSI se dote de commissions de travail spécifiquement consacrées aux institutions. En mars 1970, le parti crée ainsi une « commission de travail pour les problèmes de la magistrature ordinaire (...), née comme un organisme spontané à l'initiative de camarades, avocats magistrats, conseillers d'Etat, de la Cour des comptes et d'hommes politiques au sens strict »<sup>217</sup>. Mais c'est surtout à la suite du congrès du parti à Gênes en 1972, qui porte sur les « problèmes de démocratisation de l'appareil d'Etat », que le parti socialiste s'engage sur le thème des institutions, notamment par la création d'une section des « Problèmes de l'Etat et des droits civiques » dont la direction est attribuée à Vincenzo Balzamo, l'un des lieutenants du secrétaire général sortant Federico Mancini<sup>218</sup>. De fait, la section se montre particulièrement active entre 1973 et 1975 organisant notamment deux colloques importants sur la justice<sup>219</sup>. Elle fait notamment appel aux groupes de la « gauche juridique », et singulièrement à MD dont plusieurs dirigeants participent activement aux réunions de la section. Cette collaboration s'inscrit dans un contexte où le PSI entre en conflit avec la DC et engage de nombreuses mobilisations communes

<sup>217</sup> MARTESCELLI (V.), LABRIOLA (S.), Lettre aux membres de la commission Justice du PSI, 1 page, mars 1970, in Archives Marco Ramat, non classé.

<sup>218</sup> Vincenzo Balzamo a préalablement occupé divers postes de responsabilité au sein du PSI, et notamment la direction de la section chargée des « organisations du parti dans la société civile ».

<sup>219</sup> On trouve les actes de ces deux colloques in BALZAMO (Vincenzo, dir.), *Diritti civili e libertà democratica. Per la riforma dell'ordinamento giudiziario*, Venise, Marsilio, 1975, et in BALZAMO (Vincenzo, dir.), *Ordine pubblico e sicurezza democratica*, Florence, La Nuova Italia, 1976.

avec les mouvements de la gauche extra-parlementaire, singulièrement à l'occasion de la campagne référendaire sur le divorce au printemps 1974<sup>220</sup>. Ainsi, l'adjoint de Vincenzo Balzamo souligne « qu'il apprécie et considère positivement l'engagement politique et les courageuses batailles de rénovation et de progrès »<sup>221</sup> de MD. Il précise ainsi à l'occasion de son entrée en fonctions :

« L'activité que cette section entend développer consiste à instaurer un rapport démocratique et de collaboration avec les associations, mouvements et organismes qui poursuivent dans la société civile des objectifs de progrès civique et de développement des mœurs démocratiques (Magistratura democratica, la Ligue italienne pour le divorce, le mouvement laïc, etc...) »<sup>222</sup>.

De fait, sept des huit magistrats de la commission Justice du parti sont des membres de MD –le huitième étant membre du syndicat d'Adolfo Beria, *Impegno Costituzionale*– et on trouve notamment parmi eux le secrétaire général et le président du syndicat<sup>223</sup>. L'accession en juillet 1973 du socialiste Mario Zagari à la tête du ministère de la justice semble conforter encore la place du PSI comme interlocuteur privilégié de MD en matière de politique judiciaire.

Pourtant, les rapports entre les magistrats de MD et la direction du parti deviennent vite conflictuels, comme en témoigne le premier colloque qu'organise le PSI en septembre 1974 sur les questions judiciaires<sup>224</sup>.

Cette rencontre qui constitue la première initiative d'envergure de la section des Problèmes de l'Etat rassemble autour du ministre de la justice de nombreux parlementaires socialistes, tels que Vincenzo Balzamo, et les dirigeants de MD ainsi que du syndicat *Impegno Costituzionale*<sup>225</sup>. Mais, le colloque, qui devait

---

<sup>220</sup> Sur cette période du PSI, voir notamment les développements sur cette période conflictuelle des gouvernements de centre-gauche in DEGL'INNOCENTI (Maurizio), *Storia del PSI*, vol. 3, Rome, Laterza, 1993, pp. 413-416, et les considérations critiques de AMATO (Giuliano), CAFAGNA (Luciano), *Duello a sinistra*, Bologne, Il Mulino, 1982, pp. 107-115.

<sup>221</sup> PROSPERI (Franco), « Presentazione », in BALZAMO (Vincenzo, dir.), *Diritti civili e libertà democratica*, op. cit., pp. 7-12, p. 8.

<sup>222</sup> BALZAMO (Vincenzo), Sezione Problemi dello Stato, « Informativa generale. Circ. n°2 », ronéo, 1 page, 15 janvier 1973, in Archives Marco Ramat, non classé.

<sup>223</sup> En 1976, on trouve dans la commission Justice du PSI : Marco Ramat (MD), Antonio Chiavelli (IC), Michele Coiro (MD), Giuseppe Veneziano (MD), Giovanni Placco (MD), Giovanni Amendola (MD), le sociologue du droit Giuseppe Di Federico, et Viviano ; voir la lettre des membres de la commission Justice à son responsable, LOCATELLI (Giovanni), ronéo, 2 pages, 30 avril 1976, p. 1, in Archives Marco Ramat, non classé.

<sup>224</sup> BALZAMO (Vincenzo), *Diritti civili e libertà democratica*, op. cit.

<sup>225</sup> Dans la lettre envoyée aux fédérations socialistes par la section des « Problèmes de l'Etat » au sujet de l'organisation du colloque, il est ainsi indiqué : « sont invités : les secrétaires régionaux, les membres des commissions Affaires constitutionnelles, Affaires Intérieures, et Justice des deux branches du Parlement,

consacrer l'importance accordée par le PSI à la question judiciaire, devient l'occasion pour les magistrats de MD de dénoncer ses contradictions<sup>226</sup>, à l'image de ce magistrat qui indique :

« Un colloque comme celui-ci, premier colloque de la gauche sur les thèmes de l'Etat, organisé par un parti à la fois de gouvernement et lié aux masses, un colloque donc qui devait représenter le moment où la pression sociale devient programme de gouvernement, et qui est apparu au contraire comme l'incarnation schizophrénique des deux vieilles âmes socialiste : populiste dans la rue et transformiste dans les couloirs des institutions de l'Etat »<sup>227</sup>.

Les magistrats de MD dénoncent notamment l'instrumentalisation de la commission Justice par la direction (« dans certains cas, nous avons fait croire que le PSI avait une ligne politique en matière de justice, alors même qu'il n'en avait pas »<sup>228</sup>, souligne ainsi Michele Coiro) et sa soumission aux logiques strictement politiques, comme Gianfranco Amendola, magistrat de MD, « inscrit au PSI et membre de la commission Justice du parti »<sup>229</sup> qui rappelle que trop souvent « les organes du parti nous ont demandé d'attendre à cause d'une conjoncture politique délicate ». Se considérant comme « mal vus au sein du parti », ils dénoncent :

« Le manque complet de lien avec les organes du parti. Nous n'avons jamais réussi à amener nos propositions aux camarades députés, aux camarades sénateurs ou aux camarades qui avaient des responsabilités de gouvernement »<sup>230</sup>.

De fait, les magistrats de MD revendiquent la possibilité de participer effectivement à la politique judiciaire du parti en « donnant au PSI un organe qui soit capable de donner une ligne politique en matière de justice »<sup>231</sup>, « une commission justice qui fasse de la politique et ne disparaisse pas au profit des jeux

---

une représentation de la Fédération la Jeunesse Socialiste Italienne ainsi que du mouvement féministe, des délégations de nos camarades des trois centrales syndicales, des syndicats de juges de l'ANM, MD et IC, des responsables des commissions Justice départementales, les présidents, vice-présidents et chefs de groupe socialistes aux conseils régionaux, la Commission nationale Justice », in Sezione Problemi dello Stato del PSI, « Convegno », ronéo, 1 page, 19 juillet 1974, in Archives Marco Ramat, non classé.

<sup>226</sup> L'élus du PSI au CSM raconte ainsi le colloque du PSI : « face à toutes les accusations dont fut l'objet Mario Zagari —qui certainement en méritait quelques unes mais certainement pas celles-là qui étaient tout à fait inconsistantes (...)— et bien que je sois peu enclin à participer aux joutes oratoires de ce genre, je ne pus m'empêcher d'intervenir en improvisant », in FERRARI (Giuseppe), *Soliloquio sulla magistratura*, Rome, Bulzoni, 1984, p. 243.

<sup>227</sup> ONORATO (Pier Luigi), « Gardone : un convegno come alternativa ? », *Magistratura Democratica*, n°5, oct.-nov. 1974, pp. 8-9, p. 8.

<sup>228</sup> COIRO (Michele), « Ancora Gardone : il ruolo delle istituzioni », *Magistratura Democratica*, n°5, oct.-nov. 1974, pp. 10-12, p. 12.

<sup>229</sup> AMENDOLA (Gianfranco), in BALZAMO (Vincenzo, dir.), *Diritti civili e libertà democratica*, op. cit., pp. 169-171, p. 170.

<sup>230</sup> *Ibid.*, p. 170.

<sup>231</sup> COIRO (Michele), « Ancora Gardone : il ruolo delle istituzioni », op. cit., p. 12.

de pouvoir avec la Démocratie chrétienne »<sup>232</sup>, en « réorganisant la commission Justice pour que celle-ci impose la politique du parti en la matière »<sup>233</sup>. Comme l'indique ce magistrat de MD au lendemain du colloque :

*« La faute de la gauche, c'est de n'avoir pas compris l'importance de donner une place, de donner de la force aux magistrats de MD. Il ne s'agit pas de la plainte de celui qui cherche une mamma pour le protéger ; c'est un fait politique d'une gravité extrême. Allende est tombé parce que les institutions ne l'ont pas suivi. La magistrature chilienne n'a en effet pas appliqué des lois comme la réforme agraire »*<sup>234</sup>.

Au cours des années qui suivent, les rapports entre la commission Justice et le parti deviennent plus conflictuels encore, tout particulièrement quand l'engagement donné par Vincenzo Balzamo à l'occasion du second colloque en 1975<sup>235</sup> d'empêcher tout allongement des délais de la garde à vue (*fermo di polizia*) se trouve contredit par le vote du groupe socialiste en faveur de la loi Reale qui introduit au contraire des dispositions en ce sens<sup>236</sup>. L'importance mineure qu'occupe la commission Justice au sein du parti conduit ainsi le président de celle-ci, suivi le 30 avril 1976 par l'ensemble ses membres, à démissionner. Dans sa lettre de démission adressée au secrétaire général du PSI, il indique :

*« C'est une décision (...) déterminée par les désaccords de la commission [Justice] avec certaines décisions inacceptables du parti. La commission n'a pas réussi à dépasser ce climat d'hostilité qui s'est créé précisément parce que cet organisme n'a jamais accepté d'être un instrument "docile" (...). La commission pour ses choix et ses propositions s'est vue toujours plus marginalisée à l'intérieur du parti. Il a manqué de la part du parti une réponse cohérente à notre engagement. Chacun d'entre nous, parce qu'il opère dans le secteur de la justice, est porteur d'une expérience acquise à travers la gestion au quotidien du problème. Parce que nous sommes socialistes, nous avons pensé qu'il serait utile de mettre à la disposition du parti nos connaissances. Mais puisque le parti n'a pas voulu utiliser notre collaboration, il ne nous reste plus rien d'autre à faire que de te [la lettre s'adresse au secrétaire général du PSI] remettre nos démissions de la commission Justice »*<sup>237</sup>.

<sup>232</sup> AMENDOLA (Gianfranco), in BALZAMO (Vincenzo, dir.), *Diritti civili e libertà democratica*, op. cit., p. 171.

<sup>233</sup> COIRO (Michele), « Ancora Gardone : il ruolo delle istituzioni », op. cit., p. 12.

<sup>234</sup> *Ibid.*, p. 11.

<sup>235</sup> Sur ce point, voir le compte-rendu de ce colloque (Milan, 7-9 mars 1975) que fait le magistrat de MD, Elena PACIOTTI et qui indique que Vincenzo Balzamo s'est dit « nettement contraire à la garde à vue », in PACIOTTI (Elena), « Ordine pubblico e criminalità », *Magistratura Democratica*, III, n°2, avril 1975, pp. 6-7, p. 6.

<sup>236</sup> Voir les protestations sur ce point du président de la commission Justice, dans une lettre qu'il adresse aux membres de celle-ci, où il indique notamment « l'urgence de discuter avec la direction des problèmes de la commission Justice, i.e. la question plus large de sa participation à l'élaboration de la ligne politique du parti dans son secteur de compétence. Si nous n'avons pas résolu cette question, nous risquons de continuer à nous rencontrer une fois par an pour élaborer toujours le même document qui aura toujours la même suite » dans le parti, in LOCATELLI (Giovanni), lettre aux membres de la commission Justice du PSI, ronéo, 2 pages, 16 juillet 1976, p. 1, in Archives Marco Ramat, non classé.

<sup>237</sup> Lettre des membres de la commission Justice à Giovanni Locatelli son responsable, ronéo, 2 pages, 30 avril 1976, p. 1, in Archives Marco Ramat, non classé.

Recomposées au lendemain des élections législatives de 1976, la commission Justice et la section des Problèmes de l'Etat sont réorganisées et ne comptent plus de membres de MD et se réduisent désormais aux seuls inscrits au PSI<sup>238</sup>. En outre, l'élection de Vincenzo Balzamo comme président du groupe socialiste à la Chambre des députés laisse la section sans dirigeant<sup>239</sup>. Comme le note ce professeur de droit membre de la commission Justice :

« Le PSI fut, jusqu'il y a deux années, un interlocuteur privilégié des magistrats de gauche, que ce soit pour son image libertaire ou pour la vivacité de sa présence dans le débat sur la justice. Certaines erreurs graves –le vote de la loi Reale...– ont fortement entamé la crédibilité des socialistes (...). Le terrain est aujourd'hui laissé de façon incompréhensible, à l'abandon : l'importante section des "Problèmes de l'Etat" est sans responsable depuis des mois, tandis que la société des études institutionnelles et européennes, fondée il y a un an par Mario Zagari, est restée sur le papier »<sup>240</sup>.

On le voit, la rencontre des magistrats de MD et du PSI reste éphémère, et se traduit par l'échec de la section des "Problèmes de l'Etat". Les premiers ne parviennent pas à se voir reconnaître, au sein du PSI, l'autonomie et le poids qu'ils revendiquent dans l'expertise des institutions judiciaires.

## 2- L'irruption des divisions de la gauche dans *Magistratura Democratica*

On le voit, l'entreprise de MD échoue à rendre son expertise des institutions et de leur réforme incontournable pour les partis de gauche. En outre, dans la mesure où ce syndicat doit sa légitimité aux mobilisations multiples au sein de la gauche, il ne manque pas d'être affecté par le clivage toujours plus net entre la gauche « extra-parlementaire » et les « partis traditionnels » (le PSI et plus encore le PCI).

---

<sup>238</sup> Le groupe est ainsi renouvelé dans sa quasi-intégralité et comprend désormais le professeur M. Biagi F. Mancini, E. Gallo, les avocats U. Randi, G. Locatelli, C. Striano et les magistrats, tous appartenant au syndicat de juge de centre-gauche *Impegno Costituzionale*, Oresto Dominioni et Antonio Chiavelli ; v. BALZAMO (Vincenzo), Sezione problemi dello Stato, Lettre aux membres de la section, 1 page, 13 octobre 1976, in Archives Marco Ramat, non classé

<sup>239</sup> Vincenzo Balzamo conservera ce poste jusqu'en 1983 grâce à son ralliement ultérieur au courant de Bettino Craxi.

<sup>240</sup> MANCINI (Federico), « Ruolo e problemi del settore progressista della magistratura », *Città e regione*, n°1, 1977, pp. 5-8, p. 7.



MD parvient certes à affirmer un droit de cité à gauche en matière de justice. Le syndicat devient ainsi un modèle pour les mobilisations contestataires dans d'autres professions, comme en témoigne la fondation, avec la collaboration de militants de MD, de *Medicina Democratica*, *Urbanistica Democratica* (architectes), *Psichiatria Democratica*<sup>241</sup>, ainsi que l'éphémère *Farnesina Democratica* qui rassemble les fonctionnaires du ministère des affaires étrangères<sup>242</sup>.

La liste des participants au second congrès de MD à Florence en 1973 ainsi que le compte-rendu que fait l'une des sections de MD de son activité au cours des années 1973-1975, témoignent de la multiplicité des contacts et des collaborations qu'a engagés MD à gauche.

#### Tableau n°2 : La gauche au congrès de MD à Florence (1973)<sup>243</sup>

##### Ont envoyé leurs salutations:

- la Fédération des Travailleurs de la métallurgie de la province de Rome
- Luciano Lama, secrétaire général de la CGIL
- le conseil d'entreprise de Fealsud de Pomezia
- A. Bandinelli pour le parti radical
- Les travailleurs de Lancia Roma
- L. Bertoldi
- l'assemblée nationale de la ligue des autonomies locales
- le comité national pour l'abolition des délits d'opinion
- E. Pelligrini pour les groupes communistes révolutionnaires, section internationale de la IVème Internationale
- le mouvement étudiant
- le conseil d'entreprise Fim-Fiom-Uil [syndicats de la métallurgie] de l'entreprise Fatme à Rome
- P. Curatola
- Gracci pour les marxistes-léninistes et la rédaction de *Avanti Popolo*
- G. Tedesco, sénateur du PCI
- F. Toni, maire de Pistoia
- le Conseil des métallurgistes de Pomezia
- Italtrafo Pomezia
- Umberto Terracini
- A. Banfi, président de la fédération internationale de la résistance

<sup>241</sup> A l'occasion du congrès fondateur de *Psichiatria Democratica*, le 13 octobre 1973, auquel participent de nombreux membres de MD, le secrétaire général du nouveau mouvement indique « le nom de *Psichiatria Democratica* renvoie à dessein à celui de *Magistratura Democratica*, dans la mesure où les protagonistes de la nouvelle psychiatrie se donnent des objectifs de libération et d'émancipation analogues à celui suivies par les magistrats de MD », Gianfranco Minguzzi, cité in « *Psichiatria Democratica* », *Quale Giustizia*, n°21-22, 1973, pp. 582-583, p. 582.

<sup>242</sup> Pour l'histoire de ces différents mouvements, voir Associazione Materiali per una nuova sinistra, *Il sessantotto. La stagione dei movimenti (1960-1979)*, Rome, Associate, 1988, pp. 101-103 et pp. 221-223.

<sup>243</sup> « MD da Roma a Firenze contro la restaurazione », *Magistratura Democratica*, n°1, janv. 1973, pp. 3-5, p. 3.

**Ont participé au congrès :**

- une délégation de *Farnesina democratica*
- une délégation de la F.L.M. (fédération de la métallurgie) composée de Postiglione et Giorgio Benvenuto, secrétaire national du syndicat
- L. Pomodoro pour *Impegno Costituzionale*
- D. Charvet pour le syndicat de la magistrature (France)
- une délégation du PCI composée du sénateur G. Maris, et du député proche de la "gauche indépendante" L. M. Luzzato, qui sont les deux membres du PCI élus au CSM.
- une délégation du PSI composée du député Balzamo, dirigeant de la section des "Problèmes de l'Etat" et Locatelli, avocat, président de la commission justice du PSI
- A. Schiavone pour la revue *Democrazia e diritto*.

**MD dans la gauche : l'exemple de la section de Ligurie (1973-1975)<sup>244</sup>**

Dans le cadre du compte-rendu de son activité entre le congrès de Florence et celui de Naples, c'est-à-dire entre mars 1973 et avril 1975, la section locale de Ligurie présente les manifestations auxquelles elle a participé :

- participation au débat sur la garde à vue
- participation (sous une forme organisée et massive) à la campagne du « non » à l'occasion du référendum sur le divorce
- rapports (à différents niveaux) avec les syndicats sur les thèmes de la santé dans l'entreprise, des accidents du travail, et de la nouvelle juridiction du travail
- participation aux assemblées d'entreprise pendant l'affaire Sossi
- rédaction d'un document public sur cette affaire
- participation active (discours devant les manifestants) aux manifestations populaires qui suivent les attentats terroristes de Brescia et de l'Italicus
- participation aux fêtes de *l'Unità* et de *l'Avanti*
- organisation d'une conférence de presse avec les confédérations syndicales au sujet du refus de la grève de l'ANM
- document public sur l'affaire Panella et débat
- collaboration avec le SUNIA sur les thèmes du logement et de la construction publique HLM
- participation en tant que Md avec congrès départemental du PCI et à quelques congrès de section
- participation à la section locale de l'Institut Gramsci, en cours de formation
- collaboration à un groupe d'étude organisé par le parti de l'unité prolétarienne (PDUP) sur le thème de l'ordre public
- contribution à l'organisation des « 150 heures » [formation permanente pour les ouvriers] auprès de l'université de Gènes
- groupe de travail sur la définition de la « jurisprudence alternative » sur le thème de l'urbanisme, de la pollution et de la santé dans l'entreprise
- participation à des prises de position de groupes de magistrats contre les désaisissements de dossiers judiciaires par le procureur général [de la cour d'appel de Gènes], et au sujet de la procédure disciplinaire contre [le juge] Sansa.

<sup>244</sup> Magistratura Democratica, « Documenti. Dal congresso di MD », *Quale Giustizia*, n°33, 1975, pp. 379-399, p. 384.

Cette multitude de soutiens dont bénéficie MD, ainsi que le nombre de mobilisations auxquels le syndicat prend part, illustrent bien le fait qu'il appuie désormais sa légitimité sur l'ensemble des organisations de la gauche. Dès lors, on s'explique que dans un cadre où les conflits entre la gauche extra-parlementaire et le PCI se multiplient, MD soit affecté à son tour par des fortes tensions internes.

Sans doute existe-t-il, dès la naissance de la « nouvelle MD », différents courants politiques au sein du syndicat ; mais ils n'apparaissent pas en tant que clivages *internes* avant le congrès de Florence en 1973<sup>245</sup>.

De même, jusqu'aux années 1972-1973, toute la gauche reste unie dans la dénonciation de la répression du mouvement étudiant et ouvrier. S'il est vrai que certaines figures historiques du PCI - à l'instar de Giorgio Amendola<sup>246</sup> - adoptent d'emblée un regard critique, la direction de ce parti apporte dans son ensemble un soutien aux mobilisations de ces années, notamment par le biais du syndicat CGIL<sup>247</sup>. La radicalisation des mouvements de la « nouvelle gauche », ainsi que le lancement en 1973 par Enrico Berlinguer le secrétaire général du PCI, de la stratégie du « compromis historique » avec la DC, contribuent à substituer à la coexistence pacifique des deux gauches, une opposition toujours plus nette<sup>248</sup>.

Dans ce contexte politique nouveau, et alors même que MD fonde son affirmation sur les soutiens multiples qu'elle obtient dans toute la gauche, on ne sera pas surpris de voir ces divisions importées dans le cadre des luttes internes au syndicat, singulièrement dans les conflits qui opposent les deux principales sections de MD, Milan et Rome. Le congrès de MD qui se tient à la « Maison du peuple » (*Casa del popolo*) de Florence du 3 au 5 mars 1973 consacre en effet

---

<sup>245</sup> Il est intéressant de relever le même caractère extrêmement composite dans le Syndicat de la magistrature français, comme le montre l'analyse de Gérard Duprat ; DUPRAT (Gérard), « Pour une étude de la crise de la magistrature française », in DUPRAT (Gérard, dir.), *Justice et politique*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 1974, pp. 217-256, pp. 217-224.

<sup>246</sup> Sur ce point, GINSBORG (Paul), *Storia d'Italia dal dopoguerra ad oggi*, op. cit., pp. 416-418.

<sup>247</sup> Voir DELLA PORTA (Donatella), *Movimenti collettivi e sistema politico*, op. cit., pp. 40-44.

<sup>248</sup> Sur ces divisions, voir DELLA PORTA (Donatella), *Movimento collettivi e sistema politico*, op. cit., pp. 39-44 et pp. 80-84, qui distingue deux phases dans les rapports entre le PCI et les mouvements de la gauche extra-parlementaire. Une première phase est caractérisée par le soutien apporté par le PCI de Luigi Longo à la contestation jusqu'en 1973, et une seconde période correspond au lancement par le nouveau secrétaire général Enrico Berlinguer de la politique du « compromis historique », et est caractérisée par une opposition virulente, voire même par la répression, des mouvements de la « nouvelle gauche ». Sur cette évolution du PCI, voir aussi REVELLI (Marco), « Movimenti sociali e spazio politico », op. cit., pp. 461-471.

l'existence d'une majorité proche de la gauche extra-parlementaire menée par la section romaine et une minorité proche du PCI autour de la section milanaise du syndicat<sup>249</sup>. Cette dernière défend, à l'instar du secrétaire de cette section, un rapport privilégié avec les « partis traditionnels » de la gauche :

« Le référent politique "extérieur" ne peut être donné que par les organisations "traditionnelles" de la gauche, les seules qui (au delà de toute évaluation personnelle de leur stratégie) représentent dans la réalité sociale, l'"opposition populaire". C'est avec elle que MD doit se confronter et entretenir un rapport »<sup>250</sup>.

Sans doute, le traitement même du congrès dans la presse des partis de gauche contribue-t-il également à consolider ces clivages : on souligne –à l'instar du correspondant du quotidien du PCI *l'Unità*– « l'opposition frontale entre les thèses opposées qui a failli empêcher un accord sur une motion unitaire »<sup>251</sup>, ou –comme le quotidien *Il quotidiano dei lavoratori*<sup>252</sup>– « les deux lignes existant au sein du groupe (...) qui se sont opposées à l'occasion d'un débat très animé »<sup>253</sup>. Et de fait, ces divisions sont interprétées par les différents journaux de la gauche à l'aune de l'opposition entre le PCI et les mouvements extra-parlementaires. Comme l'indique le journaliste du quotidien communiste :

« Il existe à l'intérieur de MD des divergences qui reflètent certaines fractures de la gauche (...). Pour obtenir une nécessaire clarification, il faudra que les sections locales de MD s'engagent dans une bataille idéologique »<sup>254</sup>.

Dans le journal d'extrême-gauche *Il quotidiano dei lavoratori*, on trouve une description de l'opposition en ces termes :

« Un courant est influencé par les positions politiques des révolutionnaires (...); il privilégie les "contacts externes", c'est-à-dire l'établissement de contacts directs avec la lutte des classes. L'autre ligne en revanche défendue par les révisionnistes, défend un renforcement de l'action dans l'institution ainsi qu'avec les sommets des partis politiques parlementaires et les syndicats (...). Il s'est ainsi progressivement dessiné une claire défaite des positions révisionnistes (...). Les représentants de la droite ont préféré retirer leur propre motion »<sup>255</sup>.

<sup>249</sup> Ces rapports de force évolueront constamment au cours des années 1970 : le congrès de Naples (1975) est caractérisé par la défaite de l'aile extra-parlementaire ; le congrès de Rimini (1977) voit au contraire la défaite de l'aile proche du PCI. A partir du congrès de Urbino en 1979, l'aile extra-parlementaire est fortement affaiblie et perd la majorité, sans pour autant jamais disparaître.

<sup>250</sup> PULITANO (Domenico), « La proposta politica di MD e la giurisprudenza alternativa », texte pour l'Assemblée de MD à Florence, 11 pages, 1973, p. 2, in archives Romano Canosa, 7F.

<sup>251</sup> GANDINI (Pier Luigi), « I magistrati democratici alla ricerca di una strategia », *l'Unità*, 6 mars 1973, p. 6.

<sup>252</sup> Journal du mouvement « extra-parlementaire », *Avanguardia operaia*. Au début des années 1970, la « nouvelle gauche » dispose de trois quotidiens : *Il Manifesto*, *Il quotidiano dei lavoratori* et *Lotta continua*.

<sup>253</sup> « Il diritto non è neutrale », *Il quotidiano dei lavoratori*, 7 mars 1973, in archives Romano Canosa, 9F.

<sup>254</sup> GANDINI (Pier Luigi), « I magistrati democratici alla ricerca di una strategia », *op. cit.*

<sup>255</sup> « Il diritto non è neutrale », *op. cit.*

De même, le journal *Lotta Continua* se félicite que, dans la nouvelle direction issue du congrès, on trouve :

« Une nette prééminence de la "gauche" et une position de nette minorité du syndicat organiquement liée au PCI. Ce résultat est particulièrement important parce que la ligne du PCI qui tend à privilégier l'action à l'intérieur de la magistrature en cherchant à attirer la base modérée du syndicat *Impegno Costituzionale* n'a aucune chance de l'emporter »<sup>256</sup>.

On le voit, au travers du traitement de la presse des partis de la gauche, les différentes lectures du congrès renvoient aux luttes qui traversent la gauche.

Certes, le secrétaire général de MD, Marco Ramat, s'insurge contre ces analyses et refuse « toute légitimité politique dans *Magistratura Democratica* à la division entre la gauche institutionnelle ou "classique" et la gauche extraparlamentaire ou "de classe", et demande notamment la publication dans le quotidien *Lotta Continua* d'une lettre :

« Selon *Lotta Continua*, il y aurait dans MD une "gauche" et un "courant organiquement lié au PCI", la première majoritaire et le second nettement minoritaire lors du congrès et après celui-ci. C'est fantaisiste ou c'est peut-être la projection à l'extérieur de l'esprit de fractions qui fait tout voir selon le prisme de "l'anti-révisionisme" »<sup>257</sup>.

Dans d'autres interventions, il rejette encore la pertinence des principes de classement politiques dans MD :

« Je ne nie pas du tout que MD soit un mouvement fait de tensions internes (...). Mais je relève que l'intense assemblée de Florence a eu des moments imprécis où certaines thèses ou anti-thèses ont trouvé pour pouvoir se construire des soutiens antagonistes plus artificiels que réels (...) »<sup>258</sup>.

« Il faut renoncer par un acte de volonté à la tentation de transférer dans nos débats, avec l'intention de les résoudre en interne, toutes les incertitudes, toutes les inquiétudes qui sont alimentées chez chacun de nous par la crise de la gauche »<sup>259</sup>.

---

<sup>256</sup> « La lotta politica all'interno della magistratura », republié in *Magistratura Democratica*, n°4-6, juin-août 1973, p. 3. Le correspondant du journal *Il Manifesto* proche de la gauche extra-parlementaire, sans se faire l'écho d'une opposition aussi tranchée, indique néanmoins la présence de magistrats exprimant l'opinion de la « gauche officielle » in MARCONI (Pio), « La giustizia di classe ? Lo Stato è neutrale ? Le risposte dei giudici di sinistra », *Il Manifesto*, 4 mars 1973, p. 3 ; ainsi que MARCONI (Pio), « Che fare su Valpreda ? », *Il Manifesto*, 3 mars 1973, p. 3.

<sup>257</sup> RAMAT (Marco), « La precisione di Ramat », *Magistratura Democratica*, n°4-6, juin-août 1973, p. 3.

<sup>258</sup> RAMAT (Marco), « Il congresso di Magistratura Democratica », *Quale Giustizia*, n°19, 1973, pp. 1-5, pp. 1-2.

<sup>259</sup> RAMAT (Marco), « La crisi della sinistra e noi », *Magistratura Democratica*, n°8-9, nov.-déc. 1973, p. 12.

Pourtant, la position médiatrice du secrétaire général est rejetée par les deux courants internes dès le conseil national d'octobre 1973 qui suit le congrès de Florence<sup>260</sup>, où les participants répètent que :

« La préoccupation unitaire de Ramat semble décalée parce que le syndicat ne risque pas d'éclater. Le syndicat est mûr pour affronter le débat selon les lignes de politique différentes qui le caractérisent »<sup>261</sup>.

Ou encore :

« Palombarini conteste l'interprétation par Ramat de la ligne approuvée à Florence en relevant le fait que des personnes de tendances différentes aient travaillé ensemble ne signifie pas que celles-ci n'existent pas »<sup>262</sup>.

Dès lors, à mesure que s'intensifie l'opposition entre le PCI et la gauche « extra-parlementaire », le syndicat est traversé par un clivage toujours plus net entre les deux courants que le travail de médiation du secrétaire général ne parvient plus à compenser. Les congrès suivants à Naples en 1975, et plus nettement encore à Rimini en 1977<sup>263</sup> sont ainsi caractérisés par l'affrontement de véritables courants internes au syndicat qui revendiquent pour les uns, le soutien de la politique de compromis historique du PCI, et pour les autres la filiation de la « nouvelle gauche »<sup>264</sup>. En d'autres termes, l'entreprise autonome d'expertise des institutions et de leur réforme qu'incarne MD ne résiste pas à l'acuité des divisions politiques qui traversent désormais la gauche<sup>265</sup>.

---

<sup>260</sup> On trouve le compte-rendu de cette réunion, in « La seduta del consiglio nazionale », *Magistratura Democratica*, n°8-9, nov.-déc. 1973, pp. 1-10.

<sup>261</sup> SENESE (Salvatore), in « La seduta del consiglio nazionale », *ibid.*, p. 2.

<sup>262</sup> PALOMBARINI (Giovanni), in « La seduta del consiglio nazionale », *ibid.*, p. 2.

<sup>263</sup> On trouve les actes de ce congrès dans RODOTÀ (Stefano, dir.), *Crisi istituzionale e rinnovamento democratico della giustizia*, Milan, Feltrinelli, 1978.

<sup>264</sup> MISLANI (Francesco), « Siamo figli del sessantotto », *Magistratura Democratica*, n°6, déc. 1976, pp. 18-20.

<sup>265</sup> Ces remarques valent pour toute la « gauche juridique » dont les entreprises se défont sous l'effet des divisions politiques de la gauche. On peut s'en convaincre en considérant les trajectoires des trois coordinateurs de *Politica del diritto* (sur cette revue, voir nos développements *supra*) : Stefano Rodotà qui se rapproche alors du PCI pour être élu comme indépendant sur les listes de ce parti en 1979 ; Giuliano Amato qui prend part alors au groupe des intellectuels de la revue du PSI *Mondoperaio* avant de rallier à partir de 1979, Bettino Craxi dont il devient tout au long des années 1980, l'un des plus proches conseillers (v. sur ce groupe, BORIONI (Paul), COEN (Federico), *Le Cassandre di Mondoperaio : una stagione creativa della cultura socialista*, Venise, Marsilio, 1999 ; seul Sabino Cassese n'engage pas alors une carrière politique.

Dans ce cadre, à partir des années 1974-1975, Stefano Rodotà demeure seul directeur de *Politica del diritto*. Sur ce point, voir les débats dans RODOTÀ (Stefano), « Del ceto dei giuristi e di alcune sue politiche del diritto », *Politica del diritto*, n°1, mars 1986, pp. 3-12, et la réponse de TARELLO (Giovanni), « Politiche del diritto e strategie dei giuristi in margine alle considerazioni di Rodotà », *Politica del diritto*, n°2, juin 1986, pp. 249-252 qui parle « d'un petit groupe de juristes italiens alors [début des années 1970] jeunes (ceux précisément de *Politica del diritto*), caractérisés par une forte propension à s'occuper de thématiques réformistes et à concevoir leur profession comme consultant de certains groupes politiques (...). Ce sont

On le voit, la configuration qui a présidé à la construction d'un espace d'interprétation sur les institutions concurrent des partis politiques se délite rapidement. Avec elle, c'est la possibilité d'un point de vue politique autonome de MD sur les institutions judiciaires qui échoue.

---

justement ceux de *Politica del diritto* (les Rodotà, les Amato, les Giugni, les Bassanini, les Ghezzi, les Barbera) qui sont massivement enrôlés dans les lieux traditionnels de la politique », in *ibid.*, p. 249.





## **DEUXIEME PARTIE**



## **Deuxième Partie/ Parler d'expérience(s).**

### **La constitution d'un nouveau modèle d'excellence judiciaire dans la lutte contre la criminalité organisée**

Cette seconde partie s'attache à comprendre la constitution au début des années 1980 d'un nouveau modèle d'excellence judiciaire fondé sur la participation aux « grandes enquêtes » contre la criminalité organisée. Conformément à ce qu'a montré l'analyse des entreprises de redéfinition de la profession judiciaire que nous venons d'effectuer, il importe moins, pour comprendre la naissance de ce nouveau modèle professionnel, d'en chercher les premiers commencements ou l'origine, que d'analyser les transactions qui contribuent à mettre en exergue l'intérêt de ces enquêtes judiciaires menées en matière de criminalité organisée. C'est qu'en effet il en va des enquêtes judiciaires comme des innovations scientifiques telles que les analysent Bruno Latour et Michel Callon<sup>1</sup> : elles ne parviennent durablement à intéresser à leurs accomplissements qu'à la condition de convaincre d'*autres* acteurs de leur utilité.

C'est ce travail d'intéressement que nous analysons ici dont on notera d'emblée qu'il est d'autant plus nécessaire s'agissant d'enquêtes judiciaires dont on montre qu'elles sont limitées dans leur validité par le caractère ponctuel, géographiquement circonscrit et limité dans le temps de leur intervention. Dans ce cadre, la formation d'une expertise judiciaire du terrorisme –c'est-à-dire d'une

connaissance spécifique de ce phénomène criminel acquise par le biais du travail d'enquête- renvoie non seulement aux caractéristiques particulières des *pools* de magistrats anti-terroristes de Turin mais aussi au travail convergent de multiples groupes sociaux pour mettre en exergue l'exemplarité de ce qui a été accompli. De même, la constitution d'une expertise judiciaire de la mafia conduit à s'interroger sur le transfert des savoirs et savoir-faire forgés préalablement dans la lutte contre le terrorisme à ce domaine d'enquête, c'est-à-dire sur les conditions dans lesquelles les magistrats anti-mafia se sont intéressés aux leçons de la lutte contre les groupes terroristes. Enfin, la position de porte-parole de la magistrature à laquelle accèdent rapidement certains magistrats qui se sont distingués dans les enquêtes sur le crime organisé suppose de s'interroger sur les conditions dans lesquelles ils ont pu convaincre d'autres acteurs judiciaires et singulièrement les syndicalistes des mérites particuliers et de la compétence incontournable de ceux qui ont fait l'expérience judiciaire de la lutte contre la mafia ou contre le terrorisme.

Ce qui s'opère dans ce travail d'intéressement, c'est aussi chaque fois une extension de la validité de ces expériences judiciaires particulières qui se constituent ainsi progressivement en nouveau modèle d'excellence professionnelle.

---

<sup>1</sup> Sur ce point, voir les travaux de Bruno Latour et Michel Callon, et notamment, AKRICH (Madeleine), CALLON (Michel), LATOUR (Bruno), « A quoi tient le succès des innovations ? Premier épisode : l'art de l'intéressement », *Annales des Mines*, n°11, juin 1988, pp. 4-17.

## CHAPITRE 1 : La formation d'une expertise judiciaire en matière de terrorisme : le cas des *pools* de juges de Turin

---

Dans un contexte où, entre 1976 et 1984, l'Italie est touchée par un développement brutal du terrorisme d'extrême-gauche<sup>2</sup>, le traitement judiciaire de ce phénomène, et notamment les enquêtes judiciaires acquièrent une importance inédite tant pour la connaissance des organisations terroristes elles-mêmes que pour la lutte contre celles-ci.

Parmi la multitude d'enquêtes judiciaires qui se développent en la matière, certaines deviennent particulièrement emblématiques du rôle qu'occupe la magistrature dans la « résolution » de la crise terroriste. C'est le cas tout particulièrement des enquêtes que mènent entre 1976 et le milieu des années 1980 les magistrats spécialisés dans ce contentieux au tribunal de Turin, réunis dans deux *pools* de juges (l'un au parquet, l'autre à l'instruction). A bien des égards, le travail d'équipe de ces magistrats anti-terroristes est en effet considéré comme exemplaire : on loue l'efficacité et l'originalité des techniques d'enquête employées, la connaissance inédite du phénomène terroriste acquise par le biais du recours aux confessions des terroristes « repentis », ainsi que leur contribution décisive à la désagrégation des groupes terroristes...

---

<sup>2</sup> D'une manière générale sur l'histoire du terrorisme en Italie, voir DELLA PORTA (Donatella, dir.), *Terrorismi in Italia*, Bologne, Il Mulino, 1984 ; GALLI (Giorgio), *Il partito armato. Gli "anni di piombo" in Italia 1968-1986*, Milan, Kaos, 1993 ; TRANFAGLIA (Nicola), « Un capitolo del "doppio stato". La stagione delle stragi e dei terrorismi », *Storia dell'Italia repubblicana*, vol. 3, t. 2, Turin, Einaudi, 1997, pp. 7-80 ; et MEADE (Robert), *Red brigades*, New York, Saint Martin's Press, 1990.

De fait, ceux qui ont pris part à cette « expérience judiciaire » se voient reconnaître une expertise spécifique tout à la fois sur le terrorisme lui-même et sur les moyens institutionnels de le combattre. Tout au long des « années de plomb »<sup>3</sup>, la presse juridique et généraliste mais aussi le gouvernement et le Parlement font ainsi constamment appel à leur magistère. Tout se passe comme si, au nom de leur expérience judiciaire spécifique menée au tribunal de Turin, ils venaient concurrencer et parfois supplanter les professionnels de l'interprétation des phénomènes sociaux que sont les journalistes, les universitaires et les hommes politiques, mais aussi les porte-parole traditionnels de la magistrature que sont les syndicalistes et les hauts magistrats.

Dès lors, il convient de s'interroger sur les conditions dans lesquelles l'expertise judiciaire du terrorisme acquiert cette saillance dans la connaissance et la lutte contre les groupes terroristes, lors même qu'une analyse des conditions pratiques *ordinaires* d'exercice de l'expertise judiciaire souligne la précarité de celle-ci. Dans ces conditions, pour pouvoir rendre compte de la position d'expert à laquelle accèdent néanmoins les membres des *pools* turinois dans l'espace public, on évoque tout à la fois les conditions dans lesquelles les *pools* anti-terroristes de Turin mettent en valeur *collectivement* leurs accomplissements ainsi que le travail d'intéressement d'acteurs non judiciaires qu'ils engagent à cet effet.

---

<sup>3</sup> L'expression désigne les années où l'agression terroriste atteint sa plus grande expansion, et tout particulièrement les années 1976-1984. On trouve de nombreuses données sur l'évolution quantitative et qualitative des attentats terroristes, dans DELLA PORTA (Donatella), RICCI (Maurizio), *Cifre crudeli: bilancio dei terrorismi italiani*, Bologne, Istituto Cattaneo, 1984.

## Section I/ L'entrepreneuriat judiciaire et l'expertise des phénomènes sociaux

Si l'on s'accorde à définir l'entrepreneuriat judiciaire comme la revendication d'expertise sur un phénomène donné, revendication qui se fonde sur le travail d'enquête effectué –on dira aussi sur l'expérience judiciaire–, force est de constater que les entreprises judiciaires ne constituent pas, au tournant des années 1970 et 1980, une réalité inédite. L'histoire judiciaire est peuplée de ces « grandes enquêtes » dont les titulaires –juges d'instruction ou substitut– font valoir l'accès particulier à la connaissance d'un phénomène social que leur travail judiciaire leur a permis d'acquérir une nouveauté.

Sans doute est-il nécessaire de préciser d'emblée ce que l'on entend par entrepreneuriat judiciaire ; en effet, ce que l'on cherche à indiquer au travers de cette notion, c'est la « revendication de juridiction »<sup>4</sup> sur un domaine d'expertise particulier (tel que le terrorisme) par un magistrat (ou plusieurs magistrats dans le cas des *pools* de juges) sur la base de la connaissance acquise dans le cadre de son travail lui-même. Ces entreprises, dont on cherchera à montrer qu'elles connaissent un développement massif en Italie au début des années 1980<sup>5</sup>, fondent ainsi leur magistère sur l'expérience directe du phénomène expertisé acquise par le biais de l'enquête judiciaire. Elles invoquent le point de vue « imprenable » et sans équivalent les instructions judiciaires pour la connaissance d'un phénomène social donné. Dès lors, parce qu'il revendique une expertise sur les phénomènes sociaux, l'entrepreneur judiciaire entre en compétition avec d'autres entreprises d'expertise issues d'autres professions (historiens, sociologues, journalistes, hommes politiques...). En effet si l'on s'accorde avec Andrew Abbott pour considérer que l'expertise d'un phénomène social donné fait l'objet de revendications

---

<sup>4</sup> Sur ce point, voir ABBOTT (Andrew), *The system of professions : an essay on the division of expert labor*, op. cit.

<sup>5</sup> Sur ce point que l'on étudiera plus en détail au chapitre 3, Partie II, voir notamment l'annexe n°3 sur les « grands procès » des années 1980.

concurrentes par d'autres professions, alors l'exercice d'une expertise doit être pensé dans le « système de professions »<sup>6</sup>, autrement dit, dans l'ensemble des professions qui entrent en compétition pour le monopole de celle-ci.

En outre, parce que l'expérience judiciaire devient ainsi le fondement d'une prise de parole en dehors de l'institution judiciaire, elle entre également en concurrence avec d'autres formes de légitimité qui ont cours au sein de la magistrature –telles que la légitimité syndicale ou la légitimité hiérarchique- et qui monopolisent traditionnellement les rapports publics avec l'extérieur.

En resituant ainsi l'entreprise judiciaire d'expertise dans le cadre de ces concurrences auxquelles elle doit immédiatement faire face, on se donne les moyens de comprendre les caractéristiques de l'expertise judiciaire, et singulièrement sa précarité.

## **A/ Les caractéristiques spécifiques de l'expertise judiciaire**

L'expertise qu'un magistrat peut tirer d'une enquête judiciaire s'inscrit d'emblée sur le « marché »<sup>7</sup> de l'interprétation des phénomènes sociaux. A ce stade, il n'est pas dans notre intention d'étudier de manière systématique ce marché et les différentes professions qui s'y confrontent. Mais, cette compétition est décisive pour la compréhension des conditions mêmes d'exercice de l'expertise judiciaire. Certes, comme l'a montré Andrew Abbott, toutes les expertises s'articulent autour du triptyque diagnostic (système de classification et d'organisation de la réalité en problèmes), inférence (mode de raisonnement), et traitement (système de classification et d'organisation de la réalité en solutions)<sup>8</sup>. C'est chaque fois par le biais d'un appareil cognitif particulier qui, au moins à court terme, s'impose à eux,

---

<sup>6</sup> Sur ce point, ABBOTT (Andrew), *The system of professions : an essay on the division of expert labor*, op. cit.

<sup>7</sup> On utilise ici le terme, en filant la métaphore économique, pour désigner l'espace de compétition entre acteurs pour le monopole de la distribution –ou de l'offre- d'interprétation des phénomènes sociaux.



que le sociologue ou le magistrat peuvent invoquer de manière légitime une connaissance particulière d'un phénomène : pour le premier, ce sont les règles de la méthode sociologique, pour le second, c'est la procédure judiciaire puisqu'en effet celle-ci constitue le mode d'accès exclusif –ou à tout le moins, le seul mode d'accès légitime- du juge à la connaissance de la réalité sociale.

Dès lors, pour comprendre comment l'expertise judiciaire s'insère dans la compétition pour l'interprétation des phénomènes sociaux, on comprend qu'il convient d'étudier les caractéristiques *spécifiques* du mode de connaissance judiciaire.

### 1- La procédure judiciaire comme contrainte et comme habilitation à agir

Sans négliger les jeux toujours possibles –quoique inégalement accessibles selon les acteurs- autour des règles, et singulièrement des règles de procédure, il est sans doute plus intéressant sous le rapport de l'entreprise judiciaire de considérer celles-ci dans la double dimension de contrainte et d'habilitation à agir (*authorization resources*) qu'identifie Anthony Giddens dans les règles sociales au sens large<sup>9</sup>. Plus exactement, il nous semble que, si l'on s'accorde aujourd'hui pour considérer les règles non plus sous le rapport de l'opposition entre respect et violation de la norme, mais plutôt sous la forme des usages qui en sont faits et des jeux qu'elles autorisent<sup>10</sup>, on néglige cependant encore trop souvent ce en quoi les règles contribuent à *constituer*.

---

<sup>8</sup> Sur ce point, voir les développements de ABBOTT (Andrew), *The system of professions*, op. cit., pp. 40-52.

<sup>9</sup> V. GIDDENS (Anthony), *The constitution of society. Outline of the theory of structuration*, Berkeley, University of California Press, 1984. Voir aussi dans le même sens, LAGROYE (Jacques), *Sociologie politique*, Paris, Presses FNSP, 1996, pp. 164-170.

<sup>10</sup> Sur la question des rapports entre l'acteur et la règle, ici la règle juridique, voir notamment les travaux de BOURDIEU (Pierre), « Habitus, code et codification », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°64, sept. 1986, pp. 40-44, et surtout BOURDIEU (Pierre), « Droit et passe-droit. Le champ des pouvoirs territoriaux et la mise en œuvre des règlements », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°81-82, mars 1990, pp. 86-96. On trouve une analyse des travaux de Pierre Bourdieu sous ce rapport, in TAYLOR (Charles), « Suivre une règle », *Critique*, n°579-580, 1995, pp. 554-572.

Ainsi, il ne nous semble pas anodin que la procédure pénale qui enserme le travail judiciaire soit bornée dans le temps. En effet, si l'on considère l'enquête judiciaire comme un mode de connaissance de la réalité<sup>11</sup>, alors sa limitation temporelle —on dira son caractère discontinu dans le temps— est assurément décisive pour la compréhension des conditions pratiques d'exercice de l'expertise judiciaire des phénomènes sociaux. Car cette discontinuité s'oppose trait pour trait à la continuité qui caractérise d'autres types d'expertise avec lesquelles le juge doit pourtant entrer en concurrence<sup>12</sup>. A la différence des autres modes de connaissance dont le magistère s'exerce sans discontinuer (que l'on pense par exemple aux modes scientifiques ou journalistiques), l'expertise judiciaire a en effet pour particularité de ne se faire entendre sous sa forme spécifique (et de ce fait, comme on le verra, sous sa forme la plus légitime) que dans le cadre temporaire de l'enquête. En d'autres termes, le mode de connaissance judiciaire est cantonné au cadre temporel fixé par la procédure, c'est-à-dire à la phase où le juge peut faire usage des outils judiciaires (interrogatoires, commissions rogatoires, perquisitions...) pour connaître du phénomène expertisé. En dehors de ce cadre, c'est à dire une fois le travail d'enquête terminé, et *a fortiori* une fois le jugement intervenu, l'entrepreneur judiciaire se trouve démuní des instruments judiciaires de connaissance. On comprend alors que les conditions d'exercice de l'expertise judiciaire soient altérées de manière drastique par l'achèvement de la procédure, et il est donc utile d'étudier, pour les distinguer, ces deux moments de l'entrepreneuriat judiciaire.

Sans doute l'importance de cette coupure est-elle d'autant plus grande et affecte d'autant plus les entreprises judiciaires qu'elle marque le passage d'une situation quasi-monopolistique de connaissance des faits à un état où le juge n'est plus légitimé à intervenir *en tant que juge*. En effet, par le biais du monopole dont il

---

<sup>11</sup> Il est vrai qu'il faudrait également évoquer un autre mode de connaissance judiciaire qu'est le jugement lui-même.

<sup>12</sup> Cela ne signifie pas pour autant que ces expertises ne sont pas également « contraintes » dans leur exercice même, mais plutôt que, sous le rapport de leur développement *dans le temps*, elles sont caractérisées par une continuité plus forte que celle de l'expertise judiciaire.

dispose sur ce que l'on pourrait appeler la violence judiciaire légitime, c'est-à-dire sur toutes les mesures privatives de liberté (prolongement de la garde à vue, mise en liberté surveillée, interrogatoires...) ou restrictives de certains droits tels que le droit de propriété (perquisitions), le magistrat enquêteur a à sa disposition exclusive des moyens de connaissance de la réalité des faits examinés. En d'autres termes, dans la phase de l'instruction, le juge est -pour reprendre une expression employée par les juristes- le « *dominus* de la preuve » ; plus exactement, le mode de connaissance judiciaire de ces faits se trouve « protégé » tout au long de cette phase par le monopole de l'usage des outils judiciaires de l'enquête.

Dès lors, on peut dire que le carcan de la procédure, et singulièrement ses bornes temporelles, sont une *contrainte habilitante*, en ce sens qu'elles désignent le magistrat enquêteur comme le titulaire exclusif de la violence judiciaire légitime. On se convainc alors que par ce biais, dans tout l'intervalle qui sépare l'ouverture du dossier du dépôt de l'ordonnance de renvoi ou du réquisitoire, le juge d'instruction ou le substitut se voit assurer un accès privilégié au phénomène étudié, qu'il est d'autant plus difficile de lui contester que le secret d'instruction en protège le contenu.

## 2- L'exemple du secret d'instruction

C'est dans ce cadre qu'il est intéressant de prendre en compte la question souvent débattue du secret de l'instruction<sup>13</sup>. A la manière de la procédure judiciaire dans son ensemble, ce secret constitue en effet dans le même temps une contrainte et une habilitation à agir.

Sans doute est-t-il d'abord perçu par le juge comme une contrainte, dans la mesure où il frappe d'illégitimité la mise en valeur *publique* par celui-ci des données acquises dans le procès. Dans ces conditions, le secret d'instruction, parce qu'il rend risquée

et coûteuse la divulgation par le juge des résultats de son enquête, prive le magistrat de la possibilité de faire valoir dans l'espace public la connaissance particulière qu'il a acquise dans le procès. En d'autres termes, au moment même où le juge se trouve en situation quasi-monopolistique d'expertise, c'est-à-dire tout au long de son enquête, il se voit comme privé des moyens de tirer profit de la connaissance particulière dont il devient alors le détenteur<sup>13</sup>. Ainsi, quand un magistrat enquête sur un groupe terroriste, il ne peut *publiquement* faire état des données judiciaires dont il est pourtant en possession —sous peine de s'exposer aux dénonciations de ses pairs et aux sanctions de ses supérieurs—, mais doit se contenter d'évoquer d'autres types sources (travaux sociologiques, articles de presse...).

Mais le secret qui pèse sur les éléments de l'instruction et rend illégitime l'exploitation publique des données acquises, assure néanmoins au juge une position monopolistique d'expertise, dans la mesure où il est ainsi, pendant tout l'*iter* procédural, le seul dépositaire du patrimoine de connaissances accumulées dans une affaire donnée. L'histoire suivante qui nous est livrée par le sociologue de la mafia Pino Arlacchi atteste bien la position d'autorité spécifique dont dispose le magistrat enquêteur tant qu'il n'a pas livré publiquement sa reconstruction des faits, c'est-à-dire tant que le dossier est couvert par le secret d'instruction. Le sociologue restitue ainsi un face à face avec le juge d'instruction spécialisé dans les enquêtes anti-mafia, Giovanni Falcone :

« Au cours d'une limpide matinée de juillet 1984, dans une pièce du tribunal de Palerme, Giovanni Falcone m'annonça que mes travaux sur le phénomène mafieux, qu'il considérait jusque là comme la source principale d'inspiration de ses enquêtes, étaient erronés quant à un point crucial : l'exclusion de l'hypothèse de l'existence de la mafia comme société secrète (...). Cette "chose" avait un nom : *Cosa nostra*. Une source d'une exceptionnelle importance —dont je ne devais pas mentionner l'existence, ni même l'évoquer, à qui que ce soit— le lui avait révélé. Ma réponse fut que la littérature scientifique sur le thème —en Italie et aux Etats-Unis— excluait de manière presque unanime l'existence d'une « mafia » entendue en ces termes. Et que je n'avais pas cessé dans mes recherches de m'en tenir à une telle interprétation. Je le prévins d'être sur ses gardes quant à ses « sources », qui étaient peut-être moins désintéressées qu'il ne le pensait (...).

<sup>13</sup> Sur le secret d'instruction, voir WALTER (Jacques), « Pouvoir, régulation du secret et espace public. Le cas des journalistes et des magistrats », *Sciences de la société*, n°38, mai 1996, pp. 75-91.

<sup>14</sup> A l'inverse, quand le secret d'instruction est levé, comme le verra plus loin, le juge doit faire face au travail d'interprétation concurrent par d'autres professionnels de l'interprétation du dossier ainsi rendu public, sans pour autant encore disposer des moyens spécifiquement judiciaires de connaissance.

*Falcone répliqua avec un sourire et une prophétie facile. Le sourire renvoyait à sa maîtrise des instruments de vérification de la vérité dont dispose un juge d'instruction. La prophétie fut que, une fois devenus publics suite à la fin du secret d'instruction, les éléments du dossier dont il disposait me convaindraient, ainsi que tous mes collègues, de la définition de la nature même de la mafia »<sup>15</sup>.*

Cette confrontation de la vérité judiciaire non encore révélée et de la vérité scientifique invoquée par le sociologue indique bien la position de force dont bénéficie le juge dans la période de l'instruction, puisqu'en effet le secret d'instruction lui garantit une exclusivité sur les informations recueillies et le met dès lors à l'abri de toute interprétation concurrente du dossier judiciaire. Le secret fait ainsi du juge l'interprète exclusif du matériel rassemblé dans le cadre de l'enquête.

Cette anecdote permet sans doute aussi d'évoquer les transactions qui sont au principe des violations fréquentes du secret d'instruction par les magistrats. En effet, les transgressions du secret de l'enquête, notamment par le biais d'informations données hors micro et sur le mode de la confidence aux journalistes (mais aussi, comme dans le cas l'anecdote rapportée plus haut, aux autres professions intéressées à des titres divers par le phénomène expertisé), peuvent alors s'analyser comme une transaction qui a pour objet l'expertise des éléments de l'enquête<sup>16</sup>. En accordant à un tiers des informations concernant l'enquête, le magistrat monnaie l'exclusivité dont il dispose sur le dossier judiciaire et sur son interprétation, en donnant la possibilité au journaliste de se faire à son tour l'exégète du dossier judiciaire. Mais en retour, l'abandon -au demeurant le plus souvent partiel- de cette exclusivité donne au juge les moyens de réaliser immédiatement des profits que le secret d'instruction suspendait jusqu'à la fin de l'enquête, et notamment de consacrer -par le biais de la presse- l'importance de l'instruction qu'il mène et les informations inédites qu'il a acquises dans son travail.

<sup>15</sup> ARLACCHI (Pino), *Addio Cosa Nostra. La vita di Tommaso Buscetta*, Milan, Rizzoli, 1994, pp. VII-VIII.

<sup>16</sup> Pour une étude des transactions et des concurrences entre magistrats et journalistes, dont l'auteur indique qu'elles trouvent notamment leur principe dans les « fonctions sociales » « d'ordonnateurs du réel » qui sont assignées à ces deux professions, voir COMMAILLE (Jacques), « L'exercice de la fonction de justice comme enjeu de pouvoir entre justice et médias », *Droit et société*, n°26, 1994, pp. 11-18.

### 3- La clôture de l'enquête et le déclassement de l'expertise judiciaire

L'achèvement de l'enquête judiciaire modifie de manière drastique les conditions d'exercice de l'expertise judiciaire. Certes, avec la levée du secret de l'instruction, le magistrat peut désormais « librement » faire valoir le point de vue unique qu'il a acquis sur un phénomène social donné ; mais ce travail de mise en valeur se heurte au fait que, l'enquête ayant « abouti », le magistrat est privé des outils du mode de connaissance *judiciaire* des phénomènes sociaux. Et il faut ajouter qu'avec la levée du secret d'instruction, les données acquises dans le cadre de l'instruction entrent dans le domaine public et se trouvent dès lors livrées à l'exégèse des différents professions intéressées. En d'autres termes, avec la fin de l'enquête, le juge entre en concurrence avec d'autres professionnels de l'expertise (journalistes, universitaires, hommes politiques...), qui interviennent armés de leurs outils spécifiques, et dont la légitimité à interpréter un phénomène social ne connaît pas de limite temporelle particulière. Historiens, sociologues et journalistes d'investigation s'emparent ainsi à leur tour des actes des procès, des documents et déclarations rassemblées pendant l'enquête par les juges, privant ainsi ces derniers de l'exclusivité de l'exégèse de leur travail.

Face à une telle concurrence, on comprend l'activisme multiforme des entrepreneurs judiciaires au lendemain de la clôture d'une affaire, puisqu'en effet il devient nécessaire, pour pérenniser la valeur du travail judiciaire effectué, de travailler à le mettre en valeur en dehors du tribunal lui-même. Les revues de droit constituent, par le biais des commentaires d'arrêt ou autres publications scientifiques, le débouché « naturel » pour la valorisation d'un travail d'enquête<sup>17</sup>. Ce faisant, le magistrat reconvertit son travail en expertise juridique.

---

<sup>17</sup> Voir à titre d'exemple le travail en ce sens des *pools* anti-terroristes de Turin, *infra*.

Mais, d'une manière générale et sans vouloir nous avancer davantage sur un sujet – la reconversion de l'expérience judiciaire achevée- qui traverse l'ensemble de notre travail, on comprend que la réussite –plus exactement la pérennité- d'une entreprise judiciaire dépend de sa capacité à intéresser et à mobiliser une diversité d'acteurs judiciaires mais aussi non judiciaires (hommes politiques, universitaires, journalistes...) autour de son travail, de ses « accomplissements » et de ses « résultats ».

Il n'en reste pas moins que, une fois l'enquête terminée, la mise en valeur du travail judiciaire accompli qu'engage le magistrat enquêteur ne peut se faire que par le biais de la maniement de savoirs et de savoir-faire *non judiciaires* dont les modèles d'excellence sont déterminés ailleurs et que le juge, même au prix d'investissements importants, ne parviendra jamais à exercer comme un « professionnel ». Ainsi, les commentaires d'arrêts, voire *a fortiori* l'article de doctrine, dont on a vu qu'ils constituaient une des formes classiques de reconversion de l'expertise judiciaire, sont des « genres » dont les principes d'excellence sont définis par les professeurs de droit qui deviennent ainsi les juges de la capacité du magistrat à les faire siens. Cette remarque vaut à plus forte raison dès que l'on quitte le champ du droit. La mise en valeur par le juge de l'utilité de son enquête pour la compréhension *sociologique* ou *historique* d'un phénomène (tel que le terrorisme) pour laquelle il n'a d'autres titres que d'avoir été le titulaire de l'enquête se heurte en effet plus nettement encore au monopole que les spécialistes de ces disciplines entendent conserver. En d'autres termes, parce qu'il doit se faire sous des *formes non judiciaires*, le travail de valorisation des résultats de l'enquête judiciaire en expertise spécifique (juridique, sociologique...) sur un phénomène étudié reste singulièrement précaire et coûteux pour le magistrat.

Dès lors, dans un contexte où le magistrat enquêteur est désormais privé de l'accès au mode de connaissance judiciaire de la réalité, l'expertise du juge se trouve menacée par la concurrence d'autres expertises qui s'exercent de manière continue et peuvent poursuivre l'actualisation de leur point de vue. Le magistrat pourra

certes rester le spécialiste incontesté de l'affaire sur laquelle il a mené l'enquête, mais sa capacité à faire valoir cette expérience judiciaire comme un point de vue général (sur la corruption de l'Etat italien, sur les liens entre mafia et politique...) se trouve progressivement affaiblie.

On le voit, les formes mêmes de l'enquête judiciaire, et notamment sa limitation dans le temps, constituent une limite importante à la pérennisation d'entreprises judiciaires d'expertise. Cela est d'autant plus vrai qu'à la discontinuité temporelle de la connaissance judiciaire que nous venons d'évoquer, s'ajoute le caractère géographiquement circonscrit de celle-ci.

En effet, à la différence d'autres types de magistratures qui peuvent s'exercer librement au niveau national ou local, l'entreprise judiciaire d'expertise cantonne son domaine de juridiction à sa circonscription judiciaire de compétence, et ne peut qu'exceptionnellement avoir à connaître directement de faits extérieurs à celle-ci. La capacité d'une telle entreprise judiciaire à être représentative de phénomènes sociaux plus larges paraît alors bien précaire face aux autres professionnels de l'interprétation.

Ainsi, au terme de ces développements qui indiquent tous la précarité des entreprises judiciaires d'expertise une fois l'enquête achevée, on ne sera pas surpris de constater que les magistrats qui ne peuvent faire reposer leur légitimité à prendre la parole que sur ce « capital d'expérience » relativisent d'eux-mêmes d'emblée la portée de leur travail. Que l'on considère ainsi les multiples précautions dont s'entoure le juge d'instruction Giancarlo Caselli quand, au début de l'expérience du *pool* anti-terroriste de Turin, et ayant pourtant déjà à son actif une grande enquête<sup>18</sup>, il doit intervenir lors d'un colloque aux côtés d'universitaires. Présentant une communication retraçant l'histoire des Brigades

---

<sup>18</sup> Il s'agit du procès dit des « chefs historiques » des Brigades Rouges, dont l'instruction s'achève en 1975. Sur ce procès, voir nos développements *infra*.



Rouges en présence d'un professeur de science politique auteur d'ouvrages sur le terrorisme<sup>19</sup>, il indique comme pour s'excuser de sa présomption :

« Je voudrais cependant faire un préalable : je ne me considère pas comme un expert ; je ne pense pas avoir beaucoup de choses nouvelles et originales à dire par rapport à ce qui a déjà été dit et écrit. *C'est vrai, j'ai fait (avec d'autres collègues) une certaine expérience, mais c'est une expérience qui a des limites bien précises qui réduisent de beaucoup la portée de l'expérience elle-même* »<sup>21</sup>.

Dans l'introduction à un article dans un ouvrage universitaire où il publie sous une forme remaniée, ce même texte, Giancarlo Caselli revient de manière plus explicite encore sur les limites inhérentes à toute expérience judiciaire, qui interdisent à ses yeux aux magistrats de se « comporter en experts » :

« La prétention de se comporter en experts, capables d'élaborer des solutions bonnes pour toute occurrence, serait présomptueuse, ne serait-ce que parce que *l'expérience qui naît d'une enquête judiciaire sur des faits subversifs a des limites bien précises*, qui réduisent de beaucoup la portée de l'expérience elle-même. Le secteur d'intervention du juge reste en effet circonscrit à la vérification de la subsistance de chefs d'inculpation spécifiques, et à la recherche des responsabilités individuelles pour ces faits spécifiques. *Il est très rarement possible de remonter, des faits singuliers et spécifiques sur lesquels on est appelé à travailler, à un contexte plus vaste qui tienne compte des multiples facteurs* (politiques, économiques, sociaux, culturels, les liens avec d'autres forces ou d'autres situations etc...) qui influent sur les choix des terroristes, et les conditionnent éventuellement en imprimant des orientations différentes de celle de *l'optique réductrice du dossier judiciaire personnel* »<sup>21</sup>.

Ainsi limitée dans le temps par les temps et les formes de l'intervention judiciaire, l'entreprise judiciaire individuelle peut difficilement s'arroger *de manière durable* un droit de cité dans les débats d'experts sur des phénomènes sociaux, ni concurrencer véritablement les instances de représentation dominantes du champ judiciaire.

---

<sup>19</sup> Il s'agit de Luigi Bonanate, qui a notamment publié : BONANATE (Luigi), *Dimensioni del terrorismo politico*, Milan, Franco Angeli, 1978.

<sup>20</sup> CASELLI (Giancarlo), in CSM, « Iniziative giudiziarie e lotta alla criminalità organizzata e politica », *Quaderni di incontri e di studio*, (ed. du CSM), 1979, p. 145.

<sup>21</sup> CASELLI (Giancarlo), « Criminalità politica organizzata e problemi della risposta dello stato », in VILLA (Renzo, dir.), *La violenza interpretata*, Bologne, Il Mulino, 1979, pp. 227-256, p. 234.

## B/ Les conditions de la pérennisation des entreprises judiciaires

Dans ces conditions, la possibilité de pérenniser une expertise spécifique dépend de la constitution d'une *spécialisation* qui permette au magistrat enquêteur, en se voyant attribuer de manière systématique les dossiers judiciaires concernant un type de contentieux donné (tels que les abus de biens sociaux ou les délits d'association mafieuse), d'avoir accès de manière quasi continue au mode de connaissance spécifiquement judiciaire. En effet, dans le cadre décrit plus haut où l'expertise judiciaire est comme déchue quand s'achève l'enquête, le juge ne peut conserver une position d'expert qu'à la condition d'engager une *nouvelle* enquête judiciaire relative au phénomène expertisé qui lui permette de retrouver l'exclusive et pleine disposition des instruments judiciaires de connaissance. On s'explique ainsi que le juge qui s'est distingué dans une « grande affaire » et qui se voit attribuer ensuite une multitude de dossiers judiciaires de moindre importance vive cette évolution comme une disgrâce, à l'image de ce magistrat anti-mafia :

« Ma disgrâce s'est poursuivie. Je ne traite plus que de petits délits, et on ne me confie plus de grosses affaires, en tout cas de mafia. *C'est, selon une méthode bien éprouvée, le rejet dans une sorte d'isolement : un peu comme si on n'existait plus* »<sup>22</sup>.

Il convient alors rendre compte des conditions inégales dans lesquelles les magistrats peuvent se spécialiser sur un certain type de dossiers, dont on évoquera ici deux aspects : d'une part l'inégale distribution géographique des affaires d'un même contentieux, et d'autre part la grande diversité organisationnelle des tribunaux.

Sans doute n'est-il pas inutile de revenir sur les conditions mêmes d'ouverture d'une enquête judiciaire : pour que l'institution judiciaire puisse s'emparer d'un dossier, il faut en effet qu'un crime ou délit ait été commis et reporté. Cette contrainte de ce qu'on pourrait appeler ici la « demande de justice » si ce terme n'était aussi galvaudé par des usages qui tendent notamment à en faire le principe actif des pratiques judiciaires, peut *a priori* sembler bénigne ; de fait, les travaux de sociologie et de science politique l'écartent le plus souvent d'emblée en arguant du fait que les phénomènes criminels qui se présentent dans une circonscription judiciaire sont pléthore, ce qui rétablirait ainsi la discrétionnalité du juge<sup>23</sup>. Une vaste littérature s'est ainsi attachée à mettre en évidence la discrétionnalité dont dispose le ministère public dans le choix des délits à poursuivre<sup>24</sup>, y compris en Italie où les procureurs de la République ont pourtant l'obligation constitutionnelle d'engager des poursuites pour toute infraction qui viendrait à leur connaissance<sup>25</sup>.

Mais si l'on s'accorde pour considérer que la pérennité d'une entreprise judiciaire d'expertise sur un phénomène social donné repose sur sa capacité à se spécialiser dans un type de contentieux, alors la disparité géographique, dans les cas qui nous intéressent, des attentats terroristes ou encore de la mafia n'est pas sans incidence. On n'ignore pas ici le fait – d'ailleurs mis en lumière au cours des années 1980 par les enquêtes judiciaires elles-mêmes – que la mafia dispose de relais puissants dans

---

<sup>22</sup> IMPOSIMATO (Federico), *Un juge en Italie. Pouvoir, corruption, terrorisme. Les dossiers de la mafia*, de Fallois, 2000, p. 291.

<sup>23</sup> C'est cette discrétionnalité qu'invoquent ainsi les tenants de l'analyse behavioriste de la magistrature pour considérer le magistrat comme un *policy maker* comme un autre. Sur ce point, voir la revue de littérature très détaillée de MARRADI (Alberto), « Scienza politica e sistema giudiziario », *Rivista italiana di scienza politica*, n°2, 1971, pp. 393-445.

Pour une perspective récente en ce sens, voir aussi les remarques de Wayne Macintosh et Cynthia Cates, qui critiquent la conception selon laquelle les cours seraient des « reactive institutions. Judges, it is presumed, must lie and wait for cases and controversies to come before them and they can only respond to the arguments presented by counsel », in MACINTOSH (Wayne), CATES (Cynthia), *Judicial entrepreneurship. The role of the judge in the marketplace of ideas*, *op. cit.*, p. 8.

<sup>24</sup> On trouve une analyse de cette littérature d'origine essentiellement américaine in GUARNIERI (Carlo), *Pubblico ministero e sistema politico*, Padoue, Cedam, 1991, pp. 132-152.

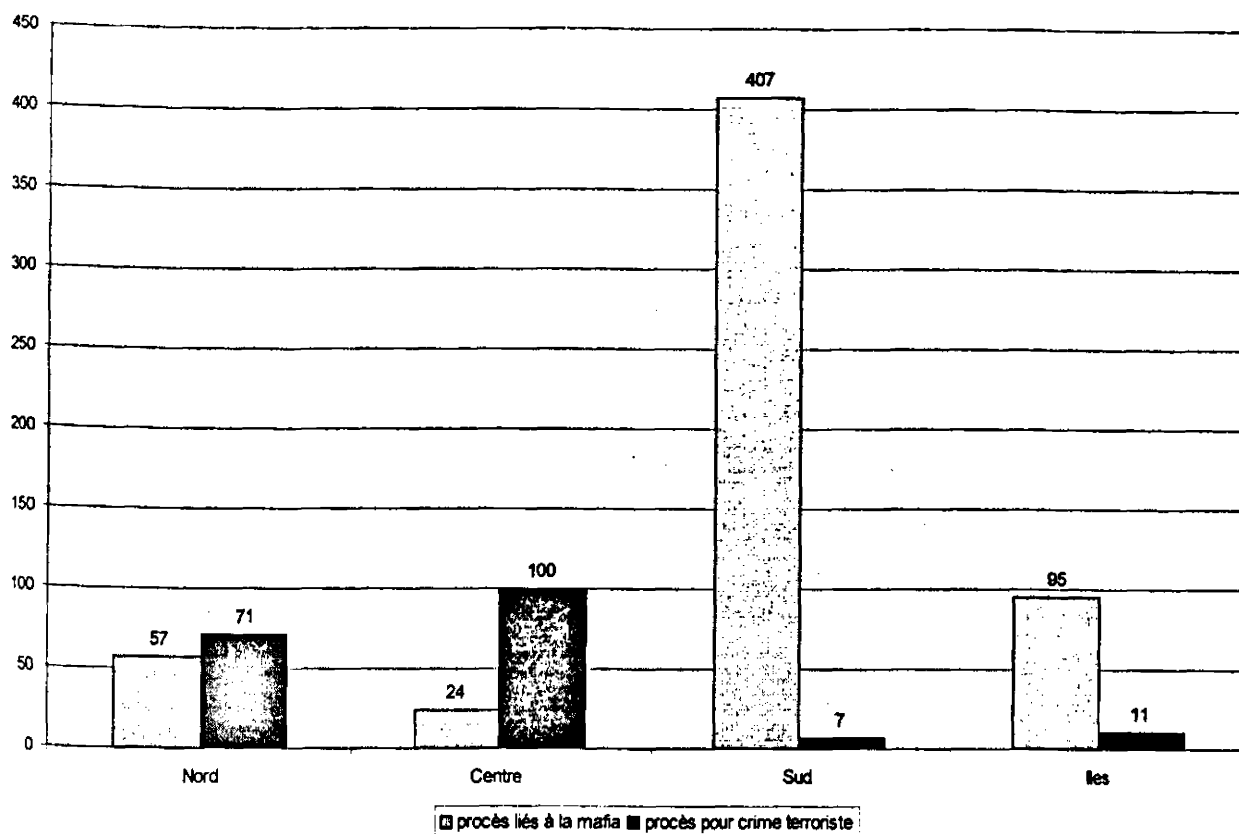
<sup>25</sup> Voir sur ce point, DI FEDERICO (Giuseppe), « Obbligatorietà dell'azione penale, coordinamento delle attività del pubblico ministero e loro rispondenza alle aspettative della comunità », in GAITO (Alfredo, dir.), *Accusa penale e ruolo del pubblico ministero*, Naples, Jovene, 1991, pp. 170-208.

certaines villes du nord<sup>26</sup> ; ni que le terrorisme, quoique faible au sud de Rome, a pu y établir quelques bases pour son action. Pour autant, la moindre fréquence des crimes mafieux n'offre pas, de ce fait, aux tribunaux du nord de l'Italie la possibilité de se spécialiser de manière *durable* sur le contentieux des attentats mafieux, et il en va de même pour ceux du sud en matière de terrorisme d'extrême-gauche. On peut pour s'en convaincre considérer le tableau qui suit, qui indique la répartition des procès de criminalité organisée sur le territoire italien.

---

<sup>26</sup> Sur l'extension territoriale de la mafia sur le territoire italien, voir la recherche, effectuée sur la base des résultats des enquêtes judiciaires, de SCIARRONE (Rocco), *Mafia vecchie, mafia nuove*, Rome, Donzelli, 1998, pp. 207-298.

Tableau n°3 : Distribution géographique des procès pour terrorisme et pour mafia en 1987



On le voit<sup>27</sup>, l'offre de procès n'est pas sans influencer la possibilité même d'une division du travail au sein du tribunal et par le fait, la possibilité d'une spécialisation des magistrats enquêteurs.

<sup>27</sup> Ces chiffres sur le nombre de procès pour terrorisme et pour mafia sont tirés du rapport du « bureau recherche et documentation » de la direction générale de l'administration pénitentiaire pour la période du 1er janvier au 30 juin 1987, présentés in SARZANA (Carlo), in CSM, « Problemi attuali dei procedimenti in tema di criminalità organizzata, anche in vista della riforma del codice di procedura penale », *Quaderni del Consiglio superiore della magistratura*, n°22, 1989, pp. 217-220.

Ces chiffres ne prennent pas en compte les procès pendants devant la Cour de cassation. La zone « Nord » correspond aux ressorts judiciaires de Turin, Milan, Gênes, Brescia, Venise, Bologne, et Trente ; la zone « Centre » comprend ceux de Ancone, Pérouse, Florence, et Rome ; la zone « Sud » comprend les ressorts de Aquila, Campobasso, Naples, Salerne, Potenza, Bari, Lecce et Catanzaro ; enfin, la zone des « Iles » inclut les ressorts siciliens de Messine, Catane, Caltanissetta, Palerme, et en Sardaigne, Cagliari.

Mais les conditions d'accumulation du capital d'expérience sont également affectées par ce que Werner Ackermann et Benoit Bastard ont appelé le « style de gestion » propre à chaque tribunal, et singulièrement par la méthode d'assignation des dossiers<sup>28</sup>. Ainsi, quand bien même la fréquence des faits criminels expertisés permettrait la spécialisation de certains magistrats, celle-ci dépend également de la configuration spécifique du tribunal, et notamment des dirigeants du cabinet d'instruction et du parquet. S'appuyant sur le principe constitutionnel de la « pré-constitution du juge »<sup>29</sup> (autrement appelé principe du « juge naturel »), les tribunaux organisent souvent l'attribution des dossiers sur la base d'un tableau annuel de répartition des affaires et des permanences nocturnes. On s'explique ainsi le fait que les récits autobiographiques des magistrats titulaires de « grandes enquêtes » soulignent souvent le « hasard » qui a présidé à leur désignation comme titulaire de l'enquête : le soir d'une permanence judiciaire d'un magistrat quand intervient un fait criminel, ou bien encore les développements imprévisibles d'une enquête qui semblait anodine<sup>30</sup>.

Au vu de ces différents éléments, on mesure combien les conditions ordinaires d'exercice de l'expertise judiciaire (les conditions de formation et d'accumulation du capital d'expérience judiciaire) affectent le développement d'entreprises judiciaires et rendent difficile une participation durable des magistrats à la compétition pour l'expertise des phénomènes sociaux. Une analyse de leur insertion dans les luttes internes pour la représentation du corps judiciaire, c'est-à-

<sup>28</sup> ACKERMAN (Werner), BASTARD (Benoît), « Efficacité et gestion dans l'institution judiciaire », *op. cit.*

<sup>29</sup> La « pré-constitution du juge par rapport aux faits à juger », c'est-à-dire la détermination *a priori* des règles selon lesquelles sont attribués les dossiers, constitue une revendication ancienne des syndicats de magistrats de gauche. Cette règle « ne concerne pas seulement la répartition des affaires entre les sections judiciaires selon les règles de compétences, mais aussi l'attribution du devoir de juger à certaines personnes physiques plutôt qu'à d'autres » ; voir PIZZORUSSO (Alessandro), *L'organizzazione della giustizia in Italia*, 3<sup>ème</sup> édition, Turin, Einaudi, 1990, p. 133, et sur l'importance du concept de « juge naturel », pp. 146-149.

<sup>30</sup> Deux juges –l'un français, l'autre italien– qui se sont tous deux distingués dans des enquêtes sur la criminalité organisée, et notamment en matière de corruption politique, soulignent ce point : « “Accident judiciaire” : cette expression revient sans cesse dans la bouche des magistrats lorsqu'on leur demande d'expliquer l'origine des dossiers sensibles dont ils ont la charge. Jamais ou presque, une procédure impliquant un élu, un parti politique ou une personnalité du monde économique n'a vu le jour par la seule volonté d'un procureur (...). L'initiative

dire de leur capacité à faire valoir leur expérience judiciaire spécifique pour parler au nom de la magistrature, vient confirmer ces conclusions.

### **C/ L'illégitimité de l'expérience des magistrats enquêteurs au tournant des années 1970 et 1980**

La discontinuité du magistère construit dans les enquêtes judiciaires n'est pas sans affaiblir également « en interne » ces entreprises, notamment dans les luttes pour la représentation du corps judiciaire. C'est que la capacité à tirer de la participation à une grande enquête une légitimité pour s'exprimer au nom du corps judiciaire se heurte aux deux porte-parole légitimes de la magistrature que sont les syndicalistes et les hauts magistrats<sup>31</sup>. A l'inverse des entrepreneurs judiciaires, les représentants de ces deux groupes peuvent appuyer leur « revendication de juridiction » sur le corps judiciaire sur des principes de légitimité qui s'exercent de manière continue : l'élu syndical bénéficie d'une présomption de représentativité qui dure jusqu'à la prochaine élection, et cette caractéristique est plus nette encore pour le haut magistrat qui est représentatif *ex officio*.

Parce que leur expérience judiciaire est cantonnée dans le temps et dans l'espace, les entrepreneurs judiciaires peuvent ainsi difficilement menacer des magistrats dont la représentativité est attestée par des procédures (élections syndicales régulières ou nomination) et des institutions (l'ANM ou la Cour de cassation) nationales. La discontinuité de l'entreprise judiciaire d'expertise est alors d'autant plus préjudiciable à sa réussite que c'est au nom de cette expérience judiciaire

---

demeure ici l'exception » ; voir VOGELWEITH (Alain), VAUDANO (Mario), *Mains propres, mains liées. France-Italie : la leçon des affaires*, Paris, Austral, 1995, p. 15.

<sup>31</sup> Sur le contrôle de l'expression externe au corps judiciaire, voir l'analyse de Remi Lenoir sur les caractéristiques des magistrats français qui parlent dans l'espace public, qui met en évidence que ce sont les juges « les plus intégrés », soit du fait de leurs titres syndicaux, soit du fait de leur position élevée dans la hiérarchie judiciaire, qui monopolisent cette expression ; LENOIR (Remi), « La parole est aux juges. Crise de la magistrature et champ journalistique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°101-102, mars 1994, pp. 77-84, p. 79.

particulière que ses protagonistes entrent en concurrence avec les syndicats et/ou la hiérarchie judiciaire.

Sans développer davantage à ce stade la question de la concurrence pour la représentation du corps judiciaire, force est néanmoins de constater que ce qui affaiblit la capacité des entrepreneurs judiciaires à exercer durablement une expertise sur un phénomène social –sa discontinuité temporelle et spatiale-, les fragilise également dans leur revendication à court-circuiter les instances « traditionnelles » de représentation du corps judiciaire que sont les hauts magistrats et les élus syndicaux de l'ANM.

On ne saurait pour autant négliger un autre élément qui marque au sceau de l'illégitimité –ou à tout le moins, d'une moindre légitimité- les entreprises judiciaires d'expertise, et qui permet de comprendre tout à la fois la difficulté objective et la réticence subjective du magistrat à tirer de son travail d'enquête judiciaire des enseignements généraux, à savoir l'illégitimité relative, au tournant des années 1970 et 1980, du travail d'enquête judiciaire en tant qu'elle est expérience de magistrat pénaliste effectuée dans un tribunal de première instance. En effet, à l'instar de la « hiérarchie discrète » entre avocats qu'identifie Lucien Karpik dans la spécialisation dans tel ou tel domaine du droit<sup>32</sup>, l'échelle statutaire de la magistrature italienne se double d'une hiérarchie des spécialisations. A bien des égards, le pénaliste qu'est le magistrat enquêteur (qu'il soit juge d'instruction ou parquetier) pratique un « art mineur » -le droit pénal- à l'égard de la discipline maîtresse qu'est traditionnellement le droit civil dans la magistrature, et d'une manière générale dans le champ juridique italien<sup>33</sup>. Un certain nombre d'indices permettent de se convaincre de la présence au sein de l'institution judiciaire de

---

<sup>32</sup> Sur la hiérarchie des domaines du droit qui renvoie, dans le cas des avocats, à la hiérarchie sociale de la clientèle concernée, voir KARPIK (Lucien), *Les avocats. Entre l'Etat, le public et le marché*, op. cit., pp. 289-294, ainsi que le travail précurseur sur ce point, de HEINZ (John), LAUMANN (Edward), *Chicago lawyers: the social structure of the Bar*, New York, Russell Sage Foundation, 1983.

<sup>33</sup> Sur ce point, voir la description de la doctrine italienne à la fin des années 1960 in CAPPELLETTI (Mauro), MERRYMAN (John), PERILLO (Joseph), *The Italian legal system. An introduction*, Stanford, Stanford University Press, 1967.



cette hiérarchie des domaines du droit entre d'une part, les spécialistes du pénal que sont les juges d'instruction et parquets, et d'autre part les généralistes que sont les juges de formation de jugement.

Un rapport du CSM datant de 1979 relatif aux flux de mutations internes à la profession décrit ainsi la persistance de deux mouvements au sein du corps judiciaire : les passages de magistrats « du parquet au siège (constant) » et, au sein du siège, les passages « de l'instruction [aux] formations de jugement »<sup>34</sup>. Sur la base de ce constat, le rapport prévoit « la non couverture d'un grand nombre de postes de substituts dans les parquets (...), et [la poursuite] des passages du pénal au civil »<sup>35</sup>. Comme le note ce magistrat, « les préventions pour la fonction pénale en général, et pour le parquet en particulier, ne s'effacent que lorsqu'il s'agit d'accéder à un poste de niveau supérieur. C'est la seule occasion où un poste [au pénal] n'est pas seulement accepté de plein gré, mais même demandé »<sup>36</sup>. Aussi ne sera-t-on pas surpris qu'à l'occasion de la remise de ce rapport, le CSM adopte un système de bonification pour les magistrats du pénal, qui entend constituer une incitation au maintien dans ces fonctions peu prisées<sup>37</sup> ; il appelle en outre les dirigeants des juridictions au respect d'une de ses précédentes résolutions, aux termes de laquelle chaque tribunal est invité à « attribuer au service pénal un nombre de magistrats effectivement égal à la moitié de l'effectif nominal »<sup>38</sup>. Cette préoccupation ressort également des colonnes de la presse syndicale, comme en témoigne cette citation tirée d'un article publié dans *La magistratura* :

---

<sup>34</sup> Le rapport indique trois autres flux « du nord vers le centre et vers le sud (constant) », « vers les cours d'appel et les chambres d'accusation (discontinu) » et enfin « des grands tribunaux aux petits et moyens tribunaux (moins accentué mais en augmentation) » ; CSM, « Criteri per stabilire un piano di intervento diretto a fronteggiare l'esodo dei magistrati da aree geografiche e da uffici particolarmente interessati dalla criminalità e dal terrorismo », *Notiziario CSM*, 31 octobre 1979, n°17, pp. 1-9, p. 1.

<sup>35</sup> *Ibid.*, p. 2.

<sup>36</sup> IOVINO (Salvatore), « Questioni di maglia o, meglio, di cordoni », *La magistratura*, n°3-4, août 1977, p. 20.

<sup>37</sup> Dans le même sens, voir la proposition qu'adopte le CSM indiquant que « à compter du 1er novembre 1979, les substituts, les juges d'instruction et les juges d'application des peines obtiendront deux points (supplémentaires) pour l'accès à d'autres postes après quatre années de service, puis un point supplémentaire pour chaque nouvelle année jusqu'à un total de dix points », v. CSM, « Criteri per stabilire un piano di intervento diretto a fronteggiare l'esodo dei magistrati da aree geografiche e da uffici particolarmente interessati dalla criminalità e dal terrorismo », *op. cit.*, p. 4.

« Si l'on consulte l'organigramme des différentes cours d'appel pour les dernières années mais aussi pour les autres, on constate aisément que les "N.N.", c'est-à-dire les postes de juge non couverts, sont toujours ceux des fonctions pénales. On découvre alors l'existence d'une règle non écrite, mais strictement observée, selon laquelle les postes de juges civils sont couverts les premiers, parfois même en surnombre par rapport aux limites fixées par l'ordre judiciaire, tandis que les postes de juges au pénal le sont seulement ensuite, de sorte que la fonction pénale est pénalisée par les carences plus ou moins temporaires de postes (...) »<sup>39</sup>.

Cette illégitimité relative de la fonction de magistrat enquêteur dans l'institution judiciaire est en outre renforcée par le fait que ces fonctions sont, dès lors, le plus souvent occupées par des « nouveaux entrants » -auditeurs de justice et magistrats en première affectation-, puisque c'est là le seul levier de la gestion des flux de personnels du corps judiciaire dont dispose le CSM pour assurer la « couverture » des fonctions pénales<sup>40</sup>.

Enfin, dans une profession comme la magistrature où la hiérarchie peut s'appuyer sur la hiérarchie des décisions judiciaires (jugement, appel, cassation) pour contrôler et discipliner le travail judiciaire des juridictions inférieures, le travail d'enquête, même entériné dans ses conclusions par la juridiction de première instance, ne bénéficie pas –au moins avant plusieurs années- d'une complète « autorité de la chose jugée », celle que confère le jugement *en dernière instance* devant la Cour de cassation. Pis, dans la mesure où elles ne constituent que des instructions ou des réquisitoires, la valeur de ces instructions reste suspendue –tout au moins au sein de la magistrature- à la décision judiciaire de la formation de jugement qui validera –partiellement ou intégralement- ou non l'argumentaire de l'accusation.

---

<sup>38</sup> *Ibid.*, p. 5.

<sup>39</sup> IOVINO (Salvatore), « Questioni di maglia, o meglio, di cordoni », *op. cit.*

<sup>40</sup> En effet, la gestion des flux de personnels est singulièrement compliquée par les garanties d'indépendance dont jouit chaque magistrat. Ainsi, la procédure de mutation d'un magistrat contre son gré, une fois le magistrat affecté à son premier poste, constitue en effet une procédure *exceptionnelle* et dérogatoire, qui relève, soit de l'exercice par le CSM du pouvoir disciplinaire, soit de la procédure spécifique de mutation pour « incompatibilité environnementale », plus rare encore.

On mesure dès lors les difficultés à participer *durablement* à la compétition pour la représentation du corps, tant il est vrai qu'au tournant des années 1970 et 1980, le capital d'expérience judiciaire tiré d'une enquête judiciaire de première instance paraît illégitime.

Au terme de ces développements sur l'entrepreneuriat judiciaire, on s'explique la difficulté pour les enquêtes judiciaires menées par les magistrats de tribunaux de première instance de constituer la base d'une entreprise d'expertise judiciaire. Dès lors, il convient de comprendre comment les *pools* de juges turinois qui se constituent dans la lutte contre les organisations terroristes parviennent néanmoins à s'imposer comme des experts incontournables du terrorisme en évoquant successivement les spécificités de ces entreprises judiciaires *collectives* que sont les *pools* de magistrats et la « saillance situationnelle » que les enquêtes judiciaires anti-terroristes de Turin acquièrent dans l'espace public.

## Section II/ L'expertise des *pools* anti-terroristes du tribunal de Turin

Une des singularités de l'expérience judiciaire anti-terroriste qui se développe au tribunal de Turin à partir des années 1976, c'est bien en effet de parvenir à constituer une expertise *continue* en matière de terrorisme. Il convient dès lors de s'interroger sur les conditions dans lesquelles les nombreuses et vastes enquêtes sur les groupes terroristes que mènent les deux équipes de magistrats turinois, sont constituées en une seule entreprise judiciaire unique d'expertise du terrorisme.

## A/ Une entreprise judiciaire collective

### 1- La constitution d'un corps de connaissances judiciaire du terrorisme

A la faveur du développement important du terrorisme d'extrême-gauche en Italie et singulièrement dans le Piémont<sup>41</sup>, le tribunal de Turin devient, entre 1976 et le milieu des années 1980, le lieu d'un ensemble de procès anti-terroristes importants. C'est sur la base de ces derniers, dont on fait ici brièvement la chronique, que se forme l'entreprise judiciaire d'expertise du terrorisme.

#### a) Chronique des enquêtes des *pools* turinois

Entre 1976 et 1980, on assiste au sein du tribunal de Turin à la constitution de deux équipes de juges spécialisés dans les enquêtes judiciaires en matière de terrorisme d'extrême-gauche –l'une au cabinet d'instruction, l'autre au parquet. En effet, au lendemain de l'assassinat du procureur général de Gênes en 1976, le dirigeant du cabinet d'instruction du tribunal de Turin, Mario Carassi, confronté au nombre croissant de procès pour terrorisme et à leur imbrication, constitue une petite équipe de trois magistrats (Luciano Violante, Giancarlo Caselli, Mario Griffey) auxquels il confie l'instruction des procès pour violences terroristes<sup>42</sup>. En 1978 avec le départ de Luciano Violante pour le ministère de justice, et face à la

---

<sup>41</sup> Alors qu'il est faiblement touché par les groupes terroristes d'extrême-droite –contrairement à la Lombardie-, le Piémont est au contraire le cœur du terrorisme d'extrême gauche, et singulièrement des actions menées par les deux principaux groupes Brigades Rouges et de *Prima Linea*, comme l'atteste notamment l'étude de la distribution géographique des attentats. Avec 341 attentats entre 1969 et 1982, le Piémont est la région d'Italie la plus touchée par le terrorisme d'extrême-gauche. Voir le tableau présenté in WEINBERG (Leonard), EUBANK (William), *The rise and fall of Italian terrorism*, Boulder, Westview press, 1987, p. 108.

<sup>42</sup> On peut ainsi souligner à titre d'exemple, que Giancarlo Caselli et Luciano Violante viennent de se distinguer dans deux instructions retentissantes en matière de terrorisme quand ils sont appelés à entrer dans le *pool*. Le premier dans le cadre du procès sur les « chefs historiques » des BR (ordonnance de renvoi, juge d'instruction Giancarlo Caselli, procès n°595/74 Basone et alii contre les Brigades Rouges, tribunal de Turin, 31 octobre 1975), et le second contre un groupe d'extrême-droite accusé de tentatives de subversion de l'ordre démocratique (ordonnance de renvoi, juge d'instruction Luciano Violante, procès *Ordino Nuovo*, tribunal de Turin, juin 1975).

multiplication des attentats terroristes au cours des années 1978-1980, le groupe s'agrandit, pour compter en 1979 six magistrats instructeurs exclusivement affectés aux enquêtes sur les groupes terroristes d'extrême-gauche.

Début 1980, un second *pool* anti-terroriste se constitue cette fois au parquet. Sa constitution coïncide avec une crise profonde des groupes terroristes, sous le double effet de scissions internes qu'ils connaissent et de l'efficacité nouvelle des forces de police spécialisées constituées autour du général Dalla Chiesa<sup>43</sup>. À partir du printemps 1980 en effet, des leaders de premier plan des principaux groupes terroristes –les Brigades Rouges et de *Prima Linea*– sont arrêtés et acceptent de collaborer avec les magistrats<sup>44</sup>. Les aveux de Patrizio Peci, leader de la « colonne turinoise » des Brigades Rouges et de Roberto Sandalo, dirigeant de *Prima Linea*, arrêtés respectivement en février et avril 1980, permettent aux juges anti-terroristes de Turin d'acquérir un ensemble de données inédites sur le fonctionnement et l'histoire de ces groupes, ainsi que sur les principaux attentats auxquels ils ont pris part dans la région piémontaise<sup>45</sup>.

C'est à partir de ces confessions, que recueillent deux juges d'instruction (Giancarlo Caselli, Mario Griffey) et un substitut (membre du *pool* du parquet), que s'engage à Turin une série de grands procès contre les formations terroristes d'extrême-gauche. En quelques mois, les deux *pools* procèdent ainsi conjointement à deux enquêtes importantes. La première concerne les Brigades Rouges : son instruction s'achève en décembre 1980<sup>46</sup>, et donne très rapidement lieu à un important procès des leaders turinois du groupe, jugés par la cour d'assises de

---

<sup>43</sup> Sur le rôle important de la police dans la lutte contre le terrorisme, voir notamment GALLI (Giorgio), *Il partito armato*, op. cit.

<sup>44</sup> Pour comprendre la disponibilité de ces personnes à se « dissocier » (*dissociarsi*) du terrorisme –c'est-à-dire à renier la lutte armée–, et à fournir des informations sur le fonctionnement de leur groupe, il faudrait considérer les crises et scissions successives que traversent les deux principaux groupes terroristes turinois *Prima Linea* et les Brigades Rouges au tournant des années 1970-1980, et qui minent leur cohésion interne. Sur ce point, voir des éléments dans CASELLI (Giancarlo), DELLA PORTA (Donatella), « La storia delle Brigate Rosse : struttura organizzativa e strategie d'azione », op. cit., notamment pp. 201-208.

<sup>45</sup> À titre d'exemple de l'importance de ces témoignages, on peut citer celui de Patrizio Peci, qui livre des informations concernant 28 attentats perpétrés dans la région piémontaise entre 1977 et la fin 1979 ; voir SANLORENZO (Dino), *Gli anni spietati*, Rome, Associate, 1989, p. 239.

<sup>46</sup> Ordonnance de renvoi (juge d'instruction Giancarlo Caselli), procès *Anelli et alii contre les Brigades Rouges*, tribunal de Turin, 9 décembre 1981.

Turin dès juin 1981. La seconde enquête porte sur *Prima Linea*<sup>47</sup>, et permet également le procès de ce groupe devant la cour d'assises en juillet 1981.

#### b) Les formes de l'expertise

C'est sur la base du travail effectué dans le cadre de ces enquêtes menées sur les groupes terroristes d'extrême-gauche que les deux *pools* turinois revendiquent un « patrimoine d'expérience judiciaire ». Car en effet, ces expériences judiciaires constituent à leurs yeux un point d'observation unique sur le terrorisme d'extrême-gauche qui leur confère un droit de cité tout à la fois dans la détermination de la nature même de la menace, et dans l'identification des solutions –notamment législatives.

En effet, dès 1982, soit quelques mois après le jugement en première instance des deux premières enquêtes menées conjointement par les *pools* du parquet et de l'instruction, leurs membres commencent à publier un grand nombre d'articles au sujet du phénomène terroriste, et des instruments juridiques pour le combattre dans les principales revues (*Giurisprudenza italiana*, *Legislazione penale*) et collections (telles que celle dirigée par Giovanni Conso sur la législation de lutte contre la criminalité organisée) de droit pénal. Ils y détaillent de manière systématique les problèmes juridiques spécifiques que pose le traitement judiciaire du terrorisme, les catégories juridiques employées, ainsi que les solutions jurisprudentielles disponibles.

Ces investissements dans la constitution d'une doctrine juridique du terrorisme prennent des formes très variées. On trouve ainsi des commentaires de la jurisprudence disponible sur certains thèmes particuliers –tels que celui de la qualification juridique : quelles sont les qualifications possibles de faits terroristes (association subversive, association à finalité terroriste, conspiration politique...),

---

<sup>47</sup> Ordonnance de renvoi, procès *Albesano et alii contre Prima Linea*, tribunal de Turin, 7 janvier 1981.

ou d'acteurs de groupes terroristes (chef, agitateur, organisateur, participant...) ?<sup>48</sup>. Mais on trouve également des tentatives d'interprétation de lois nouvelles, et de définition des usages légitimes des nouvelles dispositions juridiques<sup>49</sup>.

Tous ces investissements dans la doctrine ont pour point commun de se fonder sur la jurisprudence de première instance du tribunal de Turin en la matière. Certes, d'autres décisions de justice sont mentionnées ; mais les actes judiciaires de Turin, qu'ils soient à l'instruction ou au parquet (ordonnances de renvoi, jugements de la cour d'assises, motifs de l'appel par le parquet...), constituent l'essentiel du *corpus jurisprudentiel* auquel il est fait appel. Tout se passe en effet comme si se dessinait un ensemble limité de décisions –turinoises– considérées comme devant faire jurisprudence, et dont chacun se fait l'exégète pour déterminer ce que doivent être les solutions juridiques aux différents problèmes posés par le traitement judiciaire du terrorisme. Ce *corpus* réunit les actes judiciaires d'une demi douzaine de procès entre 1978 et 1982 contre des groupes terroristes aussi divers que *Prima Linea*, les Brigades Rouges ou *Senza Tregua*<sup>50</sup>.

Ainsi, c'est par des biens des aspects un seul et même patrimoine d'expérience qui se constitue au fil des articles, des interventions et des ouvrages qui réunit en un seul bloc les actes judiciaires des deux *pools* dans chacun des procès sur lesquels ils ont enquêté. Par sa diversité même, ce fonds judiciaire commun offre une casuistique étendue qui permet aux magistrats de revisiter l'ensemble des aspects et des moments des procès en matière de terrorisme d'extrême-gauche, et d'établir ainsi un ensemble de pratiques judiciaires légitimes en l'espèce. Constituée en un tout unique par le biais des références croisées que

<sup>48</sup> Sur ces aspects, voir par exemple CASELLI (Giancarlo), PERDUCA (Alberto), « Terrorismo e reati associativo : problemi e soluzioni giurisprudenziali », *Giurisprudenza italiana*, 1982, IV, pp. 209-240, notamment pp. 229-231.

<sup>49</sup> Voir notamment CASELLI (Giancarlo), PERDUCA (Alberto), « Commento dell'articolo 4 della legge n°304 del 1982 », *Legislazione penale*, 1982, pp. 570-581; LAUDI (Maurizio), *I casi di non punibilità dei terroristi pentiti*, Milan, Giuffrè, 1983; LAUDI (Maurizio), *Terroristi pentiti e liberazione condizionale*, Milan, Giuffrè, 1984; MADDALENA (Marcello), *Le circostanze attenuanti per i terroristi pentiti*, Milan, Giuffrè, 1983.

<sup>50</sup> Procès *Albesano et alii* contre *Prima Linea*, tribunal de Turin, 28 juillet 1981, et Procès *Anelli et alii* contre les BR, tribunal de Turin, 17 juin 1981.

font les différents membres des *pools* turinois à leurs actes judiciaires respectifs, l'expérience judiciaire turinoise étend sa « revendication de juridiction » non pas seulement à l'exégèse de certains pans du procès tels que l'instruction ou l'accusation, ni simplement à un groupe terroriste – que ce soit les Brigades Rouges ou *Prima Linea* –, mais bien aux enquêtes judiciaires en matière de terrorisme d'extrême-gauche *dans leur ensemble*. On a ainsi affaire à une entreprise judiciaire d'expertise du terrorisme qui cherche à « faire jurisprudence », c'est-à-dire à faire de son expérience – de son patrimoine d'expériences judiciaires du terrorisme – un ensemble de catégories juridiques, de pratiques légitimes, bref un véritable *vademecum* pour le traitement judiciaire du terrorisme, que ce soit au parquet ou à l'instruction.

On peut encore s'en convaincre en considérant la place hégémonique qu'occupent les magistrats des *pools* turinois dans l'espace de l'interprétation juridique des nouvelles dispositions législatives anti-terroristes des années 1980. Un comptage des articles et ouvrages relatifs à l'importante loi du 29 mai 1982 qui consacre juridiquement la figure du repentant<sup>51</sup> fait ainsi ressortir que, sur les 16 publications des années 1982 et 1983 consacrées à ce texte, six sont le fait d'un ou plusieurs des membres des deux *pools* turinois – les autres étant publiées, à une exception près, par des universitaires<sup>52</sup>.

Mais, l'expertise exercée par les magistrats des *pools* ne se limite pas au domaine juridique. Au nom du patrimoine d'expérience accumulé dans leurs enquêtes, les membres des *pools* turinois invoquent également une capacité particulière à comprendre le phénomène terroriste, à en dessiner l'architecture souterraine, ainsi qu'à en faire l'histoire. Ils revendiquent, sur la base de la connaissance de première main des groupes terroristes, de leur évolution (scissions, recompositions...), et de leurs règles de fonctionnement, un patrimoine

---

<sup>51</sup> Sur la question du statut juridique du repentant, voir nos développements à la fin de ce chapitre.



de connaissance du terrorisme. Et de fait, les magistrats des *pools* se font, « sur la base des acquisitions judiciaires »<sup>53</sup>, les historiens et les sociologues des groupes terroristes, entrant par le fait en concurrence avec ces dernières professions dans le travail d'interprétation du phénomène. Ils interviennent ainsi dans des colloques scientifiques, participent à des recherches collectives, enseignent dans les universités aux côtés des universitaires. On peut mentionner à titre d'exemple le cours que Maurizio Laudi, juge d'instruction du *pool*, se voit confier à la faculté de science politique de l'université de Turin, sur « l'histoire du terrorisme en Italie et les réponses institutionnelles à l'offensive terroriste ». De la même façon, Giancarlo Caselli, Franco Giordana et Maurizio Laudi, tous trois juges d'instruction de l'équipe turinoise, interviennent lors de rencontres-débats dans les lycées de la province de Turin ; Giancarlo Caselli mène en outre une recherche en collaboration avec une politiste, qui est publié dans un ouvrage universitaire collectif sur le terrorisme<sup>54</sup>. Il y retrace notamment l'histoire des groupes terroristes, leur structure interne, leur composition sociale...<sup>55</sup>.

Pour ce faire, les magistrats des *pools* revendiquent, avec le développement des confessions de repentis, la valeur unique qu'a acquise leur mode -judiciaire- de connaissance des phénomènes, et notamment le caractère exclusif des informations qu'il permet de rassembler. Comme ils l'indiquent, le recours aux repentis -dont ils sont de droit, en tant que magistrats enquêteurs, les premiers interlocuteurs- est « capable d'offrir une meilleure pénétration dans la réalité des différents mouvements criminels »<sup>56</sup> ; il constitue « un apport de connaissance

<sup>52</sup> Pour le comptage des articles, on a utilisé les éditions de 1982 et 1983 de l'index bibliographique annuel des revues juridiques : NAPOLETANO (Vincenzo, dir.), *Dizionario bibliografico delle riviste giuridiche italiane*, Milan, Giuffrè.

<sup>53</sup> CASELLI (Giancarlo), in CSM, « Iniziative giudiziarie e lotta alla criminalità organizzata e politica », *op. cit.*, p. 145.

<sup>54</sup> Il s'agit de l'ouvrage DELLA PORTA (Donatella, dir.), *Terrorismi in Italia*, *op. cit.*. Giancarlo Caselli y publie : CASELLI (Giancarlo), DELLA PORTA (Donatella), « La storia delle Brigate Rosse : strutture organizzative strategie d'azione », *op. cit.*

<sup>55</sup> Voir également LAUDI (Maurizio), MARCHIARO (Laura), « Istituzioni e forze politiche contro l'offensiva del terrorismo rosso in Piemonte », *Il Mulino*, n°5, sept.-oct. 1983, pp. 771-783.

<sup>56</sup> CASELLI (Giancarlo), in CSM, « Lotta alla criminalità organizzata di tipo mafiosi. Problemi emersi nell'esperienza giudiziaria circa la posizione degli autori di delitti che collaborano con l'autorità. Proposte operative. Maggio 1984 », *Quaderni di incontri e di studio* (ed. du CSM), n°1, 1985, p. 67.

depuis l'intérieur sur la réalité du parti armé »<sup>57</sup>. Parce qu'elles permettent de pénétrer au cœur de ces groupes, les confessions offriraient aux juges les moyens de connaître de manière *directe* les groupes terroristes. Là où, quelques années plus tôt, Giancarlo Caselli estimait que le travail judiciaire ne permettait pas de saisir « les multiples facteurs (politiques, économiques, sociaux, culturels, liens avec les autres forces ou situations, etc...) qui influent sur les choix des terroristes »<sup>58</sup>, les membres des *pools* considèrent désormais pouvoir pénétrer au cœur des motivations des terroristes. En 1983, Maurizio Laudi raconte en ces termes « l'expérience bouleversante » des confessions des « repentis » :

« Se retrouver devant une personne mise en examen qui confessait son militantisme dans un groupe terroriste, qui expliquait les raisons de son choix, révélait comment avait été décidé et exécuté un acte terroriste, dévoilait la structure du noyau clandestin et en exposait les programmes futurs, fut –sur le plan professionnel- une expérience bouleversante »<sup>59</sup>.

Les repentis deviennent ainsi pour ces magistrats le moyen privilégié d'accès à la vérité du terrorisme. Tout se passe comme si, forts de l'exclusivité dont ils disposent sur cette source d'information, les magistrats turinois pouvaient désormais exercer une expertise autorisée et surtout *durable* sur la nature du phénomène, ses origines, et les risques qu'il présente.

Dès lors, il devient intéressant de comprendre les conditions qui président à la formation de l'entreprise judiciaire *collective* que constituent les deux *pools* turinois, et qui lui permettent d'exercer un tel magistère.

## 2- La gestion collective du sens des enquêtes

La constitution et la gestion *collectives* de la valeur et du sens du travail effectué au parquet et à l'instruction, sur des groupes terroristes différents (*Prima Linea* et les Brigades Rouges), dans le cadre d'enquêtes portant sur des délits très

---

<sup>57</sup> LAUDI (Maurizio), *I casi di non punibilità dei terroristi pentiti*, op. cit., p. 4.

<sup>58</sup> CASELLI (Giancarlo), « Criminalità organizzata e problemi della risposta dello stato », op. cit., p. 234.

<sup>59</sup> LAUDI (Maurizio), cité in SANLORENZO (Dino), *Gli anni spietati*, op.cit., p. 267.

divers, comme s'il s'agissait d'une seule et même expérience judiciaire, ne vont pas de soi. Sans doute faut-il évoquer alors les conditions mêmes qui président à cette mise en valeur collective de l'expérience judiciaire par chacun des juges des deux *pools*. L'étude de ce travail de valorisation des enquêtes met ainsi en évidence la mobilisation de réseaux syndicaux préalablement constitués ainsi que le rôle de ce que l'on a appelé les « interdépendances professionnelles ». Dès lors, la formation d'un patrimoine d'expérience judiciaire *unique et commun* à l'ensemble des membres des deux *pools* peut s'analyser comme le résultat non concerté —du moins initialement— de l'entrecroisement de ces réseaux et interdépendances.

#### a) Le rôle des réseaux syndicaux locaux

Sans doute est-il nécessaire, pour mettre en évidence le rôle des réseaux syndicaux dans la formation de l'entreprise judiciaire collective des *pools* turinois, de revenir sur leurs conditions de formation. Force est en effet de constater que la constitution même des équipes de juges, tant au parquet qu'à l'instruction, s'appuie sur la mobilisation de réseaux syndicaux préexistants.

On a vu précédemment que le *pool* du cabinet d'instruction se constitue dès 1976. Sous sa forme première mais également après l'élargissement intervenu en 1978, il se caractérise par son homogénéité. Outre la proximité en âge des sept membres de l'équipe, qui sont tous entrés dans la magistrature entre 1967 et 1974<sup>60</sup>, les magistrats du *pool* —à une exception près— sont également liés par une même appartenance syndicale. Des sept juges d'instruction, cinq appartiennent en effet à la section locale de MD, dans laquelle ils militent tous depuis leur admission au concours d'entrée dans la magistrature. Que l'on considère ainsi les trois premiers juges du *pool* -Giancarlo Caselli, Luciano Violante et Mario Griffey. Tous trois sont des militants actifs de *Magistratura Democratica*, tout du moins au niveau local.

---

<sup>60</sup> Les sept membres du *pool* du cabinet d'instruction sont : Giancarlo Caselli, Franco Giordana, Mario Griffey, Maurizio Laudi, Vittorio Lanza, Marcello Maddalena et Luciano Violante (qui quitte cependant le *pool* dès 1978).

Admis dans la magistrature respectivement en avril 1967, décembre 1967 et octobre 1969, ils ont été ensemble les acteurs de la refondation de l'antenne piémontaise du syndicat, au lendemain de la scission de 1969<sup>61</sup>. Pour autant, aucun d'entre eux ne parvient à poursuivre une carrière syndicale au niveau national. En effet, Giancarlo Caselli échoue aux élections de l'ANM de 1969 alors qu'il est encore auditeur, pour s'écarter ensuite du militantisme au niveau national ; et si Luciano Violante est celui qui s'engage le plus dans le syndicalisme judiciaire, accédant notamment en 1971 au comité exécutif de MD, il ne parvient pas à y être réélu en 1973 et échoue aux élections syndicales de l'ANM la même année, mettant alors un terme à sa carrière syndicale nationale.

Cette présence des militants locaux de MD dans le *pool* est encore renforcée à l'occasion de son élargissement en 1978, puisque des quatre magistrats qui le rejoignent alors, deux d'entre eux sont des membres actifs de la section turinoise de MD : Maurizio Laudi et Franco Giordana.

Il n'est en fait que Marcello Maddalena qui ne soit pas militant de MD, mais du syndicat conservateur *Magistratura Indipendente*. C'est à l'occasion de son passage au parquet en 1980 avec d'autres magistrats de ce syndicat, que s'y constitue un pendant du *pool* anti-terroriste du cabinet d'instruction. La méthode d'organisation en équipe est alors en effet étendue au ministère public du tribunal de Turin où se constitue un *pool* de substituts anti-terroristes.

A l'instar du *pool* de magistrats instructeurs, sa formation s'appuie, sans jamais cependant être pensée ou présentée comme une initiative *directement* syndicale, sur des réseaux syndicaux locaux -en l'espèce les réseaux de MI, syndicat hégémonique au tribunal de Turin<sup>62</sup>. L'entreprise est en effet l'œuvre d'adhérents turinois de ce courant syndical, qui tentent de tirer parti de leurs différentes expériences accumulées dans la lutte contre la criminalité organisée pour former

---

<sup>61</sup> Sur la scission de MD en 1969, et les conditions de la refondation du syndicat, voir nos développements au chapitre 2, Partie I, *supra*.

une structure d'enquête judiciaire qui fasse contrepoids à la place grandissante du *pool* de magistrats instructeurs, dont on a vu qu'il était dominé par les magistrats affiliés à MD. Marcello Maddalena raconte en ces termes la formation du *pool* de parquetiers :

« Il faut dire, à mon avis, qu'au cours de ces années, le parquet du tribunal de Turin était non seulement pratiquement inexistant, mais il était aussi "submergé" par un cabinet d'instruction où travaillaient des juges du calibre de Caselli, Laudi, Lanza, et où avait travaillé aussi Violante ; à tel point que dans les affaires les plus épineuses –le terrorisme par exemple- les rapports [de police] finissaient par arriver d'abord au cabinet d'instruction, et non pas au parquet. En conséquence, il était indispensable qu'il y ait au parquet une présence "forte" »<sup>63</sup>

Pour faire pendant à l'influence acquise par le *pool* de l'instruction dans le cadre des procès anti-terroristes, un petit groupe de magistrats de MI demande ainsi sa mutation au parquet. Parmi eux, on trouve donc Marcello Maddalena, militant actif de ce syndicat et candidat malheureux aux élections de l'ANM de 1977<sup>64</sup> -et transfuge du *pool* de l'instruction au sein duquel il a travaillé pendant un an. Fort de cette dernière expérience, il demande sa mutation au parquet en avril 1980, en compagnie d'un second juge d'instruction de MI, Bruno Tinti. Dans le même temps, c'est un autre adhérent de MI, Bruno Caccia, qui, de substitut –poste auquel il a fait ses premières armes dans la lutte contre le terrorisme d'extrême-gauche en 1974-1975 en menant l'enquête sur les « chefs historiques » des Brigades Rouges-, est nommé, en janvier 1980, procureur de la République du tribunal de Turin. Enfin, en 1982, Francesco Marzachi, qui est un des leaders syndicaux de MI à Turin (comme l'atteste son élection au CSM en 1976), et qui a souvent travaillé comme substitut en collaboration avec Marcello Maddalena quand celui-ci était à l'instruction<sup>65</sup>, est nommé procureur adjoint. Ainsi, sous l'égide du nouveau procureur Bruno Caccia se forme un *pool* de substituts spécialisés dans les enquêtes sur la criminalité terroriste. Si l'on s'en tient au récit de Marcello Maddalena, il

---

<sup>62</sup> Aux élections syndicales de 1975, MD n'obtient dans le Piémont que 16% des voix, loin derrière MI qui dispose d'une large majorité avec 55% des suffrages.

<sup>63</sup> MADDALENA (Marcello), « Una magistratura autonoma e indipendente », in BRUTI LIBERATI (Edmondo), CERETTI (Adolfo), GLASANTI (Alberto), dir., *Governo dei giudici*, op. cit., pp. 97-117, p. 104.

<sup>64</sup> Il est ainsi classé 21ème sur 36 au panachage de la liste à l'occasion des élections syndicales de 1977.

<sup>65</sup> Voir MADDALENA (Marcello), « Una magistratura autonoma e indipendente », op. cit., pp. 100-101.

semble bien que ce mouvement de mutations au ministère public ait été « organisé » :

« En 1980, un facteur de caractère plus personnel a joué, qui est venu renforcer mon souhait de devenir parquetier. De fait, *j'avais beaucoup insisté pour que Bruno Caccia fasse une demande pour devenir procureur de la République (...)*. Moi-même, Francesco Marzachi, qui était à l'époque au Conseil supérieur de la magistrature, et d'autres encore, nous insistâmes pour qu'il accepte la mutation au parquet du tribunal de Turin. Le "pacte" était que s'il [Bruno Caccia] acceptait sa mutation, Bruno Tinti et moi-même acceptions la nôtre »<sup>66</sup>.

Et de fait, à partir de ce noyau dur de magistrats de MI qui peut s'appuyer sur l'expérience de certains d'entre eux dans les enquêtes menées par le *pool* d'instruction sur les groupes terroristes d'extrême-gauche, se constitue ainsi un pôle « opposé » au *pool* des juges d'instruction, qui fait usage des mêmes outils et des mêmes méthodes de travail, mais fait également dans le même temps contrepoids à l'influence et la renommée grandissantes de celui-ci, dominé par les membres de MD.

On mesure dès lors le rôle de réseaux forgés antérieurement aux enquêtes judiciaires anti-terroristes, et qui sont mobilisés dans le cadre des compétitions spécifiques à l'arène que constitue le tribunal de Turin, entre courants syndicaux, mais aussi entre les différentes sections –instruction, parquet, formations de jugement...- qui le structurent.

Pourtant, on aurait tort d'opposer les deux *pools* sous le rapport de leur appartenance syndicale, tant il est vrai qu'ils s'élargissent rapidement à des magistrats ayant une appartenance syndicale différente. En effet, si les juges de MI sont à l'origine de la formation du *pool* des substituts, ils ne peuvent écarter dans la constitution de celui-ci (sauf à dévoiler le caractère strictement syndical de l'entreprise), ceux des magistrats d'autres courants syndicaux qui auraient acquis une compétence particulière *au ministère public* en matière de terrorisme. De ce fait, aux côtés des magistrats de MI « fondateurs » du *pool*, on trouve rapidement

---

<sup>66</sup> *Ibid.*, pp. 103-104.

d'autres substituts appartenant à MD<sup>67</sup>. A titre d'exemple, l'important procès de *Prima Linea* qui se tient en juillet 1981, est suivi pour le ministère public par Alberto Bernardi, militant de MD.

Dans ces conditions, on ne sera pas surpris de constater que dans la mise en valeur du travail judiciaire anti-terroriste, ces différents réseaux constitués dans le militantisme syndical (présents dans chaque *pool*, mais aussi entre les deux *pools*) soient mobilisés dans le travail de mise en valeur du travail judiciaire, contribuant par le fait même à l'orchestration des points de vue sur les enquêtes menées par ces deux structures. On peut s'en convaincre en évoquant les nombreuses publications juridiques qu'écrivent conjointement des membres de MD des *pools* du parquet et de l'instruction : dès 1982, le juge d'instruction de MD Giancarlo Caselli co-signe des articles juridiques sur la lutte judiciaire anti-terroriste avec un substitut du *pool*, également membre de MD<sup>68</sup>. Ce travail conjoint d'interprétation entre les magistrats de MD de l'instruction et du parquet se poursuit au fil des années, comme l'atteste cette synthèse de la législation sur les « repentis » que quatre membres des *pools* turinois (deux de l'instruction et deux du parquet), tous membres de MD, publient dans la même collection<sup>69</sup>.

Ainsi, le détour par les conditions de formation des *pools* permet de rendre compte des réseaux qui sont mobilisés ainsi que de leur contribution dans la mise en valeur unifiée des enquêtes judiciaires. Mais l'analyse des conditions mêmes de la constitution du sens des enquêtes judiciaires turinoises ne saurait se résumer à la seule étude des réseaux syndicaux, ne serait-ce que parce que MI et MD s'affrontent de manière âpre dans l'arène syndicale, tant au niveau national que local.

---

<sup>67</sup> Parmi eux, on citera les substituts Francesco Gianfrotta, Alberto Bernardi, Pietro Miletto et Francesco Saluzzo qui sont tous adhérents de MD

<sup>68</sup> CASELLI (Giancarlo), PERDUCA (Alberto) « Terrorismo e reati associati: problemi e soluzioni giurisprudenziali », *Giurisprudenza italiana*, 1982, IV, pp. 209-240 ; et des mêmes auteurs : « Commento dell'articolo 2 della legge n°304 del 1982 », *Legislazione penale*, 1982, pp. 558-569 ; « Commento dell'articolo 4 della legge n°304 del 1982 », *op. cit.*

## b) Des interdépendances professionnelles

Les conditions mêmes de l'enquête judiciaire, et singulièrement le fait qu'elle n'est pas le fruit d'un seul acteur mais de l'association –plus ou moins conflictuelle- de deux acteurs ou plus, le parquetier et le juge d'instruction, ne sont pas sans effets sur le travail d'interprétation que chacun d'entre eux effectue. Par le terme d'interdépendances professionnelles<sup>70</sup>, on cherche ainsi à évoquer le fait que l'enquête judiciaire « associe » constamment le juge d'instruction et le substitut. Cette interdépendance des deux acteurs de l'enquête n'est pas sans affecter les conditions même de mise en valeur de l'expérience judiciaire par chacun d'entre eux. A l'instar des modèles d'interdépendances à deux ou trois acteurs que présente Norbert Elias où les actions des uns exercent une contrainte directe et affectent les projets et les objectifs des autres<sup>71</sup>, la procédure pénale, parce qu'elle met en scène un nombre réduit d'acteurs étroitement associés constitue un espace d'interdépendance.

L'identification de ces « interdépendances professionnelles » non seulement présentes (le travail en équipe) mais aussi passées paraît dès lors utile pour comprendre les conditions mêmes de la constitution du sens de l'expérience judiciaire des *pools* turinois anti-terroristes.

De fait, nombre des magistrats des *pools* ont déjà collaboré dans le cadre d'instructions antérieures. L'enquête des années 1974 et 1975 sur les « chefs historiques » des Brigades Rouges, qui débouchera sur le premier grand procès anti-terroriste du tribunal de Turin, est à cet égard exemplaire puisqu'elle associe étroitement trois des futurs magistrats des *pools* anti-terroristes. Le juge d'instruction Giancarlo Caselli, qui mène à cette occasion sa « première instruction

---

<sup>69</sup> CASELLI (Giancarlo), LAUDI (Maurizio), MILETTO (Pietro), PERDUCA (Alberto), *La dissociazione dal terrorismo*, Milan, Giuffrè, 1989.

<sup>70</sup> On prend le terme « interdépendance » au sens que lui donne Norbert Elias qui parle aussi « d'interpénétrations » ; voir ELIAS (Norbert), *Qu'est-ce que la sociologie ?*, Ed. de l'aube, 1991 (1970), pp. 83-117.

<sup>71</sup> ELIAS (Norbert), *Qu'est-ce que la sociologie ?*, *op. cit.*, pp. 89-90.



importante »<sup>72</sup>, travaille en effet avec le substitut Bruno Caccia. Dans son ordonnance de renvoi, le premier indique qu'il :

« reprendra presque intégralement l'argumentaire ample et exhaustif du réquisitoire du substitut en date des 3/23 juillet 1975, en s'en différenciant exclusivement par quelques précisions et ajouts ponctuels qui apparaissaient nécessaires ici et là »<sup>73</sup>.

De même, Maurizio Laudi, qui vient d'être admis au concours d'entrée dans la magistrature (février 1974), prend également part à cette expérience puisqu'il effectue alors son stage d'auditeur<sup>74</sup> auprès de Giancarlo Caselli. On peut encore relever d'autres interdépendances professionnelles du même type, à l'instar de celles qui lient Marcello Maddalena, alors juge d'instruction, au substitut Francesco Marzachi du parquet par le biais des nombreuses enquêtes menées conjointement en matière de séquestrations de personnes ; de même, on l'a vu, Marcello Maddalena avait été associé à l'expérience du *pool* anti-terroriste du cabinet d'instruction avant de rejoindre le parquet.

Ces multiples interdépendances professionnelles passées qui relient les membres des deux *pools* sont redoublées par les caractéristiques du travail judiciaire en équipe. Sans verser dans un déterminisme qui ferait de l'organisation du travail judiciaire le principe des mobilisations collectives des membres des deux *pools*, force est néanmoins de constater que l'insertion dans une telle structure collective n'est pas sans conséquences sur les conditions mêmes dans lesquelles s'opère la mise en valeur par chaque juge du travail judiciaire qu'il a accompli.

---

<sup>72</sup> Voir CASELLI (Giancarlo), « La cultura della giurisdizione », in BRUTI LIBERATI (Edmondo), CERETTI (Adolfo), GIASANTI (Alberto), dir., *Governo dei giudici*, op. cit., pp. 118-137, p. 119.

<sup>73</sup> CASELLI (Giancarlo), cité in BAFFONI (Ettore), TESSANDORI (Vincenzo), *Il procuratore Giancarlo Caselli fra mafia e terrorismo*, Milan, Baldini e Castoldi, 1995, p. 104.

<sup>74</sup> En l'absence d'école de la magistrature jusqu'au début des années 1990 (cf. chapitre 2, Partie III, *infra*), la période d'auditorat s'organise en effet pour l'essentiel autour d'un stage en juridiction auprès d'un magistrat tuteur chargé de la formation ainsi que de la supervision. Il est intéressant de relever à cet égard que Giancarlo Caselli a effectué son auditorat au tribunal de Turin auprès de Luciano Violante (qui remplaçait le magistrat titulaire parti en vacances). Sur ce point BAFFONI (Ettore), TESSANDORI (Vincenzo), *Il procuratore Giancarlo Caselli*, op. cit.

Le travail en *pool* est en effet caractérisé par une division des tâches au sein de l'équipe de magistrats, de sorte que chaque dossier est traité par chacun des juges qui contribuent à l'enquête pour le domaine relevant de sa spécialité (interrogatoires, commissions rogatoires...) <sup>75</sup>. On a ainsi affaire à une imbrication constante du travail judiciaire des différents magistrats. Comme l'indique Giancarlo Caselli à propos du *pool* turinois, « les documents acquis par l'un d'entre nous étaient toujours portés à la connaissance des autres ; les éléments du dossier constitués par les uns étaient connus des autres » <sup>76</sup>. Cette interdépendance au sein de chaque équipe est redoublée par l'interdépendance du travail des deux équipes (parquet et instruction). En effet, les différentes étapes de la procédure associent étroitement les deux structures d'enquête, comme l'attestent de manière emblématique les interrogatoires des repentis qui se déroulent toujours en présence d'un ou plusieurs membres et du parquet et de l'instruction.

Dans ce cadre marqué par les interdépendances professionnelles multiples, passées ou présentes, qui lient les différents magistrats des *pools* turinois, le travail de valorisation par chaque juge de *son* expérience judiciaire en matière de lutte anti-terroriste ne peut être considéré seul puisqu'il est incontestablement affecté par l'interprétation qu'en font les magistrats ayant pris part aux *mêmes* enquêtes. La possibilité de valoriser pleinement son propre travail ne dépend pas alors seulement du magistrat lui-même, mais aussi de tous ceux qui ont été associés à ce travail. Les conflits toujours possibles qui peuvent surgir dans l'interprétation d'une expérience judiciaire donnée sont alors particulièrement coûteux parce qu'ils rendent difficiles l'assomption d'une posture d'expertise qui s'appuierait sur les « leçons de cette expérience » quand les dépositaires de celle-ci ne s'accordent pas sur son sens. On se convainc alors que les interdépendances professionnelles

---

<sup>75</sup> Ces considérations sont valables pour les *pools* qui se forment tout au long des années 1980, qui sont ainsi construits autour de ce même principe de division des tâches ; voir par exemple les descriptions de Gherardo Colombo fait du travail du *pool* de l'opération Mains propres, in COLOMBO (Gherardo), *Il virgilio della memoria*, Milan, Feltrinelli, 1998, pp. 32-34.

emportent une interdépendance dans la constitution du sens du travail judiciaire effectué par les membres des deux *pools*.

Il ne s'agit pas de considérer ici que c'est la seule organisation du travail judiciaire en *pool* qui déterminerait, par le biais de l'intérêt bien compris des magistrats concernés, une mise en valeur concertée de l'expérience judiciaire. L'histoire des *pools* au cours des années 1980 montre bien au contraire que l'imbrication des compétences n'emporte pas forcément une interprétation convergente du travail effectué ; le cas du *pool* anti-mafia palermitain, traversé à partir de 1988 par d'après conflits internes sur ce qu'est un *pool* et sur ce que sont ses objectifs et ses méthodes de travail, est caractéristique sous ce rapport<sup>77</sup>.

Il reste qu'au terme des ces développements sur les conditions pratiques de la mise en valeur du travail judiciaire des magistrats turinois, l'imbrication tout à la fois des réseaux syndicaux et des interdépendances professionnelles qui caractérisent les deux *pools* dessinent un cadre qui permet de rendre compte de la convergence non concertée –du moins initialement- des différentes interprétations de l'expérience judiciaire turinoise anti-terroriste.

### c) Une seule et même expérience judiciaire

Réseaux syndicaux et expériences professionnelles présentes et passées constituent ainsi le cadre qui permet d'expliquer le fait que certaines collaborations inconcevables au niveau national –comme celles entre des magistrats de MD et de MI- puissent se développer au niveau local. On en trouve ainsi l'indice –à titre d'exemple- dans l'avis remis en 1980 par le conseil judiciaire de Turin<sup>78</sup> composé en majorité de hauts magistrats et d'élus syndicaux de MI, pour la promotion de

---

<sup>76</sup> CASELLI (Giancarlo), cité in CALABRO (Maria Antonietta), *In prima linea*, Milan, Sperling et Kupfer, 1993, pp. 89-90.

<sup>77</sup> Sur le *pool* palermitain, voir *infra*, chapitre 2, Partie II.

<sup>78</sup> Les conseils judiciaires sont des organes composés tout à la fois de hauts magistrats (le président et le procureur général de la cour d'appel) et d'élus syndicaux qui sont chargés, dans chaque district judiciaire, de l'évaluation des magistrats en vue de leur promotion dans les grades supérieurs. Sur ce point, voir PIZZORUSSO (Alessandro), *L'organizzazione della giustizia*, *op. cit.*, pp. 109-112.

Giancarlo Caselli (MD) au grade de conseiller de cour d'appel. L'organe évalue de manière enthousiaste le travail de Giancarlo Caselli et fait à travers lui l'éloge de l'ensemble de l'expérience judiciaire des deux *pools* turinois, puisqu'en effet son avis mêle en permanence les considérations sur les *pools* turinois en général à celles sur le magistrat de MD en particulier :

« Récemment, une équipe de magistrats, dont faisait partie le dott. Caselli, s'est imposée à l'attention des dirigeants de la Cour d'Appel et du Tribunal de Turin ainsi qu'aux professionnels du droit pour la conduite d'une instruction vaste et délicate ; instruction qui s'est conclue par le renvoi en jugement de différentes personnes mises en examen appartenant aux "Brigades Rouges" et à l'organisation "Prima Linea". *La période de plus de dix ans [de Caselli] au cabinet d'instruction du tribunal de Turin s'insère en réalité dans l'histoire judiciaire du terrorisme elle-même en un point important, i.e. la ville de Turin ; et elle en reflète de manière remarquable, la chronique de lutte, de réaction et d'engagement d'une magistrature qui a pris conscience de la menace liée à l'activité des divers groupes terroristes, et effectue sans relâche un travail d'analyse et de répression* »<sup>79</sup>.

De même ne s'étonnera-t-on pas du caractère unitaire des éloges funèbres des deux dirigeants des *pools*, le procureur de la République Bruno Caccia, assassiné par la mafia en juillet 1983, et le dirigeant de l'instruction Mario Carassi, qui meurt peu après. Les magistrats anti-terroristes, en évoquant chacun le rapport particulier qu'ils ont eu non seulement avec leur dirigeant, mais aussi avec celui de l'autre *pool*, signent une fois encore l'*unité* de leur expérience. Le substitut Marcello Maddalena souligne ainsi ses « rapports exceptionnels » avec le procureur de la République ; mais il évoque également le dirigeant du cabinet d'instruction, « Mario Carassi, une personne à laquelle aussi bien Caselli que moi sommes très liés, puisque nous avons été "ses" juges d'instruction »<sup>80</sup>. D'une manière analogue, le juge d'instruction Giancarlo Caselli rappelle non seulement « la chance [qu'il a eue] de travailler aux côtés du conseiller Carassi », cet « homme extraordinaire » qui fut « [son] "chef" », mais aussi « la rencontre avec Bruno Caccia », qui fut d'une

---

<sup>79</sup> Avis du conseil judiciaire pour la nomination de Giancarlo Caselli au grade de conseiller de cour d'appel, 28 décembre 1980, cité in CSM, « Estratto del verbale della seduta antimeridiana del 17 dicembre 1992 relativo al conferimento dell'ufficio direttivo di Procuratore della Repubblica presso il tribunale di Palermo al dott. Giancarlo Caselli », *Notiziario Csm*, n°9, 1993, pp. 97-115, p. 105.

<sup>80</sup> MADDALENA (Marcello), « Una magistratura autonoma e indipendente », *op. cit.*, p. 99.

« importance fondamentale dans [son] expérience professionnelle », par « sa conduite et son enseignement »<sup>81</sup>.

De même, depuis l'assassinat du procureur Bruno Caccia, nombre des anciens membres du *pool* du parquet mais aussi de l'instruction emportent avec eux dans leurs différentes affectations son portrait, qui figure en bonne place dans leur bureau<sup>82</sup>. Et dès 1984, les membres des *pools* créent un prix « Bruno Caccia » attribué aux deux meilleurs candidats piémontais au concours de la magistrature, et que Marcello Maddalena est chargé de remettre<sup>83</sup>.

Sans doute faut-il également voir dans le fait que les magistrats des deux *pools* revendiquent l'appartenance à une seule et même génération un indice supplémentaire du travail de constitution d'un sens unifié de l'expérience judiciaire turinoise. Les éloges des deux dirigeants évoquent ainsi le « poids absolument décisif [qu'ils ont joué] dans l'orientation et dans la formation professionnelle de nombreux magistrats turinois de [leur] génération »<sup>84</sup>. De même on lit, au sujet de Bruno Caccia, « il faut rappeler avant tout que (...) il préférait collaborer avec les jeunes, et pour un motif simple : les jeunes se *laissent former* plus facilement »<sup>85</sup>. « Comme tout vrai chef d'un parquet important comme celui de Turin, il avait transmis son empreinte personnelle à tout le parquet qu'il dirigeait non seulement sur le terrain des idées et de la morale, mais aussi sur celui de l'efficacité

---

<sup>81</sup> CASELLI (Giancarlo), « La cultura della giurisdizione », *op. cit.*, p. 118-119. Ce même magistrat appelle ces deux dirigeants « mes aînés », CASELLI (Giancarlo), cité in GALANTE GARRONE (Alessandro), « Prefazione », in BAFFONI (Ettore), TESSANDORI (Vincenzo), *Il procuratore Giancarlo Caselli*, *op. cit.*, pp. 9-14, p. 13.

<sup>82</sup> On a pu le constater par nous-mêmes dans les bureaux de deux des anciens juges d'instruction du *pool* – Maurizio Laudi et Mario Vaudano – que nous avons interviewés. Dans leur ouvrage sur Giancarlo Caselli, Ettore Baffoni et Vincenzo Tessandori notent également que Giancarlo Caselli a accroché un portrait de Bruno Caccia dans son bureau de procureur de la République de Palerme, in BAFFONI (Ettore), TESSANDORI (Vincenzo), *Il procuratore Giancarlo Caselli*, *op. cit.*, p. 201.

<sup>83</sup> MADDALENA (Marcello), « Dalle sezioni e sottosezioni. Notizie di vita associativa », *La magistratura*, n°1, janv.-mars 1985, p. 7.

<sup>84</sup> CASELLI (Giancarlo), « La cultura della giurisdizione », *op. cit.*, p. 118.

<sup>85</sup> MADDALENA (Marcello), « Una magistratura autonoma e indipendente », *op. cit.*, p. 104 (souligné dans le texte).

opérationnelle » ajoute un autre magistrat turinois<sup>86</sup>. « Tous deux [Caccia et Carassi] ont formé une génération de magistrats à une morale laïque, rigoureuse et inflexible » indique encore l'un des premiers membres des *pools*, Luciano Violante<sup>87</sup>. C'est ainsi une seule et même empreinte que revendiquent les anciens membres du *pool*.

On le voit, c'est bien un patrimoine collectif unique qui se constitue réunissant l'ensemble des enquêtes judiciaires anti-terroristes. En disposant ainsi d'un stock *unique* et constamment entretenu par de nouvelles enquêtes en la matière, l'entreprise judiciaire turinoise peut échapper aux conditions précaires d'exercice de l'expertise judiciaire.

## **B/ Les nouvelles conditions d'exercice de l'expertise judiciaire**

Dans ce cadre où l'expérience est « spontanément » interprétée de manière convergente, les *pools* offrent, du fait des conditions spécifiques d'accumulation de capital d'expérience qu'ils permettent, la possibilité de dépasser les contraintes de l'exercice de l'expertise judiciaire identifiées plus haut.

### **1- Les *pools* turinois comme expertise continue**

Dès lors que le sens que l'expérience judiciaire est interprété de manière convergente par les membres des deux *pools*, on peut parler d'une entreprise

---

<sup>86</sup> NEPPI MODONA (Guido), « Vendetta dei contropoteri criminali », *Rinascita*, n°27, 8 juillet 1983, pp. 10-11, p. 10. Sans être membre d'un des *pools*, Guido Neppi Modona est jusqu'en 1976 magistrat au tribunal de Turin et –comme on le verra plus loin dans ce chapitre– est étroitement associé à la mise en exergue de l'expérience judiciaire turinoise.

judiciaire *collective* en ce sens que les magistrats turinois gèrent un *fonds* d'expériences judiciaires qui rassemble les enquêtes judiciaires de tous les magistrats anti-terroristes de Turin. Ce patrimoine collectif se trouve en permanence réactualisé par l'apport des nouvelles expériences judiciaires de chacun des membres des *pools*. Dans le même temps, chaque magistrat des *pools* est légitimé, par son appartenance même au groupe, à invoquer ce patrimoine dont il est –à l'instar de chacun de ses collègues- le dépositaire. En d'autres termes, il dispose d'un droit de tirage permanent sur ce patrimoine commun et accède, par le fait, à une expertise judiciaire qui se fonde non plus sur *une* enquête judiciaire *achevée*, mais sur un patrimoine *constamment réactualisé* qui rassemble une grande diversité d'enquêtes judiciaires sur le phénomène terroriste.

On retrouve ainsi, bien que sous des espèces très différentes, la dynamique d'accumulation de capital caractéristique des « familles intégrées » telle qu'elles ont pu être analysées, où chacun apporte la contribution de ses propres ressources et peut bénéficier en retour du volume total des ressources dont disposent collectivement l'ensemble de ses membres<sup>87</sup>. L'appartenance à un « *pool* intégré » comme celui de Turin assure ainsi à chacun l'accès à une expertise judiciaire qui se fonde non seulement sur son apport personnel mais sur les apports cumulés des membres du groupe. Cette dynamique d'accumulation de capital d'expérience judiciaire concerne également –mais nous étudierons plus précisément ce point dans la section III- les ressources sociales des différents membres des *pools* dont la mise en commun démultiplie les lieux de l'espace public et les possibilités de valoriser le travail effectué. Ainsi, on ne comprend pas que les *pools* de Turin –mais également plus tard les *pools* de Palerme- aient pu devenir un « tremplin » pour un si grand nombre de leurs membres qui occupent aujourd'hui des positions clef dans l'institution judiciaire, si l'on ne rend pas compte de cet avantage structurel

---

<sup>87</sup> VIOLANTE (Luciano), « Prefazione », in SANLORENZO (Dino), *Gli anni spietati, op. cit.*, p. I-II.

dont ils bénéficient dans la mise en valeur des « accomplissements » et des « leçons » de leurs enquêtes par rapport aux entreprises judiciaires *individuelles*.

Dès lors, on ne sera pas surpris alors que les magistrats turinois identifient la nouveauté et l'efficacité même de leur travail dans le mode d'organisation *collectif* des enquêtes judiciaires qui les distingue d'autres types d'entreprises judiciaires. On peut s'en convaincre en lisant la profession de foi suivante de Giancarlo Caselli :

« Précisément sur la base de cette expérience vécue [le pool de Turin], je serai toujours fermement convaincu de la nécessité que tous ceux qui font le même type d'enquêtes intègrent de manière réciproque leurs propres acquisitions. On ne peut se permettre le luxe de délaisser des pistes d'enquête sous prétexte qu'existent des compartiments étanches, des séparations, et des canaux de communications »<sup>89</sup>.

Le même magistrat distinguera désormais entre son instruction contre les « chefs historiques » des Brigades Rouges, qui constitue « encore une enquête de type traditionnel », et « l'invention d'un nouveau modèle de travail (...) d'un nouveau système »<sup>90</sup>. Comme l'indique dès 1982 un juge d'instruction du *pool*, les enquêtes « traditionnelles » ont montré leurs limites :

« L'histoire des années qui suivront et celle présente (avec les exemples des procès les plus récents en matière de terrorisme), confirmera l'incisivité réduite des enquêtes conduites seulement avec les techniques et les modalités d'enquête "traditionnelles" et "classiques", même si celles-ci restent nécessaires et utiles »<sup>91</sup>.

Ces conditions spécifiques d'accumulation de capital d'expérience ne sont pas sans affecter l'exercice de l'expertise judiciaire. De fait, dans la mesure où les *pools* sont des structures spécialisées dans la gestion d'un type de contentieux, le patrimoine d'expérience qui se constitue se trouve constamment réactualisé par l'assignation aux deux équipes de magistrats des nouvelles enquêtes qui ne manquent pas d'émerger en la matière, dans une région comme le Piémont où les attentats des groupes terroristes d'extrême-gauche sont presque quotidiens à la fin des années 1970. A l'inverse des entreprises individuelles dont on a analysé plus

---

<sup>88</sup> Sur ce point, BOURDIEU (Pierre), BOLTANSKI (Luc), DE SAINT MARTIN (Monique), « Les stratégies de reconversion. Les classes sociales et le système d'enseignement », *Informations sur les sciences sociales*, n°5, octobre 1973, pp. 61-113, pp. 86-87.

<sup>89</sup> CASELLI (Giancarlo), « La cultura della giurisdizione », *op. cit.*, p. 120.

<sup>90</sup> *Ibid.*, p. 119.

<sup>91</sup> GIORDANA (Franco), cité in SANLORENZO (Dino), *Gli anni spietati*, *op. cit.*, p. 265.



haut la nature discontinue du magistère, les *pools* turinois disposent dès lors d'une expertise continue puisqu'aussi bien leurs structures sont en permanence à l'œuvre. Dans la mesure où les enquêtes judiciaires anti-terroristes se succèdent, tout se passe comme si la procédure judiciaire, c'est-à-dire l'accès au mode de connaissance spécifiquement judiciaire des phénomènes sociaux, ne s'interrompait plus. En d'autres termes, parce que le travail d'acquisition de preuves (interrogatoires, perquisitions...) en vue de la connaissance judiciaire ne prend jamais fin, l'entreprise judiciaire peut toujours intervenir sous sa forme spécifique. N'ayant plus à subir le déclassement que subit l'expertise judiciaire avec l'achèvement de l'enquête judiciaire, les magistrats des *pools* peuvent invoquer de manière continue un point de vue exclusif –parce que couvert par le secret d'instruction- sur le phénomène terroriste<sup>92</sup>.

Ainsi, à l'inverse de la petite entreprise d'expertise menée par un juge (juge d'instruction ou substitut) sur la base d'un seul et unique procès, on a vu que par bien des aspects, le *pool* offre la possibilité de dépasser les limites objectives de l'entrepreneuriat judiciaire. En tant que structures spécialisées et permanentes, leur connaissance du terrorisme n'est plus intermittente et périssable, mais est au contraire durable. Mais si leur expertise du phénomène n'est plus circonscrite dans le temps (tant que dure le phénomène terroriste lui-même<sup>93</sup>), elle reste limitée par le caractère circonscrit *dans l'espace* du travail d'enquête mené exclusivement dans le cadre d'une circonscription judiciaire.

## 2- La formation d'une expertise *nationale*

L'invocation par les juges turinois d'une connaissance *générale* du phénomène terroriste sur la base d'enquêtes menées localement s'avère difficile, tout à la fois face aux expertises concurrentes qui exercent leur juridiction à un

---

<sup>92</sup> Sur le mode de connaissance judiciaire des phénomènes sociaux, voir nos remarques en début de ce chapitre.

niveau national (journalistes, historiens, sociologues...) et face à la haute magistrature et aux élites syndicales<sup>94</sup> qui peuvent invoquer une représentativité nationale. Dans ce cadre, le travail de coordination des diverses enquêtes judiciaires menées sur l'ensemble du territoire italien contre les groupes terroristes, engagé notamment à l'initiative des *pools* turinois, peut s'analyser comme un investissement pour la constitution d'une expertise *nationale* du phénomène terroriste. En cherchant à coordonner sur l'ensemble du territoire leurs enquêtes judiciaires, ils se donnent en effet les moyens de constituer un patrimoine d'expérience national du terrorisme au nom duquel ils peuvent tout à la fois exercer une expertise *générale* sur ce phénomène criminel, et se faire les interlocuteurs du gouvernement -court-circuitant ainsi les autres instances de représentation du corps judiciaire.

#### a) Coordonner les enquêtes judiciaires au niveau national

Le caractère géographiquement limité du capital d'expérience judiciaire accumulé est en effet susceptible de fragiliser la capacité des *pools* turinois à invoquer de manière durable une expertise nationale sur le phénomène terrorisme. Mais il menace encore davantage les entreprises judiciaires *individuelles* qui se développent dans d'autres tribunaux en la matière, et qui ne bénéficient pas de la mise en commun des expériences judiciaires que rend possible le travail en équipe. C'est d'ailleurs précisément sur la base de ce constat d'une fragmentation géographique des enquêtes que, dès 1978, se fédère un petit nombre d'entreprises judiciaires anti-terroristes. Les quatre magistrats anti-terroristes qui se réunissent pour la première fois dans une caserne de carabinieri de Milan forment le premier noyau qui décide de s'échanger informations et actes judiciaires disponibles sur les groupes terroristes présents dans leur ressort judiciaire. On trouve parmi eux un

---

<sup>93</sup> Sur ce point, voir les développements *infra* au chapitre 3, Partie II.

<sup>94</sup> Sur cette double concurrence -interne et externe- à laquelle doivent faire face les magistrats anti-terroristes, voir nos développements *supra*.

juge du *pool* turinois, Giancarlo Caselli, deux substituts florentins, Gabriele Chelazzi et Pier Luigi Vigna, et un magistrat milanais, Armando Spataro<sup>95</sup>. A la première occasion où ce groupe se réunit publiquement, ils déplorent ainsi :

« L'éclatement des compétences à connaître des actions terroristes sur le territoire [qui est] tel qu'au sein de la même région, ou carrément dans la même section judiciaire, un juge ne sait pas ce que fait l'autre juge, qui travaille éventuellement sur des attentats revendiqués par la même organisation subversive, et réalisés en usant des mêmes moyens »<sup>96</sup>.

En l'absence de coordination entre les magistrats, chacun ne dispose que d'une image parcellaire du phénomène criminel et ne peut, de ce fait, invoquer facilement une approche compréhensive du terrorisme :

« Nous avons des milliers et des milliers de pages d'interrogatoires, non seulement à Turin mais aussi à Bergame, à Milan, à Florence, à Rome, à Naples, en Vénétie et dans d'autres villes. Des milliers et des milliers de pages d'interrogatoires dans lesquelles c'est l'histoire des formations terroristes qui est faite. Ce sont des pages qui devraient être lues ensemble et être toutes mémorisées (...) pour ne pas que l'on soit contraint -comme cela est le cas actuellement- de faire la course au renseignement, de passer le coup de fil à un ami ou à un collègue pour savoir s'il sait ou se souvient de quelque chose au sujet de X ou de Y, pour savoir si dans ses mille pages il n'y aurait pas quelque chose qui pourrait servir à compléter mes mille pages »<sup>97</sup>.

De la sorte, « il y a tout un patrimoine -désormais immense- d'acquisitions, de connaissances perdues »<sup>98</sup>. Dans ces conditions, la mise en commun, l'échange et la circulation d'informations et de connaissances paraissent d'autant plus nécessaires à leurs yeux que le terrorisme se joue des frontières qu'impose la procédure judiciaire, et singulièrement du caractère circonscrit des champs de compétence et des domaines géographiques d'intervention. Les magistrats anti-terroristes cherchent alors à construire la nécessité de leur coordination comme

---

<sup>95</sup> Outre Giancarlo Caselli qui enquête avec le *pool* turinois sur les Brigades rouges et *Prima Linea*, les substituts Pier Luigi Vigna et Gabriele Chelazzi mènent alors au tribunal de Florence des enquêtes tout à la fois sur les groupes terroristes d'extrême-droite -notamment dans le cadre du procès contre l'organisation *Ordine Nuovo* pour l'homicide du juge romain Vittorio Occorsio- et sur les groupes terroristes d'extrême-gauche dans le cadre du procès contre 82 membres de *Prima Linea*. On trouve un résumé des états de service de Pier Luigi Vigna in CSM, « Estratto del verbale della seduta antimeridiana dell'8 novembre 1996 relativamente al conferimento dell'incarico direttivo di Procuratore Nazionale Antimafia », *Notiziario CSM. Verbali Consiliari*, 1997.

Enfin, le substitut milanais Armando Spataro mène avec le juge d'instruction Emilio Alessandrini, une enquête sur les attentats de *Prima Linea* en Lombardie.

<sup>96</sup> V. *Critica sociale*, « La minaccia del terrorismo allo stato libero di diritto : mezzi di difesa », n°10, 25 mai 1979, pp. 38-48, p. 45.

<sup>97</sup> CASELLI (Giancarlo), in Sezione Veneta dell'ANM, *Crisi delle istituzioni giudiziarie*, Venise, Marsilio, 1982, pp. 237-238.

<sup>98</sup> CASELLI (Giancarlo), *Ibid.*

une réponse au caractère *organisé* de la criminalité, comme par un jeu de miroir avec les structures et les caractéristiques mêmes de celle-ci :

« Pour réussir à vaincre (ou pour le moins à contenir) la criminalité organisée dans ses diverses manifestations, il est nécessaire d'opposer une organisation à une organisation »<sup>99</sup>.

« Le terrorisme représente un phénomène *nouveau* (...), [un] phénomène face auquel on ne peut – je pense – refuser par *a priori* la recherche, ou au moins l'expérimentation, de quelque chose d'également *nouveau* (...), une expérimentation de nouvelles formes de réponses et de renforcement des appareils »<sup>100</sup>.

« Les [autres] magistrats ne percevaient pas que, face à la criminalité organisée, ils devaient eux aussi s'organiser. Dans la criminalité organisée, comme vous le savez, on échange des informations, on agit selon un plan préétabli ; la criminalité organisée n'est pas individualiste comme le magistrat. *Les magistrats ont compris ensuite qu'ils devaient opposer à l'organisation de la criminalité l'organisation de leur action, et donc coopérer* »<sup>101</sup>.

Tout se passe alors comme si, en insistant sur certaines des caractéristiques du terrorisme –notamment son caractère national et organisé–, ces magistrats s'attachaient à construire, en creux, la nécessité du nouveau modèle d'organisation du travail judiciaire, et tout particulièrement le caractère inéluctable de la coordination du travail judiciaire au niveau national.

#### b) Un « cartel » des entreprises judiciaires anti-terroristes

Sur ces prémisses, des rencontres informelles régulières entre magistrats engagés dans les enquêtes judiciaires en matière de terrorisme d'extrême-gauche se développent entre 1978 et 1984, à l'initiative de juges des tribunaux de Turin, Milan et Florence<sup>102</sup>, de manière à exercer un suivi permanent du terrorisme, et des enquêtes engagées sur l'ensemble du territoire :

---

<sup>99</sup> CASELLI (Giancarlo), « La cultura della giurisdizione », *op. cit.*, p. 124.

<sup>100</sup> CASELLI (Giancarlo), in CSM, « Iniziative giudiziarie e lotta alla criminalità organizzata », *op. cit.*, p. 163 (souligné dans le texte).

<sup>101</sup> VIGNA (Pier Luigi), entretien, Rome, 13 octobre 1997.

<sup>102</sup> Quatre juges forment le premier noyau qui se réunit dans une caserne de carabinieri à Milan : Pier Luigi Vigna et Gabriele Chelazzi, tous deux substituts près le tribunal de Florence, Armando Spataro, substitut près le tribunal de Milan, et Giancarlo Caselli, juge d'instruction au tribunal de Turin.

« Avec des moyens absolument banals, on a organisé des rencontres périodiques qui se déroulaient dans les moments les plus chauds, à périodicité même mensuelle et puis, en fonction des circonstances elles pouvaient avoir une fréquence moindre (...). *Nous avons résolu de la sorte des problèmes qui pouvaient entraîner de grosses difficultés dans la gestion des procès, du fait de la compétence territoriale [de chaque juge] ; ainsi, nous cherchions à nous mettre d'accord pour éviter les conflits de compétence.* Le BR étaient dans toute l'Italie. En enquêtant sur certains délits à Turin, et en accusant certaines personnes de faire partie de groupes armés, cette accusation se superposait à celle dont pouvaient faire l'objet les mêmes personnes dans une autre région (...). *Cela aurait été dramatique si nous n'avions pas trouvé une ligne d'entente consensuelle quand il y avait une dizaine de parquets et cabinets d'instruction qui géraient les enquêtes en la matière* »<sup>103</sup>.

« La nécessité se fit jour d'un échange systématique, non occasionnel ou sporadique, d'informations (au niveau national), qui permettrait de connaître le phénomène dans toutes ses articulations. Des rencontres périodiques furent organisées entre magistrats enquêteurs des différents tribunaux (il s'agissait toujours de magistrats enquêteurs, et on ne faisait jamais participer les magistrats juges, pour des raisons évidentes de respect des différentes compétences) »<sup>104</sup>.

« A ce moment, nous magistrats qui menions des enquêtes sur le terrorisme, pensions que nous devions nous relier ; le code [de procédure pénale] ne prévoyait pas alors –comme il le fait en revanche aujourd'hui– des formes de conduite conjointe des enquêtes, alors nous avons donné vie à cette première forme. Ce groupe de magistrats se développa progressivement, et arriva à un nombre maximum de 36 magistrats de toute l'Italie. *Nous commençâmes à nous revoir périodiquement une à deux fois par mois, pour confronter nos enquêtes, pour échanger les actes ; parfois nous faisions des interrogatoires conjoints entre magistrats de différents tribunaux* »<sup>105</sup>.

De fait, le premier noyau de quatre magistrats s'étoffe progressivement avec l'apport de juges issus d'autres tribunaux, et porteurs de ce fait d'autres enquêtes judiciaires sur les mêmes groupes terroristes (essentiellement les Brigades Rouges et *Prima Linea*), pour atteindre le nombre maximum de 36 magistrats en 1984<sup>106</sup>. Par le biais de « l'intégration croisée (dans un cadre unitaire d'ensemble) de tous les éléments acquis dans le cours de chacune des enquêtes séparées »<sup>107</sup>, c'est bien une image unifiée du terrorisme que les magistrats anti-terroristes entendent désormais revendiquer. Grâce à cette agrégation, par le biais de réunions régulières, des expériences des principales entreprises judiciaires en la matière (qu'elles soient individuelles –à la manière de Pier Luigi Vigna– ou collectives –à l'instar des *pools*

<sup>103</sup> LAUDI (Maurizio), entretien, Turin, 8 novembre 1996.

<sup>104</sup> CASELLI (Giancarlo), « La cultura della giurisdizione », *op. cit.*, p. 120.

<sup>105</sup> VIGNA (Pier Luigi), entretien, Rome, 13 octobre 1997.

<sup>106</sup> Sur ce point voir l'histoire que retrace alors Giancarlo Caselli des réunions de ce groupe in ROSSANDA (Rossana), « Quei giudici speciali. Giancarlo Caselli, magistrati a Torino, parla dell'emergenza », *Il Manifesto*, 14 février 1985, p. 3.

<sup>107</sup> CASELLI (Giancarlo), « La cultura della giurisdizione », *op. cit.*, p. 124.

turinois), il devient possible pour chacun de contourner les limites objectives de sa propre entreprise, et de venir actualiser ses connaissances sur les dernières enquêtes en cours, les nouveaux problèmes posés par les groupes terroristes et, par le fait, d'actualiser son propre capital d'expérience.

La mise en commun des informations et des connaissances judiciaires respectives du phénomène terroriste et les premières formes de coordination des enquêtes elles-mêmes (par le biais d'interrogatoires menés en commun), peuvent dès lors s'analyser comme la constitution d'un patrimoine *national* d'expérience judiciaire auquel les magistrats anti-terroristes viennent « se ressourcer » régulièrement par le biais de ces rencontres. On s'explique alors l'insistance mise sur la perpétuation d'un « *flux continu d'informations et de données entre les différentes enquêtes de terrorisme qui se [déroulent] dans toute l'Italie* »<sup>108</sup>.

Sans doute faut-il comprendre dans ce cadre que ces mêmes magistrats anti-terroristes italiens revendiquent la constitution d'une banque de données judiciaires nationales unique rassemblant les actes judiciaires de tous les procès en matière de terrorisme.

---

<sup>108</sup> *Ibid.*

#### Tableau n°4 : La banque nationale de données judiciaires sur le terrorisme

La principale revendication du groupe des magistrats anti-terroristes, répétée inlassablement à chacune de leurs réunions ainsi que dans chacun des articles qu'ils publient<sup>109</sup>, est la constitution d'une banque nationale de données qui réunirait dans une mémoire unique l'ensemble des actes judiciaires (et, tout particulièrement, les dépositions des « repentis ») concernant le terrorisme.

Les promoteurs de ce projet entendent constituer les conditions d'une connaissance *judiciaire* unifiée des groupes terroristes, en créant un fonds unique qui pourrait « emmagasiner et cataloguer les données qui ont émergé des vérifications de la police, et celles qui ressortent des enquêtes d'instruction effectuées par les magistrats »<sup>110</sup>. Il s'agit de constituer un patrimoine codifié d'expériences dans lequel tout juge engagé dans une enquête en la matière puisse venir puiser des informations pour ses propres enquêtes, sans subir les contraintes du découpage géographique et matériel des compétences judiciaires.

Dans la mesure où chaque juge anti-terroriste italien serait tenu d'y déposer le fruit de ses enquêtes, la banque de données offrirait l'accès à un patrimoine d'expériences judiciaires constamment réactualisé et enrichi par de nouveaux apports. Dès lors, la « collectivisation » des expériences judiciaires qu'elle organiserait permettrait à ceux qui viennent s'y « ressourcer » de revendiquer constamment l'accès à un point de vue national sur le phénomène terroriste.

#### c) Un nouvel interlocuteur du gouvernement

La constitution d'un patrimoine national d'expériences judiciaires sur le terrorisme va de pair avec la prise de parole par les magistrats anti-terroristes dans l'espace public. Les rencontres de ces derniers sont en effet indissociablement un lieu d'échanges d'informations et d'expériences du phénomène terroriste et

<sup>109</sup> Voir ainsi l'expression de cette revendication dans la « charte » de Canedabbia, publiée en 1979, in *Critica sociale*, « La minaccia del terrorismo allo stato libero di diritto : mezzi di difesa », *op. cit.*, p. 45. Comme l'indique Giancarlo Caselli, « une *coordination effective et réelle* ne peut se réaliser qu'avec la banque de données », CASELLI (Giancarlo), in Sezione Veneta dell'ANM, *Crisi delle istituzioni giudiziarie*, *op. cit.*, p. 240.

<sup>110</sup> Voir *Critica sociale*, « La minaccia del terrorismo allo stato libero di diritto : mezzi di difesa », *op. cit.*, p. 45.

l'occasion de prises de position, non seulement sur la nature de la menace terroriste, mais aussi sur les nécessaires solutions législatives.

Ainsi, à l'occasion d'un colloque organisé par la Fondation Adenauer fin 1978 sur l'analyse comparée des terrorismes allemand et italien, les magistrats italiens conviés<sup>111</sup> publient ce que la presse baptisera la « charte de Canedabbia », du nom de la commune où se tient la réunion. On trouve ainsi dans ce texte tout à la fois une analyse du terrorisme et des propositions sur les « moyens de défense » nécessaires pour combattre celui-ci<sup>112</sup>.

A d'autres occasions, le groupe prendra position sur l'actualité du terrorisme, adressant « ordres du jour » et pétitions aux représentants de l'Etat, président de la République en tête. Un des organisateurs de ces rencontres se souvient ainsi :

« de la rencontre organisée par le CSM dans son siège de l'avenue Trastevere au moment de graves faits de sang qui avaient touché la famille de repentis, pour voir ce qui pouvait être fait pour protéger ces familles, le plus souvent totalement innocentes. *La rencontre qui fut très importante et se conclut avec un très bel ordre du jour, rédigé en collaboration entre d'autres par le collègue Imposimato, dans lequel il était demandé au pouvoir législatif une intervention rapide* pour qu'il approuve des normes claires sur les bénéfices à accorder aux repentis, et sur la protection à accorder à ceux-ci et à leurs familles »<sup>113</sup>.

Un autre participant de ces réunions raconte également :

« Ce groupe de magistrats se mit en contact avec le ministre de la justice de l'époque –qui était le ministre Morlino- pour lui présenter les exigences législatives d'organisation qui étaient nécessaires pour réussir à mieux opérer contre la criminalité organisée. Je me souviens qu'il y eut une grande innovation. Le ministre Morlino fit en sorte que chaque parquet ait son téléphone – avant il n'y avait pas de ligne téléphonique individuelle, il y avait seulement un standard- et les magistrats indiquèrent au ministre les interventions sur la législation qu'ils considéraient opportunes. On y allait, on se voyait de temps en temps au ministère »<sup>114</sup>.

---

<sup>111</sup> Bien qu'on ne dispose pas de la liste des magistrats ayant pris part à la rencontre de Canedabbia, on sait que Pier Luigi Vigna, Piero Calogero et Emilio Alessandrini (qui sera assassiné quelques mois plus tard) y étaient présents.

<sup>112</sup> Voir le texte de la « charte », in *Critica sociale*, « La minaccia del terrorismo allo stato libero di diritto : mezzi di difesa », *op. cit.*, pp. 38-48.

<sup>113</sup> ROSSI (Ugo), in CSM, « Ricerca, acquisizione e valutazione della prova », *Quaderni del Consiglio superiore della magistratura*, n°5, 1986, pp. 205-208, p. 205.

<sup>114</sup> VIGNA (Pier Luigi), entretien, Rome, 13 octobre 1997.



Le groupe devient ainsi un véritable groupe de pression qui intervient dans l'espace public au nom de son expérience judiciaire et remet ainsi *de facto* en cause le monopole que détenaient jusque là la hiérarchie judiciaire et les élus syndicaux sur les contacts avec le monde politique.

On a jusqu'à présent évoqué, au travers de l'étude des *pools* turinois et du travail de coordination des entreprises judiciaires au niveau national, les conditions dans lesquelles le mode de connaissance judiciaire acquiert en matière de terrorisme une forme nationale et durable, à Turin puis plus généralement en Italie. Cette analyse ne constitue néanmoins qu'un préalable. L'entreprise judiciaire turinoise ne s'impose pas comme une expérience judiciaire incontournable –on dira saillante- et édifiante sans le travail d'intéressement d'acteurs sociaux divers qui lui permettent de passer outre l'illégitimité interne initiale d'enquêtes judiciaires menées par des juges de première instance. En d'autres termes, ce que l'on pourrait appeler -pour filer la métaphore de l'entreprise- l'accumulation primitive de capital qui permet à l'entreprise turinoise de se constituer est le fruit de la mobilisation de ressources non judiciaires. Dès lors, pour comprendre sa formation, il convient également d'évoquer la configuration locale et nationale dans lequel les *pools* turinois émergent, et les types de ressources qu'ils peuvent mobiliser dans ce cadre.

### **Section III : La constitution de l'exemplarité de l'expérience judiciaire turinoise**

Les éléments que nous avons identifiés comme caractéristiques des entreprises judiciaires anti-terroriste de Turin ne suffisent pas, seuls, à expliquer l'exemplarité qu'elles acquièrent rapidement. Les enquêtes judiciaires turinoises des

deux *pools* ne se voient pas imputer un caractère édifiant par le simple fait de combattre le terrorisme, puisqu'aussi bien, entre toutes les enquêtes en la matière, seules certaines accèdent à ce statut d'exemplarité. On peut pour s'en convaincre considérer le cas des *pools* du tribunal de Rome spécialisés dans la lutte contre le terrorisme d'extrême-droite qui, bien que leurs enquêtes judiciaires aient été également louées pour leur efficacité dans le démantèlement des groupes terroristes, n'ont jamais accédé à une telle position d'expert<sup>115</sup>.

L'importance particulière du terrorisme d'extrême-gauche à Turin<sup>116</sup> ne saurait pas non plus tenir lieu d'explication. Certes, les groupes terroristes sont parvenus au milieu des années 1970 à y établir une implantation qu'ils n'obtiendront nulle part ailleurs (si ce n'est à Milan<sup>117</sup>) ; mais ce constat, s'il constitue assurément un cadre favorable à l'émergence d'entreprises spécifiques orientées vers la lutte contre le terrorisme, ne suffit pas à rendre compte de leurs formes et de l'émergence de ceux qui en deviennent les principaux acteurs.

On cherche dès lors à montrer que l'exemplarité des *pools* turinois est indissociable de la manière dont leur travail *devient* intéressant pour des acteurs judiciaires et non judiciaires, au niveau local et national, et notamment pour le réseau des « juristes communistes turinois » auquel nombre des magistrats des *pools* appartiennent, et qui contribue à la constitution de la saillance nationale de l'expérience judiciaire turinoise. La mise en évidence de ce processus suppose l'analyse préalable de la formation de ce réseau et de sa position particulière à l'interface du local et du national d'une part, et du politique, du judiciaire et de l'université d'autre part.

---

<sup>115</sup> CAPALDO (Giancarlo), d'AMBROSIO (Loris), GIORDANO (Pietro), GUARDATA (Michele), MACCHIA (Alberto), « L'eversione di destra a Roma dal 1977 al 1983: spunti per una ricostruzione del fenomeno », in BORRACETTI (Vittorio, dir.), *Eversione di destra, terrorismo, stragi. I fatti e l'intervento giudiziario*, Milan, Franco Angeli, 1986, pp. 198-244, pp. 225-233.

<sup>116</sup> Entre 1969 et 1982, 323 attentats (26 morts et 48 blessés) sont ainsi perpétrés dans la région, revendiqués par 73 groupes pour la plupart d'extrême-gauche. Sur ce point, voir les chiffres cités in SANLORENZO (Dino), *Gli anni spietati*, op. cit., p. 1.

## A/ Le réseau des « juristes communistes turinois »

Dès le début des années 1970 se constitue à Turin, à l'intersection du PCI, des courants de gauche de la magistrature et de la faculté de droit, un groupe de juristes rassemblés notamment autour de la commission Justice du parti communiste dans le Piémont. Dans la configuration politique particulière piémontaise et nationale, il s'impose rapidement comme la cheville ouvrière de la nouvelle politique anti-terroriste du PCI.

### 1- Un réseau local

On peut sans doute identifier la formation de ce réseau dans les mobilisations communes de magistrats de *Magistratura Democratica* et d'élus communistes piémontais. Au tournant des années 1960-1970, en plein cœur de la vague de mouvements contestataires, s'engage en effet une collaboration étroite pour dénoncer ensemble la « répression judiciaire du mouvement social »<sup>117</sup> ainsi que les poursuites disciplinaires dont font l'objet de nombreux magistrats turinois de MD pour leurs prises de position ou pour leur participation à des manifestations<sup>119</sup>.

---

<sup>117</sup> L'implantation des Brigades Rouges reste ainsi jusqu'à la fin des années 1970 la plus forte à Milan et à Turin ; sur ce point voir CASELLI (Giancarlo), DELLA PORTA (Donatella), « La storia delle Brigate Rosse : strutture organizzative e strategie d'azione », *op. cit.*, pp. 170-176.

<sup>118</sup> Sur la dénonciation de la répression judiciaire, voir l'ouvrage issu de la collaboration entre le député communiste, Ugo Spagnoli et un magistrat de MD dès 1970 : SPAGNOLI (Ugo), AMBROSINI (Giangiulio), *Rapporto sulla repressione*, Rome, Riuniti, 1970. Les auteurs citent notamment un texte publié en 1970 par l'Association des juristes démocrates de Turin (proche du PCI), qui indique que « le pouvoir judiciaire n'a pas seulement accumulé un nouveau retard dans la compréhension des phénomènes économiques et sociaux, mais il s'est en partie rangé ouvertement du côté des centres de pouvoir économique plus archaïques, favorisant une répression systématique et unidirectionnelle », cité in SPAGNOLI (Ugo), AMBROSINI (Giangiulio), *ibid.*, p. 11. Voir également les articles de Ugo Spagnoli dans *Rinascita*, notamment par exemple SPAGNOLI (Ugo), « Repressione a Torino », *Rinascita*, n°37, 17 septembre 1971, pp. 9-10.

<sup>119</sup> Voir sur ce point notamment le dossier constitué par la section turinoise de MD réunissant l'ensemble des poursuites disciplinaires dont font l'objet les magistrats de MD, Sezione Piemontese di MD, « Dossier sulla repressione a Torino », *Democrazia e diritto*, n°2, 1973, pp. 289-309. Edmondo Bruti Liberati évoque dans son histoire de la magistrature la poursuite disciplinaire engagée en 1973 à l'encontre de Giangiulio Ambrosini et de Guido Neppi Modona, deux figures de proue de la section turinoise de MD, pour avoir participé en 1969 à une

La formation de ce groupe, auquel se joindront ensuite des professeurs de droit et des avocats, tient avant tout à la rencontre entre un parti en pleine expansion électorale dans le Piémont et qui cherche des relais nouveaux dans les professions juridiques, et une section locale de MD marginalisée dans l'arène syndicale judiciaire. En 1975, avec la soudaine accession du PCI piémontais à la tête de la grande majorité des collectivités locales (villes, départements, région), ce réseau se voit promu à une place centrale dans la politique locale du parti.

#### a) Les magistrats turinois de MD et l'alliance avec le PCI

Un des pans essentiels de ce réseau de juristes communistes turinois est constitué par les adhérents de *Magistratura Democratica*. A l'instar de l'ensemble de MD, la section turinoise se trouve privée, au lendemain du départ d'Adolfo Beria, de la surface sociale que ce dernier avait mise à la disposition du syndicat au cours des années 1960<sup>120</sup>. A la faveur du départ de nombre des membres fondateurs du courant à Turin qui suivent Adolfo Beria, c'est une génération de jeunes juges entrés dans la magistrature (et dans MD) au cours de la seconde moitié des années 1960 qui préside à la reconstitution du courant dans le Piémont.

Le juge d'instruction Luciano Violante, qui n'est entré dans la magistrature qu'en 1967, s'impose ainsi dès la scission comme le principal leader de MD à Turin<sup>121</sup>, comme l'atteste notamment son élection au comité exécutif national à l'occasion du premier congrès du syndicat en décembre 1971. La position de cette section locale de MD reste néanmoins marginale, tant dans le district judiciaire piémontais

---

manifestation « devant le consulat d'Espagne au cours de laquelle les manifestants –environ 80- lançaient des cris d'insultes contre un chef d'Etat étranger » ; cité in BRUTI LIBERATI (Edmondo), « La magistratura dall'attuazione della Costituzione agli anni novanta », *op. cit.*, p. 54.

<sup>120</sup> Sur le départ d'Adolfo Beria de *Magistratura Democratica* et ses conséquences, voir nos développements *supra* au chapitre 2, Partie I.

<sup>121</sup> Marco Ramat note dans ses mémoires que Luciano Violante est le référent local de ceux qui contestent Adolfo Beria : le jour même de la scission du syndicat, « tirant profit du fait que De Marco et moi-même étions membres du comité directeur de l'ANM, nous avons appelé avec les téléphones de l'ANM une série d'amis de MD dans un peu toute l'Italie (par exemple Violante à Turin, Porcella à Cagliari, Mannuzzu à Sassari, Palombarini à Padoue, Greco et Pulitano à Milan) pour donner la nouvelle de la scission, et pour recommander de « tenir » la vraie MD », in RAMAT (Marco), « Gli «spiccioli» di *Magistratura Democratica* », *op. cit.*, p. 327.

qu'au sein même du syndicat. Dans un ressort judiciaire largement dominé par le courant conservateur *Magistratura Indipendente*, MD n'occupe en effet qu'une place mineure. En outre, au sein même de ce syndicat, la position de la section turinoise est marginalisée par le fait notamment de sa relative faiblesse numérique<sup>122</sup>. Cette marginalité dans l'arène syndicale se double par ailleurs du fait que ses membres occupent des positions dominées dans la hiérarchie judiciaire locale, comme l'atteste le fait que le procureur général de la cour d'appel de Turin –qui est titulaire de l'action disciplinaire– multiplie au début des années 1970 les poursuites à l'encontre des magistrats de MD pour les initiatives et mobilisations auxquels ils prennent part<sup>123</sup>.

C'est dans ce cadre que la section turinoise de MD s'engage dans un rapport étroit avec le PCI. Dans un syndicat toujours plus divisé entre les magistrats proches du parti communiste et ceux proches de la gauche « extra-parlementaire »<sup>124</sup>, la section piémontaise se fait l'avocate d'une alliance avec le PCI, comme en témoigne la communication qu'elle présente au congrès de MD de 1977 :

« Il est bon de parler clairement et de dire qu'il existe une différence importante entre notre projet et celui de la gauche dite « révolutionnaire », selon laquelle –par exemple– la démocratie représentative est la dernière forme résiduelle de la gestion du pouvoir de la vieille société (...). *Et puisque le PCI a été le seul parti de gauche qui a été en mesure, dans le cadre de sa stratégie d'ensemble, d'élaborer un projet définitif sur l'institution judiciaire, c'est précisément avec cette force politique que doit se développer un rapport spécifique* »<sup>125</sup>.

De fait, privés de ressources au sein d'une institution judiciaire où ils occupent les grades les plus modestes, les magistrats de la section locale de MD trouvent dans la collaboration avec le PCI des ressources nouvelles, singulièrement dans un contexte où les cadres locaux du parti, confrontés à une expansion électorale sans

<sup>122</sup> En 1973, la section piémontaise de MD compte 45 adhérents, contre 127 pour la section lombarde (80 à Milan et 92 à Brescia), in *Magistratura Democratica*, « Nota del tesoriere », *Magistratura Democratica*, suppl. au n°5, nov. 1974, p. 3. Ainsi, en 1973, Luciano Violante ne parvient pas à être élu au comité exécutif du courant dont il était pourtant membre sortant, de sorte que la section piémontaise ne compte plus aucun représentant au sein de l'organe dirigeant de MD.

<sup>123</sup> Ainsi par exemple, le magistrat de MD Guido Neppi Modona est soumis à cinq procédures disciplinaires ; voir sur ce point BAFFONI (Ettore), TESSANDORI (Vincenzo), *Il procuratore Giancarlo Caselli*, op. cit., pp. 62-64.

<sup>124</sup> Sur ces divisions de MD au niveau national, voir nos développements à la fin du chapitre 2.

précédent et accédant simultanément à la mairie, la province et la région, cherchent à établir de nouvelles alliances.

## **b) La collaboration du PCI avec les professionnels du droit à Turin**

Cette collaboration entre le parti communiste et le syndicat de magistrats s'inscrit dans le contexte d'une expansion sans précédent du PCI au cours des années 1970 dans le Piémont<sup>126</sup>. Comme le note Stephen Hellman dans son étude monographique de cette fédération, le Piémont et singulièrement la ville de Turin sont le lieu d'une très forte croissance électorale du PCI, tant à l'occasion des élections locales de 1975 (renouvellement des conseils régionaux, de province et municipaux) qu'aux élections législatives de 1976<sup>127</sup>. En progression de presque 10% entre 1972 et 1976, le PCI y acquiert en effet en quelques années une « place hégémonique »<sup>128</sup>. Aux élections locales de 1975, « le parti, qui avait seulement l'expérience de l'administration de certaines des principales communes de la ceinture industrielle, s'est trouvé à les gouverner toutes (à l'exception de deux d'entre elles), ainsi que le conseil régional, le département et le chef lieu (Turin) »<sup>129</sup>. Ainsi, en 1975, le PCI accède pour la première fois concomitamment à la mairie de Turin, à la tête de la *province* et à la présidence de la région dans le cadre d'alliances avec le PSI.

---

<sup>125</sup> Sezione Piemontese di MD, « MD nel dibattito sulla giustizia », *Magistratura Democratica*, n°1, février 1977, pp. 12-16, pp. 13-14.

<sup>126</sup> Sur la situation du PCI dans le Piémont au cours de la seconde partie des années 1970, voir les analyses détaillées de HELLMAN (Stephen), « A new style of governing Turin 1975-1979 », *Studies in political economy*, n°1-2, 1979, pp. 150-197 ; HELLMAN (Stephen), « Il PCI e l'ambigua eredità dell'autunno caldo a Torino », *Il Mulino*, n°268, mars-avril 1980, pp. 246-295 ; et HELLMAN (Stephen), « Generational differences in the bureaucratic elite of Italian communist provincial federation », *Canadian Journal of Political Science*, VIII, n°1, 1975, pp. 81-112.

<sup>127</sup> Voir l'étude de la progression électorale du PCI turinois et piémontais, HELLMAN (Stephen), « Il PCI e l'ambigua eredità dell'autunno caldo a Torino », *op. cit.*

<sup>128</sup> VIOLANTE (Luciano), « Prefazione », in SANLORENZO (Dino), *op. cit.*, p. 6. Avec 37,8% des voix aux élections communales de Turin en 1975, le PCI s'impose très nettement comme le principal parti dans la ville, loin devant la DC. Pour une description détaillée de la progression de la gauche et tout particulièrement du PCI dans la région piémontaise aux élections de 1975, voir CASTRONUOVO (Valerio), *Il Piemonte*, Turin, Einaudi, 1977, pp. 738-742.

<sup>129</sup> HELLMAN (Stephen), « Il PCI e l'ambigua eredità dell'autunno caldo a Torino », *op. cit.*, pp. 256-257.

Cette croissance massive de l'électorat communiste, et l'accession du parti aux responsabilités dans un grand nombre de collectivités locales, sont d'autant plus intéressants qu'ils interviennent dans une fédération communiste turinoise que Stephen Hellman décrit comme « chroniquement faible »<sup>130</sup>. En effet, les analyses du PCI turinois donnent à voir une fédération encore profondément affaiblie dans son implantation par les « défaites » des mobilisations syndicales des années 1950<sup>131</sup>. De fait, les nouveaux cadres qui émergent dans la fédération au cours des années 1960, tels Ugo Pecchioli, Diego Novelli, ou Ugo Spagnoli cherchent à rompre avec l'isolement qu'a créé ce qu'ils considèrent comme « l'ouvriérisme » du parti à Turin au cours des années 1950<sup>132</sup>. C'est dans ce cadre d'un parti affaibli et isolé, mais accédant « soudainement » au pouvoir, que l'on comprend les alliances que cherchent à passer les dirigeants turinois du PCI. Ugo Spagnoli en est le principal artisan pour ce qui est des professionnels du droit.

S'il occupe une position secondaire au sein du parti à Turin, Ugo Spagnoli se distingue néanmoins par sa spécialisation en matière institutionnelle. Avocat de formation, il a été notamment au cours des années 1950 l'assistant de Umberto Terracini quand ce dernier plaidait au tribunal de Turin pour défendre syndicalistes

<sup>130</sup> *Ibid.*, p. 256.

<sup>131</sup> Le PCI piémontais atteint son étiage aux élections législatives de mai 1958, avec 19% des voix dans le Piémont. Pour une description de l'état du parti au tournant des années 1950, voir CASTRONUOVO (Valerio), *Il Piemonte*, *op. cit.*, pp. 724-727. Sur l'histoire du parti communiste à Turin, et notamment dans la période de l'après-guerre, voir HELLMAN (Stephen), « A new style of governing Turin », *op. cit.*, pp. 168-174, ainsi que l'ouvrage collectif : *I comunisti a Torino 1919-1972*, Rome, Riuniti, 1974, notamment les récits de NOVELLI (Diego), « Un giornalista dell'Unità negli anni duri », in *ibid.*, pp. 215-220, et de PECCHIOLI (Ugo), « La ripresa operaia », in *ibid.*, pp. 259-274.

Si l'on s'en tient à la description qu'en fait Stephen Hellman, la situation du parti reste tout aussi faible à la fin des années 1960. Le politologue canadien relève ainsi que le parti passe à Turin de 65.000 membres en 1947 à 15.000 à la fin des années 1960. L'exemple le plus emblématique de ce recul du parti à Turin est sans doute le fait qu'en 1968, le PCI ne compte que 216 adhérents parmi les 60.000 ouvriers dans les usines de FIAT à Mirafiori, « bastion » historique du mouvement ouvrier, HELLMAN (Stephen), « A new style of governing », *op. cit.*, p. 169. Ce même auteur note en outre que le ratio entre le nombre de militants et le nombre d'électeurs est l'un des plus faibles d'Italie, avec 1 pour 15 à Turin contre une moyenne du PCI national de 1 pour 7 ; voir HELLMAN (Stephen), « Il PCI e l'ambigua eredità dell'autunno caldo a Torino », *op. cit.*, p. 256.

<sup>132</sup> Diego Novelli devient à la fin des années 1960 président du groupe communiste au conseil municipal de Turin avant d'être élu maire de la ville en 1975. Voir notamment NOVELLI (Diego), TRANFAGLIA (Nicola), *Vite sospese : le generazioni del terrorismo*, Milan, Garzanti, 1988 ; Ugo Pecchioli dirige, entre 1955 et 1969, les fédérations piémontaise et turinoise. Voir l'autobiographie de ce dernier in PECCHIOLI (Ugo), *Tra misteri e verità : storia di una democrazia incompiuta*, Milan, Baldini e Castoldi, 1995 ; Sur Ugo Spagnoli, voir les développements qui suivent. Sur la progression de ces nouveaux cadres au sein du PCI turinois de ces nouveaux cadres, voir CASTRONUOVO (Valerio), *Il Piemonte*, *op. cit.*, p. 727.

ou anciens résistants<sup>133</sup>. Elu du parti au conseil municipal puis au Parlement en 1963, il s'y consacre essentiellement aux « questions institutionnelles » obtenant notamment la vice-présidence de la commission Justice de la Chambre des députés qu'il gardera jusqu'en 1979.

Si le parti réussit au milieu des années 1970 à s'attacher de manière stable les « services » et la collaboration de professionnels du droit, c'est notamment parce que se forment d'autres institutions qui offrent à ces derniers une grande palette de formes et d'intensité d'engagements possibles dans le parti. Au début des années 1970, à la faveur notamment des mobilisations engagées avec la section turinoise de MD contre la « répression judiciaire du mouvement social », Ugo Spagnoli fonde ainsi une commission Justice locale du parti, qui réunit des magistrats de MD et des professeurs de droit et qu'il présente en ces termes :

« [il y avait] des magistrats de MD, mais pas seulement de MD, des avocats progressistes, des professeurs. Il y avait un intérêt croissant, et cela amenait des conversations extrêmement intéressantes ; je dois dire que *ces conversations eurent pour moi un effet fortement positif parce qu'avec elles, nous réussissions à apporter au Parlement des idées, des propositions, des amendements ; on parlait de ce qui se faisait au Parlement, et ce rapport Parlement-société permettait un échange extrêmement positif pour moi (...)*. Cette rencontre avec cette jeune génération de magistrats ouverts a été un moment exaltant »<sup>134</sup>.

La poussée électorale du PCI dans le Piémont et tout particulièrement à Turin s'accompagne de la formation de nouveaux sites de mobilisations : la revue culturelle *Nuova Società* créée en 1973 par le futur maire Diego Novelli, le comité régional anti-fasciste, qui organise des recherches et des colloques contre les violences terroristes<sup>135</sup>, ou encore l'antenne piémontaise du centre de réflexion du parti, l'Institut Gramsci, qui est créée en 1975 et dans laquelle on retrouve nombre des juristes de la commission Justice<sup>136</sup>. Autant de sites qui forment autour du PCI turinois un ensemble d'institutions périphériques, toutes reliées au parti sous des

---

<sup>133</sup> Sur Umberto Terracini, figure tutélaire à gauche du discours sur les institutions, voir nos développements au chapitre 2, Partie I.

<sup>134</sup> SPAGNOLI (Ugo), entretien, Rome, 13 novembre 1998.

<sup>135</sup> Sur ce point, voir le récit de SANLORENZO (Dino), *Gli anni spietati, op. cit.*, pp. 60-62.

<sup>136</sup> L'Institut Gramsci piémontais est ainsi présidé par un professeur de droit constitutionnel, Mario Dogliani, et l'on trouve au sein de son comité de direction, le recteur de l'université, également professeur de droit constitutionnel, Gustavo Zagrebelski, professeur de droit constitutionnel (lui-même frère d'un magistrat turinois Vladimiro Zagrebelski proche des magistrats de MD), ainsi qu'un magistrat de MD, Guido Neppi Modona.



formes diverses, et qui dessinent les contours de ce que l'on appellera alors les « juristes communistes turinois » que Vincenzo Tessandori, correspondant de *l'Unità* à Turin décrit en ces termes :

« Un cercle turinois mi-intellectuel, mi-politique, [qui] rassemble surtout des juristes de gauche : des avocats, des professeurs et des magistrats tels que Carlo Federico Grosso, fils du vieux maire démocrate-chrétien et aujourd'hui conseiller PDS au CSM, Guido Neppi Modona, G. Lozzi, professeur de procédure pénale, le recteur de l'université Alberto Conte, et Luciano Violante »<sup>137</sup>.

Dans la configuration politique inédite du « compromis historique », certains membres de ce groupe vont jouer un rôle de premier plan dans la définition au niveau national de la politique du PCI en matière de lutte contre la criminalité organisée.

## 2- Les « juristes communistes turinois » et la redéfinition de la politique du PCI en matière de terrorisme

Au milieu des années 1970, les cadres turinois du PCI et singulièrement Ugo Pecchioli et Ugo Spagnoli acquièrent une position centrale dans la définition de la politique du PCI (au niveau national) en matière de terrorisme, et s'appuient pour ce faire sur les « juristes communistes turinois ». L'évocation préalable de la politique anti-terroriste du PCI permet de comprendre leur promotion au niveau national.

A partir du milieu des années 1970, le PCI adopte en effet une politique d'extrême fermeté à l'égard des groupes terroristes<sup>138</sup>. Sans doute faut-il analyser celle-ci dans le cadre de la stratégie de « compromis historique » du PCI avec la

<sup>137</sup> BAFFONI (Ettore), TESSANDORI (Vincenzo), *Il procuratore Giancarlo Caselli, op. cit.*, p. 217.

<sup>138</sup> Sur ce point, voir à titre d'exemple, l'attitude « intransigeante » du PCI sur l'éventualité d'ouvrir des négociations avec les ravisseurs d'Aldo Moro en 1978 ; sur cet épisode et les positions respectives des partis politiques, voir TRANFAGLIA (Nicola), « Un capitolo del "doppio stato". La stagione delle stragi e dei terrorismi », *op. cit.*, pp. 70-73.

DC<sup>139</sup>. En effet, dans un contexte où l'accès au gouvernement que revendique le PCI paraît suspendu aux luttes internes à la DC sur la « question communiste »<sup>140</sup>, le retour aussi inattendu que violent de l'action terroriste d'extrême-gauche à partir de 1976 ne manque pas en effet d'être utilisé par les opposants du « compromis historique » -notamment au sein de la DC- pour dénoncer les « ambiguïtés » du parti communiste, ou plus largement pour souligner les affinités entre l'idéologie du PCI et celle des mouvements terroristes<sup>141</sup>. On comprend que dans ce contexte où le comportement de la direction du parti se trouve placé sous haute surveillance, ses prises de position en matière de lutte contre le terrorisme acquièrent une importance particulière<sup>142</sup>.

Or, au milieu des années 1970, le lieu où se discute et s'échafaude la politique du PCI en matière d'institutions (et notamment pour ce qui est de la riposte au terrorisme) échappe pour une large part au contrôle du secrétariat du parti ; c'est en effet depuis le début des années 1970 un centre de recherche du PCI, le Centre de réforme de l'Etat (*Centro di riforma dello Stato*, CRS), qui s'est imposé comme le lieu d'élaboration et de définition de la politique du parti sur le thème de la réforme de l'Etat. Son président, Pietro Ingrao, un des leaders historiques du parti, est parvenu à mobiliser autour de lui de nombreux acteurs de la « gauche juridique » dans le cadre de grands colloques nationaux<sup>143</sup>. Les idées qu'il y développe autour du thème de la « socialisation » des institutions -leur

<sup>139</sup> Sur le « compromis historique », voir entre autres les développements de GINSBORG (Paul), *Storia dell'Italia dal dopoguerra ad oggi, op. cit.*, pp. 478-483.

<sup>140</sup> Giancarlo Lupi dans son étude très détaillée des luttes entre les courants de la DC entre 1976 et 1979 montre bien que les conflits internes au parti démocrate-chrétien se focalisent alors sur la « question communiste », et notamment sur la possibilité de faire entrer le PCI au gouvernement. Ainsi, dès janvier 1978, un groupe de cent parlementaires de la DC s'oppose à une alliance plus étroite avec le PCI. L'assassinat en mai 1978 du leader Aldo Moro, principal promoteur dans le parti du « compromis historique », fragilise davantage encore celui-ci ; v. LUPI (Giancarlo), *Il crollo della grande coalizione. La strategia delle élites dei partiti (1976-1979)*, Milan, Sugarco, 1982.

<sup>141</sup> Il en va de même des usages par certains courants de la DC des prises de position répétées de la diplomatie américaine contre l'entrée du PCI au gouvernement, in LUPI (Giancarlo), *Il crollo della grande coalizione, op. cit.*

<sup>142</sup> Il en va de même, à titre d'exemple, de la politique internationale du PCI et de ce que certains courants démocrates-chrétiens considèrent comme une condition préalable à l'entrée des communistes au gouvernement, notamment l'acceptation de la participation de l'Italie à l'OTAN, qui de fait intervient à la veille des élections législatives de 1976 ; voir sur ce point les développements de GINSBORG (Paul), *Storia d'Italia dal dopoguerra ad oggi, op. cit.*, p. 504.

<sup>143</sup> Sur les composantes de la « gauche juridique », voir nos développements au chapitre 2, Partie I.

démocratisation, la participation populaire<sup>144</sup>-, bénéficient au milieu des années 1970 d'un écho important auprès de la culture juridique de gauche<sup>145</sup>.

Le succès de ses thématiques atteint son apogée à l'occasion de la grande conférence qu'il organise en décembre 1976 à Rome sur le thème de la réforme de l'ordre judiciaire. Le programme qui est adopté à cette occasion, et qui devient celui du PCI, épouse les thèses du président du CRS<sup>146</sup>. En fédérant autour de ses thèmes et de sa personne une partie de la « gauche juridique »<sup>147</sup>, Pietro Ingrao acquiert ainsi une autorité nouvelle au sein du parti ; dès lors, le lieu où se discute la politique institutionnelle du PCI échappe pour une large part au secrétariat national. Cela est d'autant plus problématique que cette politique se forge sous l'égide d'une figure historique du parti qui, de surcroît, n'a jamais caché son scepticisme face à certaines des orientations fondamentales de la direction, et notamment la politique du « compromis historique ». Ainsi, alors même que cette politique entre dans la phase critique de sa première « mise en œuvre », il devient difficile de s'accommoder de l'existence de voix discordantes au cœur même du parti.

C'est dans ce contexte qu'Enrico Berlinguer fait appel à l'un de ses conseillers les plus proches, le communiste turinois Ugo Pecchioli, et lui confie la charge d'une nouvelle section de travail du PCI concurrente du *Centro di riforma dello Stato* (CRS), créée en octobre 1976 et chargée des « Problèmes de l'État ». Tant le choix d'Ugo Pecchioli comme dirigeant de cette nouvelle section<sup>148</sup>, que le

---

<sup>144</sup> Le projet politique de Pietro Ingrao est présenté de manière systématique dans INGRAO (Pietro), *Massa e potere*, Rome, Riuniti, 1977, et plus spécifiquement en matière de justice, dans INGRAO (Pietro), « Per una socializzazione dei problemi di giustizia », *Democrazia e diritto*, n°3, 1976, pp. 725-733.

<sup>145</sup> Les thèses de Pietro Ingrao sont ainsi dominantes au sein de MD (sur ce point, v. PAPPALARDO (Sergio), *Gli iconoclasti*, op. cit., 1987, p. 368), ainsi que chez les juristes marxistes -au point de susciter les sarcasmes de certains juristes de gauche : « ne persévérons pas dans l'erreur de ces mois-ci, celle de ceux qui (...) sont portés à tout conclure sur les genoux de Pietro Ingrao », RODOTA (Stefano), « Editoriale », *Politica del diritto*, VII, n°6, déc. 1976, pp. 633-636, p. 634.

<sup>146</sup> On peut se reporter aux actes du colloque : SPAGNOLI (Ugo), et alii, *La riforma dell'ordinamento giudiziario*, 2 vol., Rome, Riuniti, 1977.

<sup>147</sup> Sur les groupes de la « gauche juridique », voir les développements *supra* au chapitre 2, Partie I.

<sup>148</sup> Le parcours du communiste turinois Ugo Pecchioli est en effet étroitement lié aux étapes de la promotion d'Enrico Berlinguer au sein du PCI. Ugo Pecchioli -dont on a vu qu'il avait dirigé la fédération turinoise du

fait que celle-ci soit rattachée directement au secrétariat du parti<sup>149</sup>, attestent la volonté de la direction de se doter désormais d'un instrument plus docile que le CRS de Pietro Ingrao. De même, il est significatif qu'à la faveur de l'élection de Pietro Ingrao à la présidence de la Chambre des députés<sup>150</sup>, le député turinois Ugo Spagnoli, soit choisi pour prendre la tête du CRS.

Dans ce cadre, les deux dirigeants turinois, Ugo Spagnoli et Ugo Pecchioli, se font les promoteurs du caractère prioritaire de la lutte contre le terrorisme d'extrême-gauche. A la manière de Pietro Ingrao, qui avait bâti sa nouvelle légitimité dans le parti en faisant une large place aux membres de la « gauche juridique » – universitaires, magistrats ou avocats-, les deux dirigeants turinois construisent la nouvelle politique institutionnelle du parti en étroite collaboration avec des professionnels du droit, et notamment en s'appuyant dans leur entreprise sur les réseaux de « juristes communistes turinois ». On ne s'étonnera pas alors que le magistrat turinois Luciano Violante soit appelé à Rome pour seconder Ugo Spagnoli dans les activités du CRS, et comme conseiller d'Ugo Pecchioli en matière de « questions judiciaires ».

Le réseau des « juristes communistes turinois » acquiert ainsi, en les personnes de Ugo Pecchioli, Ugo Spagnoli et Luciano Violante, un relais au niveau national, ainsi qu'un rôle central dans l'élaboration de la politique du parti en matière de lutte des institutions contre le terrorisme. Ce détour par l'analyse de la position

---

PCI entre 1955 et 1968- a déjà travaillé sous la direction du secrétaire général lorsque celui-ci dirigeait, entre 1949 et 1955, les jeunesses communistes. Plus tard, lorsqu'il accède à la tête du PCI, Enrico Berlinguer fait venir Ugo Pecchioli à Rome (1970) afin qu'il occupe le poste stratégique de responsable de l'organisation, et le fait entrer au secrétariat du parti. Sur ce point, voir notamment les récits auto-biographiques de PECCHIOLI (Ugo), *Tra misteri e verità : storia di una democrazia incompiuta*, op. cit.

<sup>149</sup> La lecture de l'organigramme du PCI montre en effet qu'au lendemain du XV<sup>ème</sup> congrès du parti en 1979, des 22 sections de travail que compte le parti, seules cinq sont directement rattachées au secrétariat du parti. Sur ce point, voir le tableau et les commentaires de SEBASTIANI (Chiara), « PCI : organi dirigenti nazionali : funzioni, analisi e dati », in ACCORNERO (Aris), ILARDI (Marco), dir., *Il PCI : strutture e storia dell'organizzazione Annali 21*, Milan, Feltrinelli, 1980, pp. 83-120, pp. 111-112 et p. 119.

On notera que cet élément n'est pas spécifique au PCI, s'il est vrai -comme l'indique Gloria Regonini dans son étude des politiques sectorielles des partis politiques italiens- que ces groupes de travail n'ont que très rarement un rapport direct avec la direction du parti, mais se voient au contraire constamment court-circuiter par des « spécialistes » qui ont un accès direct aux dirigeants, voir REGONINI (Gloria), « Partiti, reti, giochi e politiche pubbliche », in CACCIAGLI (Mario), CAZZOLA (Franco), MORLINO (Leonardo), PASSIGLI (Stefano), dir., *L'Italia fra crisi e transizione*, Bari, Laterza, 1994, pp. 163-188, pp. 168-171.

qu'acquièrent dans le PCI, tant à Turin qu'au niveau national, les « juristes communistes turinois » permet de comprendre la mise en exergue du caractère exemplaire des enquêtes judiciaires des deux *pools* turinois en matière de lutte contre le terrorisme.

## **B/ L'érection des *pools* turinois en emblèmes de la lutte anti-terroriste**

Sous l'effet de la mobilisation d'un réseau qui s'insère à l'intersection d'une part de l'université, de la magistrature et du PCI, et d'autre part de Turin et de la politique nationale, la riposte des institutions piémontaises au terrorisme<sup>151</sup>, et singulièrement les enquêtes judiciaires des deux *pools*, se trouve mise en exergue. Dans ce cadre, la valeur particulière de l'expérience judiciaire turinoise peut être comprise comme le fruit de transactions entre les *pools* turinois et les « juristes communistes turinois ».

### **1- Le « front uni des institutions » à Turin**

S'il est vrai que dans le contexte particulier du « compromis historique », la riposte des institutions piémontaises au terrorisme est présentée comme un test national de la capacité du PCI à gouverner, c'est notamment du fait des « juristes communistes turinois » qui travaillent à mettre en valeur le caractère exemplaire de la lutte anti-terroriste dans cette région. Sans doute faut-il pour s'en convaincre

---

<sup>150</sup> En choisissant Pietro Ingrao comme candidat du PCI à la présidence de la Chambre des Députés qu'il occupera de 1976 à 1979, Enrico Berlinguer se donne les moyens de ramener le CRS sous son contrôle

<sup>151</sup> On inclut dans cet ensemble non seulement les collectivités locales (région, province et ville de Turin) mais aussi les institutions étatiques (police et magistrature).

évoquer en préalable la position qu'occupe désormais le réseau des « juristes communistes turinois ».

Les diverses institutions et les sites de mobilisation où se retrouvent les « juristes communistes turinois » forment un ensemble particulièrement homogène. On peut parler d'une véritable « clique » d'institutions au sens que la sociologie des réseaux donne à ce terme, c'est-à-dire d'un ensemble de sites et d'institutions dont chaque entité est reliée directement – par une ou plusieurs personnes – à chacun des autres sites<sup>152</sup>.

Parce qu'il compte en son sein de nombreux membres de MD qui sont présents dans de nombreux sites du réseau des « juristes communistes turinois », le *pool* du cabinet d'instruction dispose d'une place centrale dans cette clique. On relève ainsi par exemple la participation active de Maurizio Laudì et Giancarlo Caselli dans la commission Justice du PCI, ou encore dans les colonnes de la revue culturelle du parti à Turin *Nuova società*, où ils publient un éditorial bi-mensuel sur l'état de la lutte contre le terrorisme<sup>153</sup>. Ils ne manquent pas d'ailleurs de soutenir les initiatives du PCI en la matière, comme en témoigne par exemple leur participation active à la promotion du questionnaire distribué par le PCI turinois à tous les habitants de la ville et de sa périphérie au printemps 1979 et qui porte sur le terrorisme<sup>154</sup>. De fait, alors même que l'initiative suscite une vive polémique, ils prennent activement position en sa faveur, y compris dans les colonnes du quotidien proche du PCI *Paese Sera*<sup>155</sup> ou dans *Nuova società*. Le président communiste du conseil régional se souvient ainsi que « certains des magistrats

---

<sup>152</sup> Sur le concept de « clique », voir notamment DEGENNE (Alain), FORSE (Michel), *Les réseaux sociaux*, Paris, Armand Colin, 1994, pp. 93-102.

<sup>153</sup> BAFFANI (Ettore), TESSANDORI (Vincenzo), *Il procuratore Giancarlo Caselli*, op. cit.

<sup>154</sup> Ce soutien est sans doute d'autant plus significatif que le questionnaire suscite de nombreuses réactions hostiles, et notamment la cinquième question qui demande de mentionner des faits ou des informations qui pourraient être portés à la connaissance des pouvoirs publics. Pour un récit sur les polémiques à ce sujet voir SANLORENZO (Dino), *Gli anni spietati*, op. cit., pp. 174-204, et NOVELLI (Diego), TRANFAGLIA (Nicola), *Vite sospese. Le generazioni del terrorismo*, op. cit..

<sup>155</sup> Les juges Giancarlo Caselli, Maurizio Laudì, Alberto Bernardi, tous trois de MD, apportent ainsi leur soutien au questionnaire dans un entretien au quotidien proche du PCI *Paese sera*, v. MANZINI (Giorgio), « Accesa

engagés dans les enquêtes sur le terrorisme furent favorables et actifs [pour le soutenir], à commencer par Giancarlo Caselli et Maurizio Laudi »<sup>156</sup>.

Ainsi, les *pools* turinois se trouvent insérés, par le biais de certains de leurs membres, au cœur du réseau des juristes turinois. Cela devient plus net encore quand l'un des anciens membres du *pool* de l'instruction, Luciano Violante, est appelé à Rome pour seconder Ugo Pecchioli et Ugo Spagnoli dans la redéfinition de la politique du PCI en matière de terrorisme.

De fait, il y a entre les différents sites du réseau -la commission Justice turinoise, la revue culturelle *Nuova società*, l'antenne piémontaise de l'Institut Gramsci, la section turinoise de MD, le *Centro di riforma dello stato*, la section des « Problèmes de l'Etat » et le *pool* anti-terroriste du cabinet d'instruction- un certain nombre d'intermédiaires qui font le lien entre les différents pans du réseau et assurent, par le fait, sa relative cohésion. On peut pour s'en convaincre considérer la place centrale qu'occupent Luciano Violante et Guido Neppi Modona dans ce réseau ainsi que leur multipositionnalité<sup>157</sup>.

Ces derniers se multiplient en effet dans les divers sites de la clique : ils sont l'un et l'autre, magistrats et membres de la section turinoise de MD depuis leur entrée dans la magistrature (respectivement en 1965 et 1967)<sup>158</sup> ; ils ont tous deux suivi le parcours de l'excellence professionnelle en menant parallèlement une carrière universitaire au lendemain de l'obtention de leur *laurea* en droit pénal, devenant professeurs associés (*incaricato*), respectivement en 1969 et 1974<sup>159</sup>, avant d'être titularisés comme professeurs, respectivement en 1975 et 1983 ; ils sont également des membres de premier plan de la commission Justice du parti tandis que Guido Neppi Modona est nommé en 1975 au comité directeur l'Institut Gramsci

---

polemica per l'iniziativa dei comitati di quartiere di Torino. Ecco cosa pensano i giudici del questionario antiterrorismo », *Paese sera*, 15 mars 1979, p. 22.

<sup>156</sup> SANLORENZO (Dino), *Gli anni spietati*, op. cit., p. 185. De même, quand une délégation d'élus turinois, communistes en tête, demande à être reçue par le ministre de l'intérieur pour lui exposer la gravité de l'agression terroriste à Turin, le magistrat instructeur Maurizio Laudi les accompagne « pour apporter la contribution de l'expérience des magistrats » ; voir Maurizio Laudi, cité in SANLORENZO (Dino), *ibid.*, pp. 205-209, pp. 206.

<sup>157</sup> BOLTANSKI (Luc), « L'espace multipositionnel. Multiplicité des positions institutionnelles et habitus de classe », *Revue française de sociologie*, 1973, pp. 3-26, note 3, p. 5.

<sup>158</sup> Sur l'engagement actif de Guido Neppi Modona dans MD avant la scission, et notamment sa participation au programme de recherche sur l'administration de la justice, voir nos développements *supra* au chapitre 2, Partie I.

<sup>159</sup> Ils enseignent d'ailleurs ensemble un cours de droit pénal à l'université de Turin qui est publié en 1978, voir NEPPI MODONA (Guido), VIOLANTE (Luciano), *Poteri dello Stato e sistema penale : corso di lezioni universitarie*, Turin, Tirrenia-Stampatri, 1978.

piémontais. La trajectoire de Luciano Violante s'oriente davantage vers l'engagement politique<sup>160</sup> que celle de son collègue. Après un passage dans le *pool* anti-terroriste et un bref passage au ministère de la justice, on a vu qu'il était appelé à la direction du parti. Dans ce cadre, il devient chroniqueur régulier de l'importante revue culturelle du PCI *Rinascita* en matière de politique institutionnelle, et candidate aux élections législatives de Turin de 1979 sur la même liste que ses « parrains » en politique, Ugo Spagnoli et Ugo Pecchioli.

Ainsi situés à l'interface des différents sites du groupe des « juristes communistes turinois » -présents tout à la fois dans différentes professions et aux niveaux local et national-, Guido Neppi Modona et Luciano Violante deviennent les courtiers irremplaçables de ce réseau. En occupant une position d'intermédiaire, ils deviennent le point de passage obligé d'un pan à l'autre de celui-ci. On ne s'étonnera pas alors que leur trajectoire connaisse, au milieu des années 1970, une évolution fortement ascendante<sup>161</sup>.

De surcroît, outre l'accumulation rapide de capital social que cette position de « passeurs » autorise, leur travail de mobilisation contribue, par son ubiquité, à la cohésion des différents pans de la clique. Dans la mesure où ils sont ainsi situés à l'intersection du politique, de l'université, du judiciaire et des médias et à l'interface entre le local et le national, la mise en valeur de leurs différentes positions fonctionne comme un travail de coordination et de mise en cohérence des différentes parties du réseau<sup>162</sup>. Ils contribuent ainsi à la synchronisation des temps

---

<sup>160</sup> Cette proximité affichée au PCI n'est pas sans susciter de nombreuses polémiques. Ainsi, sa nomination au « bureau des lois » du ministère de la justice en 1977 (et jusqu'en 1978) –poste d'importance secondaire- ne manque d'être dénoncée. Dans une question adressée au ministre de la justice, un parlementaire du Parti libéral italien (centre-droit) s'inquiète de « la nouvelle de la nomination au magistrat Luciano Violante, ouvertement communiste, figure de proue de la magistrature politisée [contraire] aux caractéristiques traditionnelles d'indépendance de la justice italienne », cf. interrogation parlementaire de Costa du 16 mars 1977, citée in CAZZOLA (Franco), MORISI (Massimo), *La mutua diffidenza. Il reciproco controllo tra magistrati e politici nella prima Repubblica*, Milan, Feltrinelli, 1996, p. 54.

<sup>161</sup> C'est en effet dans ce contexte et alors même que leur carrière syndicale et professionnelle dans la magistrature paraissent bloquées qu'ils quittent tous deux la magistrature. En 1975, Guido Neppi Modona, recruté comme professeur de procédure pénale à l'université de Turin, quitte définitivement l'institution judiciaire où pendent encore plusieurs procédures disciplinaires à son encontre, tandis que Luciano Violante qui est élu parlementaire du PCI en 1979, se met en disponibilité de la magistrature qu'il quittera définitivement en 1983.

<sup>162</sup> On rejoint ici l'accent que met Jeremy Boissevain sur le rôle des « brokers » ou intermédiaires comme « a professional manipulator of people and information who brings about communication for profit. He thus occupies a strategic place in a network of social relations viewed as a communication network », in BOISSEVAIN (Jeremy), *Friends of friends. Networks, manipulators and coalitions*, New York, Saint Martin's Press,



et à l'ajustement des agendas des différents sites, assurant dans le même temps leur rôle de coordinateurs naturels des initiatives prises au sein de ce réseau<sup>163</sup>.

Ainsi, par leurs positions et locales et nationales, les anciens magistrats Luciano Violante et Guido Neppi Modona réinvestissent constamment d'une portée nationale les « événements locaux », et inversement, tirent des leçons locales des « événement nationaux ». On s'explique alors que la réponse du Piémont et de la ville de Turin au terrorisme, soit mise en exergue par les membres du réseau des « juristes communistes turinois » comme un modèle national.

Ainsi, la saillance de la ville de Turin dans la lutte anti-terroriste suppose d'évoquer le travail continu de nationalisation des questions locales entrepris par les « juristes communistes turinois » qui font, à la manière de Luciano Violante, de Turin « *une ville laboratoire, tant pour les Brigades Rouges que pour leur défaite* : [C'est] à Turin [que] commence la défaite politique et judiciaire du terrorisme »<sup>164</sup>.

---

1974, pp. 148-149. D'une manière générale sur la figure de « l'intermédiaire » voir les discussions de la vaste littérature existante à ce sujet in DEGENNE (Alain), FORSE (Michel), *Les réseaux sociaux*, op. cit., ainsi que GRIBAUDI (Gabriela), « La metafora della rete. Individuo e contesto sociale », *Meridiana*, n°15, 1992, pp. 91-108.

<sup>163</sup> L'analyse en réseau a mis en évidence les caractéristiques spécifiques de la possession par un acteur de réseaux sociaux non redondants, c'est-à-dire de réseaux exclusifs l'un de l'autre, et notamment les profits particuliers qu'il y a à mettre en rapport ces réseaux, i.e. à établir ce que Mark Granovetter a qualifié de « liens faibles » ; voir GRANOVETTER (Mark), « The strength of weak ties. A network theory revisited », in LIN (Nan), MARSDEN (Peter), dir., *Social structure and network analysis*, Beverly Hills, Sage Publications, 1982, pp. 105-130. Dans la lignée de cette contribution, Ronald Burt a pu parler de « trou structural » pour désigner ces « espaces vides » entre réseaux autonomes, et dont l'occupation par des entrepreneurs est plus rémunératrice en termes d'accumulation de capital social que l'insertion dans un réseau de personnes déjà densément interconnectées. Voir BURT (Ronald), *Structural holes*, Cambridge, Harvard University Press, 1992 (voir aussi, en langue française, BURT (Ronald), « Le capital social, les trous structuraux et l'entrepreneur », *Revue française de sociologie*, n°4, oct.-déc. 1995, pp. 599-628, et son utilisation particulièrement efficace pour la compréhension de la réussite de la maison des Médicis à Florence au XV<sup>e</sup> siècle in PADGETT (John), ANSELL (Christopher), « Robust action and the rise of the Medici, 1400-1434 », *American Journal of Sociology*, n°6, mai 1993, pp. 1259-1319).

Si l'on connaît bien les caractéristiques particulières de ces positions, les « effets de coordination » et d'intégration produits par la mise en valeur par les *brokers* de leurs différentes appartenances n'ont cependant pas fait l'objet d'études systématiques ; voir néanmoins en ce sens, NITRIN (Nohria), SUMANTRA (Ghoshal), *The differentiated network. Organizing multinational corporations for value creation*, San Francisco, Jossey-Bass Publishers, 1997, cité in GARTH (Bryant), DEZALAY (Yves), *Dealing in virtue : international commercial arbitration and the construction of a transnational legal order*, Chicago, University of Chicago Press, 1996.

<sup>164</sup> VIOLANTE (Luciano), « Prefazione », op. cit., p. I.

La riposte du Piémont au terrorisme —qu'il s'agisse de celle opérée par les institutions (judiciaire et policière), par les collectivités locales, ou par les groupes politiques et syndicaux— est ainsi mise en exergue au niveau national. L'inconséquence de l'Etat démocrate-chrétien est opposée à l'efficacité inédite et exemplaire des institutions dans le Piémont, comme l'atteste cette intervention du juge du *pool* Giancarlo Caselli dans les colonnes du quotidien national du PCI *L'Unità* en 1977 qui dénonce « l'absence d'une stratégie de lutte contre la criminalité » de l'Etat italien<sup>165</sup>. Il revient à la charge de manière plus nette encore quelques mois plus tard, en dénonçant l'incapacité des pouvoirs publics qui ont :

« Echoué [dans] l'objectif de se donner une stratégie précise et organique, capable de faire naître une *politique de la sécurité* sûre qui s'inspire —dans le même temps— d'une logique démocratique "transparente" sur laquelle l'accord de la collectivité puisse se faire. Les choix d'orientations générales et opérationnelles se sont montrés au contraire confus et contradictoires, parfois même contre-productifs »<sup>166</sup>.

Aux yeux des « juristes communistes turinois », la riposte des institutions piémontaises à l'agression terroriste, et singulièrement celle des *pools* turinois, se distingue, à l'inverse, par son efficacité.

Dans un contexte où le PCI dirige la quasi-totalité des collectivités, et où les membres du réseau des « juristes communistes turinois » travaillent à la mobilisation des professionnels du droit, on comprend qu'aux yeux des protagonistes de la lutte anti-terroriste de Turin, la caractéristique même de celle-ci soit d'avoir réussi à faire travailler « comme un seul homme » les différentes institutions et forces politiques et sociales. Tous reviennent ainsi sur l'expérience turinoise dans les mêmes termes et soulignent, à l'instar de Luciano Violante :

« Un rapport inédit entre le gouvernement de la ville, la magistrature, les usines, les comités de quartier et le syndicat de police (...). Progressivement, un front unique se forma dans la ville sur certains points essentiels. Les terroristes étaient étrangers aussi bien aux valeurs de la démocratie qu'à celles de la Libération. Ils combattaient contre les droits de tous et seul un nouveau rapport entre la société et les institutions pouvait créer les conditions pour vaincre. Autour d'hommes comme Sanlorenzo [président du

<sup>165</sup> CASELLI (Giancarlo), « La macchina giudiziaria e i contenuti dell'accordo programmatico. Rapporto di un magistrato sulla crisi della giustizia », *L'Unità*, 16 septembre 1977, p. 3.

<sup>166</sup> CASELLI (Giancarlo), in CSM, « Iniziative giudiziarie e lotta alla criminalità organizzata e politica con particolare riferimento alla legge Reale », *op. cit.*, p. 155 (souligné dans le texte).

conseil régional] et Novelli [maire de Turin] et d'autres dirigeants syndicaux, évoluèrent des centaines de militants de parti et de syndicat, des enseignants, de conseillers et des présidents de comité de quartier, des ouvriers de Mirafiori et de Lancia et d'autres usines qui sentirent unis autour de certaines profondes valeurs (...). [Ce] fil unitaire du rapport entre les institutions politiques et la ville fut l'idée directrice de ceux qui avaient alors les principales responsabilités de gouvernement à Turin. Dans ce climat, on comprend pourquoi c'est précisément à Turin que mûrissent les premiers résultats judiciaires : les arrestations les plus importantes, les premiers procès, les confessions de Peci et Sandalo<sup>167</sup> et l'effrètement de Prima Linea »<sup>168</sup>.

C'est cette même unité que mettent en exergue les membres des *pools*. L'un d'entre eux rappelle « la très grande valeur que revêtait la collaboration entre les institutions de l'Etat, les institutions locales, les forces politiques et sociales qui gouvernent les institutions locales »<sup>169</sup>. Un autre retrace une histoire similaire :

« La mobilisation d'un vaste éventail de forces politiques, sociales et culturelles commença ; [tous étaient] convaincus que la riposte au terrorisme ne pouvait être seulement de caractère technique ou militaire, mais devait être réalisée également sous d'autres formes. C'est ainsi que partit (et je me réfère ici exclusivement à l'expérience de Turin) un projet ambitieux : la participation de masse aux problèmes du terrorisme »<sup>170</sup>.

C'est dans ce contexte où « l'expérience de Turin » acquiert une valeur d'exemple, notamment sous l'effet du travail des membres du réseau des « juristes communistes turinois », que l'on comprend la saillance nationale que « l'expérience judiciaire turinoise » des deux *pools*.

## 2- Une expérience judiciaire édifiante

Dans ce « fil unitaire »<sup>171</sup> qui relie les institutions turinoises, l'expérience judiciaire des *pools* tient une place particulière. D'une part en effet, la riposte judiciaire au terrorisme est un des points de fixation de la lutte anti-terroriste à

---

<sup>167</sup> Patrizio Peci et Roberto Sandalo sont les dirigeants turinois respectivement des Brigades Rouges et de *Prima Linea*.

<sup>168</sup> VIOLANTE (Luciano), « Prefazione », *op. cit.*, pp. III-IV.

<sup>169</sup> LAUDI (Maurizio), MARCHIARO (Laura), « Istituzioni e forze politiche contro l'offensiva del terrorismo rosso in Piemonte », *op. cit.*, p. 778.

<sup>170</sup> CASELLI (Giancarlo), « La questione dei pentiti », *Quaderni della giustizia*, 1981, pp. 13-18, p. 15.

<sup>171</sup> LAUDI (Maurizio), MARCHIARO (Laura), « Istituzioni e forze politiche contro l'offensiva del terrorismo rosso in Piemonte », *op. cit.*, p. 778.

Turin, et ce dès le procès contre les « chefs historiques » des Brigades rouges. D'autre part, l'expérience des deux *pools* est mise en exergue dans les débats politiques nationaux sur le terrorisme par le PCI.

#### a) Un précédent : le procès contre les « chefs historiques » des Brigades Rouges

La formation du *pool* de l'instruction fin 1976 intervient dans un contexte de mobilisations importantes du PCI turinois et national autour du traitement *judiciaire* du terrorisme d'extrême-gauche. Le tribunal de Turin devient en effet, à partir du milieu des années 1970, le point de fixation des mobilisations anti-terroristes à l'occasion du long et mouvementé procès des « chefs historiques » des Brigades Rouges arrêtés en 1974.

Le procès doit faire face aux tentatives d'obstruction ainsi qu'aux assassinats organisés par les Brigades Rouges qui menacent d'en interdire la tenue. Par deux fois, la cour d'assises de Turin chargée de les juger interrompt ses travaux : l'assassinat du procureur général de Gênes, Francesco Coco, et de ses gardes du corps impose un premier report en juin 1976 ; de même en avril 1977, à la suite de l'assassinat du bâtonnier du barreau de Turin commis d'office à la défense des Brigades Rouges contre leur gré, les défections des personnes pressenties pour participer au jury de la cour d'assises se multiplient, et contraignent à un nouveau renvoi *sine die*<sup>172</sup>.

Le PCI, dont on a vu qu'il faisait de la lutte anti-terroriste de Turin un modèle, organise alors une série de mobilisations pour la tenue du procès. Une délégation d'élus turinois dont font partie le maire et le président de la région, accompagnée par Ugo Pecchioli, rencontre le président du conseil Giulio Andreotti afin de lui demander son intervention pour assurer le bon déroulement des audiences<sup>173</sup>.

---

<sup>172</sup> Seules quatre personnes sur les cinquante jurés populaires tirés au sort acceptent en effet de participer au procès, cf. SANLORENZO (Dino), *Gli anni spietati, op. cit.*, p. 158.

<sup>173</sup> *Ibid.*, pp. 158-160.

Parallèlement, le PCI turinois lance une pétition pour la tenue du procès qui est relayée localement par l'ensemble des partis politiques et réunit 300.000 signatures<sup>174</sup>. Un dirigeant important de la fédération turinoise du parti indique ainsi qu'il est nécessaire :

« de garantir l'Etat de droit à travers une mobilisation générale et diffuse des masses en tant qu'elles sont des protagonistes autonomes de la vie de l'Etat et de son rite le plus exclusif : l'administration de la justice. Personnellement, je ne connais pas de précédents historiques à ce gigantesque phénomène de socialisation du droit, de réappropriation de la sphère juridique par la société civile (...), à la mobilisation populaire de Turin pour assurer le déroulement du procès à l'état-major des BR »<sup>175</sup>.

Ainsi, quand le procès se tient finalement entre mars et juin 1978, le PCI peut se féliciter par la voix de Luciano Violante de « l'échec de la stratégie terroriste de blocage », et souligner la « signification politique [du] procès » : « la maturation, je le dis sans rhétorique, (...) en ce qui concerne la nécessité de répondre aux actions terroristes par l'engagement de chacun a empêché que le procès soit à nouveau renvoyé »<sup>176</sup>. Sous l'effet de cette attention continue, le procès acquiert une signification qui dépasse largement le simple cadre local et le cas d'espèce :

« La particularité du procès [des BR] par rapport à ceux dont s'occupent tous les jours les juges tenait dans le fait qu'il avait pour objet des faits et des problèmes qui ont un rapport spécifique avec l'histoire du pays (...). Il traite d'une matière qui le rend différent de tous les autres, non pas dans les règles qui le régissent, mais dans les contenus qu'il exprime et dans les problèmes qu'il pose »<sup>177</sup>.

Dès lors, on s'explique que, dans ce contexte des années 1976-1978 où la lutte anti-terroriste s'est focalisée sur son traitement judiciaire au tribunal de Turin, la formation d'une équipe de juges d'instruction spécialisés dans la lutte anti-terroriste devienne, aux yeux des « juristes communistes turinois », l'emblème de la lutte anti-terroriste.

---

<sup>174</sup> *Ibid.*

<sup>175</sup> FERRARA (Giuliano), « La città-Stato di fronte al terrorismo », *Rinascita*, n°38, 6 octobre 1978, p. 18-19, p. 18.

<sup>176</sup> VIOLANTE (Luciano), « Legalità e significato politico di un processo », *Rinascita*, n°26, 30 juin 1978, pp. 9-10, p. 9. Voir aussi dans le même sens, PECCHIOLI (Ugo), « Ogni ritardo è colpevole », *Rinascita*, n°26, 30 juin 1978, p. 9.

<sup>177</sup> VIOLANTE (Luciano), « Legalità e significato politico di un processo », *op. cit.*, p. 9.

## b) La saillance des *pools* anti-terroristes turinois dans l'espace public

Dans la mesure où les magistrats des *pools* turinois ne sont pas en mesure de s'appuyer sur une position syndicale ou hiérarchique *nationale*, la saillance et la valeur de leur expérience judiciaire dépend ainsi de celle que lui attribuent les acteurs non judiciaires qui s'y intéressent. On peut dès lors analyser la valeur de cette expérience comme le fruit du travail de valorisation qu'opèrent les membres du réseau des « juristes communistes turinois ».

Pour s'en convaincre, on peut analyser, à titre d'exemple, les mobilisations conjointes pour la consécration d'un statut juridique du repentir, et notamment l'attribution de remises de peine et d'une protection physique. Dès l'automne 1980 -soit quelques mois à peine après l'arrestation à Turin des premiers *pentiti*-, les magistrats des deux *pools*, forts de l'expérience de première main qu'ils viennent d'acquérir dans la « gestion des repentis », revendiquent la reconnaissance juridique de cette nouvelle figure du procès. Ensemble, ils évoquent « l'importance exceptionnelle et extraordinaire du phénomène des repentis, véritable sonde infiltrée au cœur des groupes armés, capable d'en défaire le caractère compact et d'en miner l'efficacité organisationnelle »<sup>178</sup>. A leurs yeux, l'émergence des *pentiti* permet à la lutte contre le terrorisme de « changer de registre »<sup>179</sup> :

« Grâce à leurs révélations (...), pour la première fois, les enquêtes (au lieu d'être condamnées à toucher seulement certains membres isolés) partent de l'intérieur même des formations terroristes et, au sein de celles-ci, elles se développent toujours plus en profondeur, avec des effets dévastateurs sur le plan organisationnel et plus encore sur le plan politique »<sup>180</sup>.

Substituts et juges d'instruction turinois interviennent ainsi dans la presse pour défendre la nécessité de la constitution d'un statut juridique qui consacrerait de manière systématique l'existence du repentir comme nouvel acteur du procès<sup>181</sup> et

---

<sup>178</sup> CASELLI (Giancarlo), « La questione dei pentiti », *op. cit.*, p. 13.

<sup>179</sup> *Ibid.*

<sup>180</sup> *Ibid.*

<sup>181</sup> Un décret-loi n°625 du 15 décembre 1979 avait déjà introduit la possibilité de remises de peine pour ceux qui accepteraient de rompre avec la lutte armée, mais ces dispositions sont vite considérées comme obsolètes et insuffisantes quand, à partir de 1980, se multiplient les « confessions » des « repentis ».

qui lui accorderait, en échange de ses aveux, tout à la fois des remises de peine et une protection physique<sup>182</sup>.

Cette mise en valeur de l'importance des repentis et la revendication de la nécessité de légiférer de manière systématique à leur sujet sont largement relayées par les « juristes communistes turinois » ; quand en 1981 se tiennent les deux premiers procès turinois constitués sur la base des confessions de repentis (contre les Brigades Rouges et *Prima Linea*), ils en soulignent l'importance. Ainsi, Guido Neppi Modona ne manque pas d'apporter son soutien au travail d'enquête des deux *pools* dans la chronique sur les « questions judiciaires » qu'il tient désormais dans *La Repubblica*. A la veille du jugement du procès des BR en cour d'assises, il demande à celle-ci de reconnaître la contribution des repentis, et de leur accorder des réductions de peine : « il revient aux juges de la cour d'assises de Turin chargés du procès contre les Brigades Rouges de démontrer que l'Etat sait aider ceux qui l'aident »<sup>183</sup>. Un mois plus tard, à l'occasion du procès des membres de *Prima Linea*, il apporte un soutien public au substitut chargé du procès de *Prima Linea*, Alberto Bernardi, son ancien collègue et militant de MD, qui requiert devant la cour d'assises de Turin, une suspension conditionnelle de peine pour vingt des terroristes mis en examen, au nom de la « grande contribution que [ces repentis] ont apportée à la justice »<sup>184</sup>. Quelques jours plus tard, il se félicite du jugement qui, conformément au réquisitoire du substitut, accorde un grand nombre de remises de peine, et réinsérant immédiatement l'événement dans une dimension nationale, rappelle « qu'il revient maintenant au gouvernement et au Parlement d'effectuer des choix précis en adoptant des réformes qui élargissent la concession des remises de peine et en définissent mieux les termes »<sup>185</sup>.

<sup>182</sup> Voir notamment les substituts turinois Alberto Bernardi et Francesco Marzachi, interrogés in « Terroristi pentiti e misure di clemenza », *Il Messaggero*, 23 octobre 1980, p. 18 ; voir également les propos de Giancarlo Caselli dans un entretien avec Miriam Maffai, v. MAFFAI (Miriam), « Intervista con Giancarlo Caselli, uno dei giudici dell'ufficio istruzione di Torino », *La Repubblica*, 4 novembre 1980, p. 12 ; et BERNARDI (Alberto), « Spingiamoli a confessare », *Nuova polizia*, 6 décembre 1980, p. 20.

<sup>183</sup> NEPPI MODONA (Guido), « Quattro rapimenti e una sentenza », *La Repubblica*, 16 juin 1981, p. 8.

<sup>184</sup> NEPPI MODONA (Guido), « Al nemico che fugge facciamo ponti d'oro », *La Repubblica*, 28 juin 1981, p. 7.

<sup>185</sup> NEPPI MODONA (Guido), « La mano tesa ai terroristi dissociati », *La Repubblica*, 30 juillet 1980, p. 6.

Les mobilisations des juges turinois pour la reconnaissance juridique du repentant sont également relayées au Parlement par le PCI, qui, par les voix de Luciano Violante et Ugo Pecchioli, propose une nouvelle législation. C'est Ugo Pecchioli lui-même qui dépose ainsi au Sénat dès août 1981 une proposition de loi en la matière, que Luciano Violante défend à la Chambre des députés tout au long de la procédure législative<sup>186</sup>. Le PCI n'est certes pas seul à défendre la nécessité d'une telle loi<sup>187</sup> ; mais il peut s'appuyer dans le débat parlementaire –et, plus largement, dans les luttes politiques– sur les leçons de l'expérience turinoise telles que les expriment dans les colonnes de la presse communiste certains membres des *pools*. Ainsi, quand, en septembre 1981, le gouvernement dépose un projet de loi en la matière, le PCI peut étayer sa critique par l'avis de ceux qui ont l'expérience *directe* des « repentis ». Giancarlo Caselli donne ainsi son opinion au lendemain du dépôt du projet du ministre de l'intérieur démocrate-chrétien, et exprime « dans l'ensemble (...) un jugement positif », non sans indiquer cependant une certaine « perplexité et des réserves sur diverses solutions adoptées, qui apparaissent au contraire discutables, et parfois même déconcertantes »<sup>188</sup>.

On le voit, c'est donc bien dans le cadre de ces transactions entre des acteurs non judiciaires du réseau des « juristes communistes turinois » et les membres des *pools* turinois que l'expertise judiciaire ces derniers en matière de terrorisme se trouve valorisée.

Ainsi, la position d'expert incontournable de la question terroriste dont sont crédités les magistrats anti-terroristes turinois au tournant des années 1970 et 1980 est le fruit d'une part, de l'insertion dans des réseaux non judiciaires qui mettent en exergue les « accomplissements » et les « leçons » de leur travail judiciaire, et leur offrent dans le même temps une multitude de tribunes pour faire

<sup>186</sup> Pour une sélection de documents (propositions et projets de loi, amendements, débats parlementaires...) des différents moments de la procédure, voir CONSO (Giovanni, dir.), « Materiali di consultazione », in LAUDI (Maurizio), *I casi di non punibilità dei terroristi pentiti*, *op. cit.*, pp. 149-407.

<sup>187</sup> La démocratie-chrétienne dépose plusieurs projets de loi sur ce point.

<sup>188</sup> CASELLI (Giancarlo), « La questione dei pentiti », *op. cit.*, p. 17.



valoir cette expérience judiciaire ; et d'autre part de la possibilité qu'ont les *pools* d'échapper aux conditions *ordinaires* d'exercice de l'expertise judiciaire en contournant le carcan que constitue la procédure judiciaire.

Mais, l'effondrement rapide du phénomène expertisé —le terrorisme— dès le début des années 1980 ouvre une phase critique pour la pérennité de la position acquise par ces juges dans l'espace public.



## CHAPITRE 2 : De la lutte anti-terroriste à la lutte anti-mafia : la formation d'un nouveau modèle d'excellence judiciaire.

---

Le début des années 1980 constitue un moment critique pour la lutte contre la criminalité organisée. En quelques années, on assiste en effet concomitamment à la désagrégation rapide des groupes terroristes au nord et à une recrudescence brutale de la criminalité mafieuse au sud de l'Italie. C'est dans ce contexte que se fait jour l'idée de tirer profit des « leçons » du combat contre le terrorisme qui s'achève, pour constituer celui qui s'amorce contre la mafia, et d'exporter les techniques et les savoir-faire d'un domaine d'enquête à l'autre.

Ce travail de mise en équivalence de la lutte contre les deux phénomènes criminels n'est pas sans conséquence. Si l'on s'accorde avec Laurent Thévenot pour considérer que « l'établissement coûteux d'une relation stable pour une certaine durée »<sup>1</sup> – ce que l'auteur appelle un « investissement de forme » – va de pair avec un gain de généralité de l'ensemble ainsi constitué, on comprend alors que la mise en équivalence du traitement judiciaire de la mafia et du traitement judiciaire du terrorisme s'accompagne de la formation d'un modèle de justice aux propriétés plus générales<sup>2</sup>. Ce qui se joue en effet dans la constitution d'un rapport constant entre la lutte judiciaire anti-mafia et la lutte judiciaire anti-terroriste, c'est tout à la fois la formation d'un ensemble – le traitement judiciaire de la criminalité organisée quelle qu'elle soit – à la validité est plus large, et la constitution d'un nouveau

---

<sup>1</sup> THEVENOT (Laurent), « Les investissements de forme », *Les Cahiers du Centre de l'étude et de l'emploi*, 1986, pp. 21-71, p. 26.

<sup>2</sup> Ce processus n'est pas sans faire penser à la formation d'un standard international de temps (autour du *Greenwich Mean Time*-GMT) à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle que Eviatar Zerubavel analyse notamment comme le fruit du travail de mise en équivalence de différents standards de temps locaux pour constituer un ensemble à la validité plus grande. Voir ZERUBAVEL (Eviatar), « The standardization of time : a sociohistorical perspective », *American Journal of Sociology*, n°1, 1982, pp. 1-23.

principe de légitimité dans la magistrature fondé sur l'expérience judiciaire du crime organisé.

Pourtant, l'analogie et le lien entre les deux phénomènes criminels (leur mise en équivalence) n'ont rien d'évident, comme l'attestent les controverses multiples qui se forment sur ce point au sein comme à l'extérieur de la magistrature. Dès lors, il convient en préalable de considérer les conditions dans lesquelles cette équivalence est établie.

## Section I/ La reformulation du problème mafieux à l'aune des « leçons » de la lutte anti-terroriste

Au début des années 1980, la « question mafia » acquiert une « saillance » nouvelle dans l'espace public, supplantant ainsi le terrorisme comme point de focalisation des mobilisations dans la lutte contre le crime organisé. Il est vrai que cette période correspond d'une part, à des crises internes aux principales formations terroristes, qui se traduisent notamment par un certain nombre de scissions au sein de leurs groupes dirigeants<sup>3</sup> ; et d'autre part, à un développement spectaculaire des violences d'origine mafieuse, sous l'effet des luttes intenses que se livrent différentes « familles », tant au sein de la *Cosa nostra* sicilienne que dans la camorra calabraise<sup>4</sup>. Cette croissance vertigineuse du nombre des attentats liés à ce

---

<sup>3</sup> Sur les crises que traversent les Brigades Rouges, voir Giancarlo Caselli et Donatella Della Porta qui notent que : « si en 1979, les Brigades Rouges parviennent, malgré les revers politiques, à maintenir une certaine force organisationnelle, dès 1980, la chute de leur capacité offensive est drastique. L'isolement et les défaites renforcent le "fractionnisme" interne, et multiplient les défections », v. CASELLI (Giancarlo), DELLA PORTA (Donatella), « La storia delle Brigate Rosse : struttura organizzativa e strategie d'azione », *op. cit.*, p. 201. Voir aussi le nombre des attentats terroristes qui s'effondre à partir de 1982, in DELLA PORTA (Donatella), RICCI (Maurizio), *Cifre crudeli. Bilancio dei terrorismi italiani*, *op. cit.*

<sup>4</sup> Comme de nombreux travaux scientifiques et enquêtes judiciaires ont pu le mettre en lumière, la mafia sicilienne est, au tournant des années 1970 et 1980, le lieu d'une guerre fratricide entre les différents clans, qui a notamment pour objet le contrôle du marché de la drogue. C'est à cette occasion que la « mafia paysanne », et singulièrement la famille des Corleonais prend le dessus sur la mafia dite « urbaine » (en référence à son implantation à Palerme), s'assurant ainsi le contrôle de la « Coupole », l'organe dirigeant de *Cosa nostra*. On trouve une synthèse de ces évolutions, dans JAMIESON (Alison), *The anti-mafia fight : Italy's war against organized crime*, New York, St Martin's Press, 2000.

que l'on a appelé la « guerre des mafias » s'accompagne d'une agressivité inédite à l'égard des fonctionnaires et hommes politiques siciliens<sup>5</sup>. La liste de ces « cadavres exquis »<sup>6</sup> permet de donner la mesure de cette évolution qui indique qu'entre 1979 et 1982, les principaux dirigeants palermitains de la magistrature, de la police et des deux principaux partis politiques sont assassinés<sup>7</sup>. Cette recrudescence sans précédent de la criminalité mafieuse suscite d'importantes mobilisations qui, tant au niveau local qu'au niveau national, transforment la question mafia en problème politique national.

De fait, c'est au début des années 1980 qu'émerge tout un arsenal d'institutions ou d'outils spécifiquement conçus pour combattre *Cosa nostra*. Dans les jours qui suivent l'assassinat du préfet de Palerme, le général Dalla Chiesa, en septembre 1982<sup>8</sup>, une « loi anti-mafia » est ainsi votée à la quasi-unanimité par le Parlement, qui crée le délit « d'association mafieuse »<sup>9</sup>. Cette même loi décide en outre de reconstituer la commission parlementaire anti-mafia qui avait déjà existé en 1963

<sup>5</sup> Comme le note l'historien Salvatore Lupo, à la faveur de la victoire écrasante de la famille des Corleonais, « la Coudole a exprimé la volonté d'abandonner sa traditionnelle position de déférence envers l'establishment, pour adopter des rapports fondés sur l'usage de l'instrument terroriste qui était jusque-là réservé aux négociations internes à la mafia », in LUPO (Salvatore), « Le mafie », in *Storia dell'Italia repubblicana*, Turin, Einaudi, vol. 3, t. 2, 1997, pp. 241-298, p. 288. Il faut noter que la camorra connaît également des luttes sanguinaires qui opposent les clans soutenus par la *Cosa nostra* sicilienne et le clan dirigé par Raffaele Cutolo. Sur ce point, voir notamment les développements de GINSBORG (Paul), *L'Italia del tempo presente*, Turin, Einaudi, 1998, pp. 374-375.

<sup>6</sup> L'expression (*cadaveri eccellenti*), consacrée au cinéma par le film de Francesco Rossi, désigne les personnalités (hommes politiques ou hauts fonctionnaires) assassinées par les organisations criminelles.

<sup>7</sup> Alors même que le dernier attentat contre un élu ou un fonctionnaire remontait à 1971 (quand le procureur de la République Pietro Scaglione avait été assassiné), entre 1979 et 1982 les personnalités suivantes sont assassinées : le commissaire Boris Giuliano, un des dirigeants de la police palermitaine (juillet 1979) ; le magistrat Cesare Terranova, qui terminait son deuxième mandat comme député communiste à la Chambre des Députés où il s'était notamment distingué en 1976 en prenant une part importante à la rédaction du rapport de minorité remis par le groupe communiste dans le cadre de la commission parlementaire anti-mafia (septembre 1979) ; Emanuele Basile, capitaine d'une compagnie de carabinieri qui enquêtait sur l'assassinat de Boris Giuliano (mai 1980) ; Piersanti Matarrella, leader démocrate-chrétien, et président du conseil régional de Sicile (janvier 1980) ; Gaetano Costa, procureur de la République auprès du tribunal de Palerme (août 1980) ; Pio La Torre, secrétaire régionale du PCI (avril 1982) ; Carlo Della Chiesa, préfet de Palerme, qui était arrivé trois mois plus tôt pour relancer la lutte anti-mafia (septembre 1982) ; et enfin, Rocco Chinnici, chef du cabinet d'instruction du tribunal de Palerme, et magistrat spécialisé en matière de mafia (juillet 1982). Pour une liste de l'ensemble des attentats de personnalités de la fin des années 1970 à nos jours, voir LODATO (Saverio), *Venti anni di mafia*, Milan, Rizzoli, 1999, pp. 481-488.

<sup>8</sup> Le préfet Dalla Chiesa, qui s'était illustré à Turin dans la lutte contre le terrorisme d'extrême-gauche, avait été envoyé par le gouvernement avec pour objectif spécifique de réorganiser la lutte contre la mafia en Sicile.

<sup>9</sup> Cette nouvelle incrimination vise la simple appartenance à une organisation mafieuse ; son champ d'application n'est d'ailleurs pas limité à la *Cosa nostra* sicilienne. Sur la loi anti-mafia de septembre 1982, voir les commentaires de TURONE (Giuliano), *Le associazioni di tipo mafioso*, Milan, Giuffrè, 1984.

et 1976<sup>10</sup>, et qui sera désormais reconduite à chaque législature<sup>11</sup>. De même, par un décret-loi du 6 septembre 1982, le gouvernement crée un haut commissariat anti-mafia, dirigé par un préfet doté de pouvoirs spéciaux<sup>12</sup>. En quelques années, la mafia devient ainsi justiciable d'instruments cognitifs et répressifs spécifiques.

Dans ce cadre, et contrairement aux débats qui avaient présidé à l'institution hautement polémique de la première commission parlementaire anti-mafia en 1963<sup>13</sup>, il devient très difficile de s'opposer à un traitement *spécifique* de la question mafieuse, comme l'atteste l'adoption à la quasi-unanimité et en toute urgence de la loi anti-mafia au lendemain de la mort du général Dalla Chiesa<sup>14</sup>. Mais cette promotion apparemment unanime de la lutte anti-mafia au rang d'enjeu politique national masque de multiples conflits. Ceux-ci se cristallisent notamment sur la reformulation du problème mafieux, et singulièrement sur l'utilité et l'opportunité de le construire à l'aune et avec les instruments de la lutte anti-terroriste qui s'achève.

Sans doute faut-il, pour comprendre ces polémiques, évoquer en préalable le travail de reconversion des groupes qui -à des titres divers et dans différentes professions- se sont distingués contre le terrorisme et qui cherchent à faire valoir leurs accomplissements dans la lutte anti-mafia. Le CSM constitue le point d'observation privilégié de ces entreprises diverses -politiques et syndicales- qui travaillent à mettre en équivalence la lutte anti-terroriste et la lutte anti-mafia.

---

<sup>10</sup> Sur cette première commission voir JAMIESON (Alison), *The anti-mafia fight*, op. cit., pp. 16-26.

<sup>11</sup> En mars 1988, La commission anti-mafia se voit attribuer, le statut de commission d'enquête qui lui permet, à l'instar des commissions d'enquête du Congrès américain, de disposer de pouvoirs d'enquête co-extensifs à ceux de l'autorité judiciaire.

<sup>12</sup> Pour une description des instruments répressifs dont se dote l'Etat italien à partir du début des années 1980, voir LANNELI (Francesco), ROCCHIGIANI (Michele), *La direzione investigativa antimafia*, Milan, Giuffrè, 1995, pp. 67-98 ; voir également NANULA (Gaetano), *La lotta alla mafia : strumenti giuridici, strutture di coordinamento, legislazione vigente*, 4ème ed, Milan, Giuffrè, 1999.

<sup>13</sup> Sur ce point, JAMIESON (Alison), *The anti-mafia fight*, op. cit., pp. 16-26.

<sup>14</sup> Au sujet de la « formulation politique du problème mafieux », voir les remarques de BRIQUET (Jean-Louis), « Italie : un système de pouvoir en procès », *Critique internationale*, n°3, printemps 1999, pp. 141-154.

## A/ La reconversion des acteurs de la lutte contre le terrorisme

Le foisonnement des mobilisations anti-mafia au début des années 1980 ainsi que le consensus apparent qui se forme sur la nécessité impérieuse de combattre ce phénomène<sup>15</sup>, risquent de nous faire oublier que la reformulation de la lutte contre la mafia qui s'opère alors fait l'objet de conflits multiples. Le statut de la lutte anti-terroriste qui s'achève, les instruments et les leçons qu'il est possible d'en tirer pour combattre la mafia, constituent ainsi un point d'achoppement. La mise en équivalence -ou, plus précisément, l'établissement d'un rapport stable et constant- entre la mafia et le terrorisme (et, par le fait, entre la lutte anti-mafia et la lutte anti-terroriste) est ainsi indissociable du travail de groupes constitués dans la lutte anti-terroriste, et qui s'efforcent de pérenniser la position acquise dans le cadre nouveau qui se constitue. L'analyse de la construction d'un « pont » entre terrorisme et mafia nous conduit ainsi à évoquer le travail de reconversion de ceux qui se sont distingués dans le combat contre les groupes terroristes, et singulièrement le PCI et les syndicats de magistrats de gauche.

### 1- Le PCI et la « question morale »

Le PCI est l'un des promoteurs les plus systématiques de l'urgence de la question mafia dans le champ politique, insistant sur la continuité nécessaire entre la lutte anti-terroriste et la lutte anti-mafia<sup>16</sup>, et dénonçant les connivences de la

---

<sup>15</sup> Voir sur ce point les développements de BLANDO (Antonino), « Percorsi dell'antimafia », *Meridiana*, n°25, 1996, pp. 77-91 ; et également SCHNEIDER (Jane), SCHNEIDER (Peter), « Mafia, antimafia and the question of Sicilian culture », *Politics and Society*, n°2, juin 1994, pp. 237-258, pp. 248-255. Pour une étude sociologique du mouvement associatif anti-mafia qui se développe à la fin des années 1980, voir RAMELLA (Francesco), TRIGILLA (Carlo), « Associazionismo e mobilitazione contro la criminalità organizzata nel Mezzogiorno », in VIOLANTE (Luciano, dir.), *Mafia e società italiana. Rapporto 1997*, Bari, Laterza, 1997, pp. 24-46.

<sup>16</sup> Les nominations comme préfet de Palermo et comme haut commissaire de la lutte anti-mafia de deux hauts fonctionnaires qui se sont distingués à Turin dans la lutte anti-terroriste (respectivement, le général des carabinieri de Turin, Dalla Chiesa, et l'ancien préfet de police puis directeur du SISDE -services secrets-, Emanuele De Francesco), témoignent du fait que la continuité entre les deux luttes est également

DC avec la mafia. Certes, le parti communiste est engagé depuis longtemps déjà dans la lutte anti-mafia<sup>17</sup>, et sa dénonciation des compromissions de la Démocratie chrétienne sicilienne avec *Cosa nostra* remonte aux années de l'après-guerre<sup>18</sup>. Mais comme le souligne Claudio Riolo dans son histoire du PCI sicilien, à la critique des connivences de la DC avec la mafia succèdent des périodes d'alliances avec ce parti<sup>19</sup>.

Le début des années 1980 correspond à cet égard à une forte relance de l'engagement anti-mafia du PCI. L'abandon de la politique du « compromis historique » officialisé en novembre 1979 et le retour dans l'opposition, contribuent sans doute à relancer la critique de la Démocratie-chrétienne. Le 27 novembre 1980, la direction du PCI, réunie de manière extraordinaire à Salerne, appelle ainsi à la formation d'un « gouvernement de gens honnêtes et compétents », plaçant ce qu'Enrico Berlinguer appellera la « question morale », au cœur de sa nouvelle stratégie<sup>20</sup>.

---

revendiquée par certains courants internes de la DC. Sur les conditions du choix du général Dalla Chiesa comme préfet de Palerme, voir les récits du ministre de l'intérieur de l'époque, Vincenzo Rognoni, in ROGNONI (Vincenzo), *Intervista sul terrorismo*, Bari, Laterza, 1989, pp. 152-157.

<sup>17</sup> Dans la période de l'après-guerre, la lutte anti-mafia s'identifie ainsi avec les luttes de la gauche, et tout particulièrement du PCI, sur la « question agraire » et la redistribution des terres. Le combat contre l'organisation mafieuse est alors considéré comme une des formes de la lutte des classes, du fait du rôle de garants du *status quo* que jouent, aux yeux du PCI, les groupes mafieux. Sur cette « première phase » de la lutte anti-mafia, et une comparaison avec les thématiques plus récentes du mouvement anti-mafia, voir SCHNEIDER (Jane), SCHNEIDER (Peter), « Dalle guerre contadine alla guerre urbana : il movimento antimafia a Palermo », *Meridiana*, n°25, 1996, pp. 47-75, notamment pp. 47-50. Voir aussi les textes retraçant l'histoire de l'engagement anti-mafia du PCI depuis sa fondation, rassemblés in PETRUZZELLA (Francesco, dir.), *La posta in gioco. Il PCI di fronte alla mafia*, 3 vol., Palerme, La Zisa, 1993.

<sup>18</sup> Le rapport de la minorité communiste de la commission parlementaire anti-mafia de 1976 est exemplaire à cet égard. Voir sur ce point, le texte du rapporteur communiste de la commission, LA TORRE (Pio), « Critica della relazione antimafia », in PETRUZZELLA (Francesco, dir.), *La posta in gioco. Il PCI di fronte alla mafia*, op. cit., vol. 2, pp. 150-172. Voir aussi JAMIESON (Alison), *The anti-mafia fight*, op. cit., pp. 16-26.

<sup>19</sup> Claudio Riolo, ancien dirigeant du PDUP (parti d'extrême-gauche) à Palerme, propose ainsi une lecture critique de l'histoire du PCI sicilien, et de ses hésitations entre participation au gouvernement de la région et opposition, v. RIOLO (Claudio), *L'identità debole. Il PCI in Sicilia tra gli anni '70 e '80*, Palerme, La Zisa, 1989. Dans le même sens, voir aussi MASTROPAOLO (Alfio), « Tra politica e mafia. Storia breve di un latifondo elettorale », in MORISI (Massimo, dir.), *Far politica in Sicilia. Difesa, consenso e protesta*, op. cit., pp. 84-144, pp. 87-111.

<sup>20</sup> Celle-ci se fait particulièrement explicite dans un entretien accordé par Enrico Berlinguer au quotidien *La Repubblica* en date du 28 juillet 1981 : « *les partis d'aujourd'hui sont surtout des machines de pouvoir et de clientèle (...). Ils gèrent les intérêts les plus contradictoires parfois même louches, qui de toute façon n'ont aucun rapport avec les nouvelles exigences et les nouveaux rapports humains, voire même qui les déforment sans poursuivre le bien commun. Leur structure même s'est conformée à ce modèle : ce ne sont plus des organisateurs du peuple ; ce sont plutôt des fédérations de courants, de camaraderies chacun avec un chef et leurs sous-chefs.* », BERLINGUER (Enrico), cité in BARBAGALLO (Francesco), BRUNO (Giovanni), « Espansione e deriva del Mezzogiorno », *Storia dell'Italia repubblicana*, vol. 3, t. 2, 1997, pp. 401-470, p. 420. Sur le revirement stratégique de Salerne (« *la seconda svolta di Salerno* »), voir les détails donnés dans AJELLO (Nello), *Il lungo addio. Intelletuali e PCI dal 1958 al 1991*, op. cit., pp. 230-242, et dans VALENTINI (Chiara), *Berlinguer. L'eredità difficile*, Rome, Riuniti, 1997, pp. 314-323.



La nouvelle politique nationale du parti ne manque pas d'avoir des effets sur sa position en Sicile, comme l'atteste notamment ce texte d'information sur la politique anti-mafia du PCI, qui relie la lutte contre la mafia à la « question morale » :

« La mafia et la camorra (...) sont le produit, non voulu, de la "question morale" et du système de gouvernement tel qu'il a été construit par les classes dirigeantes de notre pays »<sup>21</sup>.

Dans ce cadre, la fin –en 1979- de l'alliance qui unissait depuis 1975 le PCI à la DC au niveau régional<sup>22</sup>, et plus encore la nomination à la tête de la fédération régionale du PCI de Pio La Torre, une des figures de proue de la lutte anti-mafia<sup>23</sup>, favorisent le renouveau de l'activisme anti-mafia du PCI sicilien<sup>24</sup>. Ainsi, en novembre 1979, à l'occasion de la première conférence nationale du parti sur le thème de la mafia, Pio La Torre propose officiellement l'adoption d'une loi instituant, entre autres dispositions, un délit d'association mafieuse. C'est d'ailleurs lui qui dépose en mars 1980 au nom du PCI, une proposition de loi instaurant ce nouveau délit<sup>25</sup>.

Mais l'assassinat de ce dernier le 30 avril 1982, qui fait suite à l'assassinat du député communiste Cesare Terranova en 1979<sup>26</sup>, prive le parti d'une autre figure de proue sicilienne de la lutte anti-mafia et ouvre la possibilité d'une reformulation du problème mafieux par de nouveaux acteurs.

---

<sup>21</sup> Voir Dipartimento del PCI per la propaganda e l'informazione, « Mafia, camorra, traffico della droga. Un movimento di massa e una legge per combatterli », publié sous le titre « Significato della legge La Torre », in PETRUZZELLA (Francesco, dir.), *La posta in gioco. Il PCI di fronte alla mafia*, op. cit., pp. 135-143, p. 135.

<sup>22</sup> A l'inverse des régions du centre et du nord où les élections régionales de 1975 avaient porté au pouvoir des coalitions de gauche (voir au chapitre 1, Partie I, le cas du Piémont), la région autonome de Sicile voit en effet se former la première expérience de « compromis historique » entre la DC et le PCI. Sur ce point, voir RIOLO (Claudio), *L'identità debole. Il PCI in Sicilia tra gli anni '70 e '80*, op. cit.

<sup>23</sup> Pio La Torre avait déjà dirigé la fédération sicilienne du parti précédemment. Appelé en 1969 à la direction, puis au secrétariat en 1969, il se distingue en étant en 1976 chargé de la rédaction du rapport de minorité communiste devant la commission parlementaire anti-mafia qui dénonce les connivences de la DC sicilienne avec la mafia.

<sup>24</sup> La direction de Pio La Torre est également marquée par de vastes mobilisations pour la paix, déclenchées après l'annonce par l'OTAN du déploiement de missiles nucléaires à Comiso, en Sicile. Sur ce point, voir RIOLO (Claudio), *L'identità debole. Il PCI in Sicilia tra gli anni '70 e '80*, op. cit.

<sup>25</sup> C'est sur la base de ce texte que sera rédigée deux ans plus tard la loi anti-mafia du 13 septembre 1982. On trouve la proposition de loi La Torre ainsi qu'une sélection des débats parlementaires jusqu'à l'adoption de la loi anti-mafia de septembre 1982 dans CONSO (Giovanni, dir.), « Materiali di consultazione », in TURONE (Giuliano), *Le associazioni di tipo mafioso*, op. cit., pp. 213-297.

<sup>26</sup> Cesare Terranova s'est distingué à de nombreuses reprises dans la lutte anti-mafia. Tout d'abord comme substitut d'une vaste enquête sur les dirigeants de *Cosa nostra* (sur ce point, voir nos remarques dans ce

De fait, c'est dans ce nouveau contexte que s'inscrit le travail de Ugo Pecchioli et de son bras droit Luciano Violante, pour constituer la lutte anti-mafia à l'image de la lutte anti-terroriste dont ils ont été les promoteurs les plus décidés au sein du PCI<sup>27</sup>. Moins de deux semaines après l'assassinat de Pio La Torre, Ugo Pecchioli présente ainsi un long rapport devant le comité central du parti, qui s'efforce de réintégrer cet attentat et d'une manière générale, la lutte anti-mafia, dans un seul et même combat contre la criminalité organisée dans son ensemble : « l'engagement des communistes dans la lutte contre la mafia, la camorra, le terrorisme et pour la sécurité démocratique et la rénovation de l'Etat »<sup>28</sup>. La lutte contre la mafia se trouve ainsi réinsérée dans la lutte bien plus large contre toutes les formes de « pouvoir occulte et [contre] les organisations armées ». Ugo Pecchioli ajoute que mafia, camorra et terrorisme politique constituent une seule et même « grande *question politique nationale* »<sup>29</sup>, une seule et même « bataille décidée contre le terrorisme, la mafia, la camorra et les autres organisations criminelles »<sup>30</sup>. Et le dirigeant communiste de relever, outre « la convergence objective des organisations criminelles », les « contacts criants entre les BR, la camorra, des membres de la DC et des hommes des services secrets et autres appareils d'Etat », ainsi que « les similarités entre les organisations mafieuses et les groupes terroristes »<sup>31</sup>. Autant d'éléments de connexion qui imposent que la lutte contre la mafia « tire les enseignements précieux de la lutte contre le terrorisme »<sup>32</sup>.

De même, dès novembre 1982, Luciano Violante<sup>33</sup> organise à Reggio Emilia un colloque sur les « grands pouvoirs criminels » où sont rassemblés spécialistes du terrorisme et spécialistes de la mafia<sup>34</sup>. Le bras droit d'Ugo Pecchioli y réunit ainsi,

---

chapitre, *infra*). Ensuite comme parlementaire du PCI (1972-1979). Avec Pio La Torre, il participe à la rédaction du rapport de minorité du PCI devant la commission parlementaire anti-mafia.

<sup>27</sup> Sur la politique anti-terroriste du PCI, voir nos développements au chapitre 1, Partie II.

<sup>28</sup> PECCHIOLI (Ugo), « L'impegno dei comunisti nella lotta contro la mafia, la camorra il terrorismo e per la sicurezza democratica e il rinnovamento dello Stato », publié sous le titre « Lotta alla mafia e rinnovamento dello Stato », in PETRUZZELLA (Francesco, dir.), *La posta in gioco. Il PCI di fronte alla mafia*, *op. cit.*, pp. 57-76.

<sup>29</sup> PECCHIOLI (Ugo), *Ibid.*, p. 57 (souligné dans le texte).

<sup>30</sup> *Ibid.*

<sup>31</sup> *Ibid.*, pp. 62-63.

<sup>32</sup> *Ibid.*, p. 68.

<sup>33</sup> S'il n'est pas membre de la commission anti-mafia fin 1982, il y entre dès 1983 pour ne la quitter qu'en 1994 alors qu'il préside cet organe depuis deux années.

<sup>34</sup> Sur ce colloque, voir le compte-rendu de MAROZZI (Marco), « Il magistrato Caselli al convegno sui grandi poteri criminali », *La Repubblica*, 7-8 novembre 1982, p. 13.

entre autres, le sociologue de la mafia Pino Arlacchi, le juriste communiste sicilien Alfredo Galasso, et le juge d'instruction anti-terroriste Giancarlo Caselli.

En jetant ainsi un pont entre les différents pans de la criminalité organisée, tout se passe comme s'ils se donnaient les moyens de reconvertir leur expérience dans la lutte anti-terroriste, et de s'assurer ainsi un droit de cité dans le débat jusque là réservé le plus souvent aux élus siciliens du parti. La disparition de Pio La Torre, sans en être à l'origine, favorise la réappropriation de la question mafia par Ugo Pecchioli et par les « juristes communistes turinois ».

Celle-ci doit être resituée dans la configuration interne au PCI au début des années 1980. La disparition rapide du terrorisme et l'échec définitif du « compromis historique » auxquels Ugo Pecchioli, Ugo Spagnoli et Luciano Violante avaient collaboré activement (notamment dans la définition de la politique anti-terroriste), constituent en effet un cadre politique nouveau où leur position risque d'être fragilisée. D'autant que la position de fermeté que les « juristes communistes turinois » ont promu en matière de terrorisme a renforcé au sein du parti les divisions entre les proches d'Ugo Pecchioli et de la direction d'une part, et le courant de Pietro Ingrao d'autre part<sup>35</sup>. Au sortir des années de lutte contre le terrorisme, et alors même que Pietro Ingrao a retrouvé une liberté d'initiative dans le parti (depuis son départ de la présidence de la Chambre des députés en 1979), les deux groupes s'opposent de manière toujours plus nette. Dans ce cadre, il devient important pour les Turinois de perpétuer la position qu'ils avaient acquise grâce à leur expérience de lutte contre le terrorisme ; or, tout se passe comme si la reformulation de la question mafia à l'aune du problème terroriste permettait de pérenniser les positions acquises à l'occasion de la lutte anti-terroriste.

On le voit, au début des années 1980, le PCI par la voix des Turinois développe un activisme anti-mafia, qui se présente tout à la fois comme une lutte pour la « question morale » et comme une continuation de la lutte déjà engagée

---

<sup>35</sup> Sur les luttes autour du contrôle de la politique institutionnelle du parti, voir nos développements *supra* au chapitre 1, Partie II.

par le parti contre le terrorisme. L'étude des recompositions du syndicalisme judiciaire à la fin des années 1970 montre un processus à bien des égards comparable.

## 2- La lutte contre la criminalité organisée et son inscription à l'agenda syndical

Dans l'arène syndicale, on assiste en effet également au début des années 1980 à une réappropriation du thème de la lutte anti-mafia par les promoteurs de la lutte anti-terroriste. Sans doute faut-il pour s'en convaincre revenir sur les recompositions syndicales dont les « années de plomb » ont été l'occasion ; le syndicat de centre-droit, *Magistratura Indipendente* (MI), perd en effet à cette occasion l'hégémonie dont il disposait depuis 1970<sup>36</sup> pour laisser place à la tête de l'Association Nationale des Magistrats, à des coalitions des syndicats de gauche entre avril 1977 et novembre 1982.

Avec plus de 40% des voix aux élections syndicales, *Magistratura Indipendente* est effectivement jusqu'à la fin des années 1970, le groupe-pivot de toutes les coalitions à la tête de l'ANM. Il fait face à une gauche syndicale divisée en trois organisations, *Magistratura Democratica* (MD), et les deux courants de centre-gauche *Impegno per la Costituzione* (IC), le nouveau courant d'Adolfo Beria, et *Terzo Potere* (TP)<sup>37</sup>. Du fait de cette position de force, MI peut exiger, tout au long des années 1970, l'exclusion de MD, le courant le plus à gauche, de la direction de l'ANM et imposer la lutte pour la revalorisation des salaires des magistrats en tête de l'agenda des revendications syndicales<sup>38</sup>. Le syndicat de centre-droit domine également le Conseil supérieur de la magistrature où il dispose d'une très large majorité, au point d'emporter aux élections de 1972 tous les sièges disponibles.

---

<sup>36</sup> Sur la position hégémonique qu'occupe MI au début des années 1970, voir nos développements *supra* au chapitre 2, Partie I.

<sup>37</sup> Sur les différents syndicats de l'ANM, leurs recompositions, et leurs électors, voir *infra* l'annexe n°2.

<sup>38</sup> Ainsi, au cours des années 1974-1978, MI mène une action revendicative intense sur la question salariale, par le biais d'une alternance de grèves et de négociations. Sur ces revendications, voir ZANNOTTI (Francesca), *La magistratura, un gruppo di pressione istituzionale. L'autodeterminazione delle retribuzioni*, Padoue, Cedam, 1989.

C'est en 1976, à l'occasion du congrès de l'ANM à Bari, que les différents courants de gauche amorcent un rapprochement, qui se confirme tout d'abord avec la constitution d'une coalition des deux syndicats de centre-gauche à la tête de l'ANM entre avril 1977 et décembre 1978 (soutenue par MD). Quand en avril 1979, ils fusionnent dans un grand courant de centre-gauche, *Unità per la Costituzione* (UC) dirigé par Adolfo Beria, qui rassemble environ 40% des voix, ils sont désormais capables de faire jeu égal avec MI. A partir de février 1980, ce nouveau syndicat s'unit à MD pour diriger l'ANM, mettant ainsi fin à dix années d'exclusion de ce courant<sup>39</sup>. Un an plus tard, ces recompositions affectent également le CSM ; à l'occasion de son renouvellement de 1981, on assiste en effet à une poussée des courants syndicaux de gauche<sup>40</sup>.

Sans pouvoir ici retracer l'ensemble des mobilisations des syndicats de gauche qui accompagnent ces recompositions, force est néanmoins de constater qu'elles font de la lutte judiciaire contre le terrorisme et, plus nettement encore, de la protection des magistrats contre les attentats terroristes<sup>41</sup>, leur priorité. Dès l'enlèvement d'Aldo Moro en 1978, invoquant « [le] très grave moment politique que [traversait] le pays », les syndicats de centre-gauche avaient appelé à la formation d'une coalition unitaire à la tête de l'Association. Mais c'est surtout au tribunal de Milan, qui constitue le cœur du courant d'Adolfo Beria (UC), que les mobilisations de la gauche syndicale sont nombreuses, cherchant notamment à se faire l'écho des assemblées générales qui se tiennent à Milan à la suite des assassinats des juges anti-terroristes Emilio Alessandrini en janvier 1979, et de Guido Galli en mars 1980, tous deux membres de UC. C'est d'ailleurs au lendemain de trois assassinats de magistrats en mars 1980 et au nom de la

---

<sup>39</sup> MD est en effet exclu de la direction de l'ANM entre la scission de décembre 1969 et février 1980, à l'exception d'une courte période de quatre mois entre octobre 1978 et février 1979. Dans le cadre de la coalition qui se forme en février 1980 à la tête de l'ANM, MD obtient le poste de secrétaire général.

<sup>40</sup> *Unità per la Costituzione* surpasse à cette occasion MI, avec 43% des voix et 9 sièges (sur les 20 disponibles) contre 38% et 8 sièges pour le courant de centre-droit, tandis qu'avec 14% MD s'empare d'un siège supplémentaire pour occuper désormais trois sièges.

<sup>41</sup> On compte au total neuf magistrats assassinés entre février 1978 et août 1980, dont six par des groupes terroristes, et trois par la mafia.

« situation d'exception »<sup>42</sup>, qu'Adolfo Beria procède à la formation d'une coalition UC-MD dite « d'urgence ». Comme il l'indique à la presse à cette occasion :

« Nous, magistrats de UC, avons été particulièrement touchés. Nombre des juges qui ont été éliminés par les Brigades Rouges appartenaient à notre courant, et c'est au nom d'une certaine "dette" envers eux que le sens de la responsabilité a prévalu »<sup>43</sup>.

L'unité que revendiquent les syndicaux de gauche face à l'agression terroriste s'accompagne d'une critique acerbe de l'incapacité du politique, tout à la fois à protéger les magistrats et à leur donner les moyens de combattre le terrorisme. Les magistrats du parquet de Milan, à l'initiative de membres de MD et de UC, soulignent ainsi au lendemain de l'assassinat d'un des leurs que « les pouvoirs publics ont jusqu'ici donné une réponse totalement évasive par rapport à la gravité du phénomène ». Plus généralement, c'est une crise d'ensemble de la « politique » qui est identifiée :

« Il manque depuis trop longtemps maintenant une volonté politique pour donner une direction politique générale ; les intérêts corporatistes, s'additionnant ou se soustrayant, règlent les affaires sociales et économiques du pays. *L'image de la légalité est dévastée par l'impunité concédée aux groupes clientélistes qui ont instrumentalisé à leur profit les pouvoirs publics et les ressources collectives* »<sup>44</sup>.

De même, Raffaele Bertoni, leader syndical de UC, décrit la situation de la magistrature en ces termes :

« Voila maintenant des mois que les magistrats sont entre deux feux. D'une part, le feu des terroristes et des criminels qui continuent à frapper les juges. De l'autre, le feu des accusations violentes sans retenue qui proviennent de la presse et des milieux politiques »<sup>45</sup>.

C'est le même registre qui est mobilisé par la gauche syndicale quand se développe la criminalité mafieuse. Au début des années 1980, face aux assassinats répétés de magistrats par la mafia, la coalition de gauche s'empare en effet du thème de la lutte anti-mafia, comme en témoigne le colloque qu'elle organise en janvier 1983 à Palerme. A cette occasion, les dirigeants de l'ANM dénoncent « avec amertume le fait que le pouvoir législatif n'ait pas pleinement compris

---

<sup>42</sup> Unità per la Costituzione, « Unità per la costituzione : tre anni di governo associativo », *La magistratura*, n°3, juillet-septembre 1983, pp. 7-11, p. 7.

<sup>43</sup> Adolfo Beria, cité in ANDREOLI (Marcella), « Massima collaborazione tra tutti i magistrati », *L'Avanti*, 23-24 mars 1980, p. 4.

<sup>44</sup> « Documento dei magistrati della procura della Repubblica di Milano », *Magistratura Democratica*, VII, n°1, janvier-février 1979, p. 17.

<sup>45</sup> BERTONI (Raffaele), « Ma che ci sta a fare il Consiglio superiore ? », *La magistratura*, n°4-6, novembre 1979, pp. 2-3, p. 2.

l'importance (...) d'une lutte judiciaire efficace »<sup>46</sup> et revendiquent la nécessaire adoption de mesures législatives anti-mafia<sup>47</sup>.

On le voit, les recompositions de l'arène syndicale du début des années 1980 sont indissociables du travail de reformulation des revendications syndicales *prioritaires*, et notamment de la promotion du thème de la lutte contre la criminalité organisée. A la faveur de la « situation d'exception » qu'ils invoquent, et sous l'effet des mobilisations unitaires des syndicats de gauche au lendemain des assassinats de magistrats, MD retrouve une place à plein titre dans le jeu syndical, tandis que les deux courants de centre-gauche réunis dans UC font désormais jeu égal avec MI.

D'une manière générale, au terme de ces développements, on mesure ce que la construction de la lutte anti-mafia doit au travail de consolidation de positions acquises dans la lutte contre le terrorisme par des groupes situés dans différentes arènes de l'espace public.

## B/ Le Conseil supérieur de la magistrature et le traitement judiciaire du crime organisé

Parce qu'il est composé de membres élus par le Parlement<sup>48</sup> et de magistrats élus à la représentation proportionnelle sur les listes syndicales, le Conseil supérieur de la magistrature constitue le point de rencontre des

---

<sup>46</sup> ANM, « Il convegno di Palermo contro la criminalità organizzata. Le conclusioni », *La magistratura*, n°1-2, janv.-juin 1983, pp. 8-9, p. 9.

<sup>47</sup> *Ibid.* Voir aussi la prise de position de l'ANM dans le même sens à la suite de l'assassinat du général Dalla Chiesa, ANM, « L'ANM contro la mafia e la camorra », *La magistratura. Bollettino*, n°4, décembre 1982, p. 46.

<sup>48</sup> Conformément à une pratique établie pour la nomination des membres de la Cour constitutionnelle dès la fin des années 1950, l'élection des dix membres du CSM par le Parlement obéit à une répartition proportionnelle des postes en fonction du poids des partis représentés au Parlement. L'interprétation de cette règle de répartition des prébendes entre les principaux partis politiques (autrement appelée *lottizzazione*) fait l'objet de négociations ardues à chaque renouvellement du CSM ou de la Cour constitutionnelle. Entre 1976 et 1994, cette distribution reste néanmoins stable : quatre sièges pour la DC, trois pour le PCI, deux pour le PSI et un élu pour l'un des partis dits « laïcs ». Sur les longs débats sur les conditions d'application de la *lottizzazione* dans le cas similaire de la Cour constitutionnelle, voir BONINI (Francesco), *Storia della Corte costituzionale*, op. cit., pp. 156-157, p. 228 et pp. 272-274.

recompositions qui affectent tout à la fois le champ politique et la magistrature<sup>49</sup> en matière de lutte contre la criminalité organisée.

### 1- L'engagement du CSM dans la lutte anti-mafia

A l'occasion de son renouvellement en 1981 – le premier depuis 1976-, cet organe voit converger en son sein les groupes et les acteurs qui ont émergé dans la lutte contre le terrorisme : on y trouve ainsi représentés tout à la fois *Unità per la Costituzione*, le nouveau syndicat dirigé par Adolfo Beria (neuf élus), *Magistratura Democratica* (trois élus), et le PCI (trois élus)<sup>50</sup>. Bien que ces groupes –on dira la gauche syndicale et politique du CSM- divergent fréquemment dans leurs prises de position, tous trois ont partie liée à la lutte contre le terrorisme et à la critique des incapacités de l'Etat démocrate-chrétien à résoudre ce problème. De fait, ils forment sur la question de la lutte contre la criminalité organisée une véritable coalition qui rassemble 15 des 30 membres du CSM, et jouent un rôle moteur dans l'inscription du problème mafieux à l'ordre du jour de cette institution.

Ils contribuent ainsi à faire du CSM la caisse de résonance des initiatives de leurs groupes politique ou syndical respectifs en matière de lutte contre la criminalité organisée. Comment s'en étonner, lorsque l'on sait que les plus entreprenants d'entre eux sont étroitement associés à la définition de la politique de leur parti ou syndicat en la matière : Alfredo Galasso, professeur de droit privé à Palerme élu au CSM par le PCI, a contribué activement à la définition du « nouveau cours » de ce

---

<sup>49</sup> L'analyse du CSM présente d'autant plus d'intérêt que l'institution est dotée de compétences particulièrement étendues ; parmi toutes ses attributions, il faut tout particulièrement souligner celles que cet organe détient en matière de nomination des magistrats (à tous les niveaux de l'institution judiciaire et que ce soit au parquet ou à l'instruction), de formation initiale et permanente, de pouvoir disciplinaire, ainsi que la procédure exceptionnelle de mutation d'un magistrat pour « incompatibilité avec son environnement ». On trouve des développements détaillés sur les pouvoirs du CSM, in FERRARI (Giuseppe), « Consiglio superiore della magistratura », in *Enciclopedia giuridica*, Rome, Treccani, 1988, pp. 1-40, et dans PIZZORUSSO (Alessandro), « Le Conseil supérieur de la magistrature en Italie », *Revue française de droit constitutionnel*, n°9, 1992, pp. 153-159. Pour une histoire de l'institution, voir l'analyse de deux magistrats de MD, BRUTI LIBERATI (Edmondo), PEPINO (Livio), *Autogoverno o controllo della magistratura*, op. cit., pp. 13-82.

<sup>50</sup> On trouve également : *Magistratura Indipendente* (huit élus), la Démocratie chrétienne (quatre élus), le PSI (deux élus), le parti républicain italien (un élu).



parti en matière de mafia<sup>51</sup> ; Raffaele Bertoni, magistrat napolitain de *Unità per la Costituzione*, est l'un des porte-parole les plus virulents au sein de ce courant, tout à la fois dans la critique de l'inefficacité du politique et dans la promotion de la lutte contre la criminalité organisée<sup>52</sup>. En tant que bras-droit d'Adolfo Beria au sein de UC<sup>53</sup>, il y dispose d'une position de force qui lui permet d'être élu triomphalement au CSM, en tête du panachage de sa liste. Dès lors, on s'explique que le CSM, qui n'avait joué qu'un rôle secondaire dans la lutte contre le terrorisme<sup>54</sup>, se saisisse du problème mafieux. Une analyse des prises de position du CSM en matière de mafia met ainsi en évidence le travail d'importation au sein de cette institution de la politique anti-mafia définie par la gauche syndicale et par le PCI dans d'autres arènes.

Ainsi, au lendemain de l'assassinat Pio La Torre en mai 1982, le CSM adopte à l'unanimité, et en la présence exceptionnelle du président de la République en sa qualité de président de cette institution<sup>55</sup>, un texte présenté par

---

<sup>51</sup> Alfredo Galasso s'est notamment distingué par sa critique de la politique de « compromis historique » du PCI sicilien avec la DC. Dans une vaste recherche collective du centre d'études économiques (CESPE) du PCI sur la Sicile, Alfredo Galasso, qui coordonne ce travail, dresse ainsi un bilan très négatif de l'alliance entre la DC et le PCI en Sicile, évoquant notamment le « naufrage des illusions étatistes et dirigistes » ; voir FIGURELLI (Michele), GALASSO (Alfredo), « Introduzione », in GALASSO (Alfredo, dir.), *La Sicilia alla svolta degli anni '80*, Milan, Franco Angeli, 1981, pp. 19-38, p. 25.

<sup>52</sup> Voir, par exemple, BERTONI (Raffaele), « Ma che ci sta a fare il Consiglio superiore ? », *op. cit.*

<sup>53</sup> La carrière syndicale et professionnelle de Raffaele Bertoni est d'ailleurs étroitement liée à celle de son mentor Adolfo Beria. Il est appelé par celui-ci au CSM en 1970 pour être l'un des deux rédacteurs du premier rapport au Parlement de cet organe, et le rejoint quelques années plus tard au ministère de la justice quand Adolfo Beria devient directeur de cabinet de Mario Zagari (cf. chapitre 1, Partie I). Raffaele Bertoni revendique d'ailleurs sa position de bras droit, indiquant ainsi à l'occasion d'un colloque : « je suis le plagiat de Beria », BERTONI (Raffaele), in Section Vénète de l'ANM, *Crisi delle istituzioni giudiziarie*, *op. cit.*, p. 161. Dans un article autobiographique, il ajoute : « je dois [à Beria] beaucoup d'enseignements, et la volonté de m'engager toujours plus à ses côtés dans les différents secteurs de la vie syndicale », BERTONI (Raffaele), « Il magistrato », in STAJANO (Corrado), *La mia professione*, Rome, Laterza, pp. 15-44, p. 40.

<sup>54</sup> Le précédent du CSM avait certes pris l'initiative inédite d'envoyer une circulaire à tous les parquets pour leur demander de donner la priorité aux procès en matière de terrorisme, mais cette initiative n'avait pas été suivie d'autres prises de position. Voir la circulaire du 19 mai 1977 n°2450 publiée in *Notiziario CSM*, n°8, 1977, p. 3. Sur l'attitude du CSM pendant la période terroriste, voir les remarques de BRUTI LIBERATI (Edmondo), PEPINO (Livio), *Autogoverno o controllo della magistratura*, *op. cit.*, pp. 60-61.

<sup>55</sup> Il faudrait sans doute ici évoquer le rôle de la présidence de Sandro Pertini qui, depuis son élection en 1978 jusqu'à son départ en 1985, a fait de la lutte anti-terroriste, puis -avec la recrudescence des attentats mafieux- de la lutte contre le crime organisé, ainsi que de la « question morale », un des lieux de réaffirmation de l'autorité d'une fonction présidentielle affaiblie après les démissions de son prédécesseur pour corruption dans le scandale « Lockheed ». En assurant à plusieurs reprises au cours de son septennat, à l'occasion notamment des assassinats par la mafia de magistrats ou hommes politiques, la présidence du CSM -alors même que le président de la République abandonne habituellement cette prérogative au vice-président du CSM-, Sandro Pertini a contribué à renforcer la politique anti-mafia de cette institution. On trouve une description détaillée et très élogieuse des initiatives du président en la matière, in BRUTI

les groupes de la gauche politique et judiciaire sur la lutte anti-mafia. On y retrouve soulignées les similitudes du terroriste et de la mafia :

« les attaques récentes et répétées de la mafia envers des membres du monde politique, de la magistrature et des forces de l'ordre, en font un phénomène ayant pour une part des caractéristiques proches de celles du terrorisme (...). A la manière du terrorisme, c'est la survie même des institutions démocratiques qui est en danger »<sup>56</sup>.

De même, à la suite de l'assassinat le 3 septembre 1982, du préfet de Palerme Dalla Chiesa, le CSM se fait le relais des importantes mobilisations anti-mafia qui suivent l'attentat. Un communiqué de presse adopté quelques jours plus tard prend une fois encore comme modèle la lutte contre le terrorisme, rappelant :

« la nécessité que, par rapport à de tels phénomènes, et d'une manière générale face à la criminalité organisée dans toutes ses formes, on aboutisse à la même détermination et unité d'intentions que dans la longue lutte encore inachevée contre le terrorisme »<sup>57</sup>.

En janvier 1983, en réaction à l'assassinat d'un magistrat sicilien, le CSM se déplace pour la première fois de son histoire « hors les murs », à Palerme, où il tient, une fois encore sous la présidence de Sandro Pertini, une nouvelle session extraordinaire en l'honneur du magistrat décédé<sup>58</sup>.

La mise en équivalence des menaces terroriste et mafieuse va chaque fois de pair avec la dénonciation de « l'imbrication, encore latente dans certaines zones, entre le pouvoir mafieux ou la camorra, et certains secteurs de pouvoirs publics », ou encore « des collusions entre pouvoir criminel et pouvoirs publics »<sup>59</sup>. Les prises de position du CSM appellent à « une forte relance de la vie démocratique et [à] une rénovation en profondeur des structures publiques et [à] un nouveau

---

LIBERATI (Edmondo), « Il presidente della Repubblica, presidente del CSM da Pertini a Cossiga », *Questione Giustizia*, n°2, 1990, pp. 435-451.

<sup>56</sup> CSM, « Riunione del CSM sul problema della lotta alla mafia e alla criminalità organizzata », *Notiziario CSM*, n°6, 15 mai 1982, pp. 3-5, p. 3.

<sup>57</sup> CSM, « Compiti della lotta contro la criminalità organizzata », *Notiziario CSM*, n°11, 30 septembre 1982, p. 3, p. 3.

<sup>58</sup> Voir le procès verbal de cette réunion, CSM, « Verbale della seduta straordinaria del 26 gennaio 1983 del CSM tenutosi a Palermo a seguito dell'assassinio del magistrato Gian Giacomo Ciacio Montalto », *Notiziario CSM*, numéro spécial, 21 juillet 1983, pp. 3-21. A cette occasion, le vice-président du CSM souligne d'ailleurs d'emblée la signification qu'il donne à ce geste symbolique que constitue le déplacement à Palerme : « acte exceptionnel, parce que c'est la première fois que le Conseil se réunit en dehors de son siège à Rome, et cela de manière à donner une preuve tangible et solennelle de l'engagement du CSM déjà affirmé, au cours des séances des 13 mai et 15 septembre 1982, pour une action décidée de lutte contre la criminalité mafieuse, de la camorra et de la criminalité organisée en général », DE CAROLIS (Vincenzo), in *ibid.*, p. 3.

<sup>59</sup> CSM, « Riunione del CSM sul problema della lotta alla mafia e alla criminalità organizzata », *op. cit.*, p. 3

fonctionnement de l'Etat et des pouvoirs publics »<sup>60</sup>. Comme l'indique Alfredo Galasso :

« [Cette dénonciation] aujourd'hui largement répandue, représentait, en mai 1982, tout à la fois une anticipation et une nouveauté (...). Un organe de niveau constitutionnel [le CSM], s'adressait aux autres organes de l'Etat et, en assumant explicitement la responsabilité, définissait la mafia et la camorra comme un "pouvoir", et dénonçait avec clarté leurs connexions avec les pouvoirs publics »<sup>61</sup>.

Aux yeux des membres de la gauche syndicale et politique du CSM, la question de la mafia est un pan de la « question morale » :

« Il est aujourd'hui reconnu que la mafia prospère notamment grâce aux appuis et aux connivences qu'elle trouve dans les centres de pouvoir politique, administratif et économique. Il est donc essentiel, y compris pour la réussite de la lutte contre le phénomène mafieux, de dépasser un système de pouvoir aussi largement pollué par l'illégalité, la corruption, le clientélisme et la *lottizzazione* »<sup>62</sup>.

Enfin, le CSM se dote d'un Comité anti-mafia, chargé de « promouvoir et coordonner » l'action de la magistrature contre la mafia, et dont le leader de *Unità per la Costituzione* (UC), Raffaele Bertoni, prend la tête<sup>63</sup>. Cette initiative fait écho au vote de la loi anti-mafia par le Parlement quelques jours seulement après la mort du préfet Dalla Chiesa, qui prévoit notamment l'institution d'une commission parlementaire anti-mafia.

On l'aura compris, à la faveur des mobilisations de la gauche politique et syndicale, le CSM devient le réceptacle des mobilisations qui construisent la lutte anti-mafia à l'aune de la lutte anti-terroriste, et qui font de la mafia un des pans de la critique des dérives et compromissions de la politique<sup>64</sup>.

---

<sup>60</sup> *Ibid.*

<sup>61</sup> GALASSO (Alfredo), « Il ruolo del CSM nella lotta alla mafia », in FIANDACA (Giovanni), COSTANTINO (Salvatore), dir., *La legge antimafia, tre anni dopo*, Milan, Franco Angeli, 1986, pp. 259-277, p. 260.

<sup>62</sup> Magistratura Democratica, « Osservatorio sul CSM », *Questione Giustizia*, n°3, 1982, pp. 711-713, p. 712.

<sup>63</sup> Magistratura Democratica, « Osservatorio sul CSM », *op. cit.*, p. 712.

<sup>64</sup> Pour une indication supplémentaire de l'importance que le CSM attribue à la lutte anti-mafia, voir les recommandations qu'il adresse aux procureurs généraux des cours d'appel quant aux thèmes à aborder à l'occasion des discours d'inauguration de l'année judiciaire. En 1983, la lutte contre la criminalité organisée figure en première position : « terrorisme, mafia, camorra e criminalité organisée, notamment en référence aux premières applications de la loi sur les "repentis" et sur la législation anti-mafia » ; voir CSM, « Inaugurazione dell'anno giudiziario 1983 », *Notiziario CSM*, n°15, 30 décembre 1985, pp. 3-4, p. 3.

## 2- Parler au nom des magistrats qui luttent contre la criminalité organisée

S'il est vrai, comme on a cherché à le montrer, que la construction du problème mafieux à l'aune de la lutte contre le terrorisme participe de la consolidation des positions de ceux qui se sont distingués dans cette dernière, sans doute ne faut-il pas alors s'étonner que cette mise en équivalence soit l'objet de controverses dans l'espace public. De la réponse à la question du caractère *comparable* ou non des deux phénomènes criminels, dépend en effet la possibilité pour ceux qui se sont distingués dans la lutte anti-terroriste d'invoquer un droit de cité dans le débat sur la mafia. Requête de faire la preuve du bien fondé de ce principe d'équivalence, la gauche politique et syndicale du CSM se fait l'initiatrice de rencontres entre les magistrats anti-terroristes et leurs collègues engagés dans la lutte contre la mafia.

### a) Les controverses autour de la mise en équivalence du terrorisme et de la mafia

De fait, si l'importance de la lutte anti-mafia fait désormais consensus, le lien entre celle-ci et la lutte anti-terroriste fait l'objet de nombreuses polémiques. Dans le champ politique, la question de la pérennisation de la « situation d'exception » sous l'espèce de la lutte anti-mafia contribue à renforcer encore l'opposition de ceux qui avaient déjà pris leurs distances vis à vis de la « politique de fermeté » anti-terroriste de la DC et du PCI.

Le cas le plus emblématique est sans doute celui du PSI. Sous l'impulsion de son secrétaire général Bettino Craxi, ce parti s'était déjà opposé —quoique ponctuellement— à la politique anti-terroriste, comme l'attestent ses prises de position pendant la détention d'Aldo Moro en faveur de négociations avec les ravisseurs de l'ancien président du conseil<sup>65</sup>. A la faveur de l'autonomie politique que le PSI de Bettino Craxi cherche à gagner à l'égard tant du PCI<sup>66</sup>, le parti

---

<sup>65</sup> Sur l'attitude des partis politiques pendant la séquestration d'Aldo Moro, voir TRANFAGLIA (Nicola), « Un capitolo del "doppio stato". La stagione delle stragi e dei terrorismi », *op. cit.*, pp. 70-73.

<sup>66</sup> Sous l'impulsion de son nouveau secrétaire général Bettino Craxi, et dans un cadre où le compromis historique entre la DC et le PCI le prive de son rôle d'allié « naturel » de la Démocratie chrétienne, le PSI

adopte une position toujours plus critique à l'égard de ce qu'il qualifie de *emergenzialismo* (politique de l'urgence). Sous des formes diverses, on trouve une même critique chez les autres partis de la gauche non communiste –parti radical en tête-, ainsi que –quoique de façon moins virulente- dans le courant de Pietro Ingrao au sein du PCI. La gauche se trouve ainsi divisée sur la reformulation de la question de la mafia, comme en témoigne le débat suivant, qui oppose différentes personnalités (magistrats, professeurs, hommes politiques) de celle-ci.

En 1983, l'ancien secrétaire général de MD Marco Ramat, qui s'occupe désormais des questions de justice auprès de Pietro Ingrao, exprime ses doutes sur la position du PCI dans la revue culturelle du parti :

« Je dois confesser un certain scepticisme quant à la stratégie choisie dans la lutte anti-mafia et anti-camorra (...). On répète qu'il faut combattre la mafia et la camorra de la même manière que l'on a combattu le terrorisme. Mais ce sont des batailles complètement différentes »<sup>67</sup>.

Dès le numéro suivant, Alfredo Galasso, représentant du PCI au CSM lui rétorque que « la confrontation avec l'expérience du terrorisme [est] particulièrement intéressante et très utile »<sup>68</sup>, notamment parce que celle-ci « a fait émerger chez de nombreux juges et policiers, une nouvelle conscience de leur fonction et du sens concret du travail réalisé au service de la démocratie et du vivre ensemble »<sup>69</sup>. Et Marco Ramat de lui répondre dans les colonnes du quotidien communiste *l'Unità* que :

« La catégorie de l'urgence était, et est justifiée pour le terrorisme (même s'il faudrait certainement critiquer nombre des instruments législatifs qui, sans justifications, survivent à l'urgence) ; mais nous devons nous retirer de la tête que la mafia, la camorra, et tout ce qui leur ressemble, relève de l'urgence. Ils sont le produit, au contraire du terrorisme, de situations antérieures ; il s'agit d'une histoire à la fois récente et ancienne »<sup>70</sup>.

C'est le même débat qui s'ouvre au sein de MD, entre « l'aile droite » proche du PCI et « l'aile gauche »<sup>71</sup> qui dénonce la pérennisation de la « politique d'exception » qui a caractérisé, à leurs yeux, la lutte contre le terrorisme. Le

---

adopte une stratégie politique « agressive » à l'égard du PCI. Sur ce point, voir MERKEL (Wolfgang), *Il PSI prima e dopo Craxi*, Padoue, Liviana, 1987.

<sup>67</sup> RAMAT (Marco), « Quel che occorre per battere la mafia », *Rinascita*, n°41, 21 octobre 1983, pp. 11-12, p. 11 (souligné dans le texte).

<sup>68</sup> GALASSO (Alfredo), « Illusioni e realtà nella lotta alla mafia », *Rinascita*, 28 octobre 1983, pp. 10-11, p. 10.

<sup>69</sup> *Ibid*, p. 11.

<sup>70</sup> RAMAT (Marco), « Ma se quei giudici sono popolo... », *L'Unità*, 2 novembre 1983, p. 4.

<sup>71</sup> Sur cette distinction, voir les développements à la fin du chapitre 2, Partie I.

congrès du courant en janvier 1984 reprend en effet dans les mêmes termes la polémique engagée dans les colonnes de la presse communiste quelques semaines plus tôt<sup>72</sup>. Le quotidien d'extrême-gauche *Il Manifesto*, qui soutient activement la gauche de MD, rend compte du congrès par des titres tels que : « Une urgence entraîne l'autre ? »<sup>73</sup>, « Prise de conscience des magistrats de MD de ne pas aller d'urgence en urgence »<sup>74</sup>, ou encore « Urgence ? Non merci ! »<sup>75</sup>. Le journaliste du quotidien de la gauche « extra-parlementaire » indique ainsi :

« Si tous [les participants du congrès] reconnaissent que l'extension de la délinquance organisée est anormale, pour certains [d'entre eux], ce constat comporte des conséquences dangereuses, [telles que] *l'idée qu'il faudrait tirer profit des leçons de la lutte contre le terrorisme pour affronter ces phénomènes criminels (...)*. Beaucoup de juges ont ainsi rappelé que (...) s'il est positif que, en tant que citoyen, le juge *lutte*, en revanche en tant que magistrat, il doit se contenter de juger »<sup>76</sup>.

Ainsi, la constitution de la mafia en « nouvelle urgence nationale » que prônent les groupes dirigeants du PCI et de la coalition MD-UC au sein du CSM, loin de faire consensus, rencontre de nombreuses oppositions. Dans ces conditions, les entreprises telles que le Comité anti-mafia du CSM, qui sont nées à l'enseigne du lien entre mafia et terrorisme, se doivent de démontrer, non pas tant la nécessité de la lutte anti-mafia -qui semble, elle, faire consensus-, mais de la construction de celle-ci sur le modèle de la lutte anti-terroriste.

## b) L'organisation de rencontres sur la criminalité organisée

Les critiques dont font l'objet ces entreprises -politiques et syndicales- qui contribuent à mettre en équivalence la lutte anti-mafia et la lutte anti-terrorisme rejaillissent en partie sur le nouvel activisme du CSM en la matière. Ainsi, la création en son sein d'un Comité anti-mafia provoque de nombreuses interrogations parlementaires, à l'image de ce sénateur démocrate chrétien :

<sup>72</sup> Voir les actes du congrès de MD à Sorrento, in NEPPI MODONA (Guido, dir.), *Potere e giurisdizione*, Naples, Jovene, 1985.

<sup>73</sup> CARLINI (Franco), « Un'emergenza tira l'altra ? », *Il Manifesto*, 28 janvier 1984, p. 4.

<sup>74</sup> CARLINI (Franco), LUCCA (Daria), « Autocoscienza dei magistrati democratici per non andare di emergenza in emergenza », *Il Manifesto*, 29 janvier 1984, p. 1 et p. 4.

<sup>75</sup> CARLINI, (Franco), « Emergenza ? No, grazie ! », *Il Manifesto*, 31 janvier 1984, p. 1 et p. 4.

<sup>76</sup> *Ibid.*

« Je souhaite demander aux membres du Conseil supérieur de la magistrature sur la base de quelle norme, interne, législative ou réglementaire, a été constitué le Comité anti-mafia dans le cadre du Conseil supérieur de la magistrature »<sup>77</sup>.

De même, quand le Comité anti-mafia vient rencontrer au Parlement la Commission parlementaire anti-mafia, un député socialiste, Salvatore Frasca, fait le rappel à l'ordre suivant :

« [La commission parlementaire anti-mafia] est un organe politique, et de ce fait, prééminent au cours de nos rencontres (...). Je ne veux pas polémiquer avec les magistrats, mais je voudrais que l'on accepte la validité de certaines règles »<sup>78</sup>.

On comprend dès lors l'importance du travail de légitimation du nouveau rôle que le CSM entend jouer dans la lutte anti-mafia, et tout particulièrement l'utilité des rencontres du Comité anti-mafia avec ses homologues de la région de Sicile -la Commission anti-mafia de l'Assemblée régionale de Sicile (en juillet 1985)- et surtout du Parlement -la Commission parlementaire anti-mafia (en octobre 1983 et en décembre 1984). C'est d'ailleurs en ce sens que le président du Comité anti-mafia du CSM Raffaele Bertoni, interprète la première réunion avec cette dernière :

« Je pense que cette audition que la Commission [parlementaire anti-mafia] a concédée au Conseil supérieur de la magistrature représente *un fait très significatif, qui légitime -puisque'elle vient de ceux qui sont titulaires de la souveraineté populaire- l'initiative qu'a prise le Conseil supérieur de la magistrature de s'occuper de ces problèmes (de criminalité organisée) (...)*. De plusieurs endroits, on a contesté cette décision du Conseil supérieur. Je crois que cette audition a pour signification -pour le moins c'est celle que je lui attribue- de dissiper tous les doutes sur la légitimité de celui-ci à s'occuper de tels problèmes »<sup>79</sup>.

C'est sans doute dans ce même travail de légitimation des prises de position du CSM en matière de criminalité organisée, qu'il faut comprendre que le Comité anti-mafia, sous l'impulsion d'Alfredo Galasso (PCI) et Raffaele Bertoni (UC), organise des rencontres entre les magistrats engagés dans les enquêtes sur la criminalité organisée, qu'elle soit terroriste ou mafieuse. En invitant de manière régulière les magistrats anti-terroristes et les magistrats anti-mafia à échanger leurs

<sup>77</sup> FRASCA (Salvatore), in « Seduta di giovedì 6 dicembre 1984 », *Discussione Commissione Antimafia. Atti parlamentari*, Camera, IX legislatura, vol. 1, Partie II, pp. 3-45, p. 14.

<sup>78</sup> SAPORITO (Learco), in « Seduta di giovedì 6 dicembre 1984 », *op. cit.*, p. 4.

<sup>79</sup> BERTONI (Raffaele), in « Seduta di martedì 18 ottobre 1983 », *Discussione Commissione Antimafia. Atti parlamentari*, Camera, IXème législature, vol. 1, Partie I, pp. 3-40, p. 6. On notera que le groupe communiste, par la voix de Luciano Violante, souligne également « le caractère positif de cette rencontre », par laquelle pour « la première fois (...), une délégation du CSM rencontre de manière formelle une délégation du Parlement », in VIOLANTE (Luciano), in « Seduta di martedì 18 ottobre 1983 », *op. cit.*, p. 8.

« expériences judiciaires » de lutte contre le crime organisé, le CSM –ou, plus exactement, les élus de la gauche politique et syndicale- apporte en effet un fondement supplémentaire à la mise en équivalence de la mafia et du terrorisme. Ainsi, à partir de juin 1982 –un mois à peine après l’assassinat de Pio La Torre-, le CSM organise, « à l’initiative et sous la pression constante des membres de la gauche, et en particulier [d’]Alfredo Galasso »<sup>80</sup>, une série de réunions rassemblant chaque fois entre 40 et 90 magistrats engagés dans des enquêtes relatives au crime organisé. A chaque fois, les organisateurs du CSM associent aux magistrats anti-mafia, des magistrats qui se sont distingués dans la lutte contre le terrorisme (mais également ensuite, dans la lutte contre la corruption), dont ils attendent qu’ils fassent faire part de leur expérience judiciaire et des leçons qu’il est possible d’en tirer pour lutter contre les organisations mafieuses.

---

<sup>80</sup> BRUTI LIBERATI (Edmondo), IPPOLITO (Franco), SENESE (Salvatore), « Notiziario del gruppo consiliare di MD. Aprile 1982-febbraio 1983 », *Magistratura Democratica*, II, n°6-8, février 1983, pp. 42-68, p. 53.



### Tableau n°5 : Les rencontres du CSM en matière de criminalité organisée (1982-1988)<sup>81</sup>

- « Réflexions et expériences du phénomène mafieux », 4-6 juin 1982, Castelgandolfo, 72 participants dont 7 membres du CSM<sup>82</sup>.
- « La loi du 14 septembre 1982 n°646. Problèmes d'interprétation et de mise en œuvre »<sup>83</sup>, 17-19 décembre 1982, Maiori, 59 participants dont 4 membres du CSM.
- « La lutte contre la criminalité organisée de type mafieux. Les problèmes issus de l'expérience judiciaire sur la position des criminels qui collaborent avec l'autorité. Propositions opérationnelles »<sup>84</sup>, Fiuggi, 25-26 mai 1984, 68 participants dont 8 membres du CSM, et un magistrat étranger (le juge français, Laurence Vichnievsky).
- « Les questions liées au traitement des procès pour les attentats terroristes [*strage*] »<sup>85</sup>, Castelgandolfo, 3-5 mai 1985, 38 participants dont 5 membres du CSM
- « Recherche, acquisition et évaluation de la preuve »<sup>86</sup>, Castelgandolfo, 27-29 juin 1986, 76 participants dont 8 membres du CSM
- « La loi sur la "dissociation". La phase actuelle du terrorisme. Réflexions et points de vue »<sup>87</sup>, Frascati, 15-16 mai 1987, 74 participants dont 7 membres du CSM
- « Méthodologie et instruments pour les enquêtes bancaires et sur le patrimoine », Trevi, 4-6 décembre 1987<sup>88</sup>
- « Les problèmes actuels des procès en matière de criminalité organisée notamment dans la perspective de la réforme du code de procédure pénale »<sup>89</sup>, Tarquinia, 29-31 janvier, 94 dont 6 membres du CSM ; et 19-21 février 1988, 85 participants dont 6 membres du CSM.

<sup>81</sup> On a inclus dans cette liste exclusivement les réunions qui concernaient la lutte contre la criminalité organisée, et non pas l'ensemble des réunions consacrées au droit pénal. On a choisi d'arrêter le comptage de ces réunions en 1988, dans la mesure où l'adoption du nouveau code de procédure pénale en 1989 est l'occasion d'une modification en profondeur de la forme de ces réunions (sur ce point *infra*, voir chapitre 2, Partie III).

<sup>82</sup> CSM, « Riflessioni ed esperienze sul fenomeno mafioso. Incontro della Commissione per la riforma giudiziaria del CSM con i magistrati impegnati in processi contro mafiosi. Maggio-giugno 1982 », *Quaderni di incontri e di studio*, (ed. du CSM), 1983.

Le CSM se veut ainsi « le point de référence institutionnel »<sup>90</sup> des magistrats qui luttent « isolés » contre le crime organisé. Comme le soulignent les représentants de MD au CSM, les magistrats doivent disposer « par le biais de leur organe d'auto-gouvernement, [d']un point de référence sûr et d'un soutien »<sup>91</sup>.

Dans ce travail pour faire du CSM « la seule institution capable d'exprimer dans ses rapports avec les autres institutions une véritable fonction de représentation de l'appareil judiciaire (...) au nom de la magistrature », on ne s'étonnera pas de voir les membres du comité anti-mafia solliciter les juges qui participent à ces rencontres pour qu'ils prennent une position collective. Raffaele Bertoni qui dirige le Comité anti-mafia du CSM conclut l'une de ces rencontres en ces termes :

« J'interviens brièvement pour dire qu'il serait utile que notre rencontre se conclue par un document (...) dans lequel soient mises en évidence les revendications que des magistrats qui sont engagés sur ce front [criminalité organisée] entendent adresser, non seulement au Conseil, mais aussi aux autres institutions de l'Etat (...). Je pense qu'il serait important qu'il sorte de cette réunion un démenti net... »<sup>92</sup>.

Ainsi, les magistrats rassemblés en juin 1982 à Castegandolfo signent un appel des « magistrats engagés dans les procès de mafia », qui dénonce le caractère « inadéquat » de la réponse des institutions à la criminalité mafieuse, qui « n'est pas moins dangereuse et déstabilisante que le terrorisme politique » ; ils souhaitent ainsi « soumettre à l'attention du Parlement », l'inadaptation de la législation anti-

---

<sup>83</sup> CSM, « La legge 13 settembre 1982 n°646. Problemi interpretativi e applicativi. Dicembre 1982 », *Quaderni di incontri e di studio*, (ed. du CSM), 1983.

<sup>84</sup> CSM, « Lotta all criminalità di tipo mafioso. Problemi emersi nell'esperienza giudiziaria circa la posizione degli autori di delitti che collaborano con l'autorità. Proposte operative. Maggio 1984 », *Quaderni di incontri e di studio*, (ed. du CSM), 1985.

<sup>85</sup> CSM, « Problematiche sulla trattazione dei processi di strage. Maggio 1985 », *Quaderni del Consiglio superiore della magistratura*, n°3, 1986.

<sup>86</sup> CSM, « Ricerca, acquisizione e valutazione della prova. Giugno 1986 », *Quaderni di Consiglio superiore della magistratura*, n°5, 1986.

<sup>87</sup> CSM, « La legge sulla dissociazione. Attuale fase del terrorismo. Riflessioni e valutazioni. Maggio 1987 », *Quaderni del Consiglio superiore della magistratura*, n°14, 1988.

<sup>88</sup> CSM, « Metodologie e strumenti per le indagini bancarie e patrimoniali. Dicembre 1987 », *Quaderni del Consiglio superiore della magistratura*, n°19, 1988.

<sup>89</sup> CSM, « Problemi attuali dei procedimenti in tema di criminalità organizzata, anche in vista della riforma del codice di procedura penale. Gennaio-febbraio 1989 », *Quaderni del Consiglio superiore della magistratura*, n°22, 1989.

<sup>90</sup> BRUTI LIBERATI (Edmondo), IPPOLITO (Franco), SENESE (Salvatore), « Notiziario del CSM », *Magistratura Democratica*, II, n°11-12, octobre 1983, pp. 51-85, p. 73.

<sup>91</sup> IPPOLITO (Franco), « Linee di politica giudiziaria in tema di mafia e consiglio superiore della magistratura », *Questione Giustizia*, n°4, 1982, pp. 871-877, p. 870.

<sup>92</sup> BERTONI (Raffaele), in CSM, « Problematiche sulla trattazione dei processi di strage. Maggio 1985 », *op. cit.*, p. 177.

mafia, et la « nécessité de favoriser » le recours aux repentis<sup>93</sup>. Les signataires de l'appel apportent en revanche leur soutien à l'action du CSM qu'ils jugent « positivement », et tout particulièrement à ses prises de position sur le problème mafieux, du fait de sa « ferme volonté de promouvoir et de solliciter des initiatives ». Ils demandent au CSM de poursuivre la « promotion de ces rencontres périodiques opérationnelles »<sup>94</sup>.

Soulignant dans la presse la représentativité des magistrats présents —« ils représentent à 90% tout le groupe des juges qui s'occupent de mafia, camorra et de n'dranghetta »<sup>95</sup>—, les organisateurs du CSM se font l'écho, auprès du gouvernement, des exigences du corps judiciaire qu'ils représentent. En fondant leurs prises de position et les demandes qu'ils adressent aux autres organes de l'Etat, sur les « suggestions nées de l'examen collectif des expériences des magistrats »<sup>96</sup>, le Comité anti-mafia, et plus généralement le CSM, se font les porte-parole des magistrats « engagés dans la lutte contre le crime organisé ». En prenant ainsi appui sur ces rencontres pour construire la légitimité du principe d'équivalence entre mafia et terrorisme, le CSM contribue en retour à constituer la représentativité de ceux qui y sont invités. En d'autres termes, en parlant au nom tout à la fois des magistrats anti-terroristes et des magistrats anti-mafia, la coalition de la gauche syndicale et politique concourt à faire exister un nouveau groupe de juges qui tirerait sa légitimité sur l'expérience judiciaire de la lutte contre la criminalité organisée, qu'elle soit de type terroriste ou de type mafieux.

On mesure au vu de ces développements ce que la rencontre entre les juges anti-mafia et les juges anti-terroristes doit au travail d'acteurs intéressés à des titres divers à la construction d'un principe d'équivalence entre mafia et terrorisme. Dès lors, il convient, pour comprendre la formation de ce modèle d'excellence qui

---

<sup>93</sup> « Documento predisposto dai partecipanti », in CSM, « Riunione del CSM sul problema della lotta alla mafia e alla criminalità organizzata », *Notiziario CSM*, n°6, 15 mai 1982, pp. 239-241, p. 241. Voir également le document signé par « les magistrats participant au séminaire organisé par le CSM », « Documento », in CSM, *Problematiche sulla trattazione dei processi di strage. Maggio 1985, op. cit.*, pp. 221-222.

<sup>94</sup> *Ibid.*, p. 240.

<sup>95</sup> GALASSO (Alfredo), cité in GAMBESCLA (Paolo), « Proposte dei magistrati contro la delinquenza organizzata », *Il Messaggero*, 13 juin 1982, p. 19.

<sup>96</sup> CSM, « Relazione del Consiglio superiore della Magistratura per l'inaugurazione dell'anno giudiziario 1984 », *Notiziario CSM*, n°17, 31 décembre 1983, pp. 3-8, p. 4.

s'appuie sur l'expérience judiciaire de la criminalité organisée, d'analyser ce qui se joue dans cette rencontre.

## Section II/ L'expérience de la criminalité organisée comme nouveau principe de légitimité

Force est de constater que ces réunions qu'organise le CSM sur le traitement judiciaire du crime organisé, suscitent un grand enthousiasme de la part des magistrats qui y participent, comme en témoignent les propos du juge anti-terroriste, Giancarlo Caselli à l'occasion de l'une d'entre elles :

« Avant tout un remerciement [aux organisateurs] qui n'est pas rituel, mais authentique et sincère. Si, par le passé, les magistrats qui s'occupaient d'enquêtes sur le terrorisme, et aujourd'hui les magistrats qui s'occupent d'enquêtes sur la criminalité de la mafia et de la camorra ont senti le besoin —dont il faut absolument tenir compte— de s'organiser et de se rencontrer périodiquement (...) ; si, jusqu'à présent ils l'ont fait avec une sorte de spontanéisme, ce n'est pas par choix mais par nécessité parce qu'il y avait un manque absolu d'initiatives du type de celle d'aujourd'hui. Alors vraiment, merci d'avoir pris une initiative de ce type »<sup>97</sup>.

Cet enthousiasme tient sans doute aux conditions mêmes de ces rencontres. Elles réunissent en effet des magistrats anti-terroristes dont le travail s'achève et qui cherchent à pérenniser la valeur d'une expérience, et des magistrats anti-mafia qui travaillent à constituer le sens de leurs pratiques judiciaires encore émergentes. Dans les transactions qui s'opèrent à cette occasion, qui voient les uns chercher à exporter les savoirs et savoir-faire forgés dans la lutte anti-terroriste et les autres les importer pour construire les enquêtes judiciaires contre la mafia, c'est un seul et même modèle professionnel fondé sur l'expérience judiciaire de la criminalité organisée qui se constitue.

---

<sup>97</sup> CASELLI (Giancarlo), in CSM, « Lotta alla criminalità di tipo mafioso », *op. cit.*, p. 66.

## A/ Faire valoir l'expérience judiciaire anti-terroriste

Sous l'effet de la disparition rapide de la violence terroriste et de la recrudescence de la criminalité mafieuse, les magistrats anti-terroristes voient les fondements même de leur position d'expertise se dérober. L'effondrement des organisations terroristes dès le début des années 1980 les prive en effet de la possibilité d'exciper de leur expérience judiciaire ; dans ce nouveau cadre, c'est la valeur même de leur travail effectué dans les enquêtes anti-terroristes qui risque de se déprécier (1). On s'explique alors « l'enthousiasme » avec lequel ils participent aux réunions du CSM sur la criminalité organisée : invités à y rendre compte de leurs accomplissements, les magistrats anti-terroristes trouvent l'occasion d'intéresser les acteurs de la lutte anti-mafia à leur expérience, en faisant valoir l'utilité des techniques judiciaires et savoir-faire qu'ils y ont forgées (2).

### 1- La désagrégation des groupes terroristes et ses effets

La désagrégation du terrorisme d'extrême-gauche à partir du début des années 1980, qui n'est démentie que par quelques succès « militaires » ponctuels des Brigades Rouges<sup>98</sup>, constitue en effet un phénomène d'autant plus brutal qu'il est inattendu. La multiplication des repentis au cours des années 1980-1982 témoignait déjà de l'existence des profondes lacérations internes aux groupes terroristes apparues au lendemain de l'assassinat d'Aldo Moro ; mais, son ampleur et les connaissances que ces confessions permettent de recueillir contribuent encore à les renforcer. De fait, en quelques années, le phénomène terroriste connaît un reflux très marqué.

Dès lors, l'expertise en la matière –qu'elle soit judiciaire ou autre- perd une partie de sa valeur, singulièrement dans un contexte où c'est désormais la question mafia qui est présentée comme la « nouvelle urgence nationale ».

---

<sup>98</sup> Sur les attentats des années 1982-1985, voir CASELLI (Giancarlo), DELLA PORTA (Donatella), « La storia delle Brigate Rosse », *op. cit.*

Les magistrats anti-terroristes ne manquent pas d'ailleurs de s'en inquiéter, qui soulignent les risques de cette moindre mobilisation. Début 1984, et tout particulièrement au lendemain de l'assassinat le 15 février 1984 du diplomate américain Leamon Hundt par les Brigades Rouges, ils multiplient les prises de position dans la presse, qui rappellent la menace, toujours présente, d'une reconstitution des groupes terroristes. Ce travail de remobilisation a pour point d'orgue l'appel lancé en juin 1984 au président de la République, au président du conseil, et au CSM, par les 36 magistrats qui prennent part aux réunions de coordination des enquêtes judiciaires sur le terrorisme<sup>99</sup>. Dans un contexte où ils constatent « un sens diffus de démobilisation »<sup>100</sup>, les « magistrats qui, dans leurs fonctions de parquetiers ou de juges d'instruction, ont eu la possibilité de suivre au cours des dernières années de nombreuses enquêtes sur le terrorisme »<sup>101</sup> réclament une vigilance accrue de l'Etat. C'est en faisant valoir l'exclusivité des informations rassemblées par le biais du mode de connaissance judiciaire du phénomène terroriste que les magistrats signataires de l'appel fondent et justifient leur prise de position :

« [Les signataires] considèrent qu'il est nécessaire de faire connaître aux destinataires de ce document *certaines informations qui ressortent des enquêtes et des instructions actuellement en cours dans divers tribunaux* et, en conséquence, d'exposer leur point de vue sur la phase que traverse la lutte contre le terrorisme, et les possibilités de reprise de celui-ci » ;

« [les signataires] ont un seul objectif : faire connaître aux organes de l'Etat compétents pour les divers aspects de la lutte contre le terrorisme certaines informations (provenant, comme on l'a dit, d'enquêtes et instructions en cours), dont la connaissance apparaît nécessaire dans ce moment historique particulier où on parle tant (souvent de manière superficielle ou trop précipitée), de "post-terrorisme" et de dépassement de l'urgence »<sup>102</sup>.

---

<sup>99</sup> Le texte de l'appel est publié intégralement in « La loggia dei trentasei », *Il Manifesto*, 24 mai 1984, p. 1 et p. 8. Bien que nous ne disposions pas de la liste exacte des magistrats signataires de l'appel, il s'agit là du groupe des magistrats anti-terroristes qui se réunit depuis 1977 et qui comprend, entre autres, Giancarlo Caselli, Maurizio Laudi, Armando Spataro, Pier Luigi Vigna.

Sur ces réunions de coordination des enquêtes des magistrats engagés dans les enquêtes sur le terrorisme, voir nos développements au chapitre 1, Partie II.

<sup>100</sup> *Ibid.* En ce sens, voir aussi les explications de Giancarlo Caselli : « [Ce document] a été écrit à un moment où il semblait que l'attention pour le terrorisme de l'opinion publique et des organes de sécurité semblait s'affaiblir ; [il y avait] une tendance à considérer le phénomène comme liquidé (comme cela avait déjà été le cas avec de lourdes conséquences en 1975-1976) », CASELLI (Giancarlo), in ROSSANDA (Rossana), « Quei 36 giudici speciali », *op. cit.*, p. 3.

<sup>101</sup> *Il Manifesto*, « La loggia dei trentasei », *op. cit.*, p. 8.

<sup>102</sup> *Ibid.* (souligné dans le texte).

Sur la base de cette expertise spécifique des phénomènes sociaux qu'ils revendiquent<sup>103</sup>, les magistrats évoquent des indices qui témoignent « d'un processus de réagrégation des formations armées dans les rangs du terrorisme »<sup>104</sup>, et tout particulièrement des « nouvelles méthodes » de ces groupes qui attestent une « internationalisation » du phénomène<sup>105</sup>. De fait, ajoutent les magistrats anti-terroristes, puisque « on ne peut exclure une reprise des activités terroristes », il paraît « dangereux de parler de fin de l'urgence »<sup>106</sup>. Ainsi, au nom de leur expérience judiciaire et de la connaissance du phénomène terroriste auquel les enquêtes judiciaires leur donnent accès, les signataires de la pétition préconisent une relance de la lutte contre les groupes terroristes.

Mais cette prise de position des magistrats anti-terroristes intervient dans une configuration de l'espace public profondément transformée par « l'irruption » du problème mafieux dans l'espace public depuis 1982. Dans ce nouveau contexte, l'expertise judiciaire du terrorisme se trouve comme privée des soutiens dont elle disposait. C'est alors l'arbitraire et le caractère partisan des magistrats anti-terroristes – bref l'illégitimité – qui sont soulignées. De fait, les appels des juges anti-terroristes, qui jusque là n'avaient pas suscité de controverses, rencontrent cette fois de fortes oppositions, singulièrement parmi les groupes qui s'opposent à la reformulation de la question mafia à l'aune de la lutte anti-terroriste. L'appel de mai 1984 est en effet immédiatement l'occasion d'après polémiques. Le quotidien de la gauche extra-parlementaire *Il Manifesto* est le premier à s'emparer de ce texte pour dénoncer l'illégitimité de cette « loge des 36 » signataires : « ces 36 super-magistrats, experts des enquêtes sur le terrorisme, et qui se sont autoproclamés

<sup>103</sup> Sur l'expertise judiciaire et les entreprises judiciaires d'expertise, voir nos développements au chapitre 1, Partie II.

<sup>104</sup> *Ibid.* En ce sens, voir aussi l'article du juge d'instruction du *pool* turinois, LAUDI (Maurizio), « Non siamo supermagistrati ma abbiamo una certezza : il terrorismo è ancora vivo », *La Repubblica*, 2 juin 1984, p. 14. Voir aussi, dès janvier 1984, l'intervention de Giancarlo Caselli au congrès de MD le juge turinois insiste sur ce point, CASELLI (Giancarlo), « Impegno della magistratura nella lotta al terrorismo : esperienze del passato e prospettive per il futuro », in NEPPI MODONA (Guido, dir.), *Potere e giurisdizione*, *op. cit.*, pp. 326-331, pp. 328-329.

<sup>105</sup> CASELLI (Giancarlo), *Ibid.* Voir aussi, sur ce même thème, quelques mois plus tôt, l'article du substitut du *pool* turinois, BERNARDI (Alberto), « Terrorismo. Rinascono le strutture BR », *Nuova polizia*, mars 1984, p. 34.

<sup>106</sup> CASELLI (Giancarlo), cité in COPPOLA (Franco), « Come uscire dall'emergenza : dibattito al convegno di Magistratura democratica. "Ma il terrorismo forse non è finito" », *La Repubblica*, 29 janvier 1984, p. 14.

conseillers des princes qui nous gouvernent »<sup>107</sup>. Et les membres de la rédaction d'évoquer ce « *petit groupe politique qui s'est constitué comme tel sous prétexte de leurs compétences, et [qui est] convaincu de sauver la patrie* »<sup>108</sup> ; ou encore, ce « groupe de pression, [ce] lobby », cette « sorte de juge collectif diffusé dans tout le pays »<sup>109</sup>.

La polémique entre rapidement dans le champ politique à la faveur des interventions de partis politiques comme le parti radical qui parle, à son tour, de « la loge occulte de magistrats »<sup>110</sup>, ou encore le PSI, qui demande à connaître la liste des 36 magistrats et souhaite savoir du ministre de la justice s'il a donné son autorisation à un tel regroupement<sup>111</sup>. De même, dans l'arène syndicale, de nombreux leaders prennent leur distance -quoique de manière moins polémique- avec le groupe des signataires<sup>112</sup>.

On se convainc alors que, dans ce nouveau contexte où leurs prises de position suscitent des polémiques multiples, l'exercice de l'expertise judiciaire en matière de terrorisme passe par un travail coûteux de défense et de dénégation, comme en témoignent ces remarques de Giancarlo Caselli, requis de s'expliquer sur « l'appel des 36 » :

« Avant tout, le groupe des 36 n'existe pas (...). Nous ne sommes pas une structure organisée, nous sommes des magistrats qui avons développé une pratique concrète d'échanges de données et d'informations depuis qu'il nous est apparu que le terrorisme avait une diffusion nationale (...). Je conteste le fait que nous ayons été une structure de pouvoir ou un groupe de pression »<sup>113</sup>.

Dans un tel cadre, on comprend que la poursuite de la désintégration des organisations terroristes fragilise encore davantage l'expertise judiciaire en la matière. Et de fait, l'appel de mai 1984 constitue la dernière prise de position collective des magistrats anti-terroristes.

<sup>107</sup> ROSSANDA (Rossana), « Un gruppetto politico », *Il Manifesto*, 26 mai 1984, pp. 1 et 8, p. 1.

<sup>108</sup> *Ibid.*, p. 8.

<sup>109</sup> PARLATO (Valentino), « Trentasei grandi fratelli », *Il Manifesto*, 2 juin 1984, pp. 1 et 3, p. 3.

<sup>110</sup> *Il Manifesto*, « Loggia dei 36 magistrati, I radicali intervengono su Cossiga », 27 mai 1984, p. 1.

<sup>111</sup> *La Repubblica*, « Iniziativa di 36 giudici apre una nuova polemica », 29 mai 1984, p. 4, et *Il Manifesto*, « Loggia dei 36. Interrogatorie del PSI a Martinazzoli », 29 mai 1984, p. 1.

<sup>112</sup> Les deux principaux dirigeants de MD, même s'ils critiquent la virulence et la partialité de la présentation de la rédaction du quotidien *Il Manifesto*, prennent leur distance avec le texte des 36 magistrats ; voir BORRE (Giuseppe), PALOMBARINI (Giovanni), « Sulla forma delle accuse ai 36 non siamo d'accordo », *Il Manifesto*, 30 mai 1984, p. 1 et p. 3.

<sup>113</sup> CASELLI (Giancarlo), in ROSSANA (Rossana), « Quei 36 giudici speciali. Giancarlo Caselli, magistrato a Torino, parla dell'emergenza », *Il Manifesto*, 14 février 1985, p. 3.



Jusqu'alors en effet, le patrimoine d'expériences venait fonder le coup de force symbolique de ces magistrats n'appartenant ni à l'élite syndicale, ni à la haute magistrature<sup>114</sup>, et qui se posaient néanmoins comme les interlocuteurs privilégiés de l'Etat ainsi que comme des experts irremplaçables du phénomène terroriste. Mais, sous l'effet tout à la fois de la dissolution rapide des groupes terroristes et de la « saillance » qu'acquiert concomitamment le problème mafieux dans l'espace public, ce capital d'expérience tend à perdre de sa valeur. En effet, c'est la possibilité même d'une légitimité fondée sur l'expérience judiciaire du terrorisme qui se dérobe, et risque –comme l'a montré « l'appel des 36 »– de laisser apparaître l'inévitable part d'arbitraire qui a présidé à la constitution de ce nouveau groupe de porte-parole de la magistrature. En somme, la disparition rapide du terrorisme, tout à la fois comme enjeu de l'espace public et comme expérience judiciaire, pose la question de la pérennité du porte-parolat des magistrats anti-terroristes.

## **2- Intéresser les magistrats anti-mafia aux « accomplissements » de la lutte judiciaire anti-terroriste**

La participation active de ces magistrats anti-terroristes, au cours de ces années critiques (pour leur magistère) où se désagrègent les groupes terroristes, aux réunions qu'organise le CSM en matière de criminalité organisée peut alors s'analyser comme un travail d'intéressement des magistrats anti-mafia au « patrimoine d'expérience judiciaire » constitué dans la lutte contre le terrorisme. Les réunions du CSM sont en effet l'une des occasions qui permet de faire la preuve que le capital d'expérience accumulé dans le domaine spécifique du terrorisme peut être étendu au traitement judiciaire de la mafia.

---

<sup>114</sup> Sur la compétition pour la représentation du corps judiciaire, voir nos remarques au chapitre 1, Partie II.

## a) Les magistrats anti-terroristes et la mafia

Sans doute est-il utile pour comprendre ce travail d'intéressement de ne pas considérer les magistrats anti-terroristes comme une entité homogène sur le mode anthropomorphique. Ce serait oublier en effet que cette catégorie recouvre une grande diversité d'entreprises judiciaires (constituées dans différents tribunaux, à l'occasion d'enquêtes sur différents groupes terroristes...) qui entrent en concurrence pour l'exercice de l'expertise judiciaire du terrorisme.

De fait, les juges anti-terroristes qui prennent part aux réunions du CSM cherchent d'abord à mettre en exergue *leur* expérience spécifique. Ainsi, le juge d'instruction Gherardo Colombo vient présenter le travail en équipe expérimenté au cabinet d'instruction du tribunal de Milan à l'occasion des grands procès sur le terrorisme<sup>115</sup>. De même, un substitut en poste dans ce même tribunal rend compte des leçons tirées de la constitution au parquet d'une banque de données judiciaires pour l'ensemble des affaires de séquestration. Comme il l'indique aux participants :

« Je vous apporte l'expérience encore en cours du parquet de Milan qui a eu la chance d'avoir dit, en son temps, des paroles qui ont été écoutées et reçues »<sup>116</sup>.

Les magistrats Giancarlo Caselli et Pier Luigi Vigna viennent également faire part de leur expérience des repentis et d'autres aspects de la gestion des enquêtes judiciaires qu'ils ont expérimentés le premier au tribunal de Turin<sup>117</sup>, le second au tribunal de Florence<sup>118</sup>. La mise en valeur des « accomplissements » des magistrats anti-terroristes relève ainsi avant tout du travail de *chacune* des entreprises judiciaires.

---

<sup>115</sup> Gherardo Colombo, juge d'instruction à Milan, participe activement en compagnie de Guido Galli, assassiné en 1980, à la mise en place au cabinet d'instruction de mécanismes de suivi collectif des enquêtes (*co-assegnazione*) analogues à ceux mis en place dans le cadre des *pools* turinois. Sur cette expérience milanaise, voir COLOMBO (Gherardo), in CSM, « Riflessioni ed esperienze sul fenomeno mafioso », *op. cit.*, pp. 149-153.

En outre, à la date de son intervention au CSM, il s'est déjà distingué en menant conjointement avec Giuliano Turone, deux instructions importantes, « l'affaire Sindona » et la loge P2 (sur ces deux affaires, voir nos précisions à l'annexe n°3).

<sup>116</sup> DELL'OSSO (Pier Luigi), in CSM, « Riflessioni ed esperienze sul fenomeno mafioso », *Quaderni di incontri e di studio*, (ed. CSM), 1983, pp. 167-172, p. 167.

<sup>117</sup> CASELLI (Giancarlo), in CSM, « Lotta alla criminalità organizzata di tipo mafioso. Problemi emersi nell'esperienza giudiziaria... », *op. cit.*, pp. 66-74.

<sup>118</sup> VIGNA (Pier Luigi), in CSM, « La legge 13 settembre 1982 n°646 », *op. cit.*, pp. 298-302.

Les formes mêmes de ces investissements ainsi que leur réussite varient fortement en fonction des ressources que peuvent mobiliser le ou les membres d'une entreprise judiciaire<sup>119</sup>. Ainsi, les *pools* turinois, parce qu'ils disposent d'une surface sociale étendue<sup>120</sup>, peuvent faire valoir les « leçons » de leur expérience dans une multitude de sites. Les réunions du CSM ne sont alors pour eux que l'une des occasions de la mise en exergue de leur patrimoine d'expérience<sup>121</sup>. D'autres entrepreneurs judiciaires, à l'inverse, ne peuvent mobiliser que des ressources internes à l'institution judiciaire, souvent limitées au tribunal même où ils ont mené leurs enquêtes (section syndicale locale, réseaux personnels...).

Mais, dans le contexte d'une disparition du terrorisme, *toutes* de ces entreprises doivent –sous peine de disparaître- faire la preuve du caractère exportable et « reproductible » d'un domaine d'enquête à un autre, de leur expérience judiciaire désormais en voie d'achèvement. Dans ces conditions, la reconversion de celle-ci suppose un même investissement dans la mise en équivalence du traitement judiciaire des deux phénomènes criminels. En d'autres termes, la construction d'un principe d'équivalence entre lutte anti-mafia et lutte anti-terroriste judiciaire que les réunions du CSM donnent à voir constitue le fruit d'un processus convergent de reconversion des diverses entreprises judiciaires.

Ainsi, dans un contexte où la valeur de leur expérience judiciaire en matière de terrorisme est menacée, les entreprises judiciaires d'expertise s'engagent dans un travail, convergent quoique non coordonné, d'extension de la validité du capital d'expérience accumulé. Sans que l'on puisse considérer qu'il s'agisse d'un travail concerté, les différents entrepreneurs judiciaires s'accordent tous pour estimer que « le dépassement de l'urgence [terroriste] ne peut ni ne doit aller de pair avec un renoncement à ce qui est ressorti de positif et d'utile de l'expérience

---

<sup>119</sup> Sur les avantages spécifiques des *pools* à cet égard, voir nos précisions *supra* au chapitre 1, Partie II.

<sup>120</sup> Sur ce point, voir nos développements *supra* au chapitre 1, Partie II.

<sup>121</sup> On peut ainsi évoquer, à titre d'exemple, l'initiative du procureur adjoint du tribunal de Turin et coordinateur du *pool* du parquet, Francesco Marzachi, qui fait parvenir à tous les « gros tribunaux dont nous avons pu savoir qu'ils avaient vécus l'expérience des "repentis" en matière de criminalité organisée » deux rapports [mai 1986 et novembre 1987], dans lesquels les magistrats turinois ont « cherché à synthétiser [leur] expérience accumulée dans de nombreux procès où intervenaient des "repentis" », voir MARZACHI (Francesco), in CSM, « Problemi attuali dei procedimenti in tema di criminalità organizzata anche in vista del C.P.P. », *op. cit.*, pp. 121-129, p. 122.

judiciaire de la riposte au terrorisme »<sup>122</sup>. Ils revendiquent, au contraire, la possibilité d'étendre les techniques et savoir-faire forgés dans la lutte contre le terrorisme à *l'ensemble* de la lutte contre la criminalité organisée<sup>123</sup>. Pier Luigi Vigna, substitut florentin et figure de proue de la lutte anti-terroriste, souhaite ainsi étudier :

« la possibilité de transmettre certaines expériences qui ont été faites par les magistrats qui s'intéressent au terrorisme (au sujet duquel je crois, ou plutôt je suis sûr de m'entendre plus) à ceux qui s'intéressent à la mafia. En d'autres termes, je voudrais *voir si certaines expériences qui se sont développées dans les enquêtes contre le terrorisme sont transférables* »<sup>124</sup>.

De même, Giancarlo Caselli veut identifier ce qui :

« dans la longue saison des procès anti-terroristes (...) est à éliminer ou conserver, et [ce qui est] au contraire à conserver parce que valide, *en étudiant la valorisation et l'extension à d'autres secteurs d'enquêtes* »<sup>125</sup>.

Mais le transfert de savoir et savoir-faire judiciaires d'un domaine d'enquête à un autre, la possibilité de faire valoir l'utilité des « leçons » des enquêtes anti-terroristes pour la lutte anti-mafia, ne va pas sans difficultés. D'abord et avant tout parce que, comme on a pu le voir précédemment, la mise en équivalence des deux phénomènes criminels dans l'espace public ne fait pas l'unanimité dans l'espace public ; mais également parce que, pour des magistrats qui font de *l'expérience judiciaire concrète et directe du terrorisme*, le principe de légitimité de leur expertise, l'absence d'une quelconque expérience judiciaire du phénomène mafieux fragilise leur invocation d'un droit de cité en la matière.

On trouve l'indice de cette difficulté dans les multiples précautions et nuances dont s'entourent les magistrats anti-terroristes dans la mise en valeur de leur travail devant les magistrats anti-mafia. Tous rappellent d'emblée les différences multiples qui distinguent les deux domaines d'enquête, prenant ainsi acte du caractère non évident de la tâche. On peut pour s'en convaincre citer les propos

---

<sup>122</sup> CASELLI (Giancarlo), « Impegno della magistratura nella lotta al terrorismo : esperienze del passato e prospettive per il futuro », *op. cit.*, p. 329.

<sup>123</sup> Ainsi, le juge Giancarlo Caselli propose à l'occasion d'un colloque du PCI sur la criminalité organisée d'étendre la banque de données créée pour le terrorisme à la mafia. Cf. MAROZZI (Marco), « Il magistrato Caselli al convegno sui "grandi poteri criminali" », *op. cit.*

<sup>124</sup> VIGNA (Pier Luigi), in CSM, « Legge 13 settembre 1982 n°646. Problemi interpretativi e applicativi », *op. cit.*, p. 298.

<sup>125</sup> CASELLI (Giancarlo), « Impegno della magistratura nella lotta al terrorismo : esperienze del passato e prospettive per il futuro », *op. cit.*, pp. 329-330.

du juge d'instruction Giancarlo Caselli quand, à l'occasion d'une des rencontres du CSM, il est invité à faire la preuve de l'utilité du recours aux « repentis » dans la lutte contre la mafia, et indique en guise d'introduction à son intervention que :

*« On a l'habitude de dire (et on l'a encore entendu ce matin) que le "repenti" en matière de criminalité terroriste est une chose et que le "repenti" en matière de criminalité mafieuse ou de camorra en est une autre. C'est vrai. Mais, ce n'est pas aussi vrai qu'on le croit parfois (...). En général, on dit immédiatement après que la mafia et la camorra ne connaissent pas de divisions internes, qu'elles n'ont pas autant de problèmes liés à des crises internes à leur organisation, et que donc ce qui valait pour le terrorisme ne doit pas automatiquement valoir pour la mafia et la camorra. Mes considérations sont seulement des hypothèses ; bien entendu, encore une fois, il me manque des données concrètes. Je fais seulement un raisonnement concret, selon une logique élémentaire »<sup>126</sup>.*

Et il ajoute devant cet auditoire composé en grande majorité de magistrats anti-mafia, que :

*« Je ne fais pas -ou plus exactement je commence seulement- à m'occuper de procès relatifs aux activités de type mafieux ou de camorra ; de ce fait mon expérience directe dans ce secteur est extrêmement limitée, et je n'ai aucune prétention à pouvoir dire quelque chose qui vienne s'ajouter ou qui puisse même seulement s'appuyer sur l'observation des collègues qui sont engagés sur le terrain. J'ai une certaine expérience pour ce qui est du terrorisme et c'est elle, dans la mesure où elle peut nous être utile que je voudrais l'invoquer »<sup>127</sup>.*

On le voit, le transfert de l'expérience d'un domaine d'enquête à un autre ne va pas de soi. Dès lors, on se convainc que la pérennisation de l'expérience judiciaire anti-terroriste sous la forme de savoirs et savoir-faire utilisables dans d'autres domaines d'enquête, ne peut s'analyser comme un simple transfert ou exportation d'expérience ; plus exactement, l'exportation ne se comprend pas sans évoquer le *travail de mise en forme* pour une audience particulière.

## **b) Les mises en forme de l'expérience judiciaire du terrorisme**

La pérennisation de la valeur de cette expérience judiciaire passe en effet par un travail de reformulation du sens de l'expérience judiciaire anti-terroriste à l'attention d'un auditoire composé de magistrats anti-mafia. En d'autres termes, l'intéressement des magistrats anti-mafia aux « leçons » de la lutte judiciaire anti-terroriste suppose d'évoquer le *travail d'intéressement* qu'effectuent les magistrats

<sup>126</sup> CASELLI (Giancarlo), in CSM, « Lotta alla criminalità di tipo mafioso. Problemi emersi nell'esperienza giudiziaria circa la posizione degli autori di delitti che collaborano con l'autorità. Proposte operative », *op. cit.*, p. 66 et p. 69.

<sup>127</sup> *Ibid.*, p. 66.

anti-terroristes, et singulièrement la reformulation de leurs « accomplissements » dans le contexte spécifique des rencontres du CSM<sup>128</sup>. On l'aura compris, l'analyse du transfert de techniques d'enquête et, d'une manière générale, de savoir-faire, ne saurait s'analyser comme la simple réappropriation par les magistrats anti-mafia des leçons ou des outils de la lutte anti-terroriste, mais suppose au contraire d'étudier les investissements particuliers qu'engagent les « exportateurs » pour *mettre en forme exportable et intéressante ce qu'ils ont accompli*.

L'un des éléments les plus importants de ce travail de mise en forme de l'expérience judiciaire est sans doute la constitution par ces magistrats d'une étologie de la lutte judiciaire anti-terrorisme, c'est-à-dire la reconstruction d'un ensemble de causalités qui permette de mettre en relation les techniques d'enquête ou d'organisation du travail judiciaire forgées dans la lutte anti-terroriste (tels que la gestion des repentis, le travail en équipe...) et la défaite du terroriste d'extrême-gauche. L'exportation des savoir-faire forgés dans la lutte contre le terrorisme suppose en effet que soit établie une distinction, parmi les facteurs ayant contribué à la défaite du terrorisme d'extrême-gauche, entre *l'efficacité intrinsèque des techniques d'enquêtes* d'une part, et ce qui doit être mis sur le compte de facteurs extra-judiciaires, tels que la crise interne des organisations terroristes, la mobilisation politique contre le terrorisme, d'autre part... C'est en effet à la condition de pouvoir imputer *en propre* aux techniques judiciaires, un rôle dans la déroute du « parti armé » (à côté de la contribution d'un contexte, de la « personnalité » ou des « talents » d'un magistrat...), qu'il est possible de faire valoir la possibilité de les utiliser dans un contexte différent, soit par exemple contre la mafia. Ainsi,

<sup>128</sup> Pour un exemple analogue de ce travail de reformulation, voir l'analyse de Renaud Dorandeu sur les conditions d'exportation de l'expertise des constitutionnalistes français dans les pays d'Europe centrale et orientale au début des années 1990 : « *La recherche du compromis oblige les juristes à reconsidérer la portée du droit constitutionnel en général, et à sélectionner les points doctrinaux et logiques sur lesquels ils vont faire porter leur effort d'argumentation*. Dans cette perspective, la notion de modèle juridique éventuellement "exportable" disparaît au profit d'une approche qui privilégie les analyses ponctuelles », DORANDEU (Renaud), « Les pèlerins constitutionnels. Éléments pour une sociologie des influences juridiques », in MENY (Yves, dir.), *Les politiques du mimétisme institutionnel. La greffe ou le rejet*, L'Harmattan, 1993, pp. 82-103, p. 93.

D'une manière générale sur ces processus d'importation et d'exportation de dispositifs institutionnels, voir MENY (Yves), « Les politiques du mimétisme institutionnel. La greffe et le rejet », in MENY (Yves, dir.), *ibid.*, pp. 7-37, ainsi que DI MAGGIO (Paul) et POWELL (Walter), « The iron cage revisited : institutional isomorphism and collective rationality in organizational fields », in DI MAGGIO (Paul), POWELL (Walter), dir., *The new institutionalism in organizational analysis*, Chicago, University of Chicago Press, 1991, pp. 63-82, et notamment les développements sur les « processus mimétiques » pp. 69-70.

l'intéressement de nouveaux acteurs judiciaires à l'expérience judiciaire anti-terroriste va de pair un travail d'exégèse de celle-ci qui fait le départ entre d'un côté des techniques et des postures reproductibles, et de l'autre les contextes et les particularités du phénomène criminel. En d'autres termes, l'exportation de techniques d'enquête est indissociable de la réécriture d'une histoire –sous la forme de l'identification de lignes de causalité relativement autonomes- qui leur attribue un rôle spécifique.

On comprend ainsi les efforts des magistrats anti-terroristes pour démontrer que la multiplication des repentis du terrorisme n'a pas été seulement un effet de la profonde crise interne que traversent notamment les Brigades Rouges dès 1979, mais est aussi le fruit de techniques et de dispositifs juridiques. Le substitut Pier Luigi Vigna évoque ainsi :

« le système de ces mesures de clémence –dont vous savez qu'elles ont eu de gros effets sur la lutte contre le terrorisme. Il est vain de raisonner différemment : la compréhension de l'intérieur d'une organisation criminelle ne peut être sérieusement délivrée que par celui qui opère à l'intérieur même de cette organisation criminelle. *Les dispositions juridiques sur les "repentis" ont une efficacité qui n'est pas seulement répressive, mais aussi préventive dans la mesure où elle introduit, ou peut introduire, des "mines flottantes" qui rendent extrêmement difficile même la formation d'associations mafieuses* »<sup>129</sup>.

En établissant ainsi que l'existence d'un statut juridique du « repentir » a une efficace *proprio motu*, c'est-à-dire indépendamment du contexte dans lequel on y recourt, les magistrats anti-terroristes peuvent arguer de la nécessaire exportation de ces dispositions à d'autres domaines d'enquêtes. La nécessité d'instaurer en matière de mafia les dispositifs juridiques favorisant le « repentir » éprouvés dans la lutte contre le terrorisme, peut dès lors être défendue.

Ainsi réexaminée et reconstruite face aux magistrats anti-mafia, tout se passe comme si l'expérience judiciaire anti-terroriste se trouvait mise à plat et résumée en un ensemble de « facteurs techniques » et de « facteurs sociaux », dont la combinaison permettrait de rendre compte de la défaite des groupes terroristes. En d'autres termes, on peut dire que l'expérience judiciaire du terrorisme est « mise en forme », c'est-à-dire que son sens est ramené à un nombre limité d'éléments explicatifs –les contextes et leur spécificité, les personnalités des juges et leurs talents particuliers, mais aussi les techniques et leurs propriétés

intrinsèques. L'exégèse du traitement judiciaire du terrorisme s'accompagne ainsi de l'identification d'un nombre limité de techniques d'enquête, de méthodes d'organisation du travail judiciaire. Celles-ci se voient imputer une autonomie par rapport aux contextes dans lesquelles elles ont émergé, à l'instar du recours aux repentis et des savoir-faire spécifiques qu'ils requièrent dans l'interrogatoire, des modalités de direction de la police judiciaire, ou encore de la constitution de *pool* de juges.

---

<sup>129</sup> VIGNA (Pier Luigi), in CSM, « Legge 13 settembre 1982 n°646 », *op. cit.*, pp. 300-301.



### Tableau n°6 : Ce que permet le travail en *pool*

Ainsi, la mise en forme de l'expérience judiciaire du terrorisme s'accompagne d'une décontextualisation qui impute des qualités hors contexte aux techniques d'enquêtes judiciaires, comme l'atteste de manière emblématique la méthode de travail en *pool*.

Bien qu'il ne soit pas possible de s'appuyer sur des éléments précis en la matière, il semble bien que le travail en équipe, initié à Turin en 1976, ait d'abord constitué, aux yeux de son instigateur, le juge d'instruction en chef Mario Carassi, une réaction à la concentration toujours plus grande de procès en matière de terrorisme d'extrême-gauche au tribunal de Turin<sup>130</sup>.

Pourtant quand, quelques années plus tard, cette méthode est présentée devant les magistrats anti-mafia, la technique se voit attribuer d'innombrables propriétés : par le biais de « l'échange d'idées systématique »<sup>131</sup> qu'elle autorise, elle permet de surmonter « le risque de clôture culturelle »<sup>132</sup>. Parce qu'elle autorise la « rotation entre les magistrats »<sup>133</sup>, elle contribue à la diffusion à un grand nombre de magistrats des informations et des savoir-faire qui se constituent au sein de l'équipe. Par cette « socialisation du savoir »<sup>134</sup>, elle protège l'enquête des risques liés à la perte sèche d'expérience, qui résulterait de l'assassinat d'un magistrat seul titulaire d'une enquête :

« Ce nouveau système [en *pool*] répondait à des exigences variées : sécurité (distribution du risque et "fongibilité" des magistrats intéressés) ; renforcement des ressources, à travers la concentration de plusieurs forces sur le même objectif ; intégration des diverses compétences ; mélange des perspectives culturelles et des expériences professionnelles diverses (garantie contre les éventuelles dérives ou pratiques inquisitoriales que la "solitude" pourrait inconsciemment favoriser)<sup>135</sup> ».

« La méthode de travail collectif [du tribunal de Turin] a permis d'obtenir des résultats importants en se montrant pleinement adaptée à la dimension, précisément collective, des groupes criminels contre lesquels étaient dirigées les enquêtes. Une telle méthode a en outre permis d'éviter l'individualisme, les frictions, ou toutes formes de concurrence entre les différents juges ; situations qui, comme cela est notoire, n'ont pas été la moindre des causes des dysfonctionnements et des maigres résultats obtenus par d'autres sections judiciaires engagées dans les procès de grande importance »<sup>136</sup>.

On le voit, ce travail d'extension de la validité, par le travail de décontextualisation qu'il emporte, transforme en retour le sens de ce que les magistrats anti-terroristes ont accompli.

<sup>130</sup> Sur les conditions de formation des *pools* anti-terroristes turinois, voir nos développements au chapitre 1, Partie II.

<sup>131</sup> COLOMBO (Gherardo), in CSM, « Riflessioni ed esperienze sul fenomeno mafioso », *op. cit.*, p. 152.

<sup>132</sup> *Ibid.*

<sup>133</sup> *Ibid.*

<sup>134</sup> *Ibid.*

<sup>135</sup> CASELLI (Giancarlo), « La cultura della giurisdizione », *op. cit.*, pp. 119-220.

<sup>136</sup> NEPPI MODONA (Guido), « Vendetta di contropoteri criminali », *Rinascita*, n°27, 8 juillet 1983, pp. 10-11, p. 10.

Ainsi, confrontés à la menace d'une dévaluation de leur patrimoine d'expérience, les magistrats anti-terroristes travaillent à étendre la validité de leur expérience finissante en matière de terrorisme ; ce faisant, ils contribuent à détacher les techniques qu'ils ont utilisées pour combattre les groupes terroristes, de leurs contextes d'émergence et des domaines pour lesquels ils ont été employés. En offrant aux entreprises judiciaires anti-mafia en voie de constitution tout un éventail de mises en forme<sup>137</sup> -des catégories juridiques, des techniques d'enquête, des modes d'organisation du travail judiciaire...-, ils leur permettent de faire l'économie de tout un travail de création, en important des techniques d'enquête déjà éprouvées.

Il reste néanmoins à comprendre les conditions dans lesquelles il devient intéressant pour les magistrats anti-mafia d'avoir recours à ces mises en forme de l'expérience judiciaire anti-terroriste, et d'en faire usage pour construire le sens de leur propre expérience, encore émergente, dans la lutte contre la mafia. L'étude spécifique des conditions d'émergence de l'entreprise judiciaire que constituent les *pools* de juges anti-mafia de Palerme nous permet de le comprendre à grande échelle.

## **B/ De nouvelles entreprises judiciaires : le cas des *pools* anti-mafia de Palerme**

Les magistrats engagés dans des enquêtes sur la mafia sont les premiers destinataires des rencontres organisées par le CSM. A l'inverse des magistrats anti-terroristes qui étaient, à de rares exceptions près, en fonction dans les tribunaux du centre et du nord de l'Italie, les juges anti-mafia sont tous en poste –au moins dans un premier temps- dans les tribunaux du sud, le plus souvent ceux de

---

<sup>137</sup> On emploiera désormais le terme de « mise en forme » pour qualifier l'ensemble des produits très divers du travail d'exégèse par les juges de leur « expérience judiciaire ». Cette expression que l'on emprunte à Laurent Thévenot présente l'avantage d'inclure dans un seul ensemble des types très différents de produits de ce travail : des techniques d'enquête judiciaire, des méthodes d'organisation du travail judiciaire, des

Campanie, de Calabre et de Sicile, où sévissent respectivement la camorra, la n'dranghetta et la mafia<sup>138</sup>. Pour autant, dans la mesure où l'on cherche moins ici à comprendre la dynamique qui préside à la multiplication des enquêtes judiciaires en matière de mafia qu'à comprendre les conditions dans lesquelles ces enquêtes font usage de mises en forme tirées de l'expérience judiciaire anti-terroriste, il paraît utile de focaliser notre regard sur une seule entreprise judiciaire anti-mafia, celle des *pools* anti-mafia du tribunal de Palerme.

## 1- La constitution d'une expertise judiciaire de *Cosa Nostra*

Force est de constater que, à l'instar des magistrats anti-terroristes, les magistrats anti-mafia de Palerme font de leurs expériences judiciaires le fondement d'une entreprise d'expertise judiciaire du phénomène mafieux<sup>139</sup>. S'appuyant sur le matériau rassemblé dans leurs enquêtes et, tout particulièrement, sur les confessions des premiers « repentis » de *Cosa Nostra*, ils constituent une véritable phénoménologie de la mafia et du mafieux. De fait, les enquêtes judiciaires sur *Cosa nostra* que mène à partir de 1983 le *pool* anti-mafia du cabinet d'instruction du tribunal de Palerme en étroite collaboration avec le *pool* de substituts du parquet, constituent le lieu de formation d'une expérience judiciaire édifiante, comme en témoignent les propos de Giancarlo Caselli qui y voit :

« une nouvelle stature et indépendance de la magistrature (...) une nouvelle profondeur qui va de pair avec une incidence et une efficacité plus grande de la réponse judiciaire ; cette nouvelle stature représente un recul du modèle bureaucratique, une nouvelle forme de travail qui a trouvé son moment le plus haut dans l'expérience du "pool" à Palerme. C'est là que s'est constitué un modèle culturel et professionnel d'intervention radicalement différent du passé : on a choisi d'utiliser le mot "pool" moins pour son sens littéral que comme synonyme de nouvelle forme d'exercice de la fonction juridictionnelle non

---

catégories juridiques bref, toute la « boîte à outils » qui se forge dans le travail de constitution du sens des expériences judiciaires.

<sup>138</sup> Pour une géographie de la répartition des procès en matière de criminalité organisée voir notre tableau n°3 au chapitre 1, Partie II.

<sup>139</sup> Un mafiologue renommé pouvait ainsi récemment encore résumer l'état du débat sur la question comme l'opposition de deux thèses, l'une judiciaire, l'autre sociologique : « Selon une première thèse, dominante chez les magistrats (...), la mafia de *Cosa nostra* constituerait une organisation unique, centralisée et hiérarchisée. Selon un second point de point de vue, historiquement plus ancien et plus diffus dans la littérature sociologique, il existerait une pluralité d'organisations dispersées sur le territoire, et dotées d'une autonomie suffisante », voir FLANDACA (Giovanni), « La mafia come ordinamento giuridico. Utilità e limiti di un paradigma », *Foro Italiano*, V, 1995, pp. 21-28, p. 25.

bureaucratique, comme un effort permanent pour identifier et analyser les problèmes et non pas les subir »<sup>141</sup>.

Une brève chronique de la lutte anti-mafia menée au tribunal de Palerme constitue alors un préalable nécessaire.

#### a) Chronique des enquêtes judiciaires des *pools* anti-mafia de Palerme

Au début des années 1980, des enquêtes judiciaires de grande ampleur sur la mafia sicilienne sont en effet engagées au tribunal de Palerme. C'est dans le cadre des enquêtes menées sur les multiples assassinats de magistrats, d'officiers de police et d'hommes politiques perpétrés à Palerme en 1979 et 1980<sup>141</sup>, que deux juges d'instruction -Giovanni Falcone et Paolo Borsellino- sont placés à plein temps sur les enquêtes sur la mafia<sup>142</sup>. Le premier se voit ainsi confier au printemps 1980 une importante instruction sur le trafic international de drogue dont la mafia sicilienne est devenue la plaque tournante depuis le début des années 1970 ; le second commence dans le même temps une enquête sur l'assassinat du capitaine de carabinieri, Emanuele Basile. Le 25 janvier 1982, après un an et demi de travail, Giovanni Falcone dépose le 25 janvier 1982 une ordonnance de renvoi mettant en accusation 120 personnes liées au recyclage de l'argent tiré du trafic de drogue, au terme d'une enquête qui est rapidement considérée comme un nouveau modèle pour les enquêtes en matière de mafia<sup>143</sup>.

Moins de deux ans plus tard, en novembre 1983, se constitue au tribunal de Palerme, un *pool* judiciaire anti-mafia. En effet, avec l'arrivée d'un nouveau dirigeant du cabinet d'instruction, Antonio Caponnetto, qui succède à Rocco Chinnici, assassiné par la mafia le 29 juillet 1983, une structure permanente

---

<sup>140</sup> CASELLI (Giancarlo), « L'azzeramento dei *pools* a Palermo e Bologna », in CAMARRONE (Davide, dir.), *La malaitalia ovvero la strategia del crimine impunito dai misteri di Gladio ai delitti politici*, Palerme, La Zisa, 1991, pp. 69-77, p. 69-70.

<sup>141</sup> Pour la liste des « cadavres exquis », voir *supra*.

<sup>142</sup> Pour une chronique détaillée des débuts de Giovanni Falcone et Paolo Borsellino dans la lutte anti-mafia, voir LODATO (Saverio), *Venti anni di mafia*, op. cit., notamment pp. 7-62.

<sup>143</sup> Sur cette première enquête et l'écho qu'elle obtient immédiatement, voir les descriptions – hagiographiques pour la plupart – faites en STILLE (Alexander), *Excellent cadavers : the mafia and the death of the first Republic*, New York, Pantheon books, 1995, ainsi que LODATO (Saverio), *Venti anni di mafia*, op. cit.

chargée des enquêtes sur la mafia est créée dans ce tribunal. Dès son entrée en fonctions, le nouveau dirigeant concentre entre ses mains l'ensemble des procès en cours en la matière et constitue autour de lui une équipe de juges d'instruction qui se sont distingués par leurs enquêtes judiciaires préalables en matière de mafia : Giovanni Falcone, Paolo Borsellino, mais aussi Giuseppe di Lello qui a traité quelques procès de mafia dans ses fonctions précédentes de prêteur, et Leonardo Guarnotta.

L'ensemble de la période qui va de la prise de fonctions d'Antonio Caponnetto le 9 novembre 1983 jusqu'à son départ le 14 mars 1988, est ainsi marquée par le suivi *collectif* des instructions sur *Cosa Nostra*<sup>144</sup>. En mettant ainsi en commun tous ces dossiers, c'est une seule et même vaste enquête aux ramifications multiples qui est constituée, qui débouchera sur le plus important procès pour association mafieuse jamais tenu -tout au moins, si l'on s'en tient au nombre des personnes jugées, et aux fonctions qu'elles occupent dans l'organisation mafieuse.

Face à l'ampleur du travail, le *pool* s'agrandit dès avril 1984 pour accueillir trois magistrats supplémentaires<sup>145</sup>. Le parquet du tribunal se réorganise également et constitue en son sein un *pool* de cinq substituts chargés de suivre l'enquête avec le cabinet d'instruction<sup>146</sup>. A la faveur des confessions du repentini Tommaso Busceta, figure importante de la mafia des années 1960-1970<sup>147</sup>, recueillies conjointement par le juge d'instruction Giovanni Falcone et le substitut Vincenzo Geraci, l'enquête s'élargit davantage encore. Extradé du Brésil en juillet 1984, l'ancien mafieux livre en effet dès cette date un grand nombre d'informations sur

---

<sup>144</sup> Les récits auto-biographiques de membres du *pool* sont nombreux, témoignant ainsi de l'importance qu'acquiert cette expérience spécifique. Voir entre autres AYALA (Giuseppe), « Il *pool* e i suoi nemici », *Micromega*, n°3, 1992, pp. 15-26, et AYALA (Giuseppe), *La guerra dei giusti : i giudici, la mafia, la politica*, Milan, Mondadori, 1993 ; CAPONNETTO (Antonio), *I miei giorni a Palermo. Storie di mafia e giustizia raccontate a Saverio Lodato*, Milan, Garzanti, 1992 ; DI LELLO (Giuseppe), *Giudici : Cinquant'anni di processi di mafia*, Palermo, Sellerio, 1994 ; les longs entretiens accordés par Giovanni Falcone in FALCONE (Giovanni), PADOVANI (Marcelle), *Cose di Cosa Nostra*, Milan, Rizzoli, 1992 ; et GALLUZZO (Lucio), LA LICATA (Francesco), LODATO (Saverio), dir., *Rapporto sulla mafia degli anni 80. Gli atti dell'ufficio istruzione del tribunale di Palermo*, Flaccovio, 1986, pp. 20-40.

<sup>145</sup> Il s'agit de Giacomo Conte, Ignazio de Francischi et Gioacchino Natoli.

<sup>146</sup> On trouve dans cette équipe du parquet : Alberto Di Pisa, Vincenzo Geraci, Giuseppe d'Ayala, Domenico Signorino et Giusto Sciacchitano. Sur la formation d'un *pool* au parquet, voir AYALA (Giuseppe), *La guerra dei giusti*, op. cit.

<sup>147</sup> Sur Tommaso Buscetta, voir ARLACCHI (Pino), *Addio Cosa nostra. La vita di Tommaso Buscetta*, Milan, Rizzoli, 1994.

l'organisation de *Cosa nostra*<sup>148</sup>, sur la guerre interne qu'elle traverse depuis la fin des années 1970, ainsi que sur les principaux homicides perpétrés au tournant de cette décennie. Dans son sillage, d'autres figures de premier plan de la mafia commencent à collaborer avec la justice. Ces témoignages permettent au *pool* de lancer, le 29 septembre 1984, 366 mandats d'arrêt (opération baptisée « coup de filet de la San Michele »).

L'ensemble de ce travail débouche sur l'ordonnance de renvoi du 8 novembre 1985 par laquelle 474 personnes sont mises en accusation, dont les principaux dirigeants de *Cosa nostra*. Le procès en lui-même s'ouvre en février 1986 et s'étalera sur un an et demi. Dans son jugement du 17 décembre 1987, le tribunal de Palerme entérine la plupart des accusations portées par les deux *pools* du cabinet d'instruction et du parquet : la cour d'assises prononce plus de 2.500 années de réclusion, 344 condamnations, dont 19 à perpétuité.

Le départ de Antonio Caponnetto en mars 1988, quelques mois à peine après la conclusion du « maxi-procès », mais aussi l'échec de la candidature de Giovanni Falcone pour lui succéder, marquent, de l'avis des membres du *pool*, la fin de cette expérience judiciaire. Certes, le *pool* continue à exister malgré les départs successifs de ses membres fondateurs —souvent au motif de désaccords avec le successeur d'Antonio Caponnetto à la tête du cabinet d'instruction. Mais, le départ de Paolo Borsellino (et ses critiques publiques de la nouvelle gestion du *pool* le 20 juillet 1988<sup>149</sup>), les conflits de Giovanni Falcone avec le nouveau dirigeant, ainsi que ses critiques (« le groupe anti-mafia (...) est désormais dans une phase de stagnation »<sup>150</sup>), ou encore les départs pour désaccords de Giuseppe Di Lello et Giacomo Conte en janvier 1989<sup>151</sup>, contribuent tous à disqualifier l'expérience du *pool* que dirige désormais Antonio Meli. Le groupe s'accorde ainsi pour fixer les bornes temporelles de son « épopée judiciaire » aux années 1983-1988.

---

<sup>148</sup> On trouve les confessions de Tommaso Buscetta, ainsi qu'un entretien du « repent » avec le sociologue Pino Arlacchi, in ARLACCHI (Pino), *Addio Cosa nostra. La vita di Tommaso Buscetta*, op. cit.

<sup>149</sup> Pour un compte-rendu de l'article de Borsellino, voir Magistratura Democratica, « Il caso Palermo », *Magistratura Democratica*, janvier-juin 1990, n°40-41, pp. 76-86, p. 78.

<sup>150</sup> *Ibid.*

<sup>151</sup> Dans une lettre du 18 janvier 1989, les deux magistrats formalisent leur désaccord et se voient ensuite exclus du *pool*; sur ce point voir les récits in *ibid.*, p. 84.

## b) Une phénoménologie de la mafia comme stratégie probatoire

L'expertise judiciaire du *pool* palermitain se présente avant tout comme une phénoménologie de la mafia sicilienne. On peut s'en convaincre en considérant l'ordonnance de renvoi du « maxi-procès » déposée en novembre 1985. S'appuyant sur les déclarations du « repenti » Tommaso Buscetta, les magistrats palermitains du *pool* y promeuvent en effet l'idée d'une structuration pyramidale de la mafia sicilienne. On y lit ainsi :

« La vie de *Cosa nostra* (le mot *mafia* est un terme littéraire qui n'est jamais utilisé par les membres de cette organisation criminelle) est organisée selon des règles strictes (...) de fonctionnement et d'organisation :

- La cellule primaire est la "famille", une structure à base territoriale qui contrôle une partie de la ville ou un quartier (...).
- La "famille" est composée d'"hommes d'honneur" ou "soldats", coordonnés en groupes de dix (...).
- L'activité des "familles" est coordonnée par un organisme collégial, appelé "commission" ou "coupole", dont font partie les "mandants" (*capimandamenti*) qui représentent trois familles ou plus dont le territoire est contigu (...). La commission a un rayon d'action *grasso modo* départemental, et elle a pour mission de faire respecter les règles de *Cosa nostra* à l'intérieur de chaque "famille", et surtout d'être à la tête de ces "familles".
- Récemment, à la faveur du projet hégémonique des Corléonais, un organisme très secret est apparu, dénommé "l'interdépartementale" qui a pour mission de régler les affaires concernant les intérêts de plusieurs départements »<sup>152</sup>.

En faisant ainsi de la mafia une institution hiérarchisée et autonome, le *pool* s'inscrit dans un mouvement plus vaste qui se développe depuis l'après-guerre, de remise en cause de la conception culturaliste selon laquelle la mafia constituerait une composante fondamentale et caractéristique de la « culture sicilienne »<sup>153</sup>. En outre, cette représentation de la mafia comme une structure unifiée et hiérarchique n'est certes pas inédite puisque, dès le début du siècle, dans son étude des organisations étatiques, le juriste Santi Romano en faisait un « ordre juridique » à part entière<sup>154</sup>.

<sup>152</sup> in PEZZINO (Paolo), *Mafia : industria della violenza*, *op. cit.*, pp. 272-274.

<sup>153</sup> Sur le développement de la critique de cette thèse culturaliste, voir les analyses de SCHNEIDER (Jane), SCHNEIDER (Peter), « Mafia, Antimafia, and the Question of Sicilian Culture », *op. cit.*, pp. 243-248. Plus généralement, sur les débats contemporains relatifs à la définition de la mafia, voir la présentation qui en est faite dans BRIQUET (Jean-Louis), « Comprendre la mafia. L'analyse de la mafia dans l'histoire et les sciences sociales », *Politix*, n°30, 1995, pp. 139-150, ainsi que dans PAOLI (Letizia), « Éléments pour une compréhension de la mafia en Italie », *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, n°32, 1998, pp. 189-209.

<sup>154</sup> Sur la représentation de la mafia comme un « ordre juridique » au sens du juriste Santi Romano, on peut se reporter aux analyses de FIANDACA (Giovanni), « La mafia come ordinamento giuridico. Utilità e limiti di un paradigma », *op. cit.*, et plus particulièrement pp. 21-24, et de PIZZORUSSO (Alessandro), « La dottrina di Santi Romano e la mafia siciliana », *Indice penale*, 1994, pp. 605-614.

Mais, les confessions de Tommaso Buscetta permettent d'étayer de manière systématique cette thèse ; les juges anti-mafia de Palerme ne manquent pas d'ailleurs de mettre en valeur la nouveauté qu'apporte le mode de connaissance judiciaire de la mafia<sup>155</sup>. A la manière du juge d'instruction Maurizio Laudi décrivant « l'expérience bouleversante »<sup>156</sup> des repentis du terrorisme<sup>157</sup>, Giovanni Falcone souligne le caractère inédit des informations recueillies par le biais du repentis Tommaso Buscetta :

« Avant lui, je n'avais – nous n'avions – qu'une idée superficielle du phénomène mafieux. Avec lui, nous avons commencé à regarder à l'intérieur de ce phénomène. [Tommaso Buscetta] nous a permis de confirmer de très nombreuses choses sur la structure, sur les techniques de recrutement, sur les fonctions de *Cosa nostra*. Mais surtout, il nous a donné une vision globale et ample du phénomène. Il nous a donné une clé de lecture essentielle un langage, un code »<sup>158</sup>.

C'est ce même point que souligne l'ordonnance de renvoi qui indique que « la principale contribution de Tommaso Buscetta a été de donner une clé de lecture des faits mafieux et de permettre une connaissance de l'intérieur de l'organisation »<sup>159</sup>. Ainsi, à l'instar du *pool* turinois pour le terrorisme, l'expertise de la mafia qu'invoquent les membres des *pools* palermitains s'appuie sur les éléments fournis par l'usage des instruments judiciaires de connaissance, et singulièrement les confessions des repentis.

On aurait tort pour autant de réduire le travail d'enquête du *pool* à une phénoménologie de la mafia. Plus exactement, cette interprétation de *Cosa nostra* répond avant tout – au moins initialement – à un objectif *spécifiquement judiciaire*. En effet, l'usage de cette représentation pyramidale de la mafia constitue d'abord pour les magistrats du *pool* une solution pratique nouvelle aux problèmes probatoires que posent les enquêtes sur la mafia<sup>160</sup>. Ces problèmes liés à l'établissement de la

<sup>155</sup> Sur la définition de la mafia par le *pool*, voir notamment FALCONE (Giovanni), PADOVANI (Marcelle), *Cose di Cosa nostra*, *op. cit.*, et FALCONE (Giovanni), « Qu'est-ce que la mafia », *Esprit*, n°185, octobre 1992, pp. 111-118.

<sup>156</sup> LAUDI (Maurizio), cité in SANLORENZO (Dino), *Gli anni spietati*, *op. cit.*, p. 267.

<sup>157</sup> Voir sur ce point, nos développements au chapitre 1, Partie II.

<sup>158</sup> FALCONE (Giovanni), PADOVANI (Marcelle), *Cose di Cosa nostra*, *op. cit.*, p. 41.

<sup>159</sup> Cf. Ordonnance de renvoi « Abbate +706 », in PEZZINO (Paolo), *Mafia : industria della violenza*, *op. cit.*, pp. 270-271, p. 271.

<sup>160</sup> En ce sens, voir les remarques de Giovanni Fiandaca qui rappelle utilement que la « raison qui pousse les magistrats à donner un caractère d'ordre juridique à *Cosa nostra* est de type procédurale et probatoire », in FIANDACA (Giovanni), « La mafia come ordinamento giuridico. Utilità e limiti di un paradigma », *op. cit.*, p. 27.



preuve sont doubles : d'une part, le travail d'enquête judiciaire se trouve limité, non pas par l'extension du phénomène criminel, mais par les limites des ressorts des différents districts judiciaires<sup>161</sup> ; d'autre part, la responsabilité directe des dirigeants de la mafia pour les crimes qu'ils commanditent, reste très difficile à établir.

La représentation pyramidale de la mafia permet de donner une solution nouvelle à ces deux difficultés probatoires. En effet, dès lors que l'organisation est présentée comme centralisée et hiérarchisée, et non pas éclatée en familles autonomes, tous les membres de la « coupole »<sup>162</sup> peuvent en effet être tenus pour collectivement responsables des homicides perpétrés par *Cosa nostra*. Ce principe de responsabilité collective des membres de la « coupole » permet de constituer plus facilement la preuve juridique de l'implication de chacun des dirigeants de celle-ci. Cette hypothèse – baptisée alternativement « théorème Falcone » ou « théorème Buscetta » –, emporte également un principe de compétence du tribunal de Palerme (en tant que siège de la cour d'appel de Sicile) sur tous les procès impliquant l'organisation *Cosa nostra*.

On comprend, dès lors, que la phénoménologie de la mafia proposée par l'équipe de juges palermitains n'est pas un libre exercice d'analyse qui jouerait un rôle accessoire dans la construction de l'accusation du « maxi-procès » de Palerme ; elle constitue au contraire ce que l'on appellera ici une stratégie probatoire qui sert la « revendication de juridiction » du *pool* sur le traitement judiciaire du phénomène mafieux. Elle vient en effet fonder le principe juridique de *concentration matérielle des affaires de mafia* en un seul procès, celui de la « coupole », plutôt que de traiter séparément chacune des enquêtes en la matière. Elle vient en outre appuyer la revendication de *compétence territoriale* du tribunal de Palerme (en tant qu'il est le siège de la cour d'appel du ressort judiciaire de Sicile), et par le fait du *pool* sur ce procès unique.

---

<sup>161</sup> On retrouve ici une des préoccupations de magistrats anti-terroristes. Sur cet aspect, voir nos développements au chapitre 1, Partie II.

<sup>162</sup> La « coupole » désigne l'organisme central qui coordonne les activités de la mafia sur le territoire sicilien et règle les différends entre famille.

## 2- Faire jurisprudence

Sans doute faut-il noter que ces enquêtes du *pool* anti-mafia ne constituent pas les premières enquêtes contre les dirigeants de l'organisation mafieuse. La fin des années 1960 avait ainsi vu se tenir la première enquête de grande ampleur mettant en cause les dirigeants de la mafia et qui avait débouché sur un procès en 1968 à Catanzaro. L'enquête avait alors été saluée pour sa « nouvelle méthode, habile et simple »<sup>163</sup>, ainsi que pour son apport en terme de connaissance de la « nouvelle mafia », de « [son] modèle organisationnel, les liens entre les différents clans, les comportements de la nouvelle génération mafieuse... »<sup>164</sup>. Le procès avait également eu des dimensions qui, sans être celles du « maxi-procès » de Palerme, étaient néanmoins inédites, puisque 114 personnes avaient alors été jugées. Mais l'échec massif pour « insuffisance de preuves » des thèses de l'accusation devant la cour d'assises<sup>165</sup>, et tout particulièrement l'acquittement de la plupart des dirigeants de *Cosa nostra* accusés, avaient alors consacré la fin de cette expérience judiciaire de lutte contre la mafia qui n'eut pas de suite.

A cet égard, la spécificité du *pool* anti-mafia de Palerme ne tient pas dans la réussite de sa jurisprudence puisque les thèses du *pool* connaissent également un certain nombre de revers devant les hautes juridictions (cour d'appel de Palerme, Cour de cassation). Mais, elle tient plutôt dans les soutiens judiciaires et non-judiciaires qu'elles parviennent à s'attacher, dans un nouveau contexte où la lutte anti-mafia acquiert une « saillance » inédite dans l'espace public. De ce fait, l'échec partiel devant les tribunaux des thèses du *pool* anti-mafia ne mettra pas fin *ipso facto* à cette entreprise judiciaire comme ce fut le cas à Catanzaro ; dès lors, c'est le succès qu'elles rencontrent en dehors de l'enceinte des tribunaux qui permet de

---

<sup>163</sup> Commissione parlamentare d'inchiesta sul fenomeno mafioso, Vème législature (1968-1972), cité in TESSITORE (Giovanni), *Il nome e la cosa. Quando la mafia non si chiamava mafia*, Milan, Franco Angeli, 1997, p. 243.

<sup>164</sup> *Ibid.*

<sup>165</sup> Comme le note Giovanni Tessitore, « l'état-major de la mafia sortit pratiquement indemne de la longue affaire judiciaire, et put procéder à sa réorganisation », voir TESSITORE (Giovanni), *Il nome e la cosa. Quando la mafia non si chiamava mafia*, op. cit., pp. 243-244. Dans le même sens, voir CATANZARO (Raimondo), *Il delitto come impresa*, Padoue, Liviana, 1988, p. 227, et LUPO (Salvatore), *Storia della mafia*, op. cit., p. 201. Pour une histoire des procès contre la mafia, voir DI LELLO (Giuseppe), *Giudici : Cinquant'anni di processi di mafia*, op. cit.

comprendre qu'elles finissent par faire jurisprudence avec leur consécration tardive par la Cour de cassation, en 1992. En d'autres termes, la postérité des thèses du *pool* en matière de mafia ne peut être jugée exclusivement à l'aune de sa postérité jurisprudentielle. Plus exactement, le caractère tardif de leur consécration dans l'institution judiciaire atteste le fait que le « théorème de Falcone » doit d'abord son affirmation aux groupes sociaux multiples qui s'en emparent. Faire jurisprudence n'est pas alors le seul fruit d'investissements dans l'ordre judiciaire, mais devient plutôt le produit émergent de la mobilisation d'acteurs judiciaires et non judiciaires, intéressés à des titres divers à la réussite des thèses du *pool*.

#### a) L'illégitimité de la « jurisprudence Falcone » dans l'institution judiciaire

De fait, à l'instar de celle menée par les *pools* anti-terroristes turinois, l'entreprise judiciaire du *pool* palermitain est caractérisée par son illégitimité dans l'ordre judiciaire. Si l'on considère ainsi les premiers membres du *pool*, ils sont également dépourvus tant en ressources professionnelles qu'en ressources syndicales. On peut pour s'en convaincre considérer les trajectoires des deux principales figures du *pool*, le dirigeant du cabinet d'instruction, Antonio Caponnetto, et Giovanni Falcone.

Giovanni Falcone est le fils du directeur du Laboratoire de chimie de la province de Palerme. Il semble initialement voué à une carrière dans la fonction publique, comme l'attestent une *laurea*<sup>166</sup> obtenue en droit administratif, et une carrière avortée après quelques mois à l'école militaire de la marine à Livourne. Admis en 1964 à un rang moyen dans la magistrature (aux environs de la soixantième place) il exerce, pendant plus de 14 ans, les fonctions de prêteur, puis de substitut, dans des tribunaux de Sicile de petite taille (Lentini tout d'abord, puis pendant 12 ans à Trapani). C'est donc une –longue– période de marginalisation professionnelle, que ne viennent pas compenser ses candidatures dans l'arène syndicale sur les listes du syndicat de centre-gauche *Terzo Potere*, puisqu'il échoue par deux fois, en 1973 et en 1975<sup>167</sup> : « j'étais resté trop longtemps à Trapani ; je pensais que cela me laisserait du temps pour étudier, mais je ne rendais pas compte que je risquais de

---

<sup>166</sup> La *laurea* est le diplôme qui sanctionne la fin des études supérieures.

<sup>167</sup> En 1975, le magistrat sicilien n'est ainsi classé au panache de sa liste que 30<sup>ème</sup> sur les 36 candidats de *Terzo Potere*.

me *dessécher* professionnellement »<sup>168</sup>. Dès lors, l'arrivée au tribunal de Palerme en 1978 comme juge d'instruction constitue un « grand saut »<sup>169</sup>.

Le dirigeant du cabinet d'instruction Antonio Caponnetto rejoint Palerme (son dernier poste) après une carrière professionnelle assez moyenne. Entré tardivement dans la magistrature - à l'âge de 33 ans, en 1953- après avoir longtemps travaillé au guichet d'une banque de Prato (Toscane), il occupe diverses fonctions dans des tribunaux mineurs de Toscane. Sans doute son passage au tribunal de Florence à la fin des années 1960 comme substitut constitue-t-il une exception à cet égard, puisqu'il y mène quelques enquêtes judiciaires importantes aux côtés de Pier Luigi Vigna<sup>170</sup>. Mais dès 1971, pour des raisons de santé, il demande sa mutation dans un tribunal d'importance moyenne (Livourne), où il « touche à tout : juge de tribunal et de cour d'assises ; il est également titulaire de procès civils et pénaux, et remplace même, pendant les périodes de vacance, le juge des faillites »<sup>171</sup>. On comprend, compte tenu des caractéristiques moyennes de sa trajectoire professionnelle, que le succès de sa candidature à la direction du cabinet d'instruction de Palerme le laisse extrêmement surpris<sup>172</sup>.

On le voit au travers de ces deux trajectoires, les magistrats du *pool* ne disposent pas de ressources importantes - ni hiérarchiques, ni syndicales, ni même en dehors de la magistrature- pour fonder socialement leur projet. Dès lors, on ne sera pas surpris de constater que l'audacieuse stratégie probatoire développée par le *pool* dans son ordonnance de renvoi du « maxi-procès » rencontre de nombreuses résistances au sein même de l'institution judiciaire.

En effet, s'il est vrai que par son jugement de décembre 1987, la cour d'assises du tribunal de Palerme entérine les thèses de l'accusation, ce succès, d'ailleurs incomplet<sup>173</sup>, est rapidement contredit devant les juridictions supérieures<sup>174</sup>.

---

<sup>168</sup> FALCONE (Giovanni), in GALLUZZO (Lucio), LA LICATA (Francesco), LODATO (Saverio), dir., *Rapport sulla mafia negli anni '80. Gli atti dell'ufficio istruzione del tribunale di Palermo*, op. cit., p. 26.

<sup>169</sup> *Ibid.*

<sup>170</sup> Notamment l'enquête sur l'inondation de Florence de 1966. Cf. CAPONNETTO (Antonio), « Il potere della mafia », in NEPPI MODONA (Guido, dir.), *Cinquant'anni di Repubblica italiana*, Turin, Einaudi, pp. 159-178, p. 173. Voir également CAPONNETTO (Antonio), *I miei giorni a Palermo*, op. cit.

<sup>171</sup> ROCCUZZO (Antonio), *Gli uomini della giustizia nell'Italia che cambia*, Bari, Laterza, p. 125.

<sup>172</sup> Comme il l'indique, « ma demande fut accueillie au-delà de toutes mes espérances par le CSM », CAPONNETTO (Antonio), « Il potere della mafia », op. cit., p. 173.

<sup>173</sup> Dans leur note sous la décision du tribunal de Palerme, Fiandaca et Albeggiani indiquent que « la théorie de la « coupole » n'a pas été intégralement acceptée (...), tous les accusés membres de la « coupole » n'ont en effet pas été automatiquement reconnus responsables de concours à homicide », FIANDACA (Giovanni), ALBEGGIANI, note sous cour d'assises de Palerme, 16 décembre 1987, *Abbate et alii, Foro italiano*, II, 4, 1989, pp. 77-86, p. 77.

<sup>174</sup> Pour une analyse des débats autour du « théorème Falcone » voir aussi les éléments d'analyse de SABETTI (Filippo), « The mafia and the antimafia : moments in the struggle for justice and self-governance in Sicily », in LEONARDI (Roberto), ANDERLINI (Fausto), dir., *Italian politics : a review*, vol. 6, Londres, Pinters publishers, 1992, pp. 176-181.

Le successeur de Antonio Caponnetto à la tête du cabinet d'instruction (mars 1988), Antonio Meli, est le premier à prendre le contre-pied de la stratégie centralisatrice du *pool* palermitain. Dès août 1988, soit cinq mois après sa prise de fonctions, il refuse –et renvoie– le procès que lui transfère pour incompétence territoriale, un juge d'instruction du tribunal de Termini Imerese (Sicile). Conformément au « théorème Falcone », ce magistrat avait souhaité saisir le *pool* estimant que « l'association la plus importante [la coupole] est naturellement compétente pour toutes ses ramifications et pour toutes ses dérivations, qu'elles soient locales ou périphériques »<sup>175</sup>. Sans nier l'existence d'une « coupole », Antonio Meli rejette la demande en défendant au contraire la thèse d'une mafia décentralisée et éclatée :

« a) chaque association "locale" a une autonomie fonctionnelle et opérationnelle par rapport aux diverses fonctions de "la coupole" ou "commission" par laquelle s'exprime "*Cosa nostra*"; b) dès lors, il subsiste des délits d'association mafieuse autonomes pour chacune des "familles mafieuses locales" qu'il faut poursuivre dans le cadre de procès distincts, dévolus à chacun des juges habituellement compétents en la matière ; c) [Antonio Meli] met également en évidence, outre leur illégitimité, le caractère inopportun des concentrations de procès qui ne sont pas imposées dans des exigences spécifiques démontrées de connections ou d'unité des faits »<sup>176</sup>.

La Cour de cassation, appelée à statuer sur ce conflit de compétences, tranchera en faveur du juge Antonio Meli ; la juridiction suprême de l'ordre judiciaire italien porte ainsi un premier coup d'arrêt à la « jurisprudence Falcone »<sup>177</sup>. Le second intervient en 1990 quand la cour d'appel de Palerme, appelée à juger du « maxi-procès », refuse ainsi à son tour l'hypothèse centralisatrice, rejetant ainsi le principe de la responsabilité collective des membres de la « coupole ». En effet, dans sa décision du 10 décembre 1990, elle ne reconnaît pas le principe général de

<sup>175</sup> On trouve la reconstitution de l'argumentaire du juge du tribunal de Termini Imerese dans la décision de justice qui tranche devant la Cour de cassation le conflit de compétences entre le tribunal de Palerme et ce dernier, voir Cour de cassation, section I pénale, 23 novembre 1988, *Farinelli et alii*, in *Foro italiano*, II, 4, 1989, pp. 77-89, p. 87.

<sup>176</sup> C'est ainsi que la Cour de cassation résume l'argumentaire du dirigeant du tribunal de Palerme Antonio Meli, in Cour de cassation, section I pénale, 23 novembre 1988, *Farinelli et alii*, in *ibid.*

<sup>177</sup> Sans citer de décision judiciaire précise, le magistrat Romano Canosa évoque un conflit du même type qui émerge quand l'ancien membre du *pool*, Paolo Borsellino, devenu procureur de la République de Marsala (Sicile) fait parvenir à Antonio Meli un procès au nom de la compétence générale du tribunal de Palerme sur les affaires de mafia ; le nouveau dirigeant le refuse à nouveau pour les mêmes raisons. Voir CANOSA (Romano), *Storia della magistratura in Italia. Da Piazza Fontana a Mani Pulite*, op. cit., p. 149.

la responsabilité collective des membres de la « coupole », ou plus exactement son caractère automatique<sup>178</sup>.

On le voit, la jurisprudence dont le *pool* palermitain se fait le promoteur échoue - du moins, dans un premier temps - à convaincre les degrés de juridiction supérieurs.

#### b) La légitimation du travail du *pool* palermitain et la rencontre avec les magistrats anti-terroristes

La consécration devant les tribunaux de la jurisprudence proposée par le *pool* palermitain intervient bien après la dissolution de cette structure. Ce n'est en effet qu'en janvier 1992, soit trois mois avant l'assassinat de Giovanni Falcone, que la Cour de Cassation, saisie du « maxi-procès » de Palerme, fait sienne l'interprétation de la mafia que propose le *pool*, et ses conséquences judiciaires<sup>179</sup>. Cette consécration judiciaire permettra au nouveau *pool* palermitain, qui se constitue début 1993 sous l'égide du tout nouveau procureur Giancarlo Caselli, de s'appuyer sur le « théorème Falcone » pour construire son accusation contre Giulio Andreotti<sup>180</sup>.

<sup>178</sup> Pour un résumé des arguments de la cour d'appel, voir la note de FIANDACA (Giovanni) sous Cour de cassation, section I pénale, 30 janvier 1992, *Abbate et alii*, in *Foro italiano*, 1993, pp. 15-21.

<sup>179</sup> Dans un paragraphe de sa décision intitulé « l'organisation pyramidale des associations mafieuses et le rôle de la "coupole" », la Cour entérine ainsi *in toto* la représentation de la mafia défendue par le *pool* et casse, de ce fait, la décision de rejet de la cour d'appel précédemment citée. Voir Cour de cassation, section I pénale, 30 janvier 1992, *Abbate et alii*, publiée en partie in *Foro italiano*, pp. 15-46, tout particulièrement sur ce point pp. 36-38. On trouve également une analyse des décisions de la Cour de cassation en matière de mafia dans un ouvrage publié par le magistrat anti-mafia florentin MINNA (Rosario), *La mafia in Cassazione*, Florence, La Nuova Italia, 1995.

<sup>180</sup> On lit ainsi dans le premier réquisitoire du *pool* de substituts contre Giulio Andreotti en date du 27 mars 1993, que la décision de la Cour de cassation [de janvier 1992] constitue « un événement qui a déterminé un changement radical (...) ». La confirmation de la Cour de cassation entérine, après une série d'oscillations jurisprudentielles, l'existence de la structure d'ordre étatique de *Cosa nostra* et son unité au sommet (avec une série de conséquences pour les autres procès en cours et à venir) ; voir Procura della Repubblica presso il tribunale di Palermo, « Richiesta di autorizzazione a procedere nei confronti di Andreotti Giulio », in PELLIGRINI (Eugenio), *Andreotti. La fine del mandarino*, Trento, Publiprint, 1993, pp. 9-140, p. 10.

De même, dans son ordonnance de renvoi en date du 20 octobre 1992, le juge des enquêtes préliminaires (GIP) du tribunal de Palerme fait longuement référence à cette même décision de la Cour de cassation pour motiver la demande de détention provisoire des accusés dans le cadre de l'enquête sur l'homicide du parlementaire européen Salvo Lima. Voir sur ce point les commentaires du juriste Giovanni Fiandaca qui indique que « la décision de la Cour a constitué et constitue le point de départ des nouvelles enquêtes [du *pool* palermitain] » in FIANDACA (Giovanni) in note sous Cour de cassation, *Abbate et alii*, *op. cit.*, p. 22.

Cette reconnaissance des thèses du *pool* qui intervient après les divers échecs devant la cour d'appel de Palerme et la Cour de cassation que l'on a évoqués, et plusieurs années après la dissolution du *pool*, ne peut alors se comprendre sans évoquer le travail d'un certain nombre d'acteurs judiciaires et non-judiciaires qui les ont faites leur et en ont perpétué la valeur. Dès lors, il conviendrait –comme on a cherché à le faire à propos du terrorisme- de restituer les configurations locale et nationale qui président à la constitution de cette « saillance » de l'expérience judiciaire du tribunal de Palerme au début des années 1980, et tout particulièrement de faire apparaître l'ensemble des transactions entre magistrats du *pool* et acteurs non-judiciaires qui permettent aux enquêtes des premiers d'acquérir l'exemplarité et le caractère édifiant qu'on leur attribue aujourd'hui. Il faudrait pour ce faire étudier notamment la formation à Palerme d'un mouvement anti-mafia qui s'impose à la mairie à partir de 1987<sup>181</sup>, ainsi que les rapports complexes que cette expérience politique locale entretient avec les luttes politiques au niveau national<sup>182</sup>.

Mais, dans ce travail de légitimation de ses thèses, le *pool* peut également s'appuyer sur les expériences judiciaires de la lutte contre le terrorisme. Il peut invoquer des stratégies probatoires éprouvées dans la lutte contre le terrorisme, des méthodes d'enquête qui ont « fait leur preuve », ou encore des catégories

<sup>181</sup> Les mobilisations anti-mafia de nombreux autres groupes, partis, et associations aboutissent en effet à la formation d'une nouvelle coalition municipale à Palerme en 1987 dirigée par la gauche de la DC. Ses membres sont issus pour beaucoup du mouvement associatif catholique et du PCI, et mènent une campagne anti-mafia particulièrement virulente. Sur l'expérience mouvementée de cette coalition municipale PCI-DC, à contre-courant du cadre politique national, voir MASTROPAOLO (Alfio), « Machine politics and mass mobilization in Palermo: epitaph for a failed revolt », in LEONARDI (Roberto), ANDERLINI (Fausto), dir., *Italian politics: a review*, vol. 6, Londres, 1992, Pinters Publishers, pp. 123-141. D'une manière générale sur la politique en Sicile, voir l'ouvrage collectif dirigé par MORISI (Massimo, dir.), *Far politica in Sicilia. Deferenza, consenso e protesta*, op. cit.

<sup>182</sup> Cette expérience locale bénéficie en effet du contexte favorable de l'arrivée à la tête de la DC nationale en 1982 d'un des leaders nationaux de la gauche démocrate-chrétienne, Ciriaco de Mita. Les rapports entre un contexte politique national marqué par la coalition gouvernementale entre le PSI et la DC, et un contexte politique palermitain dominé par l'alliance entre le PCI et la DC sont particulièrement complexes. Pour s'en convaincre, voir l'étude d'Alfio Mastropaolo sur le rôle stratégique que le nouveau secrétaire national de la DC fait jouer à « l'expérience palermitaine » dans ses négociations avec un allié socialiste toujours plus exigeant ; voir MASTROPAOLO (Alfio), « Il caso Palermo tra tendenze nazionali e variabili locali », *Segno*, n°93, avril 1988, pp. 41-56.

On notera en outre que la mise en exergue du travail du *pool* palermitain, se joue également dans les attestations croisées de son importance entre diverses arènes et divers groupes, et singulièrement le CSM (notamment le Comité anti-mafia), la minorité communiste de la commission parlementaire anti-mafia sous

juridiques constituées pour appréhender les groupes terroristes, bref l'ensemble des mises en forme produites par les magistrats anti-terroristes. Les juges anti-mafia peuvent ainsi s'adosser sur toute une jurisprudence qui considère les groupes terroristes comme des organisations unifiées et dans le cadre desquelles les membres dirigeants sont tenus pour collectivement responsables des crimes décidés par l'organisation<sup>183</sup>. Comme l'indique ce juriste en commentant une décision judiciaire sur *Cosa nostra* :

« [C'est] dans le cadre des pratiques d'urgence des "années de plomb" (...) qu'émergent dans la jurisprudence de première instance, des orientations qui tendent (...) à simplifier le difficile établissement de la preuve de la responsabilité collective des organes dirigeants des groupes terroristes pour chacun des faits criminels particuliers »<sup>184</sup>.

C'est bien là le même « style argumentatif déjà développé dans la pratique judiciaire de l'urgence politico-terroriste »<sup>185</sup>. Comment s'en étonner lorsque l'on sait que les fondateurs du *pool*, Giovanni Falcone et Antonio Caponnetto, inscrivent eux-mêmes leur travail dans la continuité de l'expérience judiciaire anti-terroriste ?

Dans la formation d'entreprises judiciaires, les juges anti-mafia disposent en effet de précédents qu'ils ont la possibilité d'invoquer pour fonder et façonner leurs nouvelles stratégies probatoires. Conformément à la règle selon laquelle « l'incertitude est une force puissante qui encourage l'imitation » (autrement appelé « processus mimétique », *mimetic processes*)<sup>186</sup>, ils construisent leur travail sur le modèle des précédents éprouvés dans lutte anti-terroriste.

---

l'égide de Luciano Violante, et un groupe de jeunes sociologues de la mafia proches du PCI tels que Giuseppe Arlacchi et Nando Della Chiesa.

<sup>183</sup> Cf. par exemple cet extrait d'un jugement de la cour d'assises de Gênes : « il y a, à l'intérieur des BR (...), la règle du centralisme démocratique au nom de laquelle chaque militant, après avoir exprimé sa conviction, est tenu d'accepter totalement les décisions de la majorité et de se battre pour leur réalisation de manière absolument loyale », cité in FIANDACA (Giovanni), note sous Cour de cassation, première section, *Abbate et alii*, 30 janvier 1992, in *op. cit.*

<sup>184</sup> FIANDACA (Giovanni), note sous cour d'assises de Caltanissetta, 24 juillet 1984, *Rabito e altri*, in *Foro italiano*, II, 1985, pp. 10-14, p. 17.

<sup>185</sup> *Ibid.*, p. 21. Sur d'autres emprunts de la lutte anti-mafia aux catégories juridiques forgées à la faveur de la lutte contre le terrorisme, voir la qualification juridique de « attentat politique » et de « délits de mafia avec finalité terroriste ou de subversion de l'ordre démocratique » (« reati di mafia con finalità di terrorismo o di eversione dell'ordine democratico »).

<sup>186</sup> Sur les « processus mimétiques » et l'économie de moyens qu'ils permettent, voir DI MAGGIO (Paul), POWELL (Walter), « The iron cage revisited : institutional isomorphism and collective rationality in organizational fields », *op. cit.*, pp. 69-70.



Ils y sont d'autant plus enclins qu'ils ont pour certains collaboré, avant l'expérience du *pool* anti-mafia elle-même, avec certaines des figures les plus emblématiques de la lutte anti-terroriste. Ainsi, dans le cadre de sa première enquête judiciaire anti-mafia (le « dossier Spatola », 1980-1982), Giovanni Falcone a mené son instruction en collaboration étroite avec deux juges d'instruction (l'un en poste à Rome, Federico Imposimato, l'autre à Milan, Giuliano Turone), qui ont chacun pris part dans leur tribunal à des équipes de juges<sup>187</sup>. Et de fait, dès avant la formation du *pool* anti-mafia, Giovanni Falcone revendique l'exemple, tout à la fois des *pools*, et de la coordination des enquêtes judiciaires anti-terroristes au niveau national. En juin 1982, alors qu'il a à peine achevé sa première enquête –solitaire– sur *Cosa nostra* (soit un an et demi avant la formation du *pool* palermitain), il estime ainsi –dans une communication qu'il présente avec son collègue milanais Giuliano Turone à l'occasion d'une rencontre du CSM– que, « exactement à la manière de ce qui se passe depuis longtemps en matière de terrorisme politique », la lutte anti-mafia soit « conduite par le biais d'une coordination rigoureuse entre des *pools* de magistrats enquêteurs, également répartis sur le territoire dans les zones les plus concernées par le phénomène »<sup>188</sup>. Dans le même texte, les auteurs suggèrent ainsi que, « à la manière de ce qui s'est fait pour le terrorisme "rouge", il faut créer des *pools* de magistrats enquêteurs (...) constamment en contact entre eux »<sup>189</sup>.

De la même façon, dès sa nomination à la tête du cabinet d'instruction du tribunal de Palerme, Antonio Caponnetto fait appel aux spécialistes de la lutte anti-terroriste pour l'aider à mettre en place le *pool* anti-mafia :

« En souvenir de ces années terribles [de la lutte anti-terroriste] et de l'activité intelligente du *pool* constitué à cet effet pour la première fois en Italie auprès du cabinet d'instruction de Turin, ce fut précisément à Caselli que je demandai conseil quand, en novembre 1983, en tant que dirigeant du cabinet d'instruction de Palerme, je décidai de transférer et d'utiliser dans mon cabinet – moyennant les nécessaires adaptations– cette expérience en constituant ce groupe de travail mieux connu sous le nom de "*pool* anti-mafia" »<sup>190</sup>.

<sup>187</sup> Ferdinando Imposimato a été chargé d'une enquête sur l'assassinat d'Aldo Moro qu'il mènera en collaboration avec deux autres juges (Rosario Priore et Francesco Amato). Giuliano Turone a enquêté sur la loge P2 avec le juge d'instruction Gherardo Colombo (sur ces enquêtes, voir nos développements à l'annexe n°3). Giovanni Falcone mène avec eux le travail sur l'affaire du banquier Sindona. Sur ce point, voir IMPOSIMATO (Ferdinando), *Un juge en Italie. Pouvoir, corruption, terrorisme. Les dossiers de la Mafia*, op. cit.

<sup>188</sup> FALCONE (Giovanni), TURONE (Giuliano), « Tecnica di indagine », in CSM, « Riflessioni ed esperienze sul fenomeno mafioso », op. cit., pp. 38-71, p. 50.

<sup>189</sup> *Ibid.*, p. 71.

<sup>190</sup> CAPONNETTO (Antonio), « Grazie, Gian Carlo », in AGASSO (Renzo), *Caselli, un uomo, una vita*, Milan, Paoline, 1995, pp. 5-7, pp. 6-7. On retrouve cette affirmation à de nombreuses reprises : « mon objectif premier était celui d'étudier une méthode de travail qui "fractionne" les risques personnels, et

Ainsi, l'invocation des mises en forme<sup>191</sup> de l'expérience judiciaire anti-terroriste participe du travail de légitimation de l'entreprise judiciaire d'expertise des deux *pools* palermitains. La réappropriation de dispositifs institutionnels comme le travail en équipe, de catégories juridiques telles que la responsabilité collective des dirigeants des organisations criminelles, ou encore de techniques d'enquêtes à l'instar du recours aux repentis forgées dans la lutte anti-terroriste est en effet à rapporter à l'illégitimité des solutions jurisprudentielles nouvelles que promeuvent les *pools* palermitains.

D'une manière générale, dans un contexte où, à l'instar et à la suite du *pool* palermitain, elles cherchent à constituer de nouvelles stratégies probatoires dans le traitement contentieux de la mafia, les entreprises judiciaires qui se constituent en la matière trouvent ainsi dans ces produits de l'expérience judiciaire anti-terroriste un point d'appui important.

### C/ La formation d'un nouveau modèle d'excellence judiciaire

On se convainc dès lors que les réunions du CSM entre magistrats anti-mafia et magistrats anti-terroristes peuvent s'analyser comme la rencontre entre un travail d'exportation des mises en forme de l'expérience judiciaire du terrorisme et un travail d'importation de celles-ci par les magistrats anti-mafia, à des fins de légitimation de leurs enquêtes judiciaires encore émergentes. Ce double mouvement d'exportation –on a dit d'intéressement– et d'importation contribue à autonomiser les produits des enquêtes judiciaires anti-terroristes (techniques d'enquête, méthodes d'organisation du travail judiciaire, catégories juridiques...) de leur contexte particulier d'émergence (magistrat(s) titulaire(s) de l'enquête,

---

permette d'avoir une vision d'ensemble du phénomène mafieux -et donc de mener des enquêtes plus incisives et mieux coordonnées. Je rencontrai les collègues Giancarlo Caselli et Ferdinando Imposimato qui avaient déjà expérimenté durant les enquêtes sur le terrorisme à Turin et à Rome, le travail de groupe », in CAPONNETTO (Antonio), cité in ROCCUZZO (Antonio), *Gli uomini della giustizia*, op. cit., p. 128.

<sup>191</sup> Pour une définition de l'emploi que nous faisons du terme de « mises en forme », voir nos développements dans ce chapitre, *supra*.

tribunal, contextes locaux, conjoncture...). On a vu en effet que l'intéressement des magistrats anti-mafia supposait un travail d'exégèse qui attribue aux techniques d'enquête des qualités intrinsèques *ceteris paribus*. De même, en faisant usage de ces mises en forme dans leurs propres enquêtes, les magistrats anti-mafia concourent à leur tour à les autonomiser des conditions particulières de leur émergence.

Ainsi, dans la mesure où ces investissements à l'importation et à l'exportation contribuent à détacher les techniques et les savoir-faire judiciaires de la particularité du domaine d'enquête (le terrorisme) et du contexte particulier de leur émergence, ils favorisent dans le même temps la formation d'une « boîte à outils » judiciaire, disponible et mobilisable dans différents tribunaux, pour lutter contre différents phénomènes criminels, dans différentes situations. Le recours à la méthode d'organisation en *pool* devient ainsi, sous l'effet des divers investissements à l'exportation et à l'importation dont elle fait l'objet, une méthode valable *tout à la fois* dans la lutte contre le phénomène mafieux et dans la lutte contre le phénomène terroriste. De même, le recours aux repentis, et surtout la formation d'un statut juridique particulier pour ceux-ci, est désormais considéré comme nécessaire pour faire face aux organisations criminelles des deux types. Ceci ne signifie pas que les traitements judiciaires de la mafia et du terrorisme se confondent désormais, mais plutôt que se constitue un ensemble de mises en forme valables face à la criminalité organisée quelle qu'en soit la nature.

On aurait tort néanmoins de résumer ce qui se joue dans la mise en équivalence des différents pans de la criminalité organisée à la seule constitution d'un arsenal de techniques. Une analyse des rencontres du CSM sur ce thème indique qu'il y a là, plus largement, un seul et même mode de légitimation. Dans la mesure où ceux qui y prennent part fondent leur compétence et leur droit de cité, non pas sur une légitimité hiérarchique ou syndicale, mais sur la détention d'une *expérience judiciaire directe de la mafia ou du terrorisme* acquise dans le travail d'enquête, c'est bien un nouveau principe de légitimité qui s'y trouve consacré, l'expérience judiciaire de la criminalité organisée.

## 1- Un capital d'expériences

Il est en effet intéressant de relever que chacun de ceux qui participent à ces réunions du CSM évoquées plus haut se doit d'exhiber d'emblée les titres d'expérience au nom desquels il s'exprime ; c'est le cas de ce magistrat du *pool* anti-mafia de Palerme, qui fait immédiatement état du capital d'expérience judiciaire de la criminalité organisée dont il dispose, et qui fonde ainsi sa prise de parole dans cette enceinte :

« Je prends la parole pour rendre compte de certaines expériences que nous avons faites à Palerme, et à la lumière desquelles on peut traiter de l'argument principal du débat qui est celui des "repentis" »<sup>192</sup>.

De même, ce juge des *pools* anti-terroristes de Turin qui précise bien en préalable à son intervention qu'il parle « sur la base de l'expérience qu'[il a] faite –et qu'[il poursuit]– dans les procès pour terrorisme »<sup>193</sup>.

L'expérience judiciaire de la criminalité organisée est ainsi instituée en mode de connaissance principal de la réalité des phénomènes sur lesquels enquêtent les juges ainsi que de l'adéquation des réponses de l'institution judiciaire et de l'Etat à ces questions. C'est cette connaissance unique dont ils sont dépositaires, qui légitime à leurs yeux leur participation au débat public sur la lutte contre le crime organisé.

L'ancien magistrat du *pool* anti-terroriste de Turin, Luciano Violante, dont on a vu le rôle dans la promotion de la lutte contre le crime organisé au sein du PCI, est l'un des premiers à proposer une formalisation de ce « nouveau juge »<sup>194</sup> qui fait face à la criminalité organisée, tant terroriste que mafieuse :

« Les formes de criminalité qui prévalent aujourd'hui, du terrorisme à la mafia, exigent non pas un notaire, mais un juge qui soit en mesure de rechercher la preuve personnellement et de façon autonome ; l'interprétation des éléments de preuve exige également une culture différente de la culture traditionnelle : savoir lire un document, connaître la dynamique des groupes terroristes, comprendre le langage et les catégories politiques de ceux qui militent ou ont milité dans le terrorisme (...). Certes, la mafia et le terrorisme sont des phénomènes différents, *mais ils posent au*

<sup>192</sup> SCIACCHITANO (Giusto), in CSM, « Lotta alla criminalità organizzata di tipo mafioso », *op. cit.*, pp. 83-89, p. 83.

<sup>193</sup> LAUDI (Maurizio), in CSM, « Lotta alla criminalità organizzata di tipo mafioso », *op. cit.*, pp. 98-103, p. 98.

<sup>194</sup> On utilisera désormais le terme de « nouveau juge » pour désigner ces magistrats qui, à partir de la fin des années 1970, invoquent comme légitimité spécifique les enquêtes judiciaires qu'ils ont menées en matière de criminalité organisée.

*juge des problèmes analogues d'interprétation et d'initiative, et il est certain que, face à eux, le juge "traditionnel" est totalement inapte »<sup>195</sup>.*

On voit ainsi se dessiner, au fil des réunions du CSM, un « nouveau juge » caractérisé par sa capacité à se faire l'expert des phénomènes étudiés par le biais du maniement des instruments de connaissance judiciaire tels que les techniques d'enquêtes.

Plutôt qu'un juge « engoncé dans des références savantes au droit romain [mais] totalement dépourvu de connaissances spécialisées en matière de comptabilité, de technique bancaire, de droit des sociétés et de méthodes d'enquête sur les patrimoines, etc... », la « formation du "nouveau juge" doit ainsi s'appuyer [aux yeux de ce magistrat du *pool* de Palerme], sur la maîtrise des instruments de connaissance adaptés : « savoir "lire" entre les lignes des bilans et des opérations financières croisées, savoir sonder les méandres des sources de financement et des flux d'argent »<sup>196</sup>.

Par le biais de la connaissance unique à laquelle accède le magistrat enquêteur s'il sait faire usage de ces nouveaux savoirs et savoir-faire, l'enquête judiciaire est considérée comme constituant un point de vue imprenable sur la lutte contre le crime organisé, comme en témoignent les propos suivants :

« les juges [qui sont] particulièrement qualifiés en matière d'enquêtes et de procès à la grande criminalité sont, de ce seul fait, bien placés pour exprimer un point de vue et pour adresser une nouvelle exhortation pressante au pouvoir législatif, dont il faut espérer qu'elle ne tombera pas une fois encore dans le vide »<sup>197</sup>.

D'une manière plus générale, comme l'indique l'un des organisateurs des réunions du CSM, « les orientations de la politique judiciaire de la lutte contre la criminalité organisée » doivent être déterminées « en tirant profit des expériences acquises sur ce terrain, et sur celui de la lutte contre le terrorisme »<sup>198</sup>.

---

<sup>195</sup> VIOLANTE (Luciano), « Il terrorismo tra interpretazione e repressione », in BERNARDI (Alberto) et alii, dir., *La magistratura di fronte al terrorismo e all'eversione di sinistra*, Milan, Franco Angeli, 1982, pp. 116-122, p. 118.

<sup>196</sup> GERACI (Vincenzo), in CSM, « La legge 13 settembre 1982 n°646 », *op. cit.*, pp. 242-246, p. 243.

<sup>197</sup> ROSSI (Ugo), in CSM, « Ricerca, acquisizione e valutazione della prova », *op. cit.*, pp. 205-208, p. 206.

## 2- Des légitimités concurrentes

La valorisation de l'expérience judiciaire de la criminalité organisée comme lieu de formation d'une légitimité nouvelle s'accompagne en outre de la critique des autres formes de légitimité qui ont cours dans la magistrature. En effet, l'analyse des prises de position des participants aux réunions sur la criminalité organisée met en évidence qu'un nouveau principe de division se fait ainsi jour, où l'opposition entre le « nouveau juge » qu'ils entendent incarner et le « juge traditionnel » qu'ils rejettent, renvoie à une opposition entre le concret et l'abstrait, l'expérience et la théorie, le pragmatisme et l'idéalisme.

On s'explique ainsi la critique qui y est faite des débats traditionnels dans la magistrature, rarement exempts du « risque -pour certains malheureusement du vice- de discuter autour des plus grands systèmes à la recherche de perspectives improbables et, de toute façon, stériles »<sup>199</sup>, puisqu'en effet les échanges de points de vue ne présentent d'intérêt aux yeux des « nouveaux juges » que s'ils sont « enracinés dans l'expérience concrète de [ce] type de procès [contre la criminalité organisée] »<sup>200</sup> et s'ils sont « solidement ancrés dans l'expérience judiciaire quotidienne »<sup>201</sup>.

De ce fait, les organisateurs des réunions du CSM entendent se distinguer des colloques classiques : « il ne s'agit pas de faire des colloques, ou de se poser les questions de réforme (...), *mais de confronter les expériences et les idées qui mûrissent dans le travail quotidien* »<sup>202</sup>. Introduisant l'une de ces rencontres, Raffaele Bertoni indique ainsi :

« Cette rencontre ne veut pas avoir les caractéristiques d'un colloque sur un des nombreux problèmes [de la magistrature] (...), mais elle se veut (...) *un moment opérationnel* sur la mafia pour que votre expérience, votre intelligence, vos discussions servent à indiquer (...) les moyens nécessaires pour une action, une action victorieuse »<sup>203</sup>.

---

<sup>198</sup> GALASSO (Alfredo), « Il ruolo del CSM nella lotta alla mafia », *op. cit.*, p. 267.

<sup>199</sup> DI MAGGIO (Francesco), in CSM, « La lotta alla criminalità di tipo mafioso... », *op. cit.*, pp. 131-135, p. 131.

<sup>200</sup> *Ibid.*, p. 14.

<sup>201</sup> *Ibid.*, p. 15.

<sup>202</sup> SMURAGLIA (Carlo), in CSM, « Ricerca, acquisizione, et valutazione della prova », *op. cit.*, pp. 13-17, p. 15.

<sup>203</sup> BERTONI (Raffaele), in CSM, « La legge 13 settembre 1982 n°646 », *op. cit.*, p. 11-16, p. 11.

Un membre du *pool* palermitain, Vincenzo Geraci, reprend ce thème quelques mois tard, à l'occasion d'une autre des réunions du CSM sur la criminalité organisée :

« J'ai beaucoup apprécié l'intervention des collègues qui ont mis en garde contre un *risque constant* de nos colloques : celui de *construire une série de théorisations abstraites, parfois très élégantes et approfondies d'un point de vue conceptuel, mais qui négligent le plus souvent le contexte opérationnel dans lequel, ensuite, elles doivent être mises en œuvre* »<sup>204</sup>.

Giovanni Falcone va plus loin encore, qui identifie dans ces rencontres un nouveau mode de « socialisation » par l'échange d'expériences :

« Alors même que, jusqu'à aujourd'hui, la socialisation de notre savoir professionnel a fonctionné essentiellement par la mise en commun des règles juridiques, *désormais elle doit à nouveau fonctionner par le biais de la diffusion de règles, d'expériences, et de leurs mises en œuvre judiciaire* »<sup>205</sup>.

Cette opposition entre des prises de position fondées sur l'expérience, sur l'opérationnel, et d'autres qui ne seraient que pures spéculations, recoupe une distinction entre pragmatisme et abstraction. C'est que, aux yeux des magistrats engagés dans la lutte contre le crime organisé, leurs collègues sont trop souvent « prêts à se lancer dans des disputes élégantes chaque fois que s'en présente la possibilité ; peu importe la nature de l'objet en question ou si d'aventure celui-ci comporte des problèmes très concrets »<sup>206</sup> ; ils ont trop facilement tendance à « s'abandonner aux subtilités ou aux interprétations universitaires, quand les exigences de clarté sont impératives »<sup>207</sup>.

L'abstraction est donc considérée un mal endémique des débats judiciaires, comme « un risque qui doit être exorcisé, tout particulièrement dans un domaine comme celui de la législation anti-mafia »<sup>208</sup> :

« *L'abstraction en tant que telle ne prend pas en compte, oublie, et vide de sa spécificité le problème mafia et l'attaque portée par Cosa nostra à la démocratie (...). Trop d'abstraction (y compris avec les meilleures intentions qui soient) risque d'avoir des contrecoups dans le fonctionnement de la section judiciaire [de Palerme]* »<sup>209</sup>.

<sup>204</sup> GERACI (Vincenzo), in CSM, « La legge 13 settembre 1982 n°646 », *op. cit.*, p. 242.

<sup>205</sup> FALCONE (Giovanni) in CSM, « Ricerca, acquisizione e valutazione della prova », *op. cit.*, pp. 46-54, p. 54.

<sup>206</sup> DI MAGGIO (Francesco), in CSM, « Problemi emersi nell'esperienza giudiziaria », *op. cit.*, p. 131.

<sup>207</sup> BERTONI (Raffaele), in CSM, « La legge 13 settembre 1982 n°646 », *op. cit.*, p. 13.

<sup>208</sup> GERACI (Vincenzo), in *ibid.*, p. 242.

<sup>209</sup> CASELLI (Giancarlo), in BORRE (Giuseppe), CASELLI (Giancarlo), PACIOTTI (Elena), « Cronache dal CSM », *Magistratura Democratica*, VII, n°32-34, février 1988, pp. 41-194, pp. 126-127.

Les magistrats anti-mafia et anti-terroristes mettent en avant une approche fondée sur le « réel », sur une connaissance « de première main ». Ils soulignent leur perspective « réaliste (...) et pragmatique », rappelant que c'est là « un mot qui ne doit pas effrayer. Il y a la théorie dont il est important de tenir compte, mais *il y a d'abord la nécessité de donner des réponses concrètes, réelles et pragmatiques* »<sup>210</sup>.

Dès lors, cette mise en valeur des vertus de l'expérience judiciaire de la criminalité organisée s'accompagne de la dévalorisation des autres modes de connaissance des problèmes judiciaires tels que la participation au débat syndical, considéré comme abstrait et stérile, ou encore l'occupation d'une position hiérarchique dans l'institution judiciaire. Comment s'en étonner quand l'on sait que c'est précisément au nom de ce patrimoine d'expérience, de connaissance concrète et directe de la criminalité organisée, que ces « nouveaux juges » entendent concurrencer syndicalistes et hauts magistrats comme interlocuteurs des institutions étatiques, et, plus largement, comme porte-parole du corps judiciaire. A l'inverse, les syndicalistes ne peuvent le plus souvent invoquer aucune expérience judiciaire en matière de criminalité organisée et doivent recourir au contraire pour justifier leur participation à ces réunions à d'autres types de légitimité. Ainsi cet élu du CSM, responsable syndical proche d'Adolfo Beria, commence son intervention en ces termes :

*« Je ne peux cacher un certain malaise en intervenant non pas tant -ou plutôt non pas seulement- parce que l'absence d'expérience spécifique rend toujours le terrain de ce débat glissant, mais aussi parce que j'identifie des choses dans le débat que je ne comprends pas véritablement (...). A mon avis, de la toute petite expérience que j'ai et de la très grande quantité de livres que j'ai lus, et des choses qui m'arrivent à l'oreille, nous courrons le risque de... »*<sup>211</sup>.

De même, quand le secrétaire national de MD intervient, il rappelle d'emblée son inexpérience, et invoque à l'inverse la connaissance *syndicale* qu'il de la mafia :

*« J'indique d'emblée que, à la différence de la grande partie de ceux qui m'ont précédé à ce microphone, je n'ai aucune connaissance professionnelle des phénomènes que nous examinons, que ce soit la mafia ou la camorra (...). Je voudrais néanmoins apporter une contribution, en tenant compte des résultats des recherches et des débats sur ces thèmes qui se déroulent dans Magistratura Democratica »*<sup>212</sup>.

<sup>210</sup> CASELLI (Giancarlo), in CSM, « Lotta alla criminalità organizzata di tipo mafioso... », *op. cit.*, pp. 70-71.

<sup>211</sup> D'AMBROSIO (Vito), in *ibid.*, pp. 103-110, p. 103.

<sup>212</sup> PALOMBARINI (Giovanni), in *ibid.*, pp. 89-98, p. 89.



Cet autre syndicaliste, juge en formation de jugement et qui ne peut invoquer d'expérience construite dans les enquêtes s'exprime dans des termes analogues :

« Je n'ai pas d'expérience spécifique de la matière que nous examinons, parce que depuis de nombreuses années je suis juge en formation de jugement, et j'ai donc peu de légitimité à parler si l'on s'en tient à ce qui a été dit hier (...). C'est seulement à ce titre [de membre d'une commission ministérielle], et *vraiment sur la pointe des pieds, que j'ajoute quelques observations qui ne vont pas totalement dans le sens de celles exprimées ici* »<sup>213</sup>.

Dès lors on ne s'étonnera que ces rares syndicalistes qui prennent part aux réunions –le plus souvent en tant qu'élus du CSM- expriment des réserves, voire des critiques, face à ce qu'ils dénoncent comme l'empirisme des « nouveaux juges ». Ils ne cachent pas ainsi leur perplexité face à la possibilité de trouver des réponses aux problèmes de la justice dans l'expérience judiciaire :

« Je dois dire pour conclure que *l'intervention de Bertoni ce matin m'a laissé perplexe quand il a dit : "ne faisons pas de grands discours théoriques, mais cantonnons-nous strictement au thème et voyons un peu si, sur la base de l'expérience de chacun, des propositions, des suggestions concrètes sur ce problème peuvent ressortir"* »<sup>214</sup>.

De même, cet autre leader syndical, membre du CSM et ancien secrétaire national de MD, met en garde :

« Il faut faire attention, et éviter que le fait de se caler sur l'expérience, d'être au milieu des choses ne nous conduise pas à un énorme *rétrécissement de l'horizon qui se transforme en "empirisme" pour la proposition de solutions* »<sup>215</sup>.

Ainsi, ceux qui ne disposent pas des titres d'expérience requis pour prendre part aux réunions du CSM y pénètrent « sur la pointe des pieds »<sup>216</sup>, et y éprouvent « un certain malaise »<sup>217</sup>. Et de fait, ils se sentent requis d'exhiber une autre légitimité. C'est dire si ces rencontres sont le lieu de consolidation d'un nouveau principe de légitimité qui se forme, exclusif des autres légitimités qui peuvent être invoquées dans le champ judiciaire.

On l'aura compris, notamment dans la manière dont les syndicalistes prennent leur distance par rapport aux discours qui se fondent essentiellement sur l'expérience judiciaire de la criminalité organisée, la rencontre entre magistrats anti-mafia et magistrats anti-terroristes n'est pas seulement le lieu d'un échange de

<sup>213</sup> FASSONE (Elvio), in *ibid.*, pp. 135-142, p. 135.

<sup>214</sup> *Ibid.*, p. 103.

<sup>215</sup> SENESE (Salvatore), *Ibid.*, pp. 182-192, p. 185.

<sup>216</sup> *Ibid.*

savoirs et de savoir-faire techniques. L'analyse des conditions dans lesquelles s'opère cette transaction indique au contraire qu'elle va de pair avec la formation d'un nouveau principe de légitimité détaché lui aussi des conditions qui ont présidé à sa formation dans les luttes contre le terrorisme et la mafia : la détention d'une expérience judiciaire du crime organisé qui fonde tout à la fois une « revendication de juridiction » sur l'expertise des phénomènes criminels, et la contestation du monopole de la représentativité dans le corps judiciaire des syndicalistes et des hauts magistrats.

---

<sup>217</sup> D'AMBROSIO (Vito), in *ibid.*

### CHAPITRE 3 : Les « nouveaux juges » et la mise en valeur de leur expérience judiciaire

---

Sans doute est-il vrai que cette « nouvelle justice » qui se constitue dans la mise en équivalence des traitements judiciaires du terrorisme et de la mafia, et ces « nouveaux juges » qui invoquent une légitimité spécifique tirée de leur expérience judiciaire du crime organisé, disposent désormais de nombreux relais et soutiens en dehors de l'institution judiciaire qui contribuent tous à mettre en exergue le caractère édifiant des enquêtes judiciaires qu'ils mènent. Mais, la pérennité de la « nouvelle justice », et notamment sa capacité à constituer un modèle professionnel alternatif dépend de la manière dont les « nouveaux juges » parviennent à faire valoir ces ressources non judiciaires accumulées à l'occasion de leurs enquêtes au sein même de la magistrature. En effet, une fois l'instruction judiciaire achevée, se pose pour chaque « nouveau juge », la question de la mise en valeur du travail effectué, et notamment des profits qu'il est possible de retirer au sein même de la profession judiciaire de la participation à ces instructions exemplaires.

On montre ici que les conditions même de cette reconversion contribuent tout à la fois à consolider la « nouvelle justice », c'est-à-dire à lui fournir de nouveaux alliés, et compte tenu de la réussite *inégal*e de ce travail de valorisation de l'expérience judiciaire, à produire une différenciation interne entre d'une part des « nouveaux juges » qui travaillent à mettre en forme technique leurs accomplissements, et d'autre part des « grands juges » qui s'arrogent le monopole de la représentation de la « nouvelle justice » dans l'espace public.

## **Section I/ Pérenniser la valeur de l'expérience judiciaire de la criminalité organisée**

Bien qu'elle dispose de nombreux soutiens en dehors de l'institution judiciaire elle-même, l'expérience judiciaire de la criminalité organisée n'a pas, ou guère, de poids propre dans la magistrature. L'expertise hors pair dont les « nouveaux juges » estiment disposer du fait des enquêtes judiciaires auxquelles ils ont participé ne suffit pas en elle-même à asseoir leur autorité. En effet, comme nous l'indiquons plus haut en évoquant les caractéristiques de l'entrepreneuriat judiciaire, la valeur du capital d'expérience accumulé dans le cadre d'une entreprise judiciaire est éphémère ; dès lors la question de la reconversion de la valeur du travail accompli se pose de façon pressante<sup>1</sup>. Dans un champ judiciaire où l'accès aux trophées et distinctions professionnels est contrôlé pour l'essentiel par les syndicats, le syndicalisme s'impose comme le point de passage obligé de ces stratégies de reconversion.

### **A/ Les « nouveaux juges » et l'impératif individuel de reconversion**

L'étude du fonctionnement même de l'entrepreneuriat judiciaire au cours des années 1980 met en évidence la prégnance de ce que l'on nomme ici un impératif individuel de reconversion. Parce que la valeur du capital accumulé lors d'une enquête judiciaire subit, dès la clôture de l'instruction, l'effet de mécanismes puissants de dévaluation, le magistrat est en effet contraint, pour interrompre leur action d'engager un travail de reconversion de ce capital dans d'autres arènes. Cet impératif ressort de l'étude des conditions pratiques d'exercice de l'expertise judiciaire dans un contexte où les entreprises judiciaires qui revendiquent leur appartenance à la « nouvelle justice » se multiplient.

En effet, avant même d'entrer en concurrence dans l'espace public avec d'autres professionnels de l'interprétation, une entreprise judiciaire s'insère d'abord sur le marché de l'expertise *judiciaire*, sur lequel elle entre en compétition avec d'autres entreprises judiciaires d'expertise du même phénomène social (tel que le terrorisme d'extrême-gauche ou la mafia). Dès lors, les transformations mêmes de ce marché au cours des années 1980, sous les effets combinés de l'afflux d'expériences judiciaires nouvelles en matière de criminalité organisée, renforcent la pression à la dévaluation du capital d'expérience<sup>2</sup>.

### 1- L'afflux de nouvelles enquêtes et ses effets

La consolidation de la « nouvelle justice », dont on a pu voir un des moments dans l'intéressement des magistrats anti-mafia à celle-ci, s'accompagne de la multiplication des entreprises judiciaires en matière de criminalité organisée qui en revendiquent « l'héritage ». Cette prolifération des enquêtes judiciaires dans les différents domaines de la criminalité organisée (terrorisme, corruption, mafia) contribue à renforcer la « nouvelle justice », en lui assurant des alliés plus nombreux au sein de l'institution judiciaire ; mais elle modifie dans le même temps les conditions d'exercice de l'expertise judiciaire en matière de criminalité organisée.

Le « succès » des premières entreprises judiciaires en matière de lutte contre le terrorisme ou contre la mafia a en effet établi un précédent auquel peuvent désormais se rapporter – à l'instar de ce que l'on a cherché à montrer pour les enquêtes sur la mafia- l'ensemble des instructions en matière de criminalité organisée qui sont engagées sur le territoire italien. Ainsi, les magistrats qui engagent des instructions en matière de corruption, peuvent mobiliser des savoirs et des savoir-faire éprouvés dans le traitement judiciaire de la mafia ou du

---

<sup>1</sup> Sur ce point, voir nos développements *supra* au chapitre 1, Partie II.

<sup>2</sup> Sur les rapports entre les transformations structurales d'un marché et l'évolution des stratégies de reconversion de ses membres, voir notamment BOURDIEU (Pierre), BOLTANSKI (Luc), DE SAINT

terrorisme, et dont l'usage ne requiert pas, de ce fait, le travail de création initialement effectué par les magistrats anti-terroristes. Cette possibilité de s'appuyer sur l'exemple de leurs prédécesseurs rend la formation des entreprises judiciaires d'expertise de la criminalité organisée moins coûteuse.

Ces entreprises peuvent en outre disposer de l'intérêt, voire du soutien, de groupes sociaux divers qui –à l'instar des juristes communistes turinois<sup>3</sup>– travaillent à promouvoir la lutte judiciaire contre le crime organisé. En effet, s'il est vrai que ces groupes se sont constitués initialement essentiellement autour de la promotion des nouvelles expériences judiciaires de Turin et de Palerme<sup>4</sup>, ils contribuent néanmoins également à mettre en exergue d'autres enquêtes sur la criminalité organisée.

On s'explique ainsi la multiplication, tout au long des années 1980, de petites et moyennes entreprises judiciaires qui revendiquent l'usage des mêmes outils ainsi que des mêmes postures que celles des premiers « nouveaux juges ». Dans ces conditions, l'offre d'expériences judiciaires forgées dans la lutte contre la criminalité organisée augmente fortement. On constate ainsi l'entrée régulière de nouvelles expériences issues d'un grand nombre de tribunaux (et non plus seulement ceux du Nord et du Centre, comme ce fut le cas pendant les « années de plomb »), et forgées dans divers domaines d'enquête, comme en témoigne l'annexe n°3 où sont rassemblées dans un ordre chronologique un échantillon de ces enquêtes. En d'autres termes, le marché de l'expertise judiciaire en matière de criminalité organisée est désormais caractérisé par l'afflux constant d'expériences nouvelles.

Cette évolution quantitative de l'offre d'expériences contribue à renforcer les mécanismes de dévaluation du capital d'expérience judiciaire. L'afflux constant de nouvelles entreprises judiciaires tend en effet à dévaloriser plus rapidement le capital de celles déjà présentes sur le marché ; la valeur du patrimoine d'expérience

---

MARTIN (Monique), « Les stratégies de reconversion. Les classes sociales et le système d'enseignement », *op. cit.*

<sup>3</sup> Sur le réseau des juristes communistes turinois, voir nos développements au chapitre 1, Partie II.

<sup>4</sup> Sur ce point, voir nos développements aux chapitres 1 et 2, Partie II.

d'une entreprise judiciaire se trouve ainsi constamment menacée par l'irruption de nouvelles enquêtes qui revendiquent un magistère sur le même domaine d'expertise. Parce que plus récentes, ces nouvelles enquêtes peuvent prétendre disposer d'une connaissance plus actualisée du phénomène expertisé, ainsi que des nouveaux défis qu'il pose aux institutions. Chaque nouvelle entreprise d'expertise vient donc, par sa présence même, déprécier la valeur du capital de celles déjà présentes sur le marché.

Ce caractère périssable ou éphémère du capital d'expérience expose alors constamment l'entreprise judiciaire au risque de disparaître ; dans ces conditions, il devient nécessaire, pour pérenniser la valeur du travail judiciaire accompli, d'engager une reconversion. Cette pression à la baisse qu'exerce le marché de l'expertise judiciaire dans son fonctionnement même emporte ainsi, pour chaque entreprise judiciaire, un « impératif » de reconversion -c'est à dire la nécessité de mettre en valeur dans d'autres lieux les résultats et les leçons des enquêtes judiciaires- ; celui-ci est d'autant plus fort que cette concurrence est exacerbée par un CSM qui contribue, pour assurer la légitimité de son activisme dans la lutte contre la criminalité organisée, à mettre en exergue les expériences judiciaires les plus récentes.

## 2- Le CSM et la mise en exergue des expériences judiciaires

Les réunions du CSM sur la criminalité organisée jouent un rôle important sur le fonctionnement du marché de l'expertise judiciaire<sup>5</sup>. Elles contribuent en effet, par le travail de sélection qui s'y opère, à consacrer l'importance de *certaines* expériences menées par *certaines* magistrats. Mais surtout, l'exigence de représentativité de ces rencontres, toujours plus sensible à mesure que se développent les controverses sur la « nouvelle justice »<sup>6</sup>, contraint les organisateurs à promouvoir constamment les *nouvelles* expériences judiciaires en matière de

---

<sup>5</sup> Sur ces rencontres, voir nos développements *supra* au chapitre 2, Partie II.

<sup>6</sup> On a vu en effet au chapitre précédent les controverses auxquelles doit faire face le CSM dans la promotion de la lutte judiciaire contre la mafia, et en conséquence, le travail de légitimation que ses membres engagent pour y faire face.

criminalité organisée -renforçant, par le fait, les mécanismes de dévaluation déjà à l'œuvre sur le marché de l'expertise judiciaire.

#### a) Un travail de sélection

Si, comme nous l'avons montré précédemment, la détention d'une expérience judiciaire en matière de criminalité organisée constitue bien un « droit d'entrée » dans ces rencontres, toutes les expériences judiciaires n'y sont pas également célébrées. De fait, l'objet de ces réunions tel qu'il est initialement défini par les organisateurs est de « diffuser dans toute la magistrature *le patrimoine de connaissances et d'expériences expérimentées avec succès par certaines sections judiciaires* en matière d'enquêtes sur le patrimoine »<sup>7</sup>, ou encore d'assurer la « *diffusion des expériences les plus "avancées" faites dans certains tribunaux* tels que Palerme, par ces magistrats qui, au cours de ces années, ont su montrer qu'il est possible (...) de mettre en lumière les liens troubles (...) entre organisations criminelles et pouvoir économique et politique »<sup>8</sup>. Le rapport annuel d'activité du CSM ne dit pas autre chose quand il évoque l'objectif des rencontres sur la criminalité organisée : « *faire du professionnalisme acquis par certains le patrimoine commun d'un grand nombre de juges* »<sup>9</sup>.

Ainsi, il est procédé à une sélection des participants aux réunions qui s'opère « avec pour strict point de référence d'avoir participé à des *procès importants, surtout ceux dont il a semblé possible de retirer les enseignements nécessaires à la formation du professionnalisme* »<sup>10</sup>. De fait, le choix de ceux qui viennent présenter à la tribune leurs propres accomplissements et les leçons générales qu'ils en tirent, n'est pas anodin. Seuls quelques-uns se voient placés dans la posture pédagogique que confère le fait d'être convié à la tribune pour faire, devant leurs collègues, l'exégèse de son enquête.

<sup>7</sup> IPPOLITO (Franco), « Linee di politica giudiziaria in tema di mafia e Consiglio superiore della magistratura », *op. cit.*, p. 872.

<sup>8</sup> MD, « Osservatorio sul Consiglio superiore », *op. cit.*, pp. 691-713, p. 702.

<sup>9</sup> CSM, « Relazione del Consiglio superiore della Magistratura per l'inaugurazione dell'anno giudiziario », *Notiziario CSM*, n°17, 31 décembre 1983, pp. 3-8, p. 4.

<sup>10</sup> GERACI (Vincenzo), in CSM, « Ricerca, acquisizione e valutazione della prova », *op. cit.*, pp. 239-240, p. 239.



Il n'est que de considérer les magistrats qui interviennent à l'occasion de la première réunion du CSM en juin 1982 pour s'en convaincre : des huit magistrats qui présentent une communication, trois se sont distingués dans la lutte anti-mafia au tribunal de Palerme (Rocco Chinnici qui sera tué quelques mois plus tard et deux membres des *pools*, Vincenzo Geraci, et Giovanni Falcone), un autre dans la lutte contre le terrorisme au tribunal de Turin (Marcello Maddalena), et le dernier dans deux grandes enquêtes judiciaires (l'une sur la loge maçonnique *Propaganda 2*, et l'autre sur l'homme d'affaires Michele Sindona<sup>11</sup> ; il s'agit de Giuliano Turone, juge d'instruction au tribunal de Milan).

De même, si l'on considère ceux qui interviennent aux rencontres suivantes qui ont lieu entre 1982 et 1988<sup>12</sup>, on relève que seul un nombre limité de magistrats prennent la parole plus d'une fois. Sur les 138 magistrats<sup>13</sup> invités à intervenir au cours de cette période, 32 sont intervenus plus d'une fois, et seulement 7 plus de deux fois. Ici encore, les 7 magistrats « représentent » les principales entreprises judiciaires du début des années 1980 : deux magistrats appartiennent au tribunal de Turin (dont Marcello Maddalena), deux aux *pools* anti-mafia du tribunal de Palerme (dont Giovanni Falcone), tandis que les deux derniers (Giuliano Turone et Pier Luigi Vigna), sans avoir pris part à des équipes de juges, ont néanmoins accumulé chacun un grand nombre d'enquêtes judiciaires en matière de criminalité organisée<sup>14</sup>.

Pour autant, force est de constater que la permanence de ce petit groupe de magistrats richement dotés en capital d'expérience va de pair avec un fort taux de renouvellement des intervenants aux rencontres du CSM. Ainsi, hormis ce petit groupe dont les membres ont pris la parole plus de deux fois, ils sont 106 à ne

---

<sup>11</sup> Sur le détail de ces deux importantes « affaires », voir nos développements à l'annexe n°3.

<sup>12</sup> On trouve la liste de ces rencontres au chapitre 2, Partie II.

<sup>13</sup> On a limité l'échantillon aux magistrats qui effectivement prennent la parole, et non pas à l'ensemble des participants à ces réunions.

<sup>14</sup> Giuliano Turone, juge d'instruction au tribunal de Milan, a enquêté à la fin des années 1980 sur « l'affaire Sindona » du nom de ce banquier proche du Vatican et de la Démocratie chrétienne, dont la faillite conduit au dévoilement des liens qu'ils entretenaient avec la mafia et le monde politique, voir annexe n°3 ; il a également mené, avec Gherardo Colombo, l'enquête retentissante qui, à la suite d'une perquisition en 1980, aboutit à la découverte de la liste des membres de la loge P2. Les deux magistrats seront néanmoins dessaisis dès la fin 1980. De même, Pier Luigi Vigna s'est imposé dans le ressort du tribunal de Florence, comme le substitut spécialiste de la criminalité organisée (voir les notices biographiques présentées à l'annexe n°5).

l'avoir fait qu'à une seule occasion. C'est que le CSM, engagé dans un travail de légitimation de son activisme en matière de criminalité organisée, fait appel aux expériences judiciaires *les plus récentes*.

## b) Le CSM et la reproduction de la « nouvelle justice »

On ne comprend pas en effet le taux de renouvellement très important des intervenants dans ce forum de la « nouvelle justice » que sont les réunions du CSM, sans rendre compte du travail d'établissement de la représentativité de celles-ci. En effet, si les expériences judiciaires présentées et discutées dans cette arène n'étaient pas en permanence réactualisées, la « nouvelle justice » et ses porte-parole perdraient la légitimité spécifique qui justifie leur droit de cité dans le débat public sur le crime organisé. Or, à mesure que se dessinent plus nettement les contours de la « nouvelle justice », la concurrence avec les autres types de légitimité s'intensifie et de ce fait, la prétention des « nouveaux juges » à faire de leur expérience le nouvel étalon de l'excellence judiciaire se trouve exposée à la critique. Le caractère particulier de ces « expériences », ainsi que du groupe qui les promeut, est ainsi dénoncé ; plus largement, c'est la capacité de ces « nouveaux juges » à parler au nom de la magistrature qui est en mise en cause.

Dans ce cadre, l'adoption de pétitions « au nom de ceux qui luttent contre la criminalité organisée » dont les réunions étaient auparavant l'occasion<sup>15</sup>, devient l'objet d'âpres conflits. Quand un groupe de magistrats se réclamant « de [son] engagement depuis des années sur le front des enquêtes et des procès concernant le crime organisé »<sup>16</sup> propose aux participants du colloque l'adoption d'un texte réclamant un certain nombre de modifications législatives en matière de lutte contre le crime organisé<sup>17</sup>, leur appel ne fait pas l'unanimité. Précisément parce

<sup>15</sup> Sur ce point, voir nos développements au chapitre 2, Partie II.

<sup>16</sup> AYALA (Giuseppe), in CSM, « Problemi attuali dei procedimenti in tema di criminalità organizzata anche in vista della riforma del Codice di procedura penale », *op. cit.*, pp. 88-93, p. 89.

<sup>17</sup> L'appel est reproduit intégralement dans les actes de la rencontre, voir AYALA (Giuseppe), BOCCASSINI (Ilda), BORGNA (Paolo), CASSANO (Margherita), DE FRANCISCI (Ignazio), DELLA MONICA (Silvio), DI MAGGIO (Francesco), MARZACHI (Francesco), MAZZI (Roberto), NATOLI (Gioacchino), PAVONE (Saverio), VAUDANO (Mario), « Primo contributo ad un progetto di fattibilità del nuovo Codice di procedura penale, con particolare riferimento ai procedimenti in materia di criminalità organizzata », in CSM, « Problemi attuali dei procedimenti in tema di criminalità organizzata anche in vista della riforma del Codice di procedura penale », *op. cit.*, pp. 89-93.

qu'ils sont désormais considérés comme l'expression de « petits groupes », les « nouveaux juges » se voient contester ouvertement la possibilité que ces rencontres du CSM puissent aboutir à des considérations d'ordre général sur la magistrature. Ce militant syndical (MD) et haut magistrat ne se prive pas ainsi de contester la prétention de ces juges à s'exprimer au nom de tous :

« Tout en respectant l'opinion des collègues qui ont proposé un document sur des aspects non secondaires (tels que le délit d'association mafieuse, le rôle du juge d'instruction et du procureur, la révision du statut des *pentiti*), j'exprime un désaccord poli, mais ferme sur les solutions proposées, et je demande aux auteurs de présenter ce document comme l'opinion d'un groupe de participants, pour éviter que soit adoptée une sorte de résolution générale parce qu'il faudrait alors tenir compte de la diversité des opinions »<sup>18</sup>.

Et le magistrat de dénoncer « l'irrésistible sentiment de centralité »<sup>19</sup>, ou encore la « tentation de la globalité » qui caractérise les « nouveaux juges » :

« Il n'est pas de magistrat, tout particulièrement au cours de ces réunions du CSM, qui ne soit tenté de proposer sa propre expérience comme essentielle pour la justice ; il n'y a pas de groupe –plus ou moins homogène– de magistrats qui ne considère sa matière comme d'une complexité particulière par rapport à toutes les autres. Cette sensation me semble aujourd'hui très forte... : la tentation de la centralité et de la globalité (...). J'exprime une vive perplexité sur l'utilité de la constitution –ou de la persistance– de petits groupes de magistrats qui pourraient être utiles pour formuler des propositions théoriques ou opérationnelles, mais qui ne peuvent certainement pas proposer comme la seule vision, leurs visions inspirées de problématiques différentes »<sup>20</sup>.

Critiqués pour le caractère fermé des réunions, les « nouveaux juges » défendent tout à la fois le caractère ouvert des réunions du CSM et leur représentativité ; Giancarlo Caselli, figure de proue du *pool* anti-terroriste de Turin affirme ainsi que :

« L'objection selon laquelle ces réunions se dérouleraient toujours entre les mêmes personnes et seraient pour cette raison peu utiles, me semble plutôt discutable. D'abord parce que ces réunions ont notamment pour objectif de permettre que se rencontrent –pour pouvoir échanger des expériences et des données d'intérêt commun– des magistrats engagés dans les secteurs de la criminalité pour qui un tel échange est particulièrement nécessaire afin de disposer d'une connaissance adéquate et approfondie du phénomène criminel dans son ensemble. Puisque le CSM reprend désormais à son compte cette ambition (après les polémiques du passé sur les rencontres réalisées, disait-on, sans encadrement institutionnel), il me paraît injuste de dire qu'on se retrouve toujours entre les mêmes personnes. Non seulement injuste, mais surtout faux. Parce que l'objection est démentie par des données précises. Cette réunion a été pensée pour 80 participants, et pourtant nous avons reçu plus de 200 demandes. Pour cette raison, nous avons tout de suite décidé d'organiser une seconde rencontre, identique à celle-ci : précisément pour permettre la plus ample participation des

<sup>18</sup> SCARDACCIONE (Eduardo), in CSM, « Problemi attuali dei procedimenti in tema di criminalità organizzata anche in vista della riforma del Codice di procedura penale », pp. 133-139, p. 139.

<sup>19</sup> *Ibid.*

<sup>20</sup> SCARDACCIONE (Eduardo), in *ibid.*, pp. 133-134.

*magistrats intéressés, de manière à élargir au maximum la portée de la réflexion commune sur ces thèmes et pour poursuivre l'effort d'adaptation professionnelle »<sup>21</sup>.*

Marcello Maddalena, ancien membre du *pool* turinois, prend à son tour la défense des réunions du CSM et abonde dans le sens de son collègue :

« Giancarlo Caselli a déjà répondu à certaines des critiques ce matin, et je vous renvoie à son intervention. Je dois ajouter une chose sur ces réunions : il faut savoir qu'en deux années, plus de 1.300 magistrats ont participé aux réunions du CSM ; si l'on tient compte du nombre de magistrats en poste, cela ne me paraît pas peu »<sup>22</sup>.

De la même façon, ce substitut du *pool* palermitain, ami de Giovanni Falcone, déclare :

« Il me faut avant tout répéter que, contrairement à ce que certains ont pu regretter, nous considérons les réunions organisées par le CSM comme très utiles. Il n'est que partiellement vrai de dire que ce sont toujours les mêmes personnes qui y participent. *A côté des habitués, se succèdent en réalité beaucoup d'autres collègues. L'échange de connaissances est ainsi garanti. Le perfectionnement professionnel continue ainsi à bénéficier à tous.* Je me souviens encore très nettement de la richesse du "bagage de connaissances nouvelles" que j'ai rapporté de la première réunion à laquelle j'ai participé, et de l'importance du saut qualitatif qui s'en suivit pour moi »<sup>23</sup>.

Bref, tout se passe comme si chacun des « nouveaux juges » se sentait requis de venir défendre le caractère ouvert à tous et non hiérarchique de l'échange d'expériences judiciaires dont les réunions du CSM sont l'occasion. Et de fait, la crainte d'apparaître comme un groupe fermé constitue bien un des premiers soucis des « nouveaux juges », comme l'indique le procureur adjoint du tribunal de Turin, et coordinateur du travail des *pools* au parquet :

« Nous qui discutons en ce moment des problèmes [de criminalité organisée], nous pouvons passer pour un groupe de pression ; ce risque, nous l'avons couru quand on parlait de terrorisme -et nous le courons maintenant »<sup>24</sup>.

Cette critique du caractère hiérarchique et clos de l'échange d'expériences judiciaires au sein des réunions du CSM a une portée considérable, puisque c'est la capacité même des « nouveaux juges » de tirer des enseignements généraux qu'elle met en cause. C'est que, faute de pouvoir convaincre que ces réunions sont un lieu d'échange d'expériences égalitaire et accessible à tout juge, ils courent le risque de voir amoindrie la représentativité de ce qui s'y élabore. Et de fait, les organisateurs

---

<sup>21</sup> CASELLI (Giancarlo), in CSM, « Problemi attuali dei procedimenti in tema di criminalità organizzata anche in vista della riforma del Codice di procedura penale », *op. cit.*, pp. 96-98, p. 96.

<sup>22</sup> MADDALENA (Marcello), in *ibid.*, pp. 119-121, p. 119.

<sup>23</sup> AYALA (Giuseppe), in *ibid.*, p. 89.

insistent sur le caractère fluide et interactif de l'échange d'expériences judiciaires. Ils présentent ainsi les réunions comme « une *circulation* d'expériences, de connaissances, de cultures professionnelles et une *diffusion* de l'engagement »<sup>25</sup>. On s'explique dans ces conditions que ceux qui viennent d'achever une enquête judiciaire en matière de criminalité organisée soient ainsi distingués et invités à faire l'exégèse de leur expérience à la tribune.

La première réunion du CSM de juin 1982 est à cet égard emblématique, qui voit intervenir Giovanni Falcone qui a à peine achevé (janvier 1982) sa toute première enquête sur la mafia<sup>26</sup>. A la tribune, il fait part des leçons de son expérience<sup>27</sup>. De même, quelques années plus tard, Mario Vaudano, juge d'instruction au tribunal de Turin, vient présenter son travail d'enquête sur un vaste réseau de corruption baptisé *Petrolio 2*<sup>28</sup>, quelques mois à peine après la fin de celle-ci<sup>29</sup> -mais plus d'un an avant que ne soit considérée en formation de jugement la validité des accusations qu'il porte. Son intervention porte essentiellement sur les techniques d'enquête qu'il a employées (tout particulièrement en l'espèce, les commissions rogatoires) pour construire l'ordonnance de renvoi qu'il a déposée le 31 octobre 1985<sup>30</sup>.

Le fait que de nombreuses instructions *récentes* soient ainsi mises en exergue alors même qu'elles ne disposent pas (pas encore) de l'autorité de la chose jugée atteste bien l'empressement des organisateurs des réunions du CSM à réactualiser en permanence le patrimoine d'expériences judiciaires présenté à la tribune. Ces réunions permettent ainsi au CSM de maintenir la validité de sa représentativité en matière de criminalité organisée.

---

<sup>24</sup> MARZACHI (Francesco), in *ibid.*, pp. 121-129, p. 128.

<sup>25</sup> MD, « Mafia e criminalità organizzata : l'impegno del CSM », *Magistratura Democratica*, V, n°23-24, janvier 1986, pp. 306-309, p. 309.

<sup>26</sup> Sur cette enquête qui constitue la première enquête anti-mafia de Giovanni Falcone (procès Spatola), voir nos précisions au chapitre 2, Partie II.

<sup>27</sup> FALCONE (Giovanni), TURONE (Giuliano), « Tecniche di indagine », in CSM, « Riflessione ed esperienze sul fenomeno mafioso », *op. cit.*, pp. 38-71.

<sup>28</sup> Sur l'affaire *Petrolio 2* et l'enquête de Mario Vaudano, voir nos développements à l'annexe n°3.

<sup>29</sup> VAUDANO (Mario), in CSM, « Ricerca, acquisizione e valutazione della prova », *op. cit.*, pp. 220-229, p. 221.

<sup>30</sup> Ordonnance de renvoi, sixième section pénale, tribunal de Turin, procès contre « Milan Mario + 184 » pour « associazione a delinquere, contrabbando di petroli, corruzione, collusione, falsi in atto pubblico ed altro », 31 octobre 1985. Le procès s'achève le 30 avril 1987 après plus de quinze mois, par la condamnation de 68 personnes (dont de nombreux officiers généraux de la *Guardia di finanza* -la police financière-, des industriels du pétrole...). En revanche, les hommes politiques liés au scandale qui a pris pour nom *Petrolio 2* sont acquittés (cf. annexe n°3).

On comprend alors que cette promotion régulière de nouvelles expériences judiciaires contribue, comme on le suggérait plus haut, au renforcement de la précarité des entreprises judiciaires d'expertise. Les entreprises qui sont sur le marché de l'expertise judiciaire voient en effet leur autorité constamment « bousculée » par l'intrusion de nouvelles expériences plus récentes et, à ce titre, plus représentatives de *ce que sont désormais* la criminalité organisée et la lutte judiciaire contre celle-ci ; le CSM, en organisant ce roulement régulier des participants et des interventions aux réunions sur la criminalité organisée, et en promouvant les nouvelles expériences judiciaires, consolide ainsi la pression à la dévaluation qui pèse sur le capital d'expérience de chacun.

On se convainc alors que la reproduction même de la « nouvelle justice », parce qu'elle s'accompagne de l'exclusion constante des entreprises judiciaires déjà présentes sur le marché, pose de manière pressante la question de la reconversion des entreprises judiciaires. La pérennisation de la valeur du capital accumulé suppose que soient engagées des stratégies de reconversion qui permettent d'interrompre cette dévaluation. Dans ce cadre, il convient d'analyser les conditions d'accès aux trophées et distinctions professionnels —c'est-à-dire des conditions dans lesquelles il est possible de tirer profit, en termes de carrière, de la poursuite d'une enquête judiciaire en matière de criminalité organisée.

## **B/ Les conditions d'accès aux trophées professionnels**

L'analyse de la reconversion du capital d'expérience suppose en effet que soit étudiée en préalable les conditions mêmes d'accès aux ressources professionnelles. Une telle analyse indique ainsi que, dans un contexte où le contrôle de la hiérarchie sur les carrières judiciaires devient quasi inexistant, la ressource tirée du militantisme syndical s'impose comme nécessaire à l'obtention des titres de l'excellence professionnelle. L'importance du syndicalisme judiciaire pour l'accumulation des trophées professionnels paraît d'autant plus significative

que cette arène s'est autonomisée depuis les années 1960, pour prendre la forme d'un syndicalisme de type militant, dominé par la figure du professionnel du syndicalisme qui gravit un par un les échelons de la carrière syndicale.

## **1- L'autonomisation de l'arène syndicale**

Au tournant des années 1970-1980, le syndicalisme judiciaire porte en effet à son terme son autonomisation par rapport à la haute magistrature engagée dès la fin des années 1950<sup>31</sup>. Plus précisément, on assiste au passage de ce que l'on pourrait appeler un syndicalisme de hiérarques à un syndicalisme militant, caractérisé par la formation de carrières spécifiquement syndicales fondées sur l'accumulation de ressources syndicales.

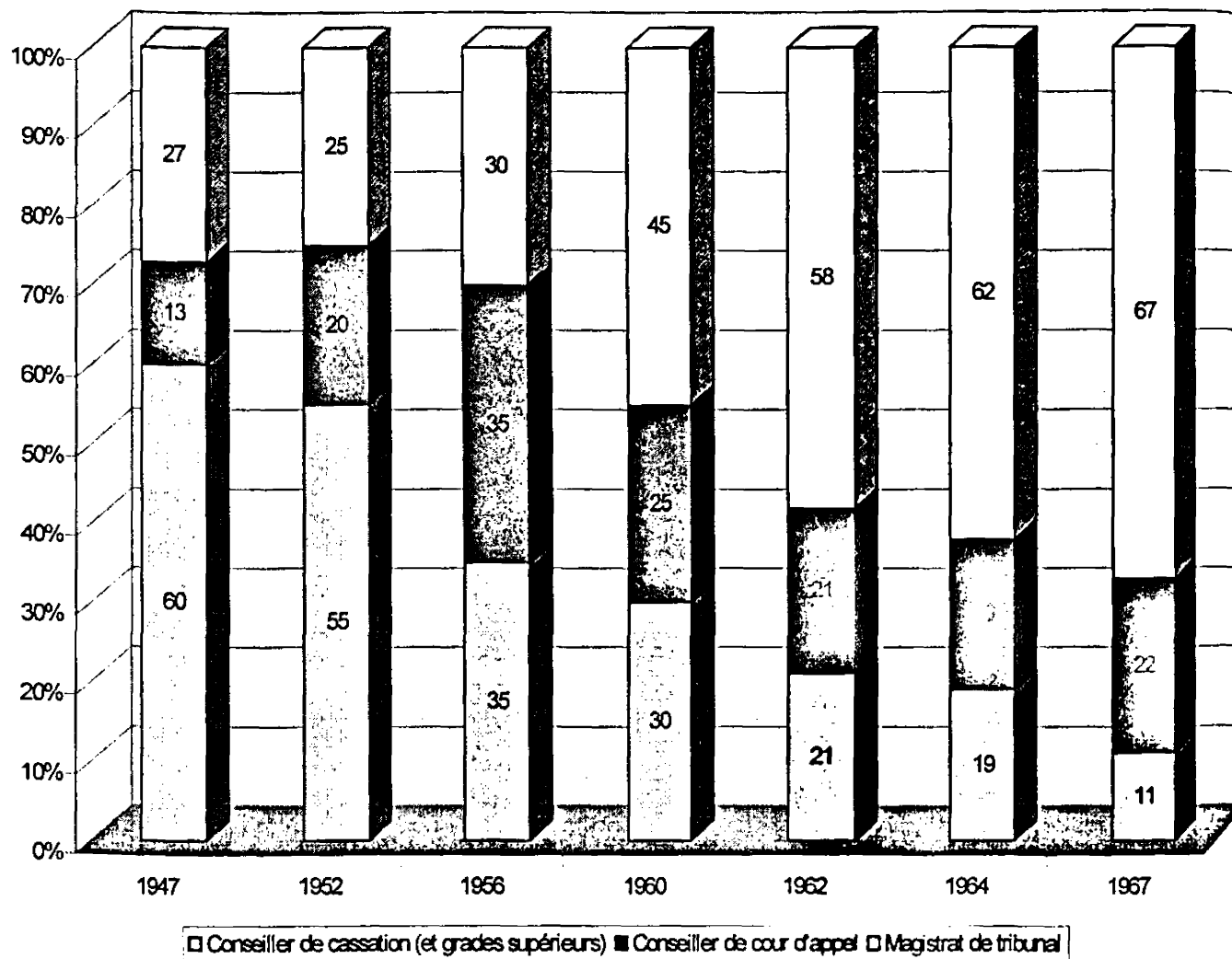
### **a) D'un syndicalisme de hiérarques à un syndicalisme militant**

Force est de constater en effet que la hiérarchie judiciaire, qui contrôlait fermement la direction de l'ANM jusqu'aux années 1950, voit ensuite sa place se réduire très nettement. Comme on a pu le montrer au chapitre premier de ce travail, les contestations multiples qui traversent l'ANM au tournant des années 1950 et 1960 contribuent à remettre en cause la validité du principe hiérarchique dans l'arène syndicale. On sait ainsi que la marginalisation des hauts magistrats au sein de l'association conduit notamment à la scission d'une partie des hauts magistrats, qui quittent en effet l'ANM en 1961 pour former leur propre syndicat, l'*Unione dei Magistrati Italiani*. Le mouvement se poursuit tout au long des années 1960, comme l'atteste le tableau suivant qui donne à voir la diminution continue de la place des hauts magistrats dans le comité directeur de l'ANM.

---

<sup>31</sup> Sur les mobilisations de la fin des années 1950 et la remise en cause de la domination de la haute magistrature dans l'ANM, voir nos développements *supra* au chapitre 1, Partie I.

Tableau n°7 : Composition du comité directeur de l'ANM selon les grades (en %)



La perte de valeur du principe hiérarchique dans l'arène syndicale est encore renforcée par la réforme du mode de scrutin du CSM que revendiquaient les syndicats de magistrats depuis le début des années 1960<sup>32</sup>. Jusque là en effet, les hauts magistrats élaient leurs représentants dans le cadre d'un corps électoral

<sup>32</sup> Sur ce point, voir Giorgio Freddi, qui montre les mobilisations pour la réforme du mode de scrutin du CSM, in FREDDI (Giorgio), *Tensioni e conflitti nella magistratura*, op. cit.



séparé, ce qui leur assurait une sur-représentation par rapport à leur importance effective dans le corps judiciaire. L'introduction –en 1967 puis en 1975- d'une nouvelle loi électorale fondée sur la représentation proportionnelle dans une circonscription nationale *unique* met ainsi fin au privilège électoral dont ils bénéficiaient<sup>33</sup>. Dès lors, la distribution par grade des magistrats élus au CSM ne manque pas de évoluer rapidement, pour se caler sur celle du comité directeur de l'ANM<sup>34</sup>.

Pour autant, l'éviction partielle des hauts magistrats de la direction de l'ANM et du CSM et l'émergence concomitante d'une élite syndicale dépourvue tant de la légitimité hiérarchique que des ressources qui y sont associées, n'emportent pas la marginalisation de l'ANM dans le champ judiciaire. Bien au contraire, la capacité de mobilisation du syndicalisme judiciaire se maintient, comme en témoignent tout à la fois les taux d'inscription très élevés des magistrats à l'Association (91,7% des magistrats en 1983), ainsi que le niveau de la participation des membres de l'ANM aux élections syndicales (87,2% cette même année) présentés dans le tableau suivant<sup>35</sup>.

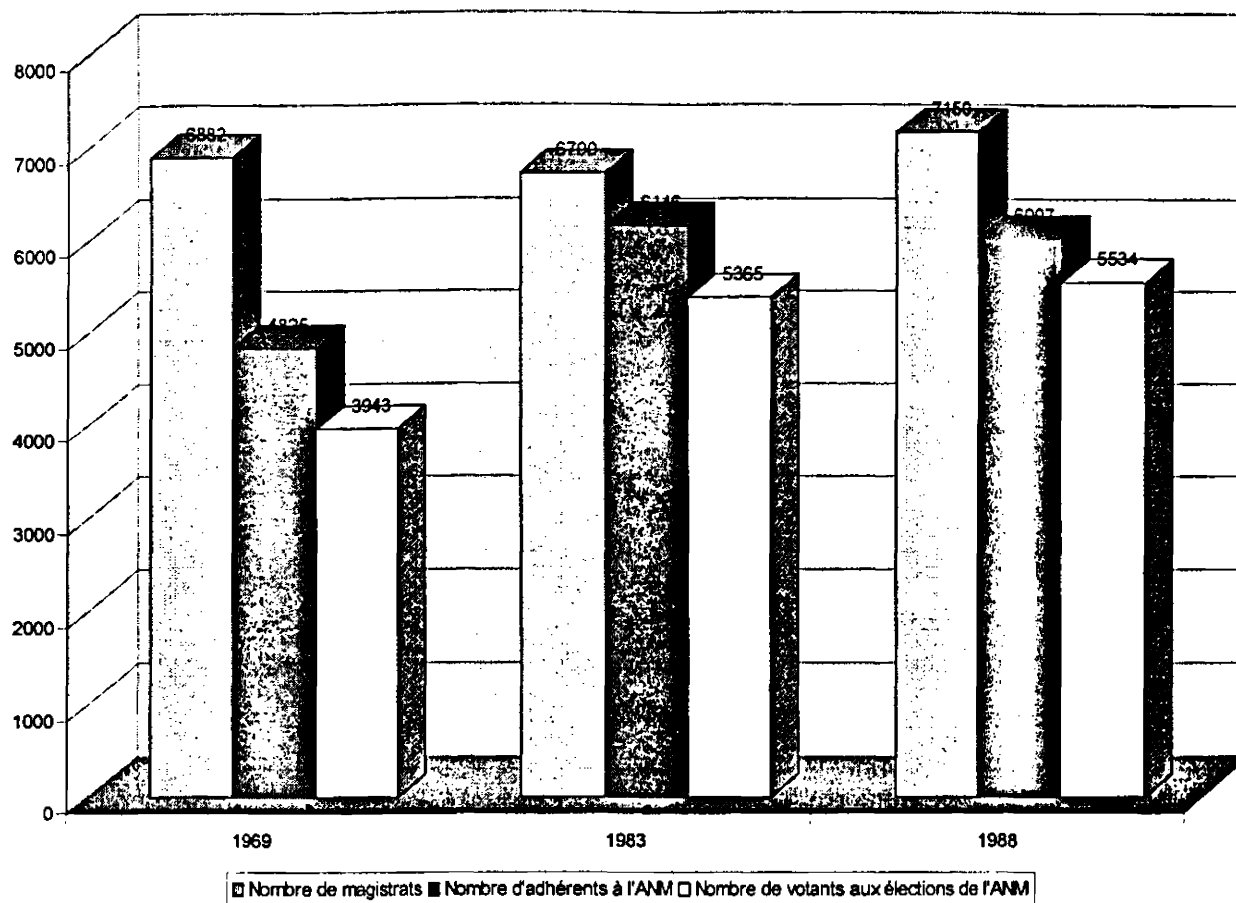
---

<sup>33</sup> La loi électorale modifiée d'abord en 1967, puis en 1975, prévoit que parmi les 20 magistrats élus au CSM, au moins quatre doivent avoir le grade de « conseiller de la Cour de cassation », deux le grade de « conseillers de cour d'appel », et quatre celui de « magistrats de tribunal », le grade des dix derniers étant indifférent. Mais, comme le note le syndicaliste Edmondo Bruti Liberati, cette répartition est désormais calculée au *pro rata* de ces trois catégories de magistrats, et non plus au nom d'une « prétendue position de supériorité des magistrats de cassation ». Cf. BRUTI LIBERATI (Edmondo), « Note sulla composizione e sul sistema elettorale del CSM », *Questione Giustizia*, n°4, 1984, pp. 2-40, p. 6. Pour des développements sur les modifications ultérieures du mode de scrutin, voir BRUTI LIBERATI (Edmondo), PEPINO (Livio), *Autogoverno o controllo della magistratura*, op. cit., pp. 28-40 ; GUARNIERI (Carlo), *Magistratura e politica in Italia. Pesi senza contrappesi*, op. cit., p. 95 ; et FREDDI (Giorgio), *Tensioni e conflitto nella magistratura*, op. cit., pp. 54-55.

<sup>34</sup> Ainsi, alors même que dans les trois premiers CSM (1959-1972), un quart seulement des magistrats appartiennent au grade de « magistrat de tribunal », ils sont 50% dans le CSM élu en 1972, et 70% dans celui élu en 1976.

<sup>35</sup> Les données présentées dans le tableau sont tirées de « Prospetto comparativo 1981-1983-1988 », in supplément au *Bolletino La magistratura*, n°1, janv.-mars 1989, pp. I-XL, p. XII.

Tableau n°8 : Les magistrats et l'ANM



Le maintien de la mobilisation des magistrats dans un contexte où l'élite syndicale se trouve désormais privée des ressources de la hiérarchie dont disposaient les hauts magistrats doit être relié aux transformations de cette arène. On constate ainsi que la permanence d'une forte mobilisation des magistrats dans le syndicalisme va de pair avec le développement, tout à la fois des conflits idéologiques internes et de l'offre de rétributions diverses –symboliques et matérielles- auxquelles le militantisme syndical permet désormais d'accéder. A mesure que s'opère le retrait des hauts magistrats, les différents syndicats de l'ANM deviennent en effet de véritables organisations partisans, structurées, dotées de divers organes dirigeants, -multipliant par le fait le nombre de positions syndicales disponibles<sup>36</sup>. Entre leur formation au début des années 1960<sup>37</sup> et le début des années 1980, les syndicats de l'ANM traversent ainsi un intense

<sup>36</sup> Pour la structuration interne des syndicats voir nos précisions au tableau n°9, *infra*.

processus de différenciation interne. Tout se passe comme si le développement important de l'offre de postes et des types de rétributions constituait la forme par laquelle le syndicalisme compensait la perte de ressources consécutives à l'éviction des hauts magistrats de l'élite syndicale<sup>38</sup>.

On s'explique ainsi que *Magistratura Democratica*, le syndicat qui à partir de 1969 compte la plus forte proportion de magistrats issus des rangs inférieurs de la magistrature (auditeurs et magistrats de tribunal)<sup>39</sup>, soit précisément celui qui s'est doté de l'organisation syndicale la plus structurée et différenciée. MD dispose ainsi d'un organigramme complexe, dont la base est constituée des sections locales dans chaque ressort judiciaire qui élisent chacun un secrétaire. A l'occasion des congrès bi-annuels du courant, les adhérents élisent un conseil national de 15 membres, qui choisit à son tour les sept membres du comité exécutif. C'est au sein de ce dernier organe que sont élus le secrétaire national et le président. Autant de structures qui sont réactivées au quotidien, à la faveur des compétitions entre les factions internes du syndicat, et entre les différents syndicats de l'ANM<sup>40</sup>.

Le recensement des rétributions syndicales ne saurait néanmoins se limiter à l'organigramme des syndicats<sup>41</sup>. Le militantisme réserve en effet d'autres types de « récompenses » qui seraient inaccessibles sans le marchepied syndical, telles que les possibilités qu'il offre d'intervenir dans les innombrables congrès et colloques qu'organisent les sections locales, ou encore de disposer d'une tribune dans les revues de réflexion des différents syndicats<sup>42</sup>.

---

<sup>37</sup> Sur la formation du pluralisme syndical au sein de l'ANM, voir nos développements au chapitre 1, Partie I.

<sup>38</sup> Il ne s'agit pas ici de nier que les mobiles idéologiques aient pu jouer un rôle dans la formation du nouveau syndicalisme judiciaire ; notamment, comme nous l'avons indiqué dans le second chapitre (Partie I), la formation d'un système d'écart gauche-droite en est un élément déterminant. Mais, on ne peut comprendre comment ces mobiles idéologiques peuvent se vivre *durablement* sur le mode de l'engagement militant, sans évoquer l'ensemble des rétributions symboliques et matérielles qui permettent de s'attacher les services de magistrats de manière continue. Sur le rôle des rétributions symboliques et matérielles dans le maintien de la capacité de mobilisation d'une organisation, voir, à propos des partis politiques, GAXIE (Daniel), « Economie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, XXVII, n°1, février 1977, pp. 123-154, notamment pp. 126-128.

<sup>39</sup> Pour une description des caractéristiques des membres de MD au début des années 1970, voir le chapitre 2, Partie I.

<sup>40</sup> On trouve la structuration interne de *Magistratura Democratica* dans le tableau n 9 qui suit.

<sup>41</sup> Sur l'ensemble des rétributions du militantisme, voir GAXIE (Daniel), « Economie des partis et rétributions du militantisme », *op. cit.*, notamment pp. 128-139.

<sup>42</sup> En 1980, les trois courants de l'ANM disposent ainsi chacun, outre le bulletin d'information à usage interne, d'une revue de réflexion juridique : *Giustizia e costituzione*, fondée en 1970 et dirigée depuis lors par

On le voit, la capacité de mobilisation du syndicalisme judiciaire ne peut s'expliquer sans qu'il soit fait référence à cet ensemble de positions électives et non électives auquel il donne accès. On peut s'en convaincre à la lecture du tableau suivant qui représente l'ensemble des positions électives auquel le syndicalisme donne désormais accès.

---

Adolfo Beria, est la revue des magistrats proches de UC ; *Quale Giustizia*, créée en 1970 et qui deviendra en 1982 *Questione Giustizia*, est dirigée par des magistrats de MD ; MI se dote également en 1976 d'une revue, *Critica giudiziaria*.

**Tableau n°9 : Espace des positions électives contrôlées par le  
syndicalisme judiciaire (1980)**

	<b>Syndicat<sup>43</sup></b>	<b>Association Nationale des Magistrats</b>	<b>Conseil supérieur de la magistrature</b>
<b>Au niveau national</b>	<p>+Président, secrétaire général +Comité exécutif (7 membres élus)</p> <p>+Conseil national (15 membres élus)</p> <p><u>Corps électoral</u>: adhérents du syndicat <u>Renouvellement</u>: 2 ans <u>Système électoral</u>: représentation proportionnelle avec panachage de liste</p>	<p>+ Equipe dirigeante (<i>giunta</i>) de l'ANM composé de 9 membres : + président de l'ANM, secrétaire général, vice-secrétaire général, vice-président, directeur de <i>La magistrature</i> + 4 membres +Le comité directeur central (36 membres élus)</p> <p><u>Corps électoral</u>: adhérents de ANM; compétition entre des listes syndicales de 36 candidats chacune <u>Renouvellement</u>: 4 ans (à partir de 1980) <u>Système électoral</u>: représentation proportionnelle avec panachage de liste</p>	<p>+Membres du CSM (20 magistrats élus)</p> <p><u>Corps électoral</u>: tous les magistrats; compétition entre des listes syndicales de 20 candidats chacune <u>Renouvellement</u>: 4 ans <u>Système électoral</u>: RP liste avec panachage</p>
<b>Au niveau local</b> (dans les 24 districts judiciaires)	<p>+Secrétaire de section</p> <p><u>corps électoral</u>: adhérents de la section</p>	<p>+Secrétaire, président + Membre de l'exécutif (<i>giunta</i>)</p> <p><u>corps électoral</u>: adhérents de l'ANM</p>	<p><b>Conseil judiciaire<sup>44</sup></b></p> <p>+5 membres (et trois suppléants) élus pour deux ans</p> <p><u>corps électoral</u>: tous les magistrats du ressort judiciaire</p>

<sup>43</sup> On a construit l'organigramme interne des syndicats à partir de l'exemple de *Magistratura Democratica* qui est le courant le plus structuré. A quelques différences près, les appareils des autres syndicats (*Magistratura Indipendente* et *Unità per la Costituzione*) tendent néanmoins à se rapprocher progressivement de celui de MD.

<sup>44</sup> Comme nous l'avons indiqué plus haut, les conseils judiciaires sont des organes élus dans chaque cour d'appel –à l'exception du président de la cour d'appel du ressort judiciaire et du procureur général auprès de la cour d'appel qui y siègent de droit. La fonction de ces organes consiste principalement dans la formulation d'avis sur le travail des magistrats en vue de leur promotion aux grades supérieurs, ainsi que dans la supervision des auditeurs. Sur ce point, voir notamment PIZZORUSSO (Alessandro), *L'organizzazione della giustizia*, op. cit., pp. 109-112.

## b) Les « professionnels du syndicalisme »

Dans la mesure où, pour accéder à ces positions électives au sein d'un syndicat, de l'ANM, ou du CSM, les syndicalistes ne peuvent plus (ou plus rarement) compter sur des ressources tirées de leur position hiérarchique, on assiste à un rôle croissant des appareils syndicaux qui deviennent toujours plus nécessaires pour mobiliser les suffrages.

De fait, force est de constater que, contrairement à la situation que connaissaient les organisations syndicales au cours des années 1960<sup>45</sup>, les syndicats de l'ANM du début des années 1980 peuvent compter sur une loyauté inédite de leurs militants. L'extrême rareté des changements individuels de syndicat, qui contraste avec leur récurrence vingt années plus tôt, en témoigne. De même, au sein du CSM, les élus se rassemblent désormais dans des « groupes parlementaires »<sup>46</sup> qui correspondent aux différents syndicats, lors même que dans les deux premiers CSM (1959-1963 ; 1964-1968), le grade dans la hiérarchie constituait le principe de regroupement et de distinction le plus efficace<sup>47</sup>. De fait, les prises de position au sein de cette organe ne sont plus individuelles mais signées par l'ensemble des élus du syndicat, tandis que la discipline de vote s'impose à tous. Comme l'indique ce leader syndical au début des années 1980 :

« Les groupes [syndicats] se présentent devant les électeurs avec un programme qui reflète une relative homogénéité de position, et justifie leur présence dans le cadre de l'ANM et dans le débat politique sur la magistrature. Il est naturel que les membres du CSM élus avec un tel système par les magistrats s'organisent en groupes, et opèrent de la même façon que les groupes parlementaires »<sup>48</sup>.

C'est que, à mesure que s'affaiblit la composante hiérarchique dans l'arène syndicale, les courants deviennent l'outil toujours plus nécessaire pour accéder aux postes électifs au sein de l'ANM. La mobilisation des suffrages suppose désormais

<sup>45</sup> Voir sur ce point nos développements au chapitre 1, Partie I.

<sup>46</sup> Cette expression, utilisée de manière récurrente, est cependant toujours employée entre guillemets par les magistrats.

<sup>47</sup> Ce qui leur valut l'appellation de « conseil des notables ». Sur ce point, voir les témoignages en ce sens par des membres des deux premiers CSM, et notamment PACIFICI (Riccardo) et SCAPINELLI (Lorenzo), « Due esperienze al Consiglio superiore della magistratura », *op. cit.*, pp. 821-832. Sur les deux premiers mandats du CSM (1959-1963) et (1963-1968), voir aussi les précisions de BRUTI LIBERATI (Edmondo), PEPINO (Livio), *Autogoverno o controllo della magistratura*, *op. cit.*, pp. 41-47, ainsi que NEPPI MODONA (Guido), « La magistratura dalla Liberazione agli anni cinquanta », *op. cit.*, pp. 124-127.

<sup>48</sup> ZAGREBELSKI (Vladimiro), « Tendenze e problemi del Consiglio superiore della magistratura », *Quaderni Costituzionali*, III, n°1, avril 1980, pp. 123-139, p. 127.

de disposer d'appareils nationaux ainsi que de savoir-faire spécifiquement militants. Cette emprise des organisations syndicales se trouve en outre renforcée par les conditions mêmes de la compétition interne à l'arène syndicale.

L'adoption de nouveaux modes de scrutin vient en effet renforcer le rôle des organisations syndicales. Ainsi, le principe de la représentation proportionnelle de liste dans le cadre d'une circonscription nationale unique (avec panachage de liste) adopté en 1964 pour l'élection du comité directeur de l'ANM, interdit désormais les candidatures individuelles. Il est désormais exigé de présenter une liste de 36 candidats pour chacune des élections de cette instance. L'évolution est plus nette encore dans le cas du CSM, qui est élu par l'ensemble des magistrats (et non pas seulement par les adhérents de l'ANM). Les élections au CSM échappaient en partie au contrôle de l'ANM ; mais à la faveur de l'intensification de la concurrence entre les syndicats au cours des années 1960, la compétition pour les élections du CSM passe sous le contrôle des syndicats. L'introduction en 1975 d'un nouveau mode de scrutin calqué sur celui de l'ANM (représentation proportionnelle avec panachage de liste) consacre ce monopole des syndicats de l'ANM, rompus aux exigences de ce type de scrutin.

De ce fait, les appareils locaux et nationaux des courants de l'ANM travaillent de manière quasi permanente à la mobilisation de leurs militants et sympathisants. A ne considérer que les élections nationales (c'est-à-dire celles du comité directeur de l'ANM et celles du CSM), on compte ainsi 13 scrutins entre 1964 et 1981 -soit près d'une élection par an. Mais, il conviendrait également d'analyser le niveau local de l'arène syndicale qui, comme le montre le tableau n°9 (cf. *supra*), reproduit dans les 24 ressorts judiciaires la structure du niveau national, démultipliant ainsi les occasions de mobilisation<sup>49</sup>.

Dans ce cadre où les syndicats de l'ANM se trouvent placés en situation de mobilisation pré-électorale quasi-permanente, on comprend que le syndicat des hauts magistrats qui quitte l'ANM en 1961 ne survive pas aux modifications de la compétition électorale –et notamment au développement de technologies militantes de mobilisation–, qui les laissent dépourvus des moyens de concurrencer

le travail des « professionnels » du syndicalisme<sup>50</sup>. En 1979, l'UMI est ainsi contrainte de rejoindre les rangs de MI.

Ainsi, entre 1964 et 1980, les syndicats de l'ANM s'imposent comme les instruments incontournables de toute réussite électorale ; ils sont désormais le tremplin nécessaire pour accéder tant à la direction de l'ANM qu'au CSM. Dans ces conditions, on comprend que l'accès aux positions électives nationales passe par un long travail d'accumulation de ressources syndicales (on dira aussi capital syndical), dont la forme idéale-typique est le franchissement patient des différents étapes de la hiérarchie interne au syndicat et à l'ANM. On assiste ainsi, parallèlement à la différenciation interne des appareils syndicaux et de l'ANM, à la formation de carrières militantes qui se construisent autour de *cursus honorum* spécifiques au syndicalisme judiciaire.

Toute carrière commence ainsi par un investissement militant local. La possibilité de candidater aux élections nationales suppose en effet d'avoir été préalablement désigné par la section locale d'un syndicat. L'importance du travail militant au niveau local est d'autant plus grande que le système électoral par panachage de liste –en entretenant une concurrence au sein même de chaque liste syndicale entre les différents candidats- fait du ressort judiciaire d'origine du candidat sa « clientèle électorale » naturelle<sup>51</sup>. On comprend dès lors que le travail militant commence au niveau local. Au sein de la section de son tribunal, le magistrat

---

<sup>49</sup> Ainsi, outre l'élection quadriennale des conseils judiciaires dans chaque district judiciaire, le choix des directions locales de l'ANM et des différents syndicats membres de celle-ci suppose également une compétition électorale.

<sup>50</sup> L'habitus des hauts magistrats caractérisé notamment par la distance et la précaution n'est sans doute pas étranger à cette réticence à entrer dans les joutes électorales et employer les mêmes instruments de mobilisations que les magistrats des grades inférieurs. Sur ce point, les analyses de Alain Bancaud sur l'habitus de la haute magistrature française paraissent valables pour le cas italien, voir BANCAUD (Alain), *La haute magistrature entre politique et sacerdoce*, Paris, LGDJ, 1993.

<sup>51</sup> L'étude de la géographie des voix obtenues par chaque candidat indique ainsi une très forte concentration dans son ressort d'origine, à telle enseigne que le candidat obtient le plus souvent la majorité de ses voix dans son propre district judiciaire. Cette prépondérance du soutien local n'est pas sans assurer aux candidats issus des grands districts judiciaires un avantage structurel dans la compétition électorale. Le corps électoral varie en effet considérablement d'un ressort judiciaire à un autre. La géographie électorale des 24 ressorts judiciaires est ainsi extrêmement hétérogène. Ainsi, en 1980, les seuls districts judiciaires des cours d'appel de Rome, Naples et Milan rassemblaient 39% des 5.148 voix exprimées (respectivement 819, 703 et 508 voix), ce qui ne manquait pas d'offrir aux candidats issus de ces tribunaux un poids supérieur dans les syndicats. On trouvait ensuite des ressorts judiciaires de taille moyenne tels que ceux des cours d'appel de Bari, Bologne, Catane, Florence, Gênes, Palerme et Venise, qui comptent chacun environ 200 voix ; enfin, compte tenu du découpage de la carte judiciaire italienne, on comptait 8 ressorts judiciaires totalisant moins de 100 voix exprimées.



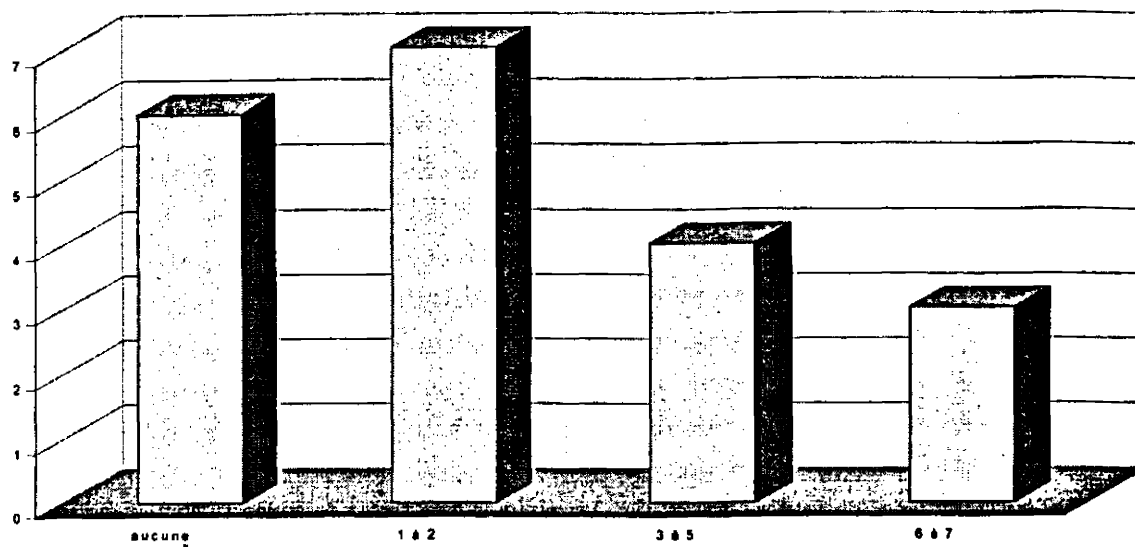
prend part au travail militant ordinaire (réunions périodiques de la section, préparation des congrès nationaux, organisation de colloques...). Cette participation est éventuellement consacrée par sa désignation comme candidat aux diverses élections locales (conseil judiciaire, section locale de l'ANM), ou par l'élection comme secrétaire ou président de la section. Une fois acquis le soutien de cette dernière, les voies d'accès à l'élite syndicale nationale varient, selon que le militant choisit de privilégier une carrière interne à son syndicat ou dans l'ANM. Reste que l'accession à l'équipe dirigeante (*giunta*) de l'ANM (président, vice-président, secrétaire général, directeur de la revue *La magistratura*), et plus encore l'élection au CSM, constituent la consécration d'une carrière syndicale. De fait, l'accès à cette dernière institution devient le monopole des leaders syndicaux les plus chevronnés, comme c'est le cas dans MD dont les secrétaires nationaux et présidents sortants candidatent systématiquement (et sont élus) au CSM<sup>52</sup>. Ainsi, des 20 magistrats élus aux élections du CSM de 1976, 14 avaient déjà été au moins une fois candidats à des élections syndicales<sup>53</sup>. Il s'agit de chiffres *a minima*, puisqu'ils n'intègrent pas les éventuelles candidatures locales dont on a vu plus haut l'importance.

---

<sup>52</sup> Tous les dirigeants de MD à partir de Marco Ramat entrent au CSM après leur mandat dans le syndicat. Ce dernier, secrétaire national sortant de MD y est ainsi élu en 1976 ; son successeur, Salvatore Senese, fera de même en 1981, après deux mandats à la tête de MD ; Giovanni Palombarini, qui dirige ce syndicat entre 1981 et 1986, et en est président jusqu'en 1990, entre cette même année au CSM ; enfin Giuseppe Borré qui fut président du MD de 1978 à 1986, est élu au CSM en 1986.

<sup>53</sup> Parmi les 5 restants, on trouve Mario Berri, candidat emblématique du syndicat des hauts magistrats puisqu'il est à son élection avocat général auprès de la Cour de cassation, et qu'il atteindra à la fin de son mandat le sommet de la carrière judiciaire, en devenant président de la Cour de cassation en 1981.

Tableau n°10 : les candidatures aux élections syndicales antérieures des 20 magistrats élus du CSM (1976)



Ainsi, il apparaît que l'accumulation de ressources syndicales acquises par le biais du travail militant devient une condition toujours plus nécessaire pour accéder à l'élite syndicale. Les différentes positions électives sont ainsi liées entre elles par une relation hiérarchique, et dessinent les étapes successives de la carrière syndicale dont le court-circuitage est désormais difficile. En d'autres termes, l'arène syndicale, sans être totalement autonome, est désormais régie par des règles spécifiques qui valorisent le travail militant, et l'ascension progressive des différentes étapes d'un véritable *cursus honorum*.

Cette évolution vers un syndicalisme de type militant est d'autant plus significative qu'elle va de pair avec l'importance grandissante des ressources syndicales dans l'accession aux trophées professionnels dans l'institution judiciaire.

## 2- L'emprise du syndicalisme sur les carrières judiciaires

Parallèlement à leur éviction de l'arène syndicale, les hauts magistrats qui contrôlaient étroitement les carrières professionnelles perdent progressivement leur place au profit du CSM. Dès lors que cette enceinte est dominée par les

syndicats, la possession de ressources syndicales devient une des conditions d'accès aux rétributions professionnelles.

#### a) Le démantèlement de la « carrière au mérite »

Jusqu'au milieu des années 1960, la haute magistrature disposait d'un contrôle étroit sur les principales étapes de la carrière judiciaire. A l'exception de la titularisation des auditeurs et de la nomination aux trois grades les plus élevés de la magistrature<sup>54</sup> (qui correspondent aux quatre fonctions les plus élevées au sein de la Cour de cassation et dans les cours d'appel), le passage des grades de la carrière était en effet alors décidé par une commission d'avancement, composée exclusivement de hauts magistrats<sup>55</sup>. Sur la base d'un examen du travail judiciaire accompli appelé « concours sur titres »<sup>56</sup>, ces jurys jugeaient du passage du grade de magistrat de tribunal (grade VI) au grade de conseiller de cour d'appel (grade V) après un minimum de 16 années de service, ainsi que d'autre part, de la promotion de ce dernier grade au grade de conseiller de la Cour de cassation (grade IV) après un minimum de cinq années dans le grade inférieur.

S'il est vrai -comme le montre le travail minutieux du sociologue Giorgio Freddi sur ce point- qu'un grand nombre des promotions en grade échappait à cette procédure et se faisait à l'ancienneté<sup>57</sup>, la voie des concours restait néanmoins le moyen exclusif d'une carrière *rapide* et de l'accession aux plus hauts postes de la hiérarchie<sup>58</sup>. En d'autres termes, par le biais des commissions d'avancement, les

---

<sup>54</sup> Bien que l'appellation n'existe plus, la carrière judiciaire reste structurée en sept grades : auditeur (VII), magistrat de tribunal (VI), conseiller de cour d'appel (V), conseiller de la Cour de cassation (IV), conseiller de la Cour de cassation apte aux fonctions de direction (III), et enfin les deux premiers grades qui correspondent pour le premier (II) aux fonctions de vice-président de la Cour de cassation, de procureur général auprès de la Cour de cassation, et de président du tribunal supérieur des eaux publiques, et pour le second (I) au sommet de la hiérarchie judiciaire, c'est-à-dire au poste de premier président de la Cour de cassation. Pour un exposé détaillé sur ce point, voir les développements de FREDDI (Giorgio), *Tensioni e conflitto nella magistratura*, op. cit., pp. 35-55.

<sup>55</sup> Plus précisément, ces magistrats devaient avoir au moins le grade de conseiller de la Cour de cassation.

<sup>56</sup> Le système particulier ici décrit est resté en vigueur de 1953 à 1963, date à laquelle il connaît ses premières modifications.

<sup>57</sup> Giorgio Freddi relève ainsi qu'environ deux tiers des passages du grade IV au grade V, et un tiers des promotions au grade VI, se faisaient à l'ancienneté ; voir FREDDI (Giorgio), *Tensioni e conflitto nella magistratura*, op. cit., pp. 42-44.

<sup>58</sup> Ainsi, au cours des années 1950, la promotion à l'ancienneté du grade VI au grade V requérait, selon les années, entre 20,9 et 22,5 années de service, tandis que ceux qui avaient été promus par le biais du concours n'avaient qu'entre 16,2 et 18 années de service. Le passage par concours au grade IV amplifiait encore davantage le fossé entre les différentes carrières. Au cours des années 1950, l'ancienneté dans le

magistrats de la Cour de cassation disposaient d'un rôle important dans la détermination de l'excellence professionnelle<sup>59</sup>.

Les importantes modifications législatives introduites par le Parlement successivement en 1963, 1966, et 1973<sup>60</sup>, sous l'effet notamment des revendications toujours plus pressantes d'une ANM désormais dominée par des magistrats des grades inférieurs<sup>61</sup>, altèrent profondément ce système d'avancement privant notamment les hauts magistrats de leur emprise sur l'accès aux grades supérieurs. Les nouvelles dispositions votées suppriment les « concours sur titre » (et, par le fait, les commissions d'avancement), et consacrent au contraire un avancement dans les grades *à l'ancienneté*, sauf « démérite »<sup>62</sup> dont le Conseil supérieur de la magistrature est désormais le seul juge<sup>63</sup>. La pratique constante du CSM en la matière a été, depuis lors, d'attribuer de manière automatique la progression dans les grades<sup>64</sup> -sauf cas rarissimes de faute professionnelle grave-, de sorte que l'on peut dire que l'avancement en grades relève désormais de

---

grade VI oscillait ainsi entre 7,2 et 9,3 années pour les magistrats promus par le biais du concours, et entre 14,4 et 17 années pour les magistrats promus à l'ancienneté ; cf. FREDDI (Giorgio), *Tensioni e conflitto nella magistratura*, op. cit., p. 44.

<sup>59</sup> Pour des conclusions du même type, voir FREDDI (Giorgio), *Tensioni e conflitto nella magistratura*, op. cit., pp. 35-55.

<sup>60</sup> Une loi du 2 avril 1979 vient compléter le nouveau dispositif pour le passage des auditeurs au grade de magistrat de tribunal.

<sup>61</sup> La suppression des « concours sur titres » constitue une des revendications principales des mouvements contestataires au sein de l'ANM à la fin des années 1950, et elle devient, avec le départ des hauts magistrats de l'association, une des priorités de l'action revendicative de l'ANM. Sur ce point, voir FREDDI (Giorgio), *Tensioni e conflitto nella magistratura*, op. cit., pp. 115-146. A l'occasion de l'assemblée extraordinaire qui se tient en juin 1962, l'ANM adopte à l'unanimité un ordre du jour qui affirme « l'exigence de la suppression de la structure hiérarchique de l'ordre judiciaire, et le respect des normes constitutionnelles selon lesquelles les magistrats ne se distinguent que par la diversité de leurs fonctions, puisqu'ils sont tous égaux devant la loi » ; cité MAMMONE (Giovanni), « 1945-1969. Magistrati, associazione e correnti nelle pagine de *La magistratura* », in suppl. *La magistratura*, 1995, pp. I-XVI, p. XII.

<sup>62</sup> De nombreuses analyses identifient dans la disparition de la « carrière au mérite » la source des dysfonctionnements judiciaires ; voir notamment les travaux prolifiques du Centre de recherche et d'études sur l'ordre judiciaire (CESROG) de Bologne, dirigé depuis vingt ans par Giuseppe Di Federico, et notamment DI FEDERICO (Giuseppe), « Le qualificazioni professionali del corpo giudiziario : carenze attuali, possibili riforme e difficoltà di attuarle », *Rivista trimestriale di scienza dell'amministrazione*, n°4, 1985, pp. 21-60, et DI FEDERICO (Giuseppe), « La crisi del sistema giudiziario ed il referendum sulla responsabilità civile dei magistrati », in CORBETTA (Piergiorgio), LEONARDI (Roberto), dir., *Politica in Italia*, Bologne, Il Mulino, 1988, pp. 93-129 ; voir également GUARNIERI (Carlo), PEDERZOLI (Patrizia), *La puissance de juger*, Michalon, 1996.

<sup>63</sup> Le CSM décide de la promotion en grade sur la base des avis individuels émis, dans chaque ressort judiciaire de cour d'appel, par les conseils judiciaires.

<sup>64</sup> Il faut néanmoins préciser que ces remarques ne valent pas pour les grades I et II qui correspondaient à des fonctions particulières, les quatre plus hautes de la hiérarchie judiciaire.

l'ancienneté<sup>65</sup>. Un magistrat peut ainsi espérer atteindre en 28 années le grade III (« conseiller de la Cour de cassation apte aux fonctions de direction »)<sup>66</sup>, alors même que, dans le cadre du système précédent, la seule accession au grade IV (« conseiller de cour d'appel ») nécessitait par la voie rapide du concours entre 23,8 et 29,8 années et, par la voie longue de l'ancienneté, entre 36 et 41,3 années<sup>67</sup>.

Mais surtout, parce qu'elle met fin à l'ancienne commission d'avancement, cette modification consacre la perte d'influence de la hiérarchie judiciaire sur le cours de la carrière des magistrats. Avec la disparition du « concours sur titre », c'est le CSM qui devient le seul organe compétent en matière de carrière judiciaire, puisqu'il décide tout à la fois de l'avancement en grade et, plus important désormais, de la nomination aux fonctions judiciaires et singulièrement aux fonctions directives<sup>68</sup>.

Ainsi, à la différence de son homologue français, le CSM italien préside à la nomination de l'ensemble des fonctions dites « directives »<sup>69</sup> et « semi-

---

<sup>65</sup> De fait, il apparaît au 31 décembre 1992, « [que] depuis 1967 (date de l'entrée en vigueur de la loi de 1966), seuls 27 magistrats de tribunal ne sont pas parvenus à la nomination comme conseiller de la cour d'appel, tandis que depuis 1974 (date de l'entrée en vigueur de la loi de 1973) seuls 39 conseillers de la cour d'appel n'ont pas été nommés conseillers de la Cour de cassation, et seuls 13 (parmi ces derniers) n'ont pas obtenu l'aptitude à occuper des fonctions directives », BRUTI LIBERATI (Edmondo), PEPINO (Livio), dir., *Autogoverno o controllo della magistratura*, op. cit., p. 104 et plus particulièrement sur ces évolutions pp. 100-106 ; voir aussi sur ce point, GUARNIERI (Carlo), *Magistratura e politica in Italia*, op. cit., p. 96.

<sup>66</sup> Le passage du grade « d'auditeur » à celui de « magistrat de tribunal » est soumis au CSM après deux années de service (loi du 2 avril 1979) ; la promotion au grade supérieur de « conseiller de cour d'appel » intervient après onze années dans le même grade (loi du 25 juillet 1966) ; le passage au grade de « conseiller de la Cour de cassation » intervient sept années plus tard (loi du 20 décembre 1973), et la déclaration « d'aptitude aux fonctions directives » qui consacrent le passage au grade supérieur, huit années après. Sur ce point, voir PIZZORUSSO (Alessandro), *L'organizzazione della giustizia*, op. cit., pp. 202-204, et GUARNIERI (Carlo), *Magistratura e politica in Italia*, op. cit., pp. 96-97.

Ces modifications de l'avancement dans les grades ne sont d'ailleurs pas sans conséquences sur la rémunération des magistrats, comme l'indique Carlo Guarnieri, qui estime que —sur la base de chiffres du début des années 1990— « le jeune magistrat [qui] après avoir réussi le concours à l'âge de 27-28 ans bénéficie déjà d'un salaire non négligeable (environ 60 millions de liras par an), peut raisonnablement espérer atteindre après 28 années de service un salaire de presque 200 millions de liras, qui peut encore augmenter jusqu'à 250 », *ibid.*, p. 97.

<sup>67</sup> FREDDI (Giorgio), *Tensioni e conflitto nella magistratura*, op. cit., pp. 44.

<sup>68</sup> Ainsi, alors qu'en 1966, 6% des magistrats appartenaient aux grades supérieurs (de IV à I), ils étaient en 1996 plus de 42%. Voir DI FEDERICO (Giuseppe) cité in GUARNIERI (Carlo), « Elites, correnti e conflitti fra i magistrati italiani : 1964-1976 », op. cit., p. 668. De fait, la magistrature italienne est désormais caractérisée par une déconnexion entre le grade (progression à l'ancienneté) et la fonction occupée.

<sup>69</sup> Les fonctions dites « directives » comprennent d'une part, les « fonctions directives supérieures » dont font partie les postes de premier président de la Cour de cassation, de vice-président et de président de section de la Cour de cassation, de président du tribunal supérieur des eaux, de procureur général et d'avocat général auprès de la Cour de cassation, de président de cour d'appel et de procureur général auprès d'une cour d'appel ; d'autre part, les « fonctions directives simples » qui correspondent aux postes

directives »<sup>70</sup>, qu'il s'agisse du parquet ou du siège. La procédure de nomination est activée par une commission interne au CSM, composée de six de ses membres à raison de quatre magistrats et deux membres dits « laïcs »<sup>71</sup>. Celle-ci opère une sélection qui doit être approuvée (*il concerto*) par le ministre de la justice<sup>72</sup> ; elle soumet ensuite le nom du candidat sélectionné au vote du CSM réuni en séance plénière<sup>73</sup>.

Mais le CSM est également compétent pour l'attribution d'un grand nombre de rétributions ou sanctions professionnelles ; il décide ainsi de la désignation des membres des jurys du concours d'entrée dans la magistrature, la nomination des enseignants aux sessions de formation des auditeurs<sup>74</sup>, de celles des magistrats qui relèvent de l'administration du CSM<sup>75</sup>, qui sont autant de trophées nécessaires à une ascension professionnelle rapide. Enfin, c'est encore cet organe qui est compétent en matière disciplinaire<sup>76</sup>, ainsi que pour toutes les décisions concernant les cumuls et les incompatibilités, qu'il s'agisse d'accepter un détachement ou d'autoriser les magistrats à exercer des charges dites « extra-judiciaires » en marge de leurs fonctions<sup>77</sup>.

---

de président de tribunal et de procureur de la République auprès d'un tribunal ordinaire ou d'un tribunal pour enfants.

<sup>70</sup> Les fonctions dites « semi-directives » comprennent les postes de président de section de tribunal ou de cour d'appel, d'avocat général auprès de la cour d'appel, de procureur de la République adjoint et de conseiller prêtreur). Pour un aperçu de l'ensemble des fonctions judiciaires de la magistrature italienne, voir nos remarques à l'annexe n°1.

<sup>71</sup> Il faut rappeler ici que l'expression « membre laïc » du CSM désigne de manière usuelle les dix membres élus par le Parlement et n'appartenant pas, de ce fait, au corps judiciaire.

<sup>72</sup> On notera qu'à l'exception des conflits qui ont pu opposer le ministre de la Justice et bras-droit de Bettino Craxi, Claudio Martelli au CSM au sujet de quelques nominations, l'accord du ministre de la justice est devenu quasi-automatique. Le « concerto » du ministre « reste une question qui n'a jamais été résolue, mais qui dans la pratique de nombreuses années, grâce à la collaboration entre le CSM et le ministre de la justice, n'[a] pas créé de difficultés particulières », voir BRUTI LIBERATI (Edmondo), PEPINO (Livio), *Autogoverno o controllo della magistratura*, op. cit., p. 80. Sur les conflits entre Claudio Martelli et le CSM, voir BALBONI (Enzo), « The president of the Republic, judges and superior council of the judiciary : chronicle of a bitter constitutional struggle », in LEONARDI (Roberto), ANDERLINI (Fausto), dir., *Italian politics : a review*, Londres, Pinter's Publishers, 1992, pp. 50-67. D'une manière générale sur les rapports entre le CSM et le ministère de la justice, voir VERDE (Giuseppe), *L'amministrazione della giustizia fra ministero e consiglio superiore*, Padoue, Cedam, 1990.

<sup>73</sup> En cas de refus par le CSM du candidat désigné en commission, la procédure est répétée. Sur la procédure de nomination des magistrats, voir PIZZORUSSO (Alessandro), *L'organizzazione della giustizia*, op. cit., pp. 205-207.

<sup>74</sup> Le recrutement et la formation relèvent en effet des compétences du CSM.

<sup>75</sup> Les postes de membres du bureau d'études ainsi que de magistrats-secrétaires sont très prisés.

<sup>76</sup> La section disciplinaire du CSM est composée de six membres, contrairement aux commissions ordinaires qui en comptent chacune neuf.

<sup>77</sup> La catégorie des activités « extra-judiciaires » recouvre l'ensemble des fonctions occupées simultanément à la profession judiciaire, telle qu'une charge d'enseignement, la participation au jury d'examen de concours administratifs ou autres, ou encore un arbitrage. Pour une étude de l'ensemble des activités extra-judiciaires

Dans ce cadre, le recul de la présence de la haute magistrature au CSM ainsi que l'emprise que les syndicats y acquièrent, contribuent à modifier profondément les conditions de l'accès aux distinctions et aux honneurs professionnels.

## **b) Ressources syndicales et accès aux distinctions professionnelles**

L'appartenance syndicale devient alors un critère essentiel dans la distribution des rétributions professionnelles. En effet, le contrôle dont disposent les syndicats sur l'élection au CSM dès la fin des années 1960, et plus nettement encore après le passage au scrutin proportionnel de 1976, relie étroitement cet organe aux recompositions de l'arène syndicale. Ainsi, dans un contexte où la distribution des postes au sein de l'ANM tend à se faire au *pro rata* de l'importance des différents syndicats, cette pratique baptisée *lottizzazione* ne manque pas de s'étendre au CSM.

Entre le début des années 1970 et le milieu des années 1980, l'arène syndicale connaît en effet une recomposition qui peut être caractérisée comme le passage d'un mode de structuration majoritaire à un mode de structuration proportionnel<sup>78</sup>. On a vu au chapitre précédent que l'hégémonie du courant conservateur au début des années 1970 était remise en cause par la constitution de coalitions de centre-gauche (1977-1982) qui mettent fin à l'exclusion de MD de la direction de l'ANM. La formation, entre novembre 1982 et avril 1988, de coalitions dites « unitaires » rassemblant les trois syndicats de l'ANM achève ce mouvement de recomposition, qui fait du partage proportionnel des positions de direction de l'Association le mode normal et le plus légitime de fonctionnement de l'arène syndicale. Le constat de cette longue période unitaire ne signifie pas que les conflits après disparaissent, comme en témoigne le fait que l'équipe dirigeante de l'ANM est remaniée à cinq reprises au cours de cette période<sup>79</sup> ; il indique plutôt

---

des magistrats au début des années 1980, voir la recherche de ZANNOTTI (Francesca), *Le attività extragiudiziarie dei magistrati ordinari*, Padoue, Cedam, 1981.

<sup>78</sup> Sur ces notions, v. GAXIE (Daniel), « Les structures politiques des institutions, l'exemple de la IVème République », *Politix*, n°20, 1992, pp. 72-98.

<sup>79</sup> La coalition unitaire formée en novembre 1982 est ainsi remaniée en décembre 1983, en février 1984, en juin 1986, en juillet 1987, ainsi qu'en avril 1988, quand il est définitivement mis fin à cette expérience.

que les luttes entre syndicats se réorientent en partie vers le travail de (re)négociation de la répartition des postes au sein de l'ANM<sup>80</sup>.

On comprend dès lors que la légitimité des commissions et jurys nommés par le CSM –tels que le jury de concours d'entrée, le corps des enseignants des cours de formation des auditeurs, ou encore le corps des magistrats affectés à l'administration du CSM- repose à son tour sur le fait qu'ils représentent de manière proportionnelle les différents syndicats. Ainsi, on assiste à la consécration –quoique jamais complète, et variable dans le temps et selon les fonctions concernées- du critère de répartition des rétributions judiciaires par le CSM au *pro rata* du poids des courants. Aucun courant ne se soustrait à cette règle, pas même *Magistratura Democratica*, quand en 1976 deux de ses représentants parviennent à entrer au CSM<sup>81</sup>.

La règle proportionnelle qui régit désormais les rapports entre les courants dans l'arène syndicale tend ainsi à s'imposer au sein du CSM. A chaque renouvellement de cette institution, les différents syndicats renégocient âprement l'attribution des présidences et vice-présidences des différentes commissions internes du CSM<sup>82</sup>. Les « membres laïcs » de cette institution, qui accordent un

---

<sup>80</sup> Ainsi, les positions de direction à la tête de l'ANM sont réparties en fonction du poids respectif des syndicats : les deux principales fonctions –celle de président et de secrétaire général- sont attribuées, tout au long de ces années, l'une à MI, l'autre à UC, tandis que MD –dont les dimensions sont nettement plus réduites- obtient le poste de vice-président. Les six autres postes du « gouvernement » de l'ANM (dont la direction de la revue *La magistratura*) sont également répartis entre les différents syndicats en proportion de leur poids.

<sup>81</sup> Ainsi, quand est « offert » à MD un poste de magistrat-secrétaire du CSM et de magistrat au « Bureau d'études » du CSM au titre de la *lottizzazione* de ces postes, le conseil national de ce syndicat évoque la *lottizzazione* en ces termes : « de l'assemblée de MD émerge un refus unanime du critère de la *lottizzazione*, surtout pour ce qui est du bureau d'études. La nécessité que MD se fasse promoteur d'une initiative à l'intérieur du CSM qui remette en question ce critère est signalée. La proposition de renoncer au poste offert à MD dans le bureau d'études au cas où le critère de la *lottizzazione* ne serait pas refusé par le CSM, est repoussée. Siena et Grimaldi sont disponibles respectivement pour le poste de magistrat-secrétaire et de membre du bureau d'études ». Le compte-rendu de cette réunion du conseil national de MD des 22 et 23 janvier 1977 est retranscrit in « Le riunioni del Consiglio nazionale », *Magistratura Democratica*, V, n°1, fév. 1977, pp. 26-31, p. 28.

<sup>82</sup> On compte aujourd'hui douze commissions internes au CSM. C'est en leur sein que s'effectue l'essentiel du travail de cette institution. La première commission est spécialisée dans la procédure de mutation des magistrats pour « incompatibilité d'environnement » (v. sur ce point, nos développements au chapitre 1, Partie III) ; la seconde donne les autorisations pour les activités « extra-judiciaires » et le prononcé éventuel d'incompatibilités ; la troisième est en charge des mutations ; la quatrième des auditeurs, de la progression des magistrats et de l'évaluation du professionnalisme ; la cinquième des nominations aux fonctions directives ; la sixième –fondée en 1969 à l'initiative d'Adolfo Beria (voir sur point, le chapitre 1, Partie I)- s'intéresse à la réforme de la justice et à l'administration de la justice ; la septième est chargée de l'organisation des tribunaux ; la huitième des magistrats honoraires ; la neuvième, créée en 1996, s'occupe



intérêt moindre à la gestion des rétributions professionnelles, portent un regard ironique sur ces multiples tractations que mènent les magistrats élus pour l'attribution des postes clés au sein du CSM, comme l'atteste cette description des premières semaines d'activité du Conseil élu en 1994 qui nous est livrée par trois élus du PDS (ex-PCI) dans cette institution :

*« La première semaine a vu les magistrats du CSM occupés dans des réunions frénétiques pour répartir entre le courants les présidences de commissions, surtout celles considérées comme les plus importantes. Une activité que les autres membres du CSM, peu intéressés à acquérir des positions de gestion, ont vécu avec détachement. La répartition des présidences et des commissions est significative. Dans les commissions considérées, à tort ou à raison, comme les plus importantes pour ce qui est de la gestion du pouvoir, ce sont des magistrats représentant les trois courants les plus puissants qui ont été proposés par la présidence du CSM »<sup>83</sup>.*

De fait, on trouve représentés au « secrétariat » du CSM, dans le bureau d'étude de cette institution, au jury du concours d'entrée dans la magistrature, et dans le corps enseignant des cours de formation des auditeurs de justice, ce que les circulaires internes appellent pudiquement « les différentes orientations culturelles et méthodologiques »<sup>84</sup> du corps judiciaire. Il n'est pour s'en convaincre que de considérer les syndicats d'appartenance des enseignants des cours introductifs de la formation des auditeurs de justice, sur deux promotions entrées en 1979 et 1981, que l'on présente dans le tableau suivant.

---

de la formation initiale et continue ; la dixième des problèmes posés par la criminalité organisée à l'administration de la justice (ex-comité anti-mafia) ; la onzième s'occupe du budget du CSM ; et la douzième de son règlement intérieur. Enfin, il ne faut pas oublier la section disciplinaire constituée à part et qui décide de toutes les poursuites disciplinaires.

<sup>83</sup> FLANDACA (Giovanni), GROSSO (Carlo Federico), PROTO PISANI (Andrea), « Osservatorio dal Consiglio superiore della magistratura (luglio – novembre 1994) », *Foro italiano*, V, 1995, pp. 5-14, p. 8.

<sup>84</sup> CSM, « Criteri per la nomina dei componenti della Commissione esaminatrice del concorso per esami di uditore indetto con D.M. 10 febbraio 1984 », *Notiziario CSM*, mai 1984, pp. 5-6, p. 5. Ce texte présente les critères qui président au choix des membres du jury du concours d'entrée de 1984. Il indique ainsi entre autres éléments de sélection de ces derniers : « la représentativité dans le sens du respect de la garantie que constitue la présence des différents orientations culturelles et méthodologiques ». Le CSM débat à plusieurs reprises de ces critères, voir notamment CSM, « Estratto del verbale della seduta antimeridiana del 9 ottobre 1986 concernente i criteri di massima per la nomina dei componenti della Commissione esaminatrice del concorso per uditore giudiziario », *Notiziario CSM*, n°4, 15 mars 1987, pp. 31-36.

Tableau n°11 : La *lottizzazione* des cours des auditeurs de justice

<p><b>« Problématiques de l'ordre judiciaire »</b>          (Cours introductif pour les auditeurs de justice : promotions 1978 et 1981)<sup>85</sup></p>
<p><b>La magistrature dans l'ordre constitutionnel</b> : Prof. Alesandro Pizzorusso et Giovanni Giacobbe (MI)<sup>86</sup>  <b>Organisation des tribunaux et principe du « juge naturel »</b> : Raffaele Bertoni (UC) et Francesco Marzachi (MI)  <b>Le ministère public</b> : Vladimiro Zagrebelski (UC) et Giuseppe Cariti (MI)  <b>La responsabilité des magistrats</b> : Michele Coiro (MD) et Enrico Ferri (MI)  <b>La fonction judiciaire entre <i>garantismo</i> et défense sociale</b> :          -(le cas du pénal) : Prof. Guido Neppi Modona (ex-MD) et Marcello Maddalena (MI)          -(le cas du civil) : Prof. Tiziano Treu ou Prof. Stefano Rodotà          Franco Morozzo della Rocca (MI) ou Paolo Martinelli (MD)</p>

A la lecture de ce tableau, on mesure que tous les intervenants sont des responsables syndicaux de premier plan, et représentent les trois syndicats de l'ANM<sup>87</sup>. En d'autres termes, la *lottizzazione* devient une des conditions de légitimité des différentes commissions nommées par le CSM. Faute d'être représentatifs des divers syndicats de l'ANM et de leurs poids respectifs, les commissions ou jurys désignés seraient immédiatement critiqués sous ce rapport.

On peut aisément étendre cette constatation à l'ensemble des commissions nommées par le CSM, mais également –quoique à moindre titre- au ministère de la justice. Cette dernière institution, dont les cadres appartiennent tous, au titre de la

<sup>85</sup> Les cours sont tirés des programmes de formation des auditeurs adoptés par le CSM, et publiés dans le bulletin d'information de cette institution : CSM, « Incontro di studio per gli uditori giudiziari vincitori del concorso indetto con D.M. 1° luglio 1978. Programma e nomina dei relatori », *Notiziario CSM*, n°7, 15 mai 1980, p. 9 ; et CSM, « Incontro di studio per gli uditori giudiziari nominati con D.M. 13 maggio 1981. Programma e nomina dei relatori », *Notiziario CSM*, n°10, 31 mai 1981, p. 19.

On ne présente dans le tableau ci-dessus que les cours introductifs, mais il serait aisé de démontrer que c'est la même logique de répartition proportionnelle qui préside à l'attribution des charges d'enseignement pour l'ensemble des cours de formation des auditeurs de justice.

<sup>86</sup> C'est nous qui insérons les appartenances syndicales.

<sup>87</sup> Il n'est pas jusqu'aux universitaires conviés à cette occasion qui ne puissent être ramenés à une appartenance syndicale, puisqu'aussi bien Guido Neppi Modona est, jusqu'à son départ de la magistrature, un militant actif de MD, tandis que Alessandro Pizzorusso et Stefano Rodotà sont également proches de ce syndicat, comme en témoignent, entre autres éléments, la présence du premier au comité de rédaction de la revue de MD *Quale Giustizia* (et ce, depuis sa fondation), et le fait que le second soit chargé en 1978 de présenter la publication des actes du congrès de MD. Enfin, Tiziano Treu, bien qu'il ne s'identifie à aucun courant syndical, est clairement « étiqueté » de centre-gauche et, à ce titre, peut être considéré comme plus proche des positions de UC, que de MD ou de MI.

loi, à la magistrature, ne reste pas en effet à l'écart de ces pratiques de *lottizzazione* syndicale. Certes, l'appartenance politique du ministre constitue un des éléments décisifs du choix des membres du cabinet ainsi que des directeurs d'administration centrale du ministère ; mais, sauf à vouloir entrer en conflit avec les syndicats de magistrat – comme ce fut le cas du socialiste Claudio Martelli (en poste de février 1991 à février 1993) – le ministre de la justice ne peut ignorer, dans les nominations dont il décide, le fait syndical et notamment le nécessaire respect du pluralisme syndical. On peut ainsi considérer le cas des nombreuses commissions ministérielles d'étude où les différents syndicats sont peu ou prou représentés en proportion de leur importance respective. Cet exemple est d'autant plus significatif que les commissions ministérielles jouent un rôle important au cours des années 1980 : parmi elles, on trouve notamment la commission dite « Mirabelli », du nom de son président, qui est chargée de proposer au Parlement et au ministre une réforme de l'ordre judiciaire (décret ministériel du 19 mai 1982) ; il faut également mentionner l'importante commission chargée, entre janvier 1983 et janvier 1988, de la rédaction du nouveau code de procédure pénale<sup>88</sup>, et les six commissions constituées en 1987 pour l'y aider<sup>89</sup>. Outre le fait que la participation à ces comités constitue incontestablement une distinction professionnelle en ce qu'elle contribue à consacrer la compétence technique particulière du magistrat choisi, leur nombre important en fait au cours des années 1980 une des principales rétributions professionnelles<sup>90</sup>. Or, leur composition même témoigne du fait que le pluralisme syndical y est strictement respecté<sup>91</sup>. C'est que la violation de ces règles par le

<sup>88</sup> Sur la réforme du code de procédure pénale, voir nos développements *infra* au chapitre 1, Partie III.

<sup>89</sup> Ces commissions sont instituées par trois décrets ministériels de mars, avril et mai 1987. On trouve ainsi la commission pour la rédaction des normes concernant l'exécution des peines, la commission pour la rédaction des normes procédurales relatives à la coopération internationale en matière pénale, la commission pour l'étude des problèmes posés par les grands procès en matière de criminalité organisée, la commission pour la rédaction des dispositions de nouveau procès concernant les mineurs, la commission pour la rédaction des normes d'adaptation de l'ordre judiciaire au nouveau procès pénal, et la commission pour la rédaction des normes transitoires.

<sup>90</sup> Ainsi, si l'on ne considère que les sept commissions désignées pour l'écriture du code de procédure pénale, ce sont au total 62 magistrats qui sont nommés par le ministre.

Parmi les autres commissions ministérielles nommées au cours de cette période, on peut également mentionner, en matière pénale, la commission sur « les problèmes de la mafia » (décret ministériel du 24 juin 1980), la commission ministérielle pour l'étude des problèmes liés à « l'automatisation » des services pénaux (décret ministériel du 26 septembre 1983), et enfin la commission permanente « pour la définition et la mise en œuvre du programme spécial de protection des collaborateurs de justice » (décret ministériel du 2 avril 1992).

<sup>91</sup> Dans la commission principale chargée de 1983 à 1988 de la rédaction du code de procédure pénale, on trouve, outre un avocat et neuf professeurs, huit magistrats. Parmi ces derniers, on note que cinq

ministre de la répartition proportionnelle des postes le placerait immédiatement en conflit avec les différents syndicats de magistrats<sup>92</sup>. Cette confrontation serait d'autant plus coûteuse pour le ministre que toute commission ainsi nommée verrait *ipso facto* sa légitimité contestée dans l'ANM. Dès lors, on s'explique que rares sont les ministres de la justice qui ne tiennent pas compte du pluralisme syndical dans la formation des commissions ministérielles d'étude<sup>93</sup>.

La détention de ressources syndicales constitue donc, dans ce cadre, un *requisit* nécessaire pour bénéficier de ces divers honneurs et distinctions. Il faut néanmoins apporter quelques tempéraments à cette analyse des pratiques de *lottizzazione*.

Certes, le fait que l'appartenance syndicale devienne une des conditions de l'obtention des rétributions professionnelles n'exclut pas l'importance concomitante d'autres types de titres, et notamment l'invocation d'une expertise technique. Mais, la consécration de celle-ci est favorisée par la disposition d'un capital syndical parce qu'il donne accès aux postes et aux honneurs qui viennent *certifier* cette compétence technique particulière. On comprend ainsi la surprise de ce magistrat non impliqué dans la vie syndicale, lorsqu'il apprend que son nom a été proposé pour le poste de magistrat-secrétaire au CSM :

« La nouvelle me surprend ; plus, elle me déconcerte. La fonction [de magistrat-secrétaire], très recherchée par les magistrats, a toujours fait l'objet de pratiques clientélares éhontées, qui n'ont rien à envier à celles en vigueur dans le système partitocratique. On accède à cette fonction selon des schémas rigides et inflexibles dictés par une sorte de manuel Cencelli<sup>94</sup> judiciaire : tant de postes pour un syndicat, tant pour un autre. Si la personne est méritante tant mieux, sinon on s'en fiche. Dans la mesure où je n'appartiens à aucun courant (aux dernières élections, de rage, j'ai

---

appartiennent à UC, un à MD, un à MI, tandis que l'appartenance syndicale du dernier membre nous est inconnue. Quatre des huit membres ont candidaté entre une et trois fois aux élections syndicales avant leur nomination. La composition des commissions chargées de la rédaction du code de procédure pénale est publiée dans « Avvertanza », *Documenti Giustizia*, numéro spécial n°1, 1988, pp. 3-4.

<sup>92</sup> Sur ce point, voir les remarques de DI FEDERICO (Giuseppe), « I diritti della difesa : la drammatica testimonianza degli avvocati penalisti e le difficili prospettive di riforma », in *Codice di procedura penale e diritti della difesa. L'opinione degli avvocati penalisti*, Bologne, Working papers IRSIG-CNR, n°7, 1996, pp. 179-211.

<sup>93</sup> Voir, en ce sens, les remarques amères du sociologue de la magistrature Giuseppe di Federico, qui indique que « les deux commissions [Mirabelli] ont été composées sur la base d'une *lottizzazione* acharnée des postes entre les différents syndicats de l'ANM. Toutes deux ont exclu des chercheurs qui n'étaient en phase avec le syndicalisme judiciaire », ajoutant ensuite que « le seul qui a osé violer les attentes de la magistrature en matière de composition d'une commission d'étude a précisément été Claudio Martelli, le ministre le plus haï et le plus craint dans la magistrature. Il est même allé jusqu'à nommer le soussigné » ; DI FEDERICO (Giuseppe), *ibid.*, p. 201.

<sup>94</sup> Du nom du carnet utilisé pour la formation des gouvernements de coalition qui établissait la valeur respective des différents ministères pour pouvoir répartir les postes entre les différents partis de la coalition gouvernementale.

voté pour toutes les listes), je me demande ce qui a bien pu rendre possible ma désignation sur la liste des candidats »<sup>95</sup>.

On s'explique dès lors que, comme l'affirme ce leader syndical, « on considère généralement aujourd'hui qu'il est nécessaire d'appartenir à un syndicat de l'ANM pour ne pas être discriminé ou lésé par les décisions du CSM »<sup>96</sup>.

Le tableau qui suit (tableau n°12), qui recense l'ensemble des rétributions professionnelles distribuées au niveau national, permet de comprendre combien le syndicalisme judiciaire s'est imposé comme point de passage obligé pour les carrières professionnelles des magistrats.

---

<sup>95</sup> Texte anonyme lu par SANTORO (Michele), in CSM, « Estratto del verbale della seduta pomeridiana del 13 aprile 1994 relativamente all'individuazione di procedure e criteri per la scelta dei magistrati da collocare fuori ruolo per essere destinati all'ufficio studi del CSM », *Notiziario CSM. Verbali consiliari*, n°8, 1994, pp. 255-269, p. 261.

<sup>96</sup> ZAGREBELSKI (Vladimiro), « Tendenze e problemi del Consiglio Superiore della magistratura », *op. cit.*, p. 130.

Tableau n°12 Les distinctions professionnelles au niveau national (1980)<sup>97</sup>

MINISTÈRE DE LA JUSTICE	<p><b>Organigramme du ministère<sup>98</sup> :</b>  Cabinet du ministre (huit magistrats) et cabinet du ou des secrétaires d'Etat  Bureau des lois (<i>ufficio legislativo</i>, 13 magistrats), Bureau de la publication des lois (un magistrat), Corps d'inspection générale (neuf magistrats), Directions générales du ministère (74 magistrats)  <b>Nomination :</b> Commissions ministérielles d'étude</p>
CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA MAGISTRATURE	<p><b>Organigramme du CSM :</b>  Magistrats-secrétaires (11 magistrats<sup>99</sup>)  Magistrats du Bureau d'étude (<i>ufficio studi</i>, six magistrats)  <b>Nomination :</b>  Membres du jury du concours d'entrée (13 magistrats)  Magistrats intervenant aux cours de formation des auditeurs : cours introductifs (40 magistrats) et cours de spécialisation (47 magistrats)<sup>100</sup>  Toutes les fonctions judiciaires « directives » et « semi-directives »</p>
DIVERS <sup>101</sup>	<p>Magistrat-consultant dans les commissions parlementaires d'enquête (deux magistrats ou plus par commission)  Magistrat-consultant dans les organisations internationales ou bilatérales, tout particulièrement en matière pénale : les magistrats de liaison (chargés d'assurer la collaboration entre les magistratures de deux pays, notamment pour accélérer les commissions rogatoires), les membres du comité de collaboration italo-américain pour la lutte contre la criminalité organisée, les experts du Conseil de l'Europe et de <i>United Nations Office for Drug and Crime Prevention</i> (ODCCP) à Vienne aujourd'hui présidé par le sociologue de la mafia Pino Arlacchi, le GAFI (groupe d'action financière sur le recyclage)...</p> <p>Magistrat conseiller dans un ministère, à la présidence du conseil, ou auprès du président de la République (57 magistrats)<sup>102</sup>  Magistrats conseillers auprès des juges de la Cour constitutionnelle (15 membres)</p>

<sup>97</sup> On n'indique pas ici les différents types de sanctions professionnelles, dont le CSM et le ministère de la justice peuvent faire également usage.

<sup>98</sup> Les chiffres de cette catégorie concernent l'année 1980 et sont tirés de DI FEDERICO (Giuseppe), « Saggio introduttivo », in ZANNOTTI (Francesca), *Le attività extragiudiziarie dei magistrati ordinari*, op. cit., 1981, pp. XIII-LXXVI, p. XXXVIII.

<sup>99</sup> Ce nombre a été fixé par une réglementation de 1977.

<sup>100</sup> Les chiffres que nous utilisons ici pour les cours de formation des auditeurs concernent la session de formation des auditeurs admis en mai 1981. On trouve le programme détaillé de ces cours dans le bulletin d'information du CSM, « Tirocinio degli uditori giudiziari nominati con D.M. 13 maggio 1981 : direttive per lo svolgimento », *Notiziario CSM*, n°10, 31 mai 1981, pp. 16-21, et in CSM, « Incontro di studio per gli uditori nominati con D.M. 13 maggio 1981. Programma del IV incontro di studio relativo al tirocinio mirato e nomina dei relatori », *Notiziario CSM*, n°7, 1982, pp. 5-8.

<sup>101</sup> La liste n'est pas ici exhaustive mais se borne à recenser les fonctions les plus convoitées.

<sup>102</sup> Ces chiffres concernent l'année 1981, et sont tirés de DI FEDERICO (Giuseppe), « Saggio introduttivo », op. cit., p. XXXVI.

### c) Les ressources politiques comme tempéraments à l'emprise du syndicalisme

Si la détention de capital syndical devient en effet une condition nécessaire à l'accumulation des distinctions et des honneurs de la profession judiciaire, il convient de ne pas céder à la tentation fréquente<sup>103</sup> de donner à la *lottizzazione* le statut de règle générale s'appliquant de manière homogène dans le temps. C'est que ce principe de répartition des postes donne en effet lieu à des mises en œuvre extrêmement différentes selon les rétributions concernées ; il n'est pas univoque mais fait au contraire l'objet, à chacune de ses applications, de conflits et de renégociations qui en modifient la portée, c'est-à-dire tout à la fois les groupes autorisés à prendre part au partage et le nombre de sièges attribués à chacun<sup>104</sup>. De ce fait, elle s'impose différemment selon les postes à pourvoir et selon les périodes.

En outre, comme l'indique le tableau présenté *supra* (tableau n°12), un certain nombre de positions que l'on a rassemblées dans la catégorie « divers » échappent au contrôle des syndicats. L'emprise du syndicalisme est en effet perturbée à partir des années 1980 par le rôle croissant que jouent les ressources politiques dans l'obtention des distinctions et des honneurs professionnels.

Sous ce rapport, il faut tout d'abord considérer les effets de la présence des dix membres « laïcs » (élus par le Parlement) du CSM, qui viennent interférer dans le jeu syndical, ne serait-ce que par la nécessité pour les syndicats de composer avec

---

<sup>103</sup> Le concept de *lottizzazione* constitue en effet, dans le champ politique comme dans le syndicalisme judiciaire, un concept analytique mais aussi une arme dans la dénonciation ; les analyses sur ce point oscillent en effet le plus souvent entre ces deux pôles, comme le montre de manière emblématique le travail de certains chercheurs « engagés » comme le sociologue Giuseppe Di Federico. Voir ainsi par exemple DI FEDERICO (Giuseppe), « Lottizzazioni correntizie e politicizzazione del CSM : quali rimedi ? », *Quaderni costituzionali*, X, n°2, pp. 279-297, et DI FEDERICO (Giuseppe), « La crisi del sistema giudiziario ed il referendum sulla responsabilità civile dei magistrati », *op. cit.*

<sup>104</sup> La mise en œuvre de la règle de la répartition proportionnelle est en effet l'occasion de conflits et de renégociations comme le montre, à titre d'exemple, la *lottizzazione* par les différents partis politiques des 10 élus « laïcs » du CSM, ainsi que des membres de la Cour constitutionnelle : si les différents partis politiques s'accordent sur la nécessité d'une répartition pluraliste, l'application de ce principe fait l'objet de longues négociations, qui se reproduisent avec plus ou moins d'intensité à chaque renouvellement de ces institutions. Ainsi Francesco Bonnini analyse les multiples conflits qui émergent sur la répartition proportionnelle des postes de la Cour constitutionnelle à chaque renouvellement ; voir BONNINI (Francesco), *Storia della Corte costituzionale*, *op. cit.*, pp. 156-157, p. 228, et pp. 272-274.

ces élus pour obtenir une majorité. De fait, chaque syndicat dénonce les accords passés par leurs concurrents avec l'un des partis politiques représentés au CSM, à l'instar de ce leader syndical de UC qui dénonce la formation d'alliances entre MI et les « laïcs » conservateurs du CSM :

« La force équivalente des deux plus grands courants syndicaux dans le CSM [UC et MI] place les groupes laïcs en position d'arbitre. Leur soutien est indispensable pour former une majorité (...). Il est ainsi souvent arrivé, surtout au cours de la première année d'activité de ce conseil [1981], que se forme une coalition majoritaire composée des membres issus des partis du gouvernement et du groupe de *Magistratura Indipendente* »<sup>105</sup>.

Inversement, ce magistrat de MI dénonce l'alliance de la gauche politique et de la gauche syndicale en matière de nomination aux fonctions directives et semi-directives :

« Même un magistrat méritant et capable qui aspire à une fonction de direction dans un tribunal ne pourra y parvenir que grâce à : PCI+PSI+soutien non déterminant du PSDI+abstention nécessaire de la DC+convergence IC+TP+MD, qui tous trois se reconnaissent dans les forces de la gauche »<sup>106</sup>.

Cette intrusion des partis politiques dans l'attribution même des ressources professionnelles se renforce au cours des années 1980, à la faveur des mobilisations en matière de criminalité organisée. En effet, du fait des multiples institutions spécialisées qu'elles contribuent à créer, la lutte contre le crime organisé va de pair avec la multiplication des positions d'expertise en la matière. L'exemple le plus frappant à cet égard est sans doute celui des commissions parlementaires d'enquête qui se multiplient à partir du début des années 1980. Alors même que cet instrument de contrôle parlementaire n'avait été jusque là que guère utilisé<sup>107</sup>, en l'espace de douze années sont créées successivement sept commissions d'enquête<sup>108</sup> dont certaines, à l'image de la commission parlementaire anti-mafia, exercent leur mandat sans discontinuer depuis lors.

<sup>105</sup> ZAGREBELSKI (Vladimiro), « Tendenze e problemi del Consiglio superiore della magistratura », *op. cit.*, pp. 128-129.

<sup>106</sup> Cité in SALERNO (Gaspere), « Andare avanti o tornare indietro », *La magistratura*, n°3-4, avril-juin 1978, p. 33.

<sup>107</sup> En 1951, en 1955, en 1958, en 1962 (commission anti-mafia) et en 1969 (enquête sur les événements de juin-juillet 1964). De manière générale sur les commissions parlementaires d'enquête, voir CRISAFULLI (Vezio), PALADIN (Livio), *Commentario breve alla costituzione*, Padoue, Cedam, 1990, pp. 508-514 et PERLINGUERI (Pietro), FEMIA (Pasquale), « Art.82 », in PERLINGUERI (Pietro, dir.), *Commento alla costituzione italiana*, Naples, ESI, 1997, pp. 610-622.

<sup>108</sup> On compte ainsi une commission d'enquête sur « l'attentat terroriste de la rue Fani [assassinat d'Aldo Moro] et sur le terrorisme » (1979), une sur « l'affaire Sindona » (loi du 22 mai 1980), une sur la loge maçonnique P2 (loi du 23 septembre 1981), une sur le « phénomène mafieux » (loi du 13 septembre



Or, ces différentes enceintes font appel de manière de plus en plus fréquente aux magistrats, pour qu'ils viennent apporter leur expertise spécifique. Sans doute y a-t-il là une conséquence du fait que ces commissions sont dotées de pouvoirs d'enquête co-extensifs à ceux de l'autorité judiciaire<sup>109</sup>, et qu'elles utilisent comme matériau privilégié de leur investigation les actes judiciaires des grandes enquêtes sur la criminalité organisée<sup>110</sup>. Et de fait, nombre des procès contre la criminalité organisée des années 1980 se trouvent ainsi réexaminés par les commissions<sup>111</sup>.

Mais, le développement de l'expertise judiciaire dans ces commissions est tout d'abord le fait d'acteurs politiques – tout particulièrement les groupes de la Gauche Indépendante<sup>112</sup> et du PCI-, qui promeuvent son caractère insubstituable<sup>113</sup>. Bien que les listes des magistrats consultants soient inaccessibles<sup>114</sup>, il est aisé de constater que le recours aux magistrats comme expert s'étend à toutes les commissions parlementaires d'enquête, de sorte que chacune compte en permanence deux à trois juges qui lui sont rattachés à plein temps. A ces fonctions qui se développent sous l'effet du développement de la lutte contre la criminalité

---

1982<sup>108</sup>) qui sera reconduite ensuite à chaque législature, une sur « la reconstruction des aires touchées par le tremblement de terre » (1980), une sur « les raisons de la non-identification des coupables des attentats terroristes » (1986), et une sur le groupe Gladio (1991).

<sup>109</sup> L'article 82 de la Constitution indique ainsi que « la commission procède aux enquêtes et examens avec les mêmes pouvoirs et les mêmes limitations que l'autorité judiciaire elle-même ». La doctrine s'accorde aujourd'hui à considérer que « les pouvoirs dont la commission dispose ne sont pas seulement ceux du juge d'instruction (...), mais les pouvoirs exercés par n'importe quelle autorité judiciaire donc, par exemple, du juge civil, du Conseil d'Etat, de la Cour des comptes etc... En conséquence et pour simplifier, la commission peut convoquer et interroger des témoins, demander des documents, disposer des perquisitions personnelles et à domicile, demander des expertises, et des écoutes téléphoniques (...). Il est aujourd'hui généralement admis que la commission peut disposer directement de la police judiciaire » ; voir CRISAFULLI (Vezio), PALADIN (Livio), *Commentario breve alla costituzione*, op. cit., p. 512.

<sup>110</sup> Ainsi, c'est en s'appuyant sur les découvertes des juges d'instruction Gherardo Colombo et Giuliano Turone sur la loge P2, que le PCI réclame la formation d'une commission d'enquête ; demande qui aboutit en septembre 1981. De même, dix années plus tard, l'enquête du substitut Felice Casson qui débouche sur la mise en lumière de l'existence du groupe Gladio, est suivie de mobilisations importantes du PDS (ex-PCI), auxquelles le président du conseil Giulio Andreotti finit par céder, en demandant à son tour la formation d'une commission d'enquête sur cette organisation.

<sup>111</sup> Le substitut Gherardo Colombo qui est appelé comme consultant dans la commission sur « les raisons de la non-identification des coupables des attentats terroristes », se souvient ainsi que « les compétences de la commission étaient infinies : tous les attentats traditionnellement reconnus comme tels, des attentats de Piazza Fontana à Milan jusqu'à celui du train 904 près de Florence, en passant par l'attentat de Peteano, celui de piazza della Loggia à Brescia, celui du train Italicus entre Florence et Bologne ou encore celui de la gare de Bologna ; les attentats ratés de Toscane ; le terrorisme de droite et de gauche ; l'affaire Moro ; l'affaire d'Ustica. En conséquence, nos tâches étaient infinies » ; voir COLOMBO (Gherardo), *Il vizio della memoria*, op. cit., pp. 115-116. Sur ces différentes affaires, voir nos précisions à l'annexe n°3.

<sup>112</sup> Sur la position particulière de la « Gauche indépendante », groupe parlementaire allié du PCI, voir nos développements au chapitre 2, Partie I.

<sup>113</sup> Sur la mise en exergue de l'expertise judiciaire par le PCI, voir nos développements au chapitre I, Partie III.

organisée, il faudrait encore ajouter les emplois de consultants dans les organisations internationales, à temps partiel ou à temps plein<sup>115</sup>.

Or, l'accès à ces différents emplois d'expert suppose la détention de ressources politiques. Ainsi, dans la mesure où les commissions sont composées en proportion du poids des différents groupes parlementaires, le choix des consultants relève le plus souvent d'un équilibre entre les forces politiques. De fait, le juge d'instruction milanais Gherardo Colombo, qui fut consultant à mi-temps de la commission sur « la recherche des causes de la non-identification des responsables des attentats terroristes » créée en 1986, et qui avait été choisi par un député communiste, indique ainsi :

« Je me rendis compte plus tard que pour les autres membres de la commission, nous autres consultants étions d'une certaine manière "fichés", apparentés à la force politique qui avait proposé de faire appel à notre contribution »<sup>116</sup>.

De fait, la nomination à ces fonctions suppose le plus souvent la mobilisation de ressources politiques personnelles. On en trouve une illustration exemplaire dans le cas de Ferdinando Imposimato, titulaire à Rome de nombreuses enquêtes sur la criminalité organisée et notamment de celles sur l'assassinat d'Aldo Moro et sur le banquier Sindona<sup>117</sup>, quand il cherche à quitter la magistrature à la suite des menaces dont il fait l'objet de la part de la mafia. Bien que proche du PCI dont il deviendra député entre 1987 et 1994, il cherche à rencontrer successivement Francesco Cossiga et Giulio Andreotti pour obtenir un détachement comme expert :

« Je vais demander une audience à l'*Onorevole* Andreotti pour qu'il m'aide à trouver une nouvelle situation. C'est à *don* Salvatore que je fais appel pour obtenir dans les plus brefs délais une entrevue avec le sphinx de la politique italienne (...). Don Salvatore est toujours l'irremplaçable secrétaire de la section provinciale de la Démocratie-chrétienne à Maddaloni (...). Avant de m'adresser à lui [Andreotti], j'ai tenté une démarche auprès d'un autre personnage influent de la Démocratie-chrétienne, ami d'Andreotti, qui m'aimait bien -du moins le croyais-je-, Francesco Cossiga, récemment nommé président de la République. Cossiga et moi nous nous étions rencontrés souvent quand il était ministre de l'intérieur. Mes enquêtes sur les Brigades Rouges, sur l'enlèvement de Moro, sur les activités mafieuses, m'avaient valu son intérêt et sa sympathie amicale. Il était souvent venu dîner chez moi, connaissait ma femme et mes filles, au point que

<sup>114</sup> Malgré nos demandes répétées aux commissions parlementaires d'enquête, cette liste ne nous en effet pas été fournie.

<sup>115</sup> Sur les différents postes de consultant ou expert, voir la catégorie « divers » du tableau n°12.

<sup>116</sup> COLOMBO (Gherardo), *Il vizio della memoria*, op. cit., p. 115.

<sup>117</sup> Sur ces affaires, voir nos précisions à l'annexe n°3.

nous le considérons de la famille. Quand j'ai pris la résolution de quitter le palais de justice, j'ai vainement essayé de le voir. J'ambitionnais le poste de consultant de la présidence pour toutes les questions concernant la justice (...). Je n'ai jamais pu rencontrer Cossiga. La fonction que je briguais a été accordée à un autre. Andreotti connaissait ma déception (...).

« Giulio Andreotti : «- A mon avis, une seule solution peut vous mettre à l'abri (...) ce serait que vous entriez aux Nations Unies comme consultant. (...) Je pars d'ici quelques jours pour New York. Je vous promets d'intercéder pour vous auprès de l'organisation mondiale. Je vous tiendrai au courant».

Je ne doutais pas de l'aide du "divin Giulio" »<sup>118</sup>.

On le voit, la mobilisation de connaissances personnelles et/ou de réseaux politiques apparaît bien ainsi nécessaire pour accéder à ces positions d'expertise, et vient dès lors perturber l'emprise des ressources syndicales.

Mais, bien que ces postes d'expert offerts par le politique aux magistrats soient en forte croissance au cours des années 1980, ils demeurent néanmoins rares ; plus exactement, on peut dire que le recours aux ressources politiques n'a une utilité que ponctuelle, et conserve de ce fait un caractère exceptionnel ; à l'inverse, la ressource syndicale exerce par le biais du CSM une emprise *continue* et étendue sur les trajectoires professionnelles des magistrats.

On mesure au terme de ces développements le rôle particulièrement important de l'arène syndicale dans le champ judiciaire. D'une part, il est apparu que l'autonomisation du syndicalisme judiciaire rendait difficile la formation d'un capital syndical sans que soient opérés au préalable des investissements spécifiques dans l'arène syndicale ; d'autre part, on a montré que l'accumulation de distinctions et rétributions professionnelles n'était jamais aussi rapide que pour ceux qui sont richement dotés en capital syndical.

Aussi ne sera-t-on pas étonné que dans un champ judiciaire où le titre syndical fonctionne comme un droit d'entrée pour l'accumulation des distinctions et rétributions professionnelles, les stratégies de reconversion des différentes entreprises judiciaires individuelles s'orientent de manière prioritaire vers l'arène syndicale pour assurer la mise en valeur du travail judiciaire accompli. Dès lors, on

---

<sup>118</sup> IMPOSIMATO (Ferdinando), *Un juge en Italie. Pouvoir, corruption, terrorisme. Les dossiers de la Mafia*, op. cit., pp. 296-301.

comprend que la réussite de cette reconversion de l'expérience judiciaire dans l'arène syndicale constitue un principe discriminant dans les trajectoires des « nouveaux juges ».

## Section II/ Mettre à profit l'expérience judiciaire

On l'a vu, le syndicalisme s'est imposé au tournant des années 1970 et 1980 comme un lieu privilégié pour la reconversion de l'expérience judiciaire, et ce d'autant plus qu'outre l'accès aux trophées professionnels, le syndicalisme permet d'accéder à une riche panoplie d'outils et de tribunes (revues syndicales, congrès, colloques...) utiles à la mise en valeur de son expérience judiciaire. Dès lors, on se convainc que cette reconversion –sa réussite ou son échec– dans le syndicalisme affecte considérablement les conditions mêmes de la reconversion du capital d'expérience, et constitue de ce fait un discriminant majeur dans les trajectoires des magistrats qui se sont distingués dans la lutte contre le crime organisé.

Dans ce cadre, comprendre le mode de pérennisation des entreprises judiciaires d'expertise de la criminalité organisée suppose que soient analysées les conditions de la reconversion, et singulièrement *l'inégale* insertion des « nouveaux juges » dans le syndicalisme. On s'explique ainsi la différenciation qui s'opère au sein de la « nouvelle justice », que l'on peut de manière idéale-typique ramener à deux classes de trajectoires, séparant d'une part les « nouveaux juges » qui parviennent à *cumuler* les ressources syndicales et le capital d'expérience –que l'on désignera comme les « grands juges »–, et d'autre part ceux qui doivent se contenter de reconvertir leur expérience sous la forme d'une expertise technique.

## A/ L'inégale insertion des « nouveaux juges » dans l'arène syndicale

Dans le cadre décrit jusqu'ici, l'analyse du travail de mise en valeur dans l'arène syndicale des expériences judiciaires de lutte contre la criminalité organisée peut se comprendre comme l'étude des moyens par lesquels les magistrats qui ont mené de telles enquêtes –les « nouveaux juges»– parviennent (ou non) à faire l'impasse sur les investissements militants dont on a vu qu'ils constituaient pourtant désormais la condition d'accès à l'élite syndicale. En d'autres termes, l'insertion d'un contingent de « nouveaux juges » dans chacun des trois syndicats de l'ANM suppose d'analyser d'une part, les configurations locales et nationales et d'autre part, les transactions avec certains segments de l'élite syndicale qui rendent possible cette « intrusion » dans le syndicalisme judiciaire.

### 1- Des « nouveaux juges » peu dotés en capital syndical

On l'a vu, les « nouveaux juges » ne peuvent satisfaire par eux-mêmes –sur la seule base de leur légitimité nouvelle- leur aspiration à devenir les porte-parole de la magistrature, tant il est vrai que leur capital spécifique se dévalue rapidement et ne permet pas *par lui-même* d'accéder aux honneurs professionnels. Lors même qu'ils disposent en dehors de la magistrature de soutiens importants qui travaillent tous à la promotion de ce nouveau type d'excellence professionnelle, il reste qu'en « interne », leur capital d'expérience judiciaire de la criminalité organisée est *en soi* dépourvu de valeur, sauf à disposer d'un droit de cité dans le syndicalisme depuis lequel il devient possible de mettre en valeur et de tirer profit de ses « accomplissements » judiciaires. Or, force est de constater que le groupe des « nouveaux juges » ne compte en son sein qu'un nombre très limité de magistrats disposant d'une expérience du militantisme syndical au niveau national.

On peut pour s'en convaincre étudier le parcours syndical antérieur de ces « nouveaux juges », ou tout du moins, d'une approximation de celui-ci<sup>119</sup>. L'étude des 75 magistrats ainsi rassemblés montre que les trois quarts de l'effectif (soit 57 d'entre eux) ne comptent *aucune* candidature à des élections syndicales nationales avant 1978, c'est-à-dire avant que ne se développe la lutte contre la criminalité organisée. De surcroît, comme le montre le tableau présenté ci-dessous, les trajectoires dans l'arène syndicale du dernier quart (soit 18 magistrats) indiquent que leur carrière militante préalable à 1978 ne s'est pas poursuivie de manière continue, et qu'elle a au contraire été interrompue par des échecs électoraux successifs. S'il est vrai que ces 18 magistrats couvrent l'ensemble des syndicats de la magistrature, aucun d'entre eux n'est parvenu à s'imposer dans le syndicalisme judiciaire ; le seul qui réussisse à être élu, Pier Luigi Vigna (à l'occasion des élections syndicales de 1969), échoue dès l'année suivante. En outre, la plupart d'entre eux (15 sur 18) ne candidate qu'une seule fois, mettant fin après leur premier échec à leurs investissements dans l'arène syndicale nationale. Le tableau suivant, qui ne représente que ceux (18 sur 75) qui ont candidaté au moins une fois entre 1969 et 1977, illustre la pauvreté relative des « nouveaux juges » en termes de ressources syndicales.

---

<sup>119</sup> Nous avons construit une population de 75 magistrats à partir de la liste des participants aux réunions du CSM sur la criminalité organisée. S'il est vrai, comme on cherché à le montrer au chapitre précédent, que ces réunions sont un des lieux privilégiés de la mobilisation et de la constitution d'un nouveau groupe caractérisé par la détention commune d'un capital d'expérience judiciaire de la criminalité organisée, on est alors fondé à voir dans ceux qui interviennent à ces réunions la meilleure approximation du groupe des « nouveaux juges ». L'effectif que l'on construit rassemble ainsi l'ensemble des magistrats qui prennent la parole à l'une des quatre premières réunions du CSM sur la criminalité organisée (1982-1985).

Si l'on n'a sélectionné que les quatre premières réunions du CSM qui se tiennent entre juin 1982 et mai 1985, c'est de manière à construire l'échantillon qui soit le plus proche possible des propriétés de la première génération des « nouveaux juges » (Pour la description des caractéristiques principales de ces rencontres, voir tableau n°5). On a en outre exclu de cette population les magistrats qui y prennent part *ex officio* (tels que les membres du CSM qui sont présents en tant qu'organisateurs, ainsi que les membres du ministère de la justice qui viennent suivre les débats) et quelques « intrus » (c'est-à-dire des magistrats présents non pas au nom d'une expérience judiciaire, mais du fait de leur critique des « nouveaux juges » à l'instar de Michele Coiro ou Francesco Misiani et qui ont pour caractéristique commune de ne pas devoir leur participation à leur expérience judiciaire).

Tableau n°13 Le capital syndical des « nouveaux juges »

Candidates:	ANM-1969	ANM-1970	CSM-1972	ANM-1973	ANM-1975	CSM-1976	ANM-1977
1. Borracetti ① <sup>120</sup>		Non élu (24ème) <sup>121</sup>		Non élu	Non élu		
2. Caselli ①	Non élu						
3. Corradini ①							Non élu (14ème)
4. De Nicola ①			Non élu (14ème)				
5. Falcone ①				Non élu	Non élu		
6. Gambino ①				Non élu			
7. Grassi ①			Non élu (14ème)				
8. Lancuba ① puis IC		Non élu (22ème)			Non élu (20ème)		
9. Macri ①							Non élu (20ème)
10. Macri ①					Non élu (27ème)		
11. Maddalena ①							Non élu (21ème)
12. F. Mannino ①				Non élu			
13. Montera ①				Non élu (9ème)			
14. Nunziata ①		Non élu (34ème)					
15. Passarelli ①			Non élu (16ème)				
16. Porcelli ①		Non élu (15ème)					
17. Sorbello ①							Non élu (18ème)
18. L. Vigna ①	Elu	Non élu (20ème)	Non élu (11ème)				

<sup>120</sup> On indique ici le syndicat au sein duquel milite le magistrat.

<sup>121</sup> Les classements correspondent au nombre de « préférences » obtenues par chaque magistrat dans le cadre du panachage effectué par les électeurs sur la liste syndicale de son choix. Il s'agit donc d'un classement interne à la liste de chaque syndicat. Les élections du CSM de 1972 constituent une exception à cet égard ; les classements présentés correspondent au classement au sein de chacun des grades (à l'exception de Passarelli qui a le grade de « conseiller de cour d'appel », les autres magistrats candidats en 1972 sont classés au sein du grade des « magistrats de tribunal »).

A la veille de leur engagement dans la lutte contre la criminalité organisée, les « nouveaux juges » ne comptent ainsi en leur sein aucun leader syndical de niveau national<sup>122</sup>. Il faut noter cependant que, si leur marginalité –voire leur absence- dans l'arène syndicale nationale constituée au début des années 1980 une caractéristique commune à l'ensemble de ces « nouveaux juges », elle ne saurait être considérée comme le *principe* des pratiques de ces derniers. Sans doute cette pauvreté relative en capital syndical a-t-elle contribué au ralliement de magistrats à la « nouvelle justice ». Mais, sauf à céder à la tentation rétrospective d'attribuer à cette propriété un effet homogène et déterminant au niveau national, il convient – comme nous l'a montré l'analyse des cas turinois et palermitains- de noter que la pauvreté relative en ressources syndicales n'exerce d'effets en ce sens –c'est-à-dire dans le sens de la formation d'une « nouvelle justice »- qu'en relation à des configurations locales spécifiques.

Malgré cette pauvreté relative, force est cependant de constater qu'un petit contingent de « nouveaux juges »<sup>123</sup> parvient à s'insérer dans les différents syndicats, souvent avec succès.

Le phénomène s'amorce dès les élections syndicales de février 1980 avec les candidatures de Marcello Maddalena (MI), membre du *pool* anti-terroriste turinois<sup>124</sup>, et du juge d'instruction milanais Giuliano Turone (MD) qui, à cette date, a mené l'instruction de l'importante « affaire Sindona »<sup>125</sup>. Le premier, qui avait pourtant très nettement échoué à sa première candidature syndicale trois ans plus tôt (élections ANM, MI, 1977, 21<sup>ème</sup>), est triomphalement élu<sup>126</sup>, obtenant la seconde place au panachage de la liste présentée par son syndicat, *Magistratura Indipendente*. Son accession à l'élite syndicale est confirmée par son élection au CSM

---

<sup>122</sup> Comme on le verra *infra*, ce constat ne signifie pas que les magistrats engagés dans les enquêtes en matière de criminalité organisée ne disposent d'aucune ressource syndicale –tout particulièrement locale. L'exemple turinois a montré en effet le rôle de mobilisation des réseaux syndicaux *locaux* dans la formation des *pools*, ainsi que dans la mise en valeur collective de l'expérience judiciaire de ces derniers.

<sup>123</sup> Sur l'approximation du groupe que nous avons constitué, voir nos précisions *supra*.

<sup>124</sup> Sur le rôle de Marcello Maddalena dans la constitution des *pools* anti-terroristes turinois, voir nos développements au chapitre 1, Partie II.

<sup>125</sup> Sur ces « affaires », voir l'annexe n°3 sur les « grands procès ».

<sup>126</sup> En revanche Giuliano Turone échoue (élections ANM, MD, 10<sup>ème</sup>).



en 1986 (élections CSM, MI, 1986, 4<sup>ème</sup>), et ne sera plus démentie par la suite<sup>127</sup>. On songe également à la trajectoire analogue de Giancarlo Caselli au sein de MD. Le juge d'instruction du *pool* turinois est en effet candidat aux élections syndicales de 1983, 14 années après une première et unique candidature malheureuse (élections ANM, MD, 1969, 23<sup>ème</sup>), et est élu triomphalement à l'ANM (élections ANM, MD, 1983, 2<sup>nd</sup>), avant d'accéder au CSM en 1986 (élections CSM, MD, 1986, 3<sup>ème</sup>).

C'est avec les élections syndicales (ANM) de 1983 et du CSM en 1986 que le phénomène prend de l'ampleur –sans doute à la faveur de la consolidation concomitante du nouveau principe de légitimité qu'est l'expérience judiciaire du crime organisé<sup>128</sup>–, et affecte, quoique à des degrés divers, les trois syndicats de magistrats. Ainsi, on trouve parmi les candidats aux élections du CSM de 1986, outre les deux anciens membres des *pools* anti-terroristes turinois Marcello Maddalena et Giancarlo Caselli déjà mentionnés, le substitut du procès dit du « 7 avril » (Pietro Calogero, UC, 7<sup>ème</sup>, élu), deux magistrats des *pools anti-mafia* de Palerme (Vincenzo Geraci, MI, 5<sup>ème</sup>, élu ; Giacomo Conte, MD, 12<sup>ème</sup>, non élu), le titulaire de l'enquête sur la loge P2 (Gherardo Colombo, MD, 10<sup>ème</sup>, non élu), le titulaire de l'enquête sur l'assassinat par les Brigades Rouges du général Dozier (Vittorio Borraccetti, MD, 5<sup>ème</sup>, non élu), et un substitut du *pool* anti-mafia du tribunal de Naples (Felice di Persia, MI, 6<sup>ème</sup>, élu)<sup>129</sup>. Certes, tous ne parviennent pas à être élus ; il reste qu'un contingent de « nouveaux juges » accède ainsi à l'élite syndicale et ce, sans avoir eu à se soumettre au long travail préalable d'accumulation de capital syndical dont on a précédemment souligné l'importance. En d'autres termes, tout se passe comme si ces « nouveaux juges » parvenaient à court-circuiter le *cursus honorum* syndical, en accédant ainsi d'emblée aux plus hautes fonctions électives de l'airne syndicale. Ce faisant, ils parviennent à reconvertir leur capital d'expérience à un taux de change particulièrement intéressant, interrompant alors, par le fait de l'élection, la dévaluation de leur patrimoine constitué dans la lutte contre la criminalité organisée.

<sup>127</sup> Marcello Maddalena qui est depuis lors l'une des figures de proue de MI, est ainsi élu en seconde position sur la liste de MI aux élections syndicales de mars 1992.

<sup>128</sup> Sur cette consolidation, voir nos développements au chapitre 2, Partie II.

<sup>129</sup> Sur ce procès et ceux qui sont cités ensuite, voir notre annexe n°3 sur les « grands procès ».

Certes, il ne faudrait pas ignorer qu'un certain nombre d'éléments favorisent cette « intrusion » des « nouveaux juges » dans l'arène syndicale. Il faut relever tout d'abord que la valorisation du capital d'expérience judiciaire dans l'arène syndicale n'est pas un phénomène absolument inédit. Il n'est pas rare en effet de voir, au cours des années 1970, les titulaires de grandes enquêtes chercher à s'y reconverter<sup>130</sup> ; et ce d'autant plus qu'ils ont le plus souvent été rapidement dessaisis de leur dossier par la haute magistrature<sup>131</sup>, ou que leurs thèses ont été repoussées en formation de jugement<sup>132</sup>, posant ainsi très vite la question des lieux dans lesquelles la valorisation du travail accompli est possible. Le passage dans le syndicalisme était alors d'autant plus aisé que les syndicats s'empressaient de faire de ces magistrats les symboles d'une justice entravée par la tutelle de haute magistrature.

<sup>130</sup> Le cas du juge d'instruction Mario Almerighi est typique à cet égard. Militant de second rang dans le syndicat d'Adolfo Beria *Impegno Costituzionale*, il mène en 1974 une des premières vastes enquêtes en matière de corruption, qui met en cause un système d'escroquerie et les complicités multiples entre les groupes pétroliers et certains hommes politiques (affaire *Petrolio 1* - sur cette affaire, voir les détails dans l'annexe n°3 sur les « grands procès »). Pourtant, Mario Almerighi se voit très rapidement dessaisi du dossier. C'est dans le syndicalisme qu'il met en valeur son expérience judiciaire avortée. Dès 1975, il est ainsi candidat, sans succès, aux élections syndicales de l'ANM sur les listes de *Impegno Costituzionale*, mais est élu l'année suivante au CSM. Mario Almerighi devient dès lors un cadre syndical.

<sup>131</sup> Sur l'usage fréquent au cours des années 1970 des procédures du « dessaisissement » des dossiers (la procédure dite de *l'avvocazione*) par les hauts magistrats (plus exactement, les procureurs de la République), voir BRUTTI LIBERATI (Edmondo), « La magistratura dall'attuazione della Costituzione agli anni novanta », *op. cit.*, pp. 195-202, et CANOSA (Romano), *Storia della magistratura*, *op. cit.*, pp. 31-39. Le tribunal de Rome se voit le plus souvent attribuer ces dossiers sans pour autant y donner suite, de sorte qu'il fut longtemps baptisé « quai des brumes » (*porto delle nebbie*) par les partis de gauche parce que les enquêtes judiciaires les plus sensibles y étaient enfouies, v. CALABRO (Maria Antonietta), « Il porto delle nebbie », *Micromega*, 1994, pp. 89-98.

<sup>132</sup> On peut mentionner ainsi le cas des rares magistrats qui enquêtent sur l'organisation *Cosa Nostra* avant le *pool* de Palerme, et notamment le substitut Cesare Terranova qui mène en 1968 l'accusation dans le grand procès de Catanzaro contre les dirigeants de la mafia, mais qui voit ses thèses rejetées par les juges (sur cette enquête et ce procès, voir nos développements au chapitre 2, Partie II). Confronté à l'échec de ces investissements devant les tribunaux, il fait valoir son expérience judiciaire dans le champ politique et devient en 1973 député communiste. Dans ce cadre, il sera en 1976 l'un des principaux rédacteurs du rapport communiste de la commission parlementaire anti-mafia, avant d'être assassiné par la mafia en 1979. Cette trajectoire n'est pas sans évoquer celle d'un autre magistrat, Aldo Rizzo, substitut au tribunal de Palerme, qui procéda -au début des années 1970- à l'arrestation spectaculaire et à la mise en accusation de plus d'une centaine de personnes soupçonnées d'appartenir à la mafia, mais dont les thèses échoueront également devant la formation de jugement. Cet échec judiciaire l'amène à son tour à chercher à reconverter dans d'autres sites son capital d'expérience judiciaire de la mafia. Il engage une carrière dans le syndicalisme judiciaire, au sein du courant de centre-gauche *Terzo Potere*, candidatant sans succès aux élections de 1970, de 1972, et de 1973 pour finalement accéder, à l'occasion des élections de 1975, au comité directeur de l'ANM, puis en 1976, au CSM. Il s'oriente ensuite en politique : en 1979, il est élu comme « indépendant » sur les listes du PCI, et réélu en 1983 ; enfin, en mars 1987, quand se forme à Palerme une coalition municipale « anti-mafia » menée par Leoluca Orlando, il en devient le vice-maire.

De surcroît, la reconversion des nombreuses entreprises judiciaires qui se forment à partir de la fin des années 1970 est sans doute favorisée –sans pour autant qu’il faille y voir le principe- par l’appartenance commune des syndicalistes et des « nouveaux juges » aux catégories inférieures de la hiérarchie judiciaire. Ainsi, dans l’échantillon de « nouveaux juges » que nous avons constitué, seuls six des 75 magistrats occupent des « fonctions directives » (deux) ou « semi-directives » (quatre)<sup>133</sup>.

Enfin, comme on a pu le relever en détail au chapitre précédent, la lutte contre la criminalité organisée dispose de soutiens importants dans l’arène syndicale même, notamment sous l’effet des mobilisations de la gauche syndicale dans la lutte contre le terrorisme<sup>134</sup>.

Pour autant, aucun de ces éléments ne parvient à rendre compte de l’insertion *différentielle* des « nouveaux juges » dans le syndicalisme, et plus précisément des conditions inégales dans lesquelles ils parviennent à y tirer profit de leur capital d’expérience –puisque en effet l’arène syndicale reste fermée au plus grand nombre d’entre eux, soit que leur candidature échoue, soit qu’ils n’ont pas même accès à cette dernière possibilité.

Dès lors, l’analyse de la reconversion des entreprises judiciaires d’expertise de la criminalité organisée passe par la compréhension des conditions dans lesquelles le capital d’expérience acquiert une telle rentabilité, dans une arène syndicale dont on a pourtant souligné l’autonomie.

## 2- La participation des « nouveaux juges » aux recompositions de l’arène syndicale

Ainsi, s’il est vrai qu’un certain nombre de « nouveaux juges » parviennent à se frayer un chemin dans l’arène syndicale et à reconvertir leur capital d’expérience à un taux de change intéressant, on aurait tort de se contenter

---

<sup>133</sup> Sur les fonctions que recouvrent ces deux catégories, voir l’annexe n°1.

<sup>134</sup> Sur cet aspect, voir nos développements au chapitre 2, Partie II.

d'attribuer ces réussites syndicales soudaines à la seule notoriété acquise par ces magistrats à l'occasion des enquêtes anti-terroristes qu'ils ont menées. D'une part, parce qu'ils partagent celle-ci avec un grand nombre d'autres « nouveaux juges » qui n'obtiennent pourtant pas des succès syndicaux équivalents. D'autre part, parce qu'ils doivent leur succès électoral bien plus au travail de mobilisation des syndicats qu'à un vote d'adhésion de l'ensemble du corps judiciaire, comme en témoigne le fait que la distribution géographique des votes qu'ils obtiennent sur leur nom épouse fidèlement les contours de l'assise électorale de leur syndicat et de la tendance interne à laquelle ils appartiennent<sup>135</sup>.

Dans ces conditions, comprendre la valeur qu'acquiert le capital d'expérience suppose d'analyser les différentes configurations, ainsi que les transactions dans le cadre desquelles l'expérience judiciaire de la criminalité organisée se trouve valorisée dans l'arène syndicale. Il convient alors de considérer l'insertion de « nouveaux juges » dans chacun des trois syndicats de la magistrature, de manière à rendre compte des modalités et temporalités particulières qu'elle revêt dans chacun d'entre eux.

#### a) Les conflits internes à *Magistratura Democratica*

L'insertion des « nouveaux juges » au sommet de MD ne se comprend pas sans l'évocation des divisions qui structurent la vie interne du syndicat. C'est que depuis le congrès de MD de Florence en 1973, deux tendances coexistent au sein du syndicat de gauche<sup>136</sup>. Les congrès successifs voient ainsi s'opposer toujours plus nettement d'une part, un courant interne proche du PCI dont les sections milanaise et turinoise sont les principaux porte-parole, et d'autre part un groupe proche des groupes de la gauche dite « extra-parlementaire », mené par la section

---

<sup>135</sup> Si l'on considère, à titre d'exemple, la distribution géographique des votes obtenus par Giancarlo Caselli et Marcello Maddalena, on constate que ces derniers doivent leur élection au soutien massif de quelques sections locales de leur syndicat. Ainsi, un tiers des « préférences » recueillies par Giancarlo Caselli proviennent des seules circonscriptions de Turin et de Milan (136 sur 405), tandis qu'un quart de celles recueillies par Marcello Maddalena lui ont été attribuées à Florence ou à Turin (290 sur 1104).

<sup>136</sup> Sur le congrès de Florence et la formation des divisions internes au syndicat, voir nos développements au chapitre 2, Partie I.

romaine<sup>137</sup>. Dans ce cadre, la montée des oppositions à gauche, entre d'une part un PCI fortement engagé dans la lutte contre la criminalité organisée et soutenant les « nouveaux juges », et d'autre part une gauche « extra-parlementaire » toujours plus critique à l'égard de cette politique dite de « l'urgence »<sup>138</sup>, ne manque pas de se reproduire au sein même du syndicat.

On comprend dès lors que les sections milanaise et turinoise de MD promeuvent en leur sein des « nouveaux juges », et plus précisément les adhérents ou les militants locaux du syndicat qui ont mené des enquêtes judiciaires en matière de criminalité organisée. Elles offrent ainsi aux « nouveaux juges » de leurs deux sections, la possibilité de reconvertir leur capital d'expérience de façon intéressante dans l'arène syndicale, sans passer par le long travail d'accumulation que suppose le *cursus honorum* syndical. En retour, par l'appui qu'ils obtiennent de la part de ces « nouveaux juges », les leaders de ces sections confortent leur position en faveur de la priorité accordée à la lutte contre la criminalité organisée.

La section turinoise de MD est à cet égard particulièrement emblématique, qui devient, tout au long des années 80, la grande pourvoyeuse de « nouveaux juges » dans MD. On peut s'en convaincre en considérant le profil des candidats turinois aux élections syndicales. Alors même qu'au début des années 1970, ces derniers sont exclusivement des militants actifs de MD<sup>139</sup>, on trouve à leurs côtés, à partir du début des années 1980, des magistrats dont le titre principal est de s'être distingué dans la lutte contre la criminalité organisée.

Les uns –Amos Pignatelli et Livio Pepino– poursuivent des carrières exclusivement syndicales dans MD « au service » de la « nouvelle justice », et d'une manière générale de la lutte contre le crime organisé. En effet, du fait de leurs fonctions judiciaires –le premier est prêteur, le second juge pour enfants–, ils n'ont pas pris part aux enquêtes anti-terroristes du tribunal de Turin<sup>140</sup> ; ils s'en font

---

<sup>137</sup> Sur les divisions internes à MD à la fin des années 1970, voir PAPPALARDO (Sergio), *Gli iconoclasti*, op. cit., pp. 326-355. A l'occasion du congrès de Rimini en 1977, le conflit atteint son paroxysme, au point de faire craindre une éventuelle scission.

<sup>138</sup> Sur les débats sur les contestations de l'urgence qui se forment au début des années 1980, voir le chapitre 2, Partie II.

<sup>139</sup> A l'image de Angelo Converso, Giangiulio Ambrosini et Luciano Violante.

<sup>140</sup> Au niveau local, l'engagement de la section turinoise de MD dans la promotion des « nouveaux juges » issus des deux *pools* s'avère d'ailleurs « payante ». Alors même qu'aux élections précédentes MD ne

néanmoins les porte-parole zélés gravissant les différents échelons de la carrière syndicale<sup>141</sup>.

Les autres tirent ainsi profit dans le syndicalisme du travail effectué et tout particulièrement de l'expérience des *pools* anti-terroristes du tribunal de Turin. En effet, à partir des élections de 1981, des « nouveaux juges » trouvent place aux côtés de ces « professionnels » du syndicalisme, qu'il s'agisse de magistrats qui se sont distingués dans les *pools* anti-terroristes –le juge d'instruction Giancarlo Caselli (ANM, 1983, élu ; CSM, 1986, élu), les substituts Alberto Bernardi (CSM, 1981, non élu ; ANM, 1992, non élu) et Francesco Gianfrotta (CSM, 1998, non élu)<sup>142</sup>-, ou de magistrats engagés dans d'autres procès en matière de criminalité organisée –le prêtreur Alberto Perduca (CSM, 1986, non élu), le juge d'instruction Mario Vaudano (ANM, 1988, élu), le substitut Pier Luigi Zanchetta (ANM, 1983, non élu) et le juge Elvio Fassone<sup>143</sup> (CSM, 1990, élu). Ces magistrats ont en effet tous en commun de n'avoir jamais été candidats avant d'engager leurs enquêtes, et d'être restés jusqu'alors de simples adhérents, voire même des sympathisants, ne participant que de manière occasionnelle au travail militant de la section locale de MD.

La transaction qui s'opère ainsi localement à Turin ou à Milan entre les dirigeants syndicaux pro-PCI et des « nouveaux juges » adhérents de MD, permet ainsi à ces derniers de faire l'impasse sur un certain nombre d'investissements préalables à l'accession à des fonctions syndicales nationales. On le voit, c'est bien cette appartenance préalable à MD –fut-elle lâche- qui constitue la condition nécessaire à la mise en valeur du capital d'expérience de ces « nouveaux juges » turinois et milanais dans l'arène syndicale.

---

rassemblait que 61 voix contre 115 à *Unità per la Costituzione*, MD devient à partir de 1983 le second courant dans le district judiciaire de Turin, derrière MI, mais devant UC. Cette évolution contraste avec la situation nationale, où tout au long des années 80, l'écart entre MD et UC reste stable (environ 15%).

<sup>141</sup> Amos Pignatelli est membre du comité exécutif de MD (1979-1984), puis représentant de MD à la tête de l'ANM (1984-1988) ; Livio Pepino est secrétaire de la section turinoise, membre du comité exécutif (1975-1977, puis 1984-1990), puis secrétaire général du courant en 1992. Il conservera cette fonction jusqu'en 1996, dirigeant ainsi MD pendant la montée en puissance des enquêtes de l'opération « Mains propres ».

<sup>142</sup> Préalablement à sa candidature au CSM, Francesco Gianfrotta, qui fut un des substituts du procès contre le groupe terroriste *Prima Linea*, a été élu au conseil national de MD en 1991 à la neuvième position.

<sup>143</sup> Elvio Fassone est le seul à ne pas être magistrat enquêteur, mais juge en formation de jugement. Pour autant, il devient au fil des années, le spécialiste des procès en matière de criminalité organisée.

## b) Les recompositions internes à *Magistratura Indipendente* après le scandale de la loge P2

L'entrée des « nouveaux juges » dans *Magistratura Indipendente* constitue *a priori* un cas plus paradoxal. En effet, ce syndicat se distingue jusqu'au début des années 1980, par son insistance sur les thèmes que l'on pourrait qualifier de « corporatistes » (si cette désignation ne sonnait pas comme une dénonciation) tels que la revalorisation des salaires -à l'inverse des courants de la gauche syndicale, plus enclins à faire de la lutte contre le terrorisme une question prioritaire<sup>144</sup>. On comprend dès lors que MI ne compte pas parmi les syndicats qui se font les promoteurs du capital d'expérience judiciaire de la criminalité organisée, tout du moins dans un premier temps. Mais, à la faveur des deux crises internes que traverse MI dans la première moitié des années 80, qui s'accompagnent d'un renouvellement important des dirigeants de cette organisation, les « nouveaux juges » se fraient un chemin jusqu'à sa tête.

La première de ces crises affecte le courant conservateur en 1981, quand la direction du syndicat se trouve directement mise en cause dans l'affaire de la loge maçonnique *Propaganda 2* (loge P2). L'enquête menée par les juges d'instruction Gherardo Colombo et Giuliano Turone<sup>145</sup>, ainsi que le travail de la commission parlementaire d'enquête créée en septembre 1981 en la matière, mettent en effet en lumière les liens étroits entre l'organisation clandestine subversive et deux des leaders du syndicat, dont son secrétaire général Domenico Pone<sup>146</sup>. A mesure que se développe l'enquête<sup>147</sup>, on découvre également les financements dont a

<sup>144</sup> Sur ce point, voir nos développements *supra* au chapitre 2, Partie II.

<sup>145</sup> En février 1981, deux juges d'instruction milanais, Giuliano Turone et Gherardo Colombo, découvrent, en procédant à la perquisition de la villa du banquier Lucio Gelli, la liste complète des membres de la loge maçonnique *Propaganda 2* : outre 18 magistrats, il y a dans cette liste : « trois ministres, le chef d'état major des armées, le chef des services secrets, le secrétaire général du ministère des affaires étrangères, 24 généraux et amiraux des trois armées... » ; voir ZAGREBELSKI (Vladimiro), « Sentenza disciplinare », *Giurisprudenza italiana*, III, 1983, pp. 206-224, p. 209.

<sup>146</sup> Domenico Pone et Antonio Buono ont été notamment membres du CSM entre 1972 et 1976.

<sup>147</sup> Sur les retombées politiques et judiciaires du scandale de la loge P2, voir BRUTI LIBERATI (Edmondo), « La magistratura dall'attuazione della Costituzione agli anni novanta », *op. cit.*, notamment pp. 208-215.

bénéficié le syndicat, notamment pour sa revue *Critica giudiziaria*, ainsi que la place qu'il occupait dans le projet politique de la loge P2<sup>148</sup>.

Si tous les syndicats –y compris MD- ont en leur sein des adhérents de l'organisation, *Magistratura Indipendente* est le seul syndicat dont la direction elle-même soit touchée. Les membres de la gauche syndicale et politique ne manquent pas de s'emparer de ces éléments, notamment au sein du CSM par le biais de sa section disciplinaire. L'acte d'accusation des deux membres de MI devant cette section, rédigé par le leader syndical Vladimiro Zagrebelski (UC)<sup>149</sup> et salué à de nombreuses reprises par MD, précise ainsi que le secrétaire général de MI Domenico Pone a été « l'intermédiaire dans la magistrature des plans d'intervention de l'association secrète », et fait de la « représentativité acquise par le magistrat Pone [en tant que secrétaire général de MI] » une circonstance aggravante<sup>150</sup>. La décision d'expulsion adoptée à son encontre par la section disciplinaire du CSM en février 1983<sup>151</sup> contraint alors MI à un premier renouvellement important de ses dirigeants.

S'il est vrai que les nouveaux président et secrétaire général du syndicat restent des professionnels du syndicalisme, ce renouvellement fait place à une opposition interne qui s'appuie sur son capital d'expérience. C'est à la faveur de la seconde crise qui touche MI en février et avril 1987, que cette opposition s'impose à la tête de MI.

---

<sup>148</sup> Le plan de « renaissance démocratique » qui constitue le programme de gouvernement de la loge P2 indique ainsi : « en ce qui concerne la magistrature, il faut noter qu'il existe déjà une force interne (le syndicat *Magistratura Indipendente* de l'ANM), qui rassemble plus de 40% des magistrats italiens sur des positions modérées. Il suffit d'établir un lien sur le plan moral et de programme, et d'élaborer un accord pour attribuer des aides matérielles concrètes, pour pouvoir compter sur un instrument précieux déjà opérationnel au sein du corps judiciaire, notamment pour obtenir certains ajustements législatifs rapides qui ramènent la justice à sa fonction traditionnelle d'élément d'équilibre de la société, et non pas de subversion », texte cité in ZAGREBELSKI (Vladimiro), « Sentenza disciplinare », *op. cit.*, pp. 213-214. Sur les liens entre MI et la loge P2 voir aussi CANOSA (Romano), *Storia della magistratura*, *op. cit.*, pp. 113-120.

<sup>149</sup> On trouve de larges extraits de cette mise en accusation dans ZAGREBELSKI (Vladimiro), « Sentenza disciplinare », *op. cit.*

<sup>150</sup> Cité in CANOSA (Romano), *Storia della magistratura*, *op. cit.*, p. 119.

<sup>151</sup> Le second leader de MI mis en accusation, Antonio Buono, prendra une retraite anticipée. Au total, le CSM prononcera deux expulsions, quatre blâmes, et une mutation avec perte d'ancienneté ; voir CANOSA (Romano), *Storia della magistratura*, *op. cit.*, p. 119.



Les rumeurs persistantes d'une éventuelle candidature sur les listes du parti social-démocrate (PSDI) du secrétaire général de MI Enrico Ferri, aux élections législatives de 1987 sont reprises par l'opposition interne du syndicat conservateur. En février 1987, les sept membres MI du CSM demandent ainsi la convocation de l'exécutif du courant<sup>152</sup>. Mis en minorité dans le syndicat, ils en appellent en mars 1987, au président de l'ANM, Adolfo Beria, par le biais d'une pétition « signée par de nombreux membres très influents »<sup>153</sup> de MI ; ils réclament la convocation du comité directeur de l'association. Dans sa réponse adressée aux militants de MI, Enrico Ferri rétorque en dénonçant :

« La superposition sur cette polémique de vieilles rancœurs personnelles jamais oubliées, ainsi que de vieilles aspirations aux fonctions de direction non satisfaites [qui] finiront par déclencher une confrontation forte, qui pourrait entraîner la division en deux du syndicat et des adhérents »<sup>154</sup>.

La confirmation de la candidature de Enrico Ferri aux élections législatives, ainsi que le départ du vice-président de MI à un poste de cabinet du ministère de la justice, consacrent un nouveau changement de direction.

Les « nouveaux juges » acquièrent alors une place inédite dans la hiérarchie du syndicat à la faveur de l'accession au secrétariat général de Francesco Marzachi, qui présente cette caractéristique rare de cumuler tout à la fois les titres syndicaux —comme en témoignent ses très nombreuses candidatures consacrées par son élection au CSM en 1976<sup>155</sup>—, et les titres de l'expérience judiciaire de la criminalité organisée, puisqu'à la différence de son prédécesseur Enrico Ferri, il peut invoquer son expérience de procureur adjoint au tribunal de Turin (à partir de 1982). Son dossier professionnel souligne ainsi en ces termes le rôle qu'il joue après la mort de la figure tutélaire du *pool* turinois des substituts, Bruno Caccia<sup>156</sup> en 1983 :

<sup>152</sup> On trouve un résumé et les différents documents présentés, in ANM, « Verbale della seduta del CDC del 23 maggio 1987 », *Bolletino La magistratura*, n°3, juillet-septembre 1987, pp. 2-6.

<sup>153</sup> BERIA (Adolfo), in ANM, « Verbale della seduta del CDC del 23 maggio 1987 », *op. cit.*, p. 5.

<sup>154</sup> Magistratura Indipendente, « Allegato n°4. Documento di MI », *Bolletino La magistratura*, n°3, juillet-septembre 1987, pp. 8-9, p. 8.

<sup>155</sup> Avant de candidater au CSM en 1976, Francesco Marzachi a en effet été candidat aux élections syndicales de 1967, 1969, 1970 (élu), 1973 (élu), 1975 (élu). Il est à nouveau candidat aux élections de 1983 et est élu second de sa liste.

<sup>156</sup> Sur Bruno Caccia, voir nos développements *supra* au chapitre 1, Partie II.

« Il a fait preuve de capacités d'organisation toutes particulières, tant dans la direction du parquet de Turin pendant l'intérim qui fit suite à la mort de Caccia, que dans l'organisation —en tant que procureur adjoint- du *pool* des substituts chargés des procès en matière de criminalité organisée, s'occupant personnellement des deux maxi-procès sur la mafia de Catane »<sup>157</sup>.

Et de fait, son accession à la tête du courant conservateur correspond à la promotion dans MI de nombreux « nouveaux juges ». Leur position y est suffisamment établie pour qu'un ancien militant de MD, Maurizio Laudi, juge d'instruction du *pool* anti-terroriste turinois, change de syndicat et rejoigne alors MI<sup>158</sup>.

*Magistratura Indipendente* parvient en effet à mobiliser de nombreux « nouveaux juges », comme l'attestent les différents colloques qu'il organise sur la criminalité organisée<sup>159</sup>, qui rassemblent des magistrats qui se sont distingués dans la lutte anti-terroriste tels que Pier Luigi Vigna (qui devient alors président du syndicat) et deux membres des *pools* turinois (Marcello Maddalena et Maurizio Laudi), mais aussi des magistrats engagés sur le front de la lutte anti-mafia, tels que Paolo Borsellino, Vincenzo Geraci, et Giusto Sciacchitano, tous trois membres des *pools* anti-mafia du tribunal de Palerme. En outre, nombreux sont les « nouveaux juges » de MI qui se présentent alors aux élections syndicales : Paolo Borsellino échoue aux élections de l'ANM en 1988 (ANM, 1988, 18<sup>ème</sup>, non élu), mais devient la même année président de l'ANM dans le ressort judiciaire de Palerme et entre dans le conseil national de MI ; Vincenzo Geraci (CSM, 1986, 5<sup>ème</sup>, élu) ; Marcello Maddalena, qui a été président de l'ANM dans ressort judiciaire de Turin (1985), et poursuit une carrière nationale de premier plan (ANM, 1980, 2<sup>nd</sup>, élu ; CSM, 1986, 4<sup>ème</sup>, élu ; ANM, 1992, 2<sup>nd</sup>, élu) ; ou encore le transfuge de MD, Maurizio Laudi, élu au CSM en 1990.

<sup>157</sup> On trouve des extraits du dossier professionnel de Francesco Marzachi à l'occasion de sa candidature malheureuse en 1992 au poste de procureur national anti-mafia in CSM, « Estratto del verbale della seduta antimeridiana del 30 ottobre 1992 relativamente alla discussione circa il conferimento dell'ufficio direttivo di procuratore nazionale antimafia », *Notiziario CSM- Verballi consiliari*, n°8, 1993, pp. 16-120, pp. 22-23.

<sup>158</sup> Elu aux élections du conseil judiciaire de Turin sur les listes de MI en 1988, puis au CSM en 1990, Maurizio Laudi devient ainsi le symbole des transformations de MI comme l'attestent ces remarques de Marcello Maddalena : « le fait le plus significatif à cet égard (...) [est] l'élection par MI au CSM de Maurizio Laudi, qui n'a jamais fait mystère de ses sympathies d'abord pour le PCI puis pour le PDS, et qui est issu d'un long militantisme dans MD », voir MADDALENA (Marcello), « La congiura del silenzio », *Micromega*, 1997, n°4, pp. 178-185, p. 179.

<sup>159</sup> En octobre 1987, MI organise deux colloques importants en matière de criminalité organisée, quelques mois après l'arrivée de la nouvelle direction. L'un se tient à Palerme sur le thème du « nouveau procès

A l'instar de ce que l'on avait pu noter au sujet des « nouveaux juges » de MD, ceux qui parviennent à s'insérer avec succès dans MI ne sont pas de nouveaux venus dans le syndicalisme judiciaire, même si antérieurement à la constitution de leur entreprise judiciaire, cet engagement n'était que de faible importance. Ainsi par exemple, Pier Luigi Vigna avait été, au tournant des années 1960 et 1970, un militant syndical actif : élu en 1969 au comité directeur de l'ANM, il se présente à nouveau en 1970, sans succès, puis aux élections du CSM en 1972. De même, Vincenzo Geraci, Maurizio Laudi, ou Paolo Borsellino, bien qu'ils n'aient jamais été candidats au niveau national avant leurs « grands procès », participaient aux activités syndicales locales. Dans le contexte des compétitions internes à MI, ce faible capital syndical détenu se trouve fortement valorisé. Dès lors, la promotion des « nouveaux juges » est le fait, non pas tant de la valeur de leur notoriété *per se*, mais de l'utilité qu'acquiert le capital d'expérience pour des segments de l'élite syndicale engagés dans des compétitions internes, dans une conjoncture particulière.

### c) La naissance d'un nouveau syndicat : les Verts

Le dernier cas d'étude sur l'insertion des « nouveaux juges » dans l'arène syndicale présente une particularité : en effet, leur promotion au sein de *Unità per la Costituzione* aboutit à la formation en 1988 d'un nouveau syndicat baptisé les Verts<sup>160</sup>.

Sans doute faut-il revenir brièvement sur le rôle important que joue le syndicat de centre-gauche *Unità per la Costituzione* (UC)<sup>161</sup> dans la défense de la lutte contre la criminalité organisée. Ceux qui s'en font les plus ardents avocats sont des anciens membres de *Impegno Costituzionale*, le syndicat fondé et dirigé par Adolfo Beria

---

pénal à la lumière de l'expérience américaine » ; l'autre a lieu quelques mois plus tard en avril 1988, à Florence, sur le thème du « nouveau procès pénal ».

<sup>160</sup> On notera ici que, contrairement à ce que le nom de ce syndicat pourrait faire croire, les « Verts » ne s'inscrivent en rien dans la mouvance écologiste. Aux dires des membres fondateurs, ce nom proviendrait plutôt de la couleur des nappes du restaurant où le premier noyau de ce groupe se réunit début 1988.

<sup>161</sup> *Unità per la Costituzione* naît en 1979 de la fusion des deux syndicats de centre-gauche (*Terzo Potere* et *Impegno Costituzionale*) sous l'égide d'Adolfo Beria qui en devient le principal leader. Sur ce point, voir nos développements au chapitre 2, Partie II, ainsi que l'annexe n°2.

depuis 1970, et qui fusionne en 1979 avec *Terzo Potere* pour fonder UC<sup>162</sup>. On trouve notamment parmi eux des magistrats qui se distinguent au début des années 1970 par la poursuite d'enquêtes judiciaires en matière de corruption politique, tels que Mario Almerighi (enquête *Petrolio 1*), ou de criminalité organisée tels que Giovanni Tamburino (enquête *Rosa dei Venti*), et qui ont reconverti dans le syndicalisme les fruits d'une expérience judiciaire écourtée suite à leur dessaisissement par la haute magistrature<sup>163</sup>. On y trouve également des leaders syndicaux qui, à l'image de Vladimiro Zagrebelski élu du CSM entre 1981 et 1986, ou de Vito d'Ambrosio, élu du CSM entre 1986 et 1990, se font au sein du UC les promoteurs d'un nouveau syndicalisme qui donnerait sa place au nouveau professionnalisme qu'incarnent les « nouveaux juges »<sup>164</sup>.

A la fin des années 1980, dans un contexte où les promoteurs de la « nouvelle justice » (qu'ils soient syndicalistes ou « nouveaux juges ») ont accédé à la direction des autres syndicats (MD et MI), il apparaît que ces anciens membres de *Impegno Costituzionale* n'ont qu'une place minoritaire au sein de UC. En d'autres termes, si la fusion de 1979 avec *Terzo Potere* leur a permis de constituer un syndicat qui rassemble plus de 40% des voix, il semble que ces anciens membres de IC y occupent une place subalterne. La candidature de Giovanni Falcone en janvier 1988 la succession de Antonio Caponnetto à la tête du cabinet d'instruction du tribunal de Palerme constitue l'occasion de la manifestation de ce clivage au sein du syndicat. Le vote au CSM voit en effet le groupe des élus de UC au CSM se diviser entre une minorité favorable à l'élection du magistrat anti-mafia et une majorité qui lui préfère un candidat qui, sans avoir l'expérience de lutte contre la

<sup>162</sup> Sur ces recompositions syndicales, voir notre tableau à l'annexe n°2, ainsi que nos développements sur la scission de MD de 1969 au chapitre 2, Partie I.

<sup>163</sup> Mario Almerighi dont on a déjà évoqué la trajectoire plus haut, est élu au CSM sur les listes de UC en 1976 après s'être distingué dans les enquêtes dites *Petrolio 1* en 1974 (sur cette « affaire », voir l'annexe n°2 sur les « grands procès »). La même année, Giovanni Tamburino a mené à Padoue comme juge d'instruction les enquêtes qui conduisent à la découverte du groupe dit « Rosa dei Venti » qui préparait l'éventualité d'une prise du pouvoir (sur cette « affaire », voir aussi l'annexe n°3). En 1981, il est élu sur les listes de UC au CSM.

<sup>164</sup> Pour une critique des « dérives clientélares » du syndicalisme, voir notamment ZAGREBELSKI (Vladimiro), « Tendenze e problemi del consiglio superiore della magistratura », *op. cit.* ; ZAGREBELSKI (Vladimiro), « ANM e CSM: cambiare per vivere », *La magistratura*, n°1, janv.-mars 1984, pp. 15-16, ainsi que d'AMBROSIO (Vito), *Il vecchio e il nuovo mondo dei giudici*, *Democrazia e diritto*, 1979, pp. 439-448.

criminalité organisée, dispose d'une ancienneté supérieure<sup>165</sup>. L'échec de la candidature de Giovanni Falcone, qui reçoit un écho important en dehors de l'enceinte du CSM, devient l'occasion de mobilisations au sein de UC, qui débouchent en avril 1988 sur la formation du groupe dit des « Verts » qui rassemble ceux qui ont soutenu la candidature de Giovanni Falcone<sup>166</sup>.

Le nouveau groupe, qui devient syndicat à l'occasion des élections du CSM de 1990, se fait le promoteur du nouveau professionnalisme né dans la lutte contre la criminalité organisée. Et de fait, à l'instar de MI et de MD, le nouveau syndicat promeut en son sein de nombreux « nouveaux juges » au point de se voir reprocher d'être le syndicat des « super juges » :

« [les Verts] se comportent comme *un parti des "super-juges", une espèce d'association des combattants et des anciens combattants des guerres judiciaires* destinée à rassembler ceux qu'ils considèrent comme les seuls combattants sérieux contre la mafia et la criminalité organisée (...). On a eu l'impression jusqu'à présent que pour adhérer, il était nécessaire d'exhiber ses états de service et de passer un examen d'entrée »<sup>167</sup>.

Ainsi, aux élections du CSM de 1990, Giovanni Falcone lui-même (non élu) et le magistrat anti-mafia Saverio Mannino (élu) sont candidats sur les listes des Verts ; de même, aux élections syndicales de 1992, Michele Del Gaudio, juge d'instruction de « l'affaire Teardo »<sup>168</sup> (15<sup>ème</sup>, non élu) et Giovanni Tamburino, juge d'instruction de l'enquête *Rosa dei Venti* (1<sup>er</sup>, élu) se présentent sur les listes de ce groupe.

On se convainc alors que la naissance des Verts donne également à voir l'alliance entre des segments de l'élite syndicale et des « nouveaux juges » qui cherchent à faire valoir leur expertise dans l'arène syndicale.

---

<sup>165</sup> La minorité de UC comprend Vito d'Ambrosio, Pietro Calogero et Antonio Abbate. On trouve de larges extraits du procès verbal de cette séance, in MONTI (Gionmaria), *Falcone e Borsellino*, Rome, Riuniti, 1996, pp. 45-65.

<sup>166</sup> Pour le texte fondateur du groupe, voir Verdi, « Documento approvato in Roma il 17.4.1988 dal gruppo dei 'Verdi' », *La magistratura. Bolletino*, n°1, janv.-mars 1988, pp. 17-19. Voir aussi ZAGREBELSKI (Vladimiro), « Ricominciare », *La magistratura*, suppl. au n°1, 1988, pp. 35-36.

<sup>167</sup> Gruppo MI al CSM, *Noi speriamo che ce la siamo cavati*, Rome, Arte Grafiche Jasillo, 1990, p. 12.

<sup>168</sup> Sur cette affaire, voir les précisions à l'annexe n°3 sur les « grands procès ».

Ainsi, l'analyse de l'insertion des « nouveaux juges » dans l'arène syndicale montre que l'appartenance préalable à des réseaux syndicaux locaux, fut-elle lâche, devient, dans les conjonctures particulières et les compétitions internes que nous avons décrites, *fortement rentable* puisqu'elle fonctionne comme un tremplin qui leur permet de faire l'économie du long travail d'accumulation du capital syndical. « L'intrusion » de certains « nouveaux juges » dans le syndicalisme et le court-circuitage de son *cursus honorum* se comprennent ainsi comme le fruit de transactions, dans chaque syndicat, entre des segments de l'élite syndicale et des « nouveaux juges » qui, avant leurs enquêtes, prenaient part à la vie syndicale comme sympathisants, adhérents, ou tout au plus comme militants au niveau local.

Il reste que l'entrée des « nouveaux juges » dans chacun des syndicats ne relève pas seulement des configurations internes à ces derniers, mais repose également sur une dynamique de légitimation circulaire. Leur réussite dans l'ANM ne saurait en effet être réduite à une série de processus autonomes, tant il est vrai que les entreprises de promotion de la « nouvelle justice » qui se développent dans les différents syndicats se renforcent mutuellement ; sous l'espèce de la diversité des appartenances syndicales, elles participent en effet d'un seul et même travail de valorisation, dans l'arène syndicale, du capital d'expérience judiciaire de la criminalité organisée.

### 3- Un processus de légitimation circulaire

On le voit, à partir du début des années 1980, un contingent de « nouveaux juges » trouve place dans l'arène syndicale. Aucun syndicat ne reste à l'écart de ce mouvement, de sorte que l'on peut dire que le groupe des « nouveaux juges » est véritablement hétérogène sous le rapport de l'appartenance syndicale. Même si après la scission des Verts, *Unità per la Costituzione* semble être le plus dépourvu en « nouveaux juges », chaque syndicat peut néanmoins revendiquer d'avoir en son sens un ou plusieurs membres des principaux *pools* de magistrats. On peut s'en convaincre en considérant l'éventail des candidatures syndicales des 11 magistrats

des deux *pools* (instruction et parquet) anti-mafia de Palerme évoqués au chapitre précédent : deux se présentent sur les listes des Verts (Giovanni Falcone, CSM, 1990, non élu ; Gioacchino Natoli, CSM, 1998, élu), deux sur les listes de *Magistratura Indipendente* (Vincenzo Geraci, CSM, 1986, élu ; Paolo Borsellino, ANM, 1988, non élu), et deux sur les listes de *Magistratura Democratica* (Giacomo Conte, CSM, 1986, non élu ; Giuseppe di Lello, CSM, 1992, non élu)<sup>169</sup>. C'est dire si la diversité d'appartenance syndicale des « nouveaux juges » est nette. Or, tout se passe comme si cette dispersion de la « nouvelle justice » dans l'arène syndicale, loin d'affaiblir ce groupe, venait en renforcer la légitimité.

Car en effet, l'hétérogénéité syndicale des engagements des « nouveaux juges » va de pair avec l'identité de leurs trajectoires au sein de leurs syndicats respectifs. Parce qu'ils invoquent une *même* expérience judiciaire de la criminalité organisée, ils revendiquent les *mêmes* postes, notamment ceux créés à la faveur des mobilisations pour la lutte contre la criminalité organisée : il en va ainsi du comité anti-mafia au sein du CSM, des enseignements spécifiquement consacrés à la lutte contre la criminalité organisée pour les auditeurs de justice, ou encore des comités d'organisation des rencontres du CSM en matière de criminalité organisée. Ce sont là autant de lieux qui se constituent au début des années 1980, et auxquels les « nouveaux juges » accèdent en priorité, quelle que soit leur appartenance syndicale.

Ainsi, les cinq « nouveaux juges » élus au CSM en 1986 (trois adhérents de MI, deux de UC, et un de MD)<sup>170</sup>, entrent tous au comité anti-mafia du CSM dont ils constituent dès lors la moitié des membres<sup>171</sup>. De même, dans l'attribution des charges d'enseignement à l'intention des auditeurs de justice, les « nouveaux juges » syndiqués tendent à monopoliser celles consacrées à la matière pénale en général, et à la lutte contre la criminalité organisée en particulier. Comme le donne à voir le tableau ci-dessous, la *lottizzazione* syndicale de ces charges joue ainsi

<sup>169</sup> Les cinq autres membres des *pools* anti-mafia (Giuseppe Ayala, Ignazio De Francisci, Alberto Di Pisa, Leonardo Guarnotta, Guido Lo Forte) ne comptent pas de candidatures syndicales au niveau national.

<sup>170</sup> On établit ce comptage en fonction de l'échantillon des « nouveaux juges » constitué *supra*. Ces magistrats sont Vincenzo Geraci du *pool* anti-mafia de Palerme (MI), Marcello Maddalena (MI) du *pool* anti-terroriste de Turin, Felice Di Persia du *pool* anti-mafia de Naples (MI), Pietro Calogero (UC) titulaire de l'enquête dite du « 7 avril » à Padoue, et Giancarlo Caselli (MD) du *pool* anti-mafia de Turin. Sur ces différentes enquêtes, voir l'annexe n°3.

<sup>171</sup> Marcello Maddalena sera d'ailleurs président de ce comité entre 1988 et 1990.

désormais en faveur de ces « nouveaux juges » qui tendent à les monopoliser, sans pour autant violer le principe de leur attribution en proportion du poids des différents syndicats. En d'autres termes, « sous couvert » du pluralisme syndical, les « nouveaux juges » entrés dans le syndicalisme tendent à occuper les fonctions liées à la criminalité organisée, voire plus généralement au pénal.



Tableau n°14 : « Nouveaux juges » et *lottizzazione* syndicale :

Les enseignants des cours de formation en matière pénale des auditeurs de justice

(1981-1986)<sup>172</sup>

	Mai 1981	Juin-juillet 1982	Janvier 1983	Février 1984	Avril 1985	Mai 1986
La répression de la criminalité organisée et Droit positif (les délits d'association)				Turone (MD) Calogero (UC-Vers)	Imposimato Saluzzo (MD)	Spataro (UC-Vers) Falcone (UC-Vers)
La répression de la criminalité organisée et Procédure (concernant l'acquisition des preuves)	Caselli (MD) ou Laudi (MD) Fleury ou d'Ambrosio (UC)	Falcone (TP-UC) Franco	Falcone (TP-IC) Geraci (MD)	Chelazzi Falcone (UC)	Casson Conte (MD)	Conte (MD) Labruna
Rapports avec la police judiciaire et enquêtes préliminaires	Baglione Di Nicola (UC) Montesano	Marchesello Savino (MD)	Marchesello Savino (MD)	La Venuza Dubolino Lancuba (CC-UC)	Marchesello Cassano (MD)	Vigna (MD) Nannucci (CC-UC)
Les mesures de restriction de la liberté Détenue préventive, libération provisoire.	Meloni ou Nannucci (CC-UC) Fojadelli ou Patroni	Apperti Chelazzi	Apperti Persiani (MD)	Argona (MD) Zezza Eassone (MD)	Eassone (MD) Campisi	Maccchia Campisi

<sup>172</sup> On a souligné dans le tableau les magistrats qui appartenaient au groupe des « nouveaux juges » tel que nous l'avons appréhendé dans notre comptage présenté *supra*. On notera ici également que cet échantillon des « nouveaux juges » constitue une représentation *a minima* de ces derniers.

Ce tableau a été construit à partir des programmes de cours de six promotions successives d'auditeurs de justice, tels que présentés dans le bulletin d'information du CSM, in CSM, « Incontro di studio per gli uditori giudiziari nominati con D.M. 13 maggio 1980. Programma e nomina dei relatori », *Notiziario CSM*, n°1, 15 janvier 1981, pp. 8-9 ; *Notiziario CSM*, n°7, 31 mai 1982, pp. 5-8 ; *Notiziario CSM*, n°6, 30 avril 1983, pp. 6-8 ; *Notiziario CSM*, n°4, mars 1985, pp. 6-8 ; *Notiziario CSM*, n°9, 30 avril 1986, pp. 6-8.

De fait, par delà les différences syndicales, les « nouveaux juges » sont objectivement unis dans un même travail de valorisation, dans l'arène syndicale, du capital d'expérience judiciaire de la criminalité organisée. Cela est tout particulièrement net dans le cas des membres d'un même *pool*, puisqu'aussi bien, au delà de leurs différences syndicales, ils appartiennent à la même entreprise judiciaire d'expertise dont ils défendent et font fructifier collectivement le patrimoine, y compris dans l'arène syndicale<sup>173</sup>.

On s'explique dès lors que, sous l'espèce de leurs appartenances syndicales hétérogènes, ils se re-connaissent et se constituent mutuellement en interlocuteurs légitimes en matière de criminalité organisée. En s'accordant chacun une autorité particulière à parler du traitement judiciaire de celle-ci, ils se légitiment ainsi les uns les autres.

Il suffit pour s'en convaincre de voir chacun d'entre eux identifier dans les autres syndicats les signaux positifs de l'émergence des « nouveaux juges » dans l'arène syndicale -construisant ainsi, comme par effet de miroir, leur propre nécessité au sein de leur syndicat. Ainsi, ce magistrat de MD peut se féliciter du fait que, suite au scandale de la loge P2 qui frappe MI, ce soit « après quelques hésitations au départ, la ligne de rénovation radicale de la direction [de MI], sous l'impulsion de magistrats plus jeunes qui ont pris part aux procès en matière de terrorisme [qui l'ait emportée] »<sup>174</sup>. L'évolution positive ou négative des syndicats est ainsi mesurée à l'aune de leur conversion aux thèmes et aux hommes de la « nouvelle justice ».

Un cercle de légitimation se dessine alors entre les « nouveaux juges » de l'arène syndicale qui tend ainsi à naturaliser leur présence respective, et à faire de ces positions leur « chasse gardée ». Ce cercle est d'autant plus efficace qu'il se donne à voir sous la forme de la différence syndicale. Les règles mêmes du jeu syndical, et tout particulièrement, la compétition électorale quasi permanente entre les différents syndicats, contribuent en effet à mettre constamment l'accent sur ce qui sépare ces « nouveaux juges » –à savoir leurs engagements syndicaux-, et estompe, par le fait, ce qui est au principe de leur présence commune dans l'arène syndicale,

---

<sup>173</sup> Sur ce point, voir nos développements sur les *pools* anti-terroristes de Turin au chapitre 1, Partie II.

c'est-à-dire une expérience judiciaire de la criminalité organisée, et parfois même la participation au même *pool* de juges. Ainsi, à la faveur de la réactivation continue des divisions syndicales, les contours même du groupe des « nouveaux juges » s'oublient. Dans ces conditions, le capital d'expérience constitue l'angle mort des débats et controverses de ces différents sites, quand se trouvent à l'inverse rappelées en permanence les différences syndicales : en prenant toute leur place dans la dialectique ordinaire de l'arène syndicale, les « nouveaux juges » contribuent alors, sans toujours le vouloir, à naturaliser les raisons mêmes de leur présence commune dans ces lieux, en faisant entrer leur participation dans l'ordre de l'évidence. Ainsi, par le biais de ce que l'on pourrait considérer comme un « paradoxe des conséquences », la dispersion des « nouveaux juges » dans les différents syndicats contribue à imposer le bien-fondé, voire la nécessité, de leur présence dans l'arène syndicale.

Ainsi, au vu de ces développements sur l'insertion des « nouveaux juges » dans le syndicalisme, il apparaît que la réussite de la reconversion dans cette arène n'est pas fonction de la seule notoriété du magistrat impétrant, mais dépend d'une part, de la détention de ressources syndicales locales fussent-elles modestes, et d'autre part de transactions passées avec certains segments de l'élite syndicale. Dans ces conditions, on s'explique que l'insertion dans l'arène syndicale soit inégale, et détermine dès lors des trajectoires professionnelles différentes que l'on peut ramener à l'opposition idéal-typique entre des « grands juges » et des techniciens de la « nouvelle justice ».

---

<sup>174</sup> BRUTI LIBERATI (Edmondo), « La magistratura dall'attuazione della Costituzione agli anni novanta », *op. cit.*, note 137, p. 210.

## B/ La différenciation interne de la « nouvelle justice »

On le voit, au-delà de la diversité des courants dans lesquels ils s'insèrent, ceux des « nouveaux juges » qui trouvent place dans l'ANM présentent des caractéristiques communes, telles qu'une expérience syndicale antérieure à leur entreprise judiciaire d'expertise et l'appartenance à des réseaux syndicaux locaux. Dans ce cadre, ces « nouveaux juges » peuvent, comme on l'a vu, opérer des transactions avec certains segments de l'élite syndicale, et accéder avec son soutien aux fonctions électives (ANM, CSM...) ainsi qu'aux multiples ressources professionnelles dont elle contrôle l'accès.

C'est dire si la possibilité d'accéder à l'arène syndicale fonctionne comme un filtre, qui ferait le départ -au sein du groupe des « nouveaux juges »- entre ceux qui peuvent désormais arguer d'une double légitimité -celle de l'expérience et celle de l'élection-, et ceux qui, à l'inverse, n'ont pour toute fortune que leur capital d'expérience. En d'autres termes, compte tenu de l'emprise du syndicalisme sur l'accès aux différentes ressources et prébendes de l'institution judiciaire, la réussite *différentielle* de la reconversion dans l'arène syndicale constitue un agent puissant de différenciation des trajectoires ultérieures des « nouveaux juges ». On peut en dessiner la structure idéal-typique en deux pôles : d'une part, les généralistes de la « nouvelle justice » (on dira les « *grands juges* ») qui parviennent à cumuler les deux espèces de capitaux (l'élection et l'expérience), et accèdent, par le fait, à des positions de porte-parolat dans la magistrature ; et d'autre part, les techniciens de la « nouvelle justice » qui, tenus à l'écart de l'élite syndicale, et privés de ce fait de la possibilité de faire valoir leur expérience dans le syndicalisme, travaillent à pérenniser celle-ci sous la forme d'une compétence technique.

## 1- Un processus fait d'ajustements successifs

Il serait pourtant erroné de verser dans une interprétation mécaniciste qui ferait de la formation de ces deux classes de trajectoires le produit d'un choix rationnel où chacun ajusterait ces investissements –technique ou généraliste- à ses chances objectives de réussite. Cette opposition entre techniciens et « grands juges » constitue en effet une représentation idéal-typique d'un ensemble de trajectoires qui forment en réalité un *continuum* ; elle sépare ainsi, à une extrémité du spectre, des « nouveaux juges » absolument étrangers au syndicalisme, et à l'autre, des « nouveaux juges » fortement dotés tout à la fois en capital syndical et en capital d'expérience. Entre ces deux extrêmes, on trouve, cela va de soi, une grande hétérogénéité de trajectoires.

De fait, les deux pôles de la « nouvelle justice » ne se donnent pas à voir au magistrat –tout du moins initialement- sous la forme d'un calcul stratégique entre deux *cursus*, deux modes de reconversion de l'expérience judiciaire accumulée dans la lutte contre la criminalité organisée. Ils sont plutôt le fruit d'un processus continu et progressif d'ajustement des « attentes » qu'a produit chez les « nouveaux juges » la participation à des enquêtes judiciaires considérées comme éducatives, à l'espace des possibles qui s'ouvre objectivement à eux. En d'autres termes, la spécialisation dans la technique de certains d'entre eux ne relève ni d'un seul choix, ni d'un seul calcul, mais de calculs successifs dont les modalités sont chaque fois modifiées. Les stratégies de reconversion ne se fondent pas ainsi sur un calcul objectif de la rentabilité des différents types d'investissement –dans le syndicalisme ou dans la mise en forme technique-, mais plutôt sur une évaluation subjective des conditions objectives de leur rentabilité. S'il est vrai que celle-ci entretient des rapports étroits avec l'espace objectif des possibles, il existe néanmoins un effet d'*hysteresis*, au titre duquel la perception subjective s'appuie sur un état *antérieur* des possibles<sup>175</sup>.

---

<sup>175</sup> Sur l'effet d'hystérésis dans le cas de la formation des stratégies de reconversion, voir notamment BOURDIEU (Pierre), BOLTANSKI (Luc), DE SAINT MARTIN (Monique), « Les stratégies de reconversion. Les classes sociales et le système d'enseignement », *op. cit.*, notamment pp. 101-102.

Dès lors, plutôt que d'évoquer de manière objectiviste l'existence *a priori* de deux catégories et, pour chacun des « nouveaux juges », d'une véritable alternative, il faudrait pouvoir rendre compte de toutes les tentatives, de tous les coups joués par les « nouveaux juges » pour faire valoir leur expertise judiciaire ; il faudrait alors évoquer comment les échecs et les succès qu'ils rencontrent modifient chaque fois en retour tout à la fois les « attentes » et l'espace des possibles contribuant, par le fait, à dessiner la pente d'une trajectoire.

On s'explique ainsi que la reconversion du capital d'expérience accumulé n'emprunte pas d'emblée l'une ou l'autre des deux voies sus-mentionnées, mais se donne à voir au contraire initialement, pour tous les « nouveaux juges », sous la forme d'un activisme *multiforme* (investissements dans la production scientifique – juridique, mais aussi, quoique moins fréquemment, en sciences sociales-, dans la mise en forme technique, dans l'enseignement aux auditeurs, dans l'arène syndicale...), par lequel ils travaillent à mettre en valeur leur expertise dans une multitude de sites de l'espace public. L'impératif de reconversion et la méconnaissance *a priori* de la rentabilité des différents lieux de reconversion conduisent en effet les « nouveaux juges » à multiplier les tentatives. Cet activisme initial laisse progressivement place, en fonction des succès et des échecs de ces investissements divers, à une différenciation interne du groupe des « nouveaux juges », qu'il est possible alors de résumer schématiquement comme un processus de *spécialisation* par lequel se distinguent toujours plus nettement des « techniciens » qui mettent en forme technique l'expérience judiciaire effectuée, et des « grands juges » qui, dotés d'une double légitimité –syndicale et de l'expérience-, se font les porte-parole de la magistrature.

On peut, pour se convaincre des formes qu'emprunte ce processus de spécialisation, considérer dans le tableau qui suit, les trajectoires des juges de MD engagés dans la lutte anti-mafia qui multiplient les investissements pour pérenniser leur expertise judiciaire en matière de criminalité mafieuse. C'est bien aux termes d'ajustements successifs des attentes en fonction de la rentabilité des différents investissements qu'ils engagent, que se dessine la spécialisation technique de ces magistrats.

### Tableau n°15 : Un exemple de spécialisation: les trajectoires des magistrats anti-mafia de MD

Les magistrats anti-mafia de MD que l'on étudie ici sont parmi les premiers à s'engager dans les mobilisations anti-mafia. L'analyse se concentrera sur la trajectoire des neuf magistrats qui, en avril 1980, s'emparent du thème de la lutte contre la mafia et organisent à Palerme le premier colloque de MD en la matière<sup>176</sup>.

A la faveur de leur engagement massif dans la lutte anti-mafia, que leur participation à de nombreuses enquêtes judiciaires anti-mafia, ces magistrats constituent un patrimoine d'expériences judiciaires de la criminalité organisée. Ainsi, pour ne mentionner ici que les cas les plus illustres, Giuseppe di Lello, juge d'instruction à Palerme, fait partie du premier *pool* anti-mafia constitué en 1983, tandis que Giacomo Conte, « après avoir longtemps insisté pour y être intégré »<sup>177</sup> vient renforcer le *pool* en 1984.

Ce travail d'enquête judiciaire s'accompagne d'investissements tous azimuts, qui s'attachent tous à reconvertir le capital d'expérience accumulé. Force est néanmoins de constater la réussite inégale de ces tentatives. Ainsi, le succès de leurs investissements techniques contraste avec les échecs répétés de leurs candidatures syndicales.

De fait, bien qu'ils aient auparavant tous milité à MD<sup>178</sup>, ils ne parviennent pas à accéder à l'élite syndicale. Leurs résultats électoraux ne présentent pas de différence significative avec la période antérieure à leurs enquêtes en matière de lutte contre la mafia<sup>179</sup>. Dans un contexte de faiblesse numérique structurelle de MD dans les ressorts judiciaires du Sud, et ne parvenant pas à élargir leur base électorale<sup>180</sup>, tout se passe comme si ces magistrats se voyaient interdire l'entrée dans l'arène syndicale.

Giacomo Conte, bien qu'il ait réussi à entrer tout à la fois au conseil national et au comité exécutif de MD en 1984, échoue successivement aux élections syndicales de 1983 (ANM, 23<sup>ème</sup>, non élu), aux élections du CSM de 1986 (CSM, 12<sup>ème</sup>, non élu), et n'est pas réélu au comité exécutif du courant en 1986. D'autres tentent leur chance plus tardivement, sans plus de succès. Ainsi, en 1990, Vincenzo Macri et Giuseppe di Lello échouent aux élections du CSM, tout comme Carlo Macri en 1992 (ANM, 10<sup>ème</sup>, non élu). Seul l'un d'entre eux, Saverio Mannino, parvient en 1990 à être élu au CSM ; mais il doit son élection à son entrée dans le nouveau syndicat des Verts, qui dispose d'une implantation plus forte dans certains districts judiciaires du sud.

<sup>176</sup> En 1980, les membres de ce groupe occupent les fonctions suivantes : Raimondo Cerami, juge d'instruction à Trapani ; Giacomo Conte, procureur à Palerme ; Giuseppe di Lello, juge d'instruction à Palerme ; Augusto di Marco, juge d'instruction à Reggio Calabria ; Giuseppe Gambino, juge d'instruction à Reggio Calabria ; Carlo Macri, substitut du tribunal de Locri ; Vincenzo Macri, juge d'instruction à Reggio Calabria ; Saverio Mannino, président de section au tribunal de Reggio Calabria ; Marcello Minasi, procureur à Reggio Calabria. Pour les actes de ce colloque voir MD, *Mafia e istituzioni*, Palerme, Gangemi, 1981.

<sup>177</sup> Selon les termes d'un de ses collègues de MD ; voir MISLANI (Francesco), cité BONINI (Carlo), MISLANI (Francesco), *La toga rossa*, op. cit., p. 101.

<sup>178</sup> Dès avant ce colloque de 1980, ces neuf magistrats sont des militants actifs de MD. Ils ont derrière eux une expérience militante au sein du syndicat de gauche tout au long des années 1970. On trouve ainsi trace de leur participation à MD dès la refondation de ce courant en 1969. Giuseppe Gambino est ainsi membre de l'exécutif de MD entre 1971 et 1973, et Saverio Mannino est son suppléant.

<sup>179</sup> Malgré leurs nombreux investissements militants dans MD tout au long des années 1970, ils échouent successivement aux élections syndicales nationales de 1973 (Giuseppe Gambino, ANM, non élu ; Saverio Mannino, ANM, non élu), de 1975 (Vincenzo Macri, ANM, 27<sup>ème</sup>, non élu), de 1977 (Carlo Macri, ANM, 20<sup>ème</sup>, non élu), 1980 (Saverio Mannino, ANM, 27<sup>ème</sup> ; Giuseppe di Lello, pourtant élu au conseil national de MD un an plus tôt, 14<sup>ème</sup>, non élu), et de 1981 (Giuseppe di Lello, CSM, 15<sup>ème</sup>, non élu).

<sup>180</sup> A l'occasion des élections du CSM en 1976, *Magistratura Democratica*, qui rassemble 13,3% des voix au niveau national, n'en compte que 1,8% à Caltanissetta (1 voix !), 4,6% à Catania (9), 9,7% à Catanzaro (20), 6,7% à Messina (7), 1,2% à Palerme (3) et 5,5% à Potenza (4). Cette faiblesse numérique n'évolue pas avant le début des années 1990. Ainsi, en 1983, MD n'obtient que 8 voix sur un total de 64 votes exprimés dans le district judiciaire de Reggio Calabre (contre 164 à Milan), tandis que, dans le ressort de Palerme, il en obtient 13 sur un total de 247 voix exprimées.

De même, on constate qu'ils n'accèdent que tardivement à des fonctions directives dans l'ordre judiciaire. Ainsi, en décembre 1986, la candidature de Carlo Macri à la tête du parquet au tribunal de Locri (Calabre) échoue, comme celle qu'il présente pour devenir l'un des substituts du procureur national anti-mafia en 1992<sup>181</sup>. De même, son frère Vincenzo est très vite écarté de la compétition pour le poste de procureur national anti-mafia en 1992<sup>182</sup>.

A l'inverse, ils s'imposent rapidement comme des techniciens incontournables de la lutte anti-mafia. Ils participent ainsi massivement (sept d'entre eux) aux rencontres du CSM sur la criminalité organisée et ce, dès la première d'entre elles en 1982<sup>183</sup>. Ils en sont même les principaux protagonistes, puisqu'ils interviennent à de nombreuses reprises à la tribune pour évoquer les « nouvelles dispositions en matière d'enquête sur les patrimoines », « les expériences judiciaires en matière d'évaluation des preuves », ou « la place de la mafia dans le monde de la criminalité organisée »<sup>184</sup>. De même, leur production scientifique est particulièrement importante : un comptage montre que cinq d'entre eux écrivent un ou plusieurs articles sur les techniques de la lutte anti-mafia dans les revues juridiques entre 1978 et 1988<sup>185</sup>. A titre d'exemple, les deux frères Macri sont les premiers à proposer un commentaire de la loi anti-mafia Rognoni-La Torre de 1982, quelques mois à peine après son adoption<sup>186</sup>. De même, certains d'entre eux sont invités à enseigner aux nouveaux auditeurs de justice les méthodes de la lutte contre le crime organisé<sup>187</sup>. D'autres enfin, tels Giuseppe di Lello, sont appelés comme experts auprès de la commission parlementaire anti-mafia<sup>188</sup>.

On le voit, les investissements multiformes de ces magistrats anti-mafia à partir de 1980, réussissent inégalement, contribuant ainsi dessiner la pente de la trajectoire qui, en les excluant de l'arène syndicale, en fait des techniciens de la lutte anti-mafia.

<sup>181</sup> Sur l'institution du procureur national anti-mafia en 1992, voir les développements au chapitre 1, Partie III.

<sup>182</sup> La commission de recrutement du CSM indique ainsi à son propos que, bien qu'il « dispose d'une multitude d'expériences dans les délits d'association, les homicides mafieux, les séquestrations, les trafics de drogue », « il n'a aucune expérience de direction » antérieure, in CSM, « Estratto del verbale della seduta antimeridiana del 30 ottobre 1992 relativamente alla discussione circa il conferimento dell'ufficio direttivo di procuratore nazionale antimafia », *op. cit.*, p. 46.

<sup>183</sup> Ces sept magistrats sont Raimondo Cerami, Giuseppe di Lello, Augusto di Marco, Giuseppe Gambino, Carlo Macri, Vincenzo Macri, Saverio Mannino. Voir CSM, « Riflessioni ed esperienze sul fenomeno mafioso », *op. cit.*

<sup>184</sup> On trouve leurs interventions, in *ibid.*

<sup>185</sup> Ces cinq magistrats sont Giacomo Conte, Giuseppe di Lello, Carlo Marcu, Vincenzo Macri, Marcello Minasi. On a réalisé ce comptage à partir des volumes annuels de NAPOLETANO (Vincenzo, dir.), *Dizionario bibliografico delle riviste giuridiche italiane*, Milan, Giuffrè.

<sup>186</sup> MACRI (Carlo), MACRI (Vincenzo), *La legge antimafia*, Naples, Jovene, 1983.

<sup>187</sup> C'est le cas de Giacomo Conte, qui devient quelques mois à peine après son entrée dans le *pool* palermitain qu'il rejoint en 1984, un des enseignants des cours pour auditeurs (juin 1984, soit trois mois après son entrée dans le *pool*). Il est ainsi chargé à chaque nouvelle promotion, d'un enseignement sur la « répression pénale de la criminalité organisée », ainsi que sur « l'acquisition des preuves et leur évaluation en matière de criminalité organisée », *Notiziario CSM*, avril 1984, pp. 7-8.

<sup>188</sup> Giuseppe di Lello, deux années après sa candidature malheureuse au CSM devient consultant de la commission parlementaire anti-mafia à la demande de son nouveau président Luciano Violante. Pendant la présidence de ce dernier (1992-1994), Giuseppe di Lello l'assiste ainsi activement dans l'écriture des deux principaux rapports de la commission sur les collusions entre le crime organisé et la politique, cf. Commissione parlamentare anti-mafia, *Mafia e politica. Relazione del 6 aprile 1993*, Bari, Laterza, 1993 ; et Commissione parlamentare anti-mafia, *Camorra e politica : relazione approvata dalla Commissione il 21 dicembre 1993*, Bari, Laterza, 1994.



L'analyse des trajectoires de ces magistrats témoigne ainsi du fait que la spécialisation technique des « nouveaux juges » est bien le fruit d'un processus d'ajustements successifs qui, à force de tentatives inabouties et d'échecs dans l'arène syndicale et, à l'inverse, de réussites dans leurs investissements dans la mise en forme technique de leur expérience judiciaire, « conduisent » ces « nouveaux juges » à concentrer leur investissement dans la technique.

La réussite inégale -selon les arènes et selon les moments- des investissements multiples dans la reconversion du capital d'expérience constitue ainsi un agent puissant de différenciation des trajectoires des « nouveaux juges ». Compte tenu du fait que la détention de capital syndical constitue un *pre-requis* pour l'accession à de nombreuses ressources professionnelles, on comprend que la réussite des tentatives de reconversion dans cette arène constitue le discriminant le plus efficace des trajectoires des « nouveaux juges ». Ainsi, si dans un premier temps, tous multiplient les investissements de reconversion tous azimuts en vue de pérenniser leur expérience judiciaire, on assiste progressivement à une séparation des tâches et des investissements, qui différencie toujours plus nettement des techniciens et des « grands juges ».

## 2- « Grands juges » et techniciens de la « nouvelle justice »

On peut dès lors décrire l'opposition idéal-typique entre d'une part, cette catégorie de « grands juges » qui accède par le biais du capital syndical, tout à la fois aux positions électives de l'arène syndicale (ANM et CSM) et aux ressources professionnelles diverses contrôlées par celle-ci, et d'autre part une catégorie de techniciens qui investit exclusivement dans la mise en forme technique de l'expérience judiciaire (par le biais notamment des publications scientifiques, de la participation aux colloques du CSM sur la criminalité organisée, et des cours pour les auditeurs).

En préalable, il convient d'évoquer l'éventualité de l'*exit*, c'est-à-dire la possibilité pour le « nouveau juge » de rompre l'efficacité de ce mécanisme discriminant en faisant valoir son expérience judiciaire non plus dans la magistrature, mais en politique. La ressource politique vient en effet perturber la formation de ces deux classes de trajectoires, en offrant la possibilité à ceux qui sont dotés de ressources politiques de se reconverter dans un des partis qui promeut la lutte contre la criminalité organisée, et singulièrement au sein du PCI. Force est néanmoins de constater que, alors même que ces passages suscitent de nombreuses controverses, comme l'a encore récemment montré l'élection d'Antonio di Pietro au Sénat en 1998, leur importance numérique est très réduite. En effet, s'il est vrai que le nombre de magistrats candidats et de magistrats élus au Parlement connaît une augmentation sensible depuis les élections législatives de 1976 pour atteindre un maximum aux dernières élections de 1996 avec 27 élus<sup>189</sup>, les « nouveaux juges » restent peu nombreux dans cet ensemble. Il faut ainsi attendre 1987 pour que candidate un juge qui tire sa légitimité principale de l'expérience judiciaire<sup>190</sup> ; c'est le substitut romain anti-terroriste et anti-mafia Ferdinando Imposimato (PCI, élu en 1987, 1992, et 1994 ). Il est suivi en 1992 par l'ancien substitut du *pool* palermitain Giuseppe Ayala (*Progressisti*, élu en 1992, 1994

<sup>189</sup> Les différents comptes disponibles apparaissent relativement défectueux, ne serait-ce que parce qu'ils ne s'accordent que rarement sur les limites de la catégorie de « magistrat » : certains y incluent non seulement les juges ordinaires, mais aussi les juges administratifs ainsi que les juges des comptes. Pour autant, il semble cependant que le nombre de magistrats ordinaires connaisse bien une progression nette à partir des élections législatives de 1976. En effet, si le pourcentage des magistrats (toutes catégories confondues) présents au Parlement n'évolue qu'à la marge (1,5% en 1946, 1% en 1948, 1,3% en 1953, 0,8% en 1958, 0,9% en 1963, 0,7% en 1968, 0,9% en 1972 et 1976, pour progresser légèrement à 1,3% en 1992), en revanche *la part des magistrats ordinaires dans cet ensemble* croît nettement : s'ils ne sont que quelques uns jusqu'aux années 1970 (deux ou trois jusqu'en 1958 et, quatre ou cinq jusqu'aux élections de 1972), les élections de 1976 marquent une progression numérique : en 1976, on compte 9 magistrats ordinaires au Parlement (sur 14 candidats), en 1979, 12 sur 22 candidats, en 1983, 10 magistrats, en 1987, 12. Le nombre connaît une nouvelle phase de progression à partir de 1992 où sont élus 10 magistrats à la seule chambre des députés, puis en 1994 avec 22 magistrats élus (sur 50 magistrats candidats) en 1994 pour atteindre 27 magistrats en 1996.

Si la répartition politique des magistrats évolue fortement à travers le temps, la tendance la plus lourde est sans doute celle qui fait du PCI-PDS, à partir de la fin des années 1970, le parti qui accueille le plus grand nombre de magistrats : alors même que 4 des 10 magistrats élus en 1979 étaient communistes (4 DC et 1 PSI), en 1992, le groupe parlementaire PDS (ex-PCI) compte 16 magistrats (contre deux à *Forza Italia*, un à *Alleanza Nazionale*, un au *Patto Segni*, et deux à *Rifondazione Comunista*). On tire ces chiffres des recherches effectuées en la matière par ZANNOTTI (Francesca), *La magistratura come gruppo di pressione istituzionale*, *op. cit.*, pp. 200-203. Voir aussi DI FEDERICO (Giuseppe), « Saggio introduttivo », in *ibid.*, pp. XIII-LXXVI, p. XXVII ; et, pour les données plus récentes, voir DI FEDERICO (Giuseppe), « I diritti della difesa : la drammatica testimonianza degli avvocati penalisti e le difficili prospettive di riforma », *op. cit.*, pp. 202-207.

<sup>190</sup> Cela ne signifie pas que de tels passages n'aient pas eu lieu précédemment comme le montrent les cas des magistrats anti-mafia Aldo Rizzo et Cesare Terranova, sur ce point nos développements *supra*.

et 1996), Carlo Palermo (*Rete*)<sup>191</sup> qui s'est distingué dans des procès contre la mafia et contre la corruption, et Michele Del Gaudio (*Rete*), juge d'instruction de « l'affaire Teardo »<sup>192</sup>. En 1994, un autre membre du *pool* palermitain, Giuseppe di Lello (*Progressisti*, PRC ; 1994 et 1996) entre au Parlement. Ce sont enfin deux membres du *pool* milanais de l'opération « Mains propres » qui suivent une trajectoire similaire : Tiziana Parenti dès 1994 (*Forza Italia*, réélue en 1996) et Antonio di Pietro (*Ulivo*, élu à l'occasion d'une élection partielle en 1998).

L'analyse de ces trajectoires montre que ces magistrats ont en commun de n'avoir pas réussi<sup>193</sup> -voire de n'avoir pas même essayé d'accéder à l'arène syndicale<sup>194</sup> se trouvant par le fait privés de la possibilité d'obtenir un taux de change avantageux pour la reconversion de leurs expériences judiciaires. Dans ce cadre, leur entrée en politique se comprend comme un moyen d'éviter la « relégation » dans la technique, et de renégocier de manière plus avantageuse l'expérience judiciaire dont ils sont porteurs.

Cette stratégie d'*exit* n'est cependant accessible qu'à ceux qui peuvent mobiliser les ressources politiques nécessaires, et suppose dès lors des investissements préalables<sup>195</sup>. Ainsi, à l'exception de la possibilité —on le voit, restreinte— d'*exit*, les trajectoires de reconversion dessinent bien deux catégories de « nouveaux juges », dont on peut dès lors analyser les caractéristiques.

<sup>191</sup> La *Rete* est un parti politique de centre-gauche fondé au début des années 1990 par le maire de Palermo Leoluca Orlando (ancien membre de la DC) et qui prend pour thème de campagne principal la lutte anti-mafia et la question morale.

<sup>192</sup> Sur cette affaire, voir notre annexe n°3.

<sup>193</sup> Seuls deux d'entre eux sont candidats aux élections syndicales : Giuseppe di Lello (MD), qui échoue en 1990 à entrer au CSM, et Michele del Gaudio (Verts) qui échoue à son tour aux élections syndicales de mars 1992 (ANM, 15ème), avant d'être candidat un mois plus tard aux élections législatives d'avril 1992 sur les listes de la *Rete*.

<sup>194</sup> On relèvera notamment en ce sens que, fait rare dans la magistrature, Antonio di Pietro n'est pas même inscrit à l'ANM.

<sup>195</sup> Ainsi, le passage à la commission parlementaire anti-mafia de Giuseppe di Lello (1992-1994) et de Giuseppe Ayala (1991-1992) atteste non seulement leur possession de ressources politiques, mais aussi la conforte, puisque tous deux sont candidats aux élections législatives au terme de leur travail dans cette enceinte. Le président de cette commission Gherardo Chiaromonte (PCI) se rappelle ainsi : « c'est moi qui ai invité le juge Ayala à venir à Rome comme consultant de la commission parlementaire anti-mafia », CHIAROMONTE (Gherardo), *I miei anni all'antimafia*, op. cit., p. 37 ; Giuseppe di Lello est aujourd'hui responsable Justice de *Rifondazione comunista*, tandis que Giuseppe Ayala est secrétaire d'Etat à la justice depuis 1996.

De même, avant d'être élu au Parlement en 1992, Carlo Palermo est conseiller régional dans le Latium pour le PCI entre janvier 1990 et décembre 1991. Michele Del Gaudio, quant à lui, participe aux activités du parti *La Rete* dès sa création en 1990, soit deux ans avant sa candidature aux législatives.

Les investissements de ceux des « nouveaux juges » qui n'ont pas accès à l'arène syndicale tendent à s'orienter vers la mise en forme technique de l'expérience judiciaire ; la constitution d'une expertise technique en matière de criminalité organisée et, plus généralement, en matière pénale, constitue en effet l'une des formes principales de la reconversion du capital acquis dans les enquêtes judiciaires.

Ainsi, s'il est vrai que l'arène syndicale reste fermée pour le plus grand nombre des « nouveaux juges », en revanche la multiplication des positions d'expert et de consultant en matière de lutte contre le crime organisé rend les investissements dans la mise en forme technique de l'expérience judiciaire particulièrement rentables. En effet, les mobilisations de groupes sociaux divers sur la question de la criminalité organisée s'accompagnent de la multiplication des rétributions pour ceux qui s'engagent dans des enquêtes judiciaires en la matière. On peut mentionner ici les fonctions de magistrat-consultant dans les nombreuses commissions d'enquête parlementaires créées sur la criminalité organisée au cours des années 1980, le nombre croissant des commissions ministérielles en matière de criminalité organisée, la formation de commissions internationales chargées de la lutte contre le terrorisme ou la mafia<sup>196</sup>... Il faudrait pouvoir également évoquer l'intérêt croissant de revues nouvelles ou plus anciennes, spécialisées ou généralistes, mais aussi les collections, la place accordée par les maisons d'édition, et toutes les autres opportunités de publication scientifique sur la criminalité organisée qui accompagnent la « saillance » de cette question dans l'espace public. Autant de lieux qui contribuent à consacrer l'expertise technique. On comprend dès lors que l'augmentation de l'offre d'expériences judiciaires se traduise par une croissance très forte de l'offre de mises en forme technique de ces expériences.

A la faveur de ces investissements dans la technique, la « nouvelle justice » se trouve ainsi mise à plat sous la forme d'outils, de techniques nouvelles (le travail en *pool*, la gestion des « repentis », les enquêtes sur le patrimoine...), mais aussi d'usages nouveaux de procédures (les rapports avec les autorités judiciaires étrangères, les rapports avec la police judiciaire...). La spécialisation de « nouveaux

---

<sup>196</sup> Sur cet aspect, voir le tableau n°12.

juges » dans la technique s'accompagne ainsi de la formation d'un ensemble de mises en forme technique de la « nouvelle justice »<sup>197</sup>.

A l'inverse du « nouveau juge »-technicien qui n'a d'autre choix que de mettre en valeur son seul capital -l'expérience-, l'idéal-type du « grand juge » repose sur un cercle vertueux d'accumulation des différentes formes de capital valorisées dans l'institution judiciaire. De ce fait, on trouve dans ce groupe non seulement les « nouveaux juges » qui accèdent à l'arène syndicale, mais aussi les segments de l'élite syndicale qui les y promeuvent. A défaut de disposer d'une expérience judiciaire directe de la criminalité organisée, ces derniers se forment une légitimité dans le soutien qu'ils apportent à la « nouvelle justice » et le commerce continu avec les « nouveaux juges ».

Ainsi donc, ceux que l'on désignera comme les « grands juges » constituent une catégorie hybride –au moins initialement-, dont le point commun est d'accumuler des ressources tirées de l'expérience –directe ou indirecte- et des ressources tirées du militantisme syndical.

Ils ne poursuivent pas un travail d'accumulation d'un seul type de ressources – l'expertise technique-, mais se situent au contraire simultanément dans différentes arènes. Cette ubiquité sociale, plus exactement ce rôle unique d'intermédiaire entre deux groupes –les « nouveaux juges » et les syndicalistes- dont on a vu qu'ils étaient, au moins au niveau national, exclusifs l'un de l'autre, est au principe d'un processus auto-entretenu d'accumulation de ressources, puisqu'aussi bien ils monopolisent les rapports entre les deux arènes<sup>198</sup>. En effet, situés en leur intersection, les « grands juges » s'imposent tout à la fois comme les représentants de la « nouvelle justice » dans l'arène syndicale et comme les porte-parole du syndicalisme chez les « nouveaux juges ». Légitimité électorale et légitimité de l'expérience se renforcent dès lors mutuellement, leur permettant d'accumuler des types de ressources dont chacune était jusque là l'apanage exclusif d'un seul groupe. En outre, en occupant ainsi les fonctions de représentation des deux

---

<sup>197</sup> On étudie infra (au chapitre 2, Partie III) la question de la mise en ordre de ces investissements techniques à travers le cas de la création d'une école de la magistrature et de cours de formation.

arènes, les « grands juges » sont les récipiendaires privilégiés des trophées professionnels, et notamment de l'accès aux fonctions « semi-directives » et « directives » de l'institution judiciaire.

C'est cette configuration nouvelle de la « nouvelle justice » que l'on s'est contenté ici d'esquisser à travers la constitution de l'opposition idéal-typique entre le « grand juge » et le « nouveau juge »-technicien, qui constitue l'objet de la dernière partie de notre travail. On le voit en effet le travail d'intéressement de groupes sociaux divers à la « nouvelle justice », qu'ils soient judiciaires -à l'instar des « professionnels du syndicalisme »- ou non judiciaires -à l'instar des magistrats anti-mafia-, s'accompagne de sa consolidation -puisque ce sont chaque fois de nouveaux « alliés » qui lient ainsi leur destin à sa promotion-, ainsi que de sa différenciation interne.

---

<sup>198</sup> Sur cette position spécifique d'intermédiaire entre deux réseaux sociaux qui ne se recoupent pas, et sur les gains qu'elle permet, voir la vaste littérature dans la *network analysis*, et notamment BURT (Ronald), « Le capital social, les trous structuraux et l'entrepreneur », *op. cit.*

## **TROISIEME PARTIE**

1000  
1000

1000

1000

1000



### Troisième Partie/ La nouvelle profession judiciaire

On l'a vu, la réussite de la « nouvelle justice » va de pair avec la modification de son sens au gré des transactions qui la consolident. Par ce travail d'acteurs judiciaires et non judiciaires de mise en valeur des expériences judiciaires de lutte contre la criminalité organisée, la « nouvelle justice » acquiert en effet une saillance dans l'espace public ainsi qu'au sein de la magistrature. Mais, s'il est vrai que sa consolidation est le fruit des invocations multiples de magistrats qui travaillent dans d'autres domaines d'enquête, de syndicalistes, d'hommes politiques, d'universitaires, on ne peut pour autant considérer que les réappropriations du travail d'enquête judiciaire sont spontanément convergentes. Bien au contraire, dans la mesure où les enquêtes judiciaires des « nouveaux juges » sont invoquées dans le cadre de conflits spécifiques à chacune de ces professions et de ces arènes, les usages qui en sont faits sont particulièrement hétérogènes voire contradictoires. Dès lors, c'est la réalité même de la « nouvelle justice », c'est-à-dire la capacité de ses porte-parole à donner un sens unitaire et cohérent de la profession judiciaire et de son rapport à l'extérieur, qui se trouve menacée. En d'autres termes, c'est le magistère de la « nouvelle justice », à savoir la faculté qu'on reconnaît aux « nouveaux juges » d'avoir accès par leurs instructions sur le crime organisé à une expertise spécifique sur l'Etat, qui est ainsi fragilisé.

L'analyse de la constitution de la nouvelle profession doit alors déplacer son regard du travail d'intéressement, au travail de *maintenance* de ce magistère. Dans un contexte où les enquêtes judiciaires en matière de criminalité organisée font l'objet d'usages multiples dans l'espace public, ce travail se comprend comme un effort de clôture du

sens et des contours de la « nouvelle justice ». L'analyse des mises en récit du groupe professionnel ainsi que de la constitution d'une école de la magistrature permettent d'observer ces investissements dans la constitution d'un modèle professionnel.

## Chapitre 1 : La « nouvelle justice » et le travail de maintenance de son magistère

---

Il apparaît, à première vue, difficile de faire sens de l'activisme multiforme et apparemment contradictoire des « grands juges » tout à la fois dans le champ judiciaire et dans l'espace public. Leur présence dans les médias et les revues ou la presse, leur participation dans de nombreux colloques, ont souvent été analysées comme le produit de leur participation à une compétition entre différentes professions –politiques, journalistes et magistrats- dont l'opinion publique serait devenue l'arbitre. C'est en ce sens que l'évolution récente de la magistrature italienne a pu être décrite comme le passage à un *opinion directed judiciary*, c'est-à-dire à une situation où les juges privilégieraient un rapport direct à la société civile et à ses demandes (la « demande de justice ») –par le biais notamment d'une présence active dans les médias-, et entreraient de ce fait en compétition avec les partis politiques<sup>1</sup>. Dans le même sens, Alessandro Pizzorno a étudié la formation d'une sphère publique où des « *figures publiques indifférenciées* : hommes politiques, magistrats, professeurs, industriels, champions sportifs, acteurs etc... »<sup>2</sup>, affranchis des mécanismes professionnels de contrôle et de reconnaissance propres à leur profession, entrent en

---

<sup>1</sup> RIGHETTINI (Stella), « La politicizzazione di un potere neutrale », *Rivista italiana di scienza politica*, XXV, n°2, août 1995, pp. 227-265. L'auteur fait ici usage de l'opposition introduite par Kirchheimer en 1961 entre deux types de magistrature : l'*opinion directed judiciary* qui est caractérisée par la recherche d'un rapport direct avec la société civile (le magistrat recourt activement aux moyens d'information et exerce ainsi un effet direct sur l'opinion publique), et le *party directed judiciary* dans le cadre duquel le corps judiciaire instaure un rapport privilégié avec les acteurs politiques (du Parlement et de l'exécutif) négligeant le recours aux médias.

<sup>2</sup> PIZZORNO (Alessandro), *Il potere della giurisdizione. Stato democratico e controllo della virtù*, Bari, Laterza, 1998, p. 60.

compétition pour le monopole de « l'exposition » dans les médias. En d'autres termes, ces différents acteurs seraient désormais jugés à l'aune d'une même échelle, l'opinion publique –mesurée directement ou par le biais des médias. Pourtant, la récurrence des invocations de cette opinion publique ne signifie pas qu'il y a là le principe de leur pratique. Certes, les rétributions liées à l'invocation de son soutien ont augmenté dans l'espace public au cours des vingt dernières années, pour des raisons qu'il ne nous appartient pas de déterminer ici ; mais si ce constat permet d'expliquer la présence constante de ce thème dans les débats publics, en revanche il ne permet pas compte de rendre des pratiques des magistrats elles-mêmes, quand bien même les juges diraient explicitement rechercher l'appui de l'opinion publique (autrement appelée, demande de justice).

Dès lors, il convient de reconstituer la configuration dans laquelle s'inscrivent les pratiques des « grands juges », c'est-à-dire de ceux qui -au nom de l'expérience judiciaire et de leur légitimité syndicale- représentent la « nouvelle justice » dans l'espace public. La fragilité de leur position à l'intersection du groupe des « nouveaux juges » et des syndicalistes, tout comme les risques qu'empporte la forte exposition des enquêtes judiciaires en matière de criminalité organisée, nous invitent à étudier l'activisme des « grands juges » à l'intérieur comme à l'extérieur de l'institution judiciaire, comme un travail de maintenance de leur magistère –pour le dire dans les termes d'Andrew Abbott, de *jurisdiction maintenance*<sup>3</sup>.

---

<sup>3</sup> ABBOTT (Andrew), *The system of professions : an essay on the division of expert labor*, op. cit.

## Section I/ Maintenir le dispositif d'intéressement à la « nouvelle justice » au sein de la magistrature

S'il est vrai que la variété des ressources accumulées par les « grands juges » dans la magistrature (ressources syndicales, ou tirées de l'expérience judiciaire, ou encore rétributions professionnelles) tend à les autonomiser de chacune des arènes dans lesquelles ils s'insèrent –puisque'aussi bien leur sort ne se joue plus exclusivement dans l'une ou l'autre d'entre elles-, elle ne les rend pas pour autant indépendants de la configuration d'intérêts dans laquelle ils évoluent. En effet, le maintien de leur position d'intermédiaire entre les « nouveaux juges » et les syndicalistes, dont on a vu qu'elle leur permettait d'accumuler différents types de ressources, suppose qu'ils convainquent les uns et les autres de leur représentativité.

On pourrait ainsi dire avec le vocabulaire de la sociologie des sciences de Michel Callon et Bruno Latour que la position des « grands juges » dépend du maintien du *dispositif d'intéressement* dans la « nouvelle justice »<sup>4</sup> ; en d'autres termes, les « grands juges » doivent faire la preuve de l'existence d'un cadre d'intelligibilité commun à l'ensemble des groupes intéressés (syndicalistes et « nouveaux juges ») dont les intérêts sont différents, voire antagonistes ; c'est-à-dire engager en permanence un travail de retraduction des intérêts des deux groupes, qui les intègre dans un seul tout durable. En effet, si l'on s'accorde avec ces auteurs pour estimer que « traduire, c'est également exprimer dans son propre langage ce que les autres disent et veulent, c'est s'ériger en porte-parole »<sup>5</sup>, alors la pérennisation de la « nouvelle justice » passe par un travail de traduction qui permette d'unifier la diversité des intérêts représentés.

---

<sup>4</sup> Sur ces concepts, voir LATOUR (Bruno), *La science en action*, *op. cit.* ; et CALLON (Michel), « Eléments pour une sociologie de la traduction : la domestication des coquilles Saint Jacques dans la baie de Saint-Brieuc », *op. cit.*.

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 204.

## A/ La double insertion des « grands juges »

Ainsi la position des « grands juges », à l'intersection des groupes des « nouveaux juges » et des syndicalistes, repose sur la *représentativité* qui leur est accordée dans l'une et l'autre de ces arènes. On comprend dès lors que la perpétuation du rôle de porte-parole qu'ils peuvent revendiquer dans la magistrature passe par le maintien de cette double insertion.

### 1- Durer dans le syndicalisme

S'il est possible de court-circuiter, au nom d'une expérience judiciaire de la criminalité organisée<sup>6</sup>, le long franchissement des étapes de *cursus honorum* syndical, en revanche le maintien de la position ainsi acquise ne peut faire l'économie de la participation active aux mobilisations et aux luttes spécifiques à cette arène. A l'instar du capital d'expérience judiciaire, le capital syndical accumulé risque en effet toujours de se dévaluer d'une élection à l'autre, ce rend l'appartenance à l'élite syndicale toujours précaire. Dans ces conditions, les « grands juges » ne peuvent faire l'impasse sur les investissements *spécifiques* à cette arène, tels que la participation aux congrès de son syndicat et de l'ANM, des communications à différents colloques, ainsi que des interventions dans les diverses revues syndicales. En d'autres termes, l'insertion dans le syndicalisme judiciaire (sanctionnée notamment par la réélection) ne peut reposer *durablement* sur la seule expérience judiciaire, fut-elle exemplaire, tant il est vrai que le modèle d'excellence syndicale reste fondé sur des principes spécifiques, comme en témoigne cette citation de deux syndicalistes de MD :

« Ce qui compte principalement [dans le choix d'un bon candidat pour les élections syndicales], ce ne sont pas tant les aptitudes technico-professionnelles qu'une connaissance approfondie des problèmes de l'administration de la justice, qui sont spécifiques et différents de ceux auxquels on est confronté dans le travail judiciaire quotidien. *Ce patrimoine de connaissance se construit essentiellement dans l'expérience de l'ANM et dans un syndicat : la multiplicité des lieux dans lesquels cette expérience se déroule (réunions de l'ANM ou de syndicat, congrès et colloques, revues de l'ANM et des syndicats, revues*

---

<sup>6</sup> Sur les conditions particulières dans lesquelles cette valorisation du capital d'expérience est possible dans l'arène syndicale, voir nos développements au chapitre précédent.

juridiques...) est suffisamment large pour permettre à l'électeur d'opérer un choix "informé", qu'il connaisse personnellement ou non le candidat »<sup>7</sup>.

Dès lors, les « grands juges » doivent se plier ou, à tout le moins, exhiber leur respect des règles qui structurent la compétition syndicale et dessinent en creux les conditions d'efficacité des mobilisations dans cette arène. D'une part en effet, une insertion réussie dans le syndicalisme passe par la réactivation du système d'écart gauche-droite qui distingue les différentes organisations syndicales. D'autre part, parce qu'ils se présentent devant un corps électoral qui rassemble la profession dans son ensemble, les « grands juges » ne peuvent plus s'adresser aux seuls magistrats enquêteurs engagés dans la lutte contre le crime organisé, mais doivent au contraire élargir leur propos afin d'intéresser au-delà de ce cercle.

#### a) Prendre place dans le système d'écart gauche-droite

Sans épouser exactement les distinctions du champ politique, les conflits syndicaux n'en sont pas moins construits autour de classifications de type politique<sup>8</sup>, qui situent *Magistratura Democratica* à gauche, *Unità per la Costituzione* au centre-gauche et *Magistratura Indipendente* au centre-droit<sup>9</sup>. Ainsi, chacun des syndicats s'identifie et est identifié par sa proximité à une « aire politique ». Les compétitions électorales dont on a vu qu'elles étaient très fréquentes (au sein des syndicats et entre les syndicats de l'ANM) contribuent à réactiver constamment ces distinctions, soit par la dénonciation des connivences des autres syndicats avec un parti politique (MD avec le PCI, MI avec la droite de la DC...), soit au contraire par la revendication d'une appartenance à une « aire politique » telle que les « progressistes » (MD et UC) ou les « modérés » (MI). Et de fait, aux yeux des syndicalistes, le système d'écart gauche-

<sup>7</sup> ROSSI (Agnello), VENEZIANO (Giuseppe), « Documento D », *La magistratura. Bollettino*, suppl. au n°1, janv.-mars 1989, pp. I-LV, p. XXII.

<sup>8</sup> Sur la formation de ce système d'écart au tournant des années 1960 et 1970, voir nos précisions au chapitre 2, Partie I.

<sup>9</sup> La littérature sur le syndicalisme judiciaire qu'elle soit produite par des magistrats ou non, est unanime sur ce point ; voir entre autres la présentation des distinctions entre syndicats dans GUARNIERI (Carlo), *Magistratura e politica in Italia*, op. cit., pp. 97-108 ; CANOSA (Romano), *Storia della magistratura*, op. cit., pp. 13-14.

droite est indépassable, comme en témoignent ces remarques du secrétaire général de MD :

« Aucun groupe ne peut se construire sur les lieux communs du type de ceux (analysés de manière lucide par Norberto Bobbio dans les premiers chapitres de son livre récent *Droite et gauche. Les raisons et les significations d'une distinction politique*) qui considèrent les idéologies comme dépassées et les différences entre progressistes et conservateurs comme caduques... »<sup>10</sup>.

Cette structuration de l'ANM ne manque pas d'exercer des effets contraignants sur les entreprises syndicales. On en veut pour preuve le fait que les groupes qui plaident pour le dépassement des divisions idéologiques de l'ANM finissent, par la logique même de la compétition syndicale, par se voir affublés à leur tour d'une étiquette politique. La formation des Verts est à cet égard emblématique puisqu'en effet ce syndicat est né comme une entreprise de contestation de la prédominance des classements *politiques* au sein de l'ANM<sup>11</sup>. Revendiquant une identité de mouvement - et non de syndicat-, les Verts entendent dépasser les « appareils des courants »<sup>12</sup> pour promouvoir au contraire le professionnalisme né de la lutte contre la criminalité organisée. Mais leur participation à la compétition syndicale dès les élections de 1990 fait entrer le groupe dans le jeu des classifications idéologiques ; c'est en effet bien sous ce rapport qu'ils se distinguent et sont distingués des autres syndicats, comme en témoignent les interrogations de ce syndicaliste au lendemain de la naissance des Verts :

« Quel sera le destin des Verts ? Vont-ils confluer dans MD comme d'illustres chroniqueurs de la presse nationale paraissent le souhaiter ? Donneront-ils vie à un nouveau courant ? ou bien retourneront-ils dans UC ? »<sup>13</sup>.

La sensibilité de gauche revendiquée par certains de ses leaders, et les alliances répétées avec MD au sein du CSM contribuent rapidement à assigner une place au nouveau syndicat sur l'axe gauche-droite ; pris dans le feu croisé des dénonciations et

---

<sup>10</sup> PEPINO (Livio), « Consiglio superiore e associazionismo della magistratura », *La magistratura*, 1994, pp. 6-7, p. 7.

<sup>11</sup> Sur la formation de ce syndicat, voir également nos développements au chapitre 3, Partie II.

<sup>12</sup> Verdi, « Lettera agli elettori », *La magistratura*, n°1, janv.-mars 1990, pp. 38-39, p. 38. Ce texte constitue le premier programme électoral des Verts.



des classifications politiques qui caractérisent les luttes syndicales, la gestation de l'identité du nouveau groupe est ainsi vite marquée par l'emprise de principes de division *politiques*, qui confèrent aujourd'hui aux Verts leur appartenance au camp des progressistes que les dirigeants du groupe – initialement hostiles à de telles étiquettes – invoquent désormais ouvertement<sup>14</sup>.

Ainsi, la critique de la politisation de l'ANM promue par les Verts se heurte à la solidité du principe de classement et d'évaluation politiques dans l'arène syndicale. On s'en convainc encore en considérant l'ironie avec laquelle est reçue la proposition d'un élu du CSM de substituer un classement à l'ancienneté au regroupement par syndicats et par partis politiques autour de la table ronde de la salle des séances plénières du CSM ; l'idée est décrite en ces termes par les trois élus du PDS (ex-PCI) :

« La question [de l'attribution des places dans la salle de réunion du CSM] est plus facétieuse que sérieuse. [Elle] a été soulevée de façon inopinée par un membre, magistrat de UC [Antonio Frasso], qui s'est efforcé de montrer les graves implications politico-symboliques. Selon une pratique ancienne, confirmée au début du mandat de ce CSM, la disposition [des élus] autour de la table ronde de la salle de réunion *obéit en effet à un critère de type politique* qui renvoie, pour les magistrats, aux listes électorales sur lesquelles ils ont été élus et, pour les laïcs, aux partis politiques qui les ont désignés dans le Parlement. [Antonio Frasso] contestait la disposition traditionnelle des places qui, en rappelant les appartenances syndicales et partisans de chacun des membres, mettrait en danger la position de parité de chacun à l'intérieur de l'institution, et soulignerait – notamment sur le plan symbolique – la domination des logiques politiques et de courant par rapport à l'autonomie du CSM. D'où la proposition de se conformer aux dispositions contenues dans l'article 8 du règlement intérieur duquel on peut, à ses yeux, déduire une répartition des postes fondées sur le critère de l'ancienneté.

Interpellée sur la question au titre de l'art.44 al.2 du règlement intérieur, la "commission du règlement" a remis un avis de trois pages dans lequel, à travers une pénétrante exégèse de l'art. 8 précité, elle exclut que les dispositions incluses [dans cet article] puissent avoir à faire avec la question des places pour s'asseoir. La conclusion [de la commission du règlement] penche donc pour la confirmation de la pratique déjà vieille de plusieurs décennies (...).

Morale : en admettant, ce qui est loin d'être évident, que l'attribution des places sur la base de l'appartenance syndicale perpétue l'image d'un CSM divisé en syndicats et en partis, alors une telle impression serait consacrée par le choix conscient de ses membres qui montreraient leur volonté de la perpétuer, précisément en continuant à prendre place selon la vieille pratique !!! »<sup>15</sup>.

On comprend dès lors que nier la pertinence des identités politiques dans les mobilisations syndicales, c'est prendre le risque de ne pas se faire entendre dans

<sup>14</sup> ANCONA (Carlo), « Sulla questione dei Verdi », *La magistratura*, n°2, avril-juin 1988, p. 26.

<sup>14</sup> Voir par exemple, les remarques du président des Verts au lendemain de l'élection du CSM de 1994, ALMERIGHI (Mario), « Oltre la legittima soddisfazione », *La magistratura*, 1994, pp. 5-6, p. 6.

<sup>15</sup> FIANDACA (Giovanni), GROSSO (Carlo Alfredo), PROTO PISANI (Andrea), « Osservatorio dal Consiglio superiore della magistratura (luglio-novembre 1994) », *Foro italiano*, V, 1995, pp. 5-14, p. 8.

l'arène syndicale<sup>16</sup>. Dans ces conditions, la pérennisation de la position des « grands juges » dans le syndicalisme suppose bien qu'ils prennent en compte à leur tour ces distinctions politiques, et qu'ils inscrivent leur action dans ce cadre.

#### **b) S'adresser à tous les magistrats**

En outre, dans la mesure où le corps électoral de l'ANM, et *a fortiori* du CSM, rassemble toutes les composantes de la magistrature<sup>17</sup>, la compétition électorale requiert (ou plus exactement, est perçue comme requérant) des « grands juges » qu'ils ne s'adressent plus aux seuls magistrats engagés dans des enquêtes judiciaires en matière de criminalité organisée, mais à toute la magistrature.

Dans une arène syndicale divisée non pas selon les fonctions ou les grades occupés, mais par options politiques<sup>18</sup>, il est ainsi attendu d'un programme électoral qu'il ne s'adresse pas exclusivement à l'une des sous-catégories du corps judiciaire, mais bien au contraire à toutes ses composantes : juges en formation en jugement, juges d'instruction, parquetiers ; mais aussi juges pour enfant (*giudice minorile*), juges du droit du travail, ou juges d'application des peines (*giudice di sorveglianza*) ; juges des grands tribunaux ou magistrats des prétures ; magistrats des différents grades (cassation, appel ou de tribunal) et des différentes fonctions (les titulaires des emplois « directifs », « semi-directifs », et les autres)... Cette contrainte repose en premier lieu sur les syndicats eux-mêmes, qui doivent s'adresser à l'ensemble des magistrats se reconnaissant dans leur « aire politique ». Mais elle s'exerce également sur chacun des candidats, puisqu'en effet le mode de scrutin proportionnel par panachage de liste,

---

<sup>16</sup> Un exemple plus récent vient également confirmer cette affirmation. La « coordination des jeunes magistrats » qui se forme en 1993 et entend être « une réponse à l'insatisfaction croissante face aux « référents officiels » (ANM au niveau national et local, CSM, conseils judiciaires) », et promouvoir « les problèmes de la "base" » en rejetant les étiquettes politiques ; v. SABATINI (Carlo), « Quasi un anno fa... », *La magistratura*, 1994, pp. 39-40, p. 39. Mais, depuis les élections syndicales de 1999, la coordination des jeunes magistrats fait cause commune avec le syndicat Verts, et dès lors le mouvement est classé à gauche.

<sup>17</sup> Ainsi, le corps électoral de l'ANM rassemble environ 90% de la magistrature, celui du CSM inclut tous les magistrats professionnels (sur ce point, voir tableau n°8, chapitre 3, Partie II).

<sup>18</sup> Cela ne signifie pas que tous les syndicats rassemblent de manière identique les différents grades et les différentes fonctions. Ainsi, sans être aussi massive qu'au début des années 1970, la présence des grades

qui régit les élections de l'ANM et du CSM<sup>19</sup>, contribue à étendre la compétition pour l'acquisition des voix au sein même de chacune des listes syndicales, c'est-à-dire entre les différents candidats d'un même syndicat. Dans ce cadre, l'élection dépend de la capacité de chacun de rassembler *sur son nom* un nombre suffisant d'électeurs.

Les « grands juges » doivent se conformer à ces règles tacites des joutes électorales, ne serait-ce que parce qu'ils entrent en concurrence avec des professionnels du syndicalisme qui s'y plient. On comprend alors que l'insertion durable des « grands juges » dans le syndicalisme va de pair avec un travail de reformulation de la « nouvelle justice » qui détache celle-ci de la seule lutte des juges au pénal contre la criminalité organisée, pour définir plus largement un nouveau professionnalisme s'adressant à chaque magistrat quelle que soit sa fonction. Ainsi dans l'arène syndicale, la « nouvelle justice » ne se donne plus à voir sous la forme particulière des magistrats engagés dans le contentieux de la criminalité organisée, mais se présente comme un nouveau professionnalisme, valable pour l'ensemble des catégories qui composent le corps judiciaire.

Ici encore, la formation du syndicat des Verts à la fin des années 1980 est emblématique. Formé initialement spécifiquement pour la promotion au sein de l'arène syndicale de la lutte contre la criminalité organisée<sup>20</sup>, ce groupe présente néanmoins dès sa première participation électorale un programme qui entend promouvoir une conception du professionnalisme valable *pour tout juge*, et définie en ces termes :

« 1) Procéder à l'identification des contenus du professionnalisme :

- un contenu minimum et incontournable qui doit faire partie du patrimoine de chaque juge,
- un contenu variable en fonction des différents secteurs de l'exercice de la fonction judiciaire (par exemple) :

- secteur pénal : terrorisme, criminalité organisée, criminalité économique, criminalité de type mafieuse, financière, en matière d'environnement, de droit du travail, de drogue,

---

inférieurs reste plus importante dans MD que dans les autres syndicats. Mais, à mesure que l'électorat de MD s'élargit, cette spécificité du syndicat de gauche tend à disparaître sous ce rapport.

<sup>19</sup> Sur les modes d'élections du CSM et de l'ANM et leurs évolutions, voir nos développements au chapitre 3, Partie II.

<sup>20</sup> Sur les Verts et la promotion de la lutte contre la criminalité organisée, voir nos développements au chapitre 3, Partie II.

- secteur civil : droit des sociétés, des faillites, de la famille, droit international, droit commercial, droit du travail,
  - la direction des tribunaux (...).
- 2) Favoriser l'acquisition et l'actualisation du professionnalisme durant toute la "vie" professionnelle du magistrat.
- 3) Identifier les instruments de contrôle du professionnalisme »<sup>21</sup>.

L'insertion dans la compétition syndicale exige ainsi de la part des tenants de la « nouvelle justice » un travail de reformulation qui étende la validité de leur entreprise au-delà des limites de la criminalité organisée, et même du seul secteur pénal. Loin de se cantonner à une défense des expériences judiciaires de lutte contre la criminalité organisée, les « grands juges » élargissent leurs propos et proposent un nouveau professionnalisme qui s'adresse désormais à tout juge.

On le voit, la participation durable à l'arène syndicale n'est donc pas sans conséquence. Plus précisément, le maintien de la représentativité des « grands juges » dans le syndicalisme suppose tout à la fois la reconnaissance de la validité, dans la magistrature, des principes de classement politiques, et la reformulation de la « nouvelle justice » en fonction de cette nouvelle audience que constitue pour elle, le corps électoral de l'ANM. En d'autres termes, l'enrôlement durable des syndicalistes dans la « nouvelle justice » s'accompagne bien d'un travail de *traduction* de l'entreprise de la « nouvelle justice » sous une forme acceptable dans cette arène.

## 2- Défendre la spécificité de la « nouvelle justice »

Mais le maintien de la position des « grands juges » dans l'arène syndicale suppose également qu'ils puissent continuer à se prévaloir de leur représentativité et de leur capacité de mobilisation chez les « nouveaux juges », puisqu'aussi bien c'est à ce titre qu'ils se rendent indispensables dans cette arène.

### a) Faire parler l'expérience judiciaire

Ainsi, s'il est vrai que la position des « grands juges » dans le syndicalisme dépend de leur capacité à prendre part à leur tour au travail syndical ordinaire, elle repose également sur leur représentativité auprès de magistrats qui luttent contre le crime organisé, dont ils doivent pouvoir se prévaloir dans l'ANM.

On peut s'en convaincre en considérant le soutien qu'apportent les « grands juges » à l'ANM dans les conflits qui l'opposent aux ministres de la justice Claudio Martelli (PSI, en poste de février 1991 à février 1993) et de l'intérieur Vincenzo Scotti (DC, en poste d'octobre 1990 à juin 1992), à l'occasion de la création d'une structure judiciaire unifiée et spécialisée de lutte contre la mafia, le parquet national anti-mafia (décret-loi du 27 octobre 1991)<sup>22</sup>. Sous le rapport de la lutte contre la criminalité organisée, le projet du gouvernement semble inattaquable tant il est vrai que, co-écrit par deux figures de proue de la lutte anti-mafia –Giovanni Falcone<sup>23</sup> et Pino Arlacchi<sup>24</sup>-, il reprend à son compte nombre des revendications de la « nouvelle justice ». Le parquet anti-mafia offre notamment la possibilité de coordonner des enquêtes judiciaires tout à la fois au sein de chaque tribunal et au niveau national. Un procureur national anti-mafia est également institué, qui est entouré de vingt substituts travaillant à la coordination des enquêtes des pôles spécialisés<sup>25</sup> créés dans chaque district judiciaire<sup>26</sup>.

---

<sup>21</sup> Verdi, « Programma di Movimento per la giustizia – Proposta '88 », *La magistratura*, n°1, janv.-mars 1990, pp. 40-47, p. 43.

<sup>22</sup> Sur l'activisme de la politique anti-mafia des ministres Vincenzo Scotti et Claudio Martelli, voir les précisions de JAMIESON (Alison), *The anti-mafia fight, op. cit.*, pp. 45-52.

<sup>23</sup> En 1991, Giovanni Falcone est appelé par le ministre socialiste et dauphin de Bettino Craxi Claudio Martelli pour diriger la direction générale des affaires pénales du ministère de la justice. Voir les éléments biographiques rassemblés à l'annexe n°5.

<sup>24</sup> Sociologue de la mafia proche du PCI, Pino Arlacchi s'est distingué par ses recherches sur les transformations de la mafia contemporaine en véritable entreprise. Voir notamment ARLACCHI (Pino), *Mafia et companies. L'éthique mafiosa et l'esprit du capitalisme*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1986.

<sup>25</sup> Ces pôles judiciaires anti-mafia qui sont les correspondants au niveau local du parquet anti-mafia prennent le nom de Direction anti-mafia de district, *Direzione distrettuale anti-mafia*.

<sup>26</sup> Sur la nouvelle architecture de la lutte anti-mafia créée par le décret-loi du 29 octobre 1991, voir IANNELLI (Francesco), ROCCHIGIANI (Michele), *La direzione investigativa antimafia*, Milan, Giuffrè, 1995, ainsi que BORRACETTI (Vittorio), « Indagini delle procure antimafia. Un coordinamento difficile », in VIOLANTE (Luciano, dir.), *Mafia e antimafia. Rapporto '96*, Bari, Laterza, pp. 164-190.

Pourtant, dans un contexte caractérisé par des controverses entre le ministre de la justice et les syndicats de magistrats<sup>27</sup>, l'ensemble des syndicats de l'ANM engagent une opposition virulente au projet, dénonçant l'excessive concentration de pouvoirs dans les mains du procureur anti-mafia et le risque d'interférences de l'exécutif qu'il crée. Comme l'indique ce dirigeant de MD dans les colonnes de la revue du Syndicat français de la magistrature (SM) :

« Une telle concentration de pouvoirs, surtout d'un pouvoir aussi indéterminé, exigera inévitablement avec le temps un contrôle politique, selon l'idée (somme toute justifiée) qu'un tel organe doit rendre des comptes. Et comment rendre des comptes sinon par la responsabilité politique ? »<sup>28</sup>.

De fait, à l'occasion de l'assemblée générale de l'ANM convoquée le 27 octobre 1991, tous les syndicats s'accordent pour critiquer le projet du gouvernement<sup>29</sup>. Mais, dans un cadre où ce dernier dispose d'une forte légitimité dans la lutte contre le crime organisé —du fait même de la participation au projet de Giovanni Falcone et Pino Arlacchi—, on comprend toute l'utilité pour l'ANM de pouvoir disposer, par le biais des mobilisations qu'orchestrent alors les « grands juges », du soutien de la « nouvelle justice » à ses prises de position. En réunissant ceux qui disposent d'une expérience judiciaire de la criminalité organisée autour d'une pétition s'opposant au parquet national anti-mafia, qualifié d' « inadéquat, dangereux et contre-productif »<sup>30</sup>, les « grands juges » apportent à l'Association des magistrats la légitimité des « nouveaux juges ». Les 63 magistrats signataires rassemblés « couvrent » en effet la majeure partie des entreprises judiciaires d'expertise du crime organisé des années 1980 : on trouve parmi eux notamment Giancarlo Caselli et Marcello Maddalena du *pool* turinois anti-terroriste, Mario Vaudano (MD-affaire *Petrolio 2*), Armando Spataro (Verts-procès *Prima Linea*, procès *Tobagi*), Gherardo d'Ambrosio (UC-procès *Piazza Fontana*,

<sup>27</sup> Sur ce point, voir BALBONI (Enzo), « The president of the Republic, judges, and the superior council of the judiciary », *op. cit.*

<sup>28</sup> ZANCHETTA (Pier Luigi), « La "superprocura", cheval de Troie de l'exécutif », *Justice*, n°134, juin 1992, pp. 7-8, p. 7.

<sup>29</sup> Voir sur ce point les compte-rendus de BIANCHONI (Giovanni), « Antimafia, i giudici processano Martelli », *La stampa*, 27 octobre 1991, p. 5.

<sup>30</sup> On trouve le texte complet de la pétition adressée au ministre de la justice in *Magistratura Democratica*, X, décembre 1991, pp. 165-166. Sur cet appel voir aussi, LA LICATA (Francesco), « Superprocura, giudici in rivolta », *La stampa*, 26 octobre 1991, p. 1 et p. 6 ; CONTECUDA (Ruggiero), « I giudici anti-mafia bocchiano la

« affaire Sindona », Giuliano Turone (MD-« affaire Sindona », enquête sur la loge P2), Pietro Calogero (Verts-procès dit du « 7 avril »), Felice Casson (MD-affaire *Gladio*), Giovanni Tamburino (Verts, affaire *Rosa dei venti*), Mario Almerighi (Verts, affaire *Petrolio 1*)<sup>31</sup>... Surtout, en rassemblant également la quasi-totalité des membres de l'ancien *pool* anti-mafia de Palerme<sup>32</sup> – Paolo Borsellino, Giuseppe di Lello, Giacomo Conte, Giuseppe Ayala... –, la pétition isole Giovanni Falcone de ses « alliés naturels » dans la promotion de la lutte contre le crime organisé. Dès lors, on ne sera pas surpris de l'amertume que rapportent les proches de celui-ci à cette occasion<sup>33</sup>.

En parlant « sur la base l'expérience accumulée »<sup>34</sup>, en s'exprimant au nom d'une « conviction dictée non par la méfiance ou l'hostilité *a priori* mais par l'expérience d'années d'enquête sur les faits de criminalité organisée (mafieuse, commune, politique, économique) »<sup>35</sup>, l'appel apporte à la position de l'ANM le soutien de l'expérience judiciaire du crime organisé qui lui faisait défaut. Dans un contexte où se multiplient ce type de controverses dans l'espace public autour de la lutte contre la mafia et contre la corruption, les « grands juges » peuvent ainsi arguer dans l'ANM de leur capacité de mobilisation et de leur représentativité parmi ceux qui se sont distingués dans ces combats.

Et de fait, à la faveur de la présence des « grands juges » à la tête de nombre des syndicats au début des années 1990, l'ANM recourt -pour légitimer ses prises de position en matière de lutte contre la criminalité organisée, voire même plus

---

superprocura », *La stampa*, 30 octobre 1991, p. 9, et « Superprocura autonoma. Il ministro rassicura il CSM », *La stampa*, 31 octobre 1991, p. 11.

<sup>31</sup> Sur l'ensemble de ces enquêtes évoquées ici, voir notre annexe n°3 sur les « grands procès ».

<sup>32</sup> Sur ce *pool* comme entreprise judiciaire collective d'expertise de la mafia, voir nos développements au chapitre 2, Partie II.

<sup>33</sup> Ainsi, l'ancien membre du *pool*, Giuseppe Ayala, qui est l'un des signataires de l'appel rapporte que : « l'affaire du super-parquet [parquet national anti-mafia] provoqua chez [Giovanni Falcone] beaucoup d'amertumes. Quand il découvrit que moi aussi j'avais accueilli cette nouveauté avec beaucoup de perplexité, il se présenta un soir chez moi avec une copie de *La Repubblica* qui avait déjà publié un de mes articles justement sur le super-parquet. Il me tint en otage jusqu'à trois heures du matin. Il ne me convint point, mais m'assura que les trois passages du décret que j'avais critiqué auraient disparu », AYALA (Giuseppe), « il *pool* e i suoi nemici », *Micromega*, n°3, 1992, pp. 15-26, p. 25. Dans le même sens, voir les récits sur les prises de position de Giuseppe Borsellino, voir sa biographie LUCENTINI (Umberto), *Paolo Borsellino. Il valore di una vita*, Rome, Mondadori, 1994.

<sup>34</sup> in *Magistratura Democratica*, op. cit., p. 165.

généralement en matière pénale- aux « nouveaux juges », entérinant par le fait le caractère insuffisant de la seule légitimité syndicale. La coalition inédite qui se forme à la tête de l'ANM le 10 mai 1992 et qui réunit le syndicat de centre-droit MI, les Verts et MD excluant ainsi le groupe de centre-gauche UC, est emblématique à cet égard, qui naît de la convergence, à la tête de ces trois syndicats, de « grands juges »<sup>36</sup>. Ainsi composée, on ne sera pas surpris de constater que la nouvelle direction de l'ANM s'appuie tout à la fois sur sa légitimité syndicale et sur le soutien dont elle dispose auprès des « nouveaux juges ». C'est ainsi qu'au lendemain de l'assassinat de Giovanni Falcone le 23 mai 1992, la nouvelle direction de l'ANM qui n'est installée que depuis quelques semaines fait appel, pour légitimer ses prises de position en matière de politique anti-mafia, aux « magistrats qui se sont particulièrement engagés sur les thèmes de la criminalité organisée et qui peuvent fournir à l'ANM des indications précises pour dessiner à l'intention du futur gouvernement un plan d'intervention »<sup>37</sup>. De fait, les propositions que formule l'ANM invoquent la rencontre tenue le 3 juin 1992 entre la direction de l'ANM et 45 magistrats anti-mafia invités à Rome ; c'est sur cette base que l'ANM « demande une rencontre au gouvernement pour illustrer de manière complète (...) ses propositions »<sup>38</sup>.

En offrant de la sorte à l'ANM la légitimité de l'expérience judiciaire par le biais de leur capacité à mobiliser les magistrats engagés dans la lutte contre la criminalité organisée, les « grands juges » se rendent incontournables. Ils deviennent le point de passage obligé entre le syndicalisme et la « nouvelle justice ».

#### **b) Réactiver le groupe de ceux qui luttent contre le crime organisé**

Le maintien de cette position d'intermédiaire des « grands juges » suppose alors qu'ils continuent à mobiliser et à représenter les « nouveaux juges », c'est-à-dire

---

<sup>35</sup> *Ibid.*

<sup>36</sup> Du 10 mai 1992 au 5 mars 1995, l'ANM est ainsi dirigé par une coalition qui a à sa tête, Mario Cicala (MI), président ; Giovanni Tamburino (Verts), vice-président ; Franco Ippolito (MD), secrétaire général.

<sup>37</sup> ANM, « Ai presidenti delle giunte sezionali », *La magistratura. Bolletino*, janv.-sept. 1992, n°1-3, p. 3.



qu'ils se fassent les porte-parole du groupe des magistrats qui se sont distingués dans les procès contre la criminalité organisée.

A l'inverse de l'insertion dans l'arène syndicale, la participation à la « nouvelle justice » requiert en effet de prendre acte de l'existence de solidarités non syndicales, et de ce fait, *non politiques*, entre les magistrats, fondées sur l'expérience judiciaire commune de la criminalité organisée.

On en veut pour preuve l'insistance des « grands juges » à rappeler l'existence entre eux de liens trans-syndicaux. En indiquant que l'appartenance syndicale ne constitue plus désormais la seule distinction pertinente entre magistrats, et en soulignant dans le même temps le caractère transversal et unifiant de la participation aux grandes enquêtes contre la criminalité organisée, ils contribuent à perpétuer l'existence d'un autre groupe, d'une autre légitimité, dont ils se font les porte-parole. Gherardo Colombo (MD-affaire loge P2, opération « Mains propres ») explique ainsi :

*« Je ne crois pas qu'il existe une relation entre la participation à tel ou tel syndicat et l'esprit de service. Certes, ceux qui dans la magistrature ont cherché la solution aux problèmes du politique, de l'économie et autres, ont pu appartenir plus facilement à certains syndicats, mais je ne pense que ce soit le syndicat qui ait déterminé ces solutions »<sup>39</sup>.*

De même, Antonio Frasso (UC), hiérarque syndical et tenant de la « nouvelle justice », qui identifie chez les « grands juges », au-delà de leurs différences syndicales, une même « conception du rôle judiciaire » :

*« Qui, dans l'ANM ou en dehors, est aujourd'hui capable de percevoir des différences substantielles entre la conception du rôle judiciaire et entre les comportements professionnels d'un Maddalena, depuis toujours à MI, d'un Caselli, depuis toujours à MD ou d'un Borelli qui ne s'est jamais formellement engagé dans quelque syndicat que ce soit? »<sup>40</sup>.*

On le voit, les « grands juges » refusent de faire de l'appartenance syndicale (et, par le fait, de l'appartenance politique) le seul principe de regroupement au sein de la magistrature. Dans les différents syndicats dans lesquels ils s'insèrent, les tenants de la « nouvelle justice » travaillent ainsi à réactiver l'existence d'un groupe de « nouveaux

---

<sup>38</sup> ANM, « Per una complessiva politica criminale contro la mafia », *La magistratura. Bollettino*, janv.-sept. 1992, n°1-3, pp. 5-6, p. 6.

<sup>39</sup> COLOMBO (Gherardo), *Il virgo della memoria*, op. cit., p. 29.

<sup>40</sup> FRASSO (Antonio), « La questione morale in magistratura », *Micromega*, n°4, 1997, pp. 197-203, p. 198.

juges » unis par un même professionnalisme, et faisant fi des divisions internes de l'ANM. La description qui suit, qui nous est livrée par un leader syndical promoteur de la « nouvelle justice », fait ainsi apparaître des principes de classement concurrents des distinctions syndicales :

« Aujourd'hui la magistrature fait face (...) à des problèmes sérieux sur lesquels les syndicats sont absents ou divisés en leur sein même. Les problèmes auxquels sont confrontés les juges d'instruction et les procureurs dans la constitution et l'évaluation de la preuve (...) montrent *des convergences de comportements selon des lignes qui suivent la position professionnelle mais jamais l'appartenance syndicale* (...). Sur les problèmes les plus fondamentaux, de profondes affinités unissent des magistrats qui –pour des raisons aujourd'hui anciennes- appartiennent à des courants différents. Ce contexte (...) impose à ces candidats de se battre aux côtés de collègues dont ils ne partagent pas les orientations et les pratiques, et de s'opposer à des candidats plus proches d'eux qui se présentent sur d'autres listes »<sup>41</sup>.

De même, Francesco Marzachi (MI-coordonateur des *pools* turinois), en soulignant le caractère le plus souvent « artificiel » des différences syndicales, regrette que :

« Les divisions [au sein de l'ANM] reflètent plus les appartenances syndicales (même quand ces différences sont artificielles) qu'une prise de position personnelle, sereine et réfléchie »<sup>42</sup>.

Ainsi, à la perte d'importance des distinctions syndicales qu'ils identifient, les « grands juges » opposent l'émergence d'une nouvelle ligne de fracture qui ignorerait les différences politiques, et qui distinguerait au contraire ceux qui travaillent à la promotion d'un nouveau professionnalisme, et les autres. Un des leaders de UC et promoteur au sein de ce syndicat de la « nouvelle justice » note ainsi :

« Il faut relever le travail de proposition effectué par des groupes de magistrats, qui se retrouvent, *quelle que soit leur appartenance syndicale*, autour du professionnalisme particulier qui les caractérise. Ainsi, on a pu voir sur le devant de la scène des collègues engagés dans les procès en matière de terrorisme, tout comme le sont aujourd'hui ceux qui traitent de procès de mafia et de criminalité organisée. Tous, ils dialoguent avec le gouvernement et les forces politiques court-circuitant l'ANM. Il n'y a pas de raison de s'en plaindre, mais plutôt de s'inquiéter de ce que cela signifie de négatif pour l'ANM »<sup>43</sup>.

De même, Marcello Maddalena (MI-*pool* anti-terroriste turinois) met en évidence la permanence et la force de ce groupe transversal et informel qui, de manière constante, se reconstitue :

<sup>41</sup> ZAGREBELSKI (Vladimiro), « Ricominciare », *op. cit.*, p. 35.

<sup>42</sup> MARZACHI (Francesco), « Proviamo a rifondare l'ANM », *La magistratura*, n°1, janv.-mars 1985, p. 3.

<sup>43</sup> ZAGREBELSKI (Vladimiro), « ANM e CSM : cambiare per vivere », *op. cit.*, p. 15.

« Au sein de chacun des syndicats de la magistrature, se sont constituées –pas forcément de façon complètement consciente– des âmes “différentes” (...). Cela a créé des “mouvements transversaux” entre adhérents de différents syndicats ; des mouvements qui, sans créer de nouvelles formes d’association durables, ont concentré leur action sur des objectifs bien particuliers, et qui (que l’objectif soit atteint ou non) se sont chaque fois dissous. Cela est arrivé par exemple lors de la création du “mouvement pour la révision du code de procédure pénale”, ou à l’occasion de l’appel souscrit par plus de 200 magistrats à propos de la loi sur la réforme de la détention préventive (1995), ou encore à l’occasion d’un appel public à la réflexion sur les réformes constitutionnelles de la commission bicamérale »<sup>44</sup>.

En travaillant ainsi à faire apparaître un principe de classement alternatif au système d’écart de l’ANM, qui entend ignorer les différences idéologiques, les « grands juges » réactivent la spécificité du travail des magistrats engagés dans la lutte contre la criminalité organisée.

On aura compris dès lors, au travers de cette analyse de la double insertion des « grands juges » tout à la fois dans l’arène syndicale et dans la « nouvelle justice », la tension inhérente à la perpétuation de leur position de *courtier* entre ces deux arènes. En effet, si l’insertion dans le syndicalisme suppose de s’inscrire à son tour dans le système d’écart gauche-droite qui le caractérise, la mobilisation des « nouveaux juges » réactive au contraire une solidarité transversale qui ignore ces clivages. De surcroît, alors même que dans l’arène syndicale, ils s’adressent à *l’ensemble* de la magistrature, il leur faut –pour continuer à se faire porte-parole des « nouveaux juges »–, prendre en compte *spécifiquement* les magistrats enquêteurs engagés dans la lutte contre la criminalité organisée. Tout se passe alors comme si les « grands juges » étaient pris entre deux types d’investissements contradictoires, les uns orientés vers une montée en généralité de la « nouvelle justice », les autres tendant à réactiver sa spécificité.

Dans ces conditions, le maintien du dispositif d’intéressement qui fait des « grands juges » les intermédiaires incontournables entre les deux arènes et qui leur confère une double légitimité à représenter la magistrature italienne, va de pair avec un travail important de médiation entre les exigences particulières des « nouveaux juges » et les formes générales du discours syndical. En d’autres termes, cette double allégeance n’est pas sans contraindre les « grands juges » à un travail de négociation et de médiation permanent entre les deux groupes dont ils entendent se faire les porte-

---

<sup>44</sup> MADDALENA (Marcello), « La congiura del silenzio », *op. cit.*, pp. 181-182.

parole. En retour, cette position de médiateurs les expose à l'émergence, dans chacune des arènes, de mobilisations qui contestent leur représentativité au nom d'un sens « pur » ou spécifique, soit du militantisme syndical, soit de l'appartenance à la « nouvelle justice ».

L'analyse de la réforme du code de procédure pénale qui, en octobre 1989, substitue à la procédure inquisitoire prévalant jusque là un procès de type accusatoire, constitue un exemple emblématique des investissements multiples que doivent effectuer les « grands juges » pour maintenir leur porte-parolat. La réforme donne en effet à voir les tensions ainsi que le nécessaire travail de médiation entre d'une part, leur engagement initial aux côtés des leaders syndicaux en faveur d'une réforme protectrice des droits de la défense, et d'autre part la prise en compte de la spécificité des enquêtes judiciaires en matière de criminalité organisée qu'invoquent les « nouveaux juges ».

## **B/ Le cas de la réforme du code de procédure pénale**

L'histoire de la réforme du code de procédure pénale –son écriture qui s'achève le 24 octobre 1989 par l'entrée en vigueur du nouveau texte, et sa mise en oeuvre tout au long des années 1990- montre en effet de manière particulièrement nette ces tensions auxquelles font face les « grands juges ». De fait, associés étroitement à l'écriture de ce nouveau code dont l'adoption est réclamée depuis longtemps par la gauche syndicale (MD et UC), les « grands juges » de ces syndicats s'engagent dans la défense d'un projet qui, du fait de son objectif premier de protection des droits de la défense, limite la discrétion des magistrats enquêteurs. Dans ces conditions, l'émergence de mobilisations de « nouveaux juges » qui contestent cette réforme, évoquant notamment l'oubli des exigences spécifiques de la lutte judiciaire contre le crime organisé, les place en porte à faux.

## 1- Les « grands juges » et le nouveau procès pénal

La réforme du code de procédure pénale de 1930 et sa conformité aux nouveaux principes constitutionnels de 1947 constituent une revendication ancienne de la gauche syndicale et politique. A leurs yeux, ce code -malgré les nombreuses modifications introduites après-guerre- restait marqué par la période fasciste, et notamment par un déséquilibre entre les droits de la défense et ceux de l'accusation en matière de liberté individuelle (détentions provisoires, perquisitions...) <sup>45</sup>. Après de nombreuses années de débat notamment au Parlement <sup>46</sup>, le nouveau procès est finalement adopté en 1989 ; en organisant le passage à une procédure de type accusatoire sur le modèle anglo-saxon, la réforme constitue un changement important, d'ailleurs salué par les syndicats de magistrats, et tout particulièrement par la gauche syndicale. Conviés à jouer un rôle important dans l'écriture de ce nouveau texte, les « grands juges » de la gauche syndicale deviennent de fervents avocats du nouveau procès.

### a) Un projet soutenu par la gauche politique et syndicale

La réforme des codes (notamment le code pénal et le code de procédure pénale), comme de l'ensemble de l'arsenal législatif hérité de la période fasciste, est une revendication ancienne des partis de gauche. Comme on a pu le voir au chapitre 2 (Partie I), l'adaptation du droit positif italien aux nouveaux principes constitutionnels constituent tout au long des années 1950 et 1960 le socle des revendications du PSI et du PCI en matière institutionnelle. De fait, c'est avec

---

<sup>45</sup> Sur les nombreuses critiques faites au code de 1930, voir PISAPIA (Gian Domenico), « Codice di procedura penale (riforma del) », in *Enciclopedia Giuridica*, Rome, Treccani, 1990, pp. 1-10, pp. 1-2.

<sup>46</sup> L'adoption de la loi-cadre de 1974, puis d'une seconde en 1987 que l'on étudie plus bas, ne constituent pas en effet les premières tentatives de réforme du code de procédure pénale. Des projets de refonte générale du code ont été envisagés auparavant. Sur les projets antérieurs à la loi-cadre de 1974, voir CONSO (Giovanni), « Precedenti storici ed iter della legge n° 108 del 1974 », in CONSO (Giovanni), GREVI (Vittorio), NEPPI MODONA (Guido, dir.), *Il nuovo codice di procedura penale*, Padoue, Cedam, 1989, vol. 1, pp. 3-75. On trouve, dans cet ouvrage collectif en huit volumes, une histoire détaillée de l'ensemble des étapes et les actes préparatoires de la réforme de 1989.

l'arrivée du premier socialiste à la tête du ministère de la justice en 1973<sup>47</sup> que le projet d'une refonte de l'ensemble de la procédure pénale prend corps, avec notamment l'adoption d'une loi-cadre (*legge delega* du 3 avril 1974) qui confie au gouvernement la charge de la préparation d'un nouveau code. Les grandes lignes définies alors par le Parlement appellent le gouvernement à « mettre en oeuvre les principes de la Constitution », et à substituer à l'ancienne procédure inquisitoire une procédure de type accusatoire<sup>48</sup> qui permette de rééquilibrer les droits de la défense et ceux de l'accusation<sup>49</sup>. Avec l'échec de ce premier projet<sup>50</sup>, et bien que le débat en la matière ne se soit jamais interrompu, ce n'est qu'en 1987 qu'une nouvelle loi-cadre (*legge delega* du 16 février 1987) est adoptée, qui confirme le choix d'une procédure de type accusatoire et ouvre la voie à la rédaction du nouveau code<sup>51</sup>. Dès janvier 1988, le projet préliminaire préparé par la commission ministérielle de rédaction (aidée de six commissions thématiques)<sup>52</sup> est adopté en conseil des ministres ; publié au journal

<sup>47</sup> Sur l'accession de Mario Zagari au ministère de la Justice, voir nos développements aux chapitres 1 et 2, Partie I.

<sup>48</sup> On distingue traditionnellement le système inquisitoire caractérisé par une procédure pénale secrète, écrite et menée par l'accusation, du système accusatoire où la formation de la preuve n'est plus l'œuvre de l'accusation seule mais de la confrontation des parties. De ce fait, la procédure accusatoire est dans sa forme idéale-typique essentiellement orientée vers l'audience : la *cross-examination* des preuves sous l'autorité du juge assure un procès contradictoire et non secret. Dans ce cadre, le procès pénal italien antérieur à la réforme de 1989 était défini par la doctrine comme un « système mixte » avec, à l'instar de la France, une phase d'instruction de type inquisitoire, et une phase en audience de type accusatoire. Pour un exposé de ces classifications traditionnelles, voir RASSAT (Michele-Laure), *Procédure pénale*, PUF, 1990, pp. 29-41 ; et pour une discussion du cas italien à l'aune de ces catégories, voir PISAPLA (Gian Domenico), « Codice di procedura penale », *op. cit.*, pp. 2-3.

<sup>49</sup> Sur les orientations données dans la loi-cadre, voir les indications de CHIAVARO (Mario), *La riforma del processo penale*, Turin, UTET, 1990, pp. 6-7.

<sup>50</sup> Le premier projet présenté en 1978. Intervenant dans un contexte profondément modifié par rapport à l'année de son « lancement » en 1974, notamment du fait de la priorité accordée à la lutte contre le terrorisme, son adoption est repoussée *sine die*. Pour une interprétation en ce sens de l'échec de ce premier projet. Voir les observations de CHIAVARO (Mario), *La riforma del processo penale*, *op. cit.*, pp. 7-8, et l'analyse de CORSO (Piermaria), « Codice di procedura penale e criminalità organizzata », in CORSO (Piermaria), INSOLERA (Gaetano), STORTONI (Luigi), dir., *Mafia e criminalità organizzata*, vol. 1, pp. 113-164, pp. 116-119.

<sup>51</sup> Sur cette période préparatoire, voir CONSO (Giovanni), « L'iter della legge n°81 del 1987 », in CONSO (Giovanni), GREVI (Vittorio), NEPPI MODONA (Guido), dir., *Il nuovo codice di procedura penale*, *op. cit.*, vol. 2, pp. 3-112.

<sup>52</sup> La commission ministérielle de rédaction est ainsi assistée à partir d'avril 1987 de la commission pour la rédaction des normes concernant l'application des peines, de la commission pour la rédaction des normes procédurales relatives à la coopération internationale en matière pénale, de la commission pour l'étude des problèmes posés par les grands procès en matière de criminalité organisée, de la commission chargée de la rédaction des dispositions du nouveau procès pénal pour enfants, et de la commission pour la rédaction des normes transitoires et de coordination. Sur ces commissions, voir *Documenti Giustizia*, numéro spécial n°1, 1988, pp. 3-4.

officiel le 24 octobre 1988, la réforme entre en vigueur un an plus tard, le 24 octobre 1989.

Tout au long de cette procédure, les syndicats de magistrats de gauche et leurs « grands juges » y prennent une part active, participant notamment à l'écriture du nouveau code. Parce qu'ils sont considérés à la fois comme des praticiens hors pair du procès pénal, et comme représentatifs de leurs syndicats, ces « grands juges » peuvent invoquer à double titre la légitimité de leur présence dans les commissions ministérielles chargées de la rédaction du nouveau code<sup>53</sup>. Giancarlo Caselli participe ainsi à la commission ministérielle chargée en 1983 de l'écriture du texte, tandis qu'on trouve de nombreux autres « grands juges » de gauche dans les six commissions thématiques constituées en 1987 pour assister la commission principale. Outre de nombreux syndicalistes qui se sont faits les promoteurs de la « nouvelle justice » (Vladimiro Zagrebelski, UC ; Amos Pignatelli, MD ; Ernesto Lupo, UC ), on y trouve ainsi également des magistrats qui se sont distingués dans les grandes enquêtes contre le crime organisé : Giuliano Turone (MD-« affaire Sindona » et enquête sur la loge P2<sup>54</sup>), Vittorio Borraccetti (MD-affaire Dozier), Gherardo Colombo (MD-« affaire Sindona », affaire loge P2), Antonio Caponnetto (dirigeant du *pool* anti-mafia de Palerme)<sup>55</sup>... Les « grands juges » sont même majoritaires dans la commission consacrée à « l'étude des problèmes posés par les grands procès en matière de criminalité organisée »<sup>56</sup>, d'ailleurs présidée par Antonio Caponnetto. Force est ainsi de constater qu'à une exception près (Pier Luigi Vigna, MI), les « grands juges » qui prennent part à l'écriture du nouveau procès appartiennent tous aux syndicats de gauche<sup>57</sup>.

---

<sup>53</sup> Sur les commissions ministérielles du ministère de la justice d'une manière général et la représentation en leur sein des différents syndicats de l'ANM, voir nos développements au chapitre 3, Partie II.

<sup>54</sup> Sur ces affaires, voir nos précisions dans l'annexe n°3 sur les « grands procès ».

<sup>55</sup> On trouve la liste complète des membres des sept commissions ministérielles nommées in *Documenti Giustizia*, numéro spécial n°1, 1988, pp. 3-4.

<sup>56</sup> *Ibid.*, p. 4.

## b) La promotion du nouveau procès pénal

De fait, la gauche syndicale, et notamment ses « grands juges », mettent en valeur le nouveau code de procédure pénale (NCPP) comme une conquête pour les droits de la défense et la protection des libertés individuelles. Avec la disparition du juge d'instruction, c'est le parquet qui mène désormais seul l'enquête, sous le contrôle d'un « juge des libertés » –le juge des enquêtes préliminaires (*giudice per le indagini preliminari*-GIP)- qui juge des décisions du parquet portant atteinte aux libertés individuelles (détention provisoire, écoutes téléphoniques...) ainsi que, d'une manière générale, de la légalité des actes du parquet<sup>58</sup>. En outre, pour assurer le principe du contradictoire pendant la phase d'enquête préliminaire, les demandes finales du parquet (classement ou renvoi devant la juridiction de jugement) sont adressées à un juge –le juge de l'audience préliminaire (*giudice della udienza preliminare*-GUP). Le GUP décide, à la suite d'une audience à huis clos comportant un débat contradictoire avec la défense, de la suite de l'enquête. De la sorte, le dossier du juge à l'audience est constitué d'actes déjà soumis au principe du contradictoire. En outre, dans la mesure où l'audience est désormais considérée comme le moment principal de formation de la preuve, les éléments de l'enquête (tels que la déclaration d'un repentir) n'ont de valeur qu'à la condition d'être reproduits oralement en audience. L'audience elle-même se déroule sur le modèle anglo-saxon de la *cross-examination*<sup>59</sup>, le juge n'intervenant que pour assurer la loyauté des débats, tandis que les questions sont posées par la défense et le ministère public<sup>60</sup>.

<sup>57</sup> On le voit, le groupe des « grands juges » est loin de constituer une entité homogène agissant d'un seul homme, ne serait-ce que du fait des engagements syndicaux hétérogènes de ses membres.

<sup>58</sup> Pour une mise à plat du procès pénal avant et après la réforme de 1989, voir l'annexe n°1.

<sup>59</sup> Pour une comparaison du système accusatoire italien avec son homologue américain, voir PIZZI (William), MARAFIORI (Luca), « The new Italian code of criminal procedure : the difficulties of building an adversarial trial system on a civil law foundation », *Yale Journal of International Law*, n°1, hiver 1992, pp. 1-40.

<sup>60</sup> Sur le nouveau procès pénal, voir notamment CONSO (Giovanni), BARGIS (Marta), *Glossario della nuova procedura penale*, Milan, Giuffrè, 1992 ; et en langue anglaise, CIRESE (V.), BERTUCCI (V.), *The new Italian criminal procedure for foreign jurists*, 2ème ed, Rome, Exen s.r.l Italia, 1993 ; ainsi que COLOMBO (Gherardo), « The new code of criminal procedure », in SABETTI (Filipo), CATANZARO (Raimondo), dir., *Italian politics : a review*, Londres, Pinters' Publishers, 1991, pp. 55-67.



Dès la remise de ce projet au gouvernement en janvier 1988, les membres des commissions ministérielles de rédaction entreprennent un travail de mise en valeur et de promotion de ce qui n'est encore qu'un texte préliminaire. Colloques et numéros spéciaux de revue se multiplient tout au long des années 1988 et 1989<sup>61</sup>, au cours desquelles ils s'efforcent de convaincre les différentes professions juridiques du bien-fondé et des avantages de la réforme. De même, le CSM, à l'initiative de certains de ses membres (tels que Giancarlo Caselli) qui ont pris part aux commissions ministérielles, organise une série de rencontres de formation des magistrats au nouveau procès -sans précédent par leur taille et leur nombre<sup>62</sup>-, dont l'objet est « de permettre non seulement une première connaissance, mais aussi un premier approfondissement de toutes les nouvelles thématiques du nouveau code »<sup>63</sup>. Dès avril 1988 -soit trois mois après la remise du texte par les commissions ministérielles-, le CSM inaugure ainsi un ambitieux programme de formation (organisé par un comité *ad hoc* consacré aux problèmes qui dérivent de la réforme du code de procédure pénale, et dirigé par Giancarlo Caselli) dont les enseignants sont choisis de façon prioritaire parmi les membres des commissions. Ainsi, selon le texte même de la circulaire du CSM :

« Les intervenants aux rencontres seront d'abord et avant tout, les magistrats, avocats et enseignants composant la commission ministérielle (et son secrétariat scientifique) ainsi que des autres commissions ministérielles instituées pour [l'écriture] du nouveau code de procédure pénale »<sup>64</sup>.

Dans la seule période qui va de janvier 1988 à mai 1989, le CSM organise ainsi 14 rencontres adressées soit aux auditeurs de justice (3), soit à l'ensemble de la magistrature (9), et qui rassemblent au total 2.294 magistrats, soit presque un tiers des 7.151 magistrats alors en service.

---

<sup>61</sup> On peut s'en convaincre en compulsant la revue *Giustizia penale* dirigée par le vice-président de la commission, le pénaliste Giovanni Conso, qui publie au cours de ces deux années les actes de très nombreux colloques sur le nouveau procès pénal, où avocats, universitaires et magistrats sont réunis.

<sup>62</sup> Sur la formation professionnelle des magistrats et son évolution, voir nos développements au chapitre 2, Partie III.

<sup>63</sup> CASELLI (Giancarlo) in CSM, « Iniziative di aggiornamento professionale in relazione alla prossima entrata in vigore del nuovo codice di procedura penale », *op. cit.*, pp. 17-20, p. 17.

<sup>64</sup> CSM, « Iniziative di aggiornamento in relazione alla prossima entrata in vigore del nuovo codice di procedura penale », *Notiziario CSM*, n°6, 15 avril 1988, pp. 2-3, p. 3.

Dès lors, ceux des « grands juges » qui ont participé à la révision du procès pénal s'imposent comme les interprètes légitimes de ce texte. Leur participation à la refonte d'ensemble du code de procédure pénale constitue incontestablement un moment important de la consolidation de leur position : en prenant ainsi part à l'écriture du nouveau code, ils s'assurent en effet ensuite une position d'exégète du procès pénal. A l'inverse du capital d'expérience judiciaire caractérisé —on le sait— par son obsolescence rapide, ou encore du capital syndical qui dépend de la réélection, la participation à la rédaction du nouveau code leur confère la légitimité irréfragable des « pères fondateurs », interprètes par excellence de l'esprit du nouveau procès pénal. Ainsi, la réforme du code de procédure pénale est l'occasion pour les « grands juges » qui y prennent part de consolider leur légitimité. Celle-ci ne repose plus alors exclusivement sur l'expérience judiciaire accumulée, ni sur le seul capital syndical acquis, mais aussi sur la connaissance de l'esprit du nouveau procès. On comprend dès lors le soutien qu'ils apportent à la réforme, ainsi que l'optimisme qu'ils affichent. Mais en se faisant ainsi les défenseurs d'un projet qui entend limiter la discrétionnalité de l'accusation et qui n'accorde pas de statut dérogatoire aux enquêtes sur la criminalité organisée, les « grands juges » associés à l'écriture du texte (dont on a vu qu'ils appartenaient à une exception près à la gauche syndicale) doivent faire face à la contestation de leur représentativité au sein de l'arène de la « nouvelle justice ».

## **2- Les exigences spécifiques de la lutte contre la criminalité organisée**

En effet, malgré le soutien des « grands juges » de la gauche syndicale, le nouveau procès rencontre rapidement l'opposition de nombreux magistrats engagés dans la lutte contre la criminalité organisée, qui revendiquent l'introduction de dispositions consacrant les spécificités des enquêtes en la matière. La montée en puissance de cette contestation, parce qu'elle s'accompagne de la mise en cause de la représentativité de ces « grands juges », accule ces derniers à un travail de médiation

entre d'une part, le maintien d'un projet auquel ils ont été associés étroitement et d'autre part, la nécessaire prise en compte des intérêts spécifiques de la « nouvelle justice ».

#### a) La représentativité des « grands juges » en question

Parce qu'il a été conçu pour assurer le rééquilibrage du procès en faveur des droits de la défense, le nouveau code de procédure pénale (NCPP) n'accorde en effet pas de statut dérogatoire aux enquêtes et procès en matière de criminalité organisée. Au contraire, un certain nombre de dispositions viennent interdire certaines des pratiques caractéristiques de la « nouvelle justice » telles que les « maxi-procès »<sup>65</sup>, ou encore rendre plus difficile le recours à d'autres instruments d'enquête tels que les confessions des repentis, désormais considérées comme nulles et non avenues quand elles ne sont pas répétées oralement lors de l'audience<sup>66</sup>. En outre, s'il est vrai qu'à la demande de la commission ministérielle chargée des « problèmes posés par les grands procès de criminalité organisée »<sup>67</sup>, le nouveau code accorde une première reconnaissance juridique à la coordination des enquêtes judiciaires, c'est-à-dire à la possibilité pour des magistrats de tribunaux différents (ou au sein d'un même tribunal) de mener conjointement leurs enquêtes (à l'instar de ce qui s'était développé de manière informelle dans la lutte contre le terrorisme<sup>68</sup>), cette disposition reste néanmoins facultative. En fait, à l'exception de la durée des enquêtes en matière de criminalité organisée dont le code prévoit qu'elle peut être portée jusqu'à deux ans

---

<sup>65</sup> L'expression désigne les grands procès de criminalité organisée sur le modèle de celui qui s'est à Palerme entre 1985 à 1987 ; sur ce point, voir nos développements au chapitre 2, Partie II.

<sup>66</sup> Sur ce point et d'une manière générale sur les rapports entre le nouveau procès et les enquêtes judiciaires en matière de criminalité organisée, voir notamment CORSO (Piermaria), « Codice di procedura penale e criminalità organizzata », *op. cit.* ; et MESSINA (Salvatore), « Il guado della riforma processuale penale tra mafia e camorra », *Giustizia penale*, I, 1990, pp. 86-96.

<sup>67</sup> On a vu plus haut que les « grands juges » étaient majoritaires dans cette commission. On trouve ses commentaires et suggestions sur le projet préliminaire du NCPP, in CONSO (Giovanni), GREVI (Vittorio), NEPPI MODONA (Guido), dir., *Il nuovo codice di procedura penale*, *op. cit.*

<sup>68</sup> Sur ce point, voir le chapitre 1, Partie II.

(contre six mois dans le cas d'une enquête ordinaire), la spécificité des instructions en matière de criminalité organisée n'est jamais prise en compte<sup>69</sup>.

Aussi ne sera-t-on pas étonné de la réaction indignée de nombreux « nouveaux juges » quand ils découvrent la teneur du texte. On en trouve une illustration emblématique à l'occasion d'une rencontre du CSM consacrée à la criminalité organisée (les 29 et 30 janvier 1988, à Tarquinia), qui se tient quelques jours à peine après l'adoption en conseil des ministres du projet proposé par les commissions ministérielles de rédaction. Devant une audience composée de magistrats spécialisés dans la lutte contre la criminalité organisée<sup>70</sup>, un des « grands juges » de la commission de rédaction, Pier Luigi Vigna, vient défendre la compatibilité du nouveau procès avec une lutte judiciaire « efficace » contre la criminalité organisée<sup>71</sup> :

« Les critiques adressées au nouveau rôle du ministère public en matière de criminalité organisée ne me paraissent pas raisonnables (...). Ainsi, en reconstruisant le profil-type du [nouveau] parquetier, on constate que les critiques liées aux exigences de "l'urgence", qui pouvaient être en partie justifiées pour ce qui était du projet préliminaire de 1978, n'ont plus aujourd'hui de fondement solide »<sup>72</sup>.

Et le magistrat d'ajouter, optimiste :

« Ce nouveau procès apportera, par la redéfinition du rôle des acteurs du procès, une relégitimation, non seulement externe, mais aussi interne du rôle des juges »<sup>73</sup>.

Mais son interprétation ne fait pas l'unanimité auprès des « nouveaux juges », comme en témoigne la réaction virulente de ce magistrat d'un tribunal du sud de l'Italie :

---

<sup>69</sup> De fait, comme le note Piermaria Corso, l'expression « criminalité organisée » n'est employée qu'à une seule reprise dans le texte. Cf. CORSO (Piermaria), « Codice di procedura penale e criminalità organizzata », *op. cit.*, p. 125. D'une manière générale, sur le vocabulaire employé pour désigner la criminalité organisée « dans le langage du législateur », voir CONSO (Giovanni), « La criminalità organizzata nel linguaggio del legislatore », *Giustizia penale*, III, 1992, pp. 385-392.

<sup>70</sup> Sur les réunions du CSM consacrées à la criminalité organisée comme lieu de mobilisation privilégié des « nouveaux juges », voir nos développements aux chapitres 2 et 3, Partie II.

<sup>71</sup> VIGNA (Pier Luigi), « Alcuni profili del futuro processo penale in rapporto ai procedimenti di criminalità organizzata » in CSM, « Problemi attuali dei procedimenti in tema di criminalità organizzata », *op. cit.*, pp. 58-85.

<sup>72</sup> VIGNA (Pier Luigi), « Il pubblico ministero », in CSM, « Incontri di studio sul nuovo codice di procedura penale », *Quaderni del CSM*, n°24, sept. 1989, vol. 1, pp. 57-66, pp. 62-63.

<sup>73</sup> *Ibid.*, p. 63.

« Ceux qui appartiennent à la “criminalité dorée” ou *white collar criminality*, ainsi que ceux qui commettent des délits de mafia, camorra et n’dranghetta, doivent être extrêmement satisfaits de l’approbation du nouveau code de procédure pénale qui représente sans doute en de nombreux points un progrès par rapport au vieux code ; *mais qui constitue, pour ce qui est des procès de mafia, de criminalité organisée et de criminalité économique, un retour en arrière ; il engendrera des difficultés majeures en matière d’enquête, et des résultats moindres pour la justice* »<sup>74</sup>.

Cet autre magistrat –juge anti-mafia à Palerme- s’interroge dans des termes similaires :  
« est-ce que le temps des enquêtes sur la criminalité organisée est véritablement fini ?  
Sera-t-il encore possible d’engager et conduire une maxi-enquête ? »<sup>75</sup>.

Et d’emblée, face à ce qu’ils dénoncent comme l’oubli des exigences de la lutte contre le crime organisé, les « nouveaux juges » présents à cette réunion du CSM s’interrogent sur la représentativité des « grands juges » qui ont été associés à l’écriture de ce nouveau procès. Ce magistrat met ainsi en doute l’optimisme qu’affiche Pier Luigi Vigna dans l’efficacité de cette nouvelle procédure pénale pour lutter contre le crime organisé :

« Mais pourquoi Vigna a-t-il tellement confiance dans le nouveau code de procédure pénale ? (...) D’où lui vient toute cette confiance ? Franchement je voudrais qu’il me la communique (...) D’où lui vient toute cette confiance ? »<sup>76</sup>.

De même, cet autre juge, bien que se disant finalement rassuré par les propos de Pier Luigi Vigna qui « a su [lui] transmettre l’enthousiasme et l’envie d’appliquer [le NCPP] au plus vite », avoue s’être demandé dans un premier temps comment « des personnes dont le professionnalisme, la conscience, et le sens des responsabilités sont connus de tous, avaient pu collaborer à la formulation de ce nouvel instrument juridique sans tenir compte autant que nécessaire du fait que cette [nouvelle] procédure pouvait rendre caduques des normes de droit pénal substantiel »<sup>77</sup>, telles que le délit d’association mafieuse<sup>78</sup>.

---

<sup>74</sup> GIGANSTECO (Cataldo), in CSM, « Problemi attuali dei procedimenti in tema di criminalità organizzata », *op. cit.*, pp. 178-187, p. 178.

<sup>75</sup> GRASSO (Pietro), in CSM, « Problemi attuali dei procedimenti in tema di criminalità organizzata », *op. cit.*, pp. 189-198, p. 190. Pietro Grasso est aujourd’hui procureur de la République à Palerme, où il a succédé à Giancarlo Caselli en 1999.

<sup>76</sup> *Ibid.*, p. 182.

<sup>77</sup> *Ibid.*, p. 189.

Avec l'entrée en vigueur du nouveau procès le 24 octobre 1989, les mobilisations contre le NCPP se poursuivent et s'amplifient pour prendre la forme d'une contestation des « grands juges » qui soutiennent le nouveau code. Dans chacun des syndicats et dans certains tribunaux comme celui de Palerme, les voix de nombreux « nouveaux juges » s'élèvent en effet qui critiquent l'oubli des exigences spécifiques de la lutte contre la criminalité organisée dans le NCPP<sup>79</sup>. Au congrès de MD à Alghero en avril 1991, la direction de ce syndicat, fermement contrôlée par des « grands juges », est ainsi contestée pour son soutien au nouveau procès ; un substitut anti-mafia de Palerme (MD) souligne ainsi :

« La grave inadéquation du nouveau procès pénal pour l'établissement des faits et la répression des délits de mafia »<sup>80</sup>.

Et le magistrat de désavouer la direction de son syndicat :

« Il paraît toujours plus difficile à de nombreux adhérents de MD du sud [de l'Italie] de continuer à s'identifier aux positions prises par le syndicat par rapport au nouveau code de procédure pénale »<sup>81</sup>.

Au congrès de l'ANM à Vasto quelques mois plus tard, la critique prend davantage d'ampleur encore, pour s'étendre à tous les syndicats de magistrats. Giusto Sciacchitano (MI-procès Spatola et maxi-procès de Palerme) s'inquiète des difficultés introduites par le NCPP pour la poursuite des délits d'association mafieuse et pour la coordination des enquêtes judiciaires<sup>82</sup>. Ces critiques sont en outre relayées par certains « grands juges » de la droite syndicale qui n'ont pas participé aux commissions de rédaction. Ainsi, Marcello Maddalena (MI-*pool* anti-terroriste de

---

<sup>78</sup> Le délit d'association mafieuse a été introduit pour la première fois dans la loi anti-mafia de septembre 1982, et est devenu depuis lors l'instrument privilégié du traitement judiciaire de la mafia.

<sup>79</sup> Il est intéressant de confronter cette critique du NCPP à l'argument défendu par les membres du *pool* milanais de l'opération Mains propres, qui ont vu dans les instruments du NCPP une des causes du développement des enquêtes anti-corruption de Milan : « Les causes de cette croissance sont tout à la fois liées au procès et extérieures à celui-ci. On peut mettre dans la première catégorie le NCPP qui a influencé de manière importante la progression des enquêtes », COLOMBO (Gherardo), DAVIGO (Piercamillo), DI PIETRO (Antonio), « Noi obbediamo alla legge, non alla piazza », *Micromega*, 1994, pp. 7-14, p. 8.

<sup>80</sup> SCARPINATO (Roberto), « La radicale incompatibilità tra il nuovo processo penale e la repressione della criminalità mafiosa », in PEPINO (Livio), ROSSI (Agnello), dir., *Democrazia in crisi e senso della giurisdizione*, Milan, Franco Angeli, 1993, pp. 205-209, p. 205.

<sup>81</sup> *Ibid.*

<sup>82</sup> SCIACCHITANO (Giusto), « Il nuovo processo penale e la criminalità organizzata », *Magistratura Indipendente*, n°3-4, mai-août 1991, pp. 25-26.

Turin) devient l'un des porte-parole de la critique du nouveau code qui, à ses yeux, « constitue une véritable aubaine pour la délinquance organisée »<sup>83</sup> :

« L'introduction du nouveau procès constitue une révolution judiciaire risquée que l'on ne peut considérer sans inquiétudes. Il serait légitime d'attendre que la réforme renforce la présence de l'État (...) et n'affaiblisse pas les instruments de lutte contre le pouvoir de la camorra, de la mafia, de la "narcomafia" ou para-mafia. Mais ce n'est apparemment pas le cas : *il semble au contraire que la violence délinquante trouvera moins d'obstacles à son développement* »<sup>84</sup>.

Avec un autre « grand juge » de MI, Ennio Maria Fortuna, il cherche alors à fédérer les contestataires en créant le « mouvement pour la révision du (nouveau) code de procédure pénale ».

Ce que ces juges revendiquent, c'est la reconnaissance des particularités des procès en matière de criminalité organisée. Ainsi, par exemple, compte tenu des pressions que peut subir en audience un « repent » qui témoigne contre des membres de la mafia, il y a un risque que ce dernier se rétracte et ne répète pas les confessions faites devant le substitut. Dans ces conditions, la règle de la nullité des confessions non répétées en audience risque –à leurs yeux- d'affaiblir de manière systématique l'accusation<sup>85</sup>. De même, parce que les organisations criminelles ont désormais une dimension internationale, le recours aux commissions rogatoires constitue le point de passage obligé de toute enquête en la matière. Or l'extrême lenteur de ces procédures rend –disent encore les magistrats anti-mafia- quasiment impossible de porter à son terme une enquête dans le délai de deux ans imposé aux enquêtes judiciaires contre la criminalité organisée<sup>86</sup>. Ou encore, le caractère organisé au niveau national de la mafia et des autres entreprises criminelles impose de coordonner les enquêtes judiciaires au niveau national non pas de manière facultative (comme le prévoit le NCPP), mais *obligatoire*... En d'autres termes, en négligeant les exigences spécifiques de ces phénomènes criminels, le NCPP mettrait en danger la lutte judiciaire elle-même. On l'aura compris, les « grands juges » qui ont pris part à la rédaction du nouveau procès

<sup>83</sup> MADDALENA (Marcello), « Pannicelli caldi o fatti », *Magistratura Indipendente*, n°4-5, juillet-oct. 1990, p. 8.

<sup>84</sup> Cité in CORSO (Piermaria), « Codice di procedura penale e criminalità organizzata », *op. cit.*, p. 128.

<sup>85</sup> Cf. SCLACCHITANO (Giusto), « Il nuovo processo penale e la criminalità organizzata », *op. cit.*

<sup>86</sup> Cf. CORSO (Piermaria), « Codice di procedura penale e criminalità organizzata », *op. cit.*

sont contestés pour avoir négligé de faire valoir dans les commissions ministérielles ces exigences. On s'explique dans ces conditions, le travail de médiation qu'ils engagent alors.

#### **b) Un travail de médiation**

Parce qu'ils doivent leur position à la représentativité que les magistrats engagés dans la lutte contre le crime organisé leur reconnaissent, les « grands juges » qui ont participé à l'écriture du nouveau procès ne peuvent durablement ignorer critiques et ces revendications. A l'inverse, parce qu'ils ont été étroitement associés au projet du NCPP et à sa mise en valeur, il leur serait particulièrement coûteux d'en critiquer les orientations fondamentales. C'est dire si leur position de porte-parole à l'intersection de ces deux groupes requiert de la part des « grands juges » un travail de maintenance de leur magistère (*jurisdiction maintenance*). En d'autres termes, le maintien du dispositif d'intéressement dans la « nouvelle justice » va de pair avec un travail de retraduction du NCPP qui puisse prendre en compte les intérêts différents, voire contradictoires, des deux clientèles des « grands juges », et perpétuer ainsi leur représentativité.

De fait, tout en entreprenant de se faire l'écho, dans l'ANM et au sein du CSM, des revendications des « nouveaux juges » en réclamant certains aménagements, ils continuent à défendre le bien-fondé de la nouvelle procédure notamment en refusant la constitution de deux procès distincts, l'un de droit commun qui ferait usage de la procédure accusatoire, l'autre en matière de lutte contre la criminalité organisée qui conserverait une procédure de type inquisitoire.



C'est bien en effet sous l'impulsion des « grands juges », et tout particulièrement par le biais du comité anti-mafia où ils sont majoritaires<sup>87</sup>, que la question de la compatibilité du NCPP avec la lutte contre la criminalité organisée fait son entrée au Conseil supérieur de la magistrature. Dès juin 1990, soit quelques mois après l'entrée en vigueur du code, le comité anti-mafia organise ainsi une rencontre avec les magistrats anti-mafia où il est fait état de :

« rapports provenant de tribunaux et de certaines auditions effectuées par le CSM (à Palerme, Termini Imerese, Naples, Catane, et Rome) d'où [sont] partis *différents signaux d'alarme sur la situation des enquêtes et des procès de criminalité organisée après l'entrée en vigueur du code de procédure pénale* »<sup>88</sup>.

A l'issue de la réunion, le comité anti-mafia évoque le caractère « extrêmement préoccupant et alarmant » de cette situation, et se donne pour mission « de recueillir les doléances, y compris celles qui sont en désaccord [avec le NCPP], et toutes les propositions qui seront avancées afin de les transmettre aux organes compétents »<sup>89</sup>. De même en février 1991, à l'occasion d'une autre réunion du comité anti-mafia, Maurizio Laudi (MI, *pool* anti-terroriste de Turin) rappelle en ces termes les difficultés que rencontrent les magistrats anti-mafia dans la mise en oeuvre du nouveau code :

« Il ne peut nous échapper qu'un grand nombre des magistrats qui travaillent en Sicile, Calabre ou Campanie ont donné des indications plutôt pessimistes sur les conséquences de l'entrée en vigueur du nouveau code (...). Il revient [à notre] groupe de travail [comité anti-mafia du CSM] d'opérer une vérification attentive de telles situations »<sup>90</sup>.

---

<sup>87</sup> Jusqu'en juillet 1990, le comité anti-mafia est présidé par l'un des plus opposants les farouches du NCPP, Marcello Maddalena, et compte en son sein une majorité de « grands juges » : Vincenzo Geraci (qui fut substitut du *pool* anti-mafia de Palerme, MI), Felice di Persia (qui fut substitut du *pool* anti-mafia de Naples, MI), Pietro Calogero (enquête dite du « 7 avril », UC), et Giancarlo Caselli (MD).

<sup>88</sup> On trouve le rapport dans son intégralité dans le *Notiziario CSM*, voir CSM, « Relazione sull'incontro con i magistrati degli uffici di Procura relativa al nuovo codice di procedura penale ed ai procedimenti di criminalità organizzata », *Notiziario CSM*, juin 1990, pp. 3-14, p. 3.

<sup>89</sup> *Ibid.*, p. 8.

<sup>90</sup> Maurizio Laudi in CSM, « Estratti dei verbali delle sedute del 13 febbraio 1991 (pomeridiana) e del 14 febbraio 1991 (antimeridiana) riguardanti la pratica concernente le « indicazioni di massima sull'attività del gruppo di lavoro per gli interventi del Consiglio superiore della magistratura relativi alle zone più colpite dalla criminalità organizzata », *Notiziario CSM*, n°9, 1991, pp. 107-119, p. 108.

Une fois encore, le comité relève « la conviction que certains aspects du nouveau code doivent être modifiés parce qu'ils sont la cause –aux yeux de nombreux magistrats- des difficultés qui émergent pour les procès de criminalité organisée »<sup>91</sup>.

En conséquence, Maurizio Laudi demande :

« de mettre en évidence dans le programme de travail du groupe [anti-mafia], la mission d'effectuer une vérification de l'impact qu'a eu le NCPP sur la direction des enquêtes complexes de criminalité organisée »<sup>92</sup>.

De manière analogue, Pier Luigi Vigna revient en partie sur son optimisme initial et reconnaît désormais la nécessité, « exprimée par une partie au moins des professionnels du droit et, en particulier, par les parquetiers », de « rendre adéquat "l'impact" [du nouveau code] sur la criminalité organisée »<sup>93</sup>.

En d'autres termes, sous l'effet du risque de fragilisation de leur représentativité, les « grands juges » revendiquent désormais des aménagements. Pour autant, tout en se faisant ainsi l'écho des exigences spécifiques des magistrats engagés dans la lutte contre le crime organisé, ils maintiennent leur soutien au nouveau code, en refusant notamment d'y voir la cause des difficultés de la lutte contre le crime organisé :

« Il faut avant tout abandonner l'idée, présente chez certains, que toutes les fautes doivent être attribuées au nouveau code ; on finit alors par raisonner comme si le 24 octobre 1989 s'était achevé un âge d'or et s'était ouverte une période de *débacle* »<sup>94</sup>.

De même, ils soulignent qu'il est « aujourd'hui conviction commune de la grande majorité du CSM que l'esprit de la réforme tel qu'il est aujourd'hui, [doit être]

---

<sup>91</sup> CSM, « Relazione sull'incontro con i magistrati degli uffici di Procura relativa al nuovo codice di procedura penale ed ai procedimenti di criminalità organizzata ... », *op. cit.*, p. 7.

<sup>92</sup> *Ibid.*

<sup>93</sup> Pier Luigi Vigna revient ainsi sur l'optimisme qui caractérisait ses premières interventions en relevant les limites des instruments de lutte contre la criminalité organisée, VIGNA (Pier Luigi), « Il processo accusatorio nell'impatto con le esigenze di lotta alla criminalità organizzata », *Giustizia penale*, III, 1991, pp. 462-478, p. 469.

<sup>94</sup> CSM, « Relazione sull'incontro con i magistrati degli uffici di Procura relativa al nuovo codice di procedura penale ed ai procedimenti di criminalità organizzata », *op. cit.*, p. 5.

maintenu et défendu »<sup>95</sup>. Pier Luigi Vigna, tout en soutenant la nécessité de certaines réformes, repousse ainsi :

« l'idée avancée par certains professionnels du droit selon laquelle deux codes de procédure pénale doivent coexister dans notre République: l'un –celui actuellement en vigueur- pour la petite et moyenne criminalité, l'autre –construit sur le modèle [inquisitoire] de l'ancien code- qui serait bon pour la grosse criminalité »<sup>96</sup>.

On l'aura compris au travers du cas de la réforme du code de procédure pénale, les « grands juges » sont requis d'opérer constamment une médiation entre les intérêts divergents des deux groupes dont ils sont issus, les syndicalistes et les « nouveaux juges ». On s'explique ainsi leur activisme multiforme. En effet, c'est en étant présent d'une part aux réunions du CSM et aux autres colloques sur la criminalité organisée, et d'autre part aux congrès des syndicats et de l'ANM, aux campagnes électorales et dans les colonnes de la presse syndicale, bref c'est en poursuivant cet aller-retour permanent d'un pôle à l'autre du champ judiciaire qu'ils peuvent se faire les représentants incontestés de la magistrature *dans son ensemble*. Pour autant, on aurait tort de cantonner l'analyse au travail de maintenance *interne* du magistère des « grands juges », tant il est vrai que le sort de la « nouvelle justice » se joue également en dehors de l'institution judiciaire, dans les multiples usages qui en sont faits dans l'espace public.

---

<sup>95</sup> VIGNA (Pier Luigi), « Il processo accusatorio nell'impatto con le esigenze di lotta alla criminalità organizzata », *op. cit.*, p. 469.

<sup>96</sup> *Ibid.*

## Section II/ La « nouvelle justice » dans l'espace public

Comme l'a montré une analyse des *pools* anti-terroristes de Turin et anti-mafia de Palerme, la consolidation des entreprises judiciaires d'expertise de la lutte contre la criminalité organisée est indissociable des transactions entre les magistrats enquêteurs d'une part, et des acteurs non judiciaires d'autre part, qui contribuent à mettre en exergue les expériences judiciaires de la criminalité organisée. Cette multiplicité d'entreprises qui, à des titres divers et dans différentes professions, lient leur destin à celui de la « nouvelle justice » n'est pas néanmoins sans conséquences, en retour, sur les conditions mêmes d'insertion de la « nouvelle justice » dans l'espace public.

D'une part en effet, le développement des usages des enquêtes judiciaires en matière de criminalité organisée en dehors de la magistrature s'accompagne d'une valorisation de celles-ci comme lieu de dévoilement de la *réalité* des connivences et des compromis de l'Etat italien avec la criminalité organisée ; dans ces conditions, les magistrats se trouvent soumis à la concurrence toujours plus intense d'autres professionnels de l'interprétation dans l'exégèse de leur propre travail. D'autre part, l'invocation récurrente des « résultats » des enquêtes judiciaires dans les luttes sectorielles –et singulièrement dans les conflits politiques- tend à polariser ces luttes autour des rapports entre la magistrature et la politique, plaçant de ce fait la « nouvelle justice » et ses « grands procès » sous haute surveillance.

Dans ce cadre, il convient de considérer les conséquences de cette nouvelle configuration, et d'analyser comment la « saillance situationnelle » qu'acquière dans l'espace public les enquêtes en matière de criminalité organisée affecte les conditions mêmes de développement des nouvelles entreprises judiciaires d'expertise, c'est-à-dire la pérennité de la « nouvelle justice » elle-même.

## A/ La saillance des enquêtes judiciaires

En désignant de manière convergente les enquêtes judiciaires des « nouveaux juges » comme le lieu de dévoilement des véritables rapports entre l'Etat et la criminalité organisée, et plus généralement de la véritable histoire de l'Italie des vingt dernières années, les entreprises diverses qui, dans l'espace public, promeuvent la « nouvelle justice » contribuent à mettre en exergue le caractère incontournable et primordial du mode judiciaire de connaissance de la réalité<sup>97</sup>. Plus précisément, elles imputent toutes aux « nouveaux juges » ce que Edward Shils a appelé un « charisme de contact », c'est-à-dire un accès privilégié à la zone centrale de la société, celle où se cachent ses principes et ses valeurs fondamentales. Pourtant, quoique cette valorisation du travail d'enquête judiciaire contribue à consolider les « nouveaux juges » en les désignant comme des interlocuteurs privilégiés, elle emporte dans le même temps le risque de les déposséder de l'exégèse de leur propre travail.

### 1- Le charisme de contact des « nouveaux juges »

Force est de constater que les sources judiciaires en matière de criminalité organisée bénéficient d'un intérêt inédit à partir du début des années 1980. On en trouve un indice dans leur visibilité plus grande dans l'espace public : la publication des dossiers des enquêtes judiciaires est toujours plus fréquente, non plus seulement dans les revues spécialisées (qu'elles soient juridiques ou syndicales), mais aussi dans les revues et collections accessibles aux profanes<sup>98</sup>, ou encore dans la presse. Ainsi, les comptages effectués pendant l'opération « Mains propres » témoignent de l'intérêt

---

<sup>97</sup> Sur le mode judiciaire de connaissance de la réalité, voir nos développements au chapitre 1, Partie II.

<sup>98</sup> A titre d'exemple, on peut mentionner ici la publication de l'instruction du *pool* anti-mafia de Palerme dès 1986, soit plus d'un an avant qu'elle ne soit considérée en formation de jugement, in STAJANO (Corrado, dir.), *L'atto d'accusa dei giudici di Palermo*, Rome, Riuniti, 1986 ; de même, à l'occasion du procès à l'encontre de l'ancien président du conseil Giulio Andreotti, les thèses de l'accusation sont publiées, in MONTANARO (Silvestro), RUOTOLO (Sandro), *La vera storia d'Italia : interrogatori, testimonianze, riscontri, analisi : Giancarlo Caselli e i suoi sostituti ricostruiscono gli ultimi venti di storia italiana*, Naples, Pironti, 1995.

soutenu des quotidiens et des journaux télévisés pendant les deux premières années des enquêtes du *pool* milanais<sup>99</sup>...

Comme on a cherché à le montrer dans le cas des *pools* anti-terroristes de Turin<sup>100</sup>, la « saillance situationnelle »<sup>101</sup> de ces instructions qui ne sont pourtant encore qu'un travail mené en première instance et n'ont jamais été jugées, est le fruit d'un travail de *mise en visibilité* par des acteurs non judiciaires. On trouve ainsi une myriade d'entreprises qui – dans le journalisme, dans le jeu politique, ou encore dans le travail universitaire – fondent leur spécificité sur la valorisation des sources judiciaires.

On peut ainsi citer, à titre d'exemple, le groupe communiste de la commission parlementaire anti-mafia, qui travaille sous l'égide de Luciano Violante à la promotion de l'expertise judiciaire<sup>102</sup>.

#### Tableau n°16 : Le PCI et la promotion de l'expertise judiciaire

Le groupe communiste de la commission parlementaire anti-mafia joue un rôle important dans l'introduction de magistrats-consultants au sein de la commission parlementaire anti-mafia. Ainsi, quelques mois après la création de cette commission (1983), et à l'occasion de l'approbation de la liste de ses « consultants extérieurs », les représentants communistes de la commission demandent qu'il soit fait appel, aux côtés des universitaires, à d'autres types d'expertise « mûries sur le terrain » – et tout particulièrement à des magistrats. L'ex-magistrat anti-mafia et membre de la commission Aldo Rizzo (Gauche indépendante)<sup>103</sup> indique ainsi :

<sup>99</sup> GIGLIOLI (Pier Paolo), « Corruption politique et médias : l'affaire Tangentopoli », *Revue internationale de sciences sociales*, n°149, sept. 1996, pp. 437-452, pp. 439-442.

<sup>100</sup> Sur ce point, voir le chapitre 1, Partie II.

<sup>101</sup> Sur le concept de « saillance situationnelle », voir DOBRY (Michel), *Sociologie des crises politiques*, op. cit., pp. 198-199.

<sup>102</sup> Sans développer ici ce point, il faudrait pouvoir restituer l'ensemble des conflits dans lesquels se situent ces entreprises. Ainsi, Luciano Violante rencontre des résistances au sein du PCI, comme en témoigne cet ancien dirigeant du parti qui note : « Au sein du PDS [ex-PCI] s'est constitué et continue à exister un lobby d'ex-magistrats qui tend à exploiter la situation et le moralisme de masse de la base, pour acquérir du pouvoir au sein du parti. Il est ridicule de penser que Luciano Violante puisse diriger l'action de la magistrature ; il est par contre plus vraisemblable qu'il tire profit – en utilisant ses relations et ses connaissances – de l'influence qu'elle acquiert (...). L'idée non confessée, sans doute par prudence, est qu'il est possible d'arriver à une nouvelle classe politique par le biais de la voie judiciaire, sans comprendre qu'il y a une voie typiquement de droite », COLAJANNI (Napoleone), *Mani pulite ? Giustizia e politica in Italia*, Milan, Mondadori, 1996, pp. 58-59.

<sup>103</sup> Sur Aldo Rizzo, magistrat anti-mafia passé en 1979 en politique, voir nos remarques à la note XXX du chapitre 3, Partie II.

« Je suis d'accord sur la liste des consultants extérieurs qui nous a été proposée mais, à mon avis, il serait utile d'ouvrir la possibilité de valoriser comme experts des magistrats qui se sont engagés dans les procès de mafia et de camorra ; leur collaboration pourrait être précieuse, alors même que ne sont indiqués sur la liste que des professeurs »<sup>104</sup>.

Luciano Violante ne manque pas de renchérir à son tour, en soulignant que « aucun des noms sur la liste ne s'est jamais concrètement occupé de ces problèmes (...). Nous ne devons pas nous interdire de recevoir des contributions de spécialistes de la part de ceux qui travaillent sur le terrain »<sup>105</sup>.

De fait, à partir de 1988 et après de « longue[s] discussion[s] pour savoir s'il fallait ou non recruter ces consultants permanents »<sup>106</sup>, la commission recrute des magistrats comme experts permanents<sup>107</sup>.

L'expertise judiciaire de la mafia s'étant considérablement consolidée, notamment sous l'effet de la saillance du travail des *pools* palermitains, la présence des magistrats dans la commission anti-mafia apparaît désormais comme nécessaire pour légitimer le travail de celle-ci, comme en témoigne le récit de son président, le communiste Gherardo Chiaromonte<sup>108</sup>, qui indique ainsi :

« Je voulais qu'il y ait parmi les consultants de la commission parlementaire anti-mafia un magistrat sicilien lié à l'expérience du pool anti-mafia. Cela fut difficile. On trouva pour Falcone la solution d'une fonction de consultant non pas à temps plein, mais pour des questions spécifiques (...). Borsellino était déjà débordé par son travail en Sicile, et ne voulait pas voir d'autres fonctions. Cela n'empêcha pas néanmoins sa participation aux réunions que nous organisâmes pour entendre l'avis des magistrats très influents sur des questions particulièrement sensibles (...). C'est Pietro Grasso, qui avait été juge pendant le « maxi-procès » de Palerme, qui vint comme consultant de la commission parlementaire anti-mafia ; il connaissait en détail les questions de mafia, et était un ami de Giovanni Falcone et Paolo Borsellino »<sup>109</sup>.

Au total, cinq différents magistrats consultants travailleront pour la commission anti-mafia du communiste Gherardo Chiaromonte<sup>110</sup>. Ce travail de promotion de l'expertise judiciaire – plus exactement de l'expertise judiciaire des « nouveaux juges » – ne sera sans doute jamais aussi net qu'avec l'accession de Luciano Violante à la présidence de cette commission entre 1992 et 1994<sup>111</sup>.

<sup>104</sup> Commissione parlamentare anti-mafia, « Seduta del 3 aprile 1984 », *Atti parlamentari*, Camera dei deputati, IX legislatura, pp. 3-55, p. 35.

<sup>105</sup> *Ibid.*, p. 36.

<sup>106</sup> CHIAROMONTE (Gerardo), *I miei anni all'antimafia 1988-1992*, Rome, Calice, 1996, p. 37.

<sup>107</sup> La commission dispose en outre d'un officier de la « *guardia di finanza* » (corps de police – relevant, à l'instar des carabinieri, des armées – spécialisé dans la poursuite des fraudes fiscales et financières), d'un officier des carabinieri, d'un inspecteur de la Banque d'Italie, et d'un fonctionnaire de police.

<sup>108</sup> Gherardo Chiaromonte (PCI) est président de la commission parlementaire anti-mafia entre 1988 et 1992. Il raconte ces années dans CHIAROMONTE (Gerardo), *I miei anni all'antimafia 1988-1992*, *op. cit.*

<sup>109</sup> CHIAROMONTE (Gerardo), *I miei anni all'antimafia 1988-1992*, *op. cit.*, pp. 91-92.

<sup>110</sup> Il s'agit des magistrats Massimo Amodio, Pietro Grasso, et Vito Savino. Ce dernier est remplacé par Emilio Poggi, tandis que Giuseppe Ayala, ancien substitut du maxi-procès palermitain, est appelé au cours des derniers mois de la législature.

<sup>111</sup> Sur l'activisme de la commission parlementaire anti-mafia des années 1992-1994, voir les détails de JAMIESON (Alison), *The anti-mafia fight...*, *op. cit.*, pp.52-62.

De même, on peut évoquer les travaux du sociologue Pino Arlacchi sur la mafia, qui dès la fin des années 1970 s'appuient sur les actes judiciaires des magistrats anti-mafia pour constituer le paradigme du « mafieux-entrepreneur »<sup>112</sup> ; il a recours notamment aux enquêtes effectuées dans le même temps par les juges d'instruction anti-mafia Agostino Cordova (tribunal de Reggio Calabria) et Giovanni Falcone à Palerme<sup>113</sup>. Tout au long de son travail, Pino Arlacchi renvoie aux résultats tirés des enquêtes de ces deux magistrats. Celui qui est aujourd'hui devenu vice-secrétaire général de l'ONU et dirigeant du *United Nations Office for Drug and Crime Prevention* continuera à fonder son analyse de la mafia sur les actes judiciaires, et tout particulièrement sur les déclarations de « repentis »<sup>114</sup>. Ainsi, en fondant son travail sur un type de sources –les enquêtes judiciaires– jusque là délaissé par les mafialogues, il contribue à mettre en exergue la capacité du travail judiciaire à être le lieu privilégié de formation de la vérité sur le phénomène mafieux.

Sans doute la capacité maïeutique du travail judiciaire en matière de criminalité organisée n'est-elle jamais autant mise en exergue que dans l'historiographie dite du « double Etat » (*doppio Stato*), qui s'est imposée à la fin des années 1980 chez de nombreux intellectuels proches du PCI, historiens pour la plupart<sup>115</sup>. Ce nouveau

<sup>112</sup> ARLACCHI (Giuseppe), « The mafioso : from man of honour to entrepreneur », *The new left review*, n°118, 1979, pp. 53-72 ; et ARLACCHI (Giuseppe), *Mafia et compagnies. L'éthique mafiosa et l'esprit du capitalisme*, op. cit.

<sup>113</sup> Giuseppe Arlacchi indique ainsi dans la préface à l'édition française de son ouvrage : « l'élément chance s'est présenté dans le cas de mon enquête sous la forme de la mise en œuvre au même moment d'une vaste série d'enquêtes judiciaires menées en Sicile et en Calabre sur le phénomène mafieux ; les éléments de ces enquêtes sont devenus publics en temps utile pour me permettre de vérifier les hypothèses que je construisais. Les enquêtes en question, parmi lesquelles figurent l'enquête du juge Cordova sur 60 leaders mafiosi de la Calabre tyrrhénienne et l'enquête du juge Falcone sur le plus vaste trafic d'héroïne entre l'Europe et les U.S.A. qu'un groupe de la mafia sicilienne ait jamais mis sur pied, ont été menées à un niveau très élevé de professionnalisme et d'intelligence », in ARLACCHI (Giuseppe), *Mafia et compagnies. L'éthique mafiosa et l'esprit du capitalisme*, op. cit., pp. 9-10.

<sup>114</sup> Voir ses publications ultérieures, ARLACCHI (Giuseppe), *Les hommes du déshonneur. La stupéfiante confession du repentini Antonio Calderone*, Albin Michel, 1992 (1992) ; ARLACCHI (Giuseppe), *Addio Cosa nostra. La vita di Tommaso Buscetta*, Milan, Rizzoli, 1994 ; et ARLACCHI (Giuseppe), *Il processo. Giulio Andreotti sotto accusa a Palermo*, Milan, Rizzoli, 1995.

<sup>115</sup> L'article qui entreprend de la manière la plus systématique « l'exploration » de ce paradigme est celui de DE FELICE (Renzo), « Doppia lealtà e doppio stato », op. cit., pp. 493-562. Pour une analyse critique de ces thèses, voir le travail de l'historien Pietro Scoppola qui parle de « révisionnisme de gauche », in SCOPPOLA (Pietro), *La Costituzione contesa*, Turin, Einaudi, 1998, pp. 69-79.

Nombreux sont ceux qui se sont appropriés ce paradigme : voir notamment NEPPI MODONA (Guido, dir.), *Cinquant'anni di Repubblica italiana*, op. cit. ; VIOLANTE (Luciano), « L'Italia dei poteri illegali », in NEPPI



paradigme d'interprétation de l'histoire de l'Italie de l'après-guerre est construit autour de l'idée d'un dédoublement de l'Etat entre une façade légale (le système politique) et de multiples accords secrets passés en arrière-scène entre des segments de cet Etat (tout particulièrement les services secrets et les armées) et des organisations criminelles<sup>116</sup> ; cette déconnexion en deux scènes se serait constituée à la faveur d'un contexte international et national de guerre froide où l'Italie constitue le maillon faible du camp occidental, du fait de sa position géographique et de la présence en son sein du plus puissant parti communiste d'Europe occidentale. Ce schéma d'analyse, qui se substitue à la fin des années 1980 au paradigme du retard italien traditionnellement promu par le PCI<sup>117</sup>, constitue une relecture de l'ensemble des occurrences de la criminalité organisée depuis les années 1960 (assassinat d'Aldo Moro, attentats terroristes des groupes d'extrême-droite, affaire de la loge P2, affaire Gladio<sup>118</sup>...) dans une seule et même trame, comme l'atteste la définition qu'en donne Guido Neppi Modona :

*« Les deux Italies –celle du droit et de la légalité et celle des pouvoirs occultes et illégaux- se sont entremêlées de manière variable dans l'histoire de la République au travers des tentatives de coup d'Etat, les déviations de services secrets, le terrorisme néo-fasciste, les attentats, le terrorisme rouge, la P2, les mafia ; à côté du laborieux développement de l'ordre démocratique, s'est constitué un système subversif dont les membres ont été et sont d'autant plus dangereux qu'ils sont en mesure de se relier entre eux et de converger vers des objectifs communs de déstabilisation du cadre politique et de la légalité constitutionnelle »<sup>119</sup>.*

Dans ce cadre, l'Italie contemporaine serait ainsi caractérisée par la coexistence d'une scène légale –le jeu politique ordinaire- avec un ensemble de phénomènes criminels qui entreraient ponctuellement en relation avec certains segments de l'Etat (les services secrets, les armées, mais aussi certains hommes politiques), et

---

MODONA (Guido, dir.), *Cinquant'anni di Repubblica italiana*, op. cit., pp. 143-158 ; TRANFAGLIA (Nicola), « Un capitolo di "doppio stato". La stagione delle stragi », op. cit.

<sup>116</sup> On retrouve dans de nombreuses analyses de la vie politique italienne, ce même thème du dédoublement du politique où les intrigues de l'arrière-scène conditionnent le cours de la politique officielle ; voir par exemple les analyses sur ce point de PIZZORNO (Alessandro), « Dopo il consociativismo », *Micromega*, n°2, 1995, pp. 236-260.

<sup>117</sup> Sur ce changement de paradigme, voir les analyses de MASTROPAOLO (Alfio), « Eziologia di una crisi politica », *Teoria politica*, 1999. Sur le paradigme du « retard », voir les analyses de BRIQUET (Jean-Louis), « Fine dell'anomalia italiana ? », in LAZAR (Marc), DIAMANTI (Ilvo), dir., *Stanchi di miracoli*, Milan, Guerini, 1997, pp. 49-59 ; et REGONINI (Gloria), « Il principe e il povero. Politiche istituzionali ed economiche negli anni 80 », *Stato e mercato*, n°39, déc. 1993, pp. 361-403.

<sup>118</sup> Sur toutes ces affaires, voir nos précisions à l'annexe n°3.

conditionneraient ainsi de manière occulte le cours de la façade légale, à l'image de la loge P2 ou du groupe *Gladio*. C'est alors toute l'histoire politique de l'Italie contemporaine qui devient sujette à caution, puisqu'aussi bien chaque épisode peut avoir été déterminé par des alliances ou des connivences cachées. Dès lors, parce qu'elles disposent (par le biais des interrogatoires, des perquisitions, des commissions rogatoires, etc...) des instruments d'enquête qui permettent de pénétrer dans ce niveau secret de l'Etat et de faire apparaître ces rapports occultes, les enquêtes judiciaires deviennent, dans le travail de ces historiens, non seulement une source privilégiée, mais aussi le seul et unique moyen d'accéder au second niveau du « double Etat », c'est-à-dire là où se nouent les réseaux criminels d'origines diverses qui déterminent le fonctionnement de l'Etat italien. Dans ce cadre, les actes judiciaires apparaissent alors comme le lieu de dévoilement d'une histoire cachée et imperceptible « à l'œil nu ».

On trouve sans doute un indice supplémentaire de la valeur qu'acquiert le mode judiciaire de connaissance de la réalité dans la résurgence au sein des sciences sociales des débats épistémologiques sur la notion de vérité, et singulièrement sur les rapports entre vérité sociologique ou historique et vérité judiciaire<sup>120</sup>. Ces débats peuvent prendre la forme d'une simple introspection sur les difficultés du travail historique face à l'omniprésence des sources judiciaires, à l'instar des réflexions livrées par cet historien en ouverture d'un ouvrage sur l'assassinat d'Aldo Moro :

« Il y a un type de difficulté que l'on pourrait qualifier de scientifique, pour celui qui a, comme l'auteur, une formation historiographique classique et qui a dû travailler avec des sources essentiellement d'origine judiciaire. Dans la mesure où les forces et les entreprises qui ne laissent pas apparaître au grand jour leurs buts et leurs objectifs (mafia, loge P2, terrorisme, "stratégie de la tension"... ) sont devenues, si ce n'est prévalentes, du moins incontournables, il est désormais tenu pour acquis dans le monde universitaire qu'il n'est pas possible d'étudier l'histoire politique italienne des dernières décennies sans avoir recours à cette documentation [judiciaire]. Dans ce domaine, les

<sup>119</sup> NEPPI MODONA (Guido), « Presentazione », in NEPPI MODONA (Guido), *Cinquant'anni di storia dell'Italia repubblicana*, op. cit., pp. I-XIX, p. XIII-XIV.

<sup>120</sup> Sur ces questions, voir GINSBURG (Carlo), *Il giudice e lo storico. Considerazioni in margine al processo Sofri*, Turin, Einaudi, 1991 ; FERRAIOLI (Luigi), *Teoria del garantismo penale*, Bari, Laterza, 1989, notamment pp. 5-66, ainsi que la bibliographie sur la rapport entre vérité historique et vérité judiciaire pp. 55-66 ; FERRAIOLI (Luigi), « La prova diabolica », *Politica ed economia*, n°7-8, 1990, pp. 9-11 ; LAVAZZA (Andrea), « La toga e la verità », *Il Mulino*, n°6, 1995, pp. 1045-1058. On notera également la republication de l'article classique du juriste CALAMANDREI (Piero), « Il giudice e lo storico », *Rivista di diritto processuale civile*, n°1, 1939, pp. 105-128.

*instruments dont dispose la magistrature, tels que la perquisition de documents, la détention, le face à face en audience, etc..., sont bien plus utiles que la persévérance d'un chercheur. Par ailleurs la disparition (définitive ?) du journalisme d'enquête fait des dossiers d'enquête la source presque exclusive (à l'exception du travail des commissions parlementaires –souvent important mais dérivant lui-même du travail de la magistrature, et de toute de façon toujours politiquement orienté). Il y a là le risque pour le chercheur d'être subalterne au magistrat ; un risque auquel on ne peut qu'opposer la précaution d'une contextualisation aussi précise que possible de la documentation, en tenant compte du fait que les parquets et les magistrats ont également une histoire particulière »<sup>121</sup>.*

L'enquête menée à partir de 1992 contre Giulio Andreotti au tribunal de Palerme –et dont les actes ont été publiés par des journalistes sous le titre emblématique « La vraie histoire de l'Italie (...). Giancarlo Caselli et ses substituts reconstruisent les vingt dernières années de l'histoire italienne »<sup>122</sup>-, suscite une même admission de la difficulté d'un travail historique dans ce nouveau cadre de la part de l'historien de la mafia Salvatore Lupo :

*« L'exigence de ne pas aplatir la vérité historico-politique sur la vérité judiciaire doit être acceptée totalement, et je pense qu'elle l'est, au moins en théorie, par le plus grand nombre, y compris par les juges. Mais, dans la pratique de l'Italie de ces vingt-cinq dernières années, la vertu de cette distinction est très difficile à appliquer face à une politique si profondément contaminée par l'illégalité affairiste, terroriste et mafieuse »<sup>123</sup>.*

Ce désespacement face à une histoire contemporaine qui ne serait accessible que par le biais des instruments de connaissance judiciaire indique bien le caractère désormais incontournable des sources judiciaires. C'est d'ailleurs en partant de ce même constat que l'historien Carlo Ginsburg se propose de ne pas laisser au juge le monopole des notions de preuve et de vérité<sup>124</sup>. Dans un ouvrage célèbre paru en 1991, l'historien italien réexamine ainsi étape par étape, acte judiciaire par acte judiciaire, les éléments de l'enquête qui a conduit à la condamnation de l'ancien leader du groupe d'extrême-gauche *Lotta continua*, Antonio Sofri, pour sa participation présumée à un attentat terroriste. Défaisant la reconstruction historique opérée par les magistrats enquêteurs pour faire la preuve de son inconsistance, il revendique la juridiction de l'histoire sur

<sup>121</sup> BISCIONE (Francesco), *Il delitto Moro. Strategie di un assassinio politico*, Rome, Riuniti, 1998, p. XXIV.

<sup>122</sup> MONTANARO (Silvestro), RUOTOLO (Sandro), *La vera storia d'Italia : interrogatori, testimonianze, riscontri, analisi...*, op. cit.

<sup>123</sup> LUPO (Salvatore), « Mafia, politica, storia d'Italia : a proposito del processo Andreotti », *Meridiana*, n°25, 1996, pp. 19-45, pp. 20-21.

<sup>124</sup> GINSBURG (Carlo), *Il giudice e lo storico. Considerazioni in margine al processo Sofri*, op. cit.

la détermination de la vérité. Dans son introduction à cette contre-enquête, Carlo Ginsborg précise ainsi qu'il est nécessaire de repenser les rapports entre « vérité historique » et « vérité judiciaire », soulignant, contrairement au « scepticisme radical »<sup>125</sup> de ses collègues historiens qui se refusent à « analyser les rapports qui existent entre les témoignages [des repentis] et la réalité qu'ils désignent ou représentent »<sup>126</sup>, que « les notions de "preuve" et de "vérité" sont partie constitutives du métier d'historien »<sup>127</sup>.

L'ensemble de ces débats, dont on fait ici état de manière schématique, dessine ainsi en creux la prédominance du mode judiciaire de connaissance de la réalité. Il faudrait pour en rendre compte de manière exhaustive reproduire cette analyse pour d'autres professions, à commencer par le journalisme. Sans développer ce point, on peut citer à cet égard les propos tenus par Andrea Lavazza à propos du traitement journalistique de l'opération « Mains propres » qui relève :

« Une diminution, une quasi-disparition, du journalisme d'investigation qui réussit à anticiper ou à accompagner l'enquête judiciaire et ne se contente pas d'en enregistrer les développements. Il semble significatif que la course à "l'exclusivité" se soit désormais transformée dans la publication anticipée des actes judiciaires, ou bien dans la révélation des déclarations des procès-verbaux et des documents des dossiers des parquets »<sup>128</sup>.

On le voit au travers de ces exemples, la valorisation des sources judiciaires est indissociable de ses « clientèles », c'est-à-dire des usages hétérogènes qu'en font des acteurs judiciaires et non judiciaires intéressés à des titres divers au travail des « nouveaux juges ». Ces usages différenciés par les profanes<sup>129</sup> des enquêtes des juges engagés dans la lutte contre la criminalité organisée participent certes à la consolidation de la « nouvelle justice », puisqu'en effet ils désignent ces magistrats comme des interlocuteurs privilégiés au détriment d'autres porte-parole de la magistrature tels que les hauts magistrats ou les professionnels du syndicalisme. Mais surtout, ils contribuent sous des formes chaque fois différentes, à imputer au travail

---

<sup>125</sup> *Ibid.*, p. 13.

<sup>126</sup> *Ibid.*

<sup>127</sup> *Ibid.*

<sup>128</sup> LAVAZZA (Andrea), « La toga e la verità », *op. cit.*, p. 1049.

<sup>129</sup> On entend ici le terme de « profane » en son sens étymologique (« hors du temple »), i.e. comme désignant l'ensemble de ceux qui n'appartiennent pas à la profession judiciaire.

judiciaire une même capacité à dévoiler les rapports entre la criminalité organisée, les partis, et l'Etat, et par extension, à devenir le lieu d'expertise privilégié de ce qu'est l'Etat italien. Les multiples significations que se voient attribuer concomitamment les enquêtes des « nouveaux juges » au gré des usages qui en sont faits dans les différentes professions, créditent ainsi les sources judiciaires d'un même rôle de maïeutique. Sous l'effet du travail des multiples acteurs qui attestent le point de vue imprenable du mode judiciaire de connaissance, les sources judiciaires deviennent ainsi une source incontournable pour la compréhension de l'histoire contemporaine italienne. En d'autres termes, les « nouveaux juges » se voient attribuer ce que Edward Shils a appelé un charisme de contact, c'est-à-dire l'imputation d'une relation directe ou indirecte d'une personne, d'un groupe ou d'une institution avec le centre de la société<sup>130</sup>. En effet, si l'on s'accorde avec le sociologue américain pour considérer, d'une part que la zone centrale de la société (« the center of the order of symbols, of values and beliefs »<sup>131</sup>) est « le lieu structurel de l'institutionnalisation du charisme au niveau macro », alors la relation particulière que se voient reconnaître les « nouveaux juges » avec la vérité de l'histoire italienne constitue bien une imputation charismatique<sup>132</sup>.

<sup>130</sup> Sur le « charisme de contact », voir SHILS (Edward), « Center and periphery », in SHILS (Edward), *The constitution of society. Essays in macrosociology*, op. cit., pp. 93-109 ; et les développements sur ce point de EISENSTADT (Samuel), « Charisma and institution building : Max Weber and modern sociology », in EISENSTADT (Samuel, dir.), *Max Weber on charisma and institution building*, Chicago, University of Chicago Press, 1968, pp. IX-LVI. Pour une discussion de ce concept, voir FRANCOIS (Bastien), « Le président pontife constitutionnel. Charisme d'institution et construction juridique du politique », in LACROIX (Bernard), LAGROYE (Jacques), dir., *Le président de la République. Genèses et usages*, Paris, Presses de la FNSP, 1992, pp. 303-331, notamment pp. 313-316.

<sup>131</sup> SHILS (Edward), « Center and periphery », op. cit., p. 93.

<sup>132</sup> Sur cette relation entre la « zone centrale » et l'imputation charismatique, voir SHILS (Edward), « Charisma, order, and status », in SHILS (Edward), *The constitution of society*, op. cit., pp. 119-142 ; et SHILS (Edward), « Charisma », in SHILS (Edward), *The constitution of society*, op. cit., pp. 127-134 ; Clifford Geertz a repris cette relation dans son étude des symboliques du pouvoir, in GEERTZ (Clifford), « Centres, rois, charisme : réflexions sur les symboliques du pouvoir », GEERTZ (Clifford), *Savoir local, savoir global. Les lieux du savoir*, PUF, 1986, pp. 153-182.

## 2- Une compétition accrue pour l'interprétation des actes judiciaires<sup>133</sup>

Si les enquêtes judiciaires sur la criminalité organisée se voient ainsi mises en exergue, les magistrats ne sont pas pour autant assurés d'en être les seuls interprètes. Bien au contraire, la valorisation des sources judiciaires dans l'espace public va de pair avec un risque croissant de dépossession des « nouveaux juges », qui se trouvent en effet concurrencés toujours plus nettement dans l'exégèse de leur propre travail. Parce qu'elles deviennent un moyen d'accès incontournable à la compréhension de l'Italie contemporaine, les sources judiciaires sont en effet le point de convergence de nombreuses expertises issues de diverses professions (historiens, sociologues, journalistes, hommes politiques...), qui entrent en concurrence pour leur interprétation. Dans ces conditions, l'intérêt pour les enquêtes des « nouveaux juges » s'accompagne d'une compétition accrue pour l'exégèse des sources judiciaires.

Or on sait —comme on a cherché à le montrer au chapitre 1 (Partie II) - qu'une fois la procédure judiciaire achevée et les juges dépourvus des instruments judiciaires de connaissance, ces derniers se trouvent démunis face aux autres professionnels de l'expertise<sup>134</sup>. Dès lors, sans doute plus que pour tout autre savoir d'expertise, le succès même de l'expertise judiciaire dans l'espace public est synonyme de dépossession tant il est vrai qu'une fois l'enquête achevée, le magistrat se trouve désarmé dans les conflits pour le contrôle du sens de son propre travail. Ne pouvant plus intervenir sous sa forme légitime, le juge doit en effet emprunter ses instruments à d'autres professions : aux professeurs de droit, l'article de doctrine, le commentaire d'arrêt ; au sociologue, les outils de l'analyse sociologique... Dans ces conditions, il peut difficilement concurrencer de manière durable ceux qui maîtrisent ces outils de manière légitime.

---

<sup>133</sup> Par « actes judiciaires » ou « sources judiciaires », on entend l'ensemble des décisions prises par un ou plusieurs juges pendant une enquête. On y inclut donc de ce fait non seulement les décisions de renvoi en jugement, mais aussi les mises en examen, la détention provisoire...

<sup>134</sup> Sur ces deux temps de l'expertise judiciaire (pendant et après l'enquête judiciaire), voir nos développements au chapitre 1, Partie II.

Ainsi, les multiples retraductions dont fait l'objet le travail judiciaire dans l'espace public contribuent à fragiliser le contrôle des « nouveaux juges » sur le sens de leurs propres enquêtes. Pis, elles obligent les magistrats enquêteurs à engager un travail coûteux de démentis et de rectificatifs sur ce que « veulent dire » ces enquêtes, faute de quoi ils perdent définitivement le contrôle du sens de leur propre travail, comme en témoigne cette réponse de Marcello Maddalena quand on lui demande :

« Q- Est-il vrai que les magistrats parlent trop? On dit qu'ils ne devraient s'exprimer que par le biais de leurs décisions judiciaires ?

R- Si nous étions dans un pays normal où chacun respecte les limites de ses propres compétences, je souscrirais immédiatement à ce principe. Mais *en Italie, il semble que tout le monde peut parler des procès, anticipant même les décisions judiciaires, à l'exception des magistrats qui s'occupent de ces procès et qui –on peut le présumer- s'y connaissent. Répondre aux insultes, aux attaques, ou mensonges devient alors souvent un droit voire un devoir de légitime défense (...). Parler de ses propres enquêtes en cours est une autre question : il est évident que le magistrat ne peut évoquer des éléments couverts par le secret d'instruction. Mais il est opportun qu'il explique de manière générale quel est l'objet de l'enquête, pour éviter des distorsions et des malentendus. Surtout si les faits sont d'intérêt public* »<sup>135</sup>.

Pour se convaincre des conséquences pour le magistrat enquêteur de l'intensification de la concurrence pour l'exégèse des actes judiciaires, il n'est que de considérer la postérité et les retraductions multiples dont a fait l'objet la classification des crimes mafieux proposée par Giovanni Falcone et Giuliano Turone en 1982<sup>136</sup>, ainsi que les démentis et précisions que les deux juges d'instruction ont été contraints d'apporter tout au long des années 1980 pour éviter que son sens ne soit galvaudé. Sur la base des enquêtes qu'ils ont menées sur la mafia, les deux magistrats proposent en effet, à l'occasion d'un colloque du CSM en juin 1982<sup>137</sup>, une typologie des crimes mafieux correspondant à trois niveaux d'enquête judiciaire : un premier niveau qui concerne les activités illicites traditionnelles des organisations mafieuses (la contrebande, l'extorsion des fonds...); un second qui rassemble les délits « qui correspondent à la logique mafieuse du profit et aux luttes entre clans pour le contrôle des activités »<sup>138</sup> ; enfin un troisième niveau qui constitue, aux yeux des deux juges d'instruction, l'objectif ultime des enquêtes judiciaires, et qui comprend « les

<sup>135</sup> MADDALENA (Marcello), *Meno grazia, più giustizia*, Rome, Donzelli, 1997, pp. 55-56.

<sup>136</sup> FALCONE (Giovanni), TURONE (Giuliano), « Tecniche di indagine », *op. cit.*, notamment pp. 46-50.

<sup>137</sup> CSM, « Riflessioni ed esperienze sul fenomeno mafioso », *op. cit.*

<sup>138</sup> *Ibid.*, p. 49.

délits qui ont pour objectif de perpétuer le système mafieux en général (...), notamment les assassinats d'hommes politiques ou d'autres représentants des institutions publiques considérés comme dangereux pour le pouvoir mafieux »<sup>139</sup>.

A la faveur des multiples réappropriations dont il fait l'objet dans le cadre des mobilisations anti-mafia du début des années 1980, le concept de « troisième niveau » devient vite le moyen d'identifier non plus seulement un certain type de crime, mais plus généralement les connivences et les compromis entre la classe politique et *Cosa Nostra* qui permettraient à cette dernière de se perpétuer<sup>140</sup>. Rebaptisée « théorie du troisième niveau », elle devient ainsi un instrument pour désigner, mais aussi dénoncer, les collusions entre certains segments de la Démocratie chrétienne sicilienne et la mafia. Forgé à l'intention d'une audience de magistrats, et conçu initialement pour définir les différents niveaux d'enquête judiciaire en matière de mafia, le concept se voit ainsi réapproprié à des fins de lutte politique. De ce fait, les magistrats se trouvent rapidement dépossédés du sens de leur typologie ; Giovanni Falcone doit ainsi intervenir à de nombreuses reprises pour rectifier et démentir certaines interprétations, telles que celles qui font du troisième niveau le lieu d'un contrôle de la mafia par le politique :

« il n'existe pas de "troisième niveau", de quelque genre que ce soit, qui influencerait et déterminerait les orientations de *Cosa nostra* »<sup>141</sup>.

La dépossession des deux magistrats de l'exégèse de leur propre travail trouve sans doute sa manifestation la plus éclatante dans les déclarations retentissantes d'une des figures de proue des mobilisations anti-mafia, le maire de Palerme Leoluca Orlando<sup>142</sup>. Ce dernier, soutenu par de nombreux protagonistes de la lutte anti-mafia,

---

<sup>139</sup> *Ibid.*

<sup>140</sup> Comme l'indique l'historien Rosario Mangiameli, « la théorie du troisième niveau a bénéficié et bénéficie encore aujourd'hui d'une grande popularité. Au-delà des appartenances politiques, elle est entrée dans l'imaginaire mafologique », ajoutant que la théorie du troisième niveau « est devenue immédiatement populaire au début des années 1980, dans une version différente de celle authentique », MANGIAMELI (Rosario), « Mafia, politica, stato. A proposito di due libri recenti », *Meridiana*, n°15, 1992, pp. 249-267, p. 256.

<sup>141</sup> Giovanni Falcone cité in *ibid.*, p. 255.

<sup>142</sup> Sur Leoluca Orlando et le mouvement politique qu'il a créé -la *Rete*- dont le programme se concentre sur la lutte contre la criminalité organisée et la corruption de la vie politique, voir MASTROPAOLO (Alfio), « Machine politics and mass mobilization in Palermo : epitaph for a failed revolt », in LEONARDI (Roberto), ANDERLINI (Fausto), dir., *Italian politics : a review*, op. cit. ; et MASTROPAOLO (Alfio), « Tra politica e mafia.



multiplie au début des années 1980 les prises de position qui dénoncent le fait que Giovanni Falcone, alors procureur adjoint du tribunal de Palerme, refuse d'engager des enquêtes sur le « troisième niveau ». Dans un rapport remis au Conseil supérieur de la magistrature sur ce point, le maire de Palerme indique ainsi :

« De 1979 à aujourd'hui, de nombreux fonctionnaires et de nombreuses personnes de la société civile ont été assassinées en Sicile (...). Ces délits ont été appelés "politiques". L'expression n'est pas une invention de type sociologique, ni un slogan de propagande. Elle a été forgée par les juges de Palerme eux-mêmes. Dans la communication présentée le 4 juin 1982 à l'occasion d'un séminaire du CSM (...) les juges Giovanni Falcone et Giuliano Turone parlaient du "troisième niveau" (...). Notre demande et revendication de fond concerne la poursuite insuffisante ou l'absence de poursuite des enquêtes et des instructions dans la direction indiquée par les juges palermitains eux-mêmes »<sup>143</sup>.

A la suite de cet exposé, Giovanni Falcone est convoqué pour répondre devant le CSM des accusations ainsi portées à son encontre et rendre compte en détail de la gestion des enquêtes anti-mafia depuis 1979 au cabinet d'instruction du tribunal de Palerme<sup>144</sup>.

On mesure ainsi que le succès même du travail des magistrats va de pair avec le risque croissant de dévoiement du sens de leur propre travail par d'autres groupes sociaux. En d'autres termes, si la multiplicité et la diversité des usages par des groupes profanes du patrimoine de connaissance judiciaire de la criminalité organisée participent bien de la consolidation de l'autorité de la « nouvelle justice », elles risquent dans le même temps déposséder les magistrats de l'exégèse des actes judiciaires. On retrouve alors la tension caractéristique des savoirs d'expertise entre d'une part, le nécessaire travail d'intéressement de nouvelles catégories de profanes au savoir ainsi produit (en d'autres termes, l'extension de leur juridiction à d'autres domaines et d'autres groupes sociaux) et d'autre part, le maintien du monopole des

---

Storia breve di un latifondo elettorale », in MORISI (Massimo, dir.), *Far politica in Sicilia. Deferenza, consenso e protesta*, Milan, Feltrinelli, 1993, pp. 84-144.

<sup>143</sup> Le texte de la lettre en date du 11 septembre 1991, adressée au CSM est publié *in extenso*, in GALASSO (Alfredo), MANCUSO (Carmine), ORLANDO (Leoluca), « Esposto Orlando – Galasso al CSM sulle "carte nei casseti" » in MONTI (Gionmaria), *Falcone e Borsellino*, Rome, Riuniti, 1996, pp. 154-173, pp. 155-156.

<sup>144</sup> Voir l'audition de Giovanni Falcone devant le CSM publiée, de manière inédite, in *ibid.*, pp. 173-185. Le juge palermitain y regrette la « culture du soupçon » et le « lynchage moral » dont il fait l'objet. Sur l'ensemble de cette polémique entre le maire de Palerme et Giovanni Falcone, voir les documents rassemblés in *ibid.*, pp. 140-185.

spécialistes sur leur manipulation ; un savoir doit être tout à la fois exotérique, c'est-à-dire être utile à d'autres acteurs que les seuls experts, et ésotérique c'est-à-dire rester l'affaire de professionnels<sup>145</sup>. Dès lors que les spécialistes –les « nouveaux juges »– perdent le contrôle des usages qui sont faits de leur propre travail, il devient difficile de maintenir une représentation unifiée de la « nouvelle justice » sous la forme d'un *corpus* de savoirs et de savoir-faire<sup>146</sup>.

## B/ Une « nouvelle justice » sujette à caution dans l'espace public

Mais les usages multiples des enquêtes judiciaires en matière de criminalité organisée dans l'espace public ont d'autres conséquences. Ainsi, dans la mesure où l'efficacité de l'invocation d'actes judiciaires dans les luttes politiques –par exemple l'usage de mises en examen d'hommes politiques pour dénoncer le parti auxquels ils appartiennent– dépend de la croyance partagée dans le caractère *effectivement* judiciaire, c'est-à-dire neutre et autonome, des actes judiciaires invoqués, on comprend que les conflits politiques se polarisent autour de luttes pour leur qualification (*judiciaire* ou non).

---

<sup>145</sup> Sur ce point, voir FRANCOIS (Bastien), « Une revendication de juridiction. Compétence et justice dans le droit constitutionnel de la Ve République », *Politix*, n°10-11, 1990, pp. 92-109, notamment pp. 93-94 ; ainsi que FRANCOIS (Bastien), *La Vème République dans son droit. La production d'un corps de connaissances spécialisées sur la politique et les institutions*, *op. cit.*, pp. 374-398.

<sup>146</sup> Le cas de l'émergence de la médecine de la douleur en France donne à voir de manière particulièrement nette ces contradictions entre extension de la validité et homogénéité du savoir d'expertise. Isabelle Baszanger montre ainsi la « situation paradoxale » de cette profession « qui forme un groupe de plus en plus visible socialement » mais n'est pas « en état de produire des standards de pratiques stables et homogènes qui définiraient les contenus de la médecine de la douleur ». C'est que si la multiplication des centres ou des « consultations-douleurs » à travers la France a consacré la visibilité de ce savoir d'expertise, elle l'a dans le même temps fragilisé dans la mesure où la diversité de ses praticiens a rendu difficile la définition d'un corps

## 1- Les luttes sur la qualification judiciaire (ou non) des actes judiciaires

La valeur particulière des actes judiciaires (perquisitions, mises en examen, renvois en jugement, jugements...) dans le cadre des luttes sectorielles (notamment politiques) où ils sont invoqués tient à la croyance partagée dans les propriétés particulières attribuées au judiciaire, et plus généralement au droit, à savoir son autonomie, sa neutralité, et son universalité<sup>147</sup>. Plus précisément, l'efficacité d'un acte judiciaire dans les luttes politiques suppose que les acteurs de ce champ s'accordent sur son caractère spécifiquement *judiciaire*, autrement dit sur le fait qu'il présente effectivement à leurs yeux ces caractéristiques de neutralité, d'autonomie, et d'universalité ; car en effet c'est l'accord sur ces éléments qui assurent à l'acte judiciaire invoqué son *extériorité* aux luttes politiques, et donc sa valeur spécifique par rapport aux coups politiques ordinaires. A l'inverse, l'opération de *requalification* d'un acte judiciaire en stratégie politique ou médiatique (ou en tout autre dessein qui pourrait être imputé au magistrat enquêteur et qui serait *extérieur* au procès lui-même) risque de priver celui-ci de son efficacité spécifique. De fait, la réduction d'un acte judiciaire à un coup politique rendrait alors inintéressante son utilisation dans les luttes politiques, puisqu'aussi bien, déclassé ainsi au rang de ressource politique ordinaire, il ne se distinguerait plus alors de cette dernière.

Il faut ajouter que l'efficacité de l'invocation des actes judiciaires ne dépend pas exclusivement de l'accord sur son caractère effectivement judiciaire, mais également des rapports entre l'acte judiciaire et celui qui s'en réclame. De fait, l'invocation des actes judiciaires pour disqualifier un adversaire politique n'est jamais aussi efficace que lorsqu'elle paraît imprévisible, c'est-à-dire quand le fait judiciaire et

---

unifié de savoir et savoir-faire, fragilisant, par le fait, la profession dans ses rapports avec d'autres acteurs, BASZANGER (Isabelle), « Emergence d'un groupe professionnel et travail de légitimation », *op. cit.*

<sup>147</sup> Sur les formes légitimes sous lesquelles le droit et singulièrement la justice se donnent à voir, voir BOURDIEU (Pierre), « La force du droit », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°64, 1986, pp. 3-19, pp. 5-6.

celui qui l'invoque (par exemple un homme politique) paraissent éloignés<sup>148</sup>. En effet, si l'on s'accorde avec Luc Boltanski pour considérer que « la puissance d'une mobilisation, c'est-à-dire son pouvoir d'enrôler de nouveaux individus (...) dépend du degré auquel elle apparaît comme imprévisible, c'est-à-dire du degré auquel les fractures qu'elle entraîne ou les alliances qu'elle instaure paraissent indépendantes des clivages sociaux (e.g. d'opinions politiques, de religion, de classe ou de position hiérarchique) socialement reconnus comme pertinents »<sup>149</sup>, alors la définition du rapport entre celui qui invoque l'acte judiciaire et cet acte lui-même (autrement dit le caractère prévisible ou non de cette invocation) devient déterminant. A défaut d'être imprévisible, l'usage par un groupe social d'un acte judiciaire prête le flanc à la dénonciation de son caractère partisan et partial, entraînant de ce fait, le déclassement de cette ressource judiciaire au rang de coup politique ordinaire. Ainsi, en soulignant l'existence d'une alliance voire d'un complot entre les « nouveaux juges » et le PCI, des partis comme le PSI ou la DC travaillent à retirer toute valeur spécifique aux dénonciations que le parti communiste leur porte au nom des révélations contenues dans les enquêtes judiciaires en matière de criminalité organisée. On s'explique alors les controverses multiples qui se développent à partir du début des années 1980 sur la qualification du PCI comme le « parti des juges », c'est-à-dire comme le parti qui soutient systématiquement les intérêts et les stratégies de la magistrature. C'est dans ce cadre que s'inscrit le travail des dirigeants du PCI, et tout particulièrement du responsable de la section Justice, Luciano Violante, pour se défaire de ce qualificatif :

« [On] nous a défini parfois comme le "parti des juges". Nous n'aspérons à aucune position préférentielle à l'égard de la magistrature. Et c'est pour cette raison que nous n'avons pas hésité à exprimer notre critique polie mais ferme quand il nous a semblé que des magistrats négligeaient leurs devoirs quelles que soient leurs fonctions, y compris quand il s'agissait de magistrats de la Cour de cassation. *Ceux qui exercent correctement les fonctions juridictionnelles ne doivent pas avoir de parti qui les soutiennent. Non pas parce que ceux qui exercent les fonctions publiques ne doivent pas être soutenus ; mais parce qu'il serait souhaitable que la défense de la légalité et la promotion des droits soient des terrains d'engagement unitaires de toutes les forces politiques démocratiques* »<sup>150</sup>.

<sup>148</sup> Sur l'analyse des conditions d'efficacité des discours de dénonciation, voir BOLTANSKI (Luc), « La dénonciation », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°51, mars 1984, pp. 3-40.

<sup>149</sup> Boltanski (Luc), « La dénonciation », *op. cit.*, p. 15.

On le voit, la légitimité d'un acte judiciaire ne dépend donc pas exclusivement du respect formel de la procédure, mais aussi des luttes pour la définition de ce qui est et ce qui n'est pas *judiciaire*, ainsi que pour la détermination des rapports entre le fait judiciaire et celui qui en fait usage.

## 2- La « nouvelle justice » sous haute surveillance

Dans ces conditions, on comprend qu'à la faveur de la multiplication des usages des ressources judiciaires dans le cadre des luttes politiques, les « nouveaux juges » et leurs enquêtes se trouvent désormais placés sous haute surveillance. L'intensification des controverses politiques autour des actes judiciaires, et tout particulièrement de ceux en matière de criminalité organisée, ne manque d'avoir des effets sur les magistrats spécialisés dans ce contentieux.

Dans ce nouveau contexte en effet, toute nouvelle enquête judiciaire est jaugée d'emblée dans le champ politique sous le rapport des traits qui pourraient « trahir » les motifs *particuliers* (politiques, médiatiques, ou autres...) du magistrat qui la conduit. Chaque acte judiciaire invoqué est examiné sous le rapport de l'appartenance politique ou syndicale –présente et passée- du titulaire de l'enquête. En d'autres termes, les rapports du magistrat avec l'extérieur, parce qu'ils peuvent permettre éventuellement de dénoncer le caractère non judiciaire d'un acte judiciaire, sont désormais placés sous « haute surveillance ». Dès lors tout se passe comme si chaque enquête judiciaire, chaque prise de position d'un juge dans la presse risquait d'être critiquée.

Les enquêtes que mène le *pool* de substituts milanais à partir de 1992 en matière de corruption politique sont à cet égard emblématique. Ainsi, on ne comprend pas l'examen permanent de leurs actes auxquels ont été soumis les membres du *pool* de

---

<sup>150</sup> VIOLANTE (Luciano), « Il diritto alla giustizia », in NATTA (Alessandro) et alii, *Il diritto alla giustizia*, Rome,

l'opération « Mains propres », si l'on ne rend pas compte du fait que leurs enquêtes ont été constamment invoquées, réappropriées et reformulées (notamment) dans le jeu politique par des « entrepreneurs politiques de la crise » tels que la *Ligue lombarde* d'Umberto Bossi, la *Rete* de Leoluca Orlando, ou *Alleanza Nazionale* de Gianfranco Fini<sup>151</sup>. En d'autres termes, si la question de la définition des rapports entre magistrature et politique est devenue particulièrement aiguë au cours de ces années 1992-1994, c'est notamment parce que l'invocation massive du travail du *pool* par ces entrepreneurs dans le champ politique a tendu à polariser la lutte politique autour de la *qualification* de ces enquêtes judiciaires<sup>152</sup>. C'est en effet sous ce rapport que le travail du *pool* de l'opération « Mains propres » a été examiné par les partis dont les membres étaient mis en examen : quelles sont les appartenances politiques et syndicales, présentes ou passées, des membres du groupe ? Pourquoi les enquêtes judiciaires n'ont-elles touché que marginalement le PCI ? Pourquoi le substitut du *pool*, Tiziana Parenti, qui souhaitait enquêter sur le PCI, a-t-elle écartée de l'équipe ? Mais aussi : quelle complicité de ces juges avec les médias ? Quelles sont les ambitions personnelles des substituts du *pool* ? ... Autant de questions qui ont été posées d'emblée, et auxquelles les membres du *pool* ont été tenus de répondre sous peine de voir leur entreprise judiciaire déclassée au rang d'entreprise politique ou médiatique<sup>153</sup>. On s'explique ainsi en retour que les magistrats du *pool* aient tant insisté sur l'ensemble des éléments contribuant à dé-singulariser leur travail, et notamment sur la diversité des appartenances syndicales de ses membres<sup>154</sup>.

---

Rinascita, 1985, pp. 7-40, p. 37.

<sup>151</sup> Sur ces « entrepreneurs politiques de la crise », voir BRIQUET (Jean-Louis), « Mobilitazioni politiche e congiuntura critica », *Teoria politica*, n°1, 1996, pp. 15-30, et notamment pp. 20-26 ; ainsi que MASTROPAOLO (Alfio), « Eziologia di una crisi di fine millennio : come è stata costruita la crisi politica », *op. cit.*

<sup>152</sup> Pour une analyse de la constitution de la saillance du *pool* de l'opération Mains propres dans l'espace public, voir l'article de RAYNER (Hervé), « Formation du *pool* Mani Pulite et basculements au sein du secteur judiciaire », *Italie Années 90*, n°13-14, 1998, pp. 153-173.

<sup>153</sup> Sans doute est-il possible d'inclure le pendant judiciaire de ces dénonciations, et notamment les nombreux procès dont a fait l'objet Antonio di Pietro à partir de 1995 ; de même, on pourrait ajouter les différentes inspections du *pool* milanais que commanditent les ministres de la justice successifs au cours de ces années.

<sup>154</sup> Cf. RAYNER (Hervé), « Formation du *pool* Mani pulite et basculement au sein du secteur judiciaire », *op. cit.*

Les rapports entre la magistrature et le monde extérieur -et singulièrement avec le politique-, deviennent ainsi une zone dangereuse de l'espace social, en ce sens qu'en s'y aventurant, le magistrat s'expose à faire l'objet de dénonciations multiples dans son travail judiciaire présent et à venir. Dès lors, on comprend que les usages multiples de la « nouvelle justice » ne sont pas sans conséquences sur les conditions pratiques de formation et de pérennisation des entreprises judiciaires. Comment pourrait-il en être autrement quand chaque acte judiciaire doit faire les comptes avec la possibilité constante d'être disséqué et utilisé dans l'espace public ? Comme l'indique ce magistrat :

« Bien qu'ils continuent à bénéficier du soutien de l'opinion publique, les magistrats, voient mis à nu sans pitié (sans doute avec raison) le moindre faux pas, la moindre polémique interne à un tribunal ou entre tribunaux, la moindre photo ou interview de trop »<sup>155</sup>.

Dans ce cadre, le maintien de contacts avec des partis politiques ou avec des journalistes s'avère particulièrement dangereux et délicat pour les magistrats, puisqu'aussi bien ils risquent de voir immédiatement dénoncé le caractère partisan de leur travail judiciaire, ce qui les oblige alors à s'engager dans un coûteux travail de dénéigation. Il est en effet désormais difficile pour un juge de ne pas prendre en compte le risque de voir ses prises de position, sa participation à des mobilisations en dehors de la magistrature, ses sympathies politiques, etc. utilisées pour disqualifier son travail judiciaire.

Cette nouvelle donne s'impose certes à tout juge, mais elle n'est pas sans mettre en danger plus spécifiquement les « nouveaux juges » qui, comme l'étude des *pools* turinois et palermitain l'a montré, doivent la mise en exergue de leur expérience judiciaire au travail d'acteurs non judiciaires<sup>156</sup>. La constitution d'entreprises judiciaires d'expertise en matière de criminalité organisée repose en effet, on l'a vu, sur leur capacité de mobilisation de ressources sociales locales et nationales en dehors de la magistrature.

---

<sup>155</sup> BRUTI LIBERATI (Edmondo), « Magistrati e politici : una difficile convivenza », *Micromega*, n°5, 1993, pp. 31-45, p. 34.

Dans la configuration que nous venons de décrire, le maintien et la réactivation des soutiens de la « nouvelle justice » deviennent alors particulièrement ardu et coûteux, puisqu'ils sont amenés à prêter particulièrement le flanc à la dénonciation des origines partisans de leur travail ainsi qu'au déclassement de leur instruction au statut de coup *simplement* politique ou médiatique. Dès lors, ce sont les conditions de constitution d'entreprises judiciaires d'expertise qui se trouvent modifiées, puisque la nécessaire mobilisation des ressources non judiciaires est rendue difficile par l'attention continue portée dans l'espace public aux rapports des « nouveaux juges » avec l'extérieur.

Sans doute la difficulté de mobiliser les soutiens non judiciaires de la « nouvelle justice » est-elle par ailleurs renforcée par un phénomène symétrique : il n'est plus possible –plus exactement, il est plus difficile- pour les partis politiques qui s'étaient faits les tenants de la « nouvelle justice » de soutenir les « nouveaux juges », comme ils le faisaient par exemple à Turin à la fin des années 1970<sup>157</sup>.

Au vu de ces développements, force est de constater que le « succès » même de la « nouvelle justice » dans l'espace public expose celle-ci à un double risque : d'une part, la dépossession de l'interprétation des actes judiciaires (et son corollaire, le risque d'une perte de cohérence de la « nouvelle justice » réappropriée et reformulée au gré des usages qui en sont faits) ; d'autre part, la difficulté plus grande de constituer des entreprises judiciaires d'expertise, dans un contexte où la mobilisation de ressources non judiciaires devient coûteuse.

On s'explique dans ces conditions que les « grands juges » travaillent à redéfinir les rapports des magistrats avec leur environnement.

---

<sup>156</sup> Sur ce point, voir nos développements au chapitre 1, Partie II.

<sup>157</sup> On en trouve l'indice dans la position du PCI à l'occasion du référendum de 1987 portant sur la responsabilité civile des magistrats. Lancé par le PSI et le parti radical pour renforcer la responsabilité personnelle des magistrats pour les erreurs judiciaires qu'ils commettraient, il rencontre immédiatement l'hostilité de l'ANM et des « nouveaux juges ». Dans un contexte où il est affaibli électoralement, menacé dans son hégémonie à gauche par le PSI, et deux années après avoir échoué lors du référendum sur l'indexation des salaires (*scala mobile*), le PCI se range –quoique tardivement et non sans avoir initialement critiqué le projet des socialistes- du côté des partis de gouvernement (notamment la DC et le PSI), entrant ainsi en conflit avec la magistrature.



## C/ La mise à distance du politique

Force est de constater que la relative fluidité des rapports entre magistrats, professeurs, et hommes politiques du tournant des années 1970-1980, dont la multipositionnalité des juristes communistes turinois étudiée au chapitre 1 (Partie II) constituait sans doute un cas emblématique, a laissé progressivement place à un marquage beaucoup plus net des rapports entre les professions. De marches, la zone des rapports entre le judiciaire et les autres professions devient frontière, de surcroît étroitement policée.

Certes, il serait illusoire d'opposer à un état indéterminé des rapports entre la magistrature et son environnement, un état fortement réglementé. On peut pour s'en convaincre considérer les technologies diverses (régime des incompatibilités, sanctions disciplinaires, procédure de récusation des magistrats...) qui contrôlent, depuis longtemps déjà, l'insertion du magistrat dans son environnement<sup>158</sup>. L'ordre judiciaire porte ainsi la trace de l'importance de la réglementation de ses rapports avec l'extérieur. En donnant la possibilité au justiciable de récuser un magistrat pour les liens personnels qu'il entretient avec l'affaire jugée, en interdisant le cumul de fonctions politiques avec l'exercice de la profession judiciaire, en organisant -par le biais des sanctions disciplinaires- une déontologie chargée d'assurer « le prestige de l'ordre judiciaire », les règles qui gouvernent le fonctionnement de la magistrature participent à la détermination des rapports légitimes avec l'extérieur et dessinent en creux les comportements déviants. Ainsi, les contacts qui s'établissent entre la magistrature et le politique, en dehors même des canaux officiels et fortement ritualisés que constituent des occasions telles que la cérémonie d'inauguration de l'année judiciaire, ne sont pas libres, puisqu'aussi bien les passages et les collaborations entre les deux professions sont au moins en partie réglementés.

---

<sup>158</sup> Pietro Saraceno identifie ainsi dès le début du XX<sup>ème</sup> siècle un premier mouvement d'autonomisation de la magistrature qui prend notamment la forme de la création de l'Association Nationale des Magistrats en 1909 et d'un premier Conseil supérieur de la magistrature en 1907. Ce mouvement s'accompagne de la disparition progressive des passages -jusque là fréquents- entre la haute magistrature et la politique, v. SARACENO (Pietro), *Alta magistratura e classe politica dalla integrazione alla separazione*, Rome, Dell'Ateneo Bizzarri, 1979.

Dès lors, parce que ces différentes technologies sont bien l'indice du degré d'objectivation des rapports entre la magistrature et son environnement, l'étude de l'évolution de ces dispositifs institutionnels constitue un point d'observation privilégié de la redéfinition de ces rapports. Dans ce cadre, il est utile d'analyser la contribution des « grands juges » au renouveau de certains de ces instruments tombés en désuétude, ou encore à la redéfinition de nouvelles technologies de contrôle des rapports du judiciaire avec son environnement. Dans un contexte où les entreprises judiciaires d'expertise de la criminalité organisée sont menacées par les usages multiples dont elles font l'objet, on peut y lire l'entreprise par les « grands juges » d'un travail de maintenance de la « nouvelle justice ».

### **1- La redéfinition des mécanismes de contrôle des rapports du magistrat avec son environnement**

On assiste en effet, à partir du milieu des années 1980, au renouveau, tout à la fois du travail de définition et, à moindre titre, de l'usage des instruments qui tendent à restreindre ou à réglementer de manière plus restrictive les rapports de la magistrature avec son environnement.

A la faveur de l'éviction progressive des hauts magistrats du CSM<sup>159</sup>, la plupart de ces instruments étaient en effet tombés en quasi-désuétude, à l'instar du pouvoir disciplinaire, de la procédure de mutation pour « incompatibilité d'environnement » (*incompatibilità ambientale*), du contrôle de l'attribution des fonctions extra-judiciaires aux magistrats en poste, ou encore des détachements. Les syndicats de magistrats qui se constituent au début des années 1960 et représentent majoritairement les grades inférieurs du corps judiciaire<sup>160</sup> entendaient mettre ainsi fin aux usages qui avaient été faits de ces instruments par la haute magistrature jusqu'au début des années 1970.

---

<sup>159</sup> Voir nos développements sur ce point au chapitre 3, Partie II.

<sup>160</sup> Sur ce point, voir notre tableau n°7, *supra*.

Force est de constater cependant qu'à partir du milieu des années 1980, une réflexion se développe qui tend à rénover ces procédures. Ces différents investissements, dont les « grands juges » se font les principaux promoteurs, se déclinent dans un grand nombre d'espèces mais participent tous d'un même travail de clôture entrepris au nom du maintien de la légitimité de la magistrature face à tout conditionnement externe, comme l'atteste l'inscription de l'ensemble de ces questions dans une seule et même question morale :

« [Certains] secteurs de la magistrature acceptent de cohabiter avec l'existant, c'est-à-dire avec un système de pouvoir qui n'entend pas extirper de son sein la mafia et la corruption. *La question morale est un archipel vaste et varié au sein duquel s'entremêlent l'appartenance aux loges maçonniques, les emplois extra-judiciaires de légitimité douteuse et de compromission certaine, des oublis et des inerties dans l'exercice de l'action pénale, des contiguités ou des collusions avec les milieux délinquants (...).* Dans aucun cas, l'indépendance ne peut constituer un prétexte, non seulement —cela va de soi— pour des complaisances et des omissions, mais aussi pour des formes de faible investissement professionnel »<sup>161</sup>.

Ainsi conçue, la question morale impose une même mise à distance de l'extérieur, et vient justifier la codification stricte des rapports avec l'extérieur. Comme l'indique le syndicat des Verts dans son programme :

« L'indépendance des centres de pouvoir passe, nécessairement, par le nœud gordien des emplois non judiciaires [détachement]. Pour ce est qui des emplois administratifs, il faut de continuer à en demander l'abolition complète (...). Maintenant, il faut cependant également se préoccuper des emplois dans la haute magistrature qui ont une "valeur" politique et qui continuent à être attribués aux magistrats. Dans ces cas, s'il n'est pas possible de les abolir, il faudra être attentif à ce que, à la fin du mandat, le retour dans la magistrature ne soit pas "privilegié" »<sup>162</sup>.

La procédure de mutation pour « incompatibilité d'environnement » (*incompatibilità ambientale*) constitue sans doute un des exemples les plus emblématiques du travail de mise à l'écart de tout ce qui pourrait venir délégitimer le travail judiciaire. Créé en 1948, cet instrument donne la possibilité au CSM de procéder à la mutation d'un magistrat contre son gré, lorsque « pour quelque raison que ce soit, même indépendante de sa volonté, un magistrat ne peut, dans le tribunal où il exerce ses fonctions, administrer la justice dans les conditions requises par le prestige de l'ordre

---

<sup>161</sup> BRUTI LIBERATI (Edmondo), PEPINO (Livio), *Autogoverno o controllo della magistratura*, op. cit., pp. 169-170.

<sup>162</sup> Verdi, « Programma elettorale », *La magistratura*, janv.-mars 1992, n°1, pp. 36-37, p. 36.

judiciaire »<sup>163</sup>. Du fait des usages qui en ont été faits par la haute magistrature pour assurer son contrôle sur le corps judiciaire, cette procédure ainsi que la notion de « prestige de l'ordre judiciaire » ont longtemps été dénoncées par les magistrats des grades inférieurs, et tout particulièrement par les syndicats de magistrats. Pourtant, à partir du milieu des années 1980, les voix de « grands juges » se multiplient qui invoquent une réappropriation du dispositif et ce, afin de renforcer la légitimité de l'ordre judiciaire. Comme l'indique le leader syndical Edmondo Bruti Liberati (MD) :

« Les temps sont mûrs pour que l'instrument de la mutation de tribunal ne soit plus considéré, y compris par les magistrats, comme un tabou et pour que l'on affronte finalement la question selon des schémas qui ne soient pas simplement idéologiques »<sup>164</sup>.

Ainsi, dans les termes mêmes de ce dernier, la notion de « prestige de l'ordre judiciaire », dont « l'inadéquation saute immédiatement aux yeux », est désormais reformulée comme « la confiance des citoyens envers la fonction judiciaire et sa crédibilité »<sup>165</sup> ; parce qu'à l'inverse de la procédure disciplinaire<sup>166</sup>, elle est actionnée par le CSM lui-même et permet de muter un magistrat sans qu'il ait commis la moindre faute (d'un point de vue disciplinaire), l'incompatibilité d'environnement constitue aux yeux des « grands juges » un moyen privilégié de lutter contre les « situations de *pollution de la juridiction* »<sup>167</sup> qui risqueraient d'affecter leur crédibilité dans l'espace public.

Ce risque de « pollution de la juridiction » est, dans l'acception qu'en donnent les tenants de la « nouvelle justice », particulièrement vaste qui cherche à identifier l'ensemble des contacts illégitimes avec des réseaux politiques et économiques, ou plus généralement avec des notables locaux, susceptibles d'être dénoncés dans l'espace public comme autant d'indices de collusions et de connivences entre le magistrat et d'autres groupes sociaux :

---

<sup>163</sup> Article 2 al. 2 du décret loi du 31 mai 1948 cité, in BRUTI LIBERATI (Edmondo), GALASSO (Alfredo), « Funzioni del Consiglio superiore della magistratura e proposte di riforma », *Democrazia e diritto*, 1985, pp. 37-73, p. 49.

<sup>164</sup> BRUTI LIBERATI (Edmondo), GALASSO (Alfredo), *ibid.*, p. 50.

<sup>165</sup> *Ibid.*

<sup>166</sup> Comme on l'a déjà indiqué plus haut, seuls les procureurs généraux auprès des cours d'appel et le ministre de la justice sont compétents pour actionner la procédure disciplinaire ; la section disciplinaire du CSM se contente de juger des poursuites engagées.

« On peut imaginer par exemple que des comportements totalement légitimes d'un magistrat aient créé, sans que cela soit de sa faute, un cercle vicieux de polémiques et d'agitations tels que le magistrat est mis dans l'impossibilité de poursuivre de manière indépendante son activité. Il peut y avoir une certaine "culture" enracinée chez certains magistrats qui, sans être nécessairement génératrice de conduites illicites, rend impossible une administration indépendante de la justice dans certaines zones du pays. Que l'on pense au comportement passif de certains procureurs de la République dans des zones à forte implantation mafieuse, où la rupture des vieux modèles de comportement est indispensable pour exercer de manière crédible l'action pénale ; ou encore au lien de parenté avec les sujets criminels ou considérés par l'opinion publique comme responsables de délits graves qui perturbent la communauté »<sup>168</sup>.

Marcello Maddalena définit la procédure en des termes similaires, c'est-à-dire comme un instrument permettant de mettre à distance le magistrat de son propre milieu social, dans la mesure où c'est cet environnement là qui risque de fragiliser la légitimité d'une enquête dans l'espace public :

« La mutation [pour incompatibilité d'environnement] naît justement pour éviter une osmose excessive et parfois dangereuse entre le magistrat et l'environnement où il opère, ainsi que pour dissiper les soupçons de "quai de brumes"<sup>169</sup> et autres. Il peut arriver qu'un magistrat, après une vie passée dans le même tribunal, soit porté involontairement ou inconsciemment à "cohabiter" avec un environnement –très souvent corrompu par certaines pratiques politiques, ou carrément criminelles. Cette osmose n'emporte pas toujours des fautes graves, passibles d'actions disciplinaires. Et pourtant, pour des questions d'opportunité, il est préférable de le faire changer de milieu. Le risque est aujourd'hui d'autant plus lourd que le niveau des enquêtes et des inculpés qui, à une époque était toujours étranger à celui des magistrats, est monté au point que le magistrat doit s'occuper de personnages de la même classe sociale que lui, voire même d'une classe supérieure : professions libérales, entrepreneurs, hommes d'affaire, hommes politiques et fonctionnaires. Il arrive souvent par exemple que le magistrat puisse se retrouver à dîner avec des personnes qu'il aura à affronter pour fraude fiscale, faute professionnelle ou corruption, le lendemain. L'indépendance de la magistrature se défend ainsi : en écartant tous les facteurs qui tendent à fondre le magistrat dans le milieu dans lequel il évolue. Sinon, nous retomberions dans une "justice de classe" au moment même où les enquêtes de l'opération "Mains propres" et sur les liens politico-mafieux semblent nous rendre une justice "égale pour tous" »<sup>170</sup>.

Dès lors, la vie privée du magistrat, ses fréquentations dans les milieux politiques locaux, parce qu'elles peuvent menacer sa légitimité, sont également mises sous surveillance, comme l'indique un des substituts du *pool* de l'opération « Mains propres », Piercamillo Davigo :

<sup>167</sup> Ibid.

<sup>168</sup> SILVESTRI (Gaetano), cité in BRUTI LIBERATI (Edmondo), PEPINO (Livio), *Autogoverno e controllo della magistratura ?*, op. cit., p. 156.

<sup>169</sup> Comme on l'a indiqué plus haut, le « quai des brumes » (*porto delle nebbie*) désigne, selon une expression consacrée depuis les années 1970, le tribunal de Rome. C'est en effet dans ce tribunal que les enquêtes « sensibles » qui émergeaient dans les autres ressorts judiciaires étaient le plus souvent transférées pour y être très souvent classées sans suite.

<sup>170</sup> MADDALENA (Marcello), *Meno grazia, più giustizia*, op. cit., pp. 60-61.

« Je crois que [la vie privée du magistrat] doit subir des limitations pour tout ce qui risque d'avoir des retombées sur son travail. Par exemple, si un niveau de vie est disproportionné au salaire ou si des fréquentations peuvent créer une mauvaise image, alors la jurisprudence de la section disciplinaire ou, dans tous les cas, la pratique administrative de l'article 2 de la loi des garanties [incompatibilité d'environnement] en matière de mutation, sont claires : *en d'autres termes, je ne peux pas dire que je vois les amis qu'il me plaît, ni fréquenter des personnes en jugement, sinon je serai immédiatement transféré. De la même manière, des dispositions administratives ou disciplinaires pourraient être engagées à mon encontre, si mon niveau de vie était absolument disproportionné au salaire que je déclare* »<sup>171</sup>.

On le voit, la procédure de mutation pour incompatibilité d'environnement est désormais conçue par les « grands juges » comme le moyen de policer l'insertion des magistrats dans l'espace public et leur vie en dehors du palais de justice, définissant ainsi en creux un certain nombre de relations illégitimes ou déviantes ; parce qu'elle permet d'intervenir dès que la légitimité d'un juge et d'un procès est en cause, cette procédure devient un outil privilégié de protection de la légitimité des enquêtes judiciaires et plus généralement de la « nouvelle justice » à l'égard des dénonciations dont elle risque toujours de faire l'objet. Quoique encore rarement utilisé<sup>172</sup>, l'instrument du transfert pour « incompatibilité d'environnement » se trouve ainsi à partir du milieu des années 1980 réapproprié et redéfini par les « grands juges », pour devenir un instrument de contrôle incisif de l'étanchéité de la frontière entre magistrature et le monde extérieur.

## 2- Autonomiser la « nouvelle justice »

La multiplication des investissements des « grands juges » dans la redéfinition des technologies de contrôle de la frontière entre la magistrature et son environnement peut donc se comprendre comme un travail de pérennisation d'une « nouvelle justice ».

---

<sup>171</sup> DAVIGO (Piercamillo), *La giubba del re*, Bari, Laterza, 1998, p. 162.

<sup>172</sup> La procédure n'a en effet été utilisée que 35 fois entre 1985 et 1995, mais son usage se fait plus fréquent. Pour la seule année 1992, la mutation pour incompatibilité a été utilisée neuf fois, in BRUTI LIBERATI (Edmondo), PEPINO (Livio), *Autogoverno e controllo della magistratura*, op. cit., p. 157.

On l'a vu, la mise sous haute surveillance de la magistrature met en danger les conditions mêmes de constitution des entreprises judiciaires d'expertise. Plus précisément, le maintien et la réactivation des soutiens de la « nouvelle justice » (c'est-à-dire de l'ensemble des groupes qui ont engagé avec elle des transactions) devient coûteux ; cela requiert notamment que les « nouveaux juges » fassent montre de leur indépendance à l'égard de ces groupes ainsi que des spécificités professionnelles irréductibles de chacun. On comprend dès lors que dans ce nouveau contexte, la pérennisation des transactions qui ont présidé à la formation de la « nouvelle justice » aille de pair avec un travail d'explicitation et d'énonciation des différences et des spécificités professionnelles des différents membres de ce réseau ; un travail de mise au plat et de mise au clair ce qui était jusque là resté, pour partie au moins, dans l'indéterminé et l'incertain, à savoir les frontières professionnelles. Au flou et à la confusion qu'atteste la multipositionnalité des membres de ces réseaux au début des années 1980<sup>173</sup> succède ainsi au contraire la détermination précise de leurs rôles respectifs ainsi que du régime des incompatibilités.

On retrouve alors ici la loi générale établie par Pierre Bourdieu qui met en rapport d'une part la dangerosité sociale de pratiques et d'échanges sociaux (c'est-à-dire les conflits, mais aussi la perception du risque de conflit auxquels ils peuvent donner lieu entre les parties de l'échange ou en dehors), et d'autre part l'objectivation des rapports sociaux sous la forme de codes de conduite, de rituels, et d'autres règles qui contribuent à les faire voir et à les organiser sous une forme stabilisée : « plus la situation est dangereuse, plus la pratique tend à être codifiée. Le degré de codification varie avec le degré de risque (...). Plus la situation sera grosse de violence à l'état potentiel, plus il faudra mettre les formes »<sup>174</sup>. Tout se passe alors comme si c'était seulement à la condition de tracer des frontières nettes et de pointer du doigt les différences professionnelles, que les groupes sociaux qui soutiennent la « nouvelle justice » et les magistrats eux-mêmes pouvaient se prémunir contre les dénonciations et ainsi perpétuer les profits que chacun d'entre eux retire de leur collaboration. Dans

---

<sup>173</sup> Voir sur ce point, l'exemple des « juristes communistes turinois » présenté au chapitre 1, Partie II.

un cadre où les actes judiciaires sont *sujets à caution*, la perpétuation des réseaux et des relais dont dispose la « nouvelle justice » dans l'espace public de consolidation, et singulièrement dans le champ politique, passe par des investissements dans la mise en forme des rapports entre professions.

Le renforcement de la clôture entre magistrature et politique, la mise à distance réciproque que l'on observe ainsi au cours des années 1980 n'est pas alors l'actualisation d'une différence de nature présente à l'état latent entre les deux secteurs. Elle se comprend bien plutôt comme la conséquence indirecte de la *nécessité pratique*, pour différents acteurs issus de différentes professions, de perpétuer les transactions qui les lient, dans un contexte nouveau où les enquêtes judiciaires (singulièrement celle en matière de criminalité organisée) et leurs titulaires sont placés sous haute surveillance. Ainsi, la mise à distance réciproque de la politique et du judiciaire ne s'analyse pas, ou pas seulement, comme le fruit de mobilisations *explicitement* orientées vers la réactivation de l'opposition entre magistrature et politique, mais également comme le fruit de la nécessité pratique de maintenir – sous des formes nouvelles – des rapports entre les deux secteurs. Ainsi, par un paradoxe des conséquences, l'autonomisation de la magistrature apparaît comme le produit d'investissements de groupes sociaux divers pour pérenniser le fonctionnement de relations et de réseaux inter-professionnels.

Dès lors que l'on a analysé la configuration dans laquelle s'inscrivait ce travail de clôture et d'autonomisation, il convient d'étudier les formes qu'il revêt et le modèle professionnel qu'il contribue à constituer.

---

<sup>174</sup> BOURDIEU (Pierre), « Habitus, code et codification », *op. cit.*, p. 41



## CHAPITRE 2 : Discipliner la nouvelle profession judiciaire

---

« Tous ces [magistrats] tués, et en premier lieu ceux qui exerçaient des fonctions de substituts, se sentaient et étaient des juges de la République gardiens jaloux de leur indépendance contre toute espèce de conditionnement, membre d'une seule communauté professionnelle, celle de tous les magistrats ; tous, ils savaient que c'est seulement face à un juge qui obéit à la loi qu'un homme acquiert sa dignité de citoyen. Face à des juges qui ne seraient pas les gardiens jaloux de leur indépendance et seraient conditionnés dans leur carrière par le bon vouloir du ministre, personne ne pourrait revendiquer de droits mais on pourrait alors seulement implorer des largesses ».

CICALA (Mario), « Risposta a un appello », *La magistratura*, n°2, oct.-déc. 1991, p. 1.

On l'a vu, la configuration dans laquelle s'inscrit la « nouvelle justice », caractérisée par les usages incontrôlés qui sont faits dans l'espace public des enquêtes judiciaires en matière de criminalité organisée et par les antagonismes entre syndicalistes et « nouveaux juges », met ainsi constamment en danger la capacité des « grands juges » à faire exister de manière crédible et durable une conception unitaire et cohérente de la profession judiciaire et de ses rapports avec l'extérieur, et singulièrement avec le politique. Parce qu'ils sont l'occasion d'une mise en ordre de la profession, le devoir de mémoire qui saisit les « grands juges » par lequel ils commémorent les martyrs de la « nouvelle justice » tombés sous les coups de la criminalité organisée ainsi que la naissance d'une école de la magistrature où sont enseignés les savoirs et savoir-faire judiciaire, participent de ce travail de maintenance du magistère de la « nouvelle justice » dont on a étudié les formes au chapitre précédent. Ce faisant, ils contribuent à la constitution d'un nouveau modèle professionnel au sens tout à

la fois d'une excellence judiciaire fondée sur l'exemple édifiant des aînés et d'un standard professionnel accessible à tout juge et inculqué dans le cadre de l'école de la magistrature.

## **Section I/ Le travail de constitution du groupe professionnel**

S'il est vrai que le travail de mémoire est aussi un travail de mise en ordre de ce qui se présente sous une forme éparse voire contradictoire, alors le foisonnement inédit des écrits autobiographiques de magistrats, des histoires professionnelles écrites par des juges, des commémorations des pairs assassinés, bref l'ensemble de ce qu'on appellera les mises en récit de la « nouvelle justice » et de ses accomplissements, peut être analysé comme participant de ce travail de maintenance de la « nouvelle justice ». En effet, le devoir de mémoire qui semble saisir ces derniers renvoie à la nécessité de faire preuve de l'unité et de la cohérence de la « nouvelle justice ». Dès lors, l'analyse des textes qui sous des formes diverses construisent une histoire du groupe deviennent un point d'observation privilégié du travail de constitution d'un nouveau modèle professionnel.

### **A/ Les mises en récit du groupe**

Force est en effet de constater la multiplicité des mises en récit de la « nouvelle justice ». Des genres littéraires tels que l'autobiographie de magistrats ou l'histoire professionnelle connaissent ainsi au cours des années 1980 un

développement inédit<sup>1</sup>. En outre, commémorations, oraisons funèbres –sans doute favorisées par la multiplication des assassinats de magistrats à partir de la fin des années 1970- se succèdent, qui évoquent la mémoire des juges tués<sup>2</sup>. S'il est vrai que la promotion de ces genres est indissociable de l'intérêt nouveau que suscite la question judiciaire dans l'espace public<sup>3</sup>, et singulièrement chez les éditeurs, on ne saurait résumer ce travail de mémoire à l'apparition d'une demande, éditoriale ou autre. Les formes multiples que prennent ces mises en récit du corps judiciaire, la diversité des audiences pour lesquelles elles sont écrites (syndicale, non judiciaire...), invitent plutôt à les analyser comme la manifestation d'un devoir de mémoire, dont on cherchera ensuite à comprendre pourquoi il est ressenti de manière aussi impérative par les « grands juges ».

Sans doute est-il nécessaire en préalable de souligner le caractère hétéroclite des discours et des écrits ainsi rassemblés : ce que nous désignons ici comme des mises en récit constitue en effet un ensemble particulièrement inclusif, dont les différentes composantes n'ont d'autre point commun que leurs auteurs : des « grands juges ». Il réunit en effet des genres extrêmement hétérogènes, depuis les écrits à prétention scientifique publiés par les maisons d'édition dans les collections les plus prestigieuses (tels que les histoires de la magistrature parues dans les collections *Storia dell'Italia* et *Storia dell'Italia repubblicana* chez Einaudi), jusqu'aux nécrologies écrites par des magistrats dans les colonnes de la presse syndicale, en passant par des autobiographies. Chaque genre obéit à des canons de forme et de fond très spécifiques : l'article d'histoire professionnelle, le livre de mémoire, la nécrologie, mais aussi l'allocution commémorative, l'oraison funèbre, renvoient chaque fois à un ensemble de règles spécifiques (des passages obligés, ce qu'il est possible de dire...).

<sup>1</sup> Voir entre autres exemples, BERTONI (Raffaele), « Il magistrato », *op. cit.* ; CASELLI (Giancarlo), « La cultura della giurisdizione », *op. cit.* ; COLOMBO (Gherardo), *Il vizio della memoria*, *op. cit.* ; DAVIGO (Piercamillo), *La giubba del re*, *op. cit.* ; FALCONE (Giovanni), « Intervista-racconto », *op. cit.* ; FALCONE (Giovanni), PADOVANI (Marcelle), *Cose di Cosa Nostra*, *op. cit.* ; IMPOSIMATO (Federico), *Un juge en Italie*, *op. cit.* ; MADDALENA (Marcello), *Più grazia, meno giustizia*, *op. cit.* ; MADDALENA (Marcello), « Una magistratura autonoma e indipendente », *op. cit.* ; VAUDANO (Mario), VOGELWEITH (Alain), *Mains propres, mains liées. France-Italie : la leçon des affaires*, *op. cit.*

<sup>2</sup> Pour la liste des magistrats tués entre 1976 et 1992, voir le tableau n°17, *infra*.

<sup>3</sup> Sur la dynamique d'intéressement à la « nouvelle justice » dans l'espace public, voir nos développements au chapitre 1, Partie III.

De surcroît, chacun de ces textes ou de ces interventions s'adresse à des audiences différentes –militants syndicaux, « nouveaux juges », professionnels du droit, grand public...- et correspond à des occasions particulières : une réunion de section syndicale, une assemblée générale de l'ANM, un colloque, des funérailles... Enfin, ils s'inscrivent dans une conjoncture particulière, et ne prennent leur sens que dans le cadre plus large des conflits et controverses dans lesquels l'auteur est inséré. Dès lors, la compréhension de l'écrit ou du discours étudié est indissociable de l'étude du rapport que son auteur entretient tout à la fois avec une demande particulière, les règles spécifiques d'un genre littéraire ou oratoire, et une conjoncture spécifique. On le voit, l'économie de la situation nous renvoie à la spécificité –de l'audience, du genre et du moment- de chacune de ces mises en récit.

Mais, si l'on s'est néanmoins convaincu de la possibilité d'étudier cet ensemble à bien des égards hétérogène comme un *corpus*, c'est qu'au delà de ces différences, tous ces textes traitent de l'histoire du groupe et qu'ils s'inscrivent tous dans une seule et même configuration judiciaire, à savoir encore et toujours la question du travail de maintenance du magistère de la « nouvelle justice ». Tous ces discours et ces écrits s'insèrent en effet dans un même cadre où les « grands juges » sont sommés de mettre en cohérence tout à la fois les antagonismes internes (entre syndicalistes et « nouveaux juges »), et les dévoiements du sens du travail judiciaire en matière de criminalité organisée dans l'espace public. Ainsi on a affaire, dans chacun de ces discours et interventions orales, à un même procès de mise en ordre symbolique, qui s'efforce d'intégrer la diversité des intérêts dans une vision cohérente et unifiée de la profession et de son rapport au monde.

## 1- Hétérogénéité sociale et mise en ordre symbolique

Les différentes formes de mise en récit que nous évoquons ont en effet pour point commun de construire un fil conducteur, une téléologie de la magistrature, qui assigne à celle-ci une position clairement définie dans la

société, là où il semble précisément que le présent défie tout entendement unifié de la situation.

De nombreux travaux de sociologie des professions ont ainsi pu montrer que la récurrence de l'usage des techniques de mise en récit correspond à la nécessité –plus ou moins consciemment perçue- de mettre en ordre un groupe qui tend à échapper à toute intelligibilité unitaire. Dans leur travail sur la formation du barreau de Chicago à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, les sociologues Terry Halliday et Wendy Espeland ont ainsi mis en évidence le lien qui existait entre la profonde diversification socioculturelle des avocats de cette ville et l'usage massif que ces derniers font des techniques de commémoration (nécrologies, éloges funèbres...)<sup>4</sup>. La formation de cérémonies commémoratives toujours plus sophistiquées et ritualisées participe d'un effort entrepris par certains groupes d'avocats chicagoens, inquiets de l'évolution éclatée de leur profession, pour en expliciter et en codifier les frontières, les missions et les modèles d'excellence. En d'autres termes, tout se passe comme si le travail de mémoire constituait une réponse –plus ou moins rapide du fait de l'hystérésis des stratégies constituées dans l'état préalable de la profession, et plus ou moins consciemment pensée comme telle- à la moindre homogénéité sociale du corps. A l'instar du rapport inverse qui existe entre le ritualisme d'une part, et l'homogénéité de la société ou du groupe auquel il s'adresse d'autre part<sup>5</sup>, la propension à faire usage des techniques de mise en récit –qu'il s'agisse des histoires professionnelles ou de la constitution de *vitae* édifiantes- est sans doute d'autant plus forte que le groupe qui les produit est divisé, c'est-à-dire que les pratiques quotidiennes en son sein échappent au domaine du cela-va-de-soi et

---

<sup>4</sup> ESPELAND (Wendy), HALLIDAY (Terence), « Resurrecting the dead : obituaries, eulogies, and the reconstruction of professional legitimacy in the Chicago legal profession », American Bar Foundation, Working paper n°9018, 1990, pp. 1-38 ; et ESPELAND (Wendy), HALLIDAY (Terry), « Death becomes them : commemoration, biography and the ritual reconstruction of professional identity among Chicago lawyers in the late XIXth century », Center for urban affairs and policy research, Northwestern university, Working paper, 1994, pp. 1-48.

Voir aussi une analyse analogue montrant les difficultés particulières de la commémoration par les vétérans américains d'un épisode de l'histoire américaine controversé comme la guerre du Vietnam, WAGNER-PACIFICI (Robin), SCHWARTZ (Barry), « The Vietnam veterans memorial : commemorating a difficult past », *American journal of sociology*, n°2, sept. 1991, pp. 376-420.

<sup>5</sup> Sur cette relation, voir BOURDIEU (Pierre), « Habitus, code et codification », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°64, 1986, pp. 40-44.

de la routine, pour devenir au contraire l'objet constant de *prises de position* et de controverses.

On s'explique dès lors que ce soit dans un cadre où les conflits (ou, à tout le moins, la perception de la situation comme grosse de conflits potentiels) autour de la « nouvelle justice » se font toujours plus probables que les mises en récit du groupe lui-même par les « grands juges » se multiplient puisqu'en effet il devient plus que jamais nécessaire de dire et d'explicitier ce qui ne va plus de soi, les intérêts et les modèles d'excellence de la profession judiciaire. On comprend également que ce devoir de mémoire saisisse tout particulièrement les « grands juges », dans la mesure où leur position spécifique d'intermédiaire les dispose plus que d'autres à ressentir les divisions du corps judiciaire<sup>6</sup> tandis que leur position de porte-parole de la « nouvelle justice » dans l'espace public les expose plus que d'autres à mesurer les risques de dévoiement de son sens. Ainsi, l'impératif catégorique du travail de mémoire du groupe ne s'imposerait sans doute pas de manière aussi évidente aux « grands juges » si la configuration judiciaire – son caractère fragile, les conflits répétés entre syndicalistes et « nouveaux juges » – ne mettait en jeu, de façon pressante et constante, la question de l'identité même de la « nouvelle justice ».

Sans être forcément consciemment orienté en ce sens, le travail de mémoire qu'engagent les « grands juges », est le lieu d'une mise en ordre symbolique de la diversité de la présence des intérêts en présence qu'il cherche à transformer en un tout durable, harmonieux, voire même souhaitable<sup>7</sup>. A l'instar des prêtres qui travaillent constamment à réintégrer la diversité des fidèles dans une seule et même croyance (et communauté) par le biais d'une exégèse sans cesse recommencée de la prophétie d'origine<sup>8</sup>, les « grands juges » contribuent au

---

<sup>6</sup> Sur l'analyse de cette position, voir nos développements au chapitre 1, Partie III.

<sup>7</sup> Ce travail de mémoire ne manque pas alors de faire penser aux fonctions symboliques des constitutions telles que les a décrites Bernard Lacroix : « mettant en scène un groupe impossible à rassembler autrement qu'en le désignant, la constitution en produit l'existence en même temps qu'elle en devient immédiatement le signe et le témoin », in LACROIX (Bernard), « Les fonctions symboliques des constitutions : bilan et perspectives », in SEURIN (Jean-Louis, dir.), *Le constitutionnalisme aujourd'hui*, Paris, Economica, 1984, pp. 186-199.

<sup>8</sup> Dans sa relecture de la sociologie wébérienne des religions, Pierre Bourdieu note ainsi à propos de la « prophétie d'origine » que « les interprètes professionnels que sont les prêtres contribuent pour une part importante à ce travail incessant d'adaptation et d'assimilation [de la prophétie d'origine] qui permet

travers des mises en récit du groupe –de ses morts et de sa geste-, à ordonner la profession judiciaire. L'effectivité particulière du travail de mémoire sous ce rapport tient en effet dans le fait qu'à l'image du travail religieux, il offre la possibilité d'inscrire la précarité d'une situation présente dans une téléologie, un sens de l'histoire dans le cadre duquel la magistrature et ses divisions internes se trouvent investies d'un sens nouveau et réconciliées dans la poursuite d'un seul et même but. Les remarques du sociologue Peter Berger à propos de l'efficacité spécifique de la légitimation religieuse peuvent alors utilement être importées à notre objet :

« Religious legitimation purports to relate the humanly defined reality to ultimate, universal and sacred reality. *The inherently precarious and transitory constructions of human activity are thus given the semblance of ultimate security and permanence.* Put differently, the humanly nomoi are given a cosmic status »<sup>9</sup>.

En d'autres termes, parce qu'elles contribuent à intégrer le dispositif d'intéressement de la « nouvelle justice » dans une téléologie de la profession judiciaire, les mises en récit tendent à naturaliser la position des « grands juges » notamment en réintégrant chacune des composantes (syndicalistes, « nouveaux juges ») dans un seul et même modèle de justice, « dans une fiction intéressée qui [leur] offre une représentation honorable de [leur] condition », de sorte qu'il semble à tous « qu'il n'y a ni trompeur ni trompé »<sup>10</sup>. On comprend alors que le travail constant d'exégèse historique du groupe et de ses moments fondateurs par les « grands juges » constitue un lieu privilégié d'observation du travail d'intégration dans une même cosmogonie des groupes aux intérêts divergents, voire souvent contradictoires, qui composent la magistrature. En outre, du fait de ces caractéristiques mêmes, la commémoration des morts constitue sans doute une occasion particulièrement propice pour construire le groupe professionnel.

---

d'établir la communication entre le message religieux et des récepteurs sans cesse renouvelés et profondément différents des destinataires originels tant dans leurs intérêts religieux que dans leur vision du monde », BOURDIEU (Pierre), « Une interprétation de la théorie de la religion selon Max Weber », *Archives européennes de sociologie*, n°1, 1972, pp. 3-21, p. 19.

<sup>9</sup> BERGER (Peter), *The sacred canopy. Elements of a sociological theory of religion*, (1967), New York, Anchor, 1990, pp. 35-36.

<sup>10</sup> BOURDIEU (Pierre), « Les modes de domination », *op. cit.*

## 2- Eloges funèbres et construction du rôle judiciaire

Les travaux sur la rhétorique montrent en effet que la célébration des morts est, à la manière du discours sur les origines qui lui fait pendant, un moment privilégié des discours sur l'essence et sur la nature<sup>11</sup>. Ainsi, si l'évocation des débuts et des premiers commencements renvoie à la détermination d'un code génétique du groupe (notamment par le biais de l'identification d'ancêtres et la construction de généalogies), la mort, en donnant « le fin mot de l'histoire », accomplit le sens d'une vie et en livre le contenu à l'exégète sous sa forme *aboutie*. Une analyse sociologique devrait sans doute ajouter que le caractère particulièrement propice des commémorations des morts pour les discours naturalisateurs (c'est-à-dire sur l'essence et la nature des choses) tient sans doute à (ou, à tout le moins, est rendue possible par) l'absence du principal intéressé ; pour le dire avec Nathalie Heinich, la mort ouvre un espace herméneutique jusque là saturé par la présence de l'individu concerné<sup>12</sup>. En effet, dès lors que ce dernier n'est plus là pour contester et invalider le travail d'interprétation que d'autres acteurs peuvent faire de ses faits et gestes, chacun peut s'emparer à ses propres fins de l'histoire de la vie du défunt, et le faire parler. Autrement dit, il devient possible de se faire les glossateurs de sa vie et de ses œuvres en attribuant *un* sens à sa vie. Parler des morts, c'est alors parler d'immortalité, c'est-à-dire des propriétés et des caractéristiques du groupe présentes dans *chacun* de ses membres mais qui leur survivent et se réincarnent. En ce sens, l'éloge funèbre est un lieu propice à la constitution d'une représentation unifiée et intemporelle du groupe professionnel.

Sans doute cette métonymie qu'opère le travail de commémoration en faisant de l'individu l'incarnation du groupe professionnel n'est-elle jamais aussi efficace que dans le cas des assassinats, dans la mesure où les circonstances mêmes de la mort du magistrat –dans l'exercice de ses fonctions et à cause

---

<sup>11</sup> Sur ce point voir, entre autres, BURKE (Kenneth), *A rhetoric of motives*, Berkeley, University of California Press, 1969, pp. 13-15.



d'elles – semblent alors sceller définitivement ce lien entre l'individu et sa profession, légitimant davantage encore les aller-retour constants du nécrologue entre ces deux pôles. L'assassinat -parce qu'il s'agit là du sacrifice professionnel ultime, de la *profession de foi* par excellence- permet de consacrer rétroactivement le dévouement –on pourrait dire la dévotion- constant et total du magistrat à sa fonction. En donnant sa vie pour celle-ci, le magistrat fait désormais corps avec elle. Le martyr renoue ainsi *par sa mort* avec le caractère sacré qui fonde la coupure du professionnel et du profane<sup>13</sup> ; dès lors, on comprend que les assassinats de juges constituent bien une occasion particulièrement propice à l'évocation de la profession judiciaire et de ses caractéristiques intemporelles et sacrées.

Que l'on considère par exemple les commémorations qui font suite à l'assassinat par la mafia du substitut Rosario Livatino en 1990, qui n'était pas une personnalité de l'ordre judiciaire, mais plutôt un obscur magistrat « sans grade » d'un petit tribunal de la Sicile occidentale<sup>14</sup>. A la lecture des nécrologies et autres hommages produits au sein de la magistrature au lendemain de sa mort, on est frappé par l'insistance sur les caractéristiques *ordinaires* de ce juge. Rosario Livatino, jeune juge d'instruction à Agrigento (Sicile), qui fut chargé au cours de sa courte carrière de nombreux dossiers concernant la mafia, était ainsi « un des nombreux serviteurs de l'Etat, seulement coupable d'avoir exercé de manière diligente et honnête son travail de magistrat »<sup>15</sup> ; c'était « un homme habitué à travailler avec sérénité et en silence, loin des clameurs de la presse et des polémiques »<sup>16</sup> ; « un magistrat sans fard, un homme habitué à exercer son travail loin des devants de la scène, des entretiens et des polémiques, [un

<sup>12</sup> HEINICH (Nathalie), *La gloire de Van Gogh*, op. cit.

<sup>13</sup> Sur le caractère sacré qui est historiquement au fondement de l'organisation des individus en professions, et singulièrement de la frontière entre les professionnels et les profanes, caractère sacré qui est attesté par la profession de foi qu'il fallait faire avant d'entrer dans les corporations, voir HEILBRON (Johan), « La "professionnalisation" comme concept sociologique et comme stratégie des sociologues », in *Historiens et sociologues aujourd'hui*, Ed. du CNRS, 1986.

<sup>14</sup> Sans doute faudrait-il ici évoquer le contexte de controverses aiguës dans lequel cet assassinat intervient, entre d'une part le président de la République Francesco Cossiga et d'autre part les « grands juges » ; on comprend alors l'intensité des réactions de ces derniers, mais aussi de l'ensemble des tenants de la « nouvelle justice » tels que Nando Dalla Chiesa qui écrira une biographie de ce « magistrat modèle », in DALLA CHIESA (Nando), *Il giudice ragazzino*, Turin, Einaudi, 1992.

<sup>15</sup> Magistratura Indipendente, « Il sacrificio di Rosario Livatino », *Magistratura indipendente*, II, n°4-5, juillet-déc. 1990, p. 4.

<sup>16</sup> ABBATE (Nino), « E l'ANM sta a guardare ? », *La magistratura*, n°2-4, avril-décembre 1990, pp. 4-5, p. 4.

homme] ancré dans le caractère ordinaire d'un service qu'il rendait avec un engagement si fort qu'il a suscité l'alarme et la *vendetta* de la bestialité mafieuse »<sup>17</sup>. Bref, aux yeux de ses pairs, un juge comme les autres –et non pas un « grand juge», un juge comme l'institution judiciaire en compte tant d'autres.

Dès lors, à travers la description de ses mérites –son courage, son professionnalisme, son sens du sacrifice...-, ce sont les qualités extraordinaires de *chaque* magistrat qui sont décrites et mises en forme. Tout se passe comme si, en soulignant concomitamment les caractéristiques ordinaires et extraordinaires de ce juge, c'était le caractère impersonnel, substituable, reproductible des qualités extraordinaires des juges qui était ainsi indiqué. Dans ce cadre, le caractère extraordinaire ne dépend en effet plus de la particularité d'un juge hors norme, d'une figure charismatique, mais est rattaché au contraire au rôle judiciaire lui-même. En d'autres termes, la construction de la mémoire du titulaire de la charge est alors indissociablement construction de la charge elle-même<sup>18</sup>. Le fait même que le dépositaire de ces qualités extraordinaires soit, comme ses apologistes s'évertuent à le souligner, un magistrat ordinaire, contribue à dessiner en creux les caractéristiques de chacun de ceux qui appartient au corps judiciaire. On se convainc alors que la commémoration de ce « petit juge » est un moment privilégié de construction du nouveau rôle judiciaire, tant il est vrai qu'à cette occasion, les vertus héroïques des « grands juges » se détachent des conditions et des personnes particulières qui les incarnent, pour être déposées dans l'ordinaire du rôle.

On retrouve ce travail de constitution du rôle, de manière sans doute plus nette encore, dans la constitution d'un *collectif* des martyrs de la « nouvelle justice » dont l'évocation répétée à chaque assassinat dessine, comme en miroir, une représentation du groupe professionnel.

---

<sup>17</sup> IZZO (Gicchino), « Rosario Livatino : una morte vana ? », *La magistratura*, n°2-4, avril-décembre 1990, p. 3.

<sup>18</sup> On rejoint ici les remarques de Delphine Dulong dans son étude des éloges funèbres en politique, qui souligne que « toute position politique est également le produit d'un travail incessant de construction *par* son titulaire et *de* son titulaire », DULONG (Delphine), « Mourir en politique. Le discours politique des éloges funèbres », *Revue française de science politique*, n°4, août 1994, pp. 629-646, p. 646.

### 3- « Le mort saisit le vif »

Ce qui rend les commémorations des magistrats assassinés particulièrement intéressantes, c'est que leur nombre –22 entre 1976 et 1992- a rendu possible, au-delà même du travail de commémoration de chacun des morts, un travail continu de construction d'un collectif imaginaire des magistrats assassinés par le crime organisé, un véritable « Panthéon judiciaire » qui rassemble en une seule mémoire l'ensemble de ces « magistrats tombés sur le front ».

En effet, tout au long des vingt dernières années, les magistrats ont été, à l'instar des policiers et des fonctionnaires<sup>19</sup>, une des cibles privilégiées des attentats, tout à la fois des groupes terroristes et des groupes mafieux, comme l'atteste le tableau qui suit.

**Tableau n°17 : Les magistrats assassinés depuis le début des années 1970<sup>20</sup>**

5 mai 1971 : Pietro Scaglione, procureur de la République de Palerme.

8 juillet 1976 : Francesco Coco, procureur général près la cour d'appel de Gênes tué par les Brigades Rouges.

10 juillet 1976 : Vittorio Occorsio, substitut du tribunal de Rome, tué par le groupe terroriste d'extrême-droite *Ordine Nuovo*.

16 février 1978 : Riccardo Palma, magistrat en fonction à la direction des affaires pénales au ministère de la justice, tué par les Brigades Rouges.

10 octobre 1978 : Girolamo Tartaglione, directeur général des affaires pénales au ministère de la justice, tué par les Brigades Rouges.

8 novembre 1978 : Fedele Calvosa, procureur de la République de Frosinone.

29 janvier 1979 : Emilio Alessandrini, substitut du procureur de la République de Milan, tué par le groupe terroriste d'extrême-gauche *Prima Linea*.

25 septembre 1979 : Cesare Terranova, sur le point de prendre la direction du cabinet d'instruction du tribunal de Palerme, tué par *Cosa Nostra*.

12 février 1980 : Vittorio Bachelet<sup>21</sup>, vice-président du CSM, tué par les Brigades Rouges.

<sup>19</sup> Ainsi, si l'on considère que les morts résultant de la seule violence terroriste entre 1969 et 1982, on compte notamment 102 policiers et gardes du corps tués (soit 25% des 409 tués), 9 universitaires, 6 élus politiques et 11 magistrats. Cf. WEINBERG (Leonard), EUBANK (William), *The rise and fall of Italian terrorism*, op. cit., p. 110.

<sup>20</sup> On pourrait également mentionner les attentats manqués à l'encontre de Carlo Palermo, le 2 avril 1985, et de Giovanni Falcone, le 19 juin 1989.

16 mars 1980 : Nicola Giacumbi, procureur de la République de Salerne tué par la mafia locale.

18 mars 1980 : Girolamo Minervini, vice-directeur de la Direction des affaires pénales, tué par les Brigades Rouges.

19 mars 1980 : Guido Galli, juge d'instruction à Milan tué par le groupe terroriste d'extrême-gauche *Prima Linea*.

23 juin 1980 : Mario Amato, juge d'instruction du tribunal de Rome, tué par le groupe terroriste d'extrême-droite *Ordine Nuovo*.

6 août 1980 : Gaetano Costa, procureur de la République de Palerme, tué par *Cosa Nostra*.

25 Janvier 1983 : Giangiacomo Ciaccio Montaldo, substitut du procureur de la République de Trapani, tué par la mafia locale.

juin 1983 : Bruno Caccia, procureur de la République de Turin, tué par la mafia catanaise.

29 juillet 1983 : Rocco Chinnici, conseiller d'instruction du tribunal de Palerme, tué par *Cosa Nostra*.

14 septembre 1988 : Alberto Giacomelli, président de section du tribunal de Trapani, tué par la mafia locale.

25 septembre 1988 : Antonino Saetta, président de section de la cour d'assises de la cour d'appel de Palerme, tué par *Cosa nostra*.

21 septembre 1990 : Rosario Livantino, juge d'instruction près le tribunal d'Agrigento, tué par la mafia locale.

9 août 1991 : Antonio Scopelliti, magistrat de la Cour de cassation, tué par *Cosa nostra*.

23 mai 1992 : Francesca Morvillo et Giovanni Falcone, directeur des affaires pénales au ministère de la justice, tués par *Cosa nostra*.

19 juillet 1992 : Paolo Borsellino, procureur adjoint de la République auprès du tribunal de Palerme, tué par *Cosa nostra*.

Si les « grands juges » se sentent comme requis de se faire les exégètes de ce martyrologe judiciaire, de parler et de faire parler d'une seule voix leurs pairs « sacrifiés », s'ils rappellent à chaque fois qu'il est « notre décision, celle de nous tous, de pas laisser disparaître son sacrifice [ici, Antonio Scopelliti] et des autres qui l'ont précédé »<sup>22</sup>, c'est aussi parce que leurs mémoires pourraient, à défaut de cet effort de chaque instant, être captées par d'autres groupes de juges et, par là, menacer leur prééminence. De fait, le travail de construction d'une généalogie est important parce qu'il réinsère les « grands juges » dans une histoire plus longue où ils font figure de continuateurs et d'héritiers. Autrement

<sup>21</sup> Bien que Vittorio Bachelet n'appartienne pas à la magistrature, la fonction de vice-président du CSM qu'il occupait au moment de son assassinat a contribué à intégrer sa mémoire à celle des autres magistrats assassinés.

<sup>22</sup> CORNETTA (Mino), « Fino a quando ? », *Magistratura Indipendente*, n°3-4, mars-août 1991, p. 3.

dit, la construction d'une généalogie est indissociable de la désignation de porte-parole de celle-ci et des luttes qui l'accompagnent.

L'étude des éloges funèbres et autres formes de commémorations des juges assassinés donne en effet à voir le travail d'unification de l'ensemble de ces morts autour de ce « fil ténu et invisible qui nous lie tous »<sup>23</sup>, ou encore de cette « traînée de sang interrompue qui va jusqu'aux terribles printemps et été 1992 »<sup>24</sup>. Tout se passe comme si la diversité des victimes (leurs grades, leurs fonctions, leurs appartenances syndicale et politique...), des assassins (terroristes d'extrême-gauche et d'extrême-droite, *Cosa nostra*, groupes mafieux divers...), ainsi que des contextes des assassinats, s'effaçait au profit de la constitution d'un seul collectif. Chaque nouvelle victime est en effet l'occasion d'invoquer à nouveau cette longue chaîne qui relie les magistrats assassinés entre eux. En ramenant ainsi à l'unité ce que les circonstances et les contextes donnaient à voir à l'état dispersé, les thuriféraires de la mémoire font (re)vivre « comme un seul homme » tous ces morts désormais unis par leurs soins, dans la poursuite d'un seul et même idéal de justice.

Le devoir de mémoire peut alors se comprendre comme cette nécessité de construire un lien entre les vivants et les morts, c'est-à-dire un lien légitimant les magistrats en exercice par les idéaux professionnels *intemporels* de leur profession. Adolfo Beria, rendant hommage aux « collègues que la mafia et le terrorisme nous ont enlevés », indique ainsi que :

« Ces juges [sont] désormais sans voix mais non pas sans force s'il est vrai que les hérédités ne sont pas seulement la transmission de caractères et d'idées, mais aussi la transmission de tensions et d'élans de vie »<sup>25</sup>.

Ainsi détachées de la dépouille mortelle par le biais du travail de commémoration, les idées du défunt peuvent vivre leur propre vie, s'incarner et se réincarner dans les magistrats en exercice. Ainsi donc les martyrs de la « nouvelle justice », tombés sous les coups de la criminalité organisée, ne disparaissent que physiquement ; leur mémoire se trouve agrégée à celle de

<sup>23</sup> COLOMBO (Gherardo), *Il vizio della memoria*, op. cit., p. 44.

<sup>24</sup> BRUTI LIBERATI (Edmondo), « La magistratura dall'attuazione della Costituzione agli anni novanta », op. cit., p. 235.

<sup>25</sup> BERIA (Adolfo), « I colleghi che terrorismo e mafia ci hanno ucciso (1982) », in BERIA (Adolfo), *Giustizia : anni difficili*, Milan, Rusconi, 1985, pp. 311-313, p. 311.

leurs pairs morts comme eux sur le front de la criminalité organisée et vient dans le même temps légitimer les nouveaux protagonistes de cette lutte. C'est un double lien qui est tissé entre les morts (les martyrs de la « nouvelle justice ») d'une part, et entre les morts et les vivants (les héritiers légitimes) d'autre part :

« Le martyr de Galli, de Ambrosoli, de Alessandrini a informé notre travail, comme il a informé celui de tant de collègues engagés dans la lutte contre le terrorisme. *Je crois que ce sont, entre autres, les assassinats de Galli et Alessandrini qui ont contribué avec le temps à couper les veines et à saigner à blanc le terrorisme, et qui ont motivé Giancarlo Caselli, Pierluigi Vigna, Armando Spataro, Marcello Maddalena et tous les autres collègues qui ont fini par avoir raison du terrorisme* »<sup>26</sup>.

« J'ai toujours cru que la mort avait pour conséquence d'alimenter la vie. Je l'ai pensé pour Giovanni Falcone, pour Paolo Borsellino, pour Guido Galli et pour quelques rares autres juge »<sup>27</sup>.

« J'ai commencé à penser à la résurrection de l'homme au travers de la mort d'un autre homme ; c'est-à-dire à la valeur du sacrifice de l'individu pour la communauté. Du sacrifice personnel, de la conscience comme instrument d'émancipation [des vivants] »<sup>28</sup>.

« Ma conviction que nous sommes égaux naît de cette conscience qu'il existe un fin fil invisible qui nous lie tous »<sup>29</sup>.

« Notre renaissance ou, à tout le moins, ma renaissance a été l'obtention de cette enquête [Mains propres] »<sup>30</sup>

C'est encore cette idée de résurrection sous de nouvelles formes, de palingénèse par laquelle les héritiers sont investis du patrimoine accumulé par leurs illustres « anciens », qu'exprime cette phrase de Giovanni Falcone dont on comprend alors qu'elle ait été tant mise en exergue après sa mort : « les hommes passent, les idées restent. La force de leurs idées reste. Elles continueront à marcher avec les jambes d'autres hommes »<sup>31</sup>. Giancarlo Caselli indique de même :

« Malgré nos limites, malgré l'impossibilité d'arriver au niveau de ce ou de ces modèles [Falcone et Borsellino], je répète souvent que *nous récoltons ce que Borsellino et Falcone ont semé au cours de leur vie, ainsi que, malheureusement, dans leur mort*. Si nous réussissons à faire quelque chose de positif c'est aussi et surtout parce qu'ils nous ont ouvert la voie et le chemin par leur professionnalisme si élevé »<sup>32</sup>.

<sup>26</sup> COLOMBO (Gherardo), *Il vizio della memoria*, op. cit., p. 40

<sup>27</sup> *Ibid.*, p. 42.

<sup>28</sup> *Ibid.*, p. 43.

<sup>29</sup> *Ibid.*, p. 44.

<sup>30</sup> *Ibid.*

<sup>31</sup> La phrase est prononcée à l'occasion d'un entretien de 1986, FALCONE (Giovanni), « Intervista racconto », op. cit., p. 40 ; elle est reprise après la mort de celui-ci comme un emblème, comme l'atteste entre autres exemples son inscription sur la couverture de PEZZINO (Paolo), *Mafia : industria della violenza*, Florence, La Nuova Italia, 1995.

<sup>32</sup> Giancarlo Caselli, cité in BAFFONI (Ettore), TESSANDORI (Vincenzo), *Il procuratore Giancarlo Caselli*, op. cit., p. 218.

Dans ce cadre, on comprend l'importance qu'accordent les « grands juges » dans les nécrologies au fait que le martyr ait été remplacé par d'autres juges qui se sont portés volontaires pour poursuivre l'œuvre engagée, faisant ainsi la preuve de l'existence de ce lien invisible entre les martyrs de la profession et les vivants, ainsi que de la continuation par ces derniers de l'œuvre des premiers ; bref pour reprendre l'expression usuelle des nécrologies en langue anglaise, du fait qu'ils « sont survécus » par (*are survived*) par les vivants.

*« Après la destruction du corps de Falcone, sa valeur symbolique a été immédiatement incarnée par Paolo Borsellino qui a immédiatement repris le témoin que Giovanni avait été contraint de laisser. Paolo à son tour, peu de temps après, a été anéanti (...). Leur martyr [de Borsellino et Falcone] a réveillé les âmes (...). De valeureux collègues, animés par le souvenir de ceux qui avaient disparu et par l'indignation, ont repris à leur tour le témoin, poursuivant le travail de ceux qui n'étaient plus »<sup>33</sup>.*

Ou, dans la bouche d'un autre « grand juge » :

*« Une fois encore, comme cela était advenu dans les moments les plus durs du terrorisme, au sacrifice des magistrats tombés [Borsellino et Falcone] a fait écho l'engagement d'autres magistrats. Le 17 décembre de la même année, Giancarlo Caselli était ainsi nommé procureur de la République de Palerme. Des magistrats de divers tribunaux demandaient à être mutés à Caltanissetta pour mener les enquêtes sur la tragédie de Capaci [l'assassinat de Falcone] et dans de nombreux autres tribunaux de Sicile »<sup>34</sup>.*

Ainsi, en saisissant le vif, c'est-à-dire en étant réincarné par d'autres magistrats qui reprennent le flambeau de la « nouvelle justice », le collectif des morts héroïques vient légitimer ceux qui l'invoquent<sup>35</sup>.

<sup>33</sup> COLOMBO (Gherardo), *Il vizio della memoria*, op. cit., p. 87.

<sup>34</sup> BRUTI LIBERATI (Edmondo), « La magistratura dall'attuazione della Costituzione agli anni novanta », op. cit., p. 236.

<sup>35</sup> Si l'on s'en tient au récit qu'en font ses biographes, Giovanni Falcone lui-même aurait choisi de s'engager à la suite de la mort d'un magistrat : ainsi, c'est « au lendemain de l'attentat [de Cesare Terranova que] Falcone déposa une demande pour faire partie du cabinet d'instruction », LODATO (Saverio), *Venti anni di mafia*, op. cit., p. 52.

Antonio Caponnetto raconte dans des termes similaires son choix de candidater à la tête du cabinet d'instruction palermitain au lendemain de l'assassinat Rocco Chinnici : « cette tragédie qui eut lieu le 29 juillet 1983 m'a tant bouleversé que, après une nuit d'insomnie, j'ai décidé —obéissant à l'appel de ma "sicilianité" (...) de déposer une demande pour aller occuper le poste laissé vacant par Rocco Chinnici. Je me suis demandé pendant toute la nuit ce que j'avais fait et ce que je faisais pour ma terre alors même qu'étaient tués ses meilleurs enfants ; je me suis dit que si j'avais certes été un magistrat, peut-être même de manière efficace et avec conscience, sans jamais refuser l'effort et les responsabilités, je n'avais pas en revanche rien fait contre la mafia qui était en train d'humilier les Siciliens », CAPONNETTO (Antonio), « Il potere della mafia », in NEPPI MODONA (Guido, dir.), *Cinquant'anni di Repubblica italiana*, op. cit., p. 173.

Pour autant, on ne saurait cantonner là l'analyse de la formation de ce collectif puisqu'aussi bien —comme on l'a vu plus haut— la construction de ces généalogies judiciaires est aussi l'occasion d'un travail de mise en ordre symbolique du groupe professionnel. La formation d'un passionnaire judiciaire unique des victimes de la criminalité organisée et sa réactivation à chaque assassinat dessinent en creux un rôle judiciaire valable pour tous. Il suffit pour s'en convaincre de constater que la commémoration des magistrats assassinés par la criminalité organisée s'autonomise toujours plus de celle des morts qui appartenaient à d'autres professions. Alors même qu'initialement les magistrats assassinés étaient évoqués avec l'ensemble de ceux tombés sur le front de la lutte contre le terrorisme (policiers, syndicalistes, hommes politiques...), ou ensuite sur le front de la lutte anti-mafia, tout se passe comme si l'hommage aux magistrats tués devenait progressivement une affaire spécifiquement judiciaire.

Ainsi quand, en décembre 1982, il dédie aux victimes de la mafia la seconde rencontre du CSM entre magistrats luttant contre la criminalité organisée, Raffaele Bertoni y inclut encore tous ceux « qui sont morts parce que leur engagement à combattre la mafia ne reposait pas tant sur leurs paroles que sur leurs actes : Mattarella, La Torre, Giuliano, Basile, Costa, Terranova, Della Chiesa »<sup>36</sup>, soit deux hommes politiques, deux policiers, deux magistrats et un préfet. Mais quand, quelques années plus tard, l'organe de l'ANM, *La magistratura*, ouvre dans ses colonnes une rubrique régulière intitulée « Pour ne pas oublier », ce sont « les magistrats et le tribut de sang que la magistrature a donné pour la défense de la légalité dans notre pays » qui sont seuls célébrés. Et le directeur du journal de souligner que si la magistrature commémore ses *propres* morts, c'est que « il n'y a plus personne pour rappeler les violences dont on fait l'objet les magistrats » : « nous au moins avons le devoir de les commémorer »<sup>37</sup>.

<sup>36</sup> BERTONI (Raffaele), « Relazione introduttiva » in CSM, « La legge 13 settembre 1982 n°646. Problemi applicativi e interpretativi », *op. cit.*, pp. 11-63, pp. 62-63.

<sup>37</sup> MELE (Vittorio), « Per non dimenticare », *La magistratura*, n°2-4, avril-déc. 1990, p. 28.



Ainsi ce ne sont plus (tous) les « hommes de bonne volonté » engagés dans le combat contre tel ou tel type de crime organisé (terrorisme, mafia...) qui sont célébrés, mais bien les seuls magistrats assassinés, qu'ils soient tombés sous les coups de la mafia ou des groupes terroristes. On passe ainsi progressivement à une mémoire spécifiquement judiciaire qui distingue le « nous » du « eux ». On s'explique ainsi que le deuil soit constitué tout à la fois en principe de solidarité entre magistrats, et en principe d'exclusion du reste du monde. Aussi ne s'étonnera-t-on pas que Luciano Violante -bien qu'il n'appartienne plus depuis longtemps à la magistrature- explique en ces termes le rapport étroit que le lie à Giancarlo Caselli :

« Il y a une génération de magistrats à laquelle Giancarlo, moi, et d'autres appartenons qui a vu nombre de ses amis tués par le terrorisme ou par la mafia. *Les survivants, ceux qui vivent encore, ont un rapport très étroit entre eux qu'il est difficile de communiquer à l'extérieur, on sait ou ne sait pas ces choses.* Quand tu as participé à de nombreuses funérailles [de magistrats], avec les veuves et les orphelins, tu restes marqué intimement et ainsi naît un rapport qui n'a rien de professionnel et qui va même au-delà de l'amitié »<sup>38</sup>.

Ainsi, le travail de commémoration, en réactivant la communauté des morts, contribue à resserrer les liens entre magistrats vivants, renforçant dans le même temps la séparation d'avec le monde extérieur. En effet, en faisant de chaque magistrat un mort en puissance (« nous sommes des cadavres qui marchent » aurait ainsi dit Giovanni Falcone<sup>39</sup>), en leur attribuant une place dans la société à mi-chemin entre la vie et la mort, les « grands juges » distinguent toujours plus nettement la magistrature du reste du monde, comme en témoigne cette description par Ferdinando Imposimato de la vie du magistrat qui lutte contre le crime organisé :

« *Les saisons passent mais le juge vit hors du temps. Le juge est seul. Il se déplace d'un point à l'autre de la cité ou du territoire dans une voiture banalisée et blindée, protégé par deux carabinieri en civil armés d'un Beretta de 9 mm. Le juge est un survivant. Il sait que son existence est menacée par les terroristes et la mafia. Il ne peut comme n'importe quel citoyen, aller tranquillement au cinéma avec son épouse, se promener avec ses enfants, rencontrer des amis, ou flâner dans les allées ombragées du Pincio [Rome]. Le juge n'a pas le droit d'exposer ainsi la vie de ceux qui lui sont chers : les tueurs qui le guettent peuvent surgir de partout, à n'importe quel moment. Le juge est un homme traqué. Les gens de la rue ignorent ces conditions d'existence, comme ils ignorent que certaines affaires requièrent des mois, voire des années d'enquête, d'interrogatoires, de vérifications, de*

---

<sup>38</sup> Luciano Violante cité in BAFFONI (Ettore), TESSANDORI (Vincenzo), *Il procuratore Giancarlo Caselli*, op. cit., p. 46.

<sup>39</sup> Cité in IMPOSIMATO (Ferdinando), *Un juge en Italie*, op. cit., p. 236.

confrontations, de déplacements dans les prisons, de lectures de documents, d'aveux et de confessions, de réflexions et de doutes. Le juge est seul. Avec sa conscience »<sup>40</sup>.

On convainc alors que le travail de mémoire suit le cours même de la constitution de la « nouvelle justice », depuis ses origines hétéronomes (mobilisations de ressources *non judiciaires* pour la lutte contre la criminalité organisée) jusqu'à son investissement dans l'autonomie et la spécificité professionnelle<sup>41</sup>.

L'insertion dans une seule et unique mémoire de la magistrature de juges anti-terroristes et de juges anti-mafia participe du travail de constitution par les « grands juges » d'une nouvelle profession judiciaire. Ainsi, quand est tué à Palerme en 1991, le premier magistrat exerçant en formation de jugement (ni juge d'instruction, ni parquetier), l'accent des commémorations est mis sur l'unité de destins de *tous* les magistrats quelles que soient leurs fonctions. Dans un texte adopté au lendemain de sa mort, la section palermitaine de l'ANM de Palerme présidée par le magistrat anti-mafia, Paolo Borsellino, indique que :

« Avec l'atroce assassinat de notre collègue Saetta et de son petit fils, Stefano, l'outrecuidance de la mafia a porté un coup incroyable au cœur de l'Etat *touchant pour la première fois l'impartialité et la liberté de jugement qui constitue l'essence de la juridiction* »<sup>42</sup>.

Et le juge anti-mafia d'ajouter :

« En présence de cette situation d'une gravité exceptionnelle, [il faut] garantir à *tous les magistrats, qu'ils soient du parquet ou du siège, la possibilité de mener dans des conditions d'authentique liberté, leur devoir de défense de la légalité* »<sup>43</sup>.

Ainsi unis par la mort dans l'accomplissement d'une seule et même mission du judiciaire –la défense de la légalité–, la particularité de leurs prises de position, de leurs domaines d'enquêtes judiciaires, des fonctions judiciaires qu'ils occupent, ou encore des conditions de leur mort s'effacent, pour faire apparaître une seule et unique profession.

---

<sup>40</sup> *Ibid.*, pp. 163-164.

<sup>41</sup> Sur les investissements dans l'autonomisation de la profession judiciaire par les « grands juges », voir nos remarques au chapitre 1, Partie III.

<sup>42</sup> Voir le texte dans ANM, « Riunione della giunta con i magistrati siciliani », *La magistratura. Bollettino*, n°2-3, août-sept. 1988, p. 23.

<sup>43</sup> BORSELLINO (Paolo) in ANM, « Riunione della giunta con i magistrati siciliani », *op. cit.*, p. 24.

Ainsi, l'investissement dans les commémorations et mises en récit qui pouvaient sembler une dépense d'énergie à fonds perdus, devient alors au contraire une des occasions de la reconstitution de formes unifiées d'entendement de la « nouvelle justice » et du nouveau rôle judiciaire qu'elle emporte. La mise en histoire, et tout particulièrement l'évocation des morts, deviennent un des lieux privilégiés de mise en ordre ainsi que de légitimation de la « nouvelle justice ». Pour le dire avec Mary Douglas, « ancestors operating from the other side of life provide the naturalizing analogy that seals the social conventions »<sup>44</sup>. La commémoration des martyrs et du passionnaire judiciaire devient alors un lieu privilégié où le groupe professionnel se constitue en dehors de lui-même, et ainsi peut objectiver sa propre nature. Dans la construction du collectif des victimes, c'est bien en effet encore le groupe des vivants qui se constitue. Il convient dès lors d'analyser la substance de ce modèle d'excellence judiciaire qui s'écrit dans ces mises en récit de la « nouvelle justice ».

## **B/ La définition de la nouvelle profession judiciaire au travers des mises en récit**

Sous l'espèce de la description des morts, c'est donc bien un modèle d'excellence judiciaire qui se dessine en creux. S'il est vrai, comme on a cherché à le montrer plus haut, que ce travail de mémoire opéré par les « grands juges » renvoie à la configuration nouvelle dans laquelle s'inscrit la « nouvelle justice », caractérisée au sein de la magistrature, par les intérêts différents voire antagonistes des « nouveaux juges » et des syndicalistes, et dans l'espace public, par les usages incontrôlés des enquêtes judiciaires en matière de criminalité organisée, on s'explique alors que l'excellence judiciaire qui s'esquisse dans les mises en récit se construise autour d'une harmonie retrouvée entre engagement syndical et expérience judiciaire, ainsi que dans une mise à distance du

---

<sup>44</sup> DOUGLAS (Mary), *How institutions think*, Syracuse University Press, Syracuse New York, 1986, p. 50.

politique. En effet, à la manière du miroir en psychanalyse, cette image de soi que renvoie le martyrologe judiciaire participe de la construction de soi tout autant que d'une altérité, la politique.

## **1- La nouvelle excellence judiciaire**

S'il est vrai qu'au travers des commémorations des martyrs, on a affaire à un travail de présentation de la « nouvelle justice », il convient alors d'analyser la représentation de la profession judiciaire qui s'y dessine. Sans doute ne peut-on pas comprendre l'émergence d'une représentation de la profession judiciaire comme une fonction notariale –c'est-à-dire comme une fonction strictement technique d'inventaire des illégalités commises- sans évoquer les investissements des « grands juges » dans l'autonomisation de la « nouvelle justice » à l'égard notamment du politique<sup>45</sup>. La valorisation de l'engagement syndical et de l'expérience judiciaire que l'on peut observer dans les « mises en récit » s'inscrit également dans ce travail de mise en ordre symbolique.

### **a) Une représentation notariale du travail judiciaire**

Dans le contexte décrit plus haut où les multiples usages de la « nouvelle justice » dans l'espace public l'exposent au dévoiement de son sens, on comprend l'insistance des éloges funèbres tout à la fois sur la technicité et sur le caractère strictement notarial d'inventaire des crimes et délits qui caractériseraient la profession judiciaire. On assiste en effet à l'émergence d'une représentation positiviste du rôle judiciaire qui rejette tout à la fois l'activisme politique des magistrats incarné par l'épouvantail des « juges rouges » du début des années 1970<sup>46</sup>, et la figure du « juge traditionnel » dépourvu des techniques modernes de recherche de la vérité.

---

<sup>45</sup> Sur ces investissements, voir nos développements au chapitre 1, Partie III.

<sup>46</sup> Sur l'activisme politique des « juges rouges », voir nos développements au chapitre 2, Partie I.

La qualité des enquêtes judiciaires menées par les différents martyrs de la « nouvelle justice » est en effet jugée à l'aune de leur capacité à manier les techniques d'enquête nouvelles et anciennes. Ainsi, Gherardo Colombo (« affaire Sindona », affaire de la loge P2, opération « Mains propres ») décrit le professionnalisme de Giovanni Falcone en ces termes :

« Une capacité à chercher des preuves sans se limiter aux instruments traditionnels (écoutes téléphoniques, confessions), mais en suivant chaque fois les preuves matérielles (documents) ; une disponibilité intellectuelle à renverser la méthode habituelle des enquêtes (...). Autant de méthodes qui aujourd'hui représentent la norme, mais constituaient alors une exception (...). Aller chercher la preuve des rencontres entre les différents accusés en utilisant les données des hôtels, de la compagnie de télécom, les factures d'électricité, de gaz, les contrats de location, les plaques d'immatriculation ; commencer à approfondir la structure, la composition et l'activité des sociétés ; fouiller dans les bilans des banques et dans les liens qui émergent au travers de la documentation qu'elles conservent (l'endossement d'un chèque par exemple) ; identifier le patrimoine des personnes, leurs possessions, etc... »<sup>47</sup>.

La mise en exergue de cette virtuosité et de cette inventivité dans l'enquête s'accompagne de celle de la « rigueur scientifique absolue »<sup>48</sup> de l'enquête par le biais de « rigoureuses reconstructions logiques »<sup>49</sup>. « La démonstration du rapport entre les causes et les effets » et l'importance « pour la fiabilité du résultat d'enquête, que soit établi de manière scientifique, jusque y compris l'anneau le moins significatif de la chaîne complexe qui lie une personne (...) aux délits qu'il a commis »<sup>50</sup>. Comme l'indique encore Gherardo Colombo :

« Le ressort et le stimulant du magistrat enquêteur, qu'il soit parquetier ou (...) juge d'instruction, sont la curiosité et la volonté de découvrir. *La démarche [d'enquête] doit être scientifique : on ne procède pas par hypothèses mais par probabilités, en écartant progressivement celles apparentes, et en approfondissant celles qui semblent pouvoir se transformer en certitude. C'est un travail de petits pas, de voies entreprises puis abandonnées, de redécouvertes de chemins qui paraissent fermés et d'identification des objectifs et de choix des instruments pour y arriver. C'est une activité de découverte et de preuve, de démonstration de l'exactitude de la découverte* »<sup>51</sup>.

C'est précisément cette maîtrise *scientifique* de l'enquête qui permet aux juges de toucher dans son travail à la réalité des phénomènes sociaux. C'est ainsi que Giovanni Falcone a pu :

---

<sup>47</sup> COLOMBO (Gherardo), *Il vizio della memoria*, op. cit., p. 72.

<sup>48</sup> *Ibid.*, p. 39.

<sup>49</sup> CONTE (Giacomo), « La lezione di Giovanni Falcone e Paolo Borsellino », *La magistratura*, n°2-3, avril-sept. 1992, pp. 21-23, p. 21.

<sup>50</sup> COLOMBO (Gherardo), *Il vizio della memoria*, op. cit., pp. 72-73.

<sup>51</sup> *Ibid.*, pp. 44-45.

« dévoiler les parcours de l'héroïne, les voies de l'argent sale, les contacts avec la mafia italo-américaine, les luttes entre les familles, les homicides, l'ascension de la mafia victorieuse »<sup>52</sup>.

« Il a acquis une expérience probablement unique de la mafia, de sa façon d'opérer, de tisser des toiles, de trouver des liens, d'obtenir des appuis, de s'infiltrer dans le tissu des institutions, de l'économie et de la finance »<sup>53</sup>.

Ce point de vue imprenable sur l'Italie n'est pourtant pas, aux yeux des « grands juges », le fruit de la réalisation d'un dessein particulier –politique, personnel ou autre- mais bien plutôt de la simple application des lois en vigueur. Soucieux de ne pas se défaire des habits légitimes de la justice, les « grands juges » rejettent toute représentation de leur propre rôle comme activiste ou politiquement orienté, à l'instar de Marcello Maddalena quand il indique :

« Au cours de ces dernières années, aucun magistrat –pas même les plus “avancés”- n'a prétendu adopter des interprétations juridiques extravagantes ou dépendantes d'une idée politique. Nous nous sommes tous contentés d'appliquer les lois existantes en les interprétant dans leur acception la plus commune, sans aucune fuite en avant. Les excès des années 60 et 70 –quand *Magistratura Democratica* défendait la “jurisprudence alternative” au service d'une cause juste (c'est-à-dire de gauche) et théorisait le fait que les décisions judiciaires devaient faire partie du jeu politique- ne sont plus qu'un lointain souvenir. Voilà vingt ans que personne –pas même MD- ne soutient ces “interprétations” »<sup>54</sup>.

Le travail judiciaire est au contraire présenté dans les discours des « grands juges » comme une fonction notariale d'inventaire scrupuleux de toutes les illégalités répertoriées dans les lois :

« En faisant nos enquêtes, nous nous contentons de faire émerger, d'observer ce qui s'est passé. Notre tâche est, peu ou prou, une tâche de notaires qui vérifient et certifient (...). Notre action est de constater la disparition du tapis sous les meubles de la démocratie (...). On peut dès lors comprendre notre rôle qui est le rôle typique du judiciaire comme un rôle de vérification pour certifier si des délits ont été commis, qui les a commis, et si ceux qui les ont commis sont responsables »<sup>55</sup>.

« Je crois qu'au cours des années la transformation du rôle du juge [a été la suivante]. A mon avis, on est passé, entre l'après-guerre et aujourd'hui, d'une situation où le juge était proche d'un rôle “d'interprète des conflits” et des “dynamiques sociales” à un rôle de “juge tiers”, “interprète de la loi” »<sup>56</sup>.

---

<sup>52</sup> *Ibid.*, p. 74.

<sup>53</sup> *Ibid.*, pp. 81-82.

<sup>54</sup> MADDALENA (Marcello), *Meno grazia, più giustizia*, op. cit., pp. 16-17.

<sup>55</sup> COLOMBO (Gherardo) in BORELLI (Saverio), COLOMBO (Gherardo), et alii, « Affaires. Débat entre juges italiens et juges français », *Le Monde des débats*, juillet-août 1993, pp. 13-16, p. 12.

<sup>56</sup> COLOMBO (Gherardo), « Dal giudice interprete del conflitto al giudice interprete della legge », in BRUTI LIBERATI (Edmondo), CERETTI (Alberto), GLASANTI (Alberto), *Governo dei giudici*, op. cit., pp. 85-98, p. 87.

« On continue à raisonner comme si les magistrats qui enquêtent constituaient le problème national et non pas les délinquants qui violent la loi. Faut-il considérer que la corruption n'est pas un délit ? Qu'on abolisse alors la loi. *Mais tant que la corruption est inscrite dans le code pénal qu'on ne nous demande pas aux magistrats de faire semblant de ne pas la voir.* Les parquets ne peuvent s'arrêter de travailler parce qu'un beau matin quelqu'un s'est réveillé et a décidé qu'il fallait revenir à la "normalité". *La Constitution nous oblige à ne pas nous arrêter* »<sup>57</sup>.

« La vérité est que sur ces thèmes [de la lutte anti-mafia] réapparaissent des controverses qui n'ont jamais disparu sur une prétendue suppléance judiciaire, sur le juge-shérif et ainsi de suite ; autant de controverses qui, pour ce qui est des enquêtes contre les organisations mafieuses, sont mal posées parce qu'il ne s'agit pas —ou alors de manière très indirecte— de suppléer par l'intervention judiciaire, à d'éventuelles carences d'autres secteurs des pouvoirs publics, *mais beaucoup plus simplement, de poursuivre des chefs d'inculpation* qui, par leur nombre et leur gravité, ont incontestablement un effet déstabilisant »<sup>58</sup>.

Dans ces conditions, la place qu'occupe la magistrature dans la société n'est pas présenté comme un coup de force ou le fruit de la volonté du corps judiciaire d'interférer dans le fonctionnement de celle-ci, mais elle n'est que *le reflet de la place qu'occupe le crime* ; comme l'indiquent les magistrats du *pool* de l'opération « Mains propres », « nous obéissons à la loi, et non pas à la rue »<sup>59</sup> : « le juge sérieux et honnête ne cherche pas le soutien des gens, mais répond seulement à la loi et il est contraint souvent de travailler sans l'appui de la communauté dans laquelle il vit »<sup>60</sup>. Dès lors, le rôle croissant des magistrats dans l'histoire italienne des vingt dernières années est expliqué moins par la volonté de quelques uns, que comme le fruit de la progression de la criminalité organisée elle-même dans la société italienne au cours de cette période :

« Si notre intervention a été si massive, c'est parce qu'en Italie les filtres placés en amont — qu'ils soient administratifs ou politiques— ont sauté. C'est en ce sens seulement qu'il y a eu une suppléance : *nous ne nous sommes pas mis à faire le métier des politiques ; simplement nous avons été contraints de faire des "heures supplémentaires", selon des formes et des façons pleinement prévues et autorisées par la loi*, pour toucher toutes les illégalités qu'aucun contrôle n'avait bloqué avant qu'elles n'arrivent sur notre table »<sup>61</sup>.

<sup>57</sup> MADDALENA (Marcello), *Meno grazia, più giustizia*, op. cit., p. 14.

<sup>58</sup> FALCONE (Giovanni), « Tendenze attuali del fenomeno mafioso e problemi conseguenti », in CSM, « Problemi attuali della lotta alla criminalità organizzata », op. cit., pp. 17-33, p. 20.

<sup>59</sup> COLOMBO (Gherardo), DAVIGO (Piercamillo), DI PIETRO (Antonio), « Noi obbediamo alla legge, non alla piazza », op. cit., pp. 7-14.

<sup>60</sup> *Ibid.*, p. 13.

<sup>61</sup> MADDALENA (Marcello), *Meno grazia più giustizia*, op. cit., p. 18.

Ainsi présentée, la nouvelle profession judiciaire dont les « grands juges » se font les porte-parole prend la forme d'un travail fondé sur le simple dévoilement et d'inventaire des illégalités de la société italienne, au nom et en stricte application de la loi.

Il est certain qu'il y a un profit spécifique à s'identifier purement et simplement avec les règles, à mettre ainsi la « nouvelle justice » *en règles* avec le droit<sup>62</sup> ; pour autant, on aurait tort de voir dans l'invocation des règles un simple artifice qui viendrait légitimer *a posteriori* un véritable coup de force<sup>63</sup>. Ces représentations de la profession judiciaire renouent en effet ainsi avec la croyance spécifiquement juridique dans l'efficace propre des normes, ainsi que dans le caractère autopoïétique du système juridique. Par cette mise à l'écart du sujet, le magistrat dont parlent les « grands juges » n'est plus qu'un rouage d'une mécanique où le droit (norme) produit le droit (décision judiciaire). Le syllogisme judiciaire retrouve dès lors pleinement droit de cité, et contribue à effacer le rôle de l'interprète de la norme.

En outre, on ne s'explique pas cette réémergence de représentations du rôle judiciaire comme simple notaire ou rouage d'un système juridique dont il ne serait que l'instrument passif (« la bouche de la loi ») chez des magistrats qui, pour beaucoup, ont participé au cours années 1960 et 1970 aux contestations de la figure positiviste traditionnelle du juge<sup>64</sup>, sans évoquer le travail de pérennisation de la « nouvelle justice ». C'est qu'en effet, tout se passe comme si la résurgence du syllogisme judiciaire, en faisant disparaître le travail d'interprétation (de *lector*) qu'opère tout juriste, et singulièrement le magistrat, au profit d'une relation *impersonnelle* et automatique entre une norme majeure (la loi ou tout autre texte juridique à valeur générale), un fait, et une norme mineure (la décision judiciaire), contribuait à mettre la « nouvelle justice » à l'abri des multiples dénonciations dont son travail fait l'objet sous le rapport de ces mobiles non judiciaires. En ne donnant en effet à voir que cette relation

---

<sup>62</sup> Sur ce point voir BOURDIEU (Pierre), « Droit et passe-droit », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°81-82, mars 1990, pp. 86-96.

<sup>63</sup> Sur ce point, voir FRANCOIS (Bastien), « Préalables avant de prendre le droit comme objet », in COMMAILLE (Jacques), DUMOULIN (Laurence), ROBERT (Cécile), dir., *La juridicisation du politique. Leçons scientifiques*, Paris, LGDJ, 2000, pp. 115-121.

<sup>64</sup> Voir sur cet aspect, les entreprises que l'on étudie aux chapitres 1 et 2, Partie I.



logique et mécanique, s'oublie alors le juge qui l'a mise en branle, dont on sait que –dans la contexte d'une justice sous haute surveillance dans l'espace public<sup>65</sup>- ses particularités (ses convictions politiques, son appartenance syndicale, ses prises de position présentes ou passées...) pourraient à tout moment être utilisées pour dénoncer la partialité de ses décisions judiciaires. La valorisation de la scientificité du travail d'enquête s'inscrit alors également dans ce *travail de dé-singularisation* de la « nouvelle justice » qui fait reposer le dévoilement des pratiques illégales sur le respect d'une méthode.

Mais, les mises en récit de la « nouvelle justice » par les « grands juges » n'ignorent pas pour autant l'engagement syndical, bien au contraire, elles l'associent étroitement au modèle d'excellence judiciaire qu'elles dessinent.

#### **b) Entre engagement syndical et nouveau professionnalisme**

Le nouveau principe d'excellence judiciaire est en effet fondé sur l'intégration dans une même cosmogonie, de l'engagement syndical et du professionnalisme défini dans les enquêtes judiciaires sur la criminalité organisée. En lieu et place de ce qui était jusque là considéré comme deux investissements exclusifs voire antagonistes, c'est en effet désormais leur étroite complémentarité qui se trouve exaltée dans les mises en récit de la « nouvelle justice ». L'excellence devient en effet le fruit de la combinaison de deux engagements concomitants -l'un dans le syndicalisme, l'autre dans la lutte judiciaire contre le crime organisé- qui, loin de se contredire, s'enrichissent mutuellement.

Faute de participer à la vie syndicale dans l'ANM, le magistrat risquerait en effet de se complaire dans une simple excellence technicienne, et de devenir alors un de ces « magistrats détachés » que dénoncent les « grands juges ». Devant les militants de MD rassemblés en congrès, Giancarlo Caselli vient ainsi soutenir l'idée selon laquelle sans engagement militant –entendu ici au sens large de participation au débat d'idées interne à la magistrature-, ce sont les valeurs

---

<sup>65</sup> Sur ce point, voir nos développements au chapitre 1, Partie III.

fondamentales de la magistrature –« autonomie, indépendance dans l'exercice de la juridiction »- qui se trouvent menacées :

« Refuser la politique, le débat d'idées dans l'ANM, peut conduire [le magistrat] à se cantonner sur des positions corporatistes, à se désintéresser des grands thèmes (les thèmes de la politique judiciaire, la réflexion sur le rôle du juge...), et se perdre totalement dans la routine quotidienne, souvent avec des mérites professionnels très élevés, mais toujours avec ce même refus de fond de toute perspective qui sorte de l'espace étroit de son "dossier professionnel": sans ouverture vers l'extérieur, sans ce lien avec les collègues du tribunal sur les problèmes communs; sans rapport avec l'ANM, sans espaces "psychologiques" pour s'ouvrir vers la société. *L'issue pourrait alors être l'éclatement de la magistrature en 7.000 unités totalement déconnectées les unes des autres. Et cette atomisation, ce détachement de chaque magistrat par rapport aux autres comporterait évidemment des risques importants pour l'institution, pour la sauvegarde des valeurs de l'autonomie, de l'indépendance, de l'exercice de la justice auxquels nous croyons tous avec force* »<sup>66</sup>.

Dans ce cadre, un engagement professionnel lucide est indissociable d'une attache syndicale ; dans le même temps, le militantisme syndical ne peut se passer de l'expérience judiciaire. Tout se passe alors comme si c'était la posture spécifique des « grands juges », concomitamment syndicalistes et « nouveaux juges », c'est-à-dire capables d'invoquer la légitimité de leur expérience de la criminalité organisée dans l'arène syndicale et leur légitimité syndicale auprès des « nouveaux juges », qui se trouvait ainsi consacrée.

Les descriptions qui sont faites de Paolo Borsellino (membre du *pool* anti-mafia de Palerme et président de la section sicilienne de l'ANM) à sa mort par ses collègues palermitains de MI, sont à cet égard emblématiques :

« Malgré une charge de travail considérable et très lourde –le travail était pour lui une raison d'être- il réussissait à participer de manière intense à la vie syndicale tant au niveau national qu'au niveau local, occupant des fonctions électives (...). Bien que très attaché –y compris sentimentalement- au groupe de MI et partageant intimement le patrimoine d'idées de ce courant, il était étranger à tout esprit de faction, à toute mentalité "de courant" ou "corporative" et au contraire toujours attentif aux intérêts plus généraux de la magistrature »<sup>67</sup>.

Ou encore, cette description par un autre collègue qui indique que si Paolo Borsellino « avait pour *Magistratura Indipendente* une vraie passion », il reste que, quand le groupe MI devait faire son choix sur une candidature à une fonction

<sup>66</sup> CASELLI (Giancarlo), « Il ruolo dei capi », in *Magistratura Democratica*, « Un magistrato per i cittadini. Atti dell'VIII congresso nazionale di MD », *Notiziario di MD*, X, n°45, 1991, pp. 211-215.

<sup>67</sup> MAZZAMUTO (Nicola), « Un incontro con Paolo Borsellino », *Magistratura Indipendente*, n°4-6, juillet-déc. 1993, p. 14.

judiciaire, « on pouvait être sûr que Paolo proposerait non pas un adhérent de MI, mais simplement celui qu'il considérerait comme le plus capable »<sup>68</sup>.

Cette double valorisation du syndicalisme et du professionnalisme, et la double exclusion qu'elle emporte —celle du juge spécialiste mais corporatiste, et celle du syndicaliste d'appareil-, dessinent ainsi une nouvelle excellence judiciaire, fondée sur le *syncretisme* des deux légitimités. On s'explique alors l'importance que les « grands juges » attachent, dans leurs mises en récit du groupe professionnel, aux passages d'une arène à l'autre. Il en est ainsi du geste de leaders syndicaux milanais -Giovanni Porqueddu et surtout Elena Paciotti (tous deux membres de MD)- qui, à la suite de l'assassinat par les groupes terroristes de juges d'instruction milanais engagés dans la lutte contre le terrorisme, demandent solennellement, à l'occasion d'une assemblée générale des magistrats milanais, à prendre la place de ces derniers « sur ce front ». On ne sera pas surpris que ces transfuges —du civil au pénal, mais surtout, de l'engagement syndical à la lutte anti-terroriste- acquièrent, dans le travail de mémoire qu'engagent les « grands juges », le statut de moment fondateur de la nouvelle profession judiciaire, puisqu'aussi bien ils réconcilient ce qui semblait s'opposer (la figure du syndicaliste et la figure du « nouveau juge ») ; en mettant en exergue la trajectoire même de ces magistrats, ils offrent une grille d'interprétation unifiée de l'excellence professionnelle. Gherardo Colombo interprète ainsi ces gestes :

« La demande d'Elena Paciotti et, après elle, d'autres collègues du civil, d'être mutés au cabinet d'instruction n'est pas formelle, et c'est au contraire la première chose qui donne du sens au martyr de Galli [juge d'instruction milanais assassiné] »<sup>69</sup>.

Piercamillo Davigo, substitut du *pool* milanais de l'opération « Mains propres », célèbre également ces événements :

« Depuis ce moment, je cultive une profonde admiration pour ceux qui ont montré cette fermeté. Comme (...) Giovanni Porqueddu, qui à l'assemblée générale qui suivit l'assassinat de Emilio Alessandrini a dit : "Je suis préteur, je suis spécialisé en droit civil, et je ne connais pas le pénal. Je ne connais pas non plus la profession de parquetier. Mais comme à travers ce crime, je sais que [les terroristes] veulent intimider ceux qui appartiennent au parquet, je

<sup>68</sup> PICONE (Filippo), « Ricordo di un amico », *Magistratura Indipendente*, n°1-3, janv.-juin 1994, pp. 22-23, p. 23.

<sup>69</sup> COLOMBO (Gherardo), *Il vizio della memoria*, op. cit., p. 35.

demande aujourd'hui même à y être muté. Il est important que tout le monde sache que pour tout magistrat qui sera tué, il y aura quelqu'un prêt à prendre son poste. Il importe peu que je ne sache pas mener des procès difficiles, je me contenterai de désencombrer ceux qui savent les mener de leurs autres tâches". En somme, il y eut là le signe d'un authentique sens du devoir et d'une lucidité qui restait solide »<sup>70</sup>.

Outre l'unité retrouvée entre les différentes branches de la profession (civil et pénal) autour des exigences de la lutte contre la criminalité organisée, l'engagement solennel de syndicalistes chevronnés à participer à la lutte anti-terroriste opère ainsi la réconciliation des deux figures du syndicaliste et du « nouveau juge », et leur dépassement dans celle héroïque du « grand juge » qui allie harmonieusement engagement professionnel et vertus civiques :

« [Pour combattre le terrorisme selon les règles de l'Etat de droit], il faut un extraordinaire engagement, ce courage civique dont la démocratie doit savoir s'armer dans les moments difficiles. Cet engagement du reste, nous l'avons connu quand, à Milan, au lendemain de l'assassinat de Emilio Alessandrini –à l'occasion d'une assemblée générale chargée d'émotion– un magistrat de MD se leva pour demander avec simplicité de remplacer le collègue tué ; ou bien, encore à Milan, quand un autre magistrat de MD demanda et obtint d'aller occuper le poste de Guido Galli, lui aussi assassiné par les terroristes, pour continuer son travail. Nous avons apprécié et soutenu ces gestes : nous les avons considérés *non pas comme la manifestation d'un héroïsme romanesque, mais comme le témoignage d'une conscience civique et éthique qui est au fondement de la démocratie* »<sup>71</sup>.

En donnant chair à ce « grand juge » et en lui conférant rétroactivement une origine et des lettres de noblesse, ce moment devient fondateur. Par le biais de ces mises en récit qui attribuent rétrospectivement à ces passages, un rôle fondateur dans l'histoire de la « nouvelle justice », les « grands juges » peuvent revendiquer alors d'être les véritables continuateurs des deux traditions de la magistrature<sup>72</sup>. On voit ainsi se dégager une figure unifiée de l'excellence

<sup>70</sup> DAVIGO (Piercamillo), *La giubba del re*, op. cit., p. 8.

<sup>71</sup> SENESE (Salvatore), « Tensione ideale, vigilanza critica e forte professionalità, per un ruolo democratico della giurisdizione », in PALOMBARINI (Giovanni, dir.), *Trasformazioni sociali e ruolo della magistratura. Atti VII congresso nazionale*, Rimini, Maggioli, 1988, pp. 503-518, p. 511. Dans le même sens, voir aussi Edmondo Bruti Liberati qui indique également que « les enquêtes engagées par les magistrats assassinés seront reprises avec une énergie renouvelée par d'autres magistrats –souvent très jeunes– qui abandonnent des fonctions plus tranquilles pour cet engagement civique », BRUTI LIBERATI (Edmondo), « La magistratura dall'attuazione della Costituzione agli anni novanta », op. cit.

<sup>72</sup> Le travail de mémoire qui est effectué contribue également à effacer les critiques que ces passages avaient pu susciter à l'époque, tout particulièrement au sein de MD. L'ancien secrétaire national du syndicat, Marco Ramat, commentait ainsi l'événement dans les colonnes du quotidien *Paese sera* : « j'étais à Milan pour les funérailles d'Alessandrini. J'ai participé à l'assemblée des magistrats qui s'est tenue juste après au Palais de Justice. Quelqu'un, dans cette atmosphère de tension extrême, a dit qu'il se portait volontaire pour prendre le poste de Alessandrini. D'autres manifestèrent la même intention plus tard. Et puis d'autres encore. Il me vint alors à l'esprit l'hymne des partisans français où il est dit : "ami si tu tombes, un ami sort de l'ombre à ta place". Je veux dire par là que des magistrats courageux qui se porteraient volontaires pour les postes les plus exposés, seraient alors tellement "exposés", tellement motivés qu'ils entreraient dans une forme de

judiciaire, à la rencontre des vertus civiques acquises dans le militantisme syndical et du professionnalisme forgé dans la participation aux expériences judiciaires héroïques. On le voit, les mises en récit constituent donc bien l'occasion, sans être (forcément) pensées à cet effet, d'un travail de mise en cohérence du présent autour de l'icône d'un « grand juge », qui cumulerait en sa personne ce qui s'oppose au quotidien.

Cette remise en ordre de la magistrature autour des « grands juges » va de pair avec l'assignation à l'institution judiciaire d'un rôle nouveau dans l'espace public –de garant de l'intégrité de l'Etat face à la menace du crime organisé-, auquel est opposé trait pour trait une classe politique en crise.

## 2- Magistrature et politique : une opposition constituante

Cette construction de l'unité du corps judiciaire qui s'opère à travers la réconciliation de ces deux arènes s'accompagne de la constitution d'une altérité, d'un opposant irréductible : le politique. On ne comprendrait pas en effet la récurrence de l'opposition magistrature/politique comme grille d'analyse dans les éloges funèbres et les mises en récit, si on ne voyait pas qu'il y a là pour les « grands juges », un puissant facteur d'unification du corps judiciaire autour de leur porte-parolat. En indiquant les rapports entre magistrature et politique comme la contradiction principale et fondamentale, c'est en effet tout à la fois l'antagonisme interne entre « nouveaux juges » et professionnels du syndicalisme qui est dépassée, et leur position de représentants de la magistrature dans cet affrontement avec le politique qui se trouve légitimée. Dans la construction d'une opposition entre deux entités essentialisées -le politique et le judiciaire- s'oublie toujours davantage les oppositions internes à la magistrature. Se constitue ainsi la possibilité d'un ordre symbolique où les

---

psychologie de la clandestinité (...) Qu'est-ce qui y gagnerait ? La défense de la démocratie ? Ou plutôt encore une fois la stratégie terroriste qui cherche la *bandirazione* de l'Etat », RAMAT (Marco), « Tre tentazioni dopo Alessandrini. Terrorismo e magistratura », *Paese sera*, 20 mars 1979, p. 5.

rôles des « nouveaux juges » et des syndicalistes cohabitent harmonieusement dans une même histoire qui les oppose comme un seul homme au politique.

Ainsi, dans les confrontations qui opposent les porte-parole du judiciaire au politique –et tout particulièrement au président de la République Francesco Cossiga<sup>73</sup>– l'existence d'un corps judiciaire homogène devient l'angle mort du débat. Quand, en décembre 1991, le président de la République Francesco Cossiga invoque les juges assassinés pour appeler l'ANM à renoncer à une grève, le secrétaire général de l'association et tenant de la « nouvelle justice » rétorque :

« Le chef de l'Etat nous a demandés de renoncer à la manifestation du 3 décembre 1991, et pour ce faire, il a évoqué le souvenir de tous nos nombreux collègues qui ont versé leur sang pour l'accomplissement d'un devoir qui nous engage à chercher la justice et la vérité. A ces morts qui étaient comme nous des membres de l'ANM, nous n'avons jamais fait appel parce que leur sacrifice est *pour nous* exclusivement une lourde responsabilité : le devoir moral d'être digne de *leur modèle* »<sup>74</sup>.

#### a) Le baptême du feu

Parce qu'il constitue –comme on l'a vu plus haut– un moment privilégié de la (re)mise en ordre symbolique de la profession judiciaire, l'évocation du martyrologe judiciaire joue un rôle important dans la constitution de l'opposition entre magistrature et politique. C'est à lui qu'il est en effet constamment fait appel pour rappeler les vertus et notamment l'héroïsme du corps judiciaire dans la lutte contre la criminalité organisée, ainsi qu'à l'inverse, l'impuissance –voire la compromission– du politique.

Ainsi, le choix qu'opèrent terroristes, mafieux et autres criminels en prenant pour cible prioritaire de leurs attentats les magistrats scelle, aux yeux des « grands juges », les destins respectifs des deux corps, en désignant la magistrature –et non le politique– comme le premier rempart de l'Etat. Tout se passe en effet comme si la mort venait arbitrer un face à face. On comprend ainsi que les communiqués du groupe terroriste *Prima Linea* qui revendiquent les attentats des juges anti-terroriste, Emilio Alessandrini et Guido Galli,

---

<sup>73</sup> Sur les conflits qui opposent Francesco Cossiga aux représentants de l'ordre judiciaire, voir BALBONI (Enzo), « The president of the Republic, judges, and superior council of the judiciary : chronicle of a bitter constitutional struggle », *op. cit.*

puissent être présentés comme la preuve par l'absurde du fait que la magistrature est bien le fer de lance de la lutte contre le crime organisé. Il est ainsi écrit dans ces documents en forme d'éloges funèbres bien paradoxaux :

« Alessandrini est l'un des magistrats qui a le plus contribué au cours de ces années à rendre efficace le parquet de Milan ; il a fait carrière à partir des enquêtes sur l'attentat de *Piazza Fontana* ; celles-ci ont constitué un moment de rupture avec la gestion réactionnaire de la magistrature et, une fois les vieux fascistes écartés de l'Etat, cela devenait une tentative de redonner un semblant de crédibilité démocratique et progressiste à l'Etat ».

« Galli appartient dans la magistrature à la fraction réformiste et protectrice des libertés s'engageant en première ligne dans la bataille pour reconstruire le cabinet d'instruction de Milan comme un centre de travail judiciaire efficace »<sup>75</sup>.

Et les « grands juges » de commenter ces textes de *Prima Linea* en ces termes :

« Crédibilité démocratique, culture de la protection des libertés, efficacité [deviennent] des fautes qui entraînent la condamnation à mort. Rien n'explique mieux le changement d'ère dans la magistrature que cette épitaphe [des terroristes] »<sup>76</sup>.

Le choix des magistrats comme cible principale des groupes mafieux est également interprété comme une réponse à « la volonté [des magistrats anti-mafia] d'affronter [la mafia] avec pour objectif de l'anéantir »<sup>77</sup> :

« Les mafieux en sont conscients. Comment sinon expliquer autrement les homicides de tant de magistrats, de Terranova à Costa, de Saetta à Livatino, à Falcone, à Borsellino et à tant d'autres qui sont réunis dans notre souvenir reconnaissant »<sup>78</sup>.

Tout se passe alors comme si la condamnation à mort devenait comme le signe de l'élection de la profession judiciaire<sup>79</sup>, et à l'inverse, l'ultime indice de l'incapacité du politique, comme en témoigne l'intervention suivante :

« Il suffit probablement de se demander pourquoi il n'y a qu'en Italie que les organisations criminelles tuent les juges. Cela relève essentiellement du fait que certains magistrats sont devenus, à leur corps défendant, des protagonistes de la lutte contre la criminalité organisée à laquelle d'autres secteurs de l'Etat se contentent d'assister quand ils ne sont pas carrément compromis par le biais de leurs activités, des profits et du système d'influence et de pouvoir de certaines formes de criminalité comme celle mafieuse ou de la camorra »<sup>80</sup>.

---

<sup>74</sup> CICALA (Mario), « Risposta a un appello », *op. cit.*

<sup>75</sup> Ces extraits sont cités in BORGNA (Paolo), CASSANO (Margherita), *Il giudice e il principe*, Rome, Donzelli, 1997, p. 25.

<sup>76</sup> *Ibid.*

<sup>77</sup> BERTONI (Raffaele), « Magistrati e avvocati : professioni a confronto », *Giustizia penale*, I, 1994, pp. 25-32, p. 30.

<sup>78</sup> *Ibid.*

<sup>79</sup> D'autres y voient également l'indice du fait que les magistrats n'obéissent qu'à la loi, quand bien même le respect de celle-ci les mettrait en danger : « La preuve de cela, c'est que il n'existe pas d'autres catégories professionnelles dans notre pays qui ont dû subir tant d'attaques et qui a eu autant de morts sur le terrain », COLOMBO (Gherardo), DAVIGO (Piercamillo), DI PIETRO (Antonio), « Noi obbediamo alla legge, non alla piazza », *op. cit.*, p. 13.

<sup>80</sup> PACIOTTI (Elena), « La questione dei dirigenti degli uffici giudiziari », *Questione giustizia*, n°4, 1983, pp. 1014-1024, p. 1017.

C'est le même verdict qui est prononcé dix ans plus tard par Mario Almerighi (affaire *Petrolio* <sup>81</sup>, secrétaire général des Verts), à l'occasion de l'assassinat de Giovanni Falcone :

*« Si l'attaque par un pouvoir illégal se concentre sur l'une des institutions (exécutif, législatif, judiciaire), cela signifie que les deux autres institutions sont plus faibles (...). La mafia n'a pas peur des paroles du ministre de service, des analyses des politologues et de ceux qui chaque jour nous empestent à la télévision ou sur les journaux avec leurs analyses (souvent utiles aux centres de pouvoir auxquels ils appartiennent, qu'ils soient liés à des partis ou non). La mafia a peur de ceux qui ont la capacité et surtout la volonté de rénover et de changer la culture politique de ce pays et qui ont une incidence concrète dans la lutte contre le phénomène criminel. La mafia tue en son sein ceux qui la trahissent et à l'extérieur ceux qui constituent une exception à un système politique dans lequel elle peut naviguer tranquillement »<sup>82</sup>.*

Gherardo Colombo s'exprime dans des termes proches :

*« L'histoire de Giovanni Falcone est paradigmatique ; c'est l'histoire des vicissitudes que rencontrent très souvent ceux qui rompent, en appliquant la loi, les équilibres souterrains entre le pouvoir constitué et la criminalité organisée »<sup>83</sup>.*

Ce baptême du feu que constitue pour la magistrature, le choix par les organisations criminelles elles-mêmes de l'adversaire le plus dangereux, sanctionne la capacité des magistrats à être les meilleurs garants de l'intégrité de l'Etat et en consacre ainsi la clairvoyance :

*« Il est étrange que ce soient les terroristes eux-mêmes —et non pas les magistrats ni la presse ou les politiques— qui aient souligné que la magistrature avait compris le terrorisme ; ces terroristes qui disent avoir tué Alessandrini parce qu'il avait compris le terrorisme, parce qu'il l'avait compris d'une manière profonde et dévastatrice pour les terroristes eux-mêmes »<sup>84</sup>.*

*« Ces nouveaux juges ont commencé à former, en chair et en os, un Etat différent. Curieusement, les premiers qui le comprirent furent les terroristes, [qui] avec une certaine intelligence politique surent percevoir le changement »<sup>85</sup>.*

Dès lors, chaque assassinat —parce qu'il désigne à nouveau la magistrature comme le principal rempart pour la défense de l'Etat— renouvelle ce baptême du feu qui institue en différence de nature, l'opposition entre un corps judiciaire devenu l'expression d'un « Etat différent »<sup>86</sup>, et une classe politique impuissante voire corrompue. Une fois encore, on mesure le rôle naturalisant des usages de

<sup>81</sup> Voir annexe n°3 sur les « grands procès ».

<sup>82</sup> ALMERIGHI (Mario) in « In ricordo di Francesca Morvillo, Giovanni Falcone e Paolo Borsellino », *La magistratura*, n°2-3, avril-sept. 1992, pp. 13-14, p. 13.

<sup>83</sup> COLOMBO (Gherardo), *Il vizio della memoria*, op. cit., p. 74.

<sup>84</sup> BERTONI (Raffaele), in Sezione veneta dell'ANM (dir.), *Crisi delle istituzioni giudiziarie e terrorismo*, op. cit., p. 164.

<sup>85</sup> BORGNA (Paolo), CASSANO (Margherita), *Il giudice e il principe*, op. cit., p. 25.



la mort dans les mises en récit de la « nouvelle justice », qui scellent les destins respectifs des deux corps de l'Etat en inscrivant l'opposition dans l'ordre des choses.

#### b) La magistrature comme garante de l'intégrité de l'Etat

Force est de constater, à la lecture de l'historiographie construite par les « grands juges », la symétrie entre l'histoire d'une classe politique en crise et celle d'un judiciaire qui, à l'inverse, se libérerait progressivement de ses entraves.

Ces deux corps y évoluent face à face et les insuffisances de l'un créent l'importance de l'autre. Aux yeux des « grands juges », la crise du politique entraînerait en effet mécaniquement la suppléance du judiciaire, seule force capable de garantir l'intégrité de l'Etat. L'ineffectivité des mécanismes classiques de contrôle et de responsabilité du gouvernement a ainsi pour conséquence physiologique que « le judiciaire exerce actuellement, de fait, la seule activité de contrôle politique stable, continue et incisive dans notre pays »<sup>87</sup>. Ainsi, du fait de l'incapacité de la classe politique « d'affronter les causes et d'étudier une réponse politique » au terrorisme, « la seule réponse qui restait [a été] judiciaire »<sup>88</sup>. « En matière de terrorisme, tout le phénomène et sa complexité –de nature clairement politique- ont été traités au niveau judiciaire et résolus –pour autant que cela était possible- par le biais des instruments dont dispose la magistrature »<sup>89</sup>. L'histoire des rapports entre politique et judiciaire est ainsi construite sur le mode du face à face dans le cadre d'un jeu à somme nulle, où la crise de l'un entraînerait nécessairement la puissance de l'autre. De fait, le discours de la suppléance insiste –le plus souvent d'ailleurs pour le regretter et s'en inquiéter- sur le fait que « le juge a été “conduit” à exercer

---

<sup>86</sup> *Ibid.*

<sup>87</sup> COLOMBO (Gherardo), « Il nuovo ruolo del giudice : prospettive per Magistratura Democratica », *Questione giustizia*, n°4, 1983, pp. 1001-1014, p. 1002 et p. 1003.

<sup>88</sup> PACIOTTI (Elena), « Cronache della magistratura », *Questione giustizia*, n°1, 1982, pp. 179-185, p. 179.

<sup>89</sup> *Ibid.*

d'autres fonctions »<sup>90</sup> et, par le fait, « à envahir nécessairement des sphères d'intervention institutionnellement réservées à d'autres »<sup>91</sup>. Dans ces histoires parallèles qu'esquissent les mises en récit, si le politique s'enferme dans ses contradictions internes, la magistrature acquiert en revanche progressivement ses lettres de noblesse et son indépendance :

« Au cours des trente dernières années, les initiatives de la magistrature sur les faits de corruption politique, sur le système de financement illégal des partis, sur les affaires de criminalité economico-financière, sur les liens entre mafia et secteurs de la politique [sont allés] de pair avec la conquête difficile de l'indépendance externe et interne de la magistrature »<sup>92</sup>.

« Au cours de ces deux dernières décennies, c'est précisément l'abolition de la carrière interne [du concours sur titre pour le passage des grades<sup>93</sup>] qui a produit *des magistrats forts d'un élan moral et d'une passion civique qu'il s'agisse de magistrats au milieu de leur vie professionnelle ou de jeunes magistrats*. Une fois disparue la nécessité de courir pour les fonctions d'appel et de cassation, les magistrats sont restés dans les fonctions et dans les tribunaux "sur le front" : ce sont des magistrats qui, comme juge ou parquetier, viennent au contact des citoyens et des problèmes de la société (...). Ce sont ces magistrats, produits du dépassement de la carrière, qui ont rendu justice avec un effort d'innovation dans l'interprétation nécessaire, effort pour s'adapter au développement rapide de la société et des rapports économiques et sociaux (...). *Qu'on nous permette de rappeler à ceux qui ont la mémoire courte, que ce sont les magistrats qui ont permis au pays de dépasser la terrible épreuve terroriste ; que ce sont eux qui, après des années de status quo, ont affronté avec une vigueur nouvelle (et en payant le prix fort) la criminalité mafieuse, et notamment ses liens avec le système politique. Enfin, ce sont justement ces magistrats qui ont dévoilé Tangentopoli* »<sup>94</sup>.

La présentation de la magistrature comme un corps uni autour d'une mission -la défense de la légalité au service des citoyens- va de pair avec la constitution en négatif d'une politique qui s'y oppose à lui point par point. Ainsi, « face l'inertie pérenne du pouvoir politique », la magistrature se trouve ainsi seule à défendre l'Etat et à refuser « l'impunité substantielle qui est assurée à la criminalité organisée (...) par la carence pluriannuelle de volonté [politique] »<sup>95</sup>. Face à « une délinquance toujours plus sans pitié et qui profite de l'incapacité coupable de l'Etat pour supprimer tous les adversaires qu'elle trouve sur

---

<sup>90</sup> COLOMBO (Gherardo), « Il nuovo ruolo del giudice : prospettive di Magistratura Democratica », *op. cit.*, p. 1004.

<sup>91</sup> *Ibid.*, p. 1003.

<sup>92</sup> BRUTI LIBERATI (Edmondo), « La magistratura dall'attuazione della Costituzione agli anni novanta », *op. cit.*, p. 237.

<sup>93</sup> Sur la suppression du « concours sur titre » contrôlé par les magistrats de la Cour de cassation, voir nos développements au chapitre 3, Partie II.

<sup>94</sup> BRUTI LIBERATI (Edmondo), « La magistratura nel mirino », *Micromega*, n°2, 1994, pp. 41-52, p. 47.

<sup>95</sup> Magistratura Indipendente, « Il sacrificio di Rosario Livatino », *op. cit.*

son chemin »<sup>96</sup>, les magistrats sont les seuls à avoir opposé une véritable résistance.

Derrière la critique de l'inertie, c'est aussi une représentation du politique qui s'impose, fondée sur sa *duplicité* et sur son dédoublement entre une politique *apparente* de soutien à la lutte contre le crime organisé (corruption, mafia, terrorisme) et une réalité faite d'immobilisme voire de connivences, ou encore entre les gestes et les faits. Ainsi, le « *décalage évident entre les paroles et les faits* dont les responsables de la chose publique ont affligé le pays depuis maintenant trop longtemps »<sup>97</sup> est opposé au sacrifice ultime des magistrats qui ont payé de leur vie un engagement sans ambiguïtés et qui, à l'image de leur comportement dans la lutte contre le terrorisme, « se sentent dans leur ensemble, quelles que soient les fonctions exercées par chacun dans les grands et dans les petits tribunaux (...), *engagés dans un devoir de défense de la démocratie* »<sup>98</sup>. La classe politique « les a envoyés mourir en *défendant dans les mots* la réponse judiciaire, et en se montrant réticente si ce n'est *complice dans les faits* »<sup>99</sup> ; et les magistrats de s'en prendre chaque fois au « caractère répétitif *des rituels et des déclamations* qui ne sont pas sans rappeler des précédents récents et moins récents »<sup>100</sup>, au « défilé "d'autorités" autour du cercueil, à la *liturgie des paroles, aux indignations, aux engagements solennels*, (...) aux médailles, à la mémoire vouée à durer l'espace d'une matinée »<sup>101</sup>. Cette « ferveur que montrait la classe dirigeante » leur paraît « suspecte, hypocrite et peu digne de confiance »<sup>102</sup>, et ils la dénoncent avec « l'envie de crier à la face (...) de tous ces grands parleurs, de tous ces manipulateurs des chicanes législatives et administratives »<sup>103</sup>.

---

<sup>96</sup> *Ibid.*

<sup>97</sup> *Ibid.*

<sup>98</sup> BRUTI LIBERATI (Edmondo), « La magistratura dall'attuazione della Costituzione agli anni novanta », *op. cit.*, p. 208.

<sup>99</sup> CONTE (Giacomo), « La lezione di Giovanni Falcone e Paolo Borsellino », *op. cit.*, p. 21.

<sup>100</sup> IZZO (Giacchino), « Rosario Livatino : una morte vana ? », *op. cit.*

<sup>101</sup> CORNETTA (Mino), « Fino a quando ? », *op. cit.*

<sup>102</sup> IZZO (Giacchino), « Rosario Livatino : una morte vana », *op. cit.*, p. 3.

<sup>103</sup> CORNETTA (Mino), « Fino a quando ? », *op. cit.*, p. 3.

C'est en refusant toujours de « se plier aux logiques du pouvoir »<sup>104</sup> que le « jeune collègue Rosario Livatino, un des nombreux serviteurs de l'Etat, *coupable d'avoir exercé de manière diligente et honnête son travail de magistrat* »<sup>105</sup>, est mort. De même, Giovanni Falcone « n'était pas un *homme des allées du pouvoir* [Palazzo], mais un *homme de changement* »<sup>106</sup>. Comme l'indique au lendemain de son assassinat une direction de l'ANM où dominent les « grands juges »<sup>107</sup> :

« La construction d'une nouvelle moralité publique, d'une nouvelle éthique collective (...) ne peut être construite seulement par le sacrifice de la vie des serviteurs tombés dans la lutte contre la mafia, [mais elle nécessite] aussi l'exemple vivant de ceux qui dans tous les lieux politiques et institutionnels décident du destin collectif du groupe »<sup>108</sup>.

Et on se convainc alors que, dans la cosmogonie que dessinent les mises en récit de la « nouvelle justice », la critique du politique –de son impuissance, de sa crise et de son hypocrisie- constitue véritablement le négatif du judiciaire, dont l'efficacité et le dévouement extrêmes sont attestées par la place éminente occupée dans les luttes passées contre la criminalité organisée.

Au terme de cet *excursus* au travers des éloges funèbres produits par les « grands juges », on espère avoir mis en lumière en quoi le travail de mémoire constituait un lieu privilégié de la constitution du groupe professionnel.

En étudiant ce *corpus*, on a pu voir qu'il ne se comprenait pas indépendamment de la position particulière des « grands juges », et notamment de la nécessité dans laquelle ils sont placés, pour maintenir leur magistère, de (ré)ordonner tout à la fois la magistrature et ses rapports avec l'extérieur dans un tout durable. Ainsi, en faisant place dans le modèle d'excellence judiciaire aux deux légitimités syndicale et de l'expérience judiciaire, ils consacrent l'existence et la légitimité de chacune des deux arènes tout en leur donnant des raisons différentielles d'exister. Mais, dans le même temps, la mise en exergue de ce modèle d'excellence syncrétique sanctionne la dépossession de ceux qui ne

<sup>104</sup> Magistratura Indipendente, « Il sacrificio di Rosario Livatino », *op. cit.*, p. 4.

<sup>105</sup> *Ibid.*

<sup>106</sup> ALMERIGHI (Mario), « In ricordo di Francesca Morvillo, Giovanni Falcone e Paolo Borsellino », *op. cit.*, p. 13.

<sup>107</sup> Sur la direction de l'ANM entre 1992 et 1995, dirigée par une coalition syndicale inédite entre MI, MD et les Verts, voir nos développements au chapitre 1, Partie III.

<sup>108</sup> ANM, « Per una complessiva politica criminale contro la mafia », *op. cit.*

peuvent faire valoir cette double légitimité, et ordonne le corps judiciaire autour de la domination des « grands juges ». Dans ce cadre, tout se passe comme si cette mise en ordre symbolique de la magistrature, et la hiérarchie qu'elle emporte, était scellée par la constitution d'une frontière irréductible, d'une opposition fondamentale entre la magistrature et le politique.

On le voit, ce travail de création symbolique fait advenir un certain nombre d'associations et d'oppositions par lesquelles le judiciaire est mis en ordre : il indique les idéaux du groupe qu'il fait exister, il en définit les porte-parole et les figures antagonistes, il en marque les points d'origine et les étapes marquantes ; bref, c'est un nouveau rapport au monde qui se dessine, qui ordonne et informe la profession judiciaire.

La construction d'une école de la magistrature telle qu'elle prend corps au début des années 1990 et le travail de codification de l'excellence judiciaire qui l'accompagne constituent sans doute un autre point d'observation du travail de discipline de la nouvelle profession judiciaire.

## **Section II/ Faire école : la naissance d'une école de la magistrature**

Le 11 avril 1994, alors même que les enquêtes judiciaires de l'opération « Mains propres » atteignent leur apogée, une école de la magistrature italienne est inaugurée dans son siège des environs de Rome (à Frascati, non loin des locaux de l'ancienne école de cadres du PCI), en présence du président de la République, Oscar Luigi Scalfaro, et du vice-président du CSM. L'institution qui fonctionne depuis un mois à peine est le fruit d'une convention passée en septembre 1993 entre le ministre de la justice Giovanni Conso et le CSM, intitulée « convention pour l'expérimentation d'une structure de formation

professionnelle pour magistrats ». Quoiqu'il ne retienne guère l'attention de la presse<sup>109</sup>, l'événement est d'importance qui consacre la naissance d'une structure unique et permanente chargée tout à la fois des cours de formation initiale des auditeurs de justice, et de la formation professionnelle permanente des magistrats en exercice. L'école fonctionne déjà depuis quelques mois ; elle est constituée autour d'un comité scientifique –organe dirigeant composé de trois représentants du ministère, trois membres du CSM, et de huit magistrats choisis par cette dernière institution- chargé de la programmation et de l'organisation des sessions de formation. Mais dès juin 1994, l'expérience avorte suite à une décision de la Cour des comptes qui annule la convention signée par le CSM et le ministère de la justice, mettant ainsi fin prématurément à l'école de la magistrature<sup>110</sup>.

Les mobilisations en faveur de l'institution d'une école ne s'interrompent pas pour autant, comme en témoigne la prise de position unitaire de l'ANM en ce sens à l'occasion de son congrès de janvier 1996. Et de fait, en juillet 1996, le CSM constitue en son sein une neuvième commission interne chargée de la formation des magistrats, qui reproduit en son sein la structure de l'école prématurément défunte. Depuis lors, sans en avoir le nom, cette structure fonctionne comme une véritable école de la magistrature.

<sup>109</sup> Dans un cadre où les luttes politiques se polarisent sur les enquêtes du *pool* milanais, la cérémonie ne reçoit presque aucun écho dans la presse. A telle enseigne que le seul article qui mentionne cette inauguration ne le fait que pour rapporter les propos du président de la République Oscar Luigi Scalfaro sur les enquêtes du *pool*. ALBANESE (Franco), « Scalfaro : basta con i rancori del passato », *Il Messaggero*, 12 avril 1994, p. 4.

<sup>110</sup> Les juges de la Cour des comptes considèrent en effet la nouvelle structure comme un nouveau chapitre de dépenses doté de gestion financière autonome et requérant de ce fait une approbation législative (et non pas une simple convention). Sur ce point, voir la chronique de Magistratura Democratica, « La "morte annunciata" della scuola della magistratura e la formazione professionale dei magistrati », *Magistratura Democratica. Notiziario*, n°14, octobre 1995, pp. 38-40, p. 39 ; ainsi que les réactions du CSM à cette décision, in CSM, « Estratti dei verbali delle sedute (antimeridiana e pomeridiana) del 21 luglio 1994 relativamente al rilievo della Corte dei Conti riguardante il D.P. che approva la convenzione tra il Ministero di Grazia e Giustizia ed il Consiglio Superiore della Magistratura per l'attuazione sperimentale di una struttura di formazione professionale dei magistrati », *Notiziario CSM*, n°9, 1994, pp. 158-192. Sur la brève expérience de l'école de la magistrature qui aura duré de mars à octobre 1994, voir le récit des membres du comité scientifique in BONETTO (Gianfranco) et alii, « La scuola per la magistratura : inizio e fine di un'esperienza », *La magistratura*, 1994, p. 38.

Si l'on s'en tient aux données disponibles, l'offre de formation a rapidement atteint des niveaux comparables à ceux de l'Ecole nationale de la magistrature française<sup>111</sup>. Ainsi, si l'on ne considère que la formation permanente, la neuvième commission du CSM (on dira désormais, pour simplifier, « l'école ») dispense en moyenne 40 sessions par an, qui couvrent l'ensemble des fonctions judiciaires (juge pour enfants, juge d'application des peines, substitut...), les différents niveaux de responsabilité (prêteurs, dirigeants, magistrats en poste à la Cour de cassation...), ainsi que, d'une manière générale, une grande diversité de thèmes (droit communautaire, droit de l'information, environnement, criminalité organisée...)<sup>112</sup>. Enfin, force est de constater que la participation des magistrats atteint rapidement des niveaux élevés puisqu'en 1998, 4.152 magistrats avaient soumis au CSM une demande de participation à l'une des sessions, soit environ la moitié du corps judiciaire<sup>113</sup>.

Il convient alors de comprendre tout à la fois les conditions de formation de cette nouvelle structure, ainsi que les savoirs et savoir-faire qui y sont inculqués.

## A/ Une école pour discipliner la « nouvelle justice »

A l'instar des mises en récit que l'on a analysée plus haut, les investissements qui contribuent à la formation d'une école de la magistrature sont indissociables du travail de maintenance de la « nouvelle justice » entrepris

---

<sup>111</sup> Sur ce point, voir les chiffres donnés in VERARDI (Carlo Maria), « Scuola della magistratura o aggiornamento professionale ? », *Questione Giustizia*, n°2, 1999, pp. 253-272, notes 7 et 8.

<sup>112</sup> L'ensemble de ces sessions sont proposées en début d'année à tous les magistrats sous la forme d'un livret décrivant chacune d'entre elles, voir par exemple pour l'année 1996, CSM, « Programma dei corsi di formazione permanente e aggiornamento professionale per i magistrati », *Quaderni del CSM*, XI, n°82, 1996.

<sup>113</sup> VERARDI (Carlo Maria), « Scuola della magistratura o aggiornamento professionale ? », *op. cit.*, p. 254, notes 7 et 8. Une analyse statistique des participants aux cours entre mars 1994 et juin 1995 montre néanmoins le caractère inégal de la participation aux sessions de formation. Quoique sommaire, l'enquête souligne ainsi que la propension à participer diminue à mesure qu'augmente le grade (alors que 81% des « magistrats de tribunal » ont pris part aux sessions au cours de la période mentionnée, seuls 39,2% des « conseillers de cassation aptes aux fonctions de direction » l'ont fait). La fonction occupée constitue un discriminant tout aussi puissant : en effet, 84,1% des substituts auprès des prétores et 82,5% des substituts ont pris part à ces sessions contre seulement 11,1% des magistrats en poste à la Cour de cassation. Enfin, les magistrats au pénal montrent une propension plus forte à participer. Voir BONETTO (Gianfranco) et alii, « La formazione professionale del magistrato », *Quaderni del CSM*, n°88, mai 1996, notamment pp. 57-64.

par les « grands juges »<sup>114</sup> et tout particulièrement du travail de désingularisation de celle-ci.

### 1- Désingulariser la « nouvelle justice »

La formation professionnelle ne naît pas avec la « nouvelle justice ». Dès la fin des années 1950, au moment même où se crée en France l'Institut d'Etudes Judiciaires<sup>115</sup>, une Académie (*Academia*) avait été créée le temps de trois promotions d'auditeurs, pour être rapidement supprimée par le CSM qui lui préféra un long stage d'auditorat en juridiction. De même, des sessions de formation professionnelle *permanente* se constituent dès 1973, et connaissent même un développement important au cours du mandat du CSM qui va jusqu'en 1976. Mais le format de ces sessions de formation professionnelle les rapproche alors davantage du colloque que de l'enseignement *ex cathedra*. A l'image des rencontres sur la criminalité organisée que nous avons évoquées plus haut<sup>116</sup>, elles sont moins l'occasion de véritables cours de formation que de communications et de débats. Surtout, elles sont le fruit d'initiatives ponctuelles, le plus souvent prises en réponse à l'introduction de nouvelles dispositions législatives, et restent étroitement dépendantes des membres du CSM qui décident au coup par coup de l'opportunité de leur tenue.

Ce n'est qu'avec l'institution en 1989 du nouveau code de procédure pénale (NCP) que la formation professionnelle permanente connaît une transformation profonde, tant dans son format que dans le niveau de l'offre de formation, et notamment sous l'impulsion de « grands juges » élus au CSM comme Marcello Maddalena ou Giancarlo Caselli<sup>117</sup>. Le nombre de sessions connaît ainsi un développement important avec l'organisation, pour la seule

---

<sup>114</sup> Sur ce point, voir nos développements au chapitre 1, Partie III.

<sup>115</sup> Cf. BOIGEOL (Anne), « Histoire d'une revendication : l'Ecole de la magistrature 1945-1958 », *Cahiers du Criv*, n°7, juin 1989, 80 pages, et BOIGEOL (Anne), « La formation des magistrats : de l'apprentissage sur le tas à l'école professionnelle », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°76-77, mars 1989, pp. 49-64.

<sup>116</sup> Sur ce point, voir notre chapitre 2, Partie II.



période de janvier 1988 à juillet 1990, de 19 cours spécifiquement consacrés au NCPP. En outre, leur format même est inédit, puisque l'objectif affiché est désormais d'inculquer de manière systématique la nouvelle procédure pénale aux participants. C'est cette même optique qui est ensuite reprise avec l'organisation en 1991 de « cours sur les techniques d'enquête », dont l'objet est d'offrir aux magistrats enquêteurs, sur quatre semaines d'enseignements intensifs, une mise à jour systématique de leurs savoir-faire pratiques sur tous les aspects du travail d'enquête judiciaire<sup>118</sup>. La formule, qui connaît un grand succès à en juger au nombre des demandes de participation adressées par les magistrats<sup>119</sup>, est depuis lors reproduite deux à trois fois par an ; après la mort de Giovanni Falcone et Paolo Borsellino, elle prend alternativement le nom de « cours Giovanni Falcone » et « cours Paolo Borsellino ». Son concepteur, Elvio Fassone, membre du CSM (juge à Turin des enquêtes *Petrolio 2* et sur la mafia catanaise, MD), évoque ainsi la nécessité :

« d'une école des techniques d'enquête pour les parquetiers [chargée d'inculquer] le bagage de connaissances techniques que tous les parquetiers n'ont pas : que l'on pense par exemple aux problématiques relatives à l'ADN, aux nouvelles téléphonies, au recyclage, aux enquêtes bancaires, aux commissions rogatoires... »<sup>120</sup>.

Ainsi, ces stratégies de professionnalisation du corps judiciaire par le biais de la constitution d'une formation professionnelle ne se déploient qu'à partir de la fin des années 1980, comme en témoigne le tableau qui suit.

---

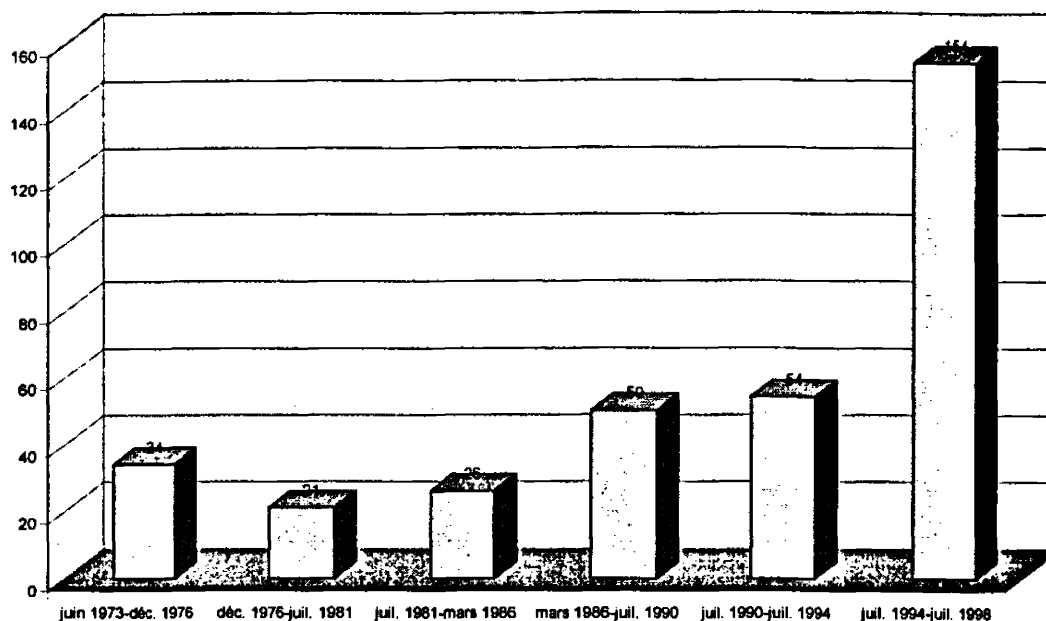
<sup>117</sup> Sur la réforme du code de procédure pénale et le programme de formation des magistrats à cette nouvelle donne, voir nos développements au chapitre 1, Partie III.

<sup>118</sup> On a reproduit à l'annexe n°4 le programme des quatre semaines d'enseignement de ce cours.

<sup>119</sup> CSM, « Relazione al Parlamento sullo stato della giustizia per l'anno 1994. Reclutamento e formazione professionale dei magistrati », *Quaderni del CSM*, n°68, juin 1994, p. 89.

<sup>120</sup> FASSONE (Elvio), « Una scuola di tecniche di indagine per i pubblici ministeri », *Foro italiano*, V, 1992, pp. 60-63.

Tableau n°18 : Les sessions de formation permanente du CSM (par mandat)



Cette concomitance du développement de l'offre de formation la saillance de la « nouvelle justice » dans l'espace public pourrait *a priori* sembler paradoxale. En effet, si l'on considère, comme la majeure partie des travaux sur la magistrature italienne, que le rôle joué par les magistrats au cours des années 1992-1996 est l'indice d'une politisation du corps judiciaire<sup>121</sup>, ces investissements croissants dans l'autonomie professionnelle dont la création d'une école est l'exemple type<sup>122</sup> pourraient sembler incongrus. Pourtant, rapportés à la configuration esquissée plus haut où la « nouvelle justice » est sujette à caution dans l'espace public, les investissements des « grands juges » en faveur de la création de l'école – à l'instar du devoir de mémoire évoqué plus haut- se comprennent dans le cadre du travail de maintenance de la « nouvelle justice ».

<sup>121</sup> Sur ce point voir entre autres, RIGHETTINI (Stella), « La politicizzazione di un potere neutrale. Magistratura e crisi italiana », *op. cit.* ; et ZANNOTTI (Francesca), « L'espansione dei poteri della magistratura », *Amministrazione*, n°3, déc. 1994, pp. 364-412.

<sup>122</sup> Comme l'indique Andrew Abbott, la création d'une école professionnelle constitue l'un des indices des stratégies de professionnalisation, sans que l'on puisse pour autant –comme le souligne bien cet auteur- y voir là un passage obligé, ABBOTT (Andrew), *The system of professions*, *op. cit.*, pp. 10-18.

On peut s'en convaincre en étudiant les justifications qu'ils avancent pour revendiquer la nécessité de l'institution d'une école, invoquant notamment les *risques* particuliers de l'insertion des magistrats dans l'espace public. Dans le rapport annuel du CSM de 1994 consacré au recrutement et à la formation professionnelle<sup>123</sup>, Elvio Fassone qui a rédigé la section consacrée à la formation, décrit le contexte dans lequel évolue la magistrature en ces termes :

« La fonction judiciaire a revêtu une importance fondamentale dans la vie institutionnelle du pays, non seulement pour les effets contingents de certaines enquêtes sur l'évolution politique de celle-ci, mais de manière plus générale, du fait du travail de médiation que la jurisprudence est appelée à jouer dans les autres lieux institutionnels. De ce fait, le magistrat est amené bien plus que par le passé à un repli constant sur soi, à des interrogations incessantes sur son propre rôle et sur l'exercice correct d'une fonction en mutation »<sup>124</sup>.

C'est « l'exposition politico-institutionnelle » de la magistrature qui rendrait nécessaire l'institution d'une école :

« L'accroissement du rôle et de l'exposition politico-institutionnelle de la magistrature qui est aujourd'hui appelée à résoudre des conflits d'une complexité croissante (...), nécessite l'acquisition non seulement d'une solide préparation technico-juridique, mais aussi une conscience accrue du rôle et des effets de son action »<sup>125</sup>.

Elvio Fassone exprime, en des termes presque identiques, ce lien entre l'exposition inédite de la profession dans l'espace public et la nécessité de l'acquisition de savoirs et savoir-faire :

« Sur le plan déontologique, le rôle et l'exposition politico-institutionnelle de la magistrature ont énormément augmenté ; celle-ci est appelée à résoudre des conflits d'une complexité croissante : cela requiert l'acquisition non seulement d'un bagage technique satisfaisant, mais aussi d'une conscience du rôle et des effets de ses actions »<sup>126</sup>.

---

<sup>123</sup> CSM, « Relazione al Parlamento sullo stato della giustizia per l'anno 1994. Reclutamento e formazione professionale dei magistrati », *Quaderni del CSM*, n°68, juin 1994.

<sup>124</sup> FASSONE (Elvio), in CSM, « Relazione al Parlamento sullo stato della giustizia per l'anno 1994. Reclutamento e formazione professionale dei magistrati », *Quaderni del CSM*, n°68, juin 1994, p. 72. Un magistrat de MD introduit une réflexion sur la formation professionnelle par une inquiétude du même type quand il se demande : « Est-ce que les juges italiens sauront maintenir le contact avec cette vaste partie de l'opinion publique qui est –avec raison– insatisfaite du fonctionnement de la justice italienne, mais qui n'adhère pas pour autant aux tentatives répétées de réduction de l'indépendance et de mortification de la juridiction », ROSSI (Agnello), « Per un nuovo statuto professionale del magistrato », *Questione Giustizia*, n°2, 1992, pp. 410-427, p. 410 ; voir également les remarques d'un magistrat de MI dans le même sens, DE PASCALIS (Dario), « La formazione permanente della professionalità », *Magistratura Indipendente*, n°3-4, mai-août 1991, pp. 32-33, p. 33.

<sup>125</sup> BONETTO (Gianfranco) et alii, « La formazione professionale del magistrato », *op. cit.*, p. 21.

<sup>126</sup> FASSONE (Elvio), « Dopo la "morte annunciata", la nascita possibile di una scuola della magistratura (idee per un disegno di legge) », *Questione Giustizia*, n°4, 1994, pp. 709-733, p. 711-712.

Dans ce cadre, l'acquisition d'un bagage technique et d'une « conscience du rôle »<sup>127</sup> judiciaire, c'est-à-dire de la position du magistrat et des effets de son travail dans l'espace public, est considérée comme la condition de l'indépendance de la magistrature, dans un contexte où « les carences très graves du service justice sont depuis longtemps pour la magistrature *un lourd facteur de délégitimation* qui (...) risquerait d'emporter jusqu'aux conquêtes les plus importantes des années 1960-70 »<sup>128</sup>. Elvio Fassone indique ainsi que « sans un professionnalisme très élevé, [le magistrat] n'est pas "armé" pour l'indépendance »<sup>129</sup>; un autre « grand juge » souligne également que « le professionnalisme doit devenir un moment de légitimation de l'indépendance institutionnelle du magistrat »<sup>130</sup> :

« S'il est inacceptable de relier l'ordre judiciaire au politique, alors *le renforcement de la légitimation du travail des magistrats ne peut venir que d'une ample et rigoureuse préparation professionnelle, comprise comme transmission organisée de connaissances théoriques, pratiques, déontologiques (...). Sans elle, l'indépendance deviendrait un privilège* »<sup>131</sup>.

On se convainc alors que les investissements dans la constitution d'une école de formation sont conçus comme permettant de mettre la profession judiciaire à l'abri des dénonciations extérieures. En fondant ainsi sa légitimité non plus sur les soutiens recueillis en dehors du judiciaire, mais sur son professionnalisme acquis et certifié par une école, la « nouvelle justice » est ainsi placée à l'abri des opérations de réduction qui ramènent son travail à la poursuite d'un intérêt particulier (politique, médiatique...).

De fait, on trouve trace, dans le dispositif institutionnel même de l'école, de ce travail de dé-singularisation de la « nouvelle justice ». La sélection des participants, du corps enseignant, mais aussi l'organisation ou le format des cours s'y trouvent étroitement réglementés : « une formation professionnelle (...) ne peut se développer sur les modèles habituels de la rencontre d'étude

<sup>127</sup> *Ibid.*

<sup>128</sup> Magistratura Democratica, « Il CSM e la professionalità », *Magistratura Democratica*, X, décembre 1991, n°44, p. 83, pp. 83-100.

<sup>129</sup> FASSONE (Elvio), « Una scuola della magistratura : quali novità ? », *Giustizia e costituzione*, n°1-2, janv.-juin 1998, pp. 9-24, p. 23.

<sup>130</sup> BRUTTI LIBERATI (Edmondo), GALASSO (Alfredo), « Funzioni del Consiglio superiore della magistratura e proposte di riforma », *op. cit.*, p. 56.

<sup>131</sup> BORGNA (Paolo), CASSANO (Margherita), *Il giudice e il principe*, *op. cit.*, p. 93.

*réservée à quelques magistrats* »<sup>132</sup>. Et l'on se souvient en effet des critiques acerbes dont ont fait l'objet tout au long des années 1980 les rencontres du CSM sur la criminalité organisée pour leur caractère fermé et inégalitaire<sup>133</sup>. Désormais, chaque session fait l'objet d'un appel à candidature et de l'édiction par le CSM de critères « objectifs » de sélection des demandes de participation. A l'occasion d'une session de formation permanente sur « les délits contre l'administration publique », organisée en 1994, le CSM établit ainsi les conditions d'accès suivantes :

« Rencontre d'étude sur le thème "Les délits contre l'administration publique". Tivoli, 21-25 mars 1994. (...) 1. Exclusion des magistrats qui n'exercent pas actuellement des fonctions pénales ; 2. Exclusion des magistrats qui ont participé à la rencontre d'étude sur le thème "Délits de criminalité organisée et contre l'administration publique" qui s'est déroulée à Frascati du 25 au 29 octobre 1993 ; 3. Priorité aux magistrats du premier grade ; 4. Priorité aux magistrats qui ont suivi moins de rencontres au cours des cinq dernières années ; 5. A parité de conditions, priorité aux magistrats qui ont une moindre ancienneté de service ; 6. A parité, priorité aux femmes magistrats »<sup>134</sup>.

Par le biais de ces critères (fonctions judiciaires occupées, participation aux sessions précédentes, grade, ancienneté, sexe) et des procédures souvent complexes qui sont désormais appliquées sans exception à toutes les sessions, les enseignements sont détachés des personnes qui les organisent. De même, la formation du comité scientifique qui dirige l'école répond à une procédure complexe de sélection des 128 candidatures, dont la dernière étape est un tirage au sort<sup>135</sup>. Il n'est pas jusqu'au recrutement des intervenants, jusque là critiqué pour son caractère cooptatif et clientélaire, qui ne soit mis en formes générales et impersonnelles. Avec la création de l'école, on assiste en effet à l'institution d'un corps enseignant unique et stable, choisi pour une période donnée et non plus constitué au cas par cas. De même, pour mettre fin à l'irrégularité de sessions de formation professionnelle décidées au coup par coup (et de ce fait, sujettes à caution), une planification systématique et annuelle des cours offerts aux magistrats est mise en place, qui détache le choix des thèmes abordés de la

<sup>132</sup> CSM, « Relazione al Parlamento sullo stato della giustizia per l'anno 1994 », *op. cit.*, p. 80.

<sup>133</sup> Sur ce point, voir nos développements au début du chapitre 3, Partie II.

<sup>134</sup> CSM, « Incontro di studio sul tema "I reati contro la pubblica amministrazione" », *Notiziario CSM. Verbali consiliari*, 1994.

<sup>135</sup> CSM, « Estratto del verbale della seduta pomeridiana del 25 settembre 1996 relativamente alla pratica della nona commissione avente ad oggetto : "Individuazione per la composizione del comitato scientifico

singularité de la conjoncture, des « moments de formation spontanés ». Comme le note Edmondo Bruti Liberati :

« Les initiatives collectives “spontanées” et auto-organisées ont sans doute été précieuses (que l'on pense à la lutte contre le terrorisme) dans la lutte pour l'acquisition d'un nouveau professionnalisme ; elles risquent aujourd'hui de ne plus être à la hauteur des problèmes nouveaux, qui requièrent une vaste diffusion du professionnalisme, dans la mesure où un petit groupe de magistrats fortement spécialisés ne suffit plus »<sup>136</sup>.

De fait, la formation professionnelle proposée se veut désormais le fruit d'une « véritable programmation entendue comme un inventaire des besoins réels, une programmation des contenus et une attention scientifique aux méthodes »<sup>137</sup>. Chaque magistrat reçoit ainsi chaque année une brochure présentant l'ensemble des cours dispensés, ainsi qu'un formulaire unique qu'il doit retourner au CSM en indiquant les sessions auxquelles il souhaite participer. C'est bien cette rationalisation dont se félicite Elvio Fassone quand il indique :

« La question de la formation professionnelle et le cadre de l'activité actuellement en cours montrent très nettement que la phase épisodique tout comme celle des pionniers, sont définitivement conclues »<sup>138</sup>.

Parce qu'ils tendent tous à l'établissement d'un rapport stable dans le temps entre les magistrats et la formation professionnelle, l'ensemble des investissements que nous venons d'évoquer peuvent être considérés avec Laurent Thévenot comme des investissements de forme. En effet, parce qu'ils produisent un dispositif –l'école– d'un niveau plus général, ces investissements ont un rendement propre, qui est « d'économiser les coûts d'une renégociation des décisions et de la mobilisation effective d'individus, en personne, sur le terrain »<sup>139</sup>, mettant ainsi à l'abri la « nouvelle justice » des controverses et négociations sur son sens dans l'espace public. Tout ce qui risque de réduire celle-ci à la singularité d'une entreprise ponctuelle, dirigée par quelques uns, ou encore fonctionnant au profit d'un groupe restreint de magistrats, est rejeté ; à

---

per l'attività di formazione professionale per gli uditori e di specializzazione per i magistrati, di un magistrato esperto in materia civile e di tre magistrati in materia penale” », *Notiziario CSM. Verbali consiliari*, 1997.

<sup>136</sup> BRUTI LIBERATI (Edmondo), GALASSO (Alfredo), « Funzioni del Consiglio superiore della magistratura e proposte di riforma », *op. cit.*, p. 56.

<sup>137</sup> CSM, « Relazione al parlamento sullo stato della giustizia per l'anno 1994 », *op. cit.*, p. 69.

<sup>138</sup> FASSONE (Elvio), « Una scuola della magistratura : quali novità ? », *op. cit.*, p. 23.

<sup>139</sup> THEVENOT (Laurent), « Les investissements de forme », *op. cit.*, p. 42.

l'inverse, les formes générales et impersonnelles sont revendiquées. C'est qu'ici encore, l'édifice est fragile qui n'est à l'abri des dénonciations qu'au prix d'un travail continu et coûteux de justification du choix des participants, des enseignants, des thèmes abordés, de la fréquence des sessions... Autant de questions qui étaient jusque là résolues au coup par coup et supposaient de la part des promoteurs de ces réunions de s'engager chaque fois, en payant de leur personne, dans la défense et la justification des choix opérés. Les « grands juges » travaillent ainsi à rompre avec le singulier et le discontinu qui auraient caractérisé jusque-là la formation professionnelle, pour constituer une véritable école qui se donne à voir toujours plus sous la forme de règles générales et impersonnelles, valables pour tout cours et pour tout magistrat. On mesure dès lors que cette rationalisation de la formation professionnelle et de son format participe du travail de dé-singularisation de la « nouvelle justice ».

## 2- Un assemblage de formes

Parce qu'elle suppose la constitution d'un programme relativement unifié d'enseignement -un corps de connaissances et de savoir-faire-, la formation professionnelle constitue sans doute le lieu par excellence de la mise en cohérence des différents types de mises en forme de la « nouvelle justice »<sup>140</sup>. La construction d'une école se présente en effet comme une mise en ordre systématique d'une grande variété d'investissements jusque là épars, voire contradictoires, par le biais de l'établissement d'un lien stable entre eux. De fait, à la faveur de l'accroissement du nombre des enquêtes judiciaires en matière de criminalité organisée, on a vu que se multipliaient les investissements dans la mise en forme technique de la « nouvelle justice ». Pour des « nouveaux juges » privés d'accès au syndicalisme, ces investissements permettent en effet la valorisation de leur expérience judiciaire de la criminalité organisée, et ce d'autant plus que se multiplient les fonctions d'expert<sup>141</sup>, mais

---

<sup>140</sup> Sur les mises en forme des expériences judiciaires, voir nos développements au chapitre 2, Partie II.

<sup>141</sup> Sur ce point, voir le tableau n°12, *supra*, qui montre les diverses fonctions d'expertise liées à la lutte contre la criminalité organisée.

aussi les revues, les collections juridiques spécialisées qui offrent ainsi une multitude de possibilités de faire valoir le travail judiciaire effectué sous la forme de la définition d'usages légitimes de techniques d'enquête et de catégories juridiques.

Mais, du fait même de la diversité des arènes dans lesquels ces investissements dans la technique sont opérés, l'offre de mises en forme se donne à voir sous une forme extrêmement hétérogène. En effet, parce qu'elles répondent à des demandes différentes (une commission parlementaire d'enquête, une organisation internationale, une revue juridique, un cours de formation...) et parce qu'elles s'inscrivent dans différents genres (expertise technique, note de jurisprudence, article de doctrine, manuel, édition annotée des codes, syllabus de cours...), les mises en forme technique des expériences judiciaires se présentent de manière disparate. Leurs objets sont très variés, qui concernent des techniques d'enquête (les commissions rogatoire, la gestion de l'interrogatoire des repentis), des technologies (balistique, écoutes téléphoniques, documentation vidéo...), des domaines d'enquête (mafia, corruption mais aussi environnement), des délits spécifiques (séquestration de personne, extorsion de fonds, financement illicite de la vie politique, concussion...), ou encore différents moments de la procédure (l'enquête elle-même, mais aussi la *cross-examination* ou le jugement). En outre, elles diffèrent par leur niveau de généralité. On trouve ainsi des manuels sur des thèmes divers (les instruments de lutte contre la mafia, le nouveau code de procédure pénale et la criminalité organisée...) qui organisent le droit positif et ses usages légitimes en un ensemble unique, par le biais d'une systématisation casuistique et rationnelle ; mais on trouve également des niveaux de généralité bien moindres, à l'instar par exemple des notes de jurisprudence, qui opèrent au cas par cas un travail de classement et d'évaluation du travail judiciaire.

Or ces différentes mises en forme n'ont d'utilité dans le travail de maintenance de la « nouvelle justice » qu'à la condition de constituer un tout relativement cohérent, c'est-à-dire si l'offre qu'elles constituent se trouve unifiée dans un ensemble professionnel relativement homogène. En effet, si



l'on s'accorde avec Laurent Thévenot pour estimer qu'une des conditions d'efficacité d'un assemblage de formes tel que la formation professionnelle tient notamment dans la cohérence ou la congruence des différentes formes qui le composent, on s'explique alors que les « grands juges » cherchent à faire exister, à partir de l'ensemble de ces techniques et savoir-faire qui sont continuellement forgées, un modèle professionnel unique. A défaut d'être reliés entre eux de manière stable dans un dispositif institutionnel unique, ces différentes mises de forme se présentent de manière éparse, hétérogène, voire contradictoire, rendant par le fait difficile une intelligibilité unifiée de la nouvelle profession judiciaire. S'il n'existe pas un lien stable et systématique qui les ordonne en un ensemble, alors faire la preuve de l'existence d'un nouveau modèle professionnel nécessite de la part des « grands juges » un travail permanent de reconstruction des liens et des équivalences entre des éléments éparpillés et hétéroclites et, à l'inverse, un travail de justification de l'exclusion d'autres éléments. Cette construction des formes légitimes de la « nouvelle justice » (jurisprudences, techniques d'enquête...), de ses frontières, est alors d'autant plus coûteuse qu'elle risque toujours de faire émerger des controverses entre « grands juges », quant aux classements établis.

Dans ce cadre, le travail de construction d'une école et d'un programme de formation se comprend comme un effort pour discipliner l'offre hétérogène de mises en forme en un tout unifié. On s'explique ainsi les investissements multiples des « grands juges » pour la définition *unifiée* de la formation professionnelle comme lieu d'inculcation de « savoirs, savoir-faire et savoir-être »<sup>142</sup>. On doit au magistrat de MD Elvio Fassone cette définition qui fait aujourd'hui autorité dans la profession, si l'on en juge aux références multiples qui y sont faites dans les débats sur l'école de la magistrature<sup>143</sup> :

« La formation professionnelle peut être définie comme la communication organisée de connaissances techniques, pratiques, et déontologiques qui s'ajoutent à celles fournies par l'exercice de la profession elle-même, et qui est réalisée de manière planifiée par la structure dans laquelle l'opérateur agit (...). En simplifiant, on peut parler de formation professionnelle tout à la fois comme "savoir", c'est-à-dire comme enrichissement des connaissances et

<sup>142</sup> CSM, « Relazione al parlamento sullo stato della giustizia per l'anno 1994 », *op. cit.*, pp. 67-68.

<sup>143</sup> Voir par exemple les références explicites à cette définition chez les membres du comité scientifique de l'école BONETTO (Gianfranco) et alii, *La formazione professionale del magistrato*, *op. cit.*, pp. 23-24 ; et CASSANO (Margherita), BORGNA (Paolo), *Il giudice e il principe*, *op. cit.*, p. 101.

comme mise en ordre de ces dernières ; comme "savoir-faire", c'est-à-dire perfectionnement des capacités opérationnelles et des aptitudes ; et comme "savoir-être", c'est-à-dire l'acquisition de la conscience [du rôle] et de la motivation (...), un besoin de réponse sur son rôle et son identité »<sup>144</sup>.

Le triptyque savoir/savoir-faire/savoir-être constitue ainsi une conception unitaire de la formation professionnelle capable de réunir l'ensemble des mises en forme de la « nouvelle justice ».

On le voit, l'école de la magistrature est ainsi le fruit d'investissements dans la mise en cohérence ainsi que du travail de constitution d'un dispositif institutionnel unifié, impersonnel qui en dé-singularisant la « nouvelle justice », contribuent ainsi à la mettre à l'abri du soupçon et des dénonciations.

### 3- Vers un nouveau mode de reproduction de la « nouvelle justice » ?

L'institution d'un tel dispositif de formation s'accompagne de la formation –sous une forme encore embryonnaire- d'un nouveau mode de transmission des savoirs et des savoir-faire de la « nouvelle justice ». L'investissement dans les formes générales et impersonnelles d'une école assure en effet à moindre frais la reproduction de celle-ci, puisqu'aussi bien il tend à faire reposer sa perpétuation, non plus sur un travail de mobilisation d'acteurs notamment non judiciaires (dont on a vu qu'il exposait toujours plus les enquêtes judiciaires à des dénonciations multiples dans l'espace public), mais sur un système de certification de type scolaire.

On s'explique ainsi le travail d'homologation des sessions de formation qui est entrepris par les tenants de l'école de la magistrature, notamment sous la forme d'un diplôme de spécialisation remis à ceux qui y ont pris part<sup>145</sup>. A travers la remise de ce diplôme, c'est un principe d'équivalence est établi entre tous ceux qui ont suivi ces sessions et, à l'inverse, un principe de distinction d'avec ceux à

---

<sup>144</sup> FASSONE (Elvio) in CSM, « Relazione al parlamento sullo stato della giustizia per l'anno 1994 », *op. cit.*, pp. 67-68.

<sup>145</sup> Sur la nécessité d'introduire des « diplômes de spécialisation », voir CSM, « Relazione al parlamento sullo stato della giustizia per l'anno 1994 », *op. cit.*, pp. 74-76 ; et BONETTO (Gianfranco), « La formazione professionale del magistrato », *op. cit.*, pp. 30-31.

qui cette formation fait désormais défaut. C'est en effet le propre du diplôme que d'attribuer un certain nombre de qualités communes à ses titulaires, indépendamment de leurs différences et spécificités<sup>146</sup>. Le titre fonctionne alors comme un principe de reconnaissance qui associe à sa détention des propriétés indépendantes de celui qui le possède. Du fait même de ce principe d'équivalence qui impute la compétence au diplôme et non plus à la personne, les différents individus dépositaires du titre deviennent substituables sous ce rapport.

Dès lors, la reproduction des propriétés de la « nouvelle justice » serait assurée par le biais de la certification, et non plus par la multiplication des entreprises judiciaires en matière de criminalité organisée. Dans ce cadre idéal-typique, on ne devient plus un « nouveau juge » par le biais de la notoriété acquise au cours de ses enquêtes judiciaires, mais plutôt par la possession d'un diplôme qui transmet une compétence à parler de la « nouvelle justice ». La production de diplômes et de titres par l'école de la magistrature permettrait ainsi de faire reposer la reproduction non plus sur le travail individuel d'accumulation de ressources (syndicales ou tirées de l'expérience judiciaire), mais sur des mécanismes *impersonnels* et objectifs valables pour tout juge. En d'autres termes, la « nouvelle justice » se perpétuerait désormais sans sujet, par le seul fonctionnement de l'école<sup>147</sup>.

Pourtant, ce passage d'une excellence judiciaire acquise par le travail d'enquête sur le terrain (et par le biais de ressources non judiciaires) à une excellence de type scolaire dont on voit bien qu'elle mettrait « la nouvelle justice » à l'abri des dénonciations dont elle est fait l'objet dans l'espace public, est loin d'être un processus achevé. S'il est vrai que le travail de désingularisation de la magistrature indique bien un mouvement en ce sens, force est de constater –comme en témoignent les enquêtes de l'opération « Mains propres »– que la reproduction de la « nouvelle justice » doit toujours faire les comptes avec l'irruption de nouvelles entreprises judiciaires, dont la saillance

---

<sup>146</sup> Voir sur ce point, BOURDIEU (Pierre), « Les modes de domination », *op. cit.*, pp. 124-125, et THEVENOT (Laurent), « Les investissements de forme », *op. cit.*, pp. 41-46.

est le fruit de transactions avec des acteurs *non judiciaires* (journalistes, groupes politiques...).

De surcroît, le système de certification scolaire reste encore peu développé. Les mobilisations pour rendre obligatoires les cours n'ont pour l'instant pas abouti ; de même, s'il est vrai que le suivi de certains cours devient ponctuellement un des critères de sélection pour certaines fonctions spécialisées<sup>148</sup>, il ne s'agit encore que de rares cas, de sorte que la valeur des diplômes de spécialisation décernés par le CSM reste encore faiblement garantie.

## B/ Un nouveau modèle professionnel

Mais, les cours de formation sont également le lieu de définition tout à la fois d'un standard professionnel valable pour tout juge quel que soit son domaine d'enquête ou la fonction judiciaire qu'il exerce, et d'une nouvelle excellence judiciaire incarnée par certaines expériences judiciaires édifiantes.

### 1- Le *vade-mecum* de tout juge

On a analysé plus haut la constitution d'une école de la magistrature comme un assemblage de formes. Si cet assemblage permet d'éviter les incohérences qui ne manquent pas d'apparaître dans la production désordonnée de mises en forme des expériences judiciaires de la criminalité organisée, il porte également en lui les profits particuliers associés aux investissements de forme tels que les a décrits Laurent Thévenot, c'est-à-dire l'extension de la validité et, par là, de la généralité de l'assemblage de formes

---

<sup>147</sup> BOURDIEU (Pierre), « Les modes de domination », *op. cit.*

<sup>148</sup> Voir par exemple, la circulaire ministérielle du 13 février 1993 sur les critères de sélection des magistrats pour les sections anti-mafia (Direction anti-mafia du district : *DDA*) créées en 1992 (sur ce point, voir nos développements au chapitre 1, Partie III) qui indique qu'il est possible de se prévaloir de sa participation aux cours « Giovanni Falcone » et « Giovanni Borsellino » : celle-ci devient en effet un des critères de sélection. Voir sur ce point, CSM, « Relazione al Parlamento sullo stato della giustizia per l'anno 1994 », *op. cit.*, pp. 74-77 et pp. 106-108.

ainsi constitué. En effet, par l'assemblage pour les besoins de la formation permanente, des investissements hétérogènes dans la « nouvelle justice » sur des techniques différentes, des objets d'enquête différents, pour des fonctions judiciaires différentes, le dispositif ainsi façonné acquiert une validité étendue ; plus exactement, la somme de la validité des différentes mises en forme ainsi associées. Le modèle professionnel ainsi créé s'étend ainsi à toutes les techniques d'enquêtes, toute la procédure et toutes les fonctions judiciaires.

Pour s'en convaincre, il est utile de revenir en détail sur les deux principaux cours de formation de l'école italienne, les sessions « Giovanni Falcone » et « Paolo Borsellino ». Créés dès 1991, et rebaptisés à la mort des deux magistrats anti-mafia, ils constituent la première tentative pour enseigner de manière systématique les nouvelles techniques d'enquête, et s'adressent tout à la fois aux parquetiers et aux juges<sup>149</sup>. Ils restent aujourd'hui encore « du fait de leur répétition et de leur extension (...) les cours "socles" du CSM »<sup>150</sup>, et ils sont désormais considérés comme « un passage obligé pour les jeunes magistrats qui occupent des fonctions de juge ou de parquetier »<sup>151</sup>. En outre, ils constituent, depuis leur création, le principal cycle de formation offert : chaque année, ce sont ainsi deux sessions d'enseignement de trois à quatre semaines chacune. Entre 1991 et 2000, 19 sessions ont ainsi eu lieu, qui ont rassemblé chacune entre 100 et 200 magistrats<sup>152</sup>.

Les cours « Giovanni Falcone » et « Paolo Borsellino » constituent ainsi la première tentative de revisiter de manière systématique l'ensemble du procès, depuis les premiers repérages jusqu'au jugement lui-même, en passant par l'enquête proprement dite et la *cross-examination*, comme en témoigne le programme du premier cycle de réunions que l'on présente à l'annexe n°4. C'est ainsi l'ensemble du procès pénal qui est enseigné. On y évoque les méthodes de travail : archivage, techniques de documentation, utilisation des

<sup>149</sup> FASSONE (Elvio), « Una scuola di tecniche di indagine per i pubblici ministeri », *op. cit.*

<sup>150</sup> CSM, « Relazione al Parlamento sullo stato della giustizia per l'anno 1994 », *op. cit.*, p. 94.

<sup>151</sup> Magistratura Democratica, « La commissione per il tirocinio e la formazione professionale », *Notiziario di Magistratura Democratica*, n°17, oct. 1996, pp. 64-66, p. 65.

<sup>152</sup> Cf. les programmes annuels des cours de formation professionnelle qui sont publiés in CSM, « Programma dei corsi di formazione e aggiornamento professionale per i magistrati », *Quaderni del CSM*.

banques de données, élaboration d'un protocole d'enquête (sur ce point, cf. *infra*) ; les rapports avec les acteurs non judiciaires du procès –notamment les différents corps de police judiciaire (carabinieri, police nationale, *guardia di finanza*) ; les savoirs spécialisés que requiert l'enquête, notamment au moment de la descente sur les lieux du délit (balistique, phonique, documentation photo et vidéo) ; différents domaines d'enquête (la mafia, le terrorisme, la protection de l'environnement...) ; les techniques disponibles : enquêtes bancaires, commissions rogatoires, techniques de l'interrogatoire (notamment des *pentiti*)... Les délits typiques de la criminalité organisée font l'objet de sessions spéciales : trafic de stupéfiants, séquestration de personnes, extorsion de fonds, mais aussi délits contre l'administration publique (travaux publics, appels d'offre, corruption). Enfin, c'est le procès en lui-même qui est étudié, et notamment les « techniques, stratégies et la casuistique » de la *cross-examination*<sup>153</sup>. On le voit, ce qu'offrent ces cours –tant au juge du siège qu'à celui du parquet- c'est un guide systématique de l'enquête et du procès, que chaque juge peut utiliser pour toute enquête.

Cette mise à plat des différentes étapes, des techniques d'enquête et des catégories juridiques disponibles donne ainsi à voir le travail judiciaire sur le mode stratégique, présentant l'éventail des instruments (et leurs usages légitimes) et des coups qui sont à la disposition de tout magistrat selon le type de délit, le domaine d'enquête et le moment de la procédure. En d'autres termes, c'est un *vade-mecum* unique qui est offert qui réunit un grand nombre de mises en forme de la « nouvelle justice », et qui entend être valable en toutes circonstances.

Ce travail d'unification autour d'un nombre limité d'instruments présentés sous la forme d'un tableau de bord trouve sans doute une de ses formes les plus abouties à ce jour dans les protocoles d'enquête (*capitolato d'indagine*) qui sont distribués à l'occasion des cours « Giovanni Falcone », et qu'un des organisateurs définit en ces termes :

---

<sup>153</sup> L'ensemble de ces cours sont publiés dans la revue du CSM (*Quaderni del CSM*), pour la première session des cours, voir CSM, « Corsi di aggiornamento sulle tecniche di indagine « Giovanni Falcone », *Quaderni del CSM*, n°61, 6 vol., 1993.

« Des protocoles d'enquête concernant les délits les plus importants ont été mis au point ; ils devraient permettre de faciliter et d'uniformiser les enquêtes. Le projet a pour objectif de constituer, à court terme, un support informatique qui offrirait une sorte de protocole pour chacun des différents délits : l'état complet de la législation (...) ; les principales connaissances opérationnelles du secteur (qui seraient comme les "pages jaunes" du parquetier quand il a besoin de connaître les spécialités des forces de police, les instituts et les techniciens à qui s'adresser, le type de réponse que chacun est capable de donner) ; mais aussi un aperçu des types d'intervention et des modules d'enquêtes élaborés avec succès sur la base des expériences précédentes »<sup>154</sup>.

De même, un des magistrats enseignant présente en ces termes ces protocoles d'enquête à ses collègues-élèves au premier jour du cycle de cours :

« [Les protocoles d'enquête sont] un instrument opérationnel informatisé qui indique au parquetier l'ensemble optimal des opérations et des techniques d'enquête respectives qui doivent être utilisées face à un cas d'espèce donné, les instruments et les référents opérationnels dotés de compétences particulières, les protocoles spécifiques de repérage, d'archivage et de classement des données ; mais aussi toutes les normes et la jurisprudence nécessaire pour préciser le cas d'espèce, et utiles pour enquêter dans le domaine du délit. C'est un plan d'instruction qui sert au parquetier pour la formulation d'un programme d'enquêtes et pour la compilation des fascicules d'audiences du procureur (la liste des faits à prouver et les sources de preuve qui leur correspondent), et pour la création d'un langage commun qui permet la mise en rapport effective des enquêtes entre les différents bureaux »<sup>155</sup>.

En revisitant ainsi chacun des moments du procès, en mettant à la disposition des magistrats des cadres d'interprétation valables en toute situation, les cours de formation contribuent à détacher la « nouvelle justice » des conditions particulières (domaines d'enquête, conjonctures spécifiques, biographies) qui ont présidé à son émergence. Elle n'est plus alors une justice d'exception pour situations exceptionnelles qui se présenteraient aux confins du territoire italien, mais elle peut prétendre désormais être utilisée en toute situation. Il n'est plus irréaliste de l'invoquer hors des cas de criminalité organisée, en dehors de Palerme et de Turin. La dé-singularisation que permet ainsi cette organisation rationnelle et stabilisée de l'ensemble des pans du travail judiciaire en un seul tout, rend au contraire ce nouveau modèle professionnel *disponible* pour des réappropriations multiples, dans d'autres conjonctures, dans d'autres domaines d'enquête, dans d'autres configurations locales et nationales que celles qui ont présidé à l'émergence des premières entreprises judiciaires d'expertise.

<sup>154</sup> FASSONE (Elvio), « Una scuola di tecniche di indagine per i pubblici ministeri », *op. cit.*, p. 63.

<sup>155</sup> RODIGHIERO (Giacomo), « Elaborazione di un capitolato d'indagine per singoli tipi di reato », in « Corso di aggiornamento sulle tecniche di indagine "Giovanni Falcone" », *Quaderni del CSM*, 1993, n°61, vol. 1, pp. 83-123, p. 99-100.

Bref, ce qui se donne à voir dans les cours Falcone et Borsellino, c'est un nouveau sens ordinaire du travail judiciaire, sous la forme d'une combinatoire d'instruments accessibles à tout juge, dans tout tribunal, pour tout cas d'espèce. Au travers de ce travail de mise en forme unifiée de la « nouvelle justice », c'est-à-dire de constitution d'un rapport stable et général entre les différents instruments, savoirs et savoir-faire construits dans les expériences judiciaires de lutte contre la criminalité organisée, c'est une définition à validité générale de la profession judiciaire qui émerge.

Pour autant, si ce modèle devient ainsi disponible pour tout juge, on aurait tort de conclure à une dépossession des « grands juges » qui se trouveraient ainsi privés du monopole de leur modèle. L'analyse des cycles de formation « Giovanni Falcone » et « Paolo Borsellino » montre au contraire que la formation d'un corps de connaissances et de savoir-faire unifié va de pair avec la mise en exergue de *certaines* expériences judiciaires héroïques, toutes choisies dans la lutte contre la criminalité organisée, et qui sont présentées aux magistrats-élèves comme des expériences *édifiantes*.

## 2- La construction d'une généalogie héroïque

La construction de ce *vade-mecum* du travail judiciaire valable en toute situation et pour tout juge n'emporte pas pour autant la disparition de la hiérarchie interne à la « nouvelle justice ». On voudrait montrer au contraire qu'elle la stabilise.

L'analyse des enseignements, et singulièrement des cours Falcone et Borsellino, montre que la formation professionnelle s'articule autour d'un va-et-vient constant entre d'une part, des cours de synthèse qui se présentent sous une forme générale et impersonnelle, et d'autre part, l'étude d'enquêtes judiciaires exemplaires censées totaliser dans la particularité du cas d'espèce, l'ensemble des leçons pratiques à tirer du cours. La présentation du cycle indique ainsi que « la participation aux semaines d'études "Falcone" est conçue comme une occasion de discuter des expériences professionnelles qui ont été menées dans



des réalités territoriales et des milieux souvent très différents »<sup>156</sup>. De même, comme l'atteste le programme du cycle de 1991, l'étude de chacun des thèmes enseignés est conclue par « l'examen *guidé* des affaires judiciaires pertinentes », sous l'égide du magistrat qui fut titulaire d'une de ces enquêtes judiciaires. Comme le note l'un des organisateurs au lendemain du premier cycle de cours :

« Le module didactique a été pensé de manière à combiner les informations techniques et les expériences judiciaires. Le matin, des communications sur un même thème étaient proposées suivies d'un débat ; l'après-midi était conduit *un examen critique d'une ou plusieurs affaires judiciaires achevées et pertinentes pour la matière étudiée, guidé par des magistrats qui ont mené ces enquêtes importantes, de manière à en retirer des orientations et des méthodes d'enquête* »<sup>157</sup>.

La mise en exergue de ces expériences judiciaires n'est pas cantonnée à de simples fins d'exemplification. Aux yeux de ses concepteurs, l'étude des expériences judiciaires ne peut en effet se réduire à la « présentation de l'affaire judiciaire par la personne qui l'a vécue ». L'exercice suppose au contraire « une capacité élevée d'abstraction »<sup>158</sup>. Les enquêtes présentées doivent devenir, par la « décomposition de chaque affaire en autant de moments ouverts à une variété d'options », des modèles à suivre à la trace, étape par étape, le lieu où chacun apprend à penser et à réagir à la manière de ses illustres aînés. Les organisateurs des « cours Falcone » proposent ainsi d'utiliser les protocoles d'enquête « pendant les quatre semaines du cours [pour] cataloguer et résumer les notions et (...) les nombreuses expériences judiciaires achevées (...) qui vous seront présentées [pendant ces cours], [en gardant] l'œil rivé à la constitution du protocole d'enquête »<sup>159</sup>. Ainsi, par le biais de l'usage de ces grilles d'interprétation que sont les protocoles d'enquête, les expériences judiciaires deviennent édifiantes, c'est-à-dire capables de délivrer des enseignements. On s'explique alors le souci des organisateurs des sessions de voir « le cas d'espèce [ne pas être] une simple "histoire", mais une occasion d'apprentissage d'itinéraires technico-pratico-axiologiques, ayant *pour but de satisfaire tant le besoin de "savoir" que celui de "savoir-faire" et de "savoir être"* »<sup>160</sup>. Tout

<sup>156</sup> CSM, « Decimo corso di aggiornamento sulle tecniche di indagine Giovanni Falcone », *Programma dei corsi di formazione e di aggiornamento professionale 1997, 1996*, pp. 23-24, p. 24.

<sup>157</sup> FASSONE (Elvio), « Una scuola di tecniche di indagine per i pubblici ministeri », *op. cit.*, p. 62.

<sup>158</sup> CSM, « Relazione al Parlamento sullo stato della giustizia per l'anno 1994 », *op. cit.*, pp. 94-95.

<sup>159</sup> *Ibid.*, p. 106.

<sup>160</sup> *Ibid.*, p. 95.

se passe comme si la présentation de ces expériences judiciaires par celui qui les a menées devait permettre d'*incarner* aux yeux des magistrats-élèves ce que le protocole donne à voir sous la forme d'une mise à plat. Par le mimétisme auquel ce travail de dissection des grandes enquêtes invite chacun des juges, c'est donc bien un *modèle* professionnel qui est présenté au magistrat, au double sens d'excellence judiciaire et de standard unique du travail judiciaire.

On comprend alors que le choix des enseignants acquiert une importance cruciale, qui suppose « d'aller à la découverte de [ceux qui sont] *capables d'animer [les cours] non seulement avec leur compétence, mais aussi avec leur biographie* »<sup>161</sup>. Les intervenants doivent en effet se montrer capables tout à la fois d'incarner cette excellence dans leur biographie même et de transmettre, par le biais de l'exégèse des procès édifiants, les façons de faire, les postures, en d'autres termes, l'ordinaire de la nouvelle profession. Aussi ne sera-t-on pas surpris de trouver parmi les magistrats venus parler d'expérience(s) à l'occasion du premier cycle de cours, les titulaires des enquêtes judiciaires contre la criminalité organisée les plus importantes des années 1980. C'est en effet Gherardo Colombo (« affaire Sindona »<sup>162</sup>, affaire de la loge P2)<sup>163</sup> qui vient enseigner « les instruments pour le relevé du recyclage »<sup>164</sup>, Piercamillo Davigo (affaire des « prisons en or », *carceri d'oro*<sup>165</sup>) qui intervient sur « les techniques d'enquête portant sur le patrimoine »<sup>166</sup> ; Marcello Maddalena (*pool* anti-terroriste de Turin) qui parle « de la conduite conjointe des enquêtes judiciaires »<sup>167</sup> ; Rosario Priore (enquêtes sur l'assassinat d'Aldo Moro, affaire Ustica) qui évoque « une affaire judiciaire en matière de terrorisme »<sup>168</sup> ; Giusto Sciacchitano (« affaire Spatola », *pool* anti-mafia de Palerme) qui traite « des

---

<sup>161</sup> *Ibid.*, p. 97.

<sup>162</sup> Sur cette affaire et celles que nous citons ensuite, voir nos précisions à l'annexe n°3.

<sup>163</sup> Gherardo Colombo participera quelques mois plus tard à l'équipe de substituts de l'opération « Mains propres ».

<sup>164</sup> « Il CSM e la formazione professionale », *Magistratura Democratica*, X, décembre 1991, n°44, pp. 92-100, p. 96. Voir le programme du cycle de « cours Falcone » de l'année 1991 à l'annexe n°4.

<sup>165</sup> Piercamillo Davigo prendra part quelques mois plus tard au *pool* de l'opération « Mains propres ».

<sup>166</sup> *Ibid.*, p. 96.

<sup>167</sup> *Ibid.*, p. 93.

<sup>168</sup> *Ibid.*, p. 93.

enquêtes judiciaires menées conjointement »<sup>169</sup> ; Giuliano Turone (« affaire Sindona », affaire de la loge P2) qui s'exprime sur les « crimes de criminalité organisée »<sup>170</sup> ; et Mario Vaudano (affaire *Petrolio 2*) qui examine « les enquêtes judiciaires » pour ce qui des « rapports avec les autorités étrangères »<sup>171</sup>...

On le voit, la pédagogie du nouveau rôle judiciaire telle qu'on peut l'observer dans les sessions de formation professionnelle s'inscrit, par le biais de la personnification du rôle par l'enseignant lui-même, dans cet aller-retour permanent entre des procès considérés comme édifiants et des savoir-faire ordinaires, et entre des biographies exemplaires et le travail judiciaire quotidien<sup>172</sup>.

Dès lors, le florilège des « grands procès » n'est plus alors simplement le passé héroïque de la profession, mais une casuistique constamment réactivée, dans laquelle on va chercher la vérité du rôle professionnel. Ainsi les expériences judiciaires de lutte contre la criminalité organisée sont constituées, dans leur particularité même, comme l'incarnation du nouveau modèle professionnel. Ce retour constant dans le cadre des cours aux expériences judiciaires exemplaires réactualise en permanence leur sens et leur portée, en fonction des audiences et des conjonctures dans lesquelles le magistrat les évoque. Tout se passe alors comme si, par le biais de cette exégèse continue, la valeur des expériences judiciaires échappait désormais aux mécanismes de dévaluation inéluctable du capital d'expérience<sup>173</sup>. En installant les enquêtes exemplaires au cœur même de la définition du nouveau modèle professionnel, en en faisant la quintessence de celui-ci, l'école contribue à mettre à l'abri ceux qui en ont été les titulaires de la dépréciation de leur expérience judiciaire.

Dans la construction du nouveau rôle judiciaire, on mesure ainsi que la constitution de l'ordinaire de la profession, c'est-à-dire de ses règles et de ses routines est indissociable de la mise en exergue d'expériences extraordinaires.

---

<sup>169</sup> *Ibid.*, p. 95.

<sup>170</sup> *Ibid.*, p. 97.

<sup>171</sup> *Ibid.*, p. 95.

<sup>172</sup> Sans doute faut-il comprendre dans ce cadre qu'à la mort de Giovanni Falcone et de Paolo Borsellino – soit quelques mois à peine après le premier cycle de cours –, il soit décidé de baptiser ces sessions du nom des deux martyrs de la « nouvelle justice ».

Ils s'engendrent l'un l'autre. L'ordinaire se définit dans l'extraordinaire comme dans le cas des biographies exemplaires ou des expériences judiciaires édifiantes qui sont l'occasion d'évoquer les savoirs et savoir-faire professionnels. En retour, parce qu'elles sont « nées » dans des expériences judiciaires héroïques, les nouvelles techniques d'enquête et autres mises en forme de la « nouvelle justice » permettent à ceux qui en font usage d'inscrire leur travail dans une généalogie héroïque de la nouvelle profession judiciaire.

---

<sup>173</sup> Sur la dévaluation du capital d'expérience judiciaire, voir nos développements au chapitre 1, Partie II.

## CONCLUSION



## Conclusion :

L'analyse de la constitution d'un nouveau modèle professionnel forgé dans l'expérience judiciaire de la lutte contre la criminalité organisée nous aura permis d'envisager tout à la fois les conditions dans lesquelles se transforme une profession, ainsi que les spécificités d'une recherche qui se donne pour objet la profession *judiciaire*.

Notre réflexion sur la magistrature et la position nouvelle qu'occupent à partir du début des années 1980 les juges sur le marché de l'expertise des phénomènes sociaux nous aura conduit à quitter momentanément les palais de justice. Sans doute cela paraissait-il d'autant plus nécessaire dans le cas d'une profession comme la magistrature où la hiérarchie judiciaire trouve son rôle constamment conforté par le contrôle que la hiérarchie des voies de recours (appel, cassation) lui assure sur le travail des magistrats des grades inférieurs. Comment pouvait-on en effet comprendre que des techniques d'enquête, des catégories juridiques et plus généralement un nouveau mode de légitimation forgé en première instance aient pu ainsi faire jurisprudence, sans évoquer les relais que ces juges ont pu trouver en dehors des prétoires.

Les caractéristiques mêmes de l'entrepreneuriat judiciaire confortaient encore notre démarche puisqu'aussi bien la fin de l'enquête, en privant le magistrat des outils spécifiquement judiciaires de connaissance, le contraint pour tirer parti de son travail, à faire usage d'autres types d'outils –non judiciaires- et par le fait à quitter à son tour la salle d'audience pour s'aventurer dans des sites judiciaires (tout particulièrement le syndicalisme) et non judiciaires et y mettre à profit son expérience judiciaire.

On comprend dès lors que le sort de « nouvelle justice » ne pouvait être considéré indépendamment de l'intérêt qu'a suscité la lutte contre la criminalité organisée pour d'autres groupes sociaux de l'espace public. Et de fait, la consolidation de la « nouvelle justice » c'est-à-dire le ralliement de nombreux juges –soit en tant que syndicalistes, soit comme magistrats travaillant dans d'autres domaines d'enquête...- est sans doute indissociable de la multiplication au cours des années 1980 des rétributions –symboliques et matérielles- dans l'espace public pour ceux qui viennent se joindre au combat contre le crime organisé. En d'autres termes, on ne peut comprendre comment une « nouvelle justice » a pu se constituer et intéresser durablement de nombreux magistrats travaillant sur des contentieux aussi divers que l'abus de biens sociaux ou le délit d'association mafieuse sans évoquer cette configuration nouvelle dans laquelle prennent place leurs enquêtes judiciaires. Et c'est sans doute là que réside la spécificité des enquêtes judiciaires qui se multiplient au cours des années 1980 par rapport aux instructions isolées en matière de criminalité organisée des années 1970, en ce sens que leurs titulaires peuvent désormais tirer profit du travail effectué dans une multitude de sites et voir ainsi leurs thèses survivre à l'achèvement de l'enquête.

C'est à la faveur de cette attention croissante portée par divers groupes sociaux à la lutte contre la criminalité organisée que les enquêtes judiciaires en la matière se sont ainsi vues créditer d'une connaissance particulière et incontournable non seulement des phénomènes criminels eux-mêmes, mais aussi de l'Etat et du politique.

Mais, l'analyse ne pouvait se cantonner à cette insistance sur l'hétéronomie qui caractérise le processus de transformation de la profession judiciaire. A cet égard, l'étude préalable des entreprises de redéfinition du travail judiciaire par l'invocation d'une compétence sociologique ou politique nous aura renseignés sur le fait que ces entreprises qui fondent l'excellence judiciaire sur la détention d'une compétence non juridique ne pouvaient *durablement* prendre la place d'un registre juridique d'intelligibilité du travail judiciaire. A l'inverse, la réémergence que l'on observe à partir du milieu des années 1980 dans le travail de présentation de soi



qu'engagent les magistrats, d'une représentation notariale de leur fonction qui efface le rôle du juge comme interprète pour exalter sa fonction de simple garant du respect de la légalité, est parfaitement conforme à la représentation spontanée que se font les professionnels du droit de leur neutralité et de leur autonomie. On mesure alors que le travail d'autonomisation du nouveau modèle professionnel à l'égard des groupes sociaux divers qui ont présidé à sa formation, ainsi que la construction d'une altérité sous la forme d'une représentation du politique comme entité impuissante voire corrompue, constituent des moments décisifs dans la pérennisation de la « nouvelle justice ». La mise en forme spécifiquement juridique – sous l'espèce de jurisprudences, de catégories juridiques ...- et judiciaire – c'est-à-dire la constitution d'un ensemble de pratiques judiciaires légitimes (des usages de la procédure, des techniques...) systématiquement organisées entre elles en un modèle de justice mais aussi le travail de redéfinition des technologies de contrôle des rapports entre les magistrats et leur environnement-, s'inscrivent bien dans un même travail d'autonomisation de la profession.

La nouvelle profession judiciaire italienne et sa place dans l'espace public sont ainsi le fruit de ce double mouvement d'hétéronomie et d'autonomie. Dans ce processus, c'est une excellence judiciaire nouvelle qui se définit fondée sur la valorisation du travail du substitut, du pénal, des enquêtes menées dans certains types de contentieux (le crime organisé), là où avant c'était le juge des formations de jugement, le civil, et la décision judiciaire elle-même qui étaient le plus prisés. On mesure alors qu'il était nécessaire pour retracer l'ensemble de cette transformation de ne pas cantonner l'analyse à l'opération « Mains propres », aussi importante soit-elle, mais d'opérer un détour historique, qui permette, depuis les premières contestations de la prééminence des juges de la Cour de cassation au début des années 1960 jusqu'à la consolidation de ce « nouveau juge », de comprendre comment l'institution judiciaire s'est trouvée « remotivée » au sens que François Héran donne à ce terme<sup>1</sup> ; c'est-à-dire comment l'arbitraire de règles

---

<sup>1</sup> HERAN (François), « L'institution démotivée. De Fustel de Coulanges à Durkheim et au-delà », *Revue française de sociologie*, n°1, janv.-mars 1987, pp. 67-97.

et de routines judiciaires -la procédure, les techniques d'enquête, des catégories juridiques...-, qu'avaient contribué à dévoiler les contestations des magistrats-sociologues puis des « juges rouges » des années 1960 et 1970, a pu ainsi être à nouveau oublié par les nouvelles « motivations », le nouveau rôle de garant de la légalité et l'intégrité de l'Etat, que revendiquent aujourd'hui les magistrats.

C'est ce modèle de justice, ce produit du processus socio-historique que l'on a cherché à analyser, qu'ont pu invoquer les magistrats de l'opération « Mains propres » et les substituts de l'enquête sur les connivences de Giulio Andreotti avec la mafia. Et c'est sans doute là que réside alors la véritable singularité italienne, c'est-à-dire dans le fait que, à l'inverse de la France, ceux qui s'engagent dans les enquêtes contre la corruption au début des années 1990 peuvent s'appuyer sur une définition consolidée de la profession judiciaire, des savoirs et savoir-faire mais aussi des postures et des modes de légitimation durablement, dont ils n'ont pas à inventer ni à justifier les formes. Un modèle de justice qui peut revendiquer une histoire longue et héroïque jalonnée de martyrs et d'ainés illustres unis dans une seule et même lutte pour le respect de la légalité en Italie.

Les développements récents de la question judiciaire en Italie attestent-ils aujourd'hui la fin de la prééminence qu'a acquise la magistrature dans l'espace public ? La question a été posée après que les enquêtes de l'opération « Mains propres » devant les formations de jugement ne se sont traduites en définitive que par de rares condamnations, tandis que le procès Andreotti devant la cour d'assises du tribunal de Palerme a débouché sur l'acquittement de l'ancien président du conseil. Cette hypothèse d'un reflux de la fonction judiciaire qui serait le pendant d'un « retour du politique » se trouve confortée par le fait que la « nouvelle justice » italienne a perdu nombre de ses soutiens dans l'espace public ; le PDS (ex-PCI) a en effet pris progressivement ses distances d'avec les magistrats, revendiquant désormais également une limitation de leurs pouvoirs et proposant notamment de rendre plus difficile le passage des fonctions de juges aux fonctions

de substitut. De même, les nouveaux partis qui avaient soutenu activement l'œuvre du *pool* milanais ont été marginalisés à l'instar de la *Rete*, ou ont tempéré progressivement leurs soutiens comme la Ligue lombarde ou *Alleanza nazionale*. La critique des excès de pouvoir des juges est ainsi rapidement devenu un lieu commun du discours politique. Et l'on en vient à penser que les années 1992-1996 n'ont été constitué qu'une parenthèse, certes marquante, mais bien désormais refermée, de l'histoire italienne. La réhabilitation de figures politiques telles que Bettino Craxi ou Giulio Andreotti qui incarnaient pourtant cette « première République » avec laquelle les mobilisations de ces années avaient entendu rompre constitue un indice en ce sens.

Pourtant réinséré dans le processus socio-historique que l'on a cherché à restituer, ce nouveau contexte politique qui voit s'opposer de manière toujours plus compacte magistrature et politique et où les contacts entre ces deux secteurs sont plus que jamais frappés du sceau de l'illégitimité, apparaît moins comme le signe de la disparition de la « nouvelle justice » ou de sa déchéance que comme la poursuite de cette autonomisation réciproque du judiciaire et du politique qui accompagne la constitution d'une nouvelle profession judiciaire.



## ANNEXES



# SOMMAIRE

<b><u>ANNEXE N°1 :</u></b>	<b><u>La justice italienne : fonctions, grades et procédure judiciaire</u></b>	<b>p. 514</b>
- les fonctions judiciaires		p. 514
- les grades		p. 515
- la procédure judiciaire avant et après la révision du code de procédure pénale		p. 516
 <b><u>ANNEXE N°2 :</u></b>	 <b><u>Le syndicalisme judiciaire</u></b>	 <b>p. 518</b>
- Tableau A : les principales recompositions du syndicalisme judiciaire depuis 1961		p. 519
- Tableau B : les élections au comité directeur de l'ANM (1964-1996)		p. 520
- Tableau C : les élections des magistrats du CSM (1976-1994)		p. 521
 <b><u>ANNEXE N°3 :</u></b>	 <b><u>« Grandes enquêtes » et « grands procès » en matière de criminalité organisée</u></b>	 <b>p. 522</b>
 <b><u>ANNEXE N°4 :</u></b>	 <b><u>Une session de formation aux techniques d'enquête (1991)</u></b>	 <b>p. 529</b>
 <b><u>ANNEXE N°5 :</u></b>	 <b><u>Notices biographiques des magistrats</u></b>	 <b>p. 537</b>
- la reconstitution des trajectoires		p. 537
- notices biographiques		p. 539
 <b><u>ANNEXE N°6 :</u></b>	 <b><u>Présentation des sources utilisées</u></b>	 <b>p. 550</b>
 <b>SOURCES</b>		 <b>p. 555</b>
 <b>BIBLIOGRAPHIE</b>		 <b>p. 582</b>





## ANNEXE n°1 : LA JUSTICE ITALIENNE : FONCTIONS, GRADES, ET PROCEDURE JUDICIAIRE

### 1- LES FONCTIONS JUDICIAIRES

#### \* Les fonctions judiciaires ordinaires sont :

-le préteur (*pretore*) : le préteur est un magistrat qui exerce ses fonctions dans une préture (*pretura*) dans le ressort de laquelle il est compétent pour les peines de moins de 4 années et pour les amendes. Il s'agit d'un juge unique. Jusqu'en 1989, le préteur concentrait en sa personne les fonctions de l'accusation et du jugement. Avec la réforme du code de procédure pénale, la fonction de procureur de la République auprès de la préture a été créée de manière à distinguer ces deux fonctions.

-les juges : avec la disparition du juge d'instruction (à la suite de la révision du code de procédure pénale en 1989), le juge du siège peut être soit juge en formation de jugement, soit juge pour les enquêtes préliminaires (*giudice per le indagini preliminari*, GIP) et contrôler la légalité des enquêtes du parquet, soit juge pour les audiences préliminaires (*giudice per le udienze preliminari*, GUP) et mener les débats entre l'accusation et la défense (cf. *infra*).

-le substitut du procureur de la République ou substitut du procureur général de la cour d'appel.

-le juge d'application des peines (*giudice di sorveglianza*).

-le juge pour enfants (*magistrato minorenni*).

#### \* Les fonctions de direction

Il existe deux types de fonctions de direction, les fonctions dites « semi-directives » et les fonctions dites « directives » :

- Les **fonctions « semi-directives »** comprennent notamment les fonctions de président de section de tribunal ou de cour d'appel, d'avocat général auprès de la cour d'appel, de procureur de la République adjoint, et de conseiller prêtreur (qui dirige une prêtreure).
- Les **fonctions « directives »** comprennent, d'une part les fonctions directives dites « simples » qui correspondent aux fonctions de président du tribunal et de procureur de la République auprès d'un tribunal ordinaire ou d'un tribunal pour enfant ainsi que de procureur national anti-mafia, et d'autre part, les fonctions directives dites « supérieures » dont font partie les postes de premier président de la Cour de cassation, de vice-président et de président de section de la Cour de cassation, de procureur général et d'avocat général auprès de la Cour, de président de cour d'appel et de procureur général auprès d'une cour d'appel.

## 2- LES GRADES

Bien que l'appellation « grade » ait été supprimée en 1951, la carrière judiciaire reste jalonnée par un certain nombre de passages qui, depuis l'abolition des « concours sur titre »<sup>1</sup>, sont décidés par le CSM :

- auditeur (VII)
- magistrat de tribunal (VI)
- conseiller de cour d'appel (V)
- conseiller de la Cour de cassation (IV)
- conseiller de la Cour de cassation apte aux fonctions de directions (III)
- vice-président, procureur général, et président du tribunal des eaux (II), trois postes
- président de la Cour de cassation (I), un poste.

---

<sup>1</sup> Sur la déconnexion à partir de la fin des années 1960 du grade et de la fonction, voir nos développements au chapitre 3, Partie II.

### 3- LA PROCEDURE JUDICIAIRE AVANT ET APRES LA REVISION DU CODE DE PROCEDURE PENALE

L'entrée en vigueur du nouveau code de procédure pénale en 1989 a profondément modifié le procès pénal en substituant au système inquisitoire à un système de type accusatoire :

#### **\* Avant 1989**

La procédure pénale italienne qui existe avant 1989 ressemble au procès français avec qui il partage un même héritage napoléonien. La procédure la plus fréquente en matière de crime voit le parquet saisir un juge d'instruction d'une affaire par le biais d'un réquisitoire introductif. Ce dernier mène ensuite son enquête (descente sur les lieux de l'infraction, perquisition au domicile du suspect ou autres, saisies de pièces à conviction ou d'indices, interrogations de la personne mise en examen, audition des témoins) qui aboutit sur une ordonnance de renvoi en jugement.

#### **\*Après 1989**

La réforme de 1989 introduit d'importantes modifications qui exigent des développements plus longs. Le procès s'articule désormais autour de trois phases :

- **l'enquête préliminaire** : conformément à la Constitution, le ministère public a l'obligation d'exercer l'action pénale dès qu'il est informé de la commission d'une infraction. Durant cette phase préliminaire d'une durée de six mois (deux ans pour la criminalité organisée), le ministère public mène seul l'enquête (le juge d'instruction ayant été supprimé) sous le contrôle d'un nouveau juge, le juge des enquêtes préliminaires (*giudice per le indagini preliminari*, GIP) qui juge de la légalité des actes du parquet, notamment en matière de libertés individuelles (détention provisoire, écoutes téléphoniques...). Il a à sa disposition la police judiciaire.

- **L'audience préliminaire** : dans cette seconde phase, le ministère public formule ses demandes (classement ou renvoi devant la juridiction de jugement) devant un autre juge, le juge des audiences préliminaires (*giudice per le udienze preliminari*, GUP qui est en pratique le GIP) au cours d'une audience à huis clos qui comporte un débat contradictoire avec la défense.
- **L'audience** : (*il dibattimento*) cette phase se déroule sur le modèle anglo-saxon de la "cross-examination". Le juge n'intervient que pour assurer la loyauté des débats, les questions étant posées par le ministère public ou la défense.

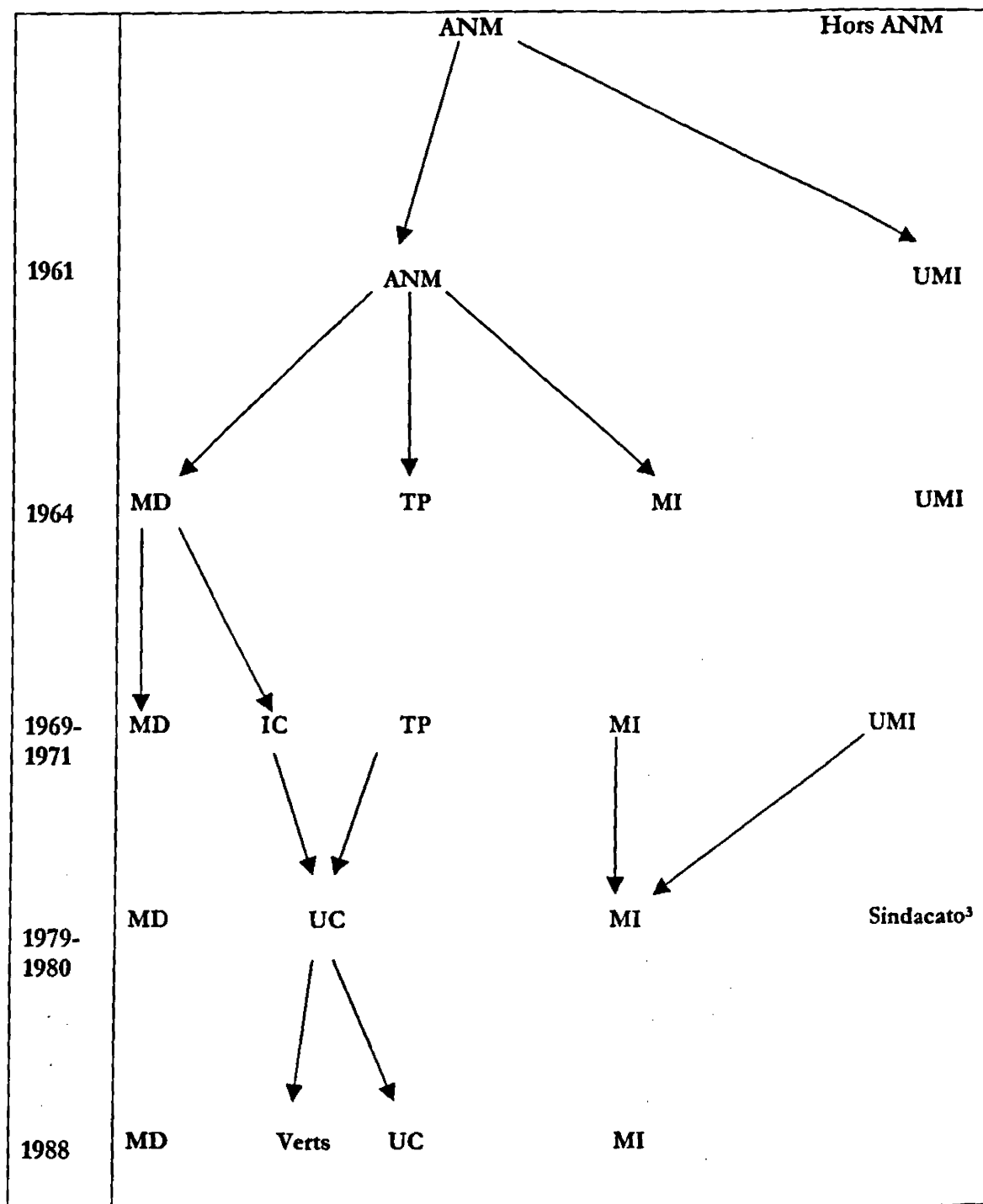
## **ANNEXE n°2 : LE SYNDICALISME JUDICIAIRE**

**TABLEAU A : LES PRINCIPALES RECOMPOSITIONS DU  
SYNDICALISME JUDICIAIRE DEPUIS 1961**

**TABLEAU B : LES ELECTIONS AU COMITE DIRECTEUR DE L'ANM  
(1964- 1966)**

**TABLEAU C : LES ELECTIONS DES MAGISTRATS DU CSM (1976-1994)**

Tableau A : Les principales recompositions du syndicalisme judiciaire depuis 1961<sup>2</sup>



<sup>2</sup> D'après le tableau de GUARNIERI (Carlo), *Magistratura e politica in Italia, op. cit.*, p.100.

<sup>3</sup> Le *Sindacato* disparaît à la fin des années 1980.

**Tableau B : Les élections au comité directeur de l'ANM  
(1964-1996) - (votes et pourcentages)<sup>4</sup>**

	MI	TP	MD		Autres	Votants
<b>1964</b>	33% (1269)	41% (1589)	19% (729)		8% (306)	3893
<b>1967</b>	42% (1559)	29% (1099)	25% (936)		4% (146)	3740
<b>1969</b>	40% (1582)	33% (1294)	27% (1067)			3943
<b>1970</b>	45% (1809)	26% (1037)	<b>IC</b> 15,5% (630)	<b>MD</b> 13,5% (554)		4030
<b>1973</b>	44% (1849)	17% (721)	26% (1071)	13% (559)		4200
<b>1975</b>	43% (2022)	23% (1087)	21% (992)	13% (607)		4708
<b>1977</b>	41% (2012)	19% (952)	26% (1258)	14% (670)		4892
<b>1980</b>	42% (2187)	<b>UC</b> 42% (2155)		16% (806)		5148
<b>1983</b>	37% (1986)	45% (2388)		18% (964)		5338
<b>1988</b>	31% (1686)	47% (2548)		22% (1203)		5437
<b>1992</b>	24,5% (1624)	41% (2699)		23% (1513)	<b>Verts</b> 10,5% (694)	6530
<b>1996</b>	19,5% (1284)	41,5% (2709)		25% (1636)	13,3% (865)	6494

<sup>4</sup> D'après le tableau de Carlo Guarnieri, in GUARNIERI (Carlo), *Magistratura e politica in Italia, op. cit.*, p. 101. Pour les résultats des élections de 1996, voir in MD, « Le elezioni per il comitato direttivo centrale dell'associazione nazionale magistrati », *Magistratura Democratica*, 1996, pp. 16-20.

**Tableau C : Les élections des magistrats du CSM (1976-1994)**  
**(pourcentages, votants, sièges)<sup>5</sup>**

	MI	TP	IC	MD	Autres	Votants
<b>1976</b>	36% (2156) 8 sièges	20% (1190) 4 sièges	22% (1336) 5 sièges	13% (755) 2 sièges	<b>UMI</b> 9% (506) 1 siège	5943
<b>1981</b>	38% (2263) 8 sièges	<b>UC</b> 43% (2557) 9 sièges		14% (803) 3 sièges	<b>Sindacato</b> 5% (297) 1 siège	5990
<b>1986</b>	34% (2078) 7 sièges	41% (2517) 9 sièges		19% (1107) 3 sièges	<b>Sindacato</b> 6% (402) 1 siège	6159
<b>1990</b>	30% (1828) 5 sièges	36% (2236) 8 sièges		22% (1337) 4 sièges	<b>Verts</b> 12% (714) 3 sièges	6115
<b>1994</b>	18% (1230) 3 sièges	36% (2236) 8 sièges		24% (1620) 5 sièges	16% <b>Verts</b> (1133) 4 sièges	6837

<sup>5</sup> On n'a considéré ici que les élections du CSM qui se tiennent avec la loi électorale proportionnelle adoptée au Parlement en 1975. Voir GUARNIERI (Carlo), PEDERZOLI (Patrizia), *La puissance de juger, op. cit.*, p. 174.



## **ANNEXE n°3 : « GRANDES ENQUETES » ET « GRANDS**

### **PROCES » EN MATIERE DE CRIMINALITE ORGANISEE.**

La liste que nous avons constituée ici n'entend pas réunir de manière exhaustive -l'entreprise serait d'ailleurs illusoire- l'ensemble des enquêtes et des procès en matière de criminalité organisée, ni même l'ensemble de ceux qui ont pu susciter un intérêt au niveau national, mais seulement les enquêtes et procès que nous mentionnons dans le corps du texte. Outre la restitution des thèses de l'accusation, nous avons cherché à reconstituer, autant que possible, la chronologie exacte de ces procès (ouverture de l'enquête, ordonnance de renvoi, jugement en première instance, appel, cassation)<sup>6</sup> conformément à notre insistance sur la dimension temporelle des entreprises judiciaires d'expertise<sup>7</sup>.

**LE PROCES DE CATANZARO** : l'enquête que mène le juge d'instruction *Cesare Terranova* débouche sur le premier grand procès contre les dirigeants de la mafia sicilienne, tout à la fois par sa taille (114 inculpés) et par l'importance des mafieux accusés. La cour d'assises du tribunal de Catanzaro, dans sa décision de 1968, rejette néanmoins la majeure partie des thèses de la défense et relaxe la plupart des accusés.

**LE PROCES DE « PIAZZA FONTANA »** : le 12 décembre 1969 explose Piazza Fontana, à Milan, une bombe qui provoquera de nombreuses victimes. L'enquête connaît un grand nombre de rebondissements judiciaires. Initialement engagée à Milan, elle est rapidement transférée à Rome. Pourtant en mars 1972, la cour d'appel de Rome se déclare incompétente et retransmet les actes du procès à Milan. Dans ce tribunal, le juge d'instruction *Gherardo d'Ambrosio* et les substituts *Emilio Alessandrini* et *Luigi Fiasconaro* identifient, au cours de leur enquête, une piste « néo-fasciste » qui contredit la piste « anarchiste » qui avait

<sup>6</sup> Pour reconstituer ces éléments, on s'est appuyé sur les récits et les analyses de ces « affaires » in CANOSA (Romano), *Storia della criminalità in Italia dal 1946 a oggi*, Milan, Feltrinelli, 1995 ; DE LUTIIIS (Giuseppe), *I servizi segreti in Italia*, Rome, Riuniti, 1998 ; TRAVAGLIO (Marco), « La giustizia di l'orsignori », *Micromega*, n°1, 1998, pp. 93-116 ; TURONE (Sergio), *La politica ladra. Storia della corruzione in Italia 1861-1992*, Bari, Laterza, 1992 ; SILJ (Alessandro), *Malpaese. Criminalità, corruzione e politica nell'Italia della prima Repubblica 1943-1994*, Rome, Donzelli, 1994.

<sup>7</sup> Sur ce point, voir nos développements au chapitre 1, Partie II.

prévalu initialement. Mais, l'instruction est à nouveau transférée -en deux temps (octobre 1972, puis décembre 1974)-, cette fois à Catanzaro.

**L'AFFAIRE « ROSA DEI VENTI »** : le juge d'instruction *Giovanni Tamburino* et le substitut *Luigi Nunziante*, tous deux en poste au tribunal de Padoue, mènent en 1973 et 1974 une enquête judiciaire qui indique l'existence d'une organisation occulte baptisée « *Rosa dei venti* » ; cette dernière, accusée de fomenter un coup d'Etat, rassemblerait des hauts responsables des services secrets militaires (SID), des officiers généraux de l'OTAN, et certaines franges des groupes terroristes d'extrême-droite tels que *Ordine Nuovo*. L'instruction conduit notamment à l'arrestation de l'ancien dirigeant des services secrets italiens (SID) Vito Miceli, le 31 octobre 1974. Arguant de la connexion de cette affaire avec une autre enquête en cours à Rome (*il golpe Borghese*) la Cour de cassation transfère l'instruction dans la capitale. Elle fera de même avec l'enquête menée parallèlement au tribunal de Turin par le juge d'instruction *Luciano Violante* sur un coup d'état (dit *golpe bianco*) du même type qu'était suspecté de préparer l'ancien résistant monarchiste Edoardo Sogno, enquête qui est également transférée en décembre 1974 à Rome.

**L'AFFAIRE PETROLIO 1** : en février 1974, les juges d'instruction du tribunal de Gênes *Adriano Sansa*, *Carlo Brusco* et *Mario Almerighi* engagent un enquête sur les pots de vin que verseraient les compagnies pétrolières italiennes (rassemblées dans l'Union pétrolière italienne) aux partis de gouvernement, en échange d'une augmentation des prix de l'essence et d'une législation « sur mesure ». L'instruction, souvent considérée comme la première affaire d'envergure en matière de corruption politique, met en cause de nombreux hommes politiques, et notamment cinq anciens ministres de l'industrie (dont Giulio Andreotti). La partie de l'instruction sur les compagnies pétrolières sera transférée à Rome, tandis que celle mettant en cause des hommes politiques n'aboutira pas faute d'avoir obtenu la nécessaire levée des immunités parlementaires.

**LE PROCES DES « CHEFS HISTORIQUES » DES BRIGADES ROUGES** : à la suite de l'arrestation en 1973 des « chefs historiques » des Brigades Rouges, le juge d'instruction *Giancarlo Caselli* et le substitut *Bruno Caccia* (tribunal de Turin) mènent conjointement l'enquête. L'instruction du juge Giancarlo Caselli débouche sur une ordonnance de renvoi le 31 octobre 1975, qui ouvre la voie au procès contre « Basone et alii ». Sous la pression des attentats terroristes, les jurés tirés au sort refusent de prendre part au procès. Ce dernier est ainsi renvoyé en 1976, puis à nouveau en 1977. Ce n'est que le 23 juin 1978 que la cour d'assises finit par juger<sup>8</sup>.

---

<sup>8</sup> Extraits in *Quale Giustizia*, n°47-48, 1978, p. 534ss

**LE PROCES DES ASSASSINS D'ALDO MORO** : Au lendemain de l'assassinat du leader démocrate-chrétien en 1978, un *pool* de juges d'instruction, **Francesco Amato, Rosario Priore, Federico Imposimato**, ainsi que le substitut **Luciano Infelisi** (tribunal de Rome) sont chargés de l'enquête ; réouverte à plusieurs reprises, l'instruction s'étend tout au long des années 1980 (seul le juge d'instruction Rosario Priore suivra l'ensemble de ce dossier). Le procès, ouvert en avril 1982, s'achève une première fois par la décision de la cour d'assises de Rome qui prononce, en janvier 1983, 33 condamnations à perpétuité. Le tribunal rejette notamment la thèse du complot international, et limite la responsabilité de l'attentat aux seules Brigades Rouges. La cour est appelée à juger à nouveau sur des suppléments d'enquête à plusieurs reprises (le procès dit « Moro ter » est jugé le 13 août 1984 tandis que le procès dit « Moro quarter » est jugé le 18 août 1990).

**LE PROCES DU « 7 AVRIL »** : Le substitut **Pietro Calogero** engage en 1979 une vaste enquête à l'occasion de laquelle des enseignants (à commencer par le philosophe Toni Negri) et étudiants de la faculté de sciences politiques de Padoue qui dirigent le groupe d'extrême gauche *Autonomia operaia* sont accusés d'appartenir aux Brigades Rouges, et d'avoir participé à l'organisation de la séquestration et de l'assassinat d'Aldo Moro. Ils sont arrêtés le 7 avril 1979, donnant ainsi son nom à ce qui deviendra l'un des principaux procès en matière de terrorisme. Le juge d'instruction de cette enquête et leader de MD **Giovanni Palombarini**, s'opposera constamment aux thèses de l'accusation. En appel, le 8 juin 1987, le procès s'achève par l'abandon de l'accusation d'insurrection contre l'Etat, tandis que les condamnations de première instance sont fortement réduites.

**LES PROCES DE PRIMA LINEA ET DES BRIGADES ROUGES A TURIN** : à la suite des révélations au printemps 1980 des « repentis » Roberto Sandalo et Patrizio Peci, respectivement leaders à Turin de *Prima Linea* et des Brigades Rouges, les *pools* anti-terroristes du parquet et de l'instruction du tribunal de Turin renvoient en procès les principaux dirigeants de *Prima Linea* (ordonnance de renvoi du 7 janvier 1981 procès « Albesano et alii ») jugés par la cour d'assises le 28 juillet 1981, ainsi que ceux de la section turinoise des Brigades Rouges (ordonnance de renvoi du 9 décembre 1980 « Anelli et alii »), jugés devant la cour d'assises le 17 juin 1981.

**« L'AFFAIRE CIRILLO »** : le 28 avril 1981, les Brigades Rouges capturent **Ciro Cirillo** (DC), un des adjoints du président de conseil régional de Campanie et proche du leader démocrate-chrétien à Naples, **Antonio Gava**. Les conditions de sa libération font l'objet d'une enquête par le juge d'instruction **Carlo Alemi**. Dans son ordonnance de renvoi du 28 juillet 1988, le juge met en effet en lumière le rôle d'intermédiaire joué par la *camorra* dans les négociations entre les Brigades Rouges et des élus locaux de la DC. Dans son jugement du 25 octobre 1989, le

---

<sup>9</sup> Pour une histoire du long procès contre les assassins d'Aldo Moro, voir **DRAKE** (Richard), *The Aldo Moro Murder Case*, Cambridge, Harvard University Press, 1995.

tribunal de Naples ne condamnera que le leader de la *camorra*, Cutolo, acquittant toutes les autres personnes mises en cause, et singulièrement les hommes politiques<sup>10</sup>.

**LE PROCES CONTRE « SPATOLA + 119 » :** en mai 1980, *Giovanni Falcone* se voit attribuer une importante enquête sur les rapports entre la mafia et le trafic de la drogue, qu'il mène conjointement avec le substitut *Giusto Sciacchitano*. Le 25 janvier 1982, il remet une ordonnance de renvoi en jugement, qui met en lumière les réseaux mafieux de blanchiment de l'argent tiré du trafic de drogue .

**« L'AFFAIRE SINDONA » :** « l'affaire Sindona » est extrêmement complexe qui s'étale sur plus de dix années, et met en cause les liens et les faveurs dont bénéficiaient le banquier Michele Sindona tout à la fois auprès des partis de gouvernement, des milieux financiers et de la mafia. Le point de départ de l'enquête est l'ouverture, le 27 septembre 1974, d'une procédure de liquidation de la banque privée possédée par Michele Sindona. En juillet 1975, le parquet émet un mandat d'arrêt international à l'encontre du banquier (qui réside alors à New York) pour faux en écriture (*falso in bilancio*) et banqueroute frauduleuse. Le liquidateur, l'avocat Ambrosoli, subit de nombreuses pressions et est assassiné en juillet 1979 ; les juges d'instruction *Gherardo Colombo* et *Giuliano Turone* sont chargés du dossier<sup>11</sup>. Compte tenu des protections dont bénéficie Michele Sindona dans la mafia, l'enquête croise celle que mène *Giovanni Falcone* dans le cadre du « procès Spatola ». De même, un autre pan de cette instruction est menée simultanément à Rome par les substituts *Ferdinando Imposimato* et *Domenico Sica* ; le tribunal de Milan condamne le banquier à la prison à vie, le 18 mars 1986. Deux jours plus tard, il est retrouvé mort dans sa cellule. On notera que

**L'AFFAIRE DE LA LOGE P2 :** C'est dans le cadre de l'enquête que mènent *Giuliano Turone* et *Gherardo Colombo* sur « l'affaire Sindona » qu'ils découvrent l'existence de la loge *Propaganda 2* (P2). A l'occasion d'une perquisition qu'ils ordonnent le 16 mars 1981 dans la villa d'un ami de Michele Sindona, ils entrent en effet en possession de documents indiquant le caractère « subversif » de l'association et fournissant la liste des membres de la loge. L'association secrète comptait ainsi parmi ses adhérents, trois ministres, le chef d'état-major des armées, le chef des services secrets, vingt-quatre généraux et amiraux des trois armées, cinq préfets, le secrétaire du PSDI, le chef du groupe parlementaire du PSI à la Chambre des députés, le directeur du *Corriere della Sera*... Dès la fin de l'année 1981, le dossier est transféré au tribunal de Rome, et se conclut le 17 mars 1983 par l'acquiescement de tous les accusés. Il fait en outre l'objet d'une commission parlementaire d'enquête créée en septembre 1981.

<sup>10</sup> Sur l'affaire Cirillo, voir les analyses et détails de SALES (Isaia), « *Cirillo* », in TRANFAGLIA (Nicola, dir.), *Cirillo, Ligato e Lima. Tre storie di mafia e politica*, Rome, Laterza, 1994, pp. 31-97.

<sup>11</sup> STAJANO (Corrado, dir.), *Sindona. L'atto di accusa dei giudici di Milano*, Rome, Riuniti, 1986.

LE « PROCES ZAMPINI » : à la suite des plaintes d'un entrepreneur auprès du maire de Turin en février 1983, l'homme d'affaires Adriano Zampini et un certain nombre d'élus turinois du conseil municipal (DC, PSI, PCI) sont arrêtés le 2 mars 1983 pour avoir participé au financement occulte de ces partis politiques. Le maire adjoint Giuseppe La Ganga (PSI) est également mis en examen. Le « procès Zampini +19 » est jugé devant le tribunal de Turin le 15 mars 1986 et aboutira à l'incarcération d'Adriano Zampini<sup>12</sup>.

« L'AFFAIRE TEARDO » : dans le cadre des enquêtes que mènent les juges d'instruction *Michele del Gaudio* et *Francantonio Granero* (tribunal de Savona) sur la passation des marchés publics, le président socialiste de la région de Ligurie, Alberto Teardo est arrêté le 14 juin 1983 pour corruption dans la passation des marchés publics. Au terme de leur enquête, les deux magistrats déposent le 24 août 1984 une ordonnance de renvoi partiellement reprise dans le jugement du tribunal du 8 août 1985, qui condamne notamment Alberto Teardo à huit années de prison<sup>13</sup>.

« AFFAIRE DOZIER » : *Vittorio Borracetti*, substitut au tribunal de Padoue, enquête sur la séquestration du général Dozier (OTAN) par les Brigades Rouges et se distingue notamment en engageant des poursuites contre les policiers des services spéciaux accusés d'avoir soumis à la torture les accusés. Le 27 juin 1982, six policiers sont ainsi arrêtés pour torture et condamnés par le tribunal de Padoue le 15 juillet 1983.

LE « MAXI PROCES » ANTI-MAFIA DE NAPLES : dans une vaste enquête sur la *Nuova Camorra Organizzata*, organisation de la camorra active en Campanie, les substituts du pool anti-mafia napolitains (*Lucio di Pietro, Felice di Persia, Fontana* et *Cedangelo*) lancent un mandat d'arrêt le 17 juin 1983, qui débouche sur de très nombreuses arrestations dont celle du présentateur vedette de la télévision, Enzo Tortora. Reprenant les thèses de l'accusation, la cour d'assises condamne le 17 septembre 1985, 137 des 241 accusés -dont ce dernier- pour activité mafieuse et trafic de drogue (10 ans)<sup>14</sup>. En appel, le 15 septembre 1986, la cour d'appel de Naples reviendra en revanche sur ces thèses, et acquittera Enzo Tortora.

---

<sup>12</sup> Extraits in *Questione Giustizia*, n°2, 1987, pp. 356-397. Cette affaire est analysée en détail in DELLA PORTA (Donatella), *Lo scambio occulto, Casi di corruzione politica in Italia*. Bologne, Il Mulino, 1992.

<sup>13</sup> Extraits in *Questione Giustizia*, n°2, 1987, pp. 398-428.

<sup>14</sup> En signe de soutien, le parti radical lui propose une place sur ses listes aux élections européennes. En novembre 1984 au congrès du parti radical, il est choisi comme président du parti tandis que Toni Negri, condamné dans le cadre du procès dit du « 7 avril » est confirmé comme secrétaire général.

**LE « MAXI-PROCES » ANTI-MAFIA DE PALERME** : à la suite des révélations faite par le repent *Tommaso Buscetta* à partir de juillet 1984, les *pools* anti-mafia du cabinet d'instruction et du parquet de Palerme engagent une vaste enquête qui permet à la police de procéder, le 29 septembre 1984, à l'arrestation de 366 personnes accusées « d'association mafieuse » (arrestation dite du *blitz di San Michele*). L'ordonnance de renvoi du *pool* des juges d'instruction du 8 novembre 1985, qui défend une conception unitaire et pyramidale de la mafia sicilienne, débouche sur le « maxi-procès » de Palerme contre « Abbate +474 ». Commencées le 10 février 1986, les audiences dureront jusqu'au 17 décembre 1987, pour s'achever par la condamnation de la plupart des accusés. Si le 10 décembre 1990, la cour d'appel rejette les thèses des *pools* anti-mafia, et singulièrement le « théorème Falcone » sur la structure de la mafia, la Cour de cassation, dans sa décision du 30 janvier 1992, reprendra *in toto* les thèses de l'accusation de première instance.

**L'ATTENTAT DU TRAIN « 904 » NAPLES-MILAN** : à la suite de l'attentat du 23 décembre 1984 dans le train 904 sur la ligne Naples-Milan, le substitut florentin *Pier Luigi Vigna* est chargé de l'enquête. Il met notamment en lumière l'origine mafieuse du crime, et voit ses thèses acceptées par le tribunal de Florence dans sa décision du 25 janvier 1989.

**L'AFFAIRE PETROLIO 2** : à l'automne 1980, les juges d'instruction *Mario Vaudano* et *Mario Griffey* de Turin, ainsi que *Felice Napolitano* de Treviso, mettent en lumière un système d'escroquerie et de financement illégal des partis politiques par les compagnies pétrolières, qui met en cause en cause des officiers généraux de la *Guardia di finanza* (police financière), Donato Lo Prete et Raffaele Giudice, des hommes politiques (dont Giulio Andreotti lui-même), et des anciens membres de services secrets (SID). En 1984, Mario Vaudano qui est titulaire du principal pan de l'enquête dépose une demande de levée de l'immunité parlementaire contre l'ancien ministre Mario Tanassi (PSDI) et contre Giulio Andreotti, qui est rejetée par la Chambre des députés. Le 31 octobre 1985 le juge d'instruction turinois remet son ordonnance de renvoi contre « Milano Mario + 184 » pour « association de malfaiteurs, contrebande de pétrole, corruption, concussion, et faux en documents publics et autres » qui dévoile les connexions internationales du système. Le 30 avril 1987, après 15 mois d'audience, la formation de jugement présidée par *Elvio Fassone* condamne 68 personnes (dont de nombreux officiers généraux de la *Guardia di finanza*, et des dirigeants des compagnies pétrolières...) pour le scandale des pétroles dans lequel l'Etat s'est vu privé de 300 milliards de liras. Les hommes politiques liés au scandale sont en revanche acquittés.

**« L'AFFAIRE GLADIO »** : le substitut *Felice Casson* enquête tout au long des années 1980 sur le groupe secret « Gladio ». La structure, née en 1956 en marge de l'OTAN et en collaboration avec la CIA, rassemble des sections para-militaires

chargées de missions d'information, de sabotage, et de propagande, pour prévenir l'éventualité d'une invasion de l'union soviétique. Il leur est notamment reproché d'avoir participé en collaboration avec certains membres des services secrets à certaines actions subversives telles que le projet de coup d'état du général Lorenzo en 1964. En outre, la publication des noms des membres de Gladio en 1990 fait apparaître la présence importante des groupes néo-fascistes en son sein. En novembre 1990, le juge Felice Casson demande à entendre comme témoin le président de la République Francesco Cossiga qui a participé à la constitution de ces groupes, sans succès. Si les enquêtes judiciaires n'aboutissent pas, en revanche en décembre 1991 est créée une commission d'enquête parlementaire.

**AFFAIRE DES « PRISONS DOREES » (CARCERI D'ORO)** : dans le cadre d'une enquête menée conjointement au tribunal de Milan par les substituts *Filippo Grisolia*, *Piercamillo Davigo* et *Antonio di Pietro* (réquisitoire du 12 février 1991), un système de pots de vin est mis en lumière dans l'attribution des marchés publics de construction des prisons.

**OPERATION « MAINS PROPRES »** : en février 1992, dans le cadre d'une enquête menée par le substitut milanais *Antonio di Pietro*, le directeur d'un hospice milanais (*Albergo Pio Trivulzo*) et membre du PSI Mario Chiesa, est arrêté en flagrant délit de pots de vin. A la faveur des aveux de ce dernier, l'enquête prend rapidement de l'ampleur ; Antonio di Pietro se voit alors adjoindre dès avril 1992 les substituts *Gherardo Colombo*, *Piercamillo Davigo*, ainsi que le procureur adjoint du tribunal de Milan, *Gherardo d'Ambrosio* chargé de coordonner ce *pool* de magistrats. Les enquêtes du *pool* –baptisées opération « Mains propres »– s'étendent rapidement au financement occulte des partis politiques, et notamment aux pots de vin versés par les entreprises tant au niveau local que national. En février 1994, soit deux années après la première arrestation, 100 des 325 sénateurs et 338 des 630 députés faisaient l'objet d'une enquête.

**LE PROCES DE GIULIO ANDREOTTI A PALERME** : le parquet du tribunal de Palerme dirigé par le procureur de la République *Giancarlo Caselli*, sur la base de l'enquête préliminaire menée par les substituts *Guido Lo Forte*, *Roberto Scarpinato*, et *Gioacchino Natoli*, demande le 27 mars 1993 la levée de l'immunité parlementaire de Giulio Andreotti « pour avoir contribué de manière non occasionnelle à la tutelle des intérêts et à la poursuite des objectifs de l'association de malfaiteurs dénommée *Cosa nostra*, en particulier pour ce qui des procès à l'encontre des dirigeants de l'organisation »<sup>15</sup>. Le 24 janvier 1995, le parquet dépose son réquisitoire, et en septembre 1995 débute le procès qui aboutira en 1999 par l'acquittement de Giulio Andreotti.

---

<sup>15</sup> Publié in PELLEGRINI (Eugenio, dir.), *Andreotti. La fine del mandarino*, Trento, Publiprint, 1993.





## **ANNEXE n°4 : UNE SESSION DE FORMATION AUX TECHNIQUES D'ENQUETES (1991)**

On présente ici le programme de la première session de cours consacrée aux techniques d'enquête<sup>16</sup>.

### **Première semaine :**

***Lundi 14 octobre 1991***

- Présentation du cours et de ses finalités
- Les rapports avec la police judiciaire: compétences et possibilités opérationnelles des différentes armes:
  - a) Carabiniers (Lieutenant colonel D. Gallitelli, chef du bureau « Opérations » du commandement général de l'arme des carabiniers)
  - b) Police (P. E. Comes, directeur du service anti-crime)
  - c) Guardia di finanza (Général B. G. Nanula, commandant de l'école de police fiscale)
- Les rapports avec les services spécialisés:
  - d) Direction centrale du service anti-drogue (P. Tanzi, vice-préfet de police)
  - e) Service opérationnel (A. Manganelli, dirigeant de la police, Institut supérieure de technique d'enquête)

---

<sup>16</sup> Cf. la reproduction du programme in « Il CSM e la formazione professionale », *Magistratura Democratica*, X, décembre 1991, n°44, pp. 92-100.

***Mardi 15 octobre 1991***

- Elaboration « d'un protocole d'enquête » pour chaque type de délit (G. Rodighiero, juge des enquêtes préliminaires à Vicenza)
- Techniques de documentation, d'archivage, de mise en relation et d'accès aux données (P. Saviotti, parquet de Rome)
- Illustration d'expériences d'archivage dans des tribunaux (G. Salvi, parquet de Rome)
- Visite de la banque de données du ministère de l'intérieur

***Mercredi 16 octobre 1991***

- la conduite conjointe [à plusieurs magistrats] des enquêtes (M. Maddalena, procureur adjoint, Turin)
  - la connexion et l'orientation des enquêtes pour les délits de criminalité organisée
- 
- a) Examen guidé d'une affaire judiciaire en matière de criminalité mafieuse (G. Pignatore, parquet de Palerme)  
Idem (F. Roberti, parquet de Naples)  
Débat
  - b) Examen d'une affaire judiciaire en matière de terrorisme (R. Priore, tribunal de Rome)  
Idem (A. Macchia, bureau des lois du ministère de la justice)

***Jeudi 17 octobre 1991***

- Méthodologie de la « descente » sur les lieux du délit (S. Montanaro, directeur du service de police scientifique de la direction centrale de la police criminelle)

## Deuxième semaine :

### ***Lundi 11 novembre 1991***

#### **- Balistique**

- a) Rapport et analyse de laboratoire (Lieutenant colonel G. Lombardi)
- b) Les traces de coups de feu
- c) Caractéristiques et classification des armes (E. Mori, tribunal Bolzano)
- d) La législation sur les armes (G. Bellagamba, tribunal de Florence)
- Examen guidé des affaires judiciaires pertinentes (E. Mori, tribunal Bolzano)
- Débat avec les intervenants

### ***Mardi 12 novembre 1991***

#### **- Phonique**

- a) Analyse des voix : « l'orateur inconnu » (G. Ibba, professeur, Institut supérieur des postes et télécommunications)
- b) Interceptions en plein air (Lieutenant Colonel S. Bonafiglia)
- c) Interceptions téléphoniques (S. Piro, parquet Rome)
- d) La nouvelle téléphonie (ingénieur A. De Petris, direction générale SIP)
- Examen guidé d'affaires judiciaires pertinentes (S. Piro, parquet Rome)

### ***Mercredi 13 novembre 1991***

- Documentation photo et vidéo (S. Montanaro, directeur du service de la police scientifique)
- La falsification des documents (idem)
- La falsification de l'argent (idem)
- Le camouflage des véhicules (M. Mazziotti, président de section, tribunal, Milan)

- Examen guidé des affaires judiciaires pertinentes (idem)
- Débat avec tous les intervenants

### ***Jeudi 14 novembre 1991***

- Les relations avec les autorités étrangères
  - a) Les commissions rogatoires (R. Palmieri, directeur du bureau II du ministère)
  - b) Les extraditions (idem)
  - c) L'enquête elle-même (M. Baudano, tribunal, Aosta)
  - d) Les enquêtes menées conjointement [dans différents pays] (G. Sciacchitano, parquet Palerme)
- Examen des affaires judiciaires pertinentes (M. Vaudano)

### ***Vendredi 15 novembre 1991***

- Les mesures préventives
  - a) Les différentes figures de la « dangerosité » (A. Gialanella, tribunal, Naples)
  - b) Les enquêtes sur le patrimoine (A. Laudati, parquet Naples)
  - c) Les techniques d'enquête ne portant pas sur le patrimoine (P. Davigo, tribunal, Milan) et débat
  - d) Demandes et évaluation par les tribunaux (G. Puglisi, président de section, tribunal, Palerme)

### **Troisième semaine :**

### ***Lundi 9 décembre 1991***

- Les enquêtes bancaires
  - a) L'organisation du système bancaire (S. Biancon, professeur, direction juridique A.B.I.)

- b) Les techniques d'enquête bancaire (corps d'inspection de la Banque d'Italie)
- c) Les nouvelles normes: instruments et méthodes d'enquête (un fonctionnaire, *Guardia di finanza*)
- d) Débat
  - Examen guidé des affaires judiciaires pertinentes (G. Donadio, parquet Salerne)

### ***Mardi 10 décembre 1991***

- Le recyclage
  - a) Les instruments de relevé (G. Colombo, parquet Milan)
  - b) L'intervention pénale sur la production et la circulation des capitaux illicites (un fonctionnaire, *Guardia di finanza*)
  - c) L'intervention pénale sur l'investissement des capitaux illicites (G. Pecorella, avocat, Milan)
- Examen guidé des affaires judiciaires pertinentes (G. Lo Forte, parquet Palerme)

### ***Mercredi 11 décembre 1991***

- Les enquêtes préliminaires
  - a) La lecture des bilans, du patrimoine et de la comptabilité (officier, *Guardia di finanza*)
  - b) Les enquêtes sur les crimes en matière de criminalité organisée (G. Turone, cour d'appel, Milan)
- Examen des affaires judiciaires pertinentes (L. Dell'Osso, parquet Milan)
- Débat

### ***Jeudi 12 décembre 1991***

- Enquêtes bancaires et sur le patrimoine en matière de crimes liés à la banqueroute (G. Sandrelli, parquet, Turin)

- Les fraudes au budget de la communauté européenne (R: Basile, parquet Rovereto)
- Le budget, le fiduciaire et autres institutions de droit civil susceptibles d'utilisation criminelle (U. De Crescenzio, parquet, Turin)
- Examen guidé des affaires judiciaires pertinentes
- Débat

***Vendredi 13 décembre 1991***

- Problématiques relatives aux types particuliers de délit et techniques d'enquête pour les délits contre l'administration publique
  - a) Les principales techniques d'enquête de vérification en matière de travaux publics (G. Palumbo, Inspection des finances)
  - b) Les normes sur les appels d'offre et les techniques de fraude (A. D'Ambrosio, travaux publics, Naples)
  - c) Les techniques d'enquête dans les délits contre l'administration publique (F. Napoleone, parquet, Milan)
- Débat
- Examen guidé des affaires judiciaires pertinentes

**Quatrième semaine :**

***Lundi 20 janvier 1992***

- Problématiques relatives aux types particuliers de délits et techniques d'enquête afférentes
- Le trafic des substances stupéfiantes
- Les flux internationaux et les techniques d'introduction
- Les premières enquêtes
- Le délit d'association

- Problématiques liées à la nouvelle législation
- Examen des affaires judiciaires pertinentes

***Mardi 21 janvier 1992***

- Le rapt de personnes à des fins d'extorsion de fonds
- Les premières enquêtes et la mise en relation
- Le « blocage » des biens
- Les interceptions téléphoniques et le développement des enquêtes
- L'intervention
- Examen des affaires judiciaires pertinentes

***Mercredi 22 janvier 1992***

- La gestion d'ensemble des enquêtes en fonction du jugement
  - a) Techniques de l'interrogatoire
  - b) Problématiques liées aux « collaborateurs de justice » (repenti)
  - c) Les rapports avec l'expert technique
  - d) Recherche, acquisition et organisation des actes et des documents
- Examen guidé des affaires judiciaires pertinentes

***Jeudi 23 janvier 1992***

- Suite
- L'utilisation de la preuve
- La *discovery*
- L'organisation des éléments de preuve rassemblés: la possibilité de présenter des mémoires
- L'exposition introductive
- Examen des affaires judiciaires pertinentes

***Vendredi 24 janvier 1992***

- La *cross examination* : techniques, stratégies, casuistique

a) L'examen direct

b) Le contre-examen

- Examen guidé des actes de l'enquête

***Samedi 25 janvier 1992***

- Idem



## **ANNEXE N°5 : NOTICES BIOGRAPHIQUES DES MAGISTRATS**

### **1- LA RECONSTITUTION DES TRAJECTOIRES DES MAGISTRATS**

Les trajectoires des magistrats constituent un matériau privilégié pour voir à l'œuvre la constitution de la « nouvelle justice » : la formation de nouveaux *cursus honorum*, la conversion de ressources d'une arène à l'autre... Il était utile de pouvoir ainsi reconstituer les investissements engagés –notamment par les « nouveaux juges»- dans les différentes arènes de la magistrature ainsi qu'en dehors de la magistrature dans le droit, dans la presse, dans la politique... Conformément à nos hypothèses, on a concentré notre recherche d'informations sur les carrières professionnelles, les carrières syndicales, les investissements dans le champ du droit, et enfin la participation à des réseaux sociaux en dehors du palais de justice.

On a cherché dans un premier temps à reconstituer les étapes de la carrière de chaque magistrat en identifiant l'ensemble des trophées et distinctions professionnelles disponibles. Pour ce faire, on a notamment fait usage des outils suivants :

- l'annuaire de l'administration *Guida Monaci* (équivalent italien du « bottin administratif ») indique la position de l'ensemble des magistrats (tribunal par tribunal, mais aussi au ministère de la justice –cabinet, directions générales...-, au CSM –membres élus, magistrats-secrétaires, magistrats du bureau d'étude-, et enfin à la Cour constitutionnelle –membres élus, magistrats assistants) ;
- l'annuaire de la magistrature *Il ruolo organico della magistratura* (annuel, qui indique la date de naissance, l'année d'entrée, le grade et la fonction de tous les magistrats) ;
- en outre, sans qu'il s'agisse d'une source d'information systématique, la publication (intermittente) dans le *Notiziario CSM* des actes des débats du CSM sur les candidatures de magistrats à des fonctions judiciaires offre de nombreuses données sur la carrière des candidats.
- enfin, on a reconstitué la composition des commissions techniques du ministère de la justice, en identifiant les magistrats appelés comme experts auprès des commissions parlementaires d'enquête.

Compte tenu de l'importance que revêt à bien des égards (et notamment du fait de l'emprise dont dispose les syndicats sur la distribution des trophées professionnels<sup>17</sup>) le militantisme dans le syndicalisme judiciaire, il convenait de reconstituer les carrières dans cette arène des magistrats étudiés ; pour ce faire, on a eu recours à différentes sources :

- les résultats électoraux des vingt élections syndicales (CSM ou ANM) qui se tiennent entre 1964 et 1996, présentés après chaque élection dans *La magistratura. Bolletino*, et notamment les classements de chacun au panachage de liste<sup>18</sup>.
- le dépouillement de *La magistratura. Bolletino* a permis en outre de reconstituer les différents « gouvernements » de l'ANM et les coalitions de syndicat qui s'y forment (membres élus, président, secrétaire général, directeur de *La magistratura...*).
- Enfin, le dépouillement de la presse syndicale de *Magistratura Democratica* a permis de reconstituer les résultats électoraux internes de chaque magistrat dans le syndicat à l'occasion des congrès, ainsi que la composition du comité directeur, du comité exécutif, le président et le secrétaire général.

Pour ce qui est des « nouveaux juges », les actes des colloques du CSM sur la criminalité organisée les donnent à voir. Les très nombreuses biographies et autobiographies permettent en outre de reconstituer au moins pour partie les enquêtes judiciaires de lutte contre la criminalité organisée.

Enfin, pour l'identification des investissements non judiciaires des magistrats et des ressources dont ils peuvent disposer en dehors de la magistrature, on s'est appuyé sur un nombre de sources. L'annuaire des parlementaires édité par La Navicella pour ceux qui sont entrés en politique, mais aussi le *Who's who* (depuis 1980) ont constitué des sources utiles. Mais c'est surtout « l'archivio STOP », qui rassemble les articles sur de sujets juridiques dans les quotidiens et magazines de 1976 à 1993<sup>19</sup>, et le *Dizionario bibliografico delle riviste giuridiche italiane*, qui nous ont été utiles dans la mesure ils nous ont permis les investissements des magistrats dans la presse et dans le champ des producteurs de droit.

---

<sup>17</sup> Pour une analyse sur ce point, voir nos développements au chapitre 3, Partie II.

<sup>18</sup> A partir de 1964 pour l'ANM et à partir de 1975 pour le CSM, l'élection se fait au scrutin proportionnel avec panachage de liste.

<sup>19</sup> Pour une description de cette banque de données, voir nos développements dans l'annexe n°6.

## 2- NOTICES BIOGRAPHIQUES

Les biographies qui suivent ne constituent pas une analyse systématique. A l'instar des « grandes enquêtes » que nous avons présentées à l'annexe précédente, on n'a reconstitué ici que les trajectoires de magistrats qui interviennent à plusieurs reprises et à des titres divers dans nos développements, et dont il a paru dès lors nécessaire de restituer la trajectoire dans sa totalité tout au long de la période étudiée. De manière à éviter autant que possible l'illusion biographique dans laquelle risque toujours de verser une reconstitution de ce type, on a cantonné ces notices à l'inventaire des différents investissements de ces magistrats (carrière professionnelle, « grandes enquêtes », militantisme syndical, positions d'experts...).

### MARIO ALMERIGHI

Né en 1939, il est admis au concours d'entrée dans la magistrature en 1970, et occupe les fonctions de préteur à Gènes. C'est à ce poste qu'il se distingue, aux côtés des préteurs Carlo Brusco et Adriano Sansa, dans le cadre de l'enquête *Petrolio 1* engagée en février 1974 et qui porte sur le financement occulte des partis politiques par les compagnies pétrolières italiennes. L'enquête sera rapidement transférée au tribunal de Rome. A partir de 1981, il est juge d'instruction au tribunal de Rome.

Adhérent dès 1970 du syndicat de Adolfo Beria *Impegno per la Costituzione* (IC), il se porte candidat, au lendemain de son dessaisissement de l'enquête *Petrolio 1*, aux élections syndicales de 1975 –sans succès (ANM, 19<sup>ème</sup> sur 36). L'année suivante il est néanmoins élu au CSM (3<sup>ème</sup> sur 20), pour un mandat de quatre ans. En 1988, il participe à la scission au sein de UC qui donnera naissance au syndicat des Verts, dont il devient le secrétaire général.

### ADOLFO BERIA DI ARGENTINE

Né en 1920, il est un résistant actif avant de devenir journaliste en 1945-1946 au *Corriere Lombardo*. C'est en 1947 qu'il entre dans la magistrature. Dès cette année-là, il participe avec d'autres magistrats milanais à la fondation du *Centro Nazionale di Prevenzione e Difesa Sociale* (CNPDS), dont il restera secrétaire général jusqu'au début des années 1990.

Toute sa carrière de magistrat se déroule au tribunal de Milan, jusqu'en 1978 comme juge à la 1<sup>re</sup> section civile de la cour d'appel, puis de 1978 à 1987 comme président du tribunal pour enfants, et enfin de 1987 à 1990 comme procureur général auprès de la cour d'appel.

Il milite activement dans la section milanaise de l'ANM, pour en devenir secrétaire général à la fin des années 1950. En 1964 il fonde avec d'autres magistrats *Magistratura Democratica*, dont il est secrétaire général de 1965 à 1969. Il est élu 1<sup>er</sup> de la liste de MD en 1964, 1967 et 1969 aux élections du comité directeur de l'ANM. Il dirige en outre l'organe de presse de l'ANM, *La Magistratura*, de 1966 à

1969. En 1968, il est également élu au Conseil supérieur de la magistrature. Au lendemain de la scission de *Magistratura Democratica* (MD) en 1969, il contribue à fonder *Impegno Costituzionale*, qu'il dirige jusqu'à sa fusion avec *Terzo Potere* (TP) dans *Unità per la Costituzione* (UC) en 1979 ; il est concomitamment directeur de cabinet du ministre de la Justice socialiste Mario Zagari, de 1973 à 1974. Aux élections syndicales de 1980, il est élu 1<sup>er</sup> sur la liste de UC et devient, en mars 1980, président de l'ANM, poste qu'il conserve jusqu'en novembre 1982, lorsqu'il en devient secrétaire général jusqu'en février 1984. De juin 1986 à juillet 1987, il est à nouveau président de l'ANM.

En outre, à partir de 1973, il publie une chronique régulière dans le *Corriere della Sera*, rassemblée en 1985 dans la publication : *Giustizia : anni difficili*.

### **RAFFAELE BERTONI**

Né en 1927, il est admis dans la magistrature en 1952, et occupe les fonctions de substitut du procureur à Naples. Il termine sa carrière comme président de section de la Cour de cassation.

Adhérent de *Magistratura Democratica* dès sa fondation en 1964, il suit Adolfo Beria quand celui-ci quitte le syndicat à l'occasion de la scission de décembre 1969. Il participe également avec Adolfo Beria à l'écriture du premier rapport du CSM, intitulé *Realtà sociale e amministrazione della giustizia* en 1970. Il est enfin membre du cabinet dirigé par ce dernier au ministère de la Justice entre 1973 et 1974. En 1981, il est élu 1<sup>er</sup> au CSM sur les listes du syndicat *Unità per la Costituzione* (UC) pour quatre années. Il y participe notamment à la création du comité anti-mafia dont se dote le CSM en 1982, ainsi qu'à l'organisation des réunions de formation professionnelle mises en place dans le cadre du Conseil en matière de criminalité organisée. En 1986, il devient l'assistant du juge constitutionnel Saja, qui sera président de la Cour constitutionnelle à partir de juin 1987. A la fin de son mandat au CSM, il devient secrétaire général de UC, dont il est élu 1<sup>er</sup> aux élections syndicales de 1988. A la suite de ce succès, il occupe les principales fonctions à la tête de l'ANM : d'avril 1988 à décembre 1992, il en est ainsi président.

Aux élections législatives de 1994, Raffaele Bertoni est élu sénateur sur la liste du PDS, et est réélu en 1996.

### **VITTORIO BORRACCETTI**

Né en 1940, il entre dans la magistrature en 1967 en ayant été classé à un bon rang au concours d'entrée. C'est dans ses fonctions de juge d'instruction au tribunal de Padoue (Vénétie) qu'il se distingue, notamment dans des enquêtes sur le terrorisme d'extrême-droite, ainsi que dans celle sur l'assassinat par les Brigades Rouges du général Dozier (1982), enquête dans le cadre de laquelle il engage notamment des poursuites contre les policiers des services spéciaux pour avoir soumis les suspects à la torture.

Adhérent de *Magistratura Democratica* dès son entrée dans la magistrature, il est candidat successivement aux élections syndicales de 1970 (non élu), 1973 (non élu), 1975 (non élu), 1979 (élu, 2<sup>nd</sup> sur 36), puis aux élections du CSM en 1981 (non élu, 8<sup>ème</sup> sur 20), 1986 (non élu, 5<sup>ème</sup> sur 20).

Il mène également une carrière au sein de MD. Au congrès de Rimini en 1986, il est élu au Conseil National et au comité exécutif, avant de devenir secrétaire national en 1990.

### **GIUSEPPE BORSELLINO**

Né en 1940, Giuseppe Borsellino est admis au concours d'entrée dans la magistrature en 1964. Il occupe des fonctions de préteur à Monreale (Sicile), avant de rejoindre, en 1975, le cabinet d'instruction du tribunal de Palerme. En mai 1980, il se voit confier l'enquête sur l'assassinat par la mafia du carabinier Emanuele Basile. Puis, en juillet 1983, quand se constitue le *pool* anti-mafia de l'instruction du tribunal palermitain, il est appelé à en faire partie, aux côtés de Giovanni Falcone et Giuseppe Di Lello. Dans ce cadre, il est associé à l'enquête qui conduira au « maxi-procès de Palerme », en 1986-1987. En 1987, il est nommé procureur de la République du tribunal de Marsala (Sicile), puis procureur adjoint du tribunal de Palerme au début des années 1990. Il occupe de dernier poste jusqu'à son assassinat par la mafia en juillet 1992.

Adhérent de *Magistratura Indipendente*, il est élu président de la section sicilienne de l'ANM au lendemain du « maxi-procès » de Palerme (1987). En 1988, il est candidat aux élections syndicales sur les listes de MI, sans pour autant parvenir à être élu (18<sup>ème</sup> sur 36).

### **EDMONDO BRUTI LIBERATI**

Né en 1944, le neveu d'Adolfo Beria obtient sa *laurea* en droit pénal à l'Université de Milan. En 1970, il est admis au concours d'entrée dans la magistrature. Juge d'application des peines au tribunal de Milan jusqu'en 1980, il est depuis 1987, substitut du procureur général près la Cour d'Appel de Milan.

Dès son entrée dans la magistrature, il adhère à *Magistratura Democratica*, dont il dirige la section milanaise à la fin des années 1970. Il est en outre élu au conseil national de ce syndicat en 1973, 1975 et 1977. S'il échoue aux élections du comité directeur de l'ANM de 1973 et 1977, il y est élu en 1980, avant d'être également élu, en 1981, au CSM. Suite à son élection en 1988 au comité directeur de l'ANM (2<sup>nd</sup> sur la liste de MD), il devient secrétaire général de l'ANM jusqu'en mai 1989, puis vice-président de décembre 1991 à mai 1992.

### **GIANCARLO CASELLI**

Né en 1939, il obtient sa *laurea* en procédure pénale à l'Université de Turin. Classé 4<sup>ème</sup> au concours d'entrée dans la magistrature en 1967, il occupe les fonctions de juge d'instruction au tribunal de Turin jusqu'en 1986. De 1990 à décembre 1992, il est président de section de la Cour d'assises de ce même tribunal, avant d'être nommé procureur de la République du tribunal de Palerme. Il occupe ce dernier poste jusqu'à sa nomination en 1999 comme Directeur de l'Administration Pénitentiaire au Ministère de la Justice. Au cours de sa carrière de magistrat, il se distingue notamment à l'occasion de l'enquête qu'il mène en 1974 à l'occasion du procès des « chefs historiques » des Brigades Rouges. Il est l'un des trois premiers

magistrats du *pool* anti-terroriste du cabinet d'instruction qui se constitue au tribunal de Turin dès 1976.

Dans ce cadre, il conduit notamment diverses instructions, comme celle sur les groupes terroristes *Prima Linea* et les Brigades Rouges. A la tête du parquet du tribunal de Palerme à partir de 1993, il coordonne l'importante enquête sur les liens présumés de l'ancien président du Conseil Giulio Andreotti avec la mafia, qui conduira notamment à la mise en examen de ce dernier.

Dès son entrée dans la magistrature, il adhère au syndicat *Magistratura Democratica*, dont il est l'un des candidats –malheureux- aux élections du comité directeur de l'ANM en 1969. Ce n'est qu'en 1983, après ses enquêtes anti-terroristes, qu'il est à nouveau candidat, et élu en 2<sup>nd</sup>e position de sa liste à l'ANM. En 1986, il est élu au CSM sur les listes de ce syndicat.

Au cours des années 1970, il participe également aux activités de la commission Justice du PCI à Turin, écrivant notamment avec Maurizio Laudi, les éditoriaux sur le terrorisme de *Nuova Società*. Pendant ses années au CSM (1986-1990), il écrit une chronique hebdomadaire dans les pages du quotidien *La Stampa*.

De 1983 à 1988, il est l'un des membres de la commission ministérielle chargée de la rédaction du nouveau code de procédure pénale –qui sera adopté en 1989. Il est en outre à la fin des années 1980 membre de la commission parlementaire sur les attentats terroristes (*Strage*).

### MARIO CICALA

Né à Turin en 1941, il est admis au concours d'entrée à la magistrature en 1967. Après avoir occupé des fonctions de préteur au tribunal de Varese (Lombardie), il devient juge au tribunal de Turin, où il effectue toute sa carrière jusqu'à ce qu'il rejoigne la Cour de Cassation, dont il est aujourd'hui membre.

Adhérent de *Magistratura Indipendente*, il mène une longue carrière syndicale. Il est ainsi candidat aux élections syndicales de 1973, puis de 1975 (élu, 8<sup>ème</sup> sur 36), de 1977 (élu, 10<sup>ème</sup> sur 36), puis est élu au CSM en 1981 pour un mandat de quatre ans. A la faveur de la crise qui traverse MI en 1988 suite à la candidature de son secrétaire général Enrico Ferri aux élections législatives (PSDI), Mario Cicalà devient l'un des principaux dirigeants de MI ; il est ainsi élu 1<sup>er</sup> aux élections syndicales successivement en 1988 et 1992. Il occupe parallèlement les principales fonctions à la tête de l'ANM. Entre mai 1989 et mai 1992, il en est le secrétaire général ; puis de mai 1992 à mars 1995, il en devient le président.

Quand, en 1996, Antonio di Pietro devient ministre des travaux publics du gouvernement de Romano Prodi, il est appelé par ce dernier pour être son directeur de cabinet. A la fin des années 1980, il avait déjà été directeur de cabinet des sous-secrétaires d'Etat à la Justice Bausi et Cattanei.

### GHERARDO COLOMBO

Né en 1946, il obtient sa *laurea* à la *Cattolica* de Milan. Il entre dans la magistrature en 1974 comme juge d'instruction du tribunal de Milan, poste qu'il occupe jusqu'en 1989, date à laquelle il devient substitut de ce même tribunal.

En compagnie du juge d'instruction Giuliano Turone, il est chargé en 1979 de l'enquête sur l'assassinat de l'avocat Ambrosoli (« affaire Sindona »), dans le cadre

de laquelle il travaille en collaboration avec Giovanni Falcone et le substitut romain Ferdinando Imposimato. C'est à l'occasion d'une perquisition ordonnée en mars 1981 dans le cadre de cette enquête qu'ils découvrent l'existence de la loge Propaganda 2. Dès la fin de l'année 1981, le dossier est cependant transféré au tribunal de Rome. Gherardo Colombo mène également l'enquête sur la caisse noire de l'IRI en 1984. En 1992, il est associé aux juges Antonio di Pietro et Piercamillo Davigo dans le cadre des enquêtes menées sur le financement occulte des partis politiques, baptisées « opération Mains Propres ».

A la fin des années 1980, il est appelé comme consultant de la commission parlementaire d'enquête sur les attentats terroristes (*Strage*). Et entre 1987 et 1989, il est également membre de la commission ministérielle relative à l'étude des grands procès en matière de criminalité organisée, dans le cadre de la révision du code de procédure pénale.

Adhérent de MD dès son entrée dans la magistrature, il ne sera candidat au nom de ce syndicat qu'en 1986, à l'occasion des élections du CSM ; sans succès (10<sup>ème</sup> sur 20).

### GIACOMO CONTE

Né en 1946, il entre dans la magistrature en 1971. Juge d'instruction au tribunal de Palerme, il est intégré en 1984 au *pool* anti-mafia du cabinet d'instruction qu'il quitte, avec son collègue Di Lello, pour désaccords en 1989. Au début des années 1990, il est nommé à la tête du parquet du tribunal de Gela (Sicile).

A partir de 1984, il intervient chaque année comme enseignant aux sessions de formation des auditeurs de justice, sur la question du traitement judiciaire de la criminalité organisée.

Giacomo Conte mène également une carrière syndicale. Bien qu'il réussisse à entrer en 1984 tout à la fois au conseil national et au comité exécutif de *Magistratura Democratica*, il échoue successivement aux élections syndicales de 1983 (23<sup>ème</sup> sur 36), puis à celles du CSM de 1986 (12<sup>ème</sup> sur 20). Il n'est pas non plus réelu, cette année-là, au comité exécutif de MD. Il retrouvera cependant ces deux mandats en 1991.

### GIUSEPPE DI LELLO

Né en 1940, il entre dans la magistrature en 1970, et rejoint le tribunal de Palerme où il passe toute sa carrière judiciaire. Il occupe les fonctions de prêteur jusqu'à son entrée en 1983 dans le *pool* anti-mafia du cabinet d'instruction, qu'il quitte pour désaccords en 1989.

Adhérent dès son entrée dans la magistrature à MD, dont il est un militant actif tout au long de sa carrière, il est élu au conseil national de ce syndicat en 1979. Il échoue cependant aux élections syndicales de 1980 (ANM, 14<sup>ème</sup> sur 30), ainsi qu'à celles du CSM en 1981 (15<sup>ème</sup> sur 20). En 1990, il est à nouveau candidat aux élections du CSM, sans succès.

En 1992, il est appelé par Luciano Violante pour devenir son consultant à la commission parlementaire anti-mafia, poste qu'il occupe jusqu'en 1994. Il

contribue notamment à l'écriture des deux rapports sur la mafia et la politique, et la camorra et la politique.

En 1994, il est élu au Parlement sur les listes du Parti Rifondazione Comunista ; puis réélu en 1996. Il devient en outre responsable des questions judiciaires dans ce même parti.

### GIOVANNI FALCONE

Né en 1939 à Palerme, Giovanni Falcone y obtient sa *laurea* en droit administratif en 1961. Après son entrée dans la magistrature en 1964, il est préteur à Lentini (Sicile), puis substitut au parquet du tribunal de Trapani (Sicile), poste qu'il occupe jusqu'à sa nomination comme juge d'instruction au tribunal de Palerme en 1978. C'est dans ce cadre qu'il se voit confier, en mai 1980, l'enquête contre Rosario Spatola sur le recyclage par la mafia de l'argent de la drogue —enquête qu'il achève en janvier 1982. A la faveur de l'arrivée du nouveau dirigeant du cabinet d'instruction Antonino Caponnetto en juillet 1983, se constitue le *pool* anti-mafia dont il devient l'un des membres. S'appuyant sur les confessions du repent Tommaso Buscetta, les magistrats du *pool* mènent une enquête qui conduit à la mise en accusation de 475 personnes, dont le procès se tient à Palerme en 1986-1987 (« maxi-procès de Palerme »). Si en janvier 1988, sa candidature à la succession d'Antonino Caponnetto échoue, il devient en revanche fin 1989 procureur adjoint du parquet de Palerme.

En mars 1991, il est appelé par le Garde des Sceaux Claudio Martelli (PSI) à la Direction des affaires pénales du ministère de la Justice, poste qu'il occupe jusqu'à son assassinat le 23 mai 1992. A cette fonction, il est à l'origine du projet de parquet national anti-mafia, adopté par décret en 1991 mais sa candidature pour le diriger échoue en 1992.

Il participe en outre à de nombreuses commissions spécialisées en matière pénale, dont la commission ministérielle pour l'étude des problèmes liés à l'automatisation des services pénaux (1983), et la commission parlementaire anti-mafia dont il est l'expert à mi-temps de 1988 à 1992.

Adhérent, au lendemain de son entrée dans la magistrature, au syndicat *Terzo Potere*, il en est le candidat aux élections syndicales de 1973 et 1975, mais sans succès. Ce n'est qu'au lendemain l'échec de sa candidature au poste de dirigeant du cabinet d'instruction du tribunal de Palerme qu'il est à nouveau candidat ; il participe en effet à la fondation, en 1988, du syndicat des Verts, syndicat sur les listes duquel il se présente aux élections du CSM de 1990 —à nouveau, sans succès.

### ELVIO FASSONE

Né à Turin en 1938, il obtient sa *laurea* en procédure pénale en 1961 à l'université de Turin. C'est dans cette même université qu'il exercera ensuite les fonctions d'assistant. En 1964, il réussit le concours d'entrée dans la magistrature, où il occupe successivement les fonctions de préteur à Pinerolo (Piémont), puis de juge au tribunal de Turin, avant d'être nommé président de la cour d'assises de ce dernier tribunal, poste qu'il occupe entre 1994 et 1996. Il se distingue notamment



comme juge de nombreux procès en matière de criminalité organisée, tels que le procès *Petrolio 2* (1986-1987) et celui intenté à la mafia de Catane en 1987-1988.

Tout au long de sa carrière, il participe à de nombreuses commissions ministérielles, dont celle chargée de la réforme du code de procédure pénale (1976-1977), et celle pour l'étude des problèmes posés par les grands procès en matière de criminalité organisée (1987-1988). Il est enfin nommé vice-président de la commission ministérielle pour la révision de certaines dispositions du nouveau code de procédure pénale en 1990.

Adhérant depuis son entrée dans la magistrature du syndicat *Magistratura Democratica*, il en est le candidat aux élections du CSM en 1990, au lendemain des grands procès dont il a eu la charge. Elu dans cette enceinte, il est le principal artisan de la constitution en 1991 d'une session de formation professionnelle aux nouvelles techniques d'enquête. Il est également, en 1994, l'un des principaux protagonistes du projet d'Ecole de la magistrature en 1994.

En 1996, il est élu sénateur du Piémont sur les listes du PDS.

### **MAURIZIO LAUDI**

Né en 1948 à Turin, il y obtient sa *laurea* en droit pénal sous la direction du professeur Marcello Gallo. Admis au concours d'entrée dans la magistrature à un bon rang, il rejoint le tribunal de Turin pour effectuer son stage d'auditeur auprès de Giancarlo Caselli, alors que celui-ci mène l'enquête sur les chefs historiques des Brigades Rouges. Devenu juge d'instruction dans ce même tribunal, il est associé, à la fin des années 1970, au *pool* anti-terroriste du cabinet d'instruction. A partir de 1994, il devient procureur adjoint dans la même juridiction.

Membre, dès son entrée dans la magistrature, de la section turinoise de MD, il adhère en 1988 à *Magistratura Indipendente*, dont il est l'élu au conseil judiciaire du ressort de la cour d'appel de Turin. En 1990, il est élu sur les listes de MI au CSM pour quatre années.

### **MARCELLO MADDALENA**

Né en 1941, il obtient sa *laurea* en procédure pénale en 1964 à l'Université de Turin, sous la direction du professeur Giovanni Conso dont il devient ensuite l'assistant. Il entre à un bon rang dans la magistrature en 1967, il devient juge d'instruction au tribunal de Turin, poste qu'il occupe jusqu'en 1980. A cette date, il rejoint le parquet de ce même tribunal et y exerce les fonctions de substitut jusqu'en 1986. Intégré entre 1979 et 1980 au *pool* anti-terroriste du cabinet d'instruction de Turin, il participe ensuite à la formation d'un *pool* similaire au parquet. Dans ce cadre, il est le titulaire de nombreuses enquêtes en matière de terrorisme d'extrême gauche. Depuis 1990, il est procureur adjoint au tribunal de Turin, et dirige la section judiciaire anti-mafia de ce tribunal.

Adhérant du syndicat *Magistratura Indipendente*, il candidate sur la liste de ce syndicat sans succès aux élections syndicales de l'ANM de 1977, avant d'être élu 2<sup>nd</sup> en 1980. Il devient également à cette période président de la section piémontaise de l'ANM. Il est ensuite élu au CSM en 1986, pour un mandat de quatre ans. En 1992, il est élu au 2<sup>ème</sup> rang aux élections de l'ANM.

Il s'oppose activement à l'adoption du nouveau code de procédure pénale en 1989, et cherche à fédérer les opposants à cette réforme dans le « mouvement pour la révision du nouveau code de procédure pénale ».

### **GUIDO NEPPI MODONA**

Né en 1938 à Turin, il entre major du concours dans la magistrature en 1964 après avoir obtenu sa *laurea* en droit pénal. Comme magistrat, il occupe successivement les fonctions de prêteur à Turin, puis de juge au tribunal de Turin, jusqu'en 1974. A cette date, il est appelé au ministère par Adolfo Beria, directeur de cabinet du ministre de la Justice ; il y reste jusqu'à son départ de la magistrature en 1975.

Adhérent de *Magistratura Democratica* dès son entrée dans la magistrature, il prend part au programme de recherche du CNPDS sur l'administration de la justice ; dans ce cadre, il publie *Sciopero, potere politico e magistratura (1860-1922)*. Il est en outre candidat aux élections syndicales sur les listes de MD en mai 1969 (non élu) et juillet 1970 (élu 5<sup>ème</sup> sur 36).

Parallèlement à sa carrière judiciaire, il mène une carrière universitaire. Assistant du professeur de droit pénal Marcello Gallo, il obtient la *libera docenza* en 1965, avant de devenir professeur associé (*incaricato*) en 1969. C'est en 1975 qu'il devient professeur titulaire à l'Université de Turin quittant alors définitivement la magistrature.

En outre, il est nommé, en 1974, membre du Conseil scientifique de la commission ministérielle de révision du code de procédure pénale. Entre 1983 et 1989, il sera membre de la seconde commission constituée dans le même but. Entre 1986 et 1987, il est envoyé par le gouvernement à l'Université de Yale, pour y étudier les rapports entre la criminalité organisée et le système accusatoire américain.

En 1996, il est nommé juge constitutionnel, sur proposition du PDS, poste qu'il occupe encore à ce jour.

### **MARCO RAMAT**

Né en 1931, il est le fils d'un professeur de lettres de l'université de Florence qui s'est distingué, avec d'autres intellectuels, dans la Résistance, puis à l'occasion de la fondation du parti d'action. Il obtient sa *laurea* avec l'avocat et professeur de droit civil Piero Calamandrei à l'Université de Florence. Très jeune, il collabore à la revue de ce dernier *Il Ponte*, et au début des années 1960, à la revue *Il mondo*. A partir de 1959, il tient en outre une chronique régulière dans le quotidien *La Nazione*.

Il entre dans la magistrature en 1955 et occupe le poste de prêteur à Borgo San Lorenzo (Toscane), puis à Florence, avant d'entrer au début des années 1980 à la section « travail » de la Cour de Cassation, où il reste jusqu'à sa mort en 1985.

Dès 1964, il adhère à *Magistratura Democratica* dont il devient rapidement l'un des principaux leaders : en 1972, il en est élu secrétaire général, poste qu'il conserve jusqu'en 1976. Il est élu au comité directeur de l'ANM lors des élections de 1964, 1967, 1969, 1970, 1973, et 1975 (1<sup>er</sup> de sa liste à l'occasion de ces trois dernières échéances). Il est enfin élu, en 1976, au Conseil supérieur de la magistrature.

En 1978, il s'inscrit au PCI et devient, de 1980 à 1985, responsable des questions « Justice » au *Centro di Riforma dello Stato* présidé par Pietro Ingrao.

### GIOVANNI TAMBURINO

Né en 1944, il entre dans la magistrature en 1970. C'est dans ses fonctions de juge d'instruction au tribunal de Padoue qu'il se distingue en 1973-1974, en menant l'enquête baptisée *Rosa dei venti* qui sera cependant transférée dès la fin 1974 au tribunal de Rome.

Adhérent de *Unità per la Costituzione*, il est élu en 1981 aux élections du CSM (9<sup>ème</sup> sur 20) pour quatre années. En 1988, il participe à la scission de UC qui conduit à la formation du syndicat des Verts dont il devient l'un des principaux dirigeants, et est élu 1<sup>er</sup> aux élections syndicales de 1992. A la suite de ces élections, il est de mai 1992 à mars 1995, vice-président de l'ANM, avant de devenir, de mars 1995 à décembre 1996, le directeur de l'organe de presse de l'ANM, *La Magistratura*.

### GIULIANO TURONE

Né en 1940, il est admis dans la magistrature en 1969. Il exerce les fonctions de juge d'instruction au tribunal de Milan jusqu'en 1986, puis de juge de 1987 à 1988. Il devient alors, pendant une année, substitut du procureur de la république dans le même tribunal, avant d'être nommé conseiller à la cour d'appel de Milan. En 1997, il est nommé substitut du procureur national anti-mafia. Il se distingue dans de nombreux procès contre la criminalité organisée, et notamment à la suite de l'assassinat de l'avocat Ambrosoli en 1979, dans « l'affaire Sindona » qu'il instruit aux côtés de Gherardo Colombo. C'est également avec ce dernier qu'il engage l'enquête sur la loge P2 en 1981, pour en être néanmoins rapidement dessaisi à la fin de la même année.

Adhérent de *Magistratura Democratica* dès son entrée dans la magistrature, il est candidat de ce syndicat aux élections syndicales de 1980, sans succès (10<sup>ème</sup> sur 36).

En 1988, il est un des experts de la délégation italienne au Conseil de l'Europe en matière de coopération internationale et de lutte contre la criminalité organisée.

### MARIO VAUDANO

Né à Turin en 1945, il est admis (16<sup>ème</sup>) au concours d'entrée dans la magistrature en 1971. Il occupe tout d'abord les fonctions de juge d'instruction à Turin entre 1972 et 1989, puis est procureur auprès de la préture d'Aoste de 1989 à 1994. Tout au long de l'année 1994, il est directeur du bureau « Affaires pénales, extraditions et commissions rogatoires » au ministère de la Justice. Puis, à partir de 1995, il est nommé au bureau « Etudes et documentation » du CSM. C'est notamment dans le cadre de la vaste enquête baptisée *Petrolio 2* qu'il achève en octobre 1985, qu'il se distingue.

Il adhère à *Magistratura Democratica* dès son entrée dans la magistrature ; en 1988 il est élu aux élections syndicales (5<sup>ème</sup> sur 36). En outre, Mario Vaudano est marié à Anne Crénier, présidente du Syndicat de la magistrature (SM) français.

### PIER LUIGI VIGNA

Né en 1933, il entre dans la magistrature en 1959. A partir de 1964 il est substitut du procureur de la république du tribunal de Florence, poste qu'il occupe jusqu'en 1987, date à laquelle il est nommé procureur adjoint, avant de devenir procureur en 1991. En novembre 1996, il devient procureur national anti-mafia. Au long de sa carrière professionnelle, il est titulaire d'un très grand nombre de procès en matière de criminalité organisée. Il conduit notamment les enquêtes sur la section toscane de *Prima Linea*, sur l'assassinat du juge Vittorio Occorsio par le groupe terroriste d'extrême-droite *Ordine Nuovo*, sur l'explosion du train 904 Naples-Milan (1984), sur l'homicide de l'ancien maire de Florence, Lando Conti, par les Brigades Rouges... A partir de 1993, il mène également les procès relatifs aux attentats mafieux au musée des Offices de Florence, à Milan, et à Saint Jean du Latran à Rome.

Adhérent de MI, il est élu au comité directeur de l'ANM en 1969, mais échoue aux élections de l'ANM de 1970 et du CSM en 1972. A la fin des années 1980, il est président de *Magistratura Indipendente*.

Il est membre de nombreuses commissions ministérielles ; notamment en 1981, il prend part à celle sur « les problèmes de mafia », en 1983 à celle sur « les problèmes liés à l'automatisation des services pénaux », et de 1983 à 1988, à celle consacrée à la rédaction du projet du nouveau code de procédure pénale. Par ailleurs, tout au long des années 1980, il collabore avec la commission parlementaire anti-mafia.

### LUCIANO VIOLANTE

Né en 1941. Après avoir obtenu sa *laurea* en droit pénal à l'Université de Bari, il entre dans la magistrature en 1967, où il occupe la fonction de juge d'instruction au tribunal de Turin jusqu'à son détachement en 1977 pour le Bureau des lois (*Ufficio legislativo*) du Ministère de la Justice jusqu'en 1979.

En tant que magistrat, il se distingue notamment à l'occasion de l'enquête qu'il mène au tribunal de Turin à propos du coup d'Etat fomenté par Edoardo Sogno en 1974. Il participe ensuite en 1976 et 1977 au travail du *pool* anti-terroriste constitué au cabinet d'instruction du tribunal de Turin, en compagnie notamment de Giancarlo Caselli.

Après la scission de *Magistratura Democratica* en 1969, il est parmi les fondateurs de la section piémontaise de la nouvelle MD, et est élu au conseil national de ce syndicat. Il y conserve ce poste jusqu'en 1973, mais n'est pas réélu lors des élections de cette année-là.

Il mène parallèlement une carrière universitaire, obtenant en 1970 la *libera docenza* en droit pénal à l'Université de Turin, puis y devenant professeur associé (*incaricato*) de 1974 à 1981, avant de devenir professeur de droit pénal à l'Université de Camerino (Marches) en 1983.

Il quitte la magistrature en 1979, quand il est élu sur les listes du parti communiste à la Chambre des députés ; il devient alors en outre l'adjoint de Ugo Spagnoli et Ugo Pecchioli à la « section des problèmes de l'Etat » du PCI, qu'il dirigera ensuite tout au long des années 1980. Au cours des IXème (1983-1987) et Xème (1987-1992) législatures, il est vice-président de la commission Justice de la chambre des

députés. De 1992 à 1994, il est président de la commission parlementaire anti-mafia, avant d'être élu, en 1996, président de la Chambre des députés, poste qu'il occupe encore aujourd'hui.

#### VLADIMIRO ZAGREBELSKI

Né en 1940, il obtient sa *laurea* en droit pénal à l'Université de Turin en 1963 sous la direction de Marcello Gallo, et entre brillamment classé dans la magistrature en 1965. Sa carrière se déroule entièrement au tribunal de Turin, d'abord comme substitut, puis comme juge et enfin président de section de la Cour d'assises.

De 1987 à 1989, il préside la commission ministérielle chargée d'étudier les problèmes liés à la transition du système pénal inquisitoire au système accusatoire.

Dès son entrée dans la magistrature, il adhère à *Magistratura Democratica*, qu'il quitte à la suite d'Adolfo Beria à l'occasion de la scission du syndicat en 1969. Candidat en 1975 aux élections de l'ANM et en 1976 à celles du Conseil supérieur de la magistrature, il échoue ; en 1981, il parvient néanmoins à être élu au CSM sur la liste du syndicat *Unità per la Costituzione* pour un mandat de quatre ans. En 1988, il est parmi les fondateurs du syndicat des Verts, sur les listes duquel il est élu au CSM une seconde fois en 1994. En 1998, il est nommé Directeur à la Direction Générale de l'Organisation Judiciaire du Ministère de la Justice.



## ANNEXE n°6 : PRESENTATION DES SOURCES UTILISEES

### 1- LES SOURCES JUDICIAIRES

#### a) Les revues syndicales :

La presse syndicale -de l'ANM et des divers syndicats qui la composent- est particulièrement vivace. Dans la mesure où les syndicats contrôlent par le biais du CSM l'accès aux honneurs et distinctions professionnels, la presse syndicale constitue une source privilégiée non seulement pour l'étude de l'arène syndicale elle-même et de ses recompositions, mais aussi des tentatives de reconversion de la notoriété acquise dans les « grands procès » en matière de criminalité organisée. On a dépouillé ces revues de manière systématique entre 1964 et 1996.

#### L'Associazione Nazionale Magistrati

Créée en 1909, l'Association Nationale des Magistrats (ANM) constitue, à l'exception de la période entre 1961 et 1979 où elle cohabite avec une association des hauts magistrats (*Unione dei Magistrati Italiani*) qui restera toujours marginale, l'unique association professionnelle de la magistrature italienne. L'association publie :

- *La magistratura* créé en 1945 est l'organe officiel de l'ANM et constitue le lieu privilégié de confrontation des différents syndicats.
- *La magistratura. Bolletino* est également un organe de presse de l'ANM, mais sa diffusion est plus restreinte. Il reproduit notamment les retranscriptions des débats au comité directeur de l'ANM ainsi que divers documents officiels émanant de l'ANM, de ses sections locales ou des différents syndicats qui la composent.

Depuis 1964, l'Association Nationale des Magistrats est composée de différents syndicats qui entrent en compétition pour l'élection au comité directeur (36 membres) et à la direction de l'ANM (président, secrétaire général...) :

#### Impegno per la Costituzione :

Le syndicat *Impegno Costituzionale* naît de la scission de *Magistratura Democratica* en décembre 1969<sup>20</sup>. Sous la direction d'Adolfo Beria, il publie :

- *Giustizia e costituzione*, née en 1970. Revue fondée et dirigée par Adolfo Beria jusqu'en 1996. Depuis lors, c'est Vladimiro Zagrebelski qui en a pris la direction : Sa parution est régulière jusqu'au début des années 1980.

<sup>20</sup> Sur ce point, voir nos développements au chapitre 2, Partie I.

### Magistratura Democratica

Le syndicat naît en 1964 à l'initiative d'Adolfo Beria. Après le départ de ce dernier en 1969, il se dote d'une presse très riche :

- *Quale giustizia*, (1970-1979), devenue depuis 1982 *Questione giustizia*, est la revue de débats de *Magistratura Democratica*. Elle bénéficie d'une large audience qui dépasse les limites du syndicat et de la magistrature.

- *Magistratura Democratica* : née en 1970, la revue constitue la tribune interne du syndicat.

On notera en outre au cours des premières années de la nouvelle *Magistratura Democratica* (1969), l'existence du *Notiziario nazionale di MD* et du *Bolletino di MD*, qui sont les premiers bulletins d'information internes (ronéotypés) du syndicat et disparaissent en 1972.

### Magistratura Indipendente

Ce syndicat né en 1964 n'a jamais disposé d'une presse syndicale très développée. On notera néanmoins :

- *Critica del diritto*, (1978-1983), périodique du syndicat, qui disparaîtra ensuite avec la découverte de son financement par des membres influents de la loge maçonnique *Propaganda 2*.

- *Magistratura Indipendente*, (1988-), nouvelle revue interne du courant de parution irrégulière.

### Verdi

Le syndicat des Verts naît en 1988 d'une scission de *Unità per la Costituzione* (UC). Il dispose d'un organe de presse dont la parution est néanmoins irrégulière et difficile d'accès, *Impegno per la giustizia*, (1989-), revue interne du nouveau courant des Verts.

## **b) Archives privées :**

On a eu accès aux archives privées de deux personnalités de *Magistratura Democratica*, particulièrement riches pour ce qui est de la période qui va de la seconde partie des années 1960 à la première partie des années 1970, c'est-à-dire la période où prennent corps deux entreprises : l'ambition sociologique de la première MD (voir ch.1) et la tentative de définition d'une « politique judiciaire alternative » par MD après le départ d'Adolfo Beria (voir notre ch. 2).

-**Romano Canosa (1935- )**, sans avoir jamais joué un rôle dirigeant dans *Magistratura Democratica*, il n'en a pas moins traversé toute l'histoire de ce syndicat (à Milan), où il a milité de manière active jusqu'au début des années 1980. On doit sans doute à son intérêt tout particulier pour la recherche et l'histoire qu'attestent ses innombrables travaux sur la magistrature et la police, mais aussi sur l'histoire



des jésuites à l'époque moderne, le fait qu'il ait conservé, classé et inventorié un grand nombre de documents auxquels il a bien voulu nous donner accès.

*fonds R. Canosa* : le fonds couvre la période 1964-1973. Il s'agit pour l'essentiel d'articles de presse, de comptes-rendus de réunions (assemblée générale, réunions de section), de courriers internes, des travaux du comité d'étude de MD.

**-Marco Ramat (1931-1985)** est assurément une des figures les plus importantes de l'histoire de *Magistratura Democratica* auquel il adhère dès sa fondation en 1964 pour ne jamais le quitter. S'il y occupe un rôle important dès son entrée, c'est avec le départ d'Adolfo Beria qu'il en devient l'un des principaux dirigeants, occupant notamment le poste de secrétaire général de 1972 à 1976. Il est élu du CSM entre 1976 et 1981. Il meurt prématurément en 1985.

*fonds M. Ramat* : la veuve de Marco Ramat a bien voulu nous donner accès aux dossiers du magistrat florentin. Ces archives se présentent dans un état très éparpillé et ne sont pas inventoriées. Les documents sont classés dans des dossiers par année entre 1965 et 1972 puis, en vrac, jusqu'à environ 1980. Parmi eux, on trouve notamment du courrier personnel (notamment en 1970 et en 1974-1975), des lettres reçues de divers leaders de MD avant la scission de 1969, des documents sur ses activités en dehors de la magistrature (sa participation à la commission Justice du PSI entre 1973 et 1976, à la section toscane de l'Association des juristes démocrates).

Pour compléter ce fonds, on a ponctuellement fait usage des archives d'un homme politique florentin proche de Marco Ramat, **Enzo Enriques Agnoletti**, qui sont déposées aux Archives historiques des communautés européennes (Florence), et notamment le dossier n°10 (10.01, 10.05, 10.10, 10.15, et 10.20) où sont rassemblés les documents relatifs à ses engagements politiques.

### c) Entretiens :

On a en outre réalisé une vingtaine d'entretiens à but essentiellement informatif. Bien que nous n'en ayons que peu fait usage dans le corps du texte, ils nous ont permis d'acquérir rapidement une connaissance précise des diverses arènes et sites (tels que le syndicalisme judiciaire ou la « nouvelle justice ») que notre travail nous a conduit à analyser.

Nous avons ainsi interviewé : Mario Vaudano, (Rome, 21 octobre 1996), Maurizio Laudi, (Turin, 8 novembre 1996), Salvatore Senese, (Rome, 22 avril 1997), Giuseppe Cotturri, (Rome, 24 avril 1997), Sabino Cassese, (Rome, 28 avril 1997), Michele Coiro, (Rome, 29 avril 1997), Vincenzo Accattatis, (Pise, 7 mai 1997), Giuseppe Borré, (Rome, 12 mai 1997), Pietro Barcellona, (Rome, 12 mai 1997), Mario Cicala, (Rome, 13 mai 1997), Paolo Dusi, (Rome, 15 mai 1997), Alessandro Pizzorusso, (Pise, 22 mai 1997), Edmondo Bruti Liberati, (Milan, 12 juin 1997), Guido Neppi Modona, (Rome, 6 mai 1997 et 12 novembre 1998), Ugo Spagnoli, (Rome, 13 novembre 1998), Romano Canosa, (Milan, 18 novembre 1998), Domenico Pulitano, (Milan, 18 novembre 1998), Elena Paciotti, (Rome, 24

novembre 1998), Giovanni Palombarini, (Rome, 26 novembre 1998), Pier Luigi Vigna, (Rome, 26 avril 1997)

#### d) « Revues officielles » de l'institution judiciaire :

A l'exception de recherches ponctuelles dans la revue *Documenti giustizia* publiée par le ministère de la justice, nous nous sommes essentiellement concentrés sur les publications du Conseil supérieur de la magistrature qui nous ont été particulièrement utiles.

Le dépouillement systématique des comptes-rendus des séances plénières du CSM publiés dans le *Notiziario CSM* a constitué le premier pan de ce travail. En effet, depuis une résolution interne de novembre 1982, les séances du CSM sont publiques. Cette publicité qui connaît peu d'exceptions ne signifie pas pour autant que les actes en sont systématiquement retranscrits. C'est en effet seulement à la demande de trois membres du Conseil, qu'une séance fait l'objet d'un procès-verbal publié dans le *Notiziario CSM*. De fait, jusqu'à la fin des années 1980, la publication des comptes-rendus reste rare, pour devenir ensuite très fréquente. Il s'agit là d'une source de grande importance puisqu'elle permet de voir s'affronter les partis politiques et syndicats de magistrats représentés dans cette enceinte, sur une multitude de questions allant de la nomination d'un magistrat, aux controverses autour la politique anti-mafia du CSM, en passant par des débats sur l'actualité, la définition des critères de nomination pour telle ou telle fonction, ou encore la Constitution des cours de formation permanente...

En outre, les actes des colloques organisés par le CSM, et singulièrement ceux consacrés à la criminalité organisée constituent une source inutilisée qui donne pourtant à voir le travail de définition d'un nouveau principe d'excellence professionnelle fondée sur l'expérience judiciaire du crime organisé. Ces rencontres qui rassemblent de très nombreux magistrats anti-mafia et anti-terroristes sont publiées dans la collection du CSM, *Quaderni del CSM*, qui réunit les actes de ces rencontres pour pouvoir en faire bénéficier les magistrats qui n'ont pu y prendre part.

## 2- LES CONSTRUCTIONS SAVANTES DU JUDICIAIRE

L'analyse des entreprises de redéfinition de la profession judiciaire souligne l'importance de la contribution des savoirs savants, qu'il s'agisse des sciences juridiques ou –comme on cherche à le montrer au chapitre 1- des sciences sociales.

Outre le travail bibliographique d'identification des ouvrages, on s'est appuyé sur les revues juridiques ou sociologiques. On a ainsi dépouillé de manière systématique plusieurs revues comme *Democrazia e diritto* après sa refondation en 1973, ainsi que *Politica del diritto* depuis sa création en 1970.

Plus ponctuellement et notamment sur des périodes présentant un intérêt particulier, on s'est penché sur les revues suivantes : la première série de *Democrazia e diritto* (fondée en 1960), le *Foro italiano*, la *Rivista Diritto e Procedura Civile*, (1966-1975), la *Rivista Trimestriale di Diritto Pubblico*, la *Rassegna di Sociologia, Sociologia del diritto* (fondée en 1974).

Pour l'identification et la sélection des articles juridiques dans ces revues, on a également eu recours au *Dizionario bibliografico delle riviste giuridiche* (Milan, Giuffrè). Publié chaque année par Vincenzo Napoletano, il référence l'ensemble des articles publiés dans les revues juridiques locales ou nationales en Italie et constitue, à ce titre, un instrument de travail inestimable.

### 3- LA JUSTICE DANS L'ESPACE PUBLIC

Cette troisième catégorie de sources réunit les travaux, ouvrages ou articles, dont la diffusion dépasse tout à la fois la magistrature et les seules disciplines savantes<sup>21</sup>. Ce sont donc les ouvrages d'hommes politiques, de journalistes, mais aussi les publications d'institutions telles que les commissions parlementaires anti-mafia. On s'est également penché sur les revues généralistes, les magazines, et la presse quotidienne. Parmi les revues « généralistes », on a dépouillé de manière systématique *Rinascita*, que l'on peut sans doute définir comme la revue des intellectuels du PCI ; *Il Ponte* qui est la revue des intellectuels de la gauche issue du parti d'action ; ainsi que *Micromega*, fondée en 1986, qui devient rapidement l'un des promoteurs les plus fervents de la « nouvelle justice ».

Mais surtout, on a fait usage pour identifier et sélectionner les articles dans la presse quotidienne et hebdomadaire à l'excellente banque de données baptisée « *archivio STOP* » mise à disposition par le Centre National des Recherches (CNR) par le biais d'internet ([www.idg.fi.cnr.it/banche/stop](http://www.idg.fi.cnr.it/banche/stop)). Cette banque de donnée réunit des fiches sur les « articles ayant une importance juridique » publiés entre 1975 et mars 1993 dans 26 quotidiens –dont 6 quotidiens de parti- et 19 périodiques (un total de 66849 articles fichés). Sans être exhaustive –sans doute du fait de la difficulté de définir la catégorie des « articles ayant une importance juridique »-, elle constitue un instrument sans pareil pour identifier les écrits de magistrats et d'autres acteurs du débat sur la magistrature, et ce sur une période de presque vingt ans.

---

<sup>21</sup> Voir nos précisions en introduction.



## SOURCES

### 1. PRESSE JUDICIAIRE

#### □ *Ouvrages*

AYALA (Giuseppe), *La guerra dei giusti. I giudici, la mafia, la politica*, Rome, Mondadori, 1993.

BERIA (Adolfo), *Giustizia : anni difficili*, Milan, Rusconi, 1985.

BONINI (Carlo), MISIANI (Francesco), *La toga rossa. Storia di un giudice*, Milan, Tropea, 1998.

BORGNA (Paolo), CASSANO (Margherita), *Il giudice e il principe*, Rome, Donzelli, 1997.

BRUTI LIBERATI (Edmondo), CERETTI (Adolfo), GIASANTI (Alberto), dir., *Governo dei giudici*, Milan, Feltrinelli, 1996.

BRUTI LIBERATI (Edmondo), PEPINO (Livio), *Autogoverno o controllo della magistratura ?*, Milan, Feltrinelli, 1998.

CANOSA (Romano), *Storia di un pretore*, Turin, Einaudi, 1978.

—, *Storia della criminalità in Italia dal 1946 a oggi*, Milan, Feltrinelli, 1995

—, *Storia della magistratura in Italia. Da Piazza Fontana a Mani Pulite*, Milan, Baldini e Castoldi, 1996.

CAPONNETTO (Antonio), *I miei giorni a Palermo. Storie di mafia e giustizia raccontate a Saverio Lodato*, Milan, Garzanti, 1992.

CASELLI (Giancarlo), LAUDI (Maurizio), MILETTO (Pietro), PERDUCA (Alberto), *La dissociazione dal terrorismo*, Milan, Giuffrè, 1989.

CASSON (Felice), *Lo Stato violato. Un magistrato scomodo nell'Italia delle congiure*, Venice, Il Cardo, 1994.

CLEMENTI (Franco), MANNUZZU (Salvatore), dir., *Crisi della giurisdizione e crisi della politica*, Milan, Franco Angeli, 1988.

COLOMBO (Gherardo), *Il vizio della memoria*, 2<sup>ème</sup> édition, Milan, Feltrinelli, 1998.

DAVIGO (Piercamillo), *La giubba del re. Intervista sulla corruzione*, Bari, Laterza, 1998.

DEL GAUDIO (Michele), *La toga strappata*, Naples, Pironti, 1992.

DI LELLO (Giuseppe), *Cinquant'anni di processi di mafia*, Palermo, Sellerio, 1994.

FALCONE (Giovanni), PADOVANI (Marcella), *Cose di Cosa Nostra*, Milan, Rizzoli, 1992.

GARAVELLI (Mario, dir.), *La giustizia in Italia negli anni 70*, Milan, Centro studi sociali, 1972.

GIORDANO (Paolo), TESCAROLI (Luca), *Falcone. Inchiesta per una strage*, Rubbetino, Saverio Mannelli, 1998.

**GOVERNATORI (Federico)**, *Stato a cittadino in tribunale. Valutazioni politiche delle sentenze*, Bari, Laterza, 1970.

**IMPOSIMATO (Fernando)**, *Un juge en Italie. Pouvoir, corruption, terrorisme. Les dossiers de la mafia*, Paris, de Fallois, 2000.

**MADDALENA (Marcello)**, *Più grazia, meno giustizia*, Rome, Donzelli, 1997.

**Magistratura Democratica**, *Magistrati scomodi: un tentativo di epurazione*, Bari, Dedalo, 1974.

——, *Mafia e istituzioni*, Palermo, Gangemi, 1981.

——, *Noi speriamo che ce la siamo cavati*, Rome, Arte Grafiche Jasillo, 1990.

——, *Un magistrato per i cittadini. Atti del VIII congresso di MD, Notiziario di MD*, X, n°45, 1991.

**MORO (Carlo Alfredo)**, *L'amministrazione della giustizia*, Rome, Studium, 1961.

**NEPPI MODONA (Guido)**, **VIOLANTE (Luciano)**, *Poteri dello stato e sistema penale: corso di lezioni universitarie*, Turin, Tirrenia-Stampatri, 1978.

**NEPPI MODONA (Guido, dir.)**, *Potere e giurisdizione*, Naples, Jovene, 1985.

**NORDIO (Carlo)**, *Giustizia*, Milan, Cantieri Italia, 1997.

**ODORISIO (Roberto)**, **CELORIA (Maria-Cristina)**, **PETRELLA (Generoso)**, **PULITANO (Domenico)**, **GRECO (Dino)**, *Valori socio-culturali della giurisprudenza*, Bari, Laterza, 1970.

**PALERMO (Carlo)**, *Riflessioni di un giudice*, Rome, Riuniti, 1987.

**PALOMBARINI (Giovanni, dir.)**, *Trasformazioni sociali e ruolo della magistratura. Atti del VII congresso nazionale*, Rimini, Maggioli, 1988.

**POMODORO (Livia, dir.)**, « *Motivi di un dissenso* », *Quaderni di Giustizia e Costituzione*, n°1, 1970.

**RAMAT (Marco, dir.)**, *Storia di un magistrato. Materiale per una storia di Magistratura Democratica*, Rome, Il Manifesto, 1986.

——, *Primo Codice*, Rome, Riuniti, 1987.

**Sezione Veneta dell'ANM**, *Crisi delle istituzioni giudiziarie*, Venice, Marsilio, 1982.

**TERESI (Renato, dir.)**, *Il Consiglio Superiore della Magistratura: 25 anni di applicazione della legge 24 marzo 1958*, Naples, ESI, 1984.

**VOLGELWEITH (Alain)**, **VAUDANO (Mario)**, *Mains propres, mains liées. France-Italie: la leçon des affaires*, Paris, Austral, 1995.

## □ Articles

« Documenti dei magistrati della procura della Repubblica di Milano », *Magistratura Democratica*, VII, n°1, janv.-fév. 1979, p. 17.

ABBATE (Nino), « E l'ANM sta a guardare ? », *La magistratura*, n°2-4, avril-déc. 1990, p. 4-5.

ALMERIGHI (Mario), « In ricordo di Francesca Morvillo, Giovanni Falcone e Paolo Borsellino », *La magistratura*, n°2-3, avril-sept. 1992, pp. 13-14.

ALMERIGHI (Mario), « Oltre la legittima soddisfazione », *La magistratura*, 1994, pp. 5-6.

ANCONA (Carlo), « Sulla questione dei Verdi », *La magistratura*, n°2, avril-juin 1988, p. 26.

Associazione Nazionale dei Magistrati, « Verbale del C.D.C. del 14 dicembre 1980 », *La magistratura - Bolletino*, n°1-2, janv.-avril 1981, pp. 14-18.

—, « L'ANM contro la mafia e la camorra », *La magistratura. Bolletino*, n°4, déc. 1982, p. 46.

—, « Il convegno di Palermo contro la criminalità organizzata. Le conclusioni », *La magistratura*, n°1-2, janv.-juin 1983, pp. 8-9.

—, « Verbale della seduta del CDC del 23 maggio 1987 », *La magistratura. Bolletino*, n°3, juil.-sept. 1987, pp. 2-6.

—, « Riunione della giunta con i magistrati siciliani », *La magistratura. Bolletino*, n°2-3, août-sept. 1988, p. 23.

—, « Ai presidenti delle giunte sezionali », *La magistratura. Bolletino*, n°1-3, juin-sept. 1992, p. 3.

—, « Per una complessiva politica criminale contro la mafia », *La magistratura. Bolletino*, n°1-3, juin-sept. 1992, pp. 5-6.

AYALA (Giuseppe), BOCCASSINI (Ilda), BORGNA (Paolo), CASSANO (Margherita), DE FRANCISCI (Ignazio), DELLA MONICA (Silvio), DI MAGGIO (Francesco), MARZACHI (Francesco), MAZZI (Roberto), NATOLI (Gioacchino), PAVONE (Saverio), VAUDANO (Mario), « Primo contributo ad un progetto di fattibilità del nuovo codice di procedura penale, con particolare riferimento ai procedimenti in materia di criminalità organizzata », in CSM, « Problemi attuali dei procedimenti in tema di criminalità organizzata anche in vista della riforma del codice di procedura penale. Gennaio-Febbraio 1988 », *Quaderni del Consiglio Superiore della Magistratura*, n°24, sept. 1989, pp. 89-93.

BASSETTI (Piero), « Magistratura e programmatori », *La magistratura*, n°3-4, 1966, p. 5.

BERIA (Adolfo), « La giustizia nella programmazione regionale ? », *La magistratura*, vol. XXI, n°11-12, nov.-déc. 1967, p. 1.

—, « Il nuovo ruolo del Consiglio Superiore della Magistratura », *Giustizia e Costituzione*, 1970, n°1, pp. 5-8.

—, « Relazione contestata », *Giustizia e Costituzione*, vol. I, n°2, déc. 1970, p. 17.

—, « Giustizia e programmazione. La prima relazione annuale del Consiglio Superiore della Magistratura », in GARAVELLI (Mario, dir.), *La giustizia in Italia negli anni '70*, Milan, Istituto Editoriale Cisalpino, 1972, pp. 207-221.

—, « Costruire l'unità », *La magistratura*, n°3-4, avril-juin 1978, p. 4.

—, « Elezioni come momento di unità associativa », *La magistratura*, n°1-2, janv.-juin 1981, p. 3.

—, « I colleghi che mafia e terrorismo hanno ucciso (1982) », in BERIA (Adolfo), *Giustizia : anni difficili*, Milan, Rusconi, 1985, pp. 311-313.

—, « Costituzione di una commissione speciale per i rapporti con il Parlamento ed il governo e per la programmazione giudiziaria », *Notiziario CSM*, VIII, n°5, 1<sup>re</sup> sept. 1968, p. 95.

- BERTONI (Raffaello)**, « Ma che si sta a fare il Consiglio Superiore ? », *La magistratura*, n°4-6, nov. 1979, pp. 2-3.
- , « Il magistrato », in STAJANO (Corrado, dir.), *La mia professione*, Rome, Laterza, 1986, pp. 15-44.
- BIANCHI D'ESPINOSA (Luigi)**, « Lealtà allo stato », *Quaderni di giustizia e Costituzione*, vol. I, n°1, 1970, pp. 97-100.
- BONETTO (Gianfranco)**, et al., « La scuola per la magistratura: inizio e fine di un'esperienza », *La magistratura*, 1994, p. 38.
- , « La formazione professionale del magistrato », *Quaderni del CSM* n°88, mai 1996.
- BORRE (Giuseppe), CASELLI (Giancarlo), PACCIOTTI (Elena)**, « Cronache del CSM », *Magistratura Democratica*, VII, n°32-34, fév. 1988, pp. 141-194.
- BRUTI LIBERATI (Edmondo)**, « Note sulla composizione e sul sistema elettorale del CSM », *Questione giustizia*, n°4, 1984, pp. 801-843.
- , « Il presidente della Repubblica presidente del CSM da Pertini a Cossiga », *Questione Giustizia*, n°2, 1990, pp. 435-451.
- , « La magistratura dell'attuazione della Costituzione agli anni novanta », in *Storia dell'Italia repubblicana*, vol. 3, t. 2, Turin, Einaudi, 1997, pp. 141-237.
- BRUTI LIBERATI (Edmondo), IPPOLITO (Franco), SENESE (Salvatore)**, « Notiziario del gruppo consiliare di MD. Aprile 1982-Febbraio 1983 », *Magistratura Democratica*, II, n°6-8, fév. 1983, pp. 42-68.
- , « Notiziario del gruppo consiliare di MD », *Magistratura Democratica*, II, n°11-12, oct. 1983, pp. 51-85.
- BUONO (Antonio)**, « ...il mio amore socialista... », *La magistratura*, vol. XXVI, n°4, avril 1972, p. 1.
- CAPALDO (Giancarlo), D'AMBROSIO (Loris), GIORDANO (Pietro), GUARDATA (Michele), MACCHIA (Alberto)**, « L'eversione di destra a Roma dal 1977 al 1983: spunti per una ricostruzione del fenomeno », in BORRACCETTI (Vittorio, dir.), *Eversione di destra, terrorismo, stragi. I fatti e l'intervento giudiziario*, Milan, Franco Angeli, 1986, pp. 198-244.
- CAPONNETTO (Antonio)**, « Il potere della mafia », in NEPPI MODONA (Guido, dir.), *Cinquant'anni di Repubblica italiana*, Turin, Einaudi, 1996, pp. 159-178.
- CASELLI (Giancarlo)**, « Iniziative giudiziarie e lotta alla criminalità organizzata e politica con particolare riferimento alla legge Reale », *Quaderni di incontro e di studio* (ed. du CSM), 1979, pp. 145-163.
- , « La questione dei pentiti », *Quaderni della giustizia*, 1981, pp. 13-18.
- , « Impegno della magistratura nella lotta al terrorismo: esperienze del passato e prospettive per il futuro », in NEPPI MODONA (Guido, dir.), *Potere e giurisdizione*, Naples, Jovene, 1985, pp. 326-331.
- , « Il ruolo dei capi », in *Magistratura Democratica*, « Un magistrato per i cittadini. Atti dell'VIII congresso nazionale di MD », *Notiziario di MD*, X, n°45, 1991, pp. 211-215.
- , « La cultura della giurisdizione », in BRUTI LIBERATI (Edmondo), CERETTI (Adolfo), GIASANTI (Alberto), dir., *Governo dei giudici. La magistratura tra diritto e politica*, Milan, Feltrinelli, 1996, pp. 118-137.
- CICALA (Mario)**, « Risposta a un appello », *La magistratura. Bolletino*, n°2, oct.-déc. 1991, p. 1.
- COIRO (Michele)**, « Ancora Gardone: il ruolo delle istituzioni », *Magistratura Democratica*, n°5, oct.-nov. 1974, pp. 10-12.



- COLOMBO (Gherardo)**, « Il nuovo ruolo del giudice: prospettive per Magistratura Democratica », *Questione Giustizia*, n°4, 1983, pp. 1001-1014.
- CONTE (Giacomo)**, « La lezione di Giovanni Falcone e Paolo Borsellino », *La magistratura*, n°2-3, avril-sept. 1992, pp. 21-23.
- CORNETTA (Mino)**, « Fino a quando ? », *Magistratura Indipendente*, n°3-4, mars-août 1991, p. 3.
- CORRADINI (Domenico)**, « Uso alternativo del diritto e ruolo del giurista », *Magistratura Democratica*, n°8-9, nov.-déc. 1973, pp. 10-11.
- DEIDDA (Baniamino)**, « La lezione di un giudice », in CLEMENTI (Franco), MANNUZZU (Salvatore), dir., *Crisi della giurisdizione e crisi della politica*, Milan, Franco Angeli, 1988, pp. 220-225.
- DEL CONTE (Claudio)**, « Accertamenti su alcuni fatti che hanno formato oggetto dell'interrogazione numero 4-1897 degli onorevoli Speranza e Ciccardini », *La magistratura*, n°4, avril 1972, p. 7.
- DELL'OSSO (Pier Luigi)**, « Riflessioni ed esperienze sul fenomeno mafioso », *Quaderni di incontro e di studi*, ed. du CSM, 1983, pp. 167-172.
- DE MARCO (Luigi)**, « Editoriale », *Notiziario di MD*, n°2, fév. 1971, p. 1.  
 —, « Petrella al senato », *Bolletino di Magistratura Democratica*, III, n°1-2, janv.-juin 1972, p. 4.
- DE MASI (Domenico)**, « Sociologia dell'organizzazione e amministrazione della giustizia », *La magistratura*, n°11-12, 1966, p. 12.  
 —, « Partecipazione di un sociologo in tema di selezione dei magistrati », *La magistratura*, n°1-3, janv.-mars 1967, p. 14.
- DE PASCALIS (Dario)**, « La formazione permanente della professionalità », *Magistratura Indipendente*, n°3-4, mai-août 1991, pp. 32-33.
- FALCONE (Giovanni)**, « Intervista-racconto », in GALLUZZO (Lucio), LA LICATA (Francesco), LODATO (Saverio), dir., *Rapporto sulla mafia negli anni '80. Gli atti dell'ufficio istruzione del tribunale di Palermo*, Palermo, Flaccovio, 1986, pp. 19-40.  
 —, « Tendenze attuali del fenomeno mafioso e problemi conseguenti », in CSM, « Problemi attuali dei procedimenti in tema di criminalità organizzata, anche in vista della riforma del codice di procedura penale. Gennaio-Febbraio 1988 », *Quaderni del Consiglio Superiore della Magistratura*, n°22, 1989, pp. 17-33.
- FALCONE (Giovanni), TURONE (Giuliano)**, « Tecniche di indagine », in CSM, « Riflessione ed esperienze sul fenomeno mafioso. Incontro della commissione per la riforma giudiziaria del CSM con i magistrati impegnati in processi contro mafiosi. Maggio - Giugno 1982 », *Quaderni di incontri e di studio* (ed. du CSM), 1983, pp. 38-71.
- FASSONE (Elvio)**, « La formazione professionale: un programme possibile (e necessario) », *Questione Giustizia*, n°2, 1992, pp. 386-409.  
 —, « Dopo la "morte annunciata", la nascita possibile di una scuola della magistratura (idee per un disegno di legge) », *Questione Giustizia*, n°4, 1994, pp. 709-733.  
 —, « Una scuola della magistratura: quali novità », *Giustizia e costituzione*, n°1-2, janv.-juin 1998, pp. 9-24.
- FERRAROTTI (Franco)**, « Lo sviluppo ordinato e omogeneo del nostro paese impone l'uscita dal formalismo », *La magistratura*, n°4-5, 1967, p. 7.

**FORTE (Francesco), LOMBARDINI (S.), CASTELLANO (Cesare), PALOMBA (G.), MARTINOLI (Gino), RADICE FOSSATI (E.), TALAMONA (M.), GRANELLI (L.), MAZZOCHI (L.), VASSALI (Giuliano),** « La giustizia nella programmazione economica », *La magistratura*, n°1-3, 1968, pp. 4-7.

**GARAVELLI (Mario),** « Il positivismo dell'UMI e le cineserie degli altri », *La magistratura*, n°9-12, sept.-déc. 1969, p. 11.

—, « Le associazioni dei magistrati. Vicende e ideologie », in GARAVELLI (Mario, dir.), *La giustizia in Italia negli anni '70*, Milan, Centro Studi Sociali, 1972, pp. 25-42.

**GRECO (Dino),** « MD e l'unità delle sinistre », *Bolletino di Magistratura Democratica*, vol. II, n°1, janv.-fév. 1971, pp. 1-2.

**Gruppo Romano di Studi,** « La prima relazione annuale del Consiglio Superiore della Magistratura », *Quale Giustizia*, vol. I, n°3, pp. 4-9.

**IOVINO (Salvatore),** « Questioni du maglia, o meglio, di cordoni », *La magistratura*, n°3-4, août 1977, p. 20.

**IPPOLITO (Franco),** « Linee di politica giudiziaria in tema di mafia e consiglio superiore della magistratura », *Questione giustizia*, n°4, 1982, pp. 871-877.

**IZZO (Giacchino),** « Rosario Livatino : una morte vana ? », *La magistratura*, n°2-4, avril-déc. 1990, p. 3.

*La magistratura*, « La giustizia nella programmazione », n°1-3, janv.-mars 1968, pp. 4-7.

—, « La lettera del ministro della ricerca scientifica a Beria di Argentine », vol. XXVI, n°4, avril 1982, p. 7.

**LORD DAVID,** « Umanizzati », *La magistratura*, XXVII, n°2-5, fév.-mai 1973, p. 8.

—, « La marcia su Torino », *La magistratura*, XXVII, n°11-12, nov.-déc. 1973, p. 11.

**MADDALENA (Marcello),** in « Dalle sezioni e sottosezioni. Notizie di vita associativa », *La magistratura*, n°1, janv.-mars 1985, pp. 118-137.

—, « Problemi attuali dei procedimenti in tema di criminalità organizzata anche in vista della riforma del Codice di procedura penale », *Quaderni del Consiglio Superiore della Magistratura*, 1989, n°22, pp. 119-121.

—, « Pannicelli caldi o fatti », *Magistratura Indipendente*, n°4-5, juil.-oct. 1990, p. 8.

—, « Una magistratura autonoma e indipendente », in BRUTI LIBERATI (Edmondo), CERETTI (Adolfo), GIASANTI (Alberto), dir., *Governo dei giudici*, Milan, Feltrinelli, 1996, pp. 99-117.

**Magistratura Democratica,** « L'assemblea nazionale di Magistratura Democratica a Bologna », *La magistratura*, déc. 1969, pp. 4-5.

—, « La giornata della giustizia », *Magistratura Democratica*, vol. II, n°1, janv.-fév. 1971, p. 6.

—, « Referendum abrogativo sui reati politici e sindacali », *Magistratura Democratica. Notiziario*, n°2, fév. 1971, pp. 10-11.

—, « Verbali dell'Assemblea di Firenze », *Magistratura Democratica. Notiziario*, n°6, nov. 1971, pp. 3-33.

—, « Verbale dell'Assemblea generale di MD del 17 ottobre 1971 a Firenze », *Magistratura Democratica. Notiziario*, n°6, nov. 1971, pp. 4-7.

—, « Psichiatria democratica », *Quale Giustizia*, n°21-22, 1973, pp. 583-583.

—, « MD da Roma a Firenze contro la restaurazione », *Magistratura Democratica*, n°1, janv. 1973, pp. 3-5.

—, « Seduta del consiglio nazionale », *Magistratura Democratica*, n°8-9, nov.-déc. 1973, pp. 1-10.

—, « Nota del tesoriere », *Magistratura Democratica*, suppl. au n°5, nov. 1974, p. 3.

- , « Documenti. Dal congresso di MD », *Quale giustizia*, n°33, 1975, pp. 379-399.
- , « Le riunioni del Consiglio Nazionale », *Magistratura Democratica*, V, n°1, fév. 1977, pp. 30-31.
- , « Osservatorio sul CSM », *Questione Giustizia*, n°3, 1982, pp. 691-713.
- , « Mafia e criminalità organizzata : l'impegno del CSM », *Magistratura Democratica*, V, n°23-24, janv. 1986, pp. 306-309.
- , « Il caso Palermo », *Magistratura Democratica*, n°40-41, janv.-juin 1990, p. 76-86.
- , « Il CSM e la professionalità », *Magistratura Democratica*, X, n°44, déc. 1991, pp. 83-100.
- , « Il CSM e la formazione professionale », *Magistratura Democratica*, X, déc. 1991, n°44, pp. 92-100.
- , « La "morte annunciata" della scuola della magistratura e la formazione professionale dei magistrati », *Magistratura Democratica. Notiziario*, n°14, oct. 1995, pp. 38-40.
- , « La commissione per il tirocinio e la formazione professionale », *Notiziario di MD*, n°17, oct. 1996, pp. 64-66.
- , « Le elezioni per il comitato direttivo centrale dell'associazione nazionale dei magistrati », *Magistratura Democratica*, 1996, pp. 16-20.
- Magistratura Indipendente**, « Allegato n°4. Documento di MI », *La magistratura. Bolletino*, juill.-sept. 1987, pp. 8-9.
- , « Il sacrificio di Rosario Livatino. Comunicato stampa di MI del 22 settembre 1990 », *Magistratura Indipendente*, II, n°4-5, juil.-déc. 1990, p. 4.
- MAMMONE (Giovanni)**, « 1945-1969. Magistrati, associazione e correnti nelle pagine de *La magistratura* », in suppl. *La magistratura*, 1995, pp. I-XVI.
- MARTINOLI (Gino)**, « Magistratura e organizzazione », *La magistratura*, n°5-7, 1966, p. 8.
- MARZACHI (Francesco)**, « Proviamo a rifondare l'ANM », *La magistratura*, n°1, janv.-mars 1985, p. 3.
- MASTROPAOLO (Fulvio)**, « Occorre una buona volta convincerci che il paese non sa che farsene di magistrati reggicartello », *Quaderni di Giustizia e Costituzione*, vol. I, n°1, 1970, pp. 32-38.
- MAZZAMUTO (Nicola)**, « Un incontro con Paolo Borsellino », *Magistratura Indipendente*, n°4-6, juil.-déc. 1993, p. 14.
- MELE (Vittorio)**, « Per non dimenticare », *La magistratura*, n°2-4, avril-déc. 1990, p. 28.
- OLIVARES (Armando)**, « Il ruggetto del tempo », *La magistratura*, n°4-5, avril-mai 1970, p. 6.
- , « La ballata di Rigoletto », *La magistratura*, vol. XXV, n°7-8, déc. 1971, p. 1.
- ONORATO (Pierluigi)**, « Gardone : un convegno come alternativa ? », *Magistratura Democratica*, n°5, oct.-nov. 1974, pp. 8-9.
- PACIOTTI (Elena)**, « La tecnologia al servizio dell'amministrazione della giustizia », *La magistratura*, n°1-3, 1968, p. 16.
- , « Il convegno di sociologia del diritto », *La magistratura*, n°11-12, 1968, p. 9.
- , « Ordine pubblico e criminalità », *Magistratura Democratica*, III, n°2, avril 1975, pp. 6-7.
- , « Cronache della magistratura », *Questione giustizia*, n°1, 1982, pp. 179-185.
- , « La questione dei dirigenti degli uffici giudiziari », *Questione giustizia*, n°4, 1983, pp. 1014-1024.
- PAJARDI (Piero)**, « La selezione negativa e attitudinale dei magistrati », *La magistratura*, n°9, 1967, p. 7.
- , « Tentativi di chiarimenti : tutti falliti », *Quaderni di Giustizia e Costituzione*, vol. I, n°1, 1970, pp. 15-19.

- , « La selezione dei magistrati », in GARAVELLI (Mario, dir.), *La giustizia in Italia negli '70*, Milan, Centro Studi Sociali, 1972, pp. 149-168.
- PARZIALE (Ippolito), « Reclutamento e formazione professionale dei magistrati », *Documenti Giustizia*, n°9-10, sept.-oct. 1973, pp. 1651-1954.
- PEPINO (Livio), « Consiglio Superiore e associazionismo della magistratura », *La magistratura*, 1994, pp. 6-7.
- PERLETETTI (Camillo), « Lettera a collega Piero sulla selezione attitudinale », *La magistratura*, n°1-3, janv.-mars 1968, p. 14.
- PICONE (Filippo), « Ricordo di un amico », *Magistratura Indipendente*, n°1-3, janv.-juin 1994, pp. 22-23.
- PROVIDENTI (Franco), « Si finisce con lo strumentalizzare la più bella realtà del nostro paese che è la domanda di partecipazione », *Quaderni di giustizia e Costituzione*, vol. I, n°1, 1970, pp. 45-48.
- RAMAT (Marco), « MD e le colonne d'Ercole », *Bolletino di Magistratura Democratica*, I, n°1, sept.-oct. 1970, p. 2.
- , « Perché Magistratura Democratica », *Bolletino di Magistratura Democratica*, II, n°2-3, mars-juin 1971, p. 3.
- , « La sinistra per la giustizia », *Quale Giustizia*, n°11-12, 1971, pp. 490-492.
- , « La parte di Magistratura Democratica contro la restaurazione », *Magistratura Democratica*, n° spécial, 1973, pp. 1-7.
- , « Il Congresso di MD », *Quale Giustizia*, n°19, 1973, pp. 1-5.
- , « La precisione di Ramat », *Magistratura Democratica*, n°4-6, juin-août 1973, p. 3.
- , « La crisi della sinistra e noi », *Magistratura Democratica*, n°8-9, nov.-déc. 1973, p. 12.
- , « Dove va l'associazione nazionale magistrati ? », in RAMAT (Marco, dir.), *Storia di un magistrato. Materiale per una storia di Magistratura Democratica*, Rome, Il Manifesto, 1986, pp. 101-106.
- , « Una piccola storia in una grande storia », in RAMAT (Marco, dir.), *Storia di un magistrato. Materiale per una storia di Magistratura Democratica*, Rome, Il Manifesto, 1986, pp. 7-30.
- , « Gli "spiccioli" di MD », in CLEMENTI (Fabrizio), MANNUZZU (Salvatore), dir., *Crisi della giurisdizione e crisi della politica*, Milan, Franco Angeli, 1988, pp. 311-366.
- RODIGHERO (Giacomo), « Elaborazione di un capitolato d'indagine per singoli tipi di reato », in CSM, « Corso di aggiornamento sulle tecniche di indagine "Giovanni Falcone" », *Quaderni del CSM*, 1993, n°61, vol. 1, pp. 83-123.
- ROSSI (Agnello), « Per un nuovo statuto professionale del magistrato », *Questione giustizia*, n°2, 1992, pp. 410-427.
- ROSSI (Agnello), VENEZIANO (Giuseppe), « Documento D », *La magistratura. Bolletino*, suppl. n°1, janv.-mars 1989, pp. I-LV.
- SABATINI (Carlo), « Quasi un anno fa... », *La magistratura*, 1994, pp. 39-40.
- SALERNO (Gaspere), « Andare avanti o tornare indietro », *La magistratura*, n°3-4, avril-juin 1978, p. 33.
- SCARPINATO (Roberto), « La radicale incompatibilità tra il nuovo processo penale e la repressione della criminalità mafiosa », in PEPINO (Livio), ROSSI (Agnello), dir., *Democrazia in crisi e senso della giurisdizione*, Milan, Franco Angeli, 1993, pp. 205-209.

**SCIACCHITANO (Giusto)**, « Il nuovo processo penale e la criminalità organizzata », *Magistratura Indipendente*, n°3-4, mai-août 1991, pp. 25-26.

**SENESE (Salvatore)**, « Tensione ideale, vigilanza critica e forte professionalità, per un ruolo democratico della giurisdizione », in PALOMBARINI (Giovanni, dir.), *Trasformazioni sociali e ruolo della magistratura. Atti del VIIo congresso nazionale*, Rimini, Maggioli, 1988, pp. 503-518.

**Sezione Ligure di MD**, « Documenti. Dal congresso di MD », *Quale Giustizia*, n°33, 1975, pp. 379-399.

**Sezione Piemontese di MD**, « Relazione del gruppo piemontese », *Magistratura Democratica. Notiziario*, n°5, oct. 1971, pp. 21-23.

—, « MD nel dibattito sulla giustizia », *Magistratura Democratica*, n°1, fev. 1977, pp. 12-16.

**Sezione Toscana di MD**, « Referendum abrogativo dei reati di opinione », *Bolletino di Magistratura Democratica*, n°2, oct.-nov. 1970, pp. 1-3.

—, « Esperienze del gruppo toscano », *Magistratura Democratica. Notiziario*, n°2, fév. 1971, pp. 11-12.

—, « Relazione del gruppo toscano », *Magistratura Democratica. Notiziario*, n°5, oct. 1971, pp. 28-31.

**TERRACINI (Umberto)**, « Lettera al presidente del comitato per l'abrogazione dei reati di opinione », *Magistratura Democratica. Notiziario*, n°2, fév. 1971, p. 11.

**Unità per la Costituzione**, « Unità per la Costituzione : tre anni di governo associativo », *La magistratura*, n°3, juil.-sept. 1983, p. 7-11.

**VERARDI (Carlo-Maria)**, « Scuola della magistratura o aggiornamento professionale ? », *Questione giustizia*, n°2, 1999, pp. 253-272.

**Verdi**, « Documento approvato a Roma il 17 aprile 1988 dal gruppo dei "Verdi" », *La magistratura. Bolletino*, n°1, janv.-mars 1988, pp. 17-18.

—, « Lettera agli elettori », *La magistratura*, n°1, janv.-mars 1990, pp. 38-39.

—, « Programma di Movimento per la giustizia - Proposta '88 », *La magistratura*, n°1, janv.-mars 1990, pp. 40-47.

—, « Programma elettorale », *La magistratura*, janv.-mars 1992, n°1, pp. 36-37.

**VIGNA (PierLuigi)**, « Il pubblico ministero », in Consiglio Superiore della Magistratura, « Incontri di studio sul nuovo codice di procedura penale », *Quaderni del Consiglio Superiore della Magistratura*, n°24, sept. 1989, pp. 57-66.

—, « Alcuni procedimenti del futuro processo penale in rapporto ai procedimenti in tema di criminalità organizzata », in CSM, « Problemi attuali dei procedimenti in tema di criminalità organizzata, anche in vista della riforma del codice di procedura penale », *Quaderni del Consiglio Superiore della Magistratura*, n°22, 1989, pp. 58-85.

**ZAGREBELSKI (Vladimiro)**, « ANM e CSM : cambiare per vivere », *La magistratura*, n°1, janv.-mars 1984, pp. 15-16.

—, « Ricominciare », *La magistratura*, suppl. n°1, 1988, pp. 35-36.

**ZANCHETTA (Pierluigi)**, « La "superprocura", cheval de troie de l'exécutif », *Justice*, n°134, juin 1992, pp. 7-8.

## □ *Procès-verbaux et Documents officiels*

Consiglio Superiore della Magistratura, « Costituzione di una commissione speciale per la riforma giudiziaria e per l'amministrazione della giustizia », *Notiziario CSM*, vol. 9, n°2, 1<sup>re</sup> fev. 1969, pp. 28-29.

—, « Ufficio tempi e metodi », *Notiziario CSM*, vol. 9, n°2, 1<sup>re</sup> fev. 1969, p. 28.

—, « Realtà sociale e amministrazione della giustizia. Relazione annuale sullo stato della giustizia », Rome, (Ed. du CSM), 1970.

—, « Realtà sociale e amministrazione della giustizia », *Notiziario CSM*, n°1, 1970, pp. 7-10.

—, « Rassegna stampa e relazione annuale », *Il CSM - Rassegna mensile*, n°1, 1971, pp. 167-196, et n°2, pp. 442-449.

—, Circulaire n°2450 du 19 mai 1977, *Notiziario CSM*, n°8, 1977, p. 3.

—, « Iniziative giudiziarie e lotta alla criminalità organizzata e politica con particolare riferimento alla legge Reale. 1978 », *Quaderni di incontri e di studio* (ed. du CSM), 1979.

—, « Criteri per stabilire un piano di intervento diretto a fronteggiare l'esodo dei magistrati da aree geografiche e da uffici particolarmente interessati dalla criminalità e dal terrorismo », *Notiziario CSM*, n°17, 31 ottobre 1979, pp. 1-9.

—, « Incontro di studio per gli uditori giudiziari vincitori del concorso indetto con D.M., 1 luglio 1978. Programma e nomina dei relatori », *Notiziario CSM*, n°7, 15 mai 1980, p. 9.

—, « Incontro di studio per gli uditori giudiziari nominati con D.M., 13 maggio 1981. Programma e nomina dei relatori », *Notiziario CSM*, n°10, 31 mai 1981, p. 19.

—, « Tirocinio degli uditori giudiziari nominati con D.M., 13 maggio 1981 : direttive per lo svolgimento », *Notiziario CSM*, n°10, 31 mai 1981, pp. 16-21.

—, « Compiti della magistratura nella lotta al terrorismo ed esame del parere della legge sui pentiti », *Notiziario CSM*, n°4, 31 mars 1982, p. 11.

—, « Riunione della CSM sul problema della lotta alla mafia e alla criminalità organizzata - documento predisposto dai partecipanti », *Notiziario del CSM*, n°6, 15 mai 1982, pp. 3-5.

—, « Compiti della lotta contro la criminalità organizzata », *Notiziario CSM*, n°11, 30 septembre 1982, p. 3.

—, « Riflessioni ed esperienze sul fenomeno mafioso. Incontro della Commissione per la riforma giudiziaria del CSM con i magistrati impegnati in processi contro mafiosi. Maggio-giugno 1982 », *Quaderni di incontri e di studio* (ed. du CSM), 1983.

—, « La legge 13 settembre 1982 n°646. Problemi interpretativi e applicativi. Dicembre 1982 », *Quaderni di incontri e di studio* (ed. du CSM), 1983.

—, « Verbale della seduta straordinaria del 26 gennaio 1983 del CSM tenutosi a Palermo a seguito dell'assassinio del magistrato Gian Giacomo Ciaccio Montalto », *Notiziario CSM*, 21 juill. 1983, n°spécial, pp. 3-21.

—, « Relazione del Consiglio Superiore della Magistratura per l'inaugurazione dell'anno giudiziario 1984 », *Notiziario CSM*, n°17, 31 décembre 1983, pp. 3-8.

—, « Inaugurazione dell'anno giudiziario 1983 », *Notiziario CSM*, n°15, 30 décembre 1985, pp. 3-4.

—, « Criteri per la nomina dei componenti della commissione esaminatrice del concorso per esami di uditore indetto con D.M., 10 febbraio 1984 », *Notiziario CSM*, mai 1984, pp. 5-6.

—, « Lotta alla criminalità organizzata di tipo mafioso. Problemi emersi nell'esperienza giudiziaria circa la posizione degli autori di delitti che collaborano con l'autorità. Proposte operative. Maggio 1984 », *Quaderni di incontri e di studio* (ed. du CSM), 1985.

—, « Problematiche sulla trattazione dei processi di strage. Maggio 1985 », *Quaderni del Consiglio Superiore della Magistratura*, n°3, 1986.

—, « Ricerca, acquisizione e valutazione della prova. Giugno 1986 », *Quaderni del Consiglio Superiore della Magistratura*, n°5, 1986.

—, « Estratto del verbale della seduta antimeridiana del 9 ottobre 1986 concernente i criteri di massima per la nomina dei componenti della Commissione esaminatrice del concorso per uditore giudiziario », *Notiziario CSM*, n°4, 15 mars 1987, pp. 31-36.

—, « Iniziative di aggiornamento professionale in relazione alla prossima entrata in vigore del nuovo codice di procedura penale », *Notiziario CSM*, n°6, 15 avril 1988, pp. 2-3.

- , « Metodologie e strumenti per le indagini bancarie e patrimoniale », *Quaderni del Consiglio Superiore della Magistratura* (ed. du CSM), n°19, 1988.
- , « Iniziative di aggiornamento professionale in relazione alla prossima entrata in vigore del nuovo codice di procedura penale », *Quaderni del Consiglio Superiore della Magistratura* (ed. du CSM), n°20, 1988.
- , « Legge sulla dissociazione. Attuale fase del terrorismo. Riflessioni e valutazioni. Maggio 1987 », *Quaderni del Consiglio Superiore della Magistratura*, n°14, 1988.
- , « Problemi attuali dei procedimenti in tema di criminalità organizzata, anche in vista della riforma del codice di procedura penale. Gennaio-Febbraio 1988 », *Quaderni del Consiglio Superiore della Magistratura*, n°22, 1989.
- , « Incontri di studio sul nuovo codice di procedura penale », *Quaderni del Consiglio Superiore della Magistratura*, n°24, sept. 1989.
- , « Relazione sull'incontro con i magistrati degli uffici di procura relativa al nuovo codice di procedura penale ed ai procedimenti di criminalità organizzata », *Notiziario CSM*, juin 1990, pp. 3-14.
- , « Estratti dei verbale delle sedute del 13 febbraio 1991 e del 14 febbraio 1991 riguardanti la pratica concernente le indicazioni di massima sull'attività del gruppo di lavoro per gli interventi del CSM relativi alle zone più colpite dalla criminalità organizzata », *Notiziario CSM*, n°9, 1991, pp. 107-119.
- , « Corsi di aggiornamento sulle tecniche di indagine "Giovanni Falcone". 1991-1992 », *Quaderni del Consiglio Superiore della Magistratura*, n°61, 6 vol., 1993.
- , « Estratto del verbale della seduta antimeridiana del 30 ottobre 1992 relativa alla discussione circa il conferimento dell'ufficio direttivo di procuratore nazionale antimafia », *Notiziario CSM - Verbali consigliari*, n°8, 1993, pp. 16-120.
- , « Estratto del verbale della seduta antimeridiana del 17 dicembre 1992 relativa al conferimento dell'ufficio direttivo di Procuratore della Repubblica presso il tribunale di Palermo al dott. Giancarlo Caselli », *Notiziario CSM*, n°9, 1993, pp. 97-115.
- , « Estratto del verbale della seduta pomeridiana del 13 aprile 1994 relativa all'individuazione di procedure e criteri per la scelta dei magistrati da collocare fuori ruolo per essere destinati all'ufficio studi del CSM », *Notiziario CSM. Verbali consigliari*, n°8, 1994, pp. 255-269.
- , « Estratti del verbale della sedute (antimeridiana e pomeridiana) del 21 luglio 1994 relativamente al rilievo della Corte dei Conti riguardante il D.P. che approva la convenzione tra il Ministero di Grazia e Giustizia ed il Consiglio Superiore della Magistratura per l'attuazione sperimentale di una struttura di formazione professionale dei magistrati », *Notiziario CSM*, n°9, 1994, pp. 158-192.
- , « Relazione al Parlamento sullo stato della giustizia per l'anno 1994. Reclutamento e formazione professionale dei magistrati », *Quaderni del Consiglio Superiore della Magistratura*, n°68, juin 1994.
- , « Programma dei corsi di formazione permanente e aggiornamento professionale per i magistrati », *Quaderni del Consiglio Superiore della Magistratura*, XI, n°82, 1996.
- , « Decimo corso di aggiornamento sulle tecniche di indagine "Giovanni Falcone" », *Programma dei corsi di formazione e di aggiornamento professionale 1997*, 1996, pp. 23-24.
- , « Estratto del verbale della seduta antimeridiana dell'8 novembre 1996 relativamente al conferimento dell'incarico direttivo di Procuratore Nazionale Antimafia », *Notiziario CSM. Verbali Consiliari*, 1997.
- , « Estratto del verbale della seduta pomeridiana del 25 settembre 1996 relativamente alla pratica della Nona commissione avente ad oggetto "Individuazione per la composizione del comitato scientifico per l'attività di formazione professionale per gli uditori e di specializzazione per i magistrati, di un magistrato esperto in materia civile e di tre magistrati in materia penale" », *Notiziario CSM, Verbali consiliari*, 1997.

**Ministerio di grazia e di giustizia, Per un osservatorio sulla giustizia. Primo rapporto : il personale giudicante**, Rome, Tip.D.Denti, 1974.

## □ Archives

### Archives de Romano Canosa

- « Magistratura Democratica », ronéo., 1965, 3 p., 3C (organigramme de MD).
- Comitato Studi di MD, « Principi ispiratori di MD », ronéo., 1965, 2 p., 19bis D (manifeste sur les principes fondamentaux de MD).
- « Prima riunione della commissione per la selezione attitudinale dei magistrati », *Magistratura Democratica*, ronéo., 8 juill. 1966, 6 p., 35D (procès verbal de la réunion).
- **MENEGHELLO (Bruno)**, « Ancora in tema di selezione attitudinale dei magistrati », ronéo., non daté (1966), 3 p., doc. n°8, 34D.
- **BERIA (Adolfo)**, « Suggerimenti per la campagna elettorale per il C.D.C. », ronéo., non daté (1967), 4 p., 12E (arguments pour la campagne, adressés aux militants de MD).
- « Notiziario », ronéo., 1968, 8 p., 14/2C (compte-rendu de l'assemblée générale de MD à Varese).
- Comitato direttivo di MD, « Comunicazioni relative a l'assemblea di Magistratura Democratica », ronéo., non daté (1968), 1 p., 14/4C.
- **NEPPI MODONA (Guido)**, Lettre à un collègue correspondant du centre de recueil de la jurisprudence, ronéo., non daté (1969), 1 p., 14/3C (description du travail du centre).
- **PACIOTTI (Elena)**, **PETRELLA (Generoso)**, « Comunicazione per l'assemblea bolognese di MD. 25-29 gennaio 1969 », ronéo., non daté (1969), 4 p., 4HC (motion pour l'assemblée).
- **BERIA (Adolfo)**, **CASADEI MONTI (Piero)**, **CREMONINI (Arnaldo)** et al., Lettre de démission de Magistratura Democratica, ronéo., 20 déc. 1969, 2 p., 9HC.
- **Magistratura Democratica**, « Elenco nominativo MD », ronéo., 1971, 3 p., 2C.
- **BRANCA (Giuseppe)**, Lettre au président de la République et au vice-président du CSM, ronéo., 7 juillet 1971, 5 p., 38/4E (lettre de soutien à Adolfo Beria).
- **PULITANO (Domenico)**, « La proposta politica di MD e la giurisprudenza alternativa », ronéo., 1973, 11 p., 7F (texte pour l'Assemblée de MD à Florence).

### Archives de Marco Ramat

- « Verbale dell'Assemblea Generale degli aderenti a Magistratura Democratica », *Bollettino d'informazione*, ronéo., mars 1965, 6 p., non classé.
- **GOVERNATORI (Federico)**, « Ai colleghi della commissione di MD. Appunti per una rivista », ronéo., 1965, 3 p., non classé (projet de revue).
- **GOVERNATORI (Federico)**, « Appunti per la rivista (II) », ronéo., 20 août 1965, 4 p., non classé.



- **BERIA (Adolfo), ZUMIN (Eugenio)**, Lettre de convocation à l'assemblée générale de MD à Pérouse, *Magistratura Democratica*, ronéo., 16 octobre 1965, 1 p., non classé.
- « *Assemblea sul tema : la selezione attitudinale. 13-14 novembre 1965 – Perugia* », *Magistratura Democratica*, ronéo., 1965, 13 p., non classé (procès-verbal de la réunion).
- **SCIACCHITANO (Roberto)**, Lettre à Marco Ramat, 19 décembre 1968, 2 p., non classé (lettre à la veille de l'assemblée générale de MD à Bologne).
- **MARTESCELLI (V.), LABRIOLA (S.)**, Lettre aux membres de la commission Justice du PSI, mars 1970, 1 p., non classé.
- **Associazione italiana giuristi democratici**, « *Relazione del direttivo* », 1973, 6 p., non classé, (bilan de l'activité de l'association).
- **CODIGNOLA (Tristano)**, Lettre définissant le projet du cercle Rosselli, 28 février 1973, 3 p., non classé.
- **BALZAMO (Vincenzo)**, « *Informativa generale* », ronéo., circulaire n°2, 15 janvier 1973, 1 p., non classé (lettre aux membres de la « section des problèmes de l'Etat » du PSI).
- **PALOMBARINI (Giovanni)**, Assemblée de Vérone, ronéo., 10 février 1973, 6 p., non classé (motion pour l'assemblée).
- **LANDOLFI (Lando)**, Lettre du Secrétaire de la section toscane de l'association des juristes démocrates à ses membres, ronéo., 16 avril 1974, 1 p., non classé (bilan du travail de la section).
- **Sezione Problemi dello Stato del PSI**, « *Convegno* », ronéo., 19 juillet 1974, 1 p., non classé.
- **RAMAT (Marco) et al.**, Lettre des membres de la commission Justice du PSI à son responsable Giovanni Locatelli, ronéo., 30 avril 1976, 2 p., non classé.
- **LOCATELLI (Giovanni)**, Lettre aux membres de la Commission Justice du PSI, ronéo., 16 juillet 1976, 2 p., non classé.
- **BALZAMO (Vincenzo)**, Lettre aux membres de la Section des problèmes de l'Etat du PSI, ronéo., 13 octobre 1976, 1 p., non classé.

## 2. LES CONSTRUCTIONS SAVANTES DU JUDICIAIRE

### □ *Ouvrages*

ANCEL (Marc), *La défense sociale nouvelle. Un mouvement pour une politique criminelle humaniste*, Paris, Cujas, 1954.

—, *La défense sociale*, Paris, P.U.F., 1985.

ARLACCHI (Pino), *Mafia et compagnies. L'éthique mafieuse et l'esprit du capitalisme*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1986.

—, *Les hommes du déshonneur. La stupéfiante confession du repentant Antonio Calderone*, Paris, Albin Michel, 1992.

—, *Addio Cosa Nostra. La vita di Tommaso Buscetta*, Milan, Rizzoli, 1994.

—, *Il processo. Giulio Andreotti sotto accusa a Palermo*, Milan, Rizzoli, 1995.

*Aspects nouveaux de la pensée juridique. Recueil d'études en hommage à Marc Ancel*, Paris, Pédone, 1975.

BARCELLONA (Pietro), *L'uso alternativo del diritto. I. Scienza giuridica e analisi marxista. II. Ortodossia giuridica e pratica politica*, 2 vol. Bari, Laterza, 1973.

BARCELLANO (Pietro), COTTURRI (Giuseppe), *Stato e giuristi tra crisi e riforma*, Bari, De Donato, 1974.

BESSONE (Mario), TARELLO (Giovanni), *Intervista a G. Tarello. Sullo stato dell'organizzazione giuridica*, Bologne, Zanichelli, 1979.

CANOSA (Romano), *La polizia dal 1945 ad oggi*, Milan, Feltrinelli, 1995.

—, *Storia della magistratura in Italia*, Milan, Baldini e Castoldi, 1996.

CANOSA (Romano), FEDERICO (Pietro), *La magistratura in Italia dal 1945 ad oggi*, Bologne, Il Mulino, 1974.

CASELLI (Giancarlo), LAUDI (Maurizio), MILETTO (Pietro), PERDUCA (Alberto), *La dissociazione dal terrorismo*, Milan, Giuffré, 1989.

CASSESE (Sabino), *Cultura e politica del diritto amministrativo*, Bologne, Il Mulino, 1969.

CASTELLANO (Cesare), PACE (Carlo), PALOMBA (Giuseppe), *L'efficienza della giustizia italiana e i suoi effetti economico-sociali*, Bari, Laterza, 1968.

CHIAVARO (Mario), *La riforma del processo penale*, Turin, UTET, 1990.

CHIODI (Giulio), *La giustizia amministrativa nel pensiero di Silvio Spaventa*, Bari, Laterza, 1969.

CIRESE (V.), BERTUCCI (V.), *The new Italian criminal procedure for foreign jurists*, Rome, Exen S.R.L. Italia, 1993.

CONSO (Giovanni), BARGIS (Marta), *Glossario della nuova procedura penale*, Milan, Giuffré, 1992.

COTTURI (Giuseppe), *Diritto eguale e società di classi. Per una critica dei manuali tradizionali*, Bari, De Donato, 1972.

CRISAFULLI (Vezio), PALADIN (Livio), *Commentario breve alla costituzione*, Padoue, Cedam, 1990.

- DAGA (Luigi), *Il consiglio superiore della magistratura*, Naples, Jovene, 1973.
- DI FEDERICO (Giuseppe), *La giustizia come organizzazione: il reclutamento dei magistrati*, Bari, Laterza, 1968.  
 —, *La giustizia come organizzazione: la Corte di Cassazione*, Bari, Laterza, 1969.
- DOGLIANI (Mario), *Interpretazione della Costituzione*, Milan, Franco Angeli, 1982.
- GIUGNI (Gino), MANCINI (Federico), dir., *La disciplina dei licenziamenti nell'industria italiana (1950-1964)*, Bologne, Il Mulino, 1968.
- FERRAIOLI (Luigi), *Diritto e ragione: teoria del garantismo penale*, Bari, Laterza, 1989.  
 —, *La cultura giuridica nell'Italia del novecento*, Bari, Laterza, 1999.
- FERRARI (Giuseppe), *Soliloquio sulla magistratura*, Rome, Bulzoni, 1984.
- LAUDI (Maurizio), *I casi di non punibilità dei terroristi 'pentiti'*, Milan, Giuffré, 1983.  
 —, *Terroristi pentiti e liberazione condizionale*, Milan, Giuffré, 1984.
- LEONARDI (Franco), *Il cittadino e la giustizia*, Padoue, Marsilio, 1968.
- LIPARI (Nicola, dir.), *Diritto privato. Una ricerca per l'insegnamento*, Bari, Laterza, 1974.
- LORENZONI (Fabio), SCHIAVONE (Aldo), dir., *Democrazia e diritto. I compiti attuali della cultura giuridica marxista*, Bari, De Donato, 1975.
- MADDALENA (Marcello), *Le circostanze attenuanti per i terroristi pentiti*, Milan, Giuffré, 1983.
- MARANINI (Giuseppe, dir.), *Magistratura e funzionari*, Milan, Comunità, 1962.
- MINNA (Rosario), *La mafia in cassazione*, Florence, La Nuova Italia, 1995.
- NANULA (Gaetano), *La lotta alla mafia: strumenti giuridici, strutture di coordinamento, legislazione vigente*, 4<sup>ème</sup> édition, Milan, Giuffré, 1999.
- NAPOLETANO (Vincenzo, dir.), *Dizionario bibliografico delle riviste giuridiche italiane*, Milan, Giuffré, (annuel).
- PIZZORUSSO (Alessandro), *L'organizzazione della giustizia italiana*, Turin, Einaudi, 1990.
- RASSAT (Michèle-Laure), *Procédure pénale*, Paris, P.U.F., 1990.
- RESTA (Eligio), *Conflitti sociali e giustizia*, Bari, De Donato, 1977.
- RODOTA (Stefano), *Ideologie e tecniche della riforma del diritto civile*, Macerata, 1967.
- SCARPELLI (Umberto), TOMEIO (Vincenzo), dir., *Società, norme, e valori. Studi in onore di Renato Treves*, Milan Giuffré, 1984.
- TARELLO (Giovanni), *Teorie e ideologie nel diritto sindacale*, Milan, 1967.
- TOMEIO (Vincenzo), *Il giudice e lo schermo. Magistratura e polizia nel cinema italiano*, Bari, Laterza, 1973.

- TREVES (Renato)**, *La sociologia del diritto. Problemi e ricerche*, Milan, Comunità, 1966.  
 —, *Nuovi sviluppi della sociologia del diritto*, Milan, Comunità, 1968.  
 —, *Giustizia e giudici nella società italiana*, Bari, Laterza, 1972.  
 —, *Introduzione alla sociologia del diritto*, Turin, Einaudi, 1977, pp. 196-204.  
 —, *La sociologia del diritto oggi*, Naples, Guida Editori, 1982.  
 —, *Sociologia del diritto. Origine, ricerche, problemi*, Turin, Einaudi, 1987.  
 —, *Sociologia e socialismo*, Milan, Franco Angeli, 1991.

**TREVES (Renato), FERRARI (Vincenzo), dir.**, *L'insegnamento della sociologia del diritto*, Milan, Comunità, 1976.

**TURONE (Giuliano)**, *Le associazioni di tipo mafioso*, Milan, Giuffrè, 1984.

### □ *Articles*

**ALBEGGIANI**, note de jurisprudence sur l'ordonnance de renvoi « Abbate + 706 » du 8 novembre 1985, *Foro italiano*, 1986, II, p. 180-183.

**ARLACCHI (Pino)**, « The mafioso : from man of honour to entrepreneur », *The new left review*, n°118, 1979, pp. 53-72.

**ASCOLI (Luciano)**, « Tendenze interpretative della costituzione italiana », *Democrazia e diritto*, n°2, 1961, pp. 187-208.

**Avanguardia Operaia**, « Il diritto non è neutrale », *Avanguardia Operaia*, 7 mars 1973.

**BARBANO (Filippo)**, « Prima e nuova sociologia in Italia », *Quaderni di sociologia*, n°4-5, 1985, pp. 11-52.

**BERIA (Adolfo)**, « La prima relazione annuale del Consiglio Superiore della Magistratura nel quadro della garanzie costituzionale », *Foro Italiano*, V, 1970, pp. 36-42.

**BERLINGUER (Luigi), et al.**, « Editoriale », *Democrazia e diritto*, I, n°1, 1973, pp. 5-10.

**BERTONI (Raffaele)**, « Magistrati e avvocati : professioni a confronto », *Giustizia penale*, I, 1994, pp. 25-32.

**BRUTI LIBERATI (Edmondo), GALASSO (Alfredo)**, « Funzioni del Consiglio Superiore della Magistratura e proposte di riforma », *Democrazia e diritto*, 1985, pp. 37-73.

**CALABRO (Maria Antonietta)**, « Il porto delle nebbie », *Micromega*, 1994, pp. 89-98.

**CALAMANDREI (Piero)**, « Il giudice e lo storico », *Rivista di diritto processuale civile*, n°1, 1939, pp. 105-128.

**CASELLI (Giancarlo), PERDUCA (Alberto)**, « Commento dell'articolo 2 della legge n°304 del 1982 », *Legislazione penale*, 1982, pp. 558-570.

—, « Commento dell'articolo 4 della legge n°304 del 1982 », *Legislazione penale*, 1982, pp. 570-581.

—, « Terrorismo e reati associati : problemi e soluzioni giurisprudenziali », *Giurisprudenza italiana*, IV, 1982, pp. 209-240.

CASSESE (Sabino), « La statistica nell'amministrazione pubblica (storia e problemi attuali) », *Rivista trimestriale di diritto pubblico*, n°2-3, 1979, pp. 545-567.

CASSESE (Sabino), CONTI (P.), RODOTA (Stefano), CRAVERI (Pietro), SPANTIGATI (Federico), « Sul riordinamento della facoltà di giurisprudenza », *Foro Italiano*, V, 1965, pp. 22-29.

Cellula di giurisprudenza, « Per una critica dei ruoli tradizionali », in VACCA (Giuseppe, dir.), *PCI, Mezzogiorno e intellettuali*, Bari, De Donato, 1973, pp. 263-266.

COLOMBO (Gherardo), « The new code of criminal procedure », in SABETTI (Filipo), CATANZARO (Raimondo), dir., *Italian politics: a review*, Londres, Pinter's Publishers, 1991, pp. 55-67.

CONSO (Giovanni, dir.), « Materiali di consultazione », in LAUDI (Maurizio), *I casi di\* non punibilità dei terroristi 'pentiti'*, Milan, Giuffré, 1983, pp. 149-407.

—, « Materiali di consultazione », in TURONE (Giuliano), *Le associazione di tipo mafioso*, Milan, Giuffré, 1984, pp. 213-297.

CONSO (Giovanni), « Precedenti storici ed iter della legge n°108 del 1974 », in CONSO (Giovanni), GREVI (Vittorio), NEPPI MODONA (Guido), dir., *Il nuovo codice di procedura penale*, Padoue, Cedam, 1989, vol. 1, pp. 3-75.

—, « L'iter della legge n°81 del 1987 », in CONSO (Giovanni), GREVI (Vittorio), NEPPI MODONA (Guido), dir., *Il nuovo codice di procedura penale*, Padoue, Cedam, 1989, vol. 2, pp. 3-112.

—, « La criminalità organizzata nel linguaggio del legislatore », *Giustizia Penale*, III, 1992, pp. 385-392.

CORSO (Piermaria), « Codice di procedura penale e criminalità organizzata », in CORSO (Piermaria), INSOLERA (Gaetano), STORTONI (Luigi), dir., *Mafia e criminalità organizzata*, vol. 1, pp. 113-164.

*Democrazia e Diritto*, I, n°1, 1960, pp. 3-4, « Presentazione ».

—, I, n°1, 1973, pp. 207-208, « Il diritto alternativo ».

DI FEDERICO (Giuseppe), « L'uso di strumenti elettronici nell'amministrazione della giustizia », *Rivista di diritto e procedura civile*, n°2, 1966, pp. 624-636.

FASSONE (Elvio), « Una scuola di indagine per i pubblici ministeri », *Foro Italiano*, V, 1992, pp. 60-63.

FERRAIOLI (Luigi), « Intervento », in BARCELLONA (Pietro, dir.), *L'uso alternativo del diritto*, vol. 1, Bari, Laterza, 1973, pp. 287-294.

FERRARI (Vincenzo), « La sociologia del diritto nell'università critica », in TREVES (Renato), FERRARI (Vincenzo), dir., *L'insegnamento della sociologia del diritto*, Milan, Comunità, 1976, pp. 333-346.

—, « Riflessioni sulla sociologia del diritto », *Sociologia del diritto*, n°3, 1983, pp. 7-20.

FERRARI (Giuseppe), « Consiglio Superiore della Magistratura », in *Enciclopedia giuridica*, Rome, Treccani, 1988, pp. 1-40.

FIANDACA (Giovanni), « La mafia come ordinamento giuridico. Utilità e limiti di un paradigma », *Foro Italiano*, 1995, V, 3, pp. 21-28.

—, note sous Cour d'assises de Caltanissetta, 24 juillet 1984, *Rabito e altri*, *Foro Italiano*, II, 1985, pp. 10-14.

**FIANDACA (Giovanni), ALBEGGIANI**, note sous *Abbate et alii*, cour d'assises de Palerme, 16 décembre 1987, et sous Cour de Cassation, section I pénale, 23 novembre 1988, *Foro Italiano*, II, 4, 1989, pp. 77-86.

**FIANDACA (Giovanni)**, note sous Cour de cassation, 1<sup>re</sup> section, *Abbate e altri*, 30 janvier 1992, *Foro Italiano*, 1993, II, pp. 15-21.

**FIANDACA (Giovanni), GROSSO (Carlo Federico), PROTO PISANI (Andrea)**, « Osservatorio del Consiglio Superiore della Magistratura (luglio-novembre 1994) », *Foro Italiano*, 1995, V, pp. 5-14.

**GALASSO (Alfredo)**, « Il ruolo del CSM nella lotta alla mafia », in **FIANDACA (Giovanni), COSTANTINO (Salvatore)**, dir., *La legge antimafia, tre anni dopo*, Milan, Franco Angeli, 1986, pp. 259-277.

**GANDINI (Pierluigi)**, « I magistrati democratici alla ricerca di una strategia », *L'Unità*, 6 mars 1973, p. 6.

**GARAVELLI (Mario)**, « La giustizia come impresa », *Rivista trimestriale di diritto e procedura civile*, n°1, 1970, pp. 249-260.

**GOVERNATORI (Federico)**, « Orientamenti della giurisprudenza, riviste giuridiche e mezzi di comunicazione », in **BARCELLONA (Pietro)**, dir., *L'uso alternativo del diritto*, vol. 2, Bari, Laterza, 1973, pp. 51-60.

**GRECO (Dino)**, « L'amministrazione della giustizia », in **TREVES (Renato)**, dir., *Sociologi e centri di potere in Italia*, Bari, Laterza, 1962, pp. 93-109.

**GIUGNI (Gino)**, « Il diritto sindacale e i suoi interlocutori », *Rivista di procedura e di diritto civile*, n°2, 1970, pp. 369-407.

**GRIMALDI (Francesco)**, « Recensione », *Rivista trimestriale di diritto e procedura civile*, vol. XXVIII, n°1, mars 1974, pp. 211-215.

**MAGGI (Bruno)**, « Gli sviluppi della sociologia in Italia », *Quaderni di sociologia*, XXXII, n°4-5, 1985, pp. 1-10.

**MAGGIONI (Guido)**, « Italia », in **TREVES (Renato), FERRARI (Vincenzo)**, dir., *L'insegnamento della sociologia del diritto*, Milan, Comunità, 1976, pp. 187-205.

**MESSINA (Salvatore)**, « Il guado della riforma processuale penale tra mafia e camorra », *Giustizia penale*, I, 1990, pp. 86-96.

**PERLINGUERI (Pietro), FEMIA (Pasquale)**, « Art. 82 », in **PERLINGUERI (Pietro)**, *Commento alla Costituzione italiana*, Naples, ESI, 1997, pp. 610-622.

**PISAPIA (Gian Domenico)**, « Codice di procedura penale (riforma del) », in *Enciclopedia giuridica*, Rome, Treccani, 1990, pp. 1-10.

**PITCH (Tamar)**, « Sociology of law in Italy », *Journal of law and society*, X, n°1, été 1983, pp. 119-131.

**PIZZORNO (Alessandro)**, « Abbandonare la sociologia-letteratura per una sociologia-scienza », *Opinione*, n°1, 1956, pp. 25-26.

—, « Un "caso" di organizzazione della cultura (la fondazione dell'AISS », *Passato e presente*, n°3, 1958, pp. 386-392.

—, « Recensione », *Rivista trimestriale di diritto pubblico*, XXVI, n°1, mars 1972, pp. 314-317.

**PIZZORUSSO (Alessandro)**, « Le Conseil Supérieur de la Magistrature en Italie », *Revue française de droit constitutionnel*, n°9, 1992, pp. 153-159.

—, « La dottrina di Santi Romano e la mafia siciliana », *Indice penale*, 1994, pp. 605-614.

**POCAR (Valerio)**, « Sociology of law in Italy », in FERRARI (Vincenzo, dir.), *Developing a worldwide documentary inquiry of the sociology of law*, Milan, Giuffrè, 1990, pp. 425-446.

**Politica del diritto**, I, n°1, juill. 1970, pp. 3-6, « Editoriale ».

—, I, n°3, déc. 1970, pp. 349-353, « Editoriale ».

—, I, 1970, pp. 30-35, « Il passato dei giuristi ».

—, II, n°3, 1971, pp. 394-401, « Discussioni sul diritto pubblico ».

—, V, n°1, 1974, pp. 3-10, « Editoriale ».

—, V, n°2, avril 1974, pp. 131-138, « Editoriale ».

—, V, n°5, 1974, pp. 645-646 « Il PCI e le istituzioni ».

—, VII, n°1, fév. 1976, pp. 21-25, « Basta con i discorsi ».

**PULITANO (Domenico)**, « Le deformazioni autoritarie della giurisprudenza dominante e la lotta di Magistratura Democratica per l'attuazione dei valori democratici », in BARCELLONA (Pietro, dir.), *L'uso alternativo del diritto*, vol. 2, Bari, De Donato, 1973, pp. 61-64.

**RODOTA (Stefano)**, « Gli studi di diritto contemporaneo », in ACQUARONE (Alberto), UNGARI (Paolo), RODOTA (Stefano), *Studi di storia e diritto contemporaneo*, Milan, Comunita, 1968, pp. 93-158.

—, « Editoriale », *Politica del diritto*, VII, n°6, décembre 1976, pp. 633-636.

**SALVI (Cesare)**, « Il diritto alternativo », *Democrazia e diritto*, n°1, 1973, pp. 207-208.

**SCARPELLI (Uberto)**, « I magistrati e le tre democrazie », *Rivista di diritto processuale*, XXV, 1970, pp. 646-659.

**Sezione piemontese di MD**, « Dossier sulla repressione nella magistratura », *Democrazia e diritto*, n°2, 1973, pp. 289-309.

**TARELLO (Giovanni)**, « In margine ad una ricerca empirica », *Annali della facoltà di giurisprudenza di Genova*, VII, 1968, pp. 246-255.

—, « Situazione sindacale e atteggiamenti dei giuristi », *Politica del diritto*, vol. I, n°2, oct. 1970, pp. 195-240.

—, « Orientamenti della magistratura, del giurista-interprete e della dottrina sulla funzione politica », *Politica del diritto*, III, n°3-4, août 1972, pp. 459-486.

—, « La sociologia nella giurisprudenza », *Sociologia del diritto*, n°1, 1974, pp. 40-76.

—, « L'insegnamento della sociologia del diritto », *Sociologia del diritto*, n°1, 1976, pp. 136-141.

**TREVES (Renato)**, « Il contributo delle scienze sociali allo studio del diritto », *Rivista internazionale di filosofia del diritto*, serie III, 1958, pp. 526-543.

—, « Introduzione e relazione di apertura al primo congresso nazionale di scienze sociali », in Centro Nazionale di Difesa e Prevenzione Sociale, *L'integrazione delle scienze sociali. Città e campagna*, Bologna, Il Mulino, 1958-59, vol. 1, pp. V-VI, et vol. 2, pp. V-XII.

—, « Gli studi e le ricerche sociologiche in Italia », in Centro Nazionale di Difesa e Prevenzione Sociale, *La sociologia nel suo contesto sociale*, Bari, Laterza, 1959, pp. 173-211.

—, « La sociologia nelle università italiane », *Quaderni di sociologia*, n°37, 1960, pp. 173-180.

- , « Considerazioni intorno alla sociologia giuridica », *Rivista trimestriale di diritto e procedura civile*, 1960, pp. 169-177.
- , « Sociologi e 'policy makers' in Italia », *Quaderni di sociologia*, n°1, 1962, pp. 52-63.
- , « I giudici e la società italiana », *Quaderni di sociologia*, n°2, 1962, pp. 202-209.
- , « La sociologia giuridica in Italia e i suoi possibili sviluppi », *Quaderni di sociologia*, 1962, pp. 280-297.
- , « Introduzione », in TREVES (Renato, dir.), *Sociologi e centri di potere in Italia*, Bari, Laterza, 1962, pp. 3-26.
- , « Une ricerca sociologica sull'amministrazione della giustizia », *Rivista di diritto processuale*, n°1, 1965, pp. 231-253.
- , « Une enquête sociologique sur l'administration de la justice en Italie », *Revue de l'institut de sociologie*, n°3, 1966, pp. 483-499.
- , « Ricerche sui magistrati », *La magistratura*, vol. XX, n°11-12, nov.-déc. 1966, pp. 13.
- , « L'amministrazione della giustizia in Italia : bilancio di un indagine », *Rivista di diritto processuale*, n°1, 1972, pp. 81-96.
- , « Tre concezioni e una proposta : considerazioni conclusive », *Sociologia del diritto*, 1974, pp. 1-9, et pp. 286-302.
- , « La sociologia del diritto : un dibattito », *Sociologia del diritto*, n°1, 1974, pp. 1-8.
- , « Introduzione », in TREVES (Renato), FERRARI (Vincenzo), dir., *L'insegnamento della sociologia del diritto*, Milan, Comunità, 1976, pp. 9-33.
- , « Problèmes actuels de la sociologie du droit en Italie », *Sociologie du travail*, n°1, 1981, pp. 106-111.
- , « Trent'anni di sociologia in Italia e il problema associativo », *Quaderni di sociologia*, n°4, 1980-1981, pp. 727-731.
- , « Realtà sociale e giustizia attraverso "la prova del fuoco" dell'ultimo decennio », *Sociologia del diritto*, XII, n°1, 1985, pp. 111-114.
- , « Sociologia del diritto e crisi dello stato sociale », *Sociologia del diritto*, XIII, n°2-3, 1986, pp. 247-260.
- , « Antifascismo italiano e spagnolo nell'esilio argentino », in TREVES (Renato), *Sociologia e socialismo*, Milan, Franco Angeli, 1991, pp. 85-95.
- , « La rinascita della sociologia italiana », in TREVES (Renato), *Sociologia e socialismo*, Milan, Franco Angeli, 1991, pp. 135-148.
- , « Angelo Pagani e la prima cattedra di sociologia a Milano », in TREVES (Renato), *Sociologia e socialismo*, Milan, Franco Angeli, 1991, pp. 154-157.
- , « Continuité et rupture dans l'histoire de la sociologie italienne », in ANDRINI (Simona), ARNAUD (André-Jean), Jean Carbonnier, Renato Treves et la sociologie du droit : archéologie d'une discipline, Paris, L.G.D.J., 1995, pp. 159-163.

**VIGNA (PierLuigi)**, « Il processo accusatorio nell'impatto con le esigenze di lotta alla criminalità organizzata », *Giustizia penale*, III, 1991, pp. 462-478.

**ZAGREBELSKI (Vladimiro)**, « Tendenze e problemi del Consiglio Superiore della magistratura », *Quaderni Costituzionali*, III, n°1, avril 1980, pp. 123-139.

—, « Sentenza disciplinare », *Giurisprudenza italiana*, 1983, III, section I, pp. 206-224.

—, « La magistratura ordinaria dalla Costituzione a oggi », in *Storia dell'Italia. Annali 14*, Turin, Einaudi, 1998, pp. 713-790.



### 3. LA QUESTION JUDICIAIRE DANS L'ESPACE PUBLIC

#### □ *Ouvrages*

AA. VV., *Milano com'è. La cultura nelle sue strutture*, Milan, Feltrinelli, 1962.

AGASSO (Renzo), *Caselli, un uomo, una vita*, Milan, Paoline, 1995.

AMATO (Giuliano), CAFAGNA (Luciano), *Duello a sinistra*, Bologna, Il Mulino, 1982.

BAFFONI (Ettore), TESSANDORI (Vincenzo), *Il procuratore Giancarlo Caselli fra mafia e terrorismo*; préface de GALANTE GARONE (Alessandro), Milan, Baldini e Castoldi, 1995.

BALZAMO (Vincenzo, dir.), *Diritti civili e libertà democratica. Per la riforma dell'ordinamento giudiziario*, Venice, Marsilio, 1975.

—, *Ordine pubblico e sicurezza democratica*, Florence, La Nuova Italia, 1976.

BASSO (Lelio), *Il principe senza scettro: democrazia e sovranità popolare nella Costituzione e nella realtà italiana*, Milan, Feltrinelli, 1958.

BASSIOUNI (Cherif, dir.), *The contributions of specialized institutes and non-governmental organizations to the United Nations' Criminal Justice Program. In honor of Adolfo Beria di Argentine*, La Haye, Martinus Nijhoff Publishers, 1995.

CALABRO (Maria Antonietta), *In prima linea*, Milan, Sperling et Kupfer, 1993.

Centro Nazionale di Prevenzione e Difesa Sociale, *La sociologia nel suo contesto sociale*, Bari, Laterza, 1959.

—, *L'attività del CNPDS nel suo quinto triennio 1961-1963*, Varese, Soc. Tip. Multa Paucis, 1964.

—, *L'amministrazione della giustizia e la società italiana in trasformazione*, Bari, Laterza, 1965.

—, *L'attività del CNPD nel suo sesto triennio 1964-1966*, Varese, Soc. Tip. Multa Paucis, 1967.

CHIAROMONTE (Gherardo), *I miei anni all'antimafia. 1988-1992*, Rome, Calice, 1996.

COLAJANNI (Napoleone), *Mani pulite? Giustizia e politica in Italia*, Milan, Mondadori, 1996.

DALLA CHIESA (Nando), *Storie di boss, ministri, tribunali, giornali, intellettuali, cittadini*, Turin, Einaudi, 1989.

—, *Il giudice ragazzino*, Turin, Einaudi, 1992.

Democrazia Cristiana, *La democrazia cristiana e il piano: atti del convegno nazionale della DC, 28-30 aprile 1965*, Rome, Cinque Lune, 1965.

GALANTE GARRONE (Carlo), *Vita e opinioni di Alessandro Prefetti*, Milan, Franco Angeli, 1992.

GALASSO (Alfredo, dir.), *La Sicilia alla svolta degli anni '80*, Milan, Franco Angeli, 1981.

GALASSO (Alfredo), *La mafia politica*, 2<sup>me</sup> édition, Milan, Baldini Castaldi, 1993.

GALLUZZO (Lucio), LA LICATA (Francesco), LODATO (Saverio), dir., *Rapporto sulla mafia negli anni '80. Gli atti dell'ufficio istruzione del tribunale di Palermo*, Palermo, Flaccovio, 1986.

GHIROTTI (Gigi), *Il magistrato*, Florence, Vallecchi, 1963.

**GINSBURG (Carlo)**, *Il giudice e lo storico. Considerazioni in margine al processo Sofri*, Turin, Einaudi, 1991.

**INGRAO (Pietro)**, *Massa e potere*, Rome, Riuniti, 1977.

**LUCENTINI (Umberto)**, *Paolo Borsellino. Il valore di una vita*, Rome, Mondadori, 1994.

**MOECH (Giorgetta)**, *La giustizia in Italia*, Milan, Franco Angeli, 1970.

**MONTANARO (Silvestro)**, **RUOTOLO (Sandro)**, *La vera storia d'Italia: interrogatori, testimonianze, riscontri, analisi: Giancarlo Caselli e i suoi sostituti ricostruiscono gli ultimi anni di storia italiana*, Naples, Tullio Pironti, 1995.

**NOBECOURT (Jacques)**, *L'Italie à vif*, Paris, Le Seuil, 1970.

**NOVELLI (Diego)**, **TRANFAGLIA (Nicola)**, *Vite sospese: le generazioni del terrorismo*, Milan, Garzanti, 1988.

**PECCHIOLO (Ugo)**, *Tra misteri e verità: storia di una democrazia incompiuta*, Milan, Baldini et Castoldi, 1995.

**PELLEGRINI (Eugenio)**, *Andreotti. La fine del mandarino. Il testo dell'accusa dei giudici di Palermo*, Trento, Publiprint, 1993.

**PETRUZZELLA (Francesco, dir.)**, *La posta in gioco. Il PCI di fronte alla mafia*, 3 vols, Palermo, La Zisa, 1993.

**ROCCUZZO (Antonio)**, *Gli uomini della giustizia nell'Italia che cambia*, Bari, Laterza, 1993.

**ROGNONI (Vincenzo)**, *Intervista sul terrorismo*, Bari, Laterza, 1989.

**SAI (Lucia)**, *Paolo Borsellino*, Palermo, Della Battaglia, 1994.

**SANLORENZO (Dino)**, *Gli anni spietati*, Rome, Associate, 1989; préface de **VIOLANTE (Luciano)**.

**SPAGNOLI (Ugo)**, **AMBROSINI (Giangiulio)**, *Rapporto sulla repressione*, Rome Riuniti, 1970.

**SPAGNOLI (Ugo) et al.**, *La riforma dell'ordinamento giudiziario*, 2 vol., Rome, Riuniti, 1977.

**STAJANO (Corrado, dir.)**, *Mafia. L'atto di accusa dei giudici di Palermo*, Rome, Riuniti, 1986.  
—, *Sindona. L'atto di accusa dei giudici di Milano*, Rome, Riuniti, 1986.

**TERRACINI (Umberto)**, *Come nacque la Costituzione*, Rome, Riuniti, 1978.

**VIOLANTE (Luciano)**, *Mafia e società italiana. Rapporto 1997*, Bari, Laterza, 1997.

## □ Articles

**ALBANESE (Franco)**, « Scalfaro : basta con i rancori del passato », *Il Messaggero*, 12 avril 1994, p. 4.

**ANDREOLI (Marcella)**, « Massima collaborazione tra tutti i magistrati », *l'Avanti*, 23-24 mars 1980, p.4.

**ARESTA (Giancarlo)**, « Movimento studentesco e gruppi extraparlamentari a Bari : 1966-1972 », in VACCA (Giuseppe, dir.), *PCI, Mezzogiorno e intellettuali*, Bari, De Donato, 1973, pp. 297-476.

**AYALA (Giuseppe)**, « Il pool e suoi nemici », *Micromega*, n°3, 1992, pp. 15-26.

**BERNARDI (Alberto)**, « Spingiamoli a confessare », *Nuova polizia*, 6 décembre 1980, p. 20.

—, « Terrorismo. Rinascono le strutture BR », *Nuova polizia*, mars 1984, p. 34.

**BIANCHONI (Giovanni)**, « Antimafia, i giudici processano Martelli », *La Stampa*, 27 octobre 1991, p. 5.

**BORELLI (Saverio)**, **COLOMBO (Gherardo)**, et alii., « Affaires. Débat entre juges italiens et juges français », *Le monde des débats*, juill.-août 1993, pp. 13-16.

**BORRACCETTI (Vittorio)**, « Indagini delle procure antimafia. Un coordinamento difficile », in VIOLANTE (Luciano, dir.), *Mafie e antimafia. Rapporto '96*, Bari, Laterza, 1996, pp. 164-190.

**BORRE (Giuseppe)**, **PALOMBARINI (Giovanni)**, « Sulla forma delle accuse ai '36' non siamo d'accordo », *Il manifesto*, 10 mai 1984, pp. 1 et 3.

**BRUTI LIBERATI (Edmondo)**, « Magistrati e politici : una difficile convivenza », *Micromega*, n°5, 1993, pp. 31-45.

—, « La magistratura nel mirino », *Micromega*, n°2, 1994, pp. 41-52.

**CAPONNETTO (Antonio)**, « Grazie, Gian Carlo », in AGASSO (Renzo), *Caselli, un uomo, una vita*, Milan, Paoline, 1995, pp. 5-7.

—, « Il potere della mafia », in NEPPI MODONA (Guido, dir.), *Cinquant'anni di Repubblica italiana*, Turin, Einaudi, 1996, pp. 159-178.

**CARLINI (Franco)**, « Un'emergenza tira l'altra », *Il manifesto*, 28 janvier 1984, p. 4.

—, « Emergenza ? No, grazie ! », *Il manifesto*, 31 janvier 1984, p. 1 et 4.

**CARLINI (Franco)**, **LUCCA (Daria)**, « Autocoscienza dei magistrati per non andare di emergenza in emergenza », *Il manifesto*, 19 janvier 1984, p. 1 et 4.

**CASELLI (Giancarlo)**, « La macchina giudiziaria e i contenuti dell'accordo programmatico. Rapporto di un magistrato sulla crisi della giustizia », *L'Unità*, 16 septembre 1977, p. 3.

—, « Criminalità organizzata e problemi della risposta dello stato », in VILLA (Renzo, dir.), *La violenza interpretata*, Bologne, Il Mulino, 1979, pp. 227-256.

—, « L'azzeramento dei pool a Palermo e Bologna », in CAMARRONE (Davide, dir.), *La malaitalia ovvero la strategia del crimine impunito dai misteri di Gladio ai delitti politici*, Palermo, La Zisa, 1991, pp. 69-77.

**COLOMBO (Gherardo)**, **DAVIGO (Piercamillo)**, **DI PIETRO (Antonio)**, « Noi obbediamo alla legge, non alla piazza », *Micromega*, 1994, pp. 7-14.

**CONTECUDA (Ruggero)**, « I giudici antimafia bocciano la superprocura », *La Stampa*, 30 ottobre 1991, p. 9.

—, « Superprocura autonoma. Il ministro rassicura il CSM », *La Stampa*, 31 ottobre 1991, p. 11.

**COPPOLA (Franco)**, « La magistratura va a sinistra », *La Repubblica*, 17 juin 1981, p. 11.

—, « Come uscire dell'emergenza : dibattito al convegno di Magistratura Democratica. 'Ma il terrorismo non è finito' », *La Repubblica*, 29 janvier 1984, p. 14.

**Critica sociale**, « La minaccia del terrorismo allo stato libero di diritto : mezzi di difesa », n°10, 25 mai 1979, pp. 38-48, n°10, 25 mai 1979, pp. 38-48.

**D'AMBROSIO (Vito)**, « Il vecchio e il nuovo mondo dei giudici », *Democrazia e diritto*, 1979, pp. 439-448.

**DE FELICE (Franco)**, « Significato e problemi di un organizzazione comunista nel Mezzogiorno : la sezione universitaria barese Palmiro Togliatti 1969-1972 », in VACCA (Giuseppe, dir.), *PCI, Mezzogiorno e intellettuali*, Bari, De Donato, 1973, pp. 73-157.

**DEIDDA (Beniamino)**, « Marco Ramat », *Il Ponte*, n°5-6, sept.-déc. 1985, pp. 219-223.

—, « Lezione di un giudice », in CLEMENTI (Fabrizio), MANNUZZU (Salvatore), dir., *Crisi della giurisdizione e crisi della politica*, Milan, Franco Angeli, 1988, pp. 220-228.

**Département du PCI pour la propagande et l'information**, « Mafia, camorra, traffico della droga. Un movimento di massa e una legge per combatterli », in PETRUZZELLA (Francesco, dir.), *La posta in gioco. Il PCI di fronte alla mafia*, Palermo, La Zisa, 1993, 3 vol..

**FALCONE (Giovanni)**, « Qu'est-ce que la mafia ? », *Esprit*, n°185, oct. 1992, pp. 111-118.

**FERRAIOLI (Luigi)**, « Un giudice illuminista », *Il manifesto*, 11 décembre 1985, p. 6.

—, « La prova diabolica », *Politica ed economia*, n°7-8, 1990, pp. 9-11.

**FERRARA (Giuliano)**, « La città-Stato di fronte al terrorismo », *Rinascita*, n°38, 6 ottobre 1978, pp. 18-19.

**FIGURELLI (Michele)**, **GALASSO (Alfredo)**, « Introduzione », in GALASSO (Alfredo, dir.), *La Sicilia alla svolta degli anni '80*, Milan, Franco Angeli, 1981, pp. 19-18.

**FRASSO (Antonio)**, « La questione morale in magistratura », *Micromega*, n°4, 1997, pp. 197-203.

**GALASSO (Alfredo)**, « Illusioni e realtà nella lotta alla mafia », *Rinascita*, 28 ottobre 1983, pp. 10-11.

**GALASSO (Alfredo)**, **MANCUSO (Carmine)**, **ORLANDO (Leoluca)**, « Esposto Orlando-Gallaso al CSM sulle "carte nei cassetti" », in MONTE (Gionmaria), *Falcone e Borsellino*, Rome, Riuniti, 1996, pp. 154-173.

**GAMBESCIA (Alfredo)**, « Proposte dei magistrati contro la delinquenza organizzata », *Il messaggero*, 13 juin 1982, p. 19.

**GRIMALDI (Tullio)**, « Crisi della politica e deleghe alla magistratura », in CLEMENTI (Fabrizio), MANNUZZU (Salvatore), dir., *Crisi della giurisdizione e crisi della politica*, Milan, Franco Angeli, 1988, pp. 266-271.

- Il manifesto*, « La loggia dei trentasei », 24 mai 1984, p. 1 et 8.
- , « Loggia dei 36 magistrati. I radicali intervengono su Cossiga », 17 mai 1984, p. 1.
- , « Loggia dei 36. Interrogatorie del PSI a Martinazzoli », 29 mai 1984, p. 1.
- INGRAO (Pietro), « Per una socializzazione dei problemi di giustizia », *Democrazia e diritto*, n°3, 1976, pp. 725-733.
- LA LICATA (Francesco), « Superprocura, giudici in rivolta », *La Stampa*, 26 octobre 1991, pp. 1 et 6.
- LA TORRE (Pio), « Critica della relazione antimafia », in PETRUZZELLA (Francesco, dir.), *La posta in gioco. Il PCI di fronte alla mafia*, Palermo, La Zisa, 1993, vol. 3, pp. 150-172.
- La Repubblica*, « Iniziativa di 36 giudici apre una nuova polemica », 19 mai 1984, p. 4.
- LAUDI (Maurizio), MARCHIARO (Laura), « Istituzioni e forze politiche contro l'offensiva del terrorismo rosso in Piemonte », *Il Mulino*, n°5, sept-oct. 1983, pp. 771-783.
- LAUDI (Maurizio), « Non siamo supermagistrati ma abbiamo una certezza : il terrorismo è ancora vivo », *La Repubblica*, 2 juin 1984, p. 14.
- LAVAZZA (Andrea), « La toga e la verità », *Il Mulino*, n°6, 1995, pp. 1045-1058.
- MADDALENA (Marcello), « La congiura del silenzio », *Micromega*, n°4, 1997, pp. 178-187.
- MAFFAI (Miriam), « Terroristi pentiti e misure di clemenza », *Il Messaggero*, 23 octobre 1980, p. 8.
- , « Intervista con Giancarlo Caselli, uno dei giudici dell'ufficio istruzione di Torino », *La Repubblica*, 4 novembre 1980, p. 12.
- MANCINI (Federico), « Ruolo e problemi del settore progressista della magistratura », *Città e Regione*, n°1, 1977, pp. 5-8.
- MANZINI (Giorgio), « Accesa polemica per l'iniziativa dei comitati di quartiere di Torino. Ecco cosa pensano i giudici del questionario antiterrorismo », *Paese sera*, 15 mars 1979, p. 22.
- MARCONI (Pio), « Che fare su Valpreda ? », *Il Manifesto*, 3 mars 1973, p. 3.
- , « La giustizia di classe ? Lo Stato è neutrale ? Le risposte dei giudici di sinistra », *Il manifesto*, 4 mars 1973, p. 3.
- MAROZZI (Marco), « Il magistrato Caselli al convegno sui grandi poteri criminali », *La Repubblica*, 7-8 novembre 1982, p. 13.
- NAPOLITANO (Giorgio), « PCI e intellettuali nel Mezzogiorno », *Rinascita*, n°28, 13 juillet 1973, p. 22.
- NEPPI MODONA (Guido), « La mano tesa ai terroristi dissociati », *La Repubblica*, 30 juillet 1980, p. 6.
- , « Quattro rapimenti e una sentenza », *La Repubblica*, 16 juin 1981, p. 8.
- , « Al nemico che fugge facciamo ponti d'oro », *La Repubblica*, 28 juin 1981, p. 7.
- , « Vendetta di contropoteri criminali », *Rinascita*, n°27, 8 juillet 1983, pp. 10-11.
- NOVELLI (Diego), « Un giornalista dell'Unità negli anni duri », in auteurs variés, *I comunisti a Torino 1919-1972*, Rome, Riuniti, 1974, pp. 215-220.

**PACIFICI (Riccardo), SCAPINELLI (Lorenzo)**, « Due esperienze al Consiglio Superiore della magistratura », *Il Ponte*, n°6-7, 31 juillet 1968, pp. 821-832.

**PARLATO (Valentino)**, « Trentasei grandi fratelli », *Il Manifesto*, 2 juin 1984, pp. 1 et 3.

**PECCHIOLI (Ugo)**, « La ripresa operaia », in auteurs variés, *I comunisti a Torino 1919-1972*, Rome, Riuniti, 1974, pp. 259-274.

—, « Ogni ritardo è colpevole », *Rinascita*, n°26, 30 juin 1978, p. 9.

—, « L'impegno dei comunisti nella lotta contro la mafia, la camorra, il terrorismo e per la sicurezza democratica e il rinnovamento dello Stato », reproduit sous le titre « Lotta alla mafia e rinnovamento dello Stato », in PETRUZZELLA (Francesco, dir.), *La posta in gioco. Il PCI di fronte alla mafia*, Palerme, La Zisa, 1993, 3 vol., vol. 3, pp. 57-76.

**PROSPERI (Franco)**, « Presentazione », in BALZAMO (Vincenzo, dir.), *Diritti civili e libertà democratica. Per la riforma dell'ordinamento giudiziario*, Venise, Marsilio, 1975.

**RAMAT (Marco)**, « Immagini di Don Milano », *Il Ponte* XXIII, n°12, déc. 1967, pp. 1628-1634.

—, « Cosa abbiamo voluto dire », *Il Ponte*, n°7, juill. 1968, pp. 718-727.

—, « Tre tentazioni dopo Alessandrini. Terrorismo e magistratura », *Paese sera*, 20 mars 1979, p. 5.

—, « Quel che occorre per battere la mafia », *Rinascita*, n°41, 21 octobre 1983, , pp. 2.

—, « Ma se quei giudici sono popolo... », *L'Unità*, 2 novembre 1983, pp. 4

**RODOTA (Stefano)**, « La via socialista alla cultura », *Nord e Sud*, n°4, 1957, pp. 85-87.

**ROSSANDA (Rossana)**, « Un gruppetto politico », *Il manifesto*, 26 mai 1984, pp. 1 et 8.

—, « Quei 36 giudici speciali. Giancarlo Caselli, magistrato a Torino parla dell'emergenza », *Il manifesto*, 14 février 1985, p. 3

*Segna*, Publication de l'ordonnance de renvoi du 20 octobre 1992 délivrée par le GIP de Palerme, 992, pp. 9ss.

**SPAGNOLI (Ugo)**, « Repressione a Torino », *Rinascita*, n°37, 17 septembre 1971, pp. 9-10.

**TERRACINI (Umberto)**, « Rovinanti muraglie », *Rinascita*, 17 juillet 1970, p. 6.

—, « Il tarlo della DC ha roso la Costituzione », *Rinascita*, n°47, 30 novembre 1973, pp. 10-11.

**TOMEIO (Vincenzo)**, « Il centro nazionale di prevenzione e difesa sociale », in TREVES (Renato, dir.), *Sociologia e centri di potere in Italia*, Bari, Laterza, 1962, pp. 327-357.

**TRAVAGLIO (Marco)**, « La giustizia di l'orsignori », *Micromega*, n°1, 1998, pp. 93-116.

**VACCA (Giuseppe)**, « L'incontro tra gli studenti e gli operai », *Rinascita*, n°12, 20 mars 1970, p. 18.

**VIOLANTE (Luciano)**, « Legalità e significato politico di un processo », *Rinascita*, n°26, 30 juin 1978, pp. 9-10.

—, « Il terrorismo tra interpretazione e repressione », in BERNARDI (Alberto) et al., *La magistratura di fronte al terrorismo e all'eversione di sinistra*, Milan, Franco Angeli, 1982, pp. 116-122.

—, « Il diritto alla giustizia », in NATTA (Alessandro), et alii, *Il diritto alla giustizia*, Rome, Rinascita, 1985, pp. 7-40.

—, « E morto Marco Ramat, magistrato di grande impegno », *L'Unità*, 10 décembre 1985, p. 2.

—, « L'Italia dei poteri illegali », in NEPPI MODONA (Guido, dir.), *Cinquant'anni di repubblica italiana*, Turin, Einaudi, 1996, pp. 143-158.

**ZAGARI (Mario)**, « Presentazione », in Ministero di grazia e di giustizia, *Per un osservatorio sulla giustizia. Primo rapporto : il personale giudicante*, Rome, Tip.D.Denti, 1974, pp. 6-7.

**ZAGREBELSKI (Vladimiro)**, « Sindacato magistrati : il pericolo di doppione », *Il messagero*, 7 juillet 1980, p. 14.

### □ *Documents officiels*

**Commissione parlamentare antimafia**, « Seduta di martedì 18 ottobre 1983 ; discussione commissione antimafia », *Atti parlamentari*, Camera dei deputati, IXème législature, vol. I, Partie I, pp. 3-40.

—, « Seduta del 3 aprile 1984 », *Atti parlamentari* Camera dei deputati IXème législature pp. 3-55.

—, « Seduta di giovedì 6 dicembre 1984 ; discussione commissione antimafia », *Atti parlamentari*, Camera dei deputati, IXème législature, vol. I, Partie I, pp. 3-45.

—, *Mafia e politica. Relazione del 6 aprile 1993*, Bari, Laterza, 1993.

—, *Camorra e politica. Relazione approvata dalla Commissione il 21 dicembre 1993*, Bari, Laterza, 1994.

**On. Speranza et Ciccardini**, Question n°4-18573, in Camera dei deputati, *Atti parlamentari*, Vème législature, session du 2 juillet 1971, pp. 29595-29598 et pp. 29710-29712.

### □ *Archives*

#### Archives de Enzo Enriques Agnoletti

- **GONELLA (Guido)**, « Riassunto dell'intervento del ministro », ronéo., 1968, 2 p., dossier n°72, 10.01.

- « Giornate internazionali di sociologia del diritto », 1968, 13 p., dossier n°72, 10.01 (programme du colloque).

- Lettre aux militants florentins du courant de gauche du PSI, fin des années 1960, 4 p., n°72, 10.01.

- Biographie de T. Codignola, non datée, dossier n°19.





## BIBLIOGRAPHIE

### 1. PERSPECTIVE THEORIQUE GENERALE

ABBOTT (Andrew), *The system of professions: an essay on the division of expert labor*, Chicago, University of Chicago Press, 1988.

AKRICH (Madeleine), CALLON (Michel), LATOUR (Bruno), « A quoi tient le succès des innovations ? Premier épisode : l'art de l'intéressement », *Annales des mines*, n°11, juin 1988, pp. 4-17.

—, « A quoi tient le succès des innovations ? Deuxième épisode : l'art de choisir les bons porte-parole », *Annales des mines*, n°12, sept. 1988, pp. 14-29.

BASZANGER (Isabelle), « Emergence d'un groupe professionnel et travail de légitimation. Le cas des médecins de la douleur », *Revue Française de Sociologie*, 1990, pp. 257-282.

BERGER (Peter), *The sacred canopy. Elements of a sociological theory of religion* (1967), New York, Anchor Books, 1990.

BERGER (Peter), LUCKMANN (Thomas), *La construction sociale de la réalité* (1966), Paris, Méridien/Klincksieck, 1986.

BOISSEVAIN (Jeremy), *Friends of friends. Networks, manipulators and coalitions*, New York, St Martin's Press, 1974.

BOLTANSKI (Luc), « La dénonciation », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°51, mars 1984, pp. 3-40.

—, « L'espace multipositionnel. Multiplicité des positions institutionnelles et habitus de classe », *Revue française de sociologie*, 1973, pp. 3-26.

—, *Les cadres. La formation d'un groupe social*, Paris, Ed. de Minuit, 1984.

—, « Sociologie critique et sociologie de la critique », *Politix*, n°10-11, 1990, pp. 124-134.

BOURDIEU (Pierre), « Genèse et structure du champ religieux », *Revue française de sociologie*, n°3, juil.-sept. 1971, pp. 295-333.

—, « Les modes de domination », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°2-3, juin 1976, pp. 122-132.

—, « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°62-63, juin 1986, pp. 69-72.

—, « Classement, déclassement, reclassement », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°24, 1978, pp. 2-22.

—, « Une interprétation de la théorie de la religion selon Max Weber », *Archives européennes de sociologie*, n°1, 1972, pp. 3-21.

—, « L'emprise du journalisme », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°101-102, 1994, pp. 3-9.

BOURDIEU (Pierre), BOLTANSKI (Luc), DE SAINT-MARTIN (Monique), « Les stratégies de reconversion. Les classes sociales et le système d'enseignement », *Information sur les sciences sociales*, n°5, oct. 1973, pp. 61-113.

BRIQUET (Jean-Louis), SAWICKI (Frédéric), dir., *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, P.U.F., 1998.

BURKE (Kenneth), *A rhetoric of motives*, Berkeley, University of California Press, 1969.

- BURT (Ronald)**, *Structural holes*, Cambridge, Harvard University Press, 1992.
- , « Le capital social, les trous structuraux et l'entrepreneur », *Revue française de sociologie*, n°4, oct.-dec. 1995, pp. 599-628.
- CALLON (Michel)**, « Eléments pour une sociologie de la traduction. La domestication des coquilles St Jacques et des marins-pêcheurs dans la baie de Saint Briec », *L'année sociologique*, n°36, 1986, pp. 169-208.
- DAMAMME (Dominique)**, « Grandes illusions et récits de vie », *Politix*, n°27, 1994, pp. 183-188.
- DEGENNE (Alain), FORSE (Michel)**, *Les réseaux sociaux*, Paris, Armand Colin, 1994.
- DOBRY (Michel)**, « Calcul, concurrence et gestion du sens. Quelques réflexions à propos des manifestations étudiantes de novembre et décembre 1986 », in FAVRE (Pierre, dir.), *La manifestation*, Paris, Presses de la F.N.S.P., 1990, pp. 357-386.
- , *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1992.
- DODIER (Nicolas)**, « Agir dans plusieurs mondes », *Critique*, n°529-530, juin-juil. 1991, pp. 427-458.
- DUBAR (Claude)**, « Trajectoires sociales et formes identitaires : clarifications conceptuelles et méthodologiques », *Sociétés contemporaines*, n°29, 1998, pp. 73-85.
- DUBAR (Claude), TRIPIER (Pierre)**, *Sociologie des professions*, Paris, Armand Colin, 1999.
- DULONG (Delphine)**, « Mourir en politique. Le discours politique des éloges funèbres », *Revue française de science politique*, n°4, août 1994, pp. 629-646.
- ELIAS (Norbert)**, « Studies in the genesis of the naval profession », *British Journal of Sociology*, n°4, 1950, pp. 291-309.
- , *Qu'est-ce que la sociologie ?*, Paris, Ed. de l'Aube, 1991 (1970).
- FERRAROTTI (Franco)**, *Histoire et histoires de vie*, Paris, Librairie des Méridiens, 1983.
- FREIDSON (Elliot)**, *Professional powers. A study of institutionalization of formal knowledge*, Chicago, University of Chicago Press, 1986.
- GAITI (Brigitte)**, *De Gaulle, prophète de la Vème République*, Paris, FNSP, 1998.
- GAXIE (Daniel)**, « Economie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, n°1, fév. 1977, pp. 123-154.
- GEERTZ (Clifford)**, *Savoir local, savoir global. Les lieux du savoir*, Paris, P.U.F., 1986.
- , « Centres, rois, et charisme : réflexions sur les symboliques du pouvoir », in GEERTZ (Clifford), *Savoir local, savoir global. Les lieux du savoir*, Paris, P.U.F., 1986, pp. 153-188.
- GIDDENS (Anthony)**, *The constitution of society. Outline of the theory of structuration*, Berkeley, University of California Press, 1984.
- GRANOVETTER (Mark)**, « The strength of weak ties. A network theory revisited » in LIN (Nan), MARSDEN (Peter), dir., *Social structure and network analysis*, Beverly Hills, Sage Publications, 1982, pp. 105-130.

GRIBAUDI (Gabriela), « La métaphore de la réte. Individu et contexte social », *Meridiana*, n°15, 1992, pp. 91-108.

HEBERT (Robert), LINK (Albert), *The entrepreneur*, New York, Praeger Publishers, 1982.

HEILBRON (Johan), « La "professionnalisation" comme concept sociologique et comme stratégie des sociologues », in *Historiens et sociologues aujourd'hui*, Paris, éd. du CNRS, 1986, pp. 61-73.

HEINICH (Nathalie), *La gloire de Van Gogh. Essai d'interprétation d'anthropologie de l'admiration*, Paris, Ed. de Minuit, 1991.

LACROIX (Bernard), « Ordre politique et ordre social. Objectivisme, objectivation et analyse politique », in GRAWITZ (Madeleine), LECA (Jean), dir., *Traité de science politique*, Paris, P.U.F., 1985, vol. 1, pp. 470-565.

LAGROYE (Jacques), « La légitimation », in GRAWITZ (Madeleine), LECAS (Jean), dir., *Traité de science politique*, Paris, P.U.F., 1985, vol. 1, pp. 395-467.  
—, *Sociologie politique*, 2<sup>ème</sup> édition, Paris, Presses de la FNSP, 1997.

LASCOUMES (Pierre), *Elites irrégulières. Essai sur la délinquance d'affaires*, Paris, Gallimard, 1997.

LATOUR (Bruno), *La science en action*, Paris, Ed. La Découverte, 1989.

NITRIN (Nohria), SUMANTRA (Ghoshal), *The differentiated network. Organizing multinational corporations for value creation*, San Francisco, Jossey-Bass Publishers, 1997.

OFFERLE (Michel), « Illégitimité et légitimation du personnel politique ouvrier en France avant 1914 », *Annales ESC*, n°4, juil.-août 1984, pp. 681-716.  
—, *Les partis politiques*, Paris, P.U.F., 1987.

PADGETT (John), ANSELL (Christopher), « Robust action and the rise of the Medici, 1440-1434 », *American Journal of Sociology*, n°6, mai 1993, pp. 1259-1319.

PASSERON (Jean-Claude), « Biographies, flux, itinéraires, trajectoires », *Revue française de sociologie*, n°1, janv.-mars 1990, pp. 3-22.

PHÉLIPPEAU (Eric), « Sociogenèse de la profession politique », in GARRIGOU (Alain), LACROIX (Bernard), dir., *Norbert Elias : la politique et l'histoire*, Paris, La Découverte, 1997, pp. 239-265.

PUDAL (Bernard), *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la F.N.S.P., 1989.

—, « Du biographique entre "science" et "fiction" », *Politix*, n°27, 1994, pp. 5-24.

SCHWARTZ (Barry), WAGNER-PACIFICI (Rubin), « The Vietnam veterans memorial : commemorating a difficult past », *American Journal of Sociology*, n°2, sept. 1991, pp. 376-420.

SHILS (Edward), *The constitution of society*, 4<sup>ème</sup> édition, Chicago, University of Chicago Press, 1982,

—, « Charisma », in SHILS (Edward), *The constitution of society*, 4<sup>ème</sup> édition, Chicago, University of Chicago Press, 1982, pp. 110-118.

—, « Charisma, order and status », in SHILS (Edward), *The constitution of society*, 4<sup>ème</sup> édition, Chicago, University of Chicago Press, 1982, pp. 119-142.

—, « Center and periphery », in SHILS (Edward), *The constitution of society*, 4<sup>ème</sup> édition, Chicago, University of Chicago Press, 1982, pp. 93-109.

ZERUBAVEL (Eviatar), « The standardization of time : a sociohistorical perspective », *American Journal of Sociology*, n°1, 1982, pp. 1-23.

## 2. SOCIOLOGIE DU DROIT ET DES PROFESSIONNELS DU DROIT

### □ *Perspective générale*

ACKERMANN (Werner), BASTARD (Benoit), « La diffusion de l'innovation dans l'institution judiciaire », *Gérer et comprendre*, n°17, déc. 1989, pp. 5-13.

—, « Efficacité et gestion dans l'institution judiciaire », *Revue Interdisciplinaire d'Etudes Juridiques*, n°20, 1988, pp. 19-48.

BANCAUD (Alain), « L'idéal juridique réalisé : les colloques de la revue "Droit Social" », *Annales de Vaucresson*, n°23, 1985, pp. 91-114.

—, « Une "constance mobile" : la haute magistrature », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°76-77, 1989, pp. 30-48.

—, *La haute magistrature judiciaire entre politique et sacerdoce — ou le culte des vertus moyennes*, Paris, L.G.D.J., 1993, Coll. Droit et Société.

BODIGUEL (Jean-Luc), *La magistrature, un corps sans âme ?*, Paris, P.U.F., 1991.

BOIGEOL (Anne), « La formation des magistrats : de l'apprentissage sur le tas à l'école professionnelle », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°76-77, mars 1989, pp. 49-64.

—, « Histoire d'une revendication : l'Ecole de la magistrature 1945-1958 », *Cahiers du Criv*, n°7, juin 1989, 80 pages.

BOIGEOL (Anne), DEZALAY (Yves), « De l'agent d'affaires au barreau : les conseils juridiques et la construction d'un espace professionnel », *Genèses*, n°27, juin 1997, pp. 49-68.

BOURDIEU (Pierre), « Habitus, code et codification », *Actes de la recherche en sciences sociales*, sept. 1986, n°64, pp. 40-44.

—, « La force du droit. Eléments pour une sociologie du champ juridique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°64, 1986, pp. 3-19.

—, *La noblesse d'Etat*, Paris, ed. de Minuit, 1989.

—, « Droit et passe-droit. Le champ des pouvoirs territoriaux et la mise en œuvre des règlements », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°81-82, mars 1990, pp. 86-96.

CAILLOSSE (Jacques), « Droit et politique : vieilles lunes, nouveaux champs », *Droit et Société*, n°26, 1994, pp. 127-154.

CAM (Pierre), « Juges rouges et droit du travail », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°19, 1978, pp. 3-27.

CAPPELLETTI (Mauro), « The expanding role of judicial review in modern societies », in SHETREET (S.), dir., *The role of courts in society*, Dordrecht, Martinus Nijhoff Publishers, 1988, pp. 79-84.

CASTEL (R.), « Savoirs d'expertise et production des normes », in CHAZEL (François), COMMAILLE (Jacques), dir., *Normes juridiques et négociations sociales*, Paris, L.G.D.J., 1991.

CHARLES (Christophe), « Pour une histoire sociale des professions juridiques à l'époque contemporaine », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°76-77, mars 1989, pp. 117-119.  
—, « Etat et magistrats : les origines d'une crise prolongée », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°96-97, mars 1993, pp. 39-47.

CHAZEL (François), COMMAILLE (Jacques), dir., *Normes juridiques et régulation sociale*, Paris, L.G.D.J., 1991.

COLLIOT-THELENE (Catherine), *Le désenchantement de l'Etat. De Hegel à Max Weber*, Paris, ed. de Minuit, 1992.

COMMAILLE (Jacques), « Ethique et droit dans l'exercice de la fonction de justice », *Sociétés contemporaines*, n°7, 1991, pp. 87-101.

—, « L'exercice de la fonction de justice comme enjeu de pouvoir entre justice et media », *Droit et Société*, n°26, 1994, pp. 11-18.

—, *Territoires de justice. Une sociologie politique de la carte judiciaire*, Paris, P.U.F., 2000.

—, « De la 'sociologie juridique' à une sociologie politique du droit », in COMMAILLE (Jacques), DUMOULIN (Laurence), ROBERT (Cécile), dir., *La juridicisation du politique. Leçons scientifiques*, Paris, L.G.D.J., 2000, pp. 29-46.

COMMAILLE (Jacques), DUMOULIN (Laurence), ROBERT (Cécile), dir., *La juridicisation du politique. Leçons scientifiques*, Paris, L.G.D.J., 2000.

DEVILLE (Anne), « L'entrée du syndicat de la magistrature dans le champ juridique en 1968 », *Droit et Société*, n°22, 1992, pp. 639-671.

DEZALAY (Yves), « De la médiation au droit pur : pratiques et représentations savantes dans le champ du droit », *Annales de Vaucresson*, n°21, oct. 1984, pp. 118-148.

—, *Marchands de droit : la restructuration de l'ordre juridique international par les multinationales du droit*, Paris, Fayard, 1992.

—, « La production doctrinale comme objet et terrain de luttes politiques et professionnelles », in C.U.R.A.P.P., *La doctrine juridique*, Paris, P.U.F., 1993, pp. 230-239.

DEZALAY (Yves), BANCAUD (Alain), « Des "grands prêtres" du droit au marché de l'expertise juridique. Transformations morphologiques et recomposition du champ des producteurs de doctrine en droit des affaires », *Revue Politiques et management public*, n°2, juin 1994, pp. 203-220.

DEZALAY (Yves), SARAT (Austin) et SILBEY (Susan), « D'une démarche contestataire à un savoir méritocratique. Eléments pour une histoire sociale de la sociologie juridique américaine », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°78, 1989, pp. 79-93.

DI MAGGIO (Paul), POWELL (Walter), « The iron cage revisited : institutional isomorphism and collective rationality in organizational fields », in DIMAGGIO (Paul) et POWELL (Walter), dir., *The new institutionalism in organizational analysis*, Chicago, University of Chicago Press, 1991, pp. 63-82.

DI MAGGIO (Paul), POWELL (Walter), dir., *The new institutionalism in organizational analysis*, Chicago, University of Chicago Press, 1991.

DORANDEU (Renaud), « Les pèlerins constitutionnels. Eléments pour une sociologie des influences juridiques », in MENY (Yves, dir.), *Les politiques du mimétisme institutionnel. La greffe et le rejet*, Paris, L'Harmattan, 1993, pp. 83-103.

DOUGLAS (Mary), *How institutions think*, Syracuse, Syracuse University Press, 1986.

**DULONG (Delphine)**, *Moderniser la politique. Aux origines de la Vème république*, Paris, L'Harmattan, 1997.

**DUPRAT (Gérard.)**, « Pour une étude politique de la crise de la magistrature française », in DUPRAT (Gérard, dir.), *Justice et politique*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 1974, pp. 217-256.

**EISENSTADT (Samuel)**, *Max Weber. On charisma and institution building*, Chicago, University of Chicago Press, 1968.

—, « Charisma and institution building: Max Weber and modern sociology », in EISENSTADT (Samuel), *Max Weber. On charisma and institution building*, Chicago, University of Chicago Press, 1968, pp. IX-LVI.

**ESPELAND (Wendy), HALLYDAY (Terence)**, « Resurrecting the dead : obituaries, eulogies, and the reconstruction of professional legitimacy in the Chicago legal profession », *American Bar Foundation Working Paper* n°9018, 1990, pp. 1-38.

—, « Death becomes them : commemoration, biography and the ritual reconstruction of professional identity among Chicago lawyers in the late 19th century », *Center for Urban Affaires and Policy Research, Northwestern University*, 1994, pp. 1-48.

**FAUGERON (Claude), JAKUBOWICZ (Patrick)**, « Les magistrats et la loi pénale », *Revue française de sociologie*, n°4, 1984, pp. 658-683.

**FRANCOIS (Bastien)**, « Une revendication de juridiction. Compétence et justice dans le droit constitutionnel de la Vème république », *Politix*, n°10-11, 1990, pp. 92-109.

—, « Le juge, le droit et la politique : éléments d'une analyse politiste », *Revue française de droit constitutionnel*, n°1, 1990, pp. 49-69.

—, « Le président pontife constitutionnel. Charisme d'institution et construction juridique du politique », in LACROIX (Bernard), LAGROYE (Jacques), dir., *Le président de la république. Usages et genèses d'une institution*, Paris, Presses de la F.N.S.P., 1992, pp. 303-331.

—, *La Vème République dans son droit. La production d'un corps de connaissances spécialisées sur la politique et les institutions*, Thèse, Université Paris I, 1992.

—, *La naissance d'une Constitution*, Paris, Presses de la F.N.S.P., 1996.

—, « Préalables avant de prendre le droit comme objet », in COMMAILLE (Jacques), DUMOULIN (Laurence), ROBERT (Cécile), dir., *La juridicisation du politique. Leçons scientifiques*, Paris, L.G.D.J., 2000, pp. 115-121.

**GALANTER (Marc), PALEN (Frank), THOMAS (John)**, « The crusading judge : judicial activism in trial courts », *Southern California Law Review*, n°3, 1979, pp. 699-741.

**GARTH (Bryant), DEZALAY (Yves)**, *Dealing in virtue : international commercial arbitration and the construction of a transnational legal order*, Chicago, University of Chicago Press, 1996.

**GAXIE (Daniel)**, « Jeux croisés. Droit et politique dans la polémique sur le refus de signature des ordonnances par le président de la république », in C.U.R.A.P.P., *Les usages sociaux du droit*, Paris, P.U.F., 1989, pp. 209-229.

—, « Les structures politiques des institutions : l'exemple de la Vème République », *Politix*, n°20, 1992, 78-98.

**GIBSON (James)**, « Judges' role orientations, attitudes, and decisions : an interactive model », *American Political Science Review*, 1978, pp. 911-924.

**HALL (Peter), TAYLOR (Rosemary)**, « La science politique et les trois néo-institutionnalismes », *Revue Française de Science Politique*, n°3-4, juin-août 1997, pp. 469-496.

**HEINZ (John)**, « The power of lawyers », *Georgia Law Review*, n°4, été 1983, pp. 891-911.

- HEINZ (John), LAUMANN (Edward), *Chicago lawyers : the social structure of the bar*, New York, Russel Sage Foundation, 1983.
- HEINZ (John), MANIKAS (Peter), « Networks among elites in a local criminal justice system », *Law and Society Review*, n°4, 1992, pp. 831-861.
- HERAN (François), « L'institution démotivée. De Fustel de Coulanges à Durkheim et au-delà », *Revue française de sociologie*, n°1, janv.-mars, 1987, pp. 67-97.
- HOLLAND (Kenneth), *Judicial activism in a comparative perspective*, New York, MacMillan, 1991.
- KANTOROWICZ (Ernst), « La royauté médiévale sous l'impact d'une conception scientifique du droit », *Philosophie*, n°20, 1988, pp. 48-72.
- KARPIK (Lucien), « Le désintéressement », *Annales ESC*, n°3, mai-juin 1989, pp. 733-751.  
—, *Les avocats. Entre l'Etat, le public et le marché*, Paris, Gallimard, 1995.
- LACROIX (Bernard), « Les fonctions symboliques des constitutions : bilan et perspectives », in SEURIN (Jean-Louis, dir.), *Le constitutionnalisme aujourd'hui*, Paris, Economica, 1984, pp. 183-199.
- LACROIX (Bernard), LAGROYE (Jacques), dir., *Le président de la République. Usages et genèses d'une institution*, Paris, Presses de la F.N.S.P., 1992.
- LASCOUMES (Pierre), « Magistrats et délits d'affaires : enjeux socio-politiques, enjeux professionnels et enjeux juridiques », *Annales de Vaucresson*, n°21, oct. 1984, pp. 93-116.
- LENOIR (Rémi), « La parole est aux juges. Crise de la magistrature et champ journalistique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°101-102, mars 1994, pp. 77-84.  
—, « Processus pénal et mise en détention provisoire », *Droit et Société*, n°30-31, 1995, pp. 357-365.  
—, « Le sociologue et les magistrats. Entretiens sur la mise en détention provisoire », *Genèses*, n°22, mars 1996, pp. 130-145.
- MARCH (James), OLSEN (Johan), « The new institutionalism : organizational factors in political life », *American Political Science Review*, 1984, pp. 734-749.
- McINTOSH (Wayne), KATES (Cynthia), *Judicial entrepreneurship. The role of the judges in the market place of ideas*, Westport, Greenwood Press, 1997.
- MEMMI (Dominique), « "Demande de droit" ou "vide juridique" ? Les juristes aux prises avec la construction de leur propre légitimité », in C.U.R.A.P.P., *Les usages sociaux du droit*, Paris, P.U.F., 1989, pp. 13-31.
- MENY (Yves), *La corruption de la République*, Paris, Fayard, 1992.  
—, *Les politiques du mimétisme institutionnel. La greffe et le rejet*, Paris, L'Harmattan, 1993.  
—, « Les politiques du mimétisme institutionnel », in MENY (Yves, dir.), *Les politiques du mimétisme institutionnel. La greffe et le rejet*, Paris, L'Harmattan, 1993, pp. 7-37.
- MOUNIER (J.-P.), *La définition judiciaire de la politique*, Thèse, Université Paris I, 1975.  
—, « Du corps judiciaire à la crise de la magistrature », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°64, 1986, pp. 21-29.
- MUNOZ PEREZ (B.), « Les statistiques judiciaires civiles, sous-produit du répertoire général des affaires civiles », *Droit et Société*, n°25, 1993, pp. 351-360.
- Pouvoirs*, « Les juges », n°74, 1995.

ROMANELLI (Raffaele, dir.), *Magistrati e potere nella storia d'Europa*, Bologne, Il Mulino, 1997.  
—, « Introduzione. Magistratura e potere nella storia moderna », in ROMANELLI (Raffaele, dir.), *Magistrati e potere nella storia d'Europa*, Bologne, Il Mulino, 1997, pp. 7-22.

ROUSSEL (Violaine), « Les magistrats dans les scandales politiques », *Revue Française de Science Politique*, 1998, pp. 245-273.

—, *Les magistrats dans les scandales politiques en France, 1991-1997*, Thèse, Université Paris X-Nanterre, 1999.

SHAPIRO (Martin), *Courts. A comparative and political analysis*, Chicago, University of Chicago Press, 1981.

—, « Public law and judicial politics », in FINIFTER (Ada, dir.), *Political science : the state of the discipline*, ed. de l'American Political Science Association, 1993, pp. 365-381.

SHETREET (Susan), dir., *The role of courts in society*, Dordrecht, Martinus Nijhoff Publishers, 1988.

SMITH (Rogers), « Political jurisprudence, the "new institutionalism" and the future of public law », *American Political Science Review*, n°1, mars 1988, pp. 89-108.

STONE (Alec), *The birth of judicial politics in France. The constitutional council in comparative perspective*, Oxford, Oxford University Press, 1992.

—, « Le néo-institutionnalisme. Défis conceptuels et méthodologiques », *Politix*, n°20, 1992, pp. 156-168.

TATE (Neil), « Why the expansion of judicial power ? », in TATE (Neil), VALLINDER (Torbjorn), dir., *The global expansion of judicial power*, New York, New York University Press, 1995, pp. 27-37.

TATE (Neil), VALLINDER (Torbjorn), dir., *The global expansion of judicial power*, New York, New York University Press, 1995.

TAYLOR (Charles), « Suivre une règle », *Critique*, n°579-580, 1995, pp. 554-572.

THEVENOT (Laurent), « Les investissements de forme », *Cahiers du centre d'études de l'emploi*, 1986, pp. 21-71.

—, « Jugements ordinaires et jugement de droit », *Annales ESC*, n°6, nov.-déc. 1992, pp. 1279-1299.

WALTER (Jacques), « Pouvoir, régulation du secret et espace public : le cas des journalistes et des magistrats », *Sciences de la société*, n°38, mai 1996, pp. 75-91.

WALTMAN (J.-L.), et HOLLAND (K.-M.), dir., *The political role of law courts in modern democracy*, New York, St Martin's Press, 1988.



□ *Perspective italienne*

ANDRINI (Simona), « Entretien avec Renato Treves », in ANDRINI (Simona), ARNAUD (André-Jean), dir., *Jean Carbonnier, Renato Treves et la sociologie du droit. Archéologie d'une discipline*, Paris, L.G.D.J., 1995, Coll. Droit et société, pp. 127-139.

ANDRINI (Simona), ARNAUD (André-Jean), dir., *Jean Carbonnier, Renato Treves et la sociologie du droit. Archéologie d'une discipline*, Paris, L.G.D.J., 1995, Coll. Droit et société.

BALBONI (Enzo), « The president of the Republic, judges, and superior council of the judiciary : chronicle of a bitter constitutional struggle », in LEONARDI (Roberto), ANDERLINI (Fausto), dir., *Italian politics : a review*, Londres, Pinter's Publishers, 1992, pp. 50-67.

BARBE (Emmanuel), « "Mani Pulite" e la Francia », *Storia dell'Italia. Annali 14*, Turin, Einaudi, 1998, pp. 631-663.

BONINI (Francesco), *Storia della Corte Costituzionale*, Rome, Nuova Italia Scientifica, 1996.

BURNETT (Stanton), MANTOVANI (Luca), *The Italian Guillotine : operation Clean Hands and the overthrow of Italy's first republic*, Lanham, Rowman and Littlefield publishers, 1998.

CAPPELLETTI (Mauro), MERRYMAN (John), PERILLO (Joseph), *The Italian legal system. An introduction*, Stanford, Stanford University Press, 1967.

CAZZOLA (Franco), MORISI (Massimo), « Magistrature et politique, au-delà des urgences italiennes », *Politix*, n°30, 1995, pp. 76-90.

—, *La mutua diffidenza. Il reciproco controllo tra magistratura e politica nella prima Repubblica*, Milan, Feltrinelli, 1996.

CHELI (Enzo), « Il problema storico della costituente », in CHELI (Enzo), *Costituzione e sviluppo delle istituzioni in Italia*, Bologne, Il Mulino, 1981, pp. 15-61.

COSTA (Pietro), « L'alternativa "presa sul serio" : manifesti giuridici degli anni settanta », *Democrazia e diritto*, n°3, 1987, pp. 15-56.

D'ADDIO (Mario), *Politica e magistratura (1848-1876)*, Milan, ???, 1966.

DEIDDA (Baniamino), « Marco Ramat », *Il Ponte*, n°5-6, sept.-dec. 1985, pp. 219-223.

DELLA PORTA (Donatella), VANNUCCI (Alberto), « Magistrati e corruzione politica : la "felice anomalia" del caso italiano », in DIAMANTI (Ivo), LAZAR (Marc), *Stanchi di miracoli. Il sistema politico italiano in cerca di normalità*, Milan, Guerini e Associati, 1997, pp. 115-130.

DE MUCCI (Raffaele), *Giudici e sistema politico. Alte corti e cittadinanza in Italia*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 1995.

DI FEDERICO (Giuseppe), « Saggio introduttivo », in ZANNOTTI (Francesca), *Le attività extragiudiziarie dei magistrati ordinari*, Padoue, Cedam, 1981, pp. XIII-LXXVI.

—, « Le qualificazioni professionali del corpo giudiziario : carenze attuali, possibili riforme e difficoltà di attuarle », *Rivista trimestrale di scienza dell'amministrazione*, n°4, 1985, pp. 21-60.

—, « La crisi del sistema giudiziario e la questione della responsabilità civile dei magistrati », in CORBETTA (Piergiorgio), LEONARDI (Robert), dir., *Politica in Italia*, Bologne, Il Mulino, 1988, pp. 93-129.

—, *Le caratteristiche socioculturali della magistratura*, Padoue, Cedam, 1989.

—, « Obbligatorietà dell'azione penale, coordinamento delle attività del pubblico ministero e loro rispondenza alle aspettative della comunità », in GAITO (Alfredo, dir.), *Accusa penale e ruolo del pubblico ministero*, Naples, Jovene, 1991, pp. 170-208.

—, « Il pubblico ministero : indipendenza, responsabilità, carriera "separata" », *Indice penale*, n°2, mai-août 1995, pp. 399-437.

—, « I diritti della difesa : la drammatica testimonianza degli avvocati penalisti e le difficili prospettive di riforma », in *Codice di procedura penale e diritti della difesa. L'opinione degli avvocati penalisti*, Working papers IRSIG – CNR, n°7, 1996, pp. 179-211.

—, « Lottizzazione correntizie e politicizzazione del CSM : quali rimedi ? », *Quaderni costituzionali*, X, n°2, pp. 279-297.

**FIORUCCI (Giovanni)**, « Cronache della magistratura italiana (1948-1958) », *Studi parlamentari et politica istituzionale*, n°18, 1972, pp. 45-79.

**FREDDI (Giorgio)**, *Tensioni e conflitto nella magistratura*, Bari, Laterza, 1978.

**GINSBURG (Carlo)**, *Il giudice e lo storico. Considerazioni in margine al processo Sofri*, Turin, Einaudi, 1991.

**GUARNIERI (Carlo)**, « Elites, correnti, e conflitti fra magistrati italiani : 1964-1976 », *Politica del diritto*, n°6, déc. 1976, pp. 653-682.

—, *Pubblico ministero e sistema politico*, Padoue, Cedam, 1981.

—, « Magistratura e politica : il caso italiano », *Rivista italiana di scienza politica*, XXI, n°1, avril 1991, pp. 3-32.

—, *Magistratura e politica in Italia. Pesi senza contrappesi*, Bologne, Il Mulino, 1992.

—, « L'ordine pubblico e la giustizia penale », in ROMANELLI (Raffaele, dir.), *Magistrati e potere nella storia d'Europa*, Bologne, Il Mulino, 1997, pp. 245-271.

**GUARNIERI (Carlo)**, **PEDERZOLI (Patrizia)**, *La puissance de juger*, Paris, Michalon, 1996.

—, « L'importance politique de la magistrature italienne : son cadre traditionnel et son évolution », *Revue internationale de sciences sociales*, n°152, juin 1997, pp. 279-297.

**GUERRIERI (Sandro)**, « Le idee costituzionale del PCF e del PCI », *Studi storici*, n°3, 1995, pp. 863-882.

**LOSANO (Mario)**, *Renato Treves. Sociologo tra il vecchio e il nuovo mondo*, Milan, Unicopli, 1998.

**MARINO (Alessandro)**, « Le origini sociofamiliari », in DI FEDERICO (Giuseppe, dir.), *Le caratteristiche socioculturali della magistratura*, Padoue, Cedam, 1989, pp. 63-99.

**MARRADI (Alberto)**, « Sistema giudiziario », in BOBBIO (Norberto), MATTEUCI (Nicola), PASQUINO (Gianfranco), dir., *Dizionario di politica*, Turin, UTET, 1983, pp. 923-929.

—, « Scienza politica e sistema giudiziario », *Rivista italiana di scienza politica*, n°2, 1971, pp. 393-445.

**MERLINI (Stefano)**, « Il governo costituzionale », in ROMANELLI (Raffaele, dir.), *Storia dello stato italiano*, Rome, Donzelli, 1995, pp. 3-72.

**MORIONDO (Enzio)**, *L'ideologia della magistratura italiana*, Bari, Laterza, 1967.

**MORISI (Massimo)**, « La giurisdizione come "lavoro politico". Come studiare il caso italiano », *Stato e mercato*, n°41, août 1994, pp. 215-243.

—, *Anatomia della magistratura italiana*, Bologne, Il Mulino, 1999.

MUSELLA (Luigi), « La classe politique en jugement. Ethique, Etat de droit et règles du jeu dans les scandales "Tangentopoli" à Milan », Communication au 6<sup>ème</sup> congrès de l'AFSP, Rennes, 1999.

MUSELLA (Luigi), GRIBAUDI (Gabriella), « Acteurs et représentations de l'échange juridique. Clientélisme et corruption à Naples à travers les enquêtes judiciaires », in BRIQUET (Jean-Louis), SAWICKI (Frédéric), dir., *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, P.U.F., 1998, pp. 277-305.

NELKEN (David), « A legal revolution ? The judges and Tangentopoli », in GUNDLE (S.), PARKER (S.), dir., *The new Italian republic : from the fall of communism to the rise of Berlusconi*, Londres, Routledge, 1995, pp. 199-205.

—, « The judges and political corruption in Italy », *Journal of Law and Society*, n°1, mars 1996, pp. 95-112.

—, « Stopping the judges », in CACCIAGLI (Mario), KERTZER (David), dir., *Politics in Italy*, Westview Press, 1996, pp. 188-203.

—, « Il significato di Tangentopoli », in *Storia dell'Italia. Annali 14*, Turin, Einaudi, 1998, vol. 14, pp. 597-627.

NEPPI MODONA (Guido), *Sciopero, potere politico e magistratura (1860-1922)*, Bari Laterza, 1969.

—, « La magistratura dalla Liberazione agli anni '50. Il difficile cammino verso l'indipendenza », in *Storia dell'Italia Repubblicana*, vol. 3, t. 2, Turin, Einaudi, 1997, pp. 84-137.

PAGANI (Angelo), *La professione di giudice*, Milan, Istituto Editoriale Cisalpino, 1969.

PAPPALARDO (Sergio), *Gli iconoclasti. Magistratura Democratica nel quadro della Associazione Nazionale Magistrati*, Milan, Franco Angeli, 1987.

PEDERZOLI (Patrizia), « Il giudice nei regimi democratici », *Rivista italiana di scienza politica*, n°2, août 1990, pp. 293-322.

PIZZORNO (Alessandro), *Il potere dei giudici. Stato democratico e controllo delle virtù*, Bari, Laterza, 1998.

PIZZORUSSO (Alessandro), « Il disgelo costituzionale », in *Storia dell'Italia repubblicana*, vol. 2, t. 2, Turin, Einaudi, 1994, pp. 115-151.

POMBENI (Paolo), *La Costituente. Un problema storico-politico*, Bologne, Il Mulino, 1995.

PRANDSTRALLER (Gianpaolo), *Gli avvocati italiani. Inchiesta sociologica*, Milan, Comunità, 1967.

RAYNER (Hervé), « Formation du pool Mani Pulite et basculements au sein du secteur judiciaire », *Italie. Années 90*, n°13-14, 1998, pp. 153-173.

RIGHETTINI (Stella), « La politicizzazione di un potere neutrale. Magistratura e crisi italiana », *Rivista italiana di scienza politica*, n°2, août 1995, pp. 227-265.

RODOTA (Carla), *Storia della Corte Costituzionale*, Bari, Laterza, 1999.

**SARACENO (Pietro)**, *Alta magistratura e classe politiche dalla integrazione alla separazione. Linee di una analisi sociopolitica dell'alta magistratura italiana dall'Unità al fascismo*, Rome, Edizione dell'Ateneo Bizzari, 1979.

—, « Le statistiche giudiziarie italiane », in SARACENO (Pietro, dir.), *I magistrati italiani dall'unità al fascismo. Studi biografici e prosopografici*, Rome, Carucci, 1988, pp. 257-269.

—, « I magistrati italiani fra fascismo e repubblica. Brevi considerazioni su un'epurazione necessaria ma impossibile », *Clio*, vol. XXV, n°1, janv.-mars 1999, pp. 65-109.

**SCOPPOLA (Pietro)**, *Gli anni della Costituente, fra politica e storia*, Bologne, Il Mulino, 1981.

—, *La Costituzione contesa*, Turin, Einaudi, 1998.

**TRANFAGLIA (Nicola)**, « Politica e magistratura nell'Italia repubblicana », in TRANFAGLIA (Nicola), *La tradizione repubblicana. Problemi e contraddizione nel primo cinquantennio*, Turin, Scriptorium, 1997, pp. 75-89.

**VAUCHEZ (Antoine)**, « Parler d'expérience(s). La constitution d'un nouveau modèle d'excellence judiciaire dans la lutte contre la criminalité organisée en Italie », Communication au 6<sup>ème</sup> congrès de l'AFSP, Rennes, 1999.

**VENTURINI (Fernando)**, *Un "sindacato" di giudici da Giolitti a Mussolini. L'associazione generale fra i magistrati italiani (1909-1926)*, Bologne, Il Mulino, 1987.

**VERDE (Giuseppe)**, *L'amministrazione della giustizia fra ministero e consiglio superiore*, Padoue, Cedam, 1990.

**ZANNOTTI (Francesca)**, *Le attività extragiudiziarie dei magistrati ordinari*, Padoue, Cedam, 1981.

—, *La magistratura, un gruppo di pressione istituzionale. L'autodeterminazione delle retribuzioni*, Padoue, Cedam, 1989.

—, « L'organizzazione giudiziaria e l'espansione dei poteri della magistratura », *Amministrare*, n°3, déc. 1994, pp. 364-412.

—, SAPIGNOLI (Michele), « L'incremento degli incarichi extra-giudiziari dei magistrati italiani : una ricerca sugli anni 1992, 1993, 1994 », *Polis*, XI, n°2, août 1997, pp. 213-229.

### 3. OUVRAGES GENERAUX SUR L'ITALIE

**AJELLO (Nello)**, *Il lungo addio. Intellettuali e PCI dal 1958 al 1991*, Rome, Laterza, 1997.

**ARFE (Gaetano)**, *Intellettuali e società di massa. I socialisti italiani dal 1945 ad oggi*, Gênes, ECIG, 1984.

**Associazione Materiali per una nuova sinistra**, *Il sessantotto. La stagione dei movimenti (1960-1979)*, Associate, 1988.

**Auteurs variés**, *I comunisti a Torino 1919-1972*, Rome, Riuniti.

**BALBO (Laura)**, **CHIARETTI (Giuliana)**, **MASSIRONI (Gianni)**, dir., *L'inferma scienza. Tre saggi sull'istituzionalizzazione della scienza : la sociologia*, Bologne, Il Mulino, 1975.

**BALDASSARE (Antonio)**, « I gruppi parlamentari », in ACCORNERO (Aris), **ILARDI (Massimo)**, dir., *Il PCI : struttura e storia dell'organizzazione. Annali vol. 21*, Milan, Feltrinelli, 1981, pp. 445-497.

BECHELLONI (G.), « Chi sono i giornalisti? », in CASTRONUOVO (Valerio), TRANFAGLIA (Nicola), dir., *La stampa italiana nell'età della TV, 1975-1994*, Bari, Laterza, 1994, pp. 549-563.

BERTA (Giuseppe), *Le idee al potere. A. Olivetti tra la fabbrica e la Comunità*, Bologne, Il Mulino, 1980.

BISCIONE (Francesco), *Il delitto Moro. Strategie di un assassinio politico*, Rome, Riuniti, 1998.

BLANDO (Antonino), « Percorsi dell'antimafia », *Meridiana*, n°25, 1996, pp. 77-91.

BOBBIO (Norberto), *L'Italia civile*, Florence, Passigli, 1986.

—, *Profilo ideologico del 900*, Milan, Garzanti, 1990.

—, *Autobiografia*, Bari, Laterza, 1997.

BONANATE (Luigi), *Dimensioni del terrorismo politico*, Milan, Franco Angeli, 1978.

BRIQUET (Jean-Louis), « La crise politique en Italie. Les analyses de la science politique italienne », *Politix*, n°30, 1995, pp. 127-154.

—, « Comprendre la mafia. L'analyse de la mafia dans l'histoire et les sciences sociales », *Politix*, n°30, 1995, pp. 139-150.

—, « Mobilitazioni politiche e congiuntura critica », *Teoria politica*, n°1, 1996, pp. 15-30.

—, « Fine dell'anomalia italiana? », in DIAMANTI (Ilvo), LAZAR (Marc), dir., *Stanchi di miracoli. Il sistema politica italiana in cerca di normalità*, Milan, Guerini e associati, 1997.

—, « Italie : un système de pouvoir en procès », *Critique Internationale*, n°3, printemps 1999, pp. 141-154.

BRUNO (Giovanni), « Espansione e deriva nel Mezzogiorno », *Storia dell'Italia repubblicana*, vol. 3, t. 2, 1997, pp. 401-470.

CACCIAGLI (Mario), CAZZOLA (Franco), MORLINO (Leonardo), PASSIGLI (Stefano), dir., *L'Italia fra crisi e transizione*, Bari, Laterza, 1994.

CASELLI (Giancarlo), DELLA PORTA (Donatella), « La storia delle Brigate Rosse : strutture organizzative e strategie d'azione », in DELLA PORTA (Donatella, dir.), *Terrorismi in Itali*, Bologne, Il Mulino, 1984, pp. 153-221.

CASTRONUOVO (Valerio), *Il Piemonte*, Turin, Einaudi, 1977, coll. Storia delle Regioni italiane dall'Unità a oggi.

CATANZARO (Raimondo), *Il delitto come impresa. Storia sociale della mafia*, Padoue, Liviana, 1988.

CHIARETTI (Giuliana), « Un caso di organizzazione della scienza : la sociologia in Italia nel decennio 1958-1968 », in BALBO (Laura), CHIARETTI (Giuliana), MASSIRONI (Gianni), dir., *L'inferma scienza. Tre saggi sull'istituzionalizzazione della scienza : la sociologia*, Bologne, Il Mulino, 1975, pp. 67-160.

*Classe*, « Gli anni delle riviste (1955-1969) », n°17, juin 1980.

COEN (Federico), BORIONI (Paul), *Le Cassandre di Mondoperaio : une stagione creativa della cultura socialista*, Venise, Marsilio, 1999.

COLAPRICO (Piero), *Capire Tangentopoli*, Milan, Il Saggiatore, 1996.

COLARIZI (Simona), *Storia dei partiti nell'Itali repubblicana*, Bari, Laterza, 1994.

- D'ALMEIDA (Fabrice)**, *Histoire et politique en France et en Italie : l'exemple des socialistes, 1945-1983*, Paris, Befar, 1998.
- DEAGLI (Enrico)**, *Racconto rosso. La mafia, l'Italia*, Milan, Feltrinelli, 1995.
- DE FELICE (Franco)**, « Doppia lealtà e doppio Stato », *Studi storici*, n°1, janv.-mars 1989, pp. 493-563.
- DEGL'INNOCENTI (Maurizio)**, *Storia del PSI dal dopoguerra a oggi*, Bari, Laterza, 1993, vol. 3.
- DELLA PORTA (Donatella, dir.)**, *Terrorismi in Itali*, Bologne, Il Mulino, 1984.
- DELLA PORTA (Donatella)**, *Lo scambio occulto. Casi di corruzione politica in Italia*, Bologne, Il Mulino, 1992.
- , *Movimenti collettivi e sistema politico in Italia – 1960-1995*, Bari, Laterza, 1996.
- DELLA PORTA (Donatella), RICCI (Marizio)**, *Cifre crudeli: bilancio dei terrorismi italiani*, Bologne, Istituto Cattaneo, 1984.
- DELLA PORTA (Donatella), VANNUCCI (Alberto)**, *Corruzione politica e amministrazione pubblica. Risorse, Meccanismi, Attori*, Bologne, Il Mulino, 1994.
- DE LUNA (Giovanni)**, *Storia del partito d'azione, 1942-1947*, Milan, Feltrinelli, 1982.
- DE LUTIIIS (Giuseppe)**, *I servizi segreti in Italia*, Rome, Riuniti, 1998.
- DIAMANTI (Ilvo), LAZAR (Marc)**, *Stanchi di miracoli*, Milan, Guerini e associati, 1997.
- DRAKE (Richard)**, *The Aldo Moro murder case*, Cambridge, Harvard University Press, 1995.
- GALLI (Giorgio)**, *Il partito armato. Gli "anni di piombo" in Italia, 1968-1986*, Milan, Kaos, 1993.
- GALLINO (Luciano)**, « Il ricercatore sociale e l'impresa », *Storia dell'Italia. Annali 4*, Turin, Einaudi, 1981, pp. 1299-1329.
- GIACOMINI (S.)**, *Miseria e nobiltà della ricerca in Italia. Le fondazioni e gli istituti economico-sociali*, Milan, Feltrinelli, 1979.
- , « I guasti della spartizione. IRER », in GIACOMINI (S.), *Miseria e nobiltà della ricerca in Italia. Le fondazioni e gli istituti economico-sociali*, Milan, Feltrinelli, 1979, pp. 104-116.
- , « Gli anni gloriosi della Casa della cultura », in GIACOMINI (S.), *Miseria e nobiltà della ricerca in Italia. Le fondazioni e gli istituti economico-sociali*, Milan, Feltrinelli, 1979, pp. 156-168.
- GIGLIOLI (Pier Paolo)**, « Corruption politique et medias : l'affaire Tangetopoli », *Revue internationale de sciences sociales*, n°149, sept. 1996, pp. 437-452.
- GINSBORG (Paul)**, *Storia dell'Italia dal dopoguerra a oggi. Società e politica 1943-1988*, Turin, Einaudi, 1989.
- , *L'Italia del tempo presente*, Turin, Einaudi, 1998.
- GIOVAGNOLI (Agostino)**, *Il partito italiano. La democrazia cristiana dal 1942 al 1994*, Rome, Laterza, 1996.
- GROSSI (Pietro)**, *Stile fiorentino. Gli studi giuridici nella Firenze italiana 1859-1950*, Milan, Giuffrè, 1985.

HELLMAN (Stephen), « Generational differences in the bureaucratic elite of Italian communist party provincial federation », *Canadian Journal of Political Science*, vol. 8, n°1, 1975, pp. 81-112.

—, « A new style of governing Turin, 1975-1979 », *Studies in political economy*, n°1-2, 1979, pp. 150-197.

—, « Il PCI e l'ambigua eredità dell'autunno caldo a Torino », *Il Mulino*, n°268, mars-avril 1980, pp. 246-295.

HORN (David), *Social bodies. Science, reproduction and Italian modernity*, Princeton, Princeton University Press, 1994.

LANARO (Silvio), *Storia dell'Italia repubblicana: dalla fine della guerra agli anni novanta*, Venise, Marsilio, 1994.

IANELLI (Francesco), ROCCHEGIANI (Michele), *La direzione investigativa antimafia*, Milan, Giuffrè, 1995.

JAMIESON (Alison), *The anti-mafia: Italy's fight against organized crime*, New York, St Martin's Press, 2000.

LAZAR (Marc), « Existe-t-il un "made in Italy" politique ? », *Revue politique et parlementaire*, n°968, 1993, pp. 15-21.

LODATO (Saverio), *Venti anni di mafia*, Milan, Rizzoli, 1999.

LUPI (Giancarlo), *Il crollo della grande coalizione. La strategia delle elites dei partiti (1976-1979)*, Milan, Sugarco, 1982.

LUPO (Salvatore), *Storia della mafia*, Rome, Donzelli, 1992.

—, « Mafia, politica, storia d'Italia : a proposito del processo Andreotti », *Meridiana*, n°25, 1996, pp. 19-45 ;

—, « Le mafie », in *Storia dell'Italia repubblicana*, vol. 3, t. 2, 1997, pp. 241-298

MANGIAMELI (Rosario), « Mafia, politica, Stato. A proposito di due libri recenti », *Meridiana*, n°15, 1992, pp. 249-267.

MASON (Tim), « Italy and modernization », *History workshop journal*, n°1, printemps 1998, pp. 127-147.

MASTROPAOLO (Alfio), « Il caso Palermo tra tendenze nazionali e variabili locali », *Segno*, n°93, avril 1988, pp. 41-56.

—, « Machine politics and mass mobilization in Palermo : epitaph for a failed revolt », in LEONARDI (Roberto), ANDERLINI (Fausto), dir., *Italian politics : a review* ; vol. 6, Londres, Pinters Publishers, 1992, pp. 123-141.

—, « Tra politica a mafia. Storia breve di un latifondo elettorale », in MORISI (Massimo, dir.), *Far politica in Sicilia. Difesa, consenso e protesta*, Milan, Feltrinelli, 1993, pp. 84-144.

—, « Eziologia di una crisi di fine millenio : come è stata costruita la crisi politica », *Teoria politica*, 1999.

MEADE (Robert), *Red Brigades*, New York, St Martin's Press, 1990.

MERCURI (L., dir.), « In memoria di E. Enriques Agnoletti », *Quaderni della FLAP*, n°52, Foggia, Bastogi, 1991, pp. 151-159.

MERKEL (Wolfgang), *Prima e dopo Craxi. Le trasformazioni del PSI*, Padoue, Liviana, 1987.

- MONTI (Augusto)**, *I miei conti con la scuola*, Turin, Einaudi, 1965.
- MORISI (Massimo, dir.)**, *Far politica in Sicilia. Difesa, consenso e protesta*, Milan, Feltrinelli, 1993.
- MORLINO (Leonardo)**, « Democratic consolidation and convergence in southern Europe : the Italian case », *Democratization*, n°3, automne 1996, pp. 189-214.
- PAOLI (Letizia)**, « Eléments pour une compréhension de la mafia en Italie », *Les cahiers de la sécurité intérieure*, n°32, 1998, pp. 189-209.
- PEZZINO (Paolo)**, *Mafia : industria della violenza*, Florence, La Nuova Italia, 1995.
- PIZZORNO (Alessandro)**, « La corruzione nel sistema politico », in DELLA PORTA (Donatella), *Lo scambio occulto. Casi di corruzione politica in Italia*, Bologna, Il Mulino, 1992, pp. 13-74.  
—, « Dopo il consociativismo », *Micromega*, n°2, 1995, pp. 236-260.
- Politix*, « Incertitudes italiennes », n°30, 1995.
- RAMELLA (Francesco), TRIGILIA (Carlo)**, « Associazionismo e mobilitazione contro la criminalità organizzata nel Mezzogiorno », in VIOLANTE (Luciano, dir.), *Mafia e società italiana. Rapporto 1997*, Bari, Laterza, 1997.
- REGONINI (Gloria)**, « Il principe e il povero. Politiche istituzionali ed economiche negli anni '80 », *Stato e mercato*, n°39, déc. 1993, pp. 361-403.  
—, « Partiti, reti, giochi politiche e politiche pubbliche », in CACCIAGLI (Mario), CAZZOLA (Franco), MORLINO (Leonardo), PASSIGLI (Stefano), dir., *L'Italia fra crisi e transizione*, Bari, Laterza, 1994, pp. 163-188.
- REVELLI (Marco)**, « Movimenti sociali e spazio politico », in *Storia dell'Italia repubblicana*, vol. 2, t. 2, Turin, Einaudi, 1994, pp. 385-480.
- RIOLO (Claudio)**, *L'identità debole. Il PCI in Sicilia tra gli anni '70 e '80*, Palermo, La Zisa, 1989.
- ROMANELLI (Raffaele, dir.)**, *Storia dello Stato italiano*, Rome, Donzelli, 1995.
- RUGGE (Fabio)**, « Il disegno amministrativo : evoluzione e persistenze », in *Storia dell'Italia repubblicana*, vol. 2, t. 2, Turin, Einaudi, 1994, pp. 215-298.
- SABETTI (Filipo)**, « The mafia and the anti-mafia : moments in the struggle for justice and self-governance in Sicily », LEONARDI (Roberto), ANDERLINI (Fausto), dir., *Italian politics: a review*, vol. 6, Londres, Pinters Publishers, 1992, pp. 176-181.
- SALES (Isaia)**, « Ciriaco De Mita », in TRANFAGLIA (Nicola, dir.), *Ciriaco, Ligato e Lima. Tre storie di mafia e politica*, Rome, Laterza, 1994, pp. 31-97.
- SANTAGATA (Walter)**, « La séparation du politique et de l'économique : la fin d'une anomalie italienne ? », *Sociologie du travail*, n°1, 1996, pp. 13-24.
- SCHNEIDER (Jane), SCHNEIDER (Peter)**, « Mafia, antimafia and the question of Sicilian culture », *Politics and Society*, n°2, juin 1994, pp. 237-258.  
—, « Dalle guerre contadine alla guerra urbana : il movimento antimafia a Palermo », *Meridiana*, n°25, 1996, pp. 47-75.
- SCIARRONE (Rocco)**, *Mafie vecchie, mafie nuove*, Rome, Donzelli, 1998.



- SCOPPOLA (Pietro)**, *La Costituzione contesa*, Turin, Einaudi, 1998.
- , *La Repubblica dei partiti. Profilo storico della democrazia italiana (1945-1990)*, Bologne, Il Mulino, 1991.
- SEBASTIANI (Chiara)**, « PCI: organi dirigenti nazionali: funzioni, analisi e dati », **ACCORNERO (Aris)**, **ILARDI (Massimo)**, dir., *Il PCI: struttura e storia dell'organizzazione. Annali vol. 21*, Milan, Feltrinelli, 1980, pp. 83-120.
- SEPE (Stefano)**, « Formazione e riforma della pubblica amministrazione: quali modelli e quali prospettive? », *Politica del diritto*, XXIV; n°1, mars 1993, pp. 13-33.
- SILJ (Alessandro)**, *Malpaese. Criminalità, corruzione e politica nell'Italia della prima Repubblica, 1943-1994*, Rome, Donzelli, 1994.
- SIRCANA (Giuseppe)**, « La nascita della Sinistra Indipendente », in *Il Parlamento italiano nella storia d'Italia, 1881-1992*, vol. XXII, Milan, Nuova CEI, 1993, pp. 65-66.
- STILLE (Alexander)**, *Excellent cadavers: the mafia and the death of the first republic*, New York, Pantheon Books, 1995.
- STRINATI (Valerio)**, *Politica e cultura nel PSI 1945-1978*, Naples, Liguori, 1980.
- , « La sinistra italiana di fronte alle trasformazioni del capitalismo (1953-1963) », *Studi storici*, n°2-3, 1992, pp. 555-583.
- TAMBURRANO (Giuseppe)**, *Storia e cronaca del centro-sinistra*, Milan, Rizzoli, 1971.
- TEMPESTINI (Attilio)**, « Indipendenti di sinistra e PCI. Un primo confronto del loro comportamento legislativo », *Rivista italiana di scienza politica*, vol. 8, n°1, avril 1978, pp. 113-133.
- TESSITORE (Giovanni)**, *Il nome e la cosa. Quando la mafia non si chiamava mafia*, Milan, Franco Angeli, 1997.
- TRANFAGLIA (Nicola)**, « Un capitolo del "doppio stato". La stagione delle stragi e dei terrorismi », *Storia dell'Italia repubblicana*, vol. 3, t. 2, Turin, Einaudi, 1997, pp. 7-80.
- TURONE (Sergio)**, *La politica ladra. Storia della corruzione in Italia, 1861-1992*, Bari, Laterza, 1992.
- VAUCHEZ (Antoine)**, « Une magistrature d'influence? Le parti communiste italien (PCI-PDS) et les juges, 1969-1994 », *Italie années 90*, n°13-14, sept. 1998, pp. 204-220.
- VALENTINI (Chiara)**, *Berlinguer, l'eredità difficile*, Rome, Riuniti, 1997.
- VERUCCI (Guido)**, « Il contributo culturale e politico delle riviste e degli intellettuali laici nell'Italia del secondo dopoguerra », *Studi storici*, n°4, 1990, pp. 889-897.
- VITTORIA (Albertina)**, « Organizzazione e istituti della cultura », in *Storia dell'Italia repubblicana; la trasformazione dell'Italia. Sviluppo e squilibri*, vol. 2, t. 2, Turin, Einaudi, 1994, pp. 637-703.
- VOULGARIS (Yannis)**, *L'Italia del centro-sinistra, 1960-1968*, Rome, Carocci, 1998.
- WEINBERG (Leonard)**, **EUBANK (William)**, *The rise and fall of Italian terrorism*, Boulder, Westview Press, 1987.
- ZANNUTTINI (Annalisa)**, « Gli archivi dei gruppi parlamentari della Sinistra Indipendente. Una recente acquisizione dell'Archivio centrale dello Stato », in *Gli Archivi dei partiti politici*, Rome, Pubblicazioni degli Archivi dello Stato, 1996, pp. 176-184.



# TABLEAUX

<i>Tableau n°1 : Le manifeste du programme de recherche sur l'administration de la justice dans la société italienne en transformation .....</i>	<i>51</i>
<i>Tableau n°2 : La gauche au congrès de Magistratura Democratica à Florence (1973).....</i>	<i>154</i>
<i>Tableau n°3 : Répartition géographique des procès pour terrorisme et pour mafia en 1987.....</i>	<i>180</i>
<i>Tableau n°4 : La banque nationale de données judiciaires sur le terrorisme .....</i>	<i>214</i>
<i>Tableau n°5 : Les rencontres du CSM en matière de criminalité organisée (1982-1988).....</i>	<i>263</i>
<i>Tableau n°6 : Ce que permet le travail en pool.....</i>	<i>279</i>
<i>Tableau n°7 : La composition du comité directeur de l'ANM selon les grades.....</i>	<i>318</i>
<i>Tableau n°8 : Les magistrats et l'Association Nationale des Magistrats.....</i>	<i>320</i>
<i>Tableau n°9 : Espace des positions électives contrôlées par le syndicalisme judiciaire (1980).....</i>	<i>323</i>
<i>Tableau n°10 : Les candidatures syndicales des 20 magistrats élus au CSM en 1976 .....</i>	<i>328</i>
<i>Tableau n°11 : La lottizzazione des cours de formation des auditeurs de justice .....</i>	<i>336</i>
<i>Tableau n°12 : Les distinctions professionnelles au niveau national (1980) .....</i>	<i>340</i>
<i>Tableau n°13 : Le capital syndical des « nouveaux juges » .....</i>	<i>349</i>
<i>Tableau n°14 : « Nouveaux juges » et lottizzazione syndicale : les enseignants des cours de formation en matière pénale des auditeurs de justice (1981-1986) .....</i>	<i>367</i>
<i>Tableau n°15 : Un exemple de spécialisation : les trajectoires des magistrats anti-mafia de Magistratura Democratica .....</i>	<i>373</i>
<i>Tableau n°16 : Le PCI et la promotion de l'expertise judiciaire.....</i>	<i>419</i>
<i>Tableau n°17 : Les magistrats assassinés depuis le début des années 1970 .....</i>	<i>456</i>
<i>Tableau n°18 : Les sessions de formation permanente du CSM (par mandat).....</i>	<i>487</i>



# TABLE DES MATIERES

## PREMIERE PARTIE : TRADUIRE EN JUSTICE : DEUX ENTREPRISES DE REDEFINITION DE LA PROFESSION JUDICIAIRE .....21

### CHAPITRE 1 : LE « JUGE MODERNISATEUR » ET L'EXPERTISE SOCIOLOGIQUE (1964-1969) ..... 24

#### *Section I/ L'institution judiciaire dans la configuration modernisatrice ..... 25*

##### A/ Le cas de la magistrature milanaise ..... 27

###### 1- La contestation de la prééminence des hauts magistrats ..... 27

###### 2- La marginalisation des magistrats milanais dans les recompositions du syndicalisme judiciaire ..... 32

##### B/ Constituer une sociologie du droit et des institutions ..... 40

###### 1- Le développement éclaté de la sociologie ..... 40

###### 2- Une stratégie de professionnalisation de la sociologie ..... 43

###### a) La nouvelle sociologie du droit de Renato Treves ..... 44

###### b) Le CNPDS et la fédération de la nébuleuse sociologique ..... 47

#### *Section II/ Un magistrat « expert de la vie sociale » ..... 49*

##### A/ D'un programme de recherche à la constitution d'un nouveau syndicat de magistrats ..... 50

###### 1- La naissance d'un programme de recherche sur « l'administration de la justice dans la société italienne en transformation » ..... 50

###### 2- Magistratura Democratica entre groupe de recherche et groupe syndical ..... 53

###### a) Les conditions de naissance de Magistratura Democratica ..... 53

###### b) Le « double jeu » d'Adolfo Beria ..... 55

##### B/ La constitution d'un nouveau principe de légitimité du travail judiciaire ..... 58

###### 1- La « dynamique modernisatrice » ..... 59

###### a) Les « journées internationales de sociologie du droit » à Varese en 1968 ..... 59

###### b) L'entrée de la sociologie du droit dans les universités ..... 61

###### 2- Le juge et les sciences sociales ..... 64

###### a) Se distinguer dans l'arène syndicale ..... 65

###### b) Le magistrat sociologue ..... 67

#### *Section III/ Une prophétie modernisatrice inaboutie ..... 73*

##### A/ Les succès institutionnels du registre modernisateur ..... 73

###### 1- La revendication de l'inscription de la magistrature dans le Plan ..... 74

###### 2- Le rapport annuel du CSM ..... 78

###### 3- La naissance d'un « Observatoire de la justice » au ministère de la justice ..... 80

##### B/ L'échec de l'enrôlement des magistrats ..... 82

###### 1- Les épreuves de force entre magistrats et sociologues ..... 83

###### 2- Le délitement de la configuration modernisatrice ..... 88

a) Les mobilisations contestataires dans la sociologie et dans Magistratura Democratica .....	90
b) La dénonciation de l'ubiquité sociale des magistrats modernisateurs .....	93
CHAPITRE 2 : L'EXPERIENCE DE LA « JURISPRUDENCE ALTERNATIVE » (1969-1973) .....	98
Section I/ <i>Affirmer un point de vue politique sur les institutions judiciaires</i> .....	99
A/ La gauche et les institutions au tournant des années 1960 et 1970 .....	100
1- L'interprétation de la Constitution, enjeu des luttes politiques .....	100
2- Les conditions de la prise de parole sur les institutions .....	103
B/ Des entreprises de redéfinition des rapports entre droit et politique .....	108
1- Les facultés de droit dans la contestation .....	108
a) Politica del diritto et le juriste réformateur .....	109
b) Democrazia e diritto et le juriste marxiste .....	114
2- Un syndicat de « juges rouges » .....	117
a) Magistratura Democratica privé de sa surface sociale .....	117
b) La recherche de nouveaux soutiens .....	124
Section II/ <i>Une expérience avortée</i> .....	129
A/ La construction d'un espace d'interprétation des institutions .....	129
1- La « gauche juridique » : désaccords et attestations croisées .....	130
2- Trouver une place à la marge du PCI et du PSI .....	134
a) La « diaspora socialiste » entre droit et politique .....	135
b) Marco Ramat, un magistrat dans la « gauche juridique » .....	139
B/ <i>Magistratura Democratica</i> et l'échec de la « jurisprudence alternative » .....	143
1- Les épreuves de force avec les partis politiques de gauche .....	144
a) L'échec du référendum d'abrogation des délits d'opinion .....	144
b) L'expérience de la commission Justice du PSI .....	149
2- L'irruption des divisions de la gauche dans <i>Magistratura Democratica</i> .....	153

## DEUXIEME PARTIE : PARLER D'EXPERIENCE(S). LA CONSTITUTION D'UN NOUVEAU MODELE D'EXCELLENCE JUDICIAIRE DANS LA LUTTE CONTRE LA CRIMINALITE ORGANISEE ..... 161

### CHAPITRE 1 : LA FORMATION D'UNE EXPERTISE JUDICIAIRE EN MATIERE DE TERRORISME : LE CAS DES POOLS DE TURIN ..... 164

Section I/ <i>L'entreprenariat judiciaire et l'expertise des phénomènes sociaux</i> .....	166
A/ Les caractéristiques spécifiques de l'expertise judiciaire .....	167
1- La procédure comme contrainte et comme habilitation à agir .....	168
2- L'exemple du secret d'instruction .....	170
3- La clôture de l'enquête et le déclassement de l'expertise judiciaire .....	173
B/ Les conditions de la pérennisation des entreprises judiciaires .....	177
C/ L'illégitimité de l'expérience des magistrats enquêteurs au tournant des années 1970 et 1980 .....	182

<i>Section II/ L'expertise des pools anti-terroristes du tribunal de Turin .....</i>	<i>186</i>
A/ Une entreprise judiciaire collective .....	187
1- La constitution d'un corps de connaissances judiciaires du terrorisme.....	187
a) Chronique des enquêtes des pools turinois .....	187
b) Les formes de l'expertise .....	189
2- La gestion collective du sens des enquêtes judiciaires.....	193
a) Le rôle des réseaux syndicaux locaux .....	194
b) Des interdépendances professionnelles.....	199
c) Une seule et même expérience judiciaire .....	202
B/ Les nouvelles conditions d'exercice de l'expertise judiciaire.....	205
1- Les <i>pools</i> turinois comme expertise continue .....	205
2- La formation d'une expertise nationale.....	208
a) Coordonner les enquêtes judiciaires au niveau national .....	209
b) Un « cartel » des entreprises judiciaires anti-terroristes .....	211
c) Un nouvel interlocuteur du gouvernement .....	214
<i>Section III/ La constitution de l'exemplarité de l'expérience judiciaire turinoise .....</i>	<i>216</i>
A/ Le réseau des « juristes communistes turinois ».....	218
1- Un réseau local.....	218
a) Les magistrats turinois de MD et l'alliance avec le PCI.....	219
b) La collaboration du PCI avec les professionnels du droit à Turin .....	221
2- Les « juristes communistes turinois » et la redéfinition de la politique du PCI en matière de terrorisme .....	224
B/ L'érection des <i>pools</i> turinois en emblèmes de la lutte anti-terroriste .....	228
1- Le « front uni des institutions » à Turin .....	228
2- Une expérience judiciaire édifiante .....	234
a) Un précédent : le procès contre les « chefs historiques » des Brigades Rouges .....	235
b) La saillance des pools anti-terroristes turinois dans l'espace public.....	237
<b>CHAPITRE 2 : DE LA LUTTE ANTI-TERRORISTE A LA LUTTE ANTI-MAFIA : LA FORMATION D'UN NOUVEAU MODELE D'EXCELLENCE JUDICIAIRE .....</b>	<b>241</b>
<i>Section I/ La reformulation du problème mafieux à l'aune des « leçons » de la lutte anti-terroriste .....</i>	<i>242</i>
A/ La reconversion des acteurs de la lutte anti-terroriste .....	245
1- Le PCI et la « question morale ».....	245
2- La lutte contre la criminalité organisée et son inscription à l'agenda syndical .....	250
B/ Le Conseil Supérieur de la Magistrature et le traitement judiciaire du crime organisé.....	253
1- L'engagement du CSM dans la lutte anti-mafia .....	254
2 – Parler au nom des magistrats qui luttent contre la criminalité organisée .....	258
a) Les controverses autour de la mise en équivalence du terrorisme et de la mafia .....	258
b) L'organisation des rencontres sur la criminalité organisée .....	260

*Section II/ L'expérience de la lutte contre la criminalité organisée comme nouveau principe de légitimité..... 266*

A/ Faire valoir l'expérience judiciaire anti-terroriste.....	267
1- La désagrégation des groupes terroristes et ses effets.....	267
2- Intéresser les magistrats anti-mafia aux « accomplissements » de la lutte judiciaire anti-terroriste .....	271
a) Les magistrats anti-terroristes et la mafia.....	272
b) Les mises en forme de l'expérience judiciaire du terrorisme.....	275
B/ De nouvelles entreprises judiciaires : le cas des <i>pools</i> anti-mafia de Palerme .....	280
1- La constitution d'une expertise judiciaire de <i>Cosa nostra</i> .....	281
a) Chronique des enquêtes judiciaires des <i>pools</i> anti-mafia de Palerme .....	282
b) Une phénoménologie de la mafia comme stratégie probatoire .....	285
2- Faire jurisprudence.....	288
a) L'illégitimité de la « jurisprudence Falcone » dans l'institution judiciaire.....	289
b) La légitimation du travail du pool palermitain et la rencontre avec les magistrats anti-terroristes .....	292
C/ La formation d'un nouveau modèle d'excellence judiciaire .....	296
1- Un capital d'expériences.....	298
2- Des légitimités concurrentes.....	300

**CHAPITRE 3 : LES « NOUVEAUX JUGES » ET LA MISE EN VALEUR DE LEUR EXPERIENCE**

JUDICIAIRE .....	305
------------------	-----

*Section I/ Pérenniser la valeur de l'expérience judiciaire de la criminalité organisée..... 306*

A/ Les « nouveaux juges » et l'impératif individuel de reconversion .....	306
1- L'afflux de nouvelles enquêtes et ses effets.....	307
2- Le CSM et la mise en exergue des expériences judiciaires.....	309
a) Un travail de sélection .....	310
b) Le CSM et la reproduction de la « nouvelle justice » .....	312
B/ Les conditions d'accès aux trophées professionnels .....	316
1- L'autonomisation de l'arène syndicale.....	317
a) D'un syndicalisme de hiérarques à un syndicalisme militant .....	317
b) Les « professionnels du syndicalisme » .....	324
2- L'emprise du syndicalisme sur les carrières judiciaires.....	328
a) Le démantèlement de la « carrière au mérite » .....	329
b) Ressources syndicales et accès aux distinctions professionnelles .....	333
c) Les ressources politiques comme tempéraments à l'emprise du syndicalisme.....	341

*Section II/ Mettre à profit l'expérience judiciaire .....* 346

A/ L'inégale insertion des « nouveaux juges » dans l'arène syndicale.....	347
1- Des « nouveaux juges » peu dotés en capital syndical.....	347
2- La participation des « nouveaux juges » aux recompositions de l'arène syndicale.....	353
a) Les conflits internes à Magistratura Democratica .....	354
b) Les recompositions internes à Magistratura Indipendente après le scandale de la loge P2 .....	357
c) La naissance d'un nouveau syndicat : les Verts.....	361
3- Un processus de légitimation circulaire.....	364



B/ La différenciation interne de la « nouvelle justice ».....	370
1- Un processus fait d'ajustements successifs.....	371
2- « Grands juges » et techniciens de la « nouvelle justice ».....	375

## TROISIEME PARTIE : LA NOUVELLE PROFESSION JUDICIAIRE.....381

### CHAPITRE 1 : LA « NOUVELLE JUSTICE » ET LE TRAVAIL DE MAINTENANCE DE SON MAGISTERE ..... 384

#### *Section I/ Maintenir le dispositif d'intéressement à la « nouvelle justice » au sein de la magistrature..... 386*

A/ La double insertion des « grands juges ».....	387
1- Durer dans le syndicalisme.....	387
a) Prendre place dans le système d'écart gauche-droite .....	388
b) S'adresser à tous les magistrats .....	391
2- Défendre la spécificité de la « nouvelle justice » .....	393
a) Faire parler l'expérience judiciaire.....	394
b) Réactiver le groupe de ceux qui luttent contre le crime organisé .....	397
B/ Le cas de la réforme du code de procédure pénale .....	401
1- Les « grands juges » et le nouveau procès pénal .....	402
a) Un projet soutenu par la gauche politique et syndicale .....	402
b) La promotion du nouveau procès pénal .....	405
2- Les exigences spécifiques de la lutte contre la criminalité organisée .....	407
a) La représentativité des « grands juges » en question .....	408
b) Un travail de médiation.....	413

#### *Section II/ La « nouvelle justice » dans l'espace public..... 417*

A/ La saillance des enquêtes judiciaires .....	418
1- Le charisme de contact des « nouveaux juges » .....	418
2- Une compétition accrue pour l'interprétation des actes judiciaires .....	427
B/ Une « nouvelle justice » sujette à caution dans l'espace public.....	431
1- Les luttes sur la qualification judiciaire (ou non) des actes judiciaires .....	432
2- La « nouvelle justice » sous haute surveillance .....	434
C/ La mise à distance du politique .....	438
1- La redéfinition des mécanismes de contrôle des rapports du magistrat avec son environnement.....	439
2- Autonomiser la « nouvelle justice ».....	443

### CHAPITRE 2 : DISCIPLINER LA NOUVELLE PROFESSION JUDICIAIRE..... 446

#### *Section I/ Le travail de constitution du groupe professionnel..... 447*

A/ Les mises en récit du groupe .....	447
1- Hétérogénéité sociale et mise en ordre symbolique .....	449
2- Eloges funèbres et construction du rôle judiciaire .....	453
3- « Le mort saisit le vif » .....	456

B/ La définition de la nouvelle profession judiciaire au travers des mises en récit.....	464
1- La nouvelle excellence judiciaire .....	465
a) Une représentation notariale du travail judiciaire .....	465
b) Entre engagement syndical et nouveau professionnalisme .....	470
2- Magistrature et politique : une opposition constituante .....	474
a) Le baptême du feu .....	475
b) La magistrature comme garante de l'intégrité de l'Etat.....	478
<i>Section II/ Faire école : la naissance d'une école de la magistrature.....</i>	<i>482</i>
A/ Une école pour discipliner la « nouvelle justice » .....	484
1- Dé-singulariser la « nouvelle justice » .....	485
2- Un assemblage de formes.....	492
3- Vers un nouveau mode de reproduction de la « nouvelle justice » ? .....	495
B/ Un nouveau modèle professionnel .....	497
1- Le <i>vade-mecum</i> de tout juge .....	497
2- La construction d'une généalogie héroïque .....	501
Conclusion.....	506
Annexes .....	512
Bibliographie.....	582





